La Cour d'assises, traité pratique, par M. Charles Nouguier,...

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Nouguier, Charles (conseiller à la Cour de cassation). La Cour d'assises, traité pratique, par M. Charles Nouguier,.... 1860-1870.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

40545

LA

COUR D'ASSISES

TRAITÉ PRATIQUE

IV

(IIe VOLUME.)

Paris. — Imprimerie de Cosse et J. Dumaine, rue Christine, 2.

LA

COUR D'ASSISES

TRAITÉ PRATIQUE

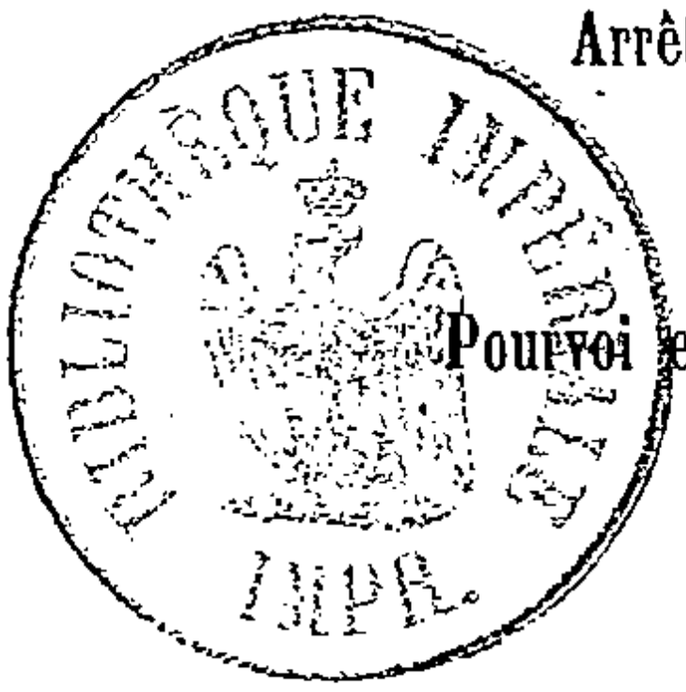
PAR

M. Charles NOUGUIER

CONSEILLER A LA COUR DE CASSATION

SECONDE PARTIE

Délibération et déclaration du jury. - Renvoi des jurés dans leur chambre.
Incidents divers. – Arrêts de contumace. - Ordonnance d'acquittement.
Arrêt d'absolution. - Sursis au jugement.
Arrêt de condamnation. - Procès-verbal des séances.



TROISIÈME PARTIE

Pourvoi en cassation et renvoi devant une autre Cour d'assises.

TOME QUATRIÈME

(IIe VOLUME.)

PARIS

IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE JURISPRUDENCE

COSSE, MARCHAL ET Ce, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

LIBRAIRES DE LA COUR DE CASSATION,

Place Dauphine, 27

1870

LA

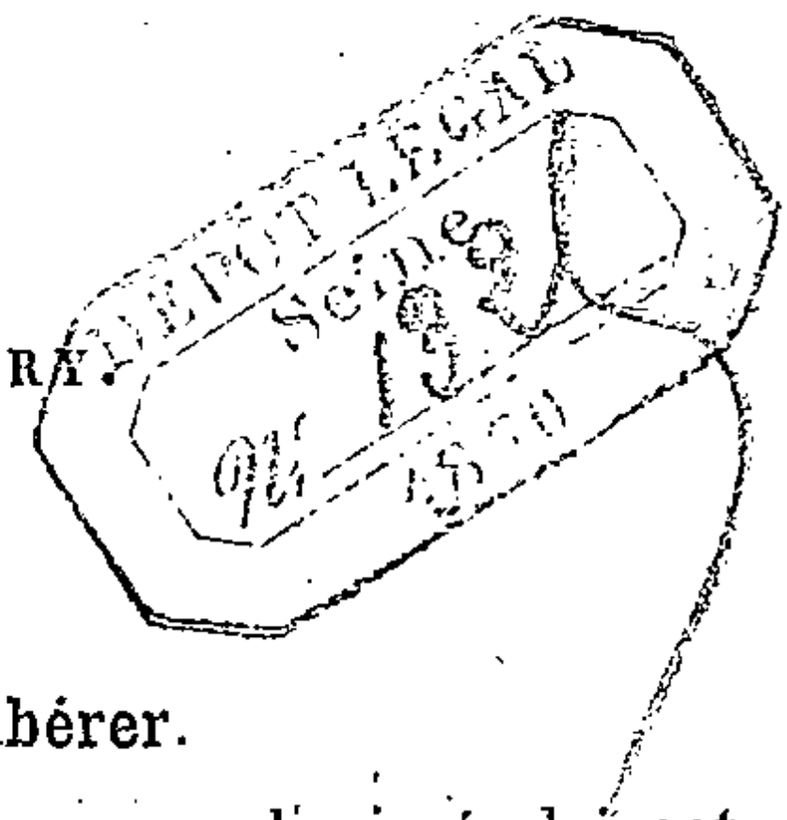
COUR D'ASSISES.

LIVRE TROISIÈME.

Délibération et déclaration du jury.

CHAPITRE Ier.

DÉLIBÉRATION DU JURY.



SECTION Ire.

Où les jurés doivent délibérer.

N° 3088. C'est dans leur chambre, et non ailleurs, que les jurés doivent délibérer, même lorsqu'il s'agit seulement de compléter ou de rectifier leur déclaration.

3089. L'accès de la chambre est interdit aux jurés suppléants qui n'ont pas remplacé des jurés de jugement.

3090. Affiche de l'instruction prescrite par l'article 342; elle n'est pas prescrite à peine de nullité.

3091. Affiche de la loi du 13 mai 1836. — Erreur dans l'apposition de l'affiche.

3088. Jusqu'à présent, auditeurs intéressés, les jurés ont conservé une attitude purement passive. Maintenant, par leur délibération et par leur jugement, ils vont prendre possession de la partie active de leur mission.

C'est dans leur chambre, et non ailleurs, que les jurés doivent délibérer. Cela ressort de l'article 342 du Code d'instruction criminelle, qui dispose : « ils *se rendront* dans « leur chambre pour y délibérer », et de l'article 343 du même Code, qui dit qu'ils ne pourront *en sortir* qu'après avoir formé leur déclaration.

On comprend la haute utilité de cette règle. D'un côté, dans la pièce particulière qui leur est réservée, le secret

des délibérations est entouré de sérieuses garanties ; et, d'un autre côté, là ils trouveront les instructions générales et spéciales qui vont les guider. Or, comme la parfaite liberté de leur examen, ainsi que la manifestation éclairée de leur intime conviction, touche aux plus chers intérêts de l'accusation et de la défense, l'inobservation de cette règle aurait un effet irritant.

Générale et absolue, la règle étend son empire même au cas où il ne s'agit que de compléter ou de rectifier la déclaration par eux portée. En effet : « il est de principe immuable qu'une déclaration de jury ne peut être complétée que dans les formes dans lesquelles elle doit être délibérée, et qu'elle ne peut l'être à l'audience dans le cas même où l'omission ne serait qu'une simple erreur du chef du jury » (1). — Spécialement, dans une première affaire, le jury avait négligé de s'expliquer sur un des caractères légaux de la tentative ; sur l'observation du président, le chef du jury déclara que c'était une erreur matérielle ; les autres jurés confirmèrent ce fait, et le président autorisa alors le chef du jury à rectifier, séance tenante, la déclaration qu'il avait lue ; cette procédure fut annulée, attendu « que cette réponse n'a été ni méditée ni émise sous la garantie du secret ; qu'elle a été faite sous l'influence du public et de la Cour d'assises » (2). — Dans une autre affaire, les jurés avaient omis de prononcer sur une circonstance aggravante, et la rectification avait été faite à l'audience, à la suite d'interpellations analogues : annulation par ce motif « que cette addition faite hors de la chambre des délibérations des jurés était illégale » (3). — Enfin, dans l'arrêt de 1839, dont je viens de citer un

---

(1) Cass., 27 juin 1839 (M. Chauveau-Lagarde, rapp.), *Bull.*316.
(2) Cass., 14 septembre 1820 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.*346.
(3) Cass., 29 janvier 1829 (M. Clausel de Coussergues, rapp.), *Bull.*52.

motif, on lit encore : « que la déclaration des jurés, comme tout ce qui la concerne, étant essentiellement secrète par sa nature, ne peut être ni *arrêtée*, ni *modifiée* que dans le *secret de leurs délibérations* ».

Cependant un arrêt, poussant plus loin qu'on ne l'avait fait jusqu'alors les facilités accordées au jury, décide que la loi n'interdit pas aux jurés de régulariser et de compléter leur déclaration après qu'ils sont sortis de leur chambre, et même lorsqu'ils sont arrivés à la salle d'audience, et après la lecture faite en présence de la Cour, mais en l'absence de l'accusé (1).

Quoi qu'il en soit, si, sans appeler les jurés à opérer aucune modification, le président se borne à leur demander en séance une simple explication, il ne viole pas la loi du secret et ne commet aucune nullité (2) ; — et, la date apposée par le chef du jury sur la déclaration étant erronée, la rectification en aurait pu être faite à l'audience sur la seule invitation du président. En effet, une telle rectification « portait uniquement sur un point matériel sur lequel il n'y avait pas lieu de délibérer ; qui, en lui-même, n'était pas une condition essentielle de la déclaration du jury et dont l'inexactitude ou l'omission ne pouvait causer aucun préjudice à l'accusé » (3).

Toutefois, « quelque irrégulier qu'ait été le mode adopté pour faire compléter la déclaration incomplète du jury, la réponse *écrite à l'audience*, mais antérieurement délibérée, ayant été négative, l'accusé n'a aucun intérêt à relever cette irrégularité et ne peut être recevable à le faire devant la Cour de cassation » (4).

---

(1) Rej., 27 mars 1840 (M. Mérilhou, rapp.), DALLOZ, n° 3034.

(2) Rej., 3 avril 1818 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*149 ;—Cass., 29 septembre 1826 (M. Brière rapp.), *Bull.*536.

(3) Rej., 1er février 1866 (M. de Gaujal, rapp.), *Bull.*55.

(4) Cass., 9 juin 1866 (M. de Gaujal, rapp.), *Bull.*241.

3089. La chambre dans laquelle les jurés se rendent pour délibérer, ne s'ouvre que pour les douze jurés chargés de procéder au jugement, et se referme sur eux. Si la longueur présumée des débats a nécessité l'adjonction de jurés suppléants, les débats terminés et le résumé du président prononcé, leur office éventuel est terminé; et, comme le dit un arrêt, « ils font partie du jury jusqu'au moment où les jurés de jugement se retirent dans leur chambre pour y délibérer sur les questions posées » (1). L'accès de la chambre des délibérations est donc interdit aux jurés suppléants qui n'ont pas été appelés à remplacer un juré titulaire.

Du reste, quand le procès-verbal des débats n'énonce pas qu'aucun des douze jurés titulaires ait été empêché de concourir au jugement, il y a présomption légale que les jurés suppléants n'ont pas pris part à la délibération (2).

3090. Dans le lieu le plus apparent de la chambre des délibérations, on doit afficher, en gros caractères, une instruction dont l'art. 342 donne le texte. Dans un langage empreint d'un sentiment profond de justice et plein de clarté autant que d'élévation, cette instruction apprend aux jurés comment, dans la sincérité de leur conscience, ils doivent remplir leur redoutable mission. On a prétendu que la nullité serait encourue si cette affiche n'était pas apposée, ou si aucun acte ne constatait l'accomplissement de cette formalité. Ce moyen, produit sous le Code de l'an IV, comme sous notre Code, a toujours été repoussé. On a considéré, d'une part, que l'art. 342 n'est point prescrit à peine de nullité, et, d'autre part, que « c'est une formalité d'ordre, étrangère aux débats proprement

---

(1) Rej., 29 mars 1832 (M. Rives, rapp.), *Bull.*167.
(2) Rej., 30 septembre 1836 (même rapp.), *Pal.*1836.1625.

dits, et dont le procès-verbal ne doit point renfermer la constatation » (1).

A fortiori on ne pourrait fonder un pourvoi sur ce grief que l'instruction affichée se trouve en partie lacérée (2).

3091. Il faut encore afficher dans la chambre des délibérations du jury, et aussi en gros caractères, la loi du 13 mai 1836 qui, — on le sait, — a changé le mode de votation. Ici encore, pas de nullité édictée quand cette prescription n'a pas été exécutée : « cette irrégularité regrettable n'a porté aucune atteinte aux droits de la défense ni à l'indépendance du jury et ne peut entraîner la nullité de la déclaration du jury » (3).

Lorsque ce n'est pas l'absence d'affiche que l'on reproche à la procédure, mais un grief basé sur ce que l'on a substitué à l'affiche de la loi de 1836 celle d'une loi antérieure, la décision peut être différente; il faut alors rechercher, dans les circonstances particulières du fait, si les droits de la défense ont reçu ou pu recevoir une atteinte réelle. Ainsi, a-t-on placé sous les yeux des jurés l'ordonnance du 9 septembre 1835, au lieu de la loi de 1836? Cette erreur a pu, selon les cas, préjudicier à l'accusé. Je m'explique : l'art. 4 de la loi de 1836 dispose que les bulletins sur lesquels aucun vote n'est exprimé doivent être comptés comme portant une réponse *favorable* à l'accusé; au contraire, aux termes de l'ordonnance de 1835, ces bulletins sont réputés renfermer une réponse *négative* à la question posée. Or, quand le vote porte sur la question de savoir si l'accusé est coupable d'avoir com-

---

(1) Rej., 18 novembre 1806 (M. Vermeil, rapp.) ; — 19 novembre 1807 (M. Busschop, rapp.), DALLOZ, nº 3004; — 16 septembre 1831 (M. Olivier, rapp.), *Bull.*399; — 26 avril 1839 (M. de Crouseilhes, rapp.), *Pal.*1839.2.665 ; — 27 mai 1852 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*330.

(2) Rej., 2 septembre 1852 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*523.

(3) Cass., 12 octobre 1849 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*388.

mis le crime, ou sur les circonstances aggravantes du crime, on ne préjudicie nullement à l'accusé en considérant les bulletins blancs comme signifiant non ; mais quand on vote soit sur les circonstances atténuantes, soit une question d'excuse, l'application de l'un ou l'autre mode de compter les bulletins sans vote exprimé, peut changer complétement la condition de l'accusé. Aussi, dans une espèce où les circonstances atténuantes n'avaient pas été admises et où le jury avait rejeté l'excuse tirée de la provocation proposée par l'accusé, la Cour de cassation a vu une cause de nullité dans ce fait qu'on avait affiché l'ordonnance de 1835 et non la loi de 1836. Son motif est celui-ci : « dans l'opération du dépouillement des scrutins, on a pu suivre les prescriptions de l'ordonnance de 1835, seule affichée dans la chambre des délibérations du jury, et compter en conséquence ces bulletins comme négatifs ; la seule possibilité d'une semblable erreur enlève à la déclaration du jury le caractère de certitude et de vérité nécessaire à sa légalité » (1). — Mais quand le jury a admis les circonstances atténuantes et quand il n'a pas été saisi d'une question d'excuse, il n'y a pas nullité, car l'affiche de l'ordonnance, au lieu de l'affiche de la loi, n'a privé l'accusé d'aucune des garanties établies par la loi pour la délibération des jurés » ; en effet, l'ordonnance « contient sur le mode de délibération des jurés, sur le secret des votes, sur l'obligation de voter par bulletins distincts et successifs, et sur le dépouillement des scrutins, des dispositions semblables à celles qui ont été établies par la loi du 13 mai 1836 » (2).

---

(1) Cass., 24 juillet 1845 (M. Barennes, rapp.), *Bull.*389, S.-V.45.1.784 ; *Pal.*1845.2.644.

(2) Rej., 10 juillet 1845 (même rapp.), *Pal.*1845.2.644.

SECTION II.

Défense de communiquer et secret de la délibération.

3092. Dispositions légales sur la défense de communiquer et sur le secret de la délibération du jury.

3092. La déclaration des jurés doit être l'œuvre spontanée de leurs seules et libres inspirations. Il ne faut pas que les discussions du dehors viennent altérer en eux les impressions de l'audience ; il ne faut pas non plus que des influences favorables ou contraires, que ne sauraient combattre ni l'accusation ni la défense, puissent peser sur leurs opinions dont la parfaite indépendance est nécessaire à la manifestation de la vérité ; il est sage, enfin, de les soustraire à toutes tentatives de corruptions, plus faciles à exercer sur les douze jurés de jugement que sur la totalité de ceux qui composent la liste du jury de session. Pour atteindre ce but, le législateur a porté trois dispositions : En premier lieu, d'après l'art. 312, les jurés prêtent serment *de ne communiquer avec personne jusqu'après leur déclaration;* —en deuxième lieu, l'art. 353 veut que l'examen et les débats, une fois entamés, soient continués sans interruption, *et sans aucune espèce de communication au dehors, jusqu'après la déclaration du jury inclusivement ;* — et, en troisième lieu, l'art. 343, disposant que *les jurés ne pourront sortir de leur chambre qu'après avoir formé leur déclaration,* prend les mesures les plus précises pour assurer le secret de leur délibération.

Comme ces dispositions ont été dictées par la même pensée et reposent sur le même principe, j'ai cru devoir, malgré les places diverses qu'elles occupent dans le Code, les réunir afin de les examiner ensemble. Parlons donc de ces communications, contraires à la loi, qui peuvent avoir

lieu avant, pendant ou après les débats, dans l'auditoire même ou au dehors, durant la suspension des séances, ou durant la délibération des jurés.

§ 1er. — *Défense de communiquer.*

N° 3093. La communication n'est cause de nullité que lorsqu'elle porte sur l'affaire, est de nature à exercer de l'influence, et a été volontairement reçue.

3094. Communication avant la prestation de serment des jurés.

3095. *Communication à l'audience pendant les débats.* — La défense de communiquer ne concerne pas les jurés de jugement entre eux ou les jurés suppléants éventuellement désignés.— Elle s'applique aux autres jurés non tombés au sort.

3096. Communication avec les membres de la Cour ou avec le ministère public.

3097. Rapports naturels entre les jurés et les témoins : comment ils s'exercent.

3098. La défense de communiquer ne s'entend que de ce qui a trait à la cause qui est en jugement : exemples.

3099. La tentative de communication n'est pas assimilée à la communication consommée.

3100. Signe adressé par un juré à un témoin.

3101. *Communication en dehors pendant la suspension de la séance.* — La défense de communiquer au dehors n'a de sanction que dans la fidélité des jurés à leur serment. — Communications nécessaires : exemples..

3102. Communications *volontaires* de nature à vicier les débats.

3103. Communications *involontaires* : exemples.

3104. Faits même volontaires qui n'opèrent pas nullité : exemples.

3105. Faits volontaires qui, au contraire, ont un effet irritant.

3106. Le juré qui a illégalement communiqué, considéré comme empêché, doit être remplacé par un juré suppléant, s'il en a été désigné.

3107. *Preuve de la communication.* — Comment prouvera-t-on que la communication a eu lieu et qu'elle était relative au procès?

3108. A quel moment l'accusé fera-t-il constater la communication ?

3109. La présomption légale est que les jurés n'ont pas communiqué.

3110. *Manifestation d'opinion.* — La manifestation d'opinion est, en principe, cause de nullité. — La difficulté est de savoir ce qui est réellement une manifestation d'opinion.

3111. Exemples nombreux de faits qui ne la constituent pas.
3112. Espèces dans lesquelles elle existerait.

3093. En règle générale, la défense de communiquer, quand elle a été méconnue, ne peut entraîner la nullité des procédures, que si elle a été escortée des trois conditions suivantes : que la communication a directement porté sur le fait objet de l'accusation, sur ses circonstances, ou sur la culpabilité de l'accusé ; qu'elle a exercé ou pu exercer sur la décision du jury une influence favorable ou contraire à l'accusé ; et qu'elle a été volontairement faite ou reçue par un ou plusieurs des jurés.

Ces communications prohibées peuvent avoir eu lieu, verbalement ou par écrit, pendant les débats, dans l'auditoire même ou au dehors. —Elles peuvent aussi résulter de la manifestation par des jurés des impressions qu'ils éprouvent et de l'opinion qu'ils se forment.

Nous allons voir ces diverses conditions et hypothèses se dérouler devant la jurisprudence.

3094. Dès qu'ils ont appris qu'ils font partie du jury de la session, les jurés doivent repousser toutes communications de nature à frapper leur esprit de préventions et à ébranler leur impartialité. Si, d'aventure, ils ont été touchés par quelques influences, l'honnêteté veut qu'ils les révèlent au moment où l'on procède au tirage du jury de jugement, afin que les intéressés usent, s'il y échet, de leur droit de récusation. — Après la formation du tableau du jury de l'affaire, alors que le droit de récusation est épuisé et que le juré n'est plus seulement un juge possible mais un juge certain, le devoir de s'abstenir de toute communication devient, pour lui, plus impérieux encore. Toutefois, comme à ce moment le serment n'est pas encore prêté, cette obligation est affaire de pure conscience [1];

---

[1] Rej., 13 oct. 1843 ((M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* 439.

l'accusé ne saurait donc se plaindre de communication antérieure à ce serment, s'il n'articule pas que, « dans l'intervalle qui s'est écoulé entre le tirage et le commencement des débats, les jurés aient été exposés à des suggestions contre lui » (1).

Mais le tableau du jury de jugement formé, et le serment prêté par les jurés, toute communication est interdite, et cette règle est un des éléments essentiels de la procédure.

3095. *Communication à l'audience pendant les débats.* — La défense de communiquer ne concerne pas, cela est évident, les rapports mutuels des jurés de jugement : sans délibérer encore, ils ont la faculté de se dire leurs impressions et d'échanger leurs idées ; ils peuvent même communiquer avec les jurés suppléants « qui font partie du jury jusqu'au moment où les jurés de jugement se retirent dans leur chambre pour y délibérer sur les questions posées » (2). Il y a même plus : « les fonctions d'un juré suppléant ne sont terminées qu'autant que la nécessité éventuelle de son concours n'existe plus ; et cette certitude n'est acquise qu'après que le jury de jugement a lui-même définitivement rempli son office ; » en conséquence, on ne verrait pas une communication prohibée dans ce fait que le juré suppléant aurait, après la rentrée des autres jurés dans la salle d'audience, et au moment où le président leur demandait compte du résultat de leur délibération, repris auprès d'eux la place qui lui avait été assignée dès l'ouverture des débats (3).

Mais les jurés non tombés au sort sont, à l'égard de

---

(1) Cass., 13 avril 1837 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*137 ;— Conformes, rej., 12 mai 1814 (M. Aumont, rapp.), DALLOZ, n° 1987 ;—13 février 1846 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*68.

(2) Rej., 29 mars 1832 (M. Rives, rapp.), *Bull.*167, cité n° 3089.

(3) Rej., 8 janvier 1846 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*17.

ceux qui siégent, des personnes étrangères aux débats, et la défense de communiquer leur est applicable. Néanmoins quelques paroles, échangées entre l'un des jurés de jugement et un autre juré qui ne siégeait pas dans l'affaire, ne portent nulle atteinte à la lettre non plus qu'à l'esprit de l'article 312, lorsque rien n'établit que ces paroles eussent aucune relation avec la cause [1].

3096. Les communications que les jurés ont à faire ou à demander, soit à un des membres composant la Cour, soit au ministère public, doivent leur être adressées par l'intermédiaire du président. Cependant, à moins de circonstances exceptionnelles, des rapports de cette nature ne seraient pas facilement admis comme étant des causes d'annulation. — Il a été jugé en ce sens ; 1° que la communication qu'a eue l'un des juges avec les jurés, si elle n'a eu pour objet que l'explication du sens d'un mot employé dans l'une des questions, n'a rien de contraire à la défense de communiquer [2] » ; et 2° qu'on ne saurait annuler une procédure par cela seul qu'une communication aurait eu lieu entre les jurés et le ministère public, « la loi n'ayant pas attaché à une semblable communication la peine de nullité » [3].

3097. Dans le cours des débats, il y a, à l'audience, des rapports naturels entre les jurés et les témoins : des éclaircissements à demander, nécessitent souvent des interpellations ; mais elles ne doivent pas être directes. Entre le témoin qui raconte les faits et le juré qui veut se renseigner, l'intermédiaire légal est encore le président, qui posera toutes les interrogations convenables. En consé-

---

(1) Cass., 12 septembre 1833, — intérêt de la loi — (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.* 482.

(2) Rej., 3 mai 1810 (M. Busschop, rapp.),

(3) Rej., 24 avril 1812 (M. Bauchau, rapp.), DALLOZ, n° 1972.

quence, si un témoin, s'approchant des jurés, établissait avec eux un colloque à voix basse, et *conférait* avec eux, il y aurait présomption que la conversation a été une communication relative à l'affaire, et les débats seraient viciés (1).

Mais la justice deviendrait impossible si quelques mots, lancés à l'audience, qui ne pouvaient exercer aucune influence sur le sort de l'accusé, et que les jurés n'avaient ni provoqués ni volontairement reçus, suffisaient à invalider une procédure. La loi n'a jamais été interprétée avec cette rigueur. Ainsi, quand, pendant la déposition d'un témoin, un autre témoin, déjà entendu, s'est approché d'un des jurés et lui a annoncé qu'il voulait demander la parole au président pour éclaircir un fait, cette circonstance n'a pas constitué la communication interdite (2).

3098. La loi n'ordonnant la séquestration des jurés que pendant leur délibération, la défense de communiquer ne peut s'entendre que de ces communications véritables qui *auraient pour objet certain et direct la cause qui est en jugement* (3). Cette règle a été affirmée dans plusieurs espèces entre lesquelles je citerai les suivantes :

Quand le procès-verbal de la séance établit qu'une communication entre un juré de service et un individu étranger à l'affaire n'avait aucun rapport avec le procès, la loi prohibitive n'a pas été violée : à cet égard, l'affirmation du juré est suffisante et la Cour d'assises n'est pas obligée de provoquer des témoignages pour la contrôler (4) ;

S'il n'est pas articulé que la communication d'un juré

---

(1) Cass., 20 juin 1833 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*309.
(2) Rej., 16 mars 1837 (M. Voysin de Gartempe, rapp.), *Pal.*1838.1.86.
(3) Rej., 19 avril 1844 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*202 ; — 28 janvier 1848 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*38.
(4) Rej., 25 novembre 1837 (M. Mérilhou, rapp.), D.r.38.1.426.

avec une personne de l'auditoire « ait été relative à l'affaire soumise à la décision du jury, et qu'elle ait été de nature à exercer sur l'opinion du juré une influence illégale, » cette communication ne présente point « les caractères de certitude et de gravité propres à constituer la violation des dispositions substantielles de la loi » (1) ;

« L'apport d'une lettre à un juré de jugement, pendant les débats, n'établit pas suffisamment contre ce juré la présomption d'incapacité résultant d'une communication qui aurait eu pour objet l'affaire soumise à sa décision, et qui, soit par son importance, soit par sa durée, aurait pu exercer sur son esprit une sérieuse influence » (2) ; *à fortiori* on ne considérerait pas comme une communication prohibée, la remise à l'un des jurés d'une lettre missive qui, jointe aux pièces de la procédure, démontre par elle-même qu'elle n'avait aucun rapport avec la cause (3) ; — et l'on admettrait la même solution quand le juré qui a reçu la lettre et l'huissier qui l'a remise déclarent que ce document était complétement étranger à l'affaire soumise au jury (4).

3099. La tentative de communication n'est pas assimilée à la communication consommée : quand il est constaté que le colloque qui allait s'établir entre un témoin et un des jurés a été interrompu dès l'instant qu'il a commencé, il n'y a pas cause de nullité (5) ;—De même, le fait, de la part d'un juré, d'avoir, pendant le cours des débats et de son banc, adressé la parole à l'une des personnes de

---

(1) Rej., 9 janvier 1851 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*22.

(2) Rej., 11 novembre 1836 (M. Rocher, rapp.), S.-V.37.1.821 ; *Pal.* 37.2.86.

(3) L'arrêt du 19 avril 1844, qui vient d'être cité.

(4) L'arrêt du 28 janvier 1848, qui vient d'être cité.

(5) Rej., 6 décembre 1838 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), DALLOZ, n° 1975.

l'auditoire, n'est pas une communication consommée alors que ce juré, sur l'avertissement du président, a de suite gardé le silence [1]; — De même encore, quand l'un des jurés, avant la délibération du jury et dans l'intervalle des audiences, s'adresse à l'un des défenseurs pour obtenir des explications sur l'un des points de la cause, il n'existe qu'une tentative de communication qui ne peut constituer la violation de l'article 312 [2].

3100. Il n'y aurait pas communication véritable dans ce fait qu'un juré, après une question adressée, aurait, par un signe affirmatif, déterminé la réponse du témoin interpellé [3].

3101. *Communication au dehors pendant la suspension de la séance*. — En accordant au président la faculté de suspendre les débats et en autorisant les jurés à quitter le palais de justice pendant le temps de cette suspension, la jurisprudence, — dont j'ai donné l'analyse au nº 2594, — a rendu impossible l'exécution littérale de l'article 353 qui défend aux jurés toute espèce de communication au dehors. En effet, en présence de cette faculté de s'absenter, la défense de communiquer ne peut guère avoir d'autre sanction que la fidélité des jurés au serment qu'ils ont prêté. Ce qui est interdit, ce ne sont pas ces sorties de l'audience qui, nécessitées par le besoin de repos ou par d'autres motifs graves, ont lieu en vertu de la suspension régulière des séances ; ce ne sont pas, non plus, les relations auxquelles se livrent les jurés pour la surveillance de leurs affaires personnelles ; ce sont, — je l'ai dit, — ces communications qui, au dehors comme au dedans,

---

(1) Rej., 20 mars 1846 (M. Brière-Valigny, rapp.), D.P.46.4.119; *Pal.* 1846.2.710.

(2) Rej., 2 septembre 1852 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*523.

(3) Rej., 22 juillet 1842 (M. Rives, rapp.), DALLOZ, nº 1975.

portent sur la cause qui *se juge et sont de nature à altérer l'impartialité du juré*. « En droit, disent les arrêts, les articles 312 et 353 ne portent pas la nullité; dès lors, elle ne peut être prononcée indistinctement pour toute communication des jurés au dehors, mais seulement pour celle qui serait relative à l'affaire soumise à leur décision, et pourrait par suite exercer sur cette décision une influence illégale » (1).

Il a été jugé en ce sens :

Que l'indisposition subite du défenseur imposant le renvoi de l'affaire au lendemain, le président a régulièrement agi en invitant les jurés, qui se retiraient chez eux, à ne communiquer avec personne relativement à l'affaire (2);

Que l'indisposition subite d'un juré ayant nécessité l'intervention d'un médecin; qui était témoin, cette communication forcée de témoin à juré, étrangère à l'affaire, n'a pas été une violation de la loi (3);

Que, « quelque stricte que soit la défense faite au jury de communiquer au dehors, cette défense ne peut être absolue; qu'il est de principe que les seules communications qui puissent faire un grief préjudiciable à la défense sont celles qui ont porté sur des faits relatifs à l'affaire soumise au jury, ou qui sont de nature à exercer sur l'opinion du juré une influence illégale »; et qu'on ne reconnaîtrait pas ce caractère à une communication « passagère et instantanée qui a porté sur des circonstances indifférentes et sur des faits totalement étrangers au procès » (4).

---

(1) Rej., 15 mars 1838,—deux arrêts— (MM. Rocher et Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*100 et 101.

(2) Rej., 12 avril 1832 (M. Brière-Valigny, rapp.), DALLOZ, n° 1988.

(3) Rej., 19 sept. 1833 (M. Fréteau de Pény, rapp.), DALLOZ, n° 1988.

(4) Rej., 28 décembre 1860 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*523.

3102. Lorsque les communications faites aux jurés en dehors de l'audience, concernent l'affaire, elles ont une action irritante si, *volontairement reçues par eux*, elles sont — je viens de le dire, — de nature à influer sur leur conviction.

Par exemple :

Un juré se rend spontanément chez un témoin et se fait donner sur le lieu et sur les circonstances du crime des renseignements propres à frapper son esprit : il y a dans ce fait, constaté par le procès-verbal des séances, une communication de nature à vicier les débats [1];

Pendant une suspension d'audience motivée par l'indisposition de l'un de ses collègues, un juré entre en la chambre du conseil de la Cour et là, manifestant son opinion, il dit : *il serait fâcheux que le renvoi à une autre session fût ordonné, car c'est une affaire très-simple, où la conviction doit facilement se former* ; trompé sur la qualité du juré par l'opinion qu'il vient d'émettre, le président lui répond : *il est vrai que c'est une de ces accusations qu'une femme n'invente pas* ; ces faits, constatés par le procès-verbal, constituent une communication volontaire et prohibée. En effet, le juré « a trouvé l'occasion, non-seulement de faire connaître son opinion, mais encore de recevoir, par la communication de l'opinion d'une autre personne sur l'accusation, une influence directe sur sa conviction et d'une nature préjudiciable à la défense de l'accusé » [2].

3103. Mais *involontairement entendues*, repoussées par le juré auquel elles s'imposent, ces communications illégales n'ont nullement enlevé à la décision du jury son caractère de complète indépendance.

Ainsi :

---

(1) Cass., 19 mai 1842 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.* 195.
(2) Cass., 30 mars 1854 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.* 153.

« Il ne peut dépendre d'un tiers, en faisant hors de l'audience, à des jurés, des communications qu'ils ne peuvent éviter d'entendre et dont eux-mêmes ont signalé l'irrégularité, d'arrêter le cours de la justice et de les placer ainsi en dehors du serment qu'ils ont prêté » (1) ;

La défense de communiquer au dehors ne saurait s'entendre « que d'une communication volontaire de la part du juré et non pas des paroles que ce juré peut entendre par hasard, sans le vouloir, et même malgré lui » (2) ;

Une conversation, même relative au procès, qu'un juré aurait entendue, ne constituerait une communication prohibée qu'autant qu'elle aurait été volontairement recueillie et non par l'effet du hasard » (3) ;

L'interdiction de toute communication au dehors « ne saurait s'entendre que d'une communication spontanée, volontaire, que le juré aurait lui-même recherchée ou provoquée, et non d'un renseignement venu du dehors et que le jury, par l'organe de son chef, aurait transmis au président des assises comme pouvant intéresser la police de l'audience » (4) ;

Les dispositions prohibitives des articles 312 et 353 « ne sauraient s'appliquer à des communications tout à fait involontaires, insignifiantes, et n'ayant aucun rapport au procès à juger » (5) ;

A fortiori, on ne considérerait pas comme une communication volontaire et prohibée, celle qui serait absolument nécessitée par les circonstances et qui n'aurait pas pour effet d'altérer la décision du jury. Ainsi, après être

---

(1) Rej., 3 novembre 1836 (M. Isambert, rapp.), *Bull.* 409.
(2) Rej., 29 novembre 1838 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.* 537.
(3) Rej., 16 juillet 1841 (même rapp.), DALLOZ, n° 1989.
(4) Rej., 15 septembre 1843 (M. Bresson, rapp.), *Bull.* 401.
(5) Rej., 3 octobre 1844 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.* 482.

entré dans leur chambre et avant de former leur déclaration, les jurés reconnaissent qu'une erreur matérielle sur le nom de la victime homicidée a été commise dans la question posée ; ils se mettent en rapport avec la Cour d'assises pour faire opérer cette rectification indispensable ; il n'y a, dans ce fait, aucune communication préjudiciable à l'accusé et la procédure n'en est pas entachée (1).

3104. Les faits, même volontaires des jurés, qui se passent soit en dehors, soit dans l'auditoire pendant une suspension de la séance, ne constitueraient pas toujours une communication prohibée. A cet égard, les Cours d'assises d'abord, et ensuite la Cour de cassation ont une appréciation souveraine qui, nécessairement, varie suivant les circonstances.

Par exemple :

Le fait d'un juré qui, pendant la suspension, adresse une question à un témoin, ne serait pas une communication effective si le témoin n'avait pas répondu (2) ;

De même, ce caractère échapperait au fait du juré qui, en dehors des débats, aurait ouvert une brochure relative à l'accusation, et dont il n'aurait lu que quelques lignes (3) ;

De même, le fait d'un juré de lire un journal pendant les débats, ne peut donner lieu qu'à une observation d'ordre du président et n'est pas de nature à donner ouverture à cassation (4) ;

De même, il ne résulte aucune nullité de ce qu'au moment de la reprise de l'audience et lorsque déjà les

---

(1) Rej., 7 juillet 1831 (M. Dupaty, rapp.), DALLOZ, n° 3028.
(2) Rej., 28 juin 1838 (M. Isambert, rapp.), DALLOZ, n° 1990.
(3) Rej., 30 juin 1838 (M. Fréteau de Pény, rapp.), *Bull.* 282.
(4) Rej., 4 juin 1840 (M. Isambert, rapp.), DALLOZ, n° 1990.

accusés avaient été ramenés sur leurs bancs, l'un des jurés, en présence de plusieurs de ses collègues, mais sans manifester aucunement son opinion, aurait questionné un témoin sur la place qu'occupait dans la maison de la victime un objet compris au nombre des pièces de conviction ; ou de ce qu'il aurait fait une observation relative à la déclaration de l'un des accusés. « La loi ne prononçant pas textuellement la nullité, elle ne doit pas être indistinctement appliquée » (1) ;

De même encore, lorsque l'un des témoins, jetant les yeux sur un plan, demande à un juré, pendant une suspension d'audience, où le coup de fusil a été tiré, il n'y aurait pas de communication prohibée dans le fait du juré qui, du doigt, montre cet endroit sur le plan (2) ;

Il en est de même enfin, quand un juré sorti de la chambre des délibérations n'a eu de communication « qu'avec le président de la Cour d'assises, et pour le prévenir que le jury réclamait son assistance » (3).

Au surplus, des arrêts posent même en principe que les faits qui se passent hors de l'audience « ne pourraient avoir aucun effet sur la validité de la procédure et ne constitueraient pas une infraction à l'article 312 de nature à entraîner la nullité des débats » (4).

3105. Mais il y a communication prohibée, violation des droits de la défense et, par conséquent, nullité, lorsque, « du procès-verbal d'audience et des autres documents de la cause, il résulte que plusieurs des jurés de jugement se sont transportés, hors de la présence de la

---

(1) Rej., 8 octobre 1840 (M. Romiguières, rapp.), *Bull.*428.

(2) Rej., 6 février 1851 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*78.

(3) Rej., 22 mars 1855 (même rapp.), *Bull.*173.

(4) Rej., 3 novembre 1853 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*612 ; — 24 septembre 1857 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*545 ;—4 janvier 1866 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*4.

Cour, de l'accusé et de son conseil, sur les lieux où s'est passé le fait objet de l'accusation, et que, là, ils ont reçu, tant de la partie plaignante que des témoins, des renseignements relatifs à ce fait » (1).

De même, en l'absence de l'accusé et de la Cour d'assises, on ne doit pas convier les jurés à un examen d'où peut dépendre leur conviction du crime ou de l'innocence de l'accusé. En conséquence, il y a lieu d'annuler les débats et tout ce qui a suivi, lorsque les jurés seuls, sans l'accusé et sans les magistrats de la Cour, se sont transportés sur la place du palais, en vertu de la permission du président et même escortés par la garde, pour voir la voiture dans laquelle était placée une boîte volée et examiner de quelle manière le vol de cette boîte avait pu être commis. L'accusé avait évidemment le droit de connaître les renseignements receuillis par les jurés et de savoir quelles inductions on pouvait en tirer relativement aux faits de l'accusation. En laissant l'accusé dans l'ignorance de ce qui s'était passé, en le privant de la faculté de combattre les impressions défavorables qui avaient pu surgir, on avait autorisé une communication illégale et porté une atteinte grave aux intérêts légitimes de la défense (2).

3106. Le juré qui s'est livré à une communication extérieure, est tenu pour empêché, et, si un juré suppléant a été éventuellement désigné, il doit lui céder la place : « Attendu, dit un arrêt, qu'il était constaté qu'une fois les débats entamés, l'un des jurés s'était mis en communication avec un individu présent à l'audience, et avait pris auprès de lui des renseignements sur quelques-uns des témoins cités devant la Cour ;— Que ce juré avait ainsi contrevenu aux dispositions des articles 312 et 353 du

(1) Cass., 16 février 1838 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*63.
(2) Cass., 25 septembre 1828 (M. Olivier, rapp.), *Bull.*279.

Code d'instruction criminelle; — Attendu que, en ordonnant que le juré dont s'agit s'abstiendrait de juger, et serait remplacé par le treizième juré suppléant, la Cour a fait une juste application des articles précités et des dispositions des articles 396 et 398 du même Code » (1).

3107. *Preuve de la communication.* — Voilà la règle nettement établie avec tous les détails qu'elle comporte. Maintenant, comment prouvera-t-on qu'elle a été enfreinte? Comment démontrera-t-on le fait de la communication et qu'elle était relative au procès? — La preuve la plus certaine, — je dirais presque la seule, — c'est le procès-verbal de la séance. Ainsi, dans les affaires jugées le 25 septembre 1828 et le 16 février 1838, — voir n° 3105, — le procès-verbal constatait des descentes sur les lieux irrégulièrement accomplies; alors la communication prohibée a été réputée constante et l'annulation de la procédure s'en est suivie. — Si, au contraire, l'accusé n'ayant pas élevé d'incident devant la Cour d'assises, le procès-verbal des débats ne contient aucune trace du fait, il n'est pas dans les attributions de la Cour de cassation d'ordonner une enquête pour rechercher la preuve des communications alléguées (2); elle ne saurait puiser cette preuve dans la déclaration faite après jugement, par certains jurés qui avaient cessé leurs fonctions et qui étaient entendus en qualité de témoins dans une affaire postérieure: cette déclaration « ne peut invalider une procédure entièrement close et terminée par un arrêt, ni servir de base à une ou-

---

(1) Rej., 16 juillet 1857 (M. Lascoux, rapp.), *Bull.*414; — Conforme, 28 janvier 1853 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*63.

(2) Rej., 27 thermidor an v (M. Lemore, rapp.), DALLOZ, n° 1992; — 30 juin 1838 (M. Fréteau de Pény, rapp.), *Bull.*282, cité n° 3104; — 30 juillet 1840 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*310; — 12 décembre 1840 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.*499; 10 septembre 1868 (M. Le Sérurier, rapp.), *le Droit*, n° du 11 septembre.

verture à cassation » (1); — et elle ne s'arrêterait pas davantage à des certificats et déclarations extrinsèques et postérieurs aux débats, « puisqu'il ne peut dépendre ni d'un ou de plusieurs jurés, ni des défenseurs, ni d'autres personnes ayant assisté aux débats d'infirmer la déclaration du jury et l'arrêt qui s'en est suivi, en attestant des faits qui se seraient passés hors de la Cour et de la surveillance des magistrats » (2).

3108. Quand un fait de communication prohibée se produit à l'audience, l'accusé doit à l'instant même en demander acte : la Cour peut alors prendre les mesures nécessaires et, dans tous les cas, il lui est facile de préciser le caractère de l'incident dont le procès-verbal mentionne la véritable portée.—Quand la communication a eu lieu en dehors de l'auditoire et pendant la suspension des débats, l'accusé doit, dès la reprise des séances, par des conclusions, requérir la Cour de procéder à la recherche et à la constatation. En ce cas, il appartient à la Cour d'assises de voir ce qu'il convient de faire : si elle pense que le fait allégué est empreint de vraisemblance et de gravité, elle peut interroger les jurés, les témoins, faire venir des témoins nouveaux, et prendre ensuite tel parti que comportent les circonstances ; si, au contraire, le fait lui paraît improbable ou insignifiant, elle a le droit de repousser l'acte demandé par une fin de non-recevoir tirée de ce que le fait s'est passé hors sa présence, pendant la suspension, c'est-à-dire alors que la loi s'en remet à la conscience des jurés. Ce dernier parti est celui qui a été pris dans une affaire terminée par un arrêt de rejet du 21 juillet 1843 (3). C'est encore ce parti qui a été adopté

---

(1) Rej., 3 novembre 1836 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*409, cité n° 3103.
(2) Rej., 22 mars 1845 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*175.
(3) (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*318.

en 1853 (1) et en 1861 ; dans cette dernière affaire un arrêt de la Cour d'assises de la Haute-Garonne avait dit : « Que les communications prétendues auraient eu lieu « pendant la suspension des débats, lorsque les membres « de la Cour n'étaient pas sur leurs siéges, et qu'elles se « seraient donc établies hors la présence de la Cour qui « n'a pu en avoir connaissance ; » Par ce motif, et par d'autres, la Cour d'assises avait décidé qu'il n'y avait pas lieu de donner acte du fait allégué et qu'une enquête serait arbitraire ; au pourvoi fondé sur ce grief, il a été répondu par un arrêt de rejet pur et simple (2).

3109. A peine est-il besoin de dire, tellement cela est évident, que, en l'absence de preuves formelles, la présomption légale est que les jurés, rendus à leur liberté par une suspension des débats, n'ont point communiqué de l'affaire déférée à leur appréciation.

Du reste, « l'article 312 s'en rapportant à l'honneur des jurés pour l'observation du devoir de ne pas communiquer », on doit ajouter foi à la déclaration du juré de service affirmant que les rapports qu'il a eus avec un tiers étranger au procès ne se référaient nullement à l'affaire (3).

3110. *Manifestation d'opinion.* — En manifestant, durant le cours des débats, son opinion personnelle soit sur le fait objet de l'accusation, soit sur les circonstances de ce fait, soit sur la culpabilité de l'accusé, un juré anticipe sur la délibération ; il donne aux pensées de ses collègues une direction qui exerce une influence illégitime, et il se met en communication avec la Cour et le public. Malgré un arrêt ancien, dont la doctrine n'a pas été suivie (4), on

---

(1) Rej., 29 décembre 1853 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.* 718.
(2) 17 janvier 1861,—affaire Darnaud—(M. Rives, rapp.), inédit.
(3) L'arrêt du 25 novembre 1837, cité au n° 3098.
(4) Rej., 12 mai 1809 (M. Lombard, rapp.), DALLOZ, n° 1979.

tient pour certain qu'une telle manifestation d'opinion, si elle n'a pas déterminé le renvoi de l'affaire à une autre session, entache la procédure de nullité. Aujourd'hui la règle ne souffre aucune difficulté ; mais la difficulté surgit lorsqu'il s'agit de savoir quels faits présentent le caractère d'une manifestation d'opinion.

3111. Exemples de faits dans lesquels la jurisprudence a refusé de voir la manifestation d'opinion :

L'opinion émise à haute voix par un des jurés, sur un des points contestés du débat, aurait pu, si les circonstances du procès lui eussent donné une gravité suffisante, motiver le renvoi à une autre session, soit sur la demande de l'accusé, soit d'office ; mais elle ne peut rendre nulle la déclaration du jury, surtout en présence de l'arrêt incident qui constate que ce juré n'a pas exprimé son opinion sur les conséquences à tirer du fait sur lequel il s'est expliqué (1) ;

La demande faite par un juré de la séparation de deux accusés, dont l'un paraissait une influence sur l'autre, tendant à l'éclaircissement de la vérité, « ne peut être considérée comme une manifestation de son opinion, ni comme une communication interdite » (2). — Il en serait de même de la demande du chef du jury, dictée par la même pensée, et ayant pour but d'obtenir que l'accusé fût placé de manière à ne pouvoir intimider les témoins. Cette solution est la conséquence rationnelle du droit que les jurés tiennent de l'article 319 du Code d'instruction criminelle de provoquer tous les éclaircissements nécessaires à la manifestation de la vérité (3) ;

---

(1) Rej., 21 septembre 1839 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), DALLOZ, n° 1981.

(2) Rej., 6 février 1840 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* 59.

(3) Rej., 10 décembre 1857 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.* 619.

En faisant observer que le fait attesté par un témoin et contesté par l'accusé avait été déclaré par un autre témoin; en provoquant ainsi une nouvelle audition de cet autre témoin, afin d'obtenir des renseignements qu'il croyait utiles à la manifestation de la vérité, un juré, « loin d'émettre son opinion sur l'accusation, n'a fait que remplir le devoir et user du droit mentionné en l'article 319 du Code d'instruction criminelle » (1);

En disant que : *sa susceptibilité était blessée de ce que l'accusé avait été placé dans la salle des délibérations du jury*, un juré n'encourt pas le reproche de partialité : « ce propos n'a rien qui soit relatif au fond de l'affaire, rien qui tende à la manifestation de l'opinion du juré sur le fond de l'affaire, rien qui soit contraire aux obligations contractées par le juré quand il a prêté serment » (2);

L'avis émis par l'un des jurés appelés à prononcer sur une accusation d'assassinat, sur la possibilité de reconnaître si les brûlures observées sur la victime sont ou non postérieures à l'assassinat, constitue un simple avis scientifique et non une opinion préconçue sur les faits du procès (3);

La manifestation faite à l'audience par un juré d'une impression formée sur les éléments mêmes du débat, et indépendante de toute influence étrangère ou extérieure; — par exemple cette réflexion d'un juré : *il est évident que cette blouse a été portée*, — ne constitue ni une expression d'opinion, ni une communication interdite aux jurés (4);

Il n'y a pas de manifestation d'opinion dans le fait du juré qui, à la suite d'une réponse faite par l'accusé, a

---

(1) Rej., 5 janvier 1843 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), DALLOZ, n° 1980.
(2) Rej., 21 mars 1844 (M. Romiguières, rapp.), *Bull.* 157.
(3) Rej., 14 octobre 1847 (M. de Crouseilhes, rapp.), D.P.47.1.348.
(4) Rej., 3 mai 1851 (M. de Boissieux, rapp.), D.P.51.5.136.

dit : *cela m'étonne, car...*, et qui n'a pas achevé sa phrase, sur l'observation du président l'engageant à s'abstenir de réflexions personnelles : ces paroles du juré, ainsi interrompues, ne donnent pas ouverture à nullité, alors surtout qu'il ne s'est élevé, à l'instant où elles ont été prononcées, aucune réclamation de la part de l'accusé (1) ;

A la suite d'une interrogation adressée à l'accusée par le ministère public dans le but de savoir pourquoi elle gardait ses misérables vêtements, un juré dit à haute voix : *Monsieur l'avocat général, je vous ferai remarquer que, quand vous avez dit que les billets étaient peut-être cachés dans ses vêtements, l'accusée a pâli.* La Cour de cassation, sur le pourvoi formé contre l'arrêt de condamnation, a déclaré « que cette observation, toute irrégulière qu'elle est, n'implique pas, de la part du juré, la manifestation de son opinion sur l'objet de l'accusation d'incendie pour laquelle l'accusée était renvoyée devant la Cour d'assises(2)» ;

Il n'y a pas de manifestation d'opinion prématurée quand, à la suite d'une explication donnée par un expert sur une pure théorie de médecine, un juré dit : *je n'entends pas contrarier cette théorie, tel est mon sentiment* (3);

Si un juré demande que l'on pose une question que le président ne croit pas devoir transmettre au témoin, il n'y a pas cause de nullité alors que cette question n'indiquait de la part du juré qui l'avait provoquée « ni un parti pris à l'avance, ni une opinion prématurément arrêtée sur l'accusation » (4);

En faisant une observation contraire à la déposition d'un témoin, par exemple « que le trou fait dans une

---

(1) Rej., 6 septembre 1851 (M. Rives, rapp.), *Bull.*586.
(2) Rej., 14 juin 1855 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*337.
(3) Rej., 22 mai 1856 (M. Sénéca, rapp.), *Bull.*308.
(4) Rej., 18 décembre 1856 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*632.

balle ne pouvait avoir été fait par un pique-balle, » — un juré ne contrevient pas à son serment : ses paroles « ne comportent pas en elles-mêmes un caractère nécessaire d'illégalité préjudiciable, et elles ne sont pas l'expression d'une opinion arrêtée sur le fait poursuivi ou sur la culpabilité de l'accusé » (1) ;

Le fait d'un juré de se faire remettre, pendant le résumé du président, un dessin représentant les traits de l'un des accusés, ne peut constituer ni une manifestation d'opinion, ni une communication extérieure (2) ;

Cette exclamation prononcée par un juré : mais il y a alors préméditation ! n'a rien d'affirmatif ; présentée sous forme interrogative, elle a, au contraire, un sens conjectural et subordonné à l'appréciation des éléments acquis ou à acquérir dans les débats ; d'où il suit que « la Cour d'assises a pu considérer les expressions dont s'est servi le juré comme rentrant dans l'exercice légitime de son droit d'appréciation » (3) ;

De ce que l'un des jurés, en demandant à adresser une question à un témoin, a ajouté que cette question était *importante*, il n'est résulté de là aucune manifestation d'opinion sur le fond de l'affaire, et, par suite, aucun grief dont puisse se prévaloir l'accusé (4).

3112. Au contraire, on a trouvé la manifestation illégale d'une opinion préconçue dans les espèces suivantes :

Le juré qui, interpellé par l'accusé d'avoir à déclarer un fait dont il aurait été témoin, répond à cette interpellation, se constitue en quelque sorte témoin et viole l'art.

---

(1) Rej., 16 avril 1857 (M. Sénéca, rapp.), *Bull.*240.

(2) Rej., 10 décembre 1857 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*619, cité p. 580.

(3) Rej., 15 décembre 1859 (à mon rapport), *Bull.*443.

(4) Rej., 13 septembre 1866 (M. Barbier, rapp.), *Bull.*376.

392 du Code d'instruction criminelle : si la Cour a toléré cet abus, il y a nullité des débats [1] ;

Quand le procès-verbal constate que, pendant le cours des débats, alors que le président venait de faire remarquer à l'accusé qu'il ne s'était jamais servi d'une arme à feu, un juré aurait dit : *cependant il ne l'a pas manqué*, il y a manifestation publique d'opinion sur la culpabilité de l'accusé, communication interdite et, par conséquent, nullité, car le jury avait cessé de présenter les garanties d'impartialité exigées par la loi [2].

§ 2. — *Secret de la délibération du jury.*

N° 3113. Texte de l'art. 343 du Code d'instruction criminelle.

3114. Devoir moral pour les jurés de garder le secret de leurs délibérations.

3115. L'infraction à l'art. 343 n'entraîne pas la nullité.

3116. Sa règle, applicable aux seuls jurés, ne concerne pas la Cour d'assises.

3117. *Défense aux jurés de sortir de leur chambre.* — Cas où les jurés, interrompant leur délibération, la remettent au lendemain.

3118. Sortie d'un juré pour venir à l'audience prendre des notes, — pour prévenir le président que le jury réclame son assistance,—sous escorte d'un gendarme.

3119. Dans l'usage, les jurés rentrent ensemble à l'audience ; mais, leur délibération terminée, pas de nullité s'ils y rentrent séparément.

3120. L'art. 343 n'interdit pas à la Cour de rappeler les jurés à l'audience pour la régularisation des questions.

3121. *Défense aux tiers d'entrer dans la chambre du jury.* — En règle générale, le président doit respecter cette défense ; mais, appelé par les jurés, il peut, par exception, entrer dans leur chambre.

3122. Le président peut permettre par écrit à des tiers d'entrer dans la chambre du jury.

---

[1] Cass., 10 août 1849,—sur mes conclusions—(M. Legagneur, rapp.), *Bull.* 295.

[2] Cass., 18 janvier 1855 (M. Rives, rapp.), *Bull.* 23.

3123. Autre exception à la défense, tirée des besoins matériels des jurés et des nécessités du service : exemples.
3124. L'entrée est interdite aux jurés suppléants qui n'ont pas été appelés à remplacer un juré titulaire.
3125. *Ordre de garder les issues.* — Cette formalité n'est pas substantielle.
3126. Déductions tirées par la jurisprudence de ce point de départ.
3127. *Pénalité* pour l'infraction aux dispositions de l'art. 343.

3113. L'art. 383 du Code de brumaire an IV imposait au président le devoir d'annoncer aux jurés que la loi les obligeait de se retirer dans leur chambre pour délibérer et de leur rappeler qu'elle leur défendait de communiquer avec personne jusqu'après leur déclaration. Notre Code d'instruction criminelle ne contient pas une disposition semblable ; mais il fait plus et mieux : il met dans les attributions du pouvoir présidentiel le soin de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer le secret des délibérations. Son article 343 est ainsi conçu :

« Les jurés ne pourront sortir de leur chambre qu'après « avoir formé leur déclaration. — L'entrée n'en pourra « être permise pendant leur délibération, pour quelque « cause que ce soit, que par le président et par écrit. — « Le président est tenu de donner au chef de la gendar- « merie de service l'ordre spécial et par écrit de faire « garder les issues de leur chambre : ce chef sera dénom- « mé et qualifié dans l'ordre. — La Cour pourra punir le « juré contrevenant d'une amende de cinq cents francs « au plus. Tout autre qui aura enfreint l'ordre, ou celui « qui ne l'aura pas fait exécuter, pourra être puni d'un « emprisonnement de vingt-quatre heures. »

En décomposant cet article, on voit qu'il contient :

1° La défense aux jurés de sortir de leur chambre avant d'avoir formé leur déclaration ;

2° L'interdiction à tous autres d'entrer dans cette chambre et l'exception apportée à cette prohibition ;

3° L'indication des mesures de précaution de nature à assurer l'exécution de ces prescriptions ;

4° Et la pénalité encourue par ceux qui les ont violées.

3114. On le comprend, ces mesures, envisagées dans leur ensemble, ont pour but d'assurer le secret, qui est de l'essence des délibérations du jury. En dehors de ces mesures, sur lesquelles je vais m'expliquer, c'est donc, pour les jurés, un devoir moral de maintenir intact le secret de ce qui s'est passé dans leur chambre ; si, par des indiscrétions fâcheuses, ils venaient mettre au jour les particularités de leur délibération, on ne ferait aucun état de leur révélation. Ainsi, ils manquent à leur devoir les jurés qui, surtout après l'expiration de leurs fonctions, déclarent qu'ils auraient admis une excuse, dont ils ont vainement demandé la position, et une telle déclaration ne peut fournir au condamné un moyen de cassation fondé sur le refus de la position de la question d'excuse (1).

3115. Notons d'abord, comme point de départ, que l'infraction à l'art. 343, punie d'une amende contre les jurés et de l'emprisonnement contre tout autre, n'est point prescrite à peine de nullité (2).

3116. Du reste, — est-il besoin de le dire ? — la règle de notre article n'est applicable qu'au jury, non à la Cour d'assises : la Cour peut communiquer avec tous, quand bon lui semble, même avec des témoins, et même pendant son délibéré sur l'application de la peine (3).

---

(1) Rej., 9 août 1845 (M. Fréteau de Peny, rapp.), D.P.45.1.356.

(2) Rej., 20 juin et 30 novembre 1811 (MM. Dutocq et Aumont, rapp.); — 9 avril et 1er octobre 1812 (MM. Aumont et Busschop, rapp.), DALLOZ, n° 3040 ; — 17 mars, 11 avril et 31 octobre 1817 (MM. Ollivier et Aumont, rapp.), *Pal.*1817.176 et 490 ;—2 et 3 avril 1818 (M. Aumont, rapp.), DALLOZ, n° 3040 et *Bull.*149 ;—Rej., 16 juin 1826 (M. Busschop, rapp.), *Pal.*1826.577;—30 juillet 1840 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*310.

(3) Rej., 15 octobre 1847 (M. Barennes, rapp.), *Bull.*425.

3117. *Défense aux jurés de sortir de leur chambre.* — Quoique l'art. 343 ne soit pas sanctionné par la peine de nullité, cependant elle serait encourue si, à son inexécution, venait se joindre la violation de certaines règles substantielles. Ainsi, sous la législation de l'an IV, on jugeait, et ces décisions seraient encore suivies : 1° que si les jurés, après s'être retirés dans leur chambre et avoir commencé leur délibération, s'étaient séparés avant d'avoir donné leur déclaration qu'ils avaient eux-mêmes renvoyée au lendemain, l'annulation devrait être prononcée parce qu'ils seraient présumés avoir communiqué au dehors avec des personnes étrangères à leur opération (1); — 2° que si le ministère public, dénonçant à la Cour ce fait que plusieurs des jurés avaient quitté, sans cause légitime, le lieu de leur délibération avant qu'elle fût terminée, avait requis le renvoi de l'affaire à une prochaine session, et si la Cour avait refusé de faire droit à cette réquisition sous prétexte d'incompétence, il y aurait ouverture à cassation (2).

3118. Mais la sortie d'un juré de la chambre des délibérations n'est pas une cause de nullité, si ce juré n'a communiqué avec personne « et ne s'est momentanément introduit dans la salle d'audience que pour y prendre soit les notes qu'il avait recueillies pendant les débats et qu'il avait oubliées » (3), soit les bulletins nécessaires au vote qui doit suivre la délibération (4); — s'il s'est rendu auprès du président, non pour établir une communication de nature à exercer quelque influence préjudiciable, mais uniquement pour prévenir ce magistrat que le jury réclamait son assistance (5); — ou s'il n'est sorti que pour des

---

(1) Cass., 26 ventôse an V (M. Dulac, rapp.), *Pal.*, t. 1er, 147.
(2) Cass., 1er frimaire an XIV (M. Liborel, rapp.), *Bull.*454.
(3) Rej., 28 décembre 1832 (M. Thil, rapp.), *Pal.*1832.1704.
(4) L'arrêt du 30 juillet 1840, cité n° 3115.
(5) Rej., 26 mars 1840 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Pal.*1840, à

motifs légitimes, sous l'escorte d'un gendarme, et sans avoir pu communiquer avec aucune personne de l'extérieur (1).

3119. Dans la pratique des Cours d'assises, les jurés ne reviennent à l'audience que tous ensemble et avec une sorte de solennité : par un signal, par un coup de sonnette ils avertissent que leur tâche est accomplie, un huissier vient les chercher et les introduit dans la salle d'audience où ils reprennent leurs siéges, et, cela fait, on va prévenir la Cour. Mais cet usage, tout de convenance, ne constitue pas une obligation légale : comme notre texte l'indique, ce n'est que tant que leur déclaration n'a pas été formée que les jurés ne peuvent sortir de leur chambre : aussi, leur œuvre faite et leur décision constatée par les réponses mises en marge ou à la suite des questions posées, ils n'ont nul besoin d'une autorisation du président pour revenir à l'audience (2) ;—peu importerait qu'ils fussent rentrés séparément à l'audience et que plusieurs d'entre eux n'eussent rejoint qu'à un long intervalle ceux qui les y avaient précédés : si ce n'est que lorsque tous ont successivement regagné leurs siéges que le chef du jury a fait connaître leur déclaration, formulée en conformité des prescriptions légales, il ne peut ressortir de ces faits « ni un grief, ni une irrégularité de nature à infirmer l'autorité de la décision du jury » (3). — J'ajoute qu'une fois rentrés dans l'auditoire, leur mission délibérative étant terminée, ils ne pourraient, sur la provocation d'un ou de plusieurs d'entre eux, « être obligés de retourner dans leur chambre

---

sa date ;—28 janvier 1848 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*38 ;—22 mars 1855 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*173.

(1) Rej., 31 janvier 1851 (M. V. Foucher, rapp.), D.P.51.5.135.
(2) Rej., 2 octobre 1817 (M. Lecoutour, rapp.), DALLOZ, n° 3029.
(3) Rej., 12 juin 1851 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*343.

et de rouvrir une discussion qui avait atteint son terme et dont le but était rempli [1]. »

3120. Si l'article 343 porte que les jurés ne pourront sortir de leur chambre qu'après avoir formé leur déclaration, « cette disposition n'a trait qu'à la défense de communiquer avec personne pendant le cours de leur délibération, mais ne fait point obstacle à leur retour dans l'auditoire en exécution d'un arrêt de la Cour d'assises qui les y rappelle. » Spécialement, dans deux affaires jugées l'une en 1836, l'autre en 1856, la Cour s'aperçut, peu de temps après la retraite des jurés dans leur chambre, qu'il s'était glissé dans les questions posées au jury une erreur matérielle dont la rectification lui parut nécessaire ; sans attendre qu'il eût terminé sa délibération, elle crut devoir rentrer en séance, et là, après s'être assurée, tant par la déclaration du chef du jury que par l'inspection de la feuille des questions, qu'aucune décision n'était encore formée, elle opéra la rectification ; sur le pourvoi du condamné, la Cour de cassation a décidé que cet agissement avait été régulier et que « les droits de la défense avaient été garantis par le soin qu'avait eu la Cour de procéder contradictoirement avec les accusés et leurs conseils » [2].

3121. *Défense aux tiers d'entrer dans la chambre du jury.* — Comme la publicité du débat, le secret de la délibération des jurés est substantiel et sa violation opère une nullité radicale. Il doit être respecté par le président comme et plus que par tous autres, puisqu'il est expressément chargé de veiller à son maintien. Dès lors, et en principe, il ne doit ni ne peut s'introduire spontanément dans la chambre du jury pour lui donner des éclaircisse-

---

(1) Rej., 11 octobre 1827 (M. Mangin, rapp.), *Bull.*835.

(2) Rej., 4 janvier 1836 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*1 ; — 26 décembre 1856 (M. Le Sérurier, rapp.), *Bull.*640.

ments particuliers qui n'ont pas été provoqués : « cette manière de procéder serait également contraire à la publicité du débat, à la liberté et à l'indépendance de la délibération des jurés, et au droit de la défense » (1). On le voit, le motif d'annulation ne repose pas sur ce fait que, malgré le vœu de l'art. 343, qui n'a point un effet irritant, le président a pénétré dans la chambre du jury; mais il est juridiquement fondé sur cette circonstance que, là où il n'était pas appelé, s'immisçant dans une délibération qui doit être secrète, il a donné des avis portant atteinte à l'indépendance des jurés et exerçant sur leur décision une influence illégale.

Aussi, et c'est là une première exception, quand les jurés, désireux d'avoir quelque éclaircissement nécessaire, invitent par écrit ou même verbalement le président à venir dans leur chambre, plus de secret de la délibération violé, plus de liberté et d'indépendance du jury altérées, plus d'atteinte aux droits de la défense, et, partant, plus de procédure entachée (2). — Et si le président entre dans la chambre des jurés, il y a présomption de droit qu'ils avaient demandé les éclaircissements qu'il a donnés » (3).

3122. Une deuxième exception, formellement écrite dans notre article 343, accorde au président la faculté de permettre par écrit, à des tiers, l'entrée de la chambre des délibérations. Il va de soi que, tout investi qu'il est

---

(1) Cass., 3 mars 1826 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.*111 ; — 1er octobre 1846 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*398.

(2) Rej., 5 novembre 1818 (M. Busschop, rapp.), DALLOZ, n° 3037; — 26 mai et 13 octobre 1826 (MM. Brière-Valigny et Ollivier, rapp.), *Pal.* 1826.512 et 883 ;—24 mars 1827 (M. Gaillard, rapp.), DALLOZ, n° 3037; — 5 mai 1827 (M. de Bernard, rapp.), *Pal.*1827.419 ; —28 janvier 1848 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*38, cité n° 3118.

(3) Rej., 14 septembre 1827 (M. Gaillard, rapp.), S.-V.28.1.391 ; — 9 août 1845 (M. Fréteau de Peny, rapp.), D.P.45.1.356.

d'un pouvoir, à cet égard discrétionnaire, le président, lié par sa conscience de magistrat, ne donnera de telles autorisations que dans des cas exceptionnels, pour des motifs graves et étrangers au fond de l'affaire sur laquelle les jurés délibèrent.

3123. Une troisième exception, imposée par la force même des choses, a été consacrée par la jurisprudence : c'est celle qui surgirait des besoins matériels des jurés ou des nécessités imprévues du service. Par exemple, pas de nullité :

Si, sans une permission écrite du président, le concierge du palais de justice entre dans la chambre du jury, pour porter des aliments aux jurés [1];

Si, l'interrogatoire de l'accusé ne se trouvant pas parmi les pièces remises aux jurés, le greffier a été le leur remettre [2];

Si, en l'absence des huissiers de service, un garçon de bureau, averti par le coup de sonnette que les jurés avaient formé leur déclaration, s'est rendu en la chambre des délibérations pour les ramener à l'audience [3].

3124. Les douze jurés de jugement ayant assisté au débat et pris part à la déclaration, l'entrée dans la chambre des délibérations d'un juré suppléant, qui n'a pas été appelé à remplacer un juré titulaire, entraînerait la nullité [4]. — Du reste, quand aucun juré titulaire n'a été empêché, de ces expressions du procès-verbal : *les jurés se sont retirés dans leur chambre pour y délibérer*, on ne peut induire qu'un juré suppléant éventuellement désigné

---

(1) Rej., 22 août 1811 (M. Dutocq, rapp.), DALLOZ, n° 3035 ;—22 septembre 1848, M. Faustin Hélie, t. 9, p. 175.

(2) Rej., 14 novembre 1817 (M. Aumont, rapp.), DALLOZ, n° 3035.

(3) Rej., 11 janvier 1849 (M. Brière-Valigny, rapp.), D.P.49.5.84, affaire Coët.

(4) Rej., 10 juin 1830 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.*371.

a participé à la délibération ; ces mots : *les jurés* « ne doivent s'entendre que des jurés appelés à prononcer sur l'accusation » (1).

3125. *Ordre de garder les issues*. — Pour que les jurés ne puissent sortir de leur chambre qu'après avoir formé leur déclaration, et pour que des tiers ne puissent, pénétrant indûment dans ce lieu réservé, établir avec eux des communications illégales, notre article 343 dit, — je le rappelle, — que : « le président est tenu de donner au « chef de la gendarmerie de service l'ordre spécial et par « écrit de faire garder les issues de leur chambre : ce chef « sera dénommé et qualifié dans l'ordre. » — Cette disposition, pas plus que les autres parties de notre article, n'est pas prescrite à peine de nullité, et, en elle-même, n'a rien de substantiel (2).

3126. De ce point de départ, la jurisprudence a conclu :

1° Qu'il n'est pas nécessaire de joindre aux pièces de la procédure l'ordre que le procès-verbal constate avoir été donné au chef de la gendarmerie (3), et que la loi n'oblige pas cet agent de la force publique de le rendre à la Cour après la délibération du jury (4);

---

(1) Rej., 30 mai 1829 (M. Clausel de Coussergues, rapp.), *Pal.*1829, 1078.

(2) Rej., 19 juin 1818 (M. Lecoutour, rapp.), DALLOZ, n° 3045 ; — 11 septembre 1823 (M. Rataud, rapp.), DALLOZ, n° 3044 ; — 16 juin 1826 (M. Busschop, rapp.), *Pal.*1826.577 ; — 26 avril 1838 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*158 ; — 30 mai 1839 (M. Isambert, rapp.), *Bull.* 256 ; — 24 septembre et 31 décembre 1840 (MM. Crouseilhes et Rocher, rapp.), DALLOZ, n° 3046 ; — 28 janvier 1848 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*38, cité n^os^ 3118 et 3121 ; — 27 août 1852 (à mon rapport), *Bull.* 516 ; — 24 décembre 1852 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*690 ; — 24 décembre 1863 (M. Perrot de Chézelles, rapp.), *Bull.*502 ;—20 septembre 1866 (M. Guyho, rapp.), *Bull.*379.

(3) L'arrêt du 16 juin 1818, cité numéro précédent.

(4) Rej., 21 septembre 1848 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*362.

2° Que lorsque le procès-verbal énonce *que le président a donné au chef de la gendarmerie l'ordre spécifié dans l'art.* 343, cette mention implique l'entier accomplissement de la formalité, et l'accusé ne peut se faire un moyen de nullité de ce qu'il n'est pas expliqué que l'ordre a été écrit (1);

3° Que, quand « il n'est point allégué que les jurés soient sortis de leur chambre ou que personne y soit entré pendant leur délibération, » l'omission de l'ordre de garder les issues n'entraîne pas la nullité (2);

4° Que s'il est établi par le procès-verbal qu'un gendarme avait été placé aux issues de la chambre des délibérations des jurés pour empêcher les communications, il y a présomption légale que l'ordre spécial a été donné (3);

5° Qu'il n'est pas indispensable que le procès-verbal, mentionnant l'ordre de garder les issues, fasse connaître à qui cette garde a été confiée (4);

6° Que le président ne commet pas de nullité si, dans l'ordre qu'il donne, il vise par erreur l'article 348 au lieu de l'article 343 (5).

3127. *Pénalité.* — L'article 343, quoique, par lui-même, il n'engendre pas la nullité, n'est pas dépourvu de sanction. Si la déclaration du jury a été mise en suspicion, la Cour d'assises a, selon les cas dont elle apprécie souverainement la gravité, la faculté de punir ceux qui ont commis ou toléré des infractions toujours regrettables. Le juré contrevenant pourra être condamné à une amende de cinq cents francs au plus; — le tiers qui sera

---

(1) Les arrêts du 16 juin 1826;—30 mai 1839;—27 août et 24 décembre 1852, cités numéro précédent.

(2) L'arrêt du 26 avril 1838, *ibidem.*

(3) Les arrêts des 24 septembre et 31 décembre 1840, *ibidem.*

(4) Rej., 19 avril 1850 (M. Barennes, rapp.), D.P.50.5.110, affaire Flourac.

(5) L'arrêt du 24 décembre 1863, cité numéro précédent.

entré dans la chambre des délibérations, sans une permission écrite du président, ainsi que le chef de la gendarmerie qui n'aura pas fait exécuter l'ordre de garder les issues, pourront être punis d'un emprisonnement de vingt-quatre heures.

SECTION III.

Formalités de la délibération.

N° 3128. *Chef du jury : son remplacement.* — Quel est le chef du jury ? Son consentement n'est pas nécessaire pour son remplacement ; — en tout cas, il s'induit de son silence.

3129. A quel moment on peut remplacer le chef du jury.

3130. Preuve que le chef du jury a été régulièrement remplacé.

3131. Attributions particulières du chef du jury.

3132. *Formalités de la délibération.* — Lecture de l'instruction.

3133. Discussion dans le sein de l'assemblée du jury.

3134. Deux observations générales sur la manière dont le juré doit exercer sa mission au moment de la délibération.

3135. Lecture des questions posées. — Vote. — Ordre à suivre.

3136. Interdiction aux jurés de délibérer et voter sur des questions qui ne leur sont pas soumises : renvoi et exemples nouveaux.

3137. Sans ajouter aux questions, les jurés peuvent cependant expliquer par certains développements le vrai sens de leur réponse : exemple.

3138. *Vote au scrutin secret.* — C'est le chef du jury et non le président qui remet les bulletins. — Pas de preuve à fournir que le vote a été secret.

3139. En règle générale, le jury doit répondre par *oui* ou *non*, et il ne peut diviser ou décomposer les questions.

3140. Exceptions à cette règle.

3141. On ne peut alléguer que le peu de temps apporté au vote prouve qu'il n'a pas eu lieu au scrutin secret.

3142. *Dépouillement et vérification des bulletins.* — Erreur alléguée par un juré.

3143. *Bulletins illisibles.* — Les bulletins brûlés après le dépouillement.

3144. *Constatation du résultat du scrutin.* — Ce résultat n'est définitivement acquis que lorsqu'il a été lu à l'audience.

3145. *Constatation de la majorité.* — Disposition de l'art. 347 du Code d'instruction criminelle.

3146. Partage entre les jurés.

3147. *Mention de la majorité.*—Nullité si elle n'est faite.

3148. *Interdiction d'exprimer le nombre de voix.* — Nullité si cette règle est violée : espèces diverses.

3149. *Vote sur les questions d'excuse.*—Leur solution négative étant une décision contre l'accusé, il faut, en ce cas, mentionner la majorité.

3150. *Vote sur les circonstances atténuantes.* — Observations importantes à cet égard.

3151. *Constatation de l'accomplissement des formalités.* — Pas de procès-verbal par le greffier : c'est la déclaration des jurés qui prouve par elle-même.

3128. *Chef du jury : son remplacement.* — Le chef du jury va remplir des devoirs particuliers : il importe donc de déterminer ici à qui cette fonction est déférée.

Le Code de brumaire an IV disait : « Celui d'entre eux « qui se trouve le premier inscrit sur le tableau est leur « chef. » De là, l'ancienne jurisprudence avait conclu que la composition du jury était nulle, ainsi que sa déclaration, lorsque cette déclaration était signée d'un autre juré que celui dont le nom était inscrit le premier sur le tableau, sàns qu'il fût justifié d'aucun empêchement légitime de celui-ci. Puis, quand l'empêchement légitime existait, cette jurisprudence décidait que, à défaut du premier juré, les fonctions de chef du jury devaient être exercées par le juré inscrit le second sur le tableau.

Notre Code d'instruction criminelle a modifié cet état de choses. — L'article 342 dispose : « Leur chef sera le premier juré sorti par le sort, *ou celui qui sera désigné par eux et du consentement de ce dernier.* » Ainsi, dans la règle, le premier juré sorti par le sort est le chef ou président du jury.

Mais, — on vient de le voir, — à côté de la règle, notre

article place une exception qui n'existait pas avant lui. Il peut se faire que le premier juré sorti par le sort ne paraisse pas à ses collègues réunir les qualités requises pour l'exercice de ces fonctions, qui ne laissent pas que d'exiger une certaine pratique des affaires. La majorité du jury est donc investie du droit de substituer un autre choix à celui que le hasard avait indiqué, et de désigner le juré qui deviendra le chef du jury. Une seule condition est nécessaire : ce n'est pas l'assentiment du juré remplacé, c'est seulement le consentement de l'élu ; en effet, selon le sens grammatical de la phrase, ces mots de notre article : *du consentement de ce dernier*, ne s'appliquent qu'à l'assentiment de celui auquel la délégation est offerte. Quelques arrêts, transposant ces expressions légales, avaient supposé qu'elles se référaient au consentement du juré sorti le premier par le sort, consentement qui leur parut nécessaire (1) ; mais bientôt on n'admit plus cela qu'à titre purement hypothétique (2), et depuis l'on a jugé explicitement que l'article 342 ne fait pas de ce consentement une condition de la validité du remplacement (3).

Du reste, et à supposer que le consentement du premier juré dût être obtenu, ce consentement s'induirait nécessairement du silence gardé par lui et de ce fait que, en sa présence, la déclaration du jury aurait été faite à l'audience par un autre que par lui (4).

Le choix d'un chef est, pour les jurés, une mesure intérieure qui est sans influence sur leur conviction relative-

---

(1) Rej., 24 décembre 1824 (M. Gaillard, rapp.), DALLOZ, n° 1819 ; — 17 août 1827 (M. Ollivier, rapp.), DALLOZ, n° 1823.

(2) Rej., 27 septembre 1832 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Pal.* 1832.1487.

(3) Rej., 8 juin 1849 (M. de Boissieux, rapp.), *Bull.*211.

(4) Les arrêts des 17 août 1827 et 27 septembre 1832; — Rej., 6 mars 1828 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Pal.*1828.1251.

ment au fond du procès, et qui, par conséquent, n'affecte ni l'ordre public, ni les intérêts de la défense. Par suite, les jurés n'ont pas à demander soit l'autorisation du président de la Cour, soit l'assentiment du ministère public ou de l'accusé (1).

3129. Pour la désignation d'un chef, « les jurés ne sont soumis à aucune règle ; ils peuvent, dès lors, y procéder avant d'avoir prêté serment; et la loi ne limite pas l'exercice de ce droit au moment où, après la clôture du débat et la position des questions, ils se sont retirés dans leur chambre pour délibérer » (2). L'article 342 « ne prescrit aucune formalité spéciale, et ne fixe aucun moment précis pour cette désignation » (3) ; et cet article « ne déterminant pas le lieu ni le moment où les jurés pourront, dans la forme qu'il indique, remplacer le chef du jury donné par le sort, rien ne s'oppose à ce que cette substitution soit opérée dès l'ouverture des débats, même dans la salle d'audience ouverte au public, et avant le serment » (4).

En vertu des mêmes principes, mais à l'inverse, le chef qui a dirigé toutes les opérations de la délibération, peut, de son consentement, être remplacé par les autres jurés, au dernier moment et uniquement pour la lecture à l'audience de la déclaration du jury. — Spécialement : 1° Il n'y a aucune irrégularité à ce que, « quand le chef du jury ne peut pas, à cause de la faiblesse de sa voix, ou pour toute autre cause, faire lui-même, à l'audience, la lecture de la déclaration, cette lecture soit faite par un autre

---

(1) L'arrêt du 24 décembre 1824.

(2) Rej., 27 septembre 1822 (M. Clausel de Coussergues, rapp.), DALLOZ, n° 1816.

(3) L'arrêt du 6 mars 1828 ; — Rej., 21 septembre 1848 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.* 362.

(4) Rej., 12 janvier 1860 (M. Le Sérurier, rapp.), *Bull.* 16.

juré » (1); — 2° « Lorsqu'un empêchement quelconque, survenu tout à coup, met obstacle à ce que le chef du jury remplisse cette mission, le soin en peut être confié à un autre juré : un tel mode de procéder n'a rien d'irrégulier et ne viole pas les dispositions de la loi » (2); — 3° Il y a plus : dans des circonstances extrêmes et de force majeure, la Cour d'assises elle-même pourrait charger un des jurés de remplacer le chef du jury pour faire la lecture de la déclaration. Ainsi, dans une affaire capitale, le chef du jury, rempli d'émotion, se trouva empêché; il en fut de même des jurés suivants, et, alors, la Cour ordonna la lecture par le juré porté sur le tableau après les jurés empêchés, ce qui fut exécuté sans opposition de la part des autres jurés, des accusés et de leur conseil; la Cour de cassation répondit au pourvoi : « Qu'un tel mode de procéder ne peut pas présenter une infraction à l'article 342, alors surtout qu'il ne prescrit pas, à peine de nullité, la marche à suivre pour remplacer le chef du jury, et alors que la nécessité de ce remplacement ne se révèle qu'après la délibération du jury, quand il est déjà rentré dans l'auditoire, quand les jurés ont déjà repris leur place » (3); — 4° Si le chef du jury est empêché par une indisposition subite, la lecture de la déclaration peut être « faite par un de ses collègues *désigné par lui* et du consentement des autres jurés (4). Mais si cette désignation faite par le chef du jury n'a pas obtenu l'assentiment de ses collègues, et si, malgré eux, la déclaration a été apportée et lue à l'audience par ce remplaçant non agréé, la Cour d'assises peut, sur les protestations qui s'élèvent, annuler

---

(1) Cass., 12 octobre 1849 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.* 388.
(2) Cass., 20 août 1857 (M. Bresson, rapp.), *Bull.* 489.
(3) Rej., 8 octobre 1840 (M. Romiguières, rapp.), *Bull.* 428.
(4) Rej., 12 avril 1839 (M. Voysin de Gartempe fils, rapp.), *Bull.* 186.

cette déclaration, ordonner aux jurés de rentrer dans la chambre de leurs délibérations, et enjoindre au chef du jury d'accomplir la fonction qui lui est dévolue [1].

3130. Il ne faut pas que l'on puisse alléguer qu'un juré a usurpé les fonctions de chef du jury qui ne lui appartenaient pas. Pour cela, et à quelque moment que le remplacement s'opère, il est bon que la procédure le constate. Intervient-il au moment où, le tirage effectué, le greffier dresse le tableau du jury de jugement? Le greffier aura le soin, dans le procès-verbal dont j'ai donné le modèle, — t. 2, n° 1468, — de dire que les jurés ont désigné comme chef du jury tel autre juré faisant partie du tableau, de son consentement et du consentement du juré le premier sorti par le sort.—Est-ce dans la chambre des délibérations que les jurés font la délégation? Comme le greffier n'y a point accès, le nouveau chef du jury mentionnera sa qualité sur la feuille des questions, écrira et signera les réponses. — Est-ce, enfin, à l'audience et au moment de la lecture de la déclaration ? Le greffier, présent cette fois, mentionnera dans le procès-verbal de la séance les faits qui ont amené cette substitution.

Au surplus, l'art. 342 n'est pas prescrit à peine de nullité, et, aucune difficulté ne s'étant produite avant l'arrêt de la Cour d'assises, on devrait présumer de droit que le juré qui a rempli les fonctions de chef les tenait régulièrement du consentement de ses collègues, consentement auquel la loi n'a imposé aucune forme spéciale [2]. — *A fortiori*, ne peut être cause de nullité la circonstance que la déclaration du jury a été lue par le second juré et non par le chef du jury, lorsque le procès-verbal constate que

---

(1) Rej., 8 juillet 1824 (M. Brière, rapp.), *Pal.* 1824.870.

(2) Les arrêts des 17 août 1827 et 6 mars 1828, déjà cités ; — Rej., 3 mai 1834 (M. Dehaussy, rapp.), *Pal.* 1834.460.

ce juré a rempli les fonctions de chef sans aucune réclamation, ou qu'il a été désigné par ses collègues de son consentement et du consentement du chef du jury désigné par le sort (1). — Peu importerait, du reste, que ce fût un juré suppléant, qui, appelé à remplacer le chef du jury empêché, en eût rempli les fonctions : « La teneur des réponses du jury, écrites de la main de ce juré suppléant, la lecture par lui faite de ces réponses à l'audience de la Cour d'assises, et la signature par lui apposée au bas de ces réponses, en présence des autres jurés et sans réclamation, établissent la présomption la plus forte que ce juré suppléant a été désigné comme chef du jury par les autres jurés » (2).— Cependant, « si, dans le silence de la déclaration du jury, lue, signée et remise au président de la Cour d'assises par un autre juré que le premier sorti par le sort, il y a lieu de présumer que celui qui a lu, signé et remis la déclaration a été désigné par les autres jurés du consentement du premier, la Cour d'assises, lorsqu'elle a des doutes sur la régularité de la substitution d'un chef du jury à un autre, peut, sans qu'il en résulte aucune violation de la loi, ordonner que les jurés rentreront dans la salle de leurs délibérations pour régulariser leur déclaration » (3).

3131. Pendant tout le cours des débats, le chef du

---

(1) Rej., 26 juin et 17 septembre 1835 (MM. Fréteau de Peny et Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Pal.*1835.377 et 629 ;—18 novembre 1847,— sur mes conclusions—(M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), S.-V.48.1.377 ; — 27 juillet 1848,— sur mes conclusions— (M. Legagneur, rapp.), *Bull.* 309 ;—4 janvier 1849 (même rapp.), *Bull.*3 ;—28 février 1852 (M. Rives, rapp.), *Bull.*149 ; — 14 janvier 1853 (M. Aylies, rapp.), *Bull.*27 ; — 17 juillet 1857 (M. Souëf, rapp.), *Bull.*420 ;—1er février 1866 (M. de Gaujal, rapp.), *Bull.*55.

(2) Rej., 3 juin 1831 (M. Choppin, rapp.), *Pal.*1831.1655 ;—8 juillet 1836 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*244.

(3) Rej., 28 janvier 1848 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*38.

jury, placé sur le premier des siéges réservés aux jurés, n'a pas d'autres fonctions que celles de ses collègues. Mais les débats étant terminés et résumés, il est investi d'attributions particulières. C'est à lui que le président remet les questions écrites et les pièces du procès ; les jurés s'étant rendus dans leur chambre, avant de commencer la délibération, il leur fait lecture de l'instruction dont l'art. 342 donne le texte ; il veille à ce que les jurés ne sortent de leur chambre qu'après avoir formé leur déclaration ; il préside et dirige la discussion qui précède le vote ; il lit successivement chacune des questions posées ; il remet à chacun des jurés les bulletins sur lesquels ils vont exprimer leur décision ; ces bulletins remplis, il les recueille, en ayant le soin d'exiger qu'ils soient fermés, et il les dépose dans l'urne ou boîte destinée à cet usage ; il dépouille chaque scrutin en présence des jurés, qui peuvent vérifier les bulletins ; il en consigne sur-le-champ le résultat en marge ou à la suite de la question résolue, sans néanmoins exprimer le nombre des suffrages ; il pose la question des circonstances atténuantes et appelle les jurés à statuer sur leur admission ou sur leur rejet ; immédiatement après le dépouillement de chaque scrutin, il brûle les bulletins en présence de ses collègues ; il signe la déclaration du jury ; enfin, rentré à l'audience à la tête de ses collègues, il se lève et, la main placée sur son cœur, il lit cette déclaration qu'il remet au président.

3132. *Formalités de la délibération.* — Comme préliminaire de la délibération, et avant de la commencer, le chef des jurés leur fait lecture de l'instruction générale qui leur rappelle leurs devoirs et qui, — on le sait, — est affichée en gros caractères dans le lieu le plus apparent de la chambre des délibérations. Cette lecture, pas plus que l'affiche, n'est prescrite à peine de nullité.

3133. Après cette lecture, commence la délibération,

dont le mode est complétement abandonné à la discrétion du jury, lequel, comme je l'ai dit, n° 3059, — a le droit de discuter dans le sein de son assemblée. J'ajoute que, après les débats, après le résumé du président, les explications de chacun des jurés seraient peu convenables si elles n'étaient réservées et brèves, et qu'elles ne sauraient dégénérer en réquisitoire ou en plaidoirie.

Ici se placent deux observations que je crois importantes.

3134. L'impartialité, la première vertu du juge, est le devoir le plus impérieux d'un juré. Fidèle au serment qu'il a prêté *de ne trahir ni les intérêts de l'accusé, ni ceux de la société qui l'accuse*, le juré, tenant la balance égale entre l'accusation et la défense, ne penchera ni pour ni contre. De ce que, à la suite d'une instruction laborieuse, l'accusé a été conduit jusque sur les bancs de la Cour d'assises, il ne conclura pas à une culpabilité probable; au contraire, selon un adage du droit criminel, il admettra plutôt une présomption d'innocence. Mais cette présomption l'entraînerait sur la pente de la faiblesse et de l'injustice, si elle allait jusqu'à lui inspirer la pensée d'accueillir l'accusation avec hostilité et de la tenir en méfiance. Quand, les débats complets et clos, le moment sera venu pour le juré de descendre au fond de sa conscience, il sortira de sa neutralité. Si les charges fournies par l'accusation ont été appuyées de preuves décisives, si sa conviction est intime, alors, n'écoutant ni la haine, ni la méchanceté, ni l'affection, il déclarera la culpabilité. — Que si, au contraire, les preuves ne lui paraissent pas avoir ce caractère d'autorité qui s'impose, si l'hésitation s'est emparée de son esprit, il se rappellera cette maxime d'équité : nul n'est tenu de se justifier. Alors, il fera profiter l'accusé de son doute et, sans crainte, il proclamera l'innocence.

En recommandant aux jurés de chercher, dans la sincérité de leur conscience, quelle impression ont produite

sur leur raison *les preuves rapportées contre l'accusé et les moyens de sa défense*, l'art. 342 semble manifester le vœu que leur conviction se forme sur le débat oral. De là, on a conclu qu'un juré manquerait à ses devoirs et faillirait à sa mission si, témoin personnel du crime, il n'arrachait de son esprit ce souvenir certain et s'il y puisait des éléments pour son vote. On a ajouté, il est vrai, qu'aucune sanction pénale ne garantit l'observation de cette règle purement morale, et que le juré, qui a oublié son caractère pour se transformer en témoin, n'aurait de compte à rendre qu'à sa seule conscience. — Cette théorie, je l'avoue, me paraît excessive. Comment demander à un homme de mettre en complet oubli ce qu'il sait de science certaine, parce qu'il l'a vu de ses propres yeux? Quelle est donc cette règle morale qui commanderait à la conscience d'un juge de dire: non l'accusé n'est pas coupable, alors que la culpabilité n'est pour lui ni un mystère, ni un doute? En disant: *la loi ne demande pas compte aux jurés des moyens par lesquels ils se sont convaincus*, l'art. 342 donne, au contraire, aux jurés toute latitude et laisse toute grande ouverte la porte par laquelle doit passer leur intime conviction.

3135. Lorsque les jurés ont achevé de débattre entre eux la force des preuves de l'accusation et la valeur des moyens de la défense, le chef du jury, selon le vœu de l'art. 345, lit successivement chacune des questions posées; on procède alors au vote sur chacune de ces questions, d'abord sur le fait principal, ensuite sur les circonstances aggravantes de ce fait, et puis sur les questions relatives aux excuses et au discernement. On renouvelle le scrutin autant de fois qu'il y a de questions posées. — Puis, ces diverses opérations terminées, si la culpabilité de l'accusé est reconnue sur tous les chefs d'accusation ou sur l'un d'eux, le chef du jury, appelant l'attention de ses

collègues sur les circonstances atténuantes, fait voter sur le point de savoir si elles existent.

3136. Comme je l'ai dit, — nos 2665 à 2667, — les jurés ne peuvent pas délibérer et voter sur des questions qui ne leur ont pas été soumises. — J'ajoute ici quelques décisions à celles que j'ai précédemment indiquées :

Après avoir répondu négativement à la question de savoir si l'accusé est convaincu d'avoir causé des blessures, les jurés ne peuvent ajouter qu'il est convaincu *d'y avoir donné occasion* (1) ;

Interrogés sur la question de savoir si un vol a été commis la nuit et dans une maison habitée, les jurés ne peuvent répondre que le vol *a été commis dans les champs* (2);

Dans une accusation de meurtre, le jury ne peut décider que l'homicide a eu lieu par imprudence (3) ; il commet aussi un excès de pouvoir s'il admet l'excuse tirée de la provocation qui ne lui a point été soumise, et surtout alors qu'un arrêt de la Cour d'assises a formellement refusé la position d'une question spéciale à cet égard. Et si, se mettant en opposition directe avec cet arrêt, le jury déclare que la provocation a existé, la Cour, appliquant la peine, se conforme exactement à la loi en ne faisant nul état de cette partie de sa réponse (4);

Lorsque le jury déclare des accusés non coupables du crime qui leur était imputé de fabrication et d'émission de fausses pièces de monnaie d'argent ayant cours légal en France, il commet un excès de pouvoir en mettant à leur

---

(1) Cass., 5 messidor an x (M. Busschop, rapp.), *Bull.*388.

(2) Cass., 22 janvier 1819 (M. Robert de Saint-Vincent, rapp.), *Bull.*12.

(3) Cass., 11 août et 8 décembre 1826,—intérêt de la loi—(MM. Brière et Busschop, rapp.), *Bull.*439 et 725;—6 avril 1827 (M. Brière, rapp.), *Bull.*205;—10 avril 1829 (M. Chantereyne, rapp.), *Bull.*211.

(4) Rej., 27 septembre 1827 (M. Gary, rapp.), *Bull.*790;—Cass., 9 mai 1834 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*161.

charge, sans avoir été consulté, le fait *de n'avoir pas révélé à l'autorité la connaissance qu'ils avaient d'une fabrique de fausse monnaie* (1) ;

Le jury, « en répondant à une question qui n'avait pas été posée comme résultant des débats, et qui ne résultait pas de l'arrêt d'accusation, commet un excès de pouvoir; » et la cassation doit avoir lieu sans renvoi si sa réponse sur la question résultant de cet arrêt est en tous points favorable à l'accusé (2).

3137. Les jurés « n'ont pas, sans doute, le droit de décider des faits qui n'ont pas été soumis à leur délibération, lorsque ces faits ne se rattachent pas nécessairement à la question sur laquelle ils ont à répondre; mais ils ont celui de déclarer les circonstances qui, se liant à cette question, deviennent nécessaires pour expliquer le vrai sens de leur réponse. » — Spécialement le jury, en déclarant un accusé coupable de tentative d'homicide volontaire, et voulant faire connaître quel sens il avait donné au mot *coupable* employé dans la question, a pu ajouter que l'accusé n'avait commis cette tentative *que pour sa légitime défense* : par cette addition à sa réponse, « qui ne présentait aucune contradiction et ne contenait aucun excès de pouvoir, » le jury manifestait cette pensée que le mot coupable exprimait seulement l'idée que l'accusé était l'auteur du fait matériel qui lui était imputé (3).

3138. *Vote au scrutin secret.* — Au fur et à mesure qu'une question se présente, chacun des jurés, appelé par le chef du jury, reçoit de lui un bulletin ouvert, marqué du timbre de la Cour d'assises et portant ces mots :

---

(1) Cass., 7 octobre 1831,—intérêt de la loi—(M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*430.

(2) Cass., 22 août 1833 (M. Gilbert de Voisins, rapp.), *Bull.*432.

(3) Cass., 29 avril 1819 (M. Giraud-Duplessis, rapp.), *Bull.*173.

Sur mon honneur et ma conscience, ma déclaration est..... A la suite de ces mots, le juré écrit, ou fait écrire secrètement par un juré de son choix, le mot *oui* ou le mot *non*, sur une table disposée de telle manière que personne ne puisse voir le vote inscrit au bulletin. Chaque juré remet ensuite son bulletin écrit et fermé au chef du jury, qui le dépose dans une urne ou boîte destinée à cet usage.

Conçoit-on qu'en présence d'une disposition si claire de l'art. 2 de la loi de 1836 on ait pu soutenir que les bulletins devaient être remis aux jurés par le président, à l'audience? La Cour de cassation a répondu avec la loi, que c'est le chef du jury et non le président, qui est chargé de remettre les bulletins aux jurés; que le président, après la position des questions, ayant donné au jury l'avertissement que son vote doit avoir lieu au scrutin secret, a rempli, à cet égard, toutes les obligations qui lui étaient imposées; qu'il y a, dès lors, présomption légale que le jury s'est conformé à l'avis qui lui a été donné et que, par conséquent, le vote a eu lieu au scrutin secret [1].

Il avait été déjà décidé, en ce sens, que, en dehors des avertissements légaux, « la loi ne prescrit rien de plus et qu'en particulier elle n'ordonne pas qu'il soit justifié que les jurés aient voté au scrutin secret » [2].

3139. Je viens de le dire, « d'après l'art. 2 de la loi du 13 mai 1836, c'est par le mot *oui*, ou par le mot *non*, que chaque juré doit exprimer son vote sur le bulletin qui lui est remis à cet effet, et c'est dans ces mêmes termes que le résultat du scrutin doit être consigné en marge de chaque question; » par conséquent, en règle

---

[1] Rej., 11 janvier 1838 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), D.P.38.1.437.

[2] Rej., 24 décembre 1835 (M. Fréteau de Peny, rapp.), *Bull.*566.

générale, le jury ne doit pas se permettre « de décomposer la question qui lui est soumise, pour en admettre une partie et rejeter l'autre dans sa réponse ; » quoi qu'il en soit, et en supposant qu'il puisse diviser et distinguer, au moins il faut « qu'il s'explique catégoriquement sur toutes les circonstances à l'égard desquelles il est interrogé » (1).

3140. Néanmoins, on apporte un tempérament à cette règle et l'on reconnaît au jury la faculté de décomposer et de diviser, lorsque le crime, d'une nature spéciale, est constitué par divers éléments qui, séparés et en partie repoussés, n'en laissent pas moins subsister un fait délictueux. Un arrêt de doctrine a consacré cette exception : on y lit : « Attendu, en droit, qu'avant de voter sur les questions qui lui sont posées, le jury a le droit de discuter les éléments constitutifs des crimes compris dans les questions ; que, s'il pense qu'un de ces éléments n'est pas établi en fait, il est de son devoir de l'exprimer ; que l'obligation qui lui est imposée par l'art. 2 de la loi de 1836 de répondre par oui ou par non n'est pas inconciliable avec l'exercice de ce droit ; — Attendu que le jury répond régulièrement à la question qui lui est soumise, lorsque sa réponse est explicite sur l'ensemble ou sur les parties essentielles de cette question, et lorsque la négation par lui faite de l'un de ces éléments ne dénature pas l'accusation et n'en retranche qu'une de ces circonstances qui n'enlève pas au fait principal son caractère délictueux, et que cette circonstance, purement de fait, rentre dans la compétence du jury. » Après cette déclaration de principes, l'arrêt décide que, dans une accusation de faux en écriture de commerce, le jury, s'expliquant régulièrement

---

(1) Cass., 21 septembre 1839 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* 470.

sur tous les éléments du fait imputé à l'accusé, a pu écarter la circonstance qui imprimait à la pièce arguée le caractère commercial et répondre : *oui à la majorité, mais Fauverghe n'est pas commerçant*. Et l'arrêt ajoute : « obliger le jury à répondre autrement, ce serait faire violence à sa conscience et assurer l'impunité de crimes prévus par la loi, et qui rentrent dans l'accusation dont la Cour d'assises a été régulièrement saisie » (1).

Et, puisqu'on ne doit pas faire à la conscience des jurés une violence qui pourrait entraîner l'impunité des crimes, il faut bien leur reconnaître aussi la faculté de décomposer et de diviser lorsque la question énonce que le crime, — par exemple le vol, — a porté sur divers objets distincts. Ici encore, je retrouve et je cite un arrêt qui démontre avec une grande force les motifs de cette exception nécessaire : « Attendu, en droit, que si la loi du 13 mai 1836 impose au jury l'obligation de répondre par *oui* ou par *non* sur chacune des questions qui lui sont soumises, l'application de cette règle ne peut être poussée jusqu'à cette extrême rigueur qui mette les jurés dans l'impossibilité de faire une réponse exacte et sincère, et les contraigne fatalement, par la forme invariable imposée à leur déclaration, à manquer à la vérité, soit en répondant affirmativement sur l'ensemble, lorsque le vol ne leur semblerait prouvé que pour partie, soit en répondant négativement sur le tout, quoique le vol leur paraisse démontré pour plusieurs des objets énumérés ; — que, si la discussion à laquelle le jury a le droit de se livrer avant le vote, révèle la possibilité d'un pareil embarras, cette loi, sainement entendue, ne fait point obstacle à ce que le chef du jury fasse voter par des scrutins distincts sur les diverses catégories d'objets volés, ou à ce que chaque

(1) Rej., 26 avril 1855 (M. Isambert, rapp.), S.-V. 55.1.686.

juré, à la suite du mot *oui*, énonce les objets qu'il excepte de son affirmation » (1). — J'ajoute que la division par les jurés offre cet autre avantage que, si la question était empreinte de complexité prohibée, la division réparerait le vice. — Voir *suprà*, n° 2903.

3141. L'obligation de voter par bulletins écrits et par scrutins distincts et successifs exige un temps plus ou moins long, suivant le nombre des questions à résoudre. Néanmoins, on ne pouvait établir à l'aide d'un calcul mathématique si l'intervalle qui s'est écoulé depuis l'entrée des jurés dans la chambre de leurs délibérations jusqu'à leur retour à l'audience publique a été suffisant pour qu'ils aient eu la possibilité matérielle d'exécuter les dispositions légales. Aussi la loi, en chargeant les jurés de répondre aux questions posées, s'en réfère à leur conscience et ne leur demande aucun compte de la promptitude avec laquelle ils ont porté leur déclaration. Toutes les fois que, sous le Code de l'an IV comme sous notre Code, on a fondé un moyen sur ce que le temps a matériellement manqué aux jurés pour voter selon les formes prescrites, un arrêt de rejet a fait justice de cette prétention, par ce motif que, l'avertissement de voter au scrutin secret ayant été régulièrement donné, « il y a présomption légale que les jurés s'y sont conformés » (2).

Mais si le jury a répondu par une seule affirmation tout à la fois sur le fait principal et sur les circonstances aggravantes, il y a preuve acquise que le vote n'a pas eu lieu au moyen de scrutins distincts et successifs (3).

---

(1) Rej., 11 août 1853 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*436.

(2) Rej., 5 nivôse an VII (M. Pepin, rapp.), DALLOZ, n° 3014;—15 frimaire an XIII (M. Minier, rapp.), *ibidem*;—8 juillet 1836 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*244; — 2 avril 1846 (MM. Dehaussy de Robecourt, rapp.), D.P.46.4.115;— Cass., 19 avril 1849,—sur mes conclusions—(M. Legagneur, rapp.), *Bull.*139.

(3) Cass., 4 juillet 1844 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*355.

3142. *Dépouillement et vérification des bulletins.* — Tous les bulletins remplis par les jurés ayant été déposés dans une urne ou boîte destinée à cet usage, le chef du jury procède au dépouillement du scrutin en présence de ses collègues, qui peuvent vérifier les bulletins.

Si, en usant de son droit de vérification, un juré s'aperçoit qu'il a commis une erreur, est-il admissible à réclamer? peut-il demander ou que, le scrutin annulé, il soit procédé à un nouveau vote, ou que, le scrutin maintenu, son bulletin y soit compté dans le sens qu'il indique? En principe, on devrait repousser de telles réclamations : le bulletin déposé dans l'urne n'appartient plus au juré de qui il émane et qui n'a pas la faculté de le reprendre; le vote étant essentiellement secret, aucun juré n'a le droit de s'attribuer essentiellement tel bulletin exprimant telle opinion, et, une fois émis, tout vote est nécessairement définitif.—Cependant il y a des questions de bonne foi et de justice qui, parfois, peuvent vaincre les règles : si les jurés ne tolèrent pas que leur déclaration soit le résultat d'une méprise, s'ils sont convaincus qu'elle existe, si, unanimement, ils consentent à sa réparation, aucune loi ne leur interdit de recommencer une épreuve douteuse, et, nulle constatation n'étant possible, leur nouveau scrutin serait à l'abri de tout grief.

3143. *Bulletins illisibles.* — L'art. 4 de la loi de 1836 s'exprime ainsi : « S'il arrivait que dans le nombre des « bulletins il s'en trouvât sur lesquels aucun vote ne fût « exprimé, ils seraient comptés comme portant une ré- « ponse favorable à l'accusé. — Il en serait de même des « bulletins que six jurés, au moins, auraient déclarés illi- « sibles. » On s'est demandé ce qui arriverait dans le cas où, un bulletin étant surchargé, les jurés ne seraient pas d'accord, et penseraient, les uns qu'il dit *oui* et les autres qu'il y a *non*. Devrait-on recommencer le scrutin

ou bien l'interprétation serait-elle faite par la majorité des jurés? Je pense que la difficulté serait tranchée par l'application de la dernière partie de la disposition que je viens de transcrire : si un doute s'élève, si un bulletin ne peut pas être lu sans hésitation, on doit le ranger dans la catégorie des bulletins illisibles, et, six jurés au moins le considérant comme tel, le bulletin douteux serait compté comme portant une réponse favorable à l'accusé.

Au surplus, de ce que « immédiatement après le dé- « pouillement de chaque scrutin, les bulletins seront « brûlés en présence du jury », on doit conclure que les jurés sont les appréciateurs souverains du sens des bulletins douteux.

3144. *Constatation du résultat du scrutin.* — Quand, par le dépouillement du scrutin, le résultat du scrutin est obtenu, le chef du jury consigne sur-le-champ ce résultat en marge ou à la suite de la question résolue. Tout à l'heure, en traitant de la déclaration, j'aurai à indiquer la forme dans laquelle le résultat du vote doit être exprimé. — J'ajoute seulement ici que ce résultat n'est définitivement acquis à l'accusé ou contre lui que lorsque la déclaration a été lue publiquement à l'audience. Tant qu'il est dans la chambre de ses délibérations, le jury peut, annulant le scrutin qui vient d'être fait, procéder à un nouveau vote ; mais, pour cela, le consentement unanime de tous les jurés est absolument nécessaire, car la majorité du jury ne pourrait contraindre à voter une seconde fois un juré qui, en votant une première fois, a rempli son devoir.

3145. *Constatation de la majorité.* — En parlant des avertissements que le président doit donner au jury, j'ai retracé les diverses phases de la législation sur le nombre de voix nécessaire pour les décisions à rendre pour ou contre l'accusé. — *Suprà*, n° 3048. — Ici, je rappelle

que les lois antérieures à 1831 n'exigeaient pas que la mention de la majorité fût faite dans la déclaration. La loi du 4 mars 1831 fit de cette mention une formalité nécessaire. Depuis lors, les lois de 1835, de 1848 et de 1853, tout en modifiant le chiffre de la majorité, ont maintenu l'obligation d'accomplir cette formalité, et notre art. 347 porte : « La décision du jury, tant contre l'accusé que sur « les circonstances atténuantes, se forme à la majorité. « La déclaration du jury constate cette majorité, sans que « le nombre de voix puisse y être exprimé, le tout à peine « de nullité. »

Ainsi donc : nécessité de constater la majorité ; — interdiction d'exprimer le nombre de voix ; — et nullité si la déclaration du jury contrevient à l'une ou à l'autre de ces deux prescriptions.

A ce sujet, interrogeons la jurisprudence.

3146. Mais avant, constatons que la déclaration du jury portant qu'il y a six voix pour la condamnation et six voix pour l'acquittement équivaut à une déclaration de non-culpabilité (1).

En ce cas, les jurés ne doivent pas énoncer qu'il y a partage ; ils répondent : non, comme si la majorité avait voté l'acquittement (2).

3147. *Mention de la majorité*. — Est nulle la déclaration que l'accusé est coupable du fait principal ou des circonstances aggravantes, lorsqu'il n'y est pas exprimé qu'elle a été formée à la majorité légale (3). — Et, quand

---

(1) Cass., 23 juin 1814 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*60.

(2) Cass., 25 juillet 1833 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*378.

(3) Cass., 10 et 16 juin, 14 juillet, 19 août, 16 septembre et 6 octobre 1831 (MM. Isambert, Gaillard, Choppin, Ollivier et Chantereyne, rapp.), *Bull.*236, 243, 281, 339, 397 et 423 ;—13 janvier 1832 (M. Rives, rapp.), *Bull.*17 ; — 16 août 1833 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*418 ; — 17 décembre 1835 (même rapp.), *Bull.*555 ;—23 juin et 22 décembre 1836 (M. Isam-

la mention de la majorité, régulièrement exprimée pour les circonstances atténuantes, ne se trouve pas dans la réponse à la question sur le fait principal, la nullité atteint même la déclaration, quoique valable en elle-même, relative aux circonstances atténuantes [1].

Du reste, lorsque la majorité légale est énoncée dans la réponse concernant la question principale, il y a toute régularité, si, relativement aux circonstances aggravantes, la déclaration porte : oui, à la même majorité [2].

3148. *Interdiction d'exprimer le nombre de voix.*—C'est encore la loi de 1831 qui, la première, en édictant l'obligation de mentionner la majorité, interdit de faire connaître le nombre de voix qui l'ont composée. Les législateurs de 1835, de 1848 et de 1853 ont également porté la même défense, et, comme le dit notre art. 347, « le tout à peine de nullité ».

En conséquence : nullité, si les jurés constatent que

---

bert, rapp.), *Bull.*221 et 451 ;—6 janvier et 10 août 1837 (MM. Isambert et Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*5 et 306; — 15 février, 12 et 19 juillet 1838 (MM. Dehaussy, Rocher et Chauveau-Lagarde, rapp.); *Bull.* 58, 303 et 340 ;— 9 juin et 15 juillet 1842 (MM. Dehaussy et Isambert, rapp.), *Bull.*219 et 227 ; —5 octobre, 3 et 28 novembre 1843 (MM. Dehaussy et Romiguières, rapp.), *Bull.*426 et 449, et DALLOZ, n° 3155; — 16 septembre 1847 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*381 ;—12 décembre 1844 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.*577; — 10 avril et 5 juin 1845 (MM. Meyronnet-Saint-Marc et Rocher, rapp.), *Bull.*224 et 311; — 8 janvier 1848, — sur mes conclusions — (M. de Boissieux, rapp.), *Bull.*10; — 9 mars 1848,—sur mes conclusions — (M. Quénault, rapp.), *Bull.*91 ;—20 avril et 2 août 1849 (MM. de Boissieux et de Glos, rapp.), *Bull.*146 et 281 ;—28 août 1851 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*562;—15 janvier 1852 (M. de Glos, rapp.), *Bull.*32;—16 août 1855 (M. Poultier, rapp.), *Bull.*461;—31 janvier 1857 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*72 ;—20 janvier 1860 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*22 ;—21 août 1862 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*359 ;—10 août 1865 (M. Zangiacomi, rapp.), *Bull.* 286.

(1) Cass., 5 janvier et 9 mars 1837 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*1 et 89.

(2) Cass., 7 février 1834 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*52.

leur déclaration a été formée *à l'unanimité* (1) ; et cette décision s'applique aussi bien aux circonstances aggravantes qu'au fait principal (2) ;

Nullité encore si la déclaration énonce qu'elle a été formée à tel nombre de voix (3) ;

Toutefois, lorsque plusieurs questions soumises au jury ont été répondues, les unes régulièrement et les autres avec mention illégale du nombre de voix, il n'y aurait pas lieu à annuler les débats si la peine prononcée était justifiée par les déclarations régulières (4) ; — et, en tout cas, les réponses régulières seraient maintenues, tandis que l'on annulerait celles dans lesquelles le nombre de voix serait énoncé (5) ;

---

(1) Cass., 17 et 30 juin, 19 août, 8, 15 (deux arrêts), 22 et 24 septembre, 7 octobre 1831 (MM. Choppin, Dupaty, Chauveau-Lagarde, Brière-Valigny et Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*248, 271, 338, 370, 394-395, 401, 408 et 429 ; — 12, 13 et 20 janvier 1832 (MM. Gilbert des Voisins, Rives et Chauveau-Lagarde, rapp.), *Bull.*11, 15 et 32 ; — 10 septembre 1835 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*422 ; — 15 février 1861 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*64.

(2) Cass., 30 septembre et 7 octobre 1831 (MM. Chauveau-Lagarde et Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*417 et 429 ; — 27 septembre 1838 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*455 ; — 17 septembre 1847 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*383 ; — L'arrêt du 15 février 1861.

(3) Cass., 7 juillet et 30 décembre 1831 (MM. Choppin et de Ricard, rapp.), *Bull.*278 et 574 ; — L'arrêt du 13 janvier 1832 et l'arrêt du 10 septembre 1835 ; — 22 janvier 1836 (M. Chauveau-Lagarde, rapp.), *Bull.* 27 ; — 29 août (deux arrêts) et 5 septembre 1839 (MM. Rocher, Meyronnet-Saint-Marc et Bresson, rapp.), *Bull.*439, 440 et 449 ; — 2 et 16 janvier, 14 mai, 4 juin, 10 septembre et 31 décembre 1840 (MM. Chauveau-Lagarde, Bresson, Romiguières, Meyronnet-Saint-Marc et Rocher, rapp.), *Bull.*1, 21, 179, 219, 377 et 524 ; — 21 septembre 1843 (M. Rives, rapp.), *Bull.*407 ; — 4 avril 1844 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*183 ; — 13 janvier et 25 février 1848, — ce dernier sur mes conclusions — (MM. Dehaussy et Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*12 et 74 ; — 11 janvier 1849, — sur mes conclusions — (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*6.

(4) Rej., 23 septembre 1831 (M. Brière-Valigny, rapp.), DALLOZ, n° 3162.

(5) L'arrêt du 13 janvier 1832.

Il a été jugé, — et, en effet, la rigueur de la loi ne se comprendrait guère ici,—que, « si l'art. 347 interdit aux jurés d'exprimer le nombre de voix qui forme leur décision, il ne s'agit que de décisions qui se forment *contre* l'accusé, ou de la déclaration des circonstances atténuantes, et que, dans le silence de la loi, sur les décisions *favorables* à l'accusé, la peine de nullité ne peut y être étendue » (1);—Par suite, quand le jury répond : *non* aux questions de culpabilité sur le fait principal et sur les circonstances aggravantes, quand il répond : *oui*, sur une question d'excuse légale, il prend des décisions favorables à l'accusé, et il ne doit pas mentionner le nombre de voix (2);

L'accusé n'a grief de cassation que lorsqu'il a préjudice : aussi, il ne peut quereller une déclaration de sa culpabilité constatée par un nombre de voix supérieur à la majorité légale; en lui appliquant une législation plus favorable à ses intérêts, on ne lui a nui en aucune façon (3).

3149. *Vote sur les questions d'excuse.* — La solution d'une question d'excuse, lorsqu'elle est négative, constitue une décision contraire à l'accusé, puisque l'admission de l'excuse aurait amené pour lui les atténuations de peines déterminées par la loi. Or, comme d'après l'article 347, la décision *contre l'accusé* se forme à la majorité, et comme la déclaration doit constater cette majorité, il y a nullité de la déclaration négative qui, alors qu'il s'agit d'une question d'excuse, ne remplit pas cette formalité (4).

---

(1) Cass., 18 avril 1834 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*132.
(2) Rej., 15 mai 1840 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*182.
(3) Rej., 21 juillet 1853 (M. Aylies, rapp.), *Bull.*394.
(4) Voir *suprà*, n° 2873. — ADDE : Cass., 28 juin 1833 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*319;—8 octobre 1834 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*408;—28 janvier et 8 juillet 1836 (MM. Isambert et Dehaussy, rapp.), *Bull.*32 et 240.

— Et la même nullité existe si, en violation de cet article 347, la réponse, qui mentionne la majorité, exprime le nombre de voix qui l'ont formée [1].

3150. *Vote sur les circonstances atténuantes.* — Quant aux détails du vote relatif aux circonstances alténuantes, je résume ici les observations qu'il comporte et celles que j'ai déjà faites :

Il n'y a pas de question posée par le président sur les circonstances atténuantes : c'est le chef du jury qui, la culpabilité reconnue, soumet au vote le point de savoir si leur existence est admise, —Voir *suprà*, n° 3026;

La déclaration du jury ne doit, à cet égard, faire connaître le résultat de son vote qu'autant qu'il est affirmatif, c'est-à-dire favorable au condamné : en gardant le silence, le jury en refuse le bénéfice, — *suprà*, n° 3027 ; néanmoins si, contrairement à cette disposition des lois des 13 mai 1836 et 9 juin 1853, la déclaration, au lieu de garder le silence, porte formellement *qu'il n'existe pas* de circonstances atténuantes, cette infraction, ne causant aucun préjudice à l'accusé, n'opère pas la nullité et doit être simplement réputée non écrite [2] ; mais, comme cette mention constitue une irrégularité flagrante, la Cour d'assises devrait, renvoyant le jury dans la chambre, la faire rectifier [3]; et, cette rectification faite, ce grief, en supposant qu'il pût avoir un effet irritant, serait non recevable [4] ;

---

(1) Les arrêts des 28 juin 1843 et 27 septembre 1849 qui viennent d'être cités ;—Cass., 31 janvier 1845 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*65.

(2) Rej., 5 janvier 1838 (M. Isambert, rapp.), DALLOZ, n° 3219 ; — 11 juin 1840 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*232 ;—9 mars 1848,— sur mes conclusions—(même rapp.), *Bull.*108 ;--10 mai 1850 (M. Faustin Hélie, rapp.), D.r.50.5.98 ; — 2 octobre 1857 (M. Caussin de Perceval, rapp.), *Bull.*558.

(3) Rej., 18 décembre 1858 (M. Dehaussy, rapp.) *Bull.*516.

(4) Rej., 1er septembre 1853 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*500.

Au cas où il y a plusieurs accusés, le jury doit voter par scrutins séparés relativement à chacun d'eux sur les circonstances atténuantes, et, après le vote, sa déclaration doit également être distincte. En cas d'infraction à cette règle, l'annulation ne peut être réclamée par les accusés qui n'en ont pas souffert, mais seulement par le ministère public et dans l'intérêt de la loi, — *suprà*, n° 3033;

Le vote sur les circonstances atténuantes doit avoir lieu, non-seulement à l'occasion des crimes du droit commun, mais aussi en toute matière de grand criminel, — *suprà*, n° 3037;

Il est aussi absolument exigé alors même que, à raison de son âge, l'accusé ne serait point passible d'une peine infamante, — *suprà*, n° 3038;

Le jury peut voter sur les circonstances atténuantes soit d'une manière générale et pour l'ensemble des faits de l'accusation, soit distinctement et dans leur relation avec chacun des chefs d'accusation en particulier, — *suprà*, n° 3039 (1);

Si le jury, « en déclarant qu'il existe des circonstances atténuantes en faveur de l'accusé, n'a point exprimé que cette déclaration a été formée à la majorité », l'annulation doit être prononcée (2); — Toutefois, l'accusé « ne peut pas se prévaloir d'une nullité qui ne frappe qu'une décision qui lui est favorable; mais le ministère public n'en est pas moins fondé à relever cette nullité dans l'intérêt de la loi » (3);

La même nullité entacherait la déclaration du jury qui, en admettant les circonstances atténuantes, exprimerait

---

(1) *Adde* : Cass., 22 février 1846 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*79.

(2) Cass., 13 juin 1833 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*294.

(3) Cass., 28 août 1846 (M. Romiguières, rapp.), *Bull.*345;—23 septembre 1847,—sur mes conclusions—(M. Isambert, rapp.), *Bull.*388;—27 août 1852 (à mon rapport), *Bull.*516.

le nombre de voix ayant formé la majorité; il en serait ainsi de déclarations énonçant : *à la majorité* DE PLUS DE SEPT VOIX, ou *à la* SIMPLE *majorité il y a des circonstances atténuantes*. Néanmoins, lorsque le condamné seul s'est pourvu, cette irrégularité, dont il ne peut se faire un grief, « ne peut l'empêcher de profiter du bénéfice de cette déclaration » (1); mais s'il y avait pourvoi du ministère public, l'annulation devrait être prononcée dans l'intérêt de la loi (2).

Depuis la loi de 1836, la déclaration du jury serait nulle si elle réunissait à la réponse sur la question principale l'admission des circonstances atténuantes (3); et, dans ce cas, la Cour d'assises devrait annuler une telle déclaration, appeler le jury à délibérer de nouveau, et non pas se borner à renvoyer le jury dans sa chambre pour qu'il eût à séparer sa réponse sur le fait principal de sa constatation de l'existence des circonstances atténuantes (4).

De même qu'il faut plus de six voix pour la condamnation de l'accusé, de même la déclaration des jurés sur l'existence des circonstances atténuantes ne lui est acquise et ne peut produire d'effet en sa faveur qu'autant qu'il s'est trouvé plus de six voix pour lui accorder le bénéfice de ces circonstances (5). — Ici le partage tourne contre l'accusé.

3151. *Constatation de l'accomplissement des formalités.*

---

(1) Rej., 26 janvier 1838,—deux arrêts—(MM. Isambert et Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*38 et 41 ; — Cass., 3 janvier 1850 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*3.

(2) Cass., 8 février 1849,—sur mes conclusions—(M. Barennes, rapp.), *Bull.*48.

(3) Cass., 2 janvier 1841 (M. Gilbert de Voisins, rapp.), *Bull.*3.

(4) Cass., 3 décembre 1846 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*456.

(5) Rej., 21 juin 1838 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*254.

—Le greffier n'est point admis dans la chambre des délibérations des jurés; le procès-verbal de la séance qu'il doit dresser « ne peut avoir pour objet que les formalités à observer dans l'instruction devant la Cour d'assises, et il ne peut rien constater relativement aux opérations particulières du jury » ; la loi ne prescrit ni n'indique aucun autre acte pour constater ce qui se passe dans cette chambre et qui doit rester essentiellement secret ; il n'est donc pas dressé procès-verbal attestant que les formes légales de la délibération ont été respectées, et la déclaration du jury est la seule pièce venant faire connaître, non le détail, mais le résultat de cette délibération (1). Ainsi, on a jugé anciennement, et ces décisions conservent leur force, que la déclaration du jury étant régulièrement portée et lue à l'audience, on ne doit faire aucun état de l'allégation de quelques jurés que la délibération n'a pas été accomplie suivant le vœu de la loi (2).

Par conséquent, le condamné invoquerait un moyen sans valeur s'il prétendait que le procès-verbal ne mentionne pas qu'il a été fait lecture de l'instruction générale donnée par l'article 342, lequel n'est pas prescrit à peine de nullité (3).

---

(1) Rej., 26 juin et 10 juillet 1817 (M. Rataud, rapp.); *Bull.*135 ; DALLOZ, nos 3002 et 2999.

(2) Cass., 23 prairial an v (M. Dulac; rapp.);—Rej., 19 germinal an ix (M. Lassaudade, rapp.), DALLOZ, nº 3000.

(3) L'arrêt du 26 juin 1817 : Rej., 21 juillet 1826 (M. Ollivier, rapp.), DALLOZ, nº 3002; — 16 septembre 1831 (même rapp.), *Bull.*399 ; — 26 avril 1839 (M. de Crouseilhes, rapp.), *Pal.*1839.2.665.

CHAPITRE II.

DÉCLARATION DU JURY.

SECTION Ire.

Formes de la déclaration.

N° 3152. *Les formes* de la déclaration sont extrinsèques, c'est-à-dire, concernent sa contexture matérielle, ou intrinsèques, c'est-à-dire, relatives au rapport entre les questions et les réponses.

Des questions bien rédigées méritent des réponses régulièrement formulées. Il faut donc que *les formes* de la déclaration soient en parfait rapport avec les dispositions de la loi et avec les interrogations adressées au jury. — Exposons les règles qui donnent toute satisfaction à cette double condition.

Ces formes peuvent être envisagées sous un double aspect : 1° au point de vue extrinsèque, c'est-à-dire relativement à la contexture matérielle de la déclaration ; 2° au point de vue intrinsèque, c'est-à-dire relativement aux réponses qu'elle fait aux questions qui ont été posées. — Parlons d'abord des formes matérielles : nous dirons ensuite quelques mots des formes intrinsèques.

§ 1er. — *Forme matérielle extrinsèque.*

3153. La déclaration doit être *écrite.*

3154. Elle est consignée sur la même feuille que la question avec laquelle elle fait corps.

3155. C'est en la chambre de délibérations, et non à l'audience qu'elle doit être écrite.

3156. Pourvu qu'il la signe, le chef du jury peut la faire écrire par un autre juré.

3157. Elle doit nécessairement être annexée à la procédure.
3158. L'original de la déclaration fait foi de son contenu.—Différences entre cet original et le procès-verbal des séances.
3159. Déclaration biffée ou altérée après coup.
3160. *Date de la déclaration.* — L'omission, l'erreur ou la surcharge de la date ne sont causes de nullité.
3161. L'indication du *lieu* ou a siégé le jury n'est pas indispensable dans la déclaration.
3162. *Formule : sur mon honneur....* ; — sa place ordinaire ; — son impression est permise ; — son inscription à l'audience.
3163. *Interlignes, ratures, renvois et surcharges.* — L'art. 78 du Code d'instruction criminelle applicable à tous les actes de la procédure.
3164. Approbation d'un seul mot raturé.
3165. Pour l'approbation des ratures et renvois, le paraphe vaut la signature.
3166. Les surcharges rentrent dans les termes généraux de ratures et renvois.
3167. Défaut d'approbation : 1re conséquence : les interlignes et renvois sont réputés non avenus ; et l'on ne tient compte des ratures et surcharges.
3168. 2e conséquence : les mots raturés ou surchargés continuent à produire leurs effets.
3169. 3e conséquence : annulation des arrêts qui donnent force et valeur aux interlignes, renvois, ratures et surcharges non approuvés.—Sept exemples.
3170. 1re exception : il faut qu'il y ait une véritable surcharge.
3171. 2e exception : mots indifférents.—Exemples divers.
3172. 3e exception : irrégularité effacée par les énonciations du procès-verbal.
3173. 4e exception : irrégularité dans les décisions favorables à l'accusé, — ou lorsque la peine est justifiée par une réponse régulière.
3174. Approbation valablement faite. — Les mots rayés n'existent plus, et les renvois, interlignes ou surcharges produisent leurs effets.

3153. *Déclaration écrite.* — L'art. 412 du Code de l'an IV disait : « la délibération étant terminée, le résultat « en est rédigé par *écrit*, en autant d'articles séparés « qu'il y a eu de questions décidées. » — Le Code de « 1808 ne contient pas une disposition semblable ; mais,

« en ordonnant que la déclaration du jury sera signée par « le chef et remise par lui au président, le tout en pré- « sence des jurés, » son art. 349 suppose nécessairement et prescrit implicitement une déclaration écrite. Au surplus, l'art. 3 de la loi du 13 mai 1836 veut que le chef du jury, après avoir dépouillé chaque scrutin, « en consigne sur-le-champ le résultat en marge ou à la suite de la question résolue » ; et la loi du 9 juin 1853 reproduit ce dernier texte en se bornant à substituer le mot *constate* au mot *consigne*.—Il faut donc que la déclaration soit rédigée par écrit, et « la régularité de la réponse orale ne dispenserait pas de l'observation des formes particulières prescrites pour la déclaration signée » (1).

3154. Puisque, selon les lois de 1836 et de 1853, la réponse doit être écrite *en marge ou à la suite de la question résolue*, la réponse fait corps avec la question, et on ne saurait la consigner sur une feuille de papier séparée. Néanmoins, et si l'on faisait cela, comme la loi ne prononce pas la nullité, l'irrégularité, si regrettable qu'elle fût, n'aurait pas un effet irritant (2).

3155. En exigeant que le résultat du vote soit constaté *sur-le-champ*, les mêmes lois de 1836 et de 1853 imposent au chef du jury l'obligation d'écrire la déclaration dans la chambre même des délibérations. Il ne pourrait donc, confiant en l'exactitude de ses souvenirs, se rendre à l'audience et écrire là, au moment de les lire, les réponses faites aux questions posées. — Voir *suprà*, n° 3088.

3156. Il n'est pas nécessaire que la déclaration soit écrite de la main du chef du jury lui-même : conformément à l'art. 349 du Code d'instruction criminelle, il suf-

---

(1) Cass., 1er germinal an XII (M. Borel, rapp.), *Bull.* 151.
(2) Rej., 10 février 1820 (M. Aumont, rapp.), DALLOZ, n° 3057.

fit qu'il l'ait *signée* (1). — En disant qu'il *consigne* ou *constate* le résultat du vote, les lois de 1836 et de 1853 ne contredisent pas la jurisprudence antérieure, car, en le signant, le chef du jury constate suffisamment ce résultat.

3157. La déclaration écrite, signée par le chef du jury, par le président et par le greffier, demeure annexée à la procédure. « Sa production est indispensable pour que l'accusé puisse en discuter et critiquer les termes, vérifier l'état matériel des réponses et se prévaloir des irrégularités qui viendraient à s'y rencontrer. La production de cette pièce fondamentale constitue donc une obligation substantielle, et ne saurait être remplacée par les énonciations que renfermeraient, au sujet des questions résolues, soit l'arrêt de condamnation, soit le procès-verbal des débats de la Cour d'assises » (2).

3158. L'original de la déclaration fait pleine foi de son contenu. « La loi n'exige pas impérativement qu'elle soit transcrite dans le procès-verbal des débats » (3); il n'y a de réponses valables que celles qui y sont portées : aussi, on ne ferait nul état des réponses qui, insérées dans le procès-verbal, n'existeraient pas sur la minute de la déclaration (4). A plus forte raison, si les termes, tels qu'ils sont transcrits dans une expédition de l'arrêt de la Cour d'assises, diffèrent de ceux de l'original de la déclaration, c'est cette dernière pièce qui, seule, doit

---

(1) Rej., 6 brumaire et 16 frimaire an v (MM. Giraudet et Regnier, rapp.); — 16 janvier 1809 (M. Vermeil, rapp.), DALLOZ, nº 3059; — 24 décembre 1829 (M. Clausel de Coussergues, rapp.), *Pal.*1829.1654; S.-V. 30.1.115.

(2) Cass., 6 décembre 1862,—à l'occasion d'un arrêt de la Cour d'assises d'Algérie—(M. Caussin de Perceval, rapp.), *Bull.*450.

(3) Rej., 5 janvier 1832 (M. de Crouseilhes, rapp.), *Bull.*2.

(4) Cass., 26 ventôse an VI (M. Gohier, rapp.), DALLOZ, nº 3067.

servir de base à l'examen de la question de savoir si la peine a été légalement appliquée (1).

3159. Du reste, quand la déclaration, textuellement transcrite sur le procès-verbal, a été régulièrement portée et est signée par le chef du jury, le président et le greffier, elle conserve toute sa force « et doit sortir son plein et entier effet, quoiqu'elle soit biffée sur l'original » (2). — De même, s'il est constaté par le procès-verbal que, lors de la lecture à l'audience, la déclaration était signée par le chef du jury comme par le président et le greffier, cette déclaration, régulière dans sa forme, « n'a pu être entachée d'irrégularité par des faits survenus postérieurement à l'arrêt de condamnation », et notamment par ce fait que la signature du chef du jury a été, après coup, biffée et rendue illisible (3).

3160. *Date de la déclaration.* — Le Code de l'an IV, qui exigeait la date de la déclaration du jury d'accusation, ne prescrivait pas de dater la déclaration des jurés de jugement. Il était donc indifférent, si la date se trouvait dans cette dernière déclaration, qu'elle fût écrite en chiffres ou en toutes lettres (4). — Aucune des dispositions de notre Code, lequel a supprimé le jury d'accusation, n'impose aux jurés l'obligation de dater leur déclaration (5); et cette formalité serait, en effet, superflue « puisque le procès-verbal des débats constate toujours d'une manière certaine et authentique la véritable date de cette déclaration » (6).

---

(1) Cass., 21 mai 1812 (M. Liborel, rapp.), *Bull.*226.
(2) Cass., 15 février 1834 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.*64.
(3) Rej., 27 août 1819 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*304.
(4) Rej., 23 pluviôse an VIII (M. Rudler, rapp.), DALLOZ, n° 3071.
(5) Rej., 10 août 1826 (M. Ollivier, rapp.), *Pal.*1826, 797; S.-V.27.1. 113; — 12 juillet 1849 (M. Rives, rapp.), *Bull.*248.
(6) Cass., 14 septembre 1848 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*357.

De là ces conséquences :

1° Que l'erreur qui aurait été commise dans l'énonciation de la date serait absolument indifférente, d'autant plus que la date véritable est fixée par celle de l'arrêt de condamnation [1] ;

2° Que la surcharge de la date ne saurait donner ouverture à cassation [2];

3° Que, et *à fortiori*, l'erreur de date commise, non dans la déclaration elle-même, mais dans les procès-verbal qui la relate, n'altère point la vérité des faits [3];

4° Que la Cour d'assises peut ordonner la rectification de la date erronée [4]; et que cette rectification, purement matérielle, ne changeant point la substance de la déclaration, peut être faite sur une simple observation du président, à l'audience et sans renvoi des jurés dans la chambre des délibérations [5].

3161. Il en est *du lieu* comme de la date de la déclaration : « Aucune loi n'exige l'indication du lieu où le jury a siégé, lieu suffisamment certain par les énonciations du procès-verbal de la séance » [6].

3162. *Formule : sur mon honneur*. — Régulièrement la formule : *sur mon honneur et ma conscience, devant Dieu et devant les hommes*, doit être placée en tête de la déclaration lorsqu'elle est apportée à l'audience. Mais la loi n'impose pas au chef des jurés l'obligation d'inscrire lui-

---

(1) Rej., 13 février 1818 (M. Ollivier, rapp.), DALLOZ, n° 3068; — 22 juillet 1842 (M. Rives, rapp.), *ibidem*.

(2) Rej., 28 février 1852 (M. Rives, rapp.), *Bull.*149.

(3) Rej., 3 janvier 1833 (M. Ollivier, rapp.), D.P.34.1.434.

(4) Rej., 28 mai 1830 (M. Chauveau-Lagarde, rapp.), *Pal.*1830, 516; S.-V.30.1.351.

(5) Rej., 4 avril 1850 (M. Barennes, rapp.), *Bull.*185.

(6) Rej., 25 septembre 1845 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* 483.

même cette formule, qui est simplement un mode d'affirmation et non une partie de la déclaration elle-même (1).

Si cette formule est, en général, imprimée sur la feuille sur laquelle sont écrites les questions et les réponses, c'est uniquement pour rappeler au chef du jury qu'il devra la prononcer quand il donnera lecture de ces réponses, et il suffit que le procès-verbal mentionne qu'elle a été réellement prononcée (2).

Ce principe admis, il va de soi : 1° que la nullité ne résulterait pas de ce fait que, au moment de lire la déclaration, le chef du jury, prenant une plume, aurait inscrit à l'audience même cette formule qui aurait été omise (3);

2° Que peu importe le mode matériel d'après lequel, quand elle a eu lieu, la transcription a été faite sur la feuille des questions. Ecrite à la plume ou imprimée à l'avance, elle est empreinte de la même validité (4);

3° Qu'il n'est pas nécessaire qu'elle soit transcrite en tête de la déclaration, et qu'il suffit qu'elle soit insérée dans le procès-verbal qui constate qu'elle a été lue (5).

3163. *Interlignes, ratures, renvois et surcharges*.—L'art. 78 du Code d'instruction criminelle porte : « Aucune in-

---

(1) Rej., 5 novembre 1812 (M. Aumont, rapp.) ; — 28 décembre 1820 (M. Busschop, rapp.) ;—11 octobre 1821 (M. Gaillard, rapp.) ; — 9 septembre 1824 (M. Brière, rapp.) ; — 23 juin 1827 (M. Ollivier, rapp.) ;— 16 avril 1831 (M. Chauveau-Lagarde, rapp.), DALLOZ, n° 3104 ; — Cass., 28 avril 1831 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.*183 ; — Rej., 10 mai 1832 (M. Ollivier, rapp.), DALLOZ, *ibidem*.

(2) Rej., 17 octobre 1832 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.*588.

(3) Rej., 16 juillet 1812,—deux arrêts—(M. Bauchau, rapp.), S.-V.13. 1.422.

(4) Rej., 24 septembre 1819 (M. Ollivier, rapp.), *Pal.*1819.532 ; — L'arrêt du 17 octobre 1832 (M. de Ricard, rapp.) ; — 5 février 1835 (M. Dehaussy, rapp.) ;—29 août 1840 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), DALLOZ, n° 3107 ;—18 mai 1849 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*184.

(5) Rej., 10 juin 1830 (M. Clausel de Coussergues, rapp.), D.P.30. 1.317 ;—26 avril 1838 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*158.

« terligne ne pourra être faite : les ratures et les renvois « seront approuvés et signés par le juge d'instruction, « par le greffier et par le témoin.... Les interlignes, ra- « tures et renvois non approuvés seront réputés non « avenus. » — Ces dispositions, quoique particulières à l'information écrite, contiennent des règles générales que, par des raisons d'analogie, la jurisprudence a appliquées à tous les actes de la procédure criminelle, au procès-verbal des séances, aux questions [1], et surtout à la déclaration des jurés [2].

En conséquence, leur chef doit approuver tous les interlignes, ratures et renvois qui peuvent exister dans leur déclaration et certifier cette approbation par sa signature.

3164. Lorsqu'il n'existe dans la déclaration qu'un seul mot rayé, — par exemple le mot *non*, — ce mot n'a pas besoin d'être spécifié, et l'approbation est régulièrement donnée par le chef du jury, qui, au-dessus de sa signature, écrit: *approuvé un mot rayé nul* [3].

3165. Pour cette approbation, le paraphe vaut la signature. Je le dis avec la Cour de cassation, qui l'a jugé en ces termes : « Attendu qu'on lit au bas de la déclaration du jury : la rature de quatre mots approuvés ; — que cette approbation est suivie des deux lettres initiales du nom du chef du jury et de son paraphe; — qu'en cela on s'est conformé à l'usage observé pour la régularité des

---

(1) Voir *suprà*, n^os^ 153, 2999 et 3000.

(2) Cass., 4 janvier 1821 (M. Pajot de Marcheval, rapp.), *Bull.*, p. 1re; 15 mars 1834 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*103 ; — 16 juillet 1835 (même rapp.), *Bull.*345 ; — 17 décembre 1835 (M. Bresson père, rapp.), *Bull.* 555 ; — 13 décembre 1838 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*554 ; — 21 mai 1852 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*292 ; — 15 avril 1853 (à mon rapport), *Bull.* 203 ; — 17 février 1854 (M. Rives, rapp.), *Bull.*75.

(3) Rej., 1er décembre 1853 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*665.

écritures authentiques et publiques et qu'aucune violation de la loi n'a été commise » (1).

3166. Les *surcharges* ne sont pas expressément mentionnées par notre art. 78; mais, d'après son sens, elles rentrent nécessairement dans les termes généraux de ratures et renvois (2). En effet, « à l'aide d'un tel procédé, on peut dénaturer les actes les plus essentiels de la justice criminelle, » et, en recouvrant le mot qu'elle doit remplacer, la surcharge en opère réellement la rature : d'ailleurs, si elle n'était pas approuvée, elle rendrait équivoque la pensée du jury, quand le mot surchargé serait encore lisible.

3167. Si le chef du jury n'approuve pas les interlignes, ratures, renvois et surcharges qu'il fait à la déclaration, quels sont les effets de cette négligence? Il faut répondre avec notre art. 78 :

Premièrement que les interlignes et renvois sont réputés non avenus et que l'on ne tient aucun compte des ratures et surcharges. Ainsi, l'addition des mots *plus de* ou *oui*, écrits dans la déclaration en interligne sans approbation, est sans aucune valeur légale (3). — Ainsi encore, le mot *majorité*, substitué par une interligne à un autre mot ra-

---

(1) Rej., 6 septembre 1844 (M. Bresson, rapp.), DALLOZ, n° 3138. — Cependant il semblerait résulter des motifs d'un autre arrêt que, dans les actes auxquels s'applique l'art. 78, le paraphe serait insuffisant et qu'il faudrait la signature tout entière. — Cass., 23 juillet 1824 (M. Chantereyne, rapp.), *Bull.*289.

(2) Cass., 15 mars 1834 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*103 ;—Les arrêts des 16 juillet et 17 décembre 1835, cités n° 3163.—8 février 1840 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*66 ; — 11 avril 1845 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*227 ; 9 juillet 1846 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*276 ; — 10 août 1848 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*322 ; — 9 octobre 1851 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*666 ;—L'arrêt du 21 mai 1852, cité n° 3163 ;—17 juin 1852 (M. de Glos, rapp.), *Bull.*369. — V. *suprà*, n. 152.

(3) L'arrêt du 11 avril 1845, cité numéro précédent ;—Cass., 28 août 1851 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*562.—V. *suprà*, n. 162 et 163.

turé, ne pouvant produire effet, « la réponse du jury manque d'une condition essentielle pour sa validité » (1);

3168. Deuxièmement que, par suite, les mots raturés ou surchargés continuent à produire tous leurs effets, comme s'ils n'avaient subi aucune altération. Ainsi, quand la déclaration dit *oui à la majorité simple*, si le mot *simple* a été rayé sans approbation, il doit être réputé maintenu; d'où il suit que le jury ayant fait connaître le nombre de voix qui ont formé sa majorité, il y a eu violation de l'art. 347 du Code d'instruction criminelle, et que l'arrêt, en prenant une déclaration ainsi formulée pour base de la condamnation par lui prononcée, s'est rendu propre cette violation (2);

3169. Troisièmement que, par conséquent, on devrait annuler les arrêts qui, au lieu de s'attacher aux mots indûment raturés et par là même réputés maintenus, ont donné force et valeur aux interlignes, renvois ratures et surcharges non approuvés.

Ainsi :

Quand, dans la déclaration, le mot *oui* a été tracé, sans approbation, au moyen d'une surcharge, une réponse ainsi libellée ne peut servir de base à la condamnation de l'accusé (3), surtout lorsque, au-dessous de ce mot, se lit encore facilement le mot *non* qui, d'abord, avait été écrit (4);

Quand les mots *à la majorité*, « quoique écrits de la main du chef du jury, ont été tracés au moyen d'une surcharge évidente, laquelle, substituant un mot à un autre,

---

(1) Cass., 27 mars 1856 (à mon rapport), *Bull.*202.

(2) L'arrêt du 13 décembre 1838, cité n° 3163 ;—Cass., 5 janvier 1844 (M. Barennes, rapp.), *Bull.*3.

(3) Les arrêts des 15 mars 1834, 16 juillet 1835, 8 février 1840, 21 mai 1852, cités n°s 3163 et 3166.

(4) Les arrêts des 17 décembre 1835 et 17 février 1854, cités n° 3163.

constitue une rature, » il faut les réputer non avenus s'ils n'ont pas été approuvés : il suit de là que la réponse du jury ne remplit plus le vœu de l'art. 347, puisqu'elle ne constate plus l'existence de la majorité (1) ;

Quand il résulte de l'examen de la déclaration du jury qu'une question, — par exemple une question d'excuse, — a été répondue par un seul mot, lequel a été biffé et raturé de manière à le rendre complétement illisible, la question est restée sans solution (2) ;

Quand la réponse du jury, relative à une circonstance aggravante, contient dans sa partie substantielle une surcharge non approuvée, on ne doit pas faire état de cette réponse (3) ;

Quand les mots *plus de*, nécessaires à l'expression de la majorité, ont été ajoutés au moyen d'une surcharge non approuvée, « l'arrêt n'a pu donner effet à une semblable déclaration sans violer expressément les dispositions des art. 347 (modifié par le décret du 18 octobre 1848) et 78 du Code d'instruction criminelle » (4) ;

Quand, sur une question d'excuse tirée de la provocation, c'est, au contraire, le mot *non* qui a été, par une surcharge non approuvée, substitué au mot *oui*, « la déclaration du jury est viciée dans son essence et ne peut servir de base à l'application de la peine prononcée » (5);

Quand, à la question, il a été fait deux réponses, l'une négative et l'autre affirmative, elles continuent à exister cumulativement malgré la rature non approuvée et réputée non avenue de l'une d'elles : la question doit donc « être considérée comme ayant été résolue par deux ré-

---

(1) L'arrêt du 9 juillet 1846, cité n° 3166.
(2) Cass., 30 décembre 1847 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*494.
(3) L'arrêt du 10 août 1848, cité n° 3166.
(4) L'arrêt du 9 octobre 1851, cité n° 3166.
(5) L'arrêt du 17 juin 1852, cité n° 3166.

ponses contradictoires rendant, dès lors, légalement impossible une condamnation régulière » (1);

Quand, dans une accusation d'abus de confiance par un serviteur à gages, c'est par une interligne non approuvée qu'a été inséré dans la déclaration le nom de la victime, nécessaire pour établir la circonstance que l'accusé était homme de service à gages, l'application du deuxième paragraphe de l'art. 408 du Code pénal manque de base légale (2).

3170. Il ne faut pourtant pas pousser jusqu'à l'exagération cette règle, qui, sainement interprétée, comporte certaines exceptions.

Disons d'abord, — et c'est la première de ces exceptions, — que, pour que les dispositions de l'art. 78 soient applicables, il faut qu'il existe une véritable surcharge. Par exemple, « si les mots *oui*, qui composent deux des réponses du jury, laissent entrevoir quelques traits de plume tracés avant les lettres dont ces mots *oui* sont formés, il est impossible de distinguer si ces traits de plume ont constitué des lettres, et si ces lettres ont constitué un ou plusieurs mots ; et ainsi on ne peut voir dans l'état actuel des mots dont s'agit, une ou plusieurs surcharges soumises à la nécessité d'une approbation spéciale » (3).

3171. Ensuite, — et voici une deuxième exception, — des ratures, interlignes ou surcharges qui, ne touchant pas au fond de la déclaration, ne pouvaient la modifier, seraient considérées comme indifférentes (4). Spécialement un mot, — dans l'espèce le mot *de*, — placé en interligne

---

(1) L'arrêt du 15 avril 1853, à mon rapport, cité nº 3163.
(2) Cass., 13 juillet 1854 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.* 383.
(3) Cass., 1er mars 1838 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.* 71.
(4) Rej., 20 octobre 1831 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.* 455.

non approuvée, ne peut être une cause de nullité des réponses du jury lorsque, même en le supprimant, le sens de ces réponses reste clair et à l'abri de toute espèce de doute (1);

De même, à l'occasion d'une surcharge ayant pour but de rectifier une erreur matérielle et évidente, on ne saurait se faire un moyen de cassation du défaut d'approbation, alors qu'on ne pourrait attribuer aux mots surchargés « un sens qui révélerait, de la part du jury, une intention différente de celle qu'a manifestée la rectification de cette erreur ». Par exemple, quand, trois accusés étant compris dans la même question, ces mots : *oui, l'accusé est coupable*, ont été, par une surcharge non approuvée, remplacés par ceux-ci : *oui, les accusés sont coupables* (2) ;

De même, il n'y a pas nullité, quand, rectifiant une incorrection de l'orthographe, le chef du jury substitue, sans approuver la surcharge, le mot *voix*, au mot *viox* primitivement écrit. En effet, « en supposant que le mot *viox* dût être considéré comme toujours subsistant, à raison du défaut d'approbation de la rature, le sens de la phrase ne serait pas moins clair, et la réponse ne perdrait rien de son caractère probant » (3);

De même, dans une réponse ainsi conçue : *oui, à la majorité, il y a des circonstances atténuantes*, la surcharge de ces mots : *oui, à* par ceux-ci : *à la*, « ne peut vicier une déclaration favorable à l'accusé, sur le sens de laquelle ne s'élève aucun doute, et surtout en l'absence de tout pourvoi du ministère public » (4);

De même, dans une accusation de détournement par

---

(1) Rej., 10 juin 1852 (M. de Glos, rapp.), *Bull.*358.

(2) Rej., 16 janvier 1835 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*22.

(3) Rej., 22 mars 1849,—sur mes conclusions—(M. Legagneur, rapp.), *Bull.*102.

(4) Rej., 6 septembre 1849 (M. de Glos, rapp.), *Bull.*338.

un dépositaire public, le défaut d'approbation de la surcharge serait sans effet irritant, lorsque « le mot surchargé ne laisse aucun doute, tant à raison de l'apparence que présentent les caractères primitifs dont il se compose que de ceux qui leur ont été substitués, sur le montant de la valeur nécessaire pour justifier la qualification de ce crime » (1).

3172. On admettrait, comme troisième exception, que l'irrégularité de l'écriture n'aurait aucun effet irritant si les énonciations du procès-verbal, en donnant une explication certaine, faisaient disparaître toute incertitude et effaçaient l'irrégularité. Ainsi : la surcharge du mot *oui*, n'invalide pas la condamnation, s'il résulte du procès-verbal que la déclaration du jury a été réellement affirmative (2);

De même, le défaut d'approbation et de paraphe des changements apportés à la formule de la déclaration est dûment suppléé par la mention faite au procès-verbal des débats des causes de ces changements (3);

De même, si, sans approbation, le mot *oui* a été substitué au mot *non*, surchargé, la substitution est réputée régulièrement opérée, lorsque le procès-verbal énonce que c'est le mot *oui* qui a été lu par le chef du jury (4); — ou lorsqu'il résulte « et de l'inspection des questions, et des réponses dans leur ensemble et des termes du procès-verbal de la séance de la Cour d'assises qu'il ne peut exister aucun doute sur la décision du jury (5);

Même régularité pour les mots : *à la majorité*, ajoutés

---

(1) Cass., 17 avril 1847 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*120.
(2) Rej., 4 janvier 1817 (M. Lecoutour, rapp.), DALLOZ, n° 3146.
(3) Rej., 14 septembre 1832 (M. Mérilhou, rapp.), *Pal.*1832.1472.
(4) Rej., 18 juillet 1839 (M. Dehaussy, rapp.), S.-V.40.1.817.
(5) Rej., 3 octobre 1839 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), S.-V.40.1.90.

en interligne sans approbation, alors qu'un arrêt incident et les énonciations du procès-verbal constatent cette addition (1).

3173. Enfin, et par une quatrième exception, des considérations analogues repousseraient le pourvoi de l'accusé s'il attaquait les déclarations du jury qui lui seraient favorables (2); — ou si la peine prononcée était justifiée par une réponse régulière (3); — ou si, à côté de la réponse viciée par une surcharge non approuvée, se trouvait, sur la même question, une réponse régulièrement exprimée. Ainsi le mot *non* avait été remplacé par le mot *oui*, sans qu'il existât aucune approbation expresse de cette surcharge; mais à la suite du mot surchargé, se trouvait une déclaration complète et sans surcharge. La Cour de cassation a décidé que cette seconde déclaration « emportait l'approbation nécessaire du mot *oui* qui la précédait et qui avait recouvert le mot *non* primitivement écrit » (4).

3174. Nous connaissons maintenant les conséquences des ratures ou surcharges irrégulièrement faites. Il nous reste à savoir ce qui advient quand, au contraire, ces ratures ou surcharges ont été approuvées par le chef du jury. On le pressent : les mots valablement rayés sont censés n'avoir jamais existé, et les anciens mots recouverts par la surcharge cèdent la place aux mots qui leur ont été substitués et qui, seuls, produisent leurs effets.

---

(1) Rej., 29 février 1841 (M. Rocher, rapp.), *Journ. crim.*, t. 10, p. 310.

(2) Rej., 22 mars 1845 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.* 175 ;—15 juin 1850 (M. de Glos, rapp.), D.P.50.5.101 ; — 11 avril 1851 (M. de Boissieux, rapp.), D.P.51.5.157.

(3) Voir *suprà*, nos 2684, 2756 et 2900 ; — *Adde* : rej., 31 décembre 1840 (M. Rocher, rapp.), DALLOZ, no 3144.

(4) Cass., 3 août 1848 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.* 319.

Dès lors, l'accusé est valablement condamné quand le mot *non*, qui entraînait son acquittement, primitivement écrit, a été rayé au moyen d'une rature approuvée et remplacée par le mot *oui* (1). « Pour refuser à cette déclaration sa force légale, pour conclure de cet état matériel de la déclaration du jury qu'il y a eu deux scrutins, dont l'un, négatif, ne permettait plus un scrutin affirmatif, il faudrait trouver dans la loi une disposition qui n'y est pas ; il faudrait, en outre, pénétrant dans l'intimité, dans le secret de la délibération du jury, rechercher la cause des accidents matériels dont il s'agit, ce qui n'est pas dans les attributions de la Cour, qui doit, comme a dû le faire la Cour d'assises, s'en tenir à ce qui est régulièrement écrit, et regarder comme non avenu ce qui, bien qu'écrit d'abord, a été régulièrement raturé » (2).

Puisque les mots rayés, avec approbation de la rature, doivent être réputés non écrits, « il ne peut être permis d'en tirer aucune induction et encore moins d'en faire le fondement d'un moyen de cassation ». Par suite, si les mots *à l'unanimité*, *à la majorité simple*, ou *à la majorité absolue* qui auraient illégalement exprimé le chiffre de la majorité, après avoir été écrits dans la déclaration, en ont disparu par une radiation régulière, on ne saurait les faire revivre pour attaquer cette déclaration (3).

Par contre, les interlignes, les renvois, les surcharges introduits dans la déclaration à l'aide d'une approbation formelle, font partie de cette déclaration avec toute régularité.

---

(1) Rej., 10 décembre 1836 (M. de Crouseilhes, rapp.), DALLOZ, n° 3136; — 21 juin 1850 (M. de Boissieux, rapp.), D.P.50.5.122.

(2) Rej., 23 mai 1844 (M. Romiguières, rapp.), *Bull.*255.

(3) Rej., 22 juin 1820 (M. Busschop, rapp.), *Bull.*262; — 16 mai 1840 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*188.

§ 2. — *Forme intrinsèque : réponse aux questions.*

N° 3175. Réponse à toutes les questions.
3176. Clarté de la réponse sur la culpabilité. — Monosyllabes *oui* ou *non* ; — suppression du mot *oui*.
3177. Réponses distinctes à une question unique.
3178. Des questions distinctes nécessitent des réponses séparées.
3179. Expression de la majorité.—Interdiction des mots abrégés.
3180. Interdiction des réponses réunies par une accolade.
3181. La place où, dans la déclaration, est mise la mention de la majorité est indifférente.
3182. La forme de la déclaration est irrégulière si elle mentionne que les circonstances atténuantes n'existent pas ; mais l'irrégularité n'entraîne pas la nullité.

3175. *Réponse à toutes les questions.* — Il faut, je l'ai dit aux nos 2666 et 2874, — que le jury réponde à toutes les questions qui lui ont été posées (1).

Cette règle peut néanmoins recevoir exception, quand il s'agit de questions subsidiaires qui ne lui ont été déférées que d'une façon éventuelle, et seulement pour le cas où, sur la question principale, il porterait une déclaration négative. Si, par exemple, dans une accusation de meurtre, la déclaration proclame la culpabilité, il n'a pas à résoudre la question subsidiaire posée, sur la demande de l'accusé, comme résultant des débats, d'homicide par imprudence (2), ou de coups et blessures ayant occasionné la mort sans intention de la donner (3).

Mais le jury ne peut s'abstenir de résoudre les questions relatives à la complicité d'un crime, alors même que l'auteur principal serait déclaré par lui non coupable (4).

---

(1) *Adde* : Cass , 1er octobre 1863 (M. Lascoux, rapp.), *Bull.*421.

(2) Rej., 2 octobre 1845 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*493.

(3) Rej., 4 janvier 1849 (M. de Barennes, rapp.), *Bull.*4.—NOTA, voir *suprà*, n° 2759.

(4) Cass., 9 mars 1855 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*153.

3176. *Certitude et clarté de la réponse sur la culpabilité.* — Le jury doit rendre une déclaration catégorique, claire et précise sur le point de savoir si l'accusé est ou n'est pas coupable : la loi n'admet pas que la déclaration puisse être réduite à l'expression d'un simple doute (1).

J'ai expliqué, — n° 2811, — que le mot *coupable* ou *non coupable* n'est pas sacramentel et peut être remplacé par des expressions équivalentes, faisant connaître sans équivoque possible la décision rendue. J'ajoute ici que l'accusé ne peut se prévaloir d'une évidente erreur de plume : par exemple, à la suite de questions régulières, s'en trouve-t-il une où le chef du jury a écrit : oui, l'accusé est *capable*, au lieu de *coupable*? il n'est pas permis de soutenir que l'expression de la culpabilité n'est pas certaine (2).

Je ferai en outre remarquer que lorsque l'interrogation est posée en ces termes : l'accusé est-il coupable? la décision du jury apparaît avec toute la netteté désirable par cette brève et simple réponse, *oui* ou *non* : ces monosyllabes, se référant à l'interrogation qui porte sur l'intention, expriment bien, à eux seuls et sans aucune addition, la déclaration de culpabilité ou de non-culpabilité (3). Et cette réponse, faite d'une manière générale et sans restriction, s'applique nécessairement à toutes les parties de la question (4).

---

(1) Cass., 18 germinal an x (M. Genevois, rapp.), *Bull.*293.

(2) Rej., 19 juillet 1832 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*383.

(3) Cass., 23 juin 1814 (M. Aumont, rapp.), *Bull* 60 ; — Rej., 8 septembre 1853 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*510.

(4) Rej., 3 juin 1815 (M. Dubois, rapp.) ; — 28 août, 25 juillet et 21 décembre 1816 (MM. Rataud et Lecoutour, rapp.) ;—26 juin et 10 juillet 1817 (M. Rataud, rapp.) ;—25 juin et 13 août 1818 (MM. Gaillard et Aumont, rapp.) ;—25 mars 1819 (M. Giraud-Duplessis, rapp.) ; — 15 mai, 28 août et 19 décembre 1823 (MM. Busschop et Rataud, rapp.) ; — 18 et 24 décembre 1829 (MM. Ollivier et Clausel de Coussergues, rapp.), DAL-

Comme aussi, et à l'inverse, le jury peut ne pas faire précéder sa déclaration par le mot *oui* : malgré l'omission du monosyllabe, la réponse affirmative est suffisamment explicite et précise ; par exemple quand il dit : *l'accusé est coupable* (1).

Mais si, au lieu d'employer la formule ordinaire, le jury répondait : *oui* IL EST CONSTANT *que l'accusé a*....., il se bornerait à proclamer l'existence matérielle du fait et n'affirmerait pas l'intention coupable (2). — Il en serait de même si, refusant de se servir du mot *coupable*, la réponse disait : *oui, l'accusé* EST L'AUTEUR *du fait* ; ce fait, « ainsi déterminé par la déclaration du jury, n'ayant que la matérialité du crime et n'en ayant pas le caractère moral, ne constituerait point un crime ni un délit qualifié par la loi » (3).

Du reste, le jury déclare très-expressément la non-culpabilité, lorsque, renversant la phrase et au lieu de dire tout simplement *non*, il répond : *oui, l'accusé n'est pas coupable* (4).

3177. *Réponses distinctes et séparées.* — De même que le président peut, dans de certaines limites, décomposer les questions, — voir *suprà*, n° 2879, — de même les jurés peuvent, par exception et dans des cas restreints, diviser leurs réponses, mais toutefois à la condition formelle qu'elles porteront sur tous les faits relevés par l'accusation, — voir *suprà*, nos 2903 et 3140. — A une question unique comprenant soit cumulativement

---

LOZ, nos 3191 à 3195 ; — Cass., 27 juin 1835 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.* 311.

(1) Rej., 4 décembre 1852 (M. Rives, rapp.), *Bull.*, 657 ;—24 décembre 1852 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*690.

(2) Cass., 28 février 1833 (M. Choppin, rapp.), *Bull.*109.

(3) Cass., 6 mars 1812 (M. Audier-Massillon, rapp.), *Bull.*90.

(4) Cass., 12 janvier 1828 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*15.

soit alternativement, plusieurs chefs distincts ou plusieurs circonstances aggravantes, un jury intelligent a le soin de répondre séparément sur chacun de ces chefs et sur chacune de ces circonstances et de purger par là le vice de complexité.

3178. Quand, au contraire, des questions distinctes ont été posées, tant sur le fait principal que sur les circonstances aggravantes, ce n'est plus une faculfé, c'est une obligation pour le jury de faire à chacune de ces questions une réponse spéciale. « Ce mode de procéder peut seul assurer l'accomplissement du devoir imposé au jury par la loi du 15 mai 1836, et fournir la certitude légale d'une majorité acquise conformément aux formes déterminées par elle; il est, dès lors, lui-même d'ordre public; la position distincte des questions, et la réponse distincte à chacune des questions posées, sont donc des formalités substantielles » (1). — Ainsi, lorsqu'il est posé d'abord une question sur le fait principal de vol, puis des questions spéciales sur les circonstances aggravantes de nuit, de maison habitée, d'effraction extérieure et d'escalade, en pondant : *oui, l'accusé est coupable avec toutes les circonstances aggravantes comprises dans la position de la même question,* la déclaration « ne constate pas que les votes des jurés aient été pris et recueillis distinctement et séparément, » et elle ne peut servir de base à l'application de la peine (2); — Par la même raison, si trois circonstances aggravantes ont motivé trois questions distinctes, il y a nullité dans cette réponse du jury : *Oui, à la majorité et d'une manière collective pour les trois circonstances aggra-*

---

(1) Cass., 31 mai 1838,—deux arrêts—(MM. Meyronnet-Saint-Marc et Isambert, rapp.), *Bull.*210 et 212; — 2 août 1838 (M. Fréteau de Peny, rapp.), *Bull.*363.

(2) Cass., 8 novembre 1838 (M. Gilbert de Voisins, rapp.), *Bull.*505; —6 et 27 juin 1839 (M. Chauveau-Lagarde, rapp.), *Bull.*280 et 316.

vantes (1) ; — De même, le jury, interrogé séparément sur six questions principales, accompagnées chacune d'une circonstance aggravante, méconnaît les formalités légales s'il répond par une déclaration unique et collective : *oui, à la majorité pour toutes les questions* (2).

3179. *Expression de la majorité.* — Il ne suffit pas que la majorité soit acquise, il faut encore qu'elle soit exprimée : cette expression, *à la majorité,* est tout à la fois substantielle, puisqu'elle est la base nécessaire de l'arrêt de condamnation, et sacramentelle, puisque aucun terme équivalent ne pourrait utilement y être substitué. « On ne saurait donc, sans donner à l'arrêt de condamnation une base incertaine, et sans se soustraire à l'obligation d'exprimer littéralement *et expressis verbis* l'existence de la majorité, admettre que la majorité puisse être constatée et exprimée à l'aide d'une abréviation ; l'abréviation usitée dans l'écriture ordinaire, et suffisante le plus souvent pour l'intelligence des mots, ne saurait être autorisée quand il s'agit d'établir juridiquement un fait dont la constatation est substantielle et dont l'expression est sacramentelle. » En conséquence, il y a nullité si, sur la question principale, le jury a donné une réponse ainsi conçue : *oui, à la majté*. — « Si cette réponse peut faire présumer que la déclaration du jury a été rendue à la majorité, elle ne le prouve pas d'une manière certaine, puisque le mot *majorité* n'y est pas écrit » (3).

3180. La majorité doit être exprimée spécialement pour chacune des questions. Aussi la déclaration du jury est nulle lorsque, à diverses questions, relatives les unes au

---

(1) Cass., 4 juillet 1839 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*329.

(2) Cass., 28 mars 1851 (M. de Boissieux, rapp.), *Bull.*197 ; — Rej., 6 juin 1861 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*198.

(3) Cass., 17 avril 1862 (M. du Bodan, rapp.), *Bull.*170.

fait principal, les autres aux circonstances aggravantes, il fait une seule fois la réponse *oui*, *à la majorité* et qu'au moyen du signe abréviatif d'une accolade il indique que cette réponse s'applique à toutes les questions à la fois (1).

3181. Peu importe, du reste, la place que, dans la déclaration, occupe la mention de la majorité. Aussi, sous le Code de 1808, on jugeait que la disposition de l'art. 341, d'après laquelle les jurés devaient mentionner *en tête* de leur déclaration si leur résolution s'était formée à la majorité simple, n'était pas absolue : « quoique cette mention soit faite à la fin de la réponse, au lieu d'être faite en tête, il ne peut résulter aucune nullité de cette transposition, surtout lorsqu'il n'y a aucun doute que la réponse se rapporte à tous les faits compris dans la question (2).

3182. Relativement *aux circonstances atténuantes*, la déclaration peut pécher par la forme quand le chef du jury y inscrit,—ce qui ne doit pas y être mentionné,—que le bénéfice des circonstances atténuantes est refusé à l'accusé. On a vu, — n° 3027, — que, dans ce cas, le silence était la seule réponse légale du jury. Cependant, si cette négation, exprimée alors qu'elle devait être tacite, est une violation formelle de la loi, « cette déclaration, faite mal à propos par le jury, *non, à la majorité, il n'y pas de circonstances atténuantes en faveur de l'accusé*, quelque irrégulière qu'elle soit, ne doit pas, toutefois, entraîner une nullité qui n'est pas expressément prononcée » (3).

---

(1) Cass., 6 février 1840 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*57 ;—28 mars 1850 (M. de Boissieux, rapp.), *Bull.*197 ; — 17 janvier 1856 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*35. — Contraire : rej., 8 juillet 1836 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*244.

(2) Rej., 16 juillet 1818 (M. Lecoutour, rapp.), *Bull.*361.

(3) Rej., 11 juin 1840 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*168 ;— 9 mars 1848,—sur mes conclusions—(même rapp.), *Bull.*108 ;— 2 octobre 1857 (M. Caussin de Perceval, rapp.), *Bull.*558 ;—18 décembre 1858 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*516.

SECTION II.

Lecture, signature et remise de la déclaration.

§ 1er. — *Lecture de la déclaration.*

N° 3183. Rentrée des jurés à l'audience. — Disposition de l'art. 348 du Code d'instruction criminelle.
3184. La lecture de la déclaration est une formalité substantielle.
3185. Il faut lire la déclaration en entier, sans en rien retrancher et sans y rien ajouter.
3186. La mention du procès-verbal que la déclaration a été lue en présence des jurés établit la régularité de la lecture.
3187. Forme de la lecture et attitude du chef du jury : formule, *sur mon honneur*. — Force probante du procès-verbal.
3188. C'est le chef du jury qui doit lire la déclaration ; mais il peut être légalement remplacé par un autre juré. — Renvoi et exemples.
3189. Illégalité de la lecture faite par une personne étrangère au jury.
3190. En présence de qui la lecture doit avoir lieu.
3191. Lecture clandestine.
3192. Lecture en l'absence du défenseur de l'accusé.
3193. Cette première lecture est faite en l'absence de l'accusé, qu'on a fait retirer de l'auditoire ; mais pas de nullité s'il est présent.
3194. La présence de tous les jurés est indispensable.
3195. Mesures à prendre si un des jurés refuse d'assister à la lecture.
3196. Le procès-verbal mentionnant que tous les jurés sont rentrés à l'audience établit qu'ils étaient tous présents au moment de la lecture.
3197. Pas de nullité si, pendant la lecture, les jurés suppléants reprennent leurs places.
3198. Faut-il une nouvelle lecture quand les jurés ont été renvoyés dans leur chambre pour opérer une rectification matérielle ?
3199. Deuxième lecture surabondante faite par le greffier sur l'ordre du président.
3200. La loi n'exige pas que la déclaration soit transcrite sur le procès-verbal qui mentionne simplement la lecture.

3183. Quand les jurés ont formé leur déclaration, conformément à l'art. 348 du Code d'instruction crimi-

nelle, ils rentrent dans l'auditoire et reprennent leur place ; le président leur demande quel est le résultat de leur délibération ; le chef du jury se lève et, la main placée sur son cœur, il dit : « Sur mon honneur et ma conscience, « devant Dieu et devant les hommes, la déclaration du « jury est : oui, l'accusé, etc. ; non, l'accusé, etc. »

3184. L'art. 413 du Code de l'an IV disait : le chef du jury « *donne lecture* de cette déclaration telle qu'elle a « été arrêtée dans la chambre des jurés ». Et l'art. 414 frappait de nullité toute contravention à cette disposition. En présence de ces prescriptions formelles, on considérait que la *simple remise* de la déclaration ne pouvait équivaloir à la lecture [1]. — Aujourd'hui, et quoique notre art. 348 n'ait pas reproduit ces termes exprès, on tient pour certain que la lecture est une formalité substantielle, dont l'absence est une cause radicale de nullité.

3185. Le chef du jury doit se borner à lire la déclaration dans son entier, mais aussi dans sa laconique simplicité, sans y ajouter aucun commentaire. Cependant, lorsque, concordante avec les questions, elle résout le fait principal et toutes les circonstances constitutives du crime, ainsi que les circonstances aggravantes, on ne saurait trouver ouverture à cassation dans ce fait que, sur une observation du président, le chef du jury en aurait, à l'audience et sans le concours des autres jurés, irrégulièrement donné un développement : ce développement « est extrinsèque à ladite déclaration, et ne peut lui imprimer le vice dont il est lui-même atteint » [2].

3186. Quand le procès-verbal constate que, les jurés étant rentrés dans l'audience, leur chef s'est levé et a lu la déclaration en leur présence, il y a présomption légale

---

(1) Cass., 13 floréal an XII (M. Rataud, rapp.), *Bull.* 177.
(2) Rej., 1er juin 1820 (M. d'Aubers, rapp.), DALLOZ, n° 3073.

que la lecture a eu lieu comme elle devait être faite (1).

On soutiendrait vainement que, en disant : « sur toutes « les questions, oui à la majorité », le chef du jury n'aurait pas donné lecture publique de l'intégralité des réponses du jury aux questions posées par le président. Certes, il est plus régulier de lire séparément la réponse distincte à chacune des questions posées ; mais, lorsque la lecture collective ne peut laisser aucun doute à l'accusé sur la nature des réponses à ces questions, lorsqu'elle ne met nullement sa défense en péril, il n'y a pas ouverture à cassation (2).

3187. La loi a eu le soin d'indiquer au chef du jury, avec les paroles qu'il doit prononcer, les formes qu'il doit observer. En mettant la déclaration qu'il va lire en présence de Dieu et des hommes, sous la foi de son honneur et de sa conscience, il se lève et place la main sur son cœur. A ce moment suprême où le sort de l'accusé est proclamé, ces formes solennelles produisent une salutaire impression et ajoutent à la majesté de la justice. Un chef du jury intelligent aura garde de ne pas les accomplir, et, s'il les omettait, le président, d'office ou sur la réquisition du ministère public ou du conseil de l'accusé, le rappellerait à leur observation.

Néanmoins, l'art. 348 n'étant pas prescrit à peine de nullité (3), le législateur n'a point entendu subordonner la validité de la déclaration, ni à l'attitude physique du chef du jury, ni à la prononciation textuelle de la formule qui lui est tracée.

Ainsi, pas de nullité :

---

(1) Rej., 16 juillet 1818 (M. Lecoutour, rapp.), *Bull.*361.

(2) Rej., 15 juin 1850 (M. Isambert. rapp.), *Bull.*304.

(3) Rej., 26 juin 1817 (M. Rataud, rapp.), *Bull.*135. — L'arrêt du 15 juin 1850.

Si le chef du jury n'a point placé la main sur son cœur (1);

Si, modifiant la formule légale, le chef du jury dit : *sur* MON AME *et ma conscience*, au lieu de *sur* MON HONNEUR *et ma conscience* (2);

S'il omet cette formule (3);

Ou, et à plus forte raison, s'il ne la prononce que d'une manière incomplète (4);

S'il la remplace par ces paroles : *je jure devant Dieu et devant les hommes que l'accusé est coupable à la majorité de plus de sept voix*. Cette formule diffère sans doute de celle de l'art. 348; mais elle renferme la déclaration affirmative de la culpabilité de l'accusé, et constate explicitement que cette déclaration est l'œuvre collective des jurés, puisqu'elle énonce la majorité, ce qui est exclusif de l'expression d'un témoignage individuel de la part du chef du jury (5);

S'il dit seulement : *sur mon honneur et ma conscience*, sans ajouter ces mots : *devant Dieu et devant les hommes*. « Cette omission est, sans doute, regrettable à raison de la formule et des solennelles attestations qu'elle consacre; mais l'observation du dernier paragraphe de l'art. 348 du Code d'instruction criminelle n'est pas prescrite à peine de nullité » (6);

S'il se borne, sans lire les questions, à les indiquer par leur numéro d'ordre en lisant, en regard de chaque nu-

---

(1) Rej., 24 novembre 1832 (M. Mérilhou, rapp.), *Pal.*1832.1584.

(2) Rej., 10 février 1809, cité par CARNOT, *Instr. crim.*, t. 2, p. 658.

(3) Rej., 24 septembre 1819 (M. Ollivier, rapp.), *Pal.*1819.532; — 19 juin 1829 (même rapp.), *Pal.*1829.1150; — 26 août 1842 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*342.

(4) Rej., 11 septembre 1851 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*596.

(5) Rej., 5 juin 1851 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*328.

(6) Rej., 11 juin 1857 (M. Jallon, rapp.), *Bull.*348.

méro, la réponse y afférente. En effet, « il ne saurait y avoir nullité qu'autant qu'il n'aurait pas été donné lecture de la déclaration du jury en présence de l'accusé, ou que cette lecture n'aurait été donnée que dans une forme compromettante pour le droit de la défense » (1).

Du reste, il y a présomption légale que le chef du jury a affirmé la déclaration sur son honneur et sa conscience, quand le procès-verbal énonce que le chef du jury s'est conformé à l'art. 348, lequel, d'ailleurs, n'est pas sanctionné par la peine de nullité (2).—Et cette présomption légale est encore fortifiée par ce fait que la formule se trouve transcrite en tête des réponses faites par le jury aux questions posées (3).

3188. En principe, c'est le chef du jury qui doit lire la déclaration. Cependant, diverses circonstances pouvant le mettre dans l'impossibilité d'accomplir cette formalité, la jurisprudence a, de tout temps, reconnu la légalité de son remplacement (4).—Ainsi, on avait jugé, sous l'ancien Code, que la lecture par la personne même du chef du jury n'était pas une formalité intrinsèque et substantielle, et qu'il pouvait lui être substitué un autre juré, quand ce chef, signant la déclaration, ne pouvait lire que difficilement, ou n'avait pas l'habitude de s'exprimer en public, ou éprouvait de la difficulté à prononcer le français, ou était matériellement empêché de faire la lecture (5).

---

(1) Rej., 1er février 1866 (M. de Gaujal, rapp.), *Bull.*55.

(2) Rej., 18 mars 1826 (M. Ollivier, rapp.); — 23 juin 1827 (même rapp.); —19 juin 1829 (même rapp.); —31 déc. 1829 (M. Gaillard, rapp.); —10 juin 1830 (M. Clausel de Coussergues, rapp.); —10 mai 1832 (M. Ollivier, rapp.), DALLOZ, nos 3101 et 3104.

(3) Rej., 7 juin 1844 (M. Isambert, rapp.), DALLOZ, n° 3106.

(4) Voir ce qui est dit *suprà*, nos 3128 à 3130, sur le remplacement du chef du jury.

(5) Rej., 7 fructidor an IV ; — 22 thermidor an V ; — 2 pluviôse et 16

Sous notre Code, on décide également :

Que, les art. 342 et 348 n'étant pas prescrits à peine de nullité et « un empêchement légitime n'ayant pas permis au chef du jury de lire lui-même la déclaration, la lecture de cette déclaration a dû être faite, et l'a été légalement par l'un des autres jurés, du consentement de ses collègues, du ministère public et de la Cour » (1) ;

Que, et *à fortiori*, on ne saurait considérer comme une contravention à la loi l'intervention d'un tiers, — d'un huissier, par exemple (2), — ou l'intervention d'un autre juré (3), aidant le chef à déchiffrer des mots ou des noms difficiles à lire.

3189. La lecture de la déclaration ne peut être faite par une personne étrangère au jury. Comment un tiers qui n'a point assisté à la délibération pourrait-il affirmer sur son honneur et sa conscience que ce qu'il va lire est bien réellement le résultat de cette délibération ? Il y aurait donc nullité si la lecture était faite par le président de la Cour (4).

3190. Le lecture doit être faite en audience publique, en présence de la Cour, du ministère public, du défenseur et des jurés.

---

thermidor an VIII ;—16 brumaire et 19 thermidor an IX ; — 20 messidor an XIII ;—14 octobre 1808, DALLOZ, n° 3079.

(1) Rej., 1er août 1816 (M. Aumont, rapp.), DALLOZ, n° 3080 ;—9 mai et 9 octobre 1834 (MM. Fréteau de Peny et Mérilhou, rapp.), *Pal.* 1834. 480 et 962 ; — Cass., 17 septembre 1835 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* 428 ;— Rej., 29 décembre 1836 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), D.P.37.4.483 ; — 12 avril 1839 (M. Voysin de Gartempe fils, rapp.), *Bull.* 186 ; — 8 octobre 1840 (M. Romiguières, rapp.), *Bull.* 428 ; —28 janvier 1848 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.* 38 ; — Cass., 12 octobre 1849 (même rapp.), *Bull.* 388 ; — Rej., 28 février 1852 (M. Rives, rapp.), *Bull.* 149 ; — 14 janvier 1853 (M. Aylies, rapp.), *Bull.* 27 ; — Cass., 20 août 1857 (M. Bresson, rapp.), *Bull.* 489.

(2) Rej., 7 nivôse an X (M. Dutocq, rapp.), DALLOZ, n° 3078.

(3) Rej., 12 juillet 1849 (M. Rives, rapp.), *Bull.* 248.

(4) Cass., 24 fructidor an V (M. Wicka, rapp.), DALLOZ, n° 3078.

3191. Si la lecture était clandestine, c'est-à-dire faite sans publicité, ou si elle avait lieu avant que la Cour eût repris séance, il est évident que ces irrégularités seraient fatales à la procédure.

3192. Quoique, en bonne règle, le défenseur doit être présent au moment de la lecture, son absence ne serait pas pourtant une cause de nullité. On ne saurait, en effet, livrer à une circonstance fortuite, ou à un calcul volontaire et plus ou moins habile du conseil de l'accusé, le sort d'une décision légalement rendue (1).

3193. Quant à l'accusé, que le président a fait retirer de l'auditoire au moment où les jurés allaient se rendre dans la chambre de leurs délibérations, il n'assiste pas à cette première lecture. Nous verrons tout à l'heure à quel moment et par qui connaissance lui sera donnée de la déclaration portée sur l'accusation. Du reste, si, par une circonstance quelconque, il est prématurément revenu à l'audience, sa présence au moment de la lecture n'aurait pas pour conséquence de vicier la procédure. En effet, « la sortie de l'accusé de l'auditoire pendant la délibération du jury, son absence pendant la lecture, par le chef du jury, de la déclaration du jury, sa rentrée avant l'instant fixé par l'art. 357 du Code d'instruction criminelle, ne sont pas prescrites à peine de nullité : ces diverses formalités, introduites uniquement pour le bon ordre de l'audience, ne sont pas substantielles au droit de défense » (2). Et comme il n'y a obligation, sous peine de nullité, pour les Cours d'assises, de prononcer qu'autant que la demande de l'accusé ou la réquisition du ministère

---

(1) Rej., 19 juin 1823 (M. Busschop, rapp.), DALLOZ, n° 3095.

(2) Rej., 20 mars 1856 (à mon rapport), *Bull.*188 ; — Conformes : 7 avril 1827 (M. Mangin, rapp.), *Bull.*216 ;—24 mars 1831 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*114.

public *tend à user d'une faculté ou d'un droit accordé par la loi*, il n'y aurait pas ouverture à cassation dans ce fait que la Cour d'assises, refusant de statuer sur des conclusions demandant acte de la présence de l'accusé à la lecture par le chef du jury, a ordonné qu'il *serait passé outre* (1).

3194. La présence de tous les douze jurés garantit l'exactitude de la déclaration : aussi, et malgré un arrêt ancien (2), on a décidé que l'absence de l'un des jurés au moment de la lecture est une cause de nullité, alors même que, sur l'interpellation du ministère public, le chef du jury aurait certifié que la déclaration a été par lui signée tous les jurés étant présents (3).—« Toutefois, dit M. Faus-« tin Hélie, t. 9, p. 198, si la lecture a été commencée en « l'absence d'un des jurés, et que la partie de la déclara-« tion lue depuis qu'il a repris sa place suffise pour jus-« tifier la condamnation prononcée, il n'y a pas lieu de « l'annuler » (4).

3195. Le législateur a, dans l'art. 398 du Code d'instruction criminelle, prévu l'hypothèse où, après s'être rendu à son poste, un juré se retirerait, sans excuse valable, avant l'expiration de ses fonctions. En ce cas, la Cour pourrait le condamner aux peines portées en l'article 396 du même Code, c'est-à-dire en une amende qui serait pour la première fois de cinq cents francs, pour la seconde de mille francs et pour la troisième de quinze cents francs. En conséquence, le juré qui, la délibération terminée, ne se rendrait pas à l'audience pour assister à la lecture de la déclaration rendue contrairement à son opinion, serait passible de cette amende. Mais cette pé-

---

(1) L'arrêt du 20 mars 1856 à mon rapport.

(2) Rej., 28 thermidor an v (M. Seignette, rapp.), DALLOZ, n° 3075.

(3) Cass., 2 novembre 1811 (M. Aumont, rapp.), *Pal.*1811.674 ; DALLOZ, n° 3076.

(4) Cass., 15 avril 1847 (affaire Vaudier).

nalité, qui pourra prévenir cette abstention, ne suffirait pas, si elle venait à se produire, à protéger la procédure. Carnot pense que la Cour pourrait se déclarer en permanence, faire expédier et exécuter de suite l'arrêt qui condamne à l'amende le juré réfractaire, et même, ce qui serait plus efficace, décerner contre lui un mandat d'amener ou d'arrêt. En cela, la Cour n'excéderait pas ses pouvoirs; si cette mesure extrême n'est pas justifiée par des textes positifs, elle aurait sa sanction légale dans la nécessité de mener à fin une procédure qui, touchant aux intérêts de la justice, affecte l'ordre public. Qui veut la fin, veut les moyens. En effet, dit-il, « lorsque le législateur a voulu « qu'au sortir de la chambre du jury, les jurés se rendis- « sent au prétoire pour y être présents à la lecture que « doit y donner leur chef de la délibération prise, il a « nécessairement voulu qu'il y eût des moyens d'obliger « les jurés à remplir ce devoir; car un individu ne peut « se jouer impunément de la justice et des lois ». — *Inst. crim.*, note 11 sous l'art. 347, t. 2, p. 656.

3196. Au surplus, lorsque le procès-verbal des séances énonce que les jurés sont rentrés dans la chambre de leurs délibérations, et que le président s'est adressé à eux après leur retour à l'audience, il y a présomption légale que leur déclaration a été lue en présence d'eux tous (1).

3197. A ce moment, où le président demande aux jurés quel est le résultat de leur délibération et où le chef du jury lit la déclaration, la procédure n'est point viciée par ce fait que les jurés suppléants ont repris la place qu'ils occupaient durant le cours des débats. « Les fonctions d'un juré suppléant ne sont terminées qu'autant que la nécessité éventuelle de leur concours n'existe plus, et

(1) Rej., 9 juin 1815 (M. Schwendt, rapp.);—10 juin 1830 (M. Clausel de Coussergues, rapp.), DALLOZ, n° 3076, *Pal.*1830.365.

cette certitude n'est acquise qu'après que le jury de jugement a lui-même définitivement rempli son office » (1).

3198. Si les jurés sont renvoyés dans la chambre de leurs délibérations pour opérer à leur déclaration une rectification purement matérielle, par exemple, pour substituer le mot *voix* au mot *membres* qui avait été mal à propos employé dans l'énonciation de la majorité, il n'est pas nécessaire que le chef du jury lise de nouveau la déclaration dont le sens n'a nullement été modifié (2), ou, s'il fait une seconde lecture, qu'il répète la formule sur *mon honneur et ma conscience* (3). — En ce cas, il suffit que lecture soit faite de la partie rectificative de la déclaration (4).

3199. Quand le président, après avoir ordonné au chef du jury de signer la déclaration que ce dernier vient de lire, fait donner une seconde lecture par le greffier, cette formalité surabondante n'engendre aucune nullité, attendu, dit un arrêt, qu'elle « n'est défendue par aucune loi et ne pouvait porter préjudice à l'accusé » (5).

3200. Le procès-verbal doit constater que la déclaration du jury a été lue à la Cour et à l'accusé ; mais aucun texte n'exige que la déclaration elle-même soit transcrite dans le procès-verbal (6).

§ 2. — *Signature et remise de la déclaration.*

N° 3201. Nécessité de la signature de la déclaration : texte de l'art. 349 du Code d'instruction criminelle.

3202. En principe, c'est le chef du jury qui signe.

---

(1) Rej., 8 janvier 1846 (M. Rocher, rapp.), *Bull.* 17.
(2) Rej., 13 avril 1832 (M. Rives, rapp.), DALLOZ, n° 3084.
(3) Rej., 2 septembre 1852 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.* 523.
(4) Rej., 12 avril 1839 (M. Voysin de Gartempe fils, rapp.), *Bull.* 186 ; — 26 février 1857 (M. Bresson, rapp.), inédit.
(5) Rej., 11 février 1843 (M. Brière-Valigny, rapp.), DALLOZ, n° 3085.
(6) Rej., 25 janvier 1828 (M. de Bernard, rapp.), DALLOZ, n° 3055.

3203. Exception pour le cas où, empêché, le chef du jury est remplacé pour la signature par un autre juré : espèces diverses.
3204. Comme pour la lecture, il y a nullité si la signature est donnée par une personne étrangère au jury.
3205. La signature d'un autre juré placée à côté de celle du chef du jury surabonde, mais ne vicie pas.
3206. La loi n'exige pas qu'au-dessus ou au-dessous de sa signature le chef du jury mentionne sa qualité.
3207. Surcharge du mot *fils* dans la signature du chef du jury.—Addition d'un nom de terre au nom patronymique.
3208. La présence des jurés est nécessaire au moment de la signature.
3209. La signature est valablement donnée ou dans la chambre des délibérations, ou à l'audience après lecture.—Jurisprudence.
3210. La loi n'indique pas *la place* où il faut apposer la signature.—Il suffit que cette signature vienne à la suite de la déclaration et s'applique à toutes les réponses du jury.
3211. Remise de la déclaration et signature obligée par le président et par le greffier : nullité si ces signatures ne sont pas données.
3212. Mention de la signature par le procès-verbal, contraire au fait attesté par l'état matériel de la déclaration.
3213. Cas où le chef du jury ayant signé deux fois, le président et le greffier n'ont apposé qu'une fois leur signature.

3201. L'art. 349 du Code d'instruction criminelle s'exprime en ces termes : « La déclaration du jury sera « signée par le chef et remise par lui au président, le tout « en présence des jurés. — Le président la signera et la « fera signer par le greffier. » — Ainsi, la déclaration doit nécessairement être signée. Cette formalité, qui a les jurés pour témoins et pour contrôleurs, et qui, seule, garantit la sincérité et l'exactitude de la déclaration, est donc substantielle.

3202. Le chef du jury qui a reçu de ses collègues les bulletins exprimant leur vote, qui a procédé au dépouillement de ces bulletins, et qui a, sur-le-champ, constaté le résultat des scrutins, est naturellement investi de toute qualité et de tous pouvoirs pour certifier, par sa signature, la déclaration qui résume ce résultat. Aussi, l'on tient pour radicalement nulle la déclaration sur laquelle sa si-

gnature n'est pas apposée : peu importerait que le président et le greffier eussent signé. En effet, dit un arrêt, « ces dispositions de l'art. 349 sont substantielles, et leur omission doit emporter la peine de nullité, la foi légale ne pouvant être accordée à une déclaration du jury qui n'a pas le caractère d'authenticité voulu par la loi » (1).

3203. Néanmoins, on appliquerait à la signature de la déclaration la même exception qu'à sa lecture. — Une blessure, une infirmité, un accident, une indisposition subite ou toutes autres raisons légitimes, peuvent empêcher le chef du jury, très-capable, d'ailleurs, de suivre les débats et de diriger la délibération, d'apposer sa signature. On lui reconnaît donc le droit de se faire remplacer par un de ses collègues et de leur assentiment, dans l'accomplissement de cette formalité (2).

On a jugé dans ce sens :

Qu'il suffit que, avant d'être remise au président, la déclaration ait été signée publiquement et en présence des jurés, par le quatrième juré ; « que si elle n'a pas été signée par le chef du jury, la cause en doit être attribuée à quelque empêchement dont il est inutile de rechercher le motif ; que, d'ailleurs, l'art. 349 n'attache pas la peine de nullité au défaut de signature personnelle par le chef du jury, lorsqu'elle est suppléée par une autre signature légale et authentique (3) ;

Que lorsque le chef du jury, après avoir lu la déclaration, a requis qu'il fût remplacé par un de ses collègues pour la signature de cette déclaration, son empêchement

---

(1) Cass., 15 juillet 1826 (M. Brière, rapp.), *Bull.*393 ; — Conformes : cass., 27 septembre 1855 (M. Poultier, rapp.), *Bull.*531 ;—12 septembre 1861 (M. Meynard de Franc, rapp.), *Bull.*343.

(2) Rej., 12 octobre 1849 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Pal.*51.1.38 ; D.P.49.5.77.

(3) Rej., 19 juin 1818 (M. Lecoutour, rapp.), DALLOZ, n° 3117.

légitime doit être présumé de droit, et que, dès lors, son remplacement pour cette signature est régulier [1] ;

Que si le quatrième juré a signé la déclaration au lieu et place du premier juré sorti par le sort, en exprimant lui-même qu'il agissait ainsi du consentement du chef du jury, il a été suffisamment satisfait aux dispositions de la loi [2] ;

Que s'il y a eu signature et lecture par un juré autre que le chef, la présence de tous les jurés à la lecture sans aucune réclamation, établit d'une manière complète qu'il y a eu remplacement régulier [3] ;

Que lorsque le juré qui a signé a mis à la suite de sa signature « remplaçant le premier juré sorti par le sort, « sur sa demande, sur sa désignation des autres jurés, et « de mon consentement », il est complétement satisfait au vœu de la loi [4] ;

Que lorsque la déclaration a été, sans aucune réclamation, lue, signée et remise au président par un juré autre que le chef, il y a présomption légale que celui qui a rempli la fonction de chef, a agi du consentement de tous les jurés ; et que la force de cette présomption légale ne serait pas détruite par une déclaration signée par les douze jurés portant qu'il n'y a eu délibération, consentement, ni même avis [5].

3204. Ici, encore, je reproduis cette observation que je faisais au sujet de la lecture : si la personne qui a signé la déclaration n'était point désignée par le procès-verbal

---

(1) Rej., 7 septembre 1820 (M. Marcheval, rapp.), DALLOZ, n° 3117.

(2) Rej., 16 septembre 1831 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Pal.* 1831-1832.245.

(3) Rej., 17 septembre 1835 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* 428.

(4) Rej., 9 juillet 1840 (M. Mérilhou, rapp.), DALLOZ, n° 3117.

(5) Rej., 25 juin 1846 (M. Dehaussy de Robécourt, rapp,), D.P.46.4. 121.

comme étant un des membres du jury de jugement, il y aurait nullité évidente. De deux choses l'une, en effet : ou cette personne a, sans qualité, siégé de fait dans le jury de jugement, et pris part à sa délibération et à sa déclaration, et alors, il y a eu violation formelle des art. 309 et 399 ; ou bien, elle n'a pas siégé et délibéré, et alors, en lui permettant de certifier la vérité de la déclaration à laquelle elle n'a point participé, on a violé les dispositions substantielles de l'art. 349 (1).

3205. La signature du chef du jury vaut par elle-même, sans que d'autres jurés viennent ajouter leur attestation à la sienne. Toutefois, *quod abundat non vitiat*, et la déclaration qui porte à la fois, soit la signature du chef et d'un autre juré (2), soit la signature du premier juré sorti par le sort et de son remplaçant (3), contient une surabondance et non une nullité.

3206. Du reste, en exigeant que le signataire de la déclaration ait été réellement investi, ou par le sort ou par le choix de ses collègues, de la qualité de chef du jury, la loi n'exige pas que cette qualité soit énoncée avant la signature ou à la suite. On ne trouverait donc une cause de nullité, ni dans le défaut de mention de cette qualité, ni dans ce fait qu'elle aurait été irrégulièrement indiquée. Par exemple, dans ces mots : *le chef des gieuri*, écrits avant la signature, on ne verrait qu'une insignifiante incorrection de langage, ne laissant aucun doute sur la fonction remplie par l'auteur de cette signature (4).

3207. Il ne résulte aucune nullité de ce qu'une surcharge non approuvée se ferait remarquer dans quelques-

---

(1) Cass., 5 mai 1837 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*177.

(2) Rej., 24 thermidor an XI (M. Rataud, rapp.), DALLOZ, nº 3121.

(3) Rej., 25 juillet 1850 (M. Faustin Hélie, rapp.), D.P.50.5.102, affaire Berthelot.

(4) Rej., 12 juin 1851 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*343.

uns des caractères du mot *fils*, dont le chef du jury avait fait suivre son nom, dans la signature par lui apposée au bas de la déclaration, si, d'ailleurs, le nom lui-même ne présente aucune surcharge (1).

De même, la déclaration n'est pas nulle en ce que le chef du jury, en y apposant sa signature, aurait ajouté à son nom patronymique, qui seul était indiqué sur la liste notifiée à l'accusé, un nom de terre ou de village qu'il avait l'habitude de prendre, alors que la liste notifiée contient, relativement à ce juré, des indications qui rendent impossible toute erreur sur son identité (2).

3208. La signature de la déclaration, comme sa lecture et comme sa remise au président, doit être effectuée *en présence des jurés* : c'est,—on le sait,—le texte de notre art. 349.—Et quoiqu'il ne prononce pas expressément la nullité, elle serait néanmoins encourue si un ou plusieurs des jurés avaient été absents au moment même où la signature a été donnée. En effet, si le législateur n'a pas exigé que tous les douze jurés attestassent par leur signature la sincérité de leur déclaration, c'est parce que lue, signée et remise en leur présence, ils concourent ainsi à sa proclamation. Or, s'ils ne sont pas là, et tous, il n'existe plus qu'une déclaration incomplète et d'une authenticité douteuse. La formalité de la présence des jurés est donc substantielle. — D'ailleurs, l'arrêt du 2 novembre 1811 que j'ai déjà cité, — n° 3193, — donne de cette règle une raison décisive : « Attendu, dit-il, que le nombre de douze jurés est substantiel au caractère du jury et aux fonctions que la loi lui attribue ; qu'il ne peut donc y avoir de délibération de jury valable, lorsqu'elle n'a pas été prise avec le concours de douze jurés ; que la lecture et la

---

(1) Rej., 15 septembre 1843 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*401.
(2) Rej., 8 juin 1849 (M. de Boissieux, rapp.), *Bull.*211.

signature de cette délibération en sont inséparables et en forment le complément ; que cette lecture et cette signature doivent donc être faites avec le concours et en présence des douze jurés ; que l'absence de l'un d'eux anéantit le jury et lui ôte tout caractère. »

Du reste, est-il énoncé par le procès-verbal que la déclaration a été signée par le chef du jury avant sa sortie de la chambre des délibérations ? En ce cas, cette mention constate suffisamment que la signature a été apposée en présence des jurés qui ne pouvaient sortir de cette chambre [1].

3209. Notre art. 349 ne précise pas le moment où le chef du jury doit apposer sa signature sur la déclaration. Au premier aspect, il semblerait naturel qu'il signât à l'instant même où, dans la chambre des délibérations, dépouillant les bulletins de vote, il en constate le résultat. Mais, à consulter l'ordre des textes, on serait porté à penser que c'est à l'audience même, et au moment où il va faire au président la remise de la déclaration qu'il vient de lire. En effet, selon l'art. 348, les jurés rentrent dans l'auditoire et reprennent leur place ; le président leur demande quel est le résultat de leur délibération ; le chef du jury proclame ce résultat dans les formes prescrites ; et, cela fait, notre article intervient alors qui ajoute : la déclaration sera signée par le chef et remise par lui au président. — Toutefois, on l'a dit avec raison, on ne saurait voir, dans cet arrangement des textes, la volonté de marquer impérativement la succession nécessaire d'actes qui peuvent s'accomplir indifféremment avant comme après ; ce qui importe, c'est que la signature, tracée en présence des jurés, atteste authentiquement la réalité des réponses faites aux questions posées.

---

(1) Rej., 14 décembre 1854 (M. de Glos, rapp.), *Bull.* 566.

La jurisprudence, érigeant en règle que le moment où la signature est donnée est sans importance, a décidé :

1° Que ce n'est qu'après la lecture que l'art. 349 veut qu'elle soit signée par le chef ; et que, dès lors, la Cour d'assises viole cette disposition en considérant comme irrégulière une déclaration non signée dans la chambre des délibérations, et ordonne au jury d'aller la régulariser dans cette chambre (1) ;

2° Que la disposition de la loi, « qui veut que la signature soit donnée à l'audience, n'est pas prescrite à peine de nullité et n'est pas substantielle ; qu'il suffit que la déclaration ait été signée en présence du jury et lue, aussi en sa présence, à l'audience, et ensuite contre-signée par le président des assises et par le greffier » ; qu'ainsi, une déclaration signée en la chambre des délibérations a pu servir de base à une condamnation (2) ;

3° Que, « si le chef du jury, en signant la déclaration, après en avoir donné lecture en présence des jurés et des magistrats, a satisfait à l'esprit de la loi, le renvoi ordonné par la Cour d'assises pour que cette déclaration fût signée dans la chambre des délibérations, ne constitue pas une nullité qui puisse vicier l'arrêt attaqué » (3) ;

4° Que la déclaration pouvant être signée à l'audience, après lecture, la Cour d'assises n'a pas contrevenu à la loi en ordonnant que la signature serait donnée séance tenante et sans renvoi des jurés dans leur chambre (4) ;

5° Que l'art. 349 « ne prononce pas la nullité de la dé-

---

(1) Cass., 2 octobre 1812 (M. Audier-Massillon, rapp.), *Bull.*419.

(2) Rej., 25 août 1831 (M. Isambert, rapp.), *Pal.*1831-1832.185; — 9 mai 1834 (M. Fréteau de Peny, rapp.), *Pal.* 1834.480 ; — L'arrêt du 14 décembre 1854 cité numéro précédent.

(3) Rej., 30 mars 1832 (M. Gilbert de Voisins, rapp.), *Pal.*1832.910.

(4) Rej., 10 fév. 1843 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*63 ; S.-V.44.1. 162 ;—19 avril 1850 (M. Barennes, rapp.), D.P.50.5.102.

claration lorsque le chef du jury ne l'a signée qu'après le président des assises » (1).

3210. Pas plus que le moment, *la place* destinée à recevoir la signature du chef du jury n'est indiquée par la loi qui n'avait pas à se préoccuper de détails aussi minutieux. Pourvu que cette signature vienne à la suite de la déclaration et s'applique ainsi d'une manière certaine à toutes les réponses du jury, peu importe la place qu'elle occupe. — Spécialement : est suffisante la signature donnée par le chef du jury « en dessous de la déclaration des circonstances atténuantes et sur une colonne autre que celle qui renferme les réponses aux questions principales » (2). — De même, il n'est pas nécessaire que chacune des réponses faites par le jury soit suivie d'une signature du chef : « Il suffit que cette signature soit apposée à la suite de la totalité des réponses, dont l'ensemble forme la déclaration » (3).

Lorsque, à raison de leur grand nombre, les questions et les réponses sont écrites sur plusieurs feuilles de papier séparées, il n'est pas nécessaire que chacune de ces feuilles porte les signatures du chef du jury, du président et du greffier : pourvu que toutes ces feuilles, jointes par une série de numéros, soient comprises en l'inventaire dressé par le greffier, et alors qu'aucune substitution n'est articulée, les signatures légales sont valablement apposées une seule fois au bas de la dernière feuille (4). — Mais, si les questions se trouvent partie sur le *recto* et partie sur le *verso* d'une feuille, la signature mise au bas ne certifie pas

---

(1) Cass., 12 octobre 1849 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*388.

(2) Rej., 30 avril 1841 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*206;— 21 janvier et 12 février 1864 (MM. du Bodan et Meynard de Franc, rapp.), *Bull.*29 et 61.

(3) Rej., 23 janvier 1851 (M. Quénault, rapp.), *Bull.*51.

(4) Rej., 25 avril 1839 (M. Isambert, rapp.), DALLOZ, n° 3123.

l'authenticité des réponses inscrites sur le *verso*, et, par conséquent, ces dernières réponses ne peuvent servir de base légale à l'application de la peine (1).

Au surplus, quand le jury, renvoyé dans la chambre de ses délibérations, donne une explication de sa déclaration qui était obscure, cette explication, inscrite immédiatement au-dessous de sa réponse primitive, ne fait qu'une seule et même chose avec cette réponse. En conséquence, la signature qui avait été donnée par le chef du jury n'a pas besoin d'être renouvelée, et s'applique aussi bien à l'explication qu'à la déclaration originaire (2).

3211. La déclaration signée par le chef du jury ayant été par lui remise au président, ce magistrat doit la revêtir de sa signature et la faire signer par le greffier. Ces trois signatures réunies « forment le complément du jugement du jury et de l'authenticité qui lui est nécessaire, et, seules, elles lui impriment le caractère de vérité, d'irrévocabilité et de foi dont la loi l'a investi » (3).

En conséquence, nullité :

Si n'a pas été donnée la signature du président (4), dont le paraphe est insuffisant (5) ;

Ou si le greffier n'a pas signé (6). — J'ajoute que, dans ce dernier cas, le défaut de signature du greffier procédant de son incurie et d'une négligence extrême, les arrêts, faisant application de l'art. 415 du Code d'instruc-

---

(1) Cass., 30 juillet 1857 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*444.

(2) Cass., 8 avril 1830 (M. Rives, rapp.), *Bull.*224.

(3) Cass., 10 août 1826 (M. Chasle, rapp.), *Bull.*434.

(4) Cass., 1er décembre 1853 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*661 ; —13 mars 1856 (M. Jallon, rapp.), *Bull.*170.

(5) L'arrêt du 10 août 1826.

(6) Cass., 29 juin 1827 (M. Brière, rapp.), *Bull.*533 ; — 17 janvier 1828 (M. d'Aubers, rapp.), *Bull.*20 ;—10 avril 1828 (M. Clausel de Coussergues, rapp.), *Bull.*241 ; — 29 avril 1831 (M. Choppin, rapp.), *Bull.* 192 ; — 23 avril 1835 (Bresson, rapp.), *Bull.*191.

tion criminelle, ordonnent que les frais de la procédure à recommencer seront à sa charge.

3212. J'ajoute aussi que « l'énonciation du procès-verbal exprimant que la déclaration du jury a été signée par le président des assises et par le greffier, ne peut prévaloir sur le fait contraire, qui ressort de l'état matériel de la pièce placée sous les yeux de la Cour de cassation » (1).

3213. Lorsque le chef du jury a apposé deux signatures, l'une après une première déclaration, l'autre après une correction faite à cette déclaration, la signature du président et celle du greffier données lors de la première réponse n'ont pas besoin d'être renouvelées, si, se trouvant au-dessous des deux signatures du chef du jury, elles se réfèrent à l'une et à l'autre (2). — De même, lorsque le chef du jury a signé une première fois au bas de l'approbation des additions et ratures, et une seconde fois au bas des réponses aux questions, les signatures du président et du greffier se réfèrent à ces deux signatures du chef du jury (3).

SECTION III.

Déclarations régulières : leur caractère irréfragable.

N° 3214. Caractère irréfragable de la déclaration régulière du jury : art. 350 du Code d'instruction criminelle.
3215. Exception à cette règle ; droit pour la Cour d'assises de surseoir au jugement et de renvoyer l'affaire à la session suivante.— Renvoi.
3216. Les tribunaux n'ont, en principe, aucun pouvoir pour réformer une déclaration régulière. — Exemples.

---

(1) Cass., 7 novembre 1861 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.* 359.
(2) Rej., 16 octobre 1828 (M. Ollivier, rapp.), DALLOZ, n° 3127.
(3) Rej., 10 mai 1832 (même rapp.), *ibidem*.

3217. Les jurés eux-mêmes, quoiqu'elle émane d'eux, ne peuvent modifier une telle déclaration. — Exemples.
3218. L'accusé est également impuissant à provoquer la modification d'une déclaration régulièrement émise. — Exemples en matière de bigamie et de question d'excuse.
3219. Application du principe aux espèces suivantes : *asile à des malfaiteurs ;*
3220. Banqueroute frauduleuse, — dette passive collusoire;
3221. Détournement de mineure par fraude, — fraude envers les parents ;
3222. Fausse monnaie, — ébauches grossières ;
3223. Incendie, — immeuble appartenant à l'accusé ;
3224. Vol par un comptable, — nature des deniers, qualité de dépositaire.
3225. La non-représentation *du corps du délit* n'altère en rien le caractère irréfragable de la déclaration régulière.
3226. Ce caractère ne pourrait être infirmé par la production aux jurés *d'un rapport d'expert irrégulier.*
3227. Ni par le défaut *d'audition des témoins,* pas plus que par l'audition de témoins accusés de faux témoignage.

3214. La déclaration du jury délibérée, formée, formulée et prononcée conformément aux prescriptions légales, est essentiellement respectable et doit produire tous ses effets. Ce n'est pas en vain que le législateur a constitué les jurés seuls et souverains appréciateurs des faits caractéristiques de l'accusation. Aussi, en règle géné-« rale, la déclaration du jury, dit l'article 350 du Code d'instruction criminelle, ne pourra jamais être soumise à aucun recours » .

3215. Toutefois, cette règle comporte une exception : malgré la régularité des formes et quoique les jurés aient strictement accompli leur devoir, l'irrévocabilité de leur déclaration n'est pas complétement absolue. L'article 352 du même Code confie à la Cour d'assises une attribution exceptionnelle, dont usage ne doit être fait qu'avec la plus extrême réserve ; il l'autorise à déclarer qu'il est sursis au jugement et à renvoyer l'affaire à la session suivante pour y être soumise à un nouveau jury, dans le cas où l'accusé

est reconnu coupable et où elle est convaincue que, tout en observant les formes, les jurés se sont trompés au fond. — Ici, je me borne à mentionner ce droit, sur lequel je m'expliquerai dans le livre suivant.

3216. Hors ce cas tout particulier, puisque la déclaration régulière et sanctionnée par les signatures dont elle doit être revêtue, est irréfragable et ne peut être soumise à aucun recours, les tribunaux n'ont, en principe, aucun pouvoir pour la réformer et pour la critiquer.

Ainsi :

« Les Cours d'assises sont sans caractère pour ordonner aux jurés de délibérer de nouveau et de former une nouvelle déclaration » (1).

La Cour de cassation elle-même ne peut entendre les griefs allégués par l'accusé contre l'injustice de sa condamnation : « Attendu que les déclarations du jury sur les questions de culpabilité sont irréfragables et ne sont pas soumises à la censure de la Cour » (2). Et, de même, lorsque la réponse du jury est régulière et sans ambiguïté sur une circonstance aggravante posée comme résultant des débats, il n'y a pas lieu d'examiner s'il y a eu, dans l'esprit des jurés et de la Cour d'assises, du doute sur la portée légale de la question (3).

3217. Les jurés eux-mêmes, quoiqu'ils en soient les auteurs, ne sauraient plus produire que de vaines protestations contre leur déclaration régulière et régulièrement prononcée et signée.

---

(1) Cass., 18 novembre 1819 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.*366 ; — 24 décembre 1852 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*688.

(2) Rej., 18 janvier 1850 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*39 ; — 8 février 1862 (M. Rives, rapp.), *Bull.*65.

(3) Cass., 13 novembre 1856 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*552.

Spécialement :

Si, par une erreur qui n'est pas impossible, le chef du jury avait constaté un résultat autre que celui produit par le scrutin, ses collègues devraient faire entendre leur protestation avant la lecture et la signature : après, elle serait inadmissible [1] ;

Quand le chef du jury a apporté et lu la déclaration que l'accusé était coupable à la majorité, il ne peut, par son assertion personnelle, que les jurés ont été partagés six contre six, détruire la foi due à la déclaration écrite et signée [2] ;

L'avertissement ayant été donné par le président en conformité de l'article 341 du Code d'instruction criminelle, le silence gardé par le jury sur les circonstances atténuantes, constitue une présomption légale de leur rejet; « cette présomption ne peut être détruite par l'allégation de l'un des jurés qu'il n'a pas été délibéré sur cette question. » En conséquence, la Cour d'assises porterait atteinte à l'irréfragabilité de la décision du jury et violerait l'article 350 du Code d'instruction criminelle si, la déclaration n'étant du reste ni irrégulière, ni incomplète, ni contradictoire, sur la foi de cette allégation d'un juré, elle renvoyait le jury dans la chambre de ses délibérations [3].

« Les déclarations passées au greffe postérieurement à l'arrêt de condamnation par quelques-uns des jurés et par le président de la Cour d'assises, ne peuvent modifier, étendre ni restreindre une réponse écrite à laquelle l'article 350 du Code d'instruction criminelle ne permet

---

(1) Cass., 23 juin 1814 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*60.

(2) Cass., 28 janvier 1830 (M. Brière, rapp.), *Bull.*52.

(3) Rej., 15 septembre 1853 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*462. — Voir *suprà*, n° 3027.

d'apporter aucun changement, quand elle est revêtue des signatures prescrites par l'article 349 » (1);

La déclaration sous signature privée, délivrée après condamnation par les douze jurés et déposée, en original, en l'étude d'un notaire qui en a délivré expédition, attestant que leur décision ne se serait pas formée à la majorité, est un acte illégal; cet acte, purement privé, « ne peut ni prévaloir sur la déclaration que le jury a solennellement émise dans les formes tracées par l'article 348 du Code d'instruction criminelle, ni en atténuer la force et l'authenticité » (2).

3218. Pas plus que la Cour, pas plus que les jurés, l'accusé ne pourrait, après la lecture qui lui en a été faite, provoquer l'annulation ou la modification de la déclaration du jury. A ce moment, où les jurés ont consommé leur pouvoir, sa charge lui en est imposée comme son bénéfice lui en est acquis.

Par exemple, pour détruire la criminalité reconnue du fait de bigamie, l'accusé ne pourrait, quand la réponse du jury a été lue, soutenir que son premier mariage était nul et requérir sur ce point une nouvelle délibération des jurés : en son état, la procédure « ne permet plus de surseoir au jugement du procès » (3);

De même, lorsque les questions ont été posées sans réclamation, et que la réponse a été lue à l'audience, la Cour d'assises viole l'autorité de la chose jugée et l'article 350, en accueillant la demande tardive d'un accusé tendant à la position d'une question d'excuse et en renvoyant le jury délibérer sur cette question nouvelle. En effet, « il

---

(1) Cass., 13 juin 1816 (M. Lacoutour, rapp.), *Bull.* 77.

(2) Rej., 26 juin 1846 (M. Isambert, rapp.), *Bull.* 252.

(3) Rej., 10 septembre 1813 (M. Audier-Massillon, rapp.), DALLOZ, nº 3247.

résulte de cette disposition de la loi, que lorsque les jurés sont rentrés dans l'auditoire et que le chef du jury, interrogé par le président de la Cour d'assises, a prononcé la déclaration suivant la formule prescrite par l'article 348 du même Code, cette déclaration, concordante dans ses parties et présentant un sens déterminé, doit nécessairement et irréfragablement subsister telle qu'elle a été émise : elle ne peut, conséquemment, être restreinte ni modifiée, soit par le jury même, dont elle est l'ouvrage, soit par toute autre autorité » [1] ;

3219. Je viens de mettre en relief la force du principe dans sa généralité : à présent, je constate son application par le détail de quelques espèces particulières. Ces indications, données à titre d'exemples, se trouveront naturellement complétées lorsque, dans le livre suivant, chapitre IV, section v, m'occupant du fond de l'arrêt de condamnation, j'indiquerai comment la peine doit être appliquée.

La femme mariée, condamnée pour avoir habituellement *donné asile à des malfaiteurs*, n'est pas recevable à prétendre qu'elle a agi sous l'influence de son mari : « l'appréciation de l'intention qui a présidé à l'acte qualifié crime appartient exclusivement au jury ; sous ce rapport, sa déclaration est irréfragable et ne saurait être soumise à aucun recours » [2].

3220. Lorsque, en matière de *banqueroute frauduleuse*, la question posée conformément à l'arrêt de renvoi et à l'acte d'accusation qualifie de collusoire une dette passive, la réponse affirmative des jurés est inattaquable, et il

---

[1] Cass., 12 mars 1813, — intérêt de la loi (M. Lamarque, rapp.), *Bull.* 118 ;—16 juin 1820,—intérêt de la loi (M. Busschop, rapp.), *Bull.* 242.—Voir *suprà*, nos 2605, 2607 et 2850.

[2] Rej., 23 mars 1854 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.* 132.

n'entre pas dans les attributions de la Cour d'assises de rechercher les éléments de leur déclaration [1].

3221. En matière de *détournement de mineure par fraude*, après la déclaration de culpabilité faite par le jury et qui est irréfragable, on n'est pas recevable à alléguer devant la Cour de cassation que la fraude n'existait pas, car elle n'aurait pas été pratiquée à l'égard de la mineure, mais seulement vis-à-vis de ses parents [2].

3222. En matière de *fausse monnaie*, les réponses du jury étant irréfragables, ne peuvent être attaquées devant la Cour de cassation sous prétexte que les monnaies contrefaites à raison desquelles la culpabilité a été déclarée, n'étaient que des ébauches grossières, ne pouvant tromper personne ni produire aucun résultat dommageable [3].

3223. Lorsque, sur une accusation *d'incendie*, les questions, conformes à l'arrêt de renvoi, et non contredites par des conclusions formelles du défenseur de l'accusé, portent sur une complicité d'incendie de maison appartenant à autrui, la réponse affirmative ne peut être critiquée devant la Cour de cassation par cette allégation que l'immeuble incendié était la propriété personnelle de l'accusé [4].

3224. La déclaration du jury constatant *un vol* de deniers publics par un comptable, il n'est plus possible de contester *à posteriori* ni la nature des deniers détournés, ni la qualité du dépositaire [5].

3225. Sous le Code de brumaire an IV, on décidait « que la conviction des jurés peut s'établir sans voir le

---

(1) Cass., 18 mars 1826 (M. de Bernard, rapp.), *Bull.*138.
(2) Rej., 30 mars 1850 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*182.
(3) Rej., 2 juin 1853 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*303.
(4) Rej., 8 février 1862 (M. Rives, rapp.), *Bull.*65.
(5) Rej., 14 septembre 1865 (M. Le Sérurier, rapp.), *Bull.*305.

corps du délit ou un procès-verbal qui le constate » (1).

Depuis, et sous notre Code, on a également admis :

« Que la loi ne fait point dépendre d'un procès-verbal du corps du délit la preuve de la culpabilité de l'accusé; mais qu'elle s'en rapporte, à cet égard, exclusivement à la conviction intime du jury, dont la déclaration ne peut être soumise à aucun recours » (2);

« Que la loi ne soumet à aucune règle la décision du jury; que l'article 342 du Code d'instruction criminelle ne leur prescrit d'autre devoir que de se décider d'après la sincérité de leur conscience, et l'impression qu'ont faite sur leur raison les charges rapportées contre l'accusé et les moyens de la défense, qu'il y ait ou non un procès-verbal du délit et quelle que soit la nature des témoins » (3);

Que, quand, en matière de faux, le jury a répondu affirmativement à une question comprenant toutes les conditions constitutives du crime, on ne peut utilement contester sa déclaration en soutenant que, la pièce fausse ayant été antérieurement perdue, il n'y avait pas de corps de délit possible (4).

3226. La déclaration du jury ne peut être annulée, sous prétexte qu'elle aurait été rendue sur le vu *d'un rapport d'experts que l'on prétendrait irrégulier*. En effet, « en droit, le rapport des experts, surtout dans notre législation criminelle actuelle, n'est autre chose qu'un simple document destiné à éclairer la religion du jury : ce rapport, de même que tous les autres documents et pièces du

---

(1) Rej., 28 prairial an VI (M. Méaule, rapp.), DALLOZ, n° 2413.
(2) Rej., 14 juillet 1814 (M. Busschop, rapp.), *ibidem*.
(3) Rej., 18 juillet 1818 (M. Lecoutour, rapp.), *ibidem*.
(4) Rej., 28 décembre 1850 (M. de Glos, rapp.), *Bull.* 658.

procès, doit être soumis à son examen et apprécié par lui (1). »

3227. L'*audition des témoins* n'est pas plus indispensable à la validité de la déclaration du jury que la production d'un procès-verbal du corps du délit, ou d'un rapport d'expert. — Cela était encore tenu pour constant par la législation de brumaire comme sous notre Code.

Ainsi, il a été jugé :

« Que la conviction des jurés peut s'opérer sans audition de témoins et que l'on ne peut scruter les motifs qui ont déterminé cette conviction » (2) ;

Que la Cour ne pouvant connaître des éléments qui ont formé la conviction des jurés, le condamné n'est pas recevable à critiquer leur décision en ce qu'elle serait basée sur des dépositions de témoins accusés de faux témoignage, surtout si les faits de l'accusation ont été prouvés par d'autres témoins (3).

SECTION IV.

Renvoi des jurés dans leur chambre pour régulariser, compléter ou expliquer leur déclaration.

§ 1er. — *Observations générales.*

N° 3228. La déclaration n'est plus irréfragable si elle est illégale, — irrégulière en la forme, — incomplète, — contradictoire, — ou équivoque.—En ces cas, à proprement parler, il n'existe pas de déclaration.

3229. Le droit de rectification ou d'interprétation appartient aux jurés seuls, qui l'exercent sur l'ordre de la Cour.

---

(1) Rej., 2 avril 1831 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.* 141. — Voir *suprà*, n° 3073.

(2) Rej., 3 pluviôse an v (M. Seignette, rapp.), DALLOZ, n° 2414.

(3) Rej., 15 novembre 1810 (M. Favard, rapp.), *ibidem*.

3230. Définition des déclarations irrégulières, dans l'acception générale du mot.

3231. Les irrégularités entraînent presque toujours la nullité de la déclaration. Si la Cour n'ordonne pas la rectification, son arrêt sur l'application de la peine participe au vice et mérite l'annulation.

3232. Division de la matière. — Adoption de l'ordre alphabétique, d'après la nature des crimes, dans la citation des arrêts.

3233. La nullité de la réponse sur un fait principal affecte les réponses sur les circonstances aggravantes ou atténuantes qui s'y réfèrent.

3234. Elle vicie également un autre fait principal lié au premier d'une manière indivisible. — Exemple ; nullité de la question sur une excuse.

3235. Mais la nullité n'est que *parte in quâ*, lorsqu'il s'agit de chefs ou de circonstances distincts. — Exemples.

3236. Spécialement, il en est ainsi de l'irrégularité résultant de l'*incomplément*. — Exemples.

3237. Et aussi du vice de complexité.

3228. Puisque, irréfragable, la déclaration du jury ne peut jamais être soumise à aucun recours, les Cours d'assises sont, en thèse générale, sans droit pour en prononcer l'annulation, et pour ordonner aux jurés de délibérer à nouveau et de porter une autre déclaration.

Cependant, sainement entendue, cette règle ne s'applique qu'au cas où, empreinte d'une parfaite régularité, cette déclaration réalise, en la forme et au fond, toutes les conditions voulues par la loi. — Aussi, par un commentaire judicieux de la disposition de l'article 350 du Code d'instruction criminelle, la jurisprudence, s'inspirant des nécessités qui dominent l'administration de la justice criminelle, admet qu'il y a exception quand la déclaration est illégale,—irrégulière en la forme,—incomplète ou insuffisante, — contradictoire, — incertaine, ambiguë, obscure ou équivoque. Dans ces cas, le jury n'a pas rempli réellement sa mission, puisque sa pensée, ou n'a pas revêtu les formes de la loi, ou ne se dégage pas

avec certitude, et l'on peut dire que, à proprement parler, il n'y a pas de déclaration.

3229. Certes les magistrats de la Cour d'assises ne sont pas, pour le jury, des juges d'appel ; ils ne recherchent point si les faits déclarés constants ont été bien ou mal appréciés ; mais ils contrôlent la légalité de la déclaration, sa régularité au point de vue des formes ; ils se demandent si elle résout toutes les questions avec précision, concordance et clarté ; et, quand leur examen leur démontre que des vices imprègnent cette déclaration, sans prendre sur eux de la rectifier, de la compléter ou de l'expliquer, ils confient ce soin aux jurés renvoyés dans la chambre de leurs délibérations.

Nous allons voir s'affirmer cette règle, dans laquelle le droit est incontestable, mais à l'occasion de laquelle aussi de graves difficultés surgissent alors qu'il s'agit d'apprécier les cas où elle exerce son empire, le mode de son exécution et ses conséquences.

Avant, définissons les déclarations irrégulières.

3230. Les déclarations sont irrégulières, dans l'acception générale du mot :

Si, *illégales*, elles refusent de faire connaître la décision des jurés sur la culpabilité ou la non-culpabilité ; si, contenant un excès de pouvoir, elles portent sur des circonstances qui ne sont pas relevées par les questions, ou changent, par les réponses, soit le caractère, soit la qualification du fait ;

Si, péchant *par la forme*, elles ne sont pas délibérées, prononcées ou formulées selon les prescriptions de la loi ;

Si, *incomplètes ou insuffisantes*, elles ne s'expliquent pas sur l'existence des faits posés dans les questions et dont la constatation explicite et affirmative est nécessaire pour caractériser la culpabilité ;

Si, *contradictoires et incohérentes*, les diverses réponses

sont inconséquentes, inconciliables, sans concordance, se détruisant les unes par les autres, et, par suite, ne présentent aucun résultat certain ;

Si, enfin, *incertaines, ambiguës, obscures ou équivoques,* elles laissent planer le doute sur la véritable pensée du jury, qui doit apparaître claire et précise.

3231. Presque toujours ces causes d'irrégularités vicient la déclaration dans son essence et entraînent sa nullité. Les Cours d'assises doivent, prononçant cette annulation, ordonner au jury de retourner dans sa chambre, de délibérer de nouveau, et de rapporter une nouvelle déclaration, cette fois conforme aux prescriptions de la loi. Si les Cours d'assises méconnaissaient ce devoir et prenaient les déclarations irrégulières pour base de leurs arrêts de condamnation ou d'absolution, ces arrêts, ainsi que les déclarations irrégulières, seraient mis à néant par la Cour de cassation, qui renverrait les affaires à d'autres Cours d'assises devant lesquelles il serait procédé à de nouveaux débats destinés à purger l'accusation.

3232. Tout à l'heure j'aurai à traiter du droit de renvoi attribué aux Cours d'assises. Dans les dix paragraphes qui vont suivre, je parlerai des déclarations illégales, irrégulières en la forme, incomplètes, contradictoires, équivoques ou surabondantes qui justifient ce renvoi; je signalerai les espèces dans lesquelles il a été abusivement prononcé ; j'expliquerai jusqu'à quel moment, par qui et comment il peut être ordonné ; et j'en ferai ressortir les effets.

Les emprunts que je ferai à la jurisprudence étant très-nombreux, je classerai les arrêts par ordre alphabétique d'après la nature des crimes et des faits.

En ce moment, et comme entrée en matière, quelques observations me paraissent utiles sur les effets de la nullité de la déclaration.

3233. Qu'on le remarque, la nullité, quand elle porte sur une réponse relative à un fait principal, affecte également la réponse relative aux circonstances aggravantes qui s'y rapportent et sont de lui indivisibles. En effet, « les circonstances aggravantes sont inséparables du fait dont elles modifient le caractère » ; peu importe, à cet égard, que, sur ces circonstances aggravantes, la décision ait été favorable ou défavorable à l'accusé ; l'accessoire suit le sort du principal (1).

Il en est de même, et par la même raison, de la déclaration des circonstances atténuantes qui, admises en faveur de l'accusé, sont remises en question par l'annulation des réponses faites sur les faits principaux auxquels elles se réfèrent (2).

3234. Lorsqu'un fait se lie à un autre fait d'une manière intime et indivisible, la nullité de la réponse sur l'un d'eux engendre aussi et nécessairement la nullité de la réponse sur l'autre, quoique cette dernière ait été légalement formée.

Ainsi :

La nullité d'une réponse défavorable à l'accusé sur une question d'excuse résultant de la provocation ou du défaut de discernement, « modifiant la réponse à la question principale, il y a lieu, vu l'indivisibilité, d'annuler en entier les deux réponses du jury » (3).

3235. Mais l'annulation peut être prononcée seulement *parte in quâ*, lorsqu'il n'y a pas une liaison et une indivi-

---

(1) Cass., 8 janvier 1836 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*9 ; — 5 janvier 1837 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*, p. 1re ; — 23 juillet 1840 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*300.

(2) L'arrêt du 5 janvier 1837.

(3) Cass., 28 juin 1833 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*319 ; — 28 janvier 1836 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*32 ;—28 avril 1836 (même rapp.), *Bull.* 142.

sibilité nécessaires entre la partie de la déclaration annulée et la partie qui est régulière.

Ainsi :

La réponse sur le fait principal du vol et sur la circonstance aggravante de nuit étant régulière, elle est maintenue malgré la nullité de la réponse relative à la circonstance aggravante de maison habitée relevée à l'occasion d'un second vol, chef d'accusation entièrement distinct du premier (1) ;

De ce que la réponse du jury sur la circonstance de préméditation serait entachée de nullité, il ne faut pas conclure à la nullité de la déclaration régulièrement intervenue reconnaissant l'accusé coupable d'un meurtre et d'un vol qui se lie à la perpétration du premier crime (2) ;

Un accusé n'est pas recevable à se prévaloir du vice de complexité d'une question relative à ses coaccusés si cette question n'a été soumise aux jurés qu'après la déclaration par eux faite de la culpabilité du demandeur en cassation, et n'a pu, dès lors, réagir sur ce qui était décidé à son égard (3).

3236. Spécialement, l'irrégularité de la réponse résultant de son *incomplément*, — c'est un mot de Merlin, — ou de toute autre cause, n'engendre pas toujours ni la nécessité du renvoi du jury dans la chambre de ses délibérations, ni la nullité de la déclaration.

Ainsi :

De ce qu'il n'a pas été répondu sur une accusation de vol jointe à une accusation de faux, il ne s'ensuit pas que

---

(1) Cass., 10 août 1837 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*306.
(2) Rej., 28 décembre 1837 (M. Rocher, rapp.), DALLOZ, n° 3240.
(3) Rej., 24 juillet 1840 (M. Rocher, rapp.), *ibidem*.

la réponse négative sur le faux ne soit pas acquise à l'accusé (1) ;

L'irrégularité est inopérante si les autres réponses légitimaient l'application de la peine, par exemple, si des circonstances aggravantes reconnues rendaient inutile la constatation de l'escalade (2) ;

« Quelque irrégulière que fût la déclaration du jury, pour avoir exprimé le nombre de voix, en contravention à l'article 347 du Code d'instruction criminelle, cette déclaration favorable à l'accusé ne pouvait être annulée et le président a dû en faire la base de son ordonnance d'acquittement » (3) ;

Le renvoi est superflu si la réponse affirmative sur les questions posées en vertu de l'arrêt de renvoi rendait sans objet la solution de questions subsidiaires qui n'avaient été déférées au jury que d'une façon éventuelle (4) ;

Si le jury n'a omis de s'expliquer que sur des circonstances indifférentes à la caractérisation du crime, — par exemple, si, en matière de tentative d'attentat à la pudeur avec violence, il a simplement constaté les faits de tentative et de violence sans constater les caractères surabondants énumérés dans l'article 2 du Code pénal, — sa déclaration n'est pas irrégulière et ne comporte pas le renvoi (5).

3237. Il en est de même en matière de complexité : lorsque, par exemple, sur quatre réponses du jury, l'une est irréprochable et justifie pleinement l'arrêt, qui a prononcé le minimum de la peine encourue, « il n'échet de rechercher si les trois autres questions sont entachées

---

(1) Cass., 11 février 1830 (M. Brière, rapp.), *Bull.* 81.

(2) Cass., 1er février 1838 (M. Mérilhou, rapp.), D.P.38.1.446.

(3) Rej., 9 février 1839 (M. de Ricard, rapp.), DALLOZ, n° 3237.

(4) Voir *suprà*, n° 3175.

(5) Voir *suprà*, n° 2956.

d'un vice de complexité, qui serait inopérant et ne pourrait entraîner la nullité de la condamnation » (1).

§ 2. — *Renvoi au cas de déclaration illégale.*

N° 3238. Le renvoi est légitime au cas de déclaration illégale.
3239. *A fortiori* quand, sous prétexte qu'ils ne sont pas édifiés, les jurés refusent de porter une déclaration.

3238. Une déclaration « illégale dans sa rédaction devrait être considérée comme n'existant pas et, dès lors, le jury est régulièrement appelé à délibérer de nouveau » (2);

3239. *A fortiori*, en ne prononçant pas du tout et en déclarant qu'ils ne se trouvaient pas suffisamment éclairés pour pouvoir prononcer en aucune manière sur l'admission ou sur le rejet de l'accusation, les jurés ont fait une déclaration illégale. Au lieu de la recevoir, la Cour d'assises aurait dû l'annuler et renvoyer les jurés dans leur chambre pour qu'ils eussent à en former une autre contenant une réponse affirmative ou négative sur les questions posées (3).

§ 3. — *Renvoi au cas de déclaration irrégulière en la forme.*

N° 3240. L'art. 414 du Code de brumaire ordonnait le renvoi au cas de vices de forme. -- Sous notre Code, quoiqu'il garde le silence, la jurisprudence consacre cette règle.
3241. Rectification à l'audience d'une erreur matérielle évidente. — Renvoi.

---

(1) Rej., 5 janvier 1865 (M. de Gaujal, rapp.), *Bull.*, p. 1re. — Voir *suprà*, nos 2901, 2946 et 2949.

(2) Rej., 14 septembre 1832 (M. de Crouseilhes, rapp.), DALLOZ, n° 3303.

(3) Cass., 23 vendémiaire an VIII (M. Sautereau, rapp.), *Bull*, t. 1er de l'an VIII, p. 101.

3242. Jurisprudence : *Circonstances atténuantes collectives*;
3243. *Complexité de la réponse*;
3244. *Culpabilité*;
3245. *Lecture de la déclaration avant la signature*;
3246. *Lecture irrégulière*;
3247. *Mention irrégulière de la majorité : abréviation*;
3248. *Mention du nombre de voix*;
3249. *Non-sens* : majorité de cinq voix contre sept;
3250. *Omission de la mention de la majorité*. — Exemples, circonstances atténuantes, — excuse, — circonstance aggravante d'un vol;
3251. *Vol:* Culpabilité comme auteur *ou* complice.

3240. Le Code de brumaire an IV avait prévu le cas où les jurés se tromperaient au fond et celui où, en la forme, ils se mettraient en contravention avec les règles qui leur étaient prescrites. En ce dernier cas, son article 414 disposait que leur déclaration était nulle et que le tribunal criminel était tenu, à peine de nullité du jugement qui pourrait intervenir sur le fond, de la rejeter du procès, en ordonnant aux jurés de se retirer dans leur chambre pour en former une nouvelle.

Cette disposition n'a pas été reproduite par le Code de 1808; mais, comme la force des choses l'impose, elle a continué à conserver son empire : aujourd'hui, comme autrefois, selon la jurisprudence, la déclaration qui, en la forme, n'est pas l'application exacte des diverses prescriptions de la loi, ne peut servir de base à l'arrêt que les juges doivent rendre, et ils excèdent leurs pouvoirs si, en exécution de cette déclaration irrégulière, ils prononcent la condamnation ou l'acquittement de l'accusé [1].

3241. Néanmoins, — comme je l'ai dit, n° 3088, et comme je vais le redire, n° 3440, — si l'erreur matérielle est évidente et ne touche point au fond des réponses, la rec-

---

[1] Cass., 30 août 1839 (M. Fréteau de Peny, rapp.), *Bull.*445; — 24 décembre 1852 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*688.

tification peut être faite à l'audience, sur la simple invitation du président et sans qu'il soit nécessaire qu'un arrêt de la Cour d'assises prescrive aux jurés de retourner dans leur chambre.

3242. Signalons donc quelques-uns de ces vices de forme qui, touchant à la substance des réponses, comportent un renvoi régulièrement ordonné.

Circonstances atténuantes collectives :

Est irrégulière et nulle la déclaration qui accorde collectivement à plusieurs accusés le bénéfice des circonstances atténuantes. Mais les accusés n'éprouvant aucun grief ne peuvent la relever et la nullité ne peut être reconnue par la Cour de cassation que sur le pourvoi du ministère public [1].

3243. *Complexité de la réponse :*

Trois questions distinctes et séparées, l'une sur le fait principal, les deux autres sur deux circonstances aggravantes, ayant été posées au jury, sa déclaration est irrégulière si, au lieu de faire trois réponses successives, il fait une seule réponse complexe en ces termes : *A la majorité, sur les trois questions, oui.* — En ce cas, la Cour d'assises doit ordonner, par un arrêt formel, que le jurés rentreront dans la salle de leurs délibérations pour compléter et expliquer leur déclaration. Et, cet arrêt étant rendu, il y a nullité si, sur une observation du chef du jury, la Cour autorise ce chef du jury à faire la rectification à l'audience même [2] ;

A des questions distinctes, le jury devant des réponses distinctes aussi, sa déclaration est irrégulière s'il répond : *Oui, à la majorité sur toutes les questions*. Et c'est à bon droit

---

(1) Voir *suprà*, n° 3033.

(2) Cass., 27 juin 1839 (M. Chauveau-Lagarde, rapp.), *Bull.*316. — Voir *suprà*, n° 3088.

que la Cour d'assises le renvoie dans sa chambre pour la régulariser (1).

3244. *Culpabilité :*

Pour qu'un accusé soit punissable par suite de la déclaration du jury, il faut qu'il ait été déclaré *coupable* du fait porté en l'acte d'accusation.—La déclaration que l'accusé est *atteint et convaincu* n'affirme que l'existence du fait matériel (2).—Cette autre déclaration *que le fait est constant* serait également irrégulière en la forme et ne pourrait donner lieu à condamnation qu'autant qu'il y aurait aussi constatation d'intention criminelle, ou bien que le fait, en soi, serait essentiellement criminel. Cette irrégularité, quand elle existe, doit être réparée par les jurés dans la chambre de leurs délibérations où ils sont renvoyés par un arrêt de la Cour d'assises (3).

3245. *Lecture avant la signature :*

De ce que la déclaration a été lue par le chef du jury avant d'avoir été signée par lui, il ne s'ensuit pas que cette déclaration soit irrégulière : en conséquence, si elle a été annulée par la Cour d'assises et si, sur le renvoi ordonné, les jurés ont rapporté une seconde déclaration, non conforme à la première et défavorable à l'accusé, l'arrêt de condamnation doit être annulé (4). — Mais lorsque, en renvoyant les jurés en leur chambre, la Cour d'assises s'est bornée à prescrire au chef du jury de signer dans cette chambre la déclaration, qui n'a pas été modifiée dans sa

---

(1) Rej., 6 juin 1861 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*198. — Voir *suprà*, nos 3178 et 3180.

(2) Cass., 24 octobre 1822 (M. Busschop, rapp.), *Bull.*452.

(3) Cass., 14 avril 1827 (M. Mangin, rapp.), *Bull.*223 ; — 28 février 1833 (M. Choppin, rapp.), *Bull.*109.

(4) Cass., 2 octobre 1812 (M. Audier-Massillon, rapp.), *Bull.*419.

substance, la nullité de la condamnation n'est pas encourue (1).

3246. *Lecture irrégulière :*

Le renvoi est légitime si un juré, autre que le chef du jury, a lu et signé la déclaration, sans que la délégation soit constatée dans les formes de droit. En principe, cette délégation est présumée quand aucune protestation ne s'est fait entendre ; mais, comme il y plus de régularité à ce qu'elle soit exprimée, le renvoi, s'il abonde, ne vicie pas, et il est, au contraire, une précaution toute de prudence (2).

3247. *Mention irrégulière de la majorité :*

La déclaration est irrégulière et nulle si la majorité y est constatée et exprimée à l'aide d'une abréviation, par exemple en ces termes : *Oui, à la majté* (3).

3248. *Mention du nombre de voix :*

Le renvoi doit être prononcé si, contrairement à l'article 347 du Code d'instruction criminelle, et même dans sa réponse à une question d'excuse, réponse défavorable à l'accusé, le jury fait connaître le nombre de voix auquel sa déclaration est émise (4).

3249. *Non-sens :*

Quand, par une erreur matérielle, le jury déclare qu'il a rendu sa décision à la majorité *de cinq contre sept*, sa déclaration constitue un véritable non-sens : dès lors, « il n'y a rien que de régulier dans la démarche par suite de laquelle le jury, soit de son propre mouvement, soit sur l'invitation du président, s'est retiré en la chambre de

---

(1) Rej., 30 mars 1832 (M. Gilbert de Voysins, rapp.), *Pal.*1832.910. — Voir *suprà*, n° 3209.

(2) Rej., 28 janvier 1848 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*38.

(3) Voir *suprà*, n° 3179.

(4) Cass., 31 janvier 1845 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*65.

ses délibérations, pour régulariser et compléter une déclaration jusqu'alors inintelligible » (1).

3250. *Omission de la mention de la majorité* :

La Cour d'assises ayant reconnu, au moment de la lecture faite par le chef du jury, que la déclaration n'exprimait pas que les circonstances atténuantes étaient admises à la majorité, ce qui était une inobservation de l'article 347 du Code d'instruction criminelle, a dû renvoyer le jury dans la chambre de ses délibérations pour rectifier cette irrégularité (2) ;

Il en est de même, en matière d'émission de fausse monnaie, si, sur la question d'excuse tirée de ce que l'accusé aurait reçu les pièces pour bonnes, il n'est pas fait mention que la réponse négative, défavorable à l'accusé, a été faite à la majorité (3) ;

De même aussi, en matière de vol, si, sur le fait principal et sur une circonstance aggravante, la majorité n'a pas été constatée (4).

3251. *Vol.— Culpabilité comme auteur* ou *complice.*

Si, interrogés sur la culpabilité de l'accusé *comme auteur* principal, les jurés répondent qu'il est coupable *comme auteur* ou *comme complice*, ils commettent un excès de pouvoir, prononcent une déclaration vague et générale de complicité et sortent ainsi du cercle de leurs attributions. La Cour d'assises doit donc les renvoyer dans leur

---

(1) Rej., 20 novembre 1828 (M. Gaillard, rapp.), DALLOZ, n° 3317 ; — 16 juillet 1829 (M. de Crouseilhes, rapp.), DALLOZ, n° 3304. — NOTA. Le jury avait cru devoir surérogatoirement faire connaître à quelle majorité la question était décidée.

(2) Rej., 17 décembre 1857 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*629 ;—Conforme : Rej., 8 septembre 1837 (M. Fréteau de Peny, rapp.), DALLOZ n° 3368.

(3) Cass., 11 décembre 1845 (M. Brière-Valigny, rapp.), D.P.45.4.274.

(4) Cass., 27 janvier 1842 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*23.

chambre pour qu'ils aient à rédiger une nouvelle déclaration concordante avec la question [1].

§ 4. — *Renvoi au cas de déclarations incomplètes ou insuffisantes.*

N° 3252. Le renvoi doit être ordonné quand la déclaration incomplète n'a pas répondu à toutes les questions sur le fait principal, sur ses éléments constitutifs, sur les circonstances aggravantes et sur les excuses légales.

3253. Jurisprudence appliquant cette règle : — *Assassinat* : — auteur et subsidiairement complice.

3254. *Attentat à la pudeur* : violence *physique* ou *morale* ;

3255. *Banqueroute frauduleuse* : omission des faits matériels, appréciation du caractère moral ;

3256. *Circonstances aggravantes* : la déclaration est incomplète et le renvoi doit être ordonné quand l'omission porte sur les circonstances aggravantes ;

3257. Circonstance aggravante de *chemin public* ;

3258. *De domesticité* ;

3259. *D'escalade* ;

3260. *De fonctionnaire public* ;

3261. *De maison habitée* ;

3262. *De traces de blessures* ;

3263. Circonstances aggravantes *d'un vol avec complicité par recel* ;

3264. *De vol dans une auberge où l'accusé était reçu* ;

3265. *Complicité* : omission des caractères constitutifs, spécialement en matière de meurtre ;

3266. *Coups et blessures* : omission de la volonté ;

3267. Et de la question subsidiaire de complicité ;

3268. *Excuse* en matière de fausse monnaie ;

3269. *Faux* : omission de la question subsidiaire de complicité ;

3270. *Homicide volontaire* : omission de la volonté ;

3271. *Offenses envers la famille du souverain ou envers sa personne* : omission de la publicité ;

3272. *Recélé* : omission de la connaissance ;

3273. Et omission de statuer sur la question ;

3274. *Tentative de vol* : omission de l'une des circonstances constitutives ;

3275. Vol : omission de la circonstance de fraude dans la soustraction.

3252. Lorsque le jury ne répond pas d'une manière

---

(1) Cass., 4 octobre 1821 (M. de Chantereyne, rapp.), *Bull.* 450.

catégorique à toutes les questions qui, sur le fait principal et ses éléments constitutifs, sur les circonstances aggravantes, sur les excuses légales, lui ont été posées en vertu de l'arrêt de renvoi, ou comme résultant des débats, sa déclaration insuffisante et incomplète ne peut motiver une condamnation : la Cour d'assises doit l'annuler et ordonner aux jurés de se retirer dans leur chambre pour y délibérer de nouveau (1). En effet, « tant que la Cour d'assises n'est pas dessaisie par la prononciation de l'arrêt de condamnation, non-seulement elle a le droit, mais il est de son devoir d'exiger du jury une seconde délibération qui fasse connaître son opinion sur la circonstance omise dans la première » (2). Et, « il ne peut y avoir lieu à prononcer l'acquittement de l'accusé, d'après l'art. 358 du Code d'instruction criminelle, tant qu'il reste à sa charge un chef d'accusation sur lequel le jury n'a pas prononcé » (3).

3253. Demandons à la jurisprudence ses applications de ce principe.

Assassinat :

L'accusé reconnu non coupable comme auteur d'un assassinat ne peut être acquitté si le jury a omis de statuer sur la question subsidiaire demandant s'il n'est pas complice. La Cour doit renvoyer le jury dans sa chambre pour

---

(1) Cass., 21 mai 1812 (M. Liborel, rapp.), *Bull.*226 ;—27 octobre 1815 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*126.

(2) Rej., 4 juin 1819 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*207 ; — Conformes : Cass., 6 mai 1813 (M. Bailly, rapp.), *Bull.*223 ; — Rej., 28 octobre 1813 (M. Vantoulon, rapp.), DALLOZ, n° 3403 ;—Cass., 18 août 1815 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*92 ; — 17 avril 1817 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.* de 1818, p. 1re ;—18 novembre 1819 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.*366 ;—Rej., 21 décembre 1821 (M. Rataud, rapp.), *Bull.*353 ; — Cass., 4 avril 1822 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*144.

(3) Cass., 20 septembre 1822 (M. Busschop, rapp.), *Bull.*375.

délibérer sur ce second chef d'accusation totalement distinct du premier [1].

3254. *Attentat à la pudeur :*

Quand on a demandé si l'accusé est coupable d'attentat à la pudeur tenté avec violences, le jury restreint l'accusation et fait une réponse insuffisante et incomplète s'il répond : il n'est pas constant qu'il ait usé de violences *physiques*. Cette déclaration devait donc être rejetée et la Cour d'assises devait ordonner au jury de la compléter [2];

Et, dans la situation inverse, il en est de même si le jury répond : oui, avec *violence morale*. « Par cette réponse, au lieu de s'expliquer sur la question indéfinie de la violence, le jury a substitué une distinction qu'elle n'énonce pas; par cette distinction, d'un côté, il a omis de répondre à ce qu'on lui demandait; de l'autre, il a répondu à ce qu'on ne lui demandait pas; et, sous ce double rapport, l'accusation n'a pas été entièrement purgée » [3].

3255. *Banqueroute frauduleuse :*

La réponse du jury est incomplète et nulle si, au lieu de répondre aux faits matériels constitutifs du crime énumérés dans la question, il borne sa réponse au caractère moral de l'accusation en disant : *oui, l'accusé est coupable de banqueroute frauduleuse* [4].

3256. *Circonstances aggravantes :*

En matière de circonstances aggravantes, voici le principe : le vice d'incomplément imprègne la déclaration aussi bien quand l'omission de la réponse porte sur des circonstances aggravantes que sur des questions relatives à des faits principaux [5]; — en conséquence, dans ce cas,

---

(1) L'arrêt du 20 septembre 1822.

(2) Cass., 9 mars 1821 (M. Rataud, rapp.), *Bull.*89.

(3) Cass., 28 octobre 1830 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*540.

(4) Cass., 16 septembre 1830 (M. Chauveau-Lagarde, rapp.), *Bull.*490.

(5) Cass., 21 mai 1812 (M. Liborel, rapp.), *Bull.*226; — 22 janvier

le renvoi est légitimement ordonné pour déclaration incomplète [1].

3257. *Circonstances aggravantes de chemin public :*—Le jury doit être renvoyé dans sa chambre lorsque, répondant sur plusieurs circonstances aggravantes, il oublie de s'expliquer sur la circonstance que le vol a eu lieu sur un chemin public [2];

3258. *Circonstance aggravante de domesticité :* —Est incomplète, et doit être complétée par une nouvelle délibération la réponse qui, malgré les termes précis de la question, omet de s'expliquer sur la circonstance aggravante de domesticité [3];

3259. *Circonstance aggravante d'escalade :* — Lorsque, pour caractériser la circonstance aggravante de l'escalade, la question dit : l'introduction a-t-elle eu lieu par un trou du pignon du derrière de la maison, par une autre voie que celle établie par le propriétaire pour y arriver ? cette réponse : *oui, par le trou du pignon,* « ne comprenant que la première partie de la question, est insuffisante pour affirmer ou exclure la circonstance. En cet état, la Cour d'assises devait renvoyer le jury dans la chambre de ses délibérations pour compléter sa déclaration » [4];

3260. *Circonstance aggravante de faux par fonctionnaire public :*—Lorsque, dans une accusation de faux en écriture authentique commis par un notaire, le jury ne s'explique pas sur la circonstance aggravante de l'exercice des fonc-

---

1819 (M. Robert de Saint-Vincent, rapp.), *Bull.*12 ; — Rej., 4 juin 1819 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*207.

(1) L'arrêt du 4 avril 1822, cité n° 3252.

(2) Cass., 25 mars 1825 (M. de Bernard, rapp.), *Bull.*154; — Analogue : Rej., 4 juin 1819 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*207.

(3) Rej., 9 juillet 1812 (M. Chasle, rapp.), DALLOZ, n° 3350.

(4) Cass., 27 juin 1828 (M. Brière, rapp)., *Bull.*483.

tions de notaire, la Cour d'assises devait faire cesser cet état d'*incomplément* de la réponse en renvoyant les jurés dans leur chambre [1];

3261. *Circonstance aggravante de maison habitée* :—En ne répondant pas à la circonstance aggravante que le vol aurait été commis dans une maison habitée, le jury a porté une déclaration incomplète que la Cour d'assises aurait dû lui enjoindre de régulariser [2];

3262. *Circonstance aggravante de traces de blessures* : — Il y a lieu à renvoi si, dans une accusation de coups et blessures, le jury a laissé sans réponse la partie de la question relative à la circonstance aggravante que les coups ont laissé des traces de blessures [3];

3263. *Circonstances aggravantes de vol et complicité par recel* : — Dans une accusation de vol, avec circonstances aggravantes, le jury avait déclaré l'auteur principal non coupable; la question relative à la complicité par recel d'une autre accusée énumérait ces mêmes circonstances, mais sans interroger le jury sur le point de savoir si le complice en avait connu l'existence; cependant la réponse fut ainsi conçue : oui, à la majorité, l'accusée est coupable d'avoir sciemment recélé les objets volés, *mais avec ignorance de toutes les circonstances aggravantes dont le vol a été accompagné*. Cette déclaration était incomplète en ce que le jury ne statuait pas formellement sur l'existence des circonstances aggravantes qui étaient signalées à son attention; en outre, elle contenait un excès de pouvoir, car il affirmait l'ignorance par la recéleuse de ces circonstances, ignorance sur laquelle il n'avait pas été interrogé. Dès

---

(1) Cass., 6 mai 1813 (M. Bailly, rapp.), *Bull.*223.

(2) Cass., 9 février 1827 (M. Bernard, rapp.), *Bull.*88; — 6 juin 1839 (M. Chauveau-Lagarde, rapp.), *Bull.*280.

(3) Rej., 4 décembre 1817 (M. Aumont, rapp.), DALLOZ, n° 3350.

lors, la Cour d'assises aurait dû renvoyer les jurés délibérer de nouveau, et, en donnant force et effet à cette déclaration irrégulière et insuffisante, elle a faussement appliqué les articles 62 et 401 du Code pénal (1).

3264. *Circonstance aggravante de vol dans une auberge où l'accusé était reçu :* —Lorsque, interrogé sur la question de savoir si l'accusé est coupable d'avoir commis le vol dans une auberge *où il était reçu,* le jury se borne à répondre que l'accusé est coupable de vol dans une auberge, sans expliquer *qu'il y était reçu,* la Cour d'assises ne peut se permettre de suppléer elle-même cette circonstance omise et elle doit ordonner aux jurés de se retirer de nouveau pour compléter leur déclaration (2).

3265. *Complicité :*

Si, au lieu de porter une déclaration pure et simple de culpabilité qui, dans sa généralité, eût embrassé l'ensemble de la question, le jury répond : *oui, l'accusé est complice,* cette réponse, qui ne renferme pas les circonstances caractéristiques de la complicité, doit être complétée par le jury renvoyé dans sa chambre (3) ;

Spécialement, lorsqu'on demande au jury si l'accusé est coupable d'avoir, avec connaissance, aidé ou assisté l'auteur principal d'un meurtre dans les faits qui ont préparé, facilité ou consommé le crime, on doit réputer insuffisante

---

(1) Cass., 8 janvier 1835 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*4; — Analogue : Cass., 27 mars 1834 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*111.

(2) Cass., 1cr avril 1819 (M. d'Aubers, rapp.), *Bull.*133 ;—22 août 1822 (M. Pajot de Marcheval, rapp.), *Bull.*329 ;—22 janvier 1830 (M. Clausel de Coussergues, rapp.), *Bull.*43 ; — 19 mars 1831 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*110.

(3) Cass., 16 janvier 1834 (M. de Crouseilhes, rapp.), *Bull.*18 ; — 20 mars 1834 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*105 ; — 20 juin 1835 (M. Fréteau de Peny, rapp.), *Bull.*297 ; — 3 décembre 1835 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*537 ; — 21 janvier 1836 (M. Bresson père, rapp.), *Bull.*24.

et incomplète dans sa partie substantielle la réponse ainsi conçue : *oui, l'accusé est coupable de* COMPLICITÉ *avec la circonstance de préméditation*. En effet, une telle réponse « ne s'explique pas sur l'existence des faits posés dans la question, et dont la déclaration explicite et affirmative était nécessaire pour caractériser la culpabilité résultant de la complicité » (1).

3266. *Coups et blessures :*

La déclaration est incomplète si, affirmative sur la culpabilité de l'accusé, elle ne mentionne pas que les coups ont été *volontairement* portés (2) ;

3267. Si, dans une accusation de coups et blessures, deux questions sont posées, l'une principale, pour savoir si l'accusé est auteur direct, l'autre subsidiaire, pour demander si, en tout cas, il n'est pas complice par aide et assistance, la déclaration est incomplète si, négative sur le fait principal, elle ne fait aucune réponse sur la question subsidiaire de complicité (3). — Mais, lorsque la déclaration reconnaît, au contraire, que l'accusé est coupable comme auteur direct du crime, il n'y a pas lieu de répondre sur la question qui a pour objet la complicité (4).

3268. *Excuse en matière de fausse monnaie :*

Si, dans une accusation d'émission de fausse monnaie, il a été posé, sur la demande de l'accusé, une question d'excuse tirée de ce qu'il aurait reçu les pièces fausses pour bonnes, la déclaration du jury laissant cette question sans réponse est incomplète ; elle ne peut servir de base à une condamnation, et la Cour aurait dû ordonner sa régularisation (5).

---

(1) Cass., 27 juin 1835 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*311.

(2) Voir *suprà*, n° 2692.

(3) Cass., 12 janvier 1828 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*15 ;—7 novembre 1839 (M. Gilbert de Voysins, rapp.), *Bull.*517.

(4) Rej., 18 messidor an VI (M. Barris, rapp.), DALLOZ, n° 3405.

(5) Cass., 26 mars 1846 (M. Fréteau de Peny, rapp.), *Bull.*112 ; — 31 janvier 1857 (M. Le Sérurier, rapp.); *Bull.*67.

3269. *Faux :*

Si le jury, après avoir répondu négativement sur une accusation principale de faux, ne fait aucune réponse sur une question de complicité, posée subsidiairement comme résultant des débats, sa déclaration est incomplète et c'est à bon droit que la Cour d'assises l'a renvoyé dans la chambre de ses délibérations pour le mettre à même de compléter cette déclaration [1];

Il en est de même si le jury ne répond pas à la question d'usage de la pièce fausse posée à la suite de la question relative à la fabrication [2].

3270. *Homicide volontaire :*

Lorsque, dans une accusation d'homicide volontaire, la réponse du jury a omis de s'expliquer sur la circonstance *de volonté* constitutive du crime, la Cour d'assises, au lieu d'appliquer la peine prononcée par l'article 304 du Code pénal, devait renvoyer les jurés dans leur chambre afin qu'ils eussent à compléter leur déclaration [3];

Spécialement si le jury répond : *oui, l'accusé est coupable* AVEC *la circonstance de l'exercice des fonctions du garde,* sa déclaration est incomplète. En effet, « la circonstance de *la volonté* était indispensable pour imprimer à l'homicide le caractère de meurtre. » Or, le jury « n'a nullement déclaré l'existence de cette circonstance de la volonté, puisque c'est à celle de la perpétration dans l'exercice des fonctions qu'il a expressément limité sa réponse » [4].

3271. *Offenses envers les membres de la famille du souverain ou envers sa personne :*

---

(1) Cass., 16 avril 1842 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*147, cité *suprà*, nº 2666.

(2) Cass., 7 mai 1851 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*268.

(3) Rej., 18 juin 1830 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.* 394;—Cass., 26 décembre 1834 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.*513.

(4) Cass., 15 juin 1826 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*334.

Si, par sa forme, la réponse du jury ne donne aucune décision sur la circonstance de *publicité*, qui est un des éléments caractéristiques du délit, et qui était mentionnée dans la question, la déclaration du jury doit être complétée par une nouvelle délibération (1).

3272. *Recélé* :

Quand le jury, malgré une question bien posée, répond que l'accusé est coupable de recélé, sans mentionner que c'est *sciemment*, sa déclaration incomplète légitime le renvoi (2); — et, répondre que l'accusé *ne connaissait pas les circonstances du vol*, ce n'est pas répondre à cette interrogation : *savait-il que ces objets recélés provenaient du vol?* (3);

3273. Lorsque, dans une accusation de complicité de vol par aide et assistance, et, en outre, de recel d'objets obtenus au moyen de ce vol, le jury répond négativement à la question de complicité et n'émet aucune réponse à la question de recel, sa déclaration est incomplète : le président commet un excès de pouvoir en prononçant l'ordonnance d'acquittement, et la Cour d'assises aurait dû renvoyer le jury dans la salle de ses délibérations à l'effet de s'expliquer sur la question laissée sans réponse (4).

3274. *Tentative de vol* :

La déclaration est incomplète et insuffisante si, à une question de tentative de vol régulièrement posée, le jury répond : oui, l'accusé est coupable d'avoir tenté de voler, *vol qui a manqué son effet par des circonstances indépendantes de sa volonté*. Il y a dans cette réponse silence absolu sur

---

(1) Cass., 15 juin 1820 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*238 ; — 25 mai 1829 (M. Aumont, rapp.), DALLOZ, n° 3347.

(2) Rej., 13 août 1818 (M. Lecoutour, rapp.), *Bull.*368;—7 avril 1827 (M. Mangin, rapp.), *Bull.*216 ;—Cass., 14 septembre 1832 (M. de Crouseilhes, rapp.), *Bull.*490 ;—12 janvier 1833 (M. Choppin, rapp.), *Bull.*16.

(3) Cass., 21 mai 1812 (M. Liborel, rapp.), *Bull.*226.

(4) Cass., 1er juillet 1841 (M. Rives, rapp.), *Bull.*311.

le commencement d'exécution qui, aux termes de l'article 2 du Code pénal, est un des caractères substantiels de la tentative criminelle (1).

3275. *Vol :*

Si, consulté sur une soustraction frauduleuse, le jury répond : *oui, l'accusé est coupable de soustraction*, comme sa réponse ne mentionne pas la fraude qui est un élément constitutif, sa déclaration est incomplète et nécessite le renvoi dans la chambre des délibérations (2).

§ 5. — *Renvoi au cas de réponses contradictoires.*

N° 3276. Sous le Code de l'an IV, après avoir un instant nié le droit de renvoi, en cas de réponses contradictoires, on en reconnut la légalité.

3277. Depuis notre Code d'instruction criminelle, la jurisprudence n'a jamais hésité.

3278. Indication des cas où le vice de contradiction peut se produire. — L'ordre alphabétique adopté rend inutile la classification des arrêts dans l'un de ces cas.

3279. *Assassinat :* Affirmation du crime et dénégation de la volonté, du guet-apens et de la préméditation.

3280. *Accusé déclaré tout à la fois auteur et complice :* exemples de cette contradiction en matière de recel, — de détournement de mineure, — de tentative de meurtre.

3281. *Quid* lorsqu'il y a plusieurs accusés ?

3282. *Banqueroute frauduleuse :* Soustraction d'effets et absence d'intention du crime ;

3283. Livres offrant la véritable situation et dette passive collusoire.

3284. Négation de faits déterminés de détournement et culpabilité du complice.

3285. *Bigamie :* Bonne foi reconnue et déniée.

3286. *Circonstances aggravantes* matérielles déclarées pour un

---

(1) Cass., 18 avril 1816 (M. Aumont, rapp.), *Bull.* 44; — 10 décembre 1818 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.* 451.

(2) Cass., 26 octobre 1815 (M. Robert de Saint-Vincent, rapp.), *Bull.* 125; —10 avril 1818 (M. Lecoutour, rapp.), *Bull.* 128 ;—20 juillet 1826 (M. d'Aubers, rapp.), *Bull.* 406 ;—5 mars 1835 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* 103.

accusé et déniées pour un coaccusé. — Exemple, de maison habitée en matière d'incendie ; — renvoi du jury dans sa chambre ;

3287. Même contradiction en cas d'affirmation des circonstances aggravantes pour l'auteur principal et de dénégation à l'égard du complice. — Exemples tirés de l'escalade, de nuit, de maison habitée, d'effraction, de port d'armes apparentes ou cachées ;

3288. Il en est de même de la préméditation et du guet-apens : — Exemple en matière de tentative de meurtre ; — renvoi du jury dans sa chambre ;

3289. Effraction et maison non servant à l'habitation ;

3390. Négation de la circonstance de vol dans dépendances de maison habitée et affirmation de la circonstance de fausse clef pour y pénétrer.

3291. *Complicité* : Déclaration contradictoire sur ses éléments constitutifs.

3292. *Conspiration* : Contradiction entre ce fait et l'absence d'intentions criminelles.

3293. *Coups et blessures* : Volonté et absence du dessein du crime, ou volonté et imprudence : renvoi du jury dans sa chambre.

3294. *Empoisonnement* : Dessein d'empoisonner, absence de préméditation ; — substances de nature à donner la mort, et simplement nuisibles.

3295. *Évasion* : Connivence et absence d'intention criminelle.

3296. *Faux* : Déclaration qu'un accusé est seul auteur du crime, et qu'un autre accusé y a participé ;

3297. Registre falsifié dans l'intention de commettre une escroquerie, et absence de l'intention de nuire ;

3298. Faux en écriture privée et faux en écriture de commerce pour les mêmes billets ;

3299. Faux commis frauduleusement, mais non dans le dessein de nuire ;

3300. Notaire non coupable comme auteur de faux dans l'exercice de ses fonctions, déclaré complice.

3301. *Faux témoignage* : Quand il est reconnu, il est exclusif de la bonne foi ;

3302. La complicité ne peut exister quand ce crime n'existe pas : il en serait autrement de la subornation de témoins.

3303. *Homicide volontaire* : Dire qu'il a été commis, mais non méchamment et à dessein, c'est se contredire ;

3304. Contradiction entre l'homicide par négligence et la participation à l'homicide méchamment et à dessein de nuire ;

3305. Ou entre la déclaration de culpabilité et la déclaration qu'il

n'y a pas eu volonté; — ou qu'il a été commis sans intention : renvoi du jury dans sa chambre;

3306. Ou entre la déclaration négative sur les coups portés avec intention de donner la mort et affirmative sur la tentative d'homicide volontaire.

3307. *Incendie* : Commis à dessein de nuire, et sans intention du crime; — préjudice causé ou éventuel à une compagnie d'assurances;

3308. Maison non habitée quant à l'auteur principal, et maison habitée quant au complice : renvoi du jury dans sa chambre.

3309. *Infanticide* : Accusée coupable de simple négligence, et déclarée en même temps coupable d'avoir aidé l'auteur de l'homicide sciemment et à dessein du crime.

3310. *Parricide* : Fils non auteur principal, simple complice; second accusé complice du fils qui a volontairement homicidé son père.

3311. *Préméditation et guet-apens* : Guet-apens affirmé et préméditation repoussée.

3312. *Ratures* et interlignes non approuvées.

3313. *Rébellion* avec violences et voies de fait envers les agents de la force publique exclusive de la bonne foi.

3314. *Subornation de témoins* : Déclaration négative sur ce fait et affirmative sur la complicité de faux témoignage par provocation ou par instructions.

3315. *Tentative* qui n'a été *exécutée* que par une cause étrangère à la volonté de l'accusé;

3316. Tentative de meurtre avec préméditation, mais sans les circonstances constitutives : renvoi du jury dans sa chambre;

3317. Affirmation de la tentative de meurtre et déclaration qu'il n'est pas constant que l'accusé ait tiré le coup de fusil;

3318. Tentative affirmée et commencement d'exécution repoussé; nécessité du renvoi du jury dans sa chambre.

3319. *Vol* : Intention de s'approprier, mais pas intention du crime; — soustraction non frauduleuse, mais par abus de confiance : renvoi du jury dans sa chambre;

3320. Négation du concours de plusieurs personnes et cependant accusé condamné comme complice; — ou plusieurs accusés condamnés comme coauteurs : renvoi du jury dans sa chambre;

3321. Négation du vol et affirmation que l'accusé a maraudé avec escalade;

3322. Déclaration que l'accusé est auteur et recéleur;

3323. Fraude non mentionnée dans la réponse à une première ques-

tion sur une soustraction et affirmée dans la réponse à une deuxième question : renvoi du jury dans sa chambre.

3324. Circonstances de domesticité affirmée quant à l'auteur principal, et repoussée quant au complice ; — situation inverse.

3276. Sous le Code de l'an IV, on avait commencé par juger que le droit de renvoyer le jury dans sa chambre était fondé alors seulement qu'il s'agissait de déclarations irrégulières pour contraventions aux règles prescrites par la loi relativement aux formes extrinsèques ; mais bientôt la jurisprudence s'élargit, et l'on tint pour motif suffisant du renvoi la contradiction dans les réponses qui, affirmant et niant en même temps, ne pouvaient toutes sortir à effet.

Ainsi, disait-on, est nulle une déclaration qui « présente dans son ensemble des incohérences et des contradictions manifestes » (1) ; — une déclaration contradictoire « ne peut servir de base ni à un acquittement, ni à une application de la loi pénale » (2) ; — on affirmerait même avec raison « qu'il ne peut exister de déclaration formelle lorsque les réponses du jury sont inconciliables et contradictoires » (3), — et, qu'au contraire, « une déclaration tout à la fois négative et affirmative, qui, en même temps, dénie la réalité du crime, et affirme cependant la culpabilité, non-seulement n'est pas légale, mais n'est pas même une déclaration, puisqu'elle se dément et se détruit par sa contrariété » (4).

3277. Depuis notre Code d'instruction criminelle, on considère également que « pour servir de base à une con-

---

(1) Cass., 16 floréal an VIII (M. Viellard, rapp.), *Bull.* de l'an VIII, t. 2, p. 66.

(2) Cass., 4 floréal an X (M. Barris, rapp.), *Bull.*309.

(3) Cass., 19 floréal an IX (M. Busschop, rapp.), *Bull.*321.

(4) Cass., 6 août 1807 (M. Babille, rapp.), *Bull.*326.

damnation, les questions soumises au jury et ses réponses doivent être claires, précises et concordantes ; au contraire, lorsqu'elles impliquent contradiction, elles se détruisent mutuellement et demeurent sans effet » (1). En conséquence, il est de règle que, à de telles déclarations, le droit de renvoi est attaché sans contestation (2).

3278. La contradiction est le plus fréquent des vices qui peuvent atteindre la déclaration du jury : aussi est-ce celui qui a appelé le plus souvent l'intervention des Cours d'assises et de la Cour de cassation.

Il peut y avoir contradiction :

Dans les réponses sur la culpabilité, c'est-à-dire sur l'intention criminelle ;

Dans les réponses concernant les éléments constitutifs du crime ;

Dans les réponses relatives aux circonstances aggravantes ;

Dans les réponses aux questions posées sur la complicité ;

Dans les réponses touchant la tentative ;

Enfin, dans les réponses aux questions qui comprennent plusieurs accusés.

Tous ces cas comporteraient, peut-être, une classification particulière ; mais grâce à l'ordre alphabétique que j'ai choisi et qui me permet de mettre en lumière chacune des espèces, je puis éviter ces nombreuses divisions qui multiplient les recherches et occasionnent des erreurs.

3279. *Assassinat :*

Est nulle, comme entachée de contradiction, la déclaration du jury portant, d'une part, que l'accusé est cou-

---

(1) Cass., 27 septembre 1827 (M. Choppin, rapp.), *Bull.*786.

(2) Rej., 10 juillet 1856 (M. Jallon, rapp.), *Bull.*404 ;—Cass., 12 avril 1861 (M. Sénéca, rapp.), *Bull.*129.

pable d'assassinat, et ajoutant, d'autre part, que le crime *n'est point accompagné des circonstances de la volonté et du guet-apens*. En effet, « si l'accusé est coupable du crime de meurtre, il est impossible qu'il ait agi involontairement, et, s'il a agi involontairement, il n'est pas moins impossible qu'il soit coupable du crime de meurtre : ces deux parties de la déclaration se détruisent donc mutuellement, et elles n'établissent ni la culpabilité ni l'innocence [1] ;

Est contradictoire et motive le renvoi des jurés dans leur chambre, la déclaration qui, en matière d'assassinat, porte que l'accusé est coupable, mais qu'il n'y a pas eu préméditation. En effet, selon la définition donnée par l'art. 296 du Code pénal, le meurtre commis sans préméditation ou guet-apens n'est plus un assassinat, il est un meurtre [2].

3280. *Auteur et complice :*

Lorsqu'il n'y a qu'un seul accusé, les réponses sont contradictoires si elles déclarent que l'accusé est coupable comme auteur principal du crime et aussi comme complice de ce même crime.

Ainsi : en matière de vol, « le *recel* de la chose volée se constitue par un fait *subséquent* au vol ; ce fait, indépendant du vol en lui-même, est, par sa nature, exclusif de toute participation à ce vol, et il ne peut, dès lors, être imputé qu'au tiers qui, recevant sciemment les choses obtenues à l'aide d'un crime, est seulement assimilé au complice quant à l'application de la peine, par l'art. 62 du Code pénal. Il résulte de là que les déclarations du jury qui imputent à un accusé une participation directe au

---

(1) Cass., 2 juillet 1813 (M. Aumont, rapp.), *Bull.* 353.

(2) Rej., 13 septembre 1816 (M. Pajot de Marcheval, rapp.), DALLOZ, n° 3319.

vol et, en même temps, le recel des choses procurées par ce crime, sont inconciliables entre elles » (1);

Il en est de même, en matière de détournement de mineure, de la déclaration que l'accusé est coupable d'avoir été l'auteur du détournement et, en même temps, d'en avoir été le complice (2);

De même encore, en matière de tentative de meurtre : l'auteur d'un coup de fusil qui a réalisé la tentative, ne saurait être en même temps le complice de celui qui a tiré ce coup de fusil, c'est-à-dire de lui-même (3).

3281. *Auteurs et complices :*

Mais, dans une accusation poursuivie contre deux ou plusieurs accusés, ne pourrait-on, sans contradiction, déclarer qu'ils sont en même temps auteurs principaux d'un crime et aussi complices de ce même crime, soit par aide et assistance, soit par recélé? — Un premier arrêt a jugé que si, sur une accusation de vol, deux accusés sont déclarés coupables tout à la fois comme auteurs et comme complices, il y a ambiguïté et même contradiction motivant l'invitation aux jurés de procéder à une délibération nouvelle (4). — Mais un deuxième arrêt, beaucoup plus récent, a décidé, au contraire, que chacun des accusés pouvait, sans que les réponses fussent contradictoires, être déclaré auteur et complice par recélé du même vol commis par son coaccusé (5).

3282. *Banqueroute frauduleuse:*

Le jury, après avoir répondu que l'accusé avait sous-

---

(1) Cass., 29 juin 1848,—sur mes conclusions—(M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*287;—16 mai 1850 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*246.

(2) Cass., 12 avril 1861 (M. Sénéca, rapp.), *Bull.*129.

(3) Cass., 10 octobre 1816 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*170.

(4) Cass., 27 août 1831 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*353.

(5) Rej., 3 juillet 1856 (M. Jallon, rapp.), *Bull.*398. — Voir *infrà*, n° 3378.

trait des effets à dessein *de tromper ses créanciers*, a répondu ensuite que le même accusé avait aidé et assisté à la même soustraction, *sans aucune intention du crime* : ces deux réponses, contenues dans la même déclaration, sont évidemment contradictoires et destructives l'une de l'autre » (1);

3283. Il y a inconciliabilité et contradiction entre les déclarations du jury portant, d'une part, que l'accusé de banqueroute a justifié de l'emploi de toutes ses recettes et que ses livres offraient sa véritable situation active et passive, et, d'autre part, qu'il a supposé une dette passive collusoire, en faisant des écritures simulées ou en se constituant, sans cause ni valeur, débiteur par des engagements sous seing privé (2);

3284. Quand le jury a résolu négativement les questions posées contre le failli auquel sont imputés des faits déterminés de détournement, il ne peut déclarer un autre individu coupable comme complice de ces mêmes détournements. En écartant le crime qui, par sa nature même, ne peut avoir été commis par d'autres que par le failli, le jury, « par là même, rendait inopérantes ses réponses affirmatives sur la prétendue complicité » (3).

3285. *Bigamie :*

Il y a contradiction, et, par suite, nullité dans la déclaration du jury qui, sur une accusation de bigamie, porte, d'une part, que l'accusé était de bonne foi, lors de son second mariage, sur la non-existence du premier, et, d'autre part, que l'exception de bonne foi par lui présentée n'est pas prouvée (4).

---

(1) Cass., 19 floréal an IX (M. Busschop, rapp.), *Bull.*321, cité n° 3276.

(2) Cass., 18 mars 1826 (M. Bernard, rapp.), *Bull.*138.

(3) Cass., 19 avril 1849, — sur mes conclusions — (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*139.—Voir *suprà*, n° 2988.

(4) Cass., 12 ventôse an VII (M. Lamagdelaine, rapp.), *Bull.*2 de l'an VII, 155.

3286. *Circonstances aggravantes :*

Le jury, après avoir reconnu à l'égard d'un accusé l'existence des circonstances aggravantes matérielles de maison habitée et en réunion de deux personnes, se met en contradiction avec lui-même, si, à l'égard d'un *coaccusé*, il déclare que ces mêmes circonstances aggravantes n'existent pas. Ces circonstances portent sur des faits identiques, qui, s'ils sont pour l'un, sont nécessairement pour l'autre. En ce cas, il y a lieu de renvoyer les jurés dans leur chambre [1] ; — Par exemple, si, en matière d'incendie, sur la circonstance aggravante de maison habitée, le jury répond, pour un accusé : *oui*, et *non* pour un coaccusé [2] ;

3287. Le jury se contredit lui-même, si, sur une accusation de vol, il déclare l'accusé principal coupable avec des circonstances aggravantes matérielles, par exemple, d'escalade, de nuit, de maison habitée, d'effraction, de port d'armes apparentes ou cachées, et si, en reconnaissant la culpabilité de l'accusé *de complicité*, sans constater que le complice les ignorait, il nie l'existence de ces mêmes circonstances aggravantes. « Ces réponses sont, à la fois, affirmatives et négatives sur les circonstances aggravantes d'un seul et même fait, circonstances qui n'ont pu varier ; elles sont contradictoires et inconciliables, et elles se démentent elles-mêmes » [3] ;

---

(1) Cass., 29 avril 1847 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*143.

(2) Cass., 21 juin 1850 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*306. — Voir *infrà*, n° 3369.

(3) Cass., 8 janvier 1848, — sur mes conclusions — (M. de Boissieux, rapp.), *Bull.*10 ;—Conformes : Cass., 12 juillet 1839 (M. Voysin de Gartempe fils, rapp.), *Bull.*345 ;—3 octobre 1839 (M. de Crouseilhes, rapp.), D.p.40.1.373 ;—29 avril 1847 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*143 ;—4 juillet 1850 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*319 ;—24 juillet 1851,—sur mes conclusions — (M. de Glos, rapp.), *Bull.*462 ;—21 mars 1857 (M. V. Fou-

3288. Il en serait de même s'il s'agissait des circonstances aggravantes de préméditation et de guet-apens.— Ainsi, dans une accusation de tentative de meurtre, sur des questions régulièrement posées, le jury avait déclaré l'auteur principal coupable avec les circonstances aggravantes de préméditation et de guet-agens. Le jury avait ensuite à fixer le sort d'un individu accusé de complicité pour avoir provoqué à cette action par des dons et promesses, pour avoir donné des instructions pour la commettre, et pour avoir procuré l'arme qui avait servi à la commettre, sachant qu'elle devait y servir. Sur cette accusation de complicité, des questions relatives aux circonstances aggravantes de préméditation et de guet-apens furent posées quoique doublement inutiles; elles étaient inutiles, d'abord, parce que la nature même de la complicité supposait nécessairement la préméditation ; ensuite, parce que le complice devait être puni de la même peine que l'auteur principal. Le jury reconnut la complicité avec tous ses caractères légaux ; mais, par une inconséquence frappante, il fit une réponse négative sur l'existence des circonstances aggravantes. La Cour d'assises, « au lieu de renvoyer les jurés dans la chambre de leurs délibérations pour faire disparaître la contradiction qui ressortait de leurs réponses à des questions surabondamment posées », appliqua la peine en conformité de cette déclaration : sur le pourvoi du ministère public, son arrêt a été cassé dans l'intérêt de la loi [1] ;

3289. La contradiction existe dans la déclaration que

---

cher, rapp.), *Bull.*186 ; — 26 mars 1861 (M. Plougoulm, rapp.), *Bull.* 102 ; — 1er février 1866 (M. de Gaujal, rapp.), *Bull.*55.

[1] Cass., 19 janvier 1838 (M. Voysin de Gartempe fils, rapp.), *Bull.* 29 ; — 20 juin 1861 (M. de Meynard de Franc, rapp.), *Bull.*216. — Voir *infrà*, nos 3308 et 3324.

l'accusé a commis le vol *avec effraction extérieure*, et dans une *maison non servant à l'habitation* (1) ;

3290. Sont contradictoires et inconciliables ces deux réponses que, d'une part, une soustraction frauduleuse *n'a pas été commise dans les dépendances d'une maison habitée* et que, d'autre part, elle a eu lieu à l'aide *d'une fausse clef pour pénétrer dans les dépendances d'une maison habitée* (2).

3291. *Complicité :*

On doit annuler un arrêt de condamnation lorsque les jurés, interrogés sur les différents faits élémentaires de la complicité, ont fait des réponses qui se détruisaient les unes par les autres et ne présentaient aucun résultat clair, aucun fait précis (3).

3292. *Conspiration :*

Dire qu'un accusé a *conspiré* avec des chouans, et déclarer en même temps qu'il *n'a pas agi dans des intentions criminelles*, c'est porter une déclaration contenant « une contradiction frappante » (4).

3293. *Coups et blessures :*

Les jurés tombent « dans une malheureuse inconséquence » en déclarant que l'accusé est auteur d'excès et de blessures, qu'il a agi volontairement, mais qu'il ne les a pas commis méchamment et à dessein du crime (5) ;

De même la Cour doit renvoyer le jury dans la chambre de ses délibérations quand, sur une accusation de coups

---

(1) Cass., 30 avril 1852 (à mon rapport), *Bull.*264. — Voir *infrà*, n° 3372.

(2) Cass., 26 juillet 1860 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*312.

(3) Cass., 23 juillet 1812 (M. Benvenutti, rapp.), *Bull.*324.

(4) Cass., 28 germinal an VII (M. Rupérou, rapp.), *Bull.*2 de l'an VII, 332 ;—19 prairial an X (M. Muraire, rapp.), *Bull.*354.

(5) Cass., 4 messidor an XI (M. Liger-Verdigny, rapp.), *Bull.*284 ;—26 vendémiaire an XIV (M. Aumont, rapp.), *Bull.*402.

et blessures volontaires, il rend une déclaration ainsi conçue : *oui, l'accusé est coupable, mais par imprudence.* « Il y a, dans cette réponse, contradiction ou obscurité, car des coups portés volontairement ne sauraient l'avoir été en même temps par imprudence. Il y a, en outre, excès de pouvoir, puisque aucune question n'avait été posée au jury sur un prétendu délit de blessures par imprudence, qui ne résultait ni de l'acte d'accusation ni des débats » (1).

3294. *Empoisonnement :*

La contradiction entache la déclaration du jury qui, après avoir reconnu que l'accusé est convaincu d'avoir mêlé de l'arsenic dans les aliments d'une personne, volontairement et *dans le dessein de l'empoisonner*, ajoute *qu'il n'y a pas eu préméditation.* « Dans l'espèce, les deux circonstances de la volonté et de la préméditation étaient inséparables par la nature du fait », et ces deux réponses s'anéantissent l'une l'autre (2) ;

La contradiction existe également lorsque le jury déclare, d'un côté, que les substances mêlées dans les aliments sont de *nature à donner la mort* et, d'un autre côté, qu'elles ont *seulement l'effet d'être nuisibles à la santé* (3).

3295. *Évasion :*

Il existe une incohérence et une contradiction « d'une évidence palpable », dans la déclaration du jury que l'accusé est convaincu d'avoir, *par connivence,* procuré l'évasion d'un détenu, *mais qu'il n'a pas agi dans une intention criminelle* (4).

---

(1) Cass., 9 septembre 1826, — intérêt de la loi — (M. Brière, rapp.), *Bull.*490.

(2) Cass., 26 vendémiaire an XIV (M. Audier-Massillon, rapp.), *Bull.* 399.

(3) Cass., 21 juin 1850 (M. de Boissieux, rapp.), D.P.50.5.122.

(4) Cass., 3 frimaire an XIII (M. Aumont, rapp.), *Bull.*41.—NOTA. Cet arrêt porte sur un fait qui n'est plus aujourd'hui, comme sous le Code

3296. *Faux :*

Sont incohérentes et destructives les unes des autres les réponses du jury qui, « après avoir émis son vœu que le faux objectif de l'acte d'accusation n'avait pas été commis par plusieurs et qu'un accusé en était *seul auteur*, a cependant déclaré *qu'un autre accusé y avait participé* » (1);

3297. La déclaration que, d'une part, un maire a falsifié l'écriture d'un registre volontairement, malicieusement et *dans l'intention de commettre une escroquerie*, et que, d'autre part, il n'est pas constant qu'il eût commis le faux *dans l'intention de nuire*, contient à la fois l'affirmation et la négation du même crime, et elle se détruit elle-même (2);

3298. Après avoir posé, comme résultant de l'acte d'accusation une question de faux en *écriture privée*, le président posa encore, comme résultant des débats, celle de faux en *écriture de commerce*, par l'altération des mêmes billets et avec les mêmes circonstances : la déclaration du jury ayant été uniformément affirmative sur les deux questions, ses réponses « présentaient contradiction et laissaient au moins de l'incertitude sur le point de savoir si, dans l'exercice de l'attribution illégale qui lui était offerte, le jury avait entendu juger que les faits par lui reconnus constants avaient le caractère de faux en écriture privée ou de faux en écriture de commerce » (3);

3299. La déclaration contient contradiction si, portant que l'accusé est coupable d'avoir *frauduleusement* commis le faux à lui imputé, elle ajoute : *mais non dans le*

---

de l'an IV, un crime; mais le principe survit à la modification de la peine.

(1) Cass., 26 thermidor an VIII (M. Liger-Verdigny, rapp.), *Bull.*, t. 2 de l'an VIII, 324.—Voir *infrà*, n° 3320.

(2) Cass., 29 février 1812 (M. Oudart, rapp.), *Bull.*85.

(3) Cass., 7 octobre 1825 (M. Chantereyne, rapp.), *Bull.*555 ;—Analogue : Cass., 8 octobre 1835 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*464.

dessein de nuire. La Cour d'assises a donc dû provoquer une nouvelle déclaration [1] ;

3300. Dans une accusation de faux par supposition de personnes par un notaire dans l'exercice de ses fonctions, il y a contradiction, obscurité et inconciliabilité entre les deux réponses par lesquelles le jury déclare, d'un côté, que l'accusé n'a pas commis le crime et, d'un autre côté, le reconnaît complice du même crime pour avoir, avec connaissance, aidé ou assisté l'auteur ou les auteurs de l'action dans les faits qui l'ont préparée, facilitée ou consommée [2].

3301. *Faux témoignage :*

En déclarant un accusé convaincu d'avoir rendu un faux témoignage et non convaincu de l'avoir fait sciemment et dans le dessein du crime, le jury a donné deux déclarations contradictoires et inconciliables, dont l'une détruit l'autre, « puisqu'un faux témoignage est toujours essentiellement criminel, et ne peut être accompagné d'aucune circonstance qui lui ôte ce caractère » [3] ;

3302. « Si, lorsqu'il s'agit de la subornation de témoins, qui est un mode spécial de complicité de faux témoignage, la déclaration de non-culpabilité de l'auteur principal n'implique pas contradiction avec la déclaration de culpabilité du suborneur, pourvu toutefois que le fait du faux témoignage ait été déclaré constant, il n'en saurait être ainsi au cas de la complicité ordinaire prévue par l'article 60 du Code pénal ; en effet, il est de principe qu'il ne peut y avoir de complicité sans que le crime ait été déclaré constant et que le crime n'existe que lorsque

---

(1) Rej., 30 juillet 1829 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), DALLOZ, n° 3319.

(2) Cass., 16 avril 1842 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.* 147.

(3) Cass., 1er messidor an XIII (M. Seignette, rapp.), *Bull.* 276.

celui qui a été reconnu l'auteur du fait qui le constitue a été déclaré coupable » (1).

3303. *Homicide volontaire :*

Est nulle, comme contradictoire, la déclaration du jury portant, d'une part, que des accusés ont commis un homicide volontaire et sans y être forcés par la nécessité actuelle de la légitime défense de soi-même, et ajoutant, d'autre part, *qu'ils n'ont pas commis ledit homicide méchamment et à dessein*. « Ces deux propositions se choquent et se détruisent, de manière qu'on peut dire qu'il n'existe pas de déclaration, et qu'alors le président n'a pas pu acquitter les accusés » (2).

3304. La déclaration du jury que l'accusé est coupable d'*homicide par négligence* et en même temps qu'il est coupable d'avoir participé au même homicide *méchamment et à dessein de nuire*, « loin d'être une, conséquente et cohérente dans toutes ses parties, est, au contraire, tout à la fois négative et affirmative; elle se dément et se détruit par sa contrariété » (3).

3305. Lorsque, sur une accusation de complicité d'homicide volontaire commis avec préméditation et guet-apens, le jury répond que l'accusé est coupable, *mais sans aucune des circonstances et même sans la volonté*, sa déclaration est contradictoire et nulle, et elle ne peut même pas motiver une condamnation correctionnelle pour homicide par imprudence (4) ;

---

(1) Cass., 3 juillet 1851 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*413.—Voir *suprà*, n° 2990 et *infrà*, n° 3421.

(2) Cass., 4 brumaire an VII (M. Dutocq, rapp.), *Bull.*, t. 1er de l'an VII, p. 170 ;—17 brumaire an VIII (M. Harzé, rapp.), *Bull.*, t. 1er de l'an VIII, p. 208 ; — 4 messidor an XI (M. Liger-Verdigny. rapp.), *Bull.*285 ; — 20 novembre 1806 (M. Vergès, rapp.), *Bull.*343.

(3) Cass., 6 août 1807 (M. Babille, rapp.), *Bull.*326.

(4) Cass., 8 décembre 1826,—intérêt de la loi—(M. Busschop, rapp.), *Bull.*725.

Il en est de même si, après avoir reconnu la culpabilité, la réponse ajoute que l'accusé a agi *sans intention*, par conséquent sans volonté, et la Cour d'assises doit provoquer une nouvelle délibération du jury [1].

3306. L'homicide volontaire impliquant nécessairement l'intention de donner la mort, il y a contradiction dans la déclaration du jury qui, négative sur une question de coups portés avec l'intention de donner la mort, est cependant affirmative sur une question subséquente de tentative d'homicide volontaire [2].

3307. *Incendie :*

En décidant que l'accusé avait commis des incendies *à dessein de nuire, mais qu'il ne les avait pas commis dans l'intention du crime*, les jurés ont rendu deux décisions contradictoires et qui se choquent entre elles : « alors il s'ensuit qu'il n'y a pas eu de déclaration » [3] ;

De même, il y avait lieu à renvoi du jury dans la chambre de ses délibérations, dans l'espèce suivante : sur une accusation d'incendie, deux questions avaient été posées : l'une, conforme à l'arrêt de renvoi, de savoir si l'accusé était coupable d'avoir volontairement mis le feu à des bâtiments *lui appartenant*, DANS LE BUT DE PORTER PRÉJUDICE *à la compagnie à laquelle ces bâtiments étaient assurés*, et le jury répondit affirmativement; l'autre, résultant des débats, demandait si l'accusé était coupable « d'avoir, au moyen dudit incendie, CAUSÉ UN PRÉJUDICE *à la compagnie d'assurance, soit en l'obligeant à payer la prime d'assurance, soit en la grevant d'un procès dispendieux*, » et la réponse du jury fut négative. « Ces deux questions ne différaient point

---

(1) Rej., 18 juin 1830 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.* 394.

(2) Cass., 26 novembre 1857 (M. Séneca, rapp.), *Bull.* 590.

(3) Cass., 9 messidor an VIII (M. Dutocq, rapp.), *Bull.*, t. 2 de l'an VIII, p. 206.

dans leur substance ; elles ne présentaient, l'une par rapport à l'autre, aucune modification légale du fait incriminé et elles emportaient, au contraire, identité de qualification ; néanmoins, la déclaration du jury a été, sur la première de ces questions : *oui, à la majorité*, et sur la seconde : *non* ; ces deux déclarations sont donc substantiellement inconciliables et elles se contredisent » (1);

3308. Le jury, après avoir déclaré, en ce qui concerne l'auteur principal, que la maison à laquelle le feu a été mis n'était pas habitée, a déclaré, en réponse à une question postérieure, relative à l'individu poursuivi pour complicité du même incendie, que la même maison était habitée. « Ces deux réponses, qui s'appliquent à un fait identique, relevé dans les mêmes circonstances, à l'égard de l'auteur principal et du complice du même fait, révèlent une contradiction manifeste dans la déclaration du jury, et, par conséquent, cette déclaration ne pouvait servir de base légale à une condamnation » (2).

3309. *Infanticide :*

Le jury porte une déclaration incohérente et contradictoire quand, après avoir reconnu qu'il est constant que l'homicide d'un enfant nouveau-né a été l'effet de la *négligence* de l'accusée, « ce qui écarte de cet événement toute idée de crime », il ajoute que cette accusée est convaincue d'avoir aidé l'auteur de l'homicide *sciemment et à dessein du crime* (3).

3310. *Parricide :*

La contradiction existe dans ce cas : un fils, accusé de parricide, est déclaré non coupable comme auteur princi-

---

(1) Cass., 24 septembre 1857 (M. Sénéca, rapp.), *Bull.*547.

(2) Cass., 21 juin 1850 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*306. — Voir *suprà*, n°s 3287 et 3288, et *infrà*, n° 3324.

(3) Cass., 6 août 1807 (M. Babille, rapp.), *Bull.*326. — Voir *infrà*, n° 3410.

pal, mais coupable simplement comme complice ; puis, dans une question concernant un second accusé, qui, lui, est présenté comme complice du fils, lequel, dit la question, *aurait volontairement homicidé son père*, le jury répond : *oui*. Ces deux réponses sont inconciliables, puisque le fils est considéré ici comme auteur principal et là seulement comme complice [1].

3311. *Préméditation et guet-apens :*

« Le guet-apens ne peut exister sans préméditation, et il la suppose essentiellement » ; « il implique nécessairement le dessein formé à l'avance de commettre le crime; » conséquemment la déclaration du jury portant qu'il y a eu guet-apens et tout à la fois qu'il n'y a pas eu préméditation, « contient évidemment une contradiction qui en détruit les parties substantielles, et lui ôte tout sens et tout résultat ». En tenant cette déclaration pour concluante et régulière, au lieu de renvoyer le jury dans la chambre de ses délibérations, la Cour d'assises donne lieu à l'annulation de son arrêt [2].

Mais, au contraire, la préméditation peut exister sans guet-apens [3].

3312. *Ratures :*

La déclaration devient contradictoire lorsque, sur la même question, il existe deux réponses complètes, l'une négative et raturée, mais sans approbation ; l'autre affirmative, intercalée au moyen d'une interligne non approu-

---

(1) Cass., 10 décembre 1852 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*664.

(2) Cass., 4 juin 1812 (M. Bauchau, rapp.), *Bull.*260 ; — 15 septembre 1842 (M. Rives, rapp.), *Bull.*367 ; — 1er septembre 1843 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*384 ; — 16 août 1844 (M. Barennes, rapp.), *Bull.*413; — 4 mars 1847 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*77 ; — 15 septembre 1853 (M. Jallon, rapp.), *Bull.*524.

(3) Voir *suprà*, n° 2927, p. 366, note 7.

vée [1];—de même, la rature non approuvée du mot *non*, auquel, également sans approbation, a été substitué le mot *oui*, établit une contradiction qui rend la réponse inefficace [2].

3313. *Rébellion :*

« La conviction, déclarée par les jurés, que l'accusé avait opposé des violences et voies de fait contre les dépositaires de la force publique, pour se soustraire au paiement de ses contributions et à l'exécution du mandat décerné contre lui, rendait contradictoire l'autre partie de leur déclaration que cet accusé avait agi *sans intention du crime* » [3].

3314. *Subornation de témoins :*

Il y a contradiction dans la déclaration qui, à raison du même fait, est négative sur la question de subornation de témoins, laquelle n'est qu'un mode spécial de complicité de faux témoignage, et affirmative sur la complicité de faux témoignage, par provocation ou par instruction donnée pour commettre le crime [4].

3315. *Tentative :*

Il y a déclaration incohérente et contradictoire dans la réponse qui déclare un individu coupable de tentative et qui cependant déclare que cette tentative *n'a été exécutée que par une cause étrangère à la volonté de l'accusé* [5];

3316. Dans une accusation de tentative de meurtre avec préméditation, laquelle tentative, dit la question, a été manifestée par des actes extérieurs, et suivie d'un commencement d'exécution qui n'a manqué son effet que

---

(1) Cass., 15 avril 1853 (à mon rapport), *Bull.*203.

(2) Cass., 20 décembre 1855 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*636. — Voir *suprà*, n°s 3163 et suivants.

(3) Cass., 4 messidor an XI (M. Liger-Verdigny, rapp.), *Bull.*285.

(4) Cass., 19 juin 1857 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*365.

(5) Cass , 22 décembre 1815 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*146.

par des circonstances fortuites, indépendantes de la volonté de l'accusé, le jury répondit : *oui, sans les circonstances*. Par cette réponse il était déclaré tout à la fois qu'il avait été commis une tentative de meurtre avec préméditation et que, cependant, les circonstances constitutives de la tentative criminelle n'existaient pas. « Il avait été ainsi émis deux opinions absolument inconciliables », et le devoir de la Cour d'assises était d'ordonner au jury de prendre une nouvelle délibération [1] ;

3317. En même matière, la question avait été ainsi formulée : l'accusé est-il coupable d'avoir volontairement tiré un coup de fusil au sieur Ducros, dont celui-ci a été atteint et blessé... ? Le jury répondit : « oui, sauf qu'ayant « été tiré deux coups de fusil presque en même temps, il « n'est pas constant que ce soit le coup tiré par l'accusé « qui ait atteint Ducros. » Cette déclaration fut considérée comme contradictoire [2] ;

3318. Dans la même matière encore, il y a contradiction manifeste dans la réponse déclarant l'accusé coupable d'avoir volontairement tiré un coup de fusil sur la victime atteinte de plusieurs blessures, et ajoutant cependant qu'il n'y a point eu commencement d'exécution [3]. C'est donc à bon droit qu'a été ordonné le renvoi des jurés dans leur chambre [4].

3319. *Vol :*

Des réponses « s'entre-détruisent mutuellement lorsque le jury, après avoir déclaré d'abord les accusés convaincus d'avoir détourné des objets *dans l'intention de se les approprier* au préjudice de ceux à qui ils appartenaient,

---

(1) Cass., 2 mai 1816 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*60.
(2) Cass., 10 octobre 1816 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*170.
(3) Cass., 7 octobre 1826 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.*197.
(4) Cass., 28 janvier 1830 (M. Brière, rapp.), *Bull.*52.

déclare ensuite que ces mêmes accusés *n'ont pas agi dans l'intention du crime* » (1) ; — ou lorsque, en déclarant un commis à gages coupable de soustraction au domicile et au préjudice de la maison de commerce dans laquelle il était employé, la déclaration ajoute que la soustraction *n'a pas été commise frauduleusement, mais seulement en abusant de la confiance de cette maison de commerce*. La Cour d'assises devait donc renvoyer les jurés dans leur chambre pour délibérer de nouveau et lever la contradiction de leur réponse (2);

3320. Après une réponse négative sur la circonstance de perpétration d'un vol en réunion de deux personnes, la déclaration du jury est contradictoire, si, malgré cela, elle déclare l'accusé coupable seulement comme complice, « ce qui suppose plusieurs auteurs » (3),—ou si, dans une accusation contre deux accusés, elle les reconnaît tous les deux coupables du même crime en qualité de coauteurs. En présence d'une telle contradiction, il y avait lieu, par la Cour d'assises, de renvoyer les jurés dans leur chambre (4);

Spécialement, interrogé sur la question de savoir si le demandeur était auteur de la soustraction frauduleuse, objet de l'accusation, le jury répondit affirmativement;— interrogé subsidiairement s'il était complice du même crime, le jury crut devoir également répondre affirmati-

---

(1) Cass., 26 nivôse an VII (M. Rupérou, rapp.), *Bull.*, t. 1er de l'an VII, p. 525; — 18 thermidor an VIII (M. Viellard, rapp.), *Bull.*, t. 2 de l'an VIII, p. 313.

(2) Cass., 11 février 1830 (M. Brière, rapp.), *Bull.*81.

(3) Cass., 26 ventôse an IX (M. Lassaudade, rapp.), *Bull.*248; — 31 juillet 1828 (M. Merville, rapp.), *Bull.*676 ;—11 novembre 1830 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*556.

(4) Cass., 23 mai 1846 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*190 ; — 11 février 1848 (même rapp.), *Bull.*61 ; — 25 novembre 1852 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*633.—Voir *suprà*, n° 3296.

vement ; — enfin, interrogé sur la circonstance de savoir si la soustraction frauduleuse avait été commise par deux personnes, il répondit négativement : « ces réponses successives impliquaient contradiction ; le demandeur n'avait pu être complice d'un fait dont il était l'auteur, lorsque ce fait avait été l'œuvre d'une seule personne ; ces déclarations du jury se détruisaient donc l'une par l'autre, et, dès lors, elles ne pouvaient servir de base à une application régulière de la peine » (1) ;

Dans ce même ordre d'idées, la contradiction existait dans une espèce où, après avoir déclaré l'accusé non coupable comme auteur principal et coupable comme recéleur, le jury déclara que ce même accusé avait commis la soustraction frauduleuse *de complicité avec un autre individu, en s'aidant et s'assistant mutuellement* (2) ;

3321. Sur une accusation de vol caractérisé, « le jury a répondu que les accusés n'avaient point volé, mais avaient *maraudé avec escalade* : cette réponse présente une contradiction évidente, et, de plus, les jurés ont répondu sur une question qui ne leur était pas soumise » (3) ;

3322. Il y a inconciliabilité dans cette double affirmation que l'accusé est à la fois l'auteur du vol et le recéleur des choses volées (4) ;

3323. Lorsque, sur une première question, l'accusé est déclaré coupable d'avoir soustrait certains objets mobiliers, sans que le jury ait mentionné la fraude qui est un élément constitutif du crime, et lorsque, sur une deuxième question, le jury répond que la soustraction a été frauduleuse et commise avec certaines circonstances énumé-

---

(1) Cass., 24 décembre 1834 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*513.
(2) Cass., 5 septembre 1839 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*449.
(3) Cass., 14 avril 1826 (M. Choppin, rapp.), *Bull.*193.
(4) Voir *suprà*, n° 3280.

rées, il y a contradiction entre ces deux réponses. En ce cas, le renvoi des jurés dans leur chambre est obligatoire [1];

3324. Après avoir reconnu que l'accusé principal de vol était coupable d'avoir commis le crime pendant qu'il était *domestique* à gages et au préjudice de son maître, le jury, s'expliquant ensuite à l'égard du complice et admettant sa culpabilité, se met en contradiction avec lui-même s'il nie la circonstance de domesticité [2]. Et, dans la situation inverse, il en est de même si l'auteur principal qualifié domestique a été acquitté, et si le complice est déclaré coupable de vol accompagné de la circonstance de domesticité [3].

§ 6. — *Renvoi au cas de réponses incertaines, ambiguës, obscures ou équivoques.*

N° 3325. Le jury a seul, à l'exclusion de la Cour, qualité pour expliquer ou interpréter sa déclaration incertaine, obscure ou équivoque.

3326. Le droit et le devoir de la Cour sont de renvoyer le jury dans la chambre de ses délibérations.

3327. Si la Cour n'ordonne pas cette mesure et applique la peine, selon sa propre interprétation, son arrêt est annulé.

3328. *Alternative :* Accusé déclaré auteur ou complice;

3329. Incertitude s'il y a crime ou délit;

3330. Incertitude de la complicité par tel ou tel moyen, dont l'un n'est pas punissable : renvoi du jury dans sa chambre;

3331. Question sur la culpabilité d'un accusé ou d'un autre accusé et réponse : *oui*.

3332. *Association de malfaiteurs* : Réponse de culpabilité sans les circonstances aggravantes : renvoi du jury dans sa chambre.

---

[1] Cass., 24 mars 1831 (M. Rives, rapp.), *Bull.*112; — 5 mars 1835 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*103.

[2] Cass., 14 septembre 1837 (M. Bresson père, rapp.), *Bull.*352.

[3] Cass., 20 septembre 1828 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.*800. — Voir *suprà*, n°s 3287, 3288 et 3308.

3333. *Attentat à la pudeur* : Applicabilité de la loi du 28 avril 1832.
3334. *Circonstances atténuantes* : Doute sur celui des accusés auquel elles s'appliquent : renvoi du jury dans sa chambre.
3335. *Complexité* : Réponse : *oui*, l'accusé est coupable faite collectivement à trois questions distinctes : renvoi du jury dans sa chambre.
3336. *Coups et blessures* : Réponses que l'accusé n'a pas fait volontairement une blessure, — que la blessure a été faite volontairement, sans intention de donner la mort, — et qu'il y a eu provocation : renvoi du jury dans sa chambre.
3337. *Discernement* : Réponse négative à cette question complexe : l'accusé était-il âgé de plus de seize ans et a-t-il agi avec discernement ? renvoi du jury dans sa chambre.
3338. *Faux* : L'ambiguïté de la réponse ne permet pas de délibérer sur l'application de la peine ;
3339. Réponse : oui, l'accusé a ajouté un mot à la quittance ; non, il n'en a pas fait sciemment usage ;
3340. Réponse : non, l'accusé n'est pas coupable du crime de faux *pour avoir*.....
3341. *Rébellion* : Incertitude sur l'attaque ou sur la résistance, mais sans voies de fait : renvoi du jury dans sa chambre.
3342. *Tentative* : Réponse : oui, par complicité : renvoi du jury dans sa chambre ;
3343. Incertitude de la réponse qui, au lieu de dire simplement : *oui*, énumère certaines circonstances aggravantes, sans mentionner les circonstances constitutives de la tentative : renvoi du jury dans sa chambre ;
3344. En matière de tentative de vol, réponse affirmative sur la complicité, négative sur les circonstances constitutives de la tentative, affirmative sur des circonstances aggravantes, et admettant des circonstances atténuantes : renvoi du jury dans sa chambre.
3345. *Vol* : Dire que l'accusé *y a participé*, ce n'est pas faire connaître s'il est auteur ou complice ;
3346. Seize chefs de vol ; complicité restreinte seulement à cinq de ces chefs ; réponse que le complice a assisté à un grand nombre de vols.

3325. Lorsque la déclaration ne traduit pas avec précision et clarté, d'une manière évidente et incontestable, la véritable pensée du jury, la Cour d'assises ne peut se permettre de chercher dans sa propre appréciation l'explication des réponses qui sont incertaines, obscures, ambi-

guës ou équivoques. Elle n'a qu'un droit et qu'un devoir, c'est de demander l'interprétation au jury lui-même.

Cette règle est, dès longtemps, affirmée, dans sa généralité, par les décisions dans lesquelles on lit :

« En se mettant à la place du jury, en énonçant ce qu'elle croit être sa pensée, que le secret de la délibération ne lui a pas permis de connaître, et qu'il ne lui appartient pas d'expliquer quand elle l'aurait connu, la Cour d'assises sort des bornes de ses attributions » (1).

3326. En ce cas, comme lorsque la déclaration est irrégulière, incomplète ou contradictoire, les Cours d'assises, pour mettre les jurés en mesure de bien faire connaître le fond de leur pensée, doivent les renvoyer dans la chambre de leurs délibérations. En effet, « la déclaration d'un jury ne peut être la base légale de l'acquittement, de l'absolution ou de la condamnation d'un accusé, que quand elle présente avec clarté l'opinion de ce jury sur la non-culpabilité, ou sur les degrés de culpabilité de cet accusé : si elle n'a pas ce caractère essentiel de clarté, la Cour d'assises, qui ne peut pas connaître la véritable pensée du jury, et qui ne doit pas se permettre d'y substituer sa propre pensée, a non-seulement le droit, mais il est de son devoir d'exiger une nouvelle déclaration, ou explication qui dissipe les doutes nés de la première, et dans laquelle elle puisse trouver les lumières nécessaires pour faire à l'accusé une juste application de la loi » (2).

3327. Si la Cour d'assises n'use pas de ce droit et ne remplit pas ce devoir, alors que de la déclaration « résultent l'incertitude et l'ambiguïté », il y a lieu d'annuler

---

(1) Cass., 2 mai 1816 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*60 ; — 18 novembre 1819 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.*366 ;—15 juin 1820 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*238.

(2) Rej., 20 janvier 1820 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*24.

l'arrêt de condamnation auquel une telle déclaration a servi de base [1], — puisque « ce n'est pas sur ce qu'elles estiment qu'un jury a eu l'intention de dire, mais sur ce qu'il a dit réellement d'une manière claire, précise et exempte d'équivoque, que les Cours d'assises peuvent valablement fonder leur décision » [2].

Voilà le principe, voici l'application.

3328. *Alternative :*

En déclarant l'accusé *auteur ou complice*, « les jurés affirment seulement qu'ils ignorent s'il doit être considéré comme complice ou comme auteur : ainsi, il ne résulte rien de certain d'une telle déclaration, et on peut dire qu'il n'y a vraiment aucune déclaration » [3] ;

3329. « Une déclaration susceptible de deux interprétations opposées, et de laquelle il résulte bien que l'accusé est coupable, mais sans que l'on puisse savoir avec certitude s'il est coupable d'un délit ou d'un crime », n'offre aucune base légale à l'application de la peine [4];

3330. Lorsqu'il a été demandé si un accusé s'est rendu complice d'un crime par l'emploi de tels ou de tels moyens, énumérés dans la même question, s'il est établi que l'un de ces moyens n'est pas atteint par la loi, la réponse purement et simplement affirmative du jury ne permettant pas de connaître si cette réponse embrassait tous les moyens, ou s'appliquait à ceux qui caractérisent le crime, ou, au contraire, était limitée à ceux qui sont inopérants, la déclaration est insuffisante, obscure et incertaine : en ce cas, elle ne peut servir de base légale à

---

(1) Cass., 30 octobre 1812 (M. Busschop, rapp.), *Bull.*464.

(2) Cass., 22 décembre 1815 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*164.

(3) Cass., 24 brumaire an VII (M. Gohier, rapp.), *Bull.*, t. 1er de l'an VII, p. 251.

(4) Cass., 20 avril 1815 (M. Aumont, rapp.) *Bull.*27.

une condamnation, et la Cour d'assises doit ordonner de prendre une nouvelle délibération. « En se chargeant d'expliquer elle-même la pensée du jury, la Cour est évidemment sortie des bornes de ses attributions » (1) ;

3331. La question soumise au jury lui présentant à décider alternativement si deux accusés sont coupables d'un vol, ou si l'un d'eux seulement l'a commis, cette simple réponse *oui* n'indique pas clairement si le crime est imputé, soit à l'un des accusés, soit à tous deux (2).

3332. *Association de malfaiteurs :*

Lorsqu'un individu est accusé « d'avoir fait partie d'une « bande armée ayant pour but, soit de changer le gou- « vernement, soit d'exciter à la guerre civile, en armant « ou en portant les citoyens à s'armer les uns contre les « autres, soit de porter la dévastation, le massacre et le « pillage dans plusieurs communes », on doit considérer comme manquant de clarté, de précision et de concordance cette réponse du jury : *oui, l'accusé est coupable,* SANS LES CIRCONSTANCES AGGRAVANTES. Et, dans l'impossibilité de savoir quelles sont les circonstances exclues de la déclaration de culpabilité, c'est à bon droit que la Cour d'assises a renvoyé le jury dans la chambre de ses délibérations. — Mais, au contraire, dans une accusation ainsi formulée : « d'avoir fait partie d'une association de mal- « faiteurs envers les personnes et les propriétés, organisée « par bandes, laquelle association s'est montrée en armes « dans plusieurs communes ; et d'avoir fait partie de ces « bandes en qualité de commandement en chef ou en « sous-ordre », le jury répond d'une manière claire, précise et concordante en disant : *oui, l'accusé est coupable,*

---

(1) Cass., 27 octobre 1815 (M. Aumont, rapp.) *Bull.*126 ; — 23 juillet 1818 (même rapp.), *Bull.*289.

(2) Cass., 1er avril 1824 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.*137.

SANS LES CIRCONSTANCES AGGRAVANTES. Ici, aux termes de l'article 267 du Code pénal, le fait d'avoir été un des chefs de la bande constitue une véritable circonstance aggravante, et c'est à cette circonstance que, sans équivoque possible, s'applique la réponse négative du jury. Par suite, en annulant cette déclaration « acquise à la société et à l'accusé », et en renvoyant le jury à délibérer de nouveau, la Cour d'assises a violé les dispositions de l'article 350 du Code d'instruction criminelle (1).

3333. *Attentat à la pudeur :*

Sous le Code de 1810, l'attentat à la pudeur n'était puni que s'il avait été consommé ou tenté avec violence; par une innovation toute morale, la loi du 28 avril 1832 déclara cet attentat punissable lorsque, même sans violence, il avait été consommé ou tenté sur la personne d'un enfant âgé de moins de onze ans ; mais cette loi n'était exécutoire qu'à partir du 1er juin 1832. En conséquence, on devait considérer comme incertaine et ambiguë la réponse du jury qui, dans une accusation de cette nature, disait, sans préciser la date, que l'attentat à la pudeur consommé sans violence sur la personne d'une fille âgée de moins de onze ans, avait eu lieu *dans le courant de* 1832 *et notamment dans le courant du mois de mai* (2).

3334. *Circonstances atténuantes :*

Lorsque, dans une accusation portée contre un homme et une femme, le jury admet les circonstances atténuantes en faveur de l'*accusé*, en donnant à cette déclaration une place qui, malgré le mot orthographié au masculin, permet de croire qu'il peut s'appliquer à la femme, la Cour d'assises, si elle conçoit du doute, peut et doit convier à s'ex-

---

(1) Cass., 9 février 1832 (M. Isambert, rapp.), *Bull.* 74.

(2) Cass., 17 décembre 1836 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.* 448.

pliquer les jurés renvoyés dans la chambre de leurs délibérations. Et, dans ce cas, si la seconde déclaration attribue à la femme le bénéfice des circonstances atténuantes, l'accusé ne peut revendiquer ce bénéfice comme lui revenant en vertu de la première déclaration (1).

3335. *Complexité de la réponse :*

Si à trois questions distinctes le jury répond : *oui, l'accusé est coupable*, cette réponse « laissait ignorer de quel crime l'accusé était jugé coupable ; le jury seul pouvait et devait interpréter sa déclaration, et la Cour d'assises eût dû lui ordonner de prendre une nouvelle délibération » (2).

3336. *Coups et blessures :*

Sur une première question relative au point de savoir si l'accusé était coupable d'avoir fait volontairement une blessure à l'aide d'un coup de pierre, le jury répondit négativement ; puis, sur une deuxième question, il déclara que la blessure faite volontairement, mais sans intention de donner la mort, l'avait pourtant occasionnée ; enfin, sur une troisième question, il constata que la blessure faite avait été provoquée par des coups ou violences graves envers les personnes. Ces réponses « présentaient de l'ambiguïté et des doutes sérieux sur la véritable pensée du jury » qui, renvoyé dans sa chambre, rapporta une nouvelle déclaration affirmative sur toutes les questions. Cette procédure a été tenue pour régulière (3).

3337. *Discernement :*

Sur une question ainsi posée : à l'époque du crime l'accusé était-il âgé de moins de seize ans, et, dans ce cas, a-t-il agi avec discernement ? le jury répondit : *non*. A quelle partie de la question cette réponse négative s'appli-

---

(1) Rej., 19 mars 1853 (M. de Glos, rapp.), *Bull.* 159.
(2) Cass., 27 octobre 1815 (M. Aumont, rapp.), *Bull.* 126.
(3) Rej., 10 juillet 1856 (M. Jallon, rapp.), *Bull.* 404.

quait-elle? Était-ce à l'âge, était-ce au discernement? Le doute aurait dû être éclairci par le jury au moyen d'une nouvelle délibération; la Cour d'assises ayant pris sur elle de l'expliquer, son arrêt a été cassé pour usurpation des attributions du jury (1).

3338. *Faux :*

Dans une accusation de fabrication de fausses quittances, la déclaration ne présentait qu'un sens vague et incertain et n'établissait pas un fait précis pouvant constituer le crime. « D'après l'incertitude et l'ambiguïté de la réponse du jury, il ne devrait pas être délibéré sur cette réponse pour l'application de la loi pénale » (2);

3339. Lorsque, dans une accusation de faux, le jury se borne à répondre ; *oui, il a ajouté à la quittance le mot* BORNE ; *non, il n'en a pas fait sciemment usage,* « il résulte un doute et une incertitude sur l'innocence ou sur la culpabilité de l'accusé, et une telle déclaration ne peut servir de base, soit à son acquittement, soit à sa condamnation » (3);

3340. Dans cette réponse : non, l'accusé n'est pas coupable du crime de faux *pour avoir* fabriqué une quittance fausse ....., « il demeure incertain si le jury a voulu décider négativement les faits de matérialité et d'intention qui étaient portés dans la question, ou s'il a voulu exercer l'attribution illégale de déclarer que ces faits n'emportaient pas le caractère de faux » (4).

3341. *Rébellion :*

Des questions demandaient au jury si les quatre accusés

---

(1) Cass., 28 avril 1836 (M. Isambert rapp.), *Bull.*142. — Voir *suprà*, nos 2828 et 2829.

(2) Cass., 30 octobre 1812 (M. Bussehop, rapp.), *Bull.*464.

(3) Cass., 9 septembre 1819 (M. Giraud-Duplessis, rapp.), *Bull.*305.

(4) Cass., 28 décembre 1820 (M. Busschop, rapp.), *Bull.*460.

étaient coupables d'avoir commis *une attaque ou résistance avec violences et voies de fait* envers des gardes forestiers ; le jury répondit pour chacun des accusés : *oui, l'accusé est coupable, mais sans aucune des circonstances aggravantes comprises dans la question* ; la Cour d'assises pensa que cette réponse ne fournissait pas la preuve que le jury se fût occupé des circonstances constitutives de la rébellion et que tout amenait à penser qu'il avait confondu les circonstances caractéristiques du crime avec les circonstances aggravantes ; le jury fut donc renvoyé dans la chambre de ses délibérations et il en rapporta une seconde déclaration dans laquelle, après l'affirmation de la culpabilité, il ajouta : *mais sans les circonstances aggravantes comprises dans la question* SAVOIR : LES VOIES DE FAIT ET LA RÉUNION ARMÉE ; à la suite de cette seconde déclaration, les accusés furent déclarés absous, attendu que les faits retenus n'étaient prévus par aucune loi pénale. — Sur le pourvoi du ministère public, la Cour de cassation jugea, en la forme, que la première déclaration du jury étant incomplète et obscure, la Cour d'assises avait évidemment le droit d'ordonner au jury de délibérer de nouveau, et, au fond, que son arrêt d'absolution avait fait une juste application de l'article 364 du Code d'instruction criminelle [1].

3342. *Tentative :*

Lorsqu'on demande au jury si l'accusé est coupable de tentative de vol, sa réponse ainsi conçue : *oui, par complicité,* est équivoque et manque de concordance avec la question. Il y a donc lieu à renvoi [2] ;

3343. Quand une question relative à une tentative de meurtre, énonce avec soin tous les caractères légaux, le jury « laisse la plus grande incertitude sur sa véritable

---

(1) Rej., 2 juillet 1835 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.* 323.
(2) Rej., 27 mars 1823 (M. Chasle, rapp.), DALLOZ, nº 3354.

pensée, et il est impossible de savoir quel sens il a attaché au mot *tentative*, » lorsqu'il répond : *oui, l'accusé est coupable avec les circonstances comprises dans le résumé à l'acte d'accusation qui sont : 1° volontairement ; 2° avec préméditation*. « On ignore entièrement si son silence sur les circonstances mentionnées dans l'article 2 du Code pénal provient de ce qu'il ne les a pas examinées, ou de ce qu'elles ne lui ont pas paru prouvées. » En ce cas, la Cour d'assises devait provoquer une seconde déclaration qui expliquât la première [1];

3344. Sur une accusation de complicité de tentative de vol dans une maison habitée, à l'aide d'escalade et d'effraction, le jury répondit affirmativement sur le fait de complicité, négativement sur les circonstances qui caractérisent la tentative, et affirmativement sur les circonstances aggravantes de maison habitée et d'escalade ; il admit, en outre, des circonstances atténuantes en faveur de l'accusé. Cette déclaration était pleine de doutes et d'incertitude, puisqu'elle reconnaissait l'accusé coupable et que cependant elle enlevait à la tentative les caractères la rendant légalement punissable. La Cour d'assises aurait dû ordonner au jury de délibérer de nouveau et de faire cesser l'ambiguïté. Au lieu de faire cela, elle prit sur elle d'interpréter, d'après son ensemble, cette déclaration et prononça contre l'accusé une condamnation à l'emprisonnement. Sur le pourvoi du condamné, son arrêt fut annulé [2].

3345. *Vol :*

En déclarant qu'un accusé *a participé* à une soustraction frauduleuse d'argent, le jury « n'a donné aucune décla-

---

(1) Cass., 30 mai 1816 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*69.
(2) Cass., 1er juillet 1841 (M. Rives, rapp.), *Bull.*309.

ration précise de laquelle on puisse juger si cet accusé est auteur ou complice de cet enlèvement » (1) ;

3346. D'après un arrêt de renvoi, la poursuite comprenait seize chefs de vol ; un individu était accusé de complicité, mais seulement comme ayant participé aux cinq premiers faits, et aucune accusation n'avait été portée contre lui relativement aux onze derniers faits ; néanmoins tous ces seize faits, au lieu d'être spécialisés, comme dans l'arrêt de renvoi, étaient réunis dans la question sans aucune détermination de leurs circonstances, de leur date, ni de leur objet. A cette question irrégulière, le jury répondit d'une manière générale que l'accusé était coupable *d'avoir assisté à un grand nombre de soustractions frauduleuses et d'avoir recélé sciemment un grand nombre des vols*. Dans une telle réponse il y avait incertitude et doute, car, la distinction n'y étant pas faite, on ne pouvait savoir si, dans la pensée du jury, la déclaration de culpabilité se référait aux cinq chefs objets de l'accusation ou si, au contraire, elle ne portait pas, — ce qui aurait été illégal, — sur les onze chefs étrangers à cette accusation (2).

§ 7.—*Déclarations contenant des réponses surabondantes* (3).

N° 3347. Diversité des conséquences des additions faites par le jury aux questions.

3348. 1° Certaines additions entraînent la nullité de la réponse et nécessitent le renvoi du jury dans sa chambre : nullité de l'arrêt s'il applique la peine en conformité de ces déclarations surabondantes.—Exemples en matière de : complicité ; —d'homicide volontaire ;—de meurtre ;—de vol.

3349. 2° Surabondance inopérante, choses ajoutées réputées non écrites.—Si l'accusation est purgée, acquittement, absolution

---

(1) Cass. 26 ventôse IX (M. Lassaudade, rapp.), *Bull.* 248.
(2) Cass., 14 février 1822 (M. Pajot de Marcheval, rapp.), *Bull.* 73.
(3) Voir *suprà*, n°s 2665 à 2667 et 3136.

ou condamnation : sinon, renvoi du jury dans sa chambre. —Exemples en matière de : discernement ;—d'excuse ;—de fausse monnaie ;—de faux ;—d'infanticide ;— d'homicide volontaire avec préméditation ;—de viol ;—de vol.

3350. 3° Additions qui ne sont qu'apparentes et laissent intacte la force de la déclaration. — Citation de quelques-unes de ces additions.

3351. Examen d'un arrêt rendu à l'occasion de cette réponse : l'accusé est coupable par ignorance.

3352. 4° Questions distinctes ; réponses surabondantes pour les unes, régulières pour les autres.

3347. Les additions que fait le jury, quand il ajoute aux questions posées, — ou des éléments constitutifs du crime, — ou des chefs d'accusation, — ou des circonstances aggravantes, — ou des faits d'atténuation, — ou des circonstances qui font antagonisme à ses réponses sur la culpabilité, produisent des conséquences différentes, suivant leur nature et leur caractère.

Tâchons de dégager ces conséquences des espèces résolues par la jurisprudence.

3348. 1° Dans certains cas, la surabondance entache la déclaration de nullité : la Cour d'assises doit alors renvoyer le jury dans sa chambre afin qu'il en forme une nouvelle, purgeant l'accusation sans y mêler des circonstances parasites. Si, méconnaissant cette obligation, la Cour d'assises fait de cette déclaration surabondante la base de l'application de la peine, son arrêt encourt l'annulation.

Par exemple :

Le jury ne saurait, de son chef, ajouter aux questions, même pour rectifier ce qu'elles peuvent avoir d'incomplet, au point de vue de la caractérisation légale du fait. Spécialement, quand, en matière de *complicité*, les questions ont été posées conformément à l'acte d'accusation et à l'arrêt de renvoi, si elles sont muettes sur les éléments constitutifs de la complicité punissable, le jury, qui ne

peut délibérer sur des circonstances qui n'y sont pas comprises, excède ses pouvoirs en réparant, par ses réponses, le vice de ces questions ; dès lors, la déclaration du jury doit être regardée comme non avenue ; on doit annuler, par suite, l'arrêt de la Cour d'assises qui l'a prise pour base de l'accusation, et, l'accusation sur la complicité n'étant pas purgée, il y a lieu de renvoyer l'affaire devant une autre Cour d'assises (1) ;

Sur une accusation d'*homicide volontaire avec préméditation*, les jurés, sans répondre directement à l'interrogation qui leur était adressée, répondirent : *oui, l'accusé est coupable d'avoir volontairement, mais sans préméditation, porté des coups et fait des blessures qui ont occasionné la mort, mais sans intention de la donner.* « Ils avaient ainsi soumis à leur examen et à leur décision un fait et des circonstances à l'égard desquels il n'avait point été posé de question ; en cela, ils avaient commis un excès de pouvoir et violé les règles de la compétence. » En conséquence, il y eut annulation de leur déclaration et de l'arrêt basé sur elle, et renvoi de l'affaire à une autre Cour d'assises (2) ;

En matière de *meurtre*, le jury ne peut répondre : l'accusé n'est pas coupable d'avoir tiré volontairement un coup de pistolet qui a donné la mort, *mais il l'a fait imprudemment.* « Le fait du meurtre par imprudence ne résultant ni des débats, ni de la discussion, n'avait pas été soumis à la délibération du jury ; sa réponse à une question qui n'avait pas été faite constitue un excès de pouvoir, et l'arrêt de condamnation, par voie de conséquence, se trouve frappé de cette nullité » (3).—Par l'addition de ces

---

(1) Cass., 2 décembre 1825 (M. Brière, rapp.), *Bull.*646.

(2) Cass., 15 janvier 1835 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*19.

(3) Cass., 11 août 1826, — intérêt de la loi — (M. Brière, rapp.), *Bull.* 439.

mots : *mais il l'a fait imprudemment*, — la déclaration étant empreinte de contradiction ou d'obscurité, la Cour d'assises devait renvoyer le jury dans la chambre de ses délibérations, pour qu'il eût à répondre clairement aux questions qui lui étaient soumises [1].

En matière de *vol caractérisé*, le jury fait une réponse surabondante si, interrogé seulement sur la question de vol, et après avoir déclaré que les accusés n'avaient point volé, il déclare qu'ils avaient *maraudé avec escalade*. Cette addition illégale établit une contradiction qui ne purge pas l'accusation, et on doit annuler l'arrêt qui avait appliqué la peine conformément à cette déclaration [2] ;

3349. 2° Dans d'autres cas, la surabondance est complétement inopérante : on considère les choses ajoutées comme non écrites et on n'en fait aucun état ; alors le président rend son ordonnance d'acquittement, ou la Cour d'assises prononce son arrêt d'absolution ou de condamnation ; que si, au lieu d'agir ainsi, ils donnent force et valeur à ces choses qu'ils devaient réputer non avenues, leur décision participe au vice de la déclaration.

Par exemple :

Est sans aucun effet légal l'addition faite par le jury à sa déclaration de culpabilité de ces mots : *mais sans discernement*. Par suite, c'est avec raison que, les réputant non écrits, la Cour d'assises a appliqué la peine à l'accusé reconnu coupable et âgé de plus de seize ans [3] ;

D'après l'article 339 du Code d'instruction criminelle, un fait d'*excuse* ne peut être soumis à l'examen des jurés

---

(1) Cass., 9 septembre 1826, — intérêt de la loi — (même rapp.), *Bull.* 490.

(2) Cass., 14 avril 1826 (M. Choppin, rapp.), *Bull.* 193.

(3) Rej., 1er septembre 1826 (M. Gary, rapp.), S.-V. 27.1.263 ; D.P. 27.1.17 ; *Pal.* 1826.495. — Voir *suprà*, n° 2835.

qu'autant que la question relative à ce fait aura été posée. Si donc le jury décide de lui-même une question de cette nature, non comprise dans celles qui lui ont été proposées, il sort évidemment des limites de ses attributions et commet un excès de pouvoir.

Quels seront les effets de cet abus ? La Cour d'assises, supprimant la réponse surabondante, prononcera-t-elle la peine comme si cette réponse n'existait pas ? Ou bien, au contraire, devra-t-elle annuler la déclaration tout entière et renvoyer le jury à délibérer de nouveau ?

Les deux hypothèses ont trouvé de l'écho devant la Cour de cassation :

Dans une première affaire, « le jury, après avoir déclaré l'accusé coupable de la tentative de meurtre, qui faisait l'objet de l'accusation, avait délibéré sur la question de provocation et l'avait résolue au profit de l'accusé, sans que cette question lui eût été soumise, alors même qu'elle avait été rejetée par la Cour d'assises comme ne résultant pas des débats ; d'où il s'ensuit que cette Cour, en regardant comme non avenue cette partie de la déclaration des jurés, et en prononçant la peine encourue par la culpabilité déclarée de la tentative de meurtre, s'est exactement conformée aux lois, et s'est justement refusée à l'application de l'article 326 du Code pénal » (1).

Mais, plus tard, dans deux autres affaires, il a été dit : « que le jury, en atténuant sa réponse affirmative à la question de meurtre qui lui était soumise, par une déclaration de provocation étrangère à l'accusation, et sans qu'il y eût de question soumise sur ce fait, a commis un excès de pouvoir et rendu ainsi une déclaration qui, dans son ensemble, n'étant ni claire ni précise, ne pouvait servir de base à un arrêt de condamnation : d'où il suit que

(1) Rej., 27 septembre 1827 (M. Gary, rapp.), *Bull.* 790.

l'accusation n'a pas été purgée », et qu'il y a lieu, l'annulation étant encourue, de procéder à de nouveaux débats (1).

J'avoue que cette dernière décision ne me satisfait pas : d'un côté, en déclarant que l'accusé était coupable du crime, les jurés manifestaient très-clairement leur opinion sur le fait, objet de l'accusation, et leur réponse, régulière et légale, devait être irrévocablement acquise à la vindicte publique ; d'un autre côté, en exprimant une opinion, qu'on ne leur demandait pas, sur une excuse qu'ils se posaient à eux-mêmes, les jurés violaient la loi ; leur réponse sur ce point était *un hors d'œuvre* qui devait être écarté, et, précisément parce qu'elle était manifestement illégale, elle ne pouvait avoir ce résultat étrange d'obscurcir une déclaration précise et concordante en elle-même, et d'en entraîner la nullité ;

En matière de *fausse monnaie*, les accusés reconnus non coupables ne peuvent être déclarés coupables de n'avoir pas révélé à l'autorité la connaissance qu'ils avaient d'une fabrique de fausse monnaie, délit qui ne résultait ni de l'acte d'accusation, ni d'une question née des débats. « La déclaration affirmative du jury sur un fait non compris dans la position des questions, et sur lequel, par conséquent, il n'était pas appelé à donner une réponse, n'a pu servir de base légale à l'arrêt condamnant les accusés » (2) ;

L'accusé de *faux* déclaré non coupable ne peut, quand il n'y a pas eu de question posée, être déclaré par le jury coupable d'abus de confiance ou d'escroquerie. « En dénaturant les faits pour transformer en simple délit le

---

(1) Cass., 11 juillet 1833,— deux arrêts — (M. Choppin, rapp.), *Bull.* 343.

(2) Cass., 7 octobre 1831, — intérêt de la loi — (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*430.

crime sur lequel ils étaient interrogés, les jurés ont commis un abus de pouvoir des plus dangereux et que la Cour d'assises aurait dû réprimer » (1) ;

La déclaration du jury qu'un accusé de faux *est coupable par ignorance*, « est affirmative et complète ; elle comprend à la fois l'existence du fait matériel de l'accusation et sa moralité ; ces mots : PAR IGNORANCE, *devaient être considérés comme superflus et non écrits, puisqu'ils ne se réfèrent point à la question* et ne sont nullement exclusifs de l'intention criminelle. » En conséquence, la Cour d'assises, « après avoir régulièrement décidé que la déclaration ainsi conçue ne présentait aucune contradiction dans ses termes, ne pouvait légalement se dispenser d'infliger à l'accusé, selon la réquisition du ministère public, les peines dont il était passible ; et, en prononçant, au contraire, son absolution, sous le prétexte que le fait, tel qu'il était qualifié par cette déclaration, ne constitue ni crime ni délit qualifié par une loi pénale, l'arrêt a fait une fausse application de l'article 364 du Code d'instruction criminelle et violé l'article 362 du même Code, ainsi que les articles 145 et 147 du Code pénal » (2) ;

Il y a excès de pouvoir dans la déclaration du jury qui, en matière d'*infanticide*, statuant sur une question qui ne lui avait pas été soumise, dit : *oui, elle a donné la mort, mais par imprudence*. Par suite, on doit annuler cette déclaration ainsi que l'arrêt qui, l'ayant indûment accueillie, en a fait la base de l'application de la peine (3) ;

En même matière, les réponses à des questions que les

---

(1) Cass., 14 mai 1825 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*273.

(2) Cass., 14 juillet 1831 (M. Rives, rapp.), *Bull.*282.

(3) Cass., 8 décembre 1826,—intérêt de la loi—(M. Busschop, rapp.), *Bull.*723.

jurés se feraient à eux-mêmes devant être considérées comme non avenues, et nulle question ne leur ayant été posée sur le fait de savoir si la femme accusée d'infanticide était coupable d'homicide par imprudence, « en déclarant l'existence de ce fait, ils ont commis un excès de pouvoir auquel la Cour d'assises *ne devait avoir aucun égard* » ; or, la réponse du jury sur la seule question posée par le président comme résultant de l'arrêt de renvoi ayant été négative, l'acquittement devait être immédiatement prononcé (1) ;

En matière d'*homicide volontaire avec préméditation*, le jury fit la réponse suivante : « oui, l'accusé est coupable de meurtre *par imprudence*, en ce sens qu'il a porté plusieurs coups d'instruments contondants, *mais ils les a portés sans préméditation, sans intention de donner la mort et involontairement, dans la chaleur de la rixe.* » Sur cette déclaration, application par la Cour d'assises de l'article 319 du Code pénal ; pourvoi et arrêt de la Cour de cassation dans lequel on lit : « Considérant que la question soumise au jury ne contenait point, relativement à l'homicide qui en était l'objet, la circonstance atténuante de l'imprudence ; d'où il suit que sa décision, à cet égard, était un excès de pouvoir et *un hors-d'œuvre qui devait être écarté de sa déclaration* ; que cette déclaration ainsi réduite au véritable état de la question, il en résultait que l'accusé était l'auteur d'un homicide purement involontaire, qui, ne donnant lieu à l'application d'aucune peine, nécessitait son absolution, conformément à l'article 364 du Code d'instruction criminelle » (2) ;

---

(1) Cass., 8 juillet 1836 (M. Voysin de Gartempe fils, rapp.), *Bull.*243; — Conforme : Cass., 10 avril 1829 (M. Chantereyne, rapp.), *Bull.*211.

(2) Cass., 8 décembre 1826,—intérêt de la loi—(M. Busschop, rapp.), *Bull.*720.

En cette même matière de *meurtre*, les questions portaient d'abord sur le fait imputé aux accusés comme auteurs directs et ensuite, subsidiairement, sur leur complicité au crime ; le jury répondit négativement sur la première question et, au lieu de résoudre la seconde, il déclara que les accusés étaient coupables *de coups et blessures volontaires ayant occasionné la mort, sans intention de la donner* ; la Cour d'assises accepta cette déclaration et appliqua la peine en conséquence ; sur le pourvoi, la Cour de cassation considéra que, en répondant à une question qui n'avait pas été soumise, le jury avait commis un excès de pouvoir dont il ne fallait faire aucun état ; que sa réponse, favorable sur le fait principal, était acquise aux accusés ; mais que, en omettant de répondre à la question relative à la complicité, il n'avait pas, *quant à ce*, purgé l'accusation [1] ;

En cette matière de l'*homicide volontaire*, il a été fait une notable application de la règle qui répute non écrites et sans effets les expressions surabondantes. Un accusé avait commis le crime du consentement et sur la demande expresse de la victime ; en le déclarant coupable le jury, ajouta : *mais sur la demande de l'homicidé* ; il fut condamné aux peines portées par la loi ; devant la Cour de cassation, il soutint que les faits déclarés constants par le jury reconnaissaient qu'il avait été seulement le complice d'un suicide ; mais cette Cour, par un arrêt fortement motivé, considéra qu'il n'y a suicide proprement dit que lorsqu'une personne se donne elle-même la mort ; que le meurtre n'est excusable que dans les cas prévus par les articles 321 et 322 du Code pénal ; qu'il importe peu que la mort ait été donnée du consentement, par la provocation ou sur l'ordre de la personne homicidée ; et que, par

---

(1) Cass., 7 novembre 1839 (M. Gilbert de Voisins, rapp.), *Bull.* 518.

conséquent, les derniers mots de la réponse du jury n'altéraient en rien sa déclaration de culpabilité [1];

Un individu accusé de *viol* fut déclaré non coupable; mais le jury ajouta qu'il était coupable du crime d'*attentat à la pudeur avec violence*. « Il a soumis à son examen et jugé un fait dont il ne lui était pas permis de s'occuper, dès qu'il n'était pas compris dans la question qu'il avait à résoudre ; il a ainsi méconnu les bornes et violé les règles de sa compétence ; l'accusé étant, dans les termes les plus formels, déclaré non coupable du seul crime objet de la poursuite, le président n'a pu, sans contrevenir à la disposition du § 1er de l'article 358 du Code d'instruction criminelle, se dispenser de prononcer son acquittement » [2];

En matière de *vol* commis la nuit, dans une maison habitée, la réponse du jury était ainsi conçue : « oui, l'accusé est coupable de vol, *non dans une maison habitée, mais bien dans les champs*. » Les jurés n'avaient pas répondu sur la circonstance de nuit et, au contraire, ils avaient surabondamment ajouté cette circonstance aggravante que le vol avait été commis dans les champs. « La Cour d'assises ne pouvait prononcer de condamnation que sur le fait de la question qui avait été reconnu constant par le jury; ce fait se réduisant à un vol commis par une personne sans la circonstance aggravante de la maison habitée que le jury avait exclue, il était devenu indifférent si le vol avait été commis de jour ou de nuit; l'omission du jury de prononcer sur cette circonstance ne pouvait donc ni modifier ni retarder le jugement, et la peine ne pouvait être prononcée que d'après l'article 401 du Code pénal; cependant la Cour d'assises, s'arrêtant à la

---

(1) Rej., 16 novembre 1827 (M. Bernard, rapp.), *Bull.*879.
(2) Cass., 20 octobre 1820 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*395.

déclaration, que le jury avait spontanément et illégalement faite, que le vol avait été commis dans les champs, et faisant de cette déclaration la base de la condamnation, a condamné l'accusé à la réclusion, d'après l'article 388 du Code pénal ; en quoi cette Cour a faussement appliqué cet article » (1).

3350. 3° Enfin, il est des cas où, au contraire, l'addition n'est qu'apparente, n'existe que dans les mots, n'ajoute rien en réalité à l'interrogation, et n'est qu'une sorte d'explication de la réponse du jury. La réponse peut donc, sans surabondance, contenir explicitement ce que la question comprend implicitement. Alors il n'y a ni excès de pouvoir, ni nullité, et la déclaration produit tous ses effets.

Par exemple :

J'ai dit,—n^os^ 2665 et 2667,—que les jurés ne peuvent se poser à eux-mêmes des questions autres que celles qui ont été formulées par le président et qu'ils n'ont pas non plus le droit de changer, par leur réponse, le caractère du fait qui leur est déféré ou d'en modifier la qualification ; mais j'ai dit aussi,—n° 3137,—que si les jurés « n'ont pas, sans doute, le droit de décider des faits qui n'ont pas été soumis à leur délibération, lorsque ces faits ne se rattachent pas à la question sur laquelle ils ont à répondre, ils ont celui de déclarer les circonstances qui, se liant à cette question, deviennent nécessaires pour expliquer le vrai sens de leur réponse » (2) ;

En conséquence, on ne considérerait pas comme contenant un excès de pouvoir les réponses suivantes :

---

(1) Cass., 22 janvier 1819 (M. Robert de Saint-Vincent, rapp.), *Bull.* 12.

(2) Cass., 29 avril 1819 (M. Giraud-Duplessis, rapp.), *Bull.* 173.

Oui, l'accusé est coupable, *mais il était en démence* (1);

Mais *il n'a commis la tentative que pour sa légitime défense* (2);

Oui, elle est coupable d'avoir *involontairement* commis un homicide sur son enfant nouveau-né (3);

Oui, il est coupable de soustraction, *mais il ne l'a pas faite frauduleusement* (4);

Oui, *mais il est constant qu'il ne jouissait pas de ses facultés intellectuelles* (5);

Dans toutes ces espèces, et autres analogues, ne pouvant pas nier le fait matériel et voulant repousser l'intention criminelle, les jurés ont cru devoir ajouter quelques mots destinés à donner l'interprétation de leur déclaration : ces additions ont eu pour but d'expliquer en quel sens ils entendaient le mot : *coupable* ; n'ajoutant aucun chef d'accusation, ne changeant nullement ni le caractère ni la qualification du fait. objet de la poursuite, ne renfermant aucune illégalité, la déclaration est irrévocablement acquise à l'accusé, et c'est la Cour d'assises qui commet un excès de pouvoir si, l'annulant, elle renvoie le jury dans sa chambre, ou si, la conservant, elle en retranche les mots ajoutés et qu'elle répute non écrits ;

3351. C'est pour cela que l'on a critiqué (6) la décision suivante : Dans une accusation de *faux* par supposition de personne, le jury avait répondu : oui, l'accusé est coupable *par ignorance*. La Cour d'assises, trouvant dans cette réponse la négation de l'intention criminelle et l'interprétation, par les jurés, du sens restrictif qu'ils avaient

---

(1) Rej., 4 janvier 1817 (M. Bailly, rapp.), DALLOZ, n° 3318.
(2) Cass., 29 avril 1819 (M. Giraud-Duplessis, rapp.), *Bull.*173.
(3) Cass., 6 avril 1827 (M. Brière, rapp.), *Bull.*205.
(4) Cass., 20 mars 1812 (M. Bauchau, rapp.), *Bull.*122.
(5) Cass., 29 août 1829 (M. Brière, rapp.), *Bull.*508.
(6) MM. Dalloz, n° 3394 ; Faustin Hélie, t. 9, p. 226.

donné au mot : *coupable*, prononça l'absolution de l'accusé. Sur le pourvoi du ministère public, la Cour de cassation jugea que la déclaration du jury, affirmative et complète, comprenait à la fois l'existence du fait matériel et sa moralité ; que ces mots : *par ignorance* devaient être considérés comme superflus et non écrits, puisqu'ils ne se référaient point à la question et n'étaient nullement exclusifs de l'intention criminelle (1). — Je me range volontiers à l'avis de ceux qui n'approuvent pas cette solution : suivant moi, ces expressions, *par ignorance*, ne font pas allusion à une ignorance de la loi que tout le monde est censé connaître ; elles se réfèrent plutôt à cette absence de volonté qui enlève au fait matériel toute sa criminalité. Quoi qu'il en soit, qu'y avait-il à faire? La Cour d'assises, n'ayant pas le droit d'interpréter la réponse équivoque des jurés, devait, en les renvoyant dans leur chambre, leur demander une explication claire de leur véritable pensée ; mais, et cela n'étant pas fait, était-il juste de rendre l'accusé victime de l'inexpérience de ses juges et de lui infliger une condamnation alors que, peut-être, ils entendaient lui accorder le bénéfice d'un acquittement?

3352. 4° Lorsque des questions distinctes portent sur des faits indépendants les uns des autres, la surabondance ne vicie que la réponse dans laquelle elle se trouve, et les autres réponses régulièrement faites sont maintenues (2).

---

(1) Cass., 14 juillet 1831 (M. Rives, rapp.), *Bull.*282, cité n° 3349.
(2) Rej., 3 août 1810 (M. Rataud, rapp.), DALLOZ, n° 3399.

§ 8. —*Espèces dans lesquelles il n'y avait ni nullité ni lieu à renvoi.*

N° 3353. Idée générale de ce paragraphe.

3354. L'accusé ne peut quereller un renvoi arbitraire, quand la peine était la même selon les deux déclarations ;—quand les deux déclarations sont les mêmes sauf quelques modifications indifférentes ; — et quand c'est sur la première déclaration que la peine a été appliquée.

3355. *Alternative* : Rébellion par attaque et par résistance.

3356. *Association de malfaiteurs* : accusé auteur et directeur de cette association.

3357. *Attentat à la pudeur* : déclaration excluant la violence ; illégalité du renvoi du jury et de sa délibération sur une question nouvelle relative à l'âge de la victime ;

3358. Pas de contradiction dans la déclaration affirmative sur une tentative de viol et négative sur un attentat à la pudeur avec violence ; — ou dans la situation inverse ; — ou également affirmative sur l'attentat mais sans violence ;

3359. Ni dans la négation de l'*aide* dans la perpétration du crime, en même temps qu'il y a déclaration de complicité par aide et assistance.

3360. *Auteur principal et complice* : condamnation de ce dernier et acquittement du premier.

3361. *Auteur ou subsidiairement complice.*

3362. *Banqueroute frauduleuse* ; auteur et complice ;

3363. Détournement et dissimulation de partie de l'actif ;

3364. Non-complicité, et usage de pièces fausses pour recouvrement d'obligations simulées.

3365. *Circonstances aggravantes* : la réponse négative sur le fait principal rend inutile la réponse sur ces circonstances ;

3366. Pas d'incertitude si le jury répond à la question posée sur ces circonstances : *oui, l'accusé est coupable ;*

3367. Culpabilité sans aucune des circonstances de l'acte d'accusation ;

3368. Vol de récolte, de nuit et dans un champ ;

3369. Circonstances aggravantes résidant en un fait personnel, valablement affirmées pour un des accusés et repoussées pour le coauteur.— Exemples ;

3370. Ou affirmées pour l'auteur principal et repoussées pour le recéleur ;

3371. Vol avec neuf circonstances aggravantes ; culpabilité des auteurs principaux ; pas de délibération sur leur culpabilité

comme complices ; connaissance de ces circonstances surabondamment reconnues ;

3372. Effraction intérieure non contradictoire avec la négation de maison habitée ;

3373. Effraction intérieure dans une maison habitée non contradictoire avec la négation de circonstance de *nuit* dans une maison habitée ;

3374. Négation de la préméditation non contradictoire avec l'affirmation du meurtre commis pour faciliter la fuite du coupable.

3375. *Circonstances atténuantes* limitées à un seul chef d'accusation;

3376. Silence sur ces circonstances : allégation vaine de l'un des jurés qu'il n'a pas été délibéré.

3377. *Coauteurs* : un seul fait attribué à deux accusés ;

3378. Plusieurs accusés coauteurs et en même temps complices.

3379. *Complicité* : éléments constitutifs omis dans la question ;

3380. Condamnation du complice et acquittement de l'auteur principal ;

3381. Accusés de vol, — ou d'infanticide, — acquittés comme auteurs et condamnés comme complices par aide et assistance ;

3382. Accusé complice par aide et assistance et recéleur ;

3383. Négation, en matière de banqueroute, du recel, et affirmation de la complicité par aide et assistance.

3384. *Complot, conspiration* : avoir participé à une résolution concertée entre plusieurs, c'est être déclaré coauteur ;

3385. Acquittement de plusieurs accusés, condamnation d'un seul.

3386. *Coups et blessures* portés avec préméditation et sans intention de donner la mort ;

3387. Négation de la culpabilité comme auteur des coups, et affirmation de la complicité par aide et assistance ;

3388. Coup porté à une personne et qui en atteint une autre ;

3389. Coup porté à un garde champêtre : négation des circonstances aggravantes ;

3390. Coups et blessures par un fonctionnaire public : culpabilité, exercice des fonctions ; motif légitime ; provocation, et circonstances atténuantes ;

3391. Pas de contradiction entre les réponses de deux jurys différents.

3392. *Délit de presse* : admission intempestive des circonstances atténuantes.

3393. *Discernement* non incompatible avec circonstances atténuantes.

3394. *Empoisonnement* : négation du crime, et affirmation de la tentative ou de la complicité.

3395. *Fausse monnaie* : négation de la culpabilité sur la contrefaçon, et affirmation de la culpabilité sur l'émission.

3396. *Faux* : réponses différentes sur la fabrication et sur l'usage ;
3397. Réponse collective sur ces deux points ;
3398. Usage fait non sciemment de la pièce fausse ;
3399. Réponse négative sur le faux dans un acte, et affirmative sur le faux dans l'expédition de cet acte ;
3400. Faux en écriture publique et vol par serviteur à gages.
3401. *Faux témoignage* : Vente définitive et arrhes reçus.
3402. *Faux timbres* : non-culpabilité de fabrication, et culpabilité de fausses empreintes de ces timbres ;
3403. Non-usage de faux timbres, et mise en circulation de pièces en portant l'empreinte apposée par l'indu possesseur.
3404. *Homicide volontaire* : déclaration de culpabilité et de démence ;
3405. Culpabilité et légitime défense ;
3406. Réponse : non, il n'y a pas d'homicide volontaire ;
3407. Le fait principal étant reconnu, il n'y a pas lieu de délibérer sur la question subsidiaire d'homicide involontaire.
3408. *Incendie* : Réponse régulière rendant inopérante la contradiction entre deux réponses sur un vol.
3409. *Infanticide* involontaire, et sens restreint du mot *coupable* ;
3410. Homicide par imprudence du mari, et crime d'infanticide commis par la femme.
3411. *Meurtre* involontaire et sens du mot *coupable* ;
3412. Affirmation du meurtre sur un individu et négation du meurtre d'une autre victime.
3413. Négation de la culpabilité sur le fait principal, escorté de la préméditation, et affirmation de cette circonstance sur la complicité.
3414. *Meurtre et crime concomitants* : Non-culpabilité quant au meurtre, et simple mention de ce crime dans une question relative à un vol ;
3415. Date mentionnée différemment dans les questions relatives aux deux crimes ;
3416. Concomitance écartée pour un accusé, tandis qu'elle est reconnue pour deux autres accusés ;
3417. *Partage entre les jurés* : pas d'incertitude sur la non-culpabilité.
3418. *Pillage* : acquittement d'un accusé, et condamnation d'un coaccusé.
3419. *Provocation* : coups portés à l'accusé avant la tentative par lui commise.
3420. *Réunion en bande armée* : déclaration de culpabilité et négation du but criminel de la réunion.

3421. *Subornation de témoins* : acquittement du faux témoin et condamnation du suborneur.
3422. *Tentative* : affirmation implicite des éléments constitutifs ;
3423. Négation explicite de l'existence de ces éléments ;
3424. Tentative de meurtre et cumulativement blessures volontaires.
3425. *Vol* : absence de fraude ; sens restreint du mot *coupable*. — Intention frauduleuse postérieure à la soustraction ;
3426. Affirmation du vol, et négation de l'usage de la pièce volée ;
3427. Dans un vol par plusieurs, complicité des uns, et recel par les autres ;
3428. Accusé coupable d'un vol avec pluralité d'auteurs, alors que les autres accusés sont seulement déclarés complices ;
3429. Réponse négative sur le fait principal et cependant affirmative sur l'existence des circonstances aggravantes.

3353. Dans les paragraphes qui précèdent, j'ai fait connaître les causes qui vicieraient la déclaration ; et j'ai démontré l'incontestable certitude du droit de renvoi quand elle est illégale,— irrégulière dans sa forme, — incomplète, — contradictoire, — et équivoque ; j'ai signalé les espèces dans lesquelles ce principe a été justement appliqué ; et j'ai expliqué que, en dehors de ces cas, alors que la déclaration était empreinte de régularité, et, par conséquent, irréfragable, le renvoi était une mesure arbitraire et sévèrement réprimée.

Il me reste à faire connaître ici, toujours avec l'aide de la jurisprudence, que je continuerai à classer par ordre alphabétique de matières, quelles sont les espèces dans lesquelles l'abus a été commis, ou qui ne présentaient aucune cause de nullité.

3354. Mais, avant, il faut dire que, malgré l'abus, il est des circonstances où l'accusé serait justement désarmé. — De même qu'il est impuissant à quereller les questions irrégulièrement posées, ou les réponses irrégulièrement faites, quand ses intérêts ne sont pas lésés, — voir *suprà*, n^os^ 2687 et 2756, — de même, il serait non recevable à critiquer un renvoi, même illégal, qui ne lui a pas nui.

Il en est ainsi, par exemple :

Lorsque la peine prononcée contre lui aurait été encourue par la première déclaration qui a été annulée, comme par la seconde qui a été appliquée [1] ;

Lorsque la deuxième déclaration est, sauf quelques additions et modifications qui n'ont porté aucun préjudice à l'accusé, la même que celle qui, à tort, a été annulée comme incomplète et irrégulière [2];

Lorsque, et à plus forte raison, la Cour d'assises a délibéré seulement sur la première déclaration injustement annulée [3].

Et, maintenant, voyons les détails.

3355. *Alternative.—Rébellion :*

Il n'y a aucune contradiction à répondre que les accusés se sont rendus coupables d'attaque *et* de résistance envers la force armée, et « la forme alternative donnée à la question, qui portait attaque *ou* résistance, n'a pu empêcher le jury de répondre affirmativement sur l'une et l'autre branche de l'interrogation qui lui était adressée » [4].

3356. *Association de malfaiteurs :*

Lorsqu'un accusé a été déclaré par le jury *auteur* d'une association de malfaiteurs, il ne résulte aucune nullité de ce que la Cour d'assises, dans son arrêt de condamnation, a dit que cet accusé était coupable comme *auteur* et *directeur* de cette association : cette addition, qui n'est

---

(1) Rej., 14 novembre 1816 (M. Gaillard, rapp.) ; — 29 mai 1818 (même rapp.), DALLOZ, n° 3281 ;—22 novembre 1849 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*456.

(2) Rej., 22 novembre 1838 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), DALLOZ, n° 3281.

(3) Rej., 30 juin 1814 (M. Benvenutti, rapp.), DALLOZ, n° 3343 ;—13 janvier 1820 (M. Busschop, rapp.), DALLOZ, n° 3338 ;—30 janvier 1845 (M. Mérilhou, rapp.), *Journ. crim.*, t. 17, p. 59.

(4) Rej., 15 novembre 1832 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*627.

qu'une superfluité, ne rend point la déclaration du jury incomplète et insuffisante, puisque la réunion des deux qualités d'auteur et de directeur n'est point nécessaire, et qu'une seule suffit pour donner lieu à l'application de l'art. 267 du Code pénal (1).

3357. *Attentat à la pudeur :*

Est régulière et en parfaite concordance avec la question, la déclaration du jury qui, dans une accusation d'attentat à la pudeur avec violence, déclare l'accusé coupable, mais *sans violence*. Cette déclaration « ne présentant ni doute raisonnable ni contradiction, son bénéfice en était acquis à l'accusé et était irrévocable ». Or, comme d'après l'art. 331 du Code pénal, les attentats à la pudeur ne sont punissables que lorsqu'il a été formellement reconnu et déclaré qu'ils ont été consommés ou tentés avec l'emploi de la force, l'absolution devait s'ensuivre, et, en prononçant l'annulation d'une telle déclaration, pour pouvoir poser une nouvelle question relative à ce que la victime était âgée de moins de onze ans, — aujourd'hui de moins de treize ans,—la Cour d'assises a commis un excès de pouvoir (2);

3358. Le jury a pu, sans contradiction, déclarer que les faits dont l'accusé s'est rendu coupable constituaient une tentative caractérisée de viol, et que, cependant, ils ne constituaient pas un attentat à la pudeur avec violence (3);

De même, et dans la situation inverse, il n'y a pas de contradiction dans la déclaration qui, après avoir ré-

---

(1) Rej., 15 mai 1818 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*221.

(2) Cass., 2 octobre 1819 (M. Rataud, rapp.), *Bull.*331;—18 avril 1822 (même rapp.), *Bull.*170 ; — 28 janvier 1830 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.* 48 ; — 23 juillet 1836 (M. Voysin de Gartempe fils, rapp.), *Bull.*263 ; — 30 août 1839 (M. Fréteau de Peny, rapp.), *Bull.*445.

(3) Rej., 2 janvier 1829 (M. Brière, rapp.), *Bull.*4.

pondu : *non* à une question de viol avec la circonstance aggravante que la victime était la domestique de l'accusé, répond : *oui* à une question subsidiaire, posée comme résultant des débats, et portant sur un attentat à la pudeur avec violence avec la même circonstance de domesticité. — Ces deux crimes « sont, en effet, distincts et indépendants l'un de l'autre, par leur caractère et par leur qualification » (1) ;

La déclaration n'est même pas contradictoire quand, alors qu'il s'agit de deux faits distincts, elle est affirmative sur une tentative de viol, et également affirmative sur un attentat à la pudeur, *mais sans violence* (2) ;

3359. Après avoir déclaré qu'un accusé est coupable d'attentat à la pudeur avec violence, mais qu'il *n'a pas été aidé* dans ce crime par une ou plusieurs personnes, le jury peut, sans contradiction, déclarer qu'un second accusé a été son complice *par aide et assistance*. En effet, la complicité par aide et assistance, prévue par l'art. 60 du Code pénal, se réfère à des faits et actes qui, « tout en concourant à la perpétration du crime, et en facilitant sa consommation, ne constituent pas la contrainte violente et immédiate exercée sur la victime », tandis que la circonstance aggravante de l'*aide* dont parle l'art. 333 du même Code, « porte sur la participation directe et matérielle donnée au crime » (3).

3360. *Auteur principal et complice :*

Il n'existe aucune contradiction entre les dispositions d'un arrêt qui condamne le complice d'un crime, tandis qu'il acquitte l'individu poursuivi comme auteur princi-

---

(1) Rej., 9 septembre 1858 (M. Jallon, rapp.), *Bull.*407.

(2) Rej., 28 novembre 1839 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), D.P.40. 1.390.

(3) Rej., 27 novembre 1856 (M. Jallon, rapp.), *Bull.*591.

pal (1), spécialement : en matière d'attentat à la pudeur avec violence (2), — ou en matière de vol (3), — ou en matière d'infanticide (4), — ou en matière de faux (5), — ou en matière de banqueroute frauduleuse (6).

3361. *Auteur ou subsidiairement complice :*

Il n'existe aucune contradiction entre la réponse du jury qui, sans écarter l'existence des faits matériels, déclare deux accusés non coupables d'un crime comme auteurs, et celle qui, sur une question subsidiaire, déclare l'un d'eux convaincu de s'être rendu complice des faits caractéristiques de la tentative (7).

3362. *Banqueroute frauduleuse :*

Le failli peut fort bien « commettre personnellement des détournements et autres actes frauduleux au préjudice de la masse de ses créanciers, et, en outre, faciliter les actes de la même nature commis par ses associés au préjudice des mêmes créanciers ». Il n'existe donc aucune contrariété dans les deux parties d'une déclaration qui le reconnaissent auteur direct de certains faits et complice d'autres faits distincts (8) ;

3363. L'art. 591 du Code de commerce qualifie distinctement le fait du *détournement* et celui de la *dissimula-*

---

(1) Rej., 3 nov. 1853 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*612 ;—Cass., 17 septembre 1863 (M. Perrot de Chézelles, rapp.), *Bull.*416 ;—Voir *suprà*, n° 2984, p. 409 et 410, et *infrà*, n° 3380.

(2) Rej., 27 juin 1846 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*257.

(3) Rej., 21 août 1851 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*547.

(4) Cass., 26 septembre 1850 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*490.

(5) Voir *suprà*, n° 2986.

(6) Voir *suprà*, n° 2988.

(7) Cass., 14 septembre 1833 (M. Fréteau de Peny, rapp.), *Bull.*491 ; —Rej., 13 juillet 1837 (même rapp.), D.P.38.1.409.—Voir *infrà*, n^os^ 3381 et 3387.

(8) Cass., 17 décembre 1835 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* 428 ;—Rej., 7 mars 1839 (M. Rocher, rapp.), D.P.39.1.395.

tion d'une partie de l'actif de la faillite : ces deux faits ne sont donc pas identiques, « d'où il suit que les déclarations négatives du jury, sur l'un d'eux, n'invalident pas celles relatives à l'existence de l'autre » (1);

3364. « Il n'existe aucune contradiction nécessaire entre la partie de la déclaration qui déclare non coupable un accusé de complicité de banqueroute frauduleuse, et celle qui le déclare coupable d'avoir fait usage sciemment de deux procurations fausses ayant pour objet de poursuivre le recouvrement d'obligations simulées souscrites par le failli », s'il n'est pas constaté que ces obligations simulées étaient relatives à la faillite (2).

3365. *Circonstances aggravantes :*

En déclarant qu'un accusé n'est pas coupable, le jury *n'a plus rien à répondre* sur les circonstances aggravantes : toute réponse qu'il ferait sur ces circonstances devrait être réputée comme non avenue, et ne pourrait, dès lors, établir de contradiction avec les réponses légalement données (3);

3366. « En répondant : *oui, l'accusé et coupable*, à des questions qui portaient uniquement sur l'existence des circonstances aggravantes, et où il n'était fait aucune mention de l'accusé, le jury, quelque critique qu'on puisse adresser sur le rapport de l'exactitude grammaticale à la manière dont ses réponses ont été rédigées, a constaté, sans équivoque, l'existence desdites circonstances » (4) ;

3367. La déclaration qu'un accusé est coupable, *mais sans aucune des circonstances comprises dans l'acte d'accu-*

---

(1) Rej., 6 octobre 1853 (Isambert, rapp.), *Bull.*571.

(2) Rej., 29 mars 1838 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*124.

(3) Rej., 30 mai 1839 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*256.

(4) Rej., 24 septembre 1840 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* 402.

sation, n'est pas incomplète, ne présente pas un sens équivoque, et ne motive pas le renvoi des jurés dans leur chambre [1] ;

3368. Lorsque la question porte sur un vol de récoltes avec les circonstances aggravantes de nuit et dans un champ, la réponse du jury est claire et précise, si elle est ainsi conçue : *oui, les trois accusés sont coupables du vol de récolte sans aucune des autres circonstances aggravantes :* affirmative sur le fait principal et négative sur les circonstances aggravantes, elle motive l'application de la peine, et, en renvoyant les jurés dans leur chambre, la Cour d'assises viole l'art. 350 du Code d'instruction criminelle [2] ;

3369. Des arrêts cités au nº 3286 ont jugé que les circonstances aggravantes matérielles, consistant en un fait identique, telles que les circonstances de maison habitée ou de réunion de deux personnes, ne peuvent pas être niées pour un accusé alors qu'elles étaient affirmées pour son coaccusé. Il en est autrement des circonstances aggravantes qui résident en un fait personnel que l'un peut avoir commis, tandis que l'autre en était innocent.— Spécialement, le jury ne se contredit pas lorsque, relativement à un accusé, il répond : *oui,* sur les circonstances aggravantes d'effraction et d'escalade, tandis que pour un coaccusé il fait une réponse négative [3]. — Spécialement encore, il n'y a ni contradiction ni ambiguïté dans la déclaration du jury qui, ayant à juger deux accusés d'un même vol, les déclare tous les deux coupables, savoir : l'un, avec les trois circonstances aggravantes de maison habitée, de concours de deux ou plusieurs per-

---

(1) Cass., 19 mars 1812 (M. Oudart, rapp.), DALLOZ, nº 3359.
(2) Cass., 17 avril 1824 (M. Brière, rapp.), *Bull.*156.
(3) Rej., 11 juin 1852 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*365.

sonnes, et d'escalade ; et l'autre, seulement avec les deux premières de ces circonstances. Une telle déclaration, claire, précise, concordante, prononçant sur toutes les questions, ne pouvait être soumise à aucun recours, et, dès lors, il y a lieu d'annuler l'arrêt par lequel la Cour d'assises a renvoyé le jury dans la chambre des délibérations, ainsi que ce qui s'en est suivi [1] ;

3370. Il n'y a pas de contradiction dans la réponse qui reconnaît la culpabilité de l'auteur principal avec certaines circonstances aggravantes, et dans celle qui reconnaît aussi coupable le complice par recel, *mais sans les circonstances aggravantes*. — « La déclaration négative, à l'égard du recéleur, n'avait rien d'inconciliable avec la déclaration affirmative à l'égard de l'auteur du vol, puisqu'il était très-possible que les circonstances qui avaient accompagné ce crime fussent, au moment du recel, inconnues au recéleur ». La déclaration était donc « claire, concordante et catégorique, et elle formait une base légale pour appliquer la peine » ; et en la réputant contradictoire, et en renvoyant le jury dans sa chambre, la Cour d'assises « a porté atteinte à une déclaration de jury non susceptible de recours » [2] ;

3371. Des accusés furent déclarés coupables, comme auteurs, d'un vol avec neuf circonstances aggravantes ; en présence de cette déclaration, le jury pensa avec raison n'y avoir lieu à délibérer sur leur culpabilité pour aide et assistance et par recélé ; puis, il ajouta qu'ils connaissaient au temps du recélé les circonstances aggravantes qui auraient rendu le simple recélé passible de l'aggravation de peine prévue par l'art. 63 du Code pénal : par cette dernière décision, inutile et surabondante, « ce jury

---

(1) Cass., 27 août 1831 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.* 353.
(2) Cass., 18 janvier 1828 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.* 34.

n'a point émis de déclaration contradictoire avec ses précédentes déclarations de culpabilité contre les accusés comme auteurs du crime » (1);

3372. Une réponse affirmative sur le vol et sur la circonstance aggravante d'effraction intérieure, n'est point en contradiction avec une réponse négative sur la circonstance aggravante de maison habitée. En effet, « le vol commis à l'aide d'effraction intérieure peut fort bien l'avoir été dans une maison ou enclos non habités, ni servant à l'habitation ». Cette déclaration pouvait donc servir de base à la délibération de la Cour d'assises, sans qu'il fût nécessaire de renvoyer les jurés à fournir une nouvelle déclaration » (2);

3373. La réponse du jury qu'une soustraction frauduleuse a été commise à l'aide d'effraction intérieure de la tablette d'une commode fermée placée *dans la maison habitée* par la victime du vol, n'est nullement détruite par la réponse négative faite par le jury à une autre question portant sur le point de savoir si la soustraction frauduleuse a été effectuée *la nuit* dans la maison habitée par cette victime. Du rapprochement de ces réponses, il ressort nettement que le vol a eu lieu dans une maison habitée, mais non pendant la nuit. « Entendue en ce sens, le seul qui puisse raisonnablement lui être attribué, cette déclaration est parfaitement concordante » (3);

3374. Dans une accusation de meurtre, il n'y a ni contradiction ni inconciliabilité entre la réponse affirmative sur la circonstance aggravante de préméditation et la réponse également affirmative sur cette autre circonstance

---

(1) Rej., 31 juillet 1847 (M. Isambert, rapp.), *Bull.* 299.

(2) Rej., 22 novembre 1849 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* 456.

(3) Rej., 10 avril 1856 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.* 238,

aggravante que le crime a été commis, soit pour faciliter la fuite du coupable, soit pour assurer son impunité [1].

3375. *Circonstances atténuantes* :

En reconnaissant l'existence des circonstances atténuantes sur un seul des divers chefs d'accusation, le jury porte une déclaration régulière, complète et légale ; la Cour d'assises le renvoie donc à tort dans la chambre de ses délibérations [2] ;

3376. La déclaration du jury « n'est pas incomplète parce qu'elle ne porte aucune mention relative aux circonstances atténuantes ; en ce cas, le silence du jury, lorsqu'il a été averti de l'obligation que la loi lui impose à cet égard, constitue une présomption légale du rejet de ces circonstances ; cette présomption ne peut être détruite par l'allégation de l'un des jurés qu'il n'a pas été délibéré sur cette question » ; en conséquence, la Cour d'assises fait une juste application du principe de l'irréfragabilité de la déclaration du jury, en refusant de s'arrêter à cette allégation et d'accueillir les conclusions de la défense tendantes au renvoi du jury dans la salle de ses délibérations [3].

3377. *Coauteurs* :

Un seul et même fait peut être imputé à deux accusés qui sont déclarés avoir agi de concert en qualité de coauteurs [4];

3378. Les réponses du jury peuvent, sans contradiction, reconnaître plusieurs accusés coupables comme coau-

---

(1) Rej., 10 mars 1859 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*120.

(2) Cass., 30 décembre 1841,— intérêt de la loi — (M. Rocher, rapp.), *Bull.*581.—Voir *suprà*, n° 3040.

(3) Rej., 15 septembre 1853 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*526. — Voir *suprà*, n° 3027.

(4) Rej., 16 avril 1831 (M. Chauveau-Lagarde, rapp.), *Pal.*1831.1458; D.p.31.1.175.

teurs et à la fois comme complices du même crime, soit par aide et assistance, soit par instructions, soit pour avoir procuré des armes ou instruments (1);

3379. *Complicité, éléments constitutifs :*

Si la question de complicité est posée, comme résultant des débats, sans que la question énumère les circonstances constitutives de la provocation criminelle, la déclaration affirmative du jury n'est ni incomplète, ni contradictoire, ni obscure, ni équivoque; elle est irréfragable et acquise à l'accusé; en conséquence, l'absolution devait être prononcée et, en renvoyant les jurés dans leur chambre, non pour compléter ou éclaircir leur déclaration, mais pour en porter une autre sur des questions nouvelles, la Cour d'assises viole les articles 350 et 364 du Code d'instruction criminelle (2);

3380. Les complices d'un crime peuvent être punis, « encore bien que l'auteur principal ne soit ni condamné, ni poursuivi, ni même signalé » : en conséquence, la déclaration par laquelle deux accusés sont déclarés non coupables comme auteurs directs d'un infanticide, n'implique point contradiction avec la déclaration qu'ils sont complices (3); — de même « la réponse négative du jury en faveur de celui qui est poursuivi comme auteur principal d'un crime ou d'un délit n'emporte pas nécessairement la preuve que ce crime ou ce délit n'a pas été commis : elle n'est donc point inconciliable avec la réponse affirmative faite à la charge de celui qui est poursuivi comme complice (4);

---

(1) Rej., 8 janvier 1848 (M. Rives, rapp.), D.P.48.5.76. — Voir *suprà*, n° 3281.

(2) Cass., 16 mars 1826 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.* 136.

(3) Rej., 19 septembre 1839 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* 461.—Voir *suprà*, n° 2984, p. 409 et 410, note 1re, et n° 3360.

(4) Rej., 30 août 1839,— en matière de délit de presse— (M. Vincens-

3381. Il n'y a ni ambiguïté ni contradiction dans les réponses du jury déclarant des accusés non coupables du vol qui leur est imputé en qualité d'auteurs principaux et, en même temps, les déclarant complices pour avoir aidé et assisté les auteurs du fait à le commettre [1]; — il en est de même en matière d'infanticide [2];

3382. Il n'existe aucune contradiction dans la réponse du jury qui reconnaît un individu coupable de complicité de vol par aide et assistance, et qui, en même temps, le déclare receleur des objets volés [3];

3383. Il n'existe aucune contradiction dans la déclaration du jury qui, négative sur la complicité de banqueroute frauduleuse fondée sur le recel et la dissimulation d'une partie des valeurs dépendantes de la faillite, est affirmative sur la complicité pour avoir aidé et assisté l'auteur principal [4].

3384. *Complot, conspiration :*

Dans une accusation de complot contre la sûreté de l'État, l'accusé déclaré coupable d'avoir participé à une résolution d'agir concertée et arrêtée entre plusieurs personnes, dans le but de commettre les crimes prévus par les articles 87 et 91 du Code pénal, est, par cela même, déclaré *coauteur* de cette résolution. Il n'y a donc ni obscurité ni incertitude dans cette déclaration [5].

3385. Les réponses du jury ne sont pas contradictoires

Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*446 ;—Cass. , 9 juillet 1841,—en matière de vol—(M. Isambert, rapp.), *Bull.*328.

(1) Rej., 31 juillet 1847 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*301 ;—17 avril 1851 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*230.

(2) Rej., 19 septembre 1839 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* 461.—Voir *suprà*, n° 3361, et *infrà*, n° 3387.

(3) Rej., 26 juin 1852 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*389.

(4) Rej., 6 octobre 1853 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*571, cité au n° 3363.

(5) Cass., 13 octobre 1832 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.*577.

lorsque, en matière de complot ayant pour but de changer la forme du gouvernement, négatives pour trois des accusés, elles reconnaissent la culpabilité d'un seul accusé (1).

3386. *Coups et blessures :*

« Il n'y a nulle contradiction dans les deux réponses du jury, négative quant à l'intention de donner la mort, et affirmative quant à la préméditation de la volonté de porter des coups et blessures, puisque le Code pénal, par ses articles 297 et 310, a formellement admis ces deux espèces de préméditation » (2) ;

3387. La déclaration du jury portant que l'accusé « n'est point l'auteur des coups portés et des blessures faites volontairement, ne présente point de contradiction avec l'autre partie de cette même déclaration d'après laquelle ledit accusé est coupable d'avoir aidé et assisté, avec connaissance, l'auteur desdites violences dans les faits qui les ont préparées ou facilitées, ou dans ceux qui les ont consommées » (3) ;

3388. Il n'existe aucune contradiction entre la déclaration portant que l'accusé n'est pas coupable d'avoir porté à telle personne un coup qui lui a donné la mort, et celle portant qu'il est coupable d'avoir, en voulant frapper une autre personne, fait à la victime une blessure qui a occasionné la mort (4) ;

3389. Dans une accusation de coups portés à un garde champêtre dans l'exercice de ses fonctions, la réponse du

---

(1) Rej., 9 octobre 1851 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*667.

(2) Rej., 14 février 1817 (M. Lecoutour, rapp.), *Bull.*29 ; — 6 juillet 1832 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Pal.*1832.1248 ; — 14 janvier 1841 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*14.

(3) Rej., 12 juillet 1849 (M. Rives, rapp.), *Bull.*248. — Voir *suprà*, nºs 3381 et précédent.

(4) Rej., 7 avril 1853 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*189. — Voir *suprà*, nºs 2902 et 2908, p. 338 et 339.

jury que l'accusé est coupable, mais sans aucune des circonstances aggravantes, est claire, précise, concordante avec la question posée, et elle ne comporte pas le renvoi des jurés dans leur chambre [1] ;

3390. On ne trouve aucune contradiction dans la déclaration qui, en matière de coups et blessures portés par un fonctionnaire public, déclare : 1° que l'accusé est coupable ; 2° qu'il a agi dans l'exercice de ses fonctions ; 3° avec motif légitime ; 4° qu'il a été provoqué par des coups et violences graves sur sa personne ; 5° et qu'il existe en sa faveur des circonstances atténuantes [2] ;

3391. « Il ne peut résulter de nullité de la contrariété d'une déclaration des jurés qu'autant que cette déclaration a été émise par les mêmes jurés à la suite du même débat » ; en effet, « la loi ne demande pas compte au jury des éléments de sa conviction ; un nouveau débat sur le même crime peut offrir des circonstances nouvelles, des faits nouveaux et même différents de ceux qui ont pu se présenter dans le premier débat ». Dès lors, pas de contradiction irritante entre deux déclarations, émanées de jurys différents, l'une portant que le principal accusé est coupable de coups et blessures volontaires ayant occasionné la mort, et l'autre affirmant qu'un deuxième accusé est complice de ces coups et blessures, lesquels n'ont pas occasionné la mort [3].

3392. *Délit de presse :*

Alors que les délits de presse étaient soumis au jury, l'admission des circonstances atténuantes par lui faite intempestivement et qui devait être considérée comme non écrite, n'invalidait nullement sa déclaration claire et pré-

---

(1) Cass., 19 janvier 1827 (M. Brière, rapp.), *Bull.*33.
(2) Rej., 18 juin 1857 (à mon rapport), *Bull.*363.
(3) Rej., 18 juin 1830 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.*394.

cise sur le fait de la prévention : en conséquence, il n'y avait pas lieu à provoquer une nouvelle délibération des jurés [1].

3393. *Discernement :*

La déclaration qu'il existe des circonstances atténuantes « n'est point incompatible avec l'obligation dans laquelle se trouve le jury d'examiner et de déclarer si l'accusé, qui est âgé de moins de seize ans, a agi avec discernement [2].

3394. *Empoisonnement :*

Il n'y a pas contradiction si le jury répond : *non* sur l'empoisonnement, et *oui* sur la tentative de crime [3];— ou s'il répond : *non* comme auteur principal et *oui* comme complice [4].

3395. *Fausse monnaie :*

La contrefaçon et l'émission étant deux faits constitutifs de crimes distincts, le jury, après avoir reconnu non coupable l'accusé de contrefaçon, a pu, sans se contredire, le déclarer coupable d'avoir frauduleusement émis ou participé à l'émission d'une pièce d'argent contrefaite [5].

3396. *Faux :*

La fabrication du faux et l'usage de la pièce fausse étant deux crimes distincts, qui peuvent exister soit simultanément, soit séparément, le jury ne s'est nullement contredit en déclarant en même temps que l'accusé n'était pas coupable d'être l'auteur de billets faux et que néanmoins il était coupable d'en avoir fait usage sachant qu'ils

---

(1) Cass., 15 février 1834 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.*64.

(2) Rej., 27 mai 1852 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*329. — Voir *suprà*, n° 3038.

(3) Cass., 21 juin 1850 (M. de Boissieux, rapp.), D.P.50.5.122 ;—Rej., 31 mai 1866 (M. de Gaujal, rapp.), *Bull.*228.

(4) Cass., 14 septembre 1833 (M. Fréteau de Peny, rapp.), *Bull.*491.

(5) Rej., 22 mai 1856 (M. Rives, rapp.), *Bull.*309.

étaient faux [1] ; — ou, en portant la décision inverse [2] ;

3397. Interrogé par une question complexe, sur la fabrication du faux et sur l'usage fait sciemment de la pièce fausse, le jury, en répondant : *non, l'accusé n'est pas coupable,* fait une réponse claire, précise, absolue et se rapportant, sans restriction, à toutes les parties de la question. Le renvoi du jury dans sa chambre était donc une violation des articles 350 et 358 du Code d'instruction criminelle [3].

3398. *Faux, — usage :*

Quand, sur une accusation d'usage de pièce fausse, le jury répond : *oui, elle a fait usage de ladite lettre, mais non sciemment,* sa déclaration claire, précise et concordante ne permet pas son renvoi dans la chambre des délibérations [4];

3399. Il n'existe ni inconciliabilité ni contradiction entre la réponse du jury négative sur la question de faux commis par un notaire *en écrivant* frauduleusement dans un acte de transport des conditions autres que celles qui auraient été dictées par les parties, et sa réponse affirmative sur la question de faux relative *à l'expédition* du même acte : ces deux faits, « quoique présentant le même caractère, sont cependant distincts » [5];

3400. La déclaration du jury portant que l'accusé « est coupable des crimes de soustraction frauduleuse commise par un homme de service à gages, et de faux en écri-

---

(1) Rej., 10 octobre 1817 (M. Busschop, rapp.), *Bull.*93 ; — 29 avril 1853 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*216.

(2) Rej., 7 juin 1821 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.*294 ; — 25 novembre 1825 (M. Brière, rapp.), *Bull.*637 ; — 30 décembre 1841 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), D.P.42.1.86 ;—13 août 1852 (même rapp.), *Bull.*474.

(3) Cass., 25 août 1826 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*463.

(4) Cass., 24 avril 1828 (M. d'Aubers, rapp.), *Bull.*306.

(5) Rej., 13 mars 1853 (M. de Glos, rapp.), *Bull.*122.

ture publique et authentique, présente deux crimes de nature essentiellement distincte, et dont la constatation n'implique aucune contradiction » (1).

3401. *Faux témoignage :*

« Il n'y a rien d'inconciliable entre deux affirmations, dont l'une énonce qu'un accusé n'a pas fait un faux serment en niant l'existence d'une vente définitive, et l'autre, qu'il s'est rendu coupable de ce crime en déclarant qu'il n'avait pas reçu un à-compte de cinquante francs sur le prix de ce marché ; en effet, la non-existence d'une vente définitive n'exclut pas le fait d'une prestation d'arrhes par suite d'un projet de vente » (2).

3402. *Faux timbres :*

On ne peut considérer comme contradictoire la déclaration du jury portant que l'accusé est non coupable de la fabrication de *faux timbres* nationaux, mais qu'il est coupable d'avoir fabriqué les *empreintes* de ces timbres sur des lettres de voiture (3) ;

3403. La déclaration qu'un accusé n'est pas coupable d'usage de faux timbres, sachant qu'ils étaient contrefaits, n'implique pas contradiction avec la déclaration que cet accusé a mis en circulation des lettres de voiture revêtues de l'empreinte de timbres nationaux apposés par un employé de l'administration du timbre qui s'en était indûment constitué possesseur (4).

3404. *Homicide volontaire :*

La contradiction n'existe pas dans cette réponse que l'accusé est coupable d'avoir volontairement commis un homicide et que cependant il était *en démence* au moment

---

(1) Rej., 6 mars 1851 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.* 138.
(2) Rej., 12 mars 1835 (M. Rocher, rapp.), *Bull.* 116.
(3) Rej., 13 octobre 1843 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* 439.
(4) Rej., 3 décembre 1846 (M. Rocher, rapp.), *Bull.* 460.

de l'action. Cette déclaration signifie que l'accusé est matériellement l'auteur du fait, mais qu'il n'y a apporté que la volonté d'un homme en démence, volonté exclusive de toute culpabilité légale. En ce cas, l'acquittement doit être prononcé et la Cour d'assises n'est pas tenue de demander aux jurés une nouvelle déclaration [1] ;

3405. En déclarant l'accusé coupable d'une tentative d'homicide volontaire, mais en ajoutant que cet accusé n'avait commis la tentative que *pour sa légitime défense*, le jury, « par cette déclaration, reconnaissait n'avoir entendu le mot *coupable* que dans le sens dans lequel il est employé par le Code d'instruction criminelle dans son article 364, et il plaçait l'accusé dans la disposition de cet article, d'après son rapprochement de l'article 328 du Code pénal : cette réponse du jury ne présentait aucune contradiction, ne contenait aucun excès de pouvoir, et elle était irrévocablement acquise à l'accusé ». Dès lors la Cour d'assises a illégalement renvoyé les jurés dans leur chambre pour en délibérer de nouveau [2] ;

3406. Cette réponse : *non, il n'y a pas d'homicide volontaire*, « exprime la négation de la culpabilité d'une manière claire, concordante et catégorique ». En conséquence la Cour d'assises viole l'article 350 en renvoyant le jury dans la chambre de ses délibérations pour donner, sur la même question, une seconde réponse [3] ;

3407. Le jury, ayant répondu, sur la question principale, que l'homicide avait été commis volontairement, « cette déclaration excluait formellement le fait d'un homicide

---

(1) Rej., 4 janvier 1817 (M. Bailly, rapp.), DALLOZ, n° 3318. — Voir *infrà*, n°s 3409, 3411 et 3425.

(2) Cass., 29 avril 1819 (M. Giraud-Duplessis, rapp.), *Bull.* 173.

(3) Cass., 28 juin 1832 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.* 331. — Voir *infrà* n° 3409.

involontaire avec lequel elle était incompatible ; et, dès lors, il n'y avait pas lieu, pour le jury, de délibérer sur la question subsidiaire » (1).

3408. *Incendie :*

Quand la peine la plus forte, encourue pour crime d'incendie,—a été régulièrement appliquée, peu importe que sur une autre question, par exemple pour un vol,—la déclaration soit entachée de contradiction par suite de deux réponses inconciliables, l'une admettant et l'autre niant les mêmes circonstances aggravantes en ce qui concerne l'auteur et son complice (2).

3409. *Infanticide :*

Ces expressions : *oui, l'accusée est coupable d'avoir* INVOLONTAIREMENT *commis un homicide sur l'enfant nouveau-né dont elle venait d'accoucher*, ne constatent ni un crime ni un délit : ici, le mot *coupable* n'est affirmatif que de l'existence matérielle du fait et n'établit aucune contradiction avec la réponse excluant la volonté (3) ;

3410. La déclaration que le mari a commis *un homicide par imprudence* sur l'enfant dont sa femme venait d'accoucher, n'implique pas nécessairement contradiction avec la réponse reconnaissant que la femme *était coupable d'infanticide* (4).

3411. *Meurtre :*

Lorsque l'accusé est déclaré coupable d'avoir donné la mort, *mais involontairement*, cette déclaration régulière, précise et complète, ne peut donner lieu au renvoi des

---

(1) Rej., 4 janvier 1849 (M. Barennes, rapp.), *Bull.*4.

(2) Rej., 1er février 1866 (M. de Gaujal, rapp.), *Bull.*55, cité nº 3186. —Voir *suprà*, nos 2901, 2946 et 2949.

(3) Cass., 6 avril 1827 (M. Brière, rapp.), *Bull.*205. — Voir *suprà*, nos 3404, 3405, et *infrà*, nos 3411 et 3425.

(4) Rej., 19 août 1841 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*401. — Voir *suprà*, nº 3309.

jurés dans la chambre des délibérations. Dans ce cas, le mot *coupable* est, dans la pensée des jurés, réduit à l'affirmation de la matérialité du fait (1). — Cependant un arrêt a vu une évidente contradiction dans cette déclaration qui, après avoir reconnu l'accusé coupable, ajoutait qu'il avait agi sans intention et, par conséquent, sans volonté (2);

3412. On ne rencontre aucune contradiction dans la déclaration du jury qui, affirmative sur la complicité d'un assassinat commis sur un individu, est négative sur la complicité d'assassinat commis sur une autre victime: peu importe que les deux crimes aient été commis le même jour, au même lieu et au même instant (3);

3413. Le jury, après avoir résolu négativement une question concernant le meurtre attribué à l'accusé ainsi que la circonstance de préméditation rattachée à ce premier fait, a répondu affirmativement à une question de complicité, posée comme résultant des débats, ainsi qu'à la même circonstance de préméditation également rattachée à cette question subsidiaire : « ces réponses sont parfaitement régulières et elles n'ont rien de contradictoire entre elles : il est, en effet, de raison et de droit, lorsqu'il s'agit d'un seul et même accusé, que les questions touchant les circonstances aggravantes se réfèrent exclusivement au chef d'accusation dont elles sont le complément, et que, si le jury les dénie, il le fait, non d'une manière absolue, mais uniquement dans leur relation avec ledit chef d'accusation » (4).

---

(1) Rej., 4 janvier 1833 (M. de Crouseilhes, rapp.), DALLOZ, n° 3357. —Voir *suprà*, n^os^ 3404, 3405, 3409, et *infrà*, n° 3425.

(2) Rej., 18 juin 1830 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.*394.

(3) Rej., 11 mai 1849 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*106.

(4) Rej., 31 juillet 1862 (à mon rapport), *Bull.*318.

3414. *Meurtre et crime concomitants :*

Il n'y a pas contradiction dans la déclaration du jury qui, dans une accusation de meurtre et de vol concomitants, après avoir reconnu l'accusé non coupable du crime de meurtre, le déclare néanmoins coupable du vol *qui aurait été précédé ou suivi de l'homicide spécifié et caractérisé dans la première question ci-dessus*. En effet, quoiqu'elle mentionne le meurtre, la question relative au vol ne décide rien sur l'existence de ce crime [1] ;

3415. La différence de date sur la perpétration du crime de meurtre, existant dans la question principale sur le meurtre et dans la question relative au vol concomitant, lorsqu'elle est une erreur de plume matérielle et évidente, ne constitue pas une contradiction suffisante pour entraîner l'annulation de la procédure [2];

3416. Trois accusés étant poursuivis pour meurtre et vol concomitants, le jury peut, sans contradiction, déclarer deux des accusés coupables de ces deux faits avec leur concomitance, et résoudre la question de concomitance en faveur du troisième accusé [3].

3417. *Partage entre les jurés :*

« Quand il est déclaré que six jurés ont voté pour l'accusé et six contre lui, les décisions sont aussi clairement connues qu'elles puissent l'être, et, par la force de la loi, l'accusé est déclaré non coupable; une semblable déclaration, dont la nullité n'est écrite dans aucune loi, ne saurait être jugée nulle; présentant un sens clair et qui ne peut faire naître aucun doute, il n'y a pas de motifs de demander aux jurés une seconde déclaration qui

---

(1) Cass., 20 mars 1835 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*138.
(2) Rej., 3 novembre 1855 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*553.
(3) Rej., 14 octobre 1858 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*418.

ne pourrait rien ajouter aux lumières que fournit la première pour le jugement de l'accusé » (1).

3418. *Pillage :*

Il n'y a aucune contradiction dans la déclaration qui, sans nier d'une manière absolue l'existence d'une tentative de pillage, déclare un des accusés coupable et acquitte un coaccusé (2).

3419. *Provocation :*

Aucune contradiction n'existe entre cette déclaration que, avant la tentative de meurtre, des coups ont été portés à l'accusé, *mais qu'ils ne constituent pas la provocation* (3). En effet, les coups portés peuvent ne pas être les violences graves dont parle l'article 321 du Code pénal.

3420. *Réunion en bande armée :*

Un individu était accusé d'avoir été coauteur d'un complot ou d'un attentat dont le but était de détruire ou de changer le gouvernement. Le jury répondit : « oui, l'accusé est coupable, mais seulement d'avoir fait partie d'une bande armée, sans y avoir exercé de commandement, hors le cas où la bande dont il faisait partie aurait tendu à détruire ou à changer le gouvernement, avec la circonstance que l'accusé a été saisi sur les lieux de ladite bande armée ». La Cour d'assises pensa que la déclaration du jury était incomplète et lui ordonna de délibérer de nouveau. La Cour de cassation, reconnaissant, au contraire, qu'elle était précise, régulière et légalement acquise à l'accusé, annula l'arrêt de renvoi ainsi que la seconde déclaration qui s'en était suivie et maintint la première qui

---

(1) Cass., 23 juin 1814 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*60. — Voir *suprà*, n° 3146.

(2) Rej., 7 juillet 1847 (M. de Crouseilhes, rapp.), *Bull.*278.

(3) Cass., 30 juillet 1831 (M. Rives, rapp.), *Bull.*297.

plaçait le condamné sous le coup de l'article 98 du Code pénal [1].

3421. *Subornation de témoins :*

La déclaration de culpabilité d'un accusé de subornation de témoins n'implique pas contradiction avec l'acquittement de l'auteur du faux témoignage : il suffit que le fait du faux témoignage soit constaté par le jury ; mais si, au contraire, l'existence du faux témoignage n'était pas reconnue, on ne pourrait plus rencontrer de subornation de témoins et, dans ce dernier cas, la réponse affirmative du jury serait inopérante et contradictoire [2].

3422. *Tentative :*

Lorsque le jury, interrogé sur le point de savoir si une tentative de vol a été manifestée par des actes extérieurs, suivie d'un commencement d'exécution et n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur, a répondu : *oui*, ET *n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de sa volonté*, sa déclaration est complète et claire. Ici le mot *et* explique suffisamment que le mot *oui* est l'affirmation positive de la culpabilité ainsi que du commencement d'exécution [3];

3423. Si le jury répond que l'accusé est coupable de tentative, *mais sans commencement d'exécution*, — ou que l'effet de la tentative n'a pas été suspendu par des circonstances indépendantes de sa volonté, — ou que la tentative ne présente pas les caractères de criminalité spécifiés en l'article 2 du Code pénal, — il n'y a plus ni crime ni délit : cette déclaration claire et précise entraînait

---

(1) Cass., 20 janvier 1832 (M. Gilbert de Voisins, rapp.), *Bull.*29.

(2) Cass., 2 juillet 1857 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*391.—Voir *suprà*, nºs 2990 et 3302.

(3) Rej., 13 janvier 1831 (M. Chantereyne, rapp.), *Bull.*6.—Voir *suprà*, nºs 3316 et 3343.

l'absolution de l'accusé, et c'est en violation de la loi que les jurés ont été invités à délibérer de nouveau [1];

3424. Ces deux déclarations que l'accusé est coupable d'une tentative de meurtre et qu'il est coupable de blessures volontaires, ne se contredisent point, « puisque des blessures faites volontairement peuvent constituer une tentative de meurtre ». Par suite, en ordonnant que le jury se retirerait dans la chambre de ses délibérations pour rendre une déclaration nouvelle, la Cour d'assises méconnaît l'autorité de la première déclaration qui, étant régulière, devait servir de base à l'arrêt de condamnation [2].

3425. *Vol :*

La déclaration qui porte que l'accusé est coupable de soustraction, *mais qu'il ne l'a pas faite frauduleusement*, n'a rien de contradictoire, « vu qu'il est possible de soustraire un objet, sans vouloir se l'approprier ni en frustrer le propriétaire ; si, dans le sens de la loi, le mot *coupable* emporte l'idée du fait et de l'intention criminelle, ce mot cesse d'avoir un sens aussi étendu, lorsque le jury l'a expressément borné, comme dans l'espèce, en le réduisant au fait matériel et en excluant en termes formels l'intention du crime ». En conséquence, l'annulation de cette déclaration et le renvoi du jury dans sa chambre sont une violation des articles 350 et 364 du Code d'instruction criminelle [3].—Il en est de même si, déclarant que l'accusé

---

(1) Cass., 25 juillet 1817, — en matière de tentative de meurtre — (M. Rataud, rapp.), *Bull.*176 ;—9 juillet 1829 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.* 384 ;—18 avril 1834,—en matière de tentative de vol—(M. Brière, rapp.), *Bull.*132.

(2) Cass., 19 décembre 1833 (M. de Ricard , rapp.), *Bull.*643 ;—Rej., 24 septembre 1840 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*402 ; — 22 juin 1855 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*366 ; — 24 juin 1858 (à mon rapp.), *Bull.*290.

(3) Cass., 20 mars 1812 (M. Bauchau, rapp.), *Bull.*122.

est coupable d'avoir soustrait, sans dire frauduleusement, la réponse ajoute : *mais il est constant qu'il ne jouissait pas de ses facultés intellectuelles* (1) ;

Dans une accusation de vol qualifié, le jury rend une déclaration qui n'est ni obscure, ni contradictoire en répondant que l'accusé *n'a pas soustrait frauduleusement, mais qu'il est coupable, ayant trouvé les objets détournés, de les avoir conservés chez lui, avec intention de les soustraire* pour les appliquer à son profit au préjudice des propriétaires. Selon cette déclaration, l'intention frauduleuse n'ayant été conçue qu'à une époque postérieure à l'enlèvement des objets, « le fait immoral dont l'accusé était déclaré coupable ne constituait pas un délit punissable par l'application d'une loi pénale et il y avait lieu, par la Cour d'assises, à le renvoyer absous ». Dès lors, doit être annulé l'arrêt qui a prononcé le renvoi du jury dans sa chambre (2);

3426. La réponse du jury peut, sans qu'il y ait contradiction, être affirmative sur la question de vol et négative sur l'usage de la pièce volée (3) ;

3427. Lorsque le vol a été commis par plusieurs personnes, il ne saurait y avoir de contradiction dans les réponses relatives à la complicité des unes par aide et assistance et la complicité des autres par recélé (4) ;

3428. La contradiction n'existe pas si un accusé est déclaré coupable d'un vol, avec pluralité d'auteurs, alors cependant que ses coaccusés ne sont reconnus coupables que comme complices. En effet, cette pluralité d'auteurs peut résulter, soit des actes de complicité par assistance des

---

(1) Cass., 29 août 1829 (M. Brière, rapp.), *Bull.*508. — Voir *suprà*, nos 3404, 3405, 3409 et 3411.

(2) Cass., 2 septembre 1830 (M. Brière, rapp.), *Bull.*474.

(3) Rej., 20 avril 1838 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*151.

(4) Rej., 30 mai 1839 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*256.

coaccusés, soit de la coopération d'autres individus non compris dans la poursuite [1];

3429. Lorsque, sur une question de vol commis à l'aide de circonstances aggravantes, le jury répond *négativement* sur le fait principal et *affirmativement* sur les circonstances, sa déclaration doit être comprise en ce sens que le vol a été commis, mais que l'accusé *n'en est pas coupable*. Entendue en ce sens, cette déclaration ne présente ni contradiction, ni équivoque, ni obscurité. Elle était acquise à l'accusé, qui devait être acquitté et mis en liberté, et, par suite, en renvoyant le jury dans la chambre de ses délibérations, la Cour d'assises a violé les articles 350 et 358 du Code d'instruction criminelle [2].

§ 9. — *Jusqu'à quel moment le renvoi peut être ordonné.*

N° 3430. La déclaration peut incontestablement être rectifiée tant que le greffier n'en a pas fait à l'accusé la seconde lecture.

3431. Le droit de renvoi existe encore même après cette seconde lecture et jusqu'à ce que, par la prononciation de son arrêt, la Cour d'assises ait consommé son pouvoir.

3432. Jurisprudence consacrant le droit de renvoi après la première lecture.

3433. Et aussi après la lecture faite à l'accusé.

3434. La Cour de cassation va même jusqu'à autoriser le renvoi quand, après cette lecture, on s'aperçoit de l'omission, dans la question, de caractères constitutifs du crime, omission ne purgeant pas l'accusation.

3435. Et peu importe que la déclaration ait été revêtue de toutes les signatures légales.

3430. La déclaration légale, — régulière en la forme, —qui, répondant d'une manière complète, claire, précise et concordante aux questions posées conformément à

---

(1) Rej., 9 juillet 1858 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*314.

(2) Cass., 26 février 1841 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*87.

l'arrêt de renvoi, purge l'accusation, — est vraiment la déclaration irréfragable et irrévocable dont parle l'article 350 du Code d'instruction criminelle, du moment où le chef du jury, avec les formalités requises, en a donné lecture en audience publique, en présence de ses collègues et de la Cour. — Voir *suprà*, la section III, n^os^ 3214 et suivants.

Si, au contraire, la réponse du jury pèche ou par la forme ou par le fond, l'irrégularité, quelle qu'elle soit, peut être rectifiée tant que le greffier n'en a pas donné une seconde lecture à l'accusé ramené à l'audience : c'est une règle incontestée.

3431. Mais quand la déclaration, lue une première fois, et signée par le chef du jury, par le président et par le greffier, *a été lue une seconde fois à l'accusé*, lui est-elle irrévocablement acquise, alors même qu'elle contiendrait quelques-uns de ces vices de nature à entraîner sa nullité, et ne peut-on plus légalement convier le jury à la régulariser par une déclaration nouvelle ?

On a prétendu que, par cette seconde lecture, les choses ne sont plus entières ; que le sort de l'accusé est désormais fixé ; que le jury a consommé son pouvoir en manifestant son opinion, bien ou mal formulée ; que, à partir de ce moment, l'office de la Cour elle-même est restreint à l'accomplissement d'une formalité en quelque sorte matérielle, l'application de la loi aux faits déclarés constants ; et que, par suite, faire retour en arrière pour replacer les jurés au moment où ils vont, pour la première fois, délibérer dans leur chambre, c'est les rendre dépendants des magistrats, soumettre leur déclaration à un véritable recours, et rayer du Code notre art. 350.

Cette opinion ne me paraît pas fondée et à peine me semble-t-elle spécieuse.

En effet, d'abord, les jurés ne sont nullement placés

sous la dépendance des magistrats, par ce fait que, sans porter nulle atteinte à leur conviction, on leur demande à eux-mêmes de dire, mais de bien dire, sans contradiction, sans obscurité, sans lacune, ce qu'ils décident sur le fondement de l'accusation ;

Ensuite, pourquoi la lecture faite à l'accusé vaudrait-elle plus et mieux que la lecture faite à la Cour? Est-ce que la première lecture n'aurait pas, aussi bien que la seconde, mis fin à la mission du jury, et ne pourrait-on pas invoquer en faveur de son irrévocabilité les mêmes arguments que l'on fait valoir au profit de la seconde ?

D'ailleurs, il faut juger un système par ses conséquences : qu'arriverait-il si, enchaînée par l'obligation du *laissez faire, laissez passer*, la Cour d'assises donnait force et effet à la déclaration vicieuse, et en faisait la base de l'acquittement ou de son arrêt pour l'application de la peine? La Cour de cassation est là et, sur le pourvoi du ministère public, redressant le tort fait à la loi, elle infligerait l'annulation, et tout serait à recommencer. L'accusé y gagnerait-il ? qui le sait ?

Enfin, et voici la grande raison, il n'y a de déclaration, dans l'acception légale du mot, que là où il y a eu l'observation stricte des prescriptions de la loi : des réponses dans lesquelles les formes ont été violées ne sont pas une déclaration ;—des réponses qui laissent en oubli des chefs d'accusation, des circonstances constitutives, des circonstances aggravantes, ne purgeant pas la poursuite, ne sont pas une déclaration ; — des réponses qui se choquent, se contredisent et se détruisent mutuellement, ne sont pas une déclaration ; — des réponses incertaines, ambiguës, équivoques, qui, laissant place au doute, ne mettent pas en relief la décision du jury, ne sont pas une déclaration. Et de ce point de vue, qui est pratique et vrai, en reconnaissant à la Cour le droit d'exiger, au moyen d'une déli-

bération nouvelle, une déclaration régulière, exacte, complète, digne de ce nom et de son privilége, on ne méconnaît à aucun degré la disposition de l'art. 350.

Je pense donc, et l'on va voir que la jurisprudence décide ainsi, que tant que la Cour d'assises n'a pas rendu son arrêt qui, seul, *consomme son pouvoir* et dessaisit sa juridiction, aucune fin de non-recevoir ne s'élève contre le droit et le devoir d'ordonner au jury de régulariser, de compléter, d'interpréter et d'expliquer sa déclaration irrégulière, incomplète, contradictoire et incertaine.

3432. Le droit de renvoi, après la lecture faite par le chef du jury, *mais avant la lecture à l'accusé*, est consacré par les décisions suivantes :

« Il ne suffit pas qu'une déclaration du jury présente un sens clair est précis ; il faut encore qu'elle décide tous les faits et toutes les circonstances de l'accusation ; elle ne forme un droit en faveur de l'accusé que lorsqu'elle a ainsi prononcé d'une manière pleine et entière sur les faits des poursuites ». La Cour d'assises ne peut donc, quand il n'a pas été satisfait à cette dernière condition, se refuser au renvoi du jury dans sa chambre, « sur le motif que la réponse présentait un sens clair et précis, favorable à l'accusé, *et qu'une fois lue publiquement*, elle lui appartenait tout entière » [1] ;

« Le renvoi, ordonné *avant que la déclaration eût été lue aux accusés* et en leur absence, était nécessaire et ne fut l'objet d'aucune observation de la part de leur défenseur » [2] ;

Lorsque, immédiatement après la lecture faite, par le chef du jury, *hors la présence de l'accusé*, de l'une des réponses aux questions posées, les jurés déclarent qu'il y a

---

[1] Cass., 9 mars 1821 (M. Rataud, rapp.), *Bull.*89.
[2] Rej., 23 juin 1832 (M. Rives, rapp.), *Bull.*325.

erreur dans cette réponse et qu'elle ne résume point leur intention, la Cour d'assises procède régulièrement en ordonnant, nonobstant toute conclusion contraire, le renvoi des jurés dans leur chambre, afin qu'ils puissent exprimer le résultat vrai de leur délibération : et la Cour ne méconnaît aucun droit acquis en ne considérant comme légale que la déclaration nouvelle, alors même qu'elle serait affirmative et contre l'accusé, tandis que la première déclaration lui était favorable (1) ;

« Si la déclaration du jury ne peut jamais être soumise à aucun recours, il n'en résulte pas qu'une Cour d'assises, tant que tout n'est pas consommé, *tant que la déclaration n'a point été lue à l'accusé*, n'ait pas le droit de renvoyer les jurés dans la salle de leurs délibérations pour régulariser ou rectifier des réponses obscures, équivoques ou contradictoires » (2) ;

« Pour ramener le jury à l'exécution de la loi, lorsqu'il s'en écarte, la Cour d'assises a le droit de le renvoyer dans la chambre de ses délibérations ; pour l'accomplissement de ces devoirs, *la présence et le concours de l'accusé ne sont nullement nécessaires* ; il n'y a lieu de le faire rentrer dans l'auditoire qu'après que la déclaration du jury a été lue et signée par le chef, remise au président, signée de lui et du greffier » (3).

3433. Voici maintenant l'état de la jurisprudence lorsque le vice n'est aperçu *qu'après la lecture faite à l'accusé :*

Un premier arrêt avait jugé que la déclaration lue et signée par le chef du jury, *lue une seconde fois à l'accusé* par le greffier, est complète, définitive et irrévocablement

---

(1) Rej., 18 juillet 1839 (M. Dehaussy, rapp.), DALLOZ, n° 3285.
(2) Rej., 8 octobre 1840 (M. Romiguières, rapp.), *Bull.* 428.
(3) Cass., 11 mars 1841 (M. Bresson, rapp.), *Bull.* 119.

acquise à l'accusé; et que les formalités prescrites par les articles 349 et 357 du Code d'instruction criminelle étant exécutées, la Cour d'assises ne peut plus inviter les jurés à retourner dans leur chambre pour expliquer leur déclaration : il est trop tard [1].

Mais cette doctrine n'a pas été suivie, ainsi que le prouvent les décisions dont voici l'analyse :

Quand la déclaration omet de s'expliquer sur la circonstance de volonté qui est caractéristique en matière de recélé, le vice peut être réparé : « il importe peu que l'arrêt de la Cour, à cet égard, ne soit intervenu qu'après que la déclaration du jury avait été signée par le président, le greffier, et *lue à l'accusé;* ces formalités ne pouvaient couvrir le vice de cette déclaration, qui ne répondait point à toute la question qui avait été posée, qui ne purgeait point l'accusation, et ne pouvait servir de base ni à un arrêt d'absolution, ni à un arrêt de condamnation » [2];

« Si le vice de la déclaration n'est reconnu qu'après qu'elle a été signée par le président et par le greffier, *et lue à l'accusé,* cette circonstance ne saurait faire obstacle à ce que la Cour d'assises prescrive au jury de délibérer de nouveau et de compléter ou d'expliquer sa déclaration ; l'accomplissement des formalités de la signature et de la lecture ne faisant point disparaître les lacunes et les contradictions que la déclaration peut présenter, laisse la Cour dans l'impossibilité de faire une juste application de la loi à des faits sur lesquels le jury n'a point manifesté clairement son opinion ; la disposition de l'article 350 du Code d'instruction criminelle, d'après laquelle la déclaration du jury ne peut être soumise à aucun recours, ne

---

(1) Cass., 14 octobre 1825 (M. de Bernard, rapp.), *Bull.*569.
(2) Rej., 7 avril 1827 (M. Mangin, rapp.), *Bull.*216.

doit s'entendre que d'une déclaration complète et précise, purgeant l'accusation ; ce n'est qu'autant qu'elle satisfait à cette condition qu'elle peut être réputée acquise, soit à l'accusé, soit à la vindicte publique » (1) ;

« La réponse du jury, *lue en présence de l'accusé*, n'est acquise à ce dernier qu'autant qu'elle est claire, précise et concordante : en décidant qu'une déclaration ne réunissait pas ces trois caractères, et en renvoyant, par suite, le jury dans la chambre de ses délibérations, la Cour n'a fait qu'user d'un droit, dont l'obscurité de cette déclaration nécessitait l'exercice » (2) ;

La déclaration est incomplète quand elle ne mentionne pas la majorité : « peu importe que l'erreur commise par le jury n'ait été reconnue qu'après que cette déclaration avait été publiée, en présence des jurés, par leur chef, signée par le président et le greffier, *et lue à l'accusé par le greffier* ; la Cour restant toujours saisie, l'accomplissement de ces formalités ne pouvait couvrir le vice de la déclaration qui, ne résolvant pas toutes les questions posées et ne purgeant pas l'accusation, ne pouvait servir ni à un arrêt de condamnation ni à un arrêt d'absolution » (3) ;

La Cour doit, « lorsque la partie de la déclaration, objet de la réclamation, *n'a encore été la base d'aucune décision*, renvoyer les jurés dans leur chambre, pour régulariser, compléter ou expliquer leur déclaration ; en agissant autrement, non parce que la déclaration des jurés ne serait ni irrégulière, ni incomplète, ni équivoque, mais par le seul motif que cette déclaration *aurait été lue en présence des accusés*, et que, dès lors, la mission du jury serait accomplie, la Cour d'assises méconnaît son

---

(1) Cass., 5 mars 1835 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* 103.
(2) Rej., 12 mars 1835 (M. Rocher, rapp.), *Bull.* 116.
(3) Cass., 27 janvier 1842 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.* 23.

droit et viole les règles de sa propre compétence » (1);

En résumé, je dirai avec un ancien arrêt dont les expressions ont été naguère reproduites, que, quand il y échet, « *tant que la Cour d'assises n'est pas dessaisie par la prononciation de l'arrêt de condamnation*, non-seulement elle a le droit, mais il est de son devoir d'exiger du jury une seconde délibération » (2).

3434. La Cour de cassation a même été plus loin: alors que les réponses étaient claires et parfaitement concordantes avec les questions, elle a reconnu la légalité du renvoi lorsque, *après la lecture à l'accusé*, le président s'aperçoit qu'il a omis dans les questions une condition constitutive du crime relevée par l'arrêt de renvoi. On lit dans son arrêt: « Attendu, en droit, que pour servir de base à une décision de la Cour d'assises portant soit l'acquittement, soit l'absolution, soit la condamnation de l'accusé, la déclaration du jury doit être complète en ce sens qu'elle s'explique d'une manière expresse sur le fait principal qualifié dans l'arrêt de renvoi, et, par conséquent, présenté par cet arrêt comme devant en déterminer le caractère légal;—que l'article 350 du Code d'instruction criminelle qui porte que la déclaration du jury ne peut être soumise à aucun recours, ne peut s'entendre que d'une déclaration purgeant l'accusation, et que ce n'est que lorsque cette condition existe que cette déclaration peut être acquise soit à l'accusé, soit à la vindicte publique » (3).

3435. Peu importe, du reste, et c'est ce que l'on a pu remarquer dans plusieurs des arrêts qui précèdent, que

---

(1) Cass., 4 janvier 1844 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*, p. 1re.

(2) Rej., 4 juin 1819 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*207; — Cass., 15 septembre 1853 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*526.

(3) Rej., 7 novembre 1850 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*548.

la déclaration ait été revêtue de toutes les *signatures* exigées par la loi : ces signatures, qui impriment à la déclaration le caractère de l'authenticité, ne lui donnent pas la régularité qui lui manque et ne purgent pas ses vices. En conséquence, « en renvoyant le jury dans sa chambre, après que sa déclaration avait été revêtue de la triple signature du chef du jury, du président et du greffier, et en motivant ce renvoi sur ce que la réponse du jury était incomplète, ce qui était vrai, la Cour d'assises, loin d'avoir violé l'article 350 du Code d'instruction criminelle, s'est conformée à l'obligation que lui imposait la nature de ses attributions » [1].

§ 10. — *Par qui et comment le renvoi peut être ordonné.*

N° 3436. Absence de texte de loi : la jurisprudence y supplée.

3437. *Par qui le renvoi peut être ordonné.* — Fallait-il, au moyen d'une distinction, autoriser le président à prononcer seul le renvoi quand la déclaration est simplement incomplète ? — Hésitations anciennes.

3438. La jurisprudence s'affermit et décide aujourd'hui que le droit de renvoi n'appartient qu'à la Cour d'assises.

3439. Analyse des espèces dans lesquelles il a été décidé que la mesure excédait le pouvoir présidentiel.

3440. Tempéraments à la règle : rectification mal faite à la suite d'un arrêt de renvoi; — rectification avant la lecture ; — erreur matérielle sans portée légale.

3441. Critique de l'accusé quand le renvoi illégalement prononcé par le président ne lui a causé nul préjudice.

3442. *A fortiori* les jurés ne peuvent spontanément retourner dans leur chambre.

3443. *Comment le renvoi peut être ordonné.* — Absence de l'accusé; — présence de son conseil ; son refus de prendre la parole ; défaut d'interpellation à lui adressée.

3444. Violation des droits de la défense, si on refuse la parole au conseil qui la réclame.

---

[1] Rej., 16 octobre 1828 (M. Ollivier, rapp.), DALLOZ, n° 3366.

3445. L'audition du ministère public n'est pas indispensable.
3446. Nécessité d'un arrêt motivé indiquant la nature de l'irrégularité.
3447. Application de cette règle.
3448. Les mentions du procès-verbal complètent l'arrêt prononçant le renvoi : exemple tiré de l'adoption des réquisitions du ministère public.
3449. Espèces dans lesquelles l'accusé ne serait pas recevable à critiquer l'arrêt qui n'indiquerait pas suffisamment la cause du renvoi.
3450. *Constatation du renvoi.* — Modèle de procès-verbal.

3436. Aucun texte de loi ne proclamant le droit et le devoir de renvoyer les jurés dans leur chambre, c'est encore à la jurisprudence qu'a été laissé le soin de déterminer par qui et dans quelles formes ce renvoi sera ordonné.

3437. *Par qui le renvoi doit être ordonné :*

Un arrêt, de date ancienne, faisait une distinction : s'agissait-il d'une déclaration obscure ou contradictoire ? « le président de la Cour d'assises excéderait sans doute les bornes de son pouvoir en en prononçant seul l'annulation ». S'agissait-il, au contraire, d'une déclaration qui, n'étant qu'incomplète, n'avait pas été annulée et devait être seulement régularisée ? le président « pourrait, sans violer aucune loi, et seul, demander au jury une nouvelle déclaration dans laquelle il ajoutât ce qui manquerait à la première » (1).

Un second arrêt, posant le principe d'une manière absolue, refusait au président le pouvoir de prescrire une pareille mesure. Fortement rédigé, il s'exprimait en ces termes : « Vu les articles 276, 278 et 362 du Code d'instruction criminelle, desquels il résulte que les Cours d'assises doivent délibérer, soit sur les réquisitions du ministère public, soit sur les décisions du jury, et prononcer, d'après cette délibération, la condamnation ou l'absolution

(1) Rej., 21 août 1818 (M. Aumont, rapp.), DALLOZ, n° 3375.

des accusés ; — qu'il s'ensuit qu'auxdites Cours seules appartient le droit de juger si les déclarations du jury peuvent servir de base à leurs délibérations, par leur concordance avec les questions et par la certitude du sens que présente leur rédaction ; — que le président, chargé seulement de diriger les débats, de régler la police de l'audience, et de poser les questions, est sans caractère pour statuer, seul et sans le concours de la Cour d'assises, sur l'insuffisance ou l'incertitude des réponses du jury » (1).

Cette dernière doctrine avait été adoptée par d'autres arrêts qui ajoutaient que le renvoi « est une mesure extraordinaire, contentieuse par son objet, un acte de haute juridiction, lorsqu'on est forcé d'y recourir, qui, dès lors ne peut être ordonné par le président seul, mais par la Cour d'assises, seule compétente pour y statuer » (2).

Cependant, en 1832, deux arrêts, revenant, implicitement du moins, à la distinction faite en 1818, troublèrent cette jurisprudence en reconnaissant également au président la faculté de renvoyer seul les jurés dans leur chambre pour rectifier leur déclaration simplement incomplète (3), surtout lorsque l'accusé et son défenseur ne s'opposaient pas au renvoi que le ministère public avait requis (4).

3438. Mais bientôt les décisions vinrent en foule se mettre en harmonie avec la doctrine inaugurée en 1823 et, depuis lors, il a été invariablement reconnu que les présidents entreprenaient sur la compétence des Cours d'as-

---

(1) Cass., 16 janvier 1823 (M. Chasle, rapp.), *Bull.*16.

(2) Cass., 17 avril 1824 (M. Brière, rapp.), *Bull.*156 ; — 25 août 1826 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*463 ; — 28 janvier 1830 (M. Brière, rapp.), *Bull.*52 ; — 11 mars 1830 (M. Dupaty, rapp.), *Bull.*139.

(3) Rej., 13 juillet 1832 (M. Choppin, rapp.), DALLOZ, n° 3375.

(4) Rej., 26 juillet 1832 (même rapp.), *Pal.*1832.1332.

sises en s'arrogeant le droit d'ordonner seul une nouvelle délibération du jury.

Et les arrêts des 11 septembre 1845 et 3 octobre 1851, ce dernier à mon rapport, ont fortifié cette règle par une nouvelle raison, fondée sur les effets que produit le renvoi : « Attendu, dit-il, que l'effet d'un tel renvoi est de donner au jury, qui avait accompli sa mission, un nouveau mandat, en le faisant rentrer dans la plénitude de sa juridiction ; — qu'il peut résulter de là un préjudice pour l'accusé ou pour la vindicte publique, puisque le jury peut changer sa déclaration ; — qu'un droit aussi important ne peut être convenablement et légalement exercé que par la Cour d'assises elle-même » (1).

3439. En décomposant les espèces, on voit que les arrêts ont proscrit toute distinction et considéré comme un excès l'exercice isolé du pouvoir présidentiel :

---

(1) Cass., 11 avril 1834 (M. Choppin, rapp.), *Bull.*120 ; — 8 janvier 1836 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*11 ; — 14 avril 1837 (même rapp.), *Bull.*144 ;—24 août 1837 (M. Chauveau-Lagarde, rapp.), *Bull.*326 ; — 9 septembre 1837 (M. Bresson père, rapp.), *Bull.*348 ; — 13 juillet 1838 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*316 ; — 13 décembre 1838 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*551 ; — 7 mars 1839 (M. Voysin de Gartempe fils, rapp.), *Bull.*123 ; — 13 août 1840 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*325 ; — 15 décembre 1842 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*507 ; — 2 février 1843 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*38 ;—5 mai 1843 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*182 ;—24 mai 1843 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*216 ; — 13 janvier 1844 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*17 ; — 15 février 1844 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*76 ; — 11 septembre 1845 (M. Romiguières, rapp.), *Bull.*456 ;—8 janvier 1846 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*14 ; —18 juillet 1850 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*336 ; — 5 décembre 1850,—deux arrêts — (MM. Vincens-Saint-Laurent et Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*597 et 598 ;—1er août 1851 (M. de Boissieux, rapp.), *Bull.*488 ; — 3 octobre 1851 (à mon rapport), *Bull.*649 ; — 31 décembre 1852 (M. Rives, rapp.), *Bull.*684 ;— 21 janvier 1854 (M. Jallon, rapp.), *Bull.*39 ; — 12 juillet 1855 (M. Plougoulm, rapp.), *Bull.*402 ; — 23 septembre 1858 (M. Jallon, rapp.), *Bull.*412 ;—10 décembre 1868 (M. Zangiacomi, rapp.), *Bull.*404.

1° Lorsqu'il s'agit de réparer les irrégularités provenant *de vices de forme* notamment, : si, à la suite d'une réponse rendue contre l'accusé, soit sur le fait principal (1), soit sur une circonstance aggravante (2), la déclaration a omis la mention de la majorité ; ou a fait cette mention d'une manière irrégulière relativement à une circonstance aggravante (3) ; — si, quant aux circonstances atténuantes admises en faveur de l'accusé, elle ne mentionne pas la majorité (4) ; — enfin, si, relativement à une question d'excuse résolue contre l'accusé, la déclaration a mentionné le chiffre de la majorité (5), ou omis de mentionner la majorité elle-même (6) ;

2° Lorsqu'il y a lieu de compléter une déclaration *insuffisante et incomplète* (7) ;

3° Lorsque la déclaration contient des réponses *contradictoires* (8) ;

4° Lorsqu'elle est *incertaine, ambiguë, obscure ou équivoque* (9) ;

5° Et lorsque, *contenant plus qu'il n'a été demandé*, elle reconnaît l'accusé *coupable* à l'occasion de chacune des circonstances aggravantes, tandis que le jury n'était interrogé que sur l'existence de ces circonstances (10).

---

(1) Les arrêts des 14 avril, 24 août et 9 septembre 1837, — 13 juillet et 13 décembre 1838,—15 février 1844.

(2) L'arrêt du 13 août 1840.

(3) Les arrêts des 5 et 24 mai 1843.

(4) Les arrêts des 8 janvier 1836,—2 février et 24 mai 1843,—11 septembre 1845,—8 janvier 1846,—18 juillet 1850 et 10 décembre 1868.

(5) L'arrêt du 13 janvier 1844.

(6) L'arrêt du 5 décembre 1850, *Bull.*597.

(7) Les arrêts des 16 janvier 1823,—25 août 1826,—11 mars 1830, — 7 mars 1839,—15 décembre 1842,—1er août et 3 octobre 1851,—31 décembre 1852,—12 juillet 1855,—et 23 septembre 1858.

(8) L'arrêt du 28 janvier 1830.

(9) Les arrêts des 17 avril 1824,—11 avril 1834

(10) L'arrêt du 5 décembre 1850, *Bull.*598.

3440. Toutefois, pour bien comprendre la règle, il ne faut pas l'exagérer ; et, par exception, elle comporte certains tempéraments qui n'en sont pas la négation.

Ainsi, régulièrement renvoyés dans leur chambre, les jurés y accomplissent mal la rectification nécessaire; ils reviennent à l'audience et on s'aperçoit que l'erreur existe encore; le président peut, sans excéder la limite de son droit, les avertir que le changement apporté à la forme de leur déclaration ne remplit point encore le vœu de la loi et les inviter à retourner de nouveau dans leur chambre [1];

Avant qu'il eût été demandé ni donné lecture de la déclaration, le chef du jury fait remarquer qu'il a omis d'écrire la réponse à l'une des circonstances aggravantes, le président peut autoriser les jurés à rentrer dans leur chambre, « l'intervention d'un arrêt n'étant nécessaire qu'autant que la déclaration qu'il s'agit de rectifier ou de compléter aurait déjà été lue » [2];

« Si le renvoi des jurés dans la chambre de leurs délibérations doit être ordonné par la Cour d'assises lorsque la déclaration ne satisfait pas régulièrement sans lacune, sans contradiction, sans ambiguïté aux questions qui leur ont été soumises, il ne saurait en être ainsi pour une simple erreur matérielle telle que celle que présentait la post-date du mois de juillet, au lieu de celle du mois de février; — il n'y avait point à délibérer sur une semblable erreur démentie par tous les faits et les actes au milieu desquels elle s'était produite ; il n'aurait pas même été besoin de la rectifier, la date n'étant pas une condition de la validité de la déclaration du jury; et, dans ces circonstances, le président a pu, sans excès de pouvoir et sans

---

(1) Rej., 13 avril 1832 (M. Rocher, rapp.), *Pal.*1832.962.
(2) Rej., 27 mars 1840 (M. Mérilhou, rapp.), DALLOZ, n° 3382.

violer aucune loi, provoquer à l'audience même le redressement de l'erreur dont il s'agit » (1);

3441. Au surplus, quand il s'est agi de purger le vice de complexité dont était entachée la déclaration des circonstances atténuantes, faite en faveur de plusieurs accusés, d'une manière collective, l'irrégularité commise par le président qui a seul prononcé le renvoi n'a porté nul préjudice à aucun des accusés qui, dès lors, sont non recevables à s'en plaindre, si la seconde déclaration s'est bornée à régulariser la première (2).

3442. Si le président n'est pas investi du pouvoir de prononcer le renvoi, à plus forte raison les jurés sont-ils sans droit pour retourner spontanément dans leur chambre. Dès l'instant où les jurés sont rentrés dans l'auditoire, un ou plusieurs d'entre eux ne pourraient demander à retourner dans leur chambre; la délibération du jury est terminée, sa déclaration est réellement formée, elle existe, elle est même écrite, et certains jurés ne sauraient élever la prétention de rouvrir une discussion qui a atteint son terme et dont le but est accompli. « Le droit de faire rentrer le jury dans sa chambre ne peut appartenir qu'à la Cour d'assises; c'est elle seule qui doit apprécier les circonstances qui peuvent nécessiter ou permettre de rouvrir la délibération; c'est elle qui est juge soit des réclamations individuelles qui précèdent ou suivent la lecture de la déclaration du jury, soit de la régularité de cette déclaration même » (3).

3443. *Comment le renvoi peut être ordonné.* — Le renvoi est une mesure d'ordre qui peut être ordonnée d'office,

---

(1) Rej., 4 avril 1850 (M. Barennes, rapp.), *Bull.*185; — 21 janvier 1854 (M. Jallon rapp.), *Bull.*39.

(2) Rej., 28 septembre 1865 (M. Salneuve, rapp.), *Bull.*314.

(3) Rej., 11 octobre 1827 (M. Mangin, rapp.), *Bull.*835.

sans le concours et même en l'absence de l'accusé (1), — alors surtout que son défenseur était présent (2);—quoique ce défenseur n'ait pas été préalablement entendu (3), et surtout encore alors que, interpellé, il a déclaré qu'il ne voulait pas prendre part à l'incident (4).

On a même décidé que le ministère public et le défenseur de l'accusé n'élevant aucune réclamation quand le renvoi est ordonné, il n'est pas nécessaire que la Cour les interpelle (5).

Quoi qu'il en soit, en supposant que le conseil dût être interpellé, alors qu'il ne réclame pas, la Cour d'assises qui ordonne le renvoi sans l'avoir préalablement mis en demeure de s'expliquer sur cette mesure, peut, aussitôt qu'elle s'aperçoit de cette omission, révoquer l'arrêt qu'elle vient de rendre, donner la parole au défenseur et, ensuite, prononcer le renvoi (6).

3444. Si le défenseur réclame la parole, la situation change : il a la faculté de s'expliquer sur toutes les questions qui intéressent son client ; si donc, après la lecture de la déclaration, il s'élève un incident sur le point de savoir si le jury sera renvoyé à une nouvelle délibération, le président commet un abus de pouvoir en refusant au conseil de l'accusé de prendre des conclusions, — bien ou mal fondées, — et de développer ses moyens : « c'est violer toutes les règles de la justice que d'entendre le

---

(1) Rej., 11 mars 1841 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*119 ;—24 avril 1851 (M. Fréteau de Peny, rapp.), D.P.51.5.139 ;—Cass., 12 avril 1861 (M. Sénéca, rapp.), *Bull.*129.

(2) Rej., 14 août 1851 (M. Fréteau de Peny, rapp.), D.P.51.5.140 ; — 27 décembre 1855 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*653.

(3) Rej., 7 octobre 1852 (M. Rives, rapp.), *Bull.*571;

(4) Rej., 13 février 1851 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*98.

(5) Rej., 26 mars 1840 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), DALLOZ, n° 3286 ;—15 octobre 1851 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), D.P.51.5.140.

(6) Rej., 22 juillet 1842 (M. Rives, rapp.), DALLOZ, n° 3287.

ministère public en l'absence de l'accusé et de refuser d'entendre son défenseur, sous le prétexte de cette absence » (1).

Le conseil de l'accusé pourrait également demander par des conclusions que l'accusé, absent au moment de l'incident, « fût ramené à l'audience pour se concerter avec lui sur le point de savoir s'ils devaient présenter des observations sur le renvoi requis par le ministère public » (2).

3445. La Cour d'assises pouvant d'office ordonner le renvoi, l'audition du ministère public n'est pas indispensable (3), alors surtout que, s'agissant de la rectification d'une erreur matérielle, il n'existait aucun incident contentieux (4).

3446. La disposition de la loi de 1810 qui exige que les arrêts soient motivés, « applicable aussi bien aux arrêts rendus en matière criminelle qu'aux arrêts rendus en matière civile », s'applique surtout, et à peine de nullité, au cas de renvoi du jury dans la salle de ses délibérations pour y régulariser une première déclaration. De tels arrêts doivent donc énoncer la cause d'irrégularité qui a déterminé cette mesure (5).

3447. En consacrant cette règle qui veut que l'arrêt de renvoi spécifie la nature de l'irrégularité, la Cour de cassation a trouvé insuffisant ce motif : *que toutes les questions posées n'avaient pas été répondues* : il fallait « préciser les questions qui avaient été répondues et celles qui étaient

---

(1) Cass., 28 janvier 1830 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.*48 ; — 12 juillet 1855 (M. Plougoulm, rapp.), *Bull.*402.

(2) L'arrêt du 13 février 1851.

(3) Rej., 2 mai 1845 (M. Fréteau de Peny, rapp.), D.P.45.4.119.

(4) Rej., 26 septembre 1861 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*348.

(5) Cass., 11 avril 1844 (M. Romiguières, rapp.), *Bull.*188 ; — 24 décembre 1852 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*688.

restées sans réponses, et établir, s'il y avait lieu, la nécessité que ces questions fussent répondues pour que l'accusation fût purgée » (1).

Cependant une décision antérieure avait trouvé suffisamment motivé l'arrêt disant : *qu'il existait dans les déclarations du jury, telles qu'elles étaient formulées, des contradictions évidentes* (2).

3448. En accomplissant cet acte de sa juridiction, la Cour rend un arrêt incident qui, inséré avec ses motifs au procès-verbal des séances, « reçoit de cette mention une constatation régulière et suffisante » (3).

En conséquence :

Lorsque les conclusions du ministère public tendant au renvoi sont motivées et relatées dans le procès-verbal des débats, la Cour d'assises satisfait au vœu de la loi en disant : *adoptant en leur entier les conclusions du ministère public* (4). — Il en est de même lorsque l'arrêt dit que le renvoi a été ordonné *conformément aux réquisitions du ministère public*, lesquelles étaient fondées sur la rectification de la réponse faite à la sixième question dont le sens était amphibologique (5).

3449. Du reste, la nullité ne s'attache pas toujours aux arrêts qui prononcent le renvoi sans spécifier la nature de l'irrégularité, ou qui ne sont pas complétés par une mention du procès-verbal des séances donnant cette spécification : si l'accusé a fondé son opposition au renvoi, non pas sur ce que la déclaration serait régulière et complète, mais sur ce qu'elle lui serait acquise, et si l'examen des deux déclarations établit qu'aucun changement n'a été

---

(1) Cass., 24 mars 1859 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*135.
(2) Rej., 8 octobre 1840 (M. Romiguières, rapp.), *Bull.*428.
(3) Rej., 20 avril 1838 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*151.
(4) Rej., 28 janvier 1848 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*38.
(5) Rej., 3 décembre 1859 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*432.

fait sur le fond même de la première déclaration [1] ; — ou si, sur la réquisition du renvoi, le conseil des accusés a déclaré *s'en rapporter* [2], l'arrêt n'a commis aucune violation de la loi en se bornant à donner comme motif que la déclaration est incomplète.

3450. *Constatation du renvoi.*—Modèle de procès-verbal sur la déclaration du jury et sur son renvoi dans la chambre de ses délibérations :

Le président fait retirer l'accusé de l'auditoire ;

Les douze jurés [3] se rendent dans leur chambre pour y délibérer ;

Le président donne au chef de la gendarmerie de service l'ordre spécial, et, par écrit spécifié en l'art. 343 du Code d'instruction criminelle, de faire garder les issues de la chambre des délibérations des jurés;

La Cour se rend dans la chambre du conseil;

La délibération du jury étant terminée, la Cour reprend séance, et les douze jurés rentrent dans l'auditoire et reprennent leur place, et l'audience publique continue;

Le président demande aux jurés quel est le résultat de leur délibération;

Le chef du jury [4] se lève, et la main placée sur son cœur, en commençant ainsi : *sur mon honneur et ma conscience, devant Dieu et devant les hommes la déclaration du jury est*, il donne à haute voix lecture de la déclaration du jury;

Cette déclaration est signée par le chef du jury et remise par lui au président, le tout en présence des jurés;

Le président la signe et la fait signer par le greffier;...

Si la déclaration est illégale, irrégulière en la forme,

---

(1) Rej., 16 mars 1837 (M. Voysin de Gartempe, rapp.), DALLOZ, n° 3336.

(2) Rej., 23 octobre 1840 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.* 447.

(3) S'il y a un ou plusieurs jurés suppléants, le procès-verbal dit : les jurés suppléants sont restés dans l'auditoire.

(4) Si le chef du jury a été remplacé, le procès-verbal dit : M. M..... désigné par les jurés pour remplacer le premier juré désigné par le sort, de son consentement et de celui de ce dernier.....

incomplète, contradictoire ou équivoque, le procès-verbal ajoute :

Le ministère public requiert... (mentionner ses réquisitions et, si elles sont écrites, les annexer au dossier);

Le conseil de l'accusé conclut... (mentionner également ses conclusions et les annexer au dossier);

La Cour, après avoir entendu le ministère public et le conseil de l'accusé en leurs réquisitions, et conclusions qu'ils ont développées, et après en avoir délibéré conformément à la loi, rend l'arrêt suivant que le président a prononcé à haute voix et publiquement ;

Considérant que, contrairement aux dispositions de l'art. 347 du Code d'instruction criminelle, le jury a omis de constater la majorité dans sa déclaration (ou a commis telle autre irrégularité qu'il faut préciser); que, par conséquent, ladite déclaration est irrégulière ;

Ou bien :

Considérant que, contrairement aux dispositions des art. 344, 345 et 346 du Code d'instruction criminelle et aux dispositions de la loi du 13 mai 1836, le jury a omis de répondre (signaler la question ou les questions laissées sans réponse); que, par conséquent, ladite délibération est incomplète ;

Ou bien encore :

Considérant que la réponse à telle question (l'indiquer) est inconciliable avec la réponse faite à telle autre question (l'indiquer); que, par conséquent, ladite déclaration est contradictoire;

Ou bien enfin :

Considérant que les réponses faites à telles questions (les indiquer), en énonçant que (en dire la substance), ne permettent pas de comprendre la véritable pensée du jury; que, par conséquent, ladite déclaration est incertaine, obscure, équivoque;

La Cour ordonne que le jury retournera dans la chambre de ses délibérations pour y délibérer de nouveau et former une nouvelle déclaration régulière, complète, concordante et non équivoque;

Et ont signé le président et le greffier;

En exécution de cet arrêt, les jurés se rendent de nouveau dans leur chambre,... etc.. (comme ci-dessus).

§ 11. — *Effets du renvoi.*

N° 3451. En retournant dans leur chambre les jurés ressaisissent tous leurs pouvoirs et peuvent changer ou modifier leurs premières réponses.
3452. Décisions de la jurisprudence en ce sens.
3453. Le président n'est pas obligé, au cas de renvoi, de réitérer ses avertissements.
3454. Après le renvoi, la Cour d'assises ne peut, écartant la seconde déclaration régulière, faire revivre la première déclaration.
3455. Mention inexacte de l'expédition de l'arrêt effacée par le procès-verbal des séances constatant que la seconde déclaration a été appliquée.
3456. Quand le renvoi a été illégal, la Cour de cassation, maintenant la première déclaration, ordonne la mise en liberté de l'accusé, si l'accusation est purgée; sinon, elle défère le procès à une autre Cour d'assises.
3457. Faut-il conserver l'original de la première déclaration?
3458. Nouveau renvoi si la seconde déclaration est encore irrégulière.
3459. *Formes de la nouvelle déclaration*. Faut-il renouveler les signatures et lectures?

3451. En retournant dans la chambre de leurs délibérations, les jurés ressaisissent dans toute leur plénitude les pouvoirs dont ils avaient fait un usage irrégulier : s'ils le veulent, ils délibèrent de nouveau sur les questions, et, si leur conviction plus éclairée les y porte, ils les décident autrement qu'ils ne l'avaient fait et modifient tout ou partie de leurs premières réponses.

Jadis on avait pensé que l'arrêt prononçant le renvoi et indiquant sa cause, restreignait à ce point spécial la nouvelle mission imposée au jury. « Si, disait-on, la Cour d'assises a pu renvoyer les jurés dans leur chambre, pour répondre aux parties de la question sur lesquelles ils ne s'étaient point expliqués, elle n'avait pas le pouvoir

de leur prescrire de donner une nouvelle déclaration, ni les jurés celui de changer et détruire leur première déclaration, dont le bénéfice était acquis à l'accusé » (1).

Cette théorie restrictive n'a pas été suivie et elle est aujourd'hui définitivement condamnée. S'il est vrai que, irrégulière, incomplète, contradictoire, équivoque, la déclaration n'est pas une déclaration ; s'il est certain que, en ces cas, le droit n'est réellement acquis à l'accusé que lorsque la Cour d'assises ne s'est dessaisie que par son arrêt de condamnation ou d'absolution, le jury qui, ayant illégalement fait son office, est réputé ne l'avoir pas fait du tout, peut et doit y procéder. Or si, la réflexion aidant, il voit les choses sous un aspect autre que celui qui lui était apparu quand il violait la loi, en opérant comme le veut la loi il a l'évidente obligation de le dire.

3452. La jurisprudence décide en effet :

Que la déclaration étant considérée comme nulle et non avenue, — par exemple lorsqu'elle n'exprime pas qu'elle a été rendue à la majorité, — le jury, renvoyé dans sa chambre, ressaisit en entier son droit de délibération et a le pouvoir de former une nouvelle déclaration conforme ou contraire, selon sa conviction, à sa première décision (2) ;

Que, en prononçant le renvoi, la Cour a dû signaler l'irrégularité qui le nécessitait ; « mais que cette indication, qu'il fallait insérer dans l'arrêt pour faire connaître aux jurés l'erreur qu'ils avaient à réparer, n'a pas interdit un nouvel examen des questions à résoudre, et n'a, dès lors, apporté aucun empêchement à l'exercice des droits du jury » (3) ;

---

(1) Cass., 18 avril 1822 (M. Rataud, rapp.), *Bull.*170.

(2) Cass., 6 janvier 1837 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.) *Bull.*3 ;— 8 septembre 1853 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*510.

(3) Rej., 19 mars 1847 (M. Brière-Valigny, rapp.), D.p.47.4.123 ; — 28 janvier 1848 (même rapp.), *Bull.*38.

« Qu'il n'y a de déclaration irrévocablement acquise à l'accusé qu'une déclaration régulière et complète au moment où elle est publiquement émise, ou celle qui ne peut plus être, en temps utile, ni complétée ni rectifiée ; que, lorsque les jurés sont renvoyés à bon droit dans la chambre de leurs délibérations, ils rentrent en possession pleine et entière de la faculté d'examen et de la souveraineté de décision, dont ils sont appelés à faire un nouvel usage » (1) ;

Que si le jury, après avoir admis les circonstances atténuantes d'une manière irrégulière en ce que la mention de la majorité n'était pas faite, a été renvoyé dans sa chambre, il recouvre la plénitude de son droit d'appréciation, et peut ne pas accorder le bénéfice de ces circonstances (2).

3453. Je désire qu'on ne l'oublie pas : « aucune disposition de loi n'impose au président l'obligation, lorsque le jury est renvoyé dans la salle de ses délibérations pour régulariser ou compléter sa déclaration, de l'avertir qu'il a le droit de délibérer de nouveau, sans tenir compte de la réponse précédemment faite » (3).

3454. La Cour d'assises qui a valablement renvoyé le jury dans la chambre de ses délibérations pour faire disparaître une contradiction flagrante entre deux réponses de sa déclaration, ne peut, lorsque la nouvelle déclaration ne renferme plus que des réponses précises et concordantes, et n'est l'objet d'aucun reproche, l'annuler pour rendre l'existence à la première rejetée par elle en raison

---

(1) Rej., 24 décembre 1852 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*690; — 3 septembre 1858 (à mon rapport), *Bull.*403.

(2) Rej., 17 décembre 1857 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*629. — Voir *suprà*, n° 3028.

(3) Rej., 13 novembre 1862 (M. Caussin de Perceval, rapp.), *Bull.*409. —Voir *suprà*, n° 3023.

de la contradiction qu'elle renfermait. D'une part, en rapportant l'arrêt qui avait ordonné aux jurés de délibérer à nouveau, arrêt rendu et exécuté sur les réquisitions du ministère public, et sans aucune réclamation de l'accusé, la Cour d'assises viole l'autorité de la chose jugée « acquise sous tous les rapports et envers tous » ; d'autre part, en ne faisant pas état de la seconde déclaration qui, étant régulière, « ne pouvait être soumise à aucun recours, et devenait la règle irréfragable à suivre pour l'application de la loi », la Cour viole l'art. 350 du Code d'instruction criminelle (1).

3455. Mais si, par erreur, on a énoncé, dans l'expédition de l'arrêt, qu'il a été fait état de la première réponse du jury déclarée incomplète par la Cour d'assises, l'annulation de la condamnation ne peut être prononcée lorsqu'il résulte expressément du procès-verbal de la séance que c'est d'après la seconde déclaration que cette condamnation a été basée : cette mention du procès-verbal justifie l'application de la loi pénale aux faits déclarés constants par le jury (2).

3456. Par contre, lorsque la première déclaration, ayant toutes les qualités requises par la loi, a été indûment annulée, et lorsque, illégalement renvoyé dans sa chambre, le jury en a rapporté une deuxième déclaration contraire aux intérêts de l'accusé, sur le pourvoi de cet accusé, la Cour de cassation casse et annule l'arrêt de renvoi, la seconde déclaration du jury et l'arrêt de condamnation : puis, quand l'accusation n'est pas purgée par la première déclaration du jury, pour être procédé à un

---

(1) Cass., 4 avril 1822 (M. Aumont, rapp.), *Bull.144* ;—9 octobre 1823 (M. Brière, rapp.), *Bull.*397 ;—6 janvier 1837 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*3 ;—6 août 1840 (M. Fréteau de Peny, rapp.), *Bull.*314.

(2) Rej., 16 octobre 1828 (M. Ollivier, rapp.), D.P.28,1,433.

nouvel arrêt, conformément à la loi, sur cette première déclaration expressément maintenue et toujours subsistante, la Cour de cassation renvoie devant une autre Cour d'assises désignée à cet effet par délibération prise en la chambre du conseil (1).—Quand, au contraire, la première déclaration purge l'accusation, la Cour de cassation, vu les dispositions de l'art. 429 du Code d'instruction criminelle, et attendu que le fait déclaré ne présente ni crime ni délit, et que, dans l'espèce, il ne se trouve point de partie civile, déclare qu'il n'y a lieu de prononcer aucun renvoi, et ordonne que l'accusé sera sur-le-champ remis en liberté, s'il n'est retenu pour autre cause (2).

3457. J'ai dit, au n° 3157, que l'original de la déclaration doit demeurer annexé à la procédure : on a soutenu que la même nécessité se manifeste, et de plus fort, au sujet de la première déclaration qui, par son annulation, a motivé le renvoi du jury dans sa chambre ; on a donc jugé que cette première déclaration ayant été supprimée, dans la croyance qu'elle était inutile, la Cour de cassation a été mise dans l'impossibilité d'examiner sa régularité et de savoir si le jury avait été illégalement convié à une nouvelle délibération (3). Mais un arrêt plus récent a consacré la doctrine contraire et décidé « qu'aucune disposition législative n'exige la reproduction ni la constatation au procès-verbal de la première déclaration du jury incomplète ou irrégulière » (4). — J'éprouve, je l'avoue, des doutes sérieux, et, la jurisprudence n'étant pas inébranlablement fixée, je

---

(1) Cass., 2 octobre 1819 (M. Rataud, rapp.), *Bull.*331 ;—30 août 1839 (M. Fréteau de Peny, rapp.), *Bull.*445.

(2) Cass., 28 janvier 1830 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.*48 ; — 23 juillet 1836 (M. Voysin de Gartempe fils, rapp.), *Bull.*263 ; — 26 février 1841 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*87.

(3) Cass., 19 novembre 1835 (M. Chauveau-Lagarde, rapp.), *Bull.*528.

(4) Rej., 17 février 1849 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*64.

crois que, dans tous les cas, la prudence commande de conserver la première déclaration.

3458. Si les jurés rapportent une seconde déclaration vicieuse, et nulle comme la première, la Cour d'assises peut, en les renvoyant de nouveau dans leur chambre, exiger d'eux une troisième déclaration, qui, cette fois régulière, sert justement de base à l'application de la loi pénale [1].

3459. *Formes de la nouvelle déclaration.* — Au cas où, sur le renvoi, le jury forme une déclaration nouvelle, il doit la revêtir des mêmes formes que sa première déclaration ; s'il a conservé sa même déclaration en se bornant à lui faire subir certaines modifications de détail inscrites immédiatement au-dessous de la réponse primitive, cette réponse et ces modifications ne sont qu'une seule et même chose, et il n'est pas nécessaire, ainsi que je l'ai fait remarquer au n° 3210, que le chef du jury ajoute une seconde signature à celle qu'il avait apposée ;

Il n'est pas nécessaire non plus,—je l'ai dit au n° 3213, — que, en ce dernier cas, le président et le greffier renouvellent leur signature qui, se trouvant au-dessous de celle du chef du jury, se réfère à toutes ses réponses ;

Enfin, et toujours dans cette dernière hypothèse, la lecture peut, — comme je l'ai expliqué au n° 3198, — ne pas être entière, ne pas être précédée de la formule *sur mon honneur et ma conscience*, et être limitée à la partie rectificative.

---

(1) Rej., 13 septembre 1816 (M. Pajot de Marcheval, rapp.) ; — 13 avril 1832 (M. Rocher, rapp.), DALLOZ, n° 3300.

SECTION V.

Seconde lecture de la déclaration faite à l'accusé.

N° 3460. Lecture faite à l'accusé : article 357 du Code d'instruction criminelle.
3461. L'accusé est ramené sans fers et sans entraves : exception en un cas extrême.
3462. La lecture proprement dite ne serait pas substantielle ; mais il faut absolument que connaissance publique et complète de la déclaration soit donnée à l'accusé.
3463. La nullité n'est pas couverte par l'interpellation faite par le président en conformité de l'article 363 du Code d'instruction criminelle.
3464. Cette nullité entraîne l'annulation de l'arrêt de condamnation et aussi des débats.
3465. Cas où l'accusé ne veut ou ne peut comparaître.
3466. Défaut de lecture des réponses concernant d'autres accusés.
3467. Omission par le procès-verbal de la constatation de la lecture.
3468. Mentions insuffisantes du procès-verbal.
3469. Constatation de la lecture faite par le greffier, et omission de la constatation que l'accusé était présent.
3470. *Constatation* : formule du procès-verbal.

3460. La déclaration a été lue à la Cour, en audience publique, en présence des jurés et du conseil de l'accusé, mais en l'absence de l'accusé lui-même ; elle a été signée par le chef du jury et remise par lui au président, qui, après l'avoir signée à son tour, l'a fait signer par le greffier ; le moment est venu de la porter à la connaissance personnelle de l'accusé afin qu'il produise les observations qu'il peut avoir à faire et qu'il connaisse son tort.

Aussi l'art. 357 du Code d'instruction criminelle dit : « le président fera comparaître l'accusé, et le greffier lira « en sa présence la déclaration du jury. »

3461. L'accusé doit comparaître, sans fers et sans entraves, pour entendre la déclaration du jury et pour exercer sur elle, en toute liberté, son droit de légitime dé-

fense.—Toutefois, le président de la Cour a la police de l'audience, et, par conséquent, est investi du droit de prendre toutes les précautions nécessaires au maintien de l'ordre et à la sûreté des personnes. Si donc, il a été reconnu « que l'accusé était d'un caractère bouillant et emporté, et qu'il était agile, très-adroit et très-robuste, en ordonnant par ce motif aux gendarmes qui allaient ramener l'accusé à l'audience de prendre à son égard les mesures nécessaires, et en autorisant ainsi la traduction de l'accusé avec des menottes, le président n'a pas excédé la mesure de ses attributions ». D'ailleurs, l'emploi de cette mesure exceptionnelle ne peut entraîner nullité lorsque, après la lecture de la déclaration du jury, l'accusé a fait toutes les observations qu'il a jugé convenable, et que, les menottes lui ayant été ôtées avant l'arrêt de condamnation, interpellé s'il voulait ajouter quelque chose à sa défense, il a répondu ne vouloir rien y ajouter [1].

3462. Malgré ses termes impératifs, l'article 357 n'est pas, en lui-même et textuellement, prescrit à peine de nullité : « Attendu, dit un arrêt, que si les art. 348 et 357 exigent qu'il soit oralement, par le chef du jury, et avec les solennités prescrites par la loi, donné lecture à l'audience publique, de chacune des réponses du jury aux questions posées, qui constituent sa déclaration ; et que le greffier lise, en présence du prévenu, les mêmes déclarations, ces prescriptions ne sont pas prescrites à peine de nullité » [2].

Ainsi, lorsque, par une autre forme que par la lecture textuelle, par une analyse exacte et complète, en disant, par exemple, que les réponses du jury ont été *oui, à la majorité sur toutes les questions*, le greffier fait connaître à

---

[1] Rej., 7 octobre 1830 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*522.
[2] Rej., 15 juin 1850 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*304.

l'accusé l'intégralité de la déclaration, la nullité n'est pas encourue.

Mais si, en droit, la nullité ne peut être suppléée par la Cour de cassation, elle surgit d'un autre ordre d'idées : quand il n'a été fait aucune lecture à l'accusé rappelé à l'audience, ou quand cette lecture n'a été donnée que dans une forme qui met en péril la défense de cet accusé, alors la formalité prend un caractère substantiel et irritant. A ce point de vue, le défaut de lecture, précisément parce qu'il restreint essentiellement le droit de la défense, entraîne la nullité (1).

3463. J'ajoute, avec la majeure partie des arrêts que je viens de citer, que cette nullité « ne saurait être couverte par l'interpellation que le président fait à l'accusé, en conformité de l'art. 363 du Code d'instruction criminelle ;—qu'en effet, pour que l'accusé puisse plaider, soit que le fait déclaré constant n'est pas défendu ou qualifié crime par la loi, soit qu'il n'emporte pas la peine requise, il est indispensable que l'accusé connaisse auparavant la déclaration qui sert de base aux réquisitions du ministère public ».

3464. Je dis encore, avec ces mêmes arrêts, « qu'une telle nullité doit nécessairement entraîner la cassation, non-seulement de l'arrêt de condamnation, mais encore celle des débats ; qu'elle nécessite le renvoi devant une

---

(1) Cass., 4 avril 1829 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.*196 ;—29 novembre 1834 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*469 ; — 15 septembre 1836 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*337 ; — 26 avril 1839 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*214 ;— 27 novembre 1845 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* 543 ; — 22 mai 1847, — sur mes conclusions — (M. Romiguières, rapp.), *Bull.*178 ; — 10 août et 14 septembre 1848 (MM. Rives et Legagneur, rapp.), *Bull.*321 et 359 ;—26 juillet 1849 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*262; —4 juillet 1850 (M. Barennes, rapp.), *Bull.*317 ; — 24 juillet 1851,—sur mes conclusions — (M. de Glos, rapp.), *Bull.*461 ; — 5 mai 1859 (M. Sénéca, rapp.), *Bull.*193.

autre Cour d'assises pour être procédé avec le concours du jury, puisque, d'une part, la déclaration du jury qui n'a pas encore été lue à l'accusé peut être attaquée par lui, et que, d'autre part, il résulte de l'ensemble des dispositions des art. 357, 362, 363 et 364 du Code d'instruction criminelle, que les formalités ainsi prescrites doivent recevoir leur exécution en présence du jury qui a fourni cette déclaration » (1).

3465. Puisque la présence de l'accusé à la seconde lecture de la déclaration du jury est essentielle au droit de la défense, s'il est dans l'impossibilité ou s'il refuse de comparaître, on ne peut passer outre en son absence qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par les art. 8 et 9 de la loi du 9 septembre 1835 : en conséquence, il y a nullité si, avant d'ordonner qu'il sera passé outre, le président « n'a pas constaté explicitement, par une appréciation de faits ou de circonstances, qui serait souveraine de sa part, qu'il y a eu refus de l'accusé de se présenter à l'audience » (2).

3466. Il est suffisamment satisfait à l'art. 357, lorsque, dans une poursuite comprenant plusieurs accusés, on se borne à lire à chacun des accusés la partie de la déclaration du jury qui le concerne. En s'abstenant de donner à un accusé lecture des déclarations relatives aux autres accusés, déclarations qui ne l'intéressent nullement, on ne porte aucune atteinte à son droit de défense (3).

A fortiori, quand les réponses du jury ont été lues en totalité, et quand les jurés ont été renvoyés dans leur

---

(1) Notamment l'arrêt, sur mes conclusions, du 22 mai 1847.— NOTA. Il est bon de ne pas perdre de vue la nécessité de la *présence des jurés* à la lecture qui doit être faite à l'accusé.

(2) L'arrêt du 4 juillet 1850, cité n° 3462. — Conforme : Rej., 12 décembre 1840 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.*498.

(3) Rej., 24 septembre 1852 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*554.

chambre pour compléter leur déclaration, il a suffi, à leur retour à l'audience, de donner lecture des questions et des réponses concernant les accusés à l'égard desquels il avait été ordonné que la déclaration serait régularisée (1).

3467. Comme toute formalité non constatée par le procès-verbal est légalement présumée n'avoir pas été observée, les mêmes autorités, citées au n° 3462, décident encore que la nullité est encourue si le fait même de la lecture par le greffier n'y est pas expressément mentionné.

3468. Et, de ce que le procès-verbal énonce que le ministère public a fait ses réquisitions, et que l'accusé y a répondu, on ne saurait conclure que le procès-verbal constate suffisamment cette lecture indispensable (2).

On n'en trouverait même pas la preuve dans cette mention que le président a enjoint au greffier de lire la déclaration du jury, si l'exécution de cet ordre n'est point constatée par le procès-verbal (3).

3469. Du reste, quand le procès-verbal constate que la seconde lecture a été faite par le greffier, l'omission de la mention spéciale de la présence de l'accusé ne paraît pas devoir être une cause de nullité. En effet, c'est pour l'accusé, et c'est pour lui seul que cette lecture est effectuée, et, puisqu'elle a eu lieu, on doit, jusqu'à preuve contraire, admettre qu'il y a assisté (4).

3470. *Constatation.—Formule.*

Le président fait comparaître l'accusé, et, conformément à l'article 357 du Code d'instruction criminelle, le greffier lit à haute voix, en sa présence, la déclaration du jury.

---

(1) Rej., 12 avril 1839 (M. Voysin de Gartempe fils, rapp.), *Bull.*186, cité n°s 3188 et 3198.

(2) Cass., 15 septembre 1836 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*337.

(3) Cass., 14 septembre 1848 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*359, cité n° 3461.

(4) Rej., 27 décembre 1850 (M. Faustin Hélie, rapp.), D.P.51.5.128.

LIVRE QUATRIÈME.

Incidents. — Arrêts de contumace. — Ordonnance d'acquittement.—Arrêts définitifs d'absolution ou de condamnation.

CHAPITRE Ier.

INCIDENTS. — FORMES DES ARRÊTS INCIDENTS. — ARRÊTS DE CONTUMACE.

N° 3471. Rappel des incidents dont il a été parlé.
3472. Actes d'administration accomplis pendant une suspension de l'audience : tirage du jury d'une autre affaire ; — magistrat de la Cour siégeant aux criées.
3473. Division du présent chapitre.

3471. Le jury a porté sa déclaration ; la Cour d'assises va entrer en délibération ; et, pour l'accusé, l'heure va sonner de la délivrance ou de la répression. Avant d'aborder cette phase suprême de la procédure, il faut que je me mette en règle avec un arriéré accumulé à dessein pour ne pas entraver ma marche, et que je parle des divers incidents qui ont pu ou qui peuvent se produire.

J'ai déjà rencontré sur ma route quelques-uns de ces incidents. Ainsi :

A l'occasion de la *nomination d'un interprète*, j'ai constaté que, si un incident s'élève, la Cour d'assises a seule compétence pour y statuer. — V. tome 3, p. 202 et 203 ;

Je me suis expliqué sur les *oppositions* qui pouvaient se produire au sujet de l'*audition des témoins*. — V. tome 3, p. 244 et suiv.;

J'ai dit par qui sont nommés les *experts*, — V. tome 3, p. 654 et suiv.;

J'ai mis en relief les règles de la compétence en matière de transports et de vérification extérieurs, — V. tome 3, p. 685 et suiv.;

J'ai exposé ce qu'il convient de faire lorsque le défenseur, à qui l'on reproche des écarts, soulève un incident, — V. tome 3, p. 742 et suiv.;

M'expliquant sur le mode de position des questions, j'ai parlé des incidents qui peuvent surgir à cet égard, — V. *suprà*, p. 424 et suiv.;

Enfin, j'ai traité, avec tous les détails qu'il comporte, du renvoi du jury dans sa chambre pour interpréter, expliquer ou compléter sa déclaration, — V. *suprà*, p. 669 et suiv.

3472. Je ferai remarquer ici qu'on ne saurait considérer comme étant des incidents des débats les actes de pure administration qui, bien que ne se rattachant pas à ces débats, ont été accomplis pendant une suspension régulière de l'audience. Et, complétant ce que j'ai dit au nº 2593, je constate qu'il a été jugé :

1º Qu'il peut être procédé au tirage du jury de jugement d'une autre affaire pendant la suspension d'audience de l'affaire que l'on juge, sans qu'il y ait dans ce mode de procéder une interruption illégale des débats commencés (1);

2º Que, pendant une suspension régulière, un des magistrats de la Cour d'assises peut, sans violation de l'article 353 du Code d'instruction criminelle, siéger à l'audience des criées (2).

---

(1) Rej., 16 juillet 1863 (à mon rapport), *Bull.* 333.
(2) Rej., 31 janvier 1867 (M. Perrot de Chezelles, rapp.), *Bull.* 34.

3473. Je dois maintenant, — et ce sera l'objet de la première section divisée en sept paragraphes, — faire des observations spéciales sur divers autres incidents, notamment : sur la reconnaissance de l'identité de l'accusé arrêté à la suite d'un arrêt de contumace ; — sur le huis clos ; — sur le renvoi de l'affaire à une autre session ; — sur le remplacement d'un juré empêché ; — sur l'acte requis par l'accusé à l'occasion de certains faits et sur l'usage d'une faculté ou d'un droit qui lui était accordé ; — sur le refus de l'accusé de comparaître ou sur son expulsion de l'audience ; — enfin, sur la répression des crimes et délits commis à l'audience.

Dans une seconde section, je m'expliquerai sur la forme des arrêts incidents.

Enfin une troisième section sera consacrée aux arrêts de contumace qui, à vrai dire, ne sont que des incidents dans l'œuvre de la Cour d'assises.

SECTION Ire.

Incidents qui peuvent se produire.

§ 1er. — *Reconnaissance de l'identité de l'accusé à la suite d'un arrêt de contumace.*

N° 3474. Texte des art. 518 et 519 du Code d'instruction criminelle ; leur portée apparente.

3475. La compétence appartient au jury quand l'accusé prétend que l'accusation ne le concerne pas.

3476. Ces articles, généraux et sans distinction, sont applicables aux contumax repris.

3477. La Cour déclare l'identité sans assistance des jurés, à l'audience publique, et en présence de l'accusé.

3478. Le pourvoi en cassation contre cet arrêt est recevable.

3479. Quoique l'accusé ne se soit pas pourvu, il peut soutenir, devant le jury, qu'il n'est pas l'auteur des faits.

3480. Compétence de la Cour quand, pour appliquer les peines attachées à la récidive, elle s'occupe de l'identité.
3481. Condamnation contre un *inconnu* : pourvoi en cassation de cet inconnu recevable.
3482. L'individu arrêté par erreur comme étant le contumax n'est pas traduit devant le jury.

3474. Les articles 518 et 519 du Code d'instruction criminelle s'expriment ainsi : « 518. La reconnaissance de « l'identité *d'un individu condamné*, évadé et repris, sera « faite par la Cour qui aura prononcé sa condamnation.

« Il en sera de même de l'identité d'un individu con- « damné à la déportation ou au bannissement qui aura « enfreint son ban et sera repris ; et la Cour, en pronon- « çant l'identité, lui appliquera de plus la peine attachée « par la loi à son infraction.

« 519. Tous ces jugements seront rendus sans assis- « tance des jurés, après que la Cour aura entendu les « témoins appelés tant à la requête du procureur général « qu'à celle de l'individu repris, si ce dernier en a fait « citer.

« L'audience sera publique, et l'individu repris sera « présent, à peine de nullité. »

Ces dispositions ne concernent que les individus *condamnés, évadés et repris*. — Or, comme nous n'avons encore devant nous *qu'un accusé* sur le sort duquel le jury vient de porter une déclaration dont la Cour d'assises n'a pas encore déduit les conséquences, il semble que nous n'ayons pas à nous préoccuper de ces dispositions. — Toutefois, et sans sortir du sujet des incidents de l'audience, il faut, à leur sujet, faire deux observations.

3475. Je rappelle d'abord, et c'est ma première observation, que si, au cours des débats, les désignations contenues dans l'acte d'accusation laissent des doutes sur l'applicabilité de cet acte à l'accusé que l'on juge, la question d'identité constitue un moyen de défense qui doit

être soumis au jury : en disant si l'accusé est ou n'est pas coupable, la déclaration du jury mettra fin à ces doutes. Par suite, la Cour d'assises commet un excès de pouvoir et fait une fausse application des articles précités si elle prononce un arrêt spécial sur l'identité de l'accusé, sans assistance des jurés [1].

3476. Je me demande ensuite, et c'est ma seconde observation, si ces articles sont applicables à la reconnaissance de l'identité du contumax repris.

Ces expressions de l'article 518 : *la reconnaissance d'un individu condamné évadé et repris*, ont été diversement interprétées : quelques Cours d'assises avaient pensé que ces expressions ne s'appliquaient qu'aux condamnés *contradictoirement et non pas aux condamnés par contumace ;* suivant elles, les condamnés par contumace ne devaient pas subir le jugement de reconnaissance d'identité rendu préalablement et sans assistance des jurés, sauf à eux à exciper devant les jurés de leur non-identité avec le condamné par contumace. Mais, de 1824 à 1860, toutes les fois que cette doctrine a été dénoncée à la Cour de cassation, elle l'a repoussée en termes aussi formels qu'explicites, et déclaré que les dispositions des articles 518 et 519 sont générales et sans exception. Ainsi, elle a décidé que lorsque, à la suite d'un arrêt de condamnation rendu par contumace, un individu arrêté dénie son identité avec celui qui a été mis en accusation, avant de le traduire devant le jury pour y être jugé, il est indispensable de reconnaître son identité avec l'accusé et de déclarer, s'il y a lieu, que l'arrêt rendu par contumace et les procédures spécifiées dans l'article 476 du Code d'instruction criminelle sont anéantis. En ce cas, aux termes des articles 518 et 519 du même Code, la reconnaissance de l'identité

---

(1) Voir *suprà*, n° 2654, p. 73 et 74.

doit être faite par la Cour d'assises qui a prononcé la condamnation par contumace, et cette Cour doit statuer sans l'assistance des jurés (1).

Cependant cette jurisprudence, qui paraissait si solidement établie, s'est démentie. Un arrêt a jugé : « que les articles 518 et 519, qui réservent à la Cour d'assises, siégeant sans jurés, la reconnaissance de l'identité des individus condamnés, évadés et repris, doivent être restreints dans le cercle tracé par leurs termes » ; qu'en conséquence, si l'accusé dont on purge l'accusation après un arrêt de contumace dénie son identité, « cette dénégation a dû être considérée comme un moyen de défense qui, comme tous les autres tendant à établir qu'il n'est pas coupable, devait être apprécié par le jury appelé à prononcer sur l'accusation » (2).

Mais bientôt, faisant un retour vers sa première théorie, qui me paraît la bonne, la Cour de cassation a de nouveau déclaré : « que les dispositions des articles 518 et 519 sont générales ; qu'elles n'admettent aucune exception ; que la question d'identité étant relative à l'exécution soit de l'arrêt de renvoi, soit de l'arrêt de contumace, est, par sa nature, en dehors des attributions du jury ; que, lorsqu'elle est soulevée d'une manière sérieuse et par des conclusions précises, elle forme une question préjudicielle que la Cour d'assises doit préalablement examiner, sauf, dans le cas d'une décision affirmative sur ce point, à procéder, aux termes de l'article 476, sur le fond de l'accu-

---

(1) Cass., 6 février 1824 (M. Brière, rapp.), *Bull.*70 ; — 24 janvier et 5 août 1834 (MM. Brière et Jourde, rapp.), *Bull.*29 et 310 ;—Rej., 13 mars 1845 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*153 ;— Cass., 20 juin 1851, — intérêt de la loi — (M. Quénault, rapp.), *Bull.*373 ; — 1er juin 1854 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*295 ; — Rej., 29 juin 1854 (M. Sénéca, rapp.), *Bull.*360.

(2) Rej., 15 mars 1860 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*129.

sation, selon la forme ordinaire, avec l'assistance des jurés » (1).

3477. En s'occupant de la reconnaissance de l'identité du condamné par contumace qui a été arrêté, la Cour d'assises devra suivre les formes tracées par l'article 519 : elle procédera en audience publique, en présence de l'individu repris ; sans assistance des jurés ; et elle entendra les témoins appelés tant à la requête du procureur général qu'à celle de l'individu repris, si ce dernier en a fait citer. — Une Cour d'assises commet donc un excès de pouvoir en statuant sur une question de cette nature, en chambre du conseil, à huis clos, hors la présence de l'individu repris, et après avoir commis un magistrat instructeur (2).

3478. Conformément à l'article 520 du Code d'instruction criminelle, le procureur général et l'individu repris peuvent se pourvoir en cassation, dans la forme et dans le délai déterminés par le même Code, contre l'arrêt rendu sur la poursuite en reconnaissance d'identité.

3479. De ce que l'accusé, dont on purge la contumace, n'a pas usé de la faculté de se pourvoir en cassation contre l'arrêt reconnaissant son identité, faut-il conclure qu'il sera déchu du droit de soutenir et de prouver devant le jury qu'il n'est pas l'auteur des faits incriminés ? — Evidemment, non (3).

3480. La Cour d'assises, saisie de la connaissance d'un crime, et sur le point d'appliquer les peines d'après la déclaration du jury, a compétence pour s'occuper de l'identité de l'accusé avec un individu précédemment

---

(1) Rej., 4 novembre 1865 (M. Salneuve, rapp.), *Bull.*323.

(2) Cass., 20 juin 1851,—intérêt de la loi—(M. Quénault, rapp.), *Bull.* 373.

(3) Cass., 8 janvier 1841 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*8.

condamné, uniquement au point de vue spécial de l'état de récidive et des conséquences pénales que cet état doit produire [1].

3481. Il peut se faire que, l'identité de l'accusé ne pouvant être constatée, la condamnation frappe un *inconnu*. « Si toutes les temporisations raisonnables et toutes les recherches possibles sont restées sans succès, et si l'individu à qui doit s'appliquer le jugement se trouve matériellement indiqué par la détention de sa personne, le mystère dont il parvient à s'envelopper ne peut être, en droit ni en équité, un motif de le soustraire à la peine due à son crime ou à son délit ; la justice doit alors remplacer la mention des noms, profession et demeure du prévenu par toutes les énonciations propres à établir son individualité actuelle et à fournir les moyens de reconnaître plus tard son identité telles que celles de l'âge apparent, du signalement, des signes particuliers et autres indications personnelles à l'inculpé » [2].

Et, par contre, l'*inconnu* qui n'a pas voulu déclarer ses noms dans le cours de l'instruction et des débats, est recevable à se pourvoir en cassation contre l'arrêt de la Cour d'assises, si son identité avec l'individu condamné n'est ni contestée ni signalée par les pièces de la procédure [3].

3482. Lorsqu'il est reconnu qu'un individu arrêté comme étant un accusé contumax, n'est pas réellement cet accusé, il ne peut pas être amené devant le jury et soumis aux débats : en effet, l'article 271 du Code d'instruc-

---

(1) Rej., 23 juin 1853 (M. Aylies, rapp.), *Bull.*337.

(2) Cass., 15 février 1849, — sur mes conclusions — (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*57.—NOTA. Cet arrêt a été rendu en matière correctionnelle, mais il conserverait sa force au grand criminel.

(3) Rej., 17 mars 1854 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*124.

tion criminelle défend, sous peine de nullité, de traduire devant les Cours d'assises des personnes dont l'accusation n'aurait pas été prononcée par la chambre des mises en accusation. Si donc, au mépris de cette défense, cet individu autre que le contumax a été jugé et déclaré non coupable par le jury, il y a lieu à annulation des questions posées au jury, de ses réponses et de l'ordonnance d'acquittement qui en a été la suite [1].

§ 2. — *Huis clos.*

N° 3483. Rappel des observations antérieures sur la publicité des débats.

3484. Exception à ce principe : légalité du huis clos.

3485. C'est par un arrêt que le huis clos est ordonné.

3486. Cette mesure peut avoir lieu à l'occasion des débats sur tous les crimes : la Cour d'assises a un pouvoir d'appréciation souverain.

3487. L'arrêt déclarant le huis clos doit être motivé sur le danger que les débats peuvent faire courir à l'ordre public et aux mœurs.

3488. Le visa de la loi est un motif insuffisant.—Par contre, la cause légale suffit sans que l'arrêt cite le texte de la loi.

3489. Les expressions légales sur la cause du huis clos ne sont pas sacramentelles : équipollent.

3490. Adoption des réquisitions motivées du ministère public.

3491. Il n'y a pas de nullité si ces réquisitions ne sont pas signées, mais seulement mentionnées au procès-verbal.

3492. Il n'est pas nécessaire d'interpeller l'accusé.

3493. Mais les droits de la défense sont violés si on refuse d'entendre ses observations.

3494. Publicité nécessaire pour l'arrêt ordonnant le huis clos.

3495. Mais non pour l'arrêt statuant sur la demande de l'accusé tendant à sa cessation.

3496. L'arrêt sur le huis clos, étant de simple instruction, n'est pas nul s'il n'est pas signé par tous les juges.

---

[1] Cass., 15 décembre 1827,—intérêt de la loi—(M. Busschop, rapp.), *Bull.* 942.

3497. Souveraineté de la Cour pour déterminer le moment où le huis clos commencera.
3498. L'arrêt peut ordonner la lecture à huis clos de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation.
3499. A l'inverse, il peut n'ordonner le huis clos qu'après cette lecture.
3500. Le huis clos peut avoir lieu avant l'exposé du ministère public.
3501. Il peut être partiel.
3502. Mesure exceptionnelle, il ne peut être étendu au delà des limites déterminées : exemple.
3503. Huis clos lorsqu'il y a deux chefs distincts d'accusation.
3504. Le huis clos ne peut être maintenu pendant le résumé du président ;
3505. Ni pour la position des questions ;
3506. Ni pour la lecture de la déclaration du jury.
3507. Droit du président de laisser dans la salle d'audience certaines personnes malgré le huis clos.
3508. Les ordonnances rendues par le président, pendant les débats à huis clos, peuvent ne pas être prononcées publiquement.
3509. Après la clôture des débats la publicité doit être rétablie, et, si ces débats sont rouverts, il faut un second arrêt pour que le huis clos ait lieu de nouveau.
3510. Les arrêts incidents, rendus pendant le huis clos, doivent être prononcés publiquemenl.—Exemples nombreux.
3511. Si cette règle a été violée, la Cour peut rétracter son arrêt incident, rétablir la publicité et rendre régulièrement un autre arrêt sur l'incident.
3512. Interdiction du compte rendu des débats.

3483. L'introduction naturelle aux observations que comporte le huis clos est un rappel nécessaire des règles relatives à la publicité. Je résume donc ici ce que j'ai dit ailleurs.

Avant le commencement de l'examen, la publicité est exigée :

1° Par l'art. 388 du Code d'instruction criminelle pour le tirage *du jury de session :* — Voir *suprà*, n^os^ 600 à 603;

2° Par l'art. 393 du même Code pour le tirage au sort de jurés complémentaires destinés à compléter cette liste mutilée par des absences ou par toute autre cause. — Voir *suprà*, n^os^ 1306 à 1311.

Au contraire, le tirage *du jury de jugement* et les incidents qui peuvent se produire à ce sujet, s'opèrent en la chambre du conseil et sans publicité : cela résulte de l'art. 399 du même Code, puisqu'il énonce que l'appel des jurés et le tirage au sort de ceux qui vont participer au jugement d'une affaire sont faits *avant l'ouverture de l'audience*. — Voir *suprà*, n^os^ 1434 à 1436.

De même, la publicité n'est pas prescrite pour l'adjonction aux douze jurés de jugement de jurés suppléants, destinés éventuellement à remplacer les jurés titulaires qui pourraient subitement se trouver empêchés. En autorisant cette adjonction, l'art. 394 n'exige pas qu'elle soit effectuée en audience publique. — Voir *suprà*, n^os^ 1343 à 1346.

Au début du tome troisième, — n^os^ 1475 à 1491, — j'ai exposé, dans sa généralité, le principe qui fait de la publicité une des règles fondamentales *de l'examen et du jugement* ; — j'ai interprété ces mots des constitutions de 1814, de 1830 et de 1848 : *les débats sont publics* en ce sens qu'ils signifient : *les audiences sont publiques* ; — j'ai cité certaines formalités qui, quoique extrinsèques aux débats proprement dits, sont pourtant soumises à la loi de la publicité ; — par là, je me suis cru autorisé à poser en règle que la publicité domine l'audience tout entière, à partir du moment où le président dit : *la séance est ouverte*, jusqu'au moment où il dit : *la séance est levée* ; — j'ai constaté le caractère auquel on peut reconnaître l'existence de la publicité, et j'ai signalé les mesures que, dans un intérêt d'ordre et de police, le président aurait la faculté de prendre ; — j'ai indiqué la formule qui donne de l'exécution de la loi une incontestable certitude.

Puis, en parcourant successivement les diverses phases de la procédure orale, j'ai dit, — au n° 1558, — que la publicité de l'audience est de substance pour le serment

des jurés; — au n° 2504, — m'expliquant sur les transports et vérifications extérieures, j'ai rappelé que la publicité du débat se constitue au dehors comme dans la salle d'audience elle-même.

Dans le présent volume, — au n° 2615, — j'ai réservé la question de savoir si l'ordonnance de réouverture des débats peut, quand le huis clos avait été ordonné, être rendue hors la présence du public ;— enfin, aux n°s 2625 et 2624, j'ai fait remarquer que le résumé du président doit être fait publiquement alors même que les débats auraient eu lieu à huis clos.

Et maintenant parlons du huis clos lui-même : disons ses causes ; par qui il peut être ordonné ; les motifs qu'il faut en donner ; la publicité de la décision qui le proclame ; la forme de cette décision ; à quel moment il peut être prononcé ; les parties de l'instruction sur lesquelles il peut s'étendre ; et signalons spécialement les arrêts incidents rendus pendant sa durée.

3484. Le principe de la publicité des débats en matière criminelle « étant de l'essence même de la justice, a été consacré par tous les actes constitutionnels et constitutifs qui ont régi la France depuis 1790 ». Néanmoins les tribunaux sont autorisés à ordonner que les débats auront lieu à huis clos, lorsque la publicité pourra devenir dangereuse pour l'ordre et les mœurs. Cette exception écrite dans les constitutions de 1814, de 1830 et de 1848, a été implicitement maintenue par l'article 56 de la constitution du 15 janvier 1852.

3485. Faire le secret autour des débats est chose trop grave pour que le pouvoir présidentiel, si étendu qu'il soit, puisse en être investi : à cette mesure exceptionnelle, il faut la garantie d'un arrêt rendu par la Cour tout entière.

Le huis clos peut être ordonné par la Cour d'assises,

soit d'office par un arrêt émané de sa propre initiative, soit sur la provocation du ministère public qui requiert cette mesure.

3486. La loi « n'a pas déterminé les crimes dont l'instruction orale devant les Cours d'assises devait être secrète ; elle a abandonné aux lumières et à la conscience de ces Cours le soin de juger, d'après un examen scrupuleux de la nature des affaires, des faits et des circonstances qu'elles présentent, si le respect de l'ordre et des mœurs commande le secret des débats ou en permet la publicité ; leurs décisions sur cet objet ont nécessairement pour base des considérations dont elles sont les seuls juges, dans l'appréciation desquelles elles pourraient se tromper sans violer aucune loi, et dont, conséquemment, la discussion et le jugement sont hors des attributions de la Cour de cassation [1]. » — Spécialement, et puisque notre « disposition constitutionnelle s'applique à tous les procès sans aucune exception, » le huis clos peut être ordonné dans une affaire de vol par une servante [2].

3487. En ordonnant que les débats auront lieu à huis clos, l'arrêt doit nécessairement motiver cette exception au principe de la publicité : et, comme il n'y a pas deux causes légales, il faut qu'il déclare formellement que cette publicité serait dangereuse pour l'ordre et les mœurs [3].

3488. En se bornant à viser l'article de loi qui permet cette mesure, l'arrêt ne contiendrait pas une expression suffisante des causes de sa détermination [4].

---

[1] Rej., 5 octobre 1821 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*482 ; — 12 juillet 1833 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*344.

[2] Rej., 16 mars 1866 (M. du Bodan, rapp.), *Bull.*121.

[3] Cass., 18 janvier et 17 mars 1827 (M. Mangin, rapp.), *Bull.*27 et 167 ; — 28 avril 1837 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*169 ; — 28 janvier 1848 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*38.

[4] Cass., 9 septembre 1830 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.*482.

Mais, et à l'inverse, quand il est régulièrement motivé sur ce que les faits dont les témoins sont appelés à déposer pourraient être dangereux pour l'ordre et les bonnes mœurs, l'arrêt n'a nul besoin de citer le texte de loi qui consacre le droit de la Cour [1].

3489. Du reste, comme le dit justement l'arrêt du 28 avril 1837, les termes de la constitution autorisant le huis clos ne sont pas sacramentels : pourvu qu'ils soient remplacés par des expressions équivalentes et explicites, il y a toute régularité. Ainsi, en déclarant que la publicité d'une déposition, dans une accusation d'attentat à la pudeur, serait *de nature à causer du scandale*, l'arrêt a suffisamment exprimé que cette publicité serait dangereuse pour l'ordre et les mœurs : dès lors, il est régulièrement motivé [2] ; — et peu importe que, au lieu de viser l'article 81 de l'acte constitutionnel de 1848, maintenu en vigueur par l'article 56 de l'acte constitutionnel du 14 janvier 1852, l'arrêt vise l'article 87 du Code de procédure civil non applicable dans l'espèce [3].

3490. Lorsque le réquisitoire du ministère public, tendant à ce que le huis clos soit ordonné, est motivé sur le danger que courraient l'ordre et les mœurs, la Cour, en rendant un arrêt conforme à ce réquisitoire est réputée en avoir adopté les motifs ; et, si son arrêt est constaté par le procès-verbal, on ne peut soutenir qu'il doit être annulé comme n'étant pas suffisamment motivé [4].

3491. Puisque je parle des réquisitions du ministère public, remarquons que « si les réquisitions, tendantes à

---

(1) Cass., 3 juin 1852 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*347.

(2) Rej., 30 juillet 1852 (M. Fréteau de Peny, rapp.), *Bull.*452 ;—Conforme : Rej., 23 février 1821 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*130.

(3) L'arrêt du 30 juillet 1852.

(4) Rej., 26 juillet 1828 (M. Brière, rapp.), *Pal.*1828.131 ; D.p.28.1.331.

ce que les débats eussent lieu à huis clos, ne sont pas signées par le magistrat du parquet, quoique l'art. 277 du Code d'instruction criminelle le prescrive formellement, cette irrégularité ne saurait constituer une nullité, puisque, d'une part, la peine de nullité n'est pas prononcée par la loi, et que, d'autre part, cette formalité n'offre rien de substantiel et peut être suppléée par la mention desdites conclusions dans le procès-verbal d'audience (1). »

3492. Le président n'est pas tenu d'interpeller l'accusé pour lui demander s'il a quelques observations à présenter sur le huis clos requis par le ministère public(2). En effet, « le droit de suspendre, en matière criminelle, la publicité des débats, quand cette publicité serait dangereuse pour l'ordre et les mœurs, est l'application d'un principe d'ordre public et n'est subordonné à aucun autre intérêt; dès lors, l'exercice de ce droit est entièrement abandonné à la conscience des magistrats, qui ne sont nullement tenus de consulter l'accusé à ce sujet (3) ».

3493. Mais les droits de la défense pourraient être méconnus si l'accusé, demandant à présenter des observations en réponse aux réquisitions du ministère public requérant le huis clos, se voyait refuser la parole (4).

3494. L'arrêt qui déclare la nécessité du huis clos doit

---

(1) Rej., 16 janvier 1845 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*22.—Voir *infrà*, n° 3625.

(2) Rej., 6 novembre 1840 (M. Dehaussy, rapp.), S.-V.41.1.523 ; D.P. 41.1.133 ; *Pal.*1840, à sa date.

(3) Rej., 14 septembre 1827 (M. Mangin, rapp.), *Bull.*776 ;—8 janvier 1848, — sur mes conclusions — (M. Isambert, rapp.), *Bull.*11 ; — 4 avril 1850 (M. Barennes, rapp.), *Bull.*185 ; — 30 juillet 1852 (M. Fréteau de Peny, rapp.); *Bull.*452 ;—6 avril 1854 (M. Sénéca, rapp.), *Bull.*169 ; — 16 juin 1855 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*353 ;—5 juillet 1866 (même rapp.), *Bull.*273.

(4) Solution implicite résultant des arrêts des 8 janvier 1848,—4 avril 1850,—et 5 juillet 1866.

être rendu publiquement ; « si les débats des procès criminels peuvent, dans certains cas, être secrets, il n'en est pas ainsi des arrêts qui ne doivent jamais l'être ; » des arrêts de cette nature ne font point partie du débat lui-même « et l'ordre et les mœurs n'ont rien à redouter de la publicité donnée aux décisions de la justice ». — Si donc il n'a pas été satisfait à cette condition, la nullité des débats s'ensuit (1).

3495. Mais, si l'accusé demande que l'audience cesse d'être secrète, il n'est pas nécessaire que l'arrêt statuant sur cet incident soit rendu publiquement (2).

3496. L'arrêt ordonnant le huis clos est un arrêt de simple instruction, qui, ne comportant pas une rédaction à part et une feuille séparée, est suffisamment constaté par le procès-verbal et ne saurait être annulé faute d'avoir été signé par tous les juges qui l'ont rendu (3). — Cependant un arrêt de 1833 avait décidé que l'énonciation portée au procès-verbal ne peut, dans l'espèce, suppléer au défaut d'une minute qui serait rigoureusement nécessaire (4).

---

(1) Rej., 5 octobre 1821 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*482 ; — Cass., 12 décembre 1823 (M. Chasle, rapp.), *Bull.*462 ;—Rej., 29 avril 1826 (M. Ollivier, rapp.), *Pal.*1826.435 ; D.P.26.1.363 ; — Cass., 28 janvier 1836 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*38 ;— 14 septembre 1837 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*354 ;—6 septembre et 11 octobre 1838 (MM. Rives et Gilbert de Voisins, rapp.), *Bull.*433 et 473 ;—17 janvier 1839 (M. Rocher, rapp)., *Bull.*29 ; — 19 mars et 24 décembre 1840 (MM. Bresson et Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*113 et 516 ; — 11 mars et 10 juin 1841 (MM. de Crouseilhes et Gilbert de Voisins, rapp.), *Bull.*122 et 278; — 27 décembre 1849 (M. de Glos, rapp.), *Bull.*506 ;—28 décembre 1850 (même rapp.), *Bull.*654 ;—8 juillet 1852 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.* 408. — NOTA. En sens contraire, Rej., 27 décembre 1817 (M. Pajot de Marcheval, rapp.), *Bull.*338.

(2) L'arrêt du 29 avril 1826.

(3) Voir *infrà*, n° 3616 ; — ADDE, Rej., 23 février 1821 (M. Aumont, app.), *Bull.*130 ;—16 janvier 1845 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*22.

(4) Cass., novembre 1833 (M. Choppin, rapp.), *Bull.*567.

3497. De la faculté d'ordonner que les débats ne seront pas publics, dérive nécessairement le droit de déterminer souverainement le moment où le huis clos devra commencer : ainsi, il peut être ordonné immédiatement après que les jurés viennent de prêter serment, et, conséquemment avant la lecture de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation [1].

3498. La Cour, en déclarant que la lecture de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation est dangereuse pour l'ordre public, peut ordonner qu'elle sera faite à huis clos [2].

3499. La Cour ayant la faculté de prendre cette mesure dès le moment où elle la trouve nécessaire, l'accusé ne peut puiser un grief dans ce fait que le huis clos n'aurait pas été ordonné avant la lecture de l'acte d'accusation [3].

3500. Dans les affaires dont les détails seraient offensants pour la morale, le huis clos peut-être ordonné avant l'exposé de la cause par le ministère public [4].

3501. Le huis clos peut être partiel et ne porter que sur une certaine partie des débats [5].

---

[1] Rej., 11 janvier 1816 (M. Robert de Saint-Vincent, rapp.), *Pal.* 1816.214 ; D.P.16.1.416 ;—27 juin 1828 (M. Merville, rapp.), *Bull.*593 ; — 17 avril 1834 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*128 ; — 4 septembre 1840 (même rapp.), *Bull.*359 ; — 16 juillet et 22 décembre 1842 (MM. Jacquinot-Godard et Romiguières, rapp.), *Bull.*290 et 520.

[2] Rej., 5 août 1830 (M. Chauveau-Lagarde, rapp.), *Pal.*1830.741 ; D.P.30.1.355 ; — 28 janvier 1848 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*38;— 6 septembre 1849 (M. de Glos, rapp.), *Pal.*1850.2.384; D.P.49.5.87; —4 août 1853 (même rapp.), *Bull.*422 ;—1er octobre 1857(M. Caussin de Perceval, rapp.), *Bull.*553.

[3] Rej., 10 mars 1827 (M. Mangin, rapp.), *Pal.*1827.239 ; D.P.27. 1.393.

[4] Rej., 13 octobre 1826 (M. Gaillard, rapp.), *Pal.*1826.882.

[5] Cass., 22 janvier 1852 (M. de Glos, rapp.), *Bull.*47.

3502. Exceptionnelle de sa nature, cette mesure doit être strictement renfermée dans les limites tracées par les jugements qui l'ordonnent.

Ainsi :

Quand le huis clos a été ordonné par un arrêt régulier mais seulement pour l'audition des deux premiers témoins, il y a nullité des débats si, les portes de la salle d'audience ayant été fermées, il a été donné lecture de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation, si le ministère public a exposé l'affaire, et a présenté la liste des témoins qui a été lue par le greffier. Par là, on a étendu la mesure du huis clos à des parties du débat autres que celle pour laquelle il avait été spécialement autorisé (1),

3503. Après l'audition des témoins sur les vols formant les deux premiers chefs d'accusation, et avant d'entendre ceux qui devaient parler du dernier chef constituant une tentative de viol, la Cour d'assises a pu déclarer régulièrement que, à partir de ce moment, les débats auraient lieu à huis clos ; et elle a pu laisser subsister cette mesure pendant toutes les plaidoiries sans distinguer, entre les divers chefs d'accusation : « il appartenait, en effet, à la Cour de reconnaître la nécessité d'une pareille mesure et la partie des débats à laquelle cette précaution s'étendrait (2). »

3504. On sait,—et il est bon de le redire ici,—que le résumé du président doit être fait en présence du public et que, si le huis clos a été ordonné, il faut que la publicité rétablie soit constatée par le procès-verbal de la séance (3).

---

(1) L'arrêt du 22 janvier 1852.

(2) Rej., 25 août 1853 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.* 475.

(3) Voir *suprà*, nos 2625 et 2642.—ADDE : Cass., 22 avril 1820 (M. Giraud-Duplessis, rapp.), *Bull.* 161 ; — 30 août 1822 (M. Aumont, rapp.),

3505. La position des questions, comme le résumé du président, et comme toutes les autres formalités qui suivent la clôture des débats, doit, à peine de nullité, être faite en audience publique : ce sont là des formalités extrinsèques aux débats, auxquelles ne saurait s'appliquer l'exception apportée au principe de la publicité nécessaire de l'audience [1].

3506. Il en est de même de la lecture de la déclaration du jury : formalité extrinsèque aux débats, dont la clôture l'a précédée, elle ne peut être accomplie qu'en audience publique [2].

3507. Le huis clos est une mesure d'ordre ; et, comme au président appartient la police de l'audience, il est dans les attributions de ce magistrat d'en déterminer l'importance et l'étendue : par suite, « l'introduction ou le maintien dans la salle d'audience de personnes même étrangères au barreau, quand l'un ou l'autre ont été autorisés par le président et n'ont été l'objet d'aucune réclamation de l'accusé ou de son conseil, ne peuvent être réputés préjudiciables à la défense et ne constituent la violation d'aucun texte de loi [3]. »

3508. Les ordonnances rendues par le président, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, pendant le cours des débats qui ont lieu à huis clos, — spécialement celles qui ordonnent une expertise, le serment de l'expert et le

---

*Bull.*344 ;—30 septembre 1824 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*380 ;—20 août 1829 (M. Choppin, rapp.), *Bull.*481 ; — 30 mars 1837 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*114;—17 mars 1842 (même rapp.), *Bull.*93;—29 septembre 1859 (M. Jallon, rapp.), *Bull.*377 ; — 18 juin 1868 (M. Guyho, rapp.), *Bull.*246.

[1] Cass., 19 décembre 1822,—deux arrêts—(MM. Gaillard et Choppin, rapp.), *Bull.*537.—Voir *infrà*, n° 3509.

[2] L'arrêt du 22 avril 1820.

[3] Rej., 19 février 1841 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*82.

dépôt de son rapport, — peuvent être prononcées sans que la publicité de l'audience soit rétablie. En effet, « le huis clos, régulièrement ordonné, s'applique aux divers actes compris *dans les débats;* ces ordonnances en font nécessairement partie et diffèrent des arrêts rendus par la Cour, qui sont incidents aux débats et n'y sont pas compris [1]. »

3509. Toutefois, si la clôture des débats a été prononcée, l'exception à la règle de la publicité cesse d'avoir son effet avec cette clôture elle-même. La publicité de l'audience rétablie ne peut plus recevoir d'échec qu'en vertu d'une décision expresse de la Cour. Si donc, pour réparer quelque omission grave ou pour éclaircir un fait qui surgit, le président croit devoir rouvrir les débats, son ordonnance de réouverture doit être publiquement rendue, sauf, si les débats nouveaux auxquels on va procéder présentent un danger pour l'ordre et les mœurs, le droit de la Cour d'ordonner une seconde fois le huis clos. — Voir *suprà*, n° 2615.

3510. Les arrêts incidents doivent toujours être prononcés publiquement, alors même qu'ils interviennent pendant des débats qui ont lieu à huis clos, en vertu d'une décision régulière de la Cour. L'exception à la règle de la publicité autorisée pour les débats de nature à porter atteinte à l'ordre ou aux mœurs, ne peut être étendue à ces arrêts incidents qui, extrinsèques aux débats, n'en font point partie et qui, dans aucun cas, ne pourraient être considérés comme dangereux pour l'ordre et les mœurs.

---

(1) Rej., 28 février 1835 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*91 ; — 1er février 1839 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), D.p.39.1.377 ; — 6 avril 1854 (M. Sénéca, rapp.), *Bull.*169.

Il y a donc nullité des arrêts incidents prononcés sans publicité pendant le cours du huis clos; par exemple de ceux qui statuent :

Sur la dispense de serment de la part de témoins (1);

Sur la demande formée par le défenseur tendante à faire entendre de nouveaux témoins (2);

Sur l'opposition formée par l'accusé ou par le ministère public à l'audition de certains témoins (3); — néanmoins, « si, en thèse générale, les arrêts des Cours d'assises doivent être rendus publiquement, à peine de nullité, il ne saurait en être de même d'une simple déclaration du président rendue, conformément à la loi, sur la réclamation de l'accusé, sans que l'officier du ministère public ait été entendu, et sans qu'aucun contentieux ait été élevé » (4);

Sur le *passé-outre* aux débats malgré l'absence d'un témoin (5);

Sur l'admission contestée de la partie civile (6); — mais il en serait autrement, si l'intervention de cette partie

---

(1) Cass., 18 octobre 1832 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*589; — 22 juillet 1843 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*320.

(2) Cass., 1er avril 1837 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*125.

(3) Cass., 4 janvier 1839 (M. Voysin de Gartempe fils, rapp.), *Bull.* 12; — 15 février 1839 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*79; — 21 juillet 1843 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*533; — 19 décembre 1844 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*590; — 27 avril 1848 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*198; — 5 octobre 1854 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.* 485.

(4) Rej., 4 septembre 1840 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.* 3

(5) Cass., 19 mars 1840 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*113; — 19 décembre 1844 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*591; — 27 décembre 1849 (M. de Glos, rapp.), *Bull.*506; — 8 juillet 1852 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*408; — 31 juillet 1856 (M. Vaïsse, rapp.), *Bull.*437; — 3 juin 1859 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*237.

(6) Cass., 19 janvier 1844 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*26; — 22 juillet 1847,—sur mes conclusions—(M. Rocher, rapp.), *Bull.*282.

civile n'était nullement contestée, « l'acte concédé par la Cour ne constituant pas une décision de justice, mais l'apurement d'un simple incident faisant partie intégrante des débats eux-mêmes » (1);

Sur les réquisitions du ministère public, même non contredites par l'accusé, tendantes à ce qu'il fût procédé à de nouvelles expertises sur des objets faisant partie des pièces à conviction (2);

Sur les conclusions du défenseur de l'accusé demandant qu'il fût ordonné par la Cour qu'un témoin qui venait d'être entendu se retirerait de l'auditoire pendant l'audition d'un autre témoin (3);

Sur les conclusions prises par le défenseur pour s'opposer à la lecture de certaines pièces faisant partie d'un dossier relatif à des poursuites antérieures (4);

Sur les conclusions du conseil de l'accusé demandant : 1° qu'il soit tenu note au procès-verbal des additions faites par un témoin à ses précédentes déclarations; et 2° l'arrestation dudit témoin pour être procédé contre lui pour faux témoignage (5).

Sur les contestations soulevées à l'occasion de la position des questions qui est une formalité extrinsèque aux débats (6).

3511. Mais, si cette règle a été méconnue, la Cour d'assises qui reconnaît que, pendant le huis clos, elle a irrégulièrement rendu un arrêt sans publicité sur un in-

---

(1) Rej., 12 juin 1856 (à mon rapport), *Bull.*347; — 8 décembre 1864 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*492.

(2) Cass., 28 décembre 1850 (M. de Glos, rapp.), *Bull.*654.

(3) Cass., 10 mars 1853 (M. de Glos, rapp.), *Bull.*132.

(4) Cass., 16 juin 1853 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*321.

(5) Cass., 26 août 1858 (à mon rapport), *Bull.*388.

(6) Cass., 11 octobre 1838 (M. Gilbert de Voisins, rapp.), *Bull.*473; — Voir *suprà*, n° 3505.

cident, — spécialement sur le renvoi de l'affaire à une autre session, renvoi qui a été demandé par le ministère public, — a le droit de rétracter son arrêt illégal par un arrêt public, d'annuler ce qui s'en est suivi et de procéder à de nouveaux débats. En effet, « le juge, gardien de la loi, doit veiller soigneusement à l'accomplissement des formalités qu'elle prescrit ; il doit surtout être attentif à faire jouir les accusés des garanties qu'elle leur a données ; s'il lui arrive d'omettre une formalité substantielle, cette irrégularité ne constitue pas un droit acquis, lequel ne se forme qu'à la suite d'un litige sur des prétentions contraires ; le retour à l'observation de la loi étant toujours favorable, tant que la mission du juge n'est pas terminée, et qu'il n'a pas définitivement statué sur l'affaire au jugement de laquelle il procède, il est encore temps de réparer l'erreur commise et de rentrer dans les voies légales » (1).

3512. Il est une autre mesure qui n'est pas le huis clos, mais qui y touche de bien près : c'est l'interdiction de rendre compte des débats d'une affaire portée devant les tribunaux. Cette restriction des droits ordinaires de la publicité, autorisée par l'article 17 du décret du 17 février 1852, est une mesure « prise uniquement dans l'intérêt de l'ordre public et des mœurs, et, par cela même, abandonnée à la prudence des magistrats ». Par suite, lorsque la Cour d'assises croit devoir y recourir, « aucun texte de loi ne lui impose l'obligation d'interpeller les accusés ou leurs conseils » (2).

---

(1) Rej., 26 janvier 1844 (M. Bresson, rapp.), *Bull.* 35.
(2) Rej., 24 février 1860 (M. Le Sérurier, rapp.), *Bull.* 99.

§ 3. — *Renvoi à une autre session.*

N° 3513. But des dispositions qui autorisent le renvoi à une autre session.

3514. Le renvoi, pendant les débats, n'a lieu que par un arrêt.

3515. Il ne peut avoir lieu à un autre jour de la même session que du consentement de toutes les parties.

3516. Plusieurs renvois successifs ne sont pas impossibles.

3517. L'arrêt ordonnant le renvoi peut être rétracté, s'il y échet, par la Cour encore réunie.

3518. Les arrêts ordonnant le renvoi sont de pure instruction et n'ont pas besoin d'être motivés.

3519. Mais des motifs contraires à la loi pourraient entraîner leur annulation. — Exemples.

3520. Pas de nécessité de rédiger et de signifier l'arrêt à l'accusé en présence de qui il a été rendu.

3521. Pourvoi en cassation non recevable contre les arrêts refusant le renvoi, et recevable contre ceux qui le prononcent pendant le cours des débats.

3522. Le renvoi prononcé par la faute de l'accusé entraîne sa condamnation aux frais.

3523. Souveraineté de la Cour dans l'appréciation de la cause du renvoi.

3524. Deux causes de renvoi sont expressément indiquées.—Mais les articles 331 et 354 ne sont pas limitatifs. — Disposition générale de l'article 406 du Code d'instruction criminelle.

3525. 1re *Cause de renvoi spécialement indiquée : faux témoignage.* — Articles 318, 330 et 331 du même Code.

3526. Article 318 : son but et son utilité;

3527. Ses dispositions ne sont pas substantielles ;

3528. La Cour est tenue de statuer sur les conclusions prises pour que le président le fasse exécuter ;

3529. Droit de l'accusé de lire les dépositions antérieures du témoin dont il veut faire constater les variations ;

3530. A défaut de réquisition, le président fait, d'office, prendre les notes nécessaires.

3531. Dissentiment sur la rédaction entre le président et le greffier;

3532. Si le procès-verbal contient des notes sur la déposition d'un témoin, le greffier est présumé avoir agi de l'ordre du président ;

3533. L'article 318 non applicable au témoin entendu en vertu du pouvoir discrétionnaire.

3534. Les variations du témoin ne sont pas, au fond, pour l'accusé, un moyen de cassation.

3535. Article 330 : Le président a seul compétence pour ordonner l'arrestation du témoin suspect de faux témoignage.—Conséquences : aucun droit d'intervention ni pour la Cour ni pour le ministère public ;

3536. Mais l'intervention irrégulière de la Cour ne vicie pas les débats ;

3537. Rétractation du témoin reçue par le ministère public appelé par ce témoin qui a été arrêté ;

3538. La présomption de complicité d'un témoin est étrangère à l'article 330 ;

3539. L'arrestation peut avoir lieu avant la clôture des débats.

3540. Le président, sans aller jusqu'à l'arrestation, peut mettre le témoin en état de surveillance ;

3541. L'arrestation est provisoire, le président peut la révoquer si le témoin se rétracte ;

3542. La continuation des débats faite malgré l'arrestation d'un témoin n'est pas cause de nullité, si l'accusé, averti par le président, n'a pas demandé le renvoi à une autre session.

3543. Art. 331 : faculté pour la Cour de renvoyer à une autre session ou de passer outre ;

3544. Témoin déposant sous un autre nom que le sien : droit de l'accusé ;

3545. Au cas de renvoi, règlement de la priorité entre le jugement de l'affaire principale et le jugement du faux témoignage ;

3546. 2e *Cause de renvoi spécialement indiquée : absence d'un témoin.*— Articles 354, 355 et 356 du Code d'instruction criminelle.

3547. Article 354 : son texte ;

3548. L'accusé n'est pas investi du droit de requérir le renvoi ;—mais s'il demande à faire des observations, il faut les entendre, sauf à la Cour à statuer comme elle avisera. — Pas d'interpellation nécessaire à l'accusé ;

3549. Droit de réquisition du ministère public qui ne lie pas la Cour.

3550. Le renvoi pour l'absence d'un témoin peut être ordonné pendant toute la durée des débats.

3551. Article 355 : ce qui en résulte ;

3552. Souveraineté de la Cour pour la condamnation du témoin absent ;

3553. Le refus du témoin de prêter serment ou de déposer équivaut à son absence matérielle.

3554. Pas de moyen de cassation pour l'accusé si le témoin défaillant n'a pas été condamné à l'amende.
3555. Article 356 : opposition du témoin à l'arrêt qui le condamne;—sa forme, son délai, ses motifs au fond.
3556. L'opposition n'est pas recevable si la condamnation a été contradictoire et, par exemple, motivée par le refus de prêter serment ou de déposer.
3557. La condamnation prononcée par un arrêt, ne peut être rapportée que par un arrêt.
3558. *Causes diverses de renvoi :* maladie de l'accusé ;
3559. Absence du conseil, refus de l'accusé de répondre ;
3560. Maladie d'un juré ;
3561. Manifestation d'opinion par les jurés ;
3562. Complicité d'un témoin;
3563. Arrestation d'un coaccusé ;
3564. Instruction supplémentaire ;
3565. Motifs d'ordre public ;
3566. Suspicion légitime ;
3567. Illégalité du renvoi quand il s'agit de réparer une irrégularité antérieure aux débats, par exemple, dans la notification de la liste du jury.
3568. Du reste, l'illégalité du renvoi n'a pas pour effet de vicier les débats ultérieurs.

3513. La justice et les intérêts sociaux souffriraient si l'accusé était condamné ou si la vindicte publique se trouvait désarmée par l'omission de quelque mesure de nature à aider à la manifestation de la vérité : c'est sous l'empire de cette pensée que, pendant la durée de l'instruction écrite, l'ajournement des affaires a été autorisé. Au tome 2, pages 334 et suivantes, je me suis expliqué sur ces prorogations de délai qui précèdent l'ouverture de l'audience.

En ce moment où je traite les incidents nés durant le cours de l'examen et des débats, réalisant la promesse que je faisais au n° 1656, j'ai à parler du *renvoi de l'affaire à une autre session* nécessité par les *événements* qui peuvent surgir de la procédure orale.

3514. Il n'en est pas du cas qui nous occupe, comme

du cas prévu par l'article 306. Là, les débats étaient près de s'ouvrir et le renvoi de l'affaire qui n'était autre chose qu'un simple délai, rentrait dans les attributions du pouvoir présidentiel ; ici les débats sont ouverts, ils doivent se continuer sans interruption, et pour les faire cesser, en anéantissant ce qui s'est déjà fait, ce n'est pas trop qu'un acte de juridiction de la Cour d'assises saisie de l'examen et du jugement. — Le président commet donc un excès de pouvoir si, à lui seul et sans un arrêt de la Cour, il prononce le renvoi à une autre session [1].

3515. Après la formation du tableau du jury de jugement, la Cour d'assises ne peut renvoyer l'affaire à un autre jour de la même session, si l'accusé ou le ministère public refusent de consentir à cette remise. En effet, il résulte de l'article 406 que, en cas de renvoi, il doit être procédé à la confection d'une nouvelle liste de jurés et à la formation d'un nouveau tableau, et que les parties rentrent dans le plein et entier exercice du droit de récusation. Or, en refusant leur consentement, elles s'opposent, par là même, à ce que la même liste serve à deux tirages successifs : et, par suite, en l'ordonnant malgré cette opposition, la Cour excède ses pouvoirs et pourrait porter atteinte soit aux droits d'accusation, soit aux droits de défense [2].

Cependant, comme ce renvoi à un autre jour de la même session n'est prohibé par aucune loi, il peut être toléré

---

[1] Cass., 16 fructidor an IX (M. Seignette, rapp.), *Bull.*565 ;—10 janvier 1824,—intérêt de la loi—(M. Brière, rapp.), *Bull.*8 ;—Rej., 4 février 1825 (même rapp.). *Bull.*56 ; — 10 octobre 1839 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* de 1840, p. 349 ; S.-V.39.1.955.

[2] Cass., 7 novembre 1839 (M. Gilbert des Voisins, rapp.), *Bull.*516 ; — 31 mars 1842 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*112 ; — 12 décembre 1844 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*578 ;—12 décembre 1850 (M. Quénault, rapp.), *Bull.*612.—Voir tome 2, p. 774, n° 1429.

dans l'intérêt de la prompte expédition des affaires, s'il n'y a pas opposition des parties et, à plus forte raison, si elles y consentent expressément (1).

3516. Si la nécessité du renvoi se fait de nouveau sentir, les Cours d'assises peuvent user, même plusieurs fois à l'égard du même accusé, de la faculté qu'elles ont de prononcer le renvoi (2).

3517. Une Cour d'assises encore réunie, a le droit de rapporter l'arrêt par lequel elle a ordonné le renvoi d'une affaire à une autre session lorsque les motifs qui avaient déterminé cette mesure ont cessé d'exister, — par exemple l'absence de témoins, — et surtout lorsque l'accusé en fait lui-même la demande. Cet arrêt, « rendu dans l'exercice d'un pouvoir facultatif discrétionnaire, pouvait être rapporté dans l'exercice du même pouvoir (3) ». — De même, l'arrêt qui a décidé qu'il serait passé outre aux débats malgré l'absence d'un témoin, « ne formant pas un contrat judiciaire, » peut être rapporté lorsque la Cour qui vient de le rendre reconnaît que la déposition du témoin absent est indispensable (4).

3518. La décision de la Cour d'assises *refusant* de prononcer le renvoi de l'affaire à la session prochaine, pour cause de non-comparution de l'un des témoins cités, étant de pure instruction, n'a pas besoin d'être motivée (5).

---

(1) Les mêmes arrêts ;—*Adde*, Rej., 6 juillet 1843 (M. Rocher, rapp.), *Gazette des trib.* du 7 juillet ; — 17 février 1848 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*69 ;—8 février 1849, — sur mes conclusions — (M. de Boissieu, rapp.), *Bull.*49.—Voir, tome 2, p. 776, n° 1430.

(2) Rej., 11 juillet 1839 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*344.

(3) Rej., 19 octobre 1809 (M. Schwendt, rapp.) ; — 11 janvier 1817 (M. Rataud, rapp.), DALLOZ, n° 2046 ;—11 octobre 1821 (M. Chantereyne, rapp.), *Bull.*487.

(4) Rej., 26 novembre 1829 (M. Ollivier, rapp.), DALLOZ, n° 2047.

(5) Rej., 2 juin 1831 (M. Choppin, rapp.), *Bull.*225 ;— 2 février 1837 (M. Isambert, rapp.), DALLOZ, v° *Cassation*, n° 1927-13°.

3519. Cependant, si la Cour, croyant devoir indiquer la raison de son refus, se fondait sur un motif contraire à la loi, son arrêt serait entaché d'une évidente nullité. Cela arriverait :

Si la Cour d'assises, refusant le renvoi demandé par l'accusé, jugeait qu'elle n'a le droit de renvoi qu'autant qu'il y a réquisition conforme du ministère public : ce serait, on va le voir, une fausse application de l'article 354 du Code d'instruction criminelle (1) ;

Si, après avoir plusieurs fois engagé le conseil de l'accusé à être plus circonspect, elle basait le renvoi sur l'inconvenance de sa plaidoirie (2) ;

Si elle fondait le renvoi sur l'impuissance momentanée du président, qui pouvait être remplacé en accomplissant les formalités légales (3) ;

Si, lorsque le ministère public commence son réquisitoire, elle annulait les débats et prononçait le renvoi pour cause d'irrégularité dans la notification aux accusés de la liste du jury (4).

3520. On ne saurait voir une nullité dans ce double fait que l'arrêt de renvoi n'a été ni rédigé ni signifié à l'accusé en présence de qui il a été prononcé (5).

3521. Les arrêts qui *refusent* de prononcer le renvoi, ne portant nulle atteinte à des faits acquis et consommés et, par cela même, ayant un caractère préparatoire et d'instruction, le pourvoi en cassation formé contre eux n'est recevable qu'après l'arrêt définitif.

Au contraire, l'arrêt *qui prononce le renvoi* d'une affaire

---

(1) Cass., 12 janvier 1832 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*12.
(2) Cass., 11 brumaire an XII (M. Veillart, rapp.), *Bull.*14.
(3) Cass., 1er thermidor an XIII (M. Lachèse, rapp.), *Bull.*329.
(4) Cass., 28 février 1833 (M. Thil, rapp.), *Bull.*110.
(5) Rej,, 24 avril 1840 (M. Romiguières, rapp.), DALLOZ, n° 2023.

à une autre session *après que le tableau du jury avait été formé et que les témoins avaient été entendus*, ne peut être rangé dans la classe des arrêts préparatoires et d'instruction contre lesquels, aux termes de l'article 416 du Code d'instruction criminelle, le recours en cassation n'est ouvert qu'après l'arrêt de condamnation. Puisqu'il anéantit la formation du tableau du jury et tout ce qui en a été la suite, il est définitif, sous ce rapport, et le pourvoi immédiatement formé contre lui est, en la forme, recevable (1).

3522. Lorsque les débats sont interrompus et renvoyés aux prochaines assises, dans l'intérêt de l'accusé, sur sa demande et parce qu'il a négligé de faire concourir les moyens de défense avec les moyens d'attaque, — par exemple pour qu'il puisse justifier un alibi qu'il allègue, — les frais de ce renvoi doivent être mis à sa charge, quelle que soit l'issue de l'accusation (2).

3523. Au fond, les Cours d'assises ont un pouvoir souverain et discrétionnaire en ce qui concerne le renvoi d'une affaire à une autre session. La loi abandonne entièrement à leur appréciation la cause et les motifs qui peuvent les déterminer à ordonner ce renvoi (3).

3524. Notre Code d'instruction criminelle indique pourtant d'une manière spéciale deux causes de renvoi : la première, prévue par l'article 331, est celle où la déposition d'un témoin paraît fausse ; la seconde, régie par

---

(1) Rej., 14 septembre 1837 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), S.-V. 39.1.420 ;—29 mars 1849 (M. Brière-Valigny, rapp.), D.P.49.5.97 ; — 9 août 1860 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*330 ;—28 décembre 1865 (M. Zangiacomi, rapp.), *Bull.*389.

(2) Rej., 6 juillet 1815 (M Busschop, rapp.), S.-V.16.1.141.

(3) Voir *suprà*, tome 2, p. 350 et suiv., nos 944 et 945 ;—ADDE : Rej., 6 avril 1865 (à mon rapport), *Bull.*143 ; — 16 mars 1866 (M. du Bodan, rapp.), *Bull.*121.

l'article 354, repose sur la non-comparution d'un témoin cité.

Mais, je me hâte de le rappeler, ces deux dispositions n'ont rien de limitatif : si elles posent la règle pour ces deux espèces particulières, elles ne font nul obstacle à ce que, pour d'autres causes graves, les Cours d'assises renvoient le jugement à une autre session. Et cette mesure n'est pas sans être appuyée sur un texte légal. Ce texte, on le trouve dans l'article 406, qui dit : « Si, *par quelque* « *événement*, l'examen des accusés sur les délits ou sur « quelques-uns des délits compris dans l'acte ou dans « les actes d'accusation, est renvoyé à la session suivante, « il sera fait une autre liste ; il sera procédé à de nouvelles récusations, et à la formation d'un nouveau « tableau de douze jurés, d'après les règles prescrites « ci-dessus, à peine de nullité. »

Or, suivant le commentaire de la jurisprudence, l'article 406 « dispose d'une manière générale et absolue que les cas de renvoi à une prochaine session, prévus par les articles 330, 331 et 354 ne sont point restrictifs ; les juges ont donc le droit d'ordonner ce renvoi lorsqu'il leur paraît fondé sur des motifs qui ont pour objet la manifestation de la vérité et qui ne sont pas en opposition avec un texte de loi ». Et, d'après cet article, il suffit qu'il soit survenu *un événement* qui ait paru assez grave à la Cour d'assises pour motiver ce renvoi [1].

3525. 1re *Cause spécialement indiquée : faux témoignage.*

Si, d'après les débats, la déposition d'un témoin paraît fausse, voici les mesures à prendre :

En premier lieu, selon l'article 318, « le président fera « tenir note, par le greffier, des additions, changements « ou variations qui pourraient exister entre la déposition

---

(1) Voir nos 944 et 945.

« d'un témoin et ses précédentes déclarations. —Le pro-
« cureur général et l'accusé pourront requérir le prési-
«, dent de faire tenir note de ces changements, additions
« et variations. »

En deuxième lieu, d'après l'article 330, « le président
« pourra, sur la réquisition soit du procureur général,
« soit de la partie civile, soit de l'accusé, et même d'of-
« fice, faire sur-le-champ mettre le témoin en état d'ar-
« restation. Le procureur général, et le président ou
« l'un des juges par lui commis, rempliront à son égard,
« le premier, les fonctions d'officier de police judiciaire ;
« le second, les fonctions attribuées aux juges d'instruc-
« tion dans les autres cas. — Les pièces d'instruction
« seront ensuite transmises à la Cour impériale, pour y
« être statué sur la mise en accusation ».

En troisième lieu, suivant l'article 331, « le procureur
« général, la partie civile ou l'accusé, pourront immé-
« diatement requérir, et la Cour ordonner, même d'of-
« fice, le renvoi de l'affaire à la prochaine session ».

Expliquons-nous sur chacune de ces dispositions.

3526. Et, d'abord, parlons de l'article 318.

Les notes prises par le greffier, sur l'ordre du prési-dent, en conformité de l'article 318, ont pour but et sont un moyen d'arriver à la découverte du faux témoignage : aussi, comme le témoin qui pourrait être disposé à altérer la vérité devrait craindre d'y trouver la source de sa propre condamnation, elle peut avoir pour effet de l'arrêter sur cette pente dangereuse.

3527. Remarquons que, quoiqu'il s'exprime en termes impératifs, la peine de nullité n'est pas écrite dans l'article 318, et que ses dispositions ne sont pas substantielles [1].

---

(1) Rej., 11 avril 1817 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.* de 1818, p. 1re ; —

3528. Mais, si le procureur général ou l'accusé ont, par des conclusions formelles, requis le président de faire exécuter notre article 318, la Cour d'assises est tenue de statuer sous peine de méconnaître une faculté ou droit reconnu par la loi et de nécessiter l'application du deuxième paragraphe de l'article 408 (1).

3529. En donnant aux accusés le droit de requérir qu'il soit tenu note des changements et variations d'un témoin, l'article 318 « leur donne nécessairement aussi le droit de relever ces changements et variations, et de requérir qu'à cet effet il leur soit permis de faire lecture des dépositions écrites qui peuvent les établir; l'article 341 est une disposition générale qui n'est relative qu'aux circonstances ordinaires des débats, et il ne peut recevoir d'application au cas particulier prévu par l'article 318 ». En conséquence, le président ou la Cour violent les droits de la défense et font une fausse application de l'article 341 si, dans l'espèce, ils interdisent au défenseur la lecture des dépositions antérieures du témoin suspect de variation (2).

3530. Si le ministère public ou l'accusé ne font aucune réquisition tendant à faire tenir note des variations du témoin qui dépose, le président est, sans contestation possible, investi du droit d'agir d'office (3).

3531. En cas de dissentiment entre le président et le

---

28 mai 1818 (M. Lecoutour, rapp.), *Bull.*224;—19 avril 1821 (M. Busschop, rapp.), *Bull.*167;—Cass., 7 octobre 1825 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.* 558; — Rej., 27 mars 1834 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*113; — 23 avril 1835 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*186; — Cass., 22 septembre 1848 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*368; — 17 septembre 1863 (M. Perrot de Chézelles, rapp.), *Bull.*416.

(1) Les arrêts des 19 avril 1821,—27 mars 1834,—23 avril 1835,—22 septembre 1848.

(2) Cass., 19 août 1819 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.*280.

(3) L'arrêt du 28 mai 1818.

greffier sur les notes à insérer dans le procès-verbal relativement aux variations qui ressortent de la déposition d'un témoin, la rédaction indiquée par le président devrait prévaloir.

3532. Le procès-verbal ne doit pas, — c'est ce que dit l'article 372 du Code d'instruction criminelle, — faire mention du contenu aux dépositions, sans préjudice toutefois de l'exécution de notre article 318. Aussi, quand il relate une variation faite par un témoin à ses précédentes déclarations, il y a présomption de droit que le greffier a agi de l'ordre du président qui a signé le procès-verbal (1).

3533. La disposition de notre article 318 ne saurait s'appliquer à la déposition d'un témoin entendu en vertu du pouvoir discrétionnaire : en effet, « puisqu'il n'ordonne de tenir des notes des dépositions, qu'à raison des variations existant entre les déclarations écrites et orales, là où il n'y avait pas de variations possibles, il n'y avait pas non plus de notes à tenir » (2).

3534. Est-il besoin de dire « que, des variations des témoins, dans leurs dépositions, ne peut résulter ouverture à cassation » (3)?

3535. Arrivons à l'article 330 :

C'est au président, et au président seul, que notre article 330 attribue le droit de statuer, soit d'office, soit sur les demandes à lui adressées, sur la mise en état d'arrestation du témoin suspect de faux témoignage. Dès lors, et par une conséquence forcée, « il n'appartient pas à la Cour d'assises d'intervenir dans un débat de cette nature » (4); et, en se déclarant incompétente pour statuer

---

(1) Rej., 7 mai 1846 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.* 167.
(2) L'arrêt du 11 avril 1817.
(3) Rej., 19 juin 1817 (M. Chasle, rapp.), *Bull.* 126.
(4) Rej., 2 mars 1827 (M. Mangin, rapp.), S.-V. 27.1.433; D.P. 27.1.

sur les conclusions prises à cet égard par l'accusé, elle ne fait qu'une juste application de l'article précité [1] ;

De même, et par une deuxième conséquence, le ministère public, qui n'a qu'un droit de réquisition, entreprendrait sur le pouvoir présidentiel et porterait atteinte au droit de défense si, au cours des débats, il faisait arrêter par la gendarmerie et emmener hors de l'audience un des témoins assignés à sa requête. Mais l'irrégularité serait immédiatement réparée si, sur l'observation du conseil de l'accusé que la déposition d'un autre témoin aurait dû être faite en présence du témoin expulsé, la Cour, prononçant l'annulation de cette partie du débat, a ordonné que ce dernier témoin serait ramené à l'audience et que tout ce qui avait été fait en son absence serait recommencé : ce retour aux voies légales fait disparaître l'entrave apportée à la défense et enlève à l'accusé tout grief légitime [2].

3536. Toutefois « l'intervention de la Cour d'assises dans l'exercice du droit que l'article 330 donne au président seul, ne constitue pas une violation de cet article qui ait pu vicier les débats ultérieurs » [3].

3537. En s'introduisant auprès d'un témoin en état d'arrestation comme suspect de faux témoignage, sur sa demande, et pour recevoir sa rétractation, le ministère public ne viole ni l'article 353 du Code d'instruction criminelle, lequel n'est pas applicable à l'espèce, ni la défense faite par le président de ne laisser communiquer ce témoin avec personne [4].

3538. Lorsque, devant une Cour d'assises *visitant* une

---

159 ;—28 décembre 1838 (M. Chauveau-Lagarde, rapp.), *Bull.*565 ;—23 avril 1840 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*158.

(1) Rej., 11 janvier 1867 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*8.
(2) Rej., 23 mars 1854 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*132.
(3) Rej., 12 mars 1831 (M. Rives, rapp.), *Bull.*98.
(4) L'arrêt du 28 mars 1829, cité n° 3521.

affaire de faux, il existe contre un témoin des présomptions graves d'une participation au crime poursuivi, ce n'est plus le cas prévu par notre article 330 : il n'existe pas de déposition paraissant fausse, mais bien la révélation d'un fait qui peut être suivie d'une instruction nouvelle dans les termes de l'article 462 du Crime d'instruction criminelle. Par suite, il y a excès de pouvoir dans l'arrêt de la Cour d'assises qui ordonne l'arrestation du témoin suspect, et qui, appliquant faussement l'article 330, va jusqu'à prescrire une information, en décidant que le président sera le juge d'instruction et le procureur général l'officier judiciaire (1).

3539. Pour mettre en état d'arrestation le témoin dont la déposition paraît fausse, il n'est pas nécessaire d'attendre la clôture des débats. Dès que des indices graves font croire au président à l'existence du faux témoignage, il peut procéder à cette mesure préventive. Et, qu'on le remarque, notre article 330 a aggravé la législation de l'an IV qui, par son article 367, exigeait que la déclaration parût *évidemment* fausse, expression qui a été supprimée.

3540. Néanmoins, sans aller jusqu'à l'arrestation, le président a, à plus forte raison, la faculté de mettre le témoin suspect en état de surveillance dans l'enceinte du palais, pendant les débats (2). — En prenant ce dernier parti, il n'est pas tenu de faire insérer ses motifs au procès-verbal : il agit, en effet, en vertu du pouvoir discrétionnaire que, dans l'intérêt de la manifestation de la vérité, l'article 268 du Code d'instruction criminelle confie à son honneur et à sa conscience (3).

---

(1) Cass., 26 fév. 1847,—intérêt de la loi—(M. Isambert, rapp.), *Bull.*66.

(2) Rej., 30 mai 1818 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*209 ;—28 mars 1829 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.*188 ;—Les arrêts des 28 décembre 1838 et 23 avril 1840.

(3) Rej., 24 janvier 1851 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*52.

3541. L'arrestation autorisée par notre article 330 est essentiellement provisoire, quand les débats se continuent : en effet, « le témoin arrêté est resté le maître d'expliquer, de rectifier ou de rétracter sa première déclaration, suivant sa volonté ; une déposition de témoin doit être prise dans son ensemble ; une fausse déclaration, faite dès l'abord, se trouve effacée par le retour du témoin à la vérité avant la clôture des débats ; et une semblable rétractation ne laisse plus subsister ni crime ni délit ». En conséquence, l'arrestation doit tomber si le complément de la déposition du témoin vient effacer les éléments primitifs du crime de faux témoignage ; « et il appartient au président, de qui émane l'ordre provisoire, de le rapporter. » En présence d'un pareil incident, la défense n'est point désarmée puisqu'elle peut, ou demander le renvoi de l'affaire à une autre session, ou, continuant à accepter le débat, discuter la portée et la valeur du témoignage contesté (1). — On avait cependant jugé, mais cette décision ne se soutient guère, que le président commet un acte irrégulier si, sans entendre le ministère public et sans faire délibérer la Cour, il rétracte l'ordre d'arrestation qu'il avait donné (2).

3542. L'accusé ne peut se plaindre de ce que les débats auraient continué malgré l'arrestation d'un témoin soupçonné de faux témoignage, et de ce que la condamnation s'en est suivie, si, averti par le président de son droit de demander le renvoi de l'affaire à une autre session, il a, ainsi que le ministère public, formellement consenti à la continuation des débats (3).

---

(1) Rej., 11 novembre 1858 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*425 ;—1er février 1866 (M. de Gaujal, rapp.), *Bull.*55.—Conforme, quant au droit de rétractation du témoin : Rej., 4 juillet 1833 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*326.

(2) L'arrêt du 28 mars 1829, cité nos 3521, 3537 et précédent.

(3) Rej., 30 sept. 1841 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*454.

3543. Et maintenant signalons les observations que comporte l'article 331, qui a un rapport plus direct avec l'objet du présent paragraphe.

En présence d'une déposition qui paraît fausse, et quelles que soient les réquisitions des parties, la Cour, investie d'une simple faculté, peut surseoir au jugement de l'affaire et la renvoyer à une autre session, ou, suivant les cas, passer outre à l'examen et aux débats. Cela résulte du mot *pourra* qu'on lit dans notre article (1).

3544. Le mensonge d'un témoin, qui dépose sous un autre nom que le sien, peut autoriser l'accusé à s'opposer à son audition ou à demander le renvoi de l'affaire à une autre session; mais il ne saurait fournir ouverture à cassation (2).

3545. En règle générale, quand la déposition d'un témoin paraît fausse, la Cour d'assises « pouvant, ou procéder de suite au jugement de l'affaire qui se trouve actuellement soumise aux débats, ou bien la renvoyer à la prochaine session, il lui appartient de régler la priorité entre le jugement de l'affaire principale et celui du faux témoignage »; mais quand elle a renvoyé l'affaire principale à la prochaine session, il est indispensable de juger préalablement et séparément l'accusation de faux témoignage (5).

3546. 2° *cause spécialement indiquée : absence d'un témoin.*

Comme pour le cas de faux témoignage, le Code d'in-

---

(1) Cass., 21 janvier 1814 (M. Aumont, rapp.), *Pal.*1814.45; — Rej., 21 mars 1839 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Pal.*1839.2.412; D.P. 39.1.397;—10 mai 1839 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*235.

(2) Rej., 23 décembre 1847 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), S.-V.48. 1.301; *Pal.*1848.1.292.

(5) Cass., 20 mai 1813 (M. Busschop, rapp.), *Bull.*265;—20 décembre 1845 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*77.

struction criminelle consacre trois de ses dispositions au règlement de ce qui advient lorsqu'un témoin régulièrement cité ne comparaît pas : l'article 354, qui consacre le droit de renvoi ; — l'article 355, qui détermine les pénalités et moyens coercitifs à employer contre le témoin défaillant ; — et l'article 356, qui ouvre à ce témoin la voie de l'opposition contre les condamnations par lui encourues.

Ici, encore, chacun de ces articles mérite des observations particulières.

3547. L'article 354 s'exprime en ces termes : « Lors-« qu'un témoin qui aura été cité ne comparaîtra pas, la « Cour pourra, sur la réquisition du procureur général, « et avant que les débats soient ouverts par la déposition « du premier témoin inscrit sur la liste, renvoyer l'affaire « à la prochaine session. »

3548. Lorsqu'il s'agit du renvoi pour cause de faux témoignage, le droit de réquisition est formellement attribué à l'accusé : il n'en est pas de même quand il s'agit de la non-comparution d'un témoin cité. L'article 354 ne le lui reconnaît pas et « il ne lui compète en aucune sorte » (1).

Mais comme cet article ne lui dénie pas formellement la possibilité d'intervenir dans les mesures nécessitées par l'absence de témoins, il peut prendre des conclusions pour demander le renvoi, sauf à la Cour d'assises à n'avoir aucun égard à sa demande, si l'audition du témoin absent ne lui paraît pas nécessaire à la manifestation de la vérité (2).

---

(1) Rej., 25 septembre et 24 décembre 1824 (MM. Brière et de Bernard, rapp.) ;—16 septembre 1831 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), DALLOZ, n° 2028.

(2) Rej., 20 juillet et 31 août 1820 (MM. Aumont et Busschop, rapp.), DALLOZ, n^os^ 2037 et 2038 ;—14 septembre 1821 (M. Chantereyne, rapp.), *Bull.*443 ; — 25 septembre 1824 (M. Brière, rapp.), *Bull.*390 ; — 2 juin

Toutefois, il ne saurait y avoir nullité par cela seul que, sans consulter l'accusé ou son conseil, la Cour, sur le réquisitoire du ministère public prononce le renvoi ou, au contraire, ordonne qu'il sera passé outre aux débats [1].

3549. Quant au ministère public, il est expressément investi du droit de réquisition. — Cependant, du texte de l'article 354, il ne faudrait pas inférer que le renvoi n'est possible que lorsqu'il est requis par le ministère public [2]; —la Cour, qui n'est nullement liée, peut le prononcer alors même que le ministère public requerrait qu'il fût passé outre aux débats : ou, et à l'inverse, elle a la faculté de continuer les débats malgré les réquisitions tendantes au renvoi [3] ; — et, en décidant le contraire, elle méconnaît les règles de sa propre compétence et viole les droits de la défense de l'accusé qui demandait le renvoi [4].

La seule interprétation juridique de notre article est celle qui le comprend en ce sens que, à la différence de l'accusé qui peut ne pas être interpellé, le ministère public doit toujours être entendu sur la mesure provoquée par l'accusé ou que la Cour se dispose à prendre d'office [5].

1831 (M. Choppin, rapp.), *Bull.*225 ;—Cass., 12 janvier 1832 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*12 ;—21 mars 1839 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), DALLOZ, n° 2041 ;—Rej., 15 déc. 1853 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*690.

(1) Rej., 13 octobre 1815 (M. Aumont, rapp.), S.-V.17.1.16 ; — 14 décembre 1837 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), S.-V.38.1.81 ; *Pal.* 1838.1.104 ;—21 mars 1844 (M. Romiguières, rapp.), *Bull.*157 ;—2 juin 1853 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*299 ; — 22 février 1855 (M. Jallon, rapp.), *Bull.*105.

(2) Rej., 18 février 1813 (M. Benvenutti, rapp.), DALLOZ, n° 2034 ; — 20 octobre 1820 (M. Rataud, rapp.), *Bull.* de 1821, p. 25 ; — 20 août 1824 (M. Ollivier, rapp.), S.-V.25.1.296 ;— 25 avril 1839 (M. Mérilhou, rapp.), DALLOZ, n° 2036.

(3) Rej., 11 octobre 1821 (M. Chantereyne, rapp.), *Bull.*487 ;—13 novembre 1823 (M. Aumont, rapp.), DALLOZ, n° 2034.

(4) L'arrêt du 12 janvier 1832.

(5) Les arrêts des 20 août 1824 et 12 janvier 1832.

3550. Dans presque tous les cas, la cause de renvoi se manifeste au moment de la lecture de la liste des témoins, c'est-à-dire avant que l'audition des témoins ait commencé. Si le témoin, qui ne répond pas à l'appel de son nom, paraît avoir une importance sérieuse pour la manifestation de la vérité, le ministère public se lève et prend ses réquisitions. C'est pour cela que les dernières expressions de l'article 354 semblent interdire toute demande de renvoi qui se produirait seulement après que certains témoins ont déjà été entendus. Mais on comprendrait mal ces expressions, si on leur attribuait un sens restrictif. Quelquefois, et même souvent, l'importance des déclarations du témoin absent se révèle précisément par l'audition des autres témoignages, et vouloir, même en ce cas, créer une sorte de déchéance du droit de renvoi, ce serait vouloir mettre la lumière sous le boisseau. Aussi, combinant l'article 354 avec l'article 406, on trouverait dans la nécessité, qui s'accentue, de recueillir le témoignage du témoin absent, *cet évènement* qui autorise toujours le renvoi. — Disons donc que le renvoi est parfaitement licite, alors même qu'il est prononcé après que les débats ouverts ont pris un certain développement [1].

3551. Du texte de l'article 355 il résulte :

1° Que ce n'est que dans le cas où l'affaire est renvoyée à la session suivante que le témoin non comparant doit être condamné, et même par corps, aux frais nécessités par ce renvoi ;

2° Que, par conséquent, s'il est passé outre, le témoin défaillant encourt seulement la peine de l'amende ;

---

[1] Rej., 6 juillet 1815 (M. Busschop, rapp.), *Pal.* 1815.789 ; — 11 octobre 1821 (M. Chantereyne, rapp.), *Pal.* 1821.915 ; — 29 novembre 1822 (M. Louvet, rapp.), DALLOZ, n° 2012 ; — 26 novembre 1829 (M. Ollivier, rapp.), S.-V.30.1.113.

3° Que c'est par l'arrêt même qui prononce ce renvoi, et sur les réquisitions du ministère public, que la condamnation du témoin défaillant aux frais est portée ;

4° Que, en outre de cette condamnation aux frais, l'arrêt ordonnera que, à la session suivante, ce témoin sera amené par la force publique devant la Cour pour y être entendu : et quelque rigoureux que soit ce moyen de contrainte, le procureur général ne doit pas négliger de le faire mettre à exécution, afin que, au jour où l'affaire viendra de nouveau, on ne se trouve pas dans la même situation ;

5° Que la condamnation aux frais et la rigueur déployée contre le témoin défaillant pour l'amener devant la Cour, n'empêchent pas qu'il doive être condamné à l'amende ;

6° Que l'amende est encourue aussi bien par le témoin comparant qui refuse de prêter serment, ou de faire sa déposition, que par le témoin qui n'a pas comparu ;

7° Que, dès lors, le même témoin peut être condamné à une double amende ; par le premier arrêt pour défaut de comparution, et, par un second arrêt, s'il y échet, pour refus de serment ou pour refus de déposer.

3552. Certes, en théorie, ainsi qu'il a été expliqué à la séance du Conseil d'État du 7 vendémiaire an XIII, la disposition sévère de notre article ne doit être infligée qu'aux témoins dont la présence est absolument nécessaire ; mais comme la Cour d'assises est armée d'un pouvoir souverain, comme cette mesure du renvoi fournit la preuve même de la haute utilité de l'audition du témoin non comparant, sa double condamnation aux frais et à l'amende ne saurait donner ouverture à cassation.

3553. Quoique présent de sa personne, si un témoin se refuse à faire son acte de témoin, c'est, par le fait et

pour le résultat des débats, exactement comme s'il n'avait pas comparu : de là cette conséquence que le refus de déposer donne lieu à l'application de l'article 355 comme le refus de comparaître [1].

3554. Dans aucun cas, l'accusé ne peut se faire un moyen de nullité de ce qu'un témoin qui n'a pas comparu n'aurait pas été condamné à l'amende [2].

3555. Le témoin condamné par défaut pouvait avoir une excuse légitimant sa non-comparution ; absent, il a pu n'être pas touché par la citation ; malade, ou empêché par les motifs les plus impérieux, il a pu être hors d'état de se rendre à l'audience au jour indiqué. Il était donc juste de lui donner la possibilité de se justifier : aussi l'article 356 lui ouvre la voie de l'opposition contre l'arrêt qui punit sa non-comparution ;

En la forme, l'opposition doit être formée dans les dix jours de la signification faite à sa personne ou à son domicile, outre un jour par cinq myriamètres ;

Au fond, l'opposition sera reçue s'il prouve qu'il a été légitimement empêché, ou que l'amende contre lui prononcée doit être modérée ;

Si la session de la Cour d'assises n'était pas terminée, le témoin, apprenant la condamnation portée contre lui, pourrait, sans attendre la notification de l'arrêt et, par conséquent, sans y former opposition, se présenter devant la Cour, exposer ses excuses et demander à la Cour d'y statuer ;

Si, au contraire, la session avait pris fin, la forme tracée par l'article 356 suivrait son cours et l'excuse de l'opposant serait appréciée à la session suivante ;

Il va de soi que l'opposition serait notifiée au procu-

---

(1) Cour des Pairs, 16 juillet 1821, *Pal.*1821.754.
(2) Rej., 14 septembre 1821 (M. Chantereyne, rapp.), *Pal.*1821.900.

reur général, en son parquet, puisque c'est lui qui, exécuteur de l'arrêt, en a fait faire la notification.

3556. En toute matière, il n'y a lieu à opposition aux décisions de justice que lorsqu'elles ont été rendues par défaut : si l'arrêt de la Cour d'assises avait été contradictoire, par exemple au cas où, sommé de prêter serment et de déposer, le témoin répond par un refus, sa condamnation serait définitive, et il ne pourrait invoquer le bénéfice de notre article 356.

3557. Puisqu'il s'agit de rétracter un arrêt rendu en audience publique, c'est à la Cour, et non au président, qu'il appartient de statuer sur les excuses des témoins absents (1), et l'arrêt prononcé à l'audience doit être motivé (2).

3558. *Causes diverses de renvoi :*

Si l'accusé se trouve subitement atteint par une maladie assez grave pour rendre sa défense impossible ou même difficile, l'équité commande le renvoi : contraindre, en ce cas, l'accusé à subir des débats dont il est impuissant à soutenir l'épreuve, ce ne serait plus un jugement, ce serait une exécution.

3559. Si l'accusé demande le renvoi à la session prochaine, en se fondant sur ce que son conseil, substitué à un premier conseil tombé malade, n'a pu avoir le temps suffisant pour avoir communication de certaines pièces, le refus de la Cour d'assises de prononcer ce renvoi n'a rien de contraire à la seconde disposition du second paragraphe de l'article 302 du Code d'instruction criminelle ; et, « la déclaration du défenseur de ne plus vouloir continuer à défendre, et celle de l'accusé de ne plus vouloir

---

(1) Rej., 20 août 1829 (M. Olliver, rapp.), *Pal.* 1829.1387.
(2) Voir *infrà*, n° 3611.

donner de réponse, d'abord parce que sa demande en renvoi avait été rejetée, et ensuite parce qu'il n'avait plus son défenseur, n'ont pu empêcher que les débats n'aient été régulièrement continués, et l'arrêt prononcé conformément à la loi (1). »

3560. La maladie peut aussi frapper un juré au cours de l'audience, pendant les débats, avant que le jury ait formé sa déclaration, et le mettre dans l'impossibilité personnelle de remplir sa mission : or, comme il faut à l'accusé la décision de douze jurés, si l'un d'eux, contraint par son état physique, vient à abandonner son poste, ou à ne l'occuper que nominalement, le renvoi à une autre session devient une mesure de nécessité (2).

La compétence appartient à la Cour, et non au président, lorsqu'il s'agit de statuer sur la maladie d'un juré en exercice, et sur son remplacement par un juré suppléant (3).

3561. Cette mesure est un acte d'impérieuse justice si, emportés par la passion et trahissant leur serment, des jurés manifestent leur opinion et ne permettent plus de compter sur cet examen impartial et calme qui est la grande règle de leur devoir. Par cette affection morale, ils sont empêchés au même degré que par la maladie physique (4).

3562. Lorsque l'un des témoins ouïs se trouve être *prévenu de complicité*, l'exercice du pouvoir laissé à l'arbitrage des juges par l'article 406 leur permet de prononcer le renvoi de l'affaire à une autre session, renvoi fondé

---

(1) L'arrêt, 2 juin 1831, cité n° 3548.

(2) Rej., 22 novembre 1838 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*525 ; — Cass., 31 mars 1842 (même rapp.), *Bull.*112.

(3) Rej., 10 octobre 1839 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), S.-V.39. 1.955.

(4) Voir *suprà*, n°s 3106, 3111, 3112 et 3117.

alors sur des motifs qui ont pour objet la manifestation de la vérité et qui ne sont en opposition avec aucun texte de loi (1).

3563. L'arrestation inopinée d'un coaccusé, compris dans le même arrêt et dans le même acte d'accusation, et pour le même crime, justifie le renvoi de l'affaire à une autre session, et, en ce cas, cette mesure rentre manifestement dans la prévision de l'article 406 (2).

3564. « En prononçant, sur les réquisitions du ministère public, le renvoi de l'affaire à une autre session, *pour être procédé à une instruction supplémentaire*, à l'effet de découvrir la participation d'un présumé complice de l'accusé dans les faits à lui reprochés, la Cour d'assises ne fait qu'user, dans la limite de ses droits, du pouvoir qui lui est attribué par les articles 331, 354 et 406 du Code d'instruction criminelle, de renvoyer à une session suivante une affaire toutes les fois qu'il survient un événement qui lui paraît exiger ce renvoi dans l'intérêt de la manifestation de la vérité (3). »

3565. Des motifs tirés de l'ordre public sont des motifs suffisants pour qu'une Cour d'assises se dessaisisse du jugement d'une affaire (4).

3566. Si, même après la formation du tableau du jury, le procureur général donne connaissance à la Cour d'un arrêt de *soit communiqué* d'une requête présentée par les accusés en renvoi pour cause de suspicion légitime, cette demande emportant de droit sursis au jugement, d'après les articles 531 et 551 du Code d'instruction criminelle,

---

(1) Rej., 12 février 1818 (M. Lecoutour, rapp.), *Pal.*1818.640.

(2) Rej., 26 septembre 1823 (M. Brière, rapp.), DALLOZ, n° 2012.

(3) Rej., 28 décembre 1865 (M. Zangiacomi, rapp.), *Bull.*389; — Conforme : 11 mai 1865 (M. du Bodan, rapp.), *Bull.*200.

(4) Rej., 7 février 1833 (M. Mérilhou, rapp.), *Pal.*1833.137.

la Cour peut et doit renvoyer l'affaire à une autre session (1).

3567. Le droit de renvoi attribué à la Cour trouve sa limite naturelle dans les faits qui ont pris naissance au cours de l'examen, pendant les débats, ou à leur suite : il ne pourrait utilement s'exercer sur les faits antérieurs à cet examen lui-même. — De là cette conséquence, que la Cour tenterait vainement de réparer les vices irréparables qui entacheraient la procédure préliminaire : spécialement, si une erreur paraît avoir été commise dans la notification de la liste des jurés, la Cour ne peut, au moment où le ministère public commence son réquisitoire et sur sa demande, mais malgré l'opposition de l'accusé, renvoyer le procès à une autre session (2).

3568. Quelle que fût, d'ailleurs, l'irrégularité dont serait entaché le renvoi d'une affaire d'une session à une autre, cette irrégularité ne pourrait jamais avoir l'effet d'annuler les débats auxquels il a été procédé ultérieurement. Ne faut-il pas, en effet, que l'accusé soit jugé (3)?

§ 4. — *Remplacement d'un juré : appel d'un juré suppléant.*

N° 3569. Ce qu'il y a à faire quand un juré est empêché.

3570. Le remplacement du juré titulaire par le juré suppléant ne peut être opéré qu'en vertu d'un arrêt.

3571. La Cour est souveraine pour apprécier l'excuse du juré titulaire et la nécessité de son remplacement.

3572. Elle n'est pas tenue d'interpeller l'accusé.

3573. L'éloignement volontaire d'un juré motive son remplacement comme son empêchement forcé; et il motive aussi l'amende.

3574. La manifestation d'opinion justifie le remplacement.

---

(1) Rej., 14 juin 1833 (M. Brière, rapp.), *Bull.*298.

(2) Cass., 28 février 1833 (M. Thil, rapp.), *Bull.*110, cité n° 3519.

(3) Rej., 15 septembre 1837 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), S.-V. 39.1.420 ; D.P.38.1.416 ;— 24 avril 1840 (M. Romiguières, rapp.), DALLOZ, n° 2023.

3569. Si, au cours de l'examen, un juré est subitement empêché par maladie ou autre cause, il peut y avoir, suivant les cas, deux partis à prendre.

Y a-t-il des jurés suppléants? Rien de plus simple alors : le suppléant, le premier désigné par le sort, prend la place du titulaire qui s'en va.

N'y a-t-il pas, au contraire, de jurés suppléants? Il faut ou renvoyer l'affaire soit à un autre jour, soit à une autre session.—Relativement à cette dernière mesure, j'ai déjà fourni les indications utiles, t. 2, p. 773 à 777, nos 1429 et 1430, et je viens d'en parler au paragraphe précédent, nos 3560 et 3561.

Quant à présent, je me borne à quelques explications sur le remplacement du juré titulaire, opéré pendant que les débats suivent leur marche.

3570. J'ai fait remarquer,—no 1340,—que l'adjonction de jurés suppléants ne peut être ordonnée par une ordonnance du président, et qu'il faut un arrêt rendu par la Cour d'assises. — Ici je constate que, pour apprécier l'excuse présentée par un juré titulaire, et la nécessité de son remplacement par un juré suppléant, la compétence échappe encore au président et appartient exclusivement à la Cour (1).

3571. Dans l'exercice de ce droit, la Cour est investie d'un pouvoir discrétionnaire : l'article 13 de la loi du 2 mai 1827 abandonne à son appréciation souveraine l'examen de la validité des motifs d'exemption produits par un juré, et, quand ils sont admis, la loi ne l'oblige qu'à suivre, pour le remplacement, l'ordre dans lequel le sort a désigné les jurés supplémentaires (2).

---

(1) Rej., 10 octobre 1839 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), S.-V.39. 1.955 ; — Cass., 13 mars 1846 (même rapp.), *Bull.*102 ; — 17 septembre 1852 (M. Mater, rapp.), *Bull.*539.

(2) Rej., 26 août 1830 (M. Rives, rapp.), *Bull.*470 ;—3 septembre 1835

3572. Et elle n'a pas besoin, pour admettre l'excuse et procéder au remplacement, d'interpeller l'accusé pour savoir s'il a quelques observations à faire (1).

3573. « L'éloignement d'un juré pendant les débats, fût-il purement volontaire, devrait donner lieu à son remplacement par un juré suppléant, dont la nomination a pour but principal de ne point interrompre le cours de la justice, sauf à appliquer au juré qui aurait indûment abandonné son poste les dispositions des articles 396 et 398 du Code d'instruction criminelle » (2).

3574. Le juré qui, par suite d'une communication extérieure, a contrevenu aux articles 312 et 353 du Code d'instruction criminelle, est empêché, et, dès lors, la Cour d'assises peut ordonner que ce juré s'abstiendra de juger et qu'il sera remplacé par un juré suppléant (3).

§ 5. — *Acte requis : usage d'une faculté ou d'un droit.*

Nº 3575. Acte requis et incidents soulevés avant la levée de la séance, relatifs à des faits prescrits, ou non, par la loi à peine de nullité.

3576. Il appartient à la Cour, et non au président, de statuer sur les conclusions relatives à des actes requis. — Mais pas de nullité si le président, quoique agissant irrégulièrement, a concédé l'acte.

3577. Acte requis tardivement pour les actes auxquels l'accusé n'a pas fait opposition, alors qu'il en avait le droit. — Exemples.

3578. Pour ces actes requis, l'audition du ministère public n'est pas indispensable.

(M. Fréteau de Peny, rapp.), D.P.36.1.230 ;—21 septembre 1848 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*362 ;—23 mars 1854 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.* 132.

(1) Rej., 8 octobre 1840 (M. Romiguières, rapp.), *Bull.*426.

(2) Rej., 4 juillet 1822 (M. Busschop, rapp.), DALLOZ, nº 1846.

(3) Voir *suprà*, nos 3106 et 3561.

3579. Quel que soit le caractère de l'incident, il y a nullité si la Cour, saisie par des conclusions, omet ou refuse de statuer.
3580. Exemples d'omissions de statuer sur des réquisitions du ministère public.
3581. Dernières conclusions du ministère public ne reproduisant pas l'incident.
3582. Exemples d'omissions de décision sur des conclusions de l'accusé.
3583. La Cour n'est pas tenue de statuer deux fois sur le même incident.
3584. Et elle n'a pas non plus à délibérer si elle n'a pas été formellement saisie par des conclusions.

3575. Durant le cours des débats, après la déclaration du jury, après même la prononciation de l'ordonnance d'acquittement ou des arrêts d'absolution ou de condamnation, mais avant la levée de la séance, il peut y avoir, soit pour le ministère public, soit pour l'accusé, certains faits à constater ou certains droits à exercer. Y a-t-il eu, par exemple, omission ou violation de quelques-unes des formalités que prescrit le Code d'instruction criminelle? la partie intéressée aura la faculté de soulever un incident, le ministère public par ses réquisitions et l'accusé par ses conclusions.—La Cour d'assises apprécie alors les réclamations qui se produisent, elle les admet ou les rejette, et sa décision, régulièrement rendue, ne peut donner ouverture à cassation que si le droit accordé ou refusé était, soit par sa substance même, soit par une disposition formelle de la loi, dénié ou prescrit à peine de nullité (1).

3576. C'est à la Cour d'assises, et non au président, qu'il appartient de statuer sur les conclusions de l'accusé demandant acte d'un fait qui se serait produit aux débats,

---

(1) Rej., 14 novembre 1811 (M. Oudot, rapp.), *Pal.*1811.696;—4 janvier 1812, *Pal.*1812.5; — 30 novembre 1815 (M. Ollivier, rapp.), *Pal.* 1815.136;—2 août 1816 (M. Rataud, rapp.), *Pal.*1816.577.

et, notamment, de ce que le président aurait préjudicié aux droits de la défense, en donnant lecture au jury de deux lettres faisant partie d'un dossier confidentiel non communiqué.—Mais, quand l'acte requis par l'accusé lui a été concédé par le président, si irrégulière que soit cette marche suivie, comme l'irrégularité n'a nullement préjudicié à l'accusé, il est non recevable à s'en faire un moyen de cassation (1).

3577. Il arrive parfois que l'accusé est déchu de son droit de demander acte de faits qui se sont accomplis, ou que, si cet acte lui est concédé, il demeure stérile. Lorsqu'une partie a la faculté de former opposition à ce qui va se faire ou se dire, et n'en use pas, lorsqu'elle laisse ainsi volontairement la chose s'accomplir, sa réclamation tardive ne saurait vicier ce qui a été fait ou dit.

Ainsi :

La Cour d'assises peut déclarer non recevable la demande d'un accusé tendante à faire constater un fait qui se serait passé au moment de la lecture de la liste des témoins, lorsque cette demande n'est faite qu'après les réquisitions du ministère public relatives à l'application de la peine (2) ;

De même, « tout étant consommé du consentement de toutes les parties, même du consentement du président de la Cour d'assises », l'accusé n'a pu, au moyen d'un acte requis, se plaindre utilement de ce que le conseil de la partie civile a donné lecture d'une déclaration empruntée à une autre procédure (3) ;

De même encore, l'avertissement prescrit par l'article 371 du Code d'instruction criminelle, sur la faculté pour

---

(1) Rej., 12 avril 1855 (M. Jallon, rapp.), *Bull.*213.
(2) Rej., 23 février 1832 (M. de Crouseilhes, rapp.), S.-V.32.1.664.
(3) Rej., 17 février 1843 (M. Romiguières, rapp.), *Bull.*69.

le condamné de se pourvoir en cassation, étant donné, il ne peut plus être requis acte des faits accomplis durant le cours des débats (1).

3578. Quand le ministère public a fait sa réquisition sur l'application de la peine, les conclusions de l'accusé demandant acte de ce que le tirage du jury aurait eu lieu en audience publique, ou de ce que le président n'aurait pas remis aux jurés les pièces à conviction, ne constituent pas un incident contentieux qui rende nécessaire l'audition du ministère public (2).

3579. Quel que soit le caractère particulier de l'incident engagé, alors même que la peine de nullité ne serait pas textuellement attachée à l'absence de la formalité dont l'exécution aura été demandée ou requise, il y a ouverture à cassation, si la Cour d'assises omet ou refuse de prononcer, soit sur une ou plusieurs demandes de l'accusé, soit sur une ou plusieurs réquisitions du ministère public, tendant à user d'une faculté ou d'un droit accordé par la loi. — Telle est la disposition de l'article 408 du Code instruction criminelle, dont nous allons suivre l'application faite par la jurisprudence.

3580. Parlons, d'abord, de l'omission ou du refus de prononcer sur des réquisitions du ministère public.

Le ministère public, se fondant sur une condamnation antérieure à une peine correctionnelle de plus de six mois d'emprisonnement, avait conclu contre un accusé déclaré coupable de vol sur un chemin public, à ce qu'il n'y avait pas lieu d'user de la faculté alors accordée par l'article 7 de la loi du 25 juin 1824; la Cour d'assises omit de pro-

---

(1) Cour d'assises des Deux-Sèvres, 2 septembre 1851, D.P.52.2.90; *Pal.*1852.2.432.

(2) Rej., 16 mars 1854,—deux arrêts—(MM. Jacquinot-Godard et A. Moreau, rapp.), *Bull.*119 et 121.

noncer sur ces réquisitions, et, de cette omission, résulta la nullité qui, aux termes de l'article 408, donna lieu à la cassation de son arrêt (1);

La Cour d'assises, en omettant de statuer sur une réquisition du ministère public fondée sur la récidive, entache son arrêt de nullité (2);

Le ministère public avait pris des conclusions formelles tendant à ce qu'il fût statué par le tribunal *tout entier* sur une question que le président se croyait en droit d'adresser, en vertu du pouvoir discrétionnaire qu'il s'attribuait, à un témoin, et à laquelle le ministère public s'opposait : il ne fut pas fait droit à ce réquisitoire, et cette omission fut considérée comme cause de nullité (3);

Le ministère public avait requis qu'un procès-verbal fût dressé d'un fait qui s'était passé à une audience : la Cour d'assises ne statua ni explicitement ni implicitement sur ces conclusions ; en quoi elle viola l'article 408 (4).

3581. Cependant, si, dans ses dernières conclusions, le ministère public n'a pas répété celles qu'il avait précédemment prises, il ne peut se faire un moyen de l'omission ou du refus de la Cour d'y statuer (5).

3582. Et, maintenant, occupons-nous de l'omission ou du refus de statuer sur les conclusions formelles de l'accusé.

L'omission de statuer sur une demande de l'accusé tendant à ce qu'un mémoire par lui produit fût paraphé par un

---

(1) Cass., 2 décembre 1825 (M. Choppin, rapp.), *Bull.*650.

(2) Cass., 17 janvier 1828 (M. Brière, rapp.), *Bull.*22 ; — 12 octobre 1837 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*395.

(3) Cass., 16 août 1833 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*417. — NOTA. Cet arrêt est intervenu en matière correctionnelle ; mais sa doctrine serait applicable aux Cours d'assises.

(4) Cass., 12 octobre 1833 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*543.

(5) Rej., 5 juin 1828 (M. de Cardounel, rapp.), *Pal.* 1828.1522 ; D.P. 28.1.304.

témoin et annexé à la procédure, ne peut donner ouverture à cassation : cette demande, quoique expressément formée, ne portant pas sur une faculté ou sur un droit accordé par la loi, ne comportait pas l'application de l'article 408 du Code d'instruction criminelle [1] ;

L'accusé « ayant pris des conclusions sur la position des questions, la Cour d'assises devait y statuer, et, en ne le faisant pas, elle a omis de prononcer sur une demande de l'accusé tendant à user d'une faculté que la loi lui accorde » [2] ;

Des conclusions du défenseur de l'accusé tendant à ce que la question subsidiaire d'homicide par imprudence fût posée, établissaient un contentieux sur lequel la Cour d'assises devait statuer [3].

3583. Au surplus, si, au moment de la lecture de la déclaration du jury, la Cour d'assises a rejeté des conclusions incidentes, elle n'est pas tenue d'y statuer de nouveau d'une manière distincte, alors qu'elles sont reprises au sujet de l'application de la peine [4].

3584. Du reste, la Cour d'assises n'a pas à délibérer lorsque, sur un incident relatif à la déposition d'un témoin, le défenseur de l'accusé, voyant son observation repoussée, se borne à dire qu'il prend des conclusions formelles sans expliquer ni en quoi elles consistent, ni à qui il les adresse [5] ;

De même, si une exception n'est présentée que comme un argument de la défense et nullement comme un

---

(1) Rej., 11 avril 1817 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.* de 1818, p. 1re.
(2) Cass., 6 novembre 1834 (M de Ricard, rapp.), *Bull.*438.
(3) Cass., 19 juillet 1838 (M. Gilbert de Voisins, rapp.), *Bull.*336.
(4) Rej., 18 juillet 1839 (M. Dehaussy, rapp.), S.-V.40.1.817 ; D.P. 39.1.411.
(5) Rej., 8 avril 1843 (M. Romiguières, rapp.), *Bull.*152.

moyen appuyé sur des conclusions, la Cour n'est pas tenue de statuer particulièrement sur ce point (1).

§ 6. — *Refus de l'accusé de comparaître, son expulsion de l'audience.*

3585. Le refus de l'accusé de comparaître, ou ses excès, ne peuvent entraver le cours de la justice : loi du 9 septembre 1835.

3586. *Refus de comparaître* : analyse des articles 8 et 9 de cette loi.

3587. 1re *Obs.*— L'impossibilité n'est pas assimilée au refus : elle nécessite le renvoi ; — mais la Cour déclare souverainement si l'impossibilité n'est pas un prétexte cachant un refus.

3588. 2e *Obs.* — Pour passer outre, le président doit, après accomplissement des formalités, constater le refus ;

3589. 3e *Obs.* — Le procès-verbal de l'huissier est un acte essentiel de la procédure.

3590. 4e *Obs.* — Le président a, seul, toute compétence pour ordonner la continuation des débats en l'absence de l'accusé, ou pour le faire amener de force.—Mais si des conclusions sont posées, la Cour doit statuer sur l'incident ;

3591. 5e *Obs.* — Le ministère public a-t-il, comme le président, le droit de contrainte ?

3592. 6e *Obs.* — La lecture du procès-verbal n'a lieu que pour les débats postérieurs au refus de comparaître, et *qu'après chaque audience*, et non pas pendant la suspension.

3593. 7e *Obs.* — Quelles réquisitions du ministère public doivent être signifiées.

3594. 8e *Obs.* — Étendue de la disposition qui répute contradictoires tous les arrêts rendus par la Cour.

3595. 9e *Obs.* — L'accusé qui demande à revenir à l'audience prend les débats au point où ils sont parvenus.

3596. *Expulsion de l'accusé* : but et texte de l'article 10 de la loi de 1835 ;

3597. La Cour, et non plus le président, est seule compétente pour ordonner l'expulsion ;

3598. La tentative d'obstacle ne suffirait pas pour légitimer l'expulsion ;

3599. Peine réprimant la rébellion de l'accusé : article 11 de la loi de 1835 ;

3600. Pour condamner l'accusé rebelle, il faut qu'il soit présent.

---

(1) Rej., 3 décembre 1836 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), S.-V.38.1.82 ; D.P.37.1.473.

3585. En principe, la présence de l'accusé à toutes les parties de la procédure orale est d'une absolue nécessité. — V. tome 3, nos 1501 et 1502. — Mais on ne saurait admettre qu'il puisse rendre impossible le cours de la justice, soit par son refus de comparaître, soit par le trouble qu'il apporterait dans les débats. De déplorables excès s'étant manifestés, la loi du 9 septembre 1835, relative aux Cours d'assises, a fourni aux magistrats les moyens de vaincre les résistances violentes et désespérées que tenteraient certains accusés, et de réprimer les désordres qu'ils voudraient jeter au milieu du calme et de la dignité des audiences.

3586. Le *refus de comparaître* est prévu par les articles 8 et 9 de cette loi, et, de leur texte, il résulte :

1° Qu'au jour indiqué pour la comparution à l'audience, si les prévenus, ou quelques-uns d'entre eux, refusent de comparaître, sommation d'obéir à justice leur sera faite au nom de la loi ;

2° Que cette sommation sera faite par un huissier, commis à cet effet par le président de la Cour d'assises, — et assisté de la force publique ;

3° Que cet huissier dressera procès-verbal de la sommation et de la réponse du récalcitrant ;

4° Que, si les prévenus n'obtempèrent point à la sommation, le président pourra ordonner qu'ils soient amenés par la force devant la Cour ;

5° Que le président pourra également, après lecture, faite à l'audience, du procès-verbal constatant leur résistance, ordonner que, nonobstant leur absence, il soit passé outre aux débats ;

6° Enfin que, après chaque audience, il sera, par le greffier de la Cour d'assises, donné lecture aux prévenus qui n'auront point comparu, du procès-verbal des débats, — et qu'il leur sera signifié copie des réquisitions du mi-

nistère public ainsi que des arrêts rendus par la Cour, qui seront tous réputés contradictoires.

Ces dispositions comportent quelques observations.

3587. 1re *Observation.* — Le droit de suppléer à la présence de l'accusé par l'accomplissement des formalités qui viennent d'être analysées, ne s'applique qu'au cas tout spécial du *refus* de comparution. Si, par une cause quelconque, l'accusé se trouvait dans l'*impossibilité* d'assister aux débats, la Cour, après avoir fait constater cette impossibilité, devrait surseoir au jugement et renvoyer l'affaire à une autre session (1).

Mais si, après avoir comparu à une première séance, l'accusé alléguait, par l'organe de son défenseur, qu'il est dans l'impossibilité de comparaître, et si, faisant vérifier la sincérité de cette allégation, la Cour était convaincue qu'elle n'est qu'un prétexte, il pourrait être passé outre aux débats en vertu de la loi de 1835. — C'est ce qui a eu lieu dans l'affaire Lafarge, qui, trouvée étendue sur son lit et sommée d'obéir à justice, refusa de répondre (2).

3588. 2e *Observation.* — Comme la présence de l'accusé est la règle qui est substantielle au droit de défense, et comme son absence n'est que l'exception qui doit être restreinte dans ses plus strictes limites, il ne peut être passé outre malgré cette absence que lorsque, toutes les formalités étant remplies, le président constate formellement, par une déclaration qui est souveraine, qu'il y a refus de comparaître. Cela a été jugé dans une espèce où l'accusé ne voulait pas rentrer à l'audience pour entendre la lecture de la déclaration du jury (3).

---

(1) Haute-Cour de justice, 19 mars 1849,—affaire Raspail,—D.P.49.1.76; *Pal.*1849.1.205.

(2) Rej., 12 décembre 1840 (M. de Ricard, rapp.) *Bull.*498.

(3) Cass., 4 juillet 1850 (M. Barennes, rapp.), *Bull.*317. — Voir *suprà*, n° 3465.

3589. 3e *Observation.* — Le procès-verbal que l'huissier doit dresser de la sommation par lui faite à l'accusé, est un acte essentiel de la procédure dans le cas où cette sommation est suivie de résistance : il devient, en effet, alors, la base de la décision que doit prendre le président, soit pour ordonner que l'accusé sera ramené par voie de contrainte, soit pour ordonner qu'il sera passé outre; mais il ne saurait en être ainsi lorsque, obtempérant à la sommation, l'accusé revient à l'audience (1).

3590. 4e *Observation.* — C'est le président qui, seul et sans l'intervention de la Cour, a toute compétence pour ordonner, selon les circonstances, soit que l'accusé récalcitrant sera amené de force devant la Cour, soit que, nonobstant son absence, il sera passé outre aux débats commencés.

Cette attribution particulière accordée au pouvoir présidentiel ressort clairement du texte même de l'article 9 de la loi de 1835 : d'ailleurs, un amendement demandait que l'on confiât, non au président, mais à la Cour, le pouvoir d'ordonner que l'accusé serait amené de force ; rejeté par la commission de la Chambre des pairs, il ne fut pas reproduit lors des discussions législatives.

Néanmoins si, sur la lecture du procès-verbal constatant la résistance, le ministère public ou le défenseur de l'accusé, prenant des conclusions expresses, élevaient un contentieux, il n'appartiendrait plus au président d'y statuer : conformément au deuxième paragraphe de l'article 408 du Code d'instruction criminelle; un arrêt serait nécessaire.

3591. 5e *Observation.* — Le ministère public partagerait-il avec le président le droit de faire contraindre par la force l'accusé à comparaître à l'audience? Lors de la

---

(1) Rej., 21 juillet 1859 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.* 312.

discussion devant la Chambre de pairs, le garde des sceaux dit : « Au surplus, quoique l'article ne parle pas du ministère public; le droit de faire amener de force le prévenu ne lui en appartient pas moins. Jamais on ne le lui a contesté. En effet, le procureur général a non-seulement le droit, mais l'obligation d'exécuter l'ordonnance de prise de corps ou le mandat d'arrêt délivré contre l'accusé, et il peut, lui tout seul, faire amener de vive force l'accusé à l'audience. » M. Tripier, rapporteur de la loi, ne combattit nullement sur ce point l'opinion du ministre. — Et cependant, je l'avoue, je n'oserais guère conseiller de suivre cet avis. — Oui, le procureur général a le droit et l'obligation de faire exécuter l'ordonnance de prise de corps et le mandat d'arrêt; mais il a usé de ce droit et rempli ce devoir, puisque l'accusé a été mis et se trouve sous les verrous; que l'accusé vienne ou ne vienne pas à l'audience, il n'en reste pas moins sous le coup de cette exécution; ici, nous nous trouvons dans une situation tout autre, qui ne se lie, par aucun rapport, à cette attribution du ministère public, et qui est régie par une loi particulière; la Cour d'assises est saisie et, notre article le disant, il appartient à son président qui, dans l'espèce, la personnifie, de prendre les mesures nécessaires pour que ses séances ne soient pas désertées. Et d'ailleurs, ne voit-on pas qu'un conflit pourrait surgir de l'attribution de deux droits parallèles faite à deux autorités différentes? Qu'arriverait-il si le procureur général, ordonnant les moyens de contrainte, se trouvait en présence d'une ordonnance du président les répudiant et disant qu'il sera procédé aux débats en l'absence de l'accusé?

3592. 6° *Observation.* — On avait demandé que, après chaque audience, il fût fait *notification*, à l'accusé refusant de comparaître, de la copie du procès-verbal des débats :

notre article 9 a préféré qu'il fût fait *lecture* à cet accusé de ce procès-verbal.

A ce sujet il a été jugé : 1° « que la loi n'exige pas qu'il soit donné lecture à l'accusé du procès-verbal des débats antérieurs à son absence ; qu'il suffit qu'il lui soit donné connaissance de ce qui s'est passé à l'audience depuis qu'il a cessé d'y paraître » (1) ;

2° Que la lecture du procès-verbal des débats par le greffier n'est prescrite *qu'après chaque audience* ; que, dès lors, la prétention qu'une lecture eût dû être donnée, *pendant la suspension d'audience* résultant de l'entrée du jury dans la chambre de ses délibérations, se trouve en opposition avec la disposition de l'article 9, de même qu'avec l'article 372 du Code d'instruction criminelle, qui ne prescrit la rédaction et la signature du procès-verbal que pour l'audience entière et après sa levée (2).

3593. 7e *Observation*:—Mais, au contraire, notre article 9 veut que, au lieu de la lecture, il soit signifié à l'accusé réfractaire copie des réquisitoires du ministère public, ainsi que des arrêts rendus par la Cour, qui seront tous réputés contradictoires.

Le réquisitoire du ministère public tendant à l'application de la loi de 1835 est antérieur au refus de comparaître, puisqu'il a pour but de faire constater ce refus ; la signification peut donc n'être pas faite : et quand il a été signifié copie du réquisitoire pour l'application de la peine, il a été satisfait au vœu de la loi (3).

3594. 8° *Observation.*—La disposition qui déclare que *tous* les arrêts de la Cour seront réputés contradictoires,

---

(1) L'arrêt du 12 décembre 1840.

(2) Rej., 29 janvier 1857, — affaire Verger — (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*58.

(3) Les arrêts des 12 décembre 1840 et 29 janvier 1857.

« étend ses effets à tous les actes de la justice qui se produisent à l'audience après l'expulsion de l'accusé, — ou son refus de comparaître,— et même au prononcé de l'arrêt définitif ». En conséquence, lorsque le refus de comparaître a été légalement constaté, il n'est pas nécessaire qu'une nouvelle sommation soit faite à l'accusé d'avoir à venir assister à la lecture de la déclaration du jury et au prononcé de l'arrêt de condamnation [1].

3595. 9° *Observation.*—Après avoir refusé l'audience, l'accusé peut comprendre que son intérêt est d'y comparaître. S'il le demande, il y sera admis; mais de même que sa mauvaise volonté ne pouvait arrêter le cours de la justice, de même son retour à de meilleurs sentiments ne peut contraindre la justice à recommencer ce qui a été légalement fait en son absence. Il sera donc tenu de prendre les débats au point où ils se trouveront. A la Chambre des pairs, un amendement en ce sens ne fut pas soutenu sur cette observation du président, « que ce qui était exprimé dans ce paragraphe était de droit ».

3596. Quant *à l'expulsion de l'accusé,* voici en quels termes s'exprime l'article 10 de la même loi de 1835 :

« La Cour pourra faire retirer de l'audience et reconduire en prison tout prévenu qui, par des clameurs ou « par tout autre moyen propre à causer du tumulte, mettrait obstacle au libre cours de la justice; et, dans ce « cas, il sera procédé aux débats et au jugement comme il « est dit aux deux articles précédents. »

Comme l'énonce l'arrêt du 29 janvier 1857, « en autorisant la Cour d'assises à faire sortir de l'audience l'accusé qui entrave la marche de la justice, la loi du 9 septembre 1835 établit une mesure éminemment protectrice de l'ordre social, sans laquelle il suffirait des violences de

---

(1) L'arrêt du 29 janvier 1857.

l'accusé pour mettre la loi du pays dans l'impossibilité d'atteindre et de réprimer ces méfaits. »

3597. Ici, qu'on le remarque, la compétence n'est plus la même que lorsqu'il s'agit du refus de comparaître. L'expulsion de l'accusé qui veut assister à l'audience et qui en a le droit, est une mesure qui affecte au plus haut degré les intérêts de la défense. Aussi, l'article 10 en confie l'appréciation, non plus au président seul, mais à la Cour tout entière. Il faut un arrêt; et, dès lors, l'expulsion serait illégale et entraînerait la nullité de la procédure si elle avait été effectuée sur l'ordre du président.

3598. Ajoutons que les pouvoirs de la Cour ont eux-mêmes une limite. Le droit de faire retirer l'accusé de l'audience est subordonné au fait d'un obstacle réellement apporté par lui au libre cours de la justice : une simple tentative ne suffirait pas. C'est ce qui résulte de ces mots: METTRAIT *obstacle*, qui, sur la demande de M. de Daunant, furent substitués, dans notre article, à ceux-ci : TENTERAIT *de mettre obstacle*, qui existaient dans le projet de loi.

3599. La loi de 1835 protége encore la majesté de la justice à l'aide d'une autre sanction, écrite dans son article 11 : « Tout prévenu ou toute personne présente à l'au-« dience d'une Cour d'assises, qui causerait du tumulte « pour empêcher le cours de la justice, sera, audience « tenante, déclaré coupable de rébellion et puni d'un « emprisonnement qui n'excédera pas deux ans, sans pré-« judice des peines portées au Code pénal contre les « outrages et violences envers les magistrats. »

3600. En réponse à une observation faite par M. Dufaure, le rapporteur de la loi à la Chambre des députés, M. Hébert, fit remarquer que: « la loi a voulu pourvoir au jugement de la cause principale, et elle a dit que, dans le cas où le prévenu y mettrait obstacle, la Cour pourrait ordonner qu'il se retirerait des débats. Maintenant se pré-

sente un délit spécial, un délit nouveau : il faut que le prévenu soit entendu avant d'être condamné », — Ainsi le fait de rébellion sera réprimé, l'accusé présent, avant son expulsion de l'audience.

§ 7. — *Tumulte, délits ou crimes commis à l'audience.*

3601. Art. 504 : police de l'audience ; expulsion ou arrestation des perturbateurs ordonnée par le président.
3602. Art. 505 : tumulte accompagné d'injures ou voies de fait entraînant des peines correctionnelles ; — compétence de la Cour ;
3603. La Cour doit prononcer *séance tenante et immédiatement ;* — sens de ces mots ;
3604. Le regret manifesté est une atténuation, et non une excuse ;
3605. Applicabilité de la loi aux militaires.
3606. Art. 507 : voies de fait dégénérant en crimes; ou autres crimes flagrants.
3607. La Cour, en exerçant sa juridiction, statue *de suite et sans désemparer*, après avoir constaté les faits, sur les réquisitions du ministère, après défense du délinquant, et sans assistance des jurés.
3608. Malgré l'article 508, c'est à la majorité que la Cour rend sa décision.
3609. Constatation de cette majorité.

3601. Lorsque, à l'audience de la Cour d'assises, l'un ou plusieurs des assistants donneront des signes publics, soit d'approbation, soit d'improbation, ou exciteront du tumulte, de quelque manière que ce soit, le président les fera expulser ; s'ils résistent à ses ordres, ou s'ils rentrent, le président ordonnera de les arrêter et conduire dans la maison d'arrêt ; et, sur l'exhibition qui en sera faite au gardien de la maison d'arrêt, les perturbateurs y seront reçus et retenus pendant vingt-quatre heures.

Ces mesures, autorisées par l'article 504 du Code d'instruction criminelle, ayant pour but le maintien de l'ordre,

rentrent de droit dans les attributions personnelles du président, qui a la police de l'audience.

3602. Lorsque le tumulte aura été accompagné d'injures ou voies de fait donnant lieu à l'application ultérieure de peines correctionnelles ou de police, suivant l'article 505, ces peines pourront être prononcées, séance tenante et immédiatement après que les faits auront été constatés.

Cette fois, comme il ne s'agit plus d'une mesure d'ordre et de police, mais de la répression d'un délit, la condamnation ne pourra être portée par le président seul : il faudra un arrêt de la Cour d'assises. — Et comme la Cour d'assises n'est pas sujette à appel, son arrêt sera souverain.

3603. Pourvu que la Cour statue *séance tenante et immédiatement* après que les faits auront été constatés par elle, la répression du fait prévu par l'article 505 peut n'avoir lieu qu'après le jugement de l'affaire au cours de laquelle il se sera produit [1].

Mais le juge abdique son droit de répression si, au lieu de l'exercer *séance tenante*, il remet à une audience ultérieure pour statuer : en ce cas, le délit ne peut plus être poursuivi que selon les formes ordinaires [2].

3604. L'outrage à un témoin, reconnu et avoué par le prévenu, ne peut être excusé par le motif que ce prévenu aurait manifesté le plus grand regret : ce regret peut être pris en considération comme circonstance atténuante,

---

(1) Cass., 8 décembre 1849 (M. Rives, rapp.), *Bull.*484.

(2) Cass., 3 octobre 1851 (M. Rives, rapp.), *Bull.*652 ; — 24 décembre 1858 (même rapp.), *Bull.*528 ; — 17 août 1860 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*200.—NOTA. Ces arrêts, comme celui cité sous la note précédente, ont été rendus par des tribunaux de simple police ; mais le principe qu'ils posent s'appliquerait aux Cours d'assises.

mais il ne saurait effacer le délit qui devrait être réprimé [1].

3605. Les militaires sont, comme tous autres, justiciables des tribunaux ordinaires à raison des délits qu'ils commettent aux audiences de ces tribunaux [2].

3606. L'article 507 dispose : « A l'égard des voies de « fait qui auraient dégénéré en crimes, ou de tous autres « crimes flagrants et commis à l'audience de la Cour de « cassation, d'une Cour impériale ou d'une Cour d'as- « sises, la Cour procédera au jugement de suite et sans « désemparer.

« Elle entendra les témoins, le délinquant et le con- « seil qu'il aura choisi ou celui qui lui aura été désigné « par le président ; et, après avoir constaté les faits et ouï « le procureur général ou son substitut, le tout publi- « quement, elle appliquera la peine par un arrêt qui sera « motivé. »

3607. C'est à la Cour d'assises seule, et sans le concours des jurés, qu'il appartient de réprimer les délits de toute nature commis à son audience, soit par des tiers, soit par les accusés. A cet égard, les articles 181, 505, 507 et 508 du Code d'instruction criminelle attribuent à cette Cour une juridiction exceptionnelle et d'ordre public. « Ces dispositions combinées repoussent l'idée que l'intervention des jurés présents à la perpétration flagrante, même d'un crime, soit nécessaire pour le constater ; en effet, les jurés présents au délit ou au crime commis à l'audience, soit qu'il l'ait été à l'occasion du fait de l'accusation, soit qu'il provienne d'un fait entièrement

---

[1] Cass., 4 janvier 1862 (M. Sénéca, rapp.), *Bull.* 11. — NOTA. Arrêt rendu en matière de simple police, mais applicable à toutes les juridictions.

[2] Assises du Rhône, 13 décembre 1846, S.-V.47.2.632.

étranger, n'en sont pas moins sans qualité et sans juridiction pour en connaître, parce que leur pouvoir est circonscrit dans le fait unique pour lequel ils ont été désignés par le sort et acceptés par l'accusé comme juges ; obligée de procéder au jugement *de suite et sans désemparer*, en vertu de la disposition impérative dudit article 181, la Cour d'assises doit donc constater seule, et punir les délits flagrants qui sont commis à son audience » (1).

3608. La loi du 4 mars 1831 a, on le sait, réduit à trois le nombre des juges composant la Cour d'assises, et, par là même, a rendu matériellement impossible l'exécution littérale de l'article 508 du Code d'instruction criminelle qui exige, pour la condamnation, un nombre de voix supérieur. Mais, comme l'article 507 n'a pas été abrogé et ne saurait rester à l'état de lettre morte, on a décidé que la majorité simple suffit. Ainsi, un accusé qui, venant d'entendre sa condamnation à la réclusion, s'est précipité sur un témoin, et lui a porté des coups de couteau, a pu, à cette majorité simple, être immédiatement condamné à la peine des travaux forcés à perpétuité (2).

3609. Du reste, par ces expressions : « après en avoir délibéré en la chambre du conseil, *et conformément à la loi*, la Cour a suffisamment constaté qu'elle s'était conformée aux prescriptions de l'article 508 du Code d'instruction criminelle » (3).

---

(1) Rej., 27 février 1832 (M. Isambert, rapp.), *Bull.* 112.

(2) Rej., 13 septembre 1832, cité par M. Parant, *Lois de la presse*, p. 266.

(3) Rej., 3 novembre 1854 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.* 505.

SECTION II.

Forme des arrêts incidents.

N° 3610. En principe, il n'y a nécessité de motiver les arrêts incidents qui prononcent sur un contentieux ; il en est autrement des arrêts d'instruction et de pure administration.

3611. Exemples d'arrêts incidents devant être motivés : témoin absent ; — opposition à audition de témoins ; — position des questions ; — renvoi du jury dans sa chambre.

3612. Exemples d'arrêts incidents qui peuvent ne pas être motivés : adjonction de jurés ; — question subsidiaire ; — refus de renvoi à une autre session ; — signature de la déclaration du jury ; — acte requis, distinction ; — admission incontestée de la partie civile.

3613. Motifs implicites.

3614. Motifs répondant à des questions principale et subsidiaire.

3615. Motif insuffisant.

3616. Les arrêts incidents ne sont pas soumis à la signature de tous les juges : les signatures du président et du greffier suffisent ; et il n'est nul besoin d'un arrêt rédigé à part du procès-verbal.

3617. Pas de nullité si on a omis de mentionner la présence du greffier qui signe.

3618. Arrêt dispensant un juré, non signé par le greffier, s'il reste trente et un jurés titulaires.

3619. Espèces dans lesquelles il a été jugé que la signature de tous les juges n'était pas nécessaire : huis clos ; — adjonction de jurés suppléants ; — excuse de témoin ; — renvoi à une autre session ; — opposition à audition de témoins ; — position des questions ; — renvoi du jury dans sa chambre ; — accusé retenu après son acquittement.

3620. L'arrêt statuant sur un incident né en chambre du conseil, au moment du tirage du jury, doit être prononcé à l'audience publique.

3621. La publicité peut n'être pas mentionnée dans l'arrêt si le procès-verbal la constate.

3622. Règle commune aux arrêts incidents et définitifs : nécessité de l'audition du ministère public sur les incidents donnant lieu à un arrêt qui doit être motivé.

3623. Cette audition est-elle nécessaire lorsqu'il s'agit d'un arrêt prononçant sur un acte requis ?

3624. Elle est indispensable sur les contestations relatives au règlement des intérêts civils.

3625. Pas de nullité si les réquisitions du ministère public, relatées au procès-verbal, ne sont pas signées par l'officier du parquet.

3610. En règle générale, et aux termes de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, les arrêts doivent être motivés. Les arrêts rendus sur des incidents d'audience ne sont pas en dehors de cette règle (1). Cependant, à leur égard, une distinction est nécessaire :

Les arrêts véritables, ceux qui statuent sur des points litigieux et établissant un contentieux, doivent indiquer les motifs qui ont déterminé les juges ; — au contraire, il n'est nul besoin de motiver les arrêts incidents qui sont des actes de simple instruction, de pure administration plutôt que des arrêts en forme, ou qui statuant sur l'accomplissement d'une formalité que le président aurait pu seul ordonner, n'ont, par conséquent, pas le caractère d'arrêts intervenus sur une contestation contentieuse.

3611. Au nombre des arrêts incidents qui doivent être motivés, on placerait, par exemple :

L'arrêt qui statue « sur la question de savoir si un témoin acquis aux débats par la citation qui lui avait été donnée à la requête du procureur général, serait entendu, ou, par suite de son refus de déposer, condamné à l'amende (2) ; »

Ou celui qui prononce sur l'opposition de l'accusé à l'audition de certains témoins : « il résultait de là un incident contentieux qui devenait un obstacle à la continuation des débats » (3) ;

---

(1) Rej., 26 décembre 1856 (M. Le Sérurier, rapp.), *Bull.*640.
(2) Cass., 12 août 1831 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*324.
(3) Cass., 2 octobre 1852 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*559.

Ou celui statuant sur la demande faite par un accusé ayant pour objet la position d'une question sur la circonstance de légitime défense ou de provocation : cette demande « tend à dépouiller l'accusation du caractère criminel, ou à modifier ce caractère et à affaiblir la peine ; il appartient à la Cour d'assises de l'apprécier, de l'accueillir ou de la rejeter ; mais, d'après sa nature et son objet, il ne peut pas y être statué sans énonciation des motifs sur lesquels est fondée la décision de cette Cour (1) ;»

Ou celui qui, à la suite d'un débat contradictoire entre le ministère public et la défense, limite le fait de provocation à un acte de violence exercé envers l'accusé par la personne ultérieurement homicidée (2);

Ou celui qui rejette les conclusions de l'accusé tendant à ce qu'il soit posé, comme résultant des débats, la question subsidiaire de coups et blessures ayant occasionné la mort sans intention de la donner : « cette question tendait à atténuer l'accusation, et, en demandant qu'elle fût posée, l'accusé usait d'un droit inhérent à sa défense ; (3) »

Ou celui qui statue « sur l'opposition de l'accusé à ce que les questions soumises au jury ne fussent pas littéralement conformes au résumé de l'acte d'accusation, opposition fondée sur l'intérêt qu'avait l'accusé à ce que la question qui serait posée le mit à portée de soutenir qu'à l'époque de leur émission les pièces fausses qu'il était accusé d'avoir émises n'auraient point eu cours légal en France, si elles avaient été vraies ; (4) »

Ou celui qui repousse la position de la question de dis-

---

(1) Cass., 3 février 1821 (M. Aumont, rapp.), *Bull.41* ; — 8 avril 1826 (M. Gary, rapp.), *Bull.*175 ; — 13 janvier 1827 (M. Bernard, rapp.), *Bull.*13.

(2) Cass., 10 avril 1841 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*176.

(3) Cass., 8 février 1850 (M. de Glos, rapp.), *Bull.*77.

(4) Cass., 14 avril 1826 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.*192.

cernement requise par l'accusé : ce n'était point, en effet, « un arrêt d'instruction, ni un arrêt simplement préparatoire, et il devait être motivé [1]; »

Ou celui qui prononce sur les conclusions du défenseur de l'accusé tendant à ce que la question subsidiaire de complicité ne soit pas posée, alors que ces conclusions, combattues par le ministère public, ont imprimé à l'incident un caractère contentieux [2];

Ou celui qui renvoie le jury dans la chambre de ses délibérations : et on ne considérerait pas comme un motif suffisant cette mention du procès-verbal « que, après la lecture de la déclaration, la Cour a ordonné que les jurés rentrassent dans leur chambre pour régulariser cette déclaration [3] ; » — Mais, *adopter en leur entier les conclusions motivées du ministère public* requérant ce renvoi, et relatées dans le procès-verbal des débats, c'est satisfaire au vœu de la loi de 1810 [4].

3612. On rangerait, au contraire, dans la catégorie des arrêts incidents pouvant ne pas comporter de motifs, par exemple :

L'arrêt ordonnant l'adjonction de jurés supplémentaires, ou statuant sur des excuses proposées dans le cours des débats par des jurés pour cause d'indisposition, alors que, vérification faite par les gens de l'art à ce commis, ces excuses ont été rejetées et qu'il a été enjoint aux jurés réclamants d'avoir à continuer leurs fonctions [5] ; — ou l'arrêt qui, sans en mentionner la nature, admet comme

---

(1) Cass., 14 octobre 1826 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*578.
(2) Cass., 8 août 1833 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*393.
(3) Cass., 11 avril 1844 (M. Romiguières, rapp.), *Bull.*188.
(4) Voir *suprà*, nos 3446 à 3448.
(5) Rej., 23 mars 1843 (M. Romiguières, rapp.), *Bull.*127.

légitimes les excuses présentées par des jurés afin d'obtenir une dispense (1) ;

L'arrêt qui, dans une accusation de castration, maintient une question subsidiaire de coups et blessures posée par le président comme résultant des débats : cette question « n'était qu'une modification de l'accusation principale et, par conséquent, le président a pu la soumettre au jury, sans que la Cour d'assises, statuant sur l'incident élevé à ce sujet, fût obligée d'exprimer les motifs de sa décision (2) ; »

L'arrêt refusant de prononcer le renvoi de l'affaire à une autre session et ordonnant le *passé-outre* aux débats malgré la non-comparution d'un témoin cité : cet arrêt est, en effet, de pure instruction (3) ;

L'arrêt rendu au cas où il s'agirait uniquement de faire signer par le chef du jury la déclaration des jurés : « la Cour appelée à statuer, parce que les parties avaient pris des conclusions, n'a fait que ce que le président seul aurait pu faire, et elle n'était, pas plus que lui, tenue d'en exprimer les motifs ; il n'a pu dépendre du ministère public, ni de l'accusé, de donner un caractère contentieux à un fait dont l'appréciation appartenait au président de la Cour (4) ; »

L'arrêt nécessité lorsque l'accusé s'est borné à demander acte d'un fait dont l'existence est déniée par la Cour(5), ou d'un fait sans pertinence, par exemple, de ce que les formalités des articles 35 et 39 du Code d'instruction criminelle, relatifs à la saisie des pièces à conviction, n'ont

---

(1) Rej., 17 octobre 1833 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*555.
(2) Rej., 17 avril 1834 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*128.
(3) L'arrêt du 2 juin 1831, cité n^os^ 3548 et 3559.
(4) Rej., 10 février 1843 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*63.
(5) Rej., 3 janvier 1851 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*5.

pas été accomplies (1) ; — ou de ce que, malgré son opposition, la Cour a ordonné le dépôt sur le bureau, pour être annexée aux pièces, d'une lettre représentée par un témoin (2). En prenant ces conclusions, l'accusé ne soulève aucun débat contentieux ; et l'arrêt de la Cour d'assises, n'ayant eu à statuer que sur l'acte demandé, pouvait ne pas être motivé;

Mais, dans cette dernière espèce, en s'opposant au dépôt sur le bureau de la pièce produite par le témoin, et en demandant formellement que cette pièce fût laissée audit témoin, l'accusé élevait un contentieux véritable dans lequel son droit de défense était engagé ; la Cour ne statuait plus seulement sur un acte demandé ; elle tranchait une difficulté litigieuse, et elle ne pouvait donc repousser ses protestations sans exprimer les motifs de sa décision (3) ;

L'arrêt incident, intervenu avant la clôture des débats et qui a implicitement reçu une partie civile, alors que l'accusé n'a point élevé de débat contentieux à l'égard de cette intervention (4).

3613. Quoique cette forme ne soit pas parfaitement régulière et qu'on doive l'éviter, c'est quelquefois par des motifs implicites qu'il est répondu à des demandes incidentes.

Ainsi on a jugé qu'il y avait motifs suffisants :

Dans l'arrêt par lequel une question posée par le président est maintenue par cette raison qu'elle est résultée des débats (5) ;

Dans l'arrêt qui, sur le point de savoir s'il sera passé

---

(1) Rej., 1er août 1851 (M. Fréteau de Peny, rapp.), *Bull.*489.
(2) Cass., 2 janvier 1851 (M. de Glos, rapp.), *Bull.*, p. 1re.
(3) L'arrêt du 2 janvier 1851.
(4) Rej., 7 avril 1854 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*172.
(5) Cass., 20 juillet 1827 (M. Brière, rapp.), *Bull.*619.

outre aux débats malgré l'absence d'un témoin cité, déclare accueillir les conclusions du ministère public (1);

Dans l'arrêt qui, allouant des dommages-intérêts à la partie civile, dit : « qu'il résulte des documents de la cause que l'accusé a causé à cette partie civile un préjudice dont il lui doit réparation (2).

3614. Par la même raison, un seul motif peut être réputé suffire à répondre à des conclusions principales et à des conclusions subsidiaires. — Ainsi le défenseur d'un accusé requit acte de ce que, au cours des débats, l'un des jurés, après l'audition d'un témoin, aurait fait remarquer que sa déposition était en opposition avec ce qu'un autre témoin avait dit; puis, et pour le cas où la Cour n'aurait pas conservé le souvenir de ce fait, les conclusions demandaient subsidiairement qu'il fût procédé à toutes les voies de constatation convenables; sur ces conclusions et après audition du ministère public, la Cour rendit un arrêt incident conçu en ces termes : « Attendu que le fait dont il est demandé acte n'est pas dans les souvenirs de la Cour, et qu'il n'y a lieu d'ordonner l'enquête demandée; la Cour rejette les conclusions; » la Cour de cassation, trouvant que cet arrêt motivait suffisamment le rejet tant des conclusions subsidiaires que des conclusions principales, a repoussé le pourvoi (3).

3615. Mais on ne trouverait pas un motif implicite et suffisant dans l'arrêt qui, rejetant la demande de la position d'une question subsidiaire réclamée par le défenseur comme résultant des débats, « se serait contenté de déclarer *qu'il n'y avait lieu de statuer sur la demande du défen-*

---

(1) Rej., 23 juin 1832 (M. Rives, rapp.), *Bull.*325.
(2) Rej., 27 novembre 1857 (M. Lascoux, rapp.), *Bull.*598.
(3) Rej., 16 janvier 1863 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*29.

seur de l'accusé (1) ; » — ou se serait référé à un réquisitoire non motivé (2).

3616. L'article 370 du Code d'instruction criminelle qui veut que la minute de l'arrêt soit signée par les juges qui l'auront rendu, ne s'applique qu'aux arrêts définitifs portant absolution ou condamnation. En conséquence, il n'est pas nécessaire que les arrêts prononçant sur de simples incidents soient rédigés à part ; il suffit à leur régularité qu'ils soient insérés au procès-verbal de l'audience et signés par le président et le greffier (3).

Du reste, « il est de règle que les signatures apposées au pied du procès-verbal régularisent tout ce qui est retenu audit procès-verbal, et spécialement les arrêts incidents, lorsqu'ils y sont textuellement contenus (4). »

3617. Et, dans les arrêts de cette nature, il n'est pas indispensable de mentionner formellement la présence du greffier : « la signature du greffier, apposée au bas de l'arrêt incident, prouve légalement que la Cour d'assises, lorsqu'elle l'a rendu, était assistée de cet officier (5). »

3618. L'arrêt incident qui, avant le tirage, *dispense un juré* de remplir ses fonctions, ne saurait donner ouverture à cassation pour n'avoir pas été signé par le greffier, s'il

---

(1) Cass., 22 décembre 1849 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.* 504.

(2) Cass., 10 avril 1841 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*176.

(3) Rej., 29 mai 1817 (M. Busschop, rapp.), *Bull.*113 ;—16 avril 1819 (même rapp.), *Pal.*1819.218 ; D.P.19.1.517 ;—4 octobre 1821 (M. Louvot, rapp.), DALLOZ, n° 3602 ;—20 janvier 1824 (M. Brière, rapp.), *Pal.*1824. 362 ; D.P.24.1.61 ;—18 février 1830 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.*103 ;—31 mars 1831 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*126 ;—13 avril 1837 (même rapp.), S.-V.37.1.1024.

(4) Rej., 26 juin 1835 (M. Fréteau de Peny, rapp.), *Pal.*1835.378 ; D.P.36.1.228 ; — 20 mars 1862 (à mon rapport), *Bull.*127.—Voir *infrà*, n° 3619.

(5) Rej., 8 janvier 1846 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*20.

restait encore trente et un jurés titulaires sur lesquels l'accusé pouvait exercer son droit de récusation (1).

3619. Spécifions :

1° Les décisions des Cours d'assises rendues sur les réquisitions du ministère public pour *l'instruction à huis clos* et pour l'admission du public après la fin de l'instruction qui avait paru exiger son exclusion, ne sont point soumises à toutes les formes extérieures exigées pour les arrêts définitifs (2).—En conséquence, il n'est pas nécessaire que, conformément à l'article 370 du Code d'instruction criminelle, elles soient rédigées à part et signées par les juges qui les ont rendues : il suffit que l'existence et la teneur de ces arrêts incidents soient constatées par le procès-verbal d'audience, lequel est signé par le président et le greffier (3);

Et, « lorsque l'arrêt, ordonnant le huis clos, se trouve relaté dans le corps du procès-verbal des débats, il se trouve suffisamment revêtu d'un caractère authentique, par la signature du président et du greffier apposée au bas du procès-verbal, puisque ces signatures viennent attester la réalité de tous les actes incidents mentionnés au procès-verbal (4) ; »

2° L'arrêt par lequel une Cour d'assises ordonne *l'adjonction de deux jurés suppléants* est un simple arrêt d'in-

---

(1) Rej., 22 mars 1839, D.P.39.1.397.

(2) Rej., 27 décembre 1817 (M. Pajot de Marcheval, rapp.), *Bull.*338.

(3) Rej., 23 février 1821 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*130 ; — Cass., 19 janvier 1827 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.*31 ; — Rej., 23 février 1841 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*130 ; — Cass., 16 janvier 1845 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*22 ;—Rej., 1er octobre 1857 (M. Caussin de Perceval, rapp.), *Bull.*553.

(4) Rej., 29 décembre 1854 (M. Aylies, rapp.), *Bull.*592 ; — 11 avril 1856 (M. Vaïsse, rapp.), *Bull.*247 ; — Cass., 13 novembre.1856 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*552.—Voir *suprà*, n° 3616.

struction qui fait régulièrement partie du procès-verbal des débats, et pour la validité duquel la loi n'exige pas la signature de tous les juges qui l'ont rendu (1);

Et, comme en cette matière de pure administration, un arrêt ne serait même pas nécessaire, l'arrêt qui intervient n'est pas soumis aux mêmes formes que les arrêts rendus à l'audience (2);

Aussi, la nullité ne résulterait pas de ce qu'un arrêt incident ordonnant l'adjonction d'un treizième juré, a été rendu en présence de l'accusé, mais en l'absence de son défenseur (3); — ni de ce qu'il a été rendu en l'absence de l'accusé qui n'avait pas la faculté de s'opposer à cette mesure légale (4);—ni même de ce qu'il n'a pas été prononcé publiquement (5).

3° La signature de tous les juges n'est nullement nécessaire à l'arrêt incident qui ordonne qu'il sera passé outre *sur l'excuse proposée par un témoin absent* (6); — Et, dans ce cas, la simple mention dans le procès-verbal de la décision de la Cour réunit toutes les conditions de validité (7).

4° Un arrêt incident qui, vu *l'absence de deux témoins* importants, *a renvoyé l'affaire à une autre session*, ayant été prononcé en présence de l'accusé, il n'y a pas cause de nullité s'il n'a été ni rédigé ni signifié (8).

---

(1) Rej., 29 mars 1832 (M. Rives, rapp.), *Bull.*167.

(2) Rej., 12 oct. 1848 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*373.

(3) Rej., 19 septembre 1839 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*463.

(4) Rej., 28 juin 1832 (M. Brière, rapp.), *Bull.*336; — 28 juin 1855 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*373.

(5) Voir *suprà*, t. 2, nos 1344 à 1346.

(6) Rej., 20 août 1829 (M. Ollivier, rapp.), *Pal.*1829.1387; D.P.29.1.342.

(7) Rej., 11 février 1847 (M. Rocher, rapp.), *Pal.*1849.1.511; D.P.47.4.120.

(8) Rej., 24 avril 1840 (M. Romiguières, rapp.), DALLOZ, no 3602.

5° L'arrêt incident statuant sur l'opposition de l'accusé à *l'audition d'un ou de plusieurs témoins* n'a nul besoin d'être signé par tous les juges qui l'ont rendu : sa régularité est incontestable lorsqu'il est contenu dans le procès-verbal des débats, qui est signé par le président et le greffier (1).

6° Il n'est pas nécessaire que les arrêts sur les demandes de l'accusé relatives *à la position des questions* soient signés par tous les juges : il suffit que le procès-verbal, signé par le président et le greffier, atteste qu'il a été statué sur ces demandes (2).

7° Lorsque la Cour, par une décision motivée, *renvoie le jury dans la chambre de ses délibérations*, elle rend un arrêt incident qui, renfermé dans le procès-verbal des débats, « reçoit d'une telle mention une constatation régulière et suffisante (3) ; »

8° On doit considérer comme incident, auquel suffisent les signatures du président et du greffier, l'arrêt qui, après l'ordonnance d'acquittement prononcée par le président, statue sur les réquisitions du ministère public, ayant pour but de retenir l'accusé déclaré non coupable; « les réquisitions du ministère public se lient intimement aux faits de l'accusation ; elles avaient pour objet de faire statuer la Cour sur la mise en liberté, ou sur la détention de l'accusé, en rattachant cette question à la déclaration négative du jury sur le vol, et à l'absence de déclaration sur la circonstance aggravante de violence; il ne s'agissait point d'un arrêt définitif, mais d'un incident d'audience sur lequel la Cour d'assises, avant d'avoir épuisé

---

(1) Rej., 20 septembre 1827,—deux arrêts—(M. Ollivier, rapp.). *Pal.* 1827.803 et 804 ; D.P.27.1.497.

(2) Rej., 14 décembre 1815 (M. Ollivier, rapp.), *Pal.*1815.174 ; D.P. 16.1.3 ; — 9 juillet 1830 (M. Choppin, rapp.), *Pal.*1830.666 ; D.P.30.1. 362 ;—12 avril 1833 (M. de Ricard, rapp.), *Pal.*1833.356.

(3) Rej., 20 avril 1838 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*151.

sa juridiction, avait le droit de prononcer ; et dès lors, aux termes de l'article 377 du Code d'instruction criminelle, toute décision rendue sur des réquisitions prises pendant le cours des débats par le ministère public est régulière quand elle est revêtue de la signature du président et du greffier (1). »

3620. En traitant des huis clos, j'ai eu l'occasion de faire connaître la jurisprudence qui exige que les arrêts incidents, rendus au cours des débats sur une question contentieuse, soient prononcés en présence du public. — Voir *suprà*, nos 3510. — Ici je signale une décision qui applique cette règle à un incident né en chambre du conseil, mais dont la place véritable était marquée à l'audience. — Lorsque, *avant l'audience, dans la chambre du conseil, au moment de la formation du jury de jugement*, le défenseur de l'accusé pose des conclusions à fin de renvoi de l'affaire à une autre session, et que ces conclusions ont été combattues par le ministère public, l'arrêt à intervenir après ce débat doit, à peine de nullité, être renvoyé après la formation du jury, pour être prononcé en audience publique (2) ;

3621. Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que la publicité de l'audience soit constatée par l'arrêt lui-même; il suffit que le procès-verbal en fournisse la preuve par la mention que les portes étaient ouvertes (3).

3622. Certaines règles de forme sont communes aux arrêts rendus sur des incidents et aux arrêts définitifs. Parmi elles, il faut placer la nécessité d'entendre le ministère public ou de le mettre en mesure de remplir son

---

(1) Rej., 14 juin 1855 (M. Jallon, rapp.), *Bull.*341.
(2) Cass., 22 juillet 1852 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*422.
(3) Cour supérieure de Bruxelles, 18 février 1815, *Pal.*1815.597.

office. « Le ministère public intervient aux débats comme partie principale : dès lors, il doit être entendu sur tout incident auquel donnent lieu des conclusions tendantes à une décision motivée de la Cour d'assises. »

Spécialement :

La demande d'un accusé « ayant pour objet la position d'une question subsidiaire constitue un contentieux qui ne peut être terminé que par un arrêt; il importe à l'intérêt de la défense, et il est, d'ailleurs, d'ordre public, qu'une telle demande, qui, si elle est fondée, peut trouver un appui dans l'impartialité éclairée du ministère public, soit contradictoirement débattue [1]. »

3623. On avait d'abord jugé que les *actes requis* par l'accusé et à lui donnés par arrêts de la Cour, sur les faits qui se sont produits pendant le cours des débats, ou avant, ne constituent nullement des incidents contentieux nécessitant l'audition du ministère public ; que, notamment, il n'y a pas de nullité dans l'arrêt qui, sans que le ministère public ait été entendu, donne acte à l'accusé de ce que le tirage du jury a eu lieu en audience publique [2],—ou de ce que certaines pièces à conviction n'auraient pas été remises au jury lors de sa délibération [3]. —Mais la Cour de cassation a bientôt rétracté cette jurisprudence : elle a décidé que ces actes requis à l'occasion de certains faits présentés comme étant des violations de la loi de nature à entraîner l'annulation des débats, soulèvent un véritable incident contentieux qui rend indispensable d'entendre le ministère public ou, du moins, de

---

(1) Cass., 27 vendémiaire an VII (M. Raoul, rapp.), *Bull.*128 ; — 9 août 1838 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*389 ;—11 janvier 1839 (même rapp.), *Bull.* 26 ;—22 janvier 1857 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*50.

(2) Rej., 16 mars 1854 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*121.

(3) Rej., 16 mars 1854 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*119.

l'interpeller pour savoir s'il veut user de son droit d'intervention (1).

3624. Cette règle, qui ordonne d'entendre le ministère public sur tout incident nécessitant un arrêt, ne fléchit pas alors qu'il s'agit seulement du règlement des intérêts civils. En effet, « le ministère public fait partie intégrante et nécessaire des Cours et tribunaux de répression, pour y concourir, par ses conclusions motivées et ses réquisitions, au jugement des actions dont ils sont saisis ; ces Cours et tribunaux ne peuvent donc statuer régulièrement sur les incidents résultant du débat, ni sur le fond de la poursuite, qu'après l'avoir entendu ou mis en demeure d'accomplir son office ; cette règle d'ordre public s'applique, dans toutes les juridictions, aussi bien à l'action civile qu'à l'action publique ; elle régit, spécialement, dès lors, devant les Cours d'assises, toutes les demandes en dommages-intérêts, qui sont autorisées par les articles 358, 359 et 362 du Code d'instruction criminelle, bien que la première de ces dispositions en prescrive seule l'observation, puisque celle-ci importe également, dans les deux autres hypothèses, à la bonne administration de la justice (2). »

3625. Du reste, quoique l'article 277 du Code d'instruction criminelle prescrive formellement que les magistrats du parquet signent les réquisitions qu'ils font, il ne sanctionne pas sa disposition par la peine de nullité. En conséquence, lorsque, vu la longueur présumée du débat, le ministère public requiert l'adjonction d'un treizième juré (3), — ou lorsque, vu le danger de la publi-

---

(1) Cass., 22 janvier 1857 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*48.—L'arrêt du même jour, *Bull.*50.

(2) Cass., 7 octobre 1853 (M. Rives, rapp.), *Bull.*580.

(3) Rej., 28 juin 1832 (M. Brière, rapp.), *Bull.*336.

cité pour l'ordre et les mœurs, il requiert le huis clos [1], ses réquisitions relatées dans le procès-verbal des séances sont suffisamment authentiquées par les signatures du président et du greffier; et, comme, d'ailleurs, cette formalité n'offre rien de substantiel à la défense, son omission ne peut avoir pour effet d'annuler la procédure.

SECTION III.

Arrêts rendus par contumace.

N° 3626. L'arrêt de contumace est un incident dans l'œuvre de la Cour d'assises.

3627. Texte de l'article 466.

3628. Quatre conditions sont nécessaires pour que l'ordonnance de se représenter soit légalement exécutée : leur indication.

3629. Dernier domicile du contumax.

3630. La notification de l'ordonnance est une formalité distincte de la publication et de l'affiche : où elle est faite. — Visa du maire.

3631. Les notifications, publications et affiches peuvent être constatées par le même procès-verbal.

3632. Contumax passible des frais, même lorsqu'il se représente ou est arrêté.

3633. Art. 467 : le jugement ne peut avoir lieu *avant* le délai de dix jours, mais il peut avoir lieu après.

3634. Ce delai commence à courir du jour de la dernière publication.

3635. Art. 468 et 469 : aucun conseil ne peut défendre le contumax qui ne peut même pas proposer un déclinatoire. —Mais des parents ou amis peuvent plaider l'excuse tirée de son absence ou de son impossibilité.

3636. Conséquences : toute discussion au fond interdite; — la Cour ne peut surseoir pour autre cause; — elle apprécie souverainement l'excuse; — et aussi le délai convenable.

3637. Art. 470 : instruction à faire et formalités à suivre par la Cour d'assises.

3638. Si l'arrêt de contumace est annulé, les pouvoirs de la Cour de renvoi sont déterminés par l'arrêt de cassation.

---

(1) Cass., 16 janvier 1845 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.* 22.

3639. La Cour d'assises ne peut admettre les circonstances atténuantes.
3640. Des tiers sont-ils recevables à intervenir pour contester les demandes de la partie civile?
3641. Art. 471 : il détermine les effets de l'arrêt de condamnation sur les biens du contumax.
3642. Art. 472 : il indique les formalités de l'exécution.
3643. L'arrêt de condamnation clôt la prescription de l'action publique et commence celle de la peine.
3644. Art. 473 : il refuse le droit de pourvoi en cassation au contumax. — Espèces à ce sujet.
3645. La contumace d'un accusé n'arrête pas de droit l'instruction à l'égard des autres accusés; — ni la remise aux propriétaires des objets déposés comme pièces de conviction; — formalités de cette remise.
3646. Contestation sur la remise à la partie civile des objets saisis sur un tiers.
3647. Art. 475 : secours à la femme, aux enfants, aux père et mère du contumax.
3648. Décès du contumax avant l'arrêt : rétractation de cet arrêt.

3626. J'ai défini l'état de contumace et précisé le moment où elle commence; puis, franchissant les articles 466 à 475 du Code d'instruction criminelle, et me plaçant d'un bond en face de son article 476, j'ai montré l'accusé, arrêté ou se présentant pour purger sa contumace, jugé selon les formes en vigueur dans les cas ordinaires. — Voir tome 2, p. 120 à 169.

Pour ne rien laisser en oubli, je dois maintenant exposer la fonction de la Cour d'assises lorsque le contumax n'ayant pu être repris, il y a nécessité de statuer en son absence sur l'accusation portée contre lui.

Ce n'est pas, il est vrai, un incident né au cours des débats; mais comme l'arrêt de contumace est, par lui-même, un incident dans les pouvoirs attribués aux Cours d'assises, ces observations avaient leur place naturelle dans le présent chapitre.

Constatons donc les formalités à remplir, et arrivons ainsi à l'arrêt que la Cour d'assises est appelée à rendre.

3627. Le président a rendu l'ordonnance prescrite par l'article 465 portant que l'accusé sera tenu de se représenter dans un nouveau délai de dix jours, et déclarant que, sinon, il sera déclaré rebelle à la loi, qu'il sera suspendu de l'exercice des droits de citoyen, que ses biens seront séquestrés pendant l'instruction de la contumace, que toute action en justice lui sera interdite pendant le même temps, qu'il sera procédé contre lui, et que toute personne est tenue d'indiquer le lieu où il se trouve. De plus, cette ordonnance a fait mention du crime et de l'ordonnance de prise de corps.

Conformément à l'article 466, « cette ordonnance sera « publiée à son de trompe ou de caisse, le dimanche suivant, et affichée à la porte du domicile de l'accusé, à « celle du maire, et à celle de l'auditoire de la Cour d'assises.

« Le procureur général ou son substitut adressera « aussi cette ordonnance au directeur des domaines et « droits d'enregistrement du domicile du contumax. »

Cette disposition de l'article 466 comporte quelques explications.

3628. Pour que l'ordonnance de se présenter soit légalement exécutée contre les contumax, il faut : 1° qu'elle lui soit notifiée conformément aux articles 68 et 69, n° 8, du Code de procédure civile ; — 2° que, conformément à notre article 466, elle soit également publiée à son de trompe ou de caisse, et affichée à la porte du domicile de l'accusé, à celle du domicile du maire, et à celle de l'auditoire de la Cour d'assises ; — 3° que ces publications et affiches aient lieu chacune le dimanche ; — 4° et que les procès-verbaux dressés pour justifier qu'il a été satisfait à ces deux dernières conditions soient visés, comme l'exigent, selon les circonstances, lesdits articles 68 et 69, n° 8. « Ces formalités sont d'ordre public, et, par suite,

substantielles, en sorte que l'omission de l'une d'elles suffit pour entraîner la nullité de l'instruction. » Par exemple, la notification n'a-t-elle pas été faite *au dernier domicile de l'accusé?* les affiches ont-elles été apposées à la porte de la *mairie* au lieu de l'être à celle *du domicile du maire?* La publication et l'affiche ont-elles eu lieu un autre jour que *le dimanche?* Ces actes sont irréguliers, et, de leur illégalité, résulte la nullité de ce qui s'en est suivi (1).

3629. Le dernier domicile de l'accusé contumax est celui où il acquittait sa contribution mobilière : la notification de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation est donc régulière lorsqu'elle a été faite à ce domicile, alors surtout qu'il est énoncé par l'exploit de signification que les copies des deux actes notifiés ont été remises à sa famille (2).

3630. La notification de l'ordonnance est une formalité distincte de celle de la publication et de l'affiche; comme cette dernière formalité, elle doit être observée à peine de nullité; et, si l'accusé n'a aucun domicile connu, cette notification doit, selon l'article 69, nº 8, du Code de procédure civile, être faite par copie de l'exploit donnée au procureur impérial, lequel vise l'original, et par une seconde copie affichée à la principale porte de l'auditoire de la Cour d'assises (3).

Le visa du maire est une formalité substantielle (4).

3631. Du reste, les notifications, publications et affi-

---

(1) Cass., 29 juin 1833 (M. Rives, rapp.), *Bull.*320.—Voir t. 2, nºs 778 à 788.

(2) Rej., 7 février 1839 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*57.

(3) Rej., 17 janvier 1862 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*30.

(4) Cass., 19 mai et 24 novembre 1826, — deux arrêts — (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*287, 670 et 673.

ches de l'ordonnance, peuvent être constatées par le même procès-verbal [1].

3632. A partir de l'expiration du délai de dix jours qui lui est imparti par l'ordonnance du président pour se représenter, l'accusé fugitif est passible des frais de sa contumace, encore bien qu'il se représente ou qu'il soit arrêté avant d'avoir été jugé : « la disposition générale et absolue de l'article 478 s'applique, en effet, à tout contumax, c'est-à-dire à tout accusé contre lequel a été formalisée une procédure en contumace, qu'il ait été ou non ensuite statué » [2].

3633. L'article 467 dit : « Après un délai de dix jours, « il sera procédé au jugement de la contumace. »

Ce délai de dix jours est rigoureux en ce sens que, *avant* son expiration, on ne saurait légalement passer outre au jugement ; mais il est facultatif en ce sens que, *après* qu'il est expiré, la Cour peut choisir le moment opportun pour statuer. — Dans la pratique, pour ne pas distraire la Cour d'assises de ses travaux ordinaires, toujours urgents, on attend qu'un certain nombre de procédures de contumace soient en état, pour les vider, non pas ensemble, mais le même jour.

3634. A partir de quel jour ce délai commence-t-il à courir ? Notre article ne le dit pas ; mais il est évident que ce ne peut être qu'à compter du jour de la dernière publication, puisque c'est seulement alors qu'ont été accomplies toutes les formalités préliminaires du jugement de la contumace.

3635. Les formalités ont été remplies ; le délai est

---

[1] L'arrêt du 29 juin 1833 ;—Cass., 2 avril 1836 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.* 113.

[2] Cass., 2 décembre 1830 (M. Rives, rapp.), *Bull.* 573.

expiré ; alors la Cour d'assises réunie procède au jugement, en suivant les formes que voici :

D'abord, et comme règle, remarquons qu'aucun conseil, qu'aucun avoué ne pourra se présenter pour défendre l'accusé contumax. — Cet accusé ne pourrait pas proposer un déclinatoire, par l'organe d'un défenseur (1).

Cependant un incident peut se produire, qui nécessite une exception. « Si, dit l'article 468, l'accusé est absent « du territoire européen, ou s'il est dans l'impossibilité « de se rendre, ses parents ou ses amis pourront présen- « ter son excuse et en plaider la légitimité. » — Et l'article 469 ajoute : « Si la Cour trouve l'excuse légitime, « elle ordonnera qu'il sera sursis au jugement et au sé- « questre de ses biens pendant un temps qui sera fixé « eu égard à la nature de l'excuse et à la distance des « lieux. »

3636. Ici encore quelques explications :

1° En plaidant sur la légitimité de l'excuse, les parents ou amis du contumax devront s'abstenir de toute discussion sur le fond de l'accusation (2) ;

2° La Cour d'assises ne peut surseoir au jugement que dans le seul cas où on présente pour le contumax l'excuse fondée sur son absence ou sur son impossibilité de se rendre : cette Cour excéderait ses pouvoirs si, alors que l'excuse n'est pas alléguée, elle prononçait un sursis pendant lequel il serait informé sur les causes de la non-comparution (3) ; — ou si elle accordait à l'accusé un délai de

---

(1) Rej., 10 juillet 1806, Merlin, v° *Contumax*, § 11, n° 5 ; *Pal.*1806. 409.

(2) Rej., 11 novembre 1847 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Pal.* 1848.2.218 ; D.P.47.4.61.

(3) Cass., 31 janvier 1839,—intérêt de la loi—(M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.) *Bull.*45 ; S.-V.39.1.732 ; *Pal.*1839.2.509.

six jours pour se représenter volontairement à la justice [1];

3° L'appréciation que la Cour fait de la légitimité de l'excuse est souveraine, et ne saurait, dans aucun cas, donner ouverture à cassation ;

4° Et, lorsqu'elle admet cette excuse, quant à la fixation qu'elle fait du délai pendant lequel il est sursis au jugement et au séquestre des biens, sa décision est au-dessus de toute critique.

3637. L'incident tiré de la légitimité de l'absence de l'accusé n'ayant pas été produit ou ayant été vidé par un rejet, la marche à suivre est tracée par l'article 470, dans lequel on lit : « Hors ce cas, il sera procédé de suite à la « lecture de l'arrêt de renvoi à la Cour d'assises, de l'acte « de notification de l'ordonnance ayant pour objet la re- « présentation du contumax et des procès-verbaux dres- « sés pour en constater la publication et l'affiche.

« Après cette lecture, la Cour, sur les conclusions du « procureur général ou de son substitut, prononcera sur « la contumace.

« Si l'instruction n'est pas conforme à la loi, la Cour « la déclarera nulle, et ordonnera qu'elle sera recom- « mencée, à partir du plus ancien acte illégal.

« Si l'instruction est régulière, la Cour prononcera sur « l'accusation et statuera sur les intérêts civils, le tout « sans assistance ni intervention de jurés. »

De ces mots de notre article : *la Cour prononcera sur la contumace*, comme aussi de ces expressions qu'on va retrouver dans l'article 471, *si le contumax est condamné*, il faut inférer que la Cour d'assises n'est pas tenue de déclarer la culpabilité : elle peut soit acquitter, soit absoudre, soit condamner seulement sur quelques-uns des chefs d'accu-

---

[1] Cass., 3 mars 1809 (M. Rataud, rapp.), *Bull.* 102.

sation, soit même dépouiller le fait de son caractère de crime et ne prononcer que des peines correctionnelles.— De l'article 360 on doit également conclure que le contumax, se représentant, ne peut plus être repris ni accusé à raison du même fait sur lequel la décision lui a été favorable. C'est la thèse que j'ai soutenue, tome 2, p. 125 à 128. Mais, il faut bien que je le reconnaisse, cette doctrine est en opposition directe avec une décision jugeant que l'arrestation fait tomber tous les effets de l'arrêt, qu'ils soient ou non favorables au contumax et rend, par suite, sa pleine valeur légale à l'arrêt de mise en accusation ; que spécialement, si un contumax accusé de banqueroute frauduleuse et simple a été acquitté sur le premier chef, son arrestation anéantissant l'arrêt de contumace, il doit être jugé sur l'accusation entière telle qu'elle résulte de l'arrêt de renvoi (1).

3638. L'arrêt de condamnation par contumace ayant été annulé pour fausse application de la loi pénale, et l'affaire ayant été renvoyée devant une autre Cour d'assises uniquement pour qu'il soit statué de nouveau sur la qualification légale du crime et sur l'application régulière de la peine, cette Cour méconnaît les limites de sa compétence et viole soit la chose jugée, soit le § 4 de l'article 470, si elle ordonne que toutes les formalités prescrites envers les contumaces seront remplies une seconde fois (2).

3639. Je rappelle ce que j'ai dit au n° 3031. La Cour d'assises ne peut, dans notre espèce, en déclarant la culpabilité de l'accusé, admettre l'existence des circonstances atténuantes et s'en autoriser pour modérer la peine encourue : en matière criminelle, ce droit n'appartient qu'au jury.

---

(1) Cass., 30 janvier 1847 (M. Barennes, rapp.), *Bull.* 24.
(2) Cass., 24 décembre 1830 (M. Rives, rapp.), *Bull.* 597.

3640. On verra, dans le chapitre suivant, sect. II, § 6, que, après avoir prononcé sur l'accusation, la Cour statue sur les intérêts civils. — Lorsque les demandes formées par la partie civile peuvent froisser les intérêts de tiers, ceux-ci sont-ils recevables à intervenir, non plus pour prendre la défense du contumax, mais pour sauvegarder leurs propres droits? On a jugé « que les Cours d'assises n'étant investies qu'exceptionnellement, et dans les limites qui leur sont conférées par les articles 358, 359 et 366 du Code d'instruction criminelle, d'une compétence sur des intérêts civils, ne peuvent admettre dans un procès, pour crime de faux ou pour tout autre crime, une intervention qui serait exercée dans des intérêts étrangers ou même contraires à celui de la partie lésée, et en dehors de ceux dont la connaissance est limitativement attribuée à ces Cours » (1).

3641. L'article 471 détermine en ces termes l'effet de l'arrêt de condamnation sur les biens du contumax : « Si le contumax est condamné, ses biens seront, à partir « de l'exécution de l'arrêt, considérés et régis comme « biens d'absent ; et le compte du séquestre sera rendu à « qui il appartiendra, après que la condamnation sera « devenue irrévocable par l'expiration du délai donné « pour purger la contumace. »

3642. Le mode d'exécution de l'arrêt de condamnation par contumace est réglé par l'article 472 ainsi que suit : « Extrait du jugement de condamnation sera, dans les « huit jours de là prononciation, a la diligence du pro- « cureur général ou de son substitut, inséré dans l'un des « journaux du département du dernier domicile du con- « damné.

« Il sera affiché en outre : 1° à la porte de ce dernier

(1) Rej., 24 janvier 1850 (M. Quénault, rapp.), *Bull.* 47.

« domicile ; 2° de la maison commune du chef-lieu d'ar-
« rondissement où le crime a été commis ; 3° du prétoire
« de la Cour d'assises.

« Pareil extrait sera, dans le même délai, adressé au
« directeur de l'enregistrement et des domaines du con-
« tumax.

« Les effets que la loi attache à l'exécution par effigie
« seront produits à partir de la date du dernier procès-
« verbal constatant l'accomplissement de la formalité de
« l'affiche prescrite par le présent article. »

3643. L'arrêt de condamnation qui a terminé la procédure de contumace a le caractère d'une décision définitive : il a nécessairement pour effet de clore la prescription de l'action publique et de commencer celle de la peine ; la première a donc cessé de courir au profit de l'accusé, qui ne peut plus, en aucun cas, s'en prévaloir. — Par suite, est nul l'arrêt de la Cour d'assises qui admet la prescription de l'action publique en faveur d'un individu condamné par contumace (1).

3644. L'article 473 dispose que « le recours en cas-
« sation ne sera ouvert contre les jugements de contumace
« qu'au procureur général et à la partie civile en ce qui
« la regarde. »

Tant qu'il ne s'est pas constitué, le contumax serait donc non recevable à se pourvoir en cassation contre l'arrêt de la mise en accusation (2) ;

Il ne pourrait pas former un pourvoi, même pour incompétence de la Cour, qui a prononcé (3) ;

---

(1) Cass., 1er avril 1858 (M. Plougoulm, rapp.), *Bull.*184.

(2) Rej., 27 octobre 1815 (M. Rataud, rapp.), S.-V.17.1.17 ;—23 avril et 23 mai 1846 (MM. Dehaussy et Bresson, rapp.), *Bull.*141 et 191 ; — L'arrêt du 11 novembre 1847, cité n° 3636 ;— 28 juin 1856 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*378.

(3) Rej., 28 décembre 1833 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*659.

Et, ne justifiant pas de sa mise en état, il ne serait pas reçu à former une demande en renvoi pour cause de suspicion légitime (1).

3645. Il ne faut pas croire que, en aucun cas, la contumace d'un accusé suspende, ni retarde de plein droit l'instruction à l'égard de ses coaccusés présents.

Il ne faut pas non plus supposer qu'elle empêche la remise aux propriétaires, ou à leurs ayants droit qui les réclament, des effets déposés au greffe comme pièces de conviction : la Cour pourra ordonner cette remise et déclarer qu'elle sera faite à charge de représenter lesdits effets, s'il y a lieu. — Du reste, cette remise sera précédée d'un procès-verbal de description dressé par le greffier, à peine de cent francs d'amende.

C'est la disposition de l'article 474.

3646. Après avoir prononcé la condamnation de l'accusé contumax, la Cour ne peut ordonner, au profit de la partie civile, la restitution provisoire des objets du vol saisis sur un tiers, sous le prétexte que ce tiers n'est autre que le contumax, si l'identité n'a pas été reconnue dans la forme légale, et s'il n'y a pas eu de condamnation intervenue contre ce tiers (2).

3647. « Durant le séquestre, dit l'article 475, il peut « être accordé des secours à la femme, aux enfants, au « père ou à la mère de l'accusé, s'ils sont dans le besoin.

« Ces secours sont réglés par l'autorité administra- « tive. »

3648. Le décès de l'accusé éteignant l'action publique, les enfants et la veuve d'un condamné par contumace ont

---

(1) Rej., 24 décembre 1818 (M. Rataud, rapp.), S.-V. 19.1.158 ; *Pal.* 1818.1135 ; D.P.19.1.13.

(2) Cass., 1er février 1827 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.* 53.

qualité pour demander l'annulation de l'arrêt rendu alors que le contumax était mort[1].

A défaut d'enfants ou de veuve, je pense que la demande d'annulation pourrait être formée par tout autre héritier ; et que même, sur la connaissance qu'il aurait de ce fait, le procureur général pourrait la requérir d'office.

CHAPITRE II.

APPLICATION DE LA DÉCLARATION DU JURY ; ORDONNANCE D'ACQUITTEMENT. — ARRÊT D'ABSOLUTION. — SURSIS AU JUGEMENT. — ARRÊT DE CONDAMNATION.

N° 3649. La déclaration du jury produit, ou l'acquittement, ou l'absolution, ou la condamnation. — Division de la matière.

3649. Voilà les incidents vidés et les décisions par contumace rendues. — Suivons maintenant la déclaration du jury dans ses effets légaux.

Elle produit : ou l'acquittement de l'accusé, s'il est déclaré non coupable ; c'est sa réhabilitation complète, sinon en fait, du moins en droit ;—ou son absolution, s'il est déclaré coupable de faits qui ne sont pas défendus par une loi pénale : la mise en liberté s'ensuit, mais c'est un échec moral ; — ou sa condamnation, si, au contraire, il est reconnu coupable de faits qui, défendus, comportent l'application des peines portées par la loi.

Dans la première section qui va suivre nous parlerons donc de l'ordonnance d'acquittement et de ses effets.

Dans la deuxième section, subdivisée en sept paragraphes, nous traiterons ensuite : 1° de la forme des arrêts

---

(1) Rej., 25 octobre 1821 (M. Busschop, rapp.), S.-V.22.1.94.

définitifs ; — 2° de leurs formalités préliminaires ; — 3° de l'arrêt d'absolution ; — 4° du sursis au jugement et du renvoi à la session suivante ; — 5° de l'arrêt de condamnation ; — 6° des dommages-intérêts et restitutions réclamés par les parties ; — 7° et de la prononciation de l'arrêt de condamnation, ainsi que de l'avertissement final à donner au condamné.

SECTION Ire.

Ordonnance d'acquittement : ses effets.

N° 3650. ART. 1er. — Texte de l'article 358.

3651. Compétence du président, qui n'a à consulter, ni ses assesseurs, ni le ministère public. — En rendant un arrêt d'acquittement, la Cour viole les règles de la compétence.

3652. L'ordonnance d'acquittement n'échet si l'accusé n'a pas été déclaré non coupable sur tous les chefs d'accusation.

3653. Mais la non-culpabilité étant déclarée sur tous ces chefs, elle est de droit malgré la déclaration de culpabilité sur des chefs ajoutés par le jury.

3654. De même, malgré toute autre irrégularité dans la réponse négative du jury.

3655. Quand la déclaration du jury est irrégulière, l'ordonnance d'acquittement n'en est pas moins irrévocable ; la cassation n'a lieu que dans l'intérêt de la loi.

3656. L'ordonnance d'acquittement est illégale, s'il y a eu déclaration de culpabilité, et il appartient à la Cour d'assises de rendre un arrêt d'absolution, ou, selon les cas, de condamnation. — Exemples.

3657. Mais l'illégalité est inopérante si la Cour, sans s'attacher à l'ordonnance, a usé de son droit.

3658. S'il y avait lieu à absolution, l'ordonnance d'acquittement, quoique irrégulière, ne préjudicie pas à l'accusé.

3659. Le débat sur le point de savoir s'il y a lieu ou non à acquittement, crée un contentieux de la compétence de la Cour.

3660. L'acquittement opère la radiation de l'écrou résultant de l'arrêt de mise en accusation. — Incompétence de la Cour et du président pour déclarer vaines des causes autres en vertu desquelles le ministère public retient l'accusé acquitté.

3661. L'acquittement exonère l'accusé des frais du procès.

3662. Formules d'ordonnance d'acquittement.

3663. Modèle de procès-verbal.

3664. ART. 2e. *Effets de l'ordonnance d'acquittement sur le fait, objet de l'accusation.*—Texte de l'article 360.

3665. Sa disposition, traduite par la maxime *non bis in idem*, est d'ordre public et doit être suppléée d'office.

3666. Conditions de l'existence de la chose jugée.

3667. La première condition est qu'il y ait une décision judiciaire. —L'action en discipline ne constituant pas une décision judiciaire, ne fait pas obstacle à des poursuites criminelles : réciprocité.—Exemples.

3668. Tempérament à la règle qui autorise la cumulation de la poursuite et de l'action disciplinaire.

3669. Deuxième condition constituant la chose jugée : la décision judiciaire doit être à l'abri de recours.—Exemple.

3670. Arrêt relatif à d'autres accusés.

3671. Troisième condition : identité entre le fait jugé et le fait poursuivi. — Sous le Code de brumaire on jugeait que l'identité des *faits matériels* suffisait : sous notre Code, la jurisprudence n'admet l'identité que lorsqu'elle s'étend au *fait légal, tel que l'accusation le qualifie*. Exemples en matière de : blessures par imprudence après tentative de meurtre ;—banqueroute simple après banqueroute frauduleuse ;—provocation à la désertion après embauchage ; — homicide par imprudence ou délaissement d'enfant après infanticide ; — rébellion après résistance avec voies de fait ; — attentat aux mœurs ou outrage public à la pudeur après viol ou attentat à la pudeur avec violence ; — détournement de deniers publics après faux pour masquer ces détournements ; — coups et blessures après viol avec violences ayant laissé traces de blessures ; — port d'armes après vol à main armée sur chemin public.

3672. Nouvelles poursuites sur des faits distincts et séparés.—Exemples divers.

3673. Ou lorsqu'il s'agit d'un fait différent, antérieur ou postérieur à celui qui a motivé la première poursuite.

3674. Mais la règle de l'article 360 est applicable lorsque l'on se borne à changer la qualification sans qu'il y ait modification des éléments motivant cette qualification. — Exemples donnant à la jurisprudence sa véritable signification.

3675. ART. 3e. *Découverte, pendant les débats, de faits nouveaux.*— Texte de l'article 361 relatif au cas où l'accusé est acquitté.

3676. 1re *Obs.* — Compétence exceptionnelle du président et du juge d'instruction.

3677. 2e *Obs.* — Réserves nécessaires du ministère public avant la clôture des débats.
3678. Contentieux s'élevant quand le ministère public retient l'accusé.
3679. Texte de l'article 379, relatif au cas où il y a condamnation.
3680. Conséquences résultant de cette disposition.

3650. ART. 1er. — *Ordonnance d'acquittement.* — « Lorsque, dit l'article 358 du Code d'instruction cri-« minelle, l'accusé aura été déclaré non coupable, le « président prononcera qu'il est acquitté de l'accusation, « et ordonnera qu'il soit mis en liberté s'il n'est retenu « pour autre cause. »

3651. C'est donc au président de la Cour d'assises qu'il appartient, d'après cet article, de prononcer que l'accusé est acquitté, d'ordonner sa mise en liberté, mais seulement lorsque cet accusé est déclaré non coupable. — Pour rendre son ordonnance il n'a, ni à consulter ses assesseurs, ni à entendre l'avis du ministère public ; et si, substituant son action au pouvoir présidentiel, la Cour d'assises rend un arrêt d'acquittement, elle viole ledit article et les règles de la compétence (1).

3652. Le président ne peut, et cela est de toute évidence, rendre son ordonnance d'acquittement que si l'accusé a été déclaré non coupable sur tous les chefs de l'accusation (2).

3653. Mais, pour que l'ordonnance d'acquittement soit rendue à bon droit, il suffit que les réponses du jury soient négatives sur tous les faits relevés dans les questions : si, ajoutant des chefs d'accusation ou des circonstances qui ne lui ont pas été déférées, le jury portait sur

---

(1) Rej., 12 vendémiaire an XIII (M. Seignette, rapp.), S.-V.7.2.764 ;— Cass., 2 juin 1831 (M. Brière, rapp.), *Bull.*223.
(2) Cass., 12 avril 1810 (M. Favard de Langlade, rapp.), *Bull.*93.

ces faits surabondants une illégale déclaration de culpabilité, le président, n'en faisant aucun état, prononcerait valablement l'acquittement et ordonnerait la mise en liberté (1).

Cependant si le jury, se bornant à présenter l'accusation sous une autre forme, mais sans la modifier, portait une déclaration de culpabilité ; si, par exemple, dans une accusation de meurtre, il répondait que l'accusé est coupable d'avoir volontairement porté des coups qui ont occasionné la mort sans intention de la donner, « le président ne pourrait décharger l'accusé d'une accusation qui, par là, se trouvait en partie justifiée, ni prononcer son acquittement lorsqu'il est reconnu coupable, sans commettre un excès de pouvoir et sans violer expressément l'art. 358 » (2).

3654. Il en serait de même, alors que les questions seraient irrégulières à tout autre titre, si, du reste, la Cour d'assises n'avait pas cru devoir les annuler et enjoindre au jury de délibérer de nouveau (3).

3655. Disons-le donc, prononcée en conformité de la déclaration du jury, et par application exacte de l'article 358, l'ordonnance d'acquittement constitue au profit de l'accusé un droit absolument irrévocable : l'illégalité de la déclaration du jury, qui lui a servi de base, si évidente que soit cette illégalité, ne peut en ravir le bénéfice à cet accusé, qui doit être immédiatement mis en liberté malgré le pourvoi que formerait le ministère public. En effet, suivant l'article 409 du Code d'instruction criminelle, « dans le cas d'acquittement de l'accusé, l'annulation de « l'ordonnance qui l'aura prononcé et de ce qui l'aura « précédé, ne pourra être poursuivie par le ministère

---

(1) Voir *suprà*, n° 3349.
(2) Cass., 13 janvier 1842 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.* 9.
(3) Rej., 9 février 1839 (M. de Ricard, rapp.), S.-V. 40.1.480.

« public que dans l'intérêt de la loi et sans préjudicier « à la partie acquittée ». Cette disposition doit recevoir son plein effet, alors même que la déclaration du jury était empreinte d'irrégularité, si l'ordonnance annulée par la Cour de cassation était la conséquence de cette déclaration (1);

Sous le Code de brumaire, qui ne contenait pas une disposition analogue à celle de notre article 409, l'ordonnance d'acquittement basée sur des réponses qui ne purgeaient pas l'accusation, par exemple, sur des réponses contradictoires, était nulle (2).

3656. Mais si l'ordonnance d'acquittement est elle-même illégale ; si elle ne traduit pas avec fidélité la déclaration du jury, dont le président a pris sur lui de détruire l'irréfragabilité ; si, en d'autres termes, elle intervient alors que l'accusé n'a pas été déclaré non coupable, selon les termes de l'art. 358, alors, sur le pourvoi du ministère public, son annulation peut réfléchir sur l'accusé, qui est renvoyé devant une autre Cour d'assises pour se voir faire l'application de la loi pénale.

Ainsi, dans une affaire de faux, où l'accusé avait été déclaré par le jury coupable d'usage fait sciemment d'une pièce fausse, le président avait rendu une ordonnance d'acquittement ; la Cour de cassation l'annula et dit : « Considérant que l'article 409 du Code d'instruction criminelle ne peut recevoir son application que lorsque les ordonnances ont été rendues dans le cas déterminé par

---

(1) Cass., 21 septembre 1839 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* 470.

(2) Cass., 4 messidor an XI (M. Liger-Verdigny, rapp.), *Bull.* 287 ; — 1er messidor an XIII (M. Seignette, rapp.), *Bull.* 276 ; — 12 novembre 1807 (M. Guien, rapp.), *Bull.* 462 ; — 30 juin 1809 (M. Lombard, rapp.), *Bull.* 236.

l'article 358 du même Code; qu'ainsi ledit article 409 n'est nullement applicable à l'espèce actuelle... » (1);

Dans une seconde affaire, le jury avait déclaré un accusé coupable de complicité d'extorsion de billets par violence, mais sans les circonstances constitutives de la complicité punissable; le président avait prononcé l'ordonnance d'acquittement. Pourvoi du ministère public et arrêt dans lequel ont lit : « que sur cette déclaration de culpabilité, le président de la Cour d'assises n'a pu, sans excéder les attributions à lui conférées par l'article 358 du Code d'instruction criminelle, s'arroger le droit de rendre, en faveur des accusés, une ordonnance d'acquittement, qu'il n'aurait été autorisé à prononcer, d'après cet article, que dans le cas où les accusés eussent été déclarés non coupables; — que l'article 364 de ce Code attribue à la Cour d'assises seulement le droit de prononcer l'absolution de l'accusé, si le fait dont il est déclaré coupable n'est pas défendu par une loi pénale; — que l'ordonnance d'acquittement rendue par le président a donc été une usurpation des pouvoirs conférés à cette Cour, une fausse application de l'article 358 et une violation de l'article 364 du Code d'instruction criminelle; — la Cour casse et annule l'ordonnance d'acquittement, et, pour être statué d'après la loi, sur la déclaration du jury, qui reste maintenue, renvoie les accusés et les pièces de la procédure devant la Cour d'assises du Cher » (2).

Dans une troisième affaire, l'accusé étant déclaré coupable de faux *mais non frauduleusement*, le président rendit l'ordonnance d'acquittement. Pourvoi du ministère public, sur lequel la Cour de cassation : « Attendu que

---

(1) Cass., 2 juillet 1813 (M. Busschop, rapp.), *Bull.*357.

(2) Cass., 24 mai 1821 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*205; — Conforme : Cass., 4 mai 1827 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.*403.

c'est uniquement lorsque l'accusé est déclaré non coupable qu'il appartient au président de prononcer seul l'ordonnance d'acquittement ; — Attendu que lorsque l'accusé est déclaré coupable, c'est à la Cour entière, et non au président seul, que la loi a remis le soin d'en connaître ; et, si le fait n'est pas défendu, d'absoudre l'accusé, et non de l'acquitter pleinement ; — Casse et annule..... [1]. »

Dans une quatrième affaire, le jury avait déclaré la culpabilité ; mais sans en avoir le droit, car il s'agissait d'un délit, il avait admis des circonstances atténuantes ; la Cour d'assises, trouvant que, du rapprochement de ces deux parties de la réponse, il résultait un doute sur l'intention du jury relativement au fait principal, l'avait renvoyé dans sa chambre pour délibérer de nouveau ; il fit alors une nouvelle réponse négative, et le président prononça l'ordonnance d'acquittement ; sur le pourvoi du ministère public, la Cour de cassation considéra en premier lieu que la première déclaration de culpabilité était claire et précise ; que, s'agissant d'un délit, les circonstances atténuantes avaient été indûment admises, mais que la réponse, sur ce point, devant être réputée non écrite, ne portait aucune atteinte à la déclaration de culpabilité qui devait, en vertu de son caractère irréfragable, servir de base à l'application de la peine ; examinant, en second lieu, les effets que devait produire l'ordonnance d'acquittement, la Cour de cassation dit, et c'est ce que je tiens à constater : « Attendu que l'article 409 du Code d'instruction criminelle n'est pas applicable au cas où une ordonnance d'acquittement est prononcée contrairement à une déclaration positive et régulière du jury..... Casse et annule l'arrêt de la Cour d'assises qui a annulé la première déclaration du jury et a renvoyé le jury dans sa chambre pour délibérer de nou-

---

[1] Cass., 25 février 1830 (M. Dupaty, rapp.), *Bull.* 117.

veau, la seconde déclaration du jury, *et l'ordonnance d'acquittement qui en a été la suite ;* et pour être fait application de la loi sur la première déclaration du jury, qui est et demeure maintenue, renvoie la cause et les parties devant la Cour d'assises de la Somme » (1).

3657. *A fortiori* le président « procède incompétemment en prononçant l'acquittement et la mise en liberté de l'accusé déclaré coupable d'un fait défendu par les lois pénales » ; néanmoins cette irrégularité est sans effet si la Cour d'assises, sur le contentieux élevé devant elle et malgré cette ordonnance illégale, a condamné l'accusé aux peines portées par la loi (2).

3658. Dans la situation inverse, l'incompétence du président qui prononce une ordonnance d'acquittement là où il fallait un arrêt d'absolution, ne peut préjudicier à l'accusé qui, sous une forme ou sous une autre, ne pouvait être soumis à aucune peine (3).

3659. Lorsqu'un débat s'élève sur le point de savoir si les réponses du jury doivent ou non amener l'acquittement de l'accusé, ce débat crée un contentieux qui relève, non du président, mais de la Cour d'assises. Dès lors, quand l'ordonnance a été rendue, si le ministère public soutient que la conséquence légale de la déclaration du jury était non un acquittement, mais une condamnation, et requiert l'annulation de cette ordonnance, ses réquisitions, combattues par des conclusions de la défense, « constituent un débat contentieux ; il appartient à la Cour d'en connaître, et elle a compétence pour y sta-

---

(1) Cass., 15 février 1834 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.* 64.
(2) Rej., 30 mai 1812 (M. Busschop, rapp.), DALLOZ, n° 3730.
(3) Rej., 22 juillet 1813 (M. Busschop, rapp.), DALLOZ, n° 3750.

tuer[1]. » — Et, du reste, l'arrêt rendu par la Cour est incident et n'a besoin d'être revêtu que des signatures du président et du greffier.

3660. Nous savons que l'accusé acquitté ne peut être mis en liberté que s'il n'est pas retenu pour autre cause. — S'il y a autre cause, le président fait radier l'écrou résultant de l'arrêt de mise en accusation relatif aux faits qui viennent d'être jugés ; et, pour cette autre cause, le ministère public déclare retenir l'accusé.

La Cour d'assises ne peut apprécier la régularité et la validité des causes pour lesquelles un accusé acquitté est retenu, et décider que, malgré l'opposition du ministère fondée sur ces causes, il sera mis en liberté. « L'ordonnance d'acquittement a pour effet, sans doute, de rendre nécessaire et immédiate la radiation de l'écrou résultant de l'ordonnance de prise de corps et de l'arrêt de mise en accusation dont les causes viennent d'être purgées ; mais, lorsque l'effet légal de cette ordonnance a été ainsi complété par cette radiation, il n'appartient ni au président, ni à la Cour d'assises, de connaître des autres causes d'écrou qui restent à la charge de l'individu acquitté et qui sont placées en dehors des dispositions exceptionnelles de l'article 361 ; toute espèce de contrôle sur les autres causes de détention constitue de leur part un excès de pouvoir et une grave atteinte à l'indépendance et à la liberté d'action du ministère public, action qui s'exerce sous la responsabilité du procureur général ou de son substitut ; en conséquence, en s'attribuant le droit de juger, sous le point de vue de la mise en liberté, » la régularité d'une information poursuivie sur des faits distincts, et en s'immisçant à tort dans l'examen de faits étrangers à l'ac-

---

[1] Rej., 14 juin 1855 (M. Jallon, rapp.), *Bull.*341 ; — Analogue : Cass., 26 mai 1826 (M. Gary, rapp.), *Bull.*298.

cusation qui vient d'être vidée, une Cour d'assises sort des limites de sa compétence et fait une fausse application de l'article 358 (1).

3661. L'accusé *acquitté* ne peut, sous aucun prétexte, être condamné à tout ou partie des frais du procès (2).

3662. Il n'y a pas de formule sacramentelle pour l'ordonnance d'acquittement; mais le président pourrait la rédiger en ces termes :

Vu la déclaration du jury de laquelle il résulte que X... n'est pas coupable; nous président, en vertu des pouvoirs qui nous sont conférés par l'article 358 du Code d'instruction criminelle, déclarons ledit X... acquitté de l'accusation portée contre lui, et ordonnons qu'il sera mis en liberté, s'il n'est retenu pour autre cause.

Ou bien :

Nous président,

Considérant qu'il résulte de la déclaration du jury que X... n'est pas coupable des chefs d'accusation relevés dans les questions posées conformément à l'arrêt de renvoi et au résumé de l'acte d'accusation;

Considérant que si le jury, usurpant des attributions qui ne lui appartenaient pas, a déclaré que X... était coupable de faits qui n'avaient pas été soumis à sa délibération, cette partie surabondante de sa déclaration doit être réputée non écrite, et qu'il n'en doit être fait nul état;

Vu l'article 358 du Code d'instruction criminelle;

Déclarons X... acquitté de l'accusation portée contre lui; en conséquence, ordonnons qu'il sera mis en liberté, s'il n'est retenu pour autre cause.

3663. Et le procès-verbal, après avoir, — comme je l'ai dit n° 3470,—mentionné la seconde lecture de la déclaration du jury, s'exprimera ainsi :

Le président prononce, en vertu de l'article 358 du Code d'in-

---

(1) Cass., 10 mars 1853 (M. Jallon, rapp.), *Bull.* 123.

(2) Cass., 17 ventôse an XII (M. Lachèze, rapp.), *Bull.* 123. — Voir *infrà*, nos 3855 et 3856.

struction criminelle qu'il est acquitté de l'accusation, et qu'il sera mis en liberté sur-le-champ, s'il n'est retenu pour autre cause.

3664. ART. 2e. — *Effets de l'ordonnance d'acquittement sur le fait objet de l'accusation.* — Je ne puis avoir la pensée d'approfondir les règles qui constituent l'autorité de la chose jugée en matière criminelle : ce serait sortir du cadre de mon sujet. Toutefois mon livre serait incomplet si je n'analysais sommairement quelques-unes de ces règles, et si je ne les faisais suivre de leur application, par la jurisprudence, aux arrêts rendus par les Cours d'assises.

Puisque l'acquittement crée au profit de l'accusé un droit irrévocable ; puisque l'ordonnance qui prononce cet acquittement est le jugement définitif de la cause, la chose jugée protége l'accusé de toute sa puissance. Aussi, lisons-nous dans l'article 360 du Code d'instruction criminelle : « Toute personne acquittée légalement ne pourra plus être « reprise ni accusée à raison du même fait. »

3665. Cette règle, qu'on a depuis longtemps traduite par la maxime : *non bis in idem*, constitue un principe d'ordre public et de justice qui, avant d'être inscrit dans notre Code, avait été consacré par la constitution et par le Code pénal de 1791, par la constitution de l'an III, et par l'article 426 du Code de brumaire an IV.

Aussi, et à raison même de sa nature, cette règle ne pourrait être abandonnée par l'individu qui, par des motifs quelconques, voudrait renoncer au bénéfice de son acquittement. Le ministère public, gardien vigilant de la loi, devrait repousser cet acquiescement impossible et s'opposer à ce que le même individu fût jugé deux fois à raison du même fait (1).

3666. Pour que l'exception, tirée de la chose jugée,

(1) Cass., 12 juillet 1806 (M. Lachèze, rapp.), *Bull.* 196.

soit fondée, il faut : 1° qu'il existe une décision ayant réellement le caractère judiciaire ; — 2° que cette décision soit à l'abri de tout recours ; — 3° et qu'il y ait identité de faits.

3667. On ne reconnaîtrait pas le caractère de décisions judiciaires à des mesures disciplinaires, ni le caractère de véritables peines aux punitions qu'elles infligent. — En conséquence, de telles mesures, prises à l'occasion de faits délictueux, ne feraient nul obstacle à l'exercice de l'action publique à raison des mêmes faits ; et, réciproquement, l'action disciplinaire ne serait pas éteinte par l'exercice de l'action publique en répression des crimes et délits.

Ainsi :

Un magistrat censuré avec réprimande pour une dénonciation calomnieuse, peut être poursuivi à raison de ce délit : « l'action en discipline, instituée pour maintenir, dans l'intérêt public, cette sévérité de délicatesse, cette dignité de caractère, cette intégrité de mœurs qui doivent toujours distinguer la magistrature, est indépendante de la vindicte publique en matière criminelle, correctionnelle et de simple police, comme celle-ci est indépendante de l'action en discipline[1] ; — De même, quoique acquitté par la justice répressive, le magistrat peut être poursuivi disciplinairement devant la Cour de cassation, à raison du même fait, et être suspendu de ses fonctions[2] ;

L'avocat, acquitté de la prévention d'un délit de presse, peut, néanmoins, être poursuivi disciplinairement à raison

---

(1) Cass., 12 mai et 22 décembre 1827 (M. Mangin, rapp.), *Bull.*411 et 957.

(2) Cass., 8 décembre 1809 (M. Gandon, rapp.), S.-V.10.1.202 ; — 27 juillet 1810 (M. Zangiacomi, rapp.), S.-V.11.1.34 ; — 30 mai 1832 (M. Vergès, rapp.), S.-V.33.1.563 ; D.P.32.1.382.

du même écrit qui avait servi de base à l'action publique (1);

Le notaire acquitté sur une accusation de faux peut être ultérieurement poursuivi par voie disciplinaire pour les mêmes faits qui avaient servi de base à la poursuite criminelle (2);

L'huissier acquitté d'une accusation de faux pour avoir frauduleusement constaté dans un exploit qu'il en avait remis la copie, peut, à raison de ce même fait, être poursuivi disciplinairement. « En effet, l'acquittement d'un accusé sur un fait ne forme point obstacle à ce que cet accusé ne puisse, à raison du même fait présenté sous un caractère de criminalité différent, être de nouveau poursuivi » (3);

3668. Cependant ce principe que, pour le même fait, l'action en discipline n'exclut pas la poursuite criminelle, ou n'est pas exclue par elle, comporte quelques tempéraments.

Ainsi :

L'avocat qui, à raison de certains écarts de la défense qu'il présente devant la Cour d'assises, est l'objet de réquisitions du ministère public, et contre lequel est rendu un arrêt lui portant avertissement d'être plus circonspect à l'avenir, ne peut plus être ultérieurement condamné, à raison de ce plaidoyer, par une autre juridiction pour fait d'outrage envers le ministère public. Par la première dé-

---

(1) Rej., 27 novembre 1838 (M. Félix Faure, rapp.), S.-V. 38.1.965 ; D.P.39.1.11 ; *Pal.*1838.2.523.

(2) Rej., 13 janvier 1825 (M. Brillat-Savarin, rapp.), S.-V.25.1.257 ;— 29 décembre 1836 (M. Viger, rapp.), S.-V.37.1.53 ; — 12 avril 1837 (M. Bernard (de Rennes), rapp.), S.-V.37.1.292 ; — 2 août 1848 (M. de Gaujal, rapp.), S.-V.48.1.629 ;—21 mai 1851 (M. Glandaz, rapp.), S.-V. 51.1.412.

(3) Cass., 1er mai 1829 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*260.

cision, la plaidoirie avait été définitivement jugée, et cet avocat « ne pouvait être poursuivi et jugé de nouveau sur cette plaidoirie par aucun autre tribunal, sans qu'il fût contrevenu au principe de la maxime *non bis in idem* » (1) ;— et l'avocat acquitté par la Cour d'assises ne peut être poursuivi disciplinairement pour le même fait qu'autant que la décision disciplinaire écarte de ce fait la qualification légale qui lui a été refusée par la juridiction criminelle(2);

Le notaire acquitté sur une accusation de faux commis dans un acte ne peut être ensuite judiciairement destitué par le motif que les énonciations qu'il aurait insérées dans l'acte seraient fausses(3); — et c'est avec raison qu'il est renvoyé de l'action disciplinaire par le motif que les faits provoquant cette seconde poursuite sont les mêmes que ceux qui ont servi de base à l'accusation de faux(4).

3669. Je viens de dire, et c'est la seconde condition pour qu'il y ait chose jugée, que la décision rendue doit être inattaquable et à l'abri de tout recours : si cette décision peut être légalement réformée, elle ne juge rien que d'une manière provisoire. — Cela va de soi. — Aussi le juge, devant lequel le prévenu oppose une poursuite antérieure relative au même fait, ne doit pas se contenter, pour déclarer l'action publique éteinte, de constater l'existence d'un premier jugement : il doit, à peine de nullité, indiquer si ce jugement a été contradictoire et a l'autorité de la chose définitivement jugée (5).

3670. Lorsque plusieurs accusés d'un même fait sont jugés séparément, le jugement rendu contre ou en faveur

---

(1) Cass., 5 octobre 1815 (M. Audier-Massillon, rapp.), *Bull.*113.

(2) Cass., 21 août 1849 (M. Renouard, rapp.), S.-V.49.1.620.

(3) Cass., 24 juillet 1822 (M. Zangiacomi, rapp.), S.-V.23.1.39.

(4) Rej., 24 janvier 1837 (M. Moreau, rapp.), S.-V.37.1.122; *Pal.* 1837.1.145.

(5) Cass., 23 frimaire an XIV (M. Vermeil, rapp.), *Bull.*484.

de certains d'entre eux ne constitue pas la chose jugée à l'égard des autres.—Spécialement, si la circonstance d'effraction a été repoussée en faveur de certains accusés, on ne saurait prendre cette décision comme base obligée du jugement des accusés absents et ne prononcer contre ces derniers qu'une peine correctionnelle. « C'est par un renversement de tous les principes, consacrés par nos lois relativement à la chose jugée, » qu'une Cour va chercher dans un précédent arrêt la qualification du fait incriminé [1].

3671. Pour que le principe *non bis in idem* soit applicable, il faut encore qu'il y ait identité de faits : c'est la troisième condition de la chose jugée. Mais quand les faits sont-ils identiques? Faut-il, pour reconnaître l'identité, s'attacher au fait matériel, ou, au contraire, envisager ce fait dans ses rapports avec la loi pénale?

Sous le Code de brumaire an IV, il était de règle que l'acquittement ou l'absolution de l'accusé purgeait non-seulement l'accusation déférée au tribunal criminel, mais encore toutes autres accusations ou préventions que *le fait* incriminé aurait pu engendrer.

Quoique l'article 360 de notre Code ait reproduit les termes de l'article 426 du Code de brumaire, la jurisprudence a donné une autre signification à ses dispositions et consacré une règle contraire. Ce n'est plus le fait en lui-même que jugent les jurés : c'est le fait qui est l'objet des questions. De là cette conséquence que, « en droit, l'effet de l'acquittement de l'accusé reste nécessairement circonscrit dans les termes des questions posées au jury et résolues par celui-ci, puisque les articles 337, 338 et 339 du Code d'instruction criminelle n'obligent le président de la Cour d'assises à l'interroger que sur le fait tel

---

[1] Cass., 25 avril 1811 (M. Bailly, rapp.), *Bull.* 125.

qu'il est qualifié dans le résumé de l'acte d'accusation, sur les circonstances aggravantes qui seraient résultées des débats, et sur les excuses dont la loi permet d'exciper; dès lors, la déclaration négative qui intervient sur un fait considéré exclusivement comme *crime*, ne peut empêcher les officiers de la vindicte publique de poursuivre ultérieurement la répression du *délit* qu'il représente (1).

Ainsi :

Acquitté sur une accusation de tentative de meurtre, un individu peut être poursuivi plus tard pour blessures par imprudence (2) ;

L'accusé déclaré coupable d'homicide, mais sans intention de le commettre, peut encore être l'objet d'une poursuite correctionnelle pour homicide par imprudence, lorsque le jury n'a pas été interrogé sur ce délit (3) ;

Acquitté sur une accusation de banqueroute frauduleuse, le failli peut être ultérieurement poursuivi pour banqueroute simple : « les faits qui motivent une poursuite en banqueroute simple sont, en effet, essentiellement distincts des faits qui peuvent motiver une accusation pour banqueroute frauduleuse » (4) ;

L'individu acquitté du crime d'embauchage pour les rebelles, peut, à raison des mêmes faits, être poursuivi pour crime de provocation à la désertion : ces deux crimes sont deux faits bien différents : « acquitté comme non coupable du premier de ces crimes, la question restait entière relativement au second » (5) ;

---

(1) Cass., 16 juillet 1842 (M. Rives, rapp.), *Bull.*283.

(2) Rej., 29 octobre 1812 (M. Busschop, rapp.), S.-V.13.1.242 ; — L'arrêt du 16 juillet 1842.

(3) Cass., 21 janvier 1813 (M. Oudart, rapp.), *Bull.*5.

(4) Cass., 13 août 1825 (M. Brière, rapp.), *Bull.*431.

(5) Cass., 21 octobre 1831,—intérêt de la loi—(M. Rives, rapp.), *Bull.* 458.

La femme acquittée de l'accusation d'infanticide peut être ultérieurement poursuivie pour homicide par imprudence. En effet, l'homicide volontaire d'un enfant nouveau-né constitue le crime d'infanticide, tandis que l'homicide involontaire commis par imprudence est un délit. « Ces deux faits, envisagés dans leur rapport avec la loi pénale, diffèrent essentiellement entre eux, soit par les circonstances qui en constituent la criminalité, soit par leur qualification légale et par la peine qui leur est applicable, soit par la juridiction devant laquelle la répression en est poursuivie ; dès lors, au point de vue légal, ce sont deux faits différents, et l'acquittement prononcé sur le premier ne peut être un obstacle aux poursuites dirigées à raison du second » (1) ; — et peu importe que la Cour d'assises, saisie de l'accusation d'infanticide, ait refusé de poser au jury la question subsidiaire d'homicide par imprudence en déclarant que cette question ne résultait d'aucun des éléments de l'instruction et des débats (2) ;

De même l'accusée d'infanticide, acquittée, peut être poursuivie ultérieurement sous l'inculpation d'exposition et de délaissement d'enfant. En effet, « le même *fait matériel* peut recevoir diverses qualifications pénales suivant l'intention qui en a déterminé la perpétration, et le *fait*

---

(1) Cass., 30 janvier 1840 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*44 ; — 5 février, 5 août et 25 novembre 1841 (MM. Rocher, Fréteau de Peny et Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*61, 379 et 514 ;—7 mai 1842 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*177 ;—6 mars 1845 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*77 ; — 2 mai 1845 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*261 ; — 5 juillet 1845 (M. Barennes, rapp.), *Bull.*369 ;—14 avril 1848 (M. Rives, rapp.), *Bull.*191 ;— 27 décembre 1850 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*651 ; — 9 juin 1854 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*310 ; — Rej., 3 août 1855 (M. Plougoulm, rapp.), *Bull.*445 ;—18 avril 1857 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*259 ;—23 avril 1859 (M. Caussin de Perceval, rapp.), *Bull.*166.

(2) Les arrêts des 3 août 1855 et 18 avril 1857.

pénal doit être seul considéré pour l'application du principe *non bis in idem* » (1);

Les individus acquittés sur le crime d'attaque et de résistance avec violences à des agents de la force publique, peuvent être traduits en police correctionnelle à raison des mêmes faits considérés comme constituant le délit de rébellion (2) ; — mais il ne saurait en être ainsi lorsque, par une appréciation qui est souveraine, les juges déclarent que les faits constitutifs du délit de rébellion forment un tout indivisible avec les faits de résistance avec violences sur lesquels le jury a porté une déclaration négative (3);

L'acquittement de l'accusé du crime de viol ou d'attentat à la pudeur avec violence, ou d'attentat à la pudeur sans violence, mais sur des jeunes filles de moins de onze ans, ne fait pas obstacle à de nouvelles poursuites devant le tribunal correctionnel, à raison des mêmes faits considérés comme constituant les délits soit d'attentat aux mœurs pour excitation habituelle à la débauche, soit d'outrage public à la pudeur ; « une même scène, après avoir été l'objet d'une accusation criminelle et d'un acquittement, peut motiver encore une action correctionnelle, si la nouvelle prévention, bien que reproduisant quelques circonstances de l'accusation primitive, y ajoute des éléments nouveaux qui viennent caractériser le délit ; il n'y a plus alors identité de l'acte dans le sens de l'article 360 » (4);

---

(1) Rej., 20 avril 1850 (M. de Boissieux, rapp.), *Bull.*205.

(2) Cass., 5 août 1843 (M. Romiguières, rapp.), *Bull.*342 ; — 3 avril 1847 (M. Barennes, rapp.), *Bull.*110.

(3) Rej., 5 juillet 1856 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*401.

(4) Rej., 14 octobre 1826 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*596 ; — 6 juillet 1834 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*264 ; — 8 février 1851 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*91 ;— Cass., 12 mars 1853 (M. Aylies, rapp.), *Bull.*138 ;— 23 février 1855 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*109 ;—3 novembre 1855, —chambres réunies—(M. Grandet, rapp.), *Bull.*551 ;—Rej., 3 septembre 1858 (M. Zangiacomi, rapp.), *Bull.*404 ;—5 février, 18 juin, 23 juillet et

L'acquittement du crime de faux qui aurait été commis par altération d'écritures, dans le but de masquer des détournements de deniers publics, ne fait pas obstacle à des poursuites ultérieures pour délit de détournement de deniers publics. — Mais si, pour motiver la condamnation, le tribunal correctionnel s'appuie sur cette circonstance que, pour consommer le délit, le prévenu a frauduleusement masqué ses écritures, il viole l'autorité de la chose jugée (1);

Le jury, interrogé sur une accusation de vol avec la circonstance aggravante de violence, ayant laissé des traces de blessures ou de contusions, en répondant négativement, ne s'explique sur cette circonstance que comme accessoire et inhérente au vol ; il laisse en dehors de son appréciation le délit de coups et blessures, distinct du vol, et qui ne lui a pas été présenté. En conséquence, malgré l'ordonnance d'acquittement, l'individu qui était accusé de ce vol qualifié, peut être poursuivi correctionnellement pour le délit de coups et blessures (2);

L'acquittement du crime de vol à main armée sur un chemin public ne fait pas obstacle à des poursuites ultérieures pour délit de port d'armes, lorsque ce délit est resté en dehors de l'appréciation faite par la déclaration du jury (3).

3672. *A fortiori* on ne peut invoquer l'exception de chose jugée si les nouvelles poursuites ont pour objet un fait distinct et séparé de celui qui a été jugé : le jugement

---

28 août 1863 (MM. Legagneur, V. Foucher, du Bodan et Bresson, rapp.), *Bull.*60, 278, 341 et 396 ; — 28 mai 1868 (M. Zangiacomi, rapp.), *Bull.* 226.

(1) Cass., 25 août 1855 (M. Plougoulm, rapp.), *Bull.*484.

(2) Rej., 7 décembre 1855 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*614.

(3) Cass., 25 juillet 1856 (M. Plougoulm, rapp.), *Bull.*424.

intervenu sur ce dernier fait n'exerce pas son autorité sur ces poursuites ultérieures.

Ainsi :

Un orfévre, après son acquittement sur une complicité de vol, peut être condamné pour défaut d'inscription sur son registre de l'achat des objets volés [1] ;

Malgré son acquittement d'une accusation d'attentat à la pudeur avec violence, un individu peut être ultérieurement poursuivi pour excès, sévices et mauvais traitements, si ces faits ne se rattachent pas par un lien nécessaire au crime d'attentat à la pudeur avec violence qui a été l'objet des réponses du jury [2] ;

Acquittée de l'accusation de complicité de vol par recélé, une femme peut être condamnée pour avoir, postérieurement à son acquittement, recélé d'autres objets provenant du même vol [3] ;

Le notaire acquitté sur une accusation de faux commis dans l'adjudication d'un immeuble, peut être ultérieurement poursuivi en police correctionnelle pour s'être rendu adjudicataire de l'immeuble, par le même acte et sous le nom d'une personne interposée [4] ;

L'individu acquitté d'une accusation de meurtre suivi de vol, peut être condamné pour avoir, postérieurement à son acquittement, recélé des effets provenus de ces crimes [5] ;

L'individu acquitté sur une accusation de banqueroute frauduleuse et de faux, est valablement poursuivi à raison d'un délit d'habitude d'usure [6] ; — ou à raison d'abus de

---

(1) Cass., 27 octobre 1809 (M. Schwendt, rapp.), *Bull.*363.
(2) Cas., 30 mai 1812 (M. Vantoulon, rapp.), *Bull.*256.
(3) Cass., 29 décembre 1814 (M. Rataud, rapp.), *Bull.*107.
(4) Rej., 28 octobre 1816 (M. Busschop, rapp.), S.-V.18.1.26.
(5) Rej., 5 février 1829 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.*75.
(6) Rej., 27 janvier 1831 (M, Ollivier, rapp.), *Bull.*24.

confiance et d'escroquerie sur lesquels le jury n'a pas été interrogé (1).

3673. Du reste, « la règle *non bis in idem*, consacrée par l'article 360, ne reçoit son application que lorsque le fait qui est l'objet de la poursuite est le même que celui qui a motivé une poursuite antérieure» ; elle ne s'applique pas « aux autres faits qui ont pu précéder ou suivre immédiatement le fait, qui, seul, a été réprimé par le jugement » (2).

3674. Il ne faut pourtant pas abuser de cette jurisprudence pour supposer que notre article 360, avec son interprétation élastique, restera à l'état de lettre morte. Un arrêt de doctrine a parfaitement défini sous quelles conditions le même fait peut devenir l'aliment de poursuites nouvelles. On y lit : « que, s'il a été reconnu que cet article est sans application, quand le fait incriminé se trouve *qualifié* dans la deuxième poursuite *autrement* qu'il ne l'avait été dans la première, ce n'est, toutefois, que dans le cas où les éléments de la qualification nouvelle diffèrent des circonstances constitutives de la première incrimination ; mais que, si les éléments des deux qualifications restent exactement les mêmes, s'il y a identité dans leur ensemble, l'article 360 conserve toute sa force, et le principe de l'autorité de la chose jugée s'oppose à ce que, après un acquittement, » il y ait des poursuites à raison du même fait. — Par exemple, « s'il s'agit du seul et même fait d'avoir administré à une famille une certaine

---

(1) Cass., 12 juillet 1839 (M. Rives, rapp.), *Bull.*347 ; — 7 juin 1845 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*318 ; — 30 juin 1864 (M. Meynard de Franc, rapp.), *Bull.*306 ; — Rej., 28 février 1868 (M. Barbier, rapp.), *Bull.*82.

(2) Cass., 16 mai 1850 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*241 ;—1er août 1861 (M. Plougoulm, rapp.), *Bull.*292 ;—22 avril 1864 (M. du Bodan, rapp.), *Bull.*183.

substance léthifère, après un acquittement aux assises pour ce fait considéré comme attentat à la vie, l'inculpé ne peut être de nouveau traduit, à raison du même fait considéré comme attentat à la santé, devant un second jury ou devant la police correctionnelle, selon qu'il a ou qu'il n'a pas occasionné une maladie ou incapacité de travail personnel de plus de vingt jours » (1).

D'autres arrêts ont confirmé cette sage distinction en disant : « qu'il ne suffirait pas, sans doute, pour autoriser de nouvelles poursuites après un premier acquittement, de donner une autre qualification au fait incriminé, quand, d'ailleurs, il est resté exactement le même dans ses particularités et dans son ensemble ; mais que, si le fait, sur lequel repose la seconde inculpation, diffère par quelques-uns de ses éléments de celui qui a été l'objet de la première poursuite, il ne rentre plus dans la disposition prohibitive de l'article 360 ». — Par suite, l'individu accusé d'attentat à la pudeur avec violence et d'assassinat, commis successivement dans deux scènes distinctes, peut, malgré son acquittement, être recherché pour les coups qu'il a portés et pour les blessures qu'il a faites à la victime (2) ;

Par suite encore, et à l'inverse, celui qui a été mis en accusation pour tentative d'assassinat sur sa femme à l'aide d'un coup de pistolet tiré à bout portant et acquitté par le jury, ne peut être traduit devant la police correctionnelle comme prévenu d'avoir fait des blessures à sa femme au moyen du même coup de pistolet tiré à bout pourtant : ici « les éléments des deux qualifications restent exacte-

---

(1) Rej., 23 février 1854 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*90.
(2) Rej., 4 août 1865 (M. de Gaujal, rapp.), *Bull.*280.

ment les mêmes dans leurs particularités et dans leur ensemble » (1).

3675. ART. 3e.—*Découverte, pendant les débats, de faits nouveaux.* — La loi prévoit le cas où, pendant les débats, des faits nouveaux viendraient à se révéler et, dans deux articles, elle indique la marche à suivre, soit qu'il y ait eu acquittement, soit qu'il y ait eu condamnation.

Le premier de ces articles, relatif au cas où la déclaration du jury entraîne l'acquittement, s'exprime ainsi :

« Art. 361 : Lorsque, dans le cours des débats, l'accusé « aura été inculpé sur un autre fait, soit par des pièces, « soit par les dépositions des témoins, le président, après « avoir prononcé qu'il est acquitté de l'accusation, or- « donnera qu'il soit poursuivi à raison du nouveau fait : « en conséquence, il le renverra en état de mandat de « comparution ou d'amener, suivant les distinctions éta- « blies par l'article 91, et même en état de mandat d'arrêt, « s'il y échet, devant le juge d'instruction de l'arrondis- « sement où siége la Cour, pour être procédé à une nou- « velle instruction.

« Cette disposition ne sera toutefois exécutée que dans « le cas où, avant la clôture des débats, le ministère pu- « blic aura fait des réserves à fin de poursuite. »

Ici deux observations.

3676. En premier lieu, cette disposition déroge, pour le cas spécial qu'elle régit, aux règles ordinaires de la compétence : 1° en ce qu'elle attribue au président de la Cour d'assises le droit d'ordonner des poursuites et de lancer les mandats que comporte une instruction ; 2° en ce qu'elle saisit le juge d'instruction de l'arrondissement où siége la Cour d'assises, alors que ce juge peut n'être ni celui du délit nouvellement découvert, ni celui de la

(1) Rej., 29 août 1863 (M. Bresson, rapp.), *Bull.* 401.

résidence du prévenu, ni celui du lieu où son arrestation a été opérée.

3677. En deuxième lieu, pour que notre article 361 puisse recevoir son exécution, la condition nécessaire, formellement écrite dans son second paragraphe, c'est que le ministère public ait fait, avant la clôture des débats, des réserves de poursuivre. — Si ces réserves n'ont pas eu lieu, l'accusé acquitté peut bien, sans qu'il y ait violation de la chose jugée, être poursuivi à raison d'un nouveau délit qui s'est révélé au cours des débats (1); mais alors la poursuite s'exerce selon les règles ordinaires de la procédure et non plus en vertu de notre article.

3678. Quand, par suite de ses réserves, le ministère public déclare retenir l'individu acquitté et s'oppose à son élargissement, son opposition crée un contentieux que la Cour doit trancher : « il lui appartient et il n'appartient qu'à elle de juger la question de savoir s'il échet de décerner un mandat d'arrêt : en décidant négativement cette question, et en déboutant, en conséquence, le ministère public de son opposition à la mise en liberté, la Cour use d'un pouvoir qui ne saurait lui être contesté et ne viole nullement les dispositions de l'article 361 » (2).

3679. Le deuxième article, consacré à la découverte d'un crime nouveau, est l'article 379, qui dispose pour le cas où la condamnation s'est ensuivie des débats au cours desquels il s'est révélé. Il dit : « Lorsque, pendant les « débats qui auront précédé l'arrêt de condamnation, « l'accusé aura été inculpé, soit par des pièces, soit par « des dépositions de témoins, sur d'autres crimes que « ceux dont il était accusé, si ces crimes nouvellement « manifestés méritent une peine plus grave que les pre-

---

(1) Rej., 27 décembre 1849 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.* 508.
(2) Rej., 18 octobre 1816 (M. Aumont, rapp.), DALLOZ, n° 3748.

« miers, ou si l'accusé a des complices en état d'arresta-
« tion, la Cour ordonnera qu'il soit poursuivi à raison de
« ces nouveaux faits, suivant les formes prescrites par le
« présent Code.

« Dans ces deux cas, le procureur général surseoira à
« l'exécution de l'arrêt qui a prononcé la première con-
« damnation, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le second
« procès. »

3680. Au sujet de cette disposition, on voudra bien remarquer :

1º Que, l'accusé n'ayant pas de complices en état d'arrestation, notre article n'est point applicable si le crime nouvellement manifesté mérite une peine moins grave que celle qui vient d'être prononcée. — Dans la section suivante, § 5, en parlant du cumul des peines, je développerai cette observation ;

2º Que c'est la Cour qui ordonne les poursuites, et non plus le président, comme au cas de l'article 361 ;

3º Que ces poursuites ont lieu suivant les formes ordinaires de la procédure, ce qui est encore une différence avec la disposition exceptionnelle dudit article 361 ;

4º Et que, puisque des peines plus fortes peuvent sortir de la nouvelle poursuite, c'est avec raison qu'il est enjoint au ministère public de surseoir à l'exécution de la condamnation qui vient d'être portée.

SECTION II.

Arrêts définitifs. — Arrêt d'absolution. — Sursis au jugement. — Arrêt de condamnation.

§ 1er. — *Formes des arrêts définitifs.*

Nº 3681. Le greffier *écrit* mais ne *rédige pas* l'arrêt proprement dit, qui est l'œuvre de la Cour.

3682. Nécessité de motiver les arrêts définitifs.

3683. Motif suffisant quand il est dit que l'accusé est coupable de *tel fait* : inutile d'ajouter que le fait constitue *tel délit.*
3684. Reproduire la substance exacte de la déclaration, sans en donner le texte, est suffisamment motiver.
3685. Contentieux sur la portée de la déclaration du jury : motif ainsi conçu : *attendu que le fait reconnu constant par le jury constitue le crime prévu par...*
3686. Motif implicite : *vu la déclaration du jury, vu tels articles du Code pénal.*
3687. Rejet implicite de l'exception de prescription.
3688. Rejet implicite de conclusions sur les dommages-intérêts.
3689. Inutilité de répondre dans l'arrêt à toutes les observations de l'accusé sur l'application de la peine.
3690. Motifs erronés d'une peine bien appliquée.
3691. L'arrêt doit être daté.—Erreur de la date.
3692. Transcription, par le greffier, des articles de la loi appliquée : son omission n'emporte pas nullité.
3693. Signature de l'arrêt par tous les juges : l'infraction n'est pas non plus cause de nullité.
3694. Noms des juges mentionnés au procès-verbal et dans l'arrêt. — Contradiction entre ces deux actes.
3695. Nullité de l'arrêt signé par un juge qui n'a pas assisté aux débats.
3696. Le défaut de signature par le greffier n'est pas cause de nullité.
3697. Délai de vingt-quatre heures pour la signature de l'arrêt : ce délai n'est pas fatal.
3698. Art. 380 relatif à la conservation des minutes.

3684. C'est le greffier qui *écrit* l'arrêt. — Il ne faut pas confondre cette *écriture* avec *la rédaction* de l'arrêt proprement dit : la rédaction est l'œuvre de la Cour qui, par sa délibération, en a arrêté les motifs et le dispositif. Prononcés en audience publique, ces motifs et la décision qui les suit sont acquis à tous les intéressés, et c'est, pour le greffier, un devoir strict que de les transcrire avec la plus scrupuleuse fidélité, sans modification, sans retranchement, sans addition.

3682. Les arrêts des Cours d'assises sont, quant à leurs formes, soumis aux règles générales que la loi prescrit pour la validité de tous autres jugements et arrêts.

Sans rappeler ces règles, je ne puis pas ne pas dire que si les arrêts incidents de ces Cours doivent être motivés, à plus forte raison leurs arrêts définitifs, qui ont une importance supérieure, sont tenus, pour être réguliers, d'avoir accompli cette formalité, rigoureusement prescrite par l'article 7 de la loi du 20 avril 1810.

3683. L'arrêt est suffisamment motivé lorsqu'il énonce que, d'après la déclaration du jury, l'accusé est coupable de tel fait : la loi n'exige pas que la Cour exprime elle-même qu'il est coupable de tel ou tel délit (1).

3684. En bonne règle, la déclaration du jury, qui est la base de l'arrêt, y est textuellement transcrite : et, de toute évidence, les motifs donnés dans l'arrêt doivent nécessairement se référer aux réponses faites par le jury aux questions à lui posées : cependant, on l'a jugé, pourvu que la substance de ces réponses soit reproduite avec une exactitude légale qui ne puisse présenter aucune incertitude, peu importe que, dans l'arrêt, on ne retrouve pas identiquement leurs expressions mêmes (2).

3685. Un arrêt définitif est régulièrement motivé quand il ne porte autre chose que : « Attendu que le fait reconnu constant par le jury constitue le crime prévu par tel article du Code pénal » (3) ;

Ce motif serait suffisant alors même que, sur le point de savoir si le fait déclaré constant par le jury constituait, ou ne constituait pas, un crime ou un délit, il se serait élevé un contentieux constaté par l'arrêt relatant les réquisitions du ministère public et les conclusions contraires

---

(1) Rej., 2 février 1832 (M. Gilbert de Voisins, rapp.), S.-V.32.1.467;—Cass., 6 avril 1838 (M. Rocher, rapp.), D.P.40.1.369.

(2) Rej., 5 mai 1849, — sur mes conclusions — (M. de Crouseilhes, rapp.), *Bull.*157.

(3) Rej., 18 avril 1834 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.*130.

de la défense [1] ; — mais si l'arrêt, sans mentionner les conclusions de la défense tendantes à l'absolution, portait la condamnation dans les termes ci-dessus énoncés, il repousserait ces conclusions sans donner aucun motif à l'appui de sa décision, et, par là, il violerait la loi de 1810 [2].

3686. Quelquefois, c'est par des motifs implicites que les arrêts répondent aux réquisitions du ministère public ou aux conclusions des parties. Ce mode, dangereux dans certains cas, doit toujours être écarté. Cependant, quand la raison qui a déterminé l'arrêt apparaît sans équivoque, on ne considère pas comme entachés de nullité les arrêts qui ne donnent pas des motifs exprès.

Ainsi, on tient pour suffisamment motivés les arrêts de condamnation qui disent : *vu la déclaration du jury, vu tels articles du Code pénal.* En effet, « s'il est certain que des motifs implicites peuvent quelquefois suppléer des motifs explicites et suffire à l'observation du principe qui prescrit de motiver les arrêts, il faut reconnaître qu'en matière criminelle le *vu* et la transcription dans un arrêt de condamnation de la déclaration du jury, le *vu* et la transcription dans cet arrêt des articles de la loi pénale appliqués et réellement applicables, remplacent suffisamment des motifs explicites, qui ne seraient que la répétition de cette déclaration et de ces dispositions pénales » [3].

3687. De même, la question de savoir si le fait incriminé est ou non couvert par la prescription est suffisamment résolue lorsque, après avoir expressément demandé au jury de s'expliquer sur la date du crime, et le jury ayant

---

(1) Rej., 29 septembre 1853 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*561.
(2) Cass., 29 septembre 1853 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*560.
(3) Rej., 23 mars 1843 (M. Romiguières, rapp.), *Bull.*127.

répondu, l'arrêt, sans donner des motifs explicites, prononce la peine portée par la loi (1) ;

3688. De même, la Cour d'assises qui, après l'acquittement de l'accusé, statue sur les dommages-intérêts respectivement prétendus, par cela même qu'elle fait au fond acte de juridiction, motive suffisamment le rejet implicite qu'elle fait de l'exception d'incompétence proposée par l'accusé (2).

3689. Pour que l'arrêt soit suffisamment motivé, il n'est pas nécessaire qu'il réponde à chacune des observations présentées par l'accusé ou par son conseil sur l'application de la peine.

3690. On ne peut annuler un arrêt, quelque erronés que puissent être ses motifs, si, faisant une juste application de la peine, il n'a infligé nul grief à l'accusé (3).

3691. L'arrêt doit être *daté*.— Si l'expédition contient une erreur de date, elle peut être rectifiée par le procès-verbal des débats (4).

3692. Revenons maintenant aux dispositions spéciales prescrites par les articles 369, 370 et 380 du Code d'instruction criminelle.

Après avoir chargé le greffier d'écrire l'arrêt, l'article 369 ajoute : « il y insérera le texte de la loi appliquée sous peine de cent francs d'amende. » Cette formalité est le corollaire de la lecture que le président doit faire de ces textes de loi, avant de prononcer l'arrêt. — Dans le paragraphe 7 de la présente section, je m'expliquerai sur la portée de cette injonction.

---

(1) Rej., 4 janvier 1838 (M. Rives, rapp.), DALLOZ, nº 3612.

(2) Rej., 25 novembre 1831 (M. Ollivier, rapp.), S.-V.32.1.681 ; *Pal.* 1831.359.

(3) Rej., 18 avril 1834 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.*130.

(4) Rej., 6 septembre 1810 (M. Vasse, rapp.), DALLOZ, nº 3615.

Quant à la transcription à faire par le greffier, disons qu'elle entraîne seulement l'amende contre le greffier, surtout lorsque, d'ailleurs, le procès-verbal d'audience constate que ces articles ont été lus par le président lors de la prononciation de l'arrêt [1].

3693. L'article 370 du Code d'instruction criminelle exige formellement que la minute de l'arrêt soit signée par les juges qui l'ont rendu. Mais cette disposition est-elle prescrite à peine de nullité ? Non, car, s'il n'y a pas été satisfait, « elle porte, pour cette omission, des peines parmi lesquelles n'est pas comprise celle de nullité » [2].

3694. Pour savoir si l'arrêt définitif a été signé par les juges qui l'ont rendu, il faut nécessairement connaître les noms de ces juges, et, pour les connaître, le procès-verbal des séances doit le mentionner. Toutefois, comme le procès-verbal et l'arrêt s'expliquent et se complètent mutuellement par leurs énonciations respectives, on ne tirerait pas une nullité de ce fait que le procès-verbal ne mentionne pas le nom des juges qui ont rendu l'arrêt de condamnation dans la seconde séance, si cet arrêt lui-

---

(1) Rej., 10 janvier 1811 (M. Benvenutti, rapp.), DALLOZ, n° 3609 ;— 19 avril 1838 (M. Gilbert de Voisins, rapp.), *Bull.*147 ; — 3 novembre 1842 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*438.

(2) Rej., 14 décembre 1815 (M. Ollivier, rapp.), *Pal.*1815.174 ; D.P. 16.1.3 ;—29 mai 1817 (M. Busschop, rapp.), *Bull.*113 ;— 15 avril 1824 (M. Brière, rapp.), *Bull.*150 ; — 20 août 1829 (M. Ollivier, rapp.), *Pal.* 1829.1387 ; — 15 avril 1830 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Pal.* 1830.380; D.P.30.1.220 ;—9 juillet 1830 (M. Choppin, rapp.), *Pal.* 1830. 666 ; D.P.30.1.362;—15 septembre 1831 (M. de Crouseilhes, rapp.), *Pal.* 1831.244 ; — 12 avril 1833 (M. de Ricard, rapp.), *Pal.*1833.356 ; — 13 avril 1837 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), S.-V.37.1.1024 ; D.P.37.1. 375 ;—2 avril 1840 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*135 ;—Analogues : quant à l'article 234 du Code d'instruction criminelle relatif à la signature des arrêts des chambres d'accusation, — Rej., 10 mars 1827 (M. Mangin, rapp.), *Bull.*154 ; — 26 août 1837 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*331.

même constate que, dans cette séance, les juges étaient identiquement les mêmes que dans la première (1);

Mais si le procès-verbal et l'arrêt se contredisent quant à l'énonciation des noms des juges qui ont assisté aux séances de la Cour d'assises, cette contradiction opère nullité (2).

3695. Est nul l'arrêt d'une Cour d'assises qui est signé par un magistrat dont la présence aux débats n'est pas constatée par le procès-verbal des séances (3).

3696. L'arrêt revêtu de la signature de tous les juges qui l'ont rendu, ne peut pas être annulé par cela seul qu'il n'a pas été signé par le greffier : quoique nécessaire, la signature du greffier n'est pas prescrite à peine de nullité (4).

3697. C'est dans les vingt-quatre heures de sa prononciation que l'arrêt doit être signé : néanmoins, si cela n'a été fait dans ce délai, comme ce retard ne cause nul grief au condamné, il ne peut exciper ni d'une nullité qui n'est écrite dans aucune loi, ni d'une atteinte au droit de défense (5);—et un certificat du greffier, attestant que l'un des magistrats n'a signé que quatre jours après la prononciation de l'arrêt, ne peut altérer la foi qui est due à cet acte (6).

---

(1) Rej., 24 septembre 1829 (M. Ollivier, rapp.), *Pal.*1829.1461 ; D.r. 29.1.364 ;—6 juillet 1832 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Pal.*1832. 1248 ; D.r.33.1.22.

(2) Cass., 7 octobre 1831 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*426.

(3) Cass., 26 avril 1844 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*221 ; — 15 janvier, 14 avril et 10 août 1848 (M. Brière-Valigny, Barennes et Dehaussy, rapp.), *Bull.*19, 190 et 325.

(4) Cass., 3 janvier 1811 (M. Busschop, rapp.), *Bull.*2 ; — Rej., 7 mai 1829 (M. Gaillard, rapp.), D.p.29.1.239 ; S.-V.29.1.430 ; — 31 mai 1849 (M. Rocher, rapp.), *Pal.*51.1.380 ; D.p.49.5.82.

(5) Rej., 25 juin 1840 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*258.

(6) Rej., 13 janvier 1832 (M. Brière, rapp.), *Bull.*22.

3698. L'article 380 ayant pour but la conservation des minutes et la facilité des recherches pour l'établissement du casier judiciaire, dispose que toutes les minutes des arrêts rendus aux assises seront réunies et déposées au greffe du tribunal de première instance du chef-lieu du département. — Sont exceptées les minutes des arrêts rendus par la Cour d'assises du département où siége la Cour impériale, lesquelles resteront déposées au greffe de ladite Cour.

§ 2. — *Formalités préliminaires des arrêts définitifs*

Nº 3699. ART. 1er. — *Réquisitions du ministère public pour l'application de la peine et de la partie civile pour dommages-intérêts.*

3700. Droit du ministère public de produire des témoins pour établir la récidive.

3701. Réquisition par un officier du parquet autre que celui qui a suivi les débats.

3702. ART. 2e. — *Interpellation à l'accusé.* — Art. 363 du Code d'instruction criminelle.

3703. *Caractère* : l'interpellation est une formalité substantielle.

3704. Exceptions au cas où la peine est immuable ;

3705. Et au cas où le *minimum* a été appliqué ;

3706. Et aussi lorsque le défenseur a eu tout le temps moral pour exercer son droit.

3707. La règle imposant l'interpellation est applicable à l'Algérie.

3708. *Forme* : la formule la plus naturelle de l'interpellation est celle dont l'art. 363 donne le texte.

3709. Mais ses termes ne sont pas sacramentels.

3710. Parfois un geste peut suffire : exemple.

3711. Interpellation faite à haute voix non entendue par l'accusé.

3712. *A qui faite* : l'interpellation est adressée à l'accusé personnellement ; mais il doit être pourvu d'un défenseur.

3713. Il n'est pas nécessaire qu'elle soit adressée à ce défenseur.

3714. Peu importe que, quand elle est faite à l'accusé, le défenseur ne soit pas présent.

3715. L'interpellation adressée au défenseur, *en présence de l'accusé*, suffit : et aussi les observations faites par le défenseur, prenant l'initiative, suffisent.

3716. *A quel moment* : c'est après la réquisition du ministère public que l'interpellation doit être faite.
3717. Omission de l'interpellation réparée avant l'arrêt.
3718. Conclusions après l'interpellation ; réponse du ministère public, le défenseur ne demandant pas à avoir la parole le dernier.
3719. *Constatation* : nullité si le procès-verbal garde le silence sur l'accomplissement de la formalité.
3720. *Constatations implicites* : le défenseur recommandant son client à l'indulgence ;—le défenseur entendu en ses observations ;—l'accusé n'a rien dit.
3721. Pourvu que le procès-verbal énonce l'interpellation, l'arrêt peut ne pas la mentionner.
3722. Le procès-verbal peut mentionner la réponse de l'accusé ; mais il n'y a pas nullité, si, constatant l'avertissement, il ne constate pas la réponse.
3723. *Droits de l'accusé à la suite de l'interpellation* : plaidoirie sur ce que le fait reconnu constant n'est pas défendu ou qualifié délit, sur l'application de la peine, sur les dommages-intérêts réclamés.
3724. Question de droit soulevée avant la position des questions, discutée après l'interpellation.
3725. Exception de prescription valablement soulevée.
3726. L'absolution peut être demandée quoiqu'il n'y ait pas eu pourvoi contre l'arrêt de mise en accusation.
3727. Condamnation prononcée sans s'expliquer sur les conclusions tendantes à l'absolution.
3728. ART. 3°. — *Délibération de la Cour.* — Texte de l'art. 369 du Code d'instruction criminelle.
3729. Pas de nullité si les juges ont délibéré publiquement.
3730. Le doute résultant du procès-verbal s'interprète dans le sens qu'il a été satisfait au vœu de la loi.—Exemples.
3731. Introduction dans la chambre du conseil d'un étranger ou de l'officier du ministère public.
3732. La délibération est une formalité substantielle ; mais elle est présumée avoir eu lieu.—Exemples.
3733. Délibération par des magistrats autres que ceux qui ont siégé.
3734. Le mode de la délibération intérieure n'est pas réglé par la loi.
3735. Au cas d'opinions diverses, l'opinion favorable à l'accusé doit prévaloir.

3699. ART. 1er. — *Réquisition du ministère public pour l'application de la peine.* — « Lorsque, dit l'article 362, « l'accusé aura été déclaré coupable, le procureur général

« fera sa réquisition à la Cour pour l'application de la loi.
« — La partie civile fera la sienne pour restitution et
« dommages-intérêts ».

3700. Pour être en mesure de requérir l'application des peines de la récidive, le ministère public peut être admis à prouver par témoins que l'accusé est le même qu'un individu déjà condamné sous un autre nom [1].

3701. Il ne résulterait aucune nullité de ce fait que l'avocat général, qui a suivi les débats et soutenu l'accusation, n'aurait pas lui-même requis l'application de la loi pénale, et aurait laissé ce soin à l'un des substituts du parquet. En effet, « en droit, les fonctions du ministère public étant indivisibles, les officiers qui le composent peuvent se remplacer dans le cours de la même affaire » [2].

3702. ART. 2e. — *Interpellation à l'accusé*. — Après que le ministère public a fait sa réquisition à la Cour pour l'application de la loi, et que la partie civile, s'il y en a une, a fait la sienne pour restitution et dommages-intérêts, l'accusé peut avoir des observations utiles à présenter. Aussi l'article 363 du Code d'instruction criminelle, prescrivant une formalité précieuse pour la défense, dit :

« Le président demandera à l'accusé s'il n'a rien à dire
« pour sa défense.

« L'accusé ni son conseil ne pourront plus plaider que
« le fait est faux, mais seulement qu'il n'est pas défendu
« ou qualifié délit par la loi, — ou qu'il ne mérite pas la
« peine dont le procureur général a requis l'application,
« — ou qu'il n'emporte pas de dommages-intérêts au

---

(1) Rej., 10 juillet 1828 (M. Ollivier, rapp.), S.-V.28.1.369.
(2) Rej., 29 mars 1832 (M. Rives, rapp.), *Bull.*167.

« profit de la partie civile, — ou, enfin, que celle-ci élève « trop haut les dommages-intérêts qui lui sont dus ».

Cette disposition doit être envisagée sous un double aspect : d'abord, quant à l'interpellation que, selon son premier paragraphe, le président doit adresser à l'accusé; — ensuite, quant aux droits que son second paragraphe réserve encore à cet accusé.

3703. *Caractère.* — L'interpellation que le président doit faire à l'accusé, constitue-t-elle une formalité substantielle, se rattachant essentiellement au droit de la défense, et dont, par conséquent, l'omission puisse entraîner la nullité de la procédure?

En règle générale, il faut répondre : *oui* (1).

3704. Mais si la peine est fixe et immuable; si la Cour ne pourrait, quand elle le voudrait, en diminuer l'intensité; si, par conséquent, les observations de l'accusé auraient été nécessairement stériles, l'omission de l'interpellation n'ayant causé aucun préjudice réel à l'exercice du droit de légitime défense, n'aurait pas un effet irritant (2).

3705. Il faudrait encore tempérer la rigueur de la règle par une légitime exception, si, la peine n'étant pas immuable, la Cour d'assises avait appliqué le *minimum*. En plaidant, selon son droit, qu'il ne méritait pas la peine requise par le ministère public, l'accusé n'aurait pu obte-

---

(1) Cass., 27 prairial an VI (M. Meaulle, rapp.); — 9 avril 1829 (M. Brière, rapp.), *Bull.*198 ; — 17 mai 1832 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.* 262; — 3 mars 1836 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*69 ; — 22 juillet 1842 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*291 ; — 10 juin 1852 (M. de Glos, rapp.), *Bull.*358.

(2) Rej., 24 janvier 1850 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*46 ; — 13 mars 1862 (M. Rives, rapp.), *Bull.*105 ; — 12 juillet 1866 (M. Salneuve, rapp.), *Bull.*289.

nir que le minimum ; or, puisqu'on lui en a accordé la faveur, quel préjudice éprouve-t-il (1) ?

3706. Enfin, il n'y a pas de nullité, et la formalité est réputée avoir été implicitement suppléée, si le procès-verbal constate « que le défenseur de l'accusé avait eu, après les réquisitions du ministère public et avant le délibéré de la Cour d'assises, un temps moral suffisant pour prendre la parole, et qu'il aurait pu exercer cette faculté s'il l'eût jugé convenable » (2).

3707. Les Cours d'assises de l'Algérie remplissent, en quelque sorte, le double office des jurés et des juges : elles doivent statuer par des déclarations distinctes sur chacune des questions de fait et sur l'application de la loi pénale ; après la décision sur les questions de fait, le président doit interpeller l'accusé, qui doit être admis à présenter ses observations sur l'application de la peine (3).

3708. — *Forme :* La formule la plus naturelle de l'interpellation, celle qui est à l'abri de toute contestation, est écrite dans notre article 363. S'adressant à l'accusé, le président l'interpellera en ces termes : *Accusé, n'avez-vous rien à dire pour votre défense ?*

3709. Mais les termes de l'article 363 ne sont pas sacramentels : ils peuvent être remplacés par toute autre formule atteignant le but de la loi ; et, spécialement, ils trouvent un équipollent parfait dans cette interrogation : *Avez-vous quelques observations à faire sur les requisitions du*

---

(1) Cass., 19 et 20 septembre 1828 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*793 et 805 ;—Rej., 17 juin 1830 (M. Choppin, rapp.), D.P.30.1.302 ; S.-V.30.1.370 ;—2 décembre 1830 (M. Rives, rapp.), D.P.31.1.53 ;—Cass., 16 août 1832 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*422 ; — 21 septembre 1837 (M. Rocher, rapp.), DALLOZ, n° 3568.

(2) Rej., 10 avril 1851 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*217.

(3) Cass., 23 et 29 mars, 5 avril et 3 mai 1855 (MM. Faustin Hélie, de Glos, A. Moreau et Aylies, rapp.), *Bull.*179, 190, 199 et 253.

ministère public? Cette interpellation, « loin de restreindre le droit de l'accusé, l'a mis en situation de l'exercer dans toute sa latitude » (1).

3710. Un geste peut même suffire dans certains cas, et notamment dans l'espèce que voici : « le défenseur ayant pris la parole pour obtenir acte d'un fait antérieur, au moment où elle venait d'être accordée au ministère public pour l'application de la peine, le président fit observer à ce défenseur qu'il pourrait parler dès que le ministère public aurait été entendu dans ses réquisitions, et présenter telles conclusions qu'il jugerait convenir ; puis, après ces requisitions, la Cour se retira pour délibérer sans que le défenseur eût pris la parole, quoique, d'un geste, on l'eût averti qu'il pouvait le faire. » Il a été ainsi satisfait suffisamment à la disposition de l'article 363 (2).

3711. L'avertissement doit être donné par le président à haute et intelligible voix : la loi n'exige rien de plus. Quand il a dû arriver à l'accusé, le devoir est accompli, alors même que, par une cause quelconque, physique ou morale, ce dernier ne l'a pas entendu ou n'y a pas répondu. Dans cet ordre d'idées, on a même jugé que lorsqu'un accusé s'est évanoui après la lecture de la déclaration du jury, il n'y a pas nullité si, le président ayant fait l'interpellation légale, l'accusé a entendu la prononciation de l'arrêt, et surtout s'il est régulièrement établi que l'évanouissement n'était que simulé (3).

3712. — *A qui faite* : C'est à l'accusé personnellement que l'avertissement doit être donné. Mais, même dans cette phase de la procédure, l'assistance d'un défenseur a un intérêt sérieux pour lui. Aussi, au moment où

---

(1) Rej., 11 décembre 1845 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*566.
(2) Rej., 13 mars 1862 (M. Rives, rapp.), *Bull.*105.
(3) Rej., 26 mars 1818 (M. Lecoutour, rapp.), DALLOZ, n° 3575.

l'interpellation lui est faite, il doit être *pourvu* d'un conseil. En effet, l'article 363 désigne nominativement ce conseil quand il détermine ce qu'il pourra et ce qu'il ne pourra pas plaider. Il y a donc nullité si, après cassation d'un arrêt de condamnation et renvoi devant une seconde Cour d'assises chargée seulement de l'application de la peine, cette Cour a délibéré et prononcé son arrêt sans que l'accusé eût choisi ou sans que le président lui eût d'office désigné un défenseur (1).

Au surplus, « s'il n'est pas énoncé au procès-verbal des débats que le défenseur de l'accusé ait pris la parole sur l'application de la peine, il ne ressort en aucune façon de ce silence que l'accusé, auquel le président a adressé l'interpellation voulue par l'article 363, ne fût pas, à cette phase de l'affaire, comme à toutes les autres, assisté d'un avocat ; il y a lieu seulement d'en induire que le défenseur n'a pas jugé utile de présenter des observations à la Cour sur cette application » (2).

3713. L'article 363 « ne prescrit pas au président d'adresser la même interpellation au défenseur de l'accusé ; d'où il suit que l'interpellation adressée par le président aux accusés, constatée au procès-verbal, a rempli le vœu de l'article précité » (3).

3714. Et, précisément parce que c'est à l'accusé, et non à son conseil, que l'avertissement doit être donné, l'absence de ce dernier au moment où l'interpellation était faite personnellement à l'accusé, ne peut fournir un grief contre la procédure, lorsque cette absence, involontaire ou calculée, n'est point du fait du ministère public ou de la Cour d'assises (4).

---

(1) Cass., 22 avril 1813 (M. Bailly, rapp.), *Bull.* 197.
(2) Rej., 31 décembre 1840 (M. Rocher, rapp.), DALLOZ, n° 3580.
(3) Rej., 5 février 1835 (M. Dehaussy, rapp.), DALLOZ, n° 3578.
(4) Rej., 18 juin 1830 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.* 394 ;—12 juillet 1832

3715. Si le défenseur ne résume pas et n'absorbe pas tous les droits personnels à l'accusé, cependant, agréé par lui, il s'identifie avec lui. Ce qu'il fait, ce qu'il dit, c'est, en général et dans une certaine mesure, l'accusé qui le fait et qui le dit. — Aussi, quand il est constaté par le procès-verbal que, *en présence de l'accusé, mais sans s'adresser personnellement à lui*, le président a demandé à son défenseur s'il avait quelques observations à faire ; que ce défenseur a déclaré n'avoir rien à dire et que l'accusé a gardé le silence, il a été pleinement satisfait à la disposition de l'article 363 et il n'a été porté aucune atteinte au droit de la défense [1] ;

De même, quand, après les réquisitions du ministère public, et sans attendre l'interpellation que le président devait adresser à l'accusé, le défenseur prend l'initiative, se lève, et déclare s'en rapporter à la sagesse de la Cour, cette observation spontanée a rendu superflu l'avertissement prescrit par la loi [2].

3716.—*A quel moment* : A quel moment l'interpellation devra-t-elle être faite ? Est-ce après les plaidoiries ou seulement après les réquisitions du ministère public pour l'application de la peine ? Aucun doute, c'est à ce dernier moment. En effet : « l'article 335 du Code d'instruction criminelle n'exige point que le président, après les plaidoiries, demande à l'accusé s'il a, ou non, quelque chose à ajouter à sa défense ; cette formalité n'est exigée que par l'article 363 du même Code, après que le ministère

---

(même rapp.), *Bull.*362 ; — 18 novembre 1841 (M. Rocher, rapp.), DALLOZ, n° 3579; — 10 juin 1852 (M. de Glos, rapp.), *Bull.*358 ; — 16 août 1860 (M. Caussin de Perceval, rapp.), *Bull.*343.

(1) Rej., 30 juin 1831 (M. Rives, rapp.), DALLOZ, n° 3576 ; — 17 juin 1858 (même rapp.), *Bull.*279.

(2) Rej., 26 mai 1838 (M. Isambert, rapp.), DALLOZ, n° 3577.

public a fait ses réquisitions pour l'application de la loi » (1).

3717. Pourvu que l'accusé ait été mis en mesure de fournir ses observations avant la prononciation de l'arrêt de condamnation, ses droits n'ont pas périclité, et peu importe le moment où l'interpellation lui a été adressée.

Ainsi : Lorsque, après délibération de la Cour et même après la lecture commencée de l'arrêt, le président s'aperçoit qu'il a omis d'interpeller l'accusé, et invite le prévenu à fournir ses observations, l'omission est réparée et tout redevient régulier si la Cour délibère de nouveau sur l'application de la peine (2).

A plus forte raison on déciderait de même si, après être entrée à la chambre du conseil, sans que l'interpellation ait été faite à l'accusé, la Cour revient à l'audience et si, alors, avant toute délibération sur l'application de la peine, le président a adressé l'avertissement légal (3).

3718. Interpellé régulièrement par le président, un accusé ne répondit pas ; mais son défenseur lut et déposa des conclusions écrites et signées de lui ; le ministère public entendu sur ces conclusions, la Cour délibéra et prononça l'arrêt de condamnation . On soutint que, par cette procédure, l'accusé n'aurait pas été mis à même de répliquer au ministère public et d'avoir la parole le dernier; que, après les observations du ministère public, on aurait dû renouveler à l'accusé l'interpellation de savoir s'il n'avait rien à dire pour sa défense; que, par suite, il y avait eu violation des articles 335 et 363 du Code d'instruction criminelle. La Cour de cassation répondit à ce pourvoi :

---

(1) Rej., 22 juillet 1852 (M. Mater, rapp.), *Bull.*425.

(2) Rej., 2 février 1837 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*49 ; — 17 octobre 1837 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*405.

(3) Rej., 15 novembre 1822 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*627.

« que si la Cour d'assises a délibéré et rendu son arrêt après avoir entendu le ministère public sur les conclusions qui avaient été prises par le défenseur sur l'application de la peine, rien n'indique que l'accusé ou son conseil aient demandé à répliquer sur ce point de droit, ni qu'il ait éprouvé aucun refus dont il puisse se faire un grief » (1).

3719. — *Constatation.* On sait, — et j'aurai encore l'occasion de le redire, — que toutes les formalités sur lesquelles le procès-verbal garde le silence, sont, de droit, présumées avoir été omises. En conséquence, si le procès-verbal ne mentionne pas expressément que l'interpellation a été adressée par le président à l'accusé, on doit dire que, légalement, elle n'a pas été faite. — C'est une règle que constatent presque tous les arrêts que je viens de citer au n° 3703.

3720. Si, pourtant, il résultait du procès-verbal que l'avocat a recommandé son client à l'indulgence de la Cour, cette mention serait une preuve suffisante qu'il a été satisfait au vœu de la loi (2) ;

De même, « s'il résulte, en fait, du procès-verbal des débats, que la Cour d'assises n'a délibéré sur le réquisitoire du ministère public pour l'application de la peine, qu'après avoir entendu le défenseur de l'accusé en ses observations, il a été satisfait aux dispositions de l'article 363 » (3) ;

De même encore, lorsque le procès-verbal, sans énoncer formellement l'interpellation, constate que, après les réquisitions du ministère public, *l'accusé n'a rien dit*, il

---

(1) Cass., 9 novembre 1843 (M. Bresson, rapp.), *Bull.* 454.

(2) Rej., 21 septembre 1837 (M. Rocher, rapp.), DALLOZ, n° 3572; — 24 janvier 1850 (M. Moreau, rapp.), cité n° 3704.

(3) Rej., 21 septembre 1837 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), DALLOZ, n° 3572.

résulte implicitement de ces mots que l'accusé a été mis en demeure de présenter ses observations [1].

3721. Formalité préjudicielle et nécessaire à la validité de l'arrêt de condamnation, l'avertissement ne fait point partie intrinsèque de cet arrêt qui n'a nul besoin de le mentionner. Ce que la loi exige, c'est la preuve que, avant sa condamnation, l'accusé a été libre de proposer tous ses moyens soit sur la portée légale de la déclaration du jury, soit sur l'application de la peine requise par le ministère public. Or, si le procès-verbal énonce que l'accusé a reçu du président la mise en demeure d'exercer son droit, toute satisfaction est donnée à la disposition de l'article 363. Le silence du procès-verbal est, — je viens de le dire, — la négation de l'accomplissement des formalités ; mais, par contre, ses constatations en sont l'affirmation authentique [2].

3722. Si l'accusé a fait une réponse quelconque à l'interpellation du président, le rédacteur du procès-verbal agit régulièrement en y mentionnant cette réponse. Mais il ne résulte aucune nullité de ce que le procès-verbal, qui, d'ailleurs, constate l'avertissement, ne donne aucune indication sur la réponse faite ou sur le refus de répondre ; son silence fait légalement présumer que l'accusé n'a rien répondu [3].

3723. — *Droits de l'accusé à la suite de l'interpellation.* —En s'adressant aux jurés, avant leur déclaration, la défense ne doit pas soulever des questions de droit : sa discussion porte exclusivement sur le point de savoir si les

---

(1) Rej., 11 septembre 1828 (M. Gaillard, rapp.), DALLOZ, n° 3571.

(2) Rej., 18 mai 1843 (M. Rives, rapp.), DALLOZ, n° 3574.

(3) Rej., 2 septembre 1830 (M. Ollivier, rapp.), *Pal.*1830.793 ; — 15 mars 1832 (M. Rives, rapp.), DALLOZ, n° 3575 ;—22 mars 1839 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), D.p.39.1.397 ; — 29 février 1844 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*100.

faits sont constants et si l'accusé est coupable. Au contraire, après la déclaration du jury, qui est irréfragable, il n'est plus permis de contester la certitude des faits ou la culpabilité ; mais, en revanche, l'accusé est libre de discuter alors la qualification légale des faits, de soutenir qu'il n'existe ni crime ni délit défendu par la loi pénale, de prétendre que la peine requise est excessive, ou que les dommages-intérêts réclamés par la partie civile ne sont pas dus ou sont exagérés. — C'est la disposition du deuxième paragraphe de notre article 363.

3724. Quand, après la réquisition sur la peine, le défenseur a été admis à discuter une question de droit, l'accusé ne serait pas recevable à prétendre que sa défense a été entravée par ce fait que la Cour d'assises avait interdit cette discussion avant la position des questions (1).

3725. En réponse à l'interpellation qui lui est adressée, l'accusé peut soulever l'exception de prescription du crime ou du délit : soutenir qu'un fait est prescrit, c'est prétendre, dans le sens de l'article 364, que ce fait n'est pas défendu ou qualifié délit par la loi. Cette exception est donc proposable en tout état de cause, même après la déclaration du jury sur l'existence du crime et sur la culpabilité de l'accusé (2).

3726. Après les réquisitions du ministère public, l'accusé doit être admis à plaider sur le point de savoir si le fait déclaré constant par le jury est défendu par la loi ; c'est violer l'article 363 que le déclarer non recevable à produire ce moyen, sur le motif qu'il ne s'est pas pourvu contre l'arrêt de renvoi et n'a pas soumis son exception au jury (3).

---

(1) Rej., 27 mai 1819 (M. Ollivier, rapp.), DALLOZ, n° 3583.

(2) Cass., 20 mai 1824 (M. Clausel de Coussergues, rapp.), *Bull.* 210.

(3) Cass., 17 décembre 1836 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), D.P. 37.1.485 ; *Pal.* 38.1.50.

3727. Si l'accusé, en réponse à l'interpellation du président, soutient, par des conclusions formelles, que les faits reconnus constants par le jury ne constituaient pas le crime pour lequel il était poursuivi, la Cour agit irrégulièrement en prononçant la condamnation sans s'expliquer sur ces conclusions [1].

3728. — ART. 3e. — *Délibération de la Cour.* — Si je faisais un livre sur les jugements, j'aurais à rappeler tous les caractères généraux qui déterminent leur régularité. Ici, pour ne pas sortir de mon sujet, je dois me borner à parler de la règle spéciale, dont l'article 369 du Code d'instruction criminelle fournit le texte : « Les juges, dit-« il, délibéreront et opineront à voix basse ; ils pourront, « pour cet effet, se retirer dans la chambre du conseil. »

3729. Le mode de délibération des tribunaux a varié. — La loi du 26 juin 1793 prescrivait aux juges d'exprimer leur opinion à haute voix ; pour assurer l'indépendance des magistrats et la majesté de la justice, l'article 208 de la constitution de l'an III rétablit le secret de la délibération ; enfin, et spécialement, l'article 435 du Code de brumaire an IV frappa de nullité les arrêts de Cours d'assises dans lesquels les juges n'auraient pas délibéré et opiné à voix basse.

En est-il de même sous notre Code ? — Je ne le pense pas : notre article 369, en reproduisant les expressions mêmes de cette disposition du Code de l'an IV, en a fait disparaître la peine de la nullité. Cette suppression, qui ne peut être involontaire, ne permet donc plus d'infliger cette sanction pénale au manquement à la règle prescrite. Les magistrats de notre chambre criminelle de la Cour de cassation, délibérant *au rondeau* en audience publique,

---

(1) Cass., 29 septembre 1853 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.* 560. — Voir *suprà*, n° 3685.

disent à haute voix en quel sens ils opinent et les motifs qui dictent leur opinion : il n'ont pas, il est vrai, les mêmes motifs d'abstention ; mais comment pourraient-ils, en l'absence d'un commandement exprès, suppléer la peine de nullité dont le législateur de 1808 n'a plus voulu ?

La jurisprudence a consacré cette interprétation. Elle dit, et avec raison :

« Qu'il n'existe pas de loi qui, sous peine de nullité, défende aux Cours d'assises de délibérer publiquement »(1);

« Que la disposition de cet article (l'article 369) n'a point été prescrite à peine de nullité, et que son accomplissement n'a rien de substantiel à la défense »(2).

3730. Du reste, les mentions du procès-verbal, si elles présentent quelque doute, sont toujours interprétées dans ce sens que la disposition de l'article 369 n'a pas été méconnue.

Ainsi, lorsque le procès-verbal ne mentionne pas que, comme le prétend l'accusé, les juges aient délibéré et opiné à haute voix, la présomption légale est qu'ils ont délibéré et opiné à voix basse(3) ;

Ainsi encore, « ces mots du procès-verbal, *délibéré publiquement*, ne signifient pas que les juges ont opiné à haute voix, mais seulement que le délibéré n'a pas eu lieu dans la chambre du conseil »(4) ;

Et, à plus forte raison, « le procès-verbal, en constatant qu'avant de prononcer les divers arrêts incidents intervenus dans le cours des débats, le président a pris à

---

(1) Rej., 27 juin 1833 (M. Isambert, rapp.), D.P.33.1.381.

(2) Rej., 29 août 1833 (M. Rocher, rapp.), *Bull.447*.

(3) Rej., 15 juillet 1820 (M. Ollivier, rapp.), DALLOZ, v° *Jugement*, n° 766.

(4) L'arrêt de rejet du 27 juin 1833.

voix basse l'avis des juges, constate suffisamment que ces arrêts ont été légalement délibérés » (1).

J'ajoute, sur ce point, que « l'article 369 autorise les juges à délibérer, soit à l'audience, soit en la chambre du conseil ; que, ni dans l'un ni dans l'autre cas, le greffier n'a à constater le mode de délibération ; que la simple constatation que les juges ont délibéré emporte la présomption qu'ils se sont conformés à la loi ; et que, dès lors, si des constatations du procès-verbal il résulte que la Cour d'assises a délibéré à l'audience, il n'en résulte nullement que les juges n'auraient pas opiné en secret, c'est-à-dire à voix basse » (2).

3731. Certes le devoir des magistrats de la Cour d'assises est de ne pas enfreindre le secret qui doit entourer leur délibération. Mais la loi s'en réfère à leur conscience, et la prohibition de l'article 343 du Code d'instruction criminelle, relative à l'entrée dans la chambre des délibérations des jurés, ne les concerne pas. Par suite, la circonstance que le principal témoin à charge aurait été introduit dans la chambre du conseil pendant que la Cour délibérait sur l'application de la peine, ne serait pas une cause de nullité « alors que l'articulation ne va pas jusqu'à comprendre des faits de communication entre ce témoin et la Cour d'assises concernant le sujet du délibéré » (3).

Et l'on ne verrait pas davantage une cause de nullité dans ce fait que l'officier du ministère public serait resté dans la chambre du conseil pendant la délibération de la Cour.

3732. La délibération de la Cour est substantielle;

---

(1) Rej., 6 décembre 1838 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), D.P.39. 1.386.

(2) Rej., 23 décembre 1859 (M. Sénéca, rapp.), *Bull.*461.

(3) Rej., 15 octobre 1847 (M. Barennes, rapp.), *Bull.*425.

mais « il y a présomption légale que le jugement, bien qu'il ne constate point ce fait d'une manière expresse, a été délibéré par les juges qui l'ont rendu (1). »—De même, quoique la mention soit désirable, on ne saurait soutenir que la délibération n'a pas eu lieu par cela seul que la minute de l'arrêt n'en porterait pas la constatation habituelle. En effet, « si l'arrêt de condamnation ne contient pas littéralement la formule *après en avoir délibéré*, les énonciations qu'il renferme peuvent témoigner suffisamment qu'il a été l'œuvre de la Cour et le résultat de sa délibération » (2).

Et, du reste, si le procès-verbal porte que : « avant de prononcer l'arrêt, le président a pris à voix basse l'avis des juges », la preuve de la délibération est régulièrement acquise (3).

Comme aussi, lorsque le procès-verbal des débats constate que *la Cour d'assises a donné l'acte demandé*, il en résulte implicitement qu'elle avait délibéré avant de donner acte (4).

3733. Ai-je besoin de dire que l'arrêt serait nul s'il avait été délibéré et rendu par des magistrats autres que ceux désignés au procès-verbal de la séance comme ayant pris siége, alors que, dans ce procès-verbal, rien n'indiquerait qu'il ait été fait quelque changement à la composition de la Cour (5)?

3734. En dehors de cette prescription de délibérer et

---

(1) Rej., 25 novembre 1837 (M. Rives, rapp.), *Bull.*423.

(2) Rej., 13 avril 1837 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), DALLOZ, n° 3592 ;—24 décembre 1840 (M. Romiguières, rapp.), *Bull.*519.

(3) Rej., 6 décembre 1838 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), D.P.39. 1.386.

(4) Rej., 7 janvier 1842 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*4.

(5) Cass., 26 avril 1844 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*220. — Voir *suprà*, n° 3695.

d'opiner à voix basse, la loi ne détermine aucune règle qui s'impose aux magistrats dans le mode de délibération intérieure qu'ils ont à suivre. Par conséquent, sur ce point de forme et purement réglementaire, elle s'en réfère à leur sagesse et aux traditions de la pratique.

3735. Il est cependant une règle que la force des choses impose : les Cours d'assises sont composées de trois juges ; si deux d'entre eux se réunissent dans une opinion commune, aucune difficulté ne surgit, et la majorité dicte la décision à rendre ; mais si chacun des trois juges a un avis différent et y persiste, que faire? Comme la loi n'autorise pas l'appel d'un magistrat départiteur, l'opinion la plus favorable à l'accusé prévaudra : l'humanité le veut ainsi, et, d'ailleurs, la nécessité de mettre un terme à la procédure engagée commande cette solution.

§ 3. — *Arrêt d'absolution.*

N° 3736. Texte de l'art. 364 du Code d'instruction criminelle.
3737. 1re règle : la compétence appartient à la Cour.
3738. Cette règle observée, peu importe l'erreur dans l'emploi des termes.
3739. 2e règle : l'absolution n'échet que lorsque l'accusé *a été déclaré coupable.*
3740. 3e règle : il faut que le fait, objet de la déclaration de culpabilité, *ne soit pas défendu par la loi.*—Exemples : complicité sans ses caractères constitutifs ; — homicide involontaire ;— complicité par aide et assistance sans connaissance ; —faux non frauduleux.
3741. Amnistie par la loi de certains faits défendus par elle.—Exemples : démence et force irrésistible ; — mineur de seize ans ayant agi sans discernement ;—prescription.
3742. Condamnation aux frais de l'accusé absous ;
3743. Et aussi du mineur de seize ans ayant agi sans discernement ;
3744. Ou même de l'accusé en démence.
3745. But du pourvoi du ministère public contre l'arrêt d'absolution.
3746. Ce pourvoi est un obstacle à la mise en liberté.
3747. Conséquence de la cassation de l'arrêt d'absolution.

3736. L'article 364 du Code d'instruction criminelle s'exprime en ces termes : « La Cour prononcera l'abso-« lution de l'accusé, si le fait dont il est déclaré coupable « n'est pas défendu par une loi pénale. »

3737. De ce texte il résulte une première règle relative à la compétence, à savoir que c'est à la Cour d'assises entière et non au président seul que, quand il y échet, il appartient de déclarer l'accusé absous [1].

3738. Du reste, si cette règle de compétence a été observée, peu importe que, par erreur, la décision rendue ait employé des termes autres que ceux qui la devaient caractériser. — Ainsi, il n'y a pas cause de nullité lorsqu'une Cour d'assises déclare l'accusé *acquitté*, au lieu de le déclarer *absous*, s'il résulte des motifs de l'arrêt que c'est une absolution qu'elle a entendu prononcer et fondée sur la non-existence d'une loi pénale [2].

3739. De notre article 364 découle une seconde règle, motivée par la forme de la déclaration du jury, c'est que l'absolution n'échet que lorsque l'accusé *a été déclaré coupable* par le jury. Si l'accusé a été déclaré non coupable, ce n'est plus l'absolution que l'accusé mérite, c'est l'acquittement, lequel, on sait, rentre dans les attributions du pouvoir présidentiel. — Il ne faut donc pas confondre l'absolution et l'acquittement qui, au point de vue moral, au point de vue de la compétence, au point de vue des dépens, et sous tous les rapports sont deux choses essentiellement différentes.

---

(1) Cass., 14 novembre 1811 (M. Oudart, rapp.), S.-V.12.1.151 ;—7 février 1812 (même rapp.), *Bull.*39 ;—21 janvier 1813 (même rapp.), *Bull.* 5 ; — 24 mai 1821 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*205 ; — 25 février 1830 (M. Dupaty, rapp.), *Bull.*117 ; — 22 avril 1830 (M. Brière, rapp.), *Bull.* 243 ;—2 juin 1831 (même rapp.), *Bull.*223.

(2) Rej., 1er octobre 1812 (M. Audier-Massillon, rapp.) ;—18 octobre 1816 (M. Busschop, rapp.), DALLOZ, n° 3744.

3740. La troisième règle et la principale, celle qui, au fond, est la base réelle de l'absolution, c'est que l'accusé ait été sans doute déclaré coupable, mais seulement d'un fait qui n'est pas défendu par une loi pénale. Ces expressions : *un fait qui n'est pas défendu par une loi pénale,* méritent quelques explications.

Disons-le, d'abord, il y a lieu à application textuelle de notre article, lorsque, par exemple, un accusé a été déclaré coupable comme complice, mais seulement sans les circonstances qui constituent légalement la complicité punissable (1). Dépouillée de ces circonstances, la complicité n'est plus qu'un outrage à la morale, et non pas le fait défendu et caractérisé par l'article 60 du Code pénal;

De même, « l'homicide *involontaire* n'est point qualifié crime par la loi ; il ne pourrait être un délit qu'autant qu'il aurait été commis par maladresse, imprudence, négligence ou inobservation des règlements. » Dès lors, en déclarant qu'un accusé est coupable d'un homicide involontaire, le jury ne lui impute aucun fait défendu par une loi pénale, et l'absolution doit s'ensuivre (2);

De même, dire qu'un individu est coupable d'avoir, en faisant le guet, aidé et assisté les auteurs d'un vol, mais ajouter qu'il a agi *sans connaissance,* ce n'est pas constater le crime de complicité défendu par l'article 60 du Code pénal qui ne frappe le fait que lorsque la connaissance a existé. Il y a donc là cause d'absolution (3);

De même, l'accusé déclaré coupable de faux, *mais non commis frauduleusement,* doit être absous par arrêt de la

---

(1) Cass., 24 mai 1821 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*205.

(2) Cass., 21 janvier 1813 (M. Oudart, rapp.), *Bull.*5 ;—9 octobre 1823 (M. Brière, rapp.), *Bull.*397.

(3) Cass., 4 mai 1827 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.*403.

Cour, et non pas acquitté pleinement par une ordonnance du président [1].

3741. Disons, ensuite, que ce n'est pas seulement lorsque, selon la rigueur des mots, la loi pénale a été muette sur le fait qu'il y a lieu à absolution : c'est encore lorsque le fait, qui, en lui-même, serait punissable est amnistié à raison de certaines considérations :

Ainsi, selon l'article 64 du Code pénal, « il n'y a ni « crime ni délit, lorsque le prévenu était en démence au « temps de l'action, ou lorsqu'il a été contraint par une « force à laquelle il n'a pu résister ». En ce cas, le fait serait punissable, si on le considérait en lui-même, mais rapproché de la démence ou de la force irrésistible, il est dépouillé de la volonté criminelle, et il entraîne l'absolution de l'accusé qui en a été déclaré coupable avec ces circonstances justificatives [2] ;

Ainsi, encore, d'après l'art. 66 du même Code, si l'accusé, déclaré coupable, était âgé de moins de seize ans et a agi sans discernement, il jouit du bénéfice de l'absolution, car, sauf des mesures de précaution, aucune peine ne le frappe [3] ;

Ainsi, toujours, la prescription exonère de la peine l'accusé qui a été déclaré coupable d'un fait qui, sans le laps de temps écoulé, aurait été l'objet d'une répression légitime : la prescription est donc aussi une cause d'absolution [4] ;

L'arrêt du 2 juin 1831 résume en ces termes ces cas d'absolution : « En conformité de l'article 364, la Cour doit prononcer l'*absolution* de l'accusé, si le fait dont il est

---

(1) L'arrêt du 25 février 1830, cité n° 3737.

(2) L'arrêt du 2 juin 1831, cité n° 3737 ;—Rej., 29 août 1829 (M. Brière, rapp.), *Pal.*1829.1433.

(3) Le même arrêt du 2 juin 1831.

(4) Cass., 22 avril 1830 (M. Brière, rapp.), *Bull.*243.

déclaré coupable n'est pas défendu par une loi pénale, ce qui doit s'entendre nécessairement de tous les cas où la loi pénale ne doit pas être appliquée, soit par l'effet de la prescription acquise, soit au cas de l'article 66 du Code pénal, soit, et d'après l'article 64 du même Code, lorsque l'accusé était en état de démence au temps de l'action ».

3742. L'individu *absous* parce que le fait dont il a été coupable n'est pas défendu par la loi pénale, peut être condamné aux frais (1).

3743. Lorsque le mineur de seize ans, reconnu coupable du crime à raison duquel il était poursuivi, a été exonéré de toute peine parce que le jury a déclaré qu'il avait agi sans discernement, il n'en doit pas moins être condamné aux frais du procès nécessité par son fait (2).

3744. « Les dépens ne sont point une peine ; ils ne sont pas classés au nombre des peines, mais une simple restitution des frais avancés par l'Etat dans l'intérêt de l'ordre public. » En conséquence, lorsque l'accusé est, pour cause de démence, déclaré *absous*, par exemple d'un crime d'incendie dont le jury l'a reconnu coupable, il succombe dans le procès, et, en refusant de mettre les dépens à sa charge, la Cour d'assises viole l'article 368 du Code d'instruction criminelle (3).

3745. Le pourvoi du ministère public contre l'arrêt

---

(1) Rej., 14 mai 1824 (M. Ollivier rapp.), *Pal.*1824.708.—Voir *infrà*, n° 3855.

(2) Cass., 6 août et 8 octobre 1813 (MM. Lamarque et Schwendt, rapp.), *Bull.*416 et 529 ;—19 mai 1815 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*65 ;—27 mars 1823 (M. Busschop, rapp.), *Bull.*123 ;—12 février 1829 (M. Mangin, rapp.), *Bull.*90 ;—5 janvier, 13 avril et 20 octobre 1832 (MM. Ollivier et Rives, rapp.), *Bull.*, p. 1re, 205 et 603 ;— 27 juin 1835 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*311 ; — 22 septembre 1836 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*351 ;— 26 mai 1838 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*207. — Voir *infrà*, nos 3855 et 3856.

(3) Cass., 2 juin 1831 (M. Brière, rapp.), *Bull.*223.

qui a prononcé l'absolution, a seulement pour but de soutenir que, le fait reconnu constant était défendu par la loi pénale mal interprétée par cet arrêt : il ne porte aucune atteinte à la déclaration du jury, et, s'il critique les actes de la procédure antérieure à cette déclaration, ce ne peut être que dans l'intérêt de la loi (1).

3746. Il n'en est pas de l'arrêt d'absolution comme de l'ordonnance d'acquittement. — Cette ordonnance, basée sur une déclaration de fait irréfragable, devait avoir et a pour conséquence forcée la mise en liberté immédiate de l'accusé que ne saurait retarder un pourvoi en cassation du ministère public : c'est ce que nous avons vu n° 3655. — L'arrêt d'absolution tranche, au contraire, un point de droit qui peut être mal résolu : aussi, le pourvoi du ministère public remet en question le sort de l'accusé et peut constituer un obstacle légal à son élargissement immédiat. Cela résulte clairement du paragraphe 4 de l'article 373.

3747. Si l'arrêt d'absolution décidait à tort que le fait dont l'accusé avait été déclaré coupable n'était pas défendu par une loi pénale, il y aurait cassation sur le pourvoi du ministère public, et renvoi devant une autre Cour d'assises chargée de faire l'application de la peine encourue. Et ce résultat ne serait pas paralysé par ce fait que, à la suite de l'arrêt d'absolution, la mise en liberté immédiate aurait eu lieu (2).

§ 4. — Sursis au jugement et renvoi de l'affaire à la session suivante.

N° 3748. Art. 352 du Code d'instruction criminelle.
3749. Conséquences dérivant de cette disposition.

---

(1) Rej., 5 février 1813 (affaire Seletti), *Pal.* 1813.103.
(2) Cass., 28 septembre 1838 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Pal.* 1838.2.653.

3750. Pour que la Cour puisse prononcer le renvoi, il faut que l'accusé ait été déclaré coupable.
3751. La Cour ne le peut quand la déclaration est favorable à l'accusé.
3752. Quand le renvoi est dûment prononcé, les réponses favorables à l'accusé lui sont acquises.
3753. Au cas de pluralité d'accusés, renvoi pour les uns et jugement pour les autres.
3754. Effet du renvoi au cas où l'accusé est déclaré coupable comme auteur du fait principal et non coupable comme complice.
3755. Le renvoi est inutile quand les formes ont été violées par les jurés.
3756. En prononçant le renvoi, la Cour dit qu'elle est convaincue que les jurés se sont trompés au fond : aucune loi ne lui défend d'indiquer les motifs de sa conviction.
3757. Le renvoi peut être déterminé par toute erreur des jurés sur le fait principal, sur les circonstances aggravantes, sur les faits d'excuse ou dans tout autre cas.
3758. La mesure est prononcée d'office et sans provocation. — *Quid* au cas d'une supplique adressée à la Cour, mais sans conclusions ?
3759. Jusqu'à quel moment la Cour peut user de son droit.
3760. L'arrêt est préparatoire : il n'est pas soumis au pourvoi avant l'arrêt définitif.

3748. L'article 352 du Code d'instruction criminelle, auquel j'ai déjà fait allusion, — n° 3215, — est ainsi conçu : « Dans le cas où l'accusé est reconnu coupable, « et si la Cour est convaincue que les jurés, tout en obser- « vant les formes, se sont trompés au fond, elle déclare « qu'il est sursis au jugement et renvoie l'affaire à la ses- « sion suivante, pour y être soumise à un autre jury, dont « ne peut faire partie aucun des jurés qui ont pris part à « la déclaration annulée.

« Nul n'a le droit de provoquer cette mesure. La Cour « ne peut l'ordonner que d'office, immédiatement après « que la déclaration du jury a été prononcée publique- « ment.

« Après la déclaration du second jury, la Cour ne peut « ordonner un nouveau renvoi, même quand cette décla- « ration serait conforme à la première ».

3749. De ce texte il résulte :

1° Que la mesure du renvoi ne peut être ordonnée que dans le cas où l'accusé est reconnu coupable ;

2° Qu'elle n'a lieu que lorsque les jurés ont observé les formes ;

3° Qu'il faut que la Cour soit convaincue que les jurés se sont trompés au fond ;

4° Que nul n'a le droit de provoquer cette mesure qui doit être le résultat spontané de la conviction des magistrats de la Cour ;

5° Que les magistrats n'attirent point à eux les pouvoirs des jurés qui restent toujours souverains appréciateurs des faits de l'accusation ; que, seulement, la mesure prise par la Cour rend nécessaire un second examen, et que l'affaire est alors soumise à un nouveau jury dont ne peut faire partie aucun des jurés qui ont pris part à la déclaration annulée ;

6° Et que la déclaration de ce second jury, même conforme à la première, est irréfragable, dans l'acception la plus absolue du mot.

Nous allons retrouver ces conséquences affirmées ou développées dans les espèces diverses tranchées par la jurisprudence.

3750. D'après le texte clair et précis de l'article 352, le renvoi à la session suivante ne peut avoir lieu qu'à l'égard des accusés convaincus et jamais à l'égard de ceux qui auraient été déclarés non coupables. En conséquence, malgré le sursis prononcé à l'égard des condamnés, ceux qui ont obtenu une déclaration de non-culpabilité doivent être immédiatement acquittés et mis en liberté, s'ils ne sont retenus pour autre cause [1].

---

(1) Cass., 2 juillet 1812 (M. Busschop, rapp.), *Bull.* 313.

3751. Par la même raison, « ce serait aller ouvertement contre le vœu de la loi, que d'employer cette mesure dans le cas où la déclaration du jury a été favorable à l'accusé, et de le priver par ce moyen du bénéfice qui lui a été assuré par la loi » : en conséquence, la Cour d'assises, sans pouvoir prononcer le sursis et le renvoi à la session suivante, doit immédiatement déclarer absous l'accusé reconnu coupable seulement de faits qui ne constituent ni crime ni délit : par exemple celui qui, n'ayant pas participé au crime de meurtre, a été reconnu coupable de n'avoir pas empêché l'auteur de commettre le crime (1);

3752. Quand la Cour use de son droit, ce ne peut être au préjudice de l'accusé : ainsi les réponses du jury qui lui ont été favorables lui sont définitivement acquises de telle sorte qu'il y aurait nullité si elles étaient remises en question devant le second jury (2).

3753. S'il y a plusieurs condamnés, la Cour peut, malgré la connexité des délits, surseoir au jugement seulement en faveur de quelques-uns, et prononcer à l'égard des autres. En effet : « si la connexité des délits et la coopération de plusieurs aux faits qui les constituent doivent déterminer l'unité de l'instruction, rien ne diffère souvent davantage que ses résultats : parmi les accusés les uns peuvent être déclarés coupables ou excusables, les autres acquittés ou absous de l'accusation : il en est de même lorsque la Cour d'assises croit devoir user de la faculté que lui donne l'article 352 du Code d'instruction criminelle; l'appréciation qu'elle fait des débats est nécessairement distincte et spéciale pour chaque accusé ; il y aurait même

---

(1) Cass., 13 mars 1812 (M. Audier-Massillon, rapp.), *Bull.*103.

(2) Règlement de juges, 29 novembre 1811 (M. Rataud, rapp.), S.-V. 20.1.77;—Cass., 8 janvier 1813 (M. Liborel, rapp.), *Pal.*1813.16;—23 juin 1814 (M. Schwendt, rapp.), *Bull.*58.

injustice à confondre dans la même mesure celui qu'avec la majorité du jury la Cour juge coupable, et celui qu'elle répute victime d'une erreur » (1).

3754. Ce principe que les réponses favorables à l'accusé lui sont acquises malgré le sursis au jugement, peut, par exception, recevoir un échec qui n'est qu'apparent : ainsi, un individu fut déclaré coupable comme auteur principal d'un meurtre et non coupable comme complice de ce crime ; la Cour d'assises, convaincue que le jury s'était trompé, renvoya l'affaire à la session suivante ; le nouveau jury, consacrant l'opinion contraire à celle admise par son devancier et proclamant la non-culpabilité comme auteur principal, déclara qu'il était coupable de complicité par aide et assistance, et cette déclaration servit de base à l'application de la peine. La Cour de cassation pensa que « la complicité, comme le crime lui-même, ont leur base dans un fait identique ; que la complicité n'est qu'une modification du fait principal ; qu'elle ne constitue pas un nouveau crime, et ne doit pas en être divisée ; » que, dès lors, l'arrêt appliquant au condamné le bénéfice de l'article 352, soumettait nécessairement au nouveau jury le crime de meurtre, dont l'accusé avait été déclaré coupable, « avec ses diverses modifications et ses divers caractères » (2).

3755. Si les formes avaient été violées par les jurés, le renvoi de l'affaire à la session suivante, pour cause d'erreur au fond, n'aurait plus de raison d'être. Pourquoi proroger les délais alors qu'on peut statuer? Au lieu de sur-

---

(1) Rej., 15 septembre 1843 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*401 ; — 18 avril 1845 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*240.

(2) Rej., 10 juillet 1845 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*374; — Analogue : Cass., 3 février 1848 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*43.

seoir au jugement, la Cour devrait y procéder après avoir demandé au jury une nouvelle déclaration donnant toute satisfaction aux prescriptions légales. Aussi on a sainement décidé « que l'article 352 ne veut avoir son application que dans le cas où la Cour d'assises jugerait que les jurés, *tout en observant les formes*, se sont trompés au fond », et qu'il n'en est pas ainsi lorsque la Cour constate « que la déclaration du jury ne présentait pas un sens clair et précis » (1).

3756. La Cour doit être convaincue que les jurés se sont trompés au fond, et elle satisfait à la loi quand elle se borne à déclarer cela. Mais elle peut, sans excéder les limites de son droit, exprimer dans son arrêt de renvoi les motifs qui ont entraîné sa conviction sur l'erreur du jury (2).

3757. Il importe peu que l'erreur du jury porte sur le fait principal, sur les circonstances aggravantes, ou sur une question d'excuse : dans tous les cas et toutes les fois que la déclaration du jury comporterait l'application d'une peine, la Cour a la faculté absolue et souveraine de faire usage de l'article 352 (3).

3758. C'est d'office que la Cour doit ordonner le renvoi, et nul n'a le droit de le *provoquer*. — Est-ce que l'on considérerait comme une provocation illégale portant atteinte à la spontanéité de décision qui est le caractère de cette mesure, une simple observation du défenseur suppliant la Cour d'user de son droit ? Évidemment non : la provocation interdite est celle qui, sous forme de réquisitions ou de conclusions, a pour but d'exercer une sorte de pression morale sur les magistrats. Aussi, dans une

---

(1) Rej., 14 novembre 1816 (M. Gaillard, rapp.), DALLOZ, n° 2063.

(2) Rej., 21 avril 1814 (M. Oudard, rapp.), S.-V. *Collect. nouv.* 4.

(3) Rej., 3 mars 1848 (M. Isambert, rapp.), S.-V. 49.1.219 ; D.P. 48. 5.77.

affaire où le défenseur avait fait allusion à la légitimité du renvoi, qui fut ordonné, la Cour rejeta le pourvoi en disant : « Attendu que la Cour d'assises n'a point été *provoquée*, soit par les réquisitions du ministère public, soit par les conclusions de l'accusé ; qu'ainsi sa décision sur la réponse des jurés est spontanée et, sous ce rapport, régulière » (1).

3759. On sait que notre article 352 porte : « la Cour « ne peut l'ordonner que d'office, *immédiatement après que* « *la déclaration du jury a été prononcée publiquement.* » A prendre ces derniers mots à la lettre, on pourrait croire que le renvoi n'est plus possible alors que le ministère public a fait entendre ses réquisitions, et que l'accusé et son conseil ont, à cet égard, fait entendre leurs observations. Ce serait une erreur : ce mot *immédiatement* n'a d'autre objet que de garantir que le renvoi sera, pour la Cour, une mesure spontanée, prise d'office et sans provocation. C'est lorsque les magistrats vont rendre leur arrêt de condamnation, lorsqu'ils délibèrent sur l'application de la peine que, dans leur conscience, ils rapprochent les faits connus de la déclaration du jury et qu'ils se demandent si l'accusé n'est pas victime d'une erreur. Jusqu'au moment de prononcer le jugement, la Cour d'assises peut donc légalement dire qu'il est sursis à ce jugement (2).

On cite comme contraire à cette doctrine un arrêt du 22 janvier 1813 ; mais, dans cette espèce, après les réquisitions du ministère public et les observations du défenseur sur l'application de la peine, la Cour avait délibéré

---

(1) Rej., 13 octobre 1831 (M. Ollivier, rapp.), D.P.31.1.344 ; —28 janvier 1847 (M. de Crouseilhes, rapp.), *J. crim.*, t. 19, p. 97.

(2) Rej., 27 février 1812 (M. Busschop, rapp.), DALLOZ, n° 2052 ; — 13 octobre 1831 (M. Ollivier, rapp.), DALLOZ, n° 2050 ; — 16 août 1839 (M. Rocher, rapp.), *Bull.* 405.

et reconnu que les jurés ne s'étaient pas trompé, au fond ; puis, sur un regret manifesté par un des jurés, la Cour avait prononcé le renvoi à une autre session ; le renvoi, en ce cas, était évidemment illégal, puisque, au lieu d'agir spontanément, la Cour avait cédé à la pression du jury (1).

3760. L'arrêt qui ordonne le renvoi à une autre session est un arrêt préparatoire qui, comme tel, ne peut être l'objet d'un pourvoi avant l'arrêt définitif (2).

§ 5. — *Arrêt de condamnation : application de la loi pénale.*

N° 3761. Division des règles relatives à l'application des peines.
3762. Texte de l'article 365 qui domine la matière.
3763. ART. 1er. *Règles générales.*—La loi est le seul guide de la Cour d'assises. — 1re *Conséquence* : droit de condamnation alors même que le ministère public requiert l'acquittement ou l'absolution.
3764. 2e *Conséquence* : indépendance de la Cour d'assises relativement à la qualification de l'arrêt de renvoi.
3765. 3e *Conséquence* ; dépendance de la Cour relativement à la déclaration régulière du jury qui doit sortir à effet.
3766. Exemples nombreux de cette nécessité d'appliquer la déclaration du jury en matière de : viol ; — faux ; — complots ; — meurtre ;— infanticide ; — rébellion ; — vol ;— circonstances aggravantes ;—usage de pièce fausse ;—attentat à la pudeur ; —avortement ;—incendie ;—faux témoignage.
3767. Exception à cette règle quand le jury s'est illégalement posé des questions auxquelles il a fait des réponses surabondantes : renvoi.
3768. ART. 2e. *Prorogation de compétence de la Cour quant aux délits.* — Elle n'a lieu que lorsque le fait délictueux est une dégénérescence du fait criminel objet de l'accusation.
3769. Espèces dans lesquelles la Cour attirerait illégalement à elle un fait délictueux.
3770. La prorogation de juridiction ne s'étend pas à l'action disciplinaire.

---

(1) (M. Audier-Massillon, rapp.), *Bull.*7.
(2) L'arrêt de réglement de juges du 29 novembre 1811, cité n° 3752.

3771. ART. 3e. *Conviction de plusieurs crimes ; interdiction du cumul des peines.* — Rappel du § 2 de l'article 365 et texte de l'article 379.

3772. Règle : par la peine la plus forte, l'accusé expie tous ses crimes antérienrs.—Exemples.

3773. C'est la *nature de la peine applicable*, et non la *nature des faits poursuivis*, qui sert de base à la règle du non-cumul des peines.

3774. Générale, la règle s'applique à toutes les matières criminelles ou correctionnelles comprises dans le Code pénal, et elle comprend les peines pécuniaires comme les peines corporelles.

3775. Amende pour délit connexe à un crime.—Exemples.

3776. Exception à la règle du non-cumul, quand cette règle est en opposition avec le système de répression constitué par des lois spéciales. — Exemple : amende pour atteinte à la libre circulation des grains.

3777. Deux peines pour deux délits dont un seul comportait ces deux peines.

3778. Les peines accessoires sont, comme la peine principale, absorbées par la peine la plus forte.—Exemples : concurrence des travaux forcés à temps avec la réclusion et l'amende :—concurrence de la réclusion et de l'amende, avec l'amende accessoire au délit de détournement de deniers publics.

3779. Peu importe, à cet égard, l'admission des circonstances atténuantes, si, malgré leur influence, la peine la plus forte est encore supérieure ou égale à la peine du crime le moins grave. — Exemple.

3780. Ancienne application de ce principe à l'exposition et à la flétrissure.

3781. Exception quant aux peines accessoires qui ont un caractère administratif et de police, plutôt qu'un caractère judiciaire. — Exemples : confiscation de l'instrument du délit et surveillance de la haute police.

3782. Exception dans l'exception, c'est-à-dire retour à la règle, quand la peine accessoire est la conséquence et la dépendance de la peine appliquée. — Exemple tiré de la surveillance de la haute police accessoire de la peine absorbée.

3783. Définition de la peine la plus forte.—1re *Règle* : il faut considérer non la *durée*, mais la *nature* de la peine.—Exemple : dix ans d'emprisonnement en concurrence avec cinq ans de réclusion.

3784. 2e *Règle* : la peine la plus forte doit être entendue en ce sens qu'il s'agit du *maximum* de la peine applicable au crime le

plus grave, et les juges peuvent, par une seconde condamnation pour faits antérieurs, épuiser ce maximum.—Exemples.

3785. Cette 2e règle s'applique au mineur de seize ans condamné pour plusieurs crimes ou délits.—Exemple.

3786. Cependant, comme les juges sont investis d'une faculté et non pas soumis à une obligation, ils peuvent, sans épuiser le maximum, dire que les deux crimes sont suffisamment expiés par la première condamnation.

3787. Le principe prohibant le cumul des peines peut être proposé pour la première fois devant la Cour de cassation.

3788. En cas de cumul, il y a cassation par voie de retranchement.

3789. La peine la plus forte ne purge que les crimes *antérieurs* : les faits postérieurs doivent toujours être poursuivis, même quand la première peine était les travaux forcés à perpétuité; motif tirés d'une grâce ou d'une révision possibles.

3790. Au cas où il y a incertitude sur le caractère définitif de la première condamnation, on soulève la question du non-cumul au moment de l'exécution.

3791. ART. 4e. *Graduation et peines indivisibles.*—Droit de graduation entre le *maximum* et le *minimum*. — Il n'emporte pas celui de diviser les peines indivisibles.

3792. Les juges ne peuvent plus graduer quand une disposition formelle impose le maximum.

3793. L'erreur dans l'application de la peine est inopérante si un second crime poursuivi en même temps justifie cette application.

3794. ART. 5e. *Récidive.*—Texte des articles 56 et 57 de Code pénal.

3795. 1re *Règle* : l'état de récidive n'est constitué que par une *condamnation* antérieure et *définitive*.

3796. 2e *Règle* : la prescription de la première condamnation ne fait pas obstacle à l'application des peines de la récidive ;

3797. Il en est de même des lettres de grâce ;

3798. De même aussi de la réhabilitation ;

3799. Mais l'amnistie pleine et entière efface la condamnation.

3800. 3e *Règle* : la partie publique doit établir la première condamnation : — La Cour ne peut, par un arrêt ultérieur, constater et punir la récidive.

3801. La preuve ressort de l'extrait régulier de la précédente condamnation.

3802. A défaut de la pièce officielle, la preuve peut résulter des documents du procès ; et la Cour de cassation a le droit de contrôler s'ils ont été bien appréciés par la Cour d'assises.

3803. Exemples ; registre d'écrou et lettre du procureur impérial ;—

extraits non légalisés du greffe et du registre des chiourmes d'un pays étranger.

3804. Arrêts affirmant la récidive sans indiquer ni la date de la condamnation, ni la juridiction qui l'aurait portée, ni même sans en faire aucune mention.

3805. L'aveu de l'accusé ne suffit pas : cependant il motive les recherches que la Cour de cassation croit devoir ordonner.

3806. *Quid* de l'aveu de l'accusé réuni à d'autres circonstances qui le corroborent ?

3807. Admissibilité de la preuve testimoniale.

3808. Délai modéré requis par le ministère public pour fournir la preuve.

3809. Annulation de l'arrêt motivé sur la récidive qui n'a pas prononcé une peine supérieure à celle qui aurait été encourue sans la récidive.

3810. 4e *Règle* : état de récidive constaté par la Cour d'office et sans réquisition du ministère public.

3811. 5e *Règle* : cet état est fondé, non *sur la nature du fait incriminé*, mais *sur la nature de la peine prononcée* : — circonstances atténuantes d'un crime.

3812. 6e *Règle* : quand il s'agit de l'application de l'art. 57, le principe est différent : la condamnation *pour crime*, à une peine même correctionnalisée par les circonstances atténuantes, suffit.

3813. 7e *Règle* : pas de récidive pour fait antérieur à la condamnation.

3814. 8e *Règle* : l'état de récidive de l'auteur principal n'étend pas ses effets sur le complice.

3815. 9e *Règle* : cet état présente à juger une question de droit sortant des attributions des jurés et réservée à la Cour.—Renvoi.

3816. Art. 6e. *Excuses*. — Rappel des excuses qui exemptent de toute peine.

3817. Peine applicable : en matière de fausse monnaie quand a été admise l'excuse du § 2 de l'article 135 ;

3818. En matière de meurtre, coups et blessures excusés par la provocation;

3819. En matière de séquestration excusée par l'article 343.

3820. Malgré l'admission de l'excuse, le ministère public et la Cour ont le droit de rechercher si elle fait obstacle à l'application des peines portées par la loi pour les cas ordinaires.

3821. Art. 7e. *Circonstances atténuantes*. — Texte de l'article 463 du Code pénal.

3822. Espèces relatives à l'application de cette disposition dans des cas ordinaires.

3823. Méthode pour bien appliquer la peine au cas où la récidive

concourt avec les circonstances aggravantes. — Exemples importants à cet égard.

3824. La récidive n'opère jamais sur la peine capitale. — Comment, en ce cas, on applique les circonstances atténuantes même au récidiviste.

3825. Cas où le jury ayant, par sa réponse, dépouillé le fait du caractère de crime, admet pourtant les circonstances atténuantes.

3826. Ces circonstances peuvent opérer sur la surveillance de la haute police.

3827. Circonstances atténuantes limitées à un ou plusieurs chefs d'accusation.

3828. Le complice ne profite pas de l'atténuation résultant des circonstances atténuantes admises pour l'auteur principal seul.

3829. ART. 8e *Mineurs de seize ans ; discernement.* — Quand il a agi sans discernement, il ne peut être soumis à aucune peine.

3830. Mais il peut être conduit dans une maison de correction.

3831. Sa détention administrative peut être moindre d'un an.

3832. L'article 66 du Code pénal est applicable même aux matières réglées par des lois spéciales.

3833. Cas où le mineur a agi avec discernement.—Article 67 du Code pénal.

3834. Pour fixer la limite du *tiers à la moitié*, le juge n'est pas tenu de s'attacher au maximum de la peine encourue : il peut prendre pour base toute la période entre le maximum et le minimum.

3835. Méthode pour bien appliquer la peine quand les circonstances atténuantes concourent avec l'âge de minorité.

3836. ART. 9e. *Sexagénaires.* — Article 5 de la loi du 30 mai 1854. —Cassation des arrêts qui, malgré son texte, infligent les travaux forcés aux sexagénaires.

3837. Cassation quand, à défaut d'acte de naissance, ces arrêts ne vérifient pas l'allégation de l'accusé qu'il a soixante ans accomplis.

3838. La loi de 1854 ne modifie nullement la peine ; elle adoucit seulement son mode d'exécution.—Conséquences importantes de cette règle quand il y a des circonstances atténuantes.

3839. ART. 10e. *Exécution de la peine capitale.* — Pas de nullité si le lieu de l'exécution n'est pas fixé.—La Cour ne peut l'indiquer par un arrêt postérieur à l'arrêt de condamnation.

3840. La Cour empiète sur les pouvoirs de l'autorité administrative si elle *spécialise* la place publique où aura lieu l'exécution.

3841. ART. 11e. *Amende.* — Article 55 du Code pénal.

3842. Pas de solidarité si les individus réunis par le même débat ne sont pas poursuivis pour le même crime.

3843. Mais elle est obligatoire si le crime est le même quoique les peines aient été différentes.

3844. Amendes proportionnelles : nécessité de déterminer le chiffre des restitutions.—Exemples en matière de : achat de suffrages électoraux ; — faux ; — soustractions par dépositaires de deniers publics ;—concussion.

3845. Peu importe qu'il y ait eu admission des circonstances atténuantes. — Exemples en matière de faux et de fausse monnaie.

3846. La cassation n'a lieu que sur le pourvoi du ministère public.

3847. L'amende n'est pas applicable au faux témoignage.

3848. Amendes spéciales considérées comme une réparation civile plutôt que comme une peine.— Conséquences, notamment au point de vue de l'acquittement du mineur, de la responsabilité civile de ses parents, et de l'intervention de l'administration.

3849. ART. 12°. *Frais et dépens.* — Article 368 du Code d'instruction criminelle.

3850. Condamnation à la totalité des frais de l'individu accusé de plusieurs crimes et acquitté sur quelques-uns.

3851. Plusieurs accusés ; acquittement des uns et condamnation des autres ; totalité des frais mise à la charge de ces derniers.

3852. Solidarité quant aux frais entre accusés du même crime ou de crimes connexes.

3853. Pas de solidarité quand il s'agit de crimes distincts et non connexes.

3854. Le condamné ne supporte que les frais régulièrement faits. — Exemples.

3855. L'accusé acquitté n'est passible d'aucuns frais ; c'est la règle.

3856. Exception. — Quand cet accusé acquitté est condamné en des dommages-intérêts : les frais sont alors considérés comme un supplément de réparation civile.

3857. Condamnation aux frais du mineur acquitté pour défaut de discernement.

3858. Et aussi de l'accusé renvoyé absous.

3859. Conséquences de la condamnation ou de l'acquittement de l'accusé relativement à la partie civile, quant aux frais.

3860. Intervention de la partie civile restreinte à un seul accusé, lorsqu'il y en a deux ou plusieurs, et que l'un deux est acquitté.

3861. Frais de voyages et de ports de pièces en matière criminelle ou correctionnelle.

3862. Espèces dans lesquelles le greffier a été personnellement con-

damné aux frais de la procédure à recommencer par sa faute.

3863. Espèces analogues quant à l'huissier instrumentaire.

3864. Cas où l'huissier a suivi la foi d'une expédition erronée délivrée par le greffier.

3865. ART. 13e. *Contrainte par corps.*— La loi du 22 juillet 1867 n'a pas supprimé la contrainte par corps en matière criminelle, correctionnelle et de simple police.—Article 52 du Code pénal.

3866. Pas de contrainte quant aux frais dus à l'État; mais contrainte pour ceux dus à la partie civile.

3867. Pas de contrainte pour aucunes réparations civiles contre l'accusé acquitté.—Exposé des motifs de la loi de 1867.

3868. Dans les cas où elle est admise, la contrainte doit être prononcée d'office par les tribunaux de répression.

3869. Sursis, pendant un an au plus, à son exécution.

3870. Echelle de sa durée déterminée par l'article 9 de la loi de 1867.

3871. Nécessité pour les tribunaux de fixer sa durée dans les limites du maximum et du minimum de cette échelle.

3872. S'ils ont omis de déterminer la durée, l'État et la partie civile peuvent néanmoins exercer la contrainte, restreinte alors au minimum.

3873. Articles 10, 11 et 12 de la loi de 1867 relatifs à l'insolvabilité du débiteur,— à la caution qu'il peut fournir,— aux conséquences de son élargissement.

3874. Le mineur de seize ans est, dans tous les cas, exonéré de la contrainte.

3875. Débiteurs ayant commencé leur soixantième année.

3876. Liens de parenté ou d'alliance qui s'opposent à l'exercice de la contrainte.

3877. Impossibilité de cet exercice simultané contre le mari et la femme.

3878. ART. 14e. *Confiscation.* — Abolition de la confiscation des biens.

3879. Confiscation particulière de certains objets.

3880. Article 11 du Code pénal : ses applications.

3881. Corruption de fonctionnaire public : article 180, même Code.

3882. Faux témoignage : article 164, même Code.

3883. Caractère réel de la confiscation : conséquence.

3884. En cas de confiscation illégale, cassation de l'arrêt par voie de retranchement.

3885. ART. 15e. *Prescription.* — *Prescription de la peine.* — Articles 635 et 636 du Code d'instruction criminelle.

3886. C'est le caractère légal du fait, et non la nature de la juridic-

tion ou la nature de la peine qui détermine la durée : conséquence.

3887. Les arrêts de contumace sont prescriptibles comme les arrêts contradictoires.

3888. Le contumax repris et mis en jugement que le jury déclare coupable d'un fait réduit à un simple délit par le rejet des circonstances aggravantes, est renvoyé absous si, plus de cinq ans s'étant écoulés depuis l'arrêt de contumace, il peut invoquer la prescription de l'article 635.

3889. Mais l'arrêt de contumace ayant clos la prescription de l'action publique, il ne peut invoquer la prescription triennale de l'article 638.

3890. Les circonstances atténuantes ne changent pas le caractère du fait ; la prescription de l'article 635 est seule applicable au crime, dont la peine a été correctionnalisée par ces circonstances.

3891. Il en est de même au cas d'une excuse admise.

3892. *Prescription de l'action publique.* — Articles 637 et 638 du Code d'instruction criminelle.

3893. Distinction entre la prescription de la peine et la prescription de l'action publique.

3894. Pour cette dernière prescription, comme pour la première, les circonstances atténuantes ne dénaturent pas le fait.

3895. La minorité de seize ans permet au condamné d'invoquer la prescription correctionnelle.

3896. Le plus souvent la prescription constatée par le juge d'instruction ou par la chambre des mises en accusation arrête les poursuites.

3897. Mais si elle n'a pas été aperçue, la Cour d'assises doit l'accueillir, même d'office et en tout état de cause : exception d'ordre public, elle peut être proposée pour la première fois devant la Cour de cassation.

3898. Quoique le jour où le crime a été commis ne soit pas fixé, l'accusé a le droit d'exciper de la prescription.

3899. La Cour d'assises, dessaisie de la cause par son jugement, ne peut, par un arrêt ultérieur, déclarer la prescription.

3900. Point de départ de la prescription : jour où le crime a été commis.—Exemples.

3901. Crimes successifs : point de départ de leur prescription.

3902. Interruption de la prescription par des actes d'instruction ou de poursuite.

3903. Définition des actes d'instruction ou de poursuite.

3904. Actes auxquels la jurisprudence a refusé ce caractère.

3905. En général, la prescription n'est interrompue que par des actes de cette nature.—Exemple : démence.
3906. Cependant, un obstacle légal,—par exemple, un sursis,—interrompt la prescription.
3907. Actes auxquels a été reconnu le caractère d'actes d'instruction ou de poursuite.
3908. Actes faits par un magistrat compétent, mais saisissant un tribunal incompétent.
3909. Ces actes d'instruction ou de poursuite ont la puissance interruptive, même lorsque, faits sur un crime, ils ne s'adressent pas à des individus déterminés.
3910. Nouveau point de départ de la prescription interrompue.
3911. Les règles de la prescription établies par le Code d'instruction criminelle sont applicables à toutes les matières du Code pénal ; et aussi aux crimes et délits spéciaux pour lesquels il n'a été autrement disposé.

3761. Arrivons maintenant au cas où, l'accusé étant déclaré coupable, la Cour n'est pas convaincue que le jury se soit trompé au fond et où, par conséquent, elle est appelée à appliquer la loi pénale. Nous avons à constater d'abord les règles générales de cette application, puis nous parlerons de la prorogation de compétence de la Cour d'assises quant aux délits ; du cas où l'accusé est convaincu de plusieurs crimes ou délits et de l'interdiction du cumul des peines ; de la graduation et de l'indivisibilité de ces peines ; de la récidive ; des excuses ; des circonstances atténuantes ; du mineur de seize ans ; des sexagénaires ; de l'exécution de la peine capitale ; des amendes ; des frais et dépens ; de la contrainte par corps ; de la confiscation ; et, enfin, de la prescription.

Pour faciliter les recherches nous classerons ces diverses matières sous quinze articles différentes.

3762. L'article 365 du Code d'instruction criminelle, qui domine la matière, est ainsi conçu : « Si ce fait est « défendu, la Cour prononcera la peine établie par la loi, « même dans le cas où, d'après les débats, il se trouverait « n'être plus de la compétence de la Cour d'assises.

« En cas de conviction de plusieurs crimes ou délits, « la peine la plus forte sera seule prononcée. »

3763. ART. 1er : *Règles générales.* — Dans l'application de la peine, la Cour n'a d'autre guide que la loi elle-même mise en regard des faits reconnus constants par la déclaration du jury. — De là cette première conséquence que la Cour a le droit et même le devoir de condamner alors même que, par une fausse appréciation, le ministère public aurait requis l'acquittement ou l'absolution. En effet « de ce principe que les officiers du ministère public ont seuls qualité pour intenter, au nom de la société, une action pénale contre le délinquant, il ne suit pas que l'action pénale une fois intentée, une fois les tribunaux saisis légalement par là de cette action, il dépende des officiers du ministère public de la rendre illusoire par les conclusions qu'ils croient donner à décharge. » (1).

3764. De ce principe que la loi seule règle souverainement l'application de la peine, découle cette seconde conséquence : la Cour d'assises est complétement indépendante de l'arrêt de renvoi, en ce sens que, quelle que soit la qualification donnée à un fait dans l'arrêt de renvoi, la Cour d'assises doit délibérer elle-même et fixer la qualification sans autre règle que la loi appliquée aux faits déclarés constants par le jury (2). Par suite, quoique l'arrêt de renvoi et le résumé de l'acte d'accusation aient qualifié le crime de faux en écriture privée, la Cour peut appliquer la peine du faux en écriture publique, si le fait re-

---

(1) Cass., 14 pluviôse an XII, — intérêt de la loi — (M. Carnot, rapp.), *Bull.*94;—27 juin 1811 (M. Busschop, rapp.), S.-V. *Coll. nouv.*3.

(2) Cass., 15 octobre 1813 (M. Benvenutti, rapp.), *Bull.*538; — Rej., 19 juin 1817 (M. Chasle, rapp.), *Bull.*126;—5 février 1819 (M. Giraud-Duplessis, rapp.), *Bull.*56.—Voir *suprà*, nos 2777 à 2781, et nos 2791 et 2792.

connu constant par le jury constitue ce dernier crime [1]; et, dans la situation inverse, si, d'après la déclaration du jury, la Cour reconnaît que le fait qualifié par l'arrêt de renvoi de faux en écriture publique ne constitue que le faux en écriture privée, elle fait une juste application de la loi en ne prononçant que la peine infligée à ce dernier crime [2].

3765. Enfin, de ce principe, ressort cette troisième conséquence que, au contraire, la Cour d'assises est dépendante de la déclaration régulière du jury. Cette déclaration lie la Cour d'assises; puisque l'examen des faits de l'accusation est exclusivement réservé aux jurés, la Cour est dans l'obligation absolue de ne tenir pour constants que les faits par eux déclarés tels. Si, par oubli de cette règle, la Cour appuyait ses arrêts sur des faits autres que ceux qui s'imposent à elle ou sur une interprétation abusive qui les détruit, ses décisions encourraient l'inévitable censure de la Cour de cassation. On pourra consulter à cet égard la jurisprudence citée n^os^ 3353 et suivants.

3766. Mais il est utile de réunir et d'indiquer ici, au point de vue de l'application de la peine dans ses rapports avec la déclaration du jury, quelques-uns des monuments de la jurisprudence consacrant la règle que je rappelle ici.

« En se permettant de suppléer, par un considérant, à la déclaration du jury qu'elle n'avait pas consulté sur la question de savoir si...., la Cour a fait ce qu'elle ne pouvait faire, a usurpé un pouvoir qui ne lui était pas confié par la loi, et a porté manifestement atteinte à l'institution du jury » [3];

---

(1) Rej., 13 avril 1854 (M. Jallon, rapp.), *Bull.* 190.
(2) Rej., 2 octobre 1856 (M. Sénéca, rapp.), affaire Lebon, inédit.
(3) Cass., 26 juin 1806 (M. Minier, rapp.), *Bull.* 180.

Lorsque, sur une accusation de viol, la décision du jury, purement négative, n'a constaté aucun délit correctionnel, la Cour d'assises usurpe les attributions des jurés et viole les règles de la compétence, si elle condamne pour un délit d'excès et de mauvais traitements (1);

Dans une accusation de faux en écriture de commerce, la déclaration de culpabilité, qui ne s'explique pas expressément sur le caractère commercial des pièces fausses, doit nécessairement se référer à l'accusation avec sa nature spéciale : par suite, cette déclaration suppose la constatation implicite du caractère commercial des pièces et en appliquant la peine motivée par ce crime, l'arrêt de condamnation en fait une juste appréciation (2); mais si le jury n'a point été interrogé sur le caractère commercial des effets faux, la Cour ne peut, sans un abus flagrant, déclarer qu'il s'agissait d'effets de commerce (3), ou qu'ils étaient signés par un négociant (4);

Dans les accusations de complots ou autres crimes attentatoires à la sûreté intérieure de l'État, l'article 108 du Code pénal exempte de la peine ceux des coupables qui, même depuis le commencement des poursuites, auraient procuré l'arrestation des auteurs ou complices de ces crimes; mais cette excuse ne peut être admise d'office par la Cour, si aucune question n'a été à cet égard posée au jury. En effet, « toutes les circonstances qui se lient au fait de l'accusation, et qui peuvent, d'après les dispositions de la loi, augmenter ou diminuer la peine, ou en

---

(1) Cass., 30 mai 1812 (M. Vantoulon, rapp.), *Bull.*256.

(2) Rej., 8 octobre 1812 (M. Benvenutti, rapp.), DALLOZ, nº 3255;—11 décembre 1846 (M. Bresson, rapp.), D.P.47.4.121.

(3) Cass., 9 mars 1827 (M. Merville, rapp.), *Bull.*150;—15 juin 1827 (M. Mangin, rapp.), *Bull.*504.

(4) Cass., 24 janvier 1828 (M. Clausel de Coussergues, rapp.), *Bull.*43.

faire prononcer la remise, doivent être soumises à la délibération du jury, et par lui décidées » (1) ;

Il en serait de même, en matière de fausse monnaie : si la Cour prenait sur elle de déclarer l'existence de l'excuse admise par l'article 138 du Code pénal fondée sur l'arrestation de coupables, elle usurperait les fonctions du jury (2) ;

De même encore si, sur une accusation de fausse monnaie, la Cour, sans consulter le jury, déclarait que l'accusé avait reçu les pièces pour les bonnes, elle excéderait ses pouvoirs et appliquerait faussement l'article 135 du Code pénal (3) ;

Le jury, interrogé sur une accusation de meurtre, répondit que l'homicide avait été involontaire; la Cour appliqua alors les peines correctionnelles de l'homicide par imprudence : « cette question n'avait pas pu être et n'avait pas été résolue par le jury, à qui elle n'avait pas été soumise; » l'arrêt de condamnation n'avait donc aucune base légale, et, violant les règles de compétence, il commettait un excès de pouvoir (4) ;

A la suite d'une accusation d'infanticide, une question subsidiaire d'homicide par imprudence avait été posée et le jury y répondit en ces termes : Non, l'accusé n'est pas coupable d'avoir, par imprudence, négligence ou inattention, commis involontairement un homicide; *mais oui, l'accusé est coupable d'en avoir été involontairement la cause.* Comme il résulte bien évidemment de la saine interprétation de l'article 319 du Code pénal que celui

---

(1) Cass., 29 avril 1819 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*175.

(2) Cass., 22 juillet 1847,—sur mes conclusions—(M. Isambert, rapp.), *Bull.*281.

(3) Cass., 3 mai 1832 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*235.

(4) Cass., 6 mars 1823 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*81 ;—7 juillet 1827, —intérêt de la loi—(M. Busschop, rapp.), *Bull.*582.

qui *a été la cause* involontairement d'un homicide n'est pas coupable, l'acquittement s'ensuivait de cette réponse, et la Cour d'assises, en prononçant une condamnation, a fait une fausse application de cet article (1);

Dans une accusation de *résistance avec violences et voies de fait*, le jury avait écarté les circonstances de réunion de plus de trois personnes et de port d'armes; la Cour d'assises, ajoutant à cette déclaration *que les accusés étaient réunis sur le lieu du délit*, appliqua la peine prononcée par l'article 311 du Code pénal, au lieu de faire application de l'article 312 de ce Code; sur quoi : « considérant que la Cour d'assises ne doit, dans aucun cas, ajouter à la déclaration du jury une circonstance qui ne s'y trouve point », la Cour de cassation a annulé l'arrêt de condamnation (2);

Dans une accusation de vol qualifié, l'accusé a été déclaré coupable par le jury : « la Cour d'assises ne l'a condamné qu'à des peines correctionnelles, sur des motifs pris dans des circonstances modificatives qui seraient résultées des débats; mais ces circonstances, quelles qu'elles fussent, ne pouvaient détruire ni modifier les faits déclarés constants par le jury, faits qui devaient être seuls la base de l'application de la loi pénale » (3);

Dans une accusation de tentative de meurtre, la question proposée au jury ne comprenait point les trois circonstances constitutives du crime, énoncées pourtant dans l'acte d'accusation et dans l'arrêt de renvoi; la déclaration du jury ne s'expliquait pas sur ce point : « la Cour, en induisant l'existence des circonstances élémentaires de la tentative de la réponse du jury sur les faits matériels qui

---

(1) Cass., 15 septembre 1825 (M. Busschop, rapp.), *Bull.*500.

(2) Cass., 30 septembre 1825 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.*534.

(3) Cass., 20 janvier 1826, — intérêt de la loi— (M. Busschop), rapp.), *Bull.*37.

lui paraissaient les constituer, a excédé ses pouvoirs et déclaré ce qu'il n'appartenait qu'au jury d'apprécier » (1);

La loi pénale « devant être appliquée aux faits énoncés dans la déclaration du jury, sans que la Cour d'assises puisse rien y ajouter », il y a excès de pouvoir lorsque l'arrêt de condamnation ajoute que des pommes de terre qu'un accusé avait tenté de voler, n'étaient pas séparées de leur tige, si cette circonstance n'a été ni énoncée dans la question ni déclarée par le jury (2);

Répondant à la première partie d'une question, le jury avait déclaré un accusé *coupable d'attaque et de résistance avec violence et voies de fait, suivie d'effusion de sang, envers des gendarmes dans l'exercice de leurs fonctions;* — puis, en réponse à une seconde partie de la question, le jury avait ajouté que *le rassemblement armé en état de rébellion, dont l'accusé avait fait partie, se composait de moins de deux personnes;* la Cour, s'attachant exclusivement à cette dernière partie de la déclaration, ramena le fait aux simples proportions d'un délit, et n'appliqua que des peines correctionnelles : en agissant ainsi, la Cour laissait sans effets la première partie de la déclaration qui, cependant, constituait le crime prévu et puni par les articles 228, 230 et 231 du Code pénal; ces articles étaient donc violés, et l'annulation devait s'ensuivre (3);

Lorsque, sur des questions distinctes, relatives les unes à la fabrication de pièces fausses, et les autres à l'usage de ces pièces, le jury dépouille ce second fait de sa criminalité, la Cour ne peut, par une interprétation illégale, étendre cette solution favorable au premier fait dont l'accusé est déclaré coupable (4);

---

(1) Cass., 23 juin 1827 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*521.
(2) Cass., 31 janvier 1828 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*60.
(3) Cass., 4 février 1830 (M. Brière, rapp.), *Bull.*65.
(4) Cass., 3 mars 1831 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*77.

En déclarant que la victime d'un attentat à la pudeur était âgée de moins de onze ans, « la Cour d'assises a empiété sur les attributions du jury, qui seul avait le droit d'appliquer à la fille dont il s'agissait, l'acte de naissance produit au procès, et d'en tirer la conséquence relative à son âge [1] ;

Lorsque, après avoir fait une réponse négative à l'égard d'un accusé, tant sur la culpabilité directe que sur la complicité d'un homicide, le jury le déclare coupable d'avoir, conjointement avec d'autres, commis, le même jour et à la même heure, un vol avec escalade et effraction, dans une maison habitée, *laquelle soustraction frauduleuse aurait été précédée ou suivie de l'homicide*, il ne résulte pas de cette déclaration que l'accusé ait participé à l'homicide, soit comme auteur, soit comme complice. Dès lors, c'est le cas d'appliquer l'article 384 et non l'article 304 du Code pénal [2] ;

Si le président, en posant les questions au jury, a omis de l'interroger sur la qualité d'officier de santé d'un accusé d'avortement, qualité relevée dans l'arrêt de renvoi, la Cour d'assises applique faussement l'article 317 du Code pénal, en suppléant d'office cette circonstance aggravante [3] ;

L'arrêt de condamnation est illégal si, dans l'application de la peine, il relève une circonstance aggravante, — par exemple l'usage de fausses clefs, — qui n'a été ni posée, ni résolue par le jury [4] ; — De même, lorsque, en matière d'avortement, la circonstance aggravante tirée de la qualité de sage-femme, n'a pas été constatée par le jury, à qui elle n'a pas été soumise, la Cour d'assises, dans

---

(1) Cass., 1er octobre 1834 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*395.
(2) Cass., 20 mars 1835 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*138.
(3) Cass., 10 déc. 1835 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*545.
(4) Cass., 20 mai 1842 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*197.

l'application de la peine, n'en peut faire nul état, quoiqu'elle résulte de l'arrêt de renvoi : l'accusée profite donc de l'omission commise par le président dans la position des questions ; et si, malgré les circonstances atténuantes qui devraient abaisser la peine d'un degré au-dessous de la réclusion, l'arrêt condamne à la réclusion, comme si les travaux forcés étaient applicables, il y a lieu à cassation avec renvoi devant une autre Cour d'assises chargée uniquement d'appliquer la peine telle que la comporte la déclaration du jury qui, étant régulière, doit être maintenue (1) ;

A fortiori, doit être annulé l'arrêt qui, par erreur, a pris pour base de la peine une circonstance aggravante, — par exemple les dons ou promesses en matière de subornation de témoins, — écartée par le jury, soit tacitement (2), soit expressément (3) ;

Et, dans la situation inverse, doit être cassé l'arrêt qui, dans une condamnation pour vol, n'a pas tenu compte de circonstances aggravantes déclarées par le jury, spécialement de la circonstance de maison habitée (4) ;

Quand il n'a pas été demandé au jury si la maison incendiée appartenait à autrui ou à l'accusé, ni dans ce dernier cas, si l'incendie a causé un préjudice à autrui, « la Cour était incompétente pour suppléer au silence du jury, et elle a commis un excès de pouvoir en décidant que l'accusé s'était rendu coupable de crime défini par le troisième alinéa de l'article 434 du Code pénal » (5) ;

Lorsque les réponses du jury, conformes aux questions

---

(1) Cass., 13 janvier 1854 (M. Sénéca, rapp.), *Bull.*12.
(2) Cass., 18 août 1815 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*92.
(3) Cass., 22 mars 1850 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*170.
(4) Cass., 8 juillet 1819 (M. Giraud-Duplessis, rapp.), *Bull.*236.
(5) Cass., 11 décembre 1846 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*475.—NOTA. Le bulletin indique, par erreur, le mois de novembre.

posées en vertu de l'arrêt de renvoi, mettent à la charge de l'accusé seulement le crime de faux en écriture privée, l'arrêt de la Cour d'assises fait une application illégale de la loi, si elle prononce la peine attachée au crime de faux en écriture publique [1];

Le faux témoignage est aggravé par le fait qu'il a été reçu une somme d'argent ou une récompense quelconque, ou des promesses; et le suborneur est puni de la même peine que le faux témoin: si cette circonstance aggravante de dons ou promesses a été écartée par la déclaration du jury, l'arrêt se met en opposition avec cette déclaration en prononçant la peine des travaux forcés, au lieu de celle de la réclusion [2];

La peine des travaux forcés à perpétuité pour crime de vol, ne peut être prononcée par l'arrêt de condamnation, que s'il résulte de la déclaration affirmative du jury que le fait a été commis avec toutes les circonstances aggravantes énumérées par l'article 381 du Code pénal [3];

Lorsqu'un accusé est déclaré coupable de vol avec ces trois circonstances aggravantes qu'il a été commis la nuit, conjointement par plusieurs, l'un des coupables étant porteur d'armes, la peine applicable est, selon l'article 385 du Code pénal, celle des travaux forcés à temps: si donc l'arrêt ne condamne qu'à la réclusion, il n'applique pas régulièrement la peine aux faits déclarés constants par le jury [4].

3767. Cependant il est une exception à cette règle dont je viens de citer de si nombreux exemples, et qui oblige la Cour d'assises à suivre la déclaration du jury. — Précisément parce que la loi plane de toute sa hau-

---

(1) Cass., 7 juillet 1849 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*239.
(2) Cass., 22 mars 1850 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*170.
(3) Cass., 3 juillet 1851 (M. Quénault, rapp.), *Bull.*415.
(4) Cass., 14 août 1862,—intérêt de la loi—(à mon rapport), *Bull.*353.

teur sur l'arrêt que la Cour d'assises doit rendre, si le jury, sortant du cercle de ses attributions, s'est posé à lui-même des questions qu'il a ajoutées, et auxquelles il a fait des réponses surabondantes, la Cour devra se rendre indépendante de cette partie de la déclaration qui constitue une illégalité : comme je l'ai dit, — numéros 3348 et suivants, — en ce cas, la Cour doit renvoyer les jurés dans leur chambre afin qu'ils rectifient leur déclaration ; et, si elle ne fait pas cela, ou si les jurés persistent dans leur réponse, elle doit considérer comme non écrites les choses indûment ajoutées, et prononcer son arrêt sans en faire aucun état.

3768. ART. 2e. *Prorogation de compétence de la Cour quant aux délits.* — Si, en conformité de notre article 365, la juridiction de la Cour d'assises est prorogée en ce sens, qu'elle peut être appelée à appliquer des peines à un fait qui, d'après les débats, ne se trouverait plus être de sa compétence, ce n'est pas indistinctement, dans tous les cas, et d'une manière absolue. C'est seulement alors que le fait transformé par les débats, et réduit aux proportions d'un simple délit, rentre cependant à titre d'accessoire et de dégénérescence, dans le fait qui a été l'objet de l'accusation. Ce principe est consacré par les arrêts, et notamment par l'un d'eux, dans lequel on lit : « S'il est des cas où les Cours d'assises ont le droit de ne prononcer contre les accusés traduits devant elles, que des peines qui ne sont ni afflictives ni infamantes, c'est uniquement lorsque le fait même de l'accusation change de nature aux débats, et que, perdant par le changement de circonstances le caractère de crime, il n'est plus qu'un délit ou une contravention » (1).

(1) Cass., 24 juin 1819 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*225 ; — Conforme : Cass., 16 décembre 1858 (M. Lascoux, rapp.), *Bull.*496.

3769. Ainsi :

L'accusé de banqueroute frauduleuse ne pourra pas être déclaré coupable et condamné pour avoir tenu, sans autorisation légale, une maison de prêt sur gage ou pour avoir commis une escroquerie; ces délits n'avaient ni rapport ni connexité avec le fait de banqueroute frauduleuse;

L'accusé de complicité de faux ne pourra pas être condamné à raison d'un délit d'escroquerie, fait différent de celui qui constituait l'accusation;

L'accusé de tentative de meurtre ne pourra pas être condamné pour port d'armes de guerre, fait nouveau, principal et séparé qui, n'étant pas légalement déféré à la Cour d'assises, échappait à sa juridiction;

L'accusé de fabrication ou d'émission de fausse monnaie, ne pourra pas être condamné à raison d'un délit d'escroquerie, qui constituait un fait distinct et séparé;

Dans toutes ces affaires, et autres analogues, en posant une question subsidiaire, comme résultant des débats, le président viole l'article 371 du Code d'instruction criminelle : en ne prononçant pas l'ordonnance d'acquittement alors que la déclaration du jury répond négativement au fait objet de l'accusation, il viole l'article 358 du même Code, et, en appliquant les peines attachées aux délits illégalement déférés au jury, la Cour d'assises fait une fausse application des articles de loi qui édictent ces peines; il y a donc lieu, par la Cour de cassation, de casser et annuler les questions subsidiaires, les réponses du jury y afférentes, l'arrêt de condamnation et, l'accusation étant purgée, d'ordonner la mise en liberté de l'accusé déclaré non coupable [1].

3770. L'accroissement de compétence concédé à la

---

[1] Voir *suprà*, n^os^ 2760 et suivants, notamment n° 2764.

Cour d'assises par l'article 365, n'ira pas jusqu'à lui permettre d'attirer à elle la juridiction disciplinaire sur des personnes ne postulant pas devant elle : « La juridiction de discipline est, en effet, personnelle; elle dérive de l'autorité que les tribunaux doivent exercer sur les individus qui remplissent auprès d'eux des fonctions qui leur imposent des devoirs, soit à leur égard, soit à l'égard du public; elle est donc restreinte à ces individus, et elle ne peut être étendue par un tribunal sur des personnes, quelle que soit leur qualité, qui ne lui sont attachées par l'exercice permanent ou accidentel d'aucune fonction. » — Spécialement, un avoué d'Arles comparaissait devant les assises des Bouches-du-Rhône en qualité d'accusé de détournement de mineure; il fut déclaré non coupable; mais, sur les réquisitions du ministère public fondées sur les articles 102 et 103 du décret du 30 mars 1808, la Cour d'assises le suspendit pendant six ans de ses fonctions d'avoué au tribunal d'Arles. La Cour de cassation annula cette condamnation disciplinaire entachée d'incompétence et faisant une fausse application du décret précité. (1)

3771. ART. 3e : *Conviction de plusieurs crimes; interdiction du cumul des peines*. — Le deuxième paragraphe de l'article 365 dispose que : « En cas de conviction de plu-
« sieurs crimes ou délits, la peine la plus forte sera seule
« prononcée. » — L'article 379 ajoute : « Lorsque,
« pendant les débats qui auront précédé l'arrêt de
« condamnation, l'accusé aura été inculpé, soit par
« des pièces, soit par des dépositions de témoins, sur
« d'autres crimes que ceux dont il était accusé, si ces
« crimes nouvellement manifestés méritent une peine
« plus grave que les premiers, ou si l'accusé a des com-

(1) Cass., 3 novembre 1820 (M. Rataud, rapp.), *Bull.* 411.

« plices en état d'arrestation, la Cour ordonnera qu'il « soit poursuivi à raison de ces nouveaux faits suivant les « formes prescrites par le présent Code. Dans ces deux « cas, le procureur général surseoira à l'exécution de « l'arrêt qui a prononcé la première condamnation, jus- « qu'à ce qu'il ait été statué sur le second procès. »

3772. Une règle importante résulte de ces deux articles : les peines ne peuvent être cumulées et un accusé mis en jugement expie tous les crimes qu'il peut avoir précédemment commis, par sa condamnation à la plus forte des peines encourues par ces crimes.

Ainsi :

L'accusé condamné pour un premier crime ne peut plus être condamné à aucune peine pour un autre crime antérieur si la peine prononcée sur la première poursuite, étant la plus forte, épuisait la vindicte publique sur les deux crimes [1];

Un individu contre lequel existent plusieurs condamnations ne doit subir que celle qui lui inflige la peine la plus rigoureuse, lorsque les faits qui ont motivé les dernières condamnations sont antérieurs à la première [2]. — Par suite, une condamnation à cinq ans d'emprisonnement pour vol, antérieur à un crime d'attentat à la pudeur, se trouve virtuellement remise et absorbée par un arrêt de Cour d'assises condamnant le même individu, à raison de ce crime, au maximum de la réclusion qui est la peine la plus forte. C'est donc en violation flagrante de l'article 365 que cette Cour d'assises ordonne que la peine par elle prononcée se cumulera avec celle résultant de la première condamnation [3];

---

[1] Cass., 19 mars 1818 (M. Lecoutour, rapp.), *Bull.*100; — 18 juin 1819,—intérêt de la loi—(M. Chantereyne, rapp.), *Bull.*339.

[2] Cass., 29 juillet 1826 (M. Gary, rapp.), *Bull.*413.

[3] Cass., 5 novembre 1846 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*429.

L'individu condamné pour crime de vol avec circonstances aggravantes à vingt ans de travaux forcés expie, par cette condamnation à la peine du maximum des travaux forcés à temps, tous les crimes qu'il avait pu commettre antérieurement et qui n'emportaient pas une peine plus forte que celle des travaux forcés à temps. Si donc, pour un crime semblable et antérieur, il est condamné de nouveau à dix ans de travaux forcés, cette deuxième condamnation, qui constituerait le cumul des peines, doit être annulée (1);

Lorsqu'un individu a été condamné à sept ans de travaux forcés, il ne peut être condamné à cinq ans de réclusion à raison d'un fait antérieur à la première condamnation et d'une moindre gravité pénale; — En ce cas, la Cour de cassation casse sans renvoi, mais par voie de retranchements (2), et en laissant subsister la condamnation aux frais et à l'amende (3);

Il y a violation de l'article 365 par l'arrêt qui, pour des faits antérieurs, condamne à cinq ans de prison un individu déjà condamné à dix ans de réclusion, maximum de la peine la plus forte (4).

3773. Ce n'est pas la *nature des faits poursuivis*, mais bien la *nature de la peine applicable* qui doit servir de base à la règle du non-cumul des peines. Dès lors, la Cour d'assises saisie, postérieurement à la juridiction correctionnelle de faits antérieurs à ceux que cette juridiction a punis, doit faire état de la condamnation déjà prononcée.

Par exemple :

---

(1) Cass., 17 juin 1831 (M. Brière, rapp.), *Bull.*246.

(2) Cass., 25 août 1842 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*339.

(3) Cass., 17 mars 1853 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*145.—NOTA. Le maintien des frais va de soi ; mais le maintien de l'amende est en contradiction avec la jurisprudence constante.—Voir *infrà*, n° 3778.

(4) Cass., 24 avril 1856 (M. Jallon, rapp.), *Bull.*255.

Un individu a-t-il été condamné en police correctionnelle, pour délit de port d'armes prohibées, à six mois d'emprisonnement? la Cour d'assises saisie d'un fait antérieur de coup et blessures, réduit par les débats à un simple délit, ne peut prononcer deux ans d'emprisonnement qui est le maximum de la peine afférente à ce délit; elle doit, faisant état de la première condamnation, réduire d'autant la peine qu'elle a à appliquer (1);

Un individu a-t-il été condamné par arrêt de la chambre des arrêts correctionnels à cinq ans d'emprisonnement pour vol simple? La Cour d'assises, statuant sur un fait antérieur de vol qualifié, sur lequel le jury admet des circonstances atténuantes qui réduisent la peine applicable à cinq ans d'emprisonnement, ne peut de nouveau condamner à l'emprisonnement; le maximum de cette peine ayant été épuisé par la première condamnation, la vindicte publique a reçu toute la satisfaction possible (2).

3774. Notre règle est générale et s'applique sans distinction à toutes les matières criminelles ou correctionnelles sur lesquelles le Code pénal a statué; elle comprend aussi bien les peines pécuniaires que les peines corporelles.

Un arrêt ancien a, il est vrai, jugé le contraire en ces termes : « Les peines pécuniaires sont distinctes des peines personnelles et, de l'article 365, il ne résulte nullement que, dans la conviction de plusieurs délits dont l'un n'emporte que la peine de l'amende, cette amende ne puisse être cumulée avec la peine d'emprisonnement encourue pour les autres délits » (3). — Mais une autre décision plus récente a considéré : « que la dis-

---

(1) Cass., 18 octobre 1845 (M. de Crouseilhes, rapp.), *Bull.*516.
(2) Cass., 10 mai 1855 (M. Aylies, rapp.), *Bull.*268.
(3) Rej., 15 juin 1821 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*342.

position de l'article 365 est générale; qu'elle s'applique tout à la fois aux matières correctionnelles comme aux matières criminelles; qu'elle ne distingue pas entre les peines de nature différente, qui peuvent être prononcées conformément à la loi; qu'ainsi elle les comprend toutes, les peines pécuniaires aussi bien que les peines corporelles; que si ce principe reçoit exception dans les matières qui sont régies par des lois et des règlements particuliers, et sur lesquelles il n'a pas été statué par le Code pénal, c'est que, dans ces matières toutes spéciales, l'amende est moins considérée comme une peine proprement dite que comme la réparation civile du dommage » (1).

3775. Dans ce dernier sens, on a jugé que l'amende, lorsqu'elle n'est pas un accessoire, mais la seule peine applicable à un délit connexe à un crime entraînant une peine plus forte, ne peut pas être prononcée cumulativement avec la peine de crime. Spécialement :

L'amende pour délit de chasse ne peut être cumulée avec l'emprisonnement pour rébellion (2);

Ni avec les travaux forcés à perpétuité pour crime de violences sur la personne d'un garde (3);

Ni avec la peine de mort pour tentative de meurtre précédée du délit (4).

3776. Mais ici se présente l'exception dont l'arrêt de 1835 faisait pressentir la légitimité :

Si, en thèse générale, la disposition du paragraphe 2 de l'article 365 doit être étendue à toute matière criminelle et correctionnelle, quelles que soient la législation

---

(1) Rej., 3 octobre 1835 (M. Bresson père, rapp.), *Bull.*458; — Conformes : Cass., 28 février 1857 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*137;—12 juin 1857 (à mon rapport), *Bull.*356.

(2) Rej., 17 mai 1838 (M. de Crouseilhes, rapp.), *Bull.*190.

(3) Cass., 6 mars 1856 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*159.

(4) Cass., 12 janvier 1860 (M. Jallon, rapp.), *Bull.*13.

qui la régit et la nature des peines que cette législation a édictées, « il n'en peut être ainsi quand l'application de ladite disposition et le système de répression auquel se se rapportent l'un ou plusieurs des faits compris dans une poursuite collective, sont manifestement inconciliables. » — Spécialement, l'amende prononcée par l'article 2 de la loi du 21 prairial, an v, contre les individus coupables d'avoir porté atteinte à la libre circulation des grains, doit être cumulée avec les autres peines; cette amende, d'un caractère particulier, « est un élément essentiel et le complément nécessaire de la condamnation applicable à ces individus, puisque, s'il était autrement, ce délit resterait impuni » (1).

3777. Du reste, ce n'est pas cumuler les peines dans un sens contraire à l'article 365, que d'infliger à la fois deux peines à celui qui a commis deux délits différents, si un seul des deux délits comportait cette double peine. Ainsi, l'individu coupable d'escroquerie et d'usure peut être puni d'emprisonnement et d'amende, car chacun de ces délits envisagé distinctement comporte ces deux peines (2).

3778. Par la vertu de notre article 365, les peines accessoires du crime ou du délit le moins grave sont, comme la peine principale, remises et absorbées par la peine la plus forte appliquée au crime le plus grave. On ne peut, sans cumul prohibé, prendre une fraction de peine ici, et là une autre fraction de peine. En règle générale, il faut prononcer la peine la plus forte et rien de plus.

Ainsi :

Lorsqu'un individu déclaré coupable de banqueroute frauduleuse, crime passible des travaux forcés à temps, est aussi déclaré coupable de faux, crime empor-

---

(1) Cass., 29 mai 1847 (M. Rives, rapp.), *Bull.*201.
(2) Rej., 9 septembre 1826 (M. de Cardonnel, rapp.), *Bull.*510.

tant la réclusion et l'amende, il doit être condamné à la peine la plus forte, c'est-à-dire aux travaux forcés à temps ; mais il ne doit pas être condamné à l'amende, qui est la peine accessoire du faux [1] ;

De même, l'amende accessoire à la peine du délit de détournement de deniers publics, ne peut être cumulée avec la réclusion et l'amende prononcées pour crime de faux en écriture publique [2].

3779. Et peu importe que, par l'admission des circonstances atténuantes, la peine la plus forte soit descendue d'un degré, pourvu qu'elle reste encore ou supérieure ou égale à la peine du crime le moins grave. Ainsi, le crime d'extorsion de signatures avec violences serait puni des travaux forcés à temps : mitigée par les circonstances atténuantes, sa peine peut encore être celle de la réclusion. En cas de condamnation pour faux en écriture privée qui emporte également la peine de la réclusion et, en sus, l'amende, on applique la peine afférente au crime d'extorsion, mais sans l'amende [3].

3780. On appliquait la force de ce principe au temps où existaient encore les peines de l'exposition publique et de la flétrissure ; alors il était décidé que l'accusé, déjà condamné à ces peines, ne pouvait les encourir une seconde fois pour un crime antérieur à sa première condamnation [4]. Toutefois, on décidait aussi que le con-

---

(1) Cass., 29 décembre 1826 (M. Brière, rapp.), *Bull.*753 ; — 6 avril 1827 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.*201 ; — Rej., 7 juillet 1854 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*377 ;—Cass., 18 mai 1855 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.* 279 ; — 6 mars 1856 (M. Le Sérurier, rapp.), *Bull.*161 ; — 5 juin 1856 (M. Rives, rapp.), *Bull.*338;—16 fév. 1860 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*60.

(2) Cass., 6 novembre 1862 (M. Caussin de Perceval, rapp.), *Bull.*403.

(3) L'arrêt du 7 juillet 1854.

(4) Cass., 27 février 1824 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*102 ; — 6 août 1824 (même rapp.), *Bull.*305 ; — 29 juillet 1826 (M. Gary, rapp.), *Bull.* 413 ;—27 avril 1827 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.*280.

damné aux travaux forcés à temps qui avait subi la flétrissure, devait être marqué de nouveau, et cette fois des lettres T F P, « accessoires indivisibles de la condamnation à la peine des travaux forcés à perpétuité [1]; »

Et, sous l'empire de la même législation, on jugeait encore que l'individu déclaré coupable de deux crimes, dont l'un, le faux, par exemple, emportait la réclusion et, comme accessoire, la flétrissure, et dont l'autre entraînait les travaux forcés à temps, ne pouvait être condamné qu'à la plus forte peine, c'est-à-dire qu'aux travaux forcés mais sans flétrissure [2].

3781. Cependant, il est certaines dispositions pénales accessoires qui, non classées dans l'échelle des peines, ont plutôt un caractère administratif préventif et de sûreté, qu'un caractère judiciaire, et qui, par leur nature même, sont en dehors de cette règle. Telles sont, par exemple, la confiscation de l'instrument du délit et la surveillance de la haute police.

Aussi, lorsqu'un accusé ou prévenu est reconnu coupable de deux crimes ou délits, dont le moins grave emporte la surveillance de la haute police, l'article 365 ne fait pas obstacle à ce que cette peine accessoire soit prononcée contre lui cumulativement avec la peine principale la plus forte. En effet, « d'une part, la remise de la peine accessoire ne résulte pas directement du texte de cet article, puisqu'il n'existe aucune règle légale pour décider si elle est plus forte ou moins forte que la peine principale à prononcer; d'autre part, elle ne pourrait être la conséquence de la remise de la peine principale qu'autant

---

[1] Cass., 17 août 1827 (M. Mangin, rapp.), *Bull.* 722.

[2] Cass., 29 septembre 1815 (M. Busschop, rapp.), *Bull.* 108;—11 septembre 1823 (M. Choppin, rapp.), *Bull.* 368;—6 avril 1827 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.* 201;—19 septembre 1828 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.* 793.

qu'elle serait une dépendance de celle-ci ; mais qu'il n'en est point ainsi, la peine accessoire étant attachée, non à la peine principale, mais au délit lui-même ; d'ailleurs, les peines accessoires sont établies, dans l'intérêt général, en vue du caractère propre à certains délits, et le but du législateur serait manqué, si celui contre qui il a voulu que ces mesures fussent employées y échappait, par cela seul, qu'outre le délit spécial qui les rend nécessaires, il en aurait commis un autre plus grave » (1) ;

De même, la confiscation de l'arme ayant servi à la perpétration d'un délit de chasse, doit être ordonnée alors même que ce fait serait connexe à un crime ou à un délit entraînant des peines plus fortes qui, seules, peuvent être prononcées (2).

3782. Néanmoins, dans l'exception il est une exception : si la peine accessoire n'est pas attachée par la loi à l'infraction commise, mais si elle est seulement *la conséquence et la dépendance de la peine appliquée*, le principe du non-cumul demeure applicable. Par exemple, la surveillance de la haute police n'est-elle que l'accessoire de la peine principale? Comme elle n'existerait pas sans cette peine principale, elle ne peut plus être appliquée dès que ladite peine principale est absorbée elle-même, et remplacée par la peine la plus forte (3).

3783. Que doit-on entendre par *la peine la plus forte?* — Voici la première règle :

Pour apprécier quelle est la peine la plus forte, il faut

---

(1) Cass., 23 septembre 1837 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* 371 ; — 12 septembre 1844 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*453 ; — 24 avril 1847 (même rapp.), *Bull.*134 ; — 13 mai 1853 (M. de Glos, rapp.), *Bull.* 245 ;—6 mars 1856 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*159.

(2) Rej., 2 juin 1838 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*225 ; — L'arrêt du 6 mars 1856 ;—Cass., 13 mars 1856 (M. Rives, rapp.), *Bull.*173.

(3) Paris, 7 juin 1851, S.-V.51.2.351 ; *Pal.*1851.2.423.

considérer, *non la durée*, mais seulement *la nature* des peines. Ainsi, la peine de l'emprisonnement, purement correctionnelle, est moins forte, quelle que soit la durée, que la réclusion, qui est une peine afflictive et infamante. Or, comme la peine la moins forte doit se confondre dans la peine la plus forte, et comme la peine la plus forte ne doit jamais être absorbée par la peine la plus faible, si un individu est condamné seulement à cinq ans de réclusion, tandis que, pour un délit commis en récidive, il est condamné à dix ans d'emprisonnement, c'est la réclusion qui, quoique inférieure en durée, doit seule être exécutée. En décidant le contraire, un arrêt a pris à rebours les dispositions de l'article 365 et les a violées (1).

3784. La seconde règle est celle-ci ;

Ces expressions : *la peine la plus forte*, doivent être entendues en ce sens qu'il s'agit *du maximum* de la peine applicable au crime le plus grave.

Ainsi :

Un individu a été condamné pour crime de faux en écriture publique : si la peine qui lui était infligée à raison de ce crime, eût été de vingt ans de travaux forcés, sa condamnation à cette peine, la plus forte par sa nature et par sa durée, qu'il pût subir, eût pleinement satisfait la vindicte publique pour tous les crimes punissables du même genre de peines. Mais, condamné seulement à huit ans de travaux forcés, il a pu, sans cumulation de peine, être condamné de nouveau, à raison d'un crime antérieur à cinq ans (2) ou à huit ans (3) de travaux forcés. En effet, ces deux condamnations réunies ne s'élèvent pas au niveau

---

(1) Cass., 18 janvier 1850 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*37.

(2) Cass., 27 février 1824 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*102;—Analogue : Cass., 8 octobre 1824 (M. Brière, rapp.), *Bull.*406.

(3) Cass., 24 avril 1856 (M. Jallon, rapp.), *Bull.*255.

du maximum de la peine la plus forte qui pouvait lui être infligée ;

De même, lorsqu'un individu a été condamné à la réclusion, il peut y être condamné de nouveau pour un crime antérieur subséquemment poursuivi, mais sous cette condition sous-entendue ou exprimée, que la peine prononcée par la seconde condamnation, réunie à celle portée en la première, n'excéderait pas dix années, maximum de cette nature de peine (1) ;

De même, l'individu déjà condamné pour un crime ou un délit, peut être poursuivi et condamné de nouveau à raison d'un crime ou délit antérieur, quoique punissable d'une peine moins grave. Toutefois, dans l'application de la peine motivée par la nouvelle poursuite, les juges ne doivent ni excéder les limites de la peine réservée à cette poursuite, ni prononcer une peine d'une nature différente, qui serait applicable au crime plus grave dont ils ne sont pas saisis, ni lorsque la peine est de même nature, excéder par sa cumulation avec la peine précédemment prononcée, le maximum de la peine applicable à ce crime le plus grave (2) ;

De même, « lorsque les peines prononcées successivement contre le même individu, dans ce cas de conviction de plusieurs crimes ou délits, sont de nature différente, la peine la plus faible se confond nécessairement avec la plus grave ; mais si, dans ce cas, les peines prononcées sont de même nature, et ne diffèrent que relativement à leur durée, elles doivent être toutes subies successivement, tant que, par leur réunion, elles n'excèdent pas en durée le maximum de la peine la plus forte de celles que la loi

(1) Cass., 27 avril 1827 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.*280.
(2) Rej., 23 juin 1832 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*326.

a prononcées pour les divers crimes ou délits qui ont été l'objet des diverses condamnations » (1).

De même, l'accusé successivement déclaré coupable par deux Cours d'assises, de deux crimes de faux en écriture de commerce, mais en faveur duquel les deux jurys ont admis des circonstances atténuantes, peut être condamné à la réclusion, jusqu'au maximum de cette peine; mais si les deux Cours d'assises, abaissant de deux degrés le niveau de la peine, n'appliquent que l'emprisonnement, la condamnation à cinq ans prononcée par la première condamnation, a épuisé la peine et expié les deux crimes (2).

3785. Disons que cette interprétation, qui autorise les tribunaux à aller jusqu'à l'épuisement de la peine la plus forte, comme aussi la disposition elle-même de l'article 365, s'appliquent au mineur de seize ans, condamné pour plusieurs crimes ou délits. Par suite, après avoir été condamné à cinq ans de détention dans une maison de correction et à dix ans de surveillance de la haute police, il peut, pour faits antérieurs, et de gravité identique, être condamné de nouveau à cinq ans de détention dans une maison. En effet, la première condamnation n'avait pas épuisé le maximum de la peine. Mais la seconde condamnation viole la règle prohibitive du cumul des peines, si, portée à dix ans de détention, il est dit qu'elle ne se confondra pas avec la peine antérieure (3).

3786. Qu'on le remarque, si la Cour d'assises appelée à prononcer une seconde condamnation à raison d'un crime, antérieur à une première condamnation, peut étendre la durée de la peine jusqu'à la limite du maxi-

---

(1) Rej., 2 août 1833 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*387.
(2) Cass., 7 juin 1849 (M. Rives, rapp.), *Bull.*201.
(3) Cass., 5 mars 1832 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*151.

mum, elle n'y est pas obligée : investie d'une simple *faculté*, et appréciant l'ensemble des faits à charge, elle a le droit de déclarer que les deux crimes sont suffisamment expiés par la première condamnation (1).

A plus forte raison, pouvant porter la peine des travaux forcés jusqu'à vingt ans, mais n'étant pas obligée d'infliger à l'accusé le maximum de cette peine, la Cour d'assises a pu légalement la réduire à douze ans, en y faisant entrer les huit ans prononcés par un précédent arrêt (2); — Et même, elle a eu la faculté de n'augmenter la peine que d'une durée moindre que son *minimum* légal en ce sens que, la première condamnation étant de cinq ans de travaux forcés, elle a pu y ajouter seulement un an, ce qui portait à six ans de durée de la peine pour les deux crimes (3).

3787. Le moyen pris de la violation de la règle qui prohibe le cumul des peines peut être proposé pour la première fois devant la Cour de cassation (4).

3788. Lorsqu'un arrêt de condamnation renferme un cumul de peines, il y a lieu d'en prononcer la cassation par voie de retranchement seulement, et sans qu'il soit nécessaire de renvoyer devant une autre Cour pour l'application de la peine (5).

3789. Il ne faut pas, du reste, qu'on se méprenne sur

---

(1) Rej., 28 mars 1829 (M. Mangin, rapp.), *Bull.*185; — 27 avril 1832 (M. Brière, rapp.), *Bull.*225.

(2) Cass., 6 août 1824 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*305.

(3) Rej., 15 mars 1828 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*197.

(4) Cass., 19 mars 1841 (M. Rives, rapp.), *Bull.*142.—NOTA. Cet arrêt et quatre autres semblables, rendus le même jour au rapport de M. Mérilhou, ont été rendus en matière de contravention ; mais ils s'appliquent, et *à fortiori*, au grand criminel.

(5) Cass., 5 août 1842 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*300. — NOTA. Arrêt rendu en matière correctionnelle, mais applicable aussi au grand criminel.

la portée de la règle qui prohibe le cumul des peines : cette règle n'exerce son autorité que sur les condamnations prononcées à raison de crimes ou délits *antérieurs;* si un individu, par cela seul qu'il est déjà condamné à une certaine peine, pouvait impunément commettre de nouveaux crimes, pourvu qu'ils fussent moins graves, les intérêts de la société seraient constamment menacés. Ces expressions : *En cas de conviction de plusieurs crimes ou délits*, indiquent nettement la limite que le législateur pose à notre règle, qui est une dérogation au grand principe prescrivant de poursuivre et de punir toute infraction à la loi pénale. En conséquence, lorsqu'un individu condamné aux travaux forcés à perpétuité est poursuivi pour un crime commis *postérieurement* à sa condamnation et punissable des travaux forcés à temps et de l'exposition publique, l'article 365 est inapplicable et ne fait nul obstacle à ce qu'on prononce contre lui les peines dues à ce second crime. « Si, la première peine étant celle des travaux forcés à perpétuité, la seconde devait nécessairement se confondre avec elle dans son exécution, ce n'était pas un motif pour ne pas prononcer celle-ci, puisqu'il pouvait arriver que la première fût effacée par un acte de la puissance souveraine ou par l'effet d'une révision. Ce n'était pas un motif surtout pour ne pas prononcer la peine de l'exposition publique, contre laquelle ne s'élevait aucune impossibilité de droit ni de fait » [1].

3790. L'arrêt d'une Cour d'assises ne peut être annulé pour violation de l'article 365 prohibitif du cumul des peines, lorsqu'il y a incertitude sur le point de savoir si la condamnation antérieure avait acquis un caractère définitif avant la date du crime qui a motivé cet arrêt,

---

[1] Cass., 17 mars 1848, — sur mes conclusions — (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* 122.

sauf à soulever la question du non-cumul sur l'exécution des deux peines [1] ;

De même, en matière de cumul des peines, lorsque le second juge n'a pas été touché par des conclusions formelles de l'existence d'une condamnation antérieure et n'en a pas fait mention, quoiqu'elle fût définitive, on ne doit pas casser son arrêt pour omission de statuer sur la confusion des peines. En ce cas, la question reste entière et pourra être soulevée, s'il y a lieu, lorsqu'il s'agira de l'exécution des deux condamnations [2].

3791. ART. 4e : *Graduation et peines indivisibles.* — Quand la loi indique un *maximum* et un *minimum*, « les tribunaux ont bien le droit de graduer les peines et de les fixer dans leur quotité et dans leur durée plus ou moins étendues, eu égard aux circonstances des délits ; mais il ne leur appartient point de diviser les peines que la loi a cumulativement prononcées pour les délits qu'elle a prévus, à l'effet de n'infliger au condamné que l'une de celles qui sont déterminées par ladite loi. » Ainsi, au cas où la loi prononce cumulativement l'emprisonnement et l'amende, il n'est pas permis aux juges de n'appliquer que l'emprisonnement [3] ;

3792. Il n'appartient pas non plus aux juges de graduer la peine lorsque, par une disposition formelle, la loi a exigé l'application du maximum. Ainsi, le paragraphe 2 de l'article 332 du Code pénal inflige le maximum de la peine des travaux forcés à temps à l'individu coupable de viol commis sur la personne d'un enfant au-dessous de quinze ans accomplis. On doit, dès lors, annuler l'arrêt

---

(1) Rej., 17 décembre 1857 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*628.

(2) Rej., 16 janvier 1864 (M. Le Sérurier, rapp.). *Bull.*24.

(3) Cass., 15 octobre 1807 (M. Guien, rapp.), *Bull.*409. — NOTA. Cet arrêt a été rendu en matière de délit, mais son principe serait applicable au grand criminel.

qui, en ce cas, ne condamne qu'à quinze années de travaux forcés [1].

3793. En supposant qu'une Cour d'assises se soit trompée en caractérisant un crime et en lui appliquant une peine plus grave que celle qu'il comporte, l'arrêt ne doit pas être cassé si le condamné a été reconnu coupable d'un second crime justifiant la peine prononcée. Spécialement il en est ainsi lorsque, déclaré à tort coupable de faux en écriture de commerce, alors qu'il y avait seulement faux en écriture privée, le condamné a été en même temps reconnu coupable de vol dans une maison habitée et avec effraction intérieure [2].

3794. ART. 5° : *Récidive*. — La perpétration répétée de faits qui tombent sous le coup de la loi pénale indique, d'une part, que la peine n'a produit aucune amélioration dans l'état moral du coupable, et d'autre part, que sa perversité plus grande mérite un châtiment plus exemplaire.

Convaincu de cette douloureuse nécessité, le législateur du Code pénal a, sur ce sujet, porté les deux dispositions suivantes relatives aux matières du grand criminel :

« Art. 56. — Quiconque, ayant été condamné à une « peine afflictive ou infamante, aura commis un second « crime emportant, comme peine principale, la dégra- « dation civique, sera condamné à la peine du bannis- « sement.

« Si le second crime emporte la peine du bannis- « sement, il sera condamné à la peine de la détention.

« Si le second crime emporte la peine de la réclusion, « il sera condamné à la peine de travaux forcés à temps;

---

[1] Cass., 8 octobre 1852, — intérêt de la loi — (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*574.

[2] Cass., 6 mars 1828 (M. Mangin, rapp.), *Bull.*153.

« Si le second crime emporte la peine de la détention, « il sera puni au *maximum* de la même peine, laquelle « pourra être élevée jusqu'au double.

« Si le second crime emporte la peine des travaux for- « cés à temps, il sera condamné au *maximum* de la même « peine, laquelle pourra être élevée jusqu'au double.

« Si le second crime emporte la peine de la déporta- « tion, il sera condamné aux travaux forcés à perpé- « tuité.

« Quiconque ayant été condamné aux travaux forcés à « perpétuité, aura commis un second crime emportant la « même peine, sera condamné à la peine de mort.

« Tout individu condamné par un tribunal militaire « ou maritime, ne sera, en cas de crime ou délit posté- « rieur, passible des peines de la récidive qu'autant « que la première condamnation aurait été prononcée « pour des crimes ou délits punissables d'après les « lois pénales ordinaires. »

« Art. 57. — Quiconque ayant été condamné pour « crime à une peine supérieure à une année d'empri- « sonnement, aura commis un délit ou un crime qui de- « vra n'être puni que de peines correctionnelles, sera « condamné au *maximum* de la peine portée par la loi, et « cette peine pourra être élevée jusqu'au double.

« Le condamné sera de plus mis sous la surveillance « spéciale de la haute police pendant cinq ans au moins « et dix ans au plus. »

Je ne fais pas un cours de droit pénal et je n'ai pas à commenter ces dispositions. Mais elles doivent être pour moi le texte de quelques observations, restreintes au point de vue spécial de leur application par l'arrêt de la Cour d'assises qui prononce la condamnation.

3795. La première règle, qui, évidente, n'aurait nul besoin de l'appui de la jurisprudence, est celle-ci : Pour

constituer l'état de récidive, il ne suffit pas que plusieurs faits criminels aient été commis par le même individu et soient constatés à sa charge par des témoignages nombreux et certains ou par des procès-verbaux réguliers; il faut, selon notre article 56, qu'il y ait eu *condamnation*, et j'ajoute condamnation *définitive* à l'abri de tout recours (1).

3796. La seconde règle, c'est que la prescription de la peine prononcée par l'arrêt de condamnation n'apporte aucun obstacle légal à l'application de celle de la récidive encourue par le second crime. « Les dispositions de l'article 56 sont, en effet, générales et absolues; elles s'étendent à tous les cas où il existe une première condamnation pour crime, à quelque époque et par quelques tribunaux que cette condamnation ait été prononcée (2).

3797. De même, les lettres de grâce obtenues de la clémence du chef de l'Etat n'éteignent point le premier crime, n'en changent point la nature, ne détruisent point une condamnation modifiée seulement dans ses effets, et ne peuvent conséquemment dispenser de la peine encourue pour la récidive (3).

3798. De même, « le Code pénal n'ayant fait aucune distinction entre les condamnés réhabilités et les non-réhabilités, les Cours n'en peuvent admettre aucune; » les lettres de réhabilitation ne sauraient donc avoir pour effet

---

(1) Cass., 2 août 1856 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*449. — NOTA. Arrêt rendu en matière de simple police, mais dont le principe serait applicable au grand criminel.

(2) Rej., 10 février 1820 (M. Busschop, rapp.), *Pal.*1820.767;—Cass., 4 juillet 1828 (M. Chantereyne, rapp.), *Bull.*611; — Rej., 10 mai 1861 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*173.

(3) Rej., 5 décembre 1811 (M. Bailly, rapp.), *Pal.*1811.755; — Cass., 5 juillet 1821,—intérêt de la loi—(M. Ollivier, rapp.), *Bull.*296; — 15 octobre 1825 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.*575;—L'arrêt de rejet du 4 juillet 1828;—Rej., 1er juillet 1837 (M. Dehaussy, rapp.), *Pal.*1842.2.637.

de relever de l'aggravation de peine que comporte la récidive (1).

3799. Mais il en est autrement de l'amnistie pleine et entière qui porte avec elle l'abolition des poursuites faites ou à faire et des condamnations qui auraient été ou pourraient être prononcées : « tellement que ces délits, couverts du voile de la loi, par la puissance et la clémence royales, sont, au regard des Cours et tribunaux, sauf le droit des tiers en réparation du dommage par action civile, comme s'ils n'avaient jamais été commis (2). »

3800. La troisième règle impose naturellement à la partie publique l'obligation d'établir l'existence de la première condamnation : si cette preuve n'est pas produite, la Cour ne saurait traiter l'accusé en récidiviste et lui infliger l'aggravation de peine que comporte cet état. Et quand elle a épuisé sa juridiction en prononçant la condamnation, la Cour ne peut, par un second arrêt, rendu ultérieurement sur la représentation d'une condamnation antérieure, appliquer la peine de la récidive (3).

3801. Comment prouver l'état de récidive ?

La justification est parfaite par la production d'un extrait de la précédente condamnation joint à la procédure, et la constatation est régulière quand l'arrêt vise et transcrit l'article 56 du Code pénal (4).

En conséquence, s'il résulte d'un extrait régulier de l'arrêt de la première condamnation, que l'accusé n'avait pas été condamné à la peine de la réclusion, mais seulement à celle de l'emprisonnement, c'est indûment que la

---

(1) Cass., 25 juillet 1812 (M. Giraud-Duplessis, rapp.), *Bull.*327 ; — 6 février 1823,—intérêt de la loi—(M. Aumont, rapp.), *Bull.*52.

(2) Rej., 11 juin 1825 (M. Brière, rapp.), *Bull.*320.

(3) Cass., 18 floréal an VII (M. Silvain Pepin, rapp.), *Bull.*, t. 2 de l'an VII, p. 385 ;—18 fructidor an XIII (M. Vermeil, rapp.), *Bull.*375.

(4) Rej., 1er décembre 1859 (M. Sénéca, rapp.), *Bull.*428.

peine a été aggravée par les nouveaux juges, et leur arrêt doit être cassé alors même qu'ils auraient été induits en erreur par la production d'un extrait irrégulier devant leur faire croire à l'existence de la récidive (1).

3802. Mais à défaut de cette pièce officielle, dont la représentation peut être matériellement impossible, — notamment lorsque, à la suite de troubles politiques, la minute a été détruite, — la Cour d'assises pourrait puiser à d'autres sources l'existence de la première condamnation. En ce cas, « il appartiendrait à la Cour de cassation d'apprécier jusqu'à quel point, eu égard aux circonstances particulières de la cause, l'élément légal de la récidive a été juridiquement établi (2). »

3803. Ainsi :

On trouverait des éléments donnant toute certitude dans un extrait des registres d'écrou de la maison de détention, auquel serait joint une lettre officielle du procureur impérial. Mais, certaine de l'existence de la précédente condamnation, la Cour d'assises devrait aller plus loin : dans des affaires d'une nature spéciale, notamment lorsque l'extrait de l'écrou annonce que la condamnation a été prononcée pour *rébellion en bande à main armée et pillage*, elle devrait se préoccuper de la question de savoir si le crime, objet de cette condamnation, était de nature à constituer l'état de récidive, notamment s'il était ou non politique ; en ne donnant aucuns motifs sur ce point essentiel, l'application qu'elle fait à l'accusé des peines de la récidive ne se trouve pas suffisamment justifiée (3).

Au contraire, l'état de récidive ne pourrait résulter ni d'un extrait délivré par le greffier d'une juridiction étran-

---

(1) Cass., 12 août 1852 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.* 466.
(2) Cass., 9 août 1855 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.* 452.
(3) Le même arrêt du 9 août 1855.

gère, anciennement comprise dans le territoire français et non revêtu de la légalisation d'aucun officier français, ni de l'extrait du registre des chiourmes du bagne où la peine a été subie (1).

3804. Quand un arrêt déclare qu'il est *judiciairement établi* qu'un accusé avait été précédemment condamné, la Cour de cassation n'en conserve pas moins le droit de vérifier la preuve légale du premier jugement, qui est une des bases élémentaires de la peine prononcée pour cause de récidive. Cet arrêt doit être cassé si, admettant le fait d'une condamnation précédente, sans énoncer ni la date de cette condamnation, ni la juridiction de qui elle serait émanée, il ne constate pas que les magistrats aient eu sous les yeux ni une expédition de la première condamnation, ni une mention authentique de son contenu (2);

A fortiori, la cassation serait encourue si l'arrêt élevait la peine sans mentionner aucune condamnation antérieure et s'il était, à l'égard de la récidive, dépourvu de tout motif et même d'une indication quelconque (3); — on ne donnait aucuns motifs explicites ou implicites pour rejeter l'application des peines de la récidive requise par le ministère public (4).

3805. L'aveu de l'accusé, isolé de toute autre circonstance, ne saurait être élevé à la hauteur d'une preuve d'un fait de nature à accroître l'intensité de la peine et « d'un état dont les conditions constitutives sont constituées par la loi (5). »

Et, dans ce cas, il appartient à la Cour de cassation de

---

(1) Rej., 6 août 1829 (M. de Crouseilhes, rapp.), *Pal.*1829.1325.

(2) Cass., 28 février 1846 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*84.

(3) Cass., 28 août 1856 (M. Plougoulm, rapp.), *Bull.*483.

(4) Cass., 14 novembre 1856 (M. Sénéca, rapp.), *Bull.*561.

(5) L'arrêt du 28 février 1846; — Rej., 18 août 1853 (à mon rapport), *Bull.*457.

vérifier si, conformément à l'aveu de l'accusé, cet état existe réellement : pour cela, elle ordonne « qu'à la diligence du procureur général il sera fait apport en son greffe de tout jugement, pièces ou documents pouvant servir à ladite vérification, pour, sur ledit apport, être statué ce que de droit (1). »

3806. Cependant que penser de cet aveu, lorsqu'il est réuni à d'autres éléments qui viennent le corroborer?

Un arrêt, repoussant les réquisitions du ministère public, avait déclaré que l'aveu de l'accusé et le certificat du directeur de la maison de détention où la peine avait été subie, lui paraissaient insuffisants pour établir le fait d'une condamnation pour crime : sur le pourvoi, la Cour de cassation décida que si ces éléments « pouvaient former des preuves morales, l'article 56 ne déterminait point quel caractère de force probante des preuves de ce genre devaient avoir pour constater le fait d'une première condamnation » et que, dès lors, cet article n'avait pas été violé (2);

Mais, à l'inverse, il a été jugé que l'aveu de l'accusé, corroboré par l'arrêt de renvoi et l'acte d'accusation, ainsi que par les documents existant au dossier, peuvent constater le fait d'une condamnation antérieure à une peine afflictive ou infamante (3).

3807. La preuve testimoniale pourrait être accueillie. Aussi a-t-on jugé que, sur les réquisitions du ministère public, la Cour peut faire venir et entendre des témoins pour constater l'identité de l'accusé avec un individu antérieurement condamné et que, sur la preuve ainsi

---

(1) L'arrêt du 18 août 1853, à mon rapport.
(2) Rej., 11 septembre 1828 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*769.
(3) Rej., 1er avril 1853 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*172.

acquise, elle peut appliquer les peines attachées à l'état de récidive (1).

3808. Si le ministère public requiert un délai suffisant et modéré pour rapporter la preuve authentique de la précédente condamnation, établissant le fait de la récidive, la Cour, en refusant d'accorder ce délai, s'exposerait à violer l'article 56 du Code pénal, au cas où l'état de récidive serait réellement existant (2).

3809. Du reste, l'arrêt du 7 juillet 1853, à mon rapport, décide que, si l'arrêt de condamnation se base sur un état de récidive qui, légalement, n'existe pas, cette condamnation ne peut se soutenir par cette considération, que la peine ne dépasse pas celle que la Cour aurait pu prononcer en faisant même abstraction de la récidive prétendue : comme il y a une erreur de droit, la cassation doit s'ensuivre.

3810. La quatrième règle établit que « quand même le ministère public aurait été entièrement inattentif et muet sur la circonstance de la récidive, cette circonstance étant certaine et la preuve en étant acquise, la Cour d'assises ne pourrait la méconnaître et ne pas en tirer la conséquence qui appartient au droit public » (3).

3811. La cinquième règle fonde l'existence de l'état de récidive prévu par l'article 56 du Code pénal sur *la nature de la peine prononcée*, et non sur *la nature du fait incriminé*. — L'ancien Code pénal de 1810 attachait l'état de la récidive à une condamnation *pour crime*. Aussi l'on décidait, quoique avec hésitation, que cet état existait contre l'individu qui, déclaré coupable d'un crime, avait obtenu cependant, grâce au bénéfice des circonstances

---

(1) Rej., 10 juillet 1828 (M. Ollivier, rapp.), *Pal.*1828.1829.55.
(2) Cass., 13 février 1806 (M. Liborel, rapp.), *Bull.*39.
(3) Cass., 9 juin 1826,—intérêt de la loi—(M. Brière, rapp.), *Bull.*315.

atténuantes, de n'avoir été condamné qu'à des peines correctionnelles. Aujourd'hui, depuis la révision de 1832, ce n'est plus une condamnation pour crime, mais une condamnation à une peine *afflictive ou infamante* qui est la base de la récidive. En cela, notre article 56 a subi une modification essentielle. — En conséquence, si, dans la première affaire, le jury, tout en reconnaissant l'accusé coupable d'un crime, a admis en sa faveur les circonstances atténuantes, et si ces circonstances ont amené l'application de peines simplement correctionnelles, on ne peut, sans excès, traiter ce condamné comme s'il était un récidiviste [1].

3812. La sixième règle pose un principe différent lorsqu'il s'agit de l'application de l'article 57 qui, lui, n'exige plus une condamnation à une peine afflictive ou infamante, mais seulement une condamnation *pour crime* à une peine supérieure à une année d'emprisonnement. Dans le cas prévu par cette disposition, peu importe, si la condamnation a eu lieu pour crime, que la peine ait été correctionnalisée à raison des circonstances atténuantes. — Par conséquent, si un individu déjà condamné à cinq ans d'emprisonnement, comme coupable d'attentat à la pudeur commis sans violence et avec des circonstances atténuantes, est poursuivi de nouveau à raison de faits de même nature, et si le jury en le reconnaissant coupable admet en-

---

[1] Cass., 8 mars 1838 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*89 ; — 11 avril 1839 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*181 ;—3 décembre 1840 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*492 ; — 16 mars 1844 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*148 ; — 8 janvier 1848,—sur mes conclusions—(même rapp.), *Bull.*8 ;—22 janvier 1852,—trois arrêts — (MM. Vincens-Saint-Laurent, Faustin Hélie et Dehaussy, rapp.) , *Bull.*46 , 49 et 50 ; — 16 avril 1852 (M. Rives, rapp.), *Bull.*242 ; — 7 juillet 1853 (à mon rapport), *Bull.*367 ; — 4 janvier 1856 (M. Jallon, rapp.), *Bull.*7 ; — 3 juillet 1863 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.* 311.

core en sa faveur les circonstances atténuantes, c'est l'article 57 et non l'article 58 qui, à bon droit, a été appliqué (1).

3813. Suivant la septième règle, l'état de récidive ne saurait, cela est évident, résulter d'un fait antérieur à la précédente condamnation (2).

3814. Une huitième règle admet que l'aggravation de la peine s'arrête au récidiviste, et ne saurait équitablement être étendue à ses complices. En effet, si, en principe, le complice doit être puni de la même peine que l'auteur principal du fait, cela est vrai seulement lorsqu'il s'agit « de la peine prononcée par la loi contre le crime même, indépendamment des circonstances particulières personnelles à l'auteur du crime, qui doivent à son égard la faire aggraver » (3).

3815. Enfin, d'après la neuvième règle, l'état de récidive constitue une question de droit qui, sortant des attributions des jurés, ne peut être résolue que par la Cour d'assises (4).

3816. ART. 6e. *Excuses*. — Comme je l'ai dit, — *suprà*, n° 2855, ne sont nullement punissables :

Ni ceux qui, ayant fait momentanément partie de bandes séditieuses, peuvent exciper des dispositions des articles 100 et 213 du Code pénal ;

Ni, aux termes de l'article 108, même Code, les révélateurs de complots contre la sûreté de l'État ;

Ni, suivant l'article 114, le fonctionnaire qui, ayant attenté arbitrairement à la liberté ou aux droits civiques d'un citoyen, a agi par ordre de ses supérieurs ;

---

(1) Rej., 28 août 1845 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*443.
(2) Cass., 13 juin 1857 (à mon rapport), *Bull.*361.
(3) Cass., 3 juillet 1806 (M. Seignette, rapp.), *Bull.*185.
(4) Voir *infrà*, n° 2653.

Ni, d'après l'article 116, le ministre dont la signature a été surprise et qui, ayant fait cesser l'acte arbitraire, dénonce l'auteur de la surprise ;

Ni, selon le § 1er de l'article 135, celui qui, ayant reçu pour bonne une pièce fausse, en a fait usage sans en avoir vérifié ou fait vérifier les vices ;

Ni, aux termes de l'article 138, les coupables qui, avant toutes poursuites, ont révélé les auteurs des crimes de fausse monnaie, ou qui, même après les poursuites commencées, auront procuré l'arrestation des autres coupables ;

Ni, en matière d'abus d'autorité, et conformément à l'article 190, le fonctionnaire qui aura agi par ordre de ses supérieurs ;

Ni, enfin, ceux qui peuvent exciper des dispositions des articles 247 et 248.

Les individus qui peuvent invoquer le bénéfice de ces exceptions sont déclarés absous par la Cour.

J'ai maintenant à dire un mot des peines applicables aux individus déclarés excusables, mais dont les faits ne sont pas complétement amnistiés par la loi.

3817. En matière d'*émission de fausse monnaie*, celui qui, ayant reçu pour bonnes les pièces contrefaites, altérées ou colorées, en aura fait usage après en avoir vérifié ou fait vérifier les vices, au lieu d'être condamné selon les cas, à la peine des travaux forcés à perpétuité ou à temps, sera puni, d'après l'article 135, § 2, d'une amende triple au moins, et sextuple au plus de la somme représentée par les pièces qu'il aura rendues à la circulation, sans que cette amende puisse, en aucun cas, être inférieure à seize francs.

En matière de *fausse monnaie*, quoique l'article 138 exempte de peine les révélateurs des crimes mentionnés en l'article 132, néanmoins ils peuvent être mis, pour la

vie ou à temps, sous la surveillance spéciale de la haute police.

3818. En matière de *meurtre, coups ou blessures*, dans les cas prévus par les articles 321, 322, 324 et 325, si l'excuse de provocation est admise, la peine sera appliquée conformément à l'article 326, savoir : s'il s'agit d'un crime emportant la peine de mort, ou celle des travaux forcés à perpétuité, ou celle de la déportation, la peine sera réduite à un emprisonnement d'un an à cinq ans; — s'il s'agit de tout autre crime, elle sera réduite à un emprisonnement de six mois à deux ans ; — dans ces deux premiers cas, les coupables pourront de plus être mis par l'arrêt ou le jugement sous la surveillance de la haute police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus. — S'il s'agit d'un délit, la peine sera réduite à un emprisonnement de six jours à six mois ;

3819. En matière de *séquestration illégale*, la peine qui aurait été, suivant les cas, des travaux forcés à perpétuité ou à temps, est, par l'article 343, réduite à l'emprisonnement de deux à cinq ans si les coupables des délits mentionnés en l'article 341, non encore poursuivis de fait, ont rendu la liberté à la personne arrêtée, séquestrée ou détenue, avant le dixième jour accompli depuis celui de l'arrestation, détention ou séquestration. Ils pourront néanmoins être renvoyés sous la surveillance de la haute police, depuis cinq ans jusqu'à dix ans.

3820. Du reste, si, sur une question posée régulièrement et sans aucune opposition, le jury résout en faveur de l'accusé le fait par lui proposé comme excuse, le ministère public n'est pas dépouillé, par cette réponse, du droit de soutenir que ce fait reconnu constant n'apporte nul obstacle à l'application de la loi pénale. De son côté, la Cour d'assises a pour devoir, tracé par les articles 365 et 367 du Code d'instruction criminelle, d'apprécier et

de déterminer les conséquences pénales de la déclaration du jury [1].

3821. ART. 7° : *Circonstances atténuantes.* — J'ai déjà envisagé les circonstances atténuantes au point de vue du droit pour le jury de les admettre et aussi au point de vue de l'avertissement que le président doit donner aux jurés. — Voir *suprà*, n^os^ 3025 à 3047. — Il me reste à préciser l'influence que leur admission doit ou peut avoir sur l'application de la peine.

L'article 463 du Code pénal est le siége de la matière, et il s'exprime ainsi : « Les peines prononcées par la loi « contre celui ou ceux des accusés reconnus coupables, « en faveur de qui le jury aura déclaré les circonstances « atténuantes, seront modifiées ainsi qu'il suit :

« Si la peine prononcée par la loi est la mort, la Cour « appliquera la peine des travaux forcés à perpétuité ou « celle des travaux forcés à temps ;

« Si la peine est celle des travaux forcés à perpétuité, « la Cour appliquera la peine des travaux forcés à temps « ou celle de la réclusion ;

« Si la peine est celle de la déportation dans une en- « ceinte fortifiée, la Cour appliquera celle de la dépor- « tation simple ou celle de la détention ; mais, dans les « cas prévus par les article 96 et 97, la peine de la dépor- « tation simple sera seule appliquée ;

« Si la peine est celle de la déportation, la Cour appli- « quera la peine de la détention ou celle du bannis- « sement ;

« Si la peine est celle des travaux forcés à temps, la « Cour appliquera la peine de la réclusion, ou les dispo- « sitions de l'article 401, sans toutefois pouvoir réduire

---

(1) Cass., 30 avril 1847 (M. Bresson, rapp.), *Bull.* 147.

« la durée de l'emprisonnement au-dessous de deux ans ;

« Si la peine est celle de la réclusion, de la détention, du « bannissement ou de la dégradation civique, la Cour ap- « pliquera les dispositions de l'article 401, sans toutefois « pouvoir réduire la durée de l'emprisonnement au-des- « sous d'un an.

« Dans le cas où le Code prononce le maximum d'une « peine afflictive, s'il existe des circonstances atténuantes, « la Cour appliquera le minimum de la peine ou même la « peine inférieure..... »

De cette disposition il résulte que, dans tous les cas, la peine encourue peut être abaissée de deux degrés.

Demandons à la jurisprudence comment ce principe doit être exécuté.

3822. Conformément au cinquième alinéa de l'article 463, quand la peine encourue est celle des travaux forcés à temps, la Cour ne peut, en vertu des circonstances atténuantes, réduire l'emprisonnement au-dessous de deux ans [1] ;

Aux termes des articles 331 et 333 du Code pénal combinés, la peine à appliquer à un attentat à la pudeur commis sans violences sur un enfant âgé de moins de onze ans, par un instituteur, devrait être des travaux forcés à temps ; mais les circonstances atténuantes ayant été déclarées, la Cour devait, conformément au cinquième alinéa de notre article 463, abaisser la peine au moins d'un degré et ne pas dépasser la peine de la réclusion. En conséquence, il y a eu violation de la loi si, ne donnant aucun effet aux circonstances atténuantes, l'arrêt a condamné à vingt ans de travaux forcés [2] ;

---

[1] Cass., 12 septembre 1844 (M. Fréteau de Peny, rapp.), *Bull.*455 ; —12 octobre 1849 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*384.

[2] Cass., 28 décembre 1854 (M. Jallon, rapp.), *Bull.*587.

Conformément au septième alinéa de notre article, dans le cas où le Code prononce le *maximum* d'une peine afflictive et infamante, par exemple le maximum des travaux forcés à temps, les circonstances atténuantes donnent à la Cour d'assises la faculté ou d'appliquer le *minimum* des travaux forcés à temps, soit cinq ans, ou de prononcer la peine immédiatement inférieure, soit la réclusion. Or, comme l'infériorité de la peine résulte uniquement de sa nature et non de sa durée, si la Cour prononce la réclusion, elle a toute latitude pour déterminer sa durée dans les limites légales et, par conséquent, de porter la condamnation jusqu'à dix années de réclusion (1).

3823. Dans le concours de l'état de récidive et des circonstances atténuantes, pour ne pas s'égarer en appliquant la peine, voici comment on doit logiquement procéder : il faut, d'abord, rechercher la peine que comporterait la nature du crime; puis, il faut déterminer les conséquences pénales qu'entraînerait la récidive si les circonstances atténuantes n'existaient pas; enfin, ces premiers points établis, mais seulement alors, le juge donnant aux circonstances atténuantes leur effet légal et investi de la faculté de descendre la peine de deux degrés, se meut, selon sa conscience, dans cette limite de son pouvoir d'atténuation (2).

C'est conformément à ce mode d'application de la peine que les décisions suivantes ont été rendues :

Lorsque, à raison de la récidive, la peine encourue devrait être le *maximum* des travaux forcés à temps, l'ad-

---

(1) Rej., 3 décembre 1846 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*460; — 26 mars 1863 (à mon rapport), *Bull.*155.

(2) Rej., 31 janvier 1845 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*67; —Cass., 4 mars 1848 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*89; — 15 janvier 1857 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*38; — 24 janvier 1867 (M. de Gaujal, rapp.), *Bull.*26.

mission des circonstances atténuantes la réduit au minimum des travaux forcés, soit à cinq ans, et permettrait même de n'appliquer que la peine de la réclusion. Si donc la condamnation prononcée a été de dix ans ou plus de travaux forcés, l'arrêt a violé les articles 56 et 463, § 7, du Code pénal combinés (1);

Quand un fait qui, par sa nature, entraînerait la réclusion, se trouve aggravé par l'état de récidive, la peine devrait être celle des travaux forcés à temps ; mais si le jury a admis des circonstances atténuantes, la Cour peut, à son choix, et conformément au cinquième alinéa de notre article 463, prononcer la peine de la réclusion en abaissant aussi la peine d'un seul degré, ou abaisser la peine de deux degrés et appliquer les dispositions de l'article 401. Quand elle use de ce dernier pouvoir, elle ne peut excéder les limites de l'emprisonnement autorisé par ce dernier article et porter à dix années la durée de cet emprisonnement (2); — à plus forte raison y aurait-il violation de la loi si, dans la même espèce, ne tenant aucun compte des circonstances atténuantes, l'arrêt portait une condamnation aux travaux forcés à temps (3);

---

(1) Cass., 31 juillet 1834 (M. Chauveau-Lagarde, rapp.), *Bull.*299 ; — 22 juillet 1836 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*256 ;—1er mars 1838 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*71 ;—21 mars 1840 (M. de Crouseilhes, rapp.), *Bull.* 118 ; — 9 juin 1842 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*220 ; — 10 octobre 1844 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*490 ; — 2 janvier 1846 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*, p. 1re ;—L'arrêt du 4 mars 1848, cité p. précéd.;— 9 août 1849 (M. Moreau, rapp.), *Bull.*292 ; — 6 février 1851 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*77 ;—7 février 1852 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*107; —7 octobre 1852 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*566 ;—24 mars 1854 (M. de Glos, rapp.), *Bull.*135 ; — 26 juin et 18 septembre 1862 (MM. Rives et Plougoulm, rapp.), *Bull.*233 et 387;—5 janv. et 5 avril 1866 (MM. Faustin Hélie et Lascoux, rapp.), *Bull.*11 et 157.

(2) Cass., 8 janvier 1848,— sur mes conclusions — (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*8.

(3) Cass., 24 septembre 1857 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*546.

Lorsque le crime dont le récidiviste est reconnu coupable, entraînerait seulement la peine de la réclusion, si les circonstances atténuantes sont admises en sa faveur, la Cour, ayant la faculté d'abaisser la peine de deux degrés et n'ayant pas épuisé son droit en correctionnalisant la peine, peut, conformément au sixième alinéa de notre article 463, appliquer l'article 401 du Code pénal, sans toutefois pouvoir réduire la peine au-dessous d'un an [1];

Si la Cour d'assises croit devoir abaisser de deux degrés la peine applicable à un *récidiviste correctionnel* reconnu coupable, mais avec circonstances atténuantes, d'un crime qui serait passible des travaux forcés à temps, elle ne peut, à raison de la récidive, descendre la peine au-dessous du niveau déterminé par l'article 58 : en effet, « d'une part, cette limite est fixée pour tous les cas où l'emprisonnement est prononcé pour crime en récidive d'un délit et puni de peines correctionnelles, et, d'autre part, le juge, en descendant la peine de deux degrés, a épuisé son pouvoir d'atténuation » [2].

3824. Notons que la récidive ne peut jamais opérer sur la peine capitale, qui n'est susceptible d'aucune aggravation. Si donc un individu déclaré coupable d'un crime passible de la peine de mort, obtient les circonstances atténuantes, leur effet doit, conformément au premier alinéa de notre article 463, autoriser la Cour à prononcer soit les travaux forcés à perpétuité, soit les travaux forcés à temps. Si, abaissant la peine de deux degrés, la Cour applique seulement les travaux forcés à temps, elle a, malgré la récidive dont il ne doit être fait aucun état, toute latitude pour en fixer la durée dans les limites légales de

---

(1) Rej., 26 mai 1864 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*243 ; — Cass., 15 septembre 1864 (même rapp.), *Bull.*415.

(2) Cass., 26 mars 1864 (M. Meynard de Franc, rapp.), *Bull.*131.

cinq à vingt ans. Dès lors, si elle condamne en vingt ans de travaux forcés en déclarant qu'elle est liée par l'article 56 qui, dans l'espèce, était sans autorité, son arrêt fait une fausse application desdits articles 56 et 463 (1).

3825. S'il est vrai que, en toute matière criminelle, quand le jury a déclaré en faveur de l'accusé l'existence des circonstances atténuantes, les Cours d'assises sont tenues de modifier les peines conformément à l'article 463 du Code pénal, il résulte du dernier paragraphe de ce même article que, dans tous les cas où les peines prononcées par la loi sont celles de l'emprisonnement, c'est aux tribunaux seuls qu'il appartient de réduire facultativement les peines dans les limites légales. Il suit de là que, lorsque le jury, après avoir répondu affirmativement à une question d'excuse, a, en outre, admis les circonstances atténuantes, la Cour, ne se trouvant plus qu'en présence d'un simple délit, n'est pas tenue d'avoir égard à cette seconde partie de la déclaration et peut appliquer la peine comme si ces circonstances n'avaient pas été déclarées (2);

Il en est de même au cas où, par suite d'une réponse négative sur les circonstances aggravantes, le fait a été correctionnalisé (3).

3826. Au cas de circonstances atténuantes déclarées, la surveillance de la haute police peut, comme toutes les autres peines, subir l'influence de l'article 463 : elle peut être abrégée, quant à sa durée, pourvu que le temps fixé ne soit pas arbitraire et ne descende pas au-dessous de deux ans, minimum auquel l'abaisse la loi, notamment dans les

---

(1) Cass., 15 janvier 1857 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*38.

(2) Rej., 22 juillet 1852 (M. Fréteau de Peny, rapp.), *Bull.*424.

(3) Rej., 13 septembre 1850 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*461.—Voir *suprà*, n° 3029.

articles 315, 317, 335 et autres du Code pénal (1); — Les tribunaux de répression peuvent même aller plus loin et en dispenser entièrement le condamné (2).

3827. Quand, selon son droit, le jury reconnaît limitativement des circonstances atténuantes seulement sur un des chefs d'accusation, la Cour ne peut étendre le bénéfice de ces circonstances aux autres chefs dont l'accusé est déclaré coupable : en conséquence, elle doit appliquer la loi pénale à ces derniers chefs comme s'il n'avait été fait aucune déclaration de circonstances atténuantes. — Voir la jurisprudence citée *suprà*, n° 3040.

3828. Il n'y a aucune violation de l'article 59 du Code pénal dans l'arrêt qui modère la peine à l'égard de l'auteur principal du crime qui a obtenu les circonstances atténuantes, et qui refuse de faire profiter de cette atténuation le complice qui n'a pas obtenu la même faveur (3); mais, au contraire, l'article 463 serait faussement appliqué si, dans ce cas, son bénéfice était étendu au complice (4).

3829. ART. 8° : *Mineur de seize ans ; discernement.* — Le mineur de seize ans, qui a agi *sans discernement*, devant être acquitté, suivant l'expression de l'article 66 du Code pénal, n'est passible d'aucune peine. Dès lors doit être annulé l'arrêt qui le condamne aux peines portées par

---

(1) Rej., 9 septembre 1853 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*520.

(2) Rej., 2 janvier 1836, — chambres réunies — (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*, p. 1re;—26 juin 1838,—deux arrêts des chambres réunies (même rapp.), *Bull.*273 et 274 ;—24 novembre 1838,—chambres réunies — (même rapp.), *Bull.*530 ; — 26 avril 1839 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.* 215 ; — 13 septembre 1851 (à mon rapport), *Bull.* 604. — NOTA. Avant ces arrêts la jurisprudence était contraire.

(3) Rej., 7 mai 1829 (M. Mangin, rapp.), *Pal.*1829.983.

(4) Cass., 20 décembre 1832 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.*704 ; — Rej., 23 juillet 1840 (M. Isambert, rapp.), *Pal.*1840, à sa date.

l'article 401 du même Code [1], — notamment à une année d'emprisonnement [2]; — ou qui ordonne que, après sa détention dans une maison de correction, il sera placé pendant cinq ans sous la surveillance de la haute police, qui est une peine [3].

3830. Mais, en prononçant son acquittement, la Cour pourra, selon les circonstances, dire ou qu'il sera remis à ses parents, ou conduit dans une maison de correction, pour y être élevé et détenu pendant tel nombre d'années que l'arrêt déterminera, et qui toutefois ne pourra excéder l'époque où il aura accompli sa vingtième année.

3831. Ces mots : *tel nombre d'années*, qui se lisent dans l'article 66, avaient fait penser d'abord que la détention ne pouvait être prononcée pour un temps inférieur à un an; mais, à la suite d'un nouvel examen, la Cour de cassation a décidé que ces expressions, n'établissant qu'un *maximum* de la durée de la détention, ne s'opposent pas à ce que cette durée soit fixée à moins d'une année [4].

3832. Anciennement on avait jugé que l'article 66 n'était applicable qu'aux délits prévus par le Code pénal et ne pouvait être étendu aux matières spéciales, notamment aux délits de pêche ou de chasse, ou relatifs aux douanes. — Cette jurisprudence est aujourd'hui abandonnée et l'on tient pour certain que la disposition de cet article exerce son empire sur tous les faits délictueux.

Ainsi il est applicable :

En matière de douanes [5];

---

(1) Cass., 8 octobre 1813 (M. Schwendt, rapp.), *Bull.*529.

(2) Cass., 4 octobre 1845 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.*501.

(3) Cass., 16 août 1822 (M. Clausel de Coussergues, rapp.), *Bull.*317.

(4) Rej., 8 février 1833 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.*70.

(5) Cass., 20 mars 1841, —après partage—(M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*144 ; — 18 mars 1842 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*102.

En matière de chasse [1];

En matière forestière [2].

3833. L'article 67 indique la peine qui doit être prononcée contre le mineur lorsqu'il est décidé qu'il a agi *avec discernement* : « S'il a, dit cet article, encouru la « peine de mort, des travaux forcés à perpétuité, de « la déportation, il sera condamné à la peine de dix à « vingt ans d'emprisonnement dans une maison de cor- « rection.

« S'il a encouru la peine des travaux forcés à temps, « de la détention ou de la réclusion, il sera condamné à « être enfermé dans une maison de correction, pour un « temps égal au tiers au moins et à la moitié au plus de « celui pour lequel il aurait pu être condamné à l'une de « ces peines.

« Dans tous les cas, il pourra être mis, par l'arrêt ou « le jugement, sous la surveillance de la haute police « pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

« S'il a encouru la peine de la dégradation civique ou « du bannissement, il sera condamné à être enfermé « d'un an à cinq ans dans une maison de correction. »

3834. Au sujet du 3e paragraphe de cet article, une difficulté s'est élevée : on avait pensé que la limite *du tiers à la moitié* devait être calculée sur le *maximum* de la peine encourue. Mais la Cour de la cassation a décidé, au contraire, que le juge pouvait établir le terme du tiers à la moitié en prenant facultativement pour base toute la période de temps comprise entre le maximum et le minimum. Elle a considéré « qu'il est *absurde* de prétendre que

---

(1) Rej., 3 janvier 1845 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.*6.

(2) Cass., 26 décembre 1845 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*581.—NOTA. Ces arrêts se réfèrent à des délits; mais, comme la Cour peut, par voie de connexité avec des crimes, être appelée à y statuer, il était indispensable de les rappeler.

le minimum de cette durée ne peut, en aucun cas, être inférieur au tiers de la plus longue durée des peines temporaires respectivement attachées aux crimes, puisqu'il s'ensuivrait que, lorsqu'il s'agit d'un crime emportant les travaux forcés à temps (dont la durée est de cinq à vingt ans), la détention correctionnelle ne pourrait être moindre de six ans et huit mois (tiers de vingt ans); et qu'ainsi le mineur de seize ans serait, quant à la durée de la peine, plus rigoureusement traité que ne pourrait l'être un individu au-dessus dudit âge » (1).

3835. Du reste, si les circonstances atténuantes viennent concourir avec l'âge pour adoucir la position du mineur, voici comment il importe de procéder pour calculer exactement la peine applicable : on doit, premièrement, déterminer la peine telle qu'elle serait encourue par la nature du crime; deuxièmement, la modifier par l'article 463, comme s'il s'agissait d'un majeur; troisièmement, et cette base fixée, faire jouir l'accusé de la diminution de peine attachée par l'article 67 à sa qualité de mineur.

Spécialement : quand la peine serait celle de la mort, mitigée par les circonstances atténuantes, elle descend facultativement aux travaux forcés à perpétuité ou à temps; par suite, en condamnant le mineur, qui a agi avec discernement, en dix années d'emprisonnement, la Cour d'assises a fait une juste et exacte application de notre article 67 (2)

3836. ART. 9° : *Sexagénaires*. — L'article 5 de la loi du 30 mai 1854, modifiant les articles 70 et 71 du Code pénal, porte : « Les peines des travaux forcés à perpétuité

---

(1) Rej., 15 janvier 1825 (M. Busschop, rapp.), *Bull.*15;—6 juin 1840 (M. Romiguières, rapp.), *Bull.*226.

(2) Rej., 24 mars 1853 (M. Aylies, rapp.), *Bull.*167; — 10 août 1866 (M. de Carnières, rapp.), *Bull.*204; — 28 février 1867 (M. Salneuve, rapp.), *Bull.*83.

« et des travaux forcés à temps ne seront prononcées « contre aucun individu âgé de soixante ans accomplis au « moment du jugement; elles seront remplacées par « celle de la réclusion, soit à perpétuité, soit à temps, « selon la durée de la peine qu'elle remplacera. » — En conséquence, doivent être cassés les arrêts qui, malgré cette disposition, condamnent aux travaux forcés des individus âgés de plus de soixante ans accomplis (1).

3837. Et la cassation est encourue lorsque, l'accusé prétendant avoir soixante ans accomplis, la Cour d'assises n'a procédé à aucune vérification de cette allégation, qui, si elle ne devait pas être admise sans examen, devait être appréciée, à défaut d'acte de naissance, d'après les autres documents du procès (2).

3838. Du reste, il faut tenir pour bien entendu que la loi du 30 mai 1854 n'a point modifié l'application des peines encourues par les sexagénaires, mais seulement établi *un mode d'exécution différent* et de nature à subvenir à la faiblesse de l'âge de ces condamnés.

Ainsi :

Un sexagénaire avait été condamné pour un crime emportant la peine des travaux forcés à temps; cette peine ne pouvait être prononcée contre lui à cause de son âge; mais elle n'en servait pas moins de base et de point de départ pour l'application de la peine, et, substituant la

---

(1) Cass., 13 octobre, 30 novembre et 21 décembre 1854 (MM. Faustin Hélie, Sénéca et Plougoulm, rapp.), *Bull.*494, 533 et 577;—26 juin, 14 et 28 août 1856 (MM. Bresson, Faustin Hélie et Plougoulm, rapp.), *Bull.* 366, 465 et 483;—16 juillet 1857 (M. Jallon, rapp.), *Bull.*413;—30 septembre et 25 novembre 1858 (MM. Jallon et Lascoux, rapp.), *Bull.*413 et 451; — 27 janvier 1859 (M. Sénéca, rapp.), *Bull.*49;—5 juillet 1860 (M. Meynard de Franc, rapp.), *Bull.*258;—28 novembre 1862 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*428;—17 décembre 1863 (M. Le Sérurier, rapp.), *Bull.*492.

(2) Cass., 14 décembre 1854 (M. Sénéca, rapp.), *Bull.*564.

réclusion aux travaux forcés, la Cour aurait pu le condamner en vingt ans de réclusion ; mais le bénéfice des circonstances atténuantes lui ayant été accordé, l'arrêt en faisait état en prononçant la peine de dix ans de réclusion (1) ;

De même, et *à fortiori*, un sexagénaire fut condamné à raison d'un fait qui aurait motivé les travaux forcés à perpétuité ; les circonstances atténuantes admises faisant descendre la peine au plus de deux degrés, cette peine était réduite à la réclusion, qui lui fut appliquée ; il prétendit que, à raison de son âge, la peine des travaux forcés était, de droit, transformée en réclusion et que, dès lors, à raison des circonstances atténuantes, l'emprisonnement était seul applicable ; la Cour de cassation répondit encore que l'âge ne transforme pas la peine, mais seulement son mode d'exécution et que, malgré l'âge, cette peine originaire n'en reste pas moins le point de départ auquel il faut attacher l'adoucissement produit par les circontances atténuantes (2).

3839. ART. 10° : *Exécution de la peine capitale.* — Il est de principe que la disposition de l'article 26 du Code pénal n'est pas prescrite à peine de nullité. — En conséquence, le ministère public n'est pas tenu de requérir et la Cour d'assises n'est pas tenue d'ordonner le lieu d'exécution de la peine de mort. — Lorsque l'arrêt « n'indique pas un autre lieu, l'exécution doit être faite au lieu ordinaire des exécutions, sans que l'omission de cette indication puisse opérer une nullité » (3).

---

(1) Rej., 18 décembre 1856 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*633.
(2) Rej., 7 janvier 1858 (M. Caussin de Perceval, rapp.), *Bull.*5.
(3) Rej., 25 avril 1839 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.*209 ;—17 novembre 1859 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*405 ; — 20 mars 1862 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*129 ;—4 janvier 1866 (M. Meynard de Franc, rapp.), *Bull.*, p. 1re.

Et la Cour d'assises est sans pouvoir pour ordonner, par un arrêt postérieur, que l'exécution se ferait dans un autre lieu que celui qui, dans le silence de son arrêt de condamnation, était implicitement désigné (1).

3840. L'arrêt ordonnant que l'exécution aura lieu « non sur une place publique spécialement et nominativement désignés, mais *sur l'une des places publiques de la ville de.....* » n'empiète pas sur les attributions de l'autorité administrative, et fait, au contraire, une juste application des prescriptions de l'article 26 du Code pénal (2). — Mais, comme la police des voies et places publiques appartient à l'autorité municipale, dont les pouvoirs doivent rester entiers pour chaque exécution, à raison des circonstances qui peuvent se produire, l'arrêt méconnaît ces droits et pouvoirs s'il dit que le condamné sera exécuté *sur la place du champ de foire à.....* (3).

3841. ART. 11e : *Amende.* — En général, l'amende est une peine et, à ce titre, elle est individuelle et personnelle. — Cependant, d'après l'article 55 du Code pénal, « tous les individus condamnés pour un même crime ou « pour un même délit, seront tenus solidairement des « amendes, des restitutions, des dommages-intérêts et « des frais. »

3842. Pour que la solidarité soit appliquée, il faut donc que les amendes soient prononcées pour *le même crime* : dès lors, quand bien même, à raison de la connexité, plusieurs accusés auraient été soumis aux mêmes débats, la Cour d'assises appliquerait faussement notre article 55, si les crimes, objets de la poursuite, ayant été commis en différents temps, en différents lieux, et par des per-

---

(1) Cass., 3 août 1843 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*327.
(2) Rej., 6 juin 1861 (M. Meynard de Franc, rapp.), *Bull.*200.
(3) Cass., 17 septembre 1857 (M. Sénéca, rapp.), *Bull.*530.

sonnes différentes, elle solidarisait les condamnations pécuniaires [1].

3843. Mais, par contre, tous les individus condamnés pour un même crime sont solidaires entre eux, pour l'amende comme pour les frais, malgré les différents degrés de culpabilité reconnus à leur égard et la diversité des peines qui les frappe [2].

3844. Il est des crimes à raison desquels l'amende, considérée comme le complément de la peine, est proportionnelle. Dans ces cas, la Cour, pour pouvoir déterminer le taux de l'amende, est nécessairement tenue de déterminer à quelle somme s'élèvent ces restitutions et dommages-intérêts.

Ainsi :

En matière d'achat de suffrages électoraux, l'article 113 du Code pénal rend le vendeur et l'acheteur passibles chacun d'une amende double de la valeur des choses reçues ou promises. La Cour doit donc, pour fixer le taux de l'amende, déterminer les sommes données ou promises aux électeurs qui ont trafiqué de leurs suffrages [3] ;

En matière de faux, selon l'article 164 du même Code, le *minimum* de l'amende est de 100 francs et son *maximum* de 3,000 francs ; cependant elle peut être portée jusqu'au quart du bénéfice illégitime : en ce cas, pour pouvoir élever l'amende au-dessus du minimum de 100 francs, il faut que l'arrêt constate que l'amende plus forte qu'il

---

(1) Rej., 3 février 1814 (M. Coffinhal, rapp.), *Pal.*1814.76.

(2) Cass., 8 octobre 1813 (M. Benvenuti, rapp.), *Bull.*530 ; — 2 mars 1814 (même rapp.), *Pal.*1814.127 ; — 3 novembre 1827 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*863 ; — 25 septembre et 10 octobre 1856 (MM. Caussin de Perceval et Le Sérurier, rapp.), *Bull.*514 et 529. — Voir *infrà*, nos 3852 et 3853.

(3) Rej., 10 avril 1847 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*116.

prononce reste dans les limites du quart qu'aurait produit ce bénéfice illégitime (1);

En matière de soustractions commises par des dépositaires publics, l'article 172 du même Code prononce contre le condamné une amende dont le *maximum* sera le quart des restitutions et indemnités, et le *minimum* le douzième: de là, pour la Cour, nécessité, avant d'appliquer l'amende, de préciser le chiffre desdites restitutions et indemnités. Si donc elle condamne en 800 francs d'amende sans avoir au préalable déclaré que la chose détournée excédait 3000 francs, son arrêt doit être cassé(2);

En matière de concussion, selon l'article 174 du même Code, les coupables doivent être condamnés à une amende dont le *maximum* sera le quart des restitutions et dommages-intérêts et le *minimum* le douzième. Il y a donc violation de cet article si, sans évaluer le montant de la restitution, la Cour condamne en 200 francs d'amende (3).

3845. En matière de faux, conformément à l'article 164 du Code pénal, l'amende est le complément de la peine; elle doit toujours être prononcée, alors même que le jury, tout en reconnaissant l'existence du crime, a admis des circonstances atténuantes qui, sans le faire disparaître, ont seulement pour résultat d'adoucir la répression (4).

---

(1) Cass., 26 janvier 1837 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*34.

(2) Cass., 17 avril 1847 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*120.

(3) Rej., 26 août 1824 (M. Brière, rapp.), S.-V.25.1.77;—Cass., 7 avril et 9 septembre 1842 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*127 et 366.

(4) Cass., 10 et 26 décembre 1835 (MM. Rocher et de Ricard, rapp.), *Bull.*548 et 570; — 5 mai et 14 juillet 1836 (M. Rocher et Dehaussy, rapp.), *Bull.*153 et 248;—11 janvier 1840 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*19; — 9 octobre 1841 (même rapp.), *Bull.*468; — 17 mars et 9 avril 1842 (même rapp.), *Bull.*95 et 140;—26 septembre 1844 (M. Fréteau de Peny, rapp.), *Bull.*473; — 20 mars 1846 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*106; — 30 juillet, 11 novembre,— sur mes conclusions,— et 3 décembre 1847 (MM.

De même, et en vertu du même article, l'individu déclaré coupable de fabrication ou d'émission de fausse monnaie doit toujours, malgré les circonstances atténuantes, être condamné en l'amende [1].

3846. Du reste, presque tous les arrêts que je cite ont été rendus dans l'intérêt de la loi, et il va de soi que l'accusé, ne pouvant se pourvoir contre son intérêt, ne saurait se plaindre de ce que l'amende ne lui a pas été appliquée : cette omission, loin de lui nuire, lui a été profitable [2].

3847. Remarquons-le, l'amende prononcée par l'article 164 n'est pas applicable au crime de faux témoignage [3].

3848. Parfois, suivant des lois spéciales, l'amende n'est plus réputée une peine, mais seulement une restitution. Spécialement, en matière de contraventions de

---

Isambert et Rocher, rapp.), *Bull.*293, 441 et 471 ;—6 avril 1848, — sur mes conclusions—(M. Legagneur, rapp.), *Bull.*171 ;—16 avril,—sur mes conclusions,— et 8 novembre 1849 (MM. Rives et de Glos, rapp.), *Bull.* 138 et 423 ;—17 mars 1853 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*144 ; — 3 avril et 1er septembre 1854 (M. de Glos, rapp.), *Bull.*184 et 456 ;—27 mars 1856 (M. Jallon, rapp.), *Bull.*196 ;—29 août 1861 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*329 ;—18 décembre 1862 (M. Le Sérurier, rapp.), *Bull.*474; —18 janvier 1866 (à mon rapport), *Bull.*34.

(1) Cass., 23 juin 1832 (M. Rives, rapp.), *Bull.*325 ; — 12 septembre 1833 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*482 ; — 5 janvier, 18 mai, 24 et 31 août 1837 (MM. Mérilhou, Rocher et Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*2, 197, 237 et 333 ; — 26 mai 1838 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*206 ; — 17 août 1839 (M. Gilbert de Voisins, rapp.), *Bull.*407 ; — 18 juillet 1844 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*384 ; — 11 janvier 1849, — sur mes conclusions—(M. Legagneur, rapp.), *Bull.*7 ; — 25 septembre 1851 (M. de Glos, rapp.), *Bull.*618 ; — 4 mars 1853 (même rapp.), *Bull.*129 ; — 7 décembre 1854 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*546 ; — 14 juin 1855 (même rapp.), *Bull.*338 ; — 20 mars et 14 octobre 1856 (MM. Vaïsse et Caussin de Perceval, rapp.), *Bull.*191 et 536 ;—31 janvier 1857 (M. Plougoulm, rapp.), *Bull.*70.

(2) Rej., 11 janvier 1850 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*16.

(3) Cass., 19 janvier 1857 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*365.

douane, en matière de contributions indirectes, en matière de fabrication illicite de poudre, l'amende est une réparation du préjudice causé à l'Etat.

De là ces conséquences :

Que l'amende pour contravention aux lois sur les douanes, réclamée par l'administration intervenant aux débats, doit être cumulée avec la peine de la réclusion encourue par le contrebandier pour avoir exercé des violences envers les préposés dans l'exercice de leurs fonctions (1) ;

Que, quand la contravention est commise par un mineur, les parents peuvent être déclarés civilement responsables de cette amende qui lui est infligée (2);

Que le mineur de seize ans, acquitté pour défaut de discernement, n'étant relevé *que de la peine*, et cette amende étant plutôt une réparation civile, elle doit être prononcée contre lui (3) ;

Que l'administration exerçant son action civile, seule et sans le concours de l'action publique, peut réclamer l'amende et doit porter sa demande devant le juge de paix (4);

3849. ART. 12e : — *Frais et dépens*. — « L'accusé ou « la partie civile qui succombera, sera condamné aux frais « envers l'Etat et envers l'autre partie.

---

(1) Rej., 21 décembre 1821 (M. Rataud, rapp.), *Bull.*553 ; — 17 décembre 1831 (M. Chantereyne, rapp.), *Bull.*545.

(2) Cass., 6 juin 1811 (M. Rataud, rapp.), *Bull.*164 ; — 30 mai et 5 septembre 1828 (M. Chantereyne, rapp.), *Bull.*414 et 750 ; — Rej., 26 avril 1830 (M. de Malleville, rapp.), *Pal.*1830.405 ; — Cass., 11 octobre 1834 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*417.

(3) Cass., 18 mars et 14 mai 1842 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*102 et 192; —13 mars 1844 (M. Duplan, rapp.), *Bull.*137.

(4) Cass., 21 août 1837 (M. Legonidec, rapp.), *Pal.*1837.2.393; — 10 janvier 1840, — chambres réunies — (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Pal.*1840, à sa date.

« Dans les affaires soumises au jury, la partie civile « qui n'aura pas succombé ne sera jamais tenue des « frais.

« Dans le cas où elle en aura consigné, en exécution « du décret du 11 juin 1811, ils lui seront restitués. »

Appliquons cette disposition de l'article 368 du Code d'instruction criminelle à l'accusé condamné, — à l'accusé acquitté, — à l'accusé absous, — et à la partie civile. — Recherchons ensuite les cas où il y a lieu de mettre les frais à la charge de tiers, par exemple du greffier et de l'huissier instrumentaire.

3850. Au cas où un individu est accusé de plusieurs crimes ou délits se rattachant à une cause commune, se confondant et ne formant ainsi qu'une seule accusation, son acquittement sur un ou plusieurs des faits n'empêche pas que sa condamnation à raison des autres faits ne le rende passible de la totalité des frais de la poursuite [1].

3851. La disposition de l'article 368 « est absolue et ne souffre aucune distinction ; il en résulte dès lors que lorsque l'accusation intervenue porte sur plusieurs, considérés comme auteurs ou complices d'un même fait, l'arrêt qui statue sur cette accusation, par suite d'un même débat, doit condamner les accusés qui succombent aux frais de la poursuite, sans distinction de ceux de ces frais qui ont pu concerner les accusés dont l'acquittement a pu être prononcé » [2]; — cette ventilation n'est même pas possible alors que la partie civile avait conclu contre l'un des accusés qui a été acquitté ; en effet, cette partie

---

(1) Rej., 3 février 1855 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*59.

(2) Cass., 12 octobre 1849 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*385 ; — Rej., 18 avril 1850 (M. de Boissieux, rapp.), *Bull.*197.

ne succombe pas dans son intervention, et dès lors, elle ne peut être condamnée à la portion des frais afférents à l'accusé acquitté (1).

3852. La solidarité pour le paiement des frais peut être appliquée à deux individus accusés de faits distincts d'attentats à la pudeur, lorsque ces attentats ont été commis sur les mêmes jeunes filles et aux mêmes époques, quoique successivement ; lorsque, en outre, ayant donné lieu à un seul et même arrêt de renvoi, et à un seul et même acte d'accusation, ayant été soumis au même débat, ils ont motivé une seule et même déclaration du jury ainsi qu'un seul et même arrêt de condamnation. En l'état d'une telle procédure, ces faits avaient un caractère de connexité virtuelle et nécessaire (2).

3853. Mais, conformément à l'article 55 du Code pénal, plusieurs accusés ne peuvent être tenus solidairement aux frais, lorsqu'ils n'ont pas été condamnés pour le même crime ou pour des crimes reconnus connexes (3) ; — de même, l'individu poursuivi conjointement avec un autre à raison de plusieurs crimes ou délits, et qui n'a été déclaré complice que de l'un des faits dont son coaccusé a été reconnu l'auteur, ne peut être condamné solidairement avec ce dernier qu'aux frais relatifs au fait pour lequel il est déclaré coupable (4), et jamais aux frais con-

---

(1) Rej., 17 août 1861 (M. Jallon, rapp.), *Bull.*315.

(2) Rej., 16 août 1860 (M. Caussin de Perceval, rapp.), *Bull.*344.

(3) Cass., 7 janvier 1843 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*, p. 1re ;—15 et 30 janvier 1846 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*29 et 45.

(4) Cass., 2 avril, 9 et 16 juillet, 21 août et 5 novembre 1846 (MM. Bresson, Jacquinot-Godard et Barennes, rapp.), *Bull.*117, 279, 285, 333 et 433 ;—13 janvier 1848 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*13 ;—28 septembre 1849 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*373 ;—11 avril 1856 (M. Plougoulm, rapp.), *Bull.*246.

cernant les crimes auxquels il était totalement étranger (1).

Et, en vertu du même principe, lorsque plusieurs délits distincts imputés à plusieurs sont l'objet d'une seule poursuite, celui des prévenus qui est condamné pour un seul délit ne doit pas supporter indistinctement les frais faits relativement aux délits auxquels il est jugé étranger. Alors, la ventilation est équitable, et il ne faut mettre à sa charge que la portion des frais qui paraît applicable au fait dont il est reconnu coupable (2).

3854. Au surplus, on ne peut mettre à la charge de l'accusé condamné que les frais régulièrement faits et non ceux occasionnés par le renvoi de l'affaire à une autre session, renvoi dont la cause ne provenait pas de son fait (3); — De même, quand un arrêt de Cour d'assises a été cassé, la Cour saisie du renvoi ne peut lui infliger les frais des débats et de l'arrêt annulés (4); mais c'est à lui de pourvoir qu'ils sont compris dans les sommes qu'on lui réclame (5).

Néanmoins, les frais d'une procédure *annulée* peuvent être mis à la charge du condamné, quoique la Cour de cassation, usant de la faculté que lui accorde l'article 415 du Code d'instruction criminelle ait condamné l'huissier qui, par sa faute grave, a motivé l'annulation, aux frais de la procédure *à recommencer* : ces frais de la procédure à recommencer, imposés à l'huissier et dont l'accusé est

---

(1) Cass., 30 avril 1825 (M. Robert de Saint-Vincent, rapp.), *Bull.*237; —4 novembre 1854 (M. Sénéca, rapp.), *Bull.*507 ;—30 août 1860 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*374.—Voir *suprà*, nos 3842 et 3843.

(2) Rej., 20 janvier 1843 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* 17.

(3) Rej., 6 avril 1833 (M. Thil, rapp.), *Pal.*1833.348.

(4) Cass., 27 avril 1850 (M. Rives, rapp.), *Bull.*210.

(5) Rej., 13 avril 1854 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*188.

exempté, sont ceux de la procédure qui va être la conséquence de la cassation [1].

3855. En règle générale, l'accusé acquitté, c'est-à-dire celui que le jury a déclaré non coupable, ne peut subir la charge d'aucuns des frais de la poursuite. Il ne succombe pas, et lui faire supporter tout ou partie de ces frais, ce serait violer la disposition expresse de notre article 368 [2].

3856. Quoique l'accusé acquitté ne puisse être passible des frais, cependant l'arrêt qui condamne cet accusé en des dommages-intérêts envers la partie civile, peut mettre ces frais à sa charge en leur attribuant le caractère de dommages-intérêts [3].

3857. Il est un acquittement d'une nature particulière que l'on ne saurait placer sous la protection du principe qui exonère de tous frais l'accusé acquitté : c'est celui du mineur de seize ans qui a agi sans discernement. Malgré son acquittement, ce mineur doit supporter les frais de la procédure. En effet, quoique relevé de la peine à cause de la faiblesse de son âge, il n'en succombe pas moins, en ce sens qu'il est déclaré coupable et auteur du fait poursuivi [4]; — Et cette condamnation doit être solidaire avec

---

[1] Rej., 20 juin 1856 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*359.

[2] Voir *suprà*, n° 3661.—ADDE : Cass., 10 janvier 1851 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*24;—6 mai 1852 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*275;—13 février 1862 (M. Sénéca, rapp.), *Bull.*68.

[3] Rej., 17 octobre 1816 (M. Ollivier, rapp.), DALLOZ, n° 3765;—22 janvier 1830 (M. Choppin, rapp.), *Bull.*46;—27 février 1835 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.*87.—Voir *infrà*, n° 3859.

[4] Cass., 18 février 1841 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*73; — 10 juin 1842 (M. Romiguières, rapp.), *Bull.*223; — 12 août 1843 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*346;—7 mars et 8 mai 1845 (MM. Meyronnet-Saint-Marc et Mérilhou, rapp.), *Bull.*142 et 269;—24 mai et 22 juin 1855 (MM. Rives et Poultier, rapp.), *Bull.*288 et 369;—7 juillet 1864 (M. Perrot de Chezelles, rapp.), *Bull.*317.—Voir *suprà*, n° 3743.

les autres accusés poursuivis en même temps et condamnés à raison du même fait [1].

Cependant le mineur ne succombe pas si, au lieu de se borner à l'acquitter parce qu'il aurait agi sans discernement, les juges déclarent *qu'il a été dominé par l'ascendant d'un autre individu auteur du délit, qu'il n'a pu mettre obstacle aux mauvaises intentions de celui-ci et qu'il n'est pas entré dans le champ sur lequel le délit a été commis*. En ce cas, exonérer le mineur des dépens, ce n'est pas violer l'article 368 [2].

3858. L'absolution ne produit pas les mêmes effets que l'acquittement pur et simple ; les dépens ne sont point classés au nombre des peines, et ils sont une simple restitution des frais avancés par l'État. Dès lors, tout individu déclaré coupable, succombant par l'effet de cette déclaration, doit, quoique renvoyé absous parce que le fait n'est pas défendu, par exemple, parce qu'il y a prescription, — être condamné aux frais de la procédure [3] ;

Lorsqu'il a été reconnu par le jury que l'accusé a incendié un bâtiment qui lui appartenait, « ce fait, sans constituer un crime prévu par la loi, a cependant occasionné des frais ou dommages soit à l'État, soit à des tiers, » et la Cour d'assises a pu, sans violer aucune loi, mettre à sa charge les frais du procès instruit contre lui [4] ;

La Cour, en déclarant absous un accusé de banqueroute

---

(1) Cass., 25 mars 1843 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*133 ; — Rej., 16 janvier 1846 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*34.

(2) Rej., 27 janvier 1838 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*47.

(3) Rej., 22 avril 1830 (M. Brière, rapp.), *Bull.*243 ; — 21 août 1845 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*434 ;—17 décembre 1846 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*489 ;—Cass., 9 février 1854 (M. Aylies, rapp.), *Bull.*65. — Voir n° 3742.

(4) Rej., 7 janvier 1830 (M. Chauveau-Lagarde, rapp.), S.-V.30.1.146.

reconnu par le jury *coupable de détournements, mais non en qualité de commerçant*, devait le condamner à la restitution des frais avancés par l'État. En effet, malgré son absolution, il n'en avait pas moins succombé sur le fait de détournement pour lequel il était poursuivi [1];

Les accusés reconnus coupables de fabrication et d'émission de fausse monnaie, mais renvoyés absous parce qu'ils ont procuré l'arrestation d'autres coupables, succombent sur le fait objet de la poursuite et doivent être condamnés aux frais de la procédure [2].

3859. Alors même que la partie civile succombe dans son action en dommages-intérêts, elle ne peut être condamnée aux frais si l'accusé déclaré coupable a succombé de son côté.—Dans la situation inverse, si l'accusé a été acquitté, et si, par conséquent, il ne succombe pas, la partie civile, quoiqu'elle obtienne des dommages-intérêts, est tenue des frais envers le Trésor : elle peut bien demander récursoirement, et à titre de supplément de dommages-intérêts, que l'accusé soit condamné au remboursement; mais la Cour a la faculté de n'y pas accéder, et, quand elle juge convenable d'y faire droit, il faut qu'elle ait le soin de déclarer formellement que cette condamnation est une allocation supplémentaire de réparation [3].

3860. Lorsqu'il y a deux accusés et que la partie civile est seulement intervenue contre l'un d'eux, cette partie ne peut être condamnée à aucun des frais particuliers concernant celui des accusés dont elle n'était pas l'adver-

---

(1) Cass., 9 décembre 1830 (M. Rives, rapp.), *Bull.*582.

(2) Cass., 24 juillet 1840 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*302.

(3) Rej., 1er décembre 1855 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*606 ;—Cass. 5 décembre 1861 (M. Rives, rapp.), *Bull.*431 ;—13 février 1862 (M. Sénéca, rapp.), *Bull.*68.—Voir *suprà*, n° 3856.

saire; mais si, la procédure ayant été conjointement suivie, il en est résulté des frais communs à l'un et à l'autre des accusés, la Cour d'assises peut, sans violer la loi, déterminer la portion de ces frais communs qui sera mise à la charge de la partie civile (1).

3861. Le décret du 18 juin 1811, qui limite les frais de justice criminelle, n'a dérogé que dans l'intérêt de l'État et des administrations publiques à la règle générale que la partie qui succombe doit supporter les frais par elle occasionnés. Cette règle, de droit commun et d'équité, doit recevoir son application entre parties privées, dans les instances criminelles et correctionnelles. En conséquence, si, dans ces instances, des frais de voyages et de ports de pièces ont été faits, la partie civile qui succombe est tenue de les acquitter; et, ces frais ne pouvant être taxés comme en matière ordinaire, il appartient aux tribunaux d'apprécier, dans leur sagesse, sur les justifications qui leur sont présentées, quels sont les simples déboursés que la loi les autorise à allouer (2).

3862. Le greffier doit être condamné personnellement aux frais de la procédure à recommencer par suite de cassation :

S'il a oublié de faire signer par le président le procès-verbal d'interrogatoire de l'accusé (3);

Si, lui-même, il a omis de le signer (4);

---

(1) Rej., 3 décembre 1836 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), S.-V.38. 1.82.

(2) Cass., 15 avril 1853 (M. Quénault, rapp.), *Bull.*199.

(3) Cass., 14 octobre 1848, — sur mes conclusions — (M. Barennes, rapp.), *Bull.*380 ;— 1er avril 1853 (à mon rapport), *Bull.*170 ;— 13 août 1857 (M. Le Sérurier, rapp.), *Bull.*468.

(4) Cass., 13 mars 1845 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*153 ;—20 novembre 1846 (même rapp.), *Bull.*446 ; — 3 janvier 1850 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*, p. 1re;—14 octobre 1856 (M. Sénéca, rapp.), *Bull.*537.

S'il l'a daté d'une date erronée ne permettant pas de savoir si le délai de cinq jours a été observé (1) ;

S'il fait signer le procès-verbal du tableau du jury de jugement par un magistrat autre que celui dont le nom est énoncé dans l'intitulé (2).

3863. Les frais de la procédure à recommencer sont mis à la charge de l'huissier :

Lorsque, en omettant de signer la notification à l'accusé de la liste du jury, il ne fournit aucune preuve légale de la notification de cette pièce qui est une formalité substantielle (3) ;

Lorsqu'il surcharge sans approbation la date de la notification de cette liste (4) ;

Lorsqu'il y dénature les noms patronymiques et la demeure de plusieurs jurés et que, par là, ayant pu induire l'accusé en erreur sur leur individualité et leur identité, il entraîne la nullité des débats (5) ;

Lorsque, dans la notification de cette liste, c'est en marge et par un renvoi non approuvé qu'il inscrit les noms, profession et domicile de l'accusé auquel il fait la notification (6) ;

Lorsque, par erreur, il notifie à l'accusé la liste du jury d'une autre section de la Cour d'assises (7) ;

Lorsqu'il ne notifie qu'une seule liste du jury alors qu'il y a deux ou plusieurs accusés (8) ;

---

(1) Cass., 13 décembre 1849 (M. Quénault, rapp.), *Bull.*488.

(2) Cass., 27 mars 1845 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*194.

(3) Cass., 24 décembre 1846 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*504.

(4) Cass., 13 mars et 5 novembre 1846 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*99 et 431 ;—14 janvier 1847 (même rapp.), *Bull.*8 ; — 12 octobre 1848, — sur mes conclusions—(M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*371 ;—22 mars 1850 (M. Barennes, rapp.), *Bull.*169.

(5) Cass., 23 mai 1850 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*251.

(6) Cass., 25 septembre 1851 (à mon rapport), *Bull.*619.

(7) Cass., 29 avril 1852 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*255.

(8) Cass., 16 septembre 1852 (M. Fréteau de Peny, rapp.), *Bull.*537.

Lorsque, dans la notification de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation, il surcharge, sans approbation, le nom de l'accusé (1) ;

Lorsqu'il ne signifie ces actes que d'une manière incomplète et irrégulière (2) ;

Lorsque, dans la notification, soit de la liste du jury, soit des arrêts de renvoi et acte d'accusation, il laisse en blanc le *partant à*..... (3).

3864. Du reste, lorsque l'annulation prononcée pour inexactitude dans les énonciations relatives aux jurés provient de la faute du greffier qui a délivré l'expédition, c'est le greffier qui doit être condamné aux frais de la procédure à recommencer et non l'huissier, qui n'a fait que se conformer, dans son exploit, à l'expédition qui lui avait été délivrée (4).

3865. ART. 13e. *Contrainte par corps.* — La loi du 22 juillet 1867, en supprimant la contrainte par corps en matière commerciale, civile et contre les étrangers, a déclaré, dans son article 2, qu'elle est maintenue en matière criminelle, correctionnelle et de simple police. — On continuera donc à exécuter l'article 52 du Code pénal ainsi conçu : « L'exécution des condamnations à l'amende, « aux restitutions, aux dommages-intérêts et aux frais, « pourra être poursuivie par la voie de la contrainte par « corps. » — En conséquence, la contrainte par corps reste applicable : 1° pour l'amende ; — 2° pour les restitutions ; — 3° pour les dommages-intérêts ; — 4° et pour les frais.

3866. Cependant, *quant aux frais*, une distinction est

---

(1) Cass., 18 juin 1846 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*233.

(2) Cass., 17 décembre 1858 (M. Zangiacomi, rapp.), *Bull.*509.

(3) Cass., 17 mars, 6 et 19 mai 1859 (MM. V. Foucher, Rives et Le Sérurier, rapp.), *Bull.* 131, 196 et 220.

(4) Cass., 10 décembre 1857 (à mon rapport), *Bull.*616.

nécessaire ; le § 2 de l'article 3 de la loi de 1867 porte : « La contrainte par corps n'aura jamais lieu pour le « paiement des frais au profit de l'État. » — Dès lors, en ce qui concerne l'État, il y a dérogation expresse à la disposition de notre article 52 ; mais les frais dus aux parties civiles restent régis par cette disposition qui permet d'en poursuivre le recouvrement par la voie de la contrainte par corps.

En conséquence, doit être cassé l'arrêt qui, prononçant la contrainte par corps, la fait porter sans distinction et sur l'amende et sur les frais dus à l'État (1).

3867. Sous l'empire des anciennes lois, *l'accusé acquitté* n'était pas soumis de droit à la contrainte par corps, à raison des réparations accordées à la partie civile ; mais, en vertu de l'article 126 du Code de procédure, quand les juges accordaient des dommages-intérêts au-dessus de la somme de 300 francs, il était laissé à leur prudence de la prononcer. Et cette faculté rentrait dans les pouvoirs attribués aux Cours d'assises, investies du soin de statuer sur l'action civile jointe à l'action publique (2). Aujourd'hui, par l'abolition de la contrainte en matière civile, cet article 126 est virtuellement abrogé : la contrainte facultative n'existe plus, et il ne reste plus debout que la contrainte obligatoire, alors que l'accusé est *frappé d'une condamnation pénale*. On lit, à ce sujet, dans l'exposé des motifs de la loi de 1867 :

« Il doit en être de même pour les restitutions ordonnées, pour les dommages-intérêts accordés par suite d'une condamnation pénale, et sans qu'il y ait à faire, au point de vue qui nous occupe, aucune distinction entre les res-

---

(1) Cass., 26 mars 1868 (M. de Gaujal, rapp.), *Bull.*141.

(2) Rej., 1er décembre 1855 (M. Legagneur rapp.), *Bull.*606 ; — Cass., 18 septembre 1862 (M. Zangiacomi, rapp.), *Bull.*385.

titutions et indemnités attribuées à l'État ou allouées à un individu. — Bien que ces condamnations soient connues sous le nom de *réparations civiles*, elles ont quelque chose de pénal..... Le plaignant n'est créancier que parce qu'il a été victime. La société tout entière est intéressée à l'acquittement de ce genre de dette. Ce n'est pas assez pour elle que la peine ordinaire ait été subie. Pour que la conscience publique soit satisfaite, il faut encore que le préjudice ait été réparé, et que le *condamné* ait complétement subi sa sentence en accomplissant la restitution, et en payant les dommages-intérêts, qui sont tout à la fois une indemnité et une espèce de peine prononcée au profit de la partie lésée. »

Du reste, cela ressort, et sans contestation possible, des articles 4 et 5 de la loi 1867 qui, en autorisant la contrainte, parlent des arrêts et jugements contenant des condamnations en faveur des particuliers, — *pour réparations de crimes, délits ou contraventions commis* à leur préjudice. Or, si l'accusé a été acquitté, il n'y a plus de crime commis par lui.

3868. La contrainte est obligatoire, ai-je dit. De là cette conséquence qu'elle doit être prononcée même d'office par les tribunaux de répression, spécialement par les Cours d'assises, pour les dommages-intérêts accordés à la partie civile comme réparation du crime à raison duquel l'accusé vient d'être condamné. Il n'y a là ni excès de pouvoir, ni décision *ultrà petita* (1).

3869. Au surplus, « les tribunaux peuvent, — dit « l'article 17 de la loi nouvelle, — dans l'intérêt des en- « fants mineurs du débiteur, et par le jugement de con- « damnation, surseoir, pendant une année au plus, à « l'exécution de la contrainte par corps. »

(1) Rej., 14 juillet 1853 (M. de Glos, rapp.), *Bull.*387.

3870. L'article 40 de la loi du 17 avril 1832 voulait que, lorsque la condamnation s'élevait à trois cents francs, la durée de la contrainte fût déterminée par le jugement de condamnation dans les limites fixées par l'article 7 de cette loi. De là, d'innombrables arrêts étaient intervenus qui cassaient les décisions omettant d'appliquer cette disposition, ou au contraire, l'appliquant au cas d'une condamnation à une peine perpétuelle. — Le législateur de 1867 a voulu substituer une échelle simple et très-modérée, à l'échelle compliquée, rigoureuse, et quelquefois sans limite, que le Code pénal et la loi de 1832 avaient établie. Et, partant de cette idée, il a lui-même déterminé la durée de l'emprisonnement d'après le montant de l'amende et des autres condamnations.

C'est ce qui est réglé par l'article 9 de la loi du 22 juillet en ces termes :

« La durée de la contrainte par corps est réglée ainsi « qu'il suit ;

« De deux jours à vingt jours, lorsque l'amende et les « autres condamnations n'excèdent pas cinquante francs ;

« De vingt jours à quarante jours, lorsqu'elles sont « supérieures à cinquante francs, et qu'elles n'excèdent « pas cent francs ;

« De quarante jours à soixante jours, lorsqu'elles sont « supérieures à cent francs, et qu'elles n'excèdent pas « deux cents francs ;

« De deux mois à quatre mois, lorsqu'elles sont supé- « rieures à deux cents francs, et qu'elles n'excèdent pas « cinq cents francs ;

« De quatre mois à huit mois, lorsqu'elles sont supé- « rieures à cinq cents francs, et qu'elles n'excèdent pas « deux mille francs ;

« De un an à deux ans, lorsqu'elles s'élèvent à plus de « deux mille francs.

« En matière de simple police, la durée de la contrainte « par corps ne pourra excéder cinq jours. »

3871. Cependant, chacun des degrés de l'échelle comportant un maximum et un minimum, les arrêts de condamnation encourraient la censure de la Cour de cassation, s'ils ne déterminaient pas la durée de la peine, en se renfermant, bien entendu, dans les limites du plus au moins [1].

3872. Est-ce à dire que si la Cour d'assises omet de faire cette détermination, l'État ou la partie civile seront privés du droit d'user de la contrainte? Je ne le pense pas : l'article 52 du Code pénal attache de plein droit ce mode d'exécution aux condamnations pécuniaires qu'il prévoit, et le silence de l'arrêt ne saurait annihiler la force de sa disposition. Toutefois, comme les moyens de coercition doivent toujours être interprétés dans le sens le plus favorable à celui qui les subit, en ce cas, la durée de la contrainte sera restreinte au minimum.

3873. Il existe dans la loi de 1867 des dispositions qu'il est bon de signaler. « Art. 10. Les condamnés qui « justifient de leur insolvabilité, suivant l'article 420 du « Code d'instruction criminelle, sont mis en liberté après « avoir subi la contrainte pendant la moitié de la durée « fixée par le jugement.

« Art. 11. Les individus contre lesquels la contrainte a « été prononcée peuvent en prévenir ou en faire cesser « l'effet, en fournissant une caution reconnue bonne et « solvable. La caution est admise, pour l'Etat, par le « receveur des domaines; pour les particuliers, par la « partie intéressée; en cas de contestation, elle est décla-

---

[1] Cass., 14 février 1868 (M. Salneuve, rapp.), *Bull.*61.— L'arrêt du 26 mars 1868, cité n° 3866; — 23 mai 1868 (M. Barbier, rapp.), *Bull.* 223.

« rée, s'il y a lieu, bonne et valable par le tribunal civil « de l'arrondissement. — La caution doit s'exécuter dans « le mois, à peine de poursuites.

« Art. 12. Les individus qui ont obtenu leur élargis- « sement ne peuvent plus être détenus ou arrêtés pour « condamnations pécuniaires antérieures, à moins que ces « condamnations n'entraînent, par leur quotité, une con- « trainte plus longue que celles qu'ils ont subie et qui, « dans ce dernier cas, leur est toujours comptée pour la « durée de la nouvelle incarcération. »

3874. Nous savons que le mineur de seize ans, même acquitté pour défaut de discernement, peut être condamné à subir les frais. Autrefois c'était question que de savoir si la contrainte par corps pouvait être prononcée contre lui pour le recouvrement de ces frais mis à sa charge : par ses arrêts des 18 mars 1842, 25 mars et 12 août 1843, la Cour de cassation décidait la négative; mais un de ses arrêts antérieurs du 27 juin 1835 avait admis la solution contraire. — La loi de 1867 a voulu mettre un terme à ces hésitations, et, allant plus loin, pensant « qu'une immunité plus complète est due à tant de jeunesse, » elle a mis ce mineur, dans tous les cas, à l'abri de toute coaction corporelle. On lit, en effet, dans son article 13 : « Les tribunaux ne peuvent prononcer la « contrainte par corps contre les individus âgés de moins « de seize ans accomplis à l'époque des faits qui ont « motivé la poursuite. »

3875. Prenant également en considération l'âge élevé du débiteur, et abrégeant la durée de la contrainte applicable aux sexagénaires, l'article 14 dit : « Si le débiteur « a commencé sa soixantième année, la contrainte par « corps est réduite à la moitié de la durée fixée par le ju- « gement, sans préjudice des dispositions de l'article 10. »

3876. Les liens de parenté ou d'alliance doivent être

un obstacle à l'emploi de ce moyen rigoureux. Aussi l'article 15 dispose : « Elle ne peut être prononcée ou exer-
« cée contre le débiteur au profit : 1° de son conjoint;
« 2° de ses ascendants, descendants, frères ou sœurs;
« 3° de son oncle ou de sa tante, de son grand-oncle ou
« de sa grand'tante, de son neveu ou de sa nièce, de son
« petit-neveu ou de sa petite-nièce, ni de ses alliés au
« même degré. »

3877. Enfin, ne voulant pas priver une famille de ses deux chefs, l'article 17 ne permet pas que la contrainte par corps puisse être exercée simultanément contre le mari et la femme, même pour dettes différentes.

3878. ART. 14e. *Confiscation*. — La confiscation des biens qui existait sous l'ancienne monarchie, abolie en 1790, rétablie en 1792 pour les crimes attentatoires à la sûreté de l'Etat, et en l'an II pour le crime de fausse monnaie, fut rangée par le Code de 1810 au nombre de ses peines. Mais les Chartes constitutionnelles de 1814 et de 1830, ainsi que la Constitution de 1848, l'ont fait disparaître de nos lois, et sans retour, nous l'espérons.

Ainsi l'ancien article 132 du Code de 1810 qui, en matière de fausse monnaie, ordonnait la confiscation des biens du coupable avait été abrogé, avant la loi du 28 avril 1832, par l'article 66 de la Charte de 1814 (1).

3879. Mais il est une confiscation qui, sans toucher aux biens qui sont le légitime patrimoine d'une famille, s'exerce sur certains objets dont l'origine est frauduleuse et dont, par conséquent, la possession n'est que précaire.

Cette confiscation, toute spéciale, ne peut être étendue à des choses autres que celles à raison desquelles une disposition expresse a été portée par la loi.

---

(1) Cass., 15 avril 1819 (M. Chasle, rapp.), *Bull.* 154; — 3 mars 1826 (M. Brière, rapp.), *Bull.* 109.

Citons quelques exemples empruntés aux matières de grand criminel.

3880. La première confiscation formellement autorisée est celle qui résulte de l'article 11 du Code pénal qui dit : « Le renvoi sous la surveillance spéciale de la haute « police, l'amende et la confiscation spéciale, soit du « corps du délit, quand la propriété en appartient au con- « damné, soit des choses produites par le délit, soit de « celles qui ont servi ou qui ont été destinées à le com- « mettre, sont des peines communes aux matières crimi- « nelles et correctionnelles. »

A ce sujet, il a été jugé :

Que l'abolition de la confiscation des biens prononcée par l'article 66 de la Charte de 1814 « ne s'étend point à ces confiscations particulières qui, pour la répression des délits, et en vertu de lois spéciales, frappent sur des objets qui ont été la matière ou l'instrument de ces délits » (1);

Que la confiscation autorisée par cet article ayant le caractère d'une peine, et, aux termes de l'article 4 du Code pénal, nul crime ne pouvant être puni de peines qui n'étaient pas prononcées par la loi avant qu'il fût commis, on ne saurait prononcer la confiscation d'objets provenant d'un vol ou achetés avec le produit de ce vol. Ces objets ne sont, en effet, ni le corps du délit, ni son produit, ni l'instrument ayant servi à le commettre (2).

3881. L'article 180 du Code pénal, en déclarant qu'il ne sera jamais fait au corrupteur d'un fonctionnaire public restitution des choses par lui livrées, ni de leur valeur, ajoute que ces choses seront confisquées au profit des hospices des lieux où la corruption aura été commise.

---

(1) Rej., 22 février 1822 (M. Chantereyne, rapp.), *Bull.*91.
(2) Cass., 12 juin 1856 (M. Bresson, rapp.) *Bull.*349.

Disons que, pour qu'il y ait confiscation des objets destinés à corrompre un fonctionnaire public, il n'est pas nécessaire que ces objets aient été livrés à l'agent corrompu : il suffit qu'ils aient été remis par le corrupteur à son complice (1).

Ajoutons que la Cour d'assises a compétence pour prononcer non-seulement les peines réprimant les crimes et délits, mais aussi pour statuer sur les intérêts civils et sur les condamnations accessoires prononcées par la loi. Or, comme l'article 180 prononce la confiscation, au profit des hospices, des choses livrées par le corrupteur, la Cour est autorisée à déclarer confisqué un immeuble formant le don de la corruption, quoique cet immeuble ne fût pas spécialement désigné par la déclaration du jury. Et peu importe que l'agent corrompu ait été acquitté si, au contraire, le corrupteur a été déclaré coupable (2).

3882. Selon l'article 364 du même Code, dans tous les cas, ce que le faux témoin aura reçu sera confisqué.

3883. La confiscation est toute réelle, et n'a rien de personnel; elle n'affecte que la chose; dès lors, si l'objet dont la loi ordonne la confiscation a été mis hors de la main de justice, les juges ne peuvent convertir cette peine en une condamnation pécuniaire égale à la valeur de cet objet; agir ainsi, ce serait prononcer une véritable amende qu'ils ne sont point autorisés à appliquer, puisque, sans droit ni qualité pour suppléer la loi, ils doivent la prendre dans les termes où elle est conçue (3).

3884. La cassation d'un arrêt, fondée sur ce que la

---

(1) Rej., 29 mai 1845 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*299.—NOTA : le bulletin indique par erreur l'année 1844.

(2) Rej., 10 août 1854 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*423.

(3) Cass., 23 mai 1823 (M. Rataud, rapp.), *Bull.*199; — 29 juin 1826 (M. Chantereyne, rapp.), *Bull.*367; — Rej., 11 juin 1840 (M. Fréteau de Peny, rapp.), *Bull.*234.

confiscation a été illégalement ordonnée, peut être prononcée seulement par voie de retranchement (1).

3885. ART 15e : *Prescription.* — *Prescription de la peine.* — « Les peines portées par les arrêts ou juge-« ments rendus *en matière criminelle* se prescriront par « vingt années révolues, à compter de la date des arrêts « ou jugements.....

« Les peines portées par les arrêts ou jugements rendus « *en matière correctionnelle* se prescriront par cinq années « révolues, à compter de la date de l'arrêt ou du jugement « rendu en dernier ressort; et, à l'égard des peines pro-« noncées par les tribunaux de première instance, à « compter du jour où ils ne pourront plus être attaqués « par la voie de l'appel. »

Telles sont les dispositions des articles 635 et 636 du Code d'instruction criminelle.

3886. On le voit, l'individu condamné par la Cour d'assises pour crime, reste pendant vingt années révolues sous le poids de sa condamnation. Je dis *condamné pour crime*, et, en effet, ce n'est ni le *titre de l'accusation* ni la *nature de la juridiction*, ni la *nature de la peine* qui déterminent la durée du laps de temps nécessaire pour prescrire : c'est seulement le *caractère légal du fait* réprimé.

Ainsi :

Un individu est accusé d'un vol qui, par les circonstances qui l'escortent, est un crime qualifié; le jury, écartant les circonstances aggravantes, réduit ce fait aux proportions d'un vol simple, c'est-à-dire d'un délit; quoique condamné par la Cour d'assises, cet individu prescrira l'arrêt de condamnation par cinq ans, puisqu'il n'a pas été condamné *en matière criminelle*, mais bien *en matière*

---

(1) L'arrêt du 12 juin 1856, cité nº 3880.

correctionnelle. Ici le titre de l'accusation et la nature de la juridiction sont sans aucune influencē.

Au contraire, cet individu est déclaré coupable du vol avec les circonstances aggravantes qui le qualifient crime; mais le jury, en admettant les circonstances atténuantes, rend nécessaire l'adoucissement de sa peine qui ne peut plus être que l'emprisonnement; quoique la peine soit correctionnalisée, cet individu n'est pas condamné *en matière correctionnelle*, il reste condamné pour crime *en matière criminelle* et la prescription ne lui sera acquise que par vingt années révolues. Ici la nature de la peine s'efface devant le caractère du fait motivant la condamnation.

La jurisprudence affirme cette règle soit à l'occasion de la peine prononcée contre les contumax, soit à l'occasion de la prescription de l'action publique; je vais la citer.

3887. Les arrêts de condamnation rendus par contumace sont, comme les arrêts contradictoires, prescriptibles à compter de leur date. Par suite, le contumax condamné en Cour d'assises, pour crime, à une peine afflictive et infamante, rentrant en France après que vingt années sont révolues depuis que l'arrêt le frappe, ne pourrait plus être repris ni jugé : il aurait purgé sa peine.

3888. S'il se représentait, ou était repris, avant l'expiration du délai, de vingt années, il serait remis en jugement, et la déclaration du jury, caractérisant le fait dont il s'est rendu coupable, déterminerait si la peine afférente à ce fait est ou non éteinte par la prescription. Par exemple, dix ans après avoir été condamné par contumace, un individu est mis sous la main de justice; l'arrêt de mise en accusation, toujours subsistant contre lui, motive son jugement et le jury, écartant les circonstances aggravantes, qui qualifiaient le crime, réduit son fait à un simple délit; comme la matière devient correctionnelle, comme en cette

matière la peine est prescrite par cinq ans et qu'il s'est écoulé plus de cinq ans depuis l'arrêt de condamnation par contumace, il doit être renvoyé absous. « En effet, disent les arrêts, si le titre de l'accusation détermine le tribunal qui doit en connaître, ce sont les faits déclarés constants d'après l'instruction, qui fixent la nature de la peine à appliquer, soit criminelle, soit correctionnelle ou de simple police, et assignent, par le résultat de l'instruction, auxdits faits, leur caractère de crime, de délit ou de contravention » (1); « La déclaration du jury, intervenue après des débats contradictoires, fixe seule d'une manière irrévocable le véritable caractère des faits; si, d'après cette déclaration, les faits ne sont punissables que de peines correctionnelles, cette peine correctionnelle se substitue fictivement à la peine afflictive et infamante écrite dans l'arrêt de contumace, et doit s'éteindre par le laps de temps déterminé par la loi pour la prescription des peines correctionnelles » (2).

3889. Mais, puisque l'arrêt rendu par contumace a nécessairement pour effet de clore la prescription de l'action publique, qui a été exercée, et de commencer la prescription de la peine (3), le contumax, dont la déclaration du jury correctionnalise le fait, n'est pas recevable à invoquer la prescription triennale, admise par l'article 638 seulement quand il s'agit de l'action publique : il n'est fondé à exciper que de la prescription quinquennale éditée par l'article 636 pour l'extinction de la peine (4).

---

(1) Cass., 5 août 1825 (M. Brière, rapp.), *Bull.*408 ; — 2 février 1827 (même rapp.), *Bull.*65.

(2) Cass., 9 juillet 1829 (M. Mangin, rapp.), *Bull.*387 ;—21 août 1845 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*428;—9 février 1854 (M. Aylies, rapp.), *Bull.* 65;—11 janvier 1861 (M. Plougoulm, rapp.), *Bull.*17.

(3) Voir *suprà*, nº 3643.—ADDE : Rej., 5 décembre 1861 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*266 ;—17 avril 1863 (à mon rapport), *Bull.*205.

(4) Cass., 17 janvier 1829 (M. Mangin, rapp.), *Bull.*28 ; — 6 mars 1835

3890. En appliquant cette règle qui fait de la déclaration du jury le régulateur souverain du caractère du fait, il ne faut pas perdre de vue cet autre principe, que je rappelais tout à l'heure, et qui refuse aux circonstances atténuantes la puissance d'altérer ce caractère : ces circonstances ont pour résultat l'adoucissement de la peine, mais elles ne modifient pas la nature légale du fait déclaré constant. Ainsi, reconnu coupable d'un crime qui eût entraîné une peine afflictive et infamante, mais qui, mitigé par les circonstances atténuantes, est seulement passible de la peine d'emprisonnement, le condamné ne peut soutenir que sa peine est éteinte par la prescription de cinq ans admise par l'article 636 pour les matières correctionnelles ; la nature de la peine atténuée n'a pas modifié la nature du fait qui est resté un crime et qui, par conséquent, n'est prescriptible que par les vingt ans qui sont de règle en matière criminelle (1).

3891. Par la même raison, l'individu reconnu coupable d'un crime en faveur duquel a été admise une circonstance d'excuse qui ne rend le fait passible que d'une peine correctionnelle, ne serait pas fondé à invoquer la prescription de la peine établie pour les simples délits : son fait était crime, et crime il est resté malgré l'excuse (2).

3892. *Prescription de l'action publique*. — Les articles 637 et 638 du Code d'instruction criminelle règlent dans les termes suivants la prescription du droit de poursuite en matière criminelle et correctionnelle :

« 637. — L'action publique et l'action civile résultant

(M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*109 ;—1er février 1839 (M. Rives, rapp.), *Bull.*53 ;—Rej., 23 janvier 1840 (même rapp.), S.-V.40.1.704.

(1) Rej., 18 avril 1834 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.*130 ;—1er mars 1855 (M. de Glos, rapp.), *Bull.*124.—Voir *infrà*, n° 3894.

(2) Rej., 17 janvier 1833 (M. Mérilhou, rapp.), S.-V.33.1.413.

« d'un crime de nature à entraîner la peine de mort ou « des peines afflictives perpétuelles, ou de tout autre « crime emportant peine afflictive ou infamante, se pre- « scriront après dix années révolues, à compter du jour « où le crime a été commis, si dans cet intervalle il n'a été « fait aucun acte d'instruction ni de poursuite.

« S'il a été fait, dans cet intervalle, des actes d'instruc- « tion ou de poursuite non suivis de jugement, l'action « publique et l'action civile ne se prescriront qu'après « dix années révolues, à compter du dernier acte, à l'é- « gard même des personnes qui ne seraient pas impli- « quées dans cet acte d'instruction ou de poursuite.

« 638. — Dans les deux cas exprimés en l'article pré- « cédent, et suivant les distinctions d'époques qui y sont « établies, la durée de la prescription sera réduite à trois « années révolues, s'il s'agit d'un délit de nature à être « puni correctionnellement. »

3893. Il ne faut pas confondre la prescription *des peines* et la prescription de *l'action publique*. La première, on le sait, a pour conséquence d'enlever tout effet aux arrêts rendus et prononçant des condamnations pénales; — la seconde constitue une exception contre la poursuite du crime, et, si cette poursuite est exercée, elle en paralyse les effets en mettant obstacle à la condamnation aux peines portées par la loi.

3894. Comme pour la prescription de la peine, il faut, afin de déterminer la durée de la prescription de l'action publique, envisager le *caractère légal du fait* tel qu'il a été établi par la déclaration du jury. Cette déclaration écarte-t-elle les circonstances aggravantes qui auraient transformé le délit en un crime? Alors, l'action publique est prescrite par trois ans, aux termes de l'article 638. — Spécialement, quand, sur une accusation de vol qualifié, le jury a répondu négativement sur les circonstances

aggravantes, et a, par là, réduit le fait incriminé à une simple tentative de vol simple, si la première poursuite n'a eu lieu que lorsque trois ans révolus s'étaient écoulés depuis la perpétration de ce délit, la prescription est acquise et aucune condamnation ne doit être prononcée (1); — il en serait de même sur une accusation de coups et blessures (2).

3895. Quand il s'agit d'un mineur de seize ans, on déroge à la règle qui, pour déterminer la durée de la peine, s'attache au caractère du fait poursuivi plutôt qu'à la juridiction qui s'attache à la nature de la peine encourue (3), mais la dérogation n'est qu'apparente. En effet, le fait qui, relativement au majeur, serait un crime, est considéré, en ce qui concerne le mineur, comme étant un simple délit : aux termes de l'article 68 du Code pénal, ce fait rentre, de droit, sous la compétence des tribunaux correctionnels, et, de droit encore, il n'est passible que de peines correctionnelles. En ce sens, et sans faire échec à sa jurisprudence, la Cour de cassation a pu dire que le fait de mineur, rentrant nécessairement dans la classe des délits, est prescriptible par trois ans (4).

3896. En général, le magistrat instructeur, en faisant son œuvre, reconnaît la date des faits délictueux. Si ces faits, de nature à entraîner la peine de mort, ou des peines afflictives perpétuelles ou de peines afflictives ou infamantes, sont antérieurs de dix ans à la première poursuite,

---

(1) Cass., 2 septembre 1831 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*361 ; — Rej., 3 mai 1839 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*256 ; — Cass., 19 mars et 10 septembre 1846 (MM. Mérilhou et Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*105 et 364.

(2) Cass., 30 janvier 1818 (M. Busschop, rapp.), *Bull.*37. — Voir *suprà*, n° 3890.

(3) Voir *suprà*, n° 3833.

(4) Rej., 22 mai 1841 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.*252 ;—25 août 1864 (M. Lascoux, rapp.), *Bull.*401.

alors il termine son instruction en rendant une ordonnance de non-lieu fondée sur la prescription. A son défaut, la chambre des mises en accusation, mieux éclairée, admet l'exception et prononce le non-lieu.

3897. Mais lorsque l'arrêt de mise en accusation, ne faisant nul état de la prescription qui serait acquise, renvoie l'affaire devant la Cour d'assises, tout n'est pas dit et rien n'est jugé à cet égard. La prescription, en matière criminelle, constitue, en effet, une exception de droit public : il ne saurait dépendre d'un particulier de subir une peine qui est éteinte, ou de se soumettre à une condamnation dont il est valablement libéré. En conséquence, en vertu de cette règle, la Cour d'assises, sur les conclusions des parties, ou même d'office, doit, en tout état de cause et même après la déclaration du jury, renvoyer absous l'accusé, qui est légalement couvert par l'existence de la prescription. — Et le moyen peut être proposé, même pour la première fois, devant la Cour de cassation [1].

3898. Par suite de cette règle, si l'arrêt de mise en accusation ne précise pas le jour de la perpétration du crime, l'accusé n'en reste pas moins investi du droit de prétendre qu'il est couvert par la prescription [2]. — Et, comme de la constatation du jour où le crime a été commis dépend la question de savoir s'il y a ou non prescription, la Cour d'assises agit légalement en interrogeant

---

(1) Cass., 28 janvier, 12 août et 7 octobre 1808 (M. Carnot, rapp.), *Bull.*34, 365 et 421 ; — 20 mai 1824 (M. Clausel de Coussergues, rapp.), *Bull.*210 ; — 11 juin 1829 (M. de Crouseilhes, rapp.), *Bull.*324 ;—Rej., 5 juin 1830 (M. de Ricard, rapp.), S.-V.31.1.52; — Cass., 2 septembre 1831 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*361 ;—1er juillet 1837 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*257 ;—28 janvier 1843 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*30 ;—29 mai 1847 (M. Rives, rapp.), *Bull.*198 ;— Rej., 1er décembre 1848, — sur mes conclusions — (M. Rocher, rapp.), *Bull.*435 ; — 7 avril 1854 (M. Sénéca, rapp.), *Bull.*177 ;—L'arrêt du 1er mars 1855, cité n° 3890.

(2) Rej., 12 avril 1834 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*127.

d'abord le jury sur cette date précise, et en ajournant jusqu'après la déclaration à intervenir, la décision de cette question (1).

3899. Cependant, et quoiqu'elle touche à l'ordre public, cette exception ne peut plus être accueillie par la Cour d'assises lorsqu'elle n'est plus saisie de la cause. Ainsi, proposé par le condamné plusieurs jours après l'arrêt de condamnation, et alors que la Cour d'assises avait épuisé ses pouvoirs, c'est à bon droit et par une saine interprétation des règles de la compétence que cette Cour a déclare ce moyen non recevable (2).

3900. Pour déterminer si la prescription de l'action publique est acquise, la Cour d'assises doit, d'abord, considérer son point de départ. Anciennement, sous le Code de brumaire an IV, cette prescription ne commençait à courir que du jour où l'existence, soit du crime, soit du délit, avait été *connue et légalement constatée*. Aujourd'hui, selon nos articles 637 et 638, qui posent la règle générale, le point de départ est *le jour où le crime a été commis*.

Citons quelques exemples de l'application de cette règle :

En matière de banqueroute frauduleuse ou simple, la prescription commence du jour où ont été commis les faits constitutifs du crime ou du délit, et non du jour fixé par le tribunal de commerce comme étant la date de l'ouverture de la faillite (3);

En matière de bigamie, « le crime se forme et se consomme par un second mariage contracté avant la dissolu-

---

(1) Rej., 4 janvier 1838 (M. Rives, rapp.), DALLOZ, nº 2436.

(2) L'arrêt du 1er mars 1855.

(3) Rej., 29 décembre 1828 (M. Mangin, rapp.), *Bull.* 958;—Cass., 22 janvier 1847 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.* 14; — Rej., 9 juin 1864 (M. du Bodan, rapp.), *Bull.* 271.

tion du premier » ; la prescription doit donc être comptée à partir du jour où a été contracté le second mariage [1].

3901. Quant aux crimes successifs, qui se continuent par la perpétration des faits géminés de même nature, ils sont commis tant qu'ils durent, et la prescription ne commence que du jour où ils ont entièrement cessé. Ainsi seraient : la détention arbitraire, le recélé d'objets volés, l'asile donné à des malfaiteurs, l'usage d'une pièce fausse et autres de semblable nature à l'occasion desquels il suffit de poser le principe sans l'étayer de la jurisprudence.

3902. Après avoir déterminé la durée et le point de départ, la Cour d'assises doit rechercher si le cours de la prescription n'a pas été légalement interrompu. Elle ne saurait accueillir l'exception si, depuis le jour où le crime a été commis et avant l'expiration des dix années révolues, il a été fait un acte d'instruction ou de poursuite.

3903. Que doit-on entendre par les actes d'instruction ou de poursuite? — « On peut dire qu'un *acte d'instruction* « a pour objet de constater le crime et ses circonstances, « d'en découvrir ou d'en convaincre les auteurs ; qu'un « *acte de poursuite* a pour objet de provoquer ou d'exé- « ter les actes destinés à parvenir à l'instruction du pro- « cès ou au jugement du prévenu » [2].

3904. On ne reconnaîtrait pas le caractère d'actes d'instruction ou de poursuite ayant la puissance interruptive :

A des plaintes et dénonciations : ces actes provoquent l'action publique, mais ne la mettent pas en mouve-

---

[1] Cass., 5 septembre 1812 (M. Bauchau, rapp.), *Bull.*397;—4 juillet 1816 (M. Robert de Saint-Vincent, rapp.), *Bull.*91 ; — 30 décembre 1819 (M. Büsschop, rapp.), *Bull.*435.

[2] MANGIN, *Action publique*, t. 2, n° 342 ;—Rej., 14 juin 1816 (M. Olivier, rapp.) , *Pal.*1816.491.

ment [1] ; — et surtout si elles ont été adressées à des tribunaux étrangers, dont les actes de poursuites n'auraient pas, d'ailleurs, la puissance d'interrompre en France le cours de la prescription [2] ;

A de simples réserves de poursuivre pour faux, faites par le ministère public, lors d'un procès civil ; ni au dépôt au greffe des pièces produites par l'une des parties au cours de ce procès, l'action publique n'ayant pas été mise en mouvement par ces réserves ou par ce dépôt [3] ;

A une requête par laquelle le procureur général demande au premier président la fixation d'un jour où il pourra citer le prévenu : c'est là une mesure simplement préparatoire et d'ordre intérieur [4] ;

A des actes faits par un juge d'instruction ou par un officier du ministère public incompétent [5]. En effet, dit avec raison le président Barris, — note 281, « pour que « des actes puissent interrompre la prescription, il faut « qu'ils soient faits par un magistrat ou officier *ayant* « *caractère* pour instruire ou poursuivre *sur le fait du* « *délit* ; car, si ce caractère manque, l'acte d'instruction « ou de poursuite ne pourra pas interrompre la prescrip- « tion » [6].

3905. En général, des actes d'instruction ou de poursuite dûment constatés ont seuls la puissance d'interrompre la prescription. — Aussi, la démence d'un accusé, bien qu'elle soit un obstacle à son jugement, n'engendre

---

(1) Cass., 29 mars 1856 (M. Sénéca, rapp.), *Bull.*212.

(2) Cass., 7 mars 1817 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*41 ;—12 octobre 1820 (M. Aumont, rapp.), *Pal.*1820.165.

(3) Rej., 4 juin 1824 (M. Busschop, rapp.), *Pal.*1824.768.

(4) Cass., 2 février 1865 (M. Lascoux, rapp.), *Bull.*37.

(5) Rej., 11 mars 1819 (M. Busschop, rapp.), *Pal.*1819.151 ; — Cass., 31 août 1827 (M. de Cardonnel, rapp.), *Bull.*743 ; — Rej., 30 avril 1830 (M. Ollivier rapp.), *Pal.*1830.431.

(6) Cass., 15 janvier 1814 (M. Bauchau, rapp.), *Pal.*1814.34.

point l'interruption de la prescription, qui continue à courir en sa faveur (1).

De même, les poursuites faites à raison de crimes ou délits ne pouvant être constatées que dans les formes que les lois déterminent, la déclaration d'un officier du ministère public que des poursuites ont été intentées, mais que la procédure a été égarée, est insuffisante pour interrompre la prescription (2).

3906. Cependant, par exception à cette règle, le cours de la prescription est interompu si la loi elle-même s'oppose à la continuation des poursuites : *Contrà non valentem agere non currit prescriptio*. — Par exemple, au cas où l'action publique est suspendue par suite d'un sursis ordonné pour faire vider une question préjudicielle de propriété ou de toute autre nature (3);

Ou encore au cas où, renvoyé en Cours d'assises pour vols qualifiés, un individu est encore inculpé pour vols simples sur lesquels il y avait eu réserves par l'ordonnance du juge d'instruction : on ne pouvait agir sur ces derniers chefs avant le jugement des premiers ; or « il ne peut y avoir lieu à prescription, lorsqu'il y a impossibilité d'action » (4).

3907. Au contraire, on tiendrait pour de véritables actes d'instruction ou de poursuite, arrêtant le cours de la prescription :

Le mandat de dépôt décerné contre un prévenu, après

---

(1) Cass., 22 avril 1813 (M. Busschop, rapp)., *Bull.*203 ;—Rej., 8 juillet 1858 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*310.

(2) Cass., 25 novembre 1808 (M. Vergès, rapp.), *Bull.*494.

(3) Cass., 27 mai 1843 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*223 ; — 14 décembre 1844 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*585 ; — 29 août 1846 (M. Romiguières, rapp.), *Bull.*350; — 7 mai 1851 (M. Quénault, rapp.), *Bull.*270.

(4) Cass., 28 août 1823 (M. Busschop, rapp.), *Bull.*356.

qu'il a été interrogé et lorsque, par suite du mandat d'amener, il est en état d'arrestation [1];

Un procès-verbal de recherches de la personne du prévenu, dressé par un brigadier de gendarmerie, en vertu d'un extrait d'un jugement par défaut [2];

Une réquisition de translation du prévenu faite à la requête du ministère public [3];

La citation directe devant le tribunal de police correctionnelle donnée au prévenu à la requête du plaignant, se portant partie civile : cette citation saisit, en effet, le tribunal qui, en cas de conviction, doit prononcer les peines de la loi, quelles que soient, d'ailleurs, les conclusion du ministère public [4]; — Et, *à fortiori*, la citation lancée à la requête du ministère public [5];

3908. Les actes de cette nature faits par un magistrat compétent, alors même qu'ils saisiraient des tribunaux incompétents. En effet, « la compétence de ces tribunaux ne devrait être prise en considération que relativement aux actes qui leur seraient propres, et il suffit pour l'interruption de la prescription de simples actes d'instruction ou de poursuite, sans qu'il soit nécessaire qu'il ait été statué par des tribunaux » [6].

---

(1) L'arrêt du 14 juin 1816, cité n° 3903.

(2) Rej., 11 février 1843 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*65.

(3) L'arrêt du 11 février 1843.

(4) Cass., 27 juin 1811 (M. Busschop, rapp.), *Bull.*188 ; — 23 janvier 1823 (M. Louvot, rapp.), *Bull.*23.

(5) Cass., 26 juin 1841 (M. de Crouseilhes, rapp.), *Bull.*300.

(6) Rej., 18 août 1822 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*38 ;—13 janvier 1837 (M. Rives, rapp.), *Bull.*18 ; — Cass., 10 mai 1838 (M. de Crouseilhes, rapp.), *Bull.*182 ;—Rej., 5 avril 1839 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*171 ; — Cass., 18 avril 1846 (même rapp.), *Bull.*137 ; — 7 septembre 1849 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*340 ; — 3 avril 1862 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*149 ; — Rej., 22 janvier 1863 (M. Caussin de Perceval, rapp.), *Bull.*38 ; — Cass., 14 avril 1864 (à mon rapport), *Bull.*157 ; — Rej., 5 mai 1865 (à mon rapport), *Bull.*193.

3909. Les actes d'instruction ou de poursuite doivent empêcher la prescription même à l'égard des individus contre lesquels ils n'auraient produit aucune charge, et contre lesquels, conséquemment, il n'aurait été décerné aucun mandat. En effet, « la loi n'exige pas, pour interrompre la prescription, que les actes de poursuite ou d'instruction auxquels elle donne l'effet d'opérer cette interruption, aient été dirigés contre *des individus déterminés*; il suffit que ces actes aient eu pour objet de constater un crime ou un délit, et *d'en découvrir les auteurs*; par ces actes ainsi faits sur un crime ou un délit, la prescription est arrêtée indéfiniment contre tous ceux qui peuvent y avoir participé » (1). — Ainsi, la citation donnée à l'un des prévenus interrompt la prescription à l'égard des coprévenus ou des complices qui n'y sont pas compris (2); — Et, de même, l'information régulière faite par un juge d'instruction sur un délit entretient l'action publique résultant de ce délit, encore bien que cette information ait été requise à l'occasion d'un délit différent (3).

3910. Nous savons maintenant quel est, dans les cas ordinaires, le point de départ de la prescription de l'action publique; nous connaissons les causes qui l'interrompent; il reste à dire le nouveau point de départ qui va surgir de ces actes interruptifs.

Ici, nous nous trouvons en présence du § 2 de notre article 637, qui ne soulève aucune difficulté. — Si ces actes sont intervenus, la prescription recommence à courir après qu'ils ont été accomplis, et, depuis la date du dernier d'entre eux, il faut un nouveau délai de dix ou

---

(1) Cass., 16 décembre 1813 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*627 ;—Rej., 5 mai 1865 (à mon rapport), *Bull.*193.

(2) Cass., 13 avril 1833 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.*174; — Rej., 14 décembre 1837 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.447.*

(3) Rej., 26 juin 1840 (M. Romiguières, rapp.), *Bull.*260.

trois années révolues, suivant que l'on se trouve en matière criminelle ou correctionnelle.

Et, par la force du même principe, alors que ce n'est plus un acte d'instruction ou de poursuite, mais un obstacle légal qui l'a interrompue, elle reprend son cours de plein droit dès que cet obstacle a cessé, par exemple, à dater de l'expiration du délai de sursis [1], — ou à partir du jour où la question préjudicielle a été définitivement jugée, sans qu'il soit besoin de signifier la décision rendue [2].

3911. Le Code d'instruction criminelle et le Code pénal sont corrélatifs, et ainsi les règles de la prescription établies par l'un sont applicables à tous les crimes, délits contraventions prévus par l'autre [3]. Ces mêmes règles sont également applicables à tous autres faits délictueux prévus par des lois particulières, lorsque ces lois n'ont pas déterminé une prescription spéciale [4].

§ 6. — *Dommages-intérêts et restitutions réclamés par les parties.*

N° 3912. ART. 1er : *Observations générales.* — Art. 358, 359 et 366 du Code d'instruction criminelle.

3913. Pour savoir s'il y a lieu à dommages-intérêts, la Cour d'assises recherche seulement s'il y a eu faute dans le sens de l'article 1382 du Code Napoléon.

3914. Elle ne peut allouer de dommages-intérêts que s'ils sont réclamés.

3915. Elle possède un pouvoir d'appréciation souverain pour la fixation de la réparation.

3916. Les dommages-intérêts sont personnels ;—défense de les appliquer à *une œuvre quelconque ;* — interprétation de cette interdiction.

---

(1) Rej., 1er décembre 1848, sur mes conclusions—(M. Rocher, rapp.), *Bull.*435.

(2) Cass., 10 avril 1835 (M. de Crouseilhes, rapp.), *Bull.*175.

(3) Cass., 23 octobre 1812 (M. Rataud, rapp.), *Bull.*455.

(4) Cass., 24 avril 1829 (M. Gary, rapp.), *Bull.*237 ;—20 octobre 1835 (M. Rives, rapp.), *Bull.*480.

3917. La Cour conserve son droit alors même que sa décision ne peut être rendue qu'en empiétant sur la session suivante.

3918. Elle n'en est pas dépouillée par cela que, renvoyé à une autre session, le règlement des intérêts civils sera fait par des magistrats autres que ceux qui ont assisté aux débats criminels.

3919. *A fortiori*, elle peut renvoyer sa décision à un jour ultérieur de la même session.

3920. La nomination d'un rapporteur est facultative, et, alors même qu'il a été commis, son rapport n'est pas une formalité indispensable.

3921. Il faut toujours entendre le ministère public; — nature de sa fonction en cette occurrence;—il clôt la discussion;—cependant, même après ses conclusions, on peut entendre de nouveau les parties.

3922. Au cas de cassation sur les dommages-intérêts, la cause est renvoyée devant un tribunal civil.

3923. ART. 2e : *Dommages-intérêts demandés par l'accusé.* — Articles 358 et 359 à ce relatifs.

3924. Le droit de l'accusé acquitté, quoique certain, est le plus souvent de pure théorie : pourquoi?—Droit de la Cour d'apprécier la nature de la dénonciation.

3925. Difficultés d'exécution des articles 358 et 359.—1re difficulté : *moment* où l'accusé devra faire valoir ses droits; — cas où il n'a connu ses dénonciateurs que *depuis* le jugement.

3926. Cas où il les a connus *avant*. — Par le jugement, on doit entendre la déclaration du jury.—Renvoi.

3927. 2e difficulté : *comment* l'accusé formera sa demande contre ses dénonciateurs : s'ils ont présents, des conclusions peuvent suffire;—s'ils sont absents, faut-il une citation?

3928. L'accusé ou son défenseur, pour demander les dommages-intérêts, n'ont pas besoin du ministère d'un avoué.

3929. ART. 3e : *Dommages-intérêts demandés par la partie civile.* —La partie civile n'existe que pour réclamer des dommages-intérêts.

3930. Les tiers, autres que la partie civile, qui sont lésés, ne peuvent agir que devant le tribunal civil.

3931. Non-recevabilité de la partie civile qui, antérieurement, a porté son action civile devant une juridiction autre que la Cour d'assises.

3932. La partie civile peut agir sans le concours d'un avoué.

3933. Elle doit former sa demande *avant le jugement.*

3934. Qu'est-ce que le jugement?—C'est la déclaration du jury.

3935. Mais si elle s'est constituée avant la clôture des débats, la partie

civile a le droit de préciser la quotité des dommages-intérêts et de les réclamer après l'ordonnance d'acquittement.

3936. L'accusé, quoique acquitté, peut être condamné en des dommages-intérêts.

3937. Exemples en matière de : coups ; — homicide ; — attentat à la pudeur ;—possession d'ouvrages d'or avec faux poinçons ; — vol ;—diffamation par la voie de la presse ;—violences envers les préposés de la douane ; — faux testament ; — recel ;— détournement de mineure ;—duel ;—banqueroute frauduleuse ; —baraterie.

3938. L'arrêt qui prononce des dommages-intérêts contre l'accusé acquitté viole la chose jugée s'il se met en opposition flagrante avec la déclaration du jury.—Exemples en matière de coups volontaires.

3939. Spécialement, il en est ainsi lorsque le jury a déclaré que l'accusé avait agi pour *sa légitime défense.*

3940. La condamnation aux dommages-intérêts peut être fondée sur des faits qui, sans être le fait même de l'accusation, s'y rattachent intimement.

3941. Mais la Cour commet un excès de pouvoir si elle se fonde sur des faits étrangers à l'accusation.

3942. Dommages-intérêts excédant le taux de l'intérêt légal.

3943. En cas de minorité de l'accusé, il n'est besoin, pour sa condamnation aux dommages-intérêts, de mettre son tuteur en cause ;—ni, en cas de faillite, le syndic.

3944. La compétence de la Cour s'étend aux personnes civilement responsables.

3945. Si l'incompétence est opposée par l'accusé, la Cour doit statuer sur l'incompétence d'abord, puis sur le fond par un second arrêt.—L'accusé ne peut faire défaut.

3946. Malgré le pourvoi en cassation contre l'arrêt de condamnation, la Cour d'assises peut statuer sur les dommages-intérêts.

3947. La condamnation aux dommages-intérêts contre l'accusé acquitté étant rendue en matière civile, il est obligé de fournir l'amende sur son pourvoi.—Il en est autrement au cas où ces réparations sont prononcées contre l'accusé condamné criminellement.

3948. L'accusé absous est, *à fortiori*, passible des dommages-intérêts.

3949. ART. 4e : *Restitutions et autres intérêts civils.* — Article 366, 2e et 3e alinéa.

3950. Le président est incompétent pour ordonner les restitutions : il faut un arrêt.

3951. La Cour peut rendre cet arrêt d'*office*, sans conclusions du pro-

priétaire, sans audition du ministère public, sans interpellation à l'accusé.

3952. La restitution ne peut comprendre que les objets existant en nature, et non pas leur valeur quand ils ont été dénaturés.

3953. Le droit de la Cour ne s'efface pas lorsque l'accusé soutient qu'il est propriétaire des objets dont la restitution est réclamée.

3954. Restitution au cas d'acquittement d'un serviteur à gages accusé d'abus de confiance.

3955. Il est sursis à la restitution au cas de pourvoi en cassation : motifs de ce retardement.

3956. Mesures spéciales au cas de faux dans des actes authentiques : article 463 du Code d'instruction criminelle.

3957. Annulation du remplacement militaire opéré à l'aide de pièces fausses : article 43 de la loi du 21 mars 1832.

3958. Réparations civiles autres que des restitutions proprement dites.—Exemples : annulation d'actes de vente ; réintégration à la masse d'un immeuble frauduleusement vendu par le failli.

3959. Annulation du second mariage contracté par un bigame : en présence de qui elle doit être prononcée.

3912. ART. 1er : *Observations générales.* — La matière des dommages-intérêts respectivement réclamés, est réglée par les articles 358, 359 et 366 du Code d'instruction criminelle. Rappelons d'abord celles de ces dispositions qui s'appliquent aussi bien aux dommages-intérêts prétendus par l'accusé qu'à ceux réclamés par la partie civile.

Après avoir déclaré, dans son premier alinéa, que, lorsque l'accusé est déclaré non coupable, le président prononcera qu'il est acquitté de l'accusation, l'article 358 ajoute :

« La Cour statuera ensuite sur les dommages-intérêts « respectivement prétendus, après que les parties auront « proposé leurs fins de non-recevoir ou leurs défenses, « et que le procureur général aura été entendu.

« La Cour pourra néanmoins, si elle le juge conve- « nable, commettre l'un des juges pour entendre les « parties, prendre connaissance des pièces, et faire son

« rapport à l'audience, où les parties pourront encore « présenter leurs observations, et où le ministère public « sera entendu de nouveau. »

Le premier paragraphe de l'article 359 porte : « Les « demandes en dommages-intérêts, formées soit par « l'accusé contre ses dénonciateurs ou la partie civile, « soit par la partie civile contre l'accusé ou le condamné, « seront portées à la Cour d'assises. »

Enfin, l'article 366 dit aussi dans son premier alinéa : « Dans le cas d'absolution, comme dans celui d'acquitte- « ment ou de condamnation, la Cour statuera sur les « dommages-intérêts prétendus par la partie civile ou par « l'accusé ; elle les liquidera par le même arrêt, ou com- « mettra l'un des juges pour entendre les parties, prendre « connaissance des pièces, et faire du tout son rapport, « ainsi qu'il est dit article 358. »

De ces textes découlent diverses observations, qui, toutes, ont leur importance.

3913. Voilà donc la Cour d'assises investie d'une attribution exceptionnelle accessoire, distincte de sa mission principale, laquelle consiste à infliger aux crimes la répression que commande la loi. En vertu de cette nouvelle attribution, elle procède au règlement des intérêts civils dérivant des faits qui avaient motivé la poursuite criminelle. En recherchant s'il est équitable d'allouer des dommages-intérêts, la Cour n'a plus à considérer si ces faits étaient, ou non, empreints d'un caractère délictueux : elle se demande seulement s'ils ont constitué un quasi-délit, dans les termes de l'article 1382 du Code Napoléon, et si la faute, préjudiciable dans ses conséquences, comporte une réparation.

3914. Et voici la conséquence qui surgit de la nature même de ce pouvoir. Puisque les dommages-intérêts ne sont pas une peine, qui s'imposerait à la décision de la Cour

même en l'absence de toute réquisition, ils ne peuvent être accordés que lorsqu'ils ont été demandés par des conclusions expresses. Comme le disent les articles 358 et 366, il faut qu'ils aient été *prétendus* (1). — Mais lorsque, sans fixer une somme précise, les parties réclamant la réparation du préjudice qui leur a été causé et motivent leurs conclusions sur l'article 1382 du Code Napoléon, la Cour d'assises, en déterminant le chiffre des dommages-intérêts, ne viole ni les articles précités ni l'article 1028 du Code de procédure civile, qui défend aux tribunaux de prononcer sur choses non demandées (2).

3915. La Cour d'assises a toute latitude pour apprécier la quotité de l'indemnité due. Transformée en tribunal civil, elle attire à elle cette souveraineté que les règles du droit commun abandonnent aux magistrats en cette matière. Elle la possède, en outre, de par l'article 51 du Code pénal qui, après avoir parlé des restitutions auxquelles le condamné est soumis, permet de lui infliger « des indemnités dont la détermination est laissée à la justice de la Cour ou tribunal, lorsque la loi ne les aura pas réglées ». — Du reste, en exerçant son pouvoir, la Cour d'assises n'oubliera pas que, conformément à l'article 1149 du Code Napoléon, « les dommages et intérêts dus au créancier « sont, en général, de la perte qu'il a faite et du gain « dont il a été privé ».

3916. Les dommages-intérêts étant la réparation du préjudice souffert par la partie à laquelle ils sont accordés, sont essentiellement personnels à cette partie. En conséquence c'est à elle personnellement qu'ils doivent être attribués. Et l'article 51 du Code pénal, que je viens de

---

(1) Cass., 17 septembre 1835 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* 428;—Rej., 30 mars 1843 (M. Romiguières, rapp.), *Bull.* 141.

(2) Rej., 28 septembre 1838 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.* 463.

citer, ne permet pas d'en prononcer, même de son consentement, l'application à une œuvre quelconque. — Ainsi, lorsqu'une partie demande que les dommages-intérêts qu'elle réclame soient consacrés à une œuvre pie qu'elle indique, c'est avec raison que, refusant de prononcer cette application, le tribunal lui adjuge les dommages-intérêts à son profit personnel (1).

Mais « ces mots : *œuvre quelconque*, se limitant d'eux-mêmes, et ne pouvant, dans tous les cas, être interprétés comme frappant d'exclusion toutes personnes ayant droit, par elles-mêmes, à des dommages-intérêts », une Cour d'assises ne violerait pas les dispositions de cet article 51 en étendant sa décision sur les membres de la famille dont la partie réclamante personnifie et représente les droits (2).

3917. Je me suis expliqué, — tome 1er, p. 356 et suivantes, — sur le contenu du rôle indiquant les affaires qui doivent être jugées dans le cours d'une session. Ici, je dois le faire remarquer, la session n'est légalement terminée que lorsque toutes ces affaires ont été expédiées (3).

J'ajoute que le règlement des intérêts civils, faisant partie intégrante de ces affaires, les Cours d'assises sont tenues de prononcer sur toutes les demandes en dommages-intérêts, qui ont été formées soit par l'accusé, soit par la partie civile, avant le jugement de l'action publique. Et peu importe qu'il n'ait pu y être statué que postérieurement à l'expiration du trimestre consacré à la session. En effet, selon le principe général, « une session d'assises, légalement ouverte par une ordonnance du premier

---

(1) Cass., 25 février 1830 (M. Gary, rapp.), *Bull.* 118.
(2) Rej., 20 février 1863 (à mon rapport), *Bull.* 95.
(3) Rej., 10 février 1843 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.* 63.

président, à une époque quelconque du trimestre, ne doit être close, aux termes des l'article 260 du Code d'instruction criminelle, qu'après que toutes les affaires qui étaient en état, lors de son ouverture, y ont été portées ; cet article ne distingue pas entre le cas où l'expédition de toutes les affaires est opérée dans le cours du trimestre et celui où elle ne peut être mise à fin qu'en empiétant sur le trimestre suivant » ; or, cette règle générale peut et doit être appliquée au règlement des dommages-intérêts, car, « le chef de demande relatif aux dommages-intérêts se lie essentiellement à l'accusation criminelle accessoirement à laquelle il se produit, et l'arrêt qui accorde la réparation civile du crime n'est que le complément de l'arrêt qui prononce la peine et se confond avec lui ; tant qu'il n'a pas été statué sur les conclusions de la partie civile prises dans le cours des débats criminels, il est vrai de dire que l'affaire n'est pas terminée, et que la limite fixée à la durée de la session par l'article 260 n'est conséquemment pas atteinte ; d'ailleurs, l'article 358 du même Code, en autorisant la Cour d'assises, soit à statuer sur les dommages-intérêts immédiatement après la condamnation de l'accusé, soit à renvoyer la cause à une autre audience, et à commettre un juge pour entendre les parties, prendre connaissance des pièces et faire son rapport, a, par cela même, voulu laisser à la Cour le temps nécessaire à cette partie de l'instruction, et, par suite, a permis de reporter le jugement des intérêts civils même au delà du lendemain de la dernière audience consacrée aux débats criminels de la session » (1).

3918. Cette compétence étant créée par la loi dans l'intérêt de la bonne et prompte administration de la justice, les Cours d'assises ne sauraient l'abdiquer même

---

(1) Rej., 25 mai 1849 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.* 192.

lorsque ces demandes n'ont pu être jugées durant le cours de la session et qu'il a été nécessaire d'en renvoyer la solution à une session suivante, composée d'autres magistrats. « Les juges, dit un arrêt, appelés à la Cour d'assises d'une session subséquente, ne sauraient en être dépouillés sur le fondement qu'ils n'ont pas assisté aux débats qui ont précédé le jugement, puisque les juges civils seraient également étrangers à ces débats et seraient réduits, comme la Cour d'assises, à prononcer sur le vu de la déclaration du jury de jugement » (1).

3919. *A fortiori,* et conformément à la disposition expresse des articles 358 et 366, au lieu de statuer immédiatement sur les conclusions des parties, la Cour d'assises a la faculté de renvoyer la décision à un jour ultérieur de la même session (2).

3920. Dans le cas de renvoi à un autre jour pour statuer sur les dommages-intérêts, la nomination d'un juge-rapporteur étant facultative pour la Cour d'assises (3), il ne résulte aucune nullité de ce que l'arrêt n'est point précédé d'un rapport (4).

3921. J'ai dit, et je rappelle, que l'arrêt de la Cour d'assises qui statue sur les dommages-intérêts doit être annulé s'il a été rendu sans que le ministère public ait été entendu dans ses conclusions (5).

Il importe de préciser la nature de la fonction remplie, en cette occurrence, par le ministère public. Il ne s'agit plus de l'accusation criminelle qui est purgée ; la matière

---

(1) Cass., 24 juin 1825 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*334 ;—Rej., 6 octobre 1853 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*577.

(2) Rej., 6 octobre 1853 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*571.

(3) Rej., 20 juillet 1844 (M. de Crouseilhes, rapp.), *Bull.*388.

(4) L'arrêt du 25 mai 1849.

(5) Voir *suprà*, n° 3624. — ADDE : Cass., 7 avril 1854 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*172.

a pris un caractère purement civil; le ministère public n'est plus partie principale, il est seulement partie jointe; il est présent à ces débats localisés au même titre qu'il y assisterait devant un tribunal civil; aussi, il ne prononce pas de réquisitions et il donne des conclusions qui sont de simples avis; en conséquence, il doit avoir la parole le dernier, et les droits de la défense ne sont pas méconnus si la Cour refuse à celui qui a été accusé, mais qui n'est plus qu'un défendeur, la faculté de répondre à ces conclusions. L'article 335 du Code d'instruction criminelle, n'étant relatif qu'aux débats criminels, n'est plus applicable aux cas du règlement des intérêts civils : ce règlement est régi par notre article 358, qui, interprété selon son texte et d'après les principes du droit commun, considère les conclusions du ministère public comme clôturant la discussion (1).

Cependant, « lorsqu'une affaire ne paraît pas suffisamment instruite aux juges, ils peuvent, même après une première audition du ministère public, renvoyer l'affaire à une autre audience, afin que les défenses respectives puissent recevoir les développements nécessaires; au cas spécial prévu par les articles 358 et 366, ne sont pas applicables les dispositions prescrites à peine de nullité par l'article 87 du décret du 30 mars 1808 (2). »

3922. Conformément au 4e alinéa de l'article 429 du Code d'instruction criminelle, la Cour de cassation, en annulant un arrêt de Cour d'assises, aux chefs seulement qui concernent les intérêts civils, renvoie la cause et les parties devant un tribunal de première instance et non devant une autre Cour d'assises (3).

---

(1) Rej., 1er juin 1839 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*270.

(2) L'arrêt du 20 juillet 1844, cité nº 3920.

(3) Cass., 11 juin 1846 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*212; — 7 octobre 1853 (M. Rives, rapp.), *Bull.*580.

3923. ART. 2e. *Dommages-intérêts demandés par l'accusé.* — L'accusé acquitté peut réclamer des dommages-intérêts non-seulement à la partie civile, mais encore à ceux qui, sans s'être constitués ses adversaires directs, ont dénoncé à la justice les faits à raison desquels il a été injustement poursuivi. C'est ce que disent expressément les paragraphes 4 et 5 de l'article 358, en ces termes :

« L'accusé acquitté pourra aussi obtenir des domma-
« ges-intérêts contre ses dénonciateurs, pour fait de ca-
« lomnie ; sans néanmoins que les membres des autorités
« constituées puissent être poursuivis à raison des avis
« qu'ils sont tenus de donner, concernant les délits dont
« ils ont cru acquérir la connaissance dans l'exercice de
« leurs fonctions, et sauf, contre eux, la demande en
« prise à partie, s'il y a lieu.

« Le procureur général sera tenu, sur la réquisition
« de l'accusé, de lui faire connaître ses dénonciateurs. »

L'article 359 ajoute à ce sujet : 1° que cette demande formée par l'accusé sera portée à la Cour d'assises; 2° que, si l'accusé a connu son dénonciateur, sa demande devra être formée ayant le jugement, et qu'après, elle sera non recevable; 3° que, dans le cas où l'accusé n'aurait connu son dénonciateur que depuis le jugement, mais avant la fin de la session, il sera tenu, sous peine de déchéance, de porter sa demande à la Cour d'assises; 4° et que, s'il ne l'a connu qu'après la clôture de la session, sa demande sera portée au tribunal civil.

3924. L'accusé déclaré non coupable a donc, en principe, le droit de réclamer des dommages-intérêts à ses dénonciateurs, et cette règle est de toute équité : inculpé, arrêté, renvoyé en Cour d'assises et jugé, ses intérêts matériels ont reçu un terrible échec et sa réputation altérée n'a pas été refaite par son acquittement. Si donc les faits à lui imputés étaient faux, si, dans tous les cas, il

n'en était pas l'auteur, si ceux qui ont attiré l'attention de la justice se sont trompés, de bonne ou de mauvaise foi, ils ont agi à leurs risques et périls et ils lui doivent une réparation.

Mais, de la coupe aux lèvres il y a loin, et, il faut le reconnaître, pour lui, ce droit de prétendre à une indemnité est, le plus souvent, de pure théorie : la justice ne croit pas facilement et aveuglément aux révélations qui lui sont adressées ; le juge d'instruction étudie les faits matériels, il s'enquiert auprès des témoins, il écoute les explications de l'inculpé ; après lui, la chambre des mises en accusation redouble de circonspection dans l'examen qu'elle fait du dossier ; et quand, après ces vérifications géminées, l'accusé est amené devant les jurés, il est certain que ce n'est pas légèrement et sans des charges sérieuses. C'est pour cela que notre article 358, en disant que l'accusé *pourra* obtenir des dommages-intérêts, autorise leur allocation, ne l'impose pas, et attribue à la Cour d'assises un pouvoir discrétionnaire absolu, pour apprécier la nature de la dénonciation [1]. Aussi combien sont rares les condamnations en tel cas obtenues !

3925. En réfléchissant au mode d'exécution de cette portion des articles 358 et 359, on se trouve face à face avec des difficultés qui ne laissent pas que d'être délicates. La première concerne *le moment* où l'accusé devra faire valoir, ou au moins poser son droit, contre ses dénonciateurs.

Si l'accusé n'a connu ces dénonciateurs que *depuis le jugement*, deux cas se présentent : ou bien la session des assises est clôturée, et alors cela va tout seul ; la Cour n'a pas à s'occuper de prétentions qui ne surgissent qu'après

---

[1] Rej., 30 décembre 1813 (M. Oudard, rapp.), S.-V.14.1.129 ;—Cass., 23 mars 1821 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*115.

qu'elle a consommé ses pouvoirs; la nouvelle Cour d'assises peut n'être plus composée de magistrats ayant assisté aux débats, et il n'existe plus de raison pour déroger aux règles ordinaires de la compétence.

Les tribunaux de droit commun sont donc saisis, ou bien au contraire, la session n'a pas encore pris fin : alors les magistrats, qui ont connu de l'affaire, occupant encore leur siége, ils restent chargés de statuer. Pour les mettre en mesure de prononcer, l'accusé, par un exploit en forme ordinaire, ajourne ses dénonciateurs à une des audiences de la même session; les parties proposent leurs fins de non-recevoir ou leurs défenses et, le procureur général entendu, la Cour rend sa décision.

3926. Si l'accusé a connu les dénonciateurs *avant le jugement*, c'est aussi avant lui qu'il doit produire sa demande, à peine de n'y être plus recevable. Il la formule donc sans attendre qu'il ait été prononcé sur l'accusation; mais, comme le sort de cette accusation doit servir de régulateur à la décision que la Cour est appelée à rendre sur la réparation civile, la Cour attend que ce jugement soit porté pour examiner les prétentions de l'accusé et pour les admettre ou pour les rejeter.

Or, on s'est demandé, et je me demande, ce qu'il faut entendre par ce jugement avant lequel l'accusé doit conclure sous peine de forclusion. Selon moi, c'est la déclaration du jury. Tout à l'heure, rencontrant la même question à propos des demandes en dommages-intérêts formées par la partie civile, je dirai mes raisons et j'exposerai l'état de la jurisprudence. Quant à présent, je dis que, pour être recevables, les conclusions de l'accusé, contre les dénonciateurs qu'il a connus avant le jugement, doivent être prises antérieurement à la lecture de la déclaration du jury.

3927. Ce point vidé, il en reste un autre. *Comment*

l'accusé formera-t-il sa demande contre son dénonciateur?

Si le dénonciateur s'est porté partie civile, cela va de soi : la cause est liée, les parties sont en présence et elles peuvent respectivement s'attaquer par des conclusions qui les touchent toujours.

Si le dénonciateur n'est point partie civile, mais est présent à l'audience, — par exemple cité qu'il a été comme témoin, — on comprend encore que la Cour puisse être saisie par de simples conclusions de l'accusé : le dénonciateur quitte son rôle de témoin, il devient l'adversaire civil de l'accusé et, à la condition de lui donner le temps de choisir un défenseur et de préparer sa défense, on pourra établir un débat contradictoire, suivi d'une décision régulière (1).

Mais si le dénonciateur n'est pas présent à l'audience, la Cour pourra-t-elle, sur la simple réquisition de l'accusé, et sans que ce dénonciateur ait été appelé à se défendre, prononcer contre lui une condamnation en des dommages-intérêts? Un arrêt a décidé l'affirmative. Toutefois, comprenant bien la rigueur de cette forme, il a considéré la condamnation comme étant par défaut et il a reconnu le droit de demander sa rétractation à l'aide d'une opposition (2). — Quant à moi, cette procédure me paraît reprochable au premier chef. Un principe d'élémentaire justice ne permet pas qu'une condamnation, civile ou criminelle, puisse être portée contre quelqu'un qui ne sait pas qu'on va la requérir, qui n'a reçu d'avis d'aucune sorte, et qui a été dans l'impossibilité absolue d'exposer les motifs de ses agissements. Admettre, comme

---

(1) Rej., 23 juillet 1813 (M. Audier-Massillon, rapp.), *Pal.*1813.576 ; — 31 mai 1816 (même rapp.), *Pal.*1816.464.

(2) Rej., 29 avril 1817 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*88.

fiché de consolation, qu'il lui est loisible de quereller sa condamnation par la voie d'une opposition, ce n'est pas le rétablir sur ce pied d'égalité qui est la base de la vraie justice. Ne sait-on pas, en effet, qu'une première décision, même par défaut, est, sinon un préjugé, du moins une prévention dont les conséquences s'imposent souvent? — Je pense donc que, le dénonciateur étant absent, et notre article 359 étant silencieux sur les formalités à accomplir, il faut suivre les règles traditionnelles de la procédure et porter le débat devant la Cour par une citation régulière.

3928. « D'après les règles tracées par le Code d'instruction criminelle, les conseils et défenseurs des accusés n'ont pas besoin du ministère d'avoués pour prendre les conclusions et former les demandes qu'ils estiment convenables dans l'intérêt de leurs clients; d'où il suit que si, en présence de ceux-ci, et sans être contredits par eux, ils ont déclaré n'avoir rien à conclure par suite d'une ordonnance d'acquittement, il ne peut plus y avoir lieu de demander ensuite, quoique par le ministère d'un avoué, des dommages-intérêts contre la partie civile (2). »

3929. ART. 3e : *Dommages-intérêts demandés par la partie civile.* — La partie civile est sans droit ni qualité pour intervenir dans la répression du crime ou du délit. L'article 362 du Code d'instruction criminelle définit clairement sa position quand, après avoir relaté la réquisition du ministère public pour l'application de la loi, il ajoute : « la partie civile fera la sienne pour restitution et dommages-intérêts ». Ainsi, cette partie n'intervient qu'en vue de la réparation à laquelle elle peut légitimement prétendre comme compensation du préjudice qu'elle a éprouvé.

---

(1) Rej., 12 mars 1812 (M. Bailly, rapp.), *Pal.*1812.203.

3930. Ceux qui ne se sont pas constitués partie civile seraient non recevables à demander en Cour d'assises des dommages-intérêts : cela va de soi, puisque le dernier alinéa de l'article 359 dispose que, « à l'égard des tiers « qui n'auraient pas été parties au procès, ils s'adresseront « au tribunal civil ». — Cette règle est empruntée à l'article 432 du Code de brumaire an IV, sous lequel on jugeait, comme on jugerait aujourd'hui, qu'il y avait lieu à cassation des arrêts qui l'auraient méconnue (1).

3931. Il est un cas où la partie civile elle-même ne serait pas recevable : c'est celui où, usant de l'option que lui offrait l'article 3 du Code d'instruction criminelle, elle aurait, antérieurement à son intervention à la Cour d'assises, porté son action devant la juridiction civile ; ce principe était déjà admis dans l'ancien droit qui le formulait par la maxime : *electâ unâ viâ, non datur recursus ad alteram*. — En conséquence, s'il résulte de l'ensemble des conclusions et de l'aveu judiciaire de la partie civile, qu'il y a identité de cause entre la demande qu'elle soumet à la Cour d'assises et une instance dont elle avait saisi un tribunal civil, accueillir sa demande c'est violer l'article 3 précité (2).

On ne trouverait pas identité de cause dans l'espèce suivante : un failli poursuivi pour banqueroute frauduleuse est acquitté ; le syndic, qui s'était constitué partie civile, réclame à titre de dommages-intérêts la restitution d'une partie du prix d'une vente immobilière faite à l'accusé et dissimulée par ce dernier ; on oppose à ces conclusions une fin de non-recevoir tirée de ce que, antérieurement et devant le tribunal de commerce, le syndic

---

(1) Cass., 5 nivôse an VII (M. Beraud, rapp.), *Bull.* 1er de l'an VII, p. 439.

(2) L'arrêt du 11 juin 1846, cité nº 3922.

avait formé une demande en nullité de ladite vente; à cette exception, la Cour de cassation a répondu : « que l'action en nullité de vente dont avait été saisi le tribunal de commerce est essentiellement différente de celle en restitution d'une partie du prix dissimulée par l'acquéreur qui était déférée à la Cour d'assises; que la première de ces actions tend à faire déclarer que la vente n'a jamais existé; que l'autre, au contraire, suppose cette vente réalisée et subsistante; qu'il suit de là que l'une de ces actions n'a pu faire obstacle à l'autre, et qu'il n'y a eu aucune violation de la maxime : *unâ viâ electâ*.... (1).

3932. Pour intervenir, afin de réclamer les réparations qui lui sont dues, la partie civile n'a nul besoin de recourir au ministère d'un avoué qui n'est exigé par aucune loi : elle peut agir sans mandataire, directement et personnellement (2).

3933. Aux termes du second paragraphe de l'article 359, la partie civile, comme l'accusé, ne peut former sa demande en dommages-intérêts *qu'avant le jugement*, et, plus tard, elle y est non recevable. — Cette règle est une juste application des principes généraux de la compétence : en effet, la demande en dommages-intérêts, considérée en elle-même, est une question purement civile, et la juridiction criminelle ne devrait pas en connaître; mais, suivant l'article 3 du Code d'instruction criminelle, « l'action civile peut être poursuivie *en même temps* et devant « les mêmes juges que l'action publique ». En ce cas, cette action civile devient un accessoire de la question criminelle à laquelle elle est réunie : or, quand la Cour d'assises a prononcé son jugement, l'action publique n'existe plus; il ne peut plus y avoir d'accessoire là où il

---

(1) L'arrêt du 26 décembre 1863 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*508.
(2) Rej., 25 novembre 1831 (M. de Ricard, rapp.), S.-V.32.1.681.

n'y a plus de principal ; et, par conséquent, il faut, de toute nécessité, que la demande en dommages-intérêts soit formée avant que cette Cour soit dessaisie du principal.

3934. Mais qu'est-ce que *le jugement?* — La déclaration régulière du jury constitue le véritable jugement de l'affaire, en ce sens que, soit le président par l'ordonnance d'acquittement, soit la Cour par l'arrêt d'absolution ou de condamnation, ne font qu'exécuter et entériner cette déclaration à laquelle ils appliquent les dispositions de la loi. Ce n'est ni le président, ni la Cour qui jugent l'accusation : ce sont les jurés qui, par une attribution souveraine, décident si l'accusation est fondée ou si elle ne l'est pas, et déclarent qu'elle est admise ou qu'elle est repoussée. Il suit de là que, effectuée seulement après la déclaration du jury, la constitution de la partie civile serait tardive et ne motiverait pas légalement l'allocation de dommages-intérêts [1].

3935. Ici, entendons-nous : lorsque, dès l'ouverture ou dans le cours des débats, une personne a pris des conclusions formelles requérant acte de sa déclaration qu'elle se porte partie civile, et de ses réserves de conclure plus tard en tels dommages-intérêts qu'elle avisera, « sa demande en dommages-intérêts était légalement formée, et la Cour d'assises en était régulièrement saisie ; conséquemment, cette partie a été recevable à préciser la quo-

---

[1] Cass., 16 octobre 1812 (M. Audier-Massillon, rapp.), *Bull.*429 ; — Rej., 22 janvier 1830 (M. Choppin, rapp.), *Bull.*46; — 21 octobre 1835 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*484; — 22 avril 1836 (M. Fréteau de Peny, rapp.), *Bull.*134 ;— Cass., 25 mai 1837 (M. Gilbert des Voisins, rapp.), *Bull.*205 ;— 14 juin, 2 août et 28 septembre 1838 (MM. Isambert et Dehaussy, rapp.), *Bull.*246, 369 et 463; — 4 février 1843 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*48 ;—7 avril 1854 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*172 ; — 26 décembre 1861 (M. Le Sérurier, rapp.) , *Bull.*458. — Contraire : 31 mai 1816 (M. Giraud-Duplessis, rapp.), S.-V.16.1.271.

tité des dommages-intérêts par elle prétendus, même après l'ordonnance d'acquittement, parce que ces dernières conclusions se rattachaient nécessairement aux conclusions originaires introductives de l'action civile » (1). « Il est, en effet, de règle que l'acte par lequel on intervient avant la clôture des débats, comme partie civile, suffit pour satisfaire pleinement à la prescription de l'article 359, et qu'il contient en germe le principe de tous les droits dont l'exercice est ultérieurement réclamé » (2).

3936. L'accusé a réglé ses comptes avec la justice criminelle, mais son acquittement ne le libère pas envers les personnes qui, victimes de son fait, se sont constituées parties civiles : depuis longtemps, comme aujourd'hui, c'est un principe certain que, malgré cet acquittement, il peut être condamné à payer à ces parties des dommages-intérêts qui sont la réparation du préjudice qu'il leur a infligé. En effet, « de la déclaration du jury que l'accusé n'est pas coupable, il résulte seulement qu'il n'a commis aucun crime pouvant tomber sous l'application de la loi pénale ; mais, en l'absence de tous motifs exprimés, on ne saurait en induire que le fait matériel n'existe pas, ou que l'accusé n'en serait pas l'auteur, ou n'y aurait pas participé ; dès lors, cette déclaration et l'acquittement qui l'a suivie, ne font pas obstacle à ce que le même fait, dégagé de tout caractère de crime, et réduit aux proportions d'un quasi-délit, puisse, au point de vue civil, devenir la base d'une action en dommages-intérêts » (3).

---

(1) L'arrêt du 22 janvier 1830 ; — Rej., 10 février 1835 (M. Bresson, rapp.), S.-V.35.1.301 ; — Les arrêts des 21 octobre 1835, 22 avril 1836 et 28 septembre 1838 ; — 27 novembre 1857 (M. Lascoux, rapp.), *Bull.* 597 ; — 11 avril 1861 (M. Zangiacomi, rapp.), *Bull.* 126.

(2) L'arrêt du 20 février 1863, à mon rapport, cité n° 3916.

(3) Rej., 26 décembre 1863 (M. Bresson, rapp.), *Bull.* 508.

3937. Ainsi :

Un individu était accusé d'avoir porté des coups qui avaient occasionné une incapacité de travail personnel pendant plus de vingt jours ; le jury déclara qu'il n'était pas coupable ; « cette déclaration laissait incertain si le jury s'était décidé d'après la moralité ou d'après la matérialité du fait de l'accusation ; il n'en résultait pas conséquemment que l'accusé ne fût pas l'auteur des violences ; » et la Cour d'assises a pu le condamner en des dommages-intérêts (1).

Lorsqu'il résulte de la déclaration du jury que l'accusé a commis un homicide, mais *involontairement et sans imprudence*, la Cour d'assises n'est pas dépouillée du droit d'envisager le fait comme une faute et d'accorder des dommages-intérêts à la veuve de l'homicidé, partie civile : en effet, « lorsque la non-culpabilité de l'accusé a été déclarée par le jury d'une manière générale et conformément à la formule des articles 337 et 345 du Code d'instruction criminelle, cette déclaration, en excluant le crime de l'accusation, n'a pas nécessairement décidé, en faveur de l'accusé, les faits ou les circonstances qui pouvaient le soumettre à des réparations civiles » (2) ; — Et, la loi n'ayant pas déterminé les faits élémentaires et constitutifs de la faute, l'arrêt est suffisamment motivé, si, sans préciser en quoi la faute a consisté, il en constate l'existence (3) ;

En déclarant : « qu'un accusé a commis sur la personne d'une jeune fille un attentat à la pudeur dont il s'est vanté le jour même et que, par cette action, il a

---

(1) Rej., 22 juillet 1813 (M. Chasle, rapp.), *Pal.*1813.570.

(2) Cass., 11 octobre 1817 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*250; — Rej., 26 mars 1818 (M. Robert de Saint-Vincent, rapp.), S.-V.18.1.284 ;—19 novembre 1841 (M. Bresson, rapp.), S.-V.42.1.94.

(3) L'arrêt du 26 mars 1818.

déshonoré cette jeune fille, et lui a causé un préjudice dont la juste réparation est dûe aux termes de l'article 1382 du Code civil », un arrêt n'est pas inconciliable avec la déclaration du jury que cet accusé n'est pas coupable d'attentat à la pudeur, avec violence [1] » ; les faits d'attentat à la pudeur comme tous les autres faits matériels, peuvent, en effet, être appréciés par le jury sous le rapport de la culpabilité de l'accusé, et ensuite par la Cour d'assises sous le rapport du dommage qu'ils ont causé et de l'application des règles du droit civil sur les quasi-délits » [2] ;

L'individu acquitté de l'accusation d'avoir été possesseur, avec connaissance, d'ouvrages d'or sur lesquels les poinçons de garantie de l'État se trouvaient entés et soudés, peut être passible de la confiscation des objets saisis : cette confiscation, réclamée par l'administration des contributions indirectes, doit être considérée comme une véritable demande en dommages-intérêts ; la Cour d'assises doit y statuer ; en ne le faisant pas, en se croyant liée par la déclaration du jury et par l'ordonnance d'acquittement rendue en conséquence de cette déclaration, la Cour viole les dispositions des articles 358 et 366 et méconnaît les règles de sa propre compétence [3].

Dans une accusation de vol, cette réponse du jury : *l'accusé n'est pas l'auteur de la soustraction*, « n'a pu, d'après les règles tracées en l'article 345 du Code d'instruction criminelle, écarter que la criminalité des faits imputés à l'accusé, sans anéantir l'existence matérielle desdits faits ». En conséquence, « la Cour d'assises, en considé-

---

(1) Rej., 5 mai 1832 (M. Rives, rapp.), *Bull.* 246.

(2) Rej., 12 novembre 1846 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.* 441.

(3) Cass., 29 novembre 1834 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.* 471.

rant ces faits dépouillés de tout caractère de fraude, sous le point de vue des dommages qu'ils avaient causés aux parties civiles, avait le droit de statuer, ainsi qu'elle l'a fait, sur l'action civile dont elle se trouvait régulièrement saisie », et, en prononçant contre l'accusé acquitté une condamnation à des dommages-intérêts et aux frais envers les parties civiles, l'arrêt n'a violé ni les dispositions de l'article 350 du Code d'instruction criminelle, ni les règles de la compétence, et il a fait, au contraire, une juste application des articles 1382 et 1383 du Code civil (1);

De même, un individu acquitté sur une accusation de complicité de vol, peut être condamné aux dommages-intérêts conjointement et solidairement avec un coaccusé ; et, en motivant cette condamnation sur ce qu'il a profité des choses volées, l'arrêt ne se met pas en opposition avec la déclaration du jury (2);

En matière de diffamation par la voie de la presse, comme en toute autre matière, « il y a lieu de distinguer entre l'intention propre à constituer le délit au point de vue de l'action publique, et le tort susceptible de réparation au point de vue de l'action civile » ; et la disposition générale de l'article 358 « confère aux Cours d'assises le droit de condamner l'accusé acquitté à des indemnités pécuniaires envers la partie civile » (3);

Comme « il résulte des articles 358 et 366 que l'acquittement de l'accusé ne fait point obstacle à ce que la Cour d'assises statue sur les dommages-intérêts prétendus

---

(1) Rej., 21 octobre 1835 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*484.—Analogue: Rej., 13 mai 1852 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*285.

(2) Rej., 22 janvier 1830 (M. Choppin, rapp.), *Bull.*46.

(3) Rej., 27 février 1835 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.*87 ; — 23 février 1837 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*72 ;—5 avril 1839 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*171.

contre lui par la partie civile », des individus acquittés sur l'accusation de violences contre les préposés de la douane peuvent être condamnés, sur les conclusions de l'administration, à une amende « qui n'a point le caractère d'une peine proprement dite et doit être considérée comme une réparation civile » (1);

En matière de fabrication de faux testament, la déclaration de non-culpabilité « purgeait l'accusation, éteignait l'action publique et mettait l'accusé à l'abri de toute peine; mais cette déclaration négative du jury ne pouvait faire obstacle à ce que, par rapport à l'action civile et d'après les débats, la Cour d'assises ait pu et dû rechercher si le fait matériel était imputable à l'accusé et s'il portait le caractère d'une faute ou d'un quasi-délit qui, ayant préjudicié à des tiers, rendît l'accusé passible de dommages-intérêts à l'égard de ces tiers » (2);

L'accusé de recel d'objets volés qui a été acquitté, ne saurait se soustraire aux dommages-intérêts résultant de sa faute, en alléguant que n'étant accusé que de recel et ayant été déclaré non coupable, « le fait incriminé ne pouvait plus être considéré que comme l'acceptation d'un dépôt, et perdait tout caractère de quasi-délit ou de fait illicite » (3);

Après l'acquittement de l'accusé de détournement de mineure, la Cour d'assises peut le condamner en des dommages-intérêts envers la partie civile, en motivant la condamnation sur ce que l'accusé a employé *des manœuvres que la morale réprouve*. Ces expressions « n'impliquent pas nécessairement la fraude ou la violence ; elles peuvent

---

(1) Cass., 18 octobre 1842 (M. Bresson, rapp.), *Bull.* 431.

(2) Rej., 20 juin 1846 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), S.-V. 46.1. 710.

(3) L'arrêt du 27 novembre 1857, cité n° 3935.

s'appliquer à tous moyens de séduction qui ne rentrent pas dans la définition que donne l'article 354 du Code pénal du crime de détournement de mineure ; il n'y a donc rien d'inconciliable entre les deux décisions, dont l'une écarte le fait qui a donné lieu à l'accusation au point de vue de la criminalité, et l'autre reconnaît que, dégagé des circonstances qui lui donnaient le caractère de crime, il n'en reste pas moins un fait dommageable au point de vue des intérêts civils, qui oblige ceux par la faute desquels il est arrivé à le réparer » (1) ;

Celui qui a tué en duel, est, quoique acquitté de l'accusation d'homicide, passible de dommages-intérêts envers les parents de la victime constitués parties civiles (2);

En matière de banqueroute frauduleuse, « le verdict de non-culpabilité n'impliquait pas nécessairement la négation du fait matériel de détournement de divers objets mobiliers, et de la dissimulation volontaire d'une partie du prix d'une vente immobilière ». L'acquittement ne s'oppose donc nullement à ce que l'arrêt, envisageant le fait matériel relativement au dommage qui en avait été la suite, et à la réparation civile qui en était due, mesure sur ses conséquences préjudiciables la somme des dommages-intérêts à accorder, conformément à l'article 1382 du Code Napoléon (3) ; — de même, le crime prévu par l'article 593 du Code de commerce n'existant que si les choses ont été soustraites, recélées ou dissimulées *dans l'intérêt du failli*, la Cour ne viole pas la chose jugée par la déclaration négative du jury en ordonnant la restitution à la masse d'une somme qu'elle déclare avoir été frauduleusement soustraite (4).

---

(1) Rej., 14 février 1863 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*80.
(2) L'arrêt du 20 février 1863, à mon rapport, cité n^os^ 3916 et 3935.
(3) L'arrêt du 26 décembre 1863, cité numéro précédent.
(4) Rej., 1^er^ septembre 1854 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*453.

L'acquittement d'un accusé de coups et blessures ayant occasionné la mort sans intention de la donner, ne s'oppose pas d'une manière absolue à la condamnation aux dommages-intérêts : « le verdict du jury, qui peut s'expliquer par l'absence d'intention criminelle, n'exclut ni l'existence du fait matériel, ni la faute qui, aux termes de l'article 1382 du Code Napoléon, impose à l'accusé, même acquitté, la responsabilité civile du dommage par lui causé » (1);

Après son acquittement, l'accusé de complicité de bataterie peut être condamné à des dommages-intérêts envers la partie civile, « pourvu, d'une part, que la décision ne remette pas en question et ne contredise d'aucune manière la déclaration du jury, et que, d'autre part, elle trouve sa base dans les circonstances mêmes qui ont été l'objet de l'accusation » (2).

3938. On vient de le lire dans plusieurs des arrêts qui précèdent, mais il est bon de le redire et de le préciser, « la loi ne permet pas que la vérité judiciaire, souverainement reconnue par la déclaration du jury, puisse, dans un intérêt privé, être contestée ou contredite par l'arrêt rendu sur les intérêts civils ». — En prononçant des dommages-intérêts contre l'accusé acquitté, la Cour doit donc prendre garde de ne pas mettre les motifs de son arrêt en contradiction flagrante avec la décision du jury qui a toute la valeur de la chose jugée. Il ne faut pas qu'on puisse voir dans cet arrêt une sorte de protestation indirecte et inconvenante contre la déclaration du jury. Si ses motifs impriment au fait le caractère de criminalité que cette déclaration avait écarté; si, par là, ils sont inconciliables avec elle, l'arrêt porte atteinte à la souverai-

---

(1) Rej., 23 février 1865 (M. Guyho, rapp.), *Bull.* 71.
(2) Rej., 17 février 1866 (M. Meynard de Franc, rapp.), *Bull.* 77.

neté d'appréciation du jury, et constitue, dès lors, un excès de pouvoir. — Par exemple, quand il a été déclaré qu'un accusé n'était coupable, ni d'avoir volontairement commis un homicide, ni d'avoir volontairement porté des coups et fait des blessures, l'arrêt ne peut se concilier avec cette déclaration souveraine, s'il motive son allocation de dommages-intérêts sur ce fait que l'accusé a *volontairement*, et hors le cas de légitime défense, porté des coups qui ont donné la mort (1); — ou si encore, il la motive sur ce que l'accusé a, *maladroitement, porté un coup qui peut lui être imputé à faute*, « sans expliquer comment il était possible de concilier cette imputation avec la déclaration du jury; cette explication était d'autant plus nécessaire que la réponse du jury et l'arrêt de condamnation civile portaient sur un seul et même fait, et que, dès lors, avant de s'en saisir, l'arrêt devait constater d'une manière expresse que la déclaration du jury, en proclamant l'accusé non coupable, n'avait pas exclu sa participation matérielle, aussi bien que sa participation morale, au fait qui lui était imputé (2).

A fortiori, lorsque l'accusé de coups volontaires a été déclaré non-coupable, l'arrêt ne peut le condamner aux dommages-intérêts en disant que la partie civile a été *volontairement* frappée par l'accusé, et que les blessures qu'elle a reçues lui ont occasionné une maladie ou incapacité de travail pendant plus de vingt jours ; « une condamnation civile ainsi motivée repose en réalité sur un fait qualifié crime par la loi, et dont l'accusé venait d'être acquitté ; ainsi elle implique contradiction avec la déclaration du jury, et porte atteinte à l'autorité de la chose jugée et à l'inviolabilité des décisions du jury » (3).

---

(1) Cass., 25 juillet 1841 (M. Romiguières, rapp.), *Bull.*354.
(2) Cass., 7 mai 1864 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*225.
(3) Cass., 6 mai 1852 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*275.

3939. On limiterait encore le droit de la Cour, dans le cas où le jury aurait déclaré que l'accusé a agi dans la *nécessité de la légitime défense* ; la Cour se mettrait en opposition nécessaire avec la déclaration si, sur le motif qu'il y a eu faute, elle condamnait en des dommages-intérêts. Malgré le pouvoir discrétionnaire dont elle est investie, relativement à la constatation de la faute, elle ne doit ni ne peut aller jusqu'à découvrir un quasi-délit là où le jury a proclamé un acte légitime. Avec la décision du jury, l'accusé peut dire : *feci quod jure feci ;* et moi, j'ajouterai avec un remarquable arrêt : « la loi ne répute pas en faute celui qui fait ce qu'il a droit de faire, à moins qu'il ne le fasse pour nuire à autrui, et sans intérêt pour lui-même ; la défense de soi-même est de droit naturel ; aux termes de l'article 328 du Code pénal, elle exclut tout crime et délit ; étant autorisée par la loi positive comme par la loi naturelle, elle exclut également toute faute ; et il ne peut donc en résulter une action en dommages-intérêts en faveur de celui qui l'a rendue nécessaire par son agression » (1).

3940. La Cour peut statuer sur les réparations civiles lorsqu'elles sont fondées non-seulement sur le fait qui était directement l'objet de l'accusation, mais encore sur des faits qui s'y rattachent. — Par exemple, lorsqu'un commis a été acquitté sur une accusation de soustraction frauduleuse au préjudice de la maison dans laquelle il était employé, la Cour peut prononcer sur les dommages-intérêts réclamés par la partie civile pour irrégularité dans la gestion (2).

3941. Il ne faut pas cependant que la Cour d'assises s'arroge le droit d'accorder des dommages-intérêts à rai-

---

(1) Cass., 19 décembre 1817 (M. d'Aubers, rapp.), *Bull.*329.
(2) L'arrêt du 25 novembre 1831, cité n° 3932.

son de circonstances qui seraient étrangères à celles qui ont été la matière de l'accusation : sa compétence, qui est une exception aux règles du droit commun, est nécessairement restreinte au fait qui a motivé la poursuite et à la personne qui a été accusée de ce fait. — Ainsi, lorsqu'un individu, accusé seulement de complicité de séquestration illégale, est jugé en même temps que d'autres individus recherchés comme auteurs de ce crime et aussi comme coupables de meurtre, la Cour excède les limites de sa compétence et fait une fausse application de l'article 358, si elle fonde une condamnation aux dommages-intérêts contre cet individu sur le fait de meurtre ; il n'était accusé de ce crime, ni par l'arrêt de renvoi, ni par l'acte d'accusation ; sur ce point, les débats et le jugement lui ont été étrangers ; et, par conséquent, ils ne pouvaient légalement produire une action civile contre lui [1] ; — Ainsi encore, on ne devrait pas allouer des dommages-intérêts pour fait de contrebande, alors que l'accusé acquitté n'était poursuivi que pour fait de rébellion [2].

3942. Lorsque la Cour d'assises condamne un accusé, non à la restitution des sommes qu'il aurait indûment touchées en qualité de mandataire, mais en des dommages-intérêts, « à raison du préjudice qu'a fait éprouver au mandant le défaut de restitution desdites sommes que l'accusé était chargé de recouvrer pour lui », il n'y a pas lieu de limiter les condamnations aux dommages-intérêts, au paiement de l'intérêt légal. En ce cas, en effet, il ne s'agit pas d'appliquer les articles 1153 et 1996, mais bien l'article 1382 du Code Napoléon [3]. — D'ailleurs, cet ar-

---

(1) Cass., 11 octobre 1817 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*250.

(2) Rej., 4 novembre et 17 décembre 1831 (M. Chantereyne, rapp.), S.-V.32.1.272.

(3) Cass., 18 septembre 1862 (M. Zangiacomi, rapp.), *Bull.*385.

ticle 1153 n'est point applicable aux dommages-intérêts, résultant d'un délit ou d'un quasi-délit : « les dommages-intérêts réclamés en matière criminelle ne sont pas de la même nature et peuvent n'être pas restreints comme doivent l'être ceux qui sont réclamés en matière civile; le préjudice matériel résultant d'un crime ou d'un délit peut, en outre, être accompagné d'un préjudice moral qui doit entrer dans les appréciations du juge et, par conséquent, influer sur la quotité des dommages-intérêts qu'il accorde à la partie civile » (1).

3943. Si des dommages-intérêts sont réclamés au mineur accusé de crime et acquitté, il n'est pas nécessaire de mettre son tuteur en cause : cette exception serait inconciliable avec la forme de procéder qu'établissent les articles 358 et 366. D'ailleurs, « la loi ne fait aucune distinction, soit quant aux formes de la poursuite, soit quant aux pouvoirs des juges, entre l'accusé ou le prévenu majeur, et l'accusé ou le prévenu mineur ; aucune disposition n'impose au ministère public, dans l'exercice de l'action publique, ou à la partie civile dans l'exercice de l'action civile suivie devant les tribunaux de répression accessoirement à la première, l'obligation d'appeler en cause le tuteur ou le curateur de l'accusé ou prévenu mineur ; cet accusé ou prévenu trouve des garanties suffisantes dans les formes que le Code d'instruction criminelle a établies dans l'intérêt de la défense » (2).

Il en serait de même à l'égard de tous autres incapables et spécialement du failli qui, quoique acquitté, peut être condamné par la Cour d'assises en des dommages-intérêts sans l'assistance de son syndic (3).

---

(1) Rej., 18 mars 1853 (M. Jallon, rapp.), *Bull.*150.
(2) Rej., 15 janvier 1846 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*30.
(3) Rej., 9 mai 1846 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*173.

3944. La compétence de la Cour d'assises, pour statuer sur les dommages-intérêts réclamés par la partie civile, n'est pas toujours limitée au seul accusé : elle s'étend encore aux personnes qui peuvent être civilement responsables des faits de cet accusé. En effet, « l'article 3 du Code d'instruction criminelle autorise à intenter l'action civile en même temps et devant les mêmes juges que l'action publique ; il ne serait pas satisfait au vœu de cette disposition formulée en termes généraux et motivée par l'intérêt d'une prompte et bonne administration de la justice, si la voie qu'elle ouvre au tiers lésé devant les tribunaux de répression ne lui assurait l'entier dédommagement qu'il serait fondé à réclamer des juges civils ; on doit, dès lors, considérer comme le complément de cette faculté légale, et comme rentrant virtuellement dans son exercice, l'appel en cause, s'il y a lieu, dans l'instance criminelle, correctionnelle ou de simple police, des personnes civilement responsables du crime, du délit ou de la contravention » (1).

3945. Lorsque, pour repousser la demande en dommages-intérêts formée par la partie civile, l'accusé soutient, par des conclusions formelles, que la Cour d'assises est incompétente, cette Cour doit, aux termes de l'article 172 du Code de procédure civile, rendre deux arrêts distincts, l'un sur la compétence et l'autre sur le fond. — Mais si, au lieu d'exciper expressément de l'incompétence, l'accusé se borne à déclarer qu'il entend faire défaut, — ce qui, du reste, excède son droit, — l'arrêt ne viole pas ledit article en se bornant à rendre un seul arrêt (2).

---

(1) Rej., 18 juin 1847, — sur mes conclusions — (M. Rocher, rapp.), *Bull.*232 ;—25 février 1848 (M. Dehaussy, rapp.), S.-V.48.1.415.

(2) L'arrêt du 27 novembre 1857, cité n°s 3935 et p. 1062, note 3.

3946. Une Cour d'assises peut, nonobstant le pourvoi en cassation dirigé contre un arrêt de condamnation par elle rendu, statuer sur les dommages-intérêts dus à la partie civile : ce n'est pas là *exécuter*, mais *compléter* l'arrêt attaqué (1).

3947. L'individu acquitté par la Cour d'assises, mais condamné en des dommages-intérêts, doit être considéré comme condamné non en matière criminelle, mais en matière civile : dès lors, en cas de pourvoi en cassation, il faut qu'il consigne l'amende prescrite par l'article 419 du Code d'instruction criminelle (2). — Il en serait autrement si les dommages-intérêts étaient prononcés à la suite, non d'un acquittement, mais d'une condamnation pénale : en ce dernier cas, on appliquerait l'article 420 qui dispense de l'amende (3).

3948. Si l'accusé déclaré non coupable, et, par conséquent, acquitté, est passible de dommages-intérêts, à plus forte raison en est-il ainsi de l'accusé absous. Déclaré coupable du fait, il échappe à toute peine criminelle, parce que ce fait n'était pas défendu par la loi; mais comment pourrait-il être exonéré de ses conséquences dommageables? Cette responsabilité est, au surplus, formellement écrite dans l'article 366.

3949. ART. 4e : *Restitutions et autres intérêts civils.* — Après avoir déterminé les règles à suivre lorsque l'accusé ou la partie civile réclament des dommages-intérêts, le Code d'instruction criminelle, dans les 2e et 3e alinéas de son article 366, indique comment il faut procéder à la restitution des effets existant en nature et dont le propriétaire

---

(1) Rej., 16 janvier 1834 (M. Rives, rapp.), S.-V.34.1.688 ; — L'arrêt du 1er juin 1839, cité n° 3921.

(2) Les arrêts des 1er juin 1839 et 27 novembre 1857.

(3) L'arrêt du 16 janvier 1834.

a été dépouillé. Il dit : « La Cour ordonnera aussi que les « effets pris seront restitués au propriétaire. — Néanmoins, « s'il y a eu condamnation, cette restitution ne sera faite « qu'en justifiant, par le propriétaire, que le condamné a « laissé passer les délais sans se pourvoir en cassation, « ou, s'il s'est pourvu, que l'affaire est définitivement « terminée. »

3950. Remarquons d'abord, que le président n'a pas qualité pour autoriser, par une simple ordonnance émanée de lui seul, la remise au propriétaire des objets saisis ou déposés au greffe comme pièces de conviction : cette remise ne peut être ordonnée que par une décision de la Cour d'assises (1).

3951. Ajoutons que, quoique la Cour agisse en général sur la réquisition des parties intéressées, néanmoins elle peut, *d'office*, ordonner la restitution des objets pris, en faveur de celui qu'elle en reconnaît propriétaire ; elle le peut alors même qu'il s'agirait d'objets prétendus volés, et que l'individu accusé de ce vol serait acquitté ; « en effet, si cet acquittement établit sa non-culpabilité, il n'établit pas qu'il fût d'ailleurs propriétaire des objets dont le détournement frauduleux, ou non, a fait le sujet de l'accusation » (2). — Aucune prescription légale n'oblige donc la Cour ou à attendre la revendication du propriétaire, ou à interpeller l'accusé, ou à entendre le ministère public.

3952. La restitution ne peut évidemment comprendre que les effets qui sont mis sous la main de justice par suite du crime, et elle ne saurait s'étendre à ceux qui proviennent d'une autre cause. — Comme aussi, lorsque

---

(1) Cass., 1er juillet 1820 (M. Busschop, rapp.), *Bull.*274.

(2) Rej., 30 mars 1843 (M. Romiguières, rapp.), *Bull.*141 ;—21 février 1852 (à mon rapport), *Bull.*142.

des objets volés ont été dénaturés et convertis en somme d'argent, il ne peut plus y avoir lieu à restitution, mais seulement à des dommages-intérêts. — En conséquence, s'il n'y a ni partie civile, ni conclusions à fins de dommages-intérêts, la Cour commet un excès de pouvoir en ordonnant que les objets et valeurs déposés au greffe, et qui ne sont plus en nature ceux qui ont été volés, seront restitués à la personne qui a été la victime du vol [1].

3953. Le droit d'ordonner la restitution est, pour la Cour d'assises, un droit général et absolu : il ne s'efface pas devant une contestation soulevée par l'accusé acquitté et soutenant qu'il est propriétaire des objets revendiqués par la partie civile. Cette règle a été consacrée par un arrêt doctrinal dans lequel on lit : « Attendu que les tribunaux de répression, légalement saisis de la connaissance d'un crime ou d'un délit, ont le droit et le devoir de statuer sur les questions de propriété mobilière soulevées comme exception à l'action principale ; que, si la Cour d'assises a incontestablement le droit de résoudre ainsi ces difficultés, tant qu'il s'agit de mettre fin à l'accusation criminelle, elle le conserve lorsqu'après un acquittement sa juridiction sur les intérêts civils se trouve prorogée par l'article 366 du Code d'instruction criminelle ;

« Qu'il n'est point exact de dire, avec la demanderesse, que la restitution prescrite par cet article ne soit qu'une mesure d'ordre, applicable seulement au cas où la propriété de l'objet pris est incontestée ; que, surtout quand il y a partie civile en cause et conclusions tendant à la restitution et aux dommages-intérêts, la Cour d'assises, à qui l'article 366 attribue compétence pour statuer, doit le

---

(1) Cass., 6 juin 1845 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.* 316.

faire suivant les preuves par elle acquises, malgré la contradiction de l'accusée, aussi bien en ce qui concerne la restitution que relativement aux dommages-intérêts ; qu'en effet, la question de savoir à qui appartiennent les effets originairement saisis comme objets volés, et à qui, par suite, ils doivent être remis, se lie essentiellement à la question de réparation du préjudice causé, préjudice dont le chiffre ne peut être fixé sans qu'on sache s'il faut y faire entrer le corps même de l'objet dont la restitution est en contestation » (1).

3954. En vertu de ce principe que la déclaration de non-culpabilité, fait seulement disparaître la criminalité de l'accusation, cette déclaration n'empêche pas plus la Cour de faire droit aux demandes en restitution qu'elle ne s'opposerait à une allocation de dommages-intérêts. Spécialement, la Cour peut ordonner la restitution d'une somme remise à l'accusé acquitté sur l'accusation d'abus de confiance au préjudice de son maître (2).

3955. On a lu dans le dernier paragraphe de l'article 366, que si l'accusé condamné s'est pourvu en cassation, il faut attendre pour opérer la restitution que l'affaire soit définitivement terminée. Le motif de ce retardement s'explique de lui-même : les effets pris sont presque toujours des pièces à conviction, et il faut que le greffe les conserve provisoirement pour le cas où, une cassation intervenant sur le pourvoi du condamné, l'affaire serait renvoyée devant une autre Cour d'assises.

3956. Des mesures spéciales sont indiquées au sujet de la restitution soit des actes authentiques déclarés faux en tout ou partie, soit des pièces de comparaison qui ont servi à la constatation du crime. L'article 463 du Code

---

(1) Rej., 5 février 1838 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*59.
(2) Cass., 5 décembre 1861 (M. Rives, rapp.), *Bull.*431.

d'instruction criminelle les prescrit en ces termes : « La « Cour ou le tribunal qui aura connu des faux, ordonnera « qu'ils soient rétablis, rayés ou réformés, et du tout il « sera dressé procès-verbal. Les pièces de comparaison « seront renvoyées dans les dépôts d'où elles auront été « tirées ou seront remises aux personnes qui les auront « communiquées; le tout dans le délai de quinzaine à « compter du jour de l'arrêt ou du jugement, à peine « d'une amende de cinquante francs contre le greffier. »

Cette disposition formelle, impérative, et sans distinction, s'applique au cas de faux principal comme au cas de faux incident. Par suite, quand la question du faux principal a été résolue affirmativement, la Cour doit ordonner que les actes déclarés faux par le jury soient rétablis, rayés ou réformés [1]. — Et l'exécution de cette mesure « a pour résultat, non d'anéantir l'existence matérielle de ces actes, mais de les frapper d'un signe de réprobation qui avertisse de leur fausseté, et leur enlève le caractère de titres authentiques et exécutoires, sauf aux tiers, qui n'auraient pas été parties au procès criminel, à faire valoir leurs droits, s'il y a lieu, devant les tribunaux compétents » [2].

3957. D'après l'article 43 de la loi du 21 mars 1832, toutes les fois que le remplacement a été déterminé par l'emploi de pièces fausses ou de manœuvres frauduleuses, l'annulation de l'acte de remplacement doit être prononcée. La Cour d'assises saisie légalement d'une affaire de cette nature, peut donc prononcer cette annulation à la suite de l'arrêt de condamnation, et elle « n'a pas besoin d'une réquisition du ministère public pour faire ce que la

---

(1) Cass., 28 décembre 1849 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.* 510.

(2) Le même arrêt de 1849 et rej., 14 janvier 1850 (M. Quénault, app.), *Bull.* 47.

loi prescrit ». A la vérité cette annulation, pour être régulière, doit avoir lieu en présence de toutes les parties intéressées, et notamment en présence de l'appelé; mais le remplaçant est sans qualité pour se faire un moyen de nullité de l'absence du remplacé (1).

3958. Indépendamment de la restitution proprement dite, la Cour d'assises a compétence pour prononcer toutes autres réparations civiles qui, ayant leur origine dans une faute, seraient considérées comme des dommages-intérêts.

Ainsi :

Incompétente pour statuer sur des questions de droit civil, lorsqu'elles lui sont présentées par action principale et indépendamment de tout crime ou délit, la juridiction criminelle « a, au contraire, une compétence complète et absolue, lorsque ces questions se rattachent aux faits de la poursuite et ont pour base une demande en dommages-intérêts formée dans les termes des articles 358 et 359 du Code d'instruction criminelle. » — Dès lors, la Cour d'assises a le droit de déclarer, à titre de dommages-intérêts, nul et de nul effet un acte argué de faux, ayant forme de vente, et que l'accusé acquitté avait fait souscrire à la partie civile en lui dissimulant sa nature, sa portée et ses effets (2);

De même, en prononçant, en présence des accusés de banqueroute frauduleuse et de complicité de ce crime, l'annulation de la vente d'une maison dépendante de la faillite, et en ordonnant la réintégration de cet immeuble à la masse des créanciers, l'arrêt d'une Cour d'assises ne fait que se conformer au deuxième paragraphe de l'article 366 précité (3);

---

(1) Rej., 27 août 1847 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*346.
(2) Rej., 18 novembre 1854 (M. de Glos, rapp.), *Bull.*521.
(3) L'arrêt du 6 octobre 1853, *Bull.*577, cité nº 3918.

3959. En vertu des articles 147, 184 et 190 du Code Napoléon, le ministère public peut et doit demander la nullité du second mariage contracté avant la dissolution du premier. Cette réquisition il peut la faire devant la Cour d'assises saisie d'une accusation de bigamie; mais, pour qu'elle soit régulière et puisse être suivie d'un arrêt conforme, il faut que l'on ait appelé en cause tous les intéressés, c'est-à-dire le conjoint du condamné dans le deuxième mariage, et les enfants nés de ce mariage, s'il en existe [1].

§ 7. — *Prononciation de l'arrêt et dernier avertissement à l'accusé.*

N° 3960. ART. 1er. *Prononciation de l'arrêt.* — Article 369 du Code d'instruction criminelle.

3961. Prononciation à haute voix. — Mention suffisante du procès-verbal disant que l'arrêt a été *prononcé*.

3962. Publicité nécessaire. — Mentions suffisantes du procès-verbal.

3963. L'absence d'un juré au moment de la prononciation n'est pas cause de nullité.

3964. Il en est autrement de l'absence de l'accusé.

3965. La présence du ministère public me paraît nécessaire.

3966. Renvoi du prononcé de l'arrêt au lendemain.

3967. Omission du président immédiatement réparée.

3968. La lecture des textes qui n'a pas été faite *avant* la prononciation de l'arrêt peut être faite *après*.

3969. Indication de textes de loi qui peuvent n'être ni lus ni insérés dans l'arrêt.

3970. Textes qu'il faut lire en cas de conviction de plusieurs crimes.

3971. Lecture de textes anciens; — ou de textes erronés, mais qui justifient l'application de la peine.

3972. Du reste, cette formalité de l'article 369 n'est pas prescrite à peine de nullité.

3973. Mention suffisante de l'arrêt dans lequel il est dit : *vu et lu les articles*.

---

[1] Cass., 29 mai 1846 (M. Barennes, rapp.), *Bull.* 197.

3974. L'arrêt prononcé est irrévocable, surtout lorsque la Cour a procédé à une autre affaire.
3975. ART. 2e. *Dernier avertissement à l'accusé.* — Article 371 du Code d'instruction criminelle.
3976. Exhortation à la fermeté et à la résignation.
3977. Apostrophe au condamné dégradé de la Légion d'honneur.
3978. L'avertissement relatif au droit de pourvoi ne concerne que les matières de grand criminel.
3979. Il n'est pas prescrit à peine de nullité : absence de grief en faveur du condamné qui s'est pourvu dans le délai légal.
3980. Formule de ce dernier avertissement.—Levée de la séance.

3960. ART. 1er : *Prononciation de l'arrêt.* — On lit dans l'article 369 du Code d'instruction criminelle : « l'arrêt sera prononcé à haute voix par le président, en « présence du public et de l'accusé.

« Avant de le prononcer, le président est tenu de lire « le texte de la loi sur laquelle il est fondé. »

Ceci nous amène à rechercher la forme de la prononciation de l'arrêt ; — en présence de qui l'arrêt doit être lu ; — quels sont les textes dont le président est tenu de donner lecture ; les conséquences du défaut de cette lecture ; — à quel moment l'arrêt doit être prononcé ; — l'apostrophe qui, en un certain cas, doit suivre sa prononciation ; — et le dernier avertissement à donner à l'accusé.

3961. L'arrêt, délibéré à voix basse, doit être prononcé à *haute voix*. C'est la conséquence forcée de la grande règle qui veut la publicité des débats et de la décision.

Cependant un arrêt, rendu sur mes conclusions, décide que, lorsque le procès-verbal mentionne que le président *a prononcé l'arrêt*, il a été satisfait au vœu de la loi. Et cet arrêt ajoute : « que s'il n'est pas constaté en termes formels qu'il a été lu à haute voix, cette disposition, purement réglementaire, ne porte nullement sur un point prescrit à peine de nullité » [1].

---

[1] Rej., 5 mai 1849 (M. de Crouseilhes, rapp.), *Bull.* 157.

3962. Notre article 369 exige *la présence du public* au moment de la prononciation de l'arrêt. Si donc l'arrêt n'avait pas été publiquement prononcé, ou, — ce qui revient au même, — si le procès-verbal ne constatait pas cette publicité, il y aurait une évidente cause d'annulation.

Mais lorsque le procès-verbal mentionne que la séance avait été rendue publique au moment où l'arrêt de condamnation a été lu par le président à haute voix, en présence du public et de l'accusé, la nullité n'est pas encourue par ce fait que l'expédition de l'arrêt n'énonce pas qu'il a été rendu publiquement (1).

La publicité de l'arrêt de condamnation et des arrêts incidents est suffisamment établie lorsque le procès-verbal s'exprimant ainsi : « le président a donné lecture.... en présence du public et de l'accusé », constate en outre que l'audience a été constamment publique (2).

3963. De ce que notre article 369 n'exige que la *présence du public et celle de l'accusé*, on a tiré cette conséquence que l'absence de l'un des jurés lors de la prononciation de l'arrêt n'est pas une cause de nullité (3).

3964. Mais l'absence de l'accusé serait une infraction sanctionnée par la nullité, si l'on n'avait eu soin d'accomplir à son égard les formalités prescrites par la loi du 9 septembre 1835.

3965. Faut-il conclure de cette mention spéciale du public et de l'accusé, qu'il y a exclusion de tous autres, en ce sens, que l'arrêt pourrait être rendu valablement en l'absence du ministère public? — Une décision porte qu'il n'est pas indispensable que le procès-verbal mentionne

---

(1) Rej., 26 juillet 1828 (M. Bailly, rapp.), *Pal.* 1828.131.

(2) Rej., 28 août 1847 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Pal.*1849.2.274; D.P.47.4.438.

(3) Rej., 30 juillet 1829 (M. Chauveau-Lagarde, rapp.), *Bull.*437.

sa présence [1]. Or, selon le principe constant que toute formalité non constatée par le procès-verbal est, de droit, présumée avoir été omise, il résulterait implicitement de cette décision que la présence du ministère public n'a pas été jugée absolument nécessaire.— Si telle était sa portée, elle me paraîtrait sujette à critique : ce que le président prononce, c'est un véritable arrêt de la Cour, et l'œuvre de la Cour ne peut être émise que lorsqu'elle est rassemblée tout entière : si le ministère public ne juge pas, il n'en fait pas moins partie intégrante de cet être moral qui s'appelle la Cour. Il doit donc être sur son siége, au même titre que les assesseurs.

3966. « L'article 369 du Code d'instruction criminelle n'exige pas que l'arrêt soit prononcé, séance tenante, immédiatement après les conclusions du ministère public sur l'application de la peine et les observations du défenseur de l'accusé : en renvoyant au lendemain la prononciation de l'arrêt, à cause de l'heure avancée, le président s'est conformé aux dispositions de l'article 353 du même Code et en a fait une juste application » [2].

3967. Si le président, immédiatement après avoir déclaré la levée de la séance, et s'apercevant qu'il a commis une omission dans la lecture de l'arrêt, rétracte de suite cette première lecture, du consentement de ses assesseurs, et répare l'omission, ce n'est pas là prononcer un nouvel arrêt : et, dans ce fait, il n'y a pas cause de nullité [3].

3968. Le deuxième paragraphe de l'article 369 exige que, *avant de prononcer l'arrêt*, le président donne lecture du texte de la loi sur laquelle il est fondé. Est-ce à dire que

---

(1) Cass., 13 octobre 1832 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.*577.

(2) Rej., 16 février 1850 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*98.

(3) Rej., 20 mai 1837 (M. Fréteau de Peny, rapp.), *Pal.*40.1.143 ; S.-V.37.1.653 ; D.P.38.1.429.

l'arrêt serait nul si cette lecture, au lieu d'être faite *avant* son prononcé, n'avait eu lieu qu'*après?* Évidemment, la lecture même retardée donne satisfaction au but que le législateur voulait atteindre, et d'ailleurs, alors que les intérêts de l'accusé ne souffrent aucune atteinte, on ne saurait suppléer une nullité qui n'a pas été écrite dans notre article (1).

3969. La nécessité de la lecture et de l'insertion dans l'arrêt de la disposition pénale appliquée ne s'étend :

Ni aux condamnations par corps pour réparations civiles (2) ;

Ni aux dispositions accessoires relatives aux conditions d'exécution de la peine, telles que celles qui ordonnaient que le condamné à mort serait conduit sur le lieu du supplice *en chemise rouge*, ou que celle qui ordonne que ce condamné aura la tête tranchée (3) ;

Ni à celles qui définissent, caractérisent et qualifient le crime, mais seulement à celles qui édictent la peine (4) ; par exemple, en matière de vol avec effraction, aux articles 379 et 393 du Code pénal qui définissent le vol et l'effraction, mais seulement aux articles 381 et 384 du même Code qui les punissent de ce crime (4) ;

Ni à celles qui rendent la loi obligatoire, spécialement, à l'article 47 du Code pénal qui déclare la surveillance de la haute police applicable de plein droit aux condamnés

---

(1) Rej., 2 juillet 1812 (M. Liborel, rapp.), DALLOZ, n° 3599.

(2) Cass., 11 octobre 1817 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*250 ; — Rej., 3 décembre 1836 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), S.-V.38.1.82 ; D.P.37.1.474 ; *Pal.*1837.1.38.

(3) Cass., 7 avril 1820 (M. Busschop, rapp.), *Bull.*143 ; — Rej., 20 mars 1862 (à mon rapport) *Bull.*127 ; — 1er février 1866 (M. de Gaujal, rapp.), *Bull.*55.

(4) Rej., 18 février 1841 (M. Dehaussy, rapp.), S.-V.42.1.190 ; D.P.41.1.393.

aux travaux forcés à temps, à la détention et à la réclusion (1);

Ni à l'article 36 du Code pénal en vertu duquel a été ordonnée l'affiche de l'arrêt de condamnation (2).

A plus forte raison, n'est-il pas nécessaire de lire et de transcrire dans l'arrêt, jugeant que les faits allégués de provocation ne constituent pas l'excuse légale admise par l'article 321 du Code pénal, la disposition de cet article : en effet, il ne sert pas de base à la condamnation prononcée (3).

3970. Lorsque, dans le concours de plusieurs crimes ou délits, il est fait à l'accusé l'application de la peine la plus forte, il n'est pas nécessaire que lecture soit faite des articles de la loi relatifs au fait passible des peines non appliquées (4); — Il en serait de même s'il s'agissait de deux crimes punis de la même peine (5).

3971. Il ne saurait résulter nullité de ce que le président aurait donné lecture d'un article de la loi ancienne, au lieu de celui de la loi nouvelle, si les dispositions de ces deux lois sont les mêmes (6);

De même, l'erreur commise dans la citation d'un texte de loi ne donne pas ouverture à cassation si la peine a été bien appliquée : spécialement, il n'y a pas nullité si l'accusé de faux étant déclaré coupable comme auteur principal, la Cour a mentionné dans son arrêt les articles 59 et 60 du Code pénal relatifs à la complicité (7); — Pas de

---

(1) Rej., 23 avril 1846 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*142.
(2) Rej., 29 avril 1830 (M. Gaillard, rapp.), *Pal.*1830.426.
(3) Rej., 26 mai 1815 (M. Oudot, rapp.), DALLOZ, nº 3600.
(4) Rej , 16 septembre 1831 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*399.
(5) Rej., 6 novembre 1868 (M. Lascoux, rapp.), *Bull.*369.
(6) Rej., 27 mars 1840 (M. Gilbert des Voysins, rapp.), D.P.40.1.408; —26 juillet 1866 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*318.
(7) Rej., 13 octobre 1843 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*439.

nullité non plus si, en matière de fausse monnaie, la Cour vise par erreur les articles 147 et 150 du Code pénal, au lieu de viser l'article 134 mitigé, vu les circonstances atténuantes, par l'article 463 du même Code (1).

3972. Du reste, et en elle-même, la disposition de l'article 369 du Code d'instruction criminelle qui ordonne que, avant de prononcer l'arrêt, le président lise le texte de la loi sur laquelle il est fondé et que le greffier transcrive ce texte dans l'arrêt, n'est pas prescrite à peine de nullité (2). L'inobservation de cette disposition n'a d'autre sanction pénale qu'une amende de 100 francs contre le greffier négligent.

3973. Il est suffisamment satisfait au vœu de loi qui exige que le président lise le texte sur lequel l'arrêt est fondé, par cette mention du procès-verbal : « *Avant de pro-* « *noncer l'arrêt, le président a donné lecture des textes de* « *loi* » ; — ou bien lorsque le procès-verbal affirme la lecture de l'arrêt dans lequel se trouve cette énonciation : « *vu et lu les articles* (3). »

3974. Dès que l'arrêt a été prononcé, il est irrévocable et il n'appartient plus à la Cour d'assises, surtout lorsqu'elle procède à l'examen d'une autre affaire, de rétracter cet arrêt pour réparer l'erreur qu'il peut contenir. En effet, « une décision judiciaire publiquement rendue et revêtue des formes légales, ne peut être réformée par le

---

(1) Rej., 22 juillet 1858 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*341.

(2) L'arrêt de rejet du 26 mai 1815 ; — 26 juillet 1822 (M. Busschop, rapp.), *Pal.*1822.534; — 29 avril 1830 (M. Gaillard, rapp.), S.-V.30.1.346; *Coll. nouv.*9 ; D.r.30.1.257;—Rej., 22 décembre 1831 (M. de Crouseilhes, rapp.), *Bull.*552 ;—29 août 1833 (M. Rocher, rapp.), *Bull.447* ; —Les arrêts des 18 février 1841 et 23 avril 1846, cités n° 3969 ;—4 novembre 1847 (affaire Bardet), *Pal.*1848.2.211 ;—31 mars 1866 (M. Zangiacomi, rapp.), *Bull.*151 ;—5 et 6 novembre 1868 (MM. de Carnières et Lascoux, rapp.), *Bull.*359 et 369.

(3) Rej., 27 août 1868 (M. Camescasse, rapp.), *Bull.*325.

juge de qui elle émane; ce droit de censure n'appartient qu'au juge supérieur, et, dans l'espèce, il ne peut être exercé que par la Cour de cassation. »—Ainsi, la Cour ne peut rétracter son arrêt reconnaître pour l'existence de la prescription et relaxer l'accusé qui a été condamné [1].

3975. ART. 2e : *Dernier avertissement à l'accusé*. — L'article 371 du Code d'instruction criminelle s'exprime ainsi : « Après avoir prononcé l'arrêt, le président pourra, selon « les circonstances, exhorter l'accusé à la fermeté, à la « résignation, ou à réformer sa conduite.

« Il l'avertira de la faculté qui lui est accordée de se « pourvoir en cassation, et du terme dans lequel l'exer- « cice de cette faculté est circonscrit. »

3976. L'exhortation dont parle le 1er § de cet article n'est nullement imposée au président comme un devoir : à lui de s'inspirer des circonstances, d'apprécier s'il doit parler ou se taire et de limiter ou de développer ce qu'il veut dire : remarquons que, dans la majeure partie des affaires, cette exhortation ne devant guère produire de résultat utile, il fera bien de s'en abstenir et que, dans tous les cas, il ne la fera pas dégénérer en une banalité.

3977. Lorsque le condamné, frappé d'une peine infamante, est décoré de la Légion d'honneur, le président, après avoir prononcé l'arrêt de condamnation, doit ajouter, conformément à l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement du 24 ventôse an XII : « Vous avez manqué à l'hon- « neur; je déclare, au nom de la Légion, que vous avez « cessé d'en être membre. »

Cependant l'omission, de la part du président, de prononcer cette apostrophe, n'est pas une cause de nullité de l'arrêt [2].

---

(1) Cass., 11 janvier 1861 (M. Plougoulm, rapp.), *Bull.*17.
(2) Rej., 14 avril 1815 (M. Busschop, rapp.), *Pal.*1815.677.

3978. On a jugé que l'article 371 « ne s'applique qu'aux condamnations en matière de grand criminel »; qu'en conséquence, lorsqu'une Cour d'assises connaît, par exception, d'affaires correctionnelles, par exemple d'une poursuite pour cris séditieux, « aucune loi ne prescrit au président de donner l'avis du délai existant pour se pourvoir en cassation » (1).

3979. Et, considérant en elle-même cette disposition, la jurisprudence décide qu'elle n'est pas prescrite à peine de nullité et que d'ailleurs le condamné n'a subi aucun grief de l'omission commise par le président, s'il s'est pourvu en cassation dans le délai légal (2).

3980. Après avoir prononcé l'arrêt, le président, dans un dernier avertissement, fait entendre ces suprêmes paroles : CONDAMNÉ, VOUS AVEZ TROIS JOURS POUR VOUS POURVOIR EN CASSATION. Et la séance est levée.

---

(1) Rej., 15 novembre 1832 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*627.

(2) Rej., 22 mai 1828 (M. Mangin, rapp.); — Cass., 24 juillet 1834 (M. Rocher, rapp.), DALLOZ, nº 3603; D.P.34.1.426; — 16 février 1850 D.P.50.5.115.

LIVRE CINQUIÈME.

Procès-verbal des séances.

§ 1er. — *Forme matérielle du procès-verbal.*

3981. But du procès-verbal.
3982. Le greffier, chargé de dresser le procès-verbal, peut se faire suppléer par ses commis greffiers assermentés.
3983. Pourvu qu'il le signe, après avoir assisté à tous les débats, il peut ne pas l'écrire lui-même.
3984. Nécessité de la signature du président. — Signature illisible.
3985. La signature du greffier est aussi nécessaire.—Cas où les débats ayant duré plusieurs jours, il y a des procès-verbaux distincts : omission de signature de l'un de ces actes.
3986. Force majeure empêchant le greffier de rédiger et de signer le procès-verbal : le président procède seul.—Intervention partielle du greffier en chef.
3987. Cas où c'est le président qui, empêché par la force majeure, ne peut signer : délégation d'un assesseur.
3988. La signature du président n'est pas de pure forme : son devoir de vérification.
3989. Dissentiment entre le président et le greffier sur la rédaction.
3990. Signature donnée par erreur par un magistrat autre que le président : rectification.
3991. Signature du ministère public sans effet utile ni irritant.
3992. Si l'affaire dure plusieurs jours, le greffier peut, ou dresser un seul procès-verbal d'ensemble, ou un procès-verbal distinct pour chaque séance.
3993. Chaque procès-verbal distinct doit être signé et mentionner l'accomplissement des formalités dans la séance dont il rend compte.
3994. Le procès-verbal doit être daté. — Omission ou erreur de la date réparables par les autres énonciations de cette pièce elle-même ou d'autres pièces.
3995. Ratures, renvois, surcharges et interlignes. — Renvoi et rappel de deux règles à cet égard.

3996. *Blancs* existant dans le procès-verbal.
3997. Pas de forme sacramentelle pour la rédaction.
3998. Interdiction des procès-verbaux imprimés.
3999. Et aussi des procès-verbaux manuscrits écrits à l'avance.
4000. Cependant on pourrait imprimer les têtes et les choses d'usage.
4001. L'interdiction d'imprimer ne s'applique qu'au procès-verbal *des séances* et non à l'opération du tirage au sort du jury de jugement.
4002. Utilité de mentionner les faits en détail dans l'ordre où ils se produisent; mais faculté de relater *in globo* les formalités identiques.
4003. Faculté de réunir dans un seul procès-verbal le tirage du jury et le narré des débats.
4004. Insignifiance de quelques fautes d'orthographe.

3981. Que l'examen et les débats aient été dirigés comme il convient; que le jury ait été bien interrogé, et qu'il ait régulièrement répondu; que les droits de la défense de l'accusé aient été soigneusement sauvegardés; que l'arrêt ait été légalement délibéré et rendu; qu'en un mot toutes les formules substantielles aient été accomplies, cela est merveille, mais il faut plus et autre chose : il faut qu'on en ait la preuve matérielle. La loi ordonne donc qu'un acte, qui a nom procès-verbal, soit dressé, *à l'effet*, dit l'article 372, *de constater que les formalités prescrites ont été observées*. L'examen de cet acte, éminemment substantiel, apprend si toutes choses ont été faites, comme il le fallait, en leur temps, en leur lieu. S'il y a eu quelque manquement à des prescriptions auxquelles est attachée la peine de la nullité, la Cour de cassation, par sa censure, rappelle la Cour d'assises à l'observation de la loi.

3982. C'est, dit notre article 372, le greffier qui dresse le procès-verbal. Mais, conformément à l'article 25 du décret organique du 18 août 1810, le greffier peut se faire suppléer auprès des Cours d'assises par ses commis greffiers assermentés. Dans la pratique, à Paris, le greffier en chef assiste rarement aux débats criminels, et il

est presque toujours remplacé par un commis greffier assermenté qui instrumente spécialement aux assises.

3983. Quoique le greffier rédige et dresse le procès-verbal, l'article 372 ne fait nullement obstacle à ce que cet acte soit *écrit* d'une autre main que celle du greffier qui a tenu la plume et sur les notes que celui-ci aurait recueillies à l'audience. « En thèse générale, il n'est pas de l'essence d'un procès-verbal qu'il soit écrit de la main même de celui par qui il doit être dressé ; lorsque le législateur veut qu'il en soit ainsi, il prend soin de le dire ; aux termes du troisième paragraphe de cet article, le procès-verbal doit être *signé* par le président et le greffier, et ne peut être imprimé à l'avance ; ces signatures suffisent donc pour que foi pleine et entière doive être accordée à tout ce qui y est contenu » (1).

Aucune loi n'obligeant le greffier à accomplir lui-même cette formalité toute matérielle qui consiste à tenir la plume, le procès-verbal peut être signé par le greffier en chef qui a constamment assisté aux débats, quoiqu'il y soit exprimé qu'un commis greffier tenait la plume (2).

3984. Le président doit incontestablement, et à peine de nullité, certifier par sa signature la réalité des faits constatés par le procès-verbal (3). —Mais que cette signature soit plus ou moins bien tracée, qu'elle soit même illisible, lorsqu'il est constant qu'elle a été donnée et qu'elle existe, il ne saurait résulter aucun moyen de cassation de ce qu'elle pèche par les formes calligraphiques (4).

---

(1) Rej., 12 décembre 1833 (M. Dehaussy, rapp.), *Pal.*1833.1052 ; — 31 juillet 1841 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*368.

(2) Rej., 19 septembre 1822 (M. Gaillard, rapp.), DALLOZ, n° 3661 ;— Cass., 7 octobre 1831 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*426.

(3) Cass., 29 août et 23 décembre 1816 (MM. Pajot de Marcheval et Aumont, rapp.), *Bull.*132 et 215 ;—3 février 1844 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*52 ;—12 juillet 1866 (M. Salneuve, rapp.), *Bull.*283.

(4) Rej., 10 juin 1841 (M. Meyronnet-St-Marc, rapp.), DALLOZ, n° 3658.

3985. S'il n'a pas été signé par le greffier, « le procès-verbal manque d'une forme essentielle pour qu'il puisse avoir le caractère d'authenticité voulu par la loi; d'où suit l'impossibilité de s'assurer si les formalités prescrites à peine de nullité ont été observées..., ce qui doit entraîner l'annulation des débats » et la condamnation du greffier à l'amende [1].

Et ces sanctions pénales ne cesseraient pas d'être encourues lorsque, dans une affaire dont les débats ont duré plusieurs jours, le greffier ayant, pour chaque séance, dressé des procès-verbaux distincts, a oublié de signer l'un d'eux. « On ne peut considérer une pareille omission comme étant réparée par les signatures régulièrement apposées au bas du procès-verbal de la dernière séance, lequel est terminé par cette mention : de tout ce qui précède a été rédigé le présent procès-verbal, qui a été signé par le président et le greffier » (2).

3986. Il est à la rigueur de cette règle un tempérament, la force majeure. Un événement imprévu et irrésistible, par exemple la mort du greffier, qui n'aurait pas pu dresser le procès-verbal, autoriserait le président à rédiger lui-même cet acte: en attestant l'accomplissement des formalités et l'événement de force majeure qui avait formé empêchement à leur constatation par le greffier, le

---

(1) Cass., 3 mars 1815 (M. Audier-Massillon, rapp.), *Bull.*25 ;—2 mai 1816 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.*59 ; — 17 avril 1818 (M. Audier-Massillon, rapp.), *Bull.*138 ;—5 juin 1823 (M. Brière, rapp.), *Bull.*225 ; — 1er juillet 1824 (M. d'Aubers, rapp.), *Bull.*269 ; — 8 septembre 1826 (M. Brière, rapp.), *Bull.*482 ; — 17 septembre et 19 novembre 1829 (MM. Brière et Chauveau-Lagarde, rapp.), *Bull.*549 et 652; — 9 avril 1842 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*137 ;— 21 juin et 7 décembre 1849 (MM. Barennes et Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*226 et 482;— 19 novembre 1863 (M. du Bodan, rapp.), *Bull.*452.

(2) Cass., 22 janvier 1857 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*48 ; — 1er février 1866 (M. Guyho, rapp.), *Bull.*53.

président donnerait à cet acte judiciaire une authenticité complète et telle qu'en pareille circonstance elle pouvait être exigée. En effet, « si les greffiers ont charge expresse d'écrire, de conserver et d'expédier les actes du juge, et sont tenus spécialement, aux termes de l'article 372, de dresser procès-verbal des séances de la Cour d'assises et de le signer avec le président, à peine de nullité, ces prescriptions ne restent pas moins subordonnées à la possibilité d'exécution, et, par conséquent, aux cas d'événements extraordinaires qui forment un obstacle à ce que le greffier qui a assisté le juge continue ses fonctions et les complète par l'écriture et la signature de l'acte; c'est pour ces motifs que le règlement du 30 mars 1808, par son article 37, au titre des Cours royales, porte que si, par l'effet d'un événement extraordinaire, le greffier se trouve dans l'impossibilité de signer les feuilles de l'audience, il suffira que le président en fasse mention en les signant »(1).

Par conséquent si, au cours d'une audience, le greffier, subitement indisposé, est remplacé par le greffier en chef, ce dernier n'a pas qualité pour certifier ce qui s'est passé dans la première partie de la séance à laquelle il n'a pas assisté ; mais sa signature apposée au bas du procès-verbal unique qui a été dressé, atteste ce qui a été fait et dit pendant la seconde partie de cette séance. Et la signature du président, « qui se trouve régulièrement inscrite au bas du procès-verbal, a pu suffire pour authentiquer la relation de tous les actes accomplis dans la première partie de la séance » (2).

3987. Si c'est le président qu'une impossibilité absolue vient atteindre, que, par exemple, la mort vient à frapper avant qu'il ait pu apposer sa signature sur le

---

(1) Rej., 28 janvier 1843 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*32.
(2) Rej., 14 juillet 1864 (M. Lascoux, rapp.), *Bull.*330.

procès-verbal des séances, le premier des assesseurs peut, conformément à l'article 38 du décret de 1808, être délégué par la Cour impériale, à l'effet de signer les procès-verbaux des séances auxquelles il a concouru.

Mais il en serait autrement du procès-verbal relatif au tirage au sort du jury : « Rien ne saurait suppléer sur ce procès-verbal la signature du président, seul chargé par la loi de diriger et d'exécuter l'opération dont il s'agit.» A cet égard, la délégation que ferait la première chambre de la Cour, serait inefficace ; et la signature du conseiller délégué ne saurait avoir aucune valeur, parce qu'il n'était point appelé par la loi à assister à cette opération [1].

Toutefois, un des assesseurs aurait pu avoir été délégué pour procéder à la formation du tableau du jury de jugement ; dans ce cas, sa signature sur le procès-verbal serait parfaitement valable, puisqu'il aurait personnellement dirigé et exécuté cette opération [2].

3988. Par sa signature, le président s'approprie les énonciations du procès-verbal ; cette signature n'est donc pas une formalité de mince importance. Un arrêt ancien a judicieusement mis en relief le devoir qui, en cette occurrence, incombe au président. Il dit : « Si l'on doit présumer, en faveur du magistrat qui a présidé les assises, que la nullité qui, dans l'espèce, est acquise au condamné, n'est fondée que sur l'inexactitude du procès-verbal et la légèreté avec laquelle il peut avoir été rédigé par le greffier, il demeure toujours constant que le président aurait, dans cette hypothèse, prévenu cette nullité, si, avant de signer le procès-verbal, il en avait vérifié la rédaction ; — l'article 372, en exigeant que le procès-

---

[1] Cass., 7 février 1852,— trois arrêts—(MM. Meyronnet-Saint-Marc, Fréteau de Peny et Isambert, rapp.), *Bull.*109, 111 et 112.

[2] Cass., 27 mars 1845 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*194.

verbal de la séance soit signé par le président, a eu principalement pour objet de lui donner, par cette signature, un caractère solennel d'exactitude et de vérité; — il a donc imposé implicitement, mais nécessairement, aux présidents des Cours d'assises, l'obligation d'examiner, par une lecture réfléchie, si le procès-verbal qu'il ordonne au greffier de dresser, contient le narré clair, fidèle et complet des formalités qui ont été observées » (1).

3989. De là cette conséquence que le président possède le droit incontestable, et même le devoir de contrôler la rédaction du procès-verbal. Certes, cet acte est l'œuvre du greffier, qui en est le rédacteur, mais sous la surveillance et la direction du magistrat. Dès lors, s'il s'élève un dissentiment entre celui-ci et le greffier sur l'existence de certains faits, ce dernier doit se conformer à ses ordres quant à la rédaction, sauf à signaler ce dissentiment. « Attendu, dit un arrêt, que si le procès-verbal des séances est dressé par le greffier, il est signé par le président, chargé seul de la direction des débats, dont le procès-verbal est destiné à constater la régularité, et rédigé sous l'autorité de ce même président, ainsi qu'il résulte de l'article 318 du Code d'instruction criminelle; que, dès lors, en cas de dissidence entre le greffier et le président, c'est le président, investi seul du caractère de juge, dont le témoignage doit prévaloir sur celui du greffier, qui n'est qu'un simple officier public, dont le ministère se borne à tenir la plume aux audiences et à transcrire les jugements et autres actes émanés des juges » (2).

3990. Lorsque le procès-verbal a été signé d'un ma-

---

(1) Cass., 6 septembre 1816 (M. Audier-Massillon, rapp.), *Bull.* 142.

(2) Rej., 30 septembre 1824 (M. Robert de Saint-Vincent, rapp.), *Pal.* 1824.1050.

gistrat autre que celui qui avait présidé aux débats, cette erreur, toute matérielle, peut être rectifiée tant que les choses sont entières : et la rectification, signée du président et du greffier, a la même efficacité et le même caractère de certitude légale que toutes les autres énonciations du procès-verbal qui ont reçu cette sanction (1).

3991. Le ministère public « n'est point appelé par la loi à la rédaction du procès-verbal, et sa signature n'y peut produire aucun effet légal ». — En conséquence, cet acte doit être annulé si la mention d'une formalité substantielle y a été introduite au moyen d'une intercalation approuvée par lui, mais non par le président et le greffier, qui ont seuls caractère pour donner au procès-verbal une forme authentique et la force de preuve à son contenu » (2).

Du reste, si l'officier du ministère public a, surabondamment, apposé sa signature, on ne peut rien induire de ce fait contre la véracité du procès-verbal qui, régulièrement signé par le président et le greffier, conserve toute sa force probante (3).

3992. Lorsque l'examen d'un accusé se prolonge durant plusieurs séances, le greffier peut rédiger autant de procès-verbaux distincts qu'il y a eu de séances ; mais il n'y est pas tenu, et on admet, au contraire, qu'il a la faculté de comprendre dans un seul procès-verbal d'ensemble toutes les opérations qui ont été successivement accomplies dans le cours des diverses audiences (4).

3993. Quand, procédant par voie de division, le greffier dresse plusieurs procès-verbaux, il doit avoir le soin

---

(1) Rej., 30 mars 1839 (M. Rocher, rapp.), S.-V.40.1.464.

(2) Cass., 4 janvier 1821 (M. Pajot de Marcheval, rapp.), *Bull.*, p. 1re.

(3) Rej., 10 octobre 1839 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* de 1840, 349.

(4) Rej., 6 février 1851 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*79.

de mentionner, dans chacun de ces actes, les formalités qui ont été accomplies pendant la séance dont il rend compte et, en outre, de le signer en y faisant aussi apposer la signature du président. S'il omet dans l'un d'eux ou l'apposition des signatures prescrites, ou l'énonciation d'une formalité substantielle, il s'expose à les voir tous tomber (1). Cependant on a jugé que « le procès-verbal d'une séance ultérieure peut servir de supplément au procès-verbal d'une séance précédente, et constater l'observation d'une formalité antérieurement remplie et qu'on aurait omis de constater en temps et lieu ».—Est-il besoin de dire que, dans la situation inverse, l'erreur serait irréparable? « il est impossible que les énonciations contenues dans le procès-verbal d'une séance antérieure puissent servir à constater les formalités observées dans les séances suivantes, puisque, d'une part, on n'a pu remédier d'avance à une omission qui n'existait pas encore, et que, de l'autre, on n'a pas pu constater la veille l'observation d'une formalité qui, en admettant qu'elle eût été accomplie, n'a pu l'être que le lendemain ou un jour suivant » (2).

3994. Le procès-verbal doit, quant à sa forme matérielle, remplir les conditions de validité imposées aux actes authentiques.

Spécialement, il faut qu'il soit daté. — Cependant il est de jurisprudence constante que l'omission ou l'erreur de la date ne sont pas essentiellement des causes de nullité, s'il peut y être clairement suppléé soit par d'autres

---

(1) Cass., 22 janvier 1857 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*48 ; — 1er février 1866 (M. Guyho, rapp.), *Bull.*53.

(2) Cass., 11 décembre 1824 (M. de Bernard, rapp.), *Bull.*571 ;—8 avril 1864 (à mon rapport), *Bull.*151.

énonciations tirées de cette pièce elle-même, soit par les autres pièces du procès [1].

3995. Spécialement encore, s'il contient des interlignes, surcharges, ratures ou renvois, il faut que ces modifications du texte originaire soient approuvées. — A diverses reprises je me suis occupé de ce sujet. Ainsi, j'en ai parlé au tome 1er, nos 150 à 167, à propos de la notification de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation ; — au tome 4, premier volume, nos 2999 et 3000, à l'occasion des questions posées au jury ; — Enfin, au présent volume, nos 3163 à 3174, relativement à la forme extrinsèque de la déclaration du jury.

Je me réfère à ces observations, en me bornant à rappeler : 1° que si, en règle générale, les interlignes, surcharges, ratures et renvois doivent être approuvés, cependant, si cela n'a été fait, le procès-verbal survit à cette irrégularité, alors que le défaut d'approbation ne porte que sur des mots indifférents, et lorsque, d'ailleurs, il constate expressément l'accomplissement de toutes les formalités qui sont substantielles ou prescrites par la loi à peine de nullité [2] ; — 2° et que la mention faite en marge, pour constater une formalité essentielle, est valable, bien qu'elle ne soit qu'apostillée par le président et le greffier : « cette double apostille participe de la foi due à leur signature » [3].

---

(1) Rej., 19 juin 1828 (M. Gaillard, rapp.), *Pal.*1828.1567 ;—24 septembre 1829 (M. Ollivier, rapp.), *Pal.*1829.1461 ; — 6 juillet 1832 (M. Choppin, rapp.), *Bull.*358 ; — 6 octobre 1842 (M. Romiguières, rapp.), DALLOZ, n° 3654 ; — 5 décembre 1867 (M. Perrot de Chézelles, rapp.), *Bull.*402.

(2) Rej., 10 août 1837 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*303 ;—11 avril 1840 (M. de Crouseilhes, rapp.), *Bull.*150 ; — 7 mai 1846 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*167 ;—26 juillet 1849 (M. Rives, rapp.), *Bull.*265 ;—2 mai 1850 (M. de Glos, rapp.), *Bull.*214.

(3) Rej., 30 juillet 1829 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), DALLOZ,

3996. L'existence de plusieurs *blancs* dans le procès-verbal ne peut entraîner nullité, alors que ce procès-verbal est régulièrement signé du président et du greffier (1).

3997. Quoique le procès-verbal emprunte aux actes leurs formes ordinaires, aucune formule sacramentelle n'est prescrite pour sa rédaction. Il satisfait au vœu de la loi si, par voie d'attestation ou d'exposé et de récit des faits, il relate, avec la signature du président et du greffier, la complète exécution de toutes les formalités substantielles ou prescrites par la loi à peine de nullité (2).

3998. L'ancien article 372, tel qu'il avait été formulé en 1808, ne contenait pas l'interdiction de procès-verbaux imprimés. Aussi, au lieu de les considérer comme vicieux, l'on admettait que la double signature du président et du greffier « donnait aux énonciations imprimées du procès-verbal un caractère de foi probante égal à celui des énonciations manuscrites » (3). Mais le législateur de 1832, en revisant le Code d'instruction criminelle, n'a plus voulu que la constatation de l'accomplissement des formalités devînt, en quelque sorte, de style ; et, dans ce but, il a inséré dans notre article cette disposition qui déclare que le procès-verbal « ne pourra être imprimé à l'avance ».

3999. De ces expressions, la Cour de cassation a logiquement tiré cette conséquence : « que la disposition de cet article qui prohibe, sous peine de nullité, les procès-

---

n° 3719 ;—Cass., 30 mars 1839 (M. Rocher, rapp.), DALLOZ, n° 3666. — Voir *suprà*, n° 3165.

(1) Rej., 23 mars 1820 (M. Robert de Saint-Vincent, rapp.), DALLOZ, n° 3714.

(2) Rej., 12 août 1842 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), DALLOZ, n° 3652.

(3) Rej., 8 avril 1830 (M. Gaillard, rapp.), S.-V.30.1.319 ; — 16 septembre 1831 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*399 ;—5 janvier 1832 (M. de Crouseilhes, rapp.), *Bull.*2.

verbaux imprimés d'avance, démontre que le législateur n'a pas voulu que les procès-verbaux des débats fussent *dressés à l'avance;* — que si cette défense pouvait être méconnue ou éludée, il n'existerait plus de garanties de l'exactitude des procès-verbaux et de leur conformité avec les débats; que, d'ailleurs, le vœu de la loi est textuellement manifesté par les dispositions du même article qui veut que le greffier dresse un procès-verbal de la séance, à l'effet de constater que les formalités ont été observées, ce qui exclut une rédaction *faite et écrite avant* l'observation et l'accomplissement de ces formalités » (1).

4000. Cependant, comme le disait M. de Bastard, rapporteur du projet de loi à la Chambre des pairs, il ne faut pas entendre judaïquement ce texte qui défend d'imprimer les procès-verbaux : il est évident que *les têtes* mêmes de ces actes, que *les choses tout à fait d'usage* pourraient être imprimées sans qu'il y eût violation de la loi (2).

4001. Du reste, l'interdiction portée en notre article 372, qui ne s'occupe que des *séances* de la Cour d'assises proprement dite, ne s'applique pas à l'opération qui a pour objet le tirage au sort des jurés : la formule du procès-verbal de cette opération peut donc être imprimée à l'avance. « En effet, le procès-verbal qui constate cette opération est essentiellement distinct de celui qui rend compte des *séances* de la Cour d'assises, de même que l'opération du tirage au sort est entièrement distincte de *ces séances*, puisqu'il n'a pas lieu en *séance publique*, puisque la Cour n'y prend point *séance*, et puisque

---

(1) Cass., 22 avril 1841 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.*188; — 14 septembre 1854 (M. Sénéca, rapp.), *Bull.*467.

(2) Rej., 6 novembre 1868 (M. Lascoux, rapp.), *Bull.*367.

le président est appelé par la loi à procéder seul » (1).

4002. Il est bon, et cela est conforme au véritable esprit de la loi, que le greffier prenne note des faits dans l'ordre où ils se produisent et les mentionne dans cet ordre et d'une manière détaillée. — Toutefois, le procès verbal n'est pas rigoureusement tenu de relater les événements de l'audience au fur et à mesure qu'ils s'accomplissent : il peut constater *in globo* les formalités identiques, par exemple, le serment des témoins (2).

4003. Aucun article de loi n'interdit de constater, par un seul et même procès-verbal, les opérations relatives au tirage du jury de jugement et les formalités de l'audience (3), alors même que les débats auraient successivement occupé plusieurs séances (4).

4004. Il est à peine utile de dire, avec un arrêt, que « quelques négligences dans la rédaction, telles que certaines fautes d'orthographe, ne peuvent opérer une nullité du procès-verbal (5). »

§ 2. — *Dans quel délai il doit être rédigé.*

4005. Aucun délai n'est fixé pour la signature du procès-verbal : conséquences.

4006. Le président peut donc n'apposer sa signature que quelque temps après le greffier.

4007. Cas exceptionnel où l'accusé refuse de comparaître ou est expulsé de l'audience.

4005. La loi n'exige pas que le procès-verbal « soit

---

(1) Voir tome 2, n° 1464.—ADDE : Rej., 24 décembre 1840 (M. Romiguières, rapp.), *Bull.*519 ;—L'arrêt du 14 septembre 1854.

(2) Voir tome 3, n° 2235.

(3) Rej., 13 août 1835 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*384 ;—26 février 1846 (M. Isambert, rapp.), S.-V.46.1.254.

(4) Rej., 6 février 1851 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*78.

(5) L'arrêt du 8 avril 1830, cité n° 3998.

dressé séance tenante, au fur et à mesure de l'accomplissement des formalités, ni même le jour de la prononciation de l'arrêt; elle ne fixe point de délai dans lequel il doit être procédé à sa rédaction, accordant à cet égard les facilités compatibles avec les besoins du service de la Cour d'assises [1]. » Peu importe qu'il n'ait été signé que plusieurs jours après l'arrêt et dans un lieu autre que celui où cet arrêt a été rendu [2], — et même qu'il se soit écoulé un délai de plus de vingt jours entre la date de l'audience et celle de la confection du procès-verbal [3].

4006. Comme notre article 372 ne fixe pas l'instant où la signature du président doit être apposée, elle peut n'être donnée qu'après celle du greffier. En conséquence, on repousserait l'assertion du condamné, alléguant que cette signature n'existait pas quand il a pris connaissance de cette pièce sur laquelle le greffier avait déjà écrit la sienne : d'ailleurs, quand l'examen du procès-verbal établit l'existence de la signature du président, une telle allégation serait entièrement dénuée de preuves [4].

4007. Il est cependant un cas où, par exception, le procès-verbal doit être dressé, immédiatement après chacune des séances consacrées à une affaire qui a duré pendant plusieurs jours : c'est, conformément aux articles 8 et 9 de la loi du 9 septembre 1835, le cas où l'accusé a refusé de comparaître à l'audience ou en a été expulsé [5].

---

(1) Rej., 31 juillet 1841 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*368;—Conformes : 25 juin 1840 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*258;—22 septembre 1842 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*373; — 28 janvier 1843 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*32.

(2) Rej., 12 décembre 1840 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.*498.

(3) Rej., 31 mars 1836 (M. Isambert, rapp.), S.-V.36.1.848.

(4) Rej., 4 avril 1851 (M. Fréteau de Peny, rapp.), *Bull.*211.

(5) Voir *suprà*, nos 3586 et 3592.

§ 3. — *Contenu du procès-verbal.*

4008. Disposition de l'article 372 relative aux choses que le procès-verbal doit contenir et à celles qu'il ne peut mentionner.

4009. *Choses que le procès-verbal ne peut pas mentionner.* — 1° Réponses des accusés : violation de cette interdiction ; espèces diverses.

4010. La disposition prohibitive ne s'applique qu'aux réponses de l'accusé ayant un rapport quelconque avec la culpabilité. — Exemples.

4011. Aveux de l'accusé recueillis par la gendarmerie, en dehors du procès-verbal des séances.

4012. En cas de violation de la règle prohibitive, la nullité du procès-verbal s'ensuit et profite à tous les accusés.

4013. 2° Défense de mentionner le contenu aux dépositions des témoins : exception au cas où il s'agit de constater des changements, additions et variations.

4014. Observations sur ce cas exceptionnel, — et renvoi.

4015. Nullité si, hors ce cas, le contenu aux dépositions est relaté ; — même lorsqu'il s'agit de constater l'état mental de l'accusé.

4016. *A fortiori* il y a nullité si, avec les dépositions, on relate les réponses de l'accusé.

4017. Mais la nullité n'est pas encourue lorsque, un incident étant soulevé, la mention des dépositions est produite par la nécessité de motiver l'arrêt.

4018. Ni au cas de réunion des dépositions pour arriver à l'application de l'article 318 ;

4019. Ni lorsque l'on énonce que les experts ont dit qu'ils étaient unanimes ;

4020. Ni pour la déclaration des témoins relative à leur individualité.

4021. Droit du ministère public de faire constater les dépositions des témoins pouvant donner lieu à une poursuite ultérieure.

4022. Notes sur les dépositions prises en dehors du procès-verbal.

4023. *Choses que le procès-verbal doit contenir.* — Observation générale.

4024. Règle dominante : toute formalité non constatée est réputée omise ; et, si la formalité est substantielle, l'annulation du procès-verbal et des débats s'ensuit.

4025. Énumération des formalités substantielles dont l'accomplissement doit être mentionné. — Retour sommaire sur ces formalités successivement examinées dans le cours de l'ouvrage.

4026. Analyse de quelques mentions suffisantes ou insuffisantes quant à la constatation de la publicité.
4027. La nullité n'existe pas si la formalité omise ou mal constatée n'était ni substantielle, ni expressément prescrite à peine de nullité.
4028. Rappel des formalités qui n'ont pas ce caractère.
4029. Accomplissement des formalités mentionnées par la citation de l'article de loi qui les prescrit.
4030. Les termes du procès-verbal doivent être interprêtés d'une manière favorable à son maintien.—Exemple.
4031. Communication du procès-verbal au conseil de l'accusé.—Refus et ses conséquences.

4008. Il est des choses que le procès-verbal doit nécessairement contenir : il en est d'autres qu'il ne peut pas mentionner.

Les premières, ce sont toutes les formalités qui, prescrites par la loi, ont dû être accomplies au cours de l'examen des débats et du jugement : elles ne sont pas énumérées par l'article 372, mais nous allons les retrouver par un rapide retour vers le passé.

Les deuxièmes, ce sont, comme le dit notre article, les réponses des accusés, et le contenu aux dépositions des témoins, sans préjudice toutefois de l'exécution de l'article 318 concernant les changements, variations et contradictions dans les déclarations des témoins. En effet, il ne faut pas oublier le caractère spécial du procès-verbal des séances. Il n'est pas un acte d'information, mais seulement un acte de constatation ; il n'est pas destiné à faire connaître les résultats de l'instruction orale, mais bien comment elle a été accomplie [1].

Voyons d'abord, avec la jurisprudence, ce que le procès-verbal ne peut pas mentionner.

4009. — *Choses que le procès-verbal ne peut pas men-*

---

(1) Voir, quant aux dispositions exceptionnelles de l'article 318, *suprà*, nos 3526 à 3534.

tionner. — En premier lieu, il ne peut faire connaître les réponses de l'accusé « qu'autant qu'il s'est élevé quelque incident et qu'il est pris des conclusions à cet égard[1], » et, puisque la loi l'interdit expressément, c'est en violation de cette règle que le procès-verbal constate :

Qu'un accusé interrogé par le président, a renouvelé l'aveu qu'il était l'auteur du crime à lui imputé [2] ;

Que l'accusé a persisté dans ses rétractations [3] ;

La substance des déclarations faites par un accusé touchant quelques-uns des faits de l'accusation [4] ;

Que l'accusé a dénié énergiquement les circonstances du crime relevées par l'acte d'accusation [5] ;

Que l'accusé a protesté de son innocence [6] ;

Qu'une accusée a dit : mon mari n'est point coupable, moi seule j'ai fait le coup [7].

4010. Néanmoins la disposition prohibitive de notre article « ne peut s'appliquer qu'aux réponses qui impliqueraient quelque aveu de la part des accusés, ou qui auraient une relation quelconque avec la culpabilité ». Aussi, quand, après la lecture de la déclaration du jury et en réponse à l'interpellation du président, l'accusé s'est recommandé à l'indulgence de la Cour, « cette réponse, qui n'implique aucune affirmation ou dénégation des faits de la cause, et qui n'établit même aucun rapport avec ces

---

(1) Rej., 10 août 1837 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*303.

(2) Cass., 2 janvier 1840 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*2.

(3) Cass., 6 juin 1844 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*279.

(4) Cass., 18 septembre 1845 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* 469.

(5) Cass., 10 juin 1852 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*357.

(6) Cass., 6 mai 1854 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*236 ;—14 mars 1856 (M. Jallon, rapp.), *Bull.*179.

(7) Cass., 14 septembre 1854 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*465.

faits, ne saurait rentrer dans l'interdiction formulée par la loi [1] » ;

De même, le procès-verbal ne viole nullement notre article, quand il énonce que l'accusé, répondant à l'avertissement du président, a déclaré n'avoir rien à dire sur les réquisitions du ministère public pour l'application de la peine : cette réponse « est sans aucune relation avec les faits du procès et la culpabilité de l'accusé ; elle ne rentre donc pas dans la disposition prohibitive [2] » ;

De même, après avoir énoncé que les pièces de conviction ont été représentées à l'accusé, le procès-verbal peut ajouter que cet accusé a reconnu la fausseté matérielle des pièces représentées : ce n'est pas là constater un aveu de culpabilité, puisque la matérialité du fait n'est qu'un des éléments du crime [3].

4011. On ne trouverait pas non plus ni la violation de l'article 372, ni une atteinte portée aux droits de la défense, dans ce fait que la gendarmerie a recueilli les aveux de l'accusé et en a dressé un rapport remis à la Cour. Si ce rapport n'a pas été communiqué au jury, il n'a pu exercer aucune influence sur sa décision ; et, s'il a été porté à la connaissance de la Cour, il a été également sans influence sur l'application de la peine qui, dans l'espèce, était variablement fixée par la déclaration du jury [4].

4012. Le procès-verbal étant nul, il devient, disent tous les arrêts, inefficace pour établir l'accomplissement des formalités prescrites par la loi, ce qui entraîne l'annulation des débats. Et, « comme la mention des réponses des accusés n'est pas interdite dans l'intérêt unique de l'ac-

---

(1) Rej., 27 mai 1852 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.* 330.

(2) Cass., 12 avril et 6 juin 1861 (MM. Sénéca et Bresson, rapp.), *Bull.* 129 et 194.

(3) Rej., 13 octobre 1843 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* 439.

(4) Rej., 6 février 1851 (M. de Glos, rapp.), *Bull.* 81.

cusé qui a fait ces réponses, mais dans l'intérêt de tous les accusés sans distinction, puisqu'il est impossible de distinguer l'influence que peut avoir sur le sort de chacun d'eux la déclaration de tel ou tel autre» , la nullité atteignant le procès-verbal qui est indivisible, profite même aux coaccusés dont les réponses n'ont pas été relatées (1).

4013. En deuxième lieu, le procès-verbal, tout en mentionnant que les témoins ont déposé, ne peut pas relater le contenu en leurs dépositions. — Mais, ici, notre article 372, dont nous allons voir l'application, se trouve en contact avec la disposition exceptionnelle de l'article 318 chargeant le président de faire tenir note par le greffier des additions, changements ou variations qui pourraient exister entre la déposition d'un témoin et ses précédentes déclarations.

4014. Je me suis déjà occupé de cette disposition. — Voir *suprà*, n^os^ 3526 à 3534. — Mais il est bon d'y revenir au point de vue des mentions que le procès-verbal peut contenir à cet égard.

Disons d'abord que, lorsque l'accusé n'a relevé aucune variation dans les dépositions des témoins, il serait non recevable et mal venu à invoquer comme moyen de nullité le silence gardé par le procès-verbal sur de prétendues variations (2).

Ajoutons que quand, au contraire, il a été tenu note des additions faites par un témoin à sa précédente déposition, l'accusé ne saurait se plaindre de cette mention du procès-verbal faite sur sa propre demande (3).

Remarquons, d'ailleurs, que puisque l'article 372 ré-

---

(1) Cass., 6 juin 1844 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*279.

(2) Rej., 6 octobre 1853 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*573 ; — Cass., 17 septembre 1863 (M. Perrot de Chézelles, rapp.), *Bull.*416.

(3) Rej., 7 janvier 1858 M. Caussin de Perceval, rapp.), *Bull.*5.

serve l'exécution de l'article 318, il y a lieu, que l'accusé le demande ou ne le veuille pas, d'insérer au procès-verbal les additions faites par un témoin à ses déclarations précédentes (1).

4015. Et maintenant, l'exception appréciée, reprenons l'examen de la règle prohibitive. — Le procès-verbal serait également vicié, et avec lui les débats, si, hors le cas exceptionnel, il analysait le contenu aux dépositions de témoins (2), et surtout de témoins qui n'auraient pas été entendus lors de l'instruction écrite (3).

Ce vice ne serait pas effacé par cette circonstance que les dépositions, dont la substance est relatée au procès-verbal, avaient pour but d'obtenir des renseignements sur l'état mental de l'accusé (4).

4016. *A fortiori*, la nullité serait encourue si le procès-verbal, rapportant *in extenso* la disposition d'un témoin, ajoutait qu'un autre témoin avait fait une déposition semblable à celle ci-dessus transcrite, résumait la réponse faite par l'accusé à une question du président, et analysait enfin la déposition du magistrat instructeur entendu à l'audience, en vertu du pouvoir discrétionnaire (5).

4017. Mais il ne résulte aucune violation de l'article 372 :

De ce qu'il est fait mention dans un arrêt prononçant le renvoi de l'affaire à une autre session et inséré au procès-verbal des débats, de certaines réponses nouvelles ou rétractations d'un accusé : dans ces circonstances, cette

---

(1) Rej., 6 septembre 1842 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.*361 ;—30 mars 1849 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*115.

(2) Cass., 10 avril 1835 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.*174.

(3) Cass., 6 janvier 1838 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*10; —23 juillet 1857 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*456.

(4) Cass., 1er octobre 1857 (M. Lascoux, rapp.), *Bull.*555.

(5) Cass., 11 mars 1864 (M. Lascoux, rapp.), *Bull.*113.

mention a eu pour cause l'incident objet des réquisitions du ministère public, et elle est justifiée par la nécessité de motiver l'arrêt intervenu (1) ;

Ni de ce qu'un arrêt inséré au procès-verbal a reproduit certaines circonstances ayant accompagné la déposition d'un témoin, lorsque ces constatations ont été nécessitées par le besoin de motiver cet arrêt (2) ;

4018. Ni de ce que, lorsqu'il importait à la manifestation de la vérité que des dépositions ne fussent pas séparées, le président a fait consigner ces dépositions dans le procès-verbal : en agissant ainsi, le président a légitimement usé du pouvoir discrétionnaire dont il est investi par l'article 318, lequel pose une limite au principe général de l'article 372 (3) ;

4019. Ni de cette énonciation du procès-verbal que l'un des experts entendus à l'audience aurait déclaré qu'ils avaient été unanimes : il n'y a là rien qui se réfère au contenu d'une déposition ou au fond de l'expertise ; c'est un simple renseignement qui la complète dans sa forme (4);

4020. Ni, et cela est de toute évidence, de ce que le procès-verbal mentionne uniquement les interrogations adressées aux témoins et les réponses qu'ils ont faites pour constater leur individualité (5).

4021. Terminons sur ce sujet en disant que la prohibition de notre article 372 « ne met pas obstacle à l'exercice du droit qu'a le ministère public de faire constater au procès-verbal, sans être tenu d'en articuler les motifs, tout fait ou toute déposition qui lui paraît devoir être retenu comme pouvant servir de base à une action ulté-

---

(1) Rej., 9 août 1860 (M. Sénéca, rapp.), *Bull.*330.
(2) Rej., 29 juin 1854 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*357.
(3) Rej., 13 août 1863 (M. du Bodan, rapp.), *Bull.*374.
(4) Rej., 1er septembre 1859 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*367.
(5) Rej., 17 avril 1863 (à mon rapport), *Bull.*205.

rieure ». En conséquence, on a jugé qu'il n'y a pas cause de nullité lorsque c'est sur la réquisition du ministère public et par ordre du président qu'a été transcrite au procès-verbal la déposition d'un témoin immédiatement après sa confrontation avec d'autres témoins [1].

4022. Du reste, si un fait étranger à l'accusé vient à être signalé par la déposition d'un témoin, l'article 372 n'interdit pas au président de faire prendre par le greffier, en dehors du procès-verbal, des notes destinées à servir à des poursuites ultérieures [2].

4023. *Choses que le procès-verbal doit contenir.* — Voyons maintenant quel doit être le contenu du procès-verbal.

En bonne règle, un procès-verbal bien fait doit suivre pas à pas, successivement et dans leur ordre, tous les faits qui s'accomplissent au cours des débats. Ouvert avec eux, et terminé par la levée de la séance, il faut qu'il relate avec précision et d'une manière complète toutes les formalités qui ont été remplies et tous les incidents qui ont pu surgir. Comme un miroir fidèle, il doit montrer à l'œuvre le président, le ministère public, les témoins, l'accusé, son défenseur, le jury, et enfin la Cour proclamant la décision finale. — Toutefois, dans ce tableau, qui reproduit les diverses phases de la procédure orale, toutes choses n'ont pas une égale valeur. Il en est qui, par leur nature ou par la détermination expresse de la loi, touchant à la substance même, ont un effet nécessairement irritant; il en est d'autres qui, bien qu'utiles, n'ont pas, en cas d'omission, une conséquence fatale.

Il faut mettre en relief les unes et les autres.

---

(1) Rej., 12 décembre 1840 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.*498;—13 décembre 1860 (M. Rives, rapp.), *Bull.*493.

(2) Rej., 23 avril 1846 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*142.

4024. Quant aux mentions que le procès-verbal doit contenir, le point de départ est cette règle qui domine toute la matière : toute formalité est réputée omise lorsque son accomplissement n'est pas formellement et régulièrement constaté par le procès-verbal, qui ne peut être suppléé par aucune autre preuve. — Si donc une formalité non constatée était prescrite par la loi à peine de nullité ou avait en elle-même un caractère substantiel, le silence du procès-verbal entraînerait sa nullité, laquelle engendrerait à sa suite l'annulation des débats.

4025. Par exemple, la nullité est encourue lorsqu'il ne mentionne pas :

La composition légale de la Cour d'assises, c'est-à-dire le nombre et les noms des membres qui la composent, ainsi que les adjonctions qui y sont faites [1]. — J'ajoute à cet égard : — 1° que, lorsque le procès-verbal ne le dit pas expressément, il y a présomption légale que les juges siégeant à l'audience ont été appelés dans l'ordre du tableau et pour remplacer les magistrats plus anciens légitimement empêchés [2] ; — 2° que, la composition de la Cour d'assises devant être constatée avec une entière certitude, il y a nullité s'il n'existe pas de concordance entre les noms des magistrats indiqués par le procès-verbal comme ayant siégé et ceux qui sont mentionnés par l'arrêt [3] ; — 3° que le procès-verbal ne faisant connaître ni la composition régulière de la Cour, ni l'assistance et

---

[1] Voir tome 2, n°s 1008 à 1198, où il est traité de tout ce qui concerne la composition régulière de la Cour d'assises.

[2] Rej., 24 juillet et 25 septembre 1845 (MM. Fréteau de Peny et Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* 393 et 483 ; — Cass., 19 avril 1849, — sur mes conclusions — (M. Legagneur, rapp.), *Bull.* 139 ; — Rej., 4 août 1853 (M. de Glos, rapp.), *Bull.* 422 ;—2 avril 1857 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.* 219.—Voir tome 2, n° 1022.

[3] Cass., 9 novembre 1848 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.* 395 ;— 14 avril 1853 (M. de Glos, rapp.), *Bull.* 196 ;—Voir *suprà*, n° 3695.

le concours de tous les magistrats soit aux diverses séances, soit aux arrêts incidents comme à l'arrêt définitif rendus, il ne saurait être suppléé à cette omission par les énonciations insérées dans l'expédition de l'arrêt [1]; — 4° mais que l'insuffisance d'une partie du procès-verbal peut être rachetée par les autres énonciations qu'il contient; que notamment si, en tête, il commet une erreur sur le nom du président, la conséquence fatale de cette erreur disparaît si ses autres mentions donnent toute certitude sur la personne du magistrat qui a légalement exercé la présidence [2];

La désignation et la présence de l'officier du ministère public [3]. Toutefois, lorsque sa présence aux débats est certaine et constatée par le procès-verbal, il importe peu que son nom soit surchargé [4]; — du reste, il y a constatation suffisante de la présence du ministère public à la prononciation de l'arrêt, lorsque le procès-verbal mentionne en tête qu'il est présent à l'audience et ajoute plus tard qu'il a fait sa réquisition pour l'application de la peine [5];

Le concours du greffier à toutes les phases de l'affaire pendant lesquelles sa présence est nécessaire [6]; — mais sa signature au pied d'un arrêt inséré au procès-verbal prouve légalement cette présence [7]; — et la capacité d'un commis greffier qui assiste la Cour repose, jusqu'à preuve contraire, sur une présomption de droit qui dis-

---

(1) Cass., 26 janvier 1832 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*33;—30 mars 1848 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*146.

(2) Rej., 1er juillet 1858 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*302.

(3) Voir tome 3, n° 1495.

(4) Rej., 10 août 1837 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*303.

(5) Cass., 13 octobre 1832 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.*577.

(6) Voir tome 3, n° 1497.

(7) Rej., 8 janvier 1846 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*20.

pense d'indiquer au procès-verbal s'il a été préalablement assermenté (1) ;

La présence de l'accusé pendant tout le cours de l'examen des débats et du jugement, sauf les exceptions portées par la loi (2) ;

La désignation du conseil choisi par l'accusé, ou à lui nommé d'office (3). Mais, si son nom a été incorrectement écrit, il ne saurait y avoir en cela cause de nullité (4) ;

Les diverses opérations du tirage au sort et de la formation du tableau du jury de jugement (5) ;

La prononciation, par le président, du discours dont l'article 312 donne le texte, et qui est la formule du serment que les jurés doivent prêter (6) ;

Le serment des jurés avec tout ce qui est de substance pour cette formalité des plus essentielles (7) ;

La connaissance donnée à l'accusé, que le président a fait retirer de l'audience pendant qu'il examinait un autre accusé, de ce qui a été fait en son absence et de ce qui en est résulté (8) ;

La mission donnée à un interprète, le serment par lui prêté, et les diverses circonstances dans lesquelles il a donné le concours de son ministère (9) ; — mais quand il dit « que l'interprète a prêté serment et rempli son ministère toutes les fois qu'il a été utile », il y a constatation suffisante de l'accomplissement régulier de la formalité (10) ;

---

(1) Rej., 28 mars 1867 (à mon rapport), *Bull.*123.
(2) Voir tome 3, nos 1501 à 1503.
(3) Voir tome 3, nos 1504 à 1512.
(4) L'arrêt du 10 août 1837.
(5) Voir tome 2, nos 1432 et suivants.
(6) Voir tome 3, nos 1535 à 1540.
(7) Voir tome 3, nos 1533 et 1576 à 1590.
(8) Voir tome 3, nos 1771 à 1774.
(9) Voir tome 3, nos 1844 à 1853.
(10) Rej., 14 juillet 1864 (M. Lascoux, rapp.), *Bull.*330 ; —13 octobre

Le serment des témoins et l'observation des règles relatives à leur audition, comme aussi celles qui concernent les témoins entendus en vertu du pouvoir discrétionnaire (1);

La suite donnée par la Cour à une demande de l'accusé tendant à ce que l'on fît retirer de l'auditoire un témoin qui venait d'être entendu pendant la déposition d'un autre témoin (2);

La nomination d'experts, le serment qu'ils ont prêté, et la mission qu'ils ont remplie (3); — mais il n'est pas nécessaire que le procès-verbal constate les pièces qui leur ont servi de pièces de comparaison (4);

Les transports et vérifications extérieures auxquelles la Cour d'assises a pu se livrer, et le mode d'accomplissement de cette mesure (5);

La faculté laissée à l'accusé de prendre la parole le dernier, soit sur le fond de l'affaire, soit sur les incidents qui ont pu surgir (6);

La prononciation, par le président, de la clôture des débats et de son résumé (7);

La *position* publique des questions; les réclamations

1865 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*318; — 31 janvier 1867 (M. Perrot de Chézelles, rapp.), *Bull.*34.

(1) Voir tome 3, nos 2224 à 2238, 2261 à 2263, 2307 et 2407.—ADDE: Cass., 30 juillet 1847 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*291.— NOTA. Dans cette affaire, le procès-verbal disait que les témoins avaient prêté serment de dire toute la vérité et rien que la vérité, mais il n'ajoutait pas, comme le veut l'article 317, qu'ils avaient juré de *parler sans haine et sans crainte*.—Rej., 12 mars 1868 (M. Guyho, rapp.), *Bull.*114.

(2) Cass., 1er juillet 1814 (M. Chasle, rapp.), *Bull.*69. — Voir *suprà*, nos 3579 et 3582.

(3) Voir tome 3, nos 2483 et 2499 à 2501.

(4) Rej., 4 juillet 1851 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*422.

(5) Voir tome 3, nos 2502 à 2509.

(6) Voir tome 3, nos 2549 à 2553.

(7) Voir *suprà*, no 2622.

auxquelles elles peuvent donner lieu et les arrêts qui les tranchent; la présence de l'accusé au moment de leur remise aux jurés (1);

Les avertissements légaux que, aux termes de l'article 341, le président doit donner aux jurés au sujet de leur délibération et des questions qu'ils ont à résoudre (2);

La retraite des jurés dans leur chambre pour y délibérer (3);

La lecture de la déclaration du jury faite publiquement à la Cour par le chef des jurés (4);

La remise de cette déclaration faite au président par le chef des jurés en présence de ses collègues (5);

La présence de l'accusé à la lecture faite par le greffier de la déclaration du jury; c'est là une formalité substantielle, dont l'inobservation restreint le droit de la défense (6);

L'interpellation exigée par l'article 363, et adressée à l'accusé, après la réquisition du ministère public pour l'application de la peine, afin de savoir s'il n'a rien à dire pour sa défense (7);

L'audition du ministère public sur les incidents qui donnent lieu à une décision motivée de la Cour d'assises (8);

La publicité des débats (9), — et de la prononciation du résumé du président (10).

---

(1) Voir *suprà*, n^os^ 3005 à 3007, 3012 à 3019.
(2) Voir *suprà*, n^os^ 3022 et 3024, 3042 à 3047, 3050 et 3055 à 3060.
(3) Voir *suprà*, n° 3088.
(4) Voir *suprà*, n° 3200.
(5) Voir *suprà*, n° 3208.
(6) Voir *suprà*, n^os^ 3462 et 3467 à 3469.
(7) Voir *suprà*, n^os^ 3719 à 3722.
(8) Voir *suprà*, n^os^ 3622 à 3624.
(9) Cass., 28 janvier 1825 (M. Brière, rapp.), *Bull.* 38; — 19 février 1825 (M. Aumont, rapp.), *Bull.* 83; — 3 mars 1826 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.* 111; — 13 septembre 1834 (M. Ricard, rapp.), *Bull.* 364.
(10) Voir *suprà*, n^os^ 2622, 2624, 2641, 2642 et 3504.

4026. Puisque je parle de la publicité, je saisis cette occasion d'analyser quelques espèces dans lesquelles les mentions du procès-verbal ont été réputées suffisantes ou, au contraire, insuffisantes :

La publicité est suffisamment constatée s'il résulte textuellement du procès-verbal, « que le président a fait ouvrir l'audience, et que les témoins et le public ont été introduits » (1) ;

Dans une affaire où le huis clos a été ordonné, la publicité du commencement de l'audience est régulièrement établie par cette mention du procès-verbal que, après l'arrêt de la Cour prononçant le huis clos, *la salle d'audience a été évacuée et que les portes en ont été fermées* (2) ;

Il y a nullité lorsque le procès-verbal ne constate pas la publicité d'une partie de la séance, ou lorsque les débats ayant duré trois séances, il ne mentionne la publicité que pour une ou deux d'entre elles (3) ;

Lorsque le procès-verbal a constaté la publicité, si l'audience est suspendue pendant quelques instants seulement, en mentionnant que l'audience a été *reprise*, il indique suffisamment que la publicité a continué à subsister, surtout quand l'arrêt exprime qu'il a été rendu en séance publique (4) :

Mais si la séance a été levée, ou renvoyée au lendemain,

---

(1) Rej., 5 mars 1832 (M. de Crouseilhes, rapp.), *Bull.*2.

(2) Rej., 16 septembre 1852 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*538.

(3) Cass., 23 juin 1827 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*521 ;—18 novembre 1830 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.*564;—24 juin 1831 (M. Dupaty, rapp.), *Bull.*259.

(4) Rej., 23 juin 1831 (M. Ollivier, rapp.), *Pal.*1831.1732 ; — 12 octobre 1837 (affaire Métreau), *Pal.*1837.2.390 ; — 2 avril 1840 (M. Dehaussy , rapp.) , *Bull.*135 ; — 14 septembre 1843 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*395 ; — 4 janvier 1851 (M. Rocher rapp.), *Bull.*13.

— ce qui est tout un, — il faut une nouvelle constatation que l'audience a été publique (1) ;

Quand la publicité des débats est incontestée, la constatation du procès-verbal, que « *le président a posé les questions à résoudre* », établit que ce magistrat a fait une lecture publique desdites questions (2) ;

Il y a nullité si « la séance a été publique jusqu'au moment où, après avoir remis les questions au jury, le président a, suivant le procès-verbal, fait retirer le public de l'auditoire, et si, de ce moment jusqu'à celui où il est dit que le président a prononcé publiquement l'arrêt, rien ne constate ou même n'énonce la publicité » (3) ;

La publicité n'est pas constatée légalement si le procès-verbal énonce seulement que *l'arrêt a été prononcé publiquement* : cette mention « ne peut être étendue au delà de ses termes, et dès lors, il ne peut en résulter que la publicité ait été observée dans l'examen, le débat, la discussion qui l'a suivi, et la déclaration du jury qui a servi de base à l'arrêt de la Cour » (4).

4027. Ce serait, — je l'ai dit et je le prouve, — une rigueur exagérée que de prononcer l'annulation du procès-verbal et des débats, lorsque la formalité dont l'accomplissement n'a pas été constaté, n'avait pas un caractère substantiel, ou n'était pas prescrite à peine de nullité. Le silence du procès-verbal fait présumer l'omission de la formalité, soit ! mais, puisqu'elle n'était pas de nécessité, son absence n'affecte pas la régularité de la procédure.

4028. Ainsi pas de nullité :

---

(1) L'arrêt du 24 juin 1831.

(2) Rej., 22 mai 1868 (M. Salneuve, rapp.), *Bull.*221. — Voir *suprà*, nº 3005.

(3) Cass., 25 juillet 1833 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*380.

(4) Cass., 2 juillet 1846 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*263 ;—14 juin 1866 (à mon rapport), *Bull.*248.

Si le procès-verbal ne fait pas connaître à quelle audience de la Cour impériale a eu lieu publiquement le tirage au sort du jury de session (1) ;

S'il ne dit pas, avec l'article 310, que l'accusé a comparu *libre* (2) ; — au surplus, quand cela a été dit pour la première séance, il y a présomption, faute d'énonciation contraire, que l'accusé a comparu dans le même état aux séances suivantes (3) ;

S'il a omis de relater que, au début de la séance, le président a constaté l'identité de l'accusé (4) ;

S'il ne constate pas que le président a fait au conseil l'avertissement prescrit par l'article 311 (5) ;

S'il a négligé de mentionner que l'accusé a reçu, conformément à l'article 313, l'avertissement d'être attentif à ce qu'il va entendre (6) ;

S'il n'a pas été donné lecture, ou si, — ce qui est tout un, — le procès-verbal n'a pas constaté la lecture de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation qui n'était pas réclamée par l'accusé (7) ;

Si le procès-verbal n'énonce pas que, après la lecture de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation, l'accusé a reçu du président l'avertissement prescrit par l'art. 314 (8) ;

Si, le ministère public ayant exposé le sujet de l'accusation, le procès-verbal est muet à cet égard (9) ;

---

(1) Cass., 31 janvier 1857 (M. Le Sérurier, rapp.), *Bull.*67.

(2) Voir tome 2, n^os^ 1471 et 1472.

(3) Rej., 12 octobre 1848,—sur mes conclusions—(M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*373.

(4) Voir tome 3, n° 1516.

(5) Voir tome 3, n° 1527.

(6) Voir tome 3, n° 1596.

(7) Voir tome 3, n° 1600. — ADDE : Rej., 8 juin 1866 (M. de Gaujal, rapp.), *Bull.*238 ;—3 septembre 1868 (M. Salneuve, rapp.), *Bull.*337.

(8) Voir tome 3, n° 1619.

(9) Voir tome 3, n° 1637.

S'il passe sous silence l'exécution des articles 315 et 316, relatifs à l'appel des témoins, et à leur retraite dans leur chambre (1) ;

S'il ne relate pas les mesures prises par le président, pour la détermination du rang d'examen des accusés : ces mesures, indiquées par l'article 334, sont purement d'ordre (2) ;

S'il ne spécifie pas qu'un débat particulier a eu lieu pour chacun des accusés (3) ;

S'il ne mentionne pas que les pièces à conviction ont été représentées à l'accusé ne réclamant cette représentation, et qu'il lui a été adressé l'interpellation énoncée en l'article 329 (4) ;

S'il n'explique pas que, après les réquisitoire et plaidoiries, le président a demandé à l'accusé s'il avait quelque chose à ajouter à sa défense (5) ;

Si la mention que la séance a été suspendue n'est pas faite ou n'est pas signée par le président et le greffier (6) ;

Si, ayant eu lieu en fait, la réouverture des débats n'est pas déclarée et constatée (7) ;

S'il ne résulte pas du procès-verbal que des questions nouvelles ont été posées comme résultant des débats, alors que connaissance en a été donnée à l'accusé (8) ;

---

(1) Voir tome 3, nos 1639 et 1672.
(2) Voir tome 3, nos 1683 et 1689.
(3) Rej., 3 mai 1834 (M. Dehaussy, rapp.), S.-V.35.1.779.
(4) Voir tome 3, nos 2528 à 2533. — ADDE : Rej., 28 septembre 1865 (M. Salneuve, rapp.), *Bull.*314 ; — 2 janvier 1868 (M. de Gaujal, rapp.), *Bull.*, p. 1re.
(5) Voir tome 3, nos 2554 et 2555.
(6) Voir *suprà*, nº 2600.
(7) Voir *suprà*, nº 2616.
(8) Voir *suprà*, nº 2804.

Si le procès-verbal omet de dire que les pièces du procès ont été remises aux jurés [1] ;

S'il ne fait pas mention de l'affiche, dans la chambre des délibérations du jury, de l'instruction dont l'article 342 donne le texte, et de la loi du 13 mai 1836 [2] ;

S'il ne fait pas connaître l'exécution de l'article 343, dont les dispositions ne sont ni substantielles, ni prescrites à peine de nullité [3] ;

Si, le remplacement du chef du jury étant opéré à l'audience, le procès-verbal est silencieux à cet égard [4].

4029. Lorsque, pour constater l'accomplissement de plusieurs formalités substantielles, le procès-verbal, employant la méthode synthétique, se borne à citer les textes qui les prescrivent et déclare qu'on s'y est conformé, il constate suffisamment l'exécution de la loi [5].

4030. Les termes employés par le procès-verbal doivent toujours être raisonnablement interprétés et d'une manière favorable à son maintien : *potiùs valeat quam ut pereat*. — Par exemple, — si le procès-verbal énonce que *la Cour*, après en avoir délibéré, a prononcé publiquement l'arrêt de condamnation, on ne saurait raisonnablement s'arrêter à ce vice de rédaction et l'on doit comprendre que c'est le président, *organe de la Cour*, qui a prononcé l'arrêt [6].

4031. Le procès-verbal n'est point signifié à l'accusé. Annexé au dossier de la procédure, il doit être commu-

---

(1) Voir *suprà*, n° 3084.
(2) Voir *suprà*, n°s 3090 et 3091.
(3) Voir *suprà*, n°s 3115 et 3125.
(4) Voir *suprà*, n° 3130.
(5) Rej., 25 avril 1839 (M. Isambert, rapp.), DALLOZ, n° 3668 ;—5 octobre 1866 (M. Perrot de Chézelles, rapp.) , *Bull.* 387.
(6) Rej., 23 septembre 1842 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.* 376.

niqué à son conseil afin que celui-ci puisse examiner, en vue d'un pourvoi en cassation, si l'accomplissement de toutes les formalités a été régulièrement constaté. Si, malgré les convenances, la demande de communication était répondue par un refus, « ce fait, postérieur aux débats et à la condamnation, ne pourrait les vicier, et serait seulement de nature à faire ordonner par la Cour tels moyens d'instruction qui seraient requis par le demandeur en cassation et jugés nécessaires par elle[1], »

§ 4. — *Sanctions pénales.*

4032. Le procès-verbal irrégulier est nul et entraîne l'annulation des débats. — Frais de la procédure à recommencer à la charge du greffier. — Amende au cas de défaut de procès-verbal, ou d'omission de sa signature.

4033. Qui prononce cette amende?

4032. Quand le procès-verbal n'a pas été entouré des formes matérielles rigoureusement prescrites par la loi, ou quand il ne contient pas, au fond, la mention de l'accomplissement des formalités substantielles, on sait qu'avec lui périssent les débats.

En ce cas, une double pénalité est encourue par le greffier.

D'abord, et en vertu de l'article 415 du Code d'instruction criminelle, dont j'ai déjà parlé, — n° 3862, — la Cour, en prononçant l'annulation, peut ordonner que les frais de la procédure à recommencer seront mis à sa charge.

Ensuite, le défaut de procès-verbal ou l'absence de si-

---

(1) Rej., 22 septembre 1843 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), DALLOZ, n° 3641.

gnature du président et du greffier, qui motivent l'annulation, sont punis, par notre article 372, d'une amende de cinq cents francs contre le greffier.

4033. Cette amende, dont est passible le greffier qui a dressé un procès-verbal irrégulier, est prononcée ou par la Cour près de laquelle il exerce ses fonctions, ou par la Cour de cassation quand, par un pourvoi, elle est saisie de l'affaire.

§ 5. — *Foi due au procès-verbal.*

4034. Foi due au procès-verbal jusqu'à inscription de faux. — Espèces dans lesquelles, cette inscription n'étant pas faite, on n'a pas permis de contester ses mentions.

4035. Ce que le procès-verbal ne dit pas étant réputé n'avoir pas été fait, son silence a la même puissance que ses affirmations.— Exemple.

4036. Limite à la foi due au procès-verbal. — Ses énonciations contredites par un fait matériel constaté par un acte authentique. — Exemple : signature de la déclaration du jury.

4037. Contradiction entre le procès-verbal et un arrêt formel de la Cour : ce dernier acte a une puissance supérieure.

4038. Lois qui autorisent la Cour de cassation à admettre l'inscription de faux.

4039. L'inscription n'est recevable que si les faits allégués sont pertinents et admissibles. — Quels faits n'ont pas ce double caractère.

4040. Espèce dans laquelle la Cour de cassation a admis l'inscription de faux : bonne foi du président et du greffier ; nullité du procès-verbal.

4041. Procédure à suivre pour l'inscription de faux,

4034. Le procès-verbal régulier fait foi, jusqu'à inscription de faux, de la vérité de ses énonciations.

Par suite, l'accusé ne peut, sans s'être régulièrement inscrit en faux au greffe de la Cour de cassation et sans avoir déposé l'amende préalable à cette inscription, prétendre, contrairement aux constatations du procès-verbal :

Que, la publicité de l'audience, suspendue par un huis clos, n'a pas été rétablie lors du résumé du président (1);

Que la Cour d'assises n'a pas rendu un arrêt ordonnant l'adjonction de deux jurés suppléants (2);

Que ce n'est pas telle mais telle autre déposition de témoin qui a été lue par le président (3);

Que le président n'a pas donné aux jurés l'avertissement que leur vote devait avoir lieu au scrutin secret (4);

Que c'est le président seul, et non la Cour, qui a renvoyé le jury dans la chambre de ses délibérations (5);

Que, sans y avoir été autorisé par le président, l'avocat de la partie civile aurait lu à l'audience des dépositions écrites de témoins non comparants, ainsi qu'une lettre écrite par un témoin défaillant et condamné à l'amende : et des déclarations faites devant notaire, à l'effet d'établir ce fait, ne sauraient suppléer au défaut d'une constatation légale (6);

Que le président n'a pas entièrement lu une question relative à la préméditation et se serait contenté de l'indiquer (7);

Qu'un témoin n'a pas prêté le serment prescrit par l'article 317 (8).

4035. Le silence du procès-verbal a tout autant d'énergie et de puissance que ses affirmations. Ce qu'il ne dit pas est réputé n'avoir pas été fait. — Ainsi, quand

---

(1) Rej., 18 janvier 1828 (M. Ollivier, rapp.), *Pal.*1828.1060.

(2) Rej., 3 juin 1831 (M. Choppin, rapp.), *Pal.*1831.1655.

(3) Rej., 27 septembre 1832 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Pal.* 1832.1486.

(4) Cass., 13 avril 1837 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*137.

(5) Rej., 18 février 1841 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*75.

(6) Rej., 3 décembre 1846 (M. Rives, rapp.), *Bull.*458.

(7) Rej., 24 juillet 1851,—sur mes conclusions—(M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*467.

(8) Rej., 12 décembre 1851 (M. Quénault, rapp.), *Bull.*785.

aucune de ses parties ne relate une instruction à laquelle il aurait été irrégulièrement procédé, quand il ne contient aucune protestation qui, à cet égard, se serait élevée au cours des débats, « aucune loi n'autorise la Cour de cassation à ouvrir une enquête sur les allégations en dehors des faits par lui constatés [1].

4036. Cependant la foi due au procès-verbal n'irait pas jusqu'à faire réputer constant un fait qu'il affirme, alors qu'une autre pièce authentique en démontre l'inexactitude. — Ainsi son énonciation « que la déclaration du jury a été signée par le président des assises et par le greffier, ne peut prévaloir sur le fait contraire, qui ressort de l'état matériel de la pièce placée sous les yeux de la Cour de cassation [2]. »

4037. Son autorité fléchirait encore si ses mentions se trouvaient en contradiction manifeste avec un arrêt formel de la Cour. Cette règle est certaine. Mais on s'est demandé si la contradiction existerait, alors que, le défenseur ayant requis acte de ce qu'on avait omis de recevoir le serment d'un témoin, la Cour a rendu un arrêt par lequel elle déclare *que le fait n'est pas dans les souvenirs* : cet arrêt infirme-t-il l'énonciation portée au procès-verbal que le serment a eu lieu ? Après quelque hésitation, la jurisprudence a pensé qu'en déclarant que ses souvenirs ne lui permettaient pas de constater que le témoin n'avait pas prêté serment, la Cour d'assises, loin d'ébranler la foi due au procès-verbal, lui a maintenu, au contraire, toute sa force et son autorité [3].

---

(1) Rej., 23 novembre 1848 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.* 417;— 23 mai 1863 (M. Le Sérurier, rapp.), *Bull.* 247.

(2) Voir *suprà*, n° 3212.

(3) La doctrine de l'arrêt de 1846, cité au n° 2237, a été suivie par une autre décision : il s'agissait d'un acte requis par le défenseur pour

4038. On vient de voir que la Cour de cassation se déclare investie de la faculté d'autoriser une inscription de faux incident contre les mentions du procès-verbal : elle se fonde sur ce que l'ordonnance de juillet 1737 et le règlement du 28 juin 1738, qui détermine la procédure à suivre, reconnaissent ce mode d'attaque contre *quelque pièce que ce puisse être*, ce qui comprend le procès-verbal des séances de la Cour d'assises ; mais elle ajoute que cette inscription de faux ne doit être reçue que *s'il y échet*, c'est-à-dire que les tribunaux sont libres de l'admettre ou de la rejeter suivant les circonstances (1).

4039. Partant de ce principe, il a été jugé qu'il n'y a lieu d'accorder l'autorisation de s'inscrire en faux contre certaines parties du procès-verbal « que quand les faits allégués sont reconnus pertinents et admissibles, c'est-à-dire quand, d'une part, ces faits sont de nature, si la preuve en est faite, à entraîner l'annulation de l'acte attaqué ; et quand, d'autre part, ils se produisent avec un caractère de vraisemblance suffisant pour ébranler la foi due à l'acte authentique. »

En conséquence, la demande est rejetée :

1° S'il résulte de l'ensemble des énonciations du procès-verbal que les faits allégués ne présentent point des

---

constater que, en Algérie, la déposition d'un témoin n'avait pas été traduite du français en arabe à l'accusé auquel un interprète avait été donné; en réponse aux conclusions, la Cour déclara qu'elle n'était *pas suffisamment mémorative* sur le point de savoir si la formalité dont s'agit avait été accomplie ; la Cour de cassation a jugé que cet arrêt infirmait l'autorité du procès-verbal en ce qu'il attestait que la déposition avait été interprétée. — Cass., 16 août 1862 (M. Zangiacomi, rapp.), *Bull.*354. — Mais, comme on l'a vu au n° 2237, cette théorie a été de nouveau abandonnée en 1865 par l'arrêt au rapport de M. Moreau.

(1) Cass., 13 mai 1840,—chambre civile—(M. de Bryon, rapp.), S.-V. 40.1.400.

caractères de probabilité et de vraisemblance, et ne sont appuyés d'aucun commencement de preuve [1];

2° Lorsque l'inscription de faux a pour objet l'omission d'une formalité non prescrite à peine de nullité : en ce cas, pas d'intérêt et, partant, pas d'action pour l'accusé [2].

4040. Quand, au contraire, l'assertion de l'accusé, étayée sur des indices sérieux, doit, si elle est prouvée, avoir pour conséquence l'annulation de la procédure, la Cour de cassation, recevant l'inscription de faux, vérifie les faits au moyen de l'instruction qu'elle ordonne, et puis, ces faits établis, statue sur le fond. — Exemple : en 1829, des accusés avaient allégué, contrairement aux constatations du procès-verbal, que la formation du tableau du jury de jugement avait eu lieu en leur absence, et qu'au lieu de mettre les noms des jurés dans l'urne, on y avait déposé des numéros correspondant au numéro d'ordre sous lequel chaque juré était porté sur la liste de session ; ces accusés furent admis à s'inscrire en faux ; suivant arrêt du 14 mai, les pièces furent communiquées au procureur général ; et, à la suite de l'instruction faite, un arrêt du 14 septembre 1829, rendu en chambre du conseil, déclara vrais les faits affirmés par les accusés et contraires à ceux relatés au procès-verbal ; mais attendu

---

[1] Rej., 25 mai 1830 (M. Mestadier, rapp.), *Pal.*1830.499 ; — 14 juin 1833 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*299 ; — 30 juin 1838 (M. Fréteau de Peny, rapp.), *Bull.*282 ; — 31 janvier 1839 (M. Bresson, rapp.), S.-V.40 1.416 ; — 15 juillet 1840 (M. Bayeux, rapp.), *Pal.*1840, à sa date ; — 22 janvier 1841 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*28 ; — 8 mars 1850 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*133 ; — 12 juin 1856 (M. Jallon, rapp.), *Bull.*350.

[2] Rej., 3 octobre 1822 (M. Louvot, rapp.), S.-V.22.1.394 ; — 3 décembre 1836 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), S.-V.38.1.82 ; — 15 octobre 1847 (M. Barennes, rapp.), *Bull.*425 ; — 10 août 1852, — chambre des requêtes — (M. Pécourt, rapp.), *Pal.*1853.1.608 ; — Cass., 28 mars 1857 (M. Sénéca, rapp.), *Bull.*210.

que le président et le greffier avaient agi de bonne foi, sans intention de nuire, et n'avaient fait que suivre un usage vicieux, la Cour de cassation déclara qu'il n'y avait lieu à suivre sur la dénonciation incidente. Enfin, et ce point vidé, l'affaire revint au fond, en audience publique, où fut prononcé un arrêt qui, constatant que les formalités substantielles ci-dessus analysées n'avaient pas été remplies, annula la formation du tableau du jury et tout l'ensuivi [1].

4041. Au surplus, voici la procédure à suivre en matière d'inscription de faux devant la Cour de cassation :

La partie qui veut former une demande de faux incident contre une pièce produite, doit présenter requête tendant à ce qu'il lui soit permis de s'inscrire en faux contre ladite pièce et à ce que le défendeur soit tenu de déclarer s'il entend s'en servir. Cette requête est signée par le demandeur, ou par le porteur de sa procuration spéciale, à peine de nullité. La procuration est attachée à la requête. — Ordonnance de 1737, titre II, art. 3; Règlement de 1738, partie 2e, titre X, art. 1er;

Avant de présenter cette requête, le demandeur doit consigner une amende de 100 fr., qui est reçue sans aucun droit ni frais par le receveur des amendes, sinon par le greffier de la Cour. La quittance de cette consignation doit être attachée à la requête et visée par l'arrêt. — Ordonnance de 1737, art. 6 et 7. — Et « cette consignation est exigée, même en matière de grand criminel, de la part des condamnés qui ne sont pas astreints à la consignation d'une amende pour leur pourvoi » [2];

Avant de statuer sur l'admission ou le rejet de la re-

---

[1] Cass., 14 septembre 1829 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.*530; *Pal.* 1829.1451.

[2] Rej., 3 août 1838 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*372.

quête, la Cour de cassation, faisant une sorte d'instruction préliminaire, se fait apporter les pièces utiles, et vérifie si les faits articulés sont pertinents et admissibles ;

Lorsque la requête est rejetée, la restitution de cette amende est ordonnée. — Ordonnance de 1737, titre II, art. 51 ; Règlement de 1738, titre X, art. 6 ;

Si la requête est admise, l'incident est, en général, renvoyé devant la chambre des mises en accusation, qui procède à l'instruction, suivant les formes prescrites dans l'ordonnance de 1737, titre II, art. 22 et suivants.

Le demandeur en faux qui succombe est condamné en 300 fr. d'amende y compris les 100 fr. consignés. — Règlement de 1738, titre II. art. 6.

TROISIÈME PARTIE.

Pourvoi en cassation et renvoi devant une autre Cour d'assises.

N° 4042. Comment ce sujet va être envisagé.
4043. Articles du Code d'instruction qui s'occupent de la matière.
4044. Division de la troisième partie.

4042. Dans mon avant-propos, après avoir expliqué que mon point de départ est l'arrêt qui renvoie un accusé devant la Cour d'assises, j'ai dit : « Je suppose qu'un « pourvoi a été formé, que la Cour de cassation a annulé « l'arrêt de condamnation et renvoyé l'accusé devant une « autre Cour d'assises. Je suis l'affaire devant cette nou- « velle Cour jusqu'au moment où un nouvel arrêt purge « définitivement l'accusation par une décision irrévocable. « C'est là mon point d'arrivée. » Et j'ai ajouté : « La « troisième partie de mon ouvrage commence avec le « pourvoi : elle comprend les règles concernant ce pour- « voi, l'instruction à suivre devant la Cour de cassation, « l'arrêt de cette Cour, et, au cas d'annulation, la procé- « dure, l'examen, les débats et le jugement devant la « Cour d'assises de renvoi. » — Tome I^er^, page XXIII.

Là est la limite des observations qu'il me reste à faire, et, comme je m'y suis engagé, je n'entreprendrai rien ni en deçà, ni au delà.

Il est également bien entendu que, en m'occupant du recours en cassation, je ne l'examine qu'au point de vue exclusif des matières du grand criminel, de la Cour d'assises, et que je ne ferai nul état de ce qui concerne les affaires correctionnelles ou de simple police.

4043. Le Code d'instruction criminelle règle le recours en cassation en matière criminelle, savoir :

Par ses articles 373 et 374, il fixe les délais du pourvoi et ses effets ;

Par ses articles 408 à 412, il indique les ouvertures de cassation qui peuvent être invoquées ;

Par son article 415, il porte une disposition spéciale quant aux frais des instructions annulées à recommencer ;

Par ses articles 417 à 421, il trace les formalités à observer pour que le recours soit recevable ;

Par ses articles 422 à 425, il fait connaître l'instruction à suivre devant la Cour de cassation ;

Par ses articles 426, 428 à 438, il détermine les effets de l'arrêt de rejet ou d'annulation qui intervient ;

Enfin, par ses articles 441 et 442 il autorise le pourvoi dans l'intétêt de loi, dont il explique les conséquences.

4044. Pour étudier chacune de ces dispositions, je vais diviser mon sujet en deux chapitres : le premier chapitre comprendra huit sections qui traiteront : des ouvertures à cassation ; — des effets du pourvoi ; — des personnes qui peuvent se pourvoir ; — des conditions de recevabilité du pourvoi ; — du désistement du pourvoi et de ses effets ;—de l'instruction devant la Cour de cassation ; — du jugement du pourvoi ; — et du pourvoi dans l'intérêt de la loi.

Quant au chapitre deuxième, il sera consacré au renvoi devant une seconde Cour d'assises et à ce qui devra s'y faire.

CHAPITRE Ier.

POURVOI EN CASSATION.

SECTION Ire.

Ouvertures à cassation.

N° 4045. *Généralités.* — La Cour de cassation contrôle la qualification légale et rectifie les conséquences erronées tirées des faits.

4046. Elle ne pénètre pas dans l'examen des faits eux-mêmes. — Exemples.

4047. Nullités d'ordre public relevées par elle d'office.—Exemples : amnistie, prescription.

4048. Violation d'une maxime de jurisprudence non revêtue du caractère législatif.

4049. C'est le dispositif et non les motifs des arrêts qui constitue la décision.

4050. Violation de la loi par un arrêt interlocutoire ayant acquis l'autorité de la chose jugée.

4051. Indication des ouvertures à cassation.

4052. 1° *Incompétence et excès de pouvoir.* — On ne peut contester la compétence de la Cour d'assises, envisagée au point de vue général.—Mais cette Cour peut faire des actes d'incompétence.—Exemple.

4053. Pas d'ouverture à cassation si, n'ayant pas réclamé, un accusé est jugé par une Cour d'assises, au lieu de l'être par un conseil de guerre.

4054. L'excès de pouvoir, qui donne ouverture à cassation, n'est qu'une incompétence relative.

4055. 2° *Violation ou inobservation des formalités.*—Art. 408 du Code d'instruction criminelle, § 1er.

4056. Le condamné peut-il attaquer l'arrêt de mise en accusation ? — Dans quelles limites le peut-il ? — Distinction pour le cas où l'accusé a reçu, ou non, l'avertissement prescrit par l'art. 296.

4057. Les vices des actes de procédure *antérieurs* à l'arrêt de mise en accusation ne donnent pas ouvertures à cassation.

4058. L'accusé mis en jugement avant le délai de cinq jours fixé pour le pourvoi contre cet arrêt, est non recevable à critiquer cela si, renonçant à son droit de recours, il a demandé à être jugé.

4059. Renvoi quant à l'indication des formalités prescrites sous peine de nullité ou substantielles par elles-mêmes.

4060. L'omission ou la violation de ces formalités peut être inopérante : dans quel cas ?—Renvoi et nouveaux exemples.

4061. 3° *Omission ou refus de statuer sur des demandes ou réquisitions tendant à user d'une faculté ou d'un droit accordé par la loi.* — Art. 408, § 2.

4062. Il faut qu'il y ait réquisition expresse. — Renvoi et exemple.

4063. Il ne suffit pas qu'il y ait réquisition : il faut encore qu'il s'agisse d'une faculté ou d'un droit accordé par la loi. — Renvoi et nouveaux exemples.

4064. Ouverture à cassation si le président, et non la Cour, a prononcé sur un incident contentieux.—Renvoi.

4065. *Quid* si la Cour, en statuant, méconnaît le droit justement prétendu ?—Distinction.—Exemples.

4066. *Violation ou fausse application de la loi pénale.* — Art. 410 du Code d'instruction criminelle.

4067. Comment la Cour vérifie si cette ouverture à cassation est fondée.— Renvoi pour les exemples et un exemple nouveau.

4068. Absolution de l'accusé prononcée à bon droit ou à tort.—Renvoi quant aux espèces.

4069. Peine bien appliquée et loi *mal citée.* — Exemples.

4070. La *fausse interprétation* de la loi ne peut être confondue avec sa citation erronée.—Ses conséquences conduisent à l'annulation.—Renvoi pour les exemples.

4045. La Cour de cassation n'est pas une juridiction supérieure investie du droit de juger à nouveau les procès souverainement appréciés : instituée pour être la gardienne des lois et la protectrice des formes essentielles, elle ne contrôle les décisions des Cours d'assises qu'à ce point de vue du respect de la légalité. — Elle a donc toute autorité pour apprécier la qualification légale attribuée aux faits reconnus constants. « Il est non-seulement en son pouvoir, mais rigoureusement de son de-

voir, de rectifier les fausses inductions et les conséquences erronées, tirées de ces faits par les Cours criminelles (1). »

4046. Mais la nature même de son institution ne permet pas d'étendre sa compétence à l'examen des faits eux-mêmes, sur lesquels le jury et la Cour d'assises prononcent souverainement ; on ne saurait donc produire comme ouvertures à annulation des allégations tendant à contredire l'existence de ces faits.

Ainsi :

Celui qui a été condamné pour banqueroute frauduleuse ne peut prétendre devant la Cour de cassation, pour la première fois, qu'il n'était pas commerçant failli (2) ;

Lorsqu'un accusé a été déclaré coupable de faux pour avoir altéré une signature apposée sur un billet, « il n'est plus permis de plaider devant la Cour de cassation que ce faux ne pouvait porter préjudice à des tiers et qu'il n'était pas criminel » (3) ; et la décision du jury qui apprécie en fait les circonstances caractéristiques d'une pièce arguée de faux n'est susceptible d'aucun recours (4) ;

La Cour de cassation « ne peut s'arrêter à l'allégation que la question posée aux jurés comme résultant des débats, n'en résultait pas, lorsqu'un arrêt de la Cour d'assises a prononcé affirmativement sur ce fait » (5) ;

Il n'appartient pas à la Cour de cassation d'examiner l'usage que la Cour d'assises a fait de la faculté qu'elle avait, d'après l'article 463 du Code pénal, d'abaisser la

---

(1) Cass., 22 août 1806 (M. Carnot, rapp.), *Bull.*243 ; — 23 novembre 1827 (M. Mangin, rapp.), *Bull.*381.

(2) Rej., 15 avril 1825 (M. Brière, rapp.), S.-V.26.1.95 ;—Voir *suprà*, n^os^ 3219 à 3224.

(3) Cass., 6 juillet 1827 (M. Mangin, rapp.), *Bull.*369.

(4) Rej., 28 décembre 1850 (M. de Glos, rapp.), *Bull.*658.

(5) Rej., 29 décembre 1832 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*724.

peine, à raison des circonstances atténuantes, d'un ou de deux degrés : « il s'agit là d'une appréciation morale et non légale qui échappe, par conséquent, à toute censure » (1);

Quand le jury a déclaré qu'un vol avait été commis sur un chemin public, on ne peut soutenir qu'il s'est trompé et que le fait a eu lieu sur un chemin de fer, lequel ne serait pas un chemin public (2) ;

Le jury seul a le droit de rechercher et de dire si l'intention d'un accusé a été coupable; « et il n'appartient pas à la Cour de cassation de soumettre à sa censure l'appréciation qu'il a faite de cette intention, qui est un des éléments essentiels de la culpabilité » (3).

4047. Les nullités d'ordre public peuvent être proposées pour la première fois devant la Cour de cassation, bien qu'elles n'aient pas été invoquées devant la Cour d'assises à laquelle elles auraient pu être soumises.

Telle serait l'exception tirée de ce que l'accusé, couvert par une amnistie (4) ou par la prescription (5), aurait dû être renvoyé absous.

4048. — « La violation d'une maxime de jurisprudence ne peut constituer un moyen de cassation qu'autant que cette maxime serait revêtue du caractère législatif. » Et l'on ne reconnaîtrait pas ce caractère dans le brocard de droit : *non auditur perire volens* (6).

4049. C'est le dispositif qui est la partie essentielle de l'arrêt et qui indique ce que, en réalité, il juge ou ne juge pas. — Si donc le dispositif ne statue rien sur une faculté

---

(1) Rej., 26 avril 1844 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*218.
(2) Cass., 9 avril 1846 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*128.
(3) Rej., 16 mars 1850 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*164.
(4) Cass., 16 messidor an XII (M. Lachèse, rapp.), *Bull.*261.
(5) Voir *suprà*, n° 3897.
(6) Rej., 23 septembre 1837 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*378.

ou sur un droit prétendus, il y a omission de statuer, alors même que des motifs formels repousseraient la demande ; par contre, si le dispositif est conforme à la loi, l'erreur dans les motifs est, en règle générale et sauf certains cas particuliers, sans influence fatale à l'arrêt (1).

4050. La violation de la loi qui aurait été commise, non dans l'arrêt attaqué, mais dans un arrêt interlocutoire antérieur qui a acquis l'autorité de la chose jugée, ne peut donner ouverture à cassation (2).

4051. Les ouvertures à cassation sont :

1° L'incompétence et l'excès de pouvoir, qui n'est autre chose qu'une incompétence relative ;

2° La violation ou l'inobservation des formalités prescrites par la loi, sous peine de nullité ou ayant un caractère substantiel ;

3° L'omission ou le refus de prononcer sur des demandes ou réquisitions tendant à user d'une faculté ou d'un droit accordé par la loi ;

4° La violation, la fausse application, ou l'interprétation erronée de la loi pénale.

4052. *1° Incompétence et excès de pouvoir.* — Il est de jurisprudence que la compétence de la Cour d'assises, envisagée au point de vue général, ne peut pas être utilement contestée : saisie par la chambre des mises en accusation, dont l'arrêt inattaqué a l'autorité de la chose jugée, la Cour d'assises peut connaître des faits criminels ou délictueux qui lui ont été déférés.

Mais, en fonctionnant, cette Cour peut se mouvoir dans des questions qui ne sont pas du ressort de sa propre juridiction : par exemple, il est possible qu'elle attire à elle

---

(1) Rej., 6 novembre 1817 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*291 ;—22 février 1856 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*138.

(2) Rej., 23 février 1860 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*81.

des pouvoirs qui sont réservés soit à son président, soit au jury. En ces cas, et dans d'autres analogues, les décisions prises en dehors des limites de sa compétence sont légitimement critiquées. — Et cette exception péremptoire, touchant à l'ordre public, peut être proposée pour la première fois devant la Cour de cassation (1).

4053. Cependant « la compétence ordinaire est de droit commun, et il ne peut résulter d'ouverture à cassation de la part d'un accusé de ce qu'on l'a fait jouir des garanties de cette juridiction, au lieu de le traduire devant la juridiction exceptionnelle des conseils de guerre (2). »

4054. Je viens de dire que l'excès de pouvoir n'est rien autre chose qu'une incompétence relative : je m'explique.

Certes, si on les envisage au point de vue purement théorique, l'incompétence et l'excès de pouvoir sont, ou peuvent être, des choses distinctes.

L'incompétence est toujours un excès de pouvoir : le juge qui attire à lui des matières sur lesquelles il n'a pas juridiction, excède évidemment le pouvoir défini qui lui a été donné par la loi. — Mais l'excès de pouvoir ne constitue pas toujours un acte d'incompétence : le juge qui, en statuant sur la matière strictement déférée à son appréciation, dépasse la limite de ce qu'il a le droit de faire, ce juge n'en reste pas moins doué de compétence. En d'autres termes, comme on l'a très-bien dit, « le juge *incompétent* est radicalement destitué de pouvoir : le

---

(1) Cass., 7 août 1851 (M. de Glos, rapp.), *Bull.*521 ; — 4 novembre 1853 (M. Rives, rapp.), *Bull.*614 ; — 17 janvier 1861 (M. Caussin de Perceval, rapp.), *Bull.*19 ; — 9 décembre 1864 (M. Guyho, rapp.), *Bull.*499 ; — 14 février 1868 (M. Le Sérurier, rapp.), *Bull.*64.

(2) Rej., 20 juin 1839 (M. Isambert, rapp.), S.-V.39.1.987.

juge, qui commet un *excès*, abuse d'un pouvoir dont il avait l'*usage* (1) ».

Au point de vue pratique et légal, l'excès de pouvoir se confond avec l'incompétence. En effet, dans son exposé des motifs du Code d'instruction criminelle, M. Bertier expliquait pourquoi la loi nouvelle supprimait ces mots qu'on lisait dans l'article 456 du Code de l'an IV : « ou « qu'il y a eu, de quelque manière que ce soit, usurpa- « tion de pouvoir ». Et, il disait : « Vous ne trouvez plus « l'excès de pouvoir au nombre des nullités; mais cette « suppression d'un *mot vague*, et qui n'a jamais été bien « défini, *se trouve éminemment remplacé* par le maintien « seul de la nullité tirée de l'incompétence; et, s'il con- « vient d'éviter les expressions *oiseuses et redondantes*, c'est « surtout dans les lois (2). » — Ainsi, pour la loi, l'excès de pouvoir est toujours un cas de nullité, non pas, il est vrai, sous son nom propre et personnel, mais comme *se trouvant éminemment remplacé* par l'incompétence comme étant une variété de l'incompétence, qu'il reproduit au moyen d'une expression *oiseuse et redondante*. Je m'associe donc à ce commentaire de Carnot : « Il serait difficile de se faire une juste idée d'un excès de pouvoir qui ne ren- trerait pas dans l'incompétence. Un excès de pouvoir n'est autre chose, en effet, *qu'une usurpation* de pouvoir, et en usurpant un pouvoir que l'on n'a pas, c'est nécessairement violer les règles de sa compétence, puisque c'est pro- noncer sur un point qui ne rentre pas dans ses attribu- tions (3). »

Et, en effet, quels que soient les excès de pouvoirs, commis même par un juge compétent, on les ramène et

---

(1) M. Trébutien, t. II, p. 537.
(2) Locré, t. XXVII, p. 66.
(3) *Instruction criminelle*, t. III, p. 108.

ils aboutissent, en réalité, à son incompétence relative. Par exemple, compétente pour prononcer sur une accusation, la Cour d'assises devient incompétente pour critiquer ou censurer les réquisitions faites par le ministère public sur cette accusation [1]; — compétente pour porter la condamnation de l'accusé déclaré coupable par le jury, elle viole les règles de sa compétence si, par une usurpation de pouvoir, elle ajoute à la déclaration du jury et la dénature.

On peut donc le dire, l'excès de pouvoir auquel, malgré l'exposé des motifs qu'on vient de lire, la jurisprudence a conservé son nom particulier, présente une ouverture à cassation parce que, à l'aide d'une interprétation large de l'article 408, elle rentre dans la catégorie de l'incompétence.

Du reste, le dissentiment est plutôt dans les mots que dans les choses, et il n'a aucune importance sérieuse : que l'excès de pouvoir soit un moyen spécial de pourvoi, ou qu'il ne soit qu'une incompétence déguisée, toujours est-il que, incontestablement, lorsqu'il est prouvé, il est une cause infaillible d'annulation.

4055. 2° *Violation ou inobservation des formalités.* — Le premier paragraphe de l'article 408 s'explique, quant à la violation des formes, dans les termes les plus nets. Il dit : « Lorsque l'accusé aura subi une condamnation, et que, « soit dans l'arrêt de la Cour d'appel qui aura ordonné « son renvoi devant une Cour d'assises, soit dans l'instruc- « tion et la procédure qui auront été faites devant cette « dernière Cour, soit dans l'arrêt même de condamnation, « il y aura eu violation ou omission de quelques-unes des

---

(1) Cass., 17 décembre 1847,—sur mes conclusions—(M. Rives, rapp.), *Bull.* 487.—NOTA. Arrêt rendu en matière de simple police, mais applicable au grand criminel.

« formalités que le présent Code prescrit sous peine de « nullité, cette omission ou violation donnera lieu, sur la « poursuite de la partie condamnée ou du ministère « public, à l'annulation de l'arrêt de condamnation « et de ce qui l'a précédé à partir du plus ancien acte « nul. »

4056. En formant un recours contre l'arrêt définitif, le condamné peut-il puiser des ouvertures à cassation dans les vices qui entacheraient l'arrêt de renvoi? S'il le peut, dans quelles limites le peut-il?

Une première situation se dégage de toute difficulté. — On sait que, après l'arrêt de renvoi, l'accusé doit être interrogé et que, selon l'article 296, il doit être averti par le président que, dans le cas où il se croirait fondé à former une demande en nullité de cet arrêt, il faut qu'il forme sa déclaration dans les cinq jours suivants, et qu'après ce délai, il n'y sera plus recevable. — On sait aussi que, d'après l'article 297, « si l'accusé *n'a point été* « *averti*, la nullité ne sera pas couverte par son silence : « ses droits seront conservés, sauf à les faire valoir après « l'arrêt définitif. »

Dans la première hypothèse, alors que l'accusé a reçu l'avertissement prescrit, la demande en nullité de l'arrêt de mise en accusation ne peut avoir lieu, conformément à l'article 299, que dans les quatre cas suivants : 1° Pour cause d'incompétence; — 2° Si le fait n'est pas qualifié crime par la loi; — 3° Si le ministère public n'a pas été entendu; 4° Si l'arrêt n'a pas été signé par le nombre de juges fixé par la loi.

De cette disposition il résulte que l'accusé *averti* ne pourrait pas, après sa condamnation par la Cour d'assises, demander l'annulation de l'arrêt de condamnation qui le frappe en fondant cette annulation sur ce que l'arrêt de

renvoi aurait été entaché de nullité par l'une des causes spécifiées en l'article 299 (1).

Spécialement il serait non recevable à exciper de l'incompétence de la chambre des mises en accusation ;

Ou de ce que le fait n'est pas qualifié crime par la loi (2) ;

Ou de ce que le ministère public n'aurait pas été entendu lors de l'arrêt de renvoi ;

Ou de ce que cet arrêt n'aurait pas été rendu par le nombre de juges fixé par la loi.

4057. Mais, en combinant cet article 299 avec notre article 408, on voit que, en dehors des cas qui viennent d'être rappelés, quoique l'accusé ou le ministère public ne se soient pas pourvus contre l'arrêt de mise en accusation, ils ne sont pas déchus du droit de relever l'omission ou la violation des formalités prescrites sous peine de nullité, que cet arrêt peut contenir. Après la condamnation, ils peuvent puiser dans ces omission ou violation une ouverture à cassation.

Cependant leur pourvoi rétrospectif ne remonte pas plus loin, et les actes de procédure antérieurs à l'arrêt de mise en accusation ne peuvent être soumis à l'examen de la Cour de cassation (3).

---

(1) Cass., 7 janvier 1843 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*, p. 1re;—Rej., 20 juin 1856 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*359.

(2) Cass., 20 janvier 1842 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*17 ; — Rej., 22 mars 1850 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*172.

(3) Rej., 31 octobre 1817 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*287 ;— 30 janvier 1818 (M. d'Aubers, rapp.), *Bull.*41 ; — 25 juin et 22 juillet 1819 (MM. Ollivier et Aumont, rapp.), *Bull.*230 et 264 ;—18 février 1830 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.*103 ; - 19 janvier 1833 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*25 ; — 17 septembre 1840 (M. Romiguières, rapp.), *Bull.*394 ; -- 3 octobre 1844 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*479 ;—Cass, 3 avril 1847 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*111 ; — Rej., 20 janvier 1848 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*20 ; — Cass., 1er août 1851 (M. Rives, rapp.), *Bull.*487 ; —

4058. L'accusé ne serait pas non plus toujours admissible à se plaindre de ce que certaines formalités, même *postérieures à l'arrêt de renvoi,* n'auraient pas été observées : il en est qui, quoique prescrites à peine de nullité, mais dans son seul intérêt, peuvent être omises de son consentement. — Par exemple, il ne peut se faire un moyen de cassation de ce qu'il a été mis en jugement avant l'expiration des cinq jours que la loi lui accorde pour préparer sa défense, si, dans son interrogatoire devant le président des assises, il a déclaré renoncer à se pourvoir contre l'arrêt de mise en accusation et demandé à être immédiatement jugé (1).

4059. En m'occupant du procès-verbal, j'ai signalé, — n° 4025, — les formalités prescrites par la loi, sous peine de nullité : j'ai dit aussi que, en dehors de ces formalités, il en est qui, touchant intimement aux droits de la défense, sont empreintes d'un caractère substantiel : la violation ou l'omission des unes et des autres offrent des ouvertures à cassation. — Je ne rappelle point ici ces diverses espèces que l'on retrouvera au passage que j'indique.

4060. L'omission d'une formalité prescrite à peine de nullité ou substantielle n'est pas toujours opérante. — Ainsi, lorsque la peine est justifiée par ce qui a été

Rej., 24 septembre et 16 décembre 1852 (MM. Isambert et A. Moreau, rapp.), *Bull.*554 et 677 ; — 17 mars 1853 (à mon rapport), *Bull.*146 ; — 7 décembre 1865 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*369.

(1) Cass., 29 juin 1848,— sur mes conclusions— (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*282 ;—Rej., 31 mai 1849 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.* 195 ;— 14 février 1850 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*87 ; — 1er juillet et 9 décembre 1852 (MM. A. Moreau et Isambert, rapp.), *Bull.*395 et 661 ;—10 février et 9 juin 1853 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*90 et 314 ; — 27 juillet, 7 et 13 septembre 1855 (MM. Plougoulm, Isambert et Dehaussy, rapp.), *Bull.*428, 508 et 509 ; — 6 juin 1867 (M. du Bodan rapp.), *Bull.*226.—Voir t. 1er, nos 445 et suivants.

régulièrement fait, l'accusé n'est pas recevable à quereller des questions mal posées ; — ni les omissions qui s'y trouvent ; — ni leur complexité ; — ni l'irrégularité de quelques-unes des réponses du jury ; — ni le renvoi des jurés dans leur chambre arbitrairement ordonné, s'il n'en a subi aucun préjudice ; — ni l'irrégularité qui s'est glissée dans la déclaration des circonstances atténuantes, si, dans l'application de la peine, il a joui du bénéfice de ces circonstances (1).

Ici, je citerai deux autres exemples à l'appui de cette doctrine, qui est constante :

L'arrêt incident par lequel la Cour d'assises, après un débat contradictoire, ordonne que la position de l'une des questions soumises au jury sera modifiée, devrait être annulé, s'il n'est pas motivé. Mais si l'accusation comprenait plusieurs chefs distincts et indépendants de celui à l'occasion duquel la nullité a été commise, et si la peine appliquée est justifiée par la condamnation régulièrement prononcée à raison de ces chefs distincts, le pourvoi doit être rejeté (2) ;

L'accusé est sans intérêt et, par suite, sans droit pour se plaindre de ce que la Cour de renvoi aurait soumis au nouveau jury des questions sur des chefs à raison desquels le premier jury l'avait déclaré non coupable, s'il a été condamné uniquement pour les faits qui avaient été mis à sa charge lors du premier débat (3).

4061. 3° *Omission ou refus de statuer sur des demandes ou réquisitions tendant à user d'une faculte ou d'un droit*

---

(1) Voir *suprà*, nos 2684, 2756, 2900 et 2902, 3046, 3150, 3173, 3236 et 3354.—ADDE : Rej., 28 juin 1855 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*373 ; —13 juillet 1866 (M. du Bodan, rapp.), *Bull.*301 ;—27 juin 1867 (M. Lezaud, rapp.), *Bull.*240.

(2) Rej., 26 décembre 1856 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*640.

(3) Rej., 15 mai 1856 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*295.

accordé par la loi. — Le deuxième paragraphe de l'article 408 range parmi les ouvertures à cassation l'omission ou le refus par la Cour d'assises de prononcer soit sur une ou plusieurs demandes de l'accusé, soit une ou plusieurs réquisitions du ministère public tendant à user d'une faculté ou d'un droit accordé par la loi, bien que la peine de nullité ne fût pas textuellement attachée à l'absence de la formalité dont l'exécution aura été demandée ou requise (1).

4062. Comme je l'ai dit, n° 3584, « pour que la Cour se trouve dans la nécessité absolue de se prononcer, il ne suffit pas que le ministère public ou l'accusé aient fait de *simples observations*, mais il faut qu'il y ait eu, de leur part, une *réquisition expresse* ». — On ne peut donc assimiler aux réquisitions, dont parle l'article 408, l'observation du ministère public tendant *à prier la Cour* d'examiner un doute qu'il émet (2).

4063. Si le pourvoi est fondé sur l'omission ou le refus de statuer soit sur une réquisition de procureur général, soit sur une demande de l'accusé, la Cour de cassation n'a pas à rechercher si l'article de loi dont l'observation était réclamée emporte par lui-même la nullité ; elle ne doit s'occuper que du point de savoir si l'objet de la réclamation tendait à user *d'une faculté ou d'un droit accordé par la loi.* Dans le cas de l'affirmative, l'omission ou le refus entraîne l'annulation ; sinon, non.

Ainsi l'accusé ne peut se plaindre de ce qu'il n'a pas été statué :

Soit sur sa demande, qui tendait à ce qu'une personne présente à l'audience fût entendue en vertu du pouvoir discrétionnaire du président : cette réquisition ne portait

---

(1) Voir *suprà*, n°s 3575 à 3584.

(2) Cass., 1er décembre 1860 (M. Le Sérurier, rapp.), *Bull.* 465.

pas, en effet, sur l'usage d'un droit ou d'une faculté accordés par la loi (1) ;

Soit sur l'acte qu'il demandait de sa présence à l'audience au moment où le chef du jury a donné lecture de la déclaration des jurés, « puisque l'acte demandé eût été péremptoirement inopérant et que, dès lors, le fait dont l'accusé demandait la constatation ne pouvait devenir pour lui le principe d'une faculté ou d'un droit » (2).

4064. Lorsqu'il y a opposition à une mesure que le président croit devoir ordonner, par exemple à la réouverture des débats, si cette opposition constitue un contentieux, c'est à la Cour et non au président seul à y statuer, sous peine de violation du 2e § de l'art. 408 (3).

4065. Le droit ou la faculté revendiqués, étant effectivement attribués par la loi, l'arrêt qui statue mais qui rejette indûment la demande, doit-il être cassé, alors même que la peine de nullité n'était pas expressément édictée? — Cela dépendra de la nature de l'objet contentieux : si la prétention repoussée n'avait qu'une médiocre importance et ne portait aucune atteinte réelle aux droits de l'accusation ou de la défense, il y aura un simple mal-jugé qui ne méritera pas la censure de la Cour de cassation. Mais si le droit ou la faculté prétendus affectaient un intérêt sérieux, refuser de les reconnaître ou passer outre malgré l'opposition élevée, ce serait plus qu'une mauvaise décision, ce serait une violation de la loi, motivant l'annulation. — C'est ce qui arriverait, par exemple, si, malgré l'opposition formelle de l'accusé, un arrêt ordonnait l'audition, sous la foi du serment, de té-

---

(1) Rej., 27 juin 1817 (M. Audier-Massillon , rapp.), *Bull.*137.

(2) Rej., 20 mars 1856 (à mon rapport), *Bull.*188.

(3) Cass., 30 août 1817 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*214. — Voir *suprà*, n° 3576.

moins qui n'auraient pas été notifiés (1). — C'est encore ce qui aurait lieu si l'accusé, demandant à interpeller un témoin sur des faits pouvant établir son innocence, voyait sa demande repoussée par cette raison que l'interpellation pourrait compromettre le témoin : admettre ce refus dans ces circonstances, ce serait permettre à la Cour de s'arroger le droit « de restreindre le droit sacré de la défense » (2).

De même, si, au cours de la défense, la Cour interdit au conseil la lecture d'une consultation délibérée par des médecins, sur le fait de l'accusation et sur la demande privée de l'accusé, sa décision restreint le droit de la défense et applique faussement le principe qui veut que le débat soit oral (3). — Mais le refus de permettre cette lecture n'est pas la négation d'une faculté ou d'un droit et ne porte nulle atteinte au droit de défense, pourvu que la Cour ait réservé à cet accusé de faire valoir dans le débat tous les moyens de fait ou de droit de nature à repousser les poursuites du ministère public (4).

4066. *4° Violation ou fausse application de la loi pénale.* — L'article 410 est conçu en ces termes : « Lorsque « la nullité procédera de ce que l'arrêt aura prononcé « une peine autre que celle appliquée par la loi à la na- « ture du crime, l'annulation de l'arrêt pourra être pour- « suivie tant par le ministère public que par la partie « condamnée.

« La même action appartiendra au ministère public « contre les arrêts d'absolution mentionnés en l'ar- « ticle 364, si l'absolution a été prononcée sur le fonde-

---

(1) Cass., 12 avril 1827 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.*218.
(2) Cass., 18 septembre 1824 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*348.
(3) Cass., 20 juillet 1826 (M. Brière, rapp.), *Bull.*402.
(4) Cass., 15 mars 1822 (Basire, rapp.), *Pal.*1822.191.

« ment de la non-existence d'un loi pénale qui pourtant « aurait existé. »

4067. Pour vérifier si cette ouverture à annulation est acquise, la Cour de cassation, sans apprécier l'affaire au fond, prend la déclaration de culpabilité faite par le jury et la rapproche des termes de la loi pénale. — Si, au cas de condamnation, la peine a été sainement appliquée aux faits reconnus constants par le jury, elle rejette le pourvoi ;—que si, au contraire, ce n'était pas la peine prononcée, mais telle autre peine dont le condamné était passible, alors, en vertu du premier paragraphe de l'article 410, elle prononce l'annulation, qu'elle motive et sur cet article et sur le texte qui a été faussement appliqué. — Et, comme nous le verrons plus tard, elle renvoie l'affaire devant une autre Cour d'assises uniquement chargée de faire à la déclaration du jury, qui est maintenue, la juste application de la loi.

Ici se placent les nombreux exemples que j'ai analysés — *suprà*, nos 3761 à 3911, — et auxquels le lecteur devra recourir.

J'en ajoute un autre : Le parricide n'est jamais excusable, mais les *coups* portés par un enfant à sa mère pourraient être excusés par la provocation. En effet « l'article 321 est conçu en termes généraux et absolus ; l'article 323 ne fait exception à cette généralité que pour le seul parricide ; il laisse nécessairement subsister ledit article 321 pour le cas où il ne s'agit que de blessures ou de coups, sans distinguer si ces blessures ou ces coups sont ou non du fait d'un enfant envers l'un des auteurs de ses jours » (1).

4068. Au cas d'absolution, la Cour de cassation fait un travail analogue : son point de départ, c'est toujours

(1) Rej., 10 janvier 1812 (affaire Ciampi), *Pal.* 1812.24.

la déclaration du jury qui constate les faits. — Ces faits n'étaient-ils, comme le dit l'arrêt d'absolution, défendus par aucune loi pénale ? le rejet du pourvoi formé par le ministère public s'ensuit. Au contraire, ces faits comportaient-ils l'application de telle disposition qui a été oubliée, méconnue ou faussement interprétée ? alors l'absolution était illégale et l'annulation de l'arrêt qui la proclame est prononcée conformément au deuxième paragraphe de notre article 410 et à la loi mise sous le boisseau. L'affaire est également renvoyée à une seconde Cour d'assises, qui, à la déclaration du jury expressément maintenue, applique la peine encourue.

Sur ce point, on peut consulter les espèces citées *suvrà*, nºs 3736 à 3747.

Si, à l'inverse, une condamnation a été prononcée alors que, le fait n'étant défendu par aucune loi, l'absolution était de droit pour l'accusé, il y a eu violation et de l'article 4 du Code pénal, et de l'article 364 du Code d'instruction criminelle. En ce cas, l'ouverture à cassation repose tout à la fois sur ces articles et sur le premier paragraphe de notre article 410, et aucun renvoi n'est prononcé, puisque aucune peine n'est encourue. — C'est, par exemple, ce qui arriverait si les faits constatés par la déclaration du jury déclaraient l'accusé coupable d'une tentative de vol qui ne réunirait pas les caractères de criminalité voulus par la loi [1].

4069. L'article 411 porte une disposition qui mérite d'être signalée : « Lorsque la peine prononcée sera la même « que celle portée par la loi qui s'applique au crime, nul « ne pourra demander l'annulation de l'arrêt, sous le « prétexte qu'il y aurait erreur dans la *citation* du texte « de la loi. »

---

[1] Cass., 9 janvier 1812 (M. Oudart, rapp.), *Bull.* 10.

On comprend bien, je pense, cet article : la loi a été mal citée, on a pris un texte pour un autre ; mais la peine bien infligée était celle qui s'appliquait au crime. En ce cas, il n'y a de grief pour personne, et, partant, le recours en cassation n'est pas admis.

Ainsi, lorsque la peine est justifiée par une disposition pénale, pas de moyen de cassation :

S'il y a eu application d'une disposition étrangère au fait incriminé (1) ;

Si l'on cite par erreur une circulaire ministérielle, sans enoncer la loi pénale à laquelle elle se réfère (2) ;

Si la peine étant infligée conformément à l'état de récidive, l'arrêt a omis de parler de cet état (3) ou visé par erreur l'article 58 du Code pénal, au lieu de l'article 57 (4);

Si, se justifiant par une disposition de loi en vigueur, un arrêt vise, dans ses motifs, un texte qui est abrogé (5) ;

Si, à l'occasion d'un meurtre déclaré excusable, on applique l'article 319 du Code pénal, au lieu des articles 295, 304 et 326 du même Code, qui autorisent la même peine (6) ;

Si, mention erronée étant faite de la récidive, il n'en a été fait nul état dans l'application de la peine, réduite, au contraire, au minimum (7) ;

Si la Cour d'assises condamne pour recel et compli-

---

(1) Rej., 29 août 1817 (M. Ollivier, rapp.), S.-V.18.1.139.

(2) Cass., 26 février 1818 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*64.

(3) Rej., 16 avril 1825 (même rapp.), *Pal.*1825.408.

(4) Rej., 28 août 1845 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*443.

(5) Rej., 20 juin 1828 (M. Mangin, rapp.), *Bull.*589 ; — 12 mars 1852 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*164.

(6) Cass., 29 décembre 1829 (M. Chantereyne, rapp.), *Bull.*943. — NOTA : cet arrêt est indiqué par les recueils comme portant la date du 19 décembre 1828.

(7) Rej., 3 juin 1837 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*223.

cité un accusé déclaré seulement coupable de recel (1);

Si, appliquant bien la peine, elle qualifie un fait de filouterie au lieu d'y voir une escroquerie (2);

Si, en matière de garde nationale, on a cité l'article 85 au lieu de l'article 89 de la loi de 1831 (3);

Si, en matière de diffamation, on vise irrégulièrement un article au lieu d'un autre qui arrive au même résultat pénal (4);

Si, au lieu de citer l'arrêté du 28 novembre 1848 sur les clubs et les sociétés secrètes, on cite la loi du 28 juillet 1848 entièrement conforme (5);

Si l'erreur de citation a été commise en matière de poursuites disciplinaires contre un avocat (6);

Si, condamnant en des dommages-intérêts un individu civilement responsable, la juridiction criminelle s'appuie sur l'article 1385 du Code civil, au lieu de viser l'article 1384 (7);

Si, à l'occasion d'un homicide causé par inobservation des règlements relatifs aux appareils et bateaux à vapeur, au lieu d'appliquer la loi du 21 juillet 1856, il y a citation fautive de l'article 319 du Code pénal (8).

4070. Mais si la loi a été *mal interprétée*, si le juge s'est cru lié, s'il a appliqué une peine, même légitime, en disant qu'il y était contraint, alors qu'il avait légalement sa liberté d'appréciation, « s'il a déplacé illégale-

---

(1) Rej., 13 août 1829 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), S.-V.29.1.416.

(2) Rej., 30 mars 1847, — chambres réunies — (M. Troplong, rapp.), *Bull.*102.

(3) Cass., 17 novembre 1849 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*447.

(4) Cass., 1er mars 1851 (M. de Boissieux, rapp.), *Bull.*133.

(5) Rej., 19 avril 1851 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*236.

(6) Rej., 10 janvier 1832 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*31.

(7) Rej., 24 juillet 1852 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*436.

(8) Rej., 13 janvier 1865 (M. de Gaujal, rapp.), *Bull.*17.

ment les points extrêmes entre le maximum et le minimum de la peine », alors y a eu plus qu'une erreur de citation de texte, il y a eu une erreur de droit qui a entraîné une fausse application de la loi préjudiciable à l'accusé, et qui, dépassant le but de l'article 411, retombe sous le coup de l'article 410. — C'est ce qui résulte de l'arrêt du 7 juillet 1853, à mon rapport, cité nos 3805 et 3809, et aussi d'autres arrêts analogues [1].

SECTION II.

Effets du pourvoi.

N° 4071. Effet suspensif du pourvoi contre l'arrêt de condamnation. — Art. 373.

4072. Cet effet n'appartient pas au pourvoi contre les arrêts incidents rendus au cours des débats.

4073. L'irrégularité du pourvoi, ne pouvant être appréciée que par la Cour de cassation, n'empêche pas son effet suspensif. — Exception.

4074. Le pourvoi du ministère public a, comme celui du condamné, l'effet suspensif.

4075. L'effet suspensif empêche l'exécution quant aux intérêts civils. —Décès du condamné avant le jugement du pourvoi.

4076. Exécution du condamné à mort avant le jugement du pourvoi.

4077. Effet dévolutif du pourvoi.

4071. Le pourvoi en cassation contre l'arrêt de condamnation a un effet suspensif. « Pendant ces trois jours, « dit l'article 373, s'il y a eu recours en cassation, jus- « qu'à la réception de l'arrêt de la Cour de cassation, il « sera sursis à l'exécution de l'arrêt de la Cour. »

4072. Mais, quel que soit le caractère des arrêts incidents rendus par une Cour d'assises au cours de l'examen

---

(1) Cass., 8 mars 1838 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*89;—6 mai 1847,—sur mes conclusions— (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*153; — 25 juin 1868 (M. de Gaujal, rapp.), *Bull.*254.—Voir *suprà*, nos 2684, 2756, 2901, 2946, 3173, 3236 et 3352.

et des débats, le recours ne peut retarder le jugement des faits renvoyés au jury (1).

4073. L'irrégularité ou même la tardiveté du pourvoi n'altérerait pas son effet suspensif. Il n'appartient, en effet, ni à la Cour d'assises, ni au ministère public de se rendre juges de la recevabilité du recours, et la Cour de cassation est seule compétente pour prononcer à cet égard (2).

Cependant on a jugé que celui qui, ayant fait un pourvoi, ne l'a pas régularisé et n'y a donné aucune suite, est non recevable à quereller de nullité l'exécution provisoire qui a eu lieu, nonobstant ce pourvoi (3).

4074. La disposition qui veut que le pourvoi soit suspensif en matière criminelle « s'applique expressément au ministère public comme au condamné, et ce principe est applicable à tous les cas où le ministère public est autorisé à former un pourvoi ; il n'y a d'exception à cette règle que pour le cas prévu par les articles 374 et 409, celui où il est intervenu une ordonnance d'acquittement sur une déclaration du jury portant que l'accusé n'est pas coupable » (4).

4075. Et le pourvoi est suspensif non-seulement de la peine, mais aussi de l'exécution des réparations civiles (5).

En conséquence, si le demandeur en cassation décède

---

(1) Rej., 16 septembre 1841 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*437.

(2) Par voie d'analogie :—Cass., 26 avril 1811,—en matière de simple police — (M. Liborel, rapp.), *Bull.*127 ; — 14 juillet 1827 (M. Mangin, rapp.), *Bull.*613 ; — 11 mai 1833, — en matière de délit de presse — (M. Thil, rapp.), *Bull.*236; — Rej., 5 avril 1841 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*275;—Cass., 15 avril 1852 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*238.

(3) Rej., 3 août 1820, — en matière correctionnelle — (M. Dunoyer, rapp.), S.-V.21.1.183.

(4) Cass., 20 juillet 1827 (M. Mangin, rapp.), *Bull.*620.

(5) Cass., 30 brumaire an XIV (M. Vergès, rapp.), *Bull.*448; — L'arrêt du 26 avril 1811.—Cass., 17 juin 1819 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*212.

avant le jugement de son pourvoi, ce qui ne permet pas à la Cour de cassation d'y statuer, il devient impossible d'exécuter même la condamnation aux dommages-intérêts, à l'amende et aux frais qui n'est que l'accessoire de la condamnation principale [1].

4076. L'exécution d'un condamné à mort, nonobstant le pourvoi par lui formé, devient un obstacle à ce qu'il soit statué sur son pourvoi [2].

4077. On reconnaît que le pourvoi a un effet *dévolutif*. Et voici ce qui en résulte :

D'abord, par le pourvoi du condamné, la mission dévolue à la Cour de cassation consiste uniquement à statuer sur les chefs de l'arrêt de la Cour d'assises attaqués par ce pourvoi, lequel, formé dans l'intérêt exclusif de l'accusé, ne peut réagir contre lui [3].

Ensuite, sur ces chefs, l'effet dévolutif est complet en ce sens que la Cour de cassation peut et doit suppléer d'office les moyens d'annulation qui n'auraient pas été invoqués par le condamné.

SECTION III.

Personnes qui peuvent se pourvoir.

N° 4078. Règle générale : toutes les parties au procès ont le droit de pourvoi.
4079. 1° *Condamné.*—Il faut qu'on l'avertisse de son droit.
4080. Il peut exciper de toutes les ouvertures à cassation admises par la loi.
4081. Notamment du refus d'obtempérer aux réquisitions du minis-

---

(1) 27 janvier 1860 (M. Rives, rapp.), *Bull.*32; — 18 décembre 1862 (M. Zangiacomi, rapp.), *Bull.*472; — 15 janvier et 5 février 1863 (M. V. Foucher, rapp. et à mon rapport), *Bull.*25 et 59;—30 novembre 1865 (M. du Bodan, rapp.), *Bull.*361.—Voir *infrà*, n° 4092.

(2) Rej., 23 mars 1841 (M. Isambert, rapp.), S.-V.42.1.365.

(3) Cass., 27 mai 1808 (M. Carnot, rapp.), *Bull.*234.

tère public pouvant avoir un effet avantageux pour sa défense.

4082. Au cas où il y a plusieurs condamnés, chacun d'eux agit selon son droit particulier. — Néanmoins, le complice peut invoquer certains moyens relatifs à l'auteur principal du fait.

4083. Le condamné ne peut se pourvoir contre son intérêt. — Nombreux exemples.

4084. Pourvoi par *un inconnu*.—Renvoi.

4085. Non-recevabilité du pourvoi de l'accusé absous.

4086. Pourvoi par l'accusé acquitté, auquel on a refusé des dommages-intérêts.—Dans quel délai il est formé.

4087. 2° *Civilement responsable*. — Recevabilité de son recours.

4088. Pourvoi du syndic de la faillite de l'accusé condamné à des dommages-intérêts.

4089. 3° *Ministère public*.—Recevabilité de son pourvoi même contre l'arrêt rendu conformément à ses réquisitions.

4090. Ou quand, par erreur, il a été formulé dans l'intérêt de la loi.

4091. C'est le ministère public près la Cour d'assises, en exercice, qui est compétent pour exercer le recours.

4092. Au cas de décès du condamné, il n'y a lieu à statuer sur le pourvoi du ministère public.

4093. Quand l'accusé a été acquitté légalement, l'annulation ne peut être poursuivie que dans l'intérêt de la loi.—Il en est autrement quand l'ordonnance d'acquittement est illégale.—Renvoi.

4094. Sur quoi porte le pourvoi du ministère public, au cas d'absolution de l'accusé.

4095. Effets de ce pourvoi au cas de condamnation, soit contre, soit pour le condamné.

4096. Défaut de qualité du ministère public pour se pourvoir en ce qui concerne les intérêts civils.

4097. Droit d'intervention de l'accusé sur le pourvoi du ministère public.

4098. 4° *Partie civile*.—Son pourvoi est restreint aux intérêts civils.

4099. Sur quoi il peut porter, au cas d'acquittement ou d'absolution de l'accusé.—Son délai.

4100. Droit d'intervention de l'accusé sur le pourvoi de la partie civile.

4101. Reprise du pourvoi de la partie civile, décédée sans héritier à réserve, par son légataire universel.

4102. Au cas de cassation sur le règlement des intérêts civils, il y a renvoi à un tribunal et non à une Cour d'assises,

4103. 5° *Dénonciateur*.—Recevabilité de son pourvoi lorsqu'il a été condamné à des dommages-intérêts.

4104. 6° *Conseil de l'accusé*. — Recevabilité du pourvoi qu'il forme en son nom, pour l'intérêt de son client.

4078. Toutes les parties impliquées à un titre quelconque dans une affaire criminelle ont, en principe, le droit de saisir la Cour de cassation de leur recours contre l'arrêt de la Cour d'assises qui leur fait grief : — Dans les limites que je vais dire, ce droit est ouvert à l'accusé, à la partie civilement responsable, — au ministère public, — à la partie civile, — au dénonciateur, — au défenseur de l'accusé.

4079. 1° *Condamné.* — Le droit de recours appartient en première ligne au *condamné* ; et la loi attache une telle importance à ce qu'il le sache que, on l'a vu, le président doit l'en avertir par une interpellation spéciale.

4080. A l'appui de son pourvoi, le condamné peut proposer toutes les ouvertures à cassation : l'incompétence comme l'omission ou la violation des formalités prescrites à peine de nullité ou substantielles par leur nature ; — l'omission de statuer sur la revendication d'une faculté ou d'un droit accordé par la loi, comme la violation ou la fausse application des dispositions pénales.

4081. Ce ne sont pas seulement les atteintes directement portées aux intérêts de sa défense personnelle que le condamné peut relever : s'il a été refusé ou omis de prononcer sur quelque réquisition faite par le ministère public, le condamné est admissible à se prévaloir de ce moyen, dans le cas où la mesure provoquée pouvait avoir pour lui un résultat favorable. En effet, d'une part, la généralité des termes de l'article 408 ne permet aucune distinction et s'oppose à ce que l'on recherche par qui a été réclamée la mesure indûment omise ; d'autre part, le condamné est fondé à prétendre que la réquisition du ministère rendait inutile les conclusions que, sans elle, il aurait posées.

4082. Plusieurs étant condamnés, chacun d'eux possède la faculté de se pourvoir. Mais, quoique la condamna-

tion ait été portée par un seul et même arrêt, ils exercent leur droit, chacun dans son intérêt exclusif, *en droit soi*, car leur position n'est nullement indivisible. — Par exemple, bien que l'auteur principal ne se soit pas pourvu, l'individu condamné comme étant son complice peut se pourvoir, et il est recevable à se prévaloir de l'illégalité des réponses du jury sur la qualification du fait, « du vice d'une solution à laquelle le fait dont il a été reconnu coupable emprunte sa gravité pénale, et qui a été tout à la fois la base de la déclaration de culpabilité émise à sa charge et de la peine qui lui a été appliquée » (1).

4083. Le condamné ne peut se pourvoir contre son intérêt : il serait donc non recevable à puiser une ouverture à cassation dans ce fait qu'il lui a été appliqué une peine plus douce que celle qu'il avait encourue (2) ;

Ou en ce qu'il s'est glissé quelque irrégularité dans le mode de constatation des circonstances atténuantes reconnues en sa faveur (3) ;

Ou en ce que la Cour a omis d'ajouter à sa condamnation une amende prescrite par la loi (4) ;

Ou en ce qu'on ne lui aurait pas appliqué l'aggravation de peine motivée par l'état de récidive (5) ;

Ou en ce que l'arrêt de mise en accusation a qualifié

---

(1) Cass., 31 décembre 1840 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*524.

(2) Cass., 3 avril 1807 (M. Vasse, rapp.), *Bull.*126 ; — 2 juin et 22 juillet 1825 (MM. Brière et Chasle, rapp.), *Bull.*297 et 370 ;— 19 mai et 8 septembre 1826 (MM. Gary et Merville, rapp.), *Bull.*285 et 484 ; — 7 décembre 1827 (M. Mangin, rapp.), *Bull.*913 ; — 3 janvier 1828 (même rapp.), *Bull.*5 ; — 22 janvier 1830 (M. Chauveau-Lagarde, rapp.), *Bull.* 42 ; — 2 avril 1831 (M. Rives, rapp.), *Bull.*140 ;—Rej., 27 février 1832 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*112 ; — Cass., 9 janvier 1840 (M. Chauveau-Lagarde, rapp.), *Bull.*10 ;— Rej., 7 juillet 1849 (M. Vincens-Saint Laurent, rapp.), *Bull.*244 ;—16 octobre 1850 (même rapp.), *Bull.*535.

(3) Voir *suprà*, n°s 3046, 3047 et 3173.

(4) Rej., 11 janvier 1850 (M. Jacquinot-Godard. rapp.), *Bull.*16.

(5) Rej., 26 janvier 1850 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*56.

son fait de faux privé, tandis que ce serait un faux en écriture de commerce (1) ;

Ou de ce que renvoyé aux assises pour faux commercial on ne lui a appliqué que la peine moindre du faux privé (2) ;

Ou en ce que, en matière d'avortement, on n'aurait pas soumis au jury la circonstance aggravante de sage-femme (3) ;

Ou s'il n'a pas présenté ce moyen devant les juges du fait, en ce qu'il a été traduit devant le tribunal correctionnel, alors que son fait constituant un crime aurait dû le faire renvoyer en Cour d'assises (4) ;

Ou en ce que, devant être condamné à la totalité des dépens, l'arrêt n'en aurait mis qu'un tiers à sa charge (5).

4084. Un individu qui, sur le refus par lui fait de déclarer son nom, a été condamné sous la qualification d'*inconnu*, est recevable à se pourvoir sous cette qualification contre l'arrêt de condamnation (6).

4085. L'accusé en faveur duquel a été rendu un arrêt d'absolution est non recevable à se pourvoir contre cet arrêt (7).

4086. L'accusé acquitté qui a vu rejeter sa demande en dommages-intérêts contre la partie civile ou ses dénonciateurs est-il recevable à se pourvoir en cassation ? La loi ne le dit pas, et précisément parce que cette faculté ne lui est pas déniée, elle devrait lui être accordée selon les règles du droit commun.

---

(1) Rej., 20 septembre 1851 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*617.
(2) Rej., 30 janvier 1852 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*74.
(3) Cass., 13 janvier 1854 (M. Sénéca, rapp.), *Bull.*12.
(4) Rej., 12 décembre 1868 (M. Saint-Luc Courborieu, rapp.), *Bull.*410.
(5) Rej., 19 décembre 1868 (M. Robert de Chenevière, rapp.), *Bull.*455.
(6) Voir *suprà*, n° 3481.
(7) Cass., 20 janvier 1853 (M. Aylies, rapp.), *Bull.*32.

Mais, et cela admis, quel délai faudrait-il lui impartir? Seraient-ce les vingt-quatre heures qui, en cas d'acquittement, sont données par l'article 374 au procureur général et à la partie civile? Ou bien, seraient-ce les trois jours indiqués par l'article 373? — Comme le délai de trois jours est la règle générale, tandis que le délai de vingt-quatre heures n'est que l'exception, je pense que le pourvoi serait utilement formé dans le premier délai.

4087. 2° *Civilement responsable.* — La personne condamnée comme étant civilement responsable des faits de l'accusé, est admissible à se pourvoir contre la partie de l'arrêt rendu contre elle. Ainsi le veulent et les principes généraux du droit et, par analogie, l'article 216 du Code d'instruction criminelle.

4088. Sans être civilement responsable, le syndic de la faillite est recevable à se pourvoir en cassation, ou à intervenir sur le recours de la partie qu'il représente, contre l'arrêt qui condamne en des dommages-intérêts pour réparation du crime à raison duquel le failli a été acquitté : cette condamnation aurait pour résultat d'accroître le passif de la faillite et, par suite, défenseur des intérêts de la masse, le syndic a qualité pour en contester le mérite [1].

4089. 3° *Ministère public.* — Le ministère public est incontestablement investi du droit de recours.

Son pourvoi est recevable alors même que, reconnaissant qu'il s'est trompé, il attaque un arrêt rendu conformément à ses réquisitions. En effet, l'action publique étant fondée sur l'intérêt de l'ordre social, l'erreur personnelle de l'officier qui l'exerce ne saurait nuire à cet intérêt [2].

---

(1) Rej., 9 mai 1846 (M. Bresson, rapp.), *Bull.* 173.

(2) Cass., 20 novembre 1811,—chambre civile—(M. de Lacoste, rapp.),

4090. Par la même raison, son recours, formé dans le délai légal, est recevable « bien qu'il ait été vicieusement formulé dans l'intérêt de la loi (1). »

4091. Est-il besoin de dire que le recours du ministère public ne peut être formé que par un officier du parquet compétent, c'est-à-dire par le ministère public près la Cour d'assises, et étant en exercice? Si le pourvoi était relevé à une date où le déclarant n'exerçait plus ses fonctions et où, par conséquent, il avait perdu sa qualité légale, il serait non recevable (2).

4092. Il n'y a pas lieu de statuer sur le pourvoi du ministère public, alors que le condamné est décédé au moment où ce pourvoi est déféré à la Cour de cassation (3).

4093. Pour bien déterminer les effets possibles de son pourvoi, il importe de le considérer au point de vue de ces trois hypothèses, l'acquittement de l'accusé, son absolution, sa condamnation.

Quand il y a eu *acquittement* légal de l'accusé, l'article 409 dispose que « l'annulation de l'ordonnance qui « l'aura prononcé, et de ce qui l'aura précédé, ne pourra « être poursuivie par le ministère public que dans l'intérêt « de la loi et sans préjudicier à la partie acquittée. » Mais si l'ordonnance d'acquittement avait été illégalement rendue alors que l'accusé était déclaré coupable, l'article 409 cesserait de recevoir son application et le ministère public

---

*Pal.*1811.710 ;—7 janvier et 25 février 1813 (M. Audier-Massillon, rapp.), *Bull.*89 ;— 22 mars 1866 (M. Salneuve, rapp.), *Bull.*136. — Contraires : Cass., 29 octobre 1808,—deux arrêts intérêt de la loi—(M. Carnot, rapp.), *Bull.* 453 et 456.

(1) Cass., 30 mars 1827 (M. Gary, rapp.), *Bull.*193 ; — 19 avril 1832 (M. Rives, rapp.), *Bull.*212.

(2) Rej., 12 mai 1854 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*245.

(3) Cass., 23 juillet 1836 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*264.—Voir *suprà*, n° 4075.

aurait un droit de pourvoi plus vaste que celui que lui réserve l'intérêt de la loi. — Aux numéros 3655 à 3657 j'ai donné au sujet de cette règle des développements auxquels je me réfère.

4094. Dans le cas d'*absolution* de l'accusé, le recours de l'officier du ministère public près la Cour d'assises ne peut être fondé que sur ce fait que, contrairement à la décision qui a renvoyé l'accusé absous, la déclaration du jury, sainement entendue, motivait l'application d'une peine. Cet officier du ministère public serait donc non recevable à relever des vices qui pourraient exister, soit dans l'instruction devant la Cour d'assises, soit dans l'arrêt rendu par cette Cour. Ce ne serait que dans l'intérêt de la loi, et sur le réquisitoire du procureur général en la Cour de cassation, que l'annulation pourrait être poursuivie ou prononcée pour inobservation ou violation des formes de la procédure antérieure à la déclaration du jury[1].

4095. Au cas de *condamnation* de l'accusé, le ministère public peut, aux termes de l'article 410, critiquer par un pourvoi l'arrêt de la Cour d'assises qui a prononcé une peine autre que celle appliquée par la loi à la nature du crime.

Cette peine était-elle insuffisante ? La Cour de cassation, maintenant la déclaration du jury, annule l'arrêt de condamnation et renvoie devant une autre Cour d'assises chargée de proportionner légalement la peine aux faits reconnus constants.

Cette peine était-elle excessive? On se demande si la

---

(1) Rej., 20 juin 1812 (M. Aumont, rapp.), *Pal.*1812.491 ;—5 février 1813 (même rapp.), *Pal.*1813.103 ; — Cass., 29 avril 1819 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*175 ; — 9 mai 1822 (M. Louvot, rapp.), *Bull.*208 ; — Rej., 26 avril 1851 (M. Quénault, rapp.), *Bull.*252.—Voir *suprà*, n^os^ 3745 à 3747.

cassation, prononcée à la requête du ministère public, profite à l'accusé qui ne s'est pas pourvu, ou si, au contraire, elle est restreinte à l'intérêt de la loi. Le pourvoi du ministère public, qui, dans le cas précédent, peut aggraver la position de l'accusé, doit, dans l'hypothèse qui nous occupe, avoir pour effet d'améliorer cette position. Ici, la partie publique agit dans un intérêt général, et l'ordre public ne permet pas qu'un condamné subisse une peine plus forte que celle que la loi lui inflige. En décidant que la peine a été mal appliquée, en trop comme en moins, la Cour de cassation renvoie devant une seconde Cour d'assises qui a le droit et le devoir de ne prononcer que la peine légale, fût-elle moins grave que celle portée en l'arrêt cassé (1).

Par la même raison, le pourvoi du ministère public « est formé, non dans un intérêt privé, mais dans un intérêt général et d'ordre public; dès lors, il peut profiter au condamné, non demandeur en cassation et personnellement non recevable, si, d'après l'examen du procès, il se présente quelque nullité que la Cour doive accueillir (2). »

4096. Le ministère public est sans qualité pour se pourvoir contre la disposition qui ne concerne que des intérêts purement civils : « une pareille décision est étrangère à l'action publique aux intérêts d'ordre public qui peuvent seuls mettre en mouvement l'action du ministère public (3). »

4097. Du reste, quand le ministère public s'est

---

(1) Cass., 19 juillet 1861, — en matière de simple police — (M. Rives, rapp.), *Bull.*276.

(2) Cass., 12 juillet 1806 (M. Lachèse, rapp.), *Bull.*196;—2 septembre 1830 (M. Brière, rapp.), *Bull.*474.—Voir *infrà*, nos 4179 et 4219.

(3) Cass., 12 février 1846 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*65; — Rej., 9 juillet 1853 (M. Quénault, rapp.), *Bull.*383.

pourvu, l'accusé a le droit d'intervenir pour défendre l'arrêt attaqué (1).

4098. 4º *Partie civile.* — Au cas de condamnation de l'accusé, le droit de recours est expressément attribué à la partie civile ; mais, et cela est de toute évidence, comme cette partie n'exerce aucune mission publique, elle ne peut se pourvoir que quant aux dispositions relatives à ses intérêts civils. — De là cette conséquence, que toutes les dispositions de l'arrêt autres que celles qui concernent ces intérêts lui étant étrangères, elle ne pourrait y puiser des ouvertures à cassation ; elle ne pourrait donc faire valoir en faveur de son pourvoi que des moyens fondés sur la partie de l'arrêt qui la concerne. A ce sujet le rapporteur du Code de 1808 au Corps législatif, M. Cholet, prononçait des paroles qui méritent d'être transcrites : « En matières criminelles, le principal objet est la découverte du crime et la punition du coupable ; les intérêts « civils ne sont qu'accessoires. La loi ne doit pas permettre qu'un homme dont, pour l'intérêt de la société, « le sort a été mis en doute et dans une apparence de « danger, soit de nouveau compromis pour l'intérêt pécuniaire d'un seul citoyen. »

4099. Au cas d'acquittement ou d'absolution de l'accusé, le droit de recours de la partie civile est même limité à une hypothèse toute spéciale : cette partie ne peut, conformément à l'article 412, déférer l'affaire à la Cour de cassation que lorsque des condamnations civiles ayant été prononcées contre elle, ces condamnations, constituant un *ultrà petità*, ont été supérieures aux demandes de

---

(1) Rej., 6 mars 1817 (M. Rataud, rapp.), *Pal.*1817.113 ; — Cass., 31 août 1832 (M. Ollivier, rapp.), *Pal.*1832.1452 ; — 19 juin 1835, — deux arrêts — (MM. Vincens-Saint-Laurent et de Ricard, rapp.), *Bull.*294 et 295.

la partie acquittée ou absoute. — En ce cas, on le sait, la partie civile n'a qu'un délai de vingt-quatre heures pour se pourvoir.

4100. L'accusé a le droit d'intervenir sur le pourvoi formé de la partie civile [1].

4101. Le légataire universel de la partie civile, décédée sans héritier à réserve, est recevable à intervenir devant la Cour de cassation sur l'instance introduite entre l'accusé et l'auteur dont ce légataire représente les droits [2].

4102. La Cour de cassation prononcera le renvoi du procès devant un tribunal de première instance autre que celui auquel aura appartenu le juge d'instruction si l'arrêt et l'instruction sont annulés aux chefs seulement qui concernent les intérêts civils : dans ce cas, le tribunal sera saisi sans citation préalable en conciliation. — Article 429, § 4.

4103. 5° *Dénonciateur*. — Le dénonciateur qui ne s'est pas porté partie civile mais qui a été condamné en des dommages-intérêts au profit de l'accusé acquitté serait admissible à se pourvoir. Et, comme je l'ai fait remarquer à propos de la situation inverse, *suprà*, n° 4086, il aurait trois jours francs pour former son recours.

4104. 6° *Conseil de l'accusé*. — L'avoué, choisi par l'accusé pour son conseil, a le droit de plaider devant la Cour d'assises du ressort de la Cour « dans l'enclave de laquelle il est établi ». Et comme « tout ce qui intéresse le droit de la défense et sa liberté doit être soigneusement maintenu », cet avoué est recevable à attaquer personnellement par un pourvoi, et à faire casser l'arrêt de la Cour

---

(1) Cass., 14 mars 1835 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*127;—Rej., 22 mai 1835 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), S.-V.35.1.750.

(2) Rej., 24 mars 1864 (M. du Bodan, rapp.), *Bull.*128.

d'assises qui, violant l'article 295, refuse de l'admettre en cette qualité (1).

SECTION IV.

Conditions de recevabilité du pourvoi.

N° 4105. 1° *Mode et forme du recours.* — Art. 417 du Code d'instruction criminelle.

4106. C'est au greffe de la Cour qui a rendu l'arrêt que la déclaration de pourvoi doit être faite. — Exemples de recours irréguliers.

4107. Exceptions au cas où il y a impossibilité constatée de suivre cette forme.—Exemples.

4108. Déclaration reçue par le greffier, sur son registre, ailleurs qu'au greffe.

4109. Le mandataire faisant la déclaration doit avoir une procuration spéciale. C'est la règle générale.

4110. Espèce dans laquelle on a reconnu l'existence de ce pouvoir.

4111. Pas de nullité si ce pouvoir n'est pas annexé à la déclaration.

4112. Représentants du déclarant dispensés, par leur qualité, du pouvoir spécial.—Avoués, avocats des parties.

4113. Aucune formule sacramentelle pour la déclaration ; inutilité de viser la loi violée ; rédaction habituellement faite par le greffier.

4114. 2° *Notification à l'accusé du pourvoi du ministère public ou de la partie civile.* — Art. 418 du Code d'instruction criminelle.

4115. Le délai de trois jours pour cette notification n'est pas prescrit à peine de nullité.

4116. 3° *Délai du pourvoi.* — Il est de trois jours francs ; comment on les compte. — Ce délai est commun au ministère public et à l'accusé.

4117. Il court sans notification de l'arrêt.—Exception au cas où l'accusé a refusé de comparaître ou a été expulsé de l'audience.

4118. Au cas de pourvoi contre un arrêt d'absolution, le ministère public a encore trois jours francs.

4119. Au cas d'acquittement, le délai est de vingt-quatre heures : il se compte par heures *de momento ad momentum.*

4120. Les jours fériés sont jours utiles. — Délai prorogé au cas de force majeure, par un fait étranger à la volonté de l'accusé. — Exemples.

---

(1) Cass., 23 juin 1827 (M. Mangin, rapp.), *Bull.* 523.

4121. Le dernier jour appartient *tout entier* au condamné.
4121 *bis*. Omission de l'avertissement au condamné sur son droit de pourvoi.
4122. 4° *Consignation de l'amende*. — Elle est de règle générale.
4123. Où elle peut être faite.
4124. Dispense en faveur des condamnés en matière criminelle;—des agents publics;—des indigents.
4125. C'est la nature du fait et non celle de la peine qui détermine s'il y a condamnation en matière criminelle. — Peine d'un crime correctionnalisée par les circonstances atténuantes ou par une excuse; — Incompétence des tribunaux correctionnels parce que le fait est un crime; — Dommages-intérêts à la suite d'une condamnation criminelle;—Mineur de seize ans déclaré coupable de crime.
4126. Nécessité de la consignation quand c'est, non la peine, mais le fait qui a été correctionnalisé par la réponse négative du jury, sur les circonstances aggravantes;
4127. Ou quand l'accusé a été, quoique acquitté, condamné en des dommages-intérêts;
4128. Ou, et à plus forte raison, au cas d'absolution et de condamnation civile.
4129. Consignation par le juré défaillant condamné à une amende.
4130. Nécessité et mode de constatation que la consignation a été effectuée.
4131. Rétractation de l'arrêt de déchéance rendu dans l'ignorance de l'existence de la consignation.
4132. La rétractation est demandée par requête présentée à la Cour et signée par un avocat à la Cour de cassation.
4133. 5° *Mise en état*. — Art. 419 : mise en état de la procédure par la partie civile.
4134. Mise en état des individus condamnés à une peine emportant privation de la liberté.—Condamnés criminels qui s'évadent.
4135. 6° *Recours contre les arrêts préparatoires et d'instruction*. — Art. 416 du Code d'instruction criminelle.
4136. Indication d'arrêts préparatoires et d'instruction contre lesquels le pourvoi n'est pas recevable avant l'arrêt définitif.
4137. Ordonnances rendues par le président avant les débats.
4138. Recours recevables contre les arrêts interlocutoires et contre certains arrêts incidents qui ont un caractère définitif.
4139. Sur le pourvoi contre l'arrêt définitif, on peut attaquer les arrêts préparatoires sans former un pourvoi spécial contre eux.

4105. 1° *Mode et forme du recours*. — Le mode de la déclaration du recours formé par le condamné est déter-

miné en ces termes par l'article 417 : « La déclaration de « recours sera faite au greffe par la partie condamnée, et « signée d'elle et du greffier ; et, si le déclarant ne peut « ou ne veut signer, le greffier en fera mention.

« Cette déclaration pourra être faite, dans la même « forme, par l'avoué de la partie condamnée ou par un « fondé de pouvoir spécial : dans ce dernier cas, le pou- « voir demeurera annexé à la déclaration.

« Elle sera inscrite sur un registre à ce destiné ; ce « registre sera public, et toute personne aura le droit de « s'en faire délivrer des extraits. »

4106. C'est donc au greffe, — et j'ajoute au greffe de la Cour qui a rendu l'arrêt, — que la déclaration de pourvoi doit être faite. Sauf le cas de force majeure, ce mode de recours, qui est substantiel, ne saurait être suppléé par des formalités que l'on supposerait équivalentes.

En conséquence, on déclarerait non recevable :

Le recours qui ne résulterait que d'une déclaration de pourvoi que le condamné (1) ou le ministère public (2) feraient à l'audience ;

Celui qui serait formé par exploit d'huissier signifié au ministère public (3) ;

Celui qui serait consigné dans une simple lettre écrite au président des assises (4) ;

Celui qui serait présenté sous forme de requête signée d'un avocat à la Cour de cassation et déposée au greffe de cette Cour (5) ;

---

(1) Rej., 20 juin 1812 (M. Aumont, rapp.), *Pal.*1812.491.

(2) Rej., 14 juillet 1838 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*322.

(3) Cass., 18 messidor an VIII (M. Schwendt, rapp.), *Bull.* de l'an VIII, t. 2, p. 219;—Rej., 23 juillet 1812 (M. Aumont, rapp.), *Pal.*1812.592.

(4) Rej., 28 juin et 26 juillet 1811 (M. Bailly, rapp.), *Pal.*1811.427 et 494.

(5) Rej., 3 octobre 1822 (M. Chantereyne, rapp.), *Pal.*1822.625.

Celui qui, au lieu d'être déclaré au greffe par le ministère public, serait par lui présenté à la Cour de cassation sous forme de requête (1) ;

Celui qui consisterait en une déclaration que, après l'avoir signée, le ministère public aurait fait joindre aux pièces de la procédure, mais qui ne serait ni signée par le greffier, ni transcrite sur les registres du greffe (2) ;

Celui par lequel le ministère public notifierait au greffier qu'il entend se pourvoir ; et peu importerait que l'acte extrajudiciaire eût été visé par le greffier, dont la signature constaterait seulement que la copie de l'exploit lui a été remise (3).

4107. Cependant, si le condamné, en état de détention, ne pouvait se transporter au greffe et si le greffier ne voulait venir en sa prison ; s'il était établi qu'il n'y avait personne au greffe ou que le greffier a refusé de recevoir la déclaration ; s'il était prouvé que le greffier ne tenait pas de registre pour les pourvois, cette déclaration serait valablement formée par le procès-verbal extrajudiciaire constatant ces faits, et par un acte formel dressé soit par le geôlier, soit par un notaire, soit par un huissier, soit par toute autre personne investie d'une qualité suffisante pour instrumenter (4).

Spécialement, lorsqu'il est justifié que, contrairement à

---

(1) Rej., 9 juin 1832 (M. Rives, rapp.), *Bull.*303.

(2) Cass., 12 novembre 1852 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*604.

(3) Rej., 8 juin 1855 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*336.

(4) Cass., 17 messidor an VII (M. Ritter, rapp.), *Bull.*, t. 3 de l'an VII, p. 64 ;—Rej., 4 décembre 1807 (M. Minier, rapp.), *Pal.*1807.373 ; — 3 et 24 janvier et 21 février 1812 (M. Audier-Massillon, rapp.), *Pal.*1812. 2, 60 et 137 ;—L'arrêt du 3 octobre 1822 ;—9 janvier 1824 (M. Brière, rapp.), *Pal.*1824.329 ; — Cass., 30 septembre 1826 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*544 ; — Rej., 20 novembre 1845 (M. Rives, rapp.), *Bull.*542 ; — 2 mars 1855 (M. Poultier, rapp.), *Bull.*136 ;—Cass., 15 janvier 1857, deux arrêts (MM. Bresson et Dehaussy, rapp.), *Bull.*42 et 44.

ses devoirs professionnels, le greffier ne tient pas le registre destiné à constater le recours et prescrit par l'article 417, le pourvoi est valablement formé par la déclaration écrite sur une feuille volante, signée tant par le déclarant que par le greffier et transmise en minute à la Cour de cassation avec les pièces du dossier [1].

4108. J'ai dit, avec l'article 417, que c'est *au greffe* que le recours doit être déclaré : j'ajoute bien vite que ce texte, sainement entendu, ne désigne pas le local que l'on appelle le greffe, mais bien le *greffier* qui a son bureau dans ce lieu matériel. C'est donc, en réalité, au *greffier* que la loi exige que la déclaration soit faite, c'est-à-dire à l'officier qui a qualité pour l'authentiquer et pour la transmettre à qui de droit. Pourvu qu'elle soit signée par lui et par la partie, et qu'elle soit inscrite sur le registre à ce destiné, la déclaration satisfait au vœu de la loi. Et, on peut le dire, le greffe suit le greffier là où il se transporte avec l'instrument de son office, c'est-à-dire avec son registre. C'est pour cela que l'on répute valable le recours que le greffier va chercher en la prison où le condamné est retenu ; c'est ainsi encore que l'on a tenu pour régulier celui qu'il a été prendre au parquet du procureur général et qui a été revêtu des formalités nécessaires [2].

4109. Quand le déclarant ne forme pas le pourvoi lui-même, et qu'il se fait représenter par un mandataire, il faut que ce dernier soit nanti d'une procuration spéciale. — C'est la règle générale.

Ni l'identité, ni même une indivisibilité prétendue d'intérêt, ne peuvent autoriser une exception à la règle exi-

---

[1] Cass., 15 janvier 1859 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*29 ; — 17 février 1860, deux arrêts (MM. Sénéca et Rives, rapp.), *Bull.*68 et 69. — Voir *infrà*, n° 4120, des solutions analogues quant au délai.

[2] Cass., 16 août 1839 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*404.

geant du mandataire un pouvoir spécial pour pouvoir former un pourvoi valable. — En conséquence, le condamné principal, qui ne serait pas nanti de ce pouvoir, ferait une vaine déclaration de recours au nom de la partie civilement responsable (1).

4110. Mais on considérerait comme un pouvoir spécial, dans le sens de l'article 417, la procuration ayant uniquement pour objet l'affaire actuelle et dans laquelle le mandataire serait investi du droit de faire « toutes les diligences nécessaires pour que les intérêts du commettant soient protégés d'une manière efficace ». Le pouvoir d'exercer le recours en cassation s'y trouve donc compris (2).

4111. En disant que, au cas de pourvoi par un mandataire spécial, le pouvoir demeurera annexé à la déclaration, notre article 417 ne prononce pas la peine de nullité pour l'inobservation de cette dernière formalité. Le fait de l'existence du mandat spécial étant certain, l'irrégularité commise provient du greffier, et, comme elle n'a rien de substantiel, elle ne saurait empêcher la validité du pourvoi (3).

4112. Des personnes, par la nature de leur profession, représentent l'accusé et puisent dans leur caractère le droit d'agir pour lui. — Par exemple, un avoué près la Cour qui a rendu la décision attaquée, n'a pas besoin d'un pouvoir spécial pour former un pourvoi au nom du condamné (4). — Et peu importe qu'il n'ait pas occupé pour lui (5).

---

(1) Cass., 2 mars 1866 (M. Meynard de Franc, rapp.), *Bull.*98.

(2) Rej., 29 décembre 1838 (M. Bresson, rapp)., *Bull.*568.

(3) Cass., 19 mai 1837 (M. Voysin de Gartempe fils, rapp.), *Bull.*203.

(4) Cass., 2 décembre 1814 (M. Aumont, rapp.), *Pal.*1814.468 ; — 23 août 1851 (M. Quénault, rapp.), *Bull.*556.

(5) Rej., 23 octobre 1806 (M. Vergès, rapp.), *Pal.*1806.519 ; — Cass., 6 mai 1830 (M. de Ricard, rapp.), *Pal.*1830.448.

L'avoué, qui est le mandataire légal des parties pour lesquelles il a occupé, « n'est pas tenu de les désigner, chacune nominativement, dans la déclaration de pourvoi faite pour elles ; il satisfait au vœu de la loi dès qu'il emploie une formule qui, comprenant toutes les parties qu'il représente, sans en excepter aucune, ne laisse aucun doute ni sur leur nombre, ni sur leur identité (1) ».

Mais le pourvoi formé par un avoué, qui a occupé pour deux parties condamnées par le même arrêt, et qui ne mentionne que l'une d'elles, ne saurait profiter à l'autre (2).

Comme l'avoué, l'avocat ou défenseur d'un accusé devant la Cour d'assises doit être assimilé à l'accusé lui-même : à ce titre, il a qualité pour former, sans pouvoir spécial, un pourvoi en cassation dans l'intérêt de son client (3).

4113. Aucune loi ne déterminant la formule du recours, de quelque manière qu'il soit rédigé, il est recevable, pourvu qu'il ait été effectué dans le délai prescrit. — Ainsi, il n'est nul besoin d'énoncer dans la déclaration du pourvoi l'article de loi qui aurait été violé (4), ni même les moyens de cassation qui seront invoqués (5).

Du reste, la déclaration étant faite, le greffier qui la reçoit en rédige la formule dans les termes indiqués par la pratique.

4114. 2° *Notification à l'accusé du pourvoi du ministère public ou de la partie civile.* — L'article 418 règle comme suit le mode du recours du ministère public ou de la

---

(1) Cass., 3 février 1855 (M. Sénéca, rapp.), *Bull.*53.

(2) Rej., 21 novembre 1812 (M. Basire, rapp.), *Pal.*1812.821.

(3) Rej., 1er décembre 1854 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*540.

(4) Cass., 4 juillet 1820,—chambre civile en matière d'amende contre un notaire—(M. Zangiacomi, rapp.), *Pal.*1820.7.

(5) Rej., 21 juillet 1832 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*393.

partie civile. « Lorsque le recours en cassation contre un « arrêt ou jugement en dernier ressort, rendu en matière « criminelle, correctionnelle ou de police, sera exercé « soit par la partie civile, s'il y en a une, soit par le minis- « tère public, ce recours, outre l'inscription mentionnée « dans l'article précédent, sera notifié à la partie contre « laquelle il sera dirigé dans le délai de trois jours.

« Lorsque cette partie sera actuellement détenue, l'acte « contenant la déclaration de recours lui sera lu par le « greffier ; elle le signera ; et, si elle ne le peut ou ne le « veut, le greffier en fera mention.

« Lorsqu'elle sera en liberté, le demandeur en cassa- « tion lui notifiera son recours par le ministère d'un « huissier, soit à sa personne, soit au domicile par elle « élu ; le délai sera, en ce cas, augmenté d'un jour par « chaque distance de trois myriamètres. »

4115. Mais le délai de trois jours accordé au ministère public pour notifier son pourvoi au condamné n'est pas prescrit à peine de nullité : « Il ne résulterait pas même du défaut de cette notification une fin de non-recevoir contre le pourvoi ; il en résulterait seulement que l'arrêt à intervenir sur le fond serait susceptible d'opposition de la part du condamné [1]. »

4116. 3° *Délai du pourvoi.* — Quand il y a condamnation, le délai, déterminé par l'article 373, est de trois jours francs après celui où l'arrêt a été prononcé. — C'est dire que, ne devant être comptés ni le jour où l'arrêt a été

---

[1] Cass., 15 octobre 1819 (M. Busschop, rapp.), *Bull.*338 ; — 25 juin 1824 (M. de Chantereyne, rapp.), *Bull.*258 ; — 7 septembre 1832 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.*474 ; — 14 septembre 1833 (M. Fréteau de Peny, rapp.), *Bull.*491 ; — 2 mars et 26 mai 1838 (MM. de Broé et Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*81 ;—5 août 1841 (M. Isambert, rapp.), *Bull.* 377 ; — 13 mars 1850 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*138 ; — 18 juillet 1868 (M. du Bodan, rapp.) *Bull.*287.

prononcé, ni le dernier des trois jours laissés pour déclarer le pourvoi, le cinquième jour est utile (1).

Ce délai est commun au condamné et au procureur général.

4117. En vertu de l'article 373, le délai du pourvoi court, avant toute signification ultérieure, du jour de la prononciation de l'arrêt. — Cette règle s'applique aux arrêts réglant les intérêts civils comme aux arrêts statuant sur la poursuite criminelle. Si donc, après l'acquittement de l'accusé, la Cour d'assises a procédé contradictoirement aux débats sur les conclusions de la partie civile tendant à dommages-intérêts, et a, en présence des parties, renvoyé au surlendemain pour vider son délibéré, l'accusé a été mis en demeure de se faire conduire ou représenter à l'audience au jour indiqué. Et l'arrêt qui intervient, quoique rendu hors sa présence, étant réputé lui avoir été prononcé, fait courir le délai du pourvoi, sans aucune signification (2).

Cependant, si l'accusé avait refusé de comparaître à l'audience ou en avait été expulsé, le délai ne commencerait que du jour de la notification de l'arrêt qui ne lui a pas été prononcé.

4118. Quand il y a absolution, le délai du pourvoi que le ministère public est en droit de former, aux termes de l'article 410, est également de trois jours francs (3).

4119. Quand il y a acquittement, l'article 409 réduit à vingt-quatre heures le délai du pourvoi que le procu-

---

(1) Rej., 7 décembre 1832 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*677; — Cass., 8 novembre 1834 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*441; — Rej., 9 avril 1836 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*118;—Cass., 14 octobre 1856 (même rapp.), *Bull.*539.

(2) Rej., 15 février 1866 (M. Meynard de Franc, rapp.), *Bull.*72.

(3) Rej., 21 novembre 1812 (M. Basire, rapp.), S.-V.16.1.18;—Cass., 14 septembre 1833 (M. Fréteau de Peny, rapp.), *Bull.*491.

reur général [1] et la partie civile peuvent former dans les conditions précédemment énoncées. — Ce délai se compte de *momento ad momentum*. Si l'heure où l'arrêt a été prononcé n'est pas indiquée, toute la journée du lendemain est utile. — Si elle est fixée et qu'il soit constaté que les vingt-quatre heures étaient expirées quand le recours a été introduit, ce recours est tardif.

4120. Les jours fériés sont utiles pour faire courir le délai du recours. Dès lors, quoique le dernier jour soit un jour de fête légale, le délai n'est pas prorogé au lendemain [2].

Si pourtant le dernier jour du délai tombe un jour férié, et si le condamné a fait une démarche vaine au greffe qui était fermé, la force majeure en présence de laquelle il se trouve proroge son droit, et sa déclaration faite le lendemain ne saurait être repoussée par une fin de non-recevoir [3].

Mais, dans cette dernière hypothèse, il faut, cela est bien entendu, que le demandeur en cassation justifie qu'il a fait toute diligence utile pour réaliser sa déclaration de pourvoi dans le délai légal [4].

Ainsi, on a déclaré non recevable comme tardif, le pourvoi d'un condamné qui, se présentant au greffe et ne trouvant pas le greffier, consentit à revenir le même jour et ne se représenta qu'après l'expiration du délai : cette solution peut paraître rigoureuse ; mais elle est juridique puisque aucun fait indépendant de la volonté de

---

(1) Rej., 9 janvier 1829 (M. Brière, rapp.), *Pal.*1829.548.
(2) Rej., 12 février 1808, *Pal.*1808.506.
(3) Cass., 15 novembre 1811 (M. Rataud, rapp.), S.-V.12.1.231 ; — Rej., 26 mai et 29 novembre 1838 (MM. Isambert et Mérilhou, rapp.), *Bull.*209 et 537 ;—23 janvier 1840 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*38.
(4) Rej., 18 août 1853 (M. Quénault, rapp.), *Bull.*456 ;—19 novembre 1868 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*378.

ce condamné ne l'avait empêché de retourner au greffe dans les délais et de régulariser sa déclaration (1).

Spécialement, est recevable, bien que rédigé après le délai légal, le recours qui n'a pas été formulé en temps utile par la suite du refus fait par le commis greffier de recevoir la déclaration sous prétexte « qu'il n'était là que pour donner des signatures en l'absence du greffier » (2).

4121. En matière criminelle « la disposition de la loi qui accorde au condamné trois jours francs pour déclarer au greffe qu'il se pourvoit en cassation, doit, à raison de la faveur qui s'attache à ce recours, être prise dans son sens le plus étendu ; et ainsi, le dernier jour du terme appartient *tout entier* au délai dans lequel le pourvoi peut être utilement formé. » — En conséquence, est valable la déclaration de pourvoi en cassation faite au greffe après l'heure légalement fixée pour la fermeture de ce greffe (3).

4121 *bis*. Si le président, négligeant d'obéir au vœu de l'article 371, n'a pas averti le condamné qu'il avait trois jours francs pour se pourvoir en cassation, le recours formé par ce dernier après l'expiration du délai serait recevable.

4122. 4° *Consignation de l'amende*. — Pour que le pourvoi soit recevable, il ne suffit pas que la déclaration de recours ait eu lieu au greffe, comme le veut la loi, et dans le délai qu'elle impartit. Toute partie autre que le ministère public est, en règle générale, tenue de con-

---

(1) Rej., 10 août 1850 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*390. — NOTA. Ces deux derniers arrêts sont intervenus en matière correctionnelle ; mais le principe est général.

(2) Cass., 8 juillet 1864 (M. Guyho, rapp.), *Bull.*328. — Voir *suprà*, n° 4107, des solutions analogues quant au mode de pourvoi.

(3) Cass., 18 mars 1843 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*123.

signer une amende de cent cinquante francs, ou de la moitié de cette somme si l'arrêt est rendu par contumace.

4123. L'amende peut être consignée entre les mains du receveur de l'enregistrement du domicile du demandeur en cassation, qui n'est point obligé de se faire représenter à Paris, pour y faire la consignation au bureau établi près la Cour de cassation (1).

4124. Toutefois, hâtons-nous de le dire, l'article 420 apporte à la généralité de cette règle trois exceptions : la première, qui, dans notre matière, est plus souvent appliquée que la règle même, concerne les condamnés en matière criminelle ; — la deuxième est relative aux agents publics pour affaires qui regardent directement l'administration et les domaines ou revenus de l'Etat ; — la troisième est portée en faveur des indigents. Tous ceux-là sont dispensés de l'amende à laquelle doivent être condamnées toutes autres personnes qui succombent dans leur recours.

Je n'ai pas à m'occuper des deux dernières exceptions ; mais il faut que je parle de celle à laquelle ont droit les condamnés en matière criminelle.

4125. Pour savoir si le pourvoi est dispensé de l'amende comme étant formé par un condamné en matière criminelle, il faut se reporter non à la peine infligée, mais à la peine qui, sauf certaines circonstances, aurait été applicable à la nature du fait qui motive la condamnation.

Ainsi :

« On doit considérer comme condamnés en matière criminelle et, par conséquent, comme dispensés de la consignation préalable de l'amende, les individus à l'égard desquels le jury a constaté des faits emportant des

(1) Cass., 12 août 1831 (M. Isambert, rapp.), *Bull.* 322.

peines afflictives et infamantes : l'admission, par le jury, des circonstances atténuantes, n'a d'autre conséquence qu'une diminution de la peine, mais laisse subsister le caractère criminel de la poursuite et de son résultat » (1);

Lorsque le fait, pour lequel un individu a été mis en accusation et dont il a été reconnu coupable, constitue un crime, l'admission par le jury d une excuse légale, quoiqu'elle ait pour effet de correctionnaliser la peine, « n'a pas changé le fait et ne l'a pas dépouillé du caractère de crime : dès lors, le condamné, se trouvant placé dans le cas d'exception prévu par l'article 420, n'était pas dans la nécessité, pour se pourvoir en cassation, de consigner l'amende prescrite par l'article 419 » (2);

De même, lorsqu'une condamnation correctionnelle est intervenue en première instance et que, sur l'appel, la Cour impériale, reconnaissant au fait poursuivi le caractère de crime, se déclare incompétente et renvoie le prévenu en état de mandat de dépôt devant le juge d'instruction, l'arrêt doit être réputé rendu en matière criminelle : par suite, le pourvoi contre cette décision est dispensé de la consignation de l'amende (3);

De même encore, l'individu qui, outre sa condamnation à une peine afflictive et infamante, subit une condamnation en des dommages-intérêts envers la partie civile et qui veut se pourvoir contre cette dernière condamnation, est dispensé de consigner l'amende : peu importe que l'arrêt attaqué statuant sur les intérêts civils ait été rendu postérieurement à l'arrêt appliquant la peine ; ces deux arrêts, ayant la même origine et fondés sur les

---

(1) Rej., 7 mars 1833 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.* 121.
(2) Rej., 9 février 1844 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.* 70.
(3) Cass., 22 août 1844 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.* 422.

mêmes faits, se confondent implicitement et sont égale-intervenus en matière criminelle [1] ;

De même, enfin, l'individu reconnu coupable d'un crime, mais condamné seulement à la correction parce que, âgé de moins de seize ans, il a agi sans discernement, doit être considéré comme condamné en matière criminelle ; et, à ce titre, il est dispensé de consigner l'amende sur son pourvoi [2].

4126. Lorsque ce n'est plus la peine qui a été correctionnalisée, mais bien le fait lui-même ; par exemple, lorsque le jury, répondant négativement sur les circonstances qui formaient les éléments constitutifs du crime, n'a plus laissé subsister qu'un délit, le pourvoi contre l'arrêt de condamnation n'est pas formé en matière criminelle et la consignation préalable de l'amende est la condition de sa recevabilité [3].

4127. De même, l'accusé acquitté sur la poursuite criminelle, mais condamné à des dommages-intérêts envers

---

(1) Rej., 16 janvier 1834 (M. Rives, rapp.), S.-V.34.1.688 ; — 25 mai 1849 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*192.

(2) Rej., 12 juin 1856 (M. Dehaussy, rapp.) , *Bull.*348. — NOTA. Il en serait autrement du mineur poursuivi seulement en police correctionnelle : Rej., 10 mars et 23 avril 1853 (MM. A. Moreau et Jacquinot-Godard, rapp.) , *Bull.*135 et 208 ; — 13 avril 1865 (M. Salneuve , rapp.) , *Bull.*169 ;—13 et 20 décembre 1866 (MM. Salneuve et Zangiacomi, rapp.), *Bull.*445 et 457.

(3) Rej., 9 juillet, 20 août, 16 octobre, 5 et 12 novembre 1812 (MM. Carnot, Lamarque, Bauchau, Benvenuti et Audier-Massillon, rapp.), *Pal.* 1812.557, 664, 748, 776 et 801 ;—29 janvier, 11 mars, 1er, 15 et 29 avril, et 28 mai 1813, trois arrêts (MM. Aumont, Lamarque, Rataud, Vasse, Audier-Massillon, rapp.) , *Pal.*1813.84, 192, 261, 295, 331 et 418 ; — 2 novembre 1815 (M. Robert de Saint-Vincent, rapp.), *Pal.*1815.90 ;— 18 janvier 1821 (même rapp.), *Pal.*1821.319 ;—2 septembre 1824 (M. Choppin, rapp.), *Pal.*1824.1030 ;— 17 juillet 1828 (M. de Cardonnel, rapp.), *Pal.*1828.84 ;— 14 janvier 1831 (M. de Chantereyne, rapp.), *Pal.* 1831. 1114 ; — 20 juin 1844 (M. Isambert, rapp.), S.-V.45.1.198 ; — 26 juillet 1849 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*266.

la partie civile, et voulant se pourvoir contre cette décision, doit, pour être recevable en son recours, consigner préalablement l'amende : ce n'est plus là, en effet, un condamné en matière criminelle (1). — Et il en serait ainsi, alors même que, condamné criminellement, le demandeur en cassation limiterait son recours à la partie de l'arrêt qui prononce contre lui des réparations civiles (2).

4128. Il en serait encore ainsi, et, à plus forte raison, lorsque le fait qui a motivé l'arrêt n'a jamais eu ni directement, ni indirectement le caractère de matière criminelle. Par exemple, en défendant un accusé aux assises, un avocat commet une faute à l'audience ; la Cour le condamne à une peine disciplinaire ; s'il se pourvoit contre cette décision, il faut qu'il consigne l'amende (3).

4129. Le juré, condamné comme défaillant, doit consigner l'amende nécessaire à la recevabilité de son pourvoi (4).

4130. La consignation de l'amende ne produirait aucun effet utile si la chambre criminelle n'en avait pas la preuve matérielle : le demandeur en cassation doit donc, à l'appui de son pourvoi et avant qu'il y soit statué, produire devant la Cour la quittance constatant sa consignation « qui, tant que le demandeur n'en fournit pas la preuve, est réputée ne pas exister ». Faute d'avoir rempli cette formalité, son recours est non recevable, comme si

---

(1) Rej., 12 octobre 1815 (M. Audier-Massillon, rapp.), *Pal.*1815.80 ; — 1er juillet 1839 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*270 ; — Cass., 7 novembre 1844 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*511 ;—Rej., 13 septembre 1849 (M. Moreau, rapp.), *Bull.*345 ;—19 février et 27 novembre 1857 (MM. Jallon et Lascoux, rapp.), *Bull.*111 et 597 ; — Cass., 5 décembre 1861 (M. Rives, rapp.), *Bull.*431.—Voir *suprà*, n° 3947.

(2) Rej., 17 décembre 1863 (M. Caussin de Perceval, rapp.), *Bull.*493.

(3) Rej., 2 mars 1849 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*81.

(4) Rej., 26 novembre 1868 (M. Guyho, rapp.), *Bull.*389.

la somme n'avait pas été consignée. Et, quand est intervenu un arrêt prononçant, pour ce motif, la déchéance du pourvoi, le demandeur ne peut obtenir la rétractation de cet arrêt, en produisant tardivement sa quittance (1).

4131. Cependant la restitution contre l'arrêt de rejet est légitime lorsque la quittance de la consignation, faite en temps utile, avait été déposée au greffe avant l'envoi des pièces au ministre. Ici on ne saurait imputer au demandeur en cassation aucun acte de négligence et il serait souverainement injuste de le rendre responsable d'une erreur commise soit au greffe, soit à la chancellerie (2).

4132. La requête à fin de rétractation d'un arrêt qui a déclaré une partie civile déchue de son pourvoi, faute de consignation de l'amende « ne peut être régulièrement présentée à la Cour que sous la garantie du ministère d'un avocat à la Cour de cassation » (3).

4133. 5° *Mise en état.* — Aux termes de l'article 419, « la partie civile qui se sera pourvue en cassation est tenue « de joindre aux pièces une expédition authentique de « l'arrêt. » — Mais comme la *peine de déchéance* n'est pas prescrite, ainsi qu'elle l'est pour la consignation de l'amende, on reconnaît que l'irrégularité serait couverte par la production ultérieure de l'arrêt.

Inutile de le dire, cette disposition ne s'applique qu'à la partie civile et nullement au condamné qui, ayant fait sa déclaration de recours, n'a aucune autre formalité à accomplir.

---

(1) Rej., 29 messidor an VIII, *Pal.*, t. 1er, p. 682 ; — 9 prairial an X (M. Rataud, rapp.), *Pal.*, t. 2, 597 ;—24 décembre 1824 (M. de Chantereyne, rapp.), *Pal.*1824.1262.

(2) Rej., 16 août 1811 (M. Brillat-Savarin, rapp.), *Pal.* 1811.563 ; — Cass., 17 août 1832 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*428 ; — 24 juillet 1840 même rapp.), *Bull.*303 ; — Rej., 2 juin 1850 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*314 ;—10 février 1859 (même rapp.), *Bull.*137.

(3) Rej., 28 juin 1861 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*226.

4134. D'après l'article 421, « les condamnés, même « en matière correctionnelle ou de police, à une peine « emportant privation de la liberté, ne seront pas admis « à se pourvoir en cassation, lorsqu'ils ne seront pas ac- « tuellement en état ». — Il est rare que l'on ait à appliquer cette disposition aux individus condamnés par la Cour d'assises : ceux-là, en effet, ont été décrétés de prise de corps et ne comparaissent devant leurs juges qu'après avoir été extraits des prisons où ils sont retenus.

Cependant, si un de ces condamnés criminels parvenait à s'évader, son pourvoi serait déclaré non recevable, s'il ne se mettait pas en état [1].

4135. 6º *Recours contre les arrêts préparatoires et d'instruction.* — Le recours en cassation contre les *arrêts préparatoires et d'instruction* ne sera ouvert qu'après l'arrêt définitif : l'exécution volontaire de tels arrêts ne pourra être opposée, en aucun cas, comme fin de non-recevoir.

La présente disposition ne s'applique pas aux arrêts rendus sur la compétence.

Tel est vœu de l'article 416, qui généralise la disposition analogue portée en l'article 301.

4136. Sont considérés comme préparatoires et d'instruction, ne pouvant être l'objet d'un pourvoi avant l'arrêt définitif :

L'arrêt qui refuse de prononcer le renvoi de l'affaire à une autre cession [2] ;

Celui par lequel la Cour, convaincue que les jurés se sont trompés au fond, sursoit au jugement et renvoie l'affaire à la session suivante [3] ;

---

(1) Rej., 23 février 1854 (M. Aylies, rapp.), *Bull.* 90 ; — 7 mars 1867 (M. Meynard de Franc, rapp.), *Bull.* 91.

(2) Rej., 10 février 1832 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.* 81 ; — Cass., 9 septembre 1852 (M. Mater, rapp.), *Bull.* 528. — Voir *suprà*, nº 3518.

(3) Voir *suprà*, nº 3760. — NOTA. Par erreur, il a été indiqué que l'ar-

Celui qui ordonne l'apport au greffe des livres et registres de l'accusé (1);

Celui qui statue sur la disjonction des poursuites (2);

Celui qui, sans s'arrêter à l'allégation d'une demande en renvoi pour suspicion légitime, ordonne qu'il sera passé outre au fond (3);

Celui qui, quoique définitif, prononce sur des irrégularités commises dans la procédure et sur l'incapacité prétendue de l'un des membres de la Cour (4);

Celui qui rejette les récusations proposées contre des experts commis par un précédent arrêt et nomme un nouvel expert en remplacement d'un des experts démissionnaires (5);

Celui qui admet l'intervention d'une partie civile et l'autorise à prendre des conclusions (6);

Celui qui refuse de prononcer un sursis ou la remise de la cause jusqu'après la décision de la Cour de cassation sur le pourvoi formé contre un précédent arrêt d'instruction rendu par la Cour d'assises (7);

Celui qui ordonne un transport sur les lieux (8);

Celui qui ordonne une expertise (9).

4137. *A fortiori* il n'y a pas de recours possible contre

---

rêt du 29 novembre 1811 se trouve à la page 77 du tome 20 de Sirey : c'est à la page 477.—Cet arrêt est, en outre, rapporté *Pal.*1811.740.

(1) Rej., 11 décembre 1824 (M. Brière, rapp.), *Pal.*1824.1212.

(2) Rej., 3 juin 1826 (M. de Cardonnel, rapp.), S.-V.27.1.178.

(3) Rej., 10 février 1832 (M. Brière, rapp.), *Bull.*81.

(4) Cass., 11 et 24 mai 1833 (M. Thil, rapp.), *Bull.*236 et 253.

(5) Rej., 26 juin 1834 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*245.

(6) Cass., 17 juillet 1841 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*342.

(7) Cass., 9 septembre 1852 (M. Mater, rapp.), *Bull.*528.

(8) Rej., 28 avril 1854, — en matière de simple police — (à mon rapport), *Bull.*217;—28 juin 1861 (M. du Bodan, rapp.), *Bull.*228.

(9) Rej., 10 janvier 1862,—en matière correctionnelle—(M. Legagneur, rapp.), *Bull.*18;— 10 décembre 1864, — en matière de police — (M. Le Sérurier, rapp.), *Bull.*502.

une ordonnance du président des assises qui, avant les débats, rejette une demande de l'accusé en vérification personnelle des pièces : « Cette ordonnance ne refuse à l'accusé l'exercice d'aucun droit qui lui soit spécialement accordé par la loi ; elle n'est pas définitive, puisque la demande en communication de pièces peut être reproduite et discutée devant la Cour d'assises ; ni interlocutoire, puisqu'elle ne préjuge point le fond du procès ; elle n'est qu'un acte préparatoire et d'instruction contre lequel le recours, dont elle pourrait être susceptible, ne serait ouvert qu'après l'arrêt définitif » (1).

4138. Aux termes du 2e alinéa de l'article 416, le recours en cassation est, avant l'arrêt définitif, ouvert contre les arrêts qui prononcent sur une exception d'incompétence. Le pourvoi en cassation contre de tels arrêts est recevable et, comme son effet est suspensif, la Cour d'assises commet un excès de pouvoir si, nonobstant ce pourvoi, elle passe outre aux débats (2).

Sont recevables aussi les pourvois formés contre les arrêts :

Qui procèdent à la reconnaissance de l'individu condamné, évadé et repris (3) ;

Qui, après la formation du jury de jugement et l'audition des témoins, prononcent, sur les réquisitions du ministère public, le renvoi de l'affaire à une autre session (4);

Qui ordonnent une enquête du résultat de laquelle dépend le sort de la poursuite (5).

---

(1) Rej., 19 juin 1868 (Robert de Chenevière, rapp.), *Bull.*247.

(2) Cass., 11 mai et 14 décembre 1833,—en matière de délit de presse —(MM. Thil et de Ricard, rapp.), *Bull.*236 et 633 ;— 27 mars 1856 (M. Rives, rapp.), *Bull.*199.

(3) Voir *suprà*, n° 3478.

(4) Voir *suprà*, n° 3521.

(5) Cass., 8 janvier 1864, — en matière de police — (M. Zangiacomi, rapp.), *Bull.*11.

4139. Quand, sur son pourvoi contre l'arrêt définitif, le condamné puise des ouvertures à cassation dans un arrêt préparatoire; il n'est pas tenu de faire une déclaration spéciale et formelle de pourvoi contre cet arrêt : en formant son recours régulier contre l'arrêt définitif, il attaque par cela même toute la procédure sur laquelle ce dernier arrêt est intervenu et, par conséquent, les décisions d'instructions qui en font nécessairement partie [1].

SECTION V.

Désistement du pourvoi : ses effets.

N° 4140. Droit de désistement du pourvoi.
4141. Le silence de la loi, à cet égard, est suppléé par la jurisprudence.
4142. Personnes qui peuvent se désister.
4143. Le ministère public ne le peut pas.
4144. État de la procédure pendant lequel le désistement est recevable.
4145. Mode et formule du désistement. — Exemples.
4146. Le président des assises, le directeur de la prison, n'ont pas qualité pour recevoir le désistement.
4147. Le désistement est pur et simple.
4148. Il faut qu'il soit sur papier timbré et enregistré.
4149. Rétractation immédiate du désistement; surtout lorsqu'il est irrégulier.
4150. Effets du désistement, quant à l'amende, quant à l'indemnité et aux frais,—quant au point de départ de la peine,—quant à la rétractation possible d'un arrêt de déchéance, — quant à l'irrévocabilité de l'arrêt de mise en accusation.

4140. *Droit de désistement.* — Pressées par la brièveté du délai, les parties, qui ne connaissent l'arrêt que par une lecture fugitive, et qui n'ont pu avoir communication

---

(1) Cass., 9 septembre 1852 (M. Mater, rapp.), *Bull.*528.—*Analogue* : Cass., 11 juin 1842 (M. Romiguières, rapp.), *Bull.*232.

du procès-verbal des séances, exercent leur droit de recours sans savoir pertinemment s'il existe des ouvertures à cassation. Quand l'examen sérieux du dossier vient à leur démontrer que leurs espérances étaient vaines, on ne saurait, sans une sorte de rigueur, leur interdire la faculté d'abandonner un recours frappé d'impuissance. — On admet donc le droit de désistement.

4141. Aucune disposition du Code d'instruction criminelle n'a constaté sa possibilité et les effets qu'il doit produire. La jurisprudence devait donc, et elle n'a pas failli à cette tâche, déterminer les règles qu'il faut suivre en telle occurrence.

4142. *Personnes qui peuvent se désister.* — Maîtres de leurs droits, le condamné et la partie civile ont l'incontestable faculté de renoncer à leur pourvoi et d'en donner le désistement [1]. — Spécialement, le condamné, qui pourrait redouter que, par de nouveaux débats nécessités par la cassation totale de l'arrêt, son sort fût aggravé, peut avoir un intérêt sérieux à ne pas persister dans un recours l'exposant au danger d'une condamnation plus grave.

4143. Quant au ministère public, une fois qu'il s'est pourvu, il n'a plus la capacité nécessaire pour se rétracter. « Attendu, dit un arrêt fortement motivé, que l'action publique qui résulte du pourvoi en cassation appartient à la société et non au fonctionnaire public chargé par la loi de l'exercer ; que, par conséquent, un procureur général n'a pas le droit de se désister d'un pourvoi qu'il a formé ; que ce pourvoi est acquis à toutes les parties ; que, s'il est formé dans l'intérêt public, le prévenu ou l'accusé doit également profiter des chances qu'il peut lui ouvrir ; que, dès lors, toutes les fois que la Cour de cassation est légalement et régulièrement saisie par un pourvoi déclaré

---

(1) Rej., 31 décembre 1824 (M. Brière, rapp.), *Bull.*619.

dans les formes et les délais de la loi, il ne dépend pas du procureur général de se désister de ce pourvoi et de l'anéantir de sa propre autorité (1). »

4144. *État de la procédure pendant lequel le désistement est recevable.* — Jusqu'au moment où l'affaire est engagée devant elle, la chambre criminelle reçoit le désistement. Mais elle ne le tolère plus après que le rapport a été fait à l'audience. Ainsi, dans une affaire, le rapport avait été prononcé ; la cause avait été plaidée ; le ministère public avait été entendu ; et la Cour avait ordonné qu'il en serait délibéré : en cet état, le désistement déposé au greffe et remis sur le bureau pendant le délibéré, ne pouvait être admis (2).

4145. *Mode et formule du désistement.* — Puisqu'il n'existe aucune disposition légale, il n'y a pas de mode sacramentel. Le désistement sera donc accepté toutes les fois que, par un acte irrécusable, l'intention d'abandonner le pourvoi sera démontrée d'une manière certaine.

Ainsi on admettrait :

Une déclaration faite au greffe de la Cour d'assises ou, si le délai pour l'envoi des pièces était expiré, au greffe de la Cour de cassation : et ce serait la forme la plus naturelle et la plus sûre ;

Une notification extrajudiciaire faite par un huissier, pourvu que cet officier ait instrumenté en vertu d'un pouvoir spécial (3).

---

(1) Rej., 3 janvier 1834 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*9. — *Conformes* : Cass., 24 brumaire an VII (M. Gohier, rapp.), *Bull.*, t. 1er de l'an VII, p. 243 ; — 2 mars 1827 (M. de Cardonnel, rapp.), *Bull.*133 ; — Rej., 15 juillet 1836 (M. Rives, rapp.), *Bull.*254 ; — 21 novembre 1839 (même rapp.), *Bull.*542 ;—9 juillet 1840 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*275 ;—16 septembre 1842 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*367.

(2) Rej., 2 octobre 1834 (M. Brière, rapp.), *Bull.*398.

(3) Rej., 14 mars 1845 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*158.

Un acte déposé au greffe par un avocat à la Cour de cassation, mais toujours sous la condition que cet avocat aura reçu, à cet effet, un pouvoir de la partie (1).

4146. Mais le président de la Cour d'assises, visitant la maison de justice, est sans pouvoir pour recevoir et constater une telle déclaration ; l'acte qu'il dresse, surtout lorsqu'il n'est pas signé du demandeur en cassation, n'établit point légalement la volonté de se désister (2).

Le directeur de la prison n'a non plus aucune qualité pour recevoir le désistement du pourvoi d'un condamné, et l'acte qu'il dresse ne peut imprimer à la déclaration qu'il reçoit le caractère de désistement légal (3).

4147. Le désistement doit être pur et simple : celui qui est donné sous toutes réserves ne peut être accueilli (4).

4148. Il faut encore qu'il soit sur papier timbré et enregistré : dès lors, il est nul s'il est adressé au procureur général par une simple lettre missive (5).

4149. *Rétractation immédiate du désistement.* — Lorsque aucune suite n'a été donnée au désistement, le demandeur en cassation peut le rétracter, surtout s'il est irrégulier comme contenant une erreur de date, et si la rétractation est immédiate (6).

4150. *Effets du désistement.* L'admission du désistement a pour effet de faire considérer le pourvoi comme non avenu, à tel point qu'il est censé n'avoir jamais existé.

---

(1) Rej., 26 novembre 1831 (M. Isambert, rapp.), S.-V.32.1.274.

(2) Rej., 24 décembre 1847 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), S.-V. 48.1.166.

(3) Rej., 16 octobre 1828 (M. de Cardonnel, rapp.), *Pal.*1828.311.

(4) Rej., 9 janvier 1834 (M. Thil, rapp.), S.-V.34.1.715.

(5) Rej., 18 août 1859 (M. Sénéca, rapp.), *Bull.*345 ; — 3 septembre 1868 (M. Barbier, rapp.), *Bull.*339.

(6) Cass., 17 juillet 1840 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*286.

De là ces conséquences :

En premier lieu, que l'amende consignée doit être restituée par le receveur de l'enregistrement, alors même que l'arrêt donnant acte du désistement n'a pas expressément ordonné cette restitution qui est virtuelle (1);

En deuxième lieu, que le demandeur en cassation qui se désiste ne succombe pas et ne doit pas être condamné à l'indemnité de 150 francs accordée au défendeur par l'article 436 au cas de rejet du pourvoi (2).— Toutefois, il doit supporter les frais faits par le défendeur ;

En troisième lieu, que la peine du prévenu condamné à l'emprisonnement commence à courir du jour de sa condamnation définitive, et non du jour où la Cour de cassation donne acte du désistement (3) ;

En quatrième lieu, que le désistement a effet du jour même de sa date, et non pas seulement du jour où il a été transmis à la Cour de cassation ; qu'en conséquence si, avant cette transmission, il a été statué sur le pourvoi, dans l'ignorance du désistement, il y a lieu de rapporter l'arrêt de rejet (4) ;

En cinquième lieu, que l'accusé, qui s'est désisté de son pourvoi contre l'arrêt de mise en accusation, n'est plus recevable à l'attaquer ultérieurement pour incompétence et excès de pouvoir, ces moyens, aussi bien que ceux tirés de

---

(1) 29 avril 1852 (M. Faustin Hélie, rapp.), S.-V.54.1.495.

(2) Rej., 9 juillet 1830 (M. Dupaty, rapp.), S.-V.30.1.408 ; — 23 mai 1833 (M. Thil, rapp.), S.-V.34.1.267 ; — 27 janvier 1838 (M. Bresson, rapp.), S.-V.39.1.811 ;—13 avril 1854 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*187;— 20 décembre 1855 (même rapp.), *Bull.*638 ;—18 décembre 1856 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*504;— 18 avril 1857 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*257.

(3) Cass., 2 juillet 1852 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*396 ; — Rej., 26 mai 1853 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*282.

(4) 5 avril 1855 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*203 ;—9 janvier 1858 (M. Plougoulm, rapp.), *Bull.*15.

l'article 299, étant nécessairement compris dans le pourvoi abandonné (1).

SECTION VI.

Instruction devant la Cour de cassation.

N° 4151. Division de la matière.

4152. 1° *Dans quelle forme et par qui la Cour de cassation est saisie.* — Art. 422 du Code d'instruction criminelle.

4153. La requête est facultative: et, à plus forte raison, le délai de dix jours pour son dépôt n'est pas impérieux.

4154. La partie civile n'est tenue de recourir au ministère d'un avocat à la Cour de cassation que lorsqu'elle veut transmettre *directement* au greffe de cette Cour sa requête et l'expédition de l'arrêt attaqué.

4155. Art. 423 et 424. — Inventaire et envoi des pièces à la Cour de cassation.

4156. 2° *Délai dans lequel il sera statué.* — Art. 425.

4157. Le délai d'un mois au plus tard n'est pas de rigueur : il peut être dépassé sans déchéance du pourvoi.

4158. Sursis au cas où le demandeur en cassation est atteint d'aliénation mentale.

4159. 3° *Mode d'instruction devant la Cour de cassation.*—Art. 426. — Jugement direct par la chambre criminelle.

4160. Détail des formes de la procédure : ordonnance du 15 janvier 1826.

4161. 1re *Obs.* — La Cour de cassation n'a pas le droit d'ordonner l'extraction des détenus pour les entendre en personne.

4162. 2e *Obs.* — Au grand criminel, les avocats à la Cour impériale peuvent plaider devant la Cour de cassation.

4163. 3e *Obs.* — La partie civile ne peut faire soutenir son pourvoi à l'audience que par un avocat à la Cour de cassation.

4164. 4e *Obs.* — Avocats d'office pour les condamnés à la peine capitale.

4165. 5e *Obs.* — La Cour de cassation peut ordonner des avant-faire droit.—Exemples.

4166. 6e *Obs.* — Elle n'ordonne pas des enquêtes sur les allégations en dehors du procès-verbal.

---

(1) Cass., 12 décembre 1834 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.* 487.

4167. 7e *Obs.* — Pas de signification obligée de l'arrêt de cassation d'une précédente condamnation.

4168. 4° *Y a-t-il, en Cour de cassation, des arrêts par défaut, susceptibles d'opposition ?*—En règle générale, l'opposition n'est pas admissible.

4169. Par exception, l'opposition est reçue, lorsque les parties n'ont pas été mises en mesure de se défendre.

4170. En ce cas exceptionnel, le délai de l'opposition est de trois jours.

4151. Ici nous avons à rechercher : 1° dans quelle forme et par qui la Cour de cassation est saisie de l'affaire ; — 2° le délai dans lequel elle devra statuer ; — 3° le mode d'instruction qui est suivi ; — 4° et s'il y a, en Cour de cassation, des arrêts par défaut susceptibles d'opposition.

4152. 1° *Dans quelle forme et par qui la Cour de cassation est saisie.* — L'article 422 dispose : « Le condamné « ou la partie civile, soit en faisant sa déclaration, soit « dans les dix jours suivants, pourra déposer au greffe de « la Cour ou du tribunal qui aura rendu l'arrêt ou le « jugement attaqué, une requête contenant ses moyens « de cassation. Le greffier lui en donnera reconnaissance « et remettra sur-le-champ cette requête au magistrat « chargé du ministère public. »

4153. Comme l'indique le mot *pourra* qu'on lit dans cet article, la requête relevant les ouvertures à cassattion est purement facultative. Et comment en serait-il autrement? Les parties n'ont pu voir les pièces du dossier, ni le procès-verbal des séances, et le délai est si pressant qu'elles ont été dans l'impossibilité presque absolue d'approfondir les chances et les motifs du pourvoi. Il est donc équitable de leur permettre d'exposer leurs griefs jusqu'au moment où l'instruction est close.

Aussi, a-t-on décidé que le délai de dix jours pour le

dépôt de la requête n'est nullement prescrit à peine de nullité (1).

S'il a été déposé une requête, qu'on pourra ultérieurement amplifier, le greffier la remet au procureur général près la Cour d'assises, de qui il relève directement.

4154. La partie civile qui a formé un recours en cassation n'est tenue de recourir au ministère d'un avocat à la Cour de cassation que dans le cas où elle veut user de la faculté à elle accordée par l'article 424 de *transmettre directement au greffe de cette Cour* soit sa requête, soit l'expédition de l'arrêt attaqué ; mais cette partie civile est formellement autorisée par l'article 422 à déposer la requête contenant ses moyens de cassation au greffe de la Cour qui a rendu l'arrêt contre lequel est dirigé son pourvoi (2). — En effet, l'article 422 « assimile complétement la partie civile et le condamné relativement au dépôt d'un mémoire au greffe de la Cour qui a rendu la décision attaquée comme relativement au pourvoi lui-même ; cet article n'exige nullement et n'a pu exiger, pour l'exécution de ses dispositions, le ministère d'un avocat à la Cour de cassation ; il détermine, au contraire, en dehors de ce ministère, l'accomplissement de formalités propres à certifier l'origine et à constater la remise de la requête » (3).

4155. Quant à l'envoi des pièces à la Cour de cassation, les articles 423 et 424 disent :

Art. 423. « Après les dix jours qui suivront la déclaration, ce magistrat fera passer au ministère de la « justice les pièces du procès et les requêtes des parties, « si elles en ont déposé.

---

(1) Cass., 11 octobre 1860 (M. Meynard de Franc, rapp.), *Bull.* 390.

(2) Cass., 11 décembre 1847,—sur mes conclusions — (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.* 483.

(3) Cass., 29 mars 1856 (M. Sénéca, rapp.), *Bull.* 212.

« Le greffier de la Cour ou du tribunal qui aura rendu « l'arrêt ou le jugement attaqué, rédigera sans frais et « joindra un inventaire des pièces, sous peine de cent « francs d'amende, laquelle sera prononcée par la Cour « de cassation. »

Art. 424. « Dans les vingt-quatre heures de la récep- « tion de ces pièces, le ministre de la justice les adressera « à la Cour de cassation, et il en donnera avis au magistrat « qui les lui aura transmises.

« Les condamnés pourront aussi transmettre directe- « ment au greffe de la Cour de cassation, soit leurs re- « quêtes, soit les expéditions ou copies signifiées tant de « l'arrêt ou du jugement que de leurs demandes en cassa- « tion ; néanmoins la partie civile ne pourra user du « bénéfice de la présente disposition sans le ministère « d'un avocat à la Cour de cassation. »

4156. 2° *Délai dans lequel il sera statué.* — Le délai, dans lequel la Cour de cassation pourra ou devra rendre son jugement, est déterminé en ces termes par l'article 425 : « La Cour de cassation, en toute matière criminelle, correc- « tionnelle ou de police, pourra statuer sur le recours en « cassation, aussitôt après l'expiration des délais portés « au présent chapitre, et devra y statuer dans le mois « au plus tard, à compter du jour où ces délais seront « expirés. »

4157. Qu'on le remarque, l'article 425, en disposant qu'il devra être statué dans le mois au plus tard, ne contient aucune sanction pour l'exécution de cette règle. Il est des circonstances exceptionnelles qui, dans des affaires compliquées, ne permettent pas de donner satisfaction à ce vœu de la loi, et il va de soi que, dans aucun cas, le retardement de la décision ne saurait avoir pour effet la déchéance du pourvoi.

4158. Lorsque le demandeur en cassation est atteint

d'aliénation mentale dûment constatée, « il y a pour lui impossibilité de produire sa défense devant la Cour avec la latitude que la loi lui accorde ». Il appartient donc à la Cour de prendre les mesures nécessaires à la conservation des droits de la défense et à l'intérêt général de la justice ; et, dans ce but, elle sursoit à statuer jusqu'à ce que, à la diligence du procureur général, il soit fait apport à son greffe de nouveaux documents de nature à constater les changements qui pourraient survenir dans l'état mental du demandeur [1].

4159. 3º *Mode d'instruction suivi devant la Cour de cassation.* — Le pourvoi ne passe pas par l'épreuve de la chambre des requêtes : il arrive directement en chambre criminelle. « La Cour de cassation, dit l'article 426, « rejettera la demande, ou annulera l'arrêt ou le juge- « ment, sans qu'il soit besoin d'un arrêt préalable d'ad- « mission. »

4160. Quant à la procédure, voici comment la forme en est déterminée par l'ordonnance du 15 janvier 1826, portant règlement pour le service de la Cour de cassation :

Les affaires attribuées à la chambre criminelle y sont inscrites par ordre de numéros et de dates, soit sur le rôle ordinaire, soit sur le rôle des affaires urgentes si elles sont introduites par le ministère public, ou si la peine de mort a été prononcée ;

Lorsqu'elles ont été mises en état, elles sont distribuées par le président aux conseillers qui doivent en faire le rapport ;

Les rapporteurs sont tenus de remettre les pièces au greffe avec leur rapport par écrit ;

---

[1] 25 janvier 1839, avec 6 juin 1839 (MM. Rocher et Isambert, rapp.), *Bull.* 281 ; — 23 décembre 1859 (M. Le Sérurier, rapp.), *Bull.* 462.

Dans le jour du dépôt des pièces au greffe par les conseillers rapporteurs, elles sont transmises par le greffier au parquet du procureur général, qui en fait immédiatement la distribution aux avocats généraux ;

Les avocats généraux préparent leurs conclusions dans le plus bref délai, en donnant toujours la priorité aux affaires urgentes ;

Aussitôt après que les conclusions des avocats généraux sont préparées, le procureur général fait rétablir les pièces au greffe. Ce dépôt a lieu trois jours au moins avant celui où l'affaire doit être portée à l'audience ;

Les rapports sont faits à l'audience ;

Les avocats des parties sont entendues après le rapport s'ils le requièrent. Les parties peuvent aussi être entendues après en avoir obtenu la permission de la Cour ;

Le ministère public donne ses conclusions et les parties ou leurs avocats ne peuvent obtenir la parole après lui, si ce n'est dans les affaires où le procureur général est partie poursuivante et principale ;

Enfin, après les conclusions du ministère public, la Cour délibère ou ordonne qu'il en sera délibéré, et prononce l'arrêt de rejet ou d'annulation, dont parle l'article 426.

4161. Quelques observations de détail serviront de complément à l'analyse de ces dispositions.

1^re *observation* : L'article 27 de l'ordonnance de 1826 énonçant que les parties peuvent être entendues après en avoir obtenu la permission de la Cour, suppose nécessairement que le demandeur en cassation est en liberté et, par conséquent, n'est pas applicable lorsqu'il s'agit d'un pourvoi formé contre un arrêt de la Cour d'assises, par un accusé condamné aux peines portées par la loi. En effet, d'une part, ce condamné est en état

de détention et, d'autre part, « aucune disposition de la loi n'autorise la Cour de cassation à l'extraction des prévenus ou condamnés des maisons où ils sont détenus pour être transférés dans la maison de justice où elle siége, afin qu'ils puissent être entendus en personne sur les moyens de cassation qu'ils peuvent présenter contre les jugements ou arrêts définitifs, objet de leur recours » (1).

4162. 2e *observation* : En matière de grand criminel, les avocats à la Cour impériale sont admis, par exception, à venir porter la parole devant la Cour de cassation en faveur des personnes qui les ont chargés de la défense de leurs intérêts.

4163. 3e *observation* : La partie civile ne peut pas, comme le condamné en matière criminelle, charger un avocat à la Cour impériale de plaider sur son pourvoi : elle est tenue, si elle désire que ce pourvoi soit soutenu à l'audience, de recourir au ministère d'un avocat à la Cour de cassation.

4164. *4e observation* : Suivant un arrêté du conseil de l'ordre des avocats à la Cour de cassation, approuvé par la Cour elle-même, deux avocats sont, toutes les semaines, désignés pour soutenir d'office les pourvois des condamnés à la peine de mort qui n'auraient pas choisi un défenseur.

4165. 5e *observation.* — Avant de prononcer au fond sur le recours, la Cour de cassation a le droit incontestable d'ordonner toutes les mesures d'instruction de nature à éclairer sa religion.

Par exemple : y a-t-il doute sur le point de savoir si un juré avait capacité pour être porté sur la liste ? Un arrêt

---

(1) Rej., 28 juin 1838 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*372 ; — 10 mai 1839 (M. de Crouseilhes, rapp.), *Bull.*234.

interlocutoire peut enjoindre au ministère public d'avoir à fournir la preuve de la nationalité de ce juré (1).

Ou bien, la chambre criminelle veut-elle vérifier s'il y avait lieu d'appliquer les peines attachées à l'état de récidive? Elle peut, avant faire droit, ordonner « qu'à la diligence du procureur général il sera fait apport en son greffe de tout jugement, pièces ou documents pouvant servir à ladite vérification, pour, sur ledit apport, être statué ce qu'il appartiendra (2). »

S'agit-il de savoir si, comme on l'allègue, l'accusé avait moins de seize ans? Elle ordonne la production de son acte de naissance (3).

Affirme-t-on que, malgré la récusation exercée, un juré a été maintenu par le président sur le tableau du jury de jugement? Un arrêt interlocutoire prescrit l'apport au greffe de toutes pièces propres à établir ou non la vérité de l'assertion (4).

4166. 6e *observation* : Mais « aucune disposition de loi ne charge la Cour de cassation d'ouvrir des enquêtes sur des allégations en dehors des faits constatés au procès-verbal des débats (5). »

4167. 7e *observation* : La loi n'impose pas l'obligation formelle de signifier à l'accusé l'arrêt qui casse une précédente condamnation : « et, à plus forte raison, elle n'attache pas à l'absence de cette formalité, qui, d'ailleurs n'a rien de substantiel, la peine de nullité (6). »

4168. 4° *Y a-t-il, en Cour de cassation, des arrêts par*

---

(1) Cass. belge, 29 mai 1845, *Pasicrisie* 45.1.426.

(2) Rej., 28 août 1853 (à mon rapport), cité n° 3805.

(3) Cass., 17 septembre 1818 (M. Schwendt, rapp.), *Bull.*380.

(4) Cass., 6 février 1834 (M. Choppin, rapp.), *Bull.*47.

(5) Rej., 30 juillet 1840 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*310.—Voir *suprà*, n° 4035.

(6) Rej., 13 juillet 1861 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*258.

défaut susceptibles d'opposition? — La règle générale est posée en l'article 438, qui dit : « Lorsqu'une demande en « cassation aura été rejetée, la partie qui l'avait formée ne « pourra plus se pourvoir en cassation contre le même « arrêt ou jugement, sous quelque prétexte et par quelque « moyen que ce soit. » — On doit donc, en principe, résoudre cette question négativement.—Et d'ailleurs, d'une part, « le recours en cassation, en matière criminelle comme en matière civile, est la dernière voie ouverte aux parties qui ont, ou qui croient avoir à se plaindre d'un arrêt ou d'un jugement pour le faire casser ; l'instruction des affaires soumises à la Cour de cassation se fait toujours sur rapport et par écrit ; l'opposition aux arrêts de cette Cour, rendus par défaut, ne saurait donc être admise qu'autant que la loi l'aurait expressément réservé ; admettre dans tous les cas un pareil droit, serait apporter un retard préjudiciable à l'expédition des affaires et arrêter ainsi le cours de la justice». D'autre part, « aucun article du chapitre II du titre III du Code d'instruction criminelle, relatif aux demandes en cassation, ne réserve à la partie qui aurait fait défaut le droit d'opposition, qui ne saurait, dès lors, être suppléé ». Enfin, et en troisième lieu, si, relativement aux règlements de juges, les articles 525 et 545 admettent le droit d'opposition, ce n'est que dans les cas où il n'y aurait pas eu communication préalable des demandes en règlement, et de la part de la partie à laquelle n'aurait pas été faite cette communication [1].

4169. Mais l'arrêt ne peut équitablement être réputé contradictoire contre les parties qui n'ont pas été légale-

---

(1) Rej., 10 octobre 1817 (M. Rataud, rapp.), *Bull.*243;—16 mars 1832 (M. de Chantereyne, rapp.) et 4 août 1832 (M. Isambert, rapp.), S.-V. 33.1.252 ; — 20 juin 1835 (M. Rocher, rapp.), S.-V.36.1.922 ; — 4 juin 1836 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*197 ;—21 juin 1844 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*326.

ment mises en mesure de se défendre : aussi, par voie d'analogie avec ce qui est de règle pour les demandes en règlement de juges et en renvoi devant un autre tribunal, la jurisprudence décide que le défaut de notification du pourvoi dans les délais fixés par l'article 418, s'il n'opère pas de déchéance de ce pourvoi, ouvre, du moins au défendeur, la voie de l'opposition de l'arrêt par défaut (1).

4170. Je viens de dire que, à défaut de textes formels, la Cour de cassation ne reçoit l'opposition à ses arrêts par défaut en matière criminelle que dans le cas où cette opposition serait recevable contre ses arrêts prononçant sur des règlements de juges ou sur des demandes en renvoi devant un autre tribunal : poursuivant l'analogie, et s'autorisant des articles 533 et 549, elle juge également que l'opposition « doit être formée dans les délais et dans les formes prescrites pour le recours en cassation ». — C'est dire que le délai est de trois jours francs à partir de la prononciation de l'arrêt par défaut, et que la déclaration d'opposition doit être faite au greffe de la Cour d'assises qui a rendu l'arrêt attaqué par le pourvoi. — En conséquence, est non recevable l'opposition formée par un simple exploit judiciaire notifié au ministère public (2).

SECTION VII.

Jugement du pourvoi.

§ 1er.—*Arrêts de rejet.*

N° 4171. 1re conséquence de l'arrêt de rejet : pas de nouveau pourvoi de la partie dont le recours est rejeté ;—exécution de l'arrêt vainement attaqué.—Art. 438 et 439.

---

(1) Cass., 7 septembre 1832 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.474* ; — 23 septembre 1836 (M. Isambert, rapp.), S.-V.37.1.464 ;—Les arrêts précédents, notamment celui du 21 juin 1844.

(2) Rej., 9 novembre 1844 (M. Romiguières, rapp.), S.-V.45.1.281.

4172. Art. 436. — 2e conséquence : condamnation de la partie civile à l'indemnité, aux frais et à l'amende.
4173. Le condamné criminel ne supporte que les frais.
4174. Pas de notification à l'accusé de l'arrêt qui rejette son pourvoi.

4171. Les conséquences des arrêts de rejet ne sont pas compliquées : il est facile de les préciser.

En premier lieu, et c'est la conséquence principale, l'arrêt, qui avait été déféré à la Cour de cassation, acquiert irrévocablement l'autorité de chose définitivement jugée : sa force exécutoire, un instant suspendue par le recours, reprend toute sa puissance et ne peut plus être mise en question.

Aussi, d'une part, l'article 438 dispose : « Lorsqu'une « demande en cassation aura été rejetée, la partie qui « l'avait formée ne pourra plus se pourvoir en cassation « contre le même arrêt ou jugement, sous quelque pré- « texte et par quelque motif que ce soit. »

D'autre part, pour que les ordres souverains de la justice soient exécutés, l'article 439 ajoute : « L'arrêt qui « aura rejeté la demande en cassation sera délivré, dans « les trois jours, au procureur général près la Cour de « cassation, par simple extrait du greffier, lequel sera « adressé au ministère de la justice et envoyé par celui- « ci au magistrat chargé du ministère public près la « Cour ou le tribunal qui aura rendu l'arrêt ou le juge- « ment attaqué. »

4172. En deuxième lieu, le rejet entraîne contre la partie qui a introduit le pourvoi, certaines conséquences accessoires que l'article 436 formule en ces termes : « La « partie civile qui succombera dans son recours, soit en « matière criminelle, soit en matière correctionnelle ou « de police, sera condamnée à une indemnité de cent « cinquante francs, et aux frais envers la partie acquittée, « absoute ou renvoyée : la partie civile sera, de plus,

« condamnée, envers l'Etat, à une amende de cent cin-
« quante francs, ou de soixante-quinze francs seulement
« si l'arrêt ou le jugement a été rendu par contumace ou
« par défaut.

« Les administrations ou régies de l'Etat et les agents
« publics qui succomberont ne seront condamnés qu'aux
« frais et à l'indemnité. »

Voilà le lot de partie civile qui a témérairement usé du droit de recours.

4173. Quant aux condamnés en matière criminelle, qui échouent dans leur pourvoi, dispensés de l'amende par l'article 420, qui n'a pas voulu qu'une entrave fiscale pût gêner leur défense, ils ne sont jamais condamnés qu'aux frais de la procédure.

4174. Notons qu'aucune loi n'exige la notification à l'accusé de l'arrêt de rejet intervenu sur le pourvoi qu'il avait formé contre l'arrêt de la Cour d'assises ou contre l'arrêt de la chambre des mises en accusation le renvoyant aux assises [1].

§ 2. — *Arrêts de cassation.*

N° 4175. *Généralités.* — Moyens d'ordre public suppléés d'office.
4176. Exonération des frais, au cas de cassation. — Fautes graves de l'officier ou du juge.
4177. Restitution de l'amende consignée.
4178. La cassation de l'arrêt de condamnation fait tomber la condamnation aux dommages-intérêts.
4179. L'annulation prononcée sur le pourvoi du ministère public peut profiter à l'accusé.
4180. Indication des différentes natures de cassation.
4181. *Cassation de l'ordonnance d'acquittement* : ses effets.—Renvoi.
4182. *Cassation de l'arrêt d'absolution* : ses effets.—Renvoi.

---

[1] Rej., 31 mai 1834 (M. Thil, rapp.), *Bull.*211 ; — 27 août 1847 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*346.

4183. *Cassation de l'arrêt de condamnation.* — 1° *Cassation par voie de retranchement.* — Exemples : cumul des peines ; — confiscation ; — contrainte par corps ; — frais de la procédure annulée ; — condamnation du ministère public aux dépens ; — exécution de la peine capitale ;

4184. 2° *Cassation sans renvoi.* — Exemples : renvoi illégal du jury dans sa chambre ; — amnistie ; — réponse du jury sur une question non posée ; — fait ajouté par la Cour d'assises ; — violation de la chose jugée ; — fait nouveau étranger à l'accusation ;

4185. Condamnation alors que la déclaration du jury ne comporte aucune peine. — Exemples : vol au préjudice du mari par la femme ; — enlèvement d'une mineure par une femme.

4186. Faits couverts par la prescription.

4187. Questions ne comprenant pas les éléments constitutifs du crime. — Cas où ces éléments sont relevés par l'arrêt de mise en accusation.

4188. Déclaration du jury purgeant en faveur de l'accusé l'accusation telle qu'elle résulte de cet arrêt ; mais reconnaissant la culpabilité sur une question ajoutée comme résultant des débats. — Renvoi.

4189. 3° *Cassation partielle avec renvoi.* — Art. 434, § 1er.

4190. Peines de la récidive appliquées lorsqu'il n'y avait pas lieu.

4191. Peine aggravée par l'effraction qui n'existe pas légalement.

4192. Arrêt qui repousse des conclusions tendantes à absolution, sans donner de motifs. Maintien de la déclaration du jury et renvoi pour en faire l'application.

4193. Art. 434, dernier aliéna. — Cassation partielle alors que les divers chefs d'accusation sont distincts et indépendants les uns des autres.

4194. Omission de prononcer sur les frais de la contumace de l'accusé acquitté.

4195. Condamnation indue de la solidarité quant aux frais.

4196. Omission de fixer la durée de la contrainte par corps, quand il y échet.

4197. Condamnation à des dommages-intérêts, sans audition du ministère public.

4198. Quand il y a cassation partielle, les réponses favorables à l'accusé sont, en général, maintenues. — Nombreux exemples.

4199. Par contre, les réponses reconnaissant sa culpabilité sont acquises à la vindicte publique, malgré la cassation portant sur d'autres chefs distincts et divisibles.

4200. Cassation de l'arrêt incident provoquant une nouvelle déclara-

tion du jury alors que la première déclaration était régulière et nécessitait la condamnation.

4201. 4° *Cassation totale.* — Art. 434, § 2, et 408, § 1er.—Effets de l'annulation totale.

4202. Cassation pour complexité prohibée de la question.

4203. Réponse du jury ne s'expliquant pas sur les éléments constitutifs du crime, alors que ces éléments sont relevés par l'arrêt de mise en accusation.

4204. Cassation au cas où les circonstances ou les chefs d'accusation sont indivisibles, concomitants, et inséparablement unis. — Nombreux exemples.

4205. La cassation, sur une question subsidiaire posée comme résultant des débats, après une réponse négative sur le fait principal relevé en vertu de l'arrêt de mise en accusation, entraîne la cassation totale.—Renvoi.

4206. Crime commis à l'audience ; travaux forcés contre un sexagénaire ; renvoi devant la chambre des mises en accusation.

4207. Annulation des débats pour défaut de publicité.

4208. *Désignation de la juridiction de renvoi.* — Art. 429. — Indication des juridictions à saisir selon les cas.

4209. Comment la désignation est faite.—Art. 430.

4210. Nécessité de mentionner que la désignation résulte d'une délibération spéciale, prise en la chambre du conseil.

4211. Considérations particulières autorisant le rapport de l'arrêt contenant la désignation, et motivant l'indication d'une autre juridiction.

4175. *Généralités.* — S'il existe dans l'arrêt un vice de nature à entraîner son annulation, la Cour de cassation, légalement saisie, doit le suppléer d'office, alors même que le moyen ne lui aurait pas été proposé.

4176. La cassation de l'arrêt de la Cour d'assises démontre que le recours était fondé ; et, par conséquent, elle a pour résultat d'exonérer la partie qui avait succombé des frais de la procédure annulée.

Ces frais restent le plus souvent à la charge du trésor ; cependant, lorsque la cassation a été occasionnée par des fautes très-graves de l'officier ou du juge instructeur, les frais de la procédure à recommencer peuvent être mis à la charge de celui qui a commis la nullité. — C'est, on le

sait, la disposition de l'article 415 sur lequel je me suis expliqué (1).

4177. « Lorsque, dit l'article 437, l'arrêt ou le juge-« ment aura été annulé, l'amende consignée sera rendue « sans aucun délai, en quelques termes que soit conçu « l'arrêt qui aura statué sur le recours, et quand même « il aurait omis d'en ordonner la restitution. »

4178. La cassation de l'arrêt qui condamne un accusé aux peines portées par la loi, fait nécessairement tomber l'arrêt qui a statué distinctement sur les dommages-intérêts alloués à la partie civile (2).

4179. L'annulation de l'arrêt de condamnation prononcée sur le recours du procureur général profite à l'accusé qui ne s'est pas pourvu. Quand elle n'agit pas pour le maintien des principes et dans l'intérêt exclusif de la loi, la partie publique exerce une action d'ordre public dont les conséquences s'imposent et profitent à tous. — Voir *suprà*, nº 4095, et *infrà*, nº 4219.

4180. De même que la cassation peut être motivée par diverses causes, de même elle a, suivant les cas, des effets plus ou moins étendus. Elle est prononcée : par voie de retranchement ; — ou sans renvoi ; — ou d'une manière partielle avec renvoi ; — ou d'une manière totale.

Avant d'examiner chacune de ces hypothèses, il est utile de résumer, par un mot, ce qui a lieu quand l'annulation porte sur une ordonnance d'acquittement ou sur un arrêt d'absolution.

4181. *Cassation de l'ordonnance d'acquittement.* — L'ordonnance d'acquittement peut être annulée par la Cour de cassation. — Mais, on le sait, si cette ordonnance

---

(1) Voir *suprà*, nºs 3854 et 3862 à 3864.

(2) Cass., 5 mai 1826 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*264 ; — 29 novembre 1851 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*759.

était la conséquence de la déclaration du jury, la cassation, prononcée dans le pur intérêt de la loi, ne préjudicierait nullement à la partie acquittée. — Cependant, on le sait encore, si l'ordonnance d'acquittement était elle-même illégale ; si elle ne traduisait pas avec fidélité la déclaration du jury, dont le président aurait pris sur lui de détruire l'irréfragabilité ; si, en d'autres termes, elle était intervenue alors que l'accusé n'avait pas été déclaré non coupable, l'article 409 ne serait plus applicable, et la cassation étendrait ses effets sur la position de l'accusé, qui, renvoyé devant une autre Cour d'assises, se verrait faire, s'il y avait lieu, l'application de la loi pénale. — Voir *suprà* nos 2655 à 2657.

4182. *Cassation de l'arrêt d'absolution.* — La cassation, au cas d'absolution, comporte la même distinction que la cassation au cas d'acquittement. — Si le fait, dont l'accusé a été déclaré coupable, n'était réellement pas défendu par une loi pénale et si, par conséquent, l'absolution de l'accusé a été proclamée à bon droit, les vices qui existeraient dans la procédure antérieure à la déclaration du jury ne pourraient être dénoncés à la Cour régulatrice que dans l'intérêt de la loi. — Mais si, au contraire, comme le dit l'article 410, l'absolution a été prononcée sur le fondement de la non-existence d'une loi pénale qui pourtant aurait existé, l'arrêt de cassation, en maintenant la déclaration du jury, renverrait devant une autre Cour d'assises, chargée de faire l'application de la peine encourue [1].

4183. *Cassation de l'arrêt de condamnation.* — 1° *Cassation par voie de retranchement.* — Quand la Cour d'assises,

---

[1] Cass., 5 septembre 1834 (M. Brière, rapp.), *Bull.*354; — Rej., 21 février 1835 (M. Mérilhou, rapp.), *Pal.*1835.1422.—Voir *suprà*, nos 3745 à 3747.

excédant ses pouvoirs, ajoute aux peines édictées par la loi, c'est par voie de *retranchement* et sans renvoi que l'annulation est prononcée par la Cour de cassation.

Ainsi est-il, par exemple, lorsque, malgré la prohibition légale, l'arrêt de condamnation cumule les peines (1). — Cependant, si, en ce cas, la première condamnation n'a pas épuisé les peines accessoires, telles que l'amende, la surveillance de la haute police, l'interdiction des droits mentionnés en l'art. 42 du Code pénal, il y a lieu à renvoi pour appliquer, s'il y a lieu, lesdites peines accessoires (2);

Ou lorsque, à la suite d'une condamnation criminelle, la confiscation a été illégalement ordonnée, la cassation a lieu par voie de retranchement (3);

Ou lorsque, sous la loi du 17 avril 1832, l'arrêt cassé prononçait la contrainte par corps pour les frais, soit contre celui qui était condamné à une peine perpétuelle, soit alors que ces frais étaient inférieurs à trois cents francs (4);

Ou lorsqu'il y a condamnation par corps au profit du mari ou de la femme (5);

Ou lorsqu'un arrêt met illégalement à la charge du condamné, soit les frais des débats et d'un précédent arrêt annulés (6); — soit tous les frais exposés par la partie civile sans les apprécier en eux-mêmes (7);

Ou lorsque le ministère public est condamné aux dépens, ce qui n'est autorisé par aucune loi (8);

---

(1) Voir *suprà*, nº 3788. — ADDE : Cass., 17 mars 1853 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*145;— 6 mars — deux arrêts — et 5 juin 1856, (MM. Legagneur, Le Sérurier et Rives, rapp.), *Bull.*159, 161 et 338.

(2) Cass., 10 mai 1855 (M. Aylies, rapp.), *Bull.*268.

(3) Voir *suprà*, nº 3884.

(4) Voir *suprà*, nº 3870.

(5) Cass., 14 février 1850 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Bull.*85.

(6) Cass., 27 avril 1850 (M. Rives, rapp.), *Bull.*210.

(7) Cass., 9 juin 1864 (à mon rapport), *Bull.*268.

(8) Cass., 5 mai 1855 (M. de Glos, rapp.), *Bull.*267.

Ou lorsque, condamnant à la peine capitale, l'arrêt indique sur quelle place publique qu'il spécialise devra avoir lieu l'exécution (1).

4184. 2° *Cassation sans renvoi.* — La Cour de cassation, en annulant un arrêt de la Cour d'assises qui avait demandé au jury une seconde déclaration, bien que la première fût régulière, ne prononce aucun renvoi si la première déclaration maintenue motivait l'acquittement ou l'absolution; — mais elle renvoie devant une autre Cour d'assises pour l'application de la peine, si la conséquence de cette déclaration maintenue devait être une condamnation (2);

Quand un fait est couvert par une amnistie, « il ne peut y avoir lieu à aucune poursuite ultérieure pour la vindicte publique », et dès lors, en annulant l'arrêt de condamnation, la Cour de cassation ne prononce aucun renvoi (3);

Les jurés ayant répondu négativement sur la seule question qui leur était soumise, mais ayant ajouté que l'accusé était coupable d'un autre crime sur lequel ils n'avaient pas été interrogés, l'arrêt de la Cour d'assises, prononçant une condamnation, est cassé sans renvoi (4);

Lorsque, en matière d'attentat à la pudeur, la Cour d'assises condamne à raison d'un fait qui n'était relevé ni dans l'arrêt de mise en accusation, ni dans les questions posées au jury, il y a lieu de casser son arrêt sans renvoi (5);

Il n'y a pas lieu à renvoi quand un arrêt de condamnation est cassé pour violation de la chose jugée par un précédent arrêt qui a déclaré que l'accusé n'est pas celui qui

---

(1) Cass., 17 septembre 1857 (M. Sénéca, rapp.), *Bull.*530.

(2) Voir les arrêts cités n^os^ 3357 à 3429 et *infrà*, n° 4200.

(3) Cass., 21 mars 1817 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*66.

(4) Cass., 26 octobre 1820 (M. Aumont, rapp.). *Bull.*397 ; — 10 avril 1829 (M. de Chantereyne, rapp.), *Bull.*211.—Voir *suprà*, n^os^ 2665 à 2667, 3136 et 3348.

(5) Cass., 9 novembre 1820 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.*414.

a été condamné par contumace pour crime de viol, et qui a prononcé son acquittement [1] ;

Il y a lieu à cassation sans renvoi si, acquitté sur l'accusation de banqueroute frauduleuse, l'accusé est condamné pour escroquerie, qui est un fait nouveau entièrement étranger au fait objet de la poursuite [2].

4185. La Cour de cassation ne prononce aucun renvoi lorsqu'elle annule un arrêt de Cour d'assises qui a condamné un accusé, bien que la déclaration du jury ne comportât l'application d'aucune peine : en ce cas, elle ordonne la mise en liberté immédiate de l'accusé qui devait être déclaré absous [3];

Spécialement, il en est ainsi quand il s'agit d'un vol par une femme au préjudice de son mari, fait qui est couvert par l'article 380 du Code pénal [4];

Ou de l'enlèvement d'une mineure, non par un homme pour accomplir un rapt de séduction, mais par une femme, fait auquel ne s'applique pas l'art. 356 du même Code [5].

4186. En annulant l'arrêt qui condamne un contumax évadé et repris, mais dont la peine était prescrite, la Cour de cassation ne prononce aucun renvoi [6]; — Et il en est de même toutes les fois que les faits étaient couverts par la prescription [7].

---

(1) Cass., 12 août 1825 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*427.

(2) Voir *suprà*, n° 2764, t. 4, 1er vol., p. 190, note 4.

(3) Cass., 14 octobre 1825 (M. de Bernard, rapp.), *Bull.*569 ;—24 avril, 8, 9 et 14 septembre 1826 (MM. Ollivier, Brière et Gaillard, rapp.), *Bull.* 242, 486, 507 et 518 ;—27 janvier, 10 février et 6 avril 1827 (MM. Ollivier et Brière, rapp.), *Bull.*50, 98 et 205 ;— 29 août 1829 (M. Brière, rapp.), *Bull.*508 ;—22 et 28 janvier 1830 (MM. Brière et Gaillard, rapp.), *Bull.*39 et 48 ;—28 mai et 19 août 1852 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*337 et 494 ;—5 avril 1855 (M. Jallon, rapp.), *Bull.*202.

(4) Cass., 6 octobre 1853 (M. Rives, rapp.), *Bull.*569.

(5) Cass., 8 avril 1858 (M. Caussin de Perceval, rapp.), *Bull.*192.

(6) Voir *suprà*, nos 3643 et 3888.

(7) Cass., 31 août 1827 (M. de Cardonnel, rapp.), *Bull.*743 ;—11 juin

4187. Si, d'après les questions posées en conformité de l'arrêt de renvoi et du résumé de l'acte d'accusation, le fait manque de l'un des éléments constitutifs du crime, en annulant l'arrêt de condamnation prononcé par la Cour d'assises, la Cour de cassation considère l'accusation comme purgée, et, sans aucun renvoi, elle ordonne la mise en liberté immédiate de l'accusé (1); — Mais si les questions, irrégulièrement posées, ne comprennent pas une circonstance substantielle du crime, qui était relevée par l'arrêt de renvoi, — par exemple, en matière d'incendie, la circonstance de propriété, — ou, en toute matière, les éléments de la complicité légale, la cassation est prononcée pour le tout et motive de nouveaux débats, car l'accusation n'a pas été purgée (2).

4188. La déclaration du jury, étant négative sur le crime qui a fait l'objet unique de l'arrêt de renvoi aux assises, purge complétement l'accusation : si donc la Cour de cassation annule, pour un vice quelconque, la seule question résolue contre l'accusé et qui avait été posée comme résultant des débats, l'annulation doit être prononcée sans renvoi, sauf au ministère public à introduire de nouvelles poursuites, s'il le juge convenable (3).

1829 (M. de Crouseilhes, rapp.), *Bull.*324 ;—10 septembre 1846 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*364.

(1) Cass., 16 juin et 10 août 1827 (M. de Merville, rapp.), *Bull.*509 et 701 ;— 9 septembre 1830 (M. Gaillard, rapp.), *Bull.*480 ; — 2 juin 1832 (M. Rives, rapp.), *Bull.*293 ; — 28 novembre 1833 (M. Brière, rapp.), *Bull.*597 ;— 1er octobre 1834 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*395 ;—22 février 1855 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*102.

(2) Cass., 24 juillet 1840 (M. Gilbert de Voysins, rapp.), *Bull.*304 ; — 6 octobre 1864 (à mon rapport), *Bull.*422.—Voir *infrà*, n° 4203.

(3) Cass., 6 janvier 1837 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*5; — 31 janvier 1851 (M. Moreau, rapp.), *Bull.*59 ;—5 avril 1855 (M. Jallon rapp.), *Bull.* 202 ; — 31 août 1855 (M. Legagneur, rapp.) , *Bull.*495. — Voir *suprà*, n° 3456, et, en sens contraire, *infrà*, n° 4205.

4189. 3° *Cassation partielle avec renvoi.* — Si, dit le premier alinéa de l'art. 434, l'arrêt a été annulé pour avoir prononcé une peine autre que celle que la loi applique à la nature du crime, la Cour d'assises, à qui le procès sera renvoyé, rendra son arrêt sur la déclaration déjà faite par le jury.

4190. En conséquence, la cassation ayant été motivée par l'omission des peines de la récidive, le renvoi a lieu devant une autre Cour d'assises pour prononcer, sans assistance des jurés, sur cette aggravation [1].

4191. Comme aussi, lorsqu'on a appliqué à un condamné pour vol la peine aggravée par une effraction qui n'existe pas, l'annulation de l'arrêt de condamnation laisse entière la déclaration du jury qui est maintenue et sur laquelle procède la nouvelle Cour d'assises saisie de l'affaire [2].

4192. Lorsque, après la déclaration du jury, l'accusé pose des conclusions formelles tendant à son absolution, il y a lieu à cassation si la Cour d'assises, en repoussant ces conclusions, ne donne pas des motifs explicites; mais l'annulation prononcée ne portant que sur des actes postérieurs à la déclaration du jury qui est maintenue, le renvoi n'a lieu que pour être procédé sur cette déclaration [3].

4193. Le dernier alinéa de l'article 434 est ainsi conçu :

« La Cour de cassation n'annulera qu'une partie de l'arrêt, « lorsque la nullité ne viciera qu'une ou quelques-unes de « ses dispositions. »

Cette règle, qui autorise l'annulation partielle, pour être bien appliquée, doit être bien comprise. La condition

---

(1) Cass., 18 janvier 1827 (M. Merville, rapp.), *Bull.*29; — 24 janvier 1867 (M. de Gaujal, rapp.), *Bull.*26.

(2) Cass., 4 octobre 1851 (à mon rapport), *Bull.*660.

(3) Cass., 1er décembre 1860 (M. Le Sérurier, rapp.), *Bull.*465.

nécessaire de son fonctionnement est qu'il existe des chefs distincts, indépendants les uns des autres, et formant, chacun d'eux, par lui-même, un tout complet. En ce cas, le vice qui imprègne l'un d'eux, n'altère en rien l'existence légale des autres, et il peut y avoir cassation seulement *parte in quâ* (1).

4194. L'omission de prononcer contre l'accusé acquitté la condamnation aux frais de sa contumace, n'entraîne qu'une cassation partielle et ne motive son renvoi devant une autre Cour d'assises que pour faire l'application de l'art. 478 (2).

4195. De même, quand un accusé a été condamné indûment aux frais solidairement avec d'autres accusés, la cassation entraîne le renvoi pour qu'il soit statué sur une nouvelle liquidation des frais et pour la distinction à faire entre les faits qui justifient la solidarité et ceux qui l'excluent (3).

4196. De même, et c'est une jurisprudence constante, il y a lieu à annulation *parte in quâ* lorsque, l'amende et les frais excédant trois cents francs, la durée de la contrainte par corps n'a pas été fixée (4): et, dans ce cas, la Cour de cassation ne renvoie devant une autre Cour d'assises que pour réparer cette omission (5).

---

(1) Voir *suprà*, nos 3235 à 3237, où se trouvent cités divers exemples. — ADDE : Cass., 18 janvier 1849 (M. de Boissieux, rapp.), *Bull.*14; — 7 octobre 1852 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*564;—28 août 1856 (M. Plougoulm, rapp.), *Bull.*483; — 9 mars 1860 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*121.—Voir aussi *infrà*, n° 4204.

(2) Cass., 15 septembre 1837 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*355. — Voir *suprà*, n° 3632.

(3) Cass., 30 août 1860 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*374.

(4) Cass., 1er décembre 1864 (M. Le Sérurier, rapp.), *Bull.*473.—Voir *suprà*, n° 3871.

(5) Cass., 17 octobre 1836 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*394;—28 septembre 1837 (même rapp.), *Bull.*379.

4197. De même, quand, à la suite d'une condamnation criminelle régulièrement prononcée, la Cour d'assises statue sur les dommages-intérêts réclamés par la partie civile sans entendre le ministère public, son arrêt doit être annulé, mais seulement au chef relatif aux règlements des dommages-intérêts, et la Cour de renvoi n'a plus à examiner que ce point spécial (1).

4198. En général, en cas d'annulation prononcée sur la demande d'un accusé, les réponses du jury qui lui sont favorables lui demeurent acquises : dès lors, la Cour de renvoi ne doit plus être saisie que des chefs d'accusation qui avaient fait l'objet de la déclaration de culpabilité et auxquels la Cour de cassation a le soin de limiter les nouveaux débats (2).

Par exemple :

Lorsque, sur la demande de l'accusé, l'arrêt de condamnation et les débats sont annulés, on doit exclure des questions à soumettre par la Cour d'assises de renvoi au nouveau jury les circonstances aggravantes sur lesquelles le premier jury avait fait des réponses favorables à l'accusé (3);

Lorsque les questions ne comprennent pas toutes les circonstances constitutives du crime, la déclaration du jury ne purgeant pas l'accusation, il y a lieu de casser et de renvoyer à de nouveaux débats; toutefois, les réponses régulièrement faites par le jury et favorables à l'accusé lui sont acquises et doivent être maintenues (4);

Lorsqu'un individu, accusé de divers crimes dont il a été déclaré non coupable, était, en outre, accusé de com-

---

(1) Cass., 7 avril 1854 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*172.

(2) Cass., 16 décembre 1847,— sur mes conclusions— (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*485.

(3) Cass., 16 juin 1814 (M. Vasse, rapp.), *Bull.*55.

(4) Cass., 4 juillet 1823 (M. Brière, rapp.), *Bull.*271.

plicité d'une attaque à main armée sur un chemin public et de tentative de vol, s'il y a cassation sur ce dernier chef à raison duquel il avait été condamné, il y a lieu de maintenir les réponses du jury qui, régulièrement faites, lui étaient favorables (1);

Lorsqu'une accusation de complicité d'un assassinat portait : 1° sur la provocation ; 2° sur le fait d'avoir fourni des instruments pour commettre le crime, la déclaration du jury, favorable à l'accusé sur ce dernier point, lui est acquise, alors même que, sur sa demande, on annule les débats à raison de la violation des formalités prescrites à peine de nullité par la loi pour l'audition des témoins (2);

Lorsque le jury a répondu négativement sur la question de savoir si le vol a été commis par plusieurs personnes, cette déclaration régulière est acquise à l'accusé (3);

Lorsque, dans une accusation de faux, le jury n'a été régulièrement interrogé que sur la contrefaçon de la signature et a fait, sur ce point, une réponse négative, cette partie de sa déclaration, acquise à l'accusé, doit être maintenue : elle ne peut, après la cassation de l'arrêt de condamnation, faire la matière d'une question au nouveau jury (4);

Lorsqu'un individu est accusé d'intercalations et d'altérations dans les registres de l'octroi, et, en même temps, de détournements de deniers publics, la déclaration du jury résolvant en sa faveur la première question lui est acquise. En conséquence, si, condamné sur le second point, cet individu obtient la cassation de l'arrêt, les nouveaux débats devant la Cour de renvoi ne peuvent plus

---

(1) Cass., 15 avril 1824 (M. Brière, rapp.), *Bull.*150.
(2) Cass., 31 mai 1827 (M. Brière, rapp.), *Bull.*461.
(3) Cass., 27 juin 1828 (M. Brière, rapp.), *Bull.*483.
(4) Cass., 20 septembre 1828 (M. Brière, rapp.), *Bull.*801.

porter sur le fait qui a été la matière d'une déclaration de non-culpabilité (1);

Lorsque, sur une accusation de banqueroute frauduleuse, le jury a répondu négativement sur deux questions et affirmativement sur une troisième question, si l'annulation est prononcée, le renvoi devant une autre Cour d'assises ne doit avoir lieu que relativement au fait qui a motivé la condamnation et non pas relativement aux faits écartés (2);

Lorsqu'un accusé a été acquitté sur certains chefs et que, sur un autre chef, il y a eu irrégularité dans la réponse affirmative sur la circonstance aggravante qui se rattache au fait principal d'une manière indivisible, les nouveaux débats, rendus nécessaires par l'annulation, ne doivent pas comprendre les deux chefs sur lesquels l'accusé a obtenu une déclaration favorable (3);

Lorsque le président a donné à l'accusé lecture des questions *résultant de l'acte d'accusation*, lesquelles ont été répondues négativement, et qu'il n'a pas donné cette connaissance quant aux questions nouvelles posées *comme résultant des débats*, s'il intervient une condamnation à raison de ces dernières questions, la cassation est prononcée avec renvoi, mais les réponses favorables à l'accusé lui sont acquises et subsistent (4);

4199. Ce que l'on juge en faveur de l'accusé, on le juge contre lui, dans la situation inverse. S'il est régulièrement déclaré coupable sur un chef d'accusation, et si, en même temps, il est également déclaré coupable, mais irrégulièrement, sur un autre chef distinct du pre-

---

(1) Cass., 10 octobre 1832 (M. de Crouseilhes, rapp.), *Bull.*555.

(2) Cass., 6 novembre 1834 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.*438.

(3) Cass., 11 avril 1845 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*227; — 19 mars 1846 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*105.

(4) Cass., 11 septembre 1856 (M. Plougoulm, rapp.), *Bull.*498.

mier et de lui divisible, en annulant la partie irrégulière de la déclaration du jury, la Cour de cassation maintient la partie du jugement légalement accomplie : elle prononce, en ce cas, le renvoi devant une autre Cour d'assises, d'abord pour procéder à de nouveaux débats quant à la procédure irrégulière, et ensuite pour appliquer la loi, s'il y a lieu, sur les réponses du jury qui ont été expressément maintenues (1).

4200. Si la Cour d'assises provoque une seconde déclaration du jury, quoique la première fût régulière et nécessitât la condamnation de l'accusé, son arrêt incident et ce qui s'en est suivi sont annulés ; l'affaire est renvoyée devant une autre Cour d'assises uniquement pour faire à l'accusé l'application de la loi sur la première déclaration du jury qui est expressément maintenue (2).

4201. *4° Cassation totale.* — Après avoir expliqué ce qui arrive lorsque la cassation partielle est motivée par une fausse application de la loi pénale, l'article 434 dit, dans son deuxième paragraphe : « Si l'arrêt a été annulé « pour une autre cause, il sera procédé à de nouveaux « débats devant la Cour d'assises à laquelle le procès « sera renvoyé. »

Cette disposition doit être rapprochée de celle de l'article 408, aux termes de laquelle, lorsqu'il y a eu violation ou omission de quelques-unes des formalités prescrites sous peine de nullité ou substantielles par elles-mêmes, la Cour de cassation prononce l'annulation de l'arrêt de condamnation et de ce qui l'a précédé, à partir du plus ancien acte nul, et elle renvoie l'affaire devant une nou-

---

(1) Cass., 4 septembre 1851 (à mon rapport), *Bull.*577 ;—1er juin 1854 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*293.

(2) Cass., 18 avril 1822 (M. Rataud, rapp.), *Bull.*170 ; — 24 janvier 1835 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*41.—Voir *suprà*, nos 3456 et 4184.

velle Cour d'assises. — Là, les débats recommencent à nouveau, si le plus ancien, nul, est antérieur à la déclaration du jury ; que si, au contraire, le vice est postérieur à cette déclaration, qui est maintenue, les nouveaux débats portent uniquement sur l'application de la peine (1).

4202. Pour faire bien comprendre la portée de ces deux dispositions et les espèces qui comportent leur application, je vais faire à la jurisprudence de nombreux emprunts.

La condamnation prononcée contre l'accusé à raison de la réponse affirmative du jury à une question alternative empreinte de complexité prohibée, entraîne nécessairement la cassation totale de l'arrêt de la Cour d'assises et le renvoi à de nouveaux débats. Et, s'il existe contre un second accusé une question de complicité qui se réfère à la question principale complexe, le même vice entraîne les mêmes conséquences (2).

4203. Quoique le fait, tel qu'il est répondu par le jury, ne constitue pas de crime, la Cour de cassation, en annulant pour un motif quelconque, renvoie devant une seconde Cour d'assises pour procéder à de nouveaux débats, à une nouvelle position de questions, à une nouvelle déclaration des jurés, si les éléments du crime poursuivi se trouvaient formellement relevés par l'arrêt de mise en accusation et par le résumé de l'acte d'accusation. En effet, dans ce cas, l'accusation n'a pas été purgée (3).

---

(1) Cass., 24 janvier 1835 (M. Rocher, rapp.), *Bull.*31.

(2) Cass., 13 janvier 1854 (M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*13.

(3) Cass., 22 mars 1850, — en matière de subornation de témoins — (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*170 ;—24 mars 1853,—en matière d'attentat à la pudeur—(M. Jacquinot-Godard, rapp.), *Bull.*160 ;—1er septembre 1853,— en matière de tentative— (même rapp.), *Bull.*497 ; — 29 septembre 1853, — en matière de subornation de témoins — (M. Jallon, rapp.), *Bull.*558 ; — 13 octobre 1853, — en matière d'incendie — (même

4204. S'il s'agit d'un fait unique, composé de plusieurs circonstances constitutives ou aggravantes, qui se lient à lui et entre elles d'une manière intime, ou bien encore si le débat porte sur plusieurs chefs d'accusation concomitants et inséparablement unis, l'irrégularité sur un point emporte, par la force de l'indivisibilité, l'annulation totale (1).

Spécialement :

Quand les questions posées au jury, conformément à l'acte d'accusation, ne contiennent pas une circonstance aggravante formellement relevée par l'arrêt de renvoi aux assises, la déclaration affirmative du jury ne purge pas l'accusation : il y a donc lieu de casser l'acte d'accusation, ainsi que tout ce qui s'en est suivi (2) ;

La déclaration incomplète du jury étant annulée, la Cour de cassation doit renvoyer devant une autre Cour d'assises pour être procédé à de nouveaux débats, non-seulement sur le fait principal et sur les circonstances aggravantes résolues contre l'accusé, mais encore sur celles qui, résolues en sa faveur, en sont inséparables (3);

Dans une accusation de vol avec diverses circonstances aggravantes, si la déclaration du jury sur ces circonstances est irrégulièrement rendue, la cassation doit être

---

rapp.), *Bull.*586 ;—6 mai 1854, — en matière de subornation de témoins —(M. Aylies, rapp.), *Bull.*235 ; — 31 mai 1855, — en matière de faux— (M. Poultier, rapp.), *Bull.*306 ; — 27 novembre 1858, — en matière de faux commercial—(M. Plougoulm, rapp.), *Bull.*461 ;—4 juin 1859,—en matière de faux commercial— (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*239. — Voir *suprà*, n° 4187.

(1) Voir *suprà*, nos 3233 et 3234, et 4193.

(2) Cass., 26 septembre 1822 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*381 ;—9 septembre et 24 décembre 1825 (MM. Gaillard et Clausel de Coussergues, rapp.), *Bull.*486 et 675.

(3) Cass., 9 février 1827 (M. de Bernard, rapp.), *Bull.*88.

totale quoique la réponse sur le fait principal ait été valablement portée [1];

Un individu était renvoyé aux assises par cinq arrêts de mise en accusation; un de ces arrêts avait déclaré qu'il n'y avait lieu de suivre à l'égard de l'un des chefs de vol; par une erreur singulière, ce chef de vol écarté fut cependant déféré au jury, qui répondit négativement à cet égard et porta une déclaration de culpabilité sur les autres chefs; condamnation, pourvoi et cassation totale, par les motifs que voici : « Attendu qu'il y a nullité de toute accusation portée devant la Cour d'assises, lorsqu'elle n'a pas été admise légalement; — que cette nullité frappe, non-seulement la condamnation qui pourrait intervenir, mais aussi, et dans tous les cas, l'acte d'accusation et les débats; — que, lorsque les débats embrassent plusieurs chefs d'accusation, ils doivent être considérés comme indivisibles, et la nullité qui en vicie une partie comme viciant leur totalité; — qu'en effet, la loi ne demande pas compte aux jurés des moyens par lesquels ils sont convaincus, et, leur opinion se formant sur l'ensemble des impressions qu'ils reçoivent des débats, il n'y a aucun moyen de constater que leur conviction, sur ces chefs répondus affirmativement, n'a pas eu, pour un de ses éléments, la partie des débats entachée de nullité [2]; »

En cas d'indivisibilité entre différents chefs d'accusation relevés à l'occasion d'un même fait, et dans l'impossibilité morale de les séparer, il faut, s'il intervient une cassation, renvoyer le tout à l'appréciation du nou-

---

(1) Cass., 30 septembre 1831 (M. Chauveau-Lagarde, rapp.), *Bull.* 417; Rej., 30 mars 1843 (M. Fréteau de Peny, rapp.), *Bull.* 141.

(2) Cass., 29 novembre 1834 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.* 465.

veau jury, sans excepter les questions répondues en faveur de l'accusé (1);

Dans une double accusation d'extorsion de signatures avec violences et de coups et blessures, les faits relatifs aux coups et blessures « se rattachent d'une manière indivisible, quant à leur appréciation et quant à la preuve de leur existence, au chef principal de l'accusation; et la cassation de la déclaration du jury sur le crime d'extorsion, entraîne la nullité de celle relative aux coups et blessures; il importe, en effet, que le jury appelé à prononcer de nouveau sur l'accusation définie par l'arrêt qui a saisi la Cour d'assises, soit en mesure d'apprécier régulièrement tous les éléments de cette accusation (2); »

Plusieurs individus étant accusés d'avoir commis divers vols qualifiés, soit comme auteurs, soit comme complices, « l'accusation sur chaque vol et les réponses du jury formaient un tout indivisible, dont l'annulation partielle doit entraîner l'annulation totale pour mettre le nouveau jury en situation d'apprécier chaque fait dans son ensemble (3); »

Un individu est mis en accusation comme auteur principal d'un incendie, et aussi comme complice de deux autres crimes de même nature; le jury le déclare coupable de l'incendie à lui directement imputé, et il omet de répondre sur les questions relatives aux deux autres incendies dont il aurait été le complice; or, la déclaration étant irrégulière sur le premier point, et les deux autres chefs n'ayant pas été purgés, il y a eu cassation et renvoi pour le tout devant une autre Cour d'assises (4);

---

(1) Cass., 14 février 1835 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*72.

(2) Cass., 19 juin 1845 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*329.

(3) Cass., 17 août 1849,—sur mes conclusions—(M. Legagneur, rapp.), *Bull.*304.

(4) Cass., 9 mars 1855 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*153.

Dans une accusation de contrefaçon, et aussi d'émission de fausse monnaie, ces deux chefs, « dont le premier a été écarté par le jury, ont cependant une base commune; ils dérivent d'un même fait; par suite, ils ne peuvent être divisés et doivent être simultanément soumis à l'appréciation du jury » (1);

Dans une triple accusation, il y a indivisibilité si les trois chefs sont concomitants et connexes : en conséquence, l'irrégularité de la déclaration du jury sur l'un d'eux entraîne la cassation totale (2);

Un individu était accusé d'avoir commis un vol en 1862, et un homicide volontaire en 1863 : cette double accusation procédait d'un même fait, en ce que, malgré l'intervalle de temps qui séparait les deux crimes, le meurtre n'aurait eu lieu que pour assurer l'impunité du vol en faisant disparaître le principal témoin; l'accusé, acquitté sur le meurtre, avait été condamné, mais irrégulièrement, sur le chef relatif au vol; après avoir prononcé l'annulation, la Cour de cassation a décidé « que les deux accusations étant inséparablement unies, le fait qui les a produites doit être soumis tout entier à la délibération du jury de jugement » (3);

Quatre contraventions commises en même temps et au même lieu, forment un tout en quelque sorte indivisible, et doivent, dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, être soumises ensemble au juge de répression : en conséquence, l'annulation sur deux d'entre elles entraîne la cassation totale (4);

---

(1) Cass., 31 janvier 1857 (M. Le Sérurier, rapp.), *Bull.* 67.

(2) Cass., 12 et 26 décembre 1861 (MM. A. Moreau et Jallon, rapp.), *Bull.* 445 et 459.

(3) Cass., 26 décembre 1863 (M. Bresson, rapp.), *Bull.* 510.

(4) Cass., 16 avril 1864,— en matière de police— (M. Lascoux, rapp.), *Bull.* 169.

Il y a lieu de casser pour le tout si la Cour d'assises a prononcé une seule peine pour un crime mal qualifié et pour des délits connexes soumis simultanément à l'appréciation du jury (1).

4205. Si le jury a répondu négativement à la question de meurtre résultant de l'arrêt de mise en accusation, et affirmativement à la question subsidiaire de coups et blessures posée en vertu des débats, l'annulation de la déclaration ne laisse pas subsister la première réponse, et la Cour de renvoi doit être saisie de l'accusation primitive qui, vu l'indivisibilité des faits, ne peut être considérée comme purgée (2).

4206. L'arrêt qui, à raison d'un crime commis à l'audience et entraînant la peine des travaux forcés à perpétuité, prononce cette peine contre un sexagénaire, au lieu de la peine de la réclusion, doit être cassé pour le tout et non pas seulement quant à l'application de la peine. En effet, cette Cour, ayant été au procès juge du fait en même temps que du droit, son arrêt présente une indivisibilité qui en rend toutes les parties solidaires. Et le renvoi ne pouvant être ordonné devant une juridiction de même qualité, il y a lieu de saisir une chambre d'accusation qui a plénitude de juridiction (3).

4207. Les débats étant annulés pour défaut de publicité, sur la demande de l'accusé, « tout ce qui en a été le résultat doit suivre le même sort; la déclaration du jury, n'ayant pas été légalement rendue, doit donc être déclarée tout entière non avenue » (4).

---

(1) Cass., 16 juin 1865 (M. Perrot de Chézelles, rapp.), *Bull.*230.

(2) Cass., 1er juin 1867 (M. Salneuve, rapp.), *Bull.*219.—Voir, en sens contraire, *suprà*, n° 4188.

(3) Cass., 5 juillet 1860 (M. Meynard de Franc, rapp.), *Bull.*258.

(4) Cass., 13 septembre 1834 (M. de Ricard, rapp.), *Bull.*364.

4208. *Désignation de la juridiction de renvoi.* — L'article 429 détermine la juridiction que, en prononçant l'annulation et le renvoi, la Cour de cassation devra saisir.

Selon son quatrième alinéa, le renvoi a lieu devant une Cour d'assises autre que celle qui aura rendu l'arrêt, si l'arrêt et l'instruction sont annulés pour cause de nullités commises à la Cour d'assises.

En cas d'annulation d'un arrêt de la Cour d'assises qui se borne à prononcer une condamnation à des dommages-intérêts, le renvoi doit également être prononcé, non devant une autre Cour d'assises, mais devant un tribunal de première instance autre que celui auquel aura appartenu le juge d'instruction et dont la désignation est laissée à l'appréciation souveraine de la Cour de cassation (1). Dans ce cas, le tribunal sera saisi sans citation préalable en conciliation. —C'est ce qui résulte du quatrième alinéa de notre article.

Si l'arrêt et la procédure sont annulés pour cause d'incompétence, la Cour de cassation renverra le procès, — c'est la disposition de l'art. 429, § 5, — devant les juges qui doivent en connaître et les désignera : toutefois, si la compétence se trouvait appartenir au tribunal de 1re instance où siége le juge qui aurait fait la première instruction, le renvoi sera fait à un autre tribunal de 1re instance.

Lorsque, par une fausse interprétation de la loi pénale, l'accusé a été condamné alors qu'il devait être absous, l'arrêt est cassé sans renvoi, s'il n'y a pas de partie civile en cause. — S'il existe une partie civile, l'affaire, dit le § 6 de notre article, est renvoyée, pour les débats civils seulement, devant un tribunal de première instance autre que celui auquel aura appartenu le juge d'instruction.

---

(1) Cass., 7 octobre 1853 (M. Rives, rapp.), *Bull.* 580 ; — 13 février 1862 (M. Sénéca, rapp.), *Bull.* 68.

4209. Il me reste à expliquer sur ce point, avec l'art. 430, comment la désignation est faite : « Dans tous les « cas où la Cour de cassation est autorisée à choisir une « Cour ou un tribunal pour le jugement d'une affaire ren- « voyée, ce choix ne pourra résulter que d'une délibération « spéciale prise en la chambre du conseil, immédiatement « après la prononciation de l'arrêt de cassation, et dont il « sera fait mention expresse dans cet arrêt. »

4210. Les arrêts d'annulation doivent donc énoncer que la désignation de la Cour de renvoi résulte d'une délibération spéciale prise dans la chambre du conseil. Si cette mention n'existe pas, il n'est pas établi que la désignation a été régulièrement accomplie et elle doit être considérée comme non avenue. Dès lors, il doit être procédé à une désignation nouvelle, conformément à la disposition de l'art. 430 (1).

4211. La Cour de cassation peut, par des considérations de commodité pour les témoins et d'économie dans les frais, rapporter la disposition d'un de ses arrêts par laquelle, en prononçant l'annulation, elle avait renvoyé devant une Cour, et désigner une autre Cour pour connaître de l'affaire (2).

SECTION VIII.

Pourvoi dans l'intérêt public et dans l'intérêt de la loi.

N° 4212. En respectant l'autorité de la chose jugée, on peut, dans l'intérêt public et de la loi, déférer à la Cour de cassation les arrêts qui violent la loi.

4213. 1° *Pourvoi sur l'ordre du ministre de la justice.*—Art. 441.

---

(1) 14 septembre 1865 (à mon rapport), *Bull.* 303.
(2) 12 août 1813 (M. Rataud, rapp.), *Pal.* 1813.627.

4214. Ce pourvoi peut porter non-seulement sur les arrêts, mais encore sur les actes judiciaires ;

4215. Spécialement sur une ordonnance excédant les pouvoirs du président des assises ;

4216. Sur une ordonnance du juge commissaire d'une faillite se transformant en juge d'instruction ;

4217. Sur des actes constatant la diversité d'opinions des différents membres d'un tribunal.

4218. Le procureur général près la Cour de cassation, ne peut ajouter des moyens à ceux qui lui sont indiqués par l'ordre formel du ministre. — Mais il peut les développer.

4219. L'annulation, provoquée sur l'ordre du ministre, profite au condamné, sans jamais pouvoir lui nuire.

4220. Exemples divers.

4221. Quant à la partie civile, cette annulation ne modifie en rien sa position.

4222. Le condamné peut intervenir pour appuyer ce pourvoi.

4223. 2° *Pourvoi d'office par le procureur général.* — Article 442.

4224. Observation sur ce pourvoi restreinte ici à ce qui concerne les Cours d'assises.

4225. Ce pourvoi moins étendu que celui formé d'ordre du ministre : 1° Il ne peut être formé que contre des arrêts ; — 2° Il n'est pas recevable si les parties sont dans les délais pour former un recours, ou si, ce recours formé par elles, a été rejeté au fond.

4226. Les effets de l'annulation prononcée sur ce pourvoi n'altère en rien l'autorité de ce qui a été jugé par la Cour d'assises.

4227. Le ministère public près la Cour d'assises n'est pas recevable à se pourvoir dans l'intérêt de la loi.

4228. Exception au cas où il attaque une ordonnance d'acquittement. — Renvoi.

4229. Pas de délai fatal, ni de forme sacramentelle pour le pourvoi dans l'intérêt de la loi. — Pourvoi recevable à l'audience même quand les parties ont formé leurs recours.

4212. L'arrêt, devant lequel toutes les parties se sont inclinées, peut contenir des violations de la loi : le législateur n'a pas voulu que ces décisions, contraires aux principes, pussent constituer des précédents fâcheux, et il indique le moyen de les faire réformer, sans porter atteinte à l'autorité de la chose jugée. — Ce moyen, c'est le

pourvoi dans l'intérêt public et dans l'intérêt de la loi.

Ce pourvoi est formé par le procureur général près la Cour de cassation : 1° par ordre formel à lui donné par le ministre de la justice ; 2° et d'office, en vertu de sa propre fonction.

Quelques observations vont mettre en relief les différences qui distinguent ces deux modes du recours.

4213. 1° *Pourvoi sur l'ordre du ministre de la justice.* — L'art. 441 s'exprime ainsi : « Lorsque, sur l'exhibi-« tion d'un ordre formel à lui donné par le ministre de la « justice, le procureur général, près la Cour de cassation, « dénoncera à la section criminelle des actes judiciaires, « arrêts ou jugements contraires à la loi, ces actes, arrêts « ou jugements pourront être annulés, et les officiers de « police ou les juges poursuivis, s'il y a lieu, de la ma-« nière exprimée au chapitre III du titre IV du présent « livre. »

4214. Dans ce texte, on ne rencontre aucune condition venant apporter à l'exercice de ce pourvoi les limites qui, nous le verrons tout à l'heure, sont imposées au recours relevé d'office par le procureur général. Générale et absolue, cette disposition permet de dénoncer à la chambre criminelle, et à cette chambre de frapper d'annulation, tous les actes judiciaires et tous les arrêts criminels contraires à la loi : aussi peu importerait que les parties intéressées fussent encore dans les délais pour former leur propre pourvoi.

4215. En vertu de cette disposition, on annulerait, sur le pourvoi formé d'ordre du ministre, l'ordonnance d'un président de Cour d'assises autorisant la translation d'un accusé hors de la maison de justice où il était écroué par suite de l'arrêt de mise en accusation, afin qu'il pût trouver des pièces utiles à sa défense. Cette ordonnance est, en effet, d'un acte judiciaire excédant le pouvoir dis-

crétionnaire du président et contraire à l'art. 243 du Code d'instruction criminelle (1).

4216. On annulerait, à plus forte raison, l'ordonnance rendue par le juge-commissaire d'une faillite qui, usurpant les fonctions du juge d'instruction, fait conduire un failli dans les prisons et le met à la disposition du ministère public comme prévenu de banqueroute frauduleuse (2).

4217. On annulerait encore la constatation de la diversité d'opinions des différents membres du tribunal qui est un *acte judiciaire*. En effet, il est de droit public que les juges opinent à voix basse et que les opinions émises par eux doivent rester secrètes : un tel acte judiciaire est donc contraire à la loi (3).

4218. Le procureur général n'est ici que le mandataire et le représentant du ministre de la justice, qui, dans la réalité des choses, parle par sa bouche et poursuit sous son nom l'annulation de la décision illégale. — De là, cette règle importante que le procureur général ne peut, dans son réquisitoire, présenter à la chambre criminelle des moyens autres que ceux à lui indiqués dans l'ordre formel du ministre. « Attendu, dit un arrêt, que la disposition de l'article 441, par sa généralité et les conséquences qu'elle entraîne, est une disposition exorbitante du droit commun et doit être renfermée dans ses termes ; — que le droit dont elle investit le Gouvernement lui est donné dans un intérêt public dont il est le seul juge, et que son étendue, dans chaque affaire, est déterminée par l'ordre formel dont parle l'article 441 ; — que

---

(1) Cass., 21 mai 1813 (M. Coffinhal, rapp.), *Bull.*268.

(2) Cass., 13 novembre 1823 (M. Busschop, rapp.), *Bull.*431.

(3) Cass., 27 juin 1822 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*269 ; — 9 juin 1843 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*238 ; — 28 mai 1847 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*191.

le procureur général, en exécutant cet ordre, peut, sans doute, joindre aux violations de la loi, qui y sont signalées, toutes celles qui n'en sont que le développement; mais qu'il est sans qualité pour soulever des difficultés entièrement nouvelles et ne se rattachant point à celles qui ont porté le Gouvernement à user de son droit (1). »

L'ordre formel « suppose la spécification du moyen de droit qui, dans la pensée du ministre, organe du Gouvernement, est empreint d'une gravité assez haute pour appeler une interprétation judiciaire ». Le procureur général ne pourrait donc, pour présenter des moyens autres que ceux que le ministre lui a indiqués, s'autoriser de cette phrase contenue en l'ordre de recours : *Par ces motifs et par tous ceux que votre expérience et l'examen de l'affaire pourront vous suggérer* (2).

4219. Les effets de l'annulation provoquée sur l'ordre du ministre ne sont pas définis par l'article 441, et la jurisprudence a dû suppléer à cette lacune. Il faut se dire avec elle que le ministre n'agit pas ou ne fait pas agir, dans le seul *intérêt de la loi;* son but est plus élevé encore : c'est au nom de l'*intérêt public* qu'il fait requérir l'annulation. Or, comme cet intérêt public serait lésé si les règles de la compétence n'étaient pas suivies, si les formalités substantielles au droit de défense n'étaient pas respectées, si un accusé était condamné quand il ne doit pas l'être, ou s'il était puni plus sévèrement que la loi ne le permet, l'annulation profite à l'accusé (3) sans jamais

---

(1) Cass., 2 février 1850 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*65. — Conformes : Cass., 15 juillet 1819 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*224; — 22 août 1839 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*415.

(2) Rej., 19 mars 1852 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*185.

(3) Cass., 25 mars 1836 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*96; — 29 juin et 7 décembre 1837 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*247 et 435; — 5 janvier 1838 (M Bresson, rapp.), *Bull.*4; — 19 avril 1839 (M. De-

pouvoir lui nuire ni porter atteinte à ses intérêts (1).

4220. Aussi l'annulation profite à l'accusé :

Quand une Cour prévôtale, sans observer les règles relatives à l'instruction, à la mise en accusation et à la compétence, se saisit d'une affaire et porte la condamnation (2) ; — ou quand, un individu étant mis en accusation pour avoir été l'un des auteurs d'un assassinat commis par attroupement armé, cette Cour sort du cercle de cette accusation, et le condamne pour avoir fait partie de bandes armées organisées pour s'opposer à l'exécution des lois (3) ;

Quand un conseil de guerre, sans constater que la soustraction a été *frauduleuse*, condamne un accusé militaire pour vol d'effets qu'il a emportés, au lieu de le considérer comme simplement coupable du délit de détournement prévu par l'art. 408 du Code pénal (4) ;

Quand un tribunal spécial maritime refuse d'appliquer à un accusé le bénéfice d'une prescription acquise en vertu d'une loi spéciale non abrogée (5) ;

Quand la Cour d'assises, en condamnant un individu pour tentative de vol à un emprisonnement correctionnel par application de l'art. 401 du Code pénal, le place sous la surveillance de la haute police pendant toute sa vie (6) ;

---

haussy, rapp), *Bull.*193 ; — 3 janvier 1846 (même rapp.), *Bull.*6 ; — 8 août 1850 (M. Quénault , rapp.), *Bull.*373 ; — 20 juin 1851 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*369.—Voir *suprà*, n^os^ 4095 et 4179.

(1) L'arrêt du 15 juillet 1819 ,—Cass., 2 avril 1831 (M. Brière, rapp.), *Bull.*132 ;—20 décembre 1832 (même rapp.), *Bull.*699 ; — 30 août 1833 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*449 ; — 22 mars 1839 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*149.

(2) Cass., 24 octobre 1817 (M. Busschop, rapp.), *Bull.*271.

(3) Cass., 5 février 1818 (M. Rataud, rapp.), *Bull.*17.

(4) Cass., 26 fév. et 1^er^ août 1818 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*64 et 313

(5) Cass., 27 janvier 1820 (M. Aumont, rapp.), *Bull.*37.

(6) L'arrêt du 5 janvier 1838.

Quand un arrêt de la Cour d'assises condamne pour faux témoignage porté à l'audience, l'individu qui, avant la clôture des débats, a rétracté sa déposition contraire à la vérité (1) ;

4221. Relativement aux effets de l'annulation, ainsi provoquée, à l'égard de la partie civile, j'emprunterai les paroles suivantes à l'un des savants réquisitoires du procureur général Dupin : « Il nous semble que l'annulation en vertu de l'article 441 ne peut jamais modifier sa position : d'abord parce que le droit acquis à cette partie, au moyen de l'action civile qu'elle a exercée, est tout à fait distinct et indépendant du droit acquis à la société, au moyen de l'exercice de l'action publique ; en second lieu, parce que l'accusé, dont la condamnation est annulée sur la demande du garde des sceaux, aura une action en dommages-intérêts contre la partie civile, si la condamnation était l'œuvre de la corruption ou de manœuvres pratiquées contre lui (2). »

4222. Puisque le pourvoi formé d'après les ordres du ministre n'est pas restreint au seul intérêt de la loi, et puisque l'annulation peut profiter à l'accusé, « celui-ci a intérêt à appuyer la demande du procureur général et, dans cette circonstance, il a qualité pour intervenir (3) ; — mais son intervention est nécessairement restreinte aux chefs dénoncés par le procureur général (4).

4223. 2° *Pourvoi d'office par le procureur général.* — Ce recours est réglé par l'article 442, qui dit : « Lorsqu'il « aura été rendu par une Cour impériale ou d'assises, « ou par un tribunal correctionnel ou de police, un arrêt

---

(1) L'arrêt du 19 avril 1839.
(2) Réquisitoire lors de l'affaire du 19 avril 1839, S.-V.39.1.327.
(3) L'arrêt du 15 juillet 1819.
(4) Cass., 26 novembre 1842 (M. Isambert, rapp.), *Bull.*466.

« ou jugement en dernier ressort, sujet à cassation, et « contre lequel néanmoins aucune des parties n'aurait « réclamé dans le délai déterminé, le procureur général « près la Cour de cassation pourra aussi, d'office et non- « obstant l'expiration du délai, en donner connaissance « à la Cour de cassation : l'arrêt ou le jugement sera « cassé, sans que les parties puissent s'en prévaloir pour « s'opposer à son exécution. »

4224. Je laisse de côté ce qui concerne les arrêts ou jugements en dernier ressort rendus en matière correctionnelle ou de police, et, pour ne pas sortir de mon cadre, je borne mes observations aux arrêts intervenus en Cour d'assises.

4225. En comparant les dispositions de l'article 442 avec celles de l'article 441, on remarque que le recours formé par le procureur général près la Cour de cassation, d'office et de son propre mouvement, est bien moins étendu que celui qu'il introduit sur l'ordre formel du ministre.

En premier lieu, le procureur général ne peut d'office déférer à la censure de la Cour de cassation que les *arrêts* : il serait non recevable à se pourvoir contre les actes judiciaires, fussent-ils contraires à la loi, par exemple, contre les actes émanés du président des assises. Spécialement, ses réquisitions, prises en vertu de sa propre fonction, ne peuvent provoquer l'annulation de la position des questions qui a été l'œuvre du président seul [1].

En deuxième lieu, le recours exercé d'office par le procureur général n'est pas recevable si les parties intéressées sont dans le délai pour se pourvoir [2], et il ne l'est plus si

---

(1) Rej., 8 janvier 1848,—sur mes conclusions—(M. Legagneur, rapp.), S.-V.49.1.224.

(2) Cass., 29 août 1827, — chambre civile — (M. Zangiacomi, rapp.), *Pal.*784 et 895.

ces parties, usant de leur droit, ont formé un pourvoi suivi d'un arrêt de rejet. — Cela résulte de ces expressions de notre article 442 : *contre lequel néanmoins aucune des parties n'aurait réclamé dans le délai déterminé.* — On comprend, en effet, que si, sur le pourvoi des parties, la Cour de cassation a prononcé le maintien de l'arrêt attaqué, elle se mettrait en opposition avec sa propre décision si, sur le pourvoi du procureur général, elle annulait ce même arrêt.

Cependant, lorsque le pourvoi des parties n'a pas été rejeté que par une fin de non-recevoir, qui n'a pas engagé le fond, la Cour de cassation, n'ayant plus à redouter la contrariété dans ses propres décisions, pourrait accueillir le recours du procureur général.

4226. Les effets du pourvoi *proprio motu* du procureur général n'affectent en aucune façon, ni en bien ni en mal, les intérêts des parties; l'arrêt d'annulation qui intervient passe par-dessus leur tête ; et il se borne à redresser les principes méconnus. Pour elles, comme pour tous, l'autorité de la chose jugée, dans la plénitude de sa puissance, réside donc tout entière dans l'arrêt de la Cour d'assises, et ce serait par un déplorable abus, que les magistrats ne devraient pas tolérer, que, dans des procès ultérieurs, on s'emparerait contre ces parties de la cassation prononcée dans le pur intérêt de la loi.

4227. Le ministère public près les Cours d'assises est non recevable à se pourvoir dans le seul intérêt de la loi contre les arrêts rendus par ces Cours : ce droit n'appartient qu'au procureur général près la Cour de cassation [1].

---

(1) Cass., 30 mai et 3 décembre 1812 (M. Oudart, rapp.), *Pal.*1812. 431 et 855 ;—9 janvier 1813 (même rapp.), *Pal.*1813.20 ;—Rej., 27 mars 1817 (M. Busschop, rapp.), *Bull.*77 ;—13 juillet 1827 (M. Mangin, rapp.), *Pal.*1827.609 ;—27 janvier 1831 (M. Rives, rapp.), *Bull.*25 ; — Cass., 2

4228. Il est cependant un pourvoi dans l'intérêt de la loi qui rentre dans les facultés du ministère public près la Cour d'assises : c'est celui qui est dirigé contre l'ordonnance d'acquittement alors que cette ordonnance, légale en elle-même, a été précédée de certaines irrégularités devant entraîner la nullité de la procédure. Dans ce cas, prévu par l'article 409, cet officier du ministère public a qualité pour poursuivre l'annulation, laquelle ne saurait préjudicier à la partie acquittée. — Voir *suprà* n^os^ 3655 à 3657.

4229. Le pourvoi dans l'intérêt public et de la loi n'est soumis à aucun délai fatal, ni à aucune forme.

Le procureur général le formule ordinairement par un réquisitoire écrit, qu'il dépose au greffe et auquel il joint la lettre du ministre, si c'est sur son ordre formel que la Cour de cassation et saisie.

Ajoutons que, si le procureur général agit d'office, son recours est régulièrement formé à l'audience même, au moment où l'on débat la recevabilité du pourvoi des parties, et par l'avocat général qui est sur le siége.

---

janvier 1834 (même rapp.), *Bull.*, p. 1re ; — 13 juillet 1838 (même rapp.), *Bull.*315 ; — 8 octobre 1852 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*574. — Analogues, en matière correctionnelle ou de simple police : Rej., 23 avril 1831 (M. Rives, rapp.), *Bull.*174 ; — 14 novembre 1839 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*535 ;—4 janvier et 22 février 1840 (MM. Rives et de Ricard, rapp.), *Bull.*9 et 89 ;—27 juin 1845 (M. Brière-Valigny, rapp.), *Bull.*348 ;—12 juillet 1849 (M. Rives, rapp.), *Bull.*245 ;—29 décembre 1853 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*719 ; — 6 février et 12 mars 1858 (MM. Legagneur et Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*71 et 150 ; — 3 février 1859 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.*65 ;—14 février 1863 (même rapp.), *Bull.*89 ;— 4 mars 1864 (M. Perrot de Chézelles, rapp.), *Bull.*103.

CHAPITRE II.

JUGEMENT PAR LA COUR DE RENVOI.

N° 4230. 1° *Compétence de la Cour de renvoi.* — La Cour d'assises saisie du renvoi a le droit de vérifier sa compétence.

4231. A moins de limitation, cette Cour prend le procès tel qu'il existait devant la première Cour dont l'arrêt a été cassé. — Et, en règle générale, son examen porte sur l'ensemble de l'accusation, sans en excepter les questions qui avaient été résolues en faveur de l'accusé. — Exemple relatif aux circonstances aggravantes.

4232. Acquittement sur la question principale de culpabilité comme auteur principal, et condamnation sur la question subsidiaire de complicité : l'annulation de cette dernière fait tout revivre.

4233. 2° *Procédure devant la Cour de renvoi.* — Article 435.

4234. Il faut désigner un conseil à l'accusé, même lorsqu'il ne s'agit que d'appliquer la peine.

4235. Nécessité par la Cour de renvoi de juger : elle ne peut surseoir.

4236. Interprétation d'un arrêt de cassation quant à la simultanéité du débat à l'égard de plusieurs accusés.

4237. Quand la cassation ne s'étend pas à l'arrêt de mise en accusation, il n'est pas nécessaire de renouveler l'avertissement prescrit par l'article 296.

4238. L'annulation s'arrêtant aux débats, il n'est nécessaire ni de dresser un nouvel acte d'accusation, ni de procéder à une nouvelle notification des arrêt de renvoi et acte d'accusation.

4239. Ni, dans ce cas, de notifier une nouvelle copie gratuite des pièces.

4240. Acquittement sur deux chefs ; nouveaux débats pour un troisième chef ; lecture totale de l'ancien acte d'accusation ; audition des témoins même relatifs aux chefs écartés du débat.

4241. Droit du ministère public de faire entendre tous les anciens témoins, d'en omettre quelques-uns, d'en ajouter de nouveaux.

4242. Audition comme témoin, de la partie civile qui n'a pas renouvelé sa constitution.

4243. Jugement sans assistance de jurés, lorsqu'il ne s'agit que de l'application de la peine.

4244. Plénitude du droit d'application de la peine de la Cour de renvoi qui n'est pas liée par l'arrêt cassé.

4245. Quand l'annulation a été totale le président doit poser toutes les questions, même celles qui avaient été résolues en faveur de l'accusé. — Renvoi.

4246. Si le complice par recel, comparaît seul, il faut poser les circonstances aggravantes qui qualifient le vol.

4247. L'officier du ministère public n'est pas lié par les réquisitions de son collègue lors de l'arrêt cassé.

4248. 3° *Seconds pourvois.* — Indication des moyens qui peuvent être proposés.

4249. Si le nouveau pourvoi produit des moyens nouveaux, la chambre criminelle est compétente pour y statuer.

4250. Cas où le pourvoi est fondé sur les mêmes moyens. — Ancienne législation et loi du 1er avril 1837. — Compétence des chambres réunies : obligation de la troisième Cour de s'incliner devant la doctrine que ces chambres consacrent.

4251. Ce qu'on doit entendre par *les mêmes moyens.*

4252. La compétence des chambres réunies s'étend aux seconds pourvois formés dans l'intérêt de la loi.

4253. C'est à la chambre criminelle, et non aux parties, à saisir les chambres réunies.

4254. Cas où des moyens nouveaux viennent s'adjoindre aux anciens moyens : compétence respective de la chambre criminelle et des chambres réunies.

4255. Annulation dans l'intérêt de la loi de l'arrêt de la seconde Cour qui, en s'inclinant devant la décision de la Cour régulatrice, improuve sa doctrine.

4256. La partie qui était défenderesse sur le premier pourvoi et qui devint demanderesse sur le second pourvoi, peut reproduire le système antérieurement repoussé.

4257. Après cassation d'un arrêt d'absolution, si l'accusé est condamné par la Cour de renvoi, il peut se pourvoir et invoquer tous les moyens légaux.

4258. Rejet du pourvoi du condamné; cassation sur le pourvoi du ministère public, pour fausse application de la loi ; non-recevabilité du condamné à exciper des vices antérieurs à la déclaration du jury.

4259. Frais compétemment fai s antérieurement au dernier acte annulé : ils sont valablement mis à la charge du condamné.

4260. Dernier mot de l'ouvrage.

4230. 1° *Compétence de la Cour de renvoi.* — Tout tribunal a le droit de vérifier d'abord sa propre compétence. Ce droit subsiste pour la Cour d'assises, même dans le cas de renvoi après annulation, les arrêts de la Cour de cassa-

tion ne liant les juges de renvoi que lorsqu'ils sont émanés des chambres réunies ou lorsqu'ils interviennent sur une demande en règlement de juges [1].

4231. A moins de limitation expresse par l'arrêt de cassation, la Cour d'assises, « qui juge après renvoi, est tout juste dans la même position où se trouvait la Cour dont l'arrêt a été cassé. Il faut qu'elle prenne le procès tel qu'il existait avant la cassation. L'arrêt de la Cour régulatrice n'enchaîne pas son opinion. C'est le procès qu'elle doit voir, et les éléments qui le constituent sont la seule base de sa décision » [2].

Aussi, en règle générale, l'annulation, lors même qu'elle est prononcée sur la demande de l'accusé, *si elle n'est pas limitée* par les termes de l'arrêt de la Cour de cassation, doit porter sur l'ensemble de l'accusation et même sur les questions résolues en sa faveur que la Cour de renvoi doit poser au nouveau jury [3].

La cassation de l'arrêt de la Cour d'assises, « en raison de l'irrégularité de la réponse du jury sur une question relative à une circonstance aggravante, a nécessairement investi la Cour de renvoi du droit de statuer sur le fait principal aussi bien que sur cette circonstance aggravante : en effet, la corrélation qui existe entre ces deux parties d'une même accusation empêche de la diviser dans le débat » [4].

4232. Il avait été anciennement jugé que quand les

---

(1) Cass., 2 février 1850 (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*65.

(2) Cass., 9 juin 1826, — intérêt de la loi — (M. Brière, rapp.), *Bull.* 315.

(3) Rej., 30 mai 1818 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*209 ; — Cass., 7 mai 1825 (M. Brière, rapp.), *Bull.*266 ; — 19 juin 1857 (M. Faustin Hélie, rapp.), *Bull.*365. — Voir *suprà*, nos 3233 à 3237, 4202 à 4204, les deux numéros qui vont suivre, et *infrà*, n° 4245.

(4) Rej., 30 mars 1843 (M. Fréteau de Peny, rapp.), *Bull.*141.

questions sur *la culpabilité en tant qu'auteur principal* ont été régulièrement posées, conformément à l'arrêt de renvoi, et répondues par le jury en faveur de l'accusé, et quand sur une question relative *à la complicité* il y a eu déclaration de culpabilité, ayant entraîné la condamnation, si la Cour de cassation annule cette dernière question et la réponse y afférente, elle doit maintenir les autres comme définitivement acquises à l'accusé ; que, par suite, la Cour d'assises de renvoi ne doit interroger le nouveau jury que sur le point de savoir si l'accusé a été ou non complice du crime (1).

Mais, depuis, on a consacré la solution contraire et l'on décide que lorsque la Cour de cassation a annulé *la position des questions* au jury, et ordonné sans restriction qu'il serait procédé à de nouveaux débats, la Cour d'assises de renvoi doit soumettre au nouveau jury les questions sur le fait résultant de l'arrêt de mise en accusation, alors même que l'accusé, déclaré non coupable sur ces questions, n'a été condamné que sur une question de complicité posée comme résultant des débats. Cela est juridique, car « la complicité est une modification et une dégénérescence de l'accusation principale comme auteur ; elle y est renfermée virtuellement ; le jury n'a écarté le fait principal qu'en affirmant le fait subsidiaire ; par là, l'accusation primitive n'a donc pas été définitivement et complétement purgée dans son entier » (2).

Il en est de même au cas d'annulation, non plus des questions mais de *la déclaration du jury*, affirmative uniquement sur la question subsidiaire résultant des débats,

---

(1) Cass., 2 décembre 1825 (M. Brière, rapp.), *Bull.*646.

(2) Rej., 15 mai et 18 décembre 1856 (MM. Dehaussy et Lascoux, rapp.), *Bull.*295 et 629 ;—16 avril 1857 (M. Sénéca, rapp.), *Bull.*240 ;—Cass., 25 mars 1858 (même rapp.), *Bull.*172 ;—3 mars 1864 (M. Legagneur, rapp.), *Bull.*94.—Voir *suprà*, n° 3754.

si le fait, posé dans cette question, se lie intimement au fait résultant de l'arrêt de mise en accusation et sur lequel il y avait eu déclaration de non-culpabilité. En effet, l'accusation ne peut être considérée comme purgée lorsque, « loin de former un chef distinct et indépendant de la réponse annulée, la déclaration du jury sur la première question s'y rattache par des éléments communs avec elle » (1).

4233. 2° *Procédure devant la Cour de renvoi.*—L'article 435 détermine en ces termes l'état dans lequel l'accusé devra être traduit devant la Cour de renvoi : « L'accusé « dont la condamnation aura été annulée, et qui devra « subir un nouveau jugement au criminel, sera traduit, « soit en état d'arrestation, soit en exécution de l'ordon- « nance de prise de corps, devant la Cour d'appel ou « d'assises à qui son procès sera renvoyé. »

4234. Le législateur ne veut pas que, à un moment quelconque de son jugement, l'accusé reste sans conseil : s'il n'a pas fait choix d'un défenseur, le juge, conformément à l'article 294, lui en désigne un. Cette règle importante ne doit pas être méconnue par la Cour de renvoi : alors même qu'il ne s'agit pour elle que de faire l'application de la loi, il faut que son président donne un conseil à l'accusé qui, renvoyé devant elle, n'en a pas choisi (2).

4235. La Cour de renvoi a le devoir d'exécuter l'arrêt de la Cour de cassation qui la saisit de l'affaire : elle ne peut surseoir à statuer jusqu'à ce que, par la signification de cet arrêt et par le renouvellement de l'accomplissement des formalités de la contumace, l'accusé ait été mis en demeure de se représenter (3).

---

(1) Rej., 20 janvier 1860 (M. A. Moreau, rapp.), *Bull.*22.
(2) Cass., 22 avril 1813 (M. Bailly, rapp.), *Bull.*197.
(3) Cass., 24 décembre 1830 (M. Rives, rapp.), *Bull.*597.

4236. En renvoyant devant un autre juge d'instruction et, s'il y a lieu, devant une autre Cour d'assises, tous ceux qui pourraient être prévenus d'être auteurs ou complices d'un crime, *pour y être jugés par un seul et même débat*, l'arrêt de la Cour de cassation « ne dispose d'une manière absolue que relativement au renvoi qu'il ordonne et à la compétence qu'il confère aux autorités judiciaires qu'il saisit des poursuites » ; mais cet arrêt est purement déclaratif et facultatif en ce qui concerne la simultanéité du débat, dont il appartient à la Cour de renvoi d'apprécier la possibilité ou la convenance [1].

4237. L'avertissement prescrit par l'article 296 du Code d'instruction criminelle ayant été donné à l'accusé dans l'interrogatoire qu'il a subi après la signification de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation dressé en conséquence, il n'y a pas lieu à le renouveler lorsque, la cassation étant prononcée, un deuxième acte d'accusation est signifié à l'accusé renvoyé devant une nouvelle Cour d'assises [2].

A fortiori, si l'interrogatoire est renouvelé, ce à quoi le président n'est nullement obligé, il ne saurait y avoir nullité si ce second interrogatoire n'a pas porté « sur les charges qui pesaient contre l'accusé » [3].

4238. Quand les débats ont été annulés et que l'affaire a été renvoyée devant une autre autre Cour d'assises uniquement pour être procédé à de nouveaux débats et à un nouveau jugement, l'ancien acte d'accusation subsiste : dès lors, dresser un autre acte d'accusation et procéder sur son contenu, c'est commettre un excès de pouvoir et

---

(1) Rej., 30 mai 1818 (M. Ollivier, rapp.), *Bull.*209.

(2) Rej., 20 mars 1835 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), *Pal.*1835. 1533.

(3) Rej., 27 janvier 1848 (M. Isambert, rapp.), S.-V.49.1.384.

violer les dispositions de l'art. 408 [1]. — Aussi, a-t-on justement rejeté le recours d'un accusé qui se plaignait de n'avoir pas reçu une nouvelle notification des arrêt de renvoi et acte d'accusation [2].

4239. Par cette même raison que les effets de la cassation ne s'étendent pas au delà du plus ancien acte nul, la Cour de renvoi, « en refusant une nouvelle copie gratuite des pièces à l'accusé, s'est conformée à ce qui est prescrit, *dans tous les cas*, par l'art. 305 du Code d'instruction criminelle et par l'article 55 du décret du 18 juin 1811 » [3].

4240. Lorsqu'un individu, acquitté sur les deux premiers chefs d'une triple accusation, a été renvoyé devant une autre Cour d'assises, pour y être jugé sur le troisième chef seulement, il ne peut critiquer utilement la procédure suivie devant la Cour de renvoi par les motifs suivants : ni parce qu'il n'a pas été rédigé un nouvel acte d'accusation restreignant l'affaire au chef à débattre, aucune disposition de loi ne prescrivant au procureur général de rédiger et notifier un nouvel acte d'accusation ; — ni parce qu'on a entendu aux débats des témoins relatifs aux deux chefs déjà purgés, l'audition de ces témoins pouvant aider à la manifestation de la vérité et faisant connaître la moralité de l'accusé. En faisant donner lecture de l'arrêt de la Cour de cassation, le président a virtuellement averti les jurés de la restriction apportée à leur mission ; et, en posant au jury des questions uniquement sur le chef à vider, il a strictement renfermé l'accusation dans ses limites légales : on ne peut donc prétendre que, dans ce

---

(1) Cass., 4 prairial an XII, — sous le Code de brumaire— (M. Liborel, rapp.), *Bull.*204.

(2) 9 août 1831 (M. Gaillard, rapp.), *Pal.*1831.1670.

(3) Rej., 28 juin 1832 (M. Brière, rapp.), *Bull.*336.

mode de procéder, il y a eu violation de l'article 360 ou atteinte au droit de la défense (1).

4241. Comme on vient de le voir, et comme cela résulte d'une décision expresse, en ne soumettant pas aux débats les chefs d'accusation antérieurement purgés, le ministère public a le droit de requérir, et la Cour de renvoi a la faculté d'ordonner, dans l'intérêt de la manifestation de la vérité et pour l'appréciation de la moralité de l'accusé, l'audition de tous témoins, même de ceux qui avaient déposé sur les faits écartés (2).

De même, le ministère public peut, devant la Cour de renvoi, faire entendre de nouveaux témoins ou se dispenser de faire citer des témoins appelés lors des premiers débats. En effet, « en composant la liste des témoins dont il a jugé l'audition utile ou suffisante pour la manifestation de la vérité, le ministère public n'a fait qu'user du droit que lui a conféré l'art. 315 du Code d'instruction criminelle » (3).

4242. Les débats au cours desquels la personne lésée s'est portée partie civile étant annulés, la Cour d'assises de renvoi peut entendre cette personne comme témoin, et sous serment, si, devant cette seconde Cour, il n'y a pas eu renouvellement de constitution de partie civile (4).

4243. La Cour de renvoi n'étant appelée qu'à faire l'application de la loi pénale aux faits déclarés constants par le jury, aucune audition de témoins, ni aucuns débats ne peuvent intervenir devant elle : elle doit se borner à

---

(1) Rej., 13 décembre 1839 (M. Dehaussy, rapp.), *Bull.*577.

(2) Cass., 27 avril 1850 (M. Rives, rapp.), *Bull.*210.

(3) Rej., 7 janvier 1858 (M. Caussin de Perceval, rapp.), *Bull.*5.

(4) Rej., 11 novembre 1841 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*488 ; —10 octobre 1861 (M. Caussin de Perceval, rapp.), *Bull.*353.

entendre les réquisitions du ministère public et les observations du défenseur [1].

4244. La déclaration du jury étant maintenue et, sur la cassation partielle, le renvoi ayant été ordonné pour l'application de la peine, la nouvelle Cour d'assises est saisie de ce droit dans toute sa plénitude ; placée uniquement en présence de la déclaration du jury, elle use légalement du pouvoir qui lui appartient en infligeant la peine dans les limites du minimum et du maximum sans avoir égard à celle qui avait été prononcée par l'arrêt annulé [2].

4245. Si la Cour de cassation a annulé : la liste des trente jurés, le tirage au sort des douze jurés de jugement, la déclaration du jury, et l'arrêt de condamnation ; si, pour être procédé à un nouveau tableau du jury, à de nouveaux débats et à un nouvel arrêt, elle a renvoyé devant une autre Cour d'assises, le président doit poser toutes les questions qui résultent de l'arrêt de mise en accusation, même celles sur lesquelles il était intervenu des réponses favorables à l'accusé : en faisant partiellement revivre la déclaration du jury annulée en tout point, il commet un excès de pouvoir et viole les règles de la compétence [3].

4246. Après cassation au profit d'un condamné pour complicité par recel d'un vol qualifié, la Cour de renvoi, ayant à juger l'accusé qui comparaît seul et sans l'auteur principal, doit, à peine de nullité, interroger le nouveau jury sur les circonstances aggravantes qui donnent au fait le caractère de crime : en effet, la déclaration du premier jury, qui, quant à l'auteur principal, avait reconnu l'existence de ces circonstances aggravantes, ne saurait lier le

---

(1) Rej., 21 février 1835 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*81.
(2) Rej., 15 mars 1861 (M. Jallon, rapp.), *Bull.*94.
(3) Cass., 7 mai 1825,—intérêt de la loi—(M. Brière, rapp.), *Bull.*266. —Voir *suprà*, n° 4231.

nouveau jury auquel appartient, quant au recéleur, la plénitude d'appréciation (1).

4247. L'officier du ministère public près la Cour d'assises de renvoi n'est nullement lié par les réquisitions prises devant la Cour dont l'arrêt a été annulé (2).

4248. 3° *Seconds pourvois.* — L'arrêt que rend la Cour de renvoi peut être à son tour l'objet d'un recours en cassation, qui peut être fondé : ou sur des moyens autres que ceux qui avaient entraîné l'annulation ; — ou sur les mêmes moyens ; — ou, enfin, tout à la fois sur des moyens nouveaux et sur les mêmes moyens.

Examinons chacune de ces trois hypothèses, qui, on va le voir, soulèvent, au fond, certaines difficultés et aussi, en la forme, des questions de compétence.

4249. Au cas où le second arrêt juge dans le même sens que le premier, mais par des motifs autres, et où, par conséquent, le second pourvoi invoque des moyens nouveaux, pas de difficulté : la Cour de cassation ne statue pas en chambres réunies; elle procède en chambre criminelle, comme elle l'avait fait lors du premier pourvoi (3).

4250. Au cas où la Cour de renvoi, ayant adopté la même doctrine que l'arrêt cassé, s'est mise en opposition avec la décision de la chambre criminelle, les mêmes moyens vont nécessairement être la base du recours. Or, le dissentiment qui s'est produit pourrait se manifester de nouveau, et le législateur devait y pourvoir par des mesures spéciales.

C'est dans ce but que l'art. 440 dit : « Lorsqu'après

---

(1) Cass., 31 août 1854 (M. Jallon, rapp.), *Bull.*450.

(2) Cass., 9 juin 1826 (M. Brière, rapp.), *Bull.*315.

(3) Cass., 10 novembre 1847,—chambre civile—(M. Feuilhade-Chauvin, rapp.), S.-V.48.1.5 ;—Rej., 16 avril 1850,—chambre civile—(M. Laborie, rapp.), S.-V.50.1.263 ; — Cass., 30 juillet et 31 décembre 1868 (MM. Guyho et Zangiacomi, rapp.), *Bull.*298 et 479.

« une première cassation le second arrêt ou jugement sur « le fond sera attaqué par les mêmes moyens, il sera pro- « cédé selon les formes prescrites par la loi du 16 septem- « bre 1807. »

Ici, on ne rencontre plus seulement une question de compétence des diverses chambres de la Cour de cassation : avant d'arriver à notre droit actuel, l'étendue des attributions de cette Cour elle-même a passé par diverses phases qu'il importe de rappeler.

Voici ce qui résultait de la loi de 1807, visée par notre article 440. Avant de statuer sur le second pourvoi, la Cour de cassation pouvait en référer au Corps législatif, qui interprétait : si, sans provoquer cette intervention législative, elle prononçait, et si la seconde Cour de renvoi, jugeant comme la première, perpétuait la dissidence, alors, un décret rendu en Conseil d'Etat tranchait le différend.

Cette loi de 1807 a été remplacée par la loi du 30 juillet 1828, dont le système faisait à la Cour de cassation une situation inférieure à celle des Cours d'assises. Si l'arrêt de la Cour de renvoi était attaqué par les mêmes moyens que l'arrêt cassé, la Cour de cassation prononçait, toutes chambres réunies, et si elle cassait encore, l'affaire était renvoyée devant une troisième Cour d'assises. Cette troisième Cour persistait-elle dans la doctrine de ses devancières? La Cour de cassation était vaincue et désarmée : plus de pourvoi possible devant elle par les mêmes moyens; seulement « il en est référé au roi, pour être « ultérieurement procédé, par ses ordres, à l'interpréta- « tion de la loi ». —Ainsi, sur un point doctrinal, le dernier mot judiciaire appartenait aux Cours d'assises.

La loi du 1er avril 1837 a mis fin à cet état de choses, qui faisait antagonisme flagrant aux règles essentielles de la hiérarchie. Cette loi de 1837, maintenant l'autorité de

la discipline, rappelle toutes les juridictions au respect des décisions de la Cour régulatrice. Elle porte :

« Art. 1er. Lorsqu'après la cassation d'un premier arrêt « ou jugement en dernier ressort, le deuxième arrêt ou « jugement rendu dans la même affaire, entre les mêmes « parties, procédant en la même qualité, sera attaqué par « les mêmes moyens que le premier, la Cour de cassation « prononcera, toutes chambres réunies.

« Art. 2. Si le deuxième arrêt ou jugement est cassé « par les mêmes motifs que le premier, la Cour royale ou « le tribunal auquel l'affaire est renvoyé se conformera à « la décision de la Cour de cassation sur le point de droit « jugé par cette Cour.

« Art. 3. La Cour royale statuera en audience ordi- « naire, à moins que la nature de l'affaire n'exige qu'elle « soit jugée en audience solennelle. »

Tel est le dernier état de la législation.

4251. Que faut-il entendre par ces mots : *attaqué par les mêmes moyens?* — La jurisprudence en donne l'explication rationnelle. — Pour que les chambres réunies soient compétentes à l'effet de statuer sur un second pourvoi, et pour que le deuxième arrêt soit réputé attaqué par les mêmes moyens que le premier, il ne suffit pas que le demandeur en cassation invoque identiquement les moyens qu'il avait proposés et fait accueillir lors de son premier pourvoi : il faut encore que le deuxième arrêt dénoncé ait décidé comme le premier, et par les mêmes motifs, c'est-à-dire qu'il y ait identité de doctrine dans l'arrêt cassé et dans l'arrêt de la Cour de renvoi dont l'annulation est réclamée [1].

---

(1) Cass., 10 novembre 1826 (M. Bailly, rapp.), *Bull.*631 ; — Rej., 18 juillet 1827 (M. Quequet, rapp.), S.-V.28.1.34 ; — Cass., 6 septembre 1834 (M. Rives, rapp.), *Bull.*363 ; — 23 et 24 avril 1835 (MM. Rives et

Spécialement, quand le deuxième arrêt donne à l'absolution une base tout autre que celle qui a été répudiée une première fois, en présence de cette théorie nouvelle, le pourvoi qui l'attaque repose sur un moyen différent : dès lors, il n'y a pas lieu de saisir les chambres réunies et la chambre criminelle reste compétente [1].

4252. On a lu, dans l'art. 1er de la loi de 1837, que, lorsque le second arrêt s'est approprié la doctrine de l'arrêt annulé, c'est en chambres réunies que la Cour de cassation doit apprécier le nouveau pourvoi. — Cette règle est-elle applicable alors que ce nouveau pourvoi n'est formé que dans l'intérêt de la loi? Oui, et le procureur général Dupin en a donné des raisons sans réplique : « Lorsque, disait-il en 1845, un dissentiment se manifeste dans la même affaire entre la Cour régulatrice et les autres juridictions, il importe que le concours de toutes les lumières de la Cour imprime à sa décision une plus grande autorité morale. Ce motif ne cesse pas d'exister parce que le pourvoi est formé dans l'intérêt de la loi; peut-être même réclame-t-il, dans ce cas, avec plus de force la réunion solennelle des chambres ; car la Cour, instituée beaucoup plus dans l'intérêt de la loi que dans l'intérêt des parties, gardienne et dépositaire du véritable esprit de la législation, a pour mission surtout d'assurer

---

Bresson, rapp.), *Bull.*189 et 199 ; — 5 décembre 1836 (M. Faure, rapp.), S.-V.37.1.33 ; — 31 janvier 1843 (M. Bryon, rapp.), S.-V.43.1.616 ; — Cass., 18 novembre 1847, — sur mes conclusions — (M. Vincens-Saint-Laurent, rapp.), *Bull.*457 ; — Rej., 24 déc. 1851 (M. Delapalme, rapp.), S.-V.52.1.187 ; — 4 août 1852 (M. Bayle-Mouillard, rapp.), S.-V. 52.1. 650 ;—Cass., 12 février, 28 mars et 28 juin 1856 (MM. Laborie, Caussin de Perceval et Jallon, rapp.), *Bull.*108, 204 et 385; — 23 janvier 1857 (M. Caussin de Perceval, rapp.), *Bull.*56 ; — Rej., 10 février et 11 mars 1859 (MM. Legagneur et Caussin de Perceval, rapp.), *Bull.*81 et 125; — Cass., 15 mai 1862 (M. Le Sérurier, rapp.), *Bull.*192.

[1] Rej., 21 janvier 1865 (M. Bresson, rapp.), *Bull.*44.

l'unité de jurisprudence, en ramenant toutes les juridictions du royaume au respect des grands principes du droit » (1).

4253. Ce n'est point aux parties qu'est dévolu le droit de saisir les chambres réunies de la Cour : c'est à la chambre criminelle qui a rendu un arrêt de cassation, qu'il appartient de décider, sur un second pourvoi, contre le second arrêt, si ce dernier est attaqué par les mêmes moyens que le premier, et, dans ce cas seulement, de renvoyer à l'audience solennelle (2).

4254. Au cas où, sur le second pourvoi, des moyens nouveaux viennent s'adjoindre aux moyens anciens, qui sont reproduits, la chambre criminelle a une incontestable compétence pour statuer sur ces moyens qui surgissent pour la première fois, et les chambres réunies n'ont pas à s'occuper de ces questions, qui n'ont pas été résolues par l'arrêt cassé (3). — Alors, si la chambre criminelle rejette le moyen nouveau, comme il reste à vider les anciens moyens qui tombent sous la juridiction des chambres réunies, elle prononce le renvoi devant ces chambres. Si, au contraire, elle admet le moyen nouveau, elle casse en ce point l'arrêt qui lui est déféré : puis, comme les anciens moyens sont encore subsistants et que les chambres réunies sont seules compétentes pour en connaître, elle en renvoie l'examen à ces chambres. — Cependant et, en les saisissant, elle se réserve de procéder ultérieurement,

---

(1) Cass., 25 mars 1845, — chambres réunies — (M. Mesnard, rapp.), *Bull.*181 ;—14 décembre 1846,—chambres réunies—(M. Pataille, rapp.), *Bull.*480.

(2) Règlement de juges, 25 janvier 1833 (M. Brière, rapp.), *Bull.*32 ;— Rej., 12 juin 1868 (M. du Bodan, rapp.), *Bull.*245.

(3) 7 août 1813,—chambres réunies — (M. Cochard, rapp.), *Pal.*1813. 611 ;— Cass., 8 novembre 1825,— chambre civile — (M. Minier, rapp.), *Pal.*1825.926 ;—29 janvier 1829 (M. Ollivier, rapp.), *Pal.*1829.617.

conformément à la loi, sur les conséquences que doit entraîner l'annulation résultant du moyen nouveau qu'elle a accueilli (1).

4255. Et, maintenant, disons-le, si après la cassation du premier arrêt, la Cour de renvoi s'incline devant l'autorité de la Cour régulatrice et juge comme elle, cette Cour de renvoi commettrait un excès de pouvoir en déclarant qu'elle improuve la doctrine à laquelle elle est contrainte, de se conformer. Cette censure inconvenante attirerait sur son arrêt l'annulation dans l'intérêt de la loi (2).

4256. Lorsque, sur le pourvoi de l'une des parties, — du ministère public, par exemple, — la chambre criminelle a prononcé l'annulation, et que la Cour de renvoi a adopté sa doctrine, l'autre partie, qui, dans l'origine, était défenderesse et qui devient demanderesse, peut-elle, en formant un recours contre l'arrêt de la Cour de renvoi, reproduire le système antérieurement repoussé? — Un premier arrêt, se fondant sur l'autorité de la chose jugée, a décidé que le moyen déjà apprécié était non recevable (3). Mais, quelques jours après, revenant sur sa jurisprudence, la Cour de cassation, sur les conclusions du procureur général Dupin, a jugé : « qu'aucune disposition législative ne s'oppose à ce qu'une partie qui a figuré dans un précédent pourvoi comme défenderesse, se présente ensuite comme demanderesse en cassation contre l'arrêt intervenu par suite de l'arrêt de cassation rendu sur le pourvoi de l'autre partie; et que cette hypothèse n'est point celle prévue par l'art. 440 du Code d'instruction criminelle, d'où il suit que le pourvoi est recevable » (4).

---

(1) Cass., 18 septembre 1847 (M. de Crouseilhes, rapp.), *Bull.*387.
(2) Cass., 7 juillet 1847 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*267.
(3) Rej., 17 janvier 1835 (M. Dehaussy, rapp.), S.-V.35.1.367.
(4) Rej., 21 février 1835 (M. Mérilhou, rapp.), *Bull.*81.

4257. Si, sur le pourvoi du ministère public, a été cassé un arrêt prononçant indûment l'absolution de l'accusé déclaré coupable d'un fait défendu et puni par une loi pénale, si la Cour de renvoi prononce une peine quelconque, le droit de se pourvoir contre l'arrêt de condamnation et par tous les moyens prévus dans l'art. 408, s'ouvre au profit du condamné : et l'exercice de ce droit ne saurait être empêché ou neutralisé par l'arrêt d'absolution intervenu antérieurement (1).

4258. Le condamné, qui s'est pourvu contre l'arrêt de la Cour d'assises, et dont le recours a été rejeté par ce motif que la procédure avait été régulièrement instruite, a épuisé le droit que lui donnait la loi d'attaquer la déclaration du jury. Si donc, sur le pourvoi du ministère public, et par arrêt séparé, la Cour de cassation, maintenant la déclaration du jury, a annulé l'arrêt de la Cour d'assises, pour fausse application de la loi, et a renvoyé devant une autre Cour uniquement pour que cette application fût faite, le condamné ne peut plus se pourvoir pour de prétendus vices antérieurs à la déclaration du jury. Après sa condamnation par la seconde Cour d'assises, il n'a plus de recours utile que pour la violation des formes substantielles de la déclaration du jury, ou pour fausse application de la loi pénale (2).

4259. « Si la condamnation aux frais prononcée par la Cour de renvoi ne peut comprendre, soit ceux faits devant la Cour de cassation qui a annulé le premier arrêt, soit ceux de l'arrêt annulé et des débats oraux qui l'ont précédé, il en est autrement des frais de tous les actes écrits de la procédure ou de l'instruction qui ont été com-

---

(1) Cass., 20 janvier 1853 (M. Aylies, rapp.), *Bull.*32.

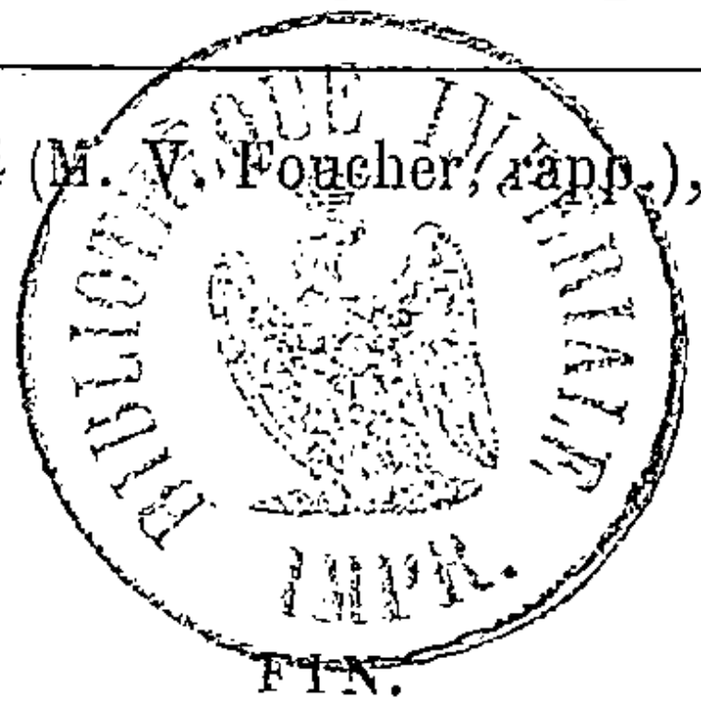
(2) Rej., 10 août 1832 (M. Meyronnet-Saint-Marc, rapp.), S.-V.33.1. 399.

pétemment faits antérieurement à cet arrêt et au dernier acte annulé [1]. »

4260. J'ai fini, car de quoi donc m'occuperais-je encore? — De l'exécution des arrêts? C'est affaire au ministère public et à l'autorité administrative ; — De la révision des procès-criminels, ou des règlements de juges, ou des demandes en renvoi pour suspicion légitime? Ces sujets rentrent dans les attributions de la chambre criminelle, à laquelle je ne saurais rien enseigner et de qui j'aurais tant à apprendre ; — De la réhabilitation? Sa procédure aboutit à un acte de la puissance souveraine du chef de l'État.— Non : j'ai annoncé une monographie *sur la Cour d'assises*, et je ne veux pas que ma promesse soit rangée au nombre des vains programmes. Je sais bien que, on l'affirme, tout est dans tout, et qu'à propos de ceci on peut parler de cela ; mais ces digressions subtiles ne vont pas à la nature de mon esprit : si mon ouvrage n'a pas tout dit, eh bien, du moins, j'aurai le droit de penser qu'il n'a pas trop dit.

---

(1) Rej., 17 mars 1864 (M. V. Foucher, rapp.), *Bull.* 121.



FIN.

TABLE

D'APRÈS L'ORDRE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME IV

(2e volume.)

SECONDE PARTIE. — LIVRE TROISIÈME.

Délibération et déclaration du jury.

Numéros. Pages.

3088 à 3151. CHAP. Ier. — **Délibération du jury.** 557 à 619

3088 à 3091. SECTION Ire. — Où les jurés doivent délibérer. . . . . 557 à 562

3092 à 3127. SECTION II. — Défense de communiquer et secret des délibérations . . . . . 563 à 594

3128 à 3151. SECTION III. — Formalités de la délibération. . . . . 594 à 619

3088 à 3091. **SECTION Ire. — Où les jurés doivent délibérer.** . . . . . 557 à 562

C'est dans leur chambre, et non ailleurs, que les jurés doivent délibérer, même lorsqu'il s'agit seulement de compléter ou de rectifier leur déclaration. . . 557

L'accès de la chambre est interdit aux jurés suppléants qui n'ont pas remplacé des jurés de jugement 560

Affiche de l'instruction prescrite par l'article 342; elle n'est pas prescrite à peine de nullité. 560

Affiche de la loi du 13 mai 1836. — Erreur dans l'apposition de l'affiche. 561

Numéros. Pages

3092 à 3127. **SECTION II. — Défense de communiquer et secret des délibérations. . . . . 563 à 594**

Dispositions légales sur la défense de communiquer et sur le secret de la délibération du jury. 563

§ 1er. — *Défense de communiquer* 564

La communication n'est cause de nullité que lorsqu'elle porte sur l'affaire, est de nature à exercer de l'influence, et a été volontairement reçue. . 565

Communication avant la prestation de serment des jurés. 565

Communication à l'audience pendant les débats. — La défense de communiquer ne concerne pas les jurés de jugement entre eux ou les jurés suppléants éventuellement désignés.—Elle s'applique aux autres jurés non tombés au sort 566

Communication avec les membres de la Cour ou avec le ministère public. 567

Rapports naturels entre les jurés et les témoins : comment ils s'exercent 567

La défense de communiquer ne s'entend que de ce qui a trait à la cause qui est en jugement : exemples. 568

La tentative de communication n'est pas assimilée à la communication consommée. 569

Signe adressé par un juré à un témoin. 570

Communication au dehors pendant la suspension de la séance. — La défense de communiquer au dehors n'a de sanction que dans la fidélité des jurés à leur serment. — Communications nécessaires : exemples 570

Communications *volontaires* de nature à vicier les débats. 572

Communications *involontaires* : exemples. 572

Faits même volontaires qui n'opèrent pas nullité : exemples 574

Faits volontaires qui, au contraire, ont un effet irritant. 575

Le juré qui a illégalement communiqué, considéré comme empêché, doit être remplacé par un juré suppléant, s'il en a été désigné. 576

Preuve de la communication.—Comment prouvera-t-on que la communication a eu lieu et qu'elle était relative au procès? 577

Numéros. Pages.

A quel moment l'accusé fera-t-il constater la communication ?. 578
La présomption légale est que les jurés n'ont pas communiqué.. 579
Manifestation d'opinion.—La manifestation d'opinion est, en principe, cause de nullité.—La difficulté est de savoir ce qui est réellement une manifestation d'opinion. 579
Exemples nombreux de faits qui ne la constituent pas 580
Espèces dans lesquelles elle existerait. 583
§ 2. — *Secret de la délibération du jury* 584
Texte de l'art. 343 du Code d'instruction criminelle. 585
Devoir moral pour les jurés de garder le secret de leurs délibérations. 586
L'infraction à l'art. 343 n'entraîne pas la nullité. . 586
Sa règle, applicable aux seuls jurés, ne concerne pas la Cour d'assises 586
Défense aux jurés de sortir de leur chambre. — Cas où les jurés, interrompant leur délibération, la remettent au lendemain 587
Sortie d'un juré pour venir à l'audience prendre des notes, – pour prévenir le président que le jury réclame son assistance, — sous escorte d'un gendarme. 587
Dans l'usage, les jurés rentrent ensemble à l'audience ; mais, leur délibération terminée, pas de nullité s'ils y rentrent séparément. 588
L'art. 343 n'interdit pas à la Cour de rappeler les jurés à l'audience pour la régularisation des questions. 589
Défense aux tiers d'entrer dans la chambre du jury. — En règle générale, le président doit respecter cette défense ; mais, appelé par les jurés, il peut, par exception, entrer dans leur chambre. 589
Le président peut permettre par écrit à des tiers d'entrer dans la chambre du jury. 590
Autre exception à la défense, tirée des besoins matériels des jurés et des nécessités du service : exemples. 591
L'entrée est interdite aux jurés suppléants qui n'ont pas été appelés à remplacer un juré titulaire. . . 591
Ordre de garder les issues. — Cette formalité n'est pas substantielle 592

Numéros. Pages.

Déductions tirées par la jurisprudence de ce point de départ. 592
Pénalité pour l'infraction aux dispositions de l'art. 343. 593

3128 à 3151. **SECTION III. — Formalités de la délibération.** . . . . . 594 à 619

Chef du jury : son remplacement. — Quel est le chef du jury ? Son consentement n'est pas nécessaire pour son remplacement ;—en tout cas, il s'induit de son silence. 595
A quel moment on peut remplacer le chef du jury. 597
Preuve que le chef du jury a été régulièrement remplacé 599
Attributions particulières du chef du jury. 600
Formalités de la délibération. — Lecture de l'instruction. 601
Discussion dans le sein de l'assemblée du jury. . . . 601
Deux observations générales sur la manière dont le juré doit exercer sa mission au moment de la délibération. 602
Lecture des questions posées. — Vote. — Ordre à suivre. 603
Interdiction aux jurés de délibérer et voter sur des questions qui ne leur sont pas soumises : renvoi et exemples nouveaux. 604
Sans ajouter aux questions, les jurés peuvent cependant expliquer par certains développements le vrai sens de leur réponse : exemple 605
Vote au scrutin secret. — C'est le chef du jury et non le président qui remet les bulletins. — Pas de preuve à fournir que le vote a été secret. . . . 605
En règle générale, le jury doit répondre par *oui* ou *non*, et il ne peut diviser ou décomposer les questions 606
Exceptions à cette règle. 607
On ne peut alléguer que le peu de temps apporté au vote prouve qu'il n'a pas eu lieu au scrutin secret. 609
Dépouillement et vérification des bulletins.—Erreur alléguée par un juré. 610
Bulletins illisibles. — Les bulletins brûlés après le dépouillement. 610

Numéros. Pages.

Constatation du résultat du scrutin. — Ce résultat n'est définitivement acquis que lorsqu'il a été lu à l'audience. 611
Constatation de la majorité.— Disposition de l'art. 347 du Code d'instruction criminelle. 611
Partage entre les jurés. 612
Mention de la majorité.— Nullité si elle n'est faite. 612
Interdiction d'exprimer le nombre de voix. — Nullité si cette règle est violée : espèces diverses. . . 613
Vote sur les questions d'excuse.— Leur solution négative étant une décision contre l'accusé, il faut, en ce cas, mentionner la majorité. 615
Vote sur les circonstances atténuantes. — Observations importantes à cet égard. 616
Constatation de l'accomplissement des formalités. — Pas de procès-verbal par le greffier : c'est la déclaration des jurés qui prouve par elle-même . . 618

3152 à 3470. CHAP. II. — **Déclaration du jury.** . 620 à 794

3152 à 3182. **SECTION Ire. — Formes de la déclaration.** 620 à 641
3183 à 3213. **SECTION II. — Lecture, signature et remise de la déclaration.** . . . . . 642 à 661
3214 à 3227. **SECTION III. — Déclarations régulières : leur caractère irréfragable.** . . . . . 661 à 669
3228 à 3459. **SECTION IV. — Renvoi des jurés dans leur chambre pour régulariser, compléter ou expliquer leur déclaration** . . . . . 669 à 789
3460 à 3470. **SECTION V. — Seconde lecture de la déclaration faite à l'accusé.** . . . . . 790 à 794

3152 à 3182. **SECTION Ire. — Formes de la déclaration.** 620 à 641

Les formes de la déclaration sont extrinsèques, c'est-à-dire, concernent sa contexture matérielle, ou intrinsèques, c'est-à-dire, relatives au rapport entre les questions et les réponses. 620
§ 1er. — *Forme matérielle extrinsèque.* 620
La déclaration doit être *écrite*. 621
Elle est consignée sur la même feuille que la question avec laquelle elle fait corps. 622

Numéros. Pages.

C'est en la chambre des délibérations, et non à l'audience qu'elle doit être écrite. 622
Pourvu qu'il la signe, le chef du jury peut la faire écrire par un autre juré. 622
Elle doit nécessairement être annexée à la procédure. 623
L'original de la déclaration fait foi de son contenu.— Différences entre cet original et le procès-verbal des séances 623
Déclaration biffée ou altérée après coup 624
Date de la déclaration.— L'omission, l'erreur ou la surcharge de la date ne sont causes de nullité. . . 624
L'indication du *lieu* où a siégé le jury n'est pas indispensable dans la déclaration 625
Formule : sur mon honneur.... ; — sa place ordinaire ; — son impression est permise ; — son inscription à l'audience. 625
Interlignes, ratures, renvois et surcharges.— L'art. 78 du Code d'instruction criminelle applicable à tous les actes de la procédure. 626
Approbation d'un seul mot raturé. 627
Pour l'approbation des ratures et renvois, le paraphe vaut la signature. 627
Les surcharges rentrent dans les termes généraux de ratures et renvois. 628
Défaut d'approbation : 1re conséquence : les interlignes et renvois sont réputés non avenus; et l'on ne tient compte des ratures et surcharges. . . . 628
2e conséquence : les mots raturés ou surchargés continuent à produire leurs effets. 629
3e conséquence : annulation des arrêts qui donnent force et valeur aux interlignes, renvois, ratures et surcharges non approuvés.—Sept exemples. . . . 629
1re exception : il faut qu'il y ait une véritable surcharge 631
2e exception : mots indifférents.—Exemples divers. 631
3e exception : irrégularité effacée par les énonciations du procès-verbal. 633
4e exception : irrégularité dans les décisions favorables à l'accusé,—ou lorsque la peine est justifiée par une réponse régulière. 634
Approbation valablement faite. — Les mots rayés n'existent plus, et les renvois, interlignes ou surcharges produisent leurs effets. 634

Numéros. Pages.

§ 2. — *Forme intrinsèque : réponse aux questions.* 636
Réponse à toutes les questions. 636
Clarté de la réponse, sur la culpabilité. — Monosyllabes *oui* ou *non* ; — suppression du mot *oui*. . . 637
Réponses distinctes à une question unique. 638
Des questions distinctes nécessitent des réponses séparées. 639
Expression de la majorité. — Interdiction des mots abrégés 640
Interdiction des réponses réunies par une accolade. . 640
La place où, dans la déclaration, est mise la mention de la majorité est indifférente. 641
La forme de la déclaration est irrégulière si elle mentionne que les circonstances atténuantes n'existent pas ; mais l'irrégularité n'entraîne pas la nullité. . 641

3183 à 3213. **SECTION II. — Lecture, signature et remise de la déclaration.** . . . . . 642 à 661

§ 1er. — *Lecture de la déclaration* 642
Rentrée des jurés à l'audience. — Disposition de l'article 348 du Code d'instruction criminelle. 642
La lecture de la déclaration est une formalité substantielle. 643
Il faut lire la déclaration en entier, sans en rien retrancher et sans y rien ajouter. 643
La mention du procès-verbal que la déclaration a été lue en présence des jurés établit la régularité de la lecture. 643
Forme de la lecture et attitude du chef du jury : formule, *sur mon honneur*. — Force probante du procès-verbal. 644
C'est le chef du jury qui doit lire la déclaration ; mais il peut être légalement remplacé par un autre juré. — Renvoi et exemples. 646
Illégalité de la lecture faite par une personne étrangère au jury. 647
En présence de qui la lecture doit avoir lieu. . . . 647
Lecture clandestine. 647
Lecture en l'absence du défenseur de l'accusé. . . 648
Cette première lecture est faite en l'absence de l'accusé, qu'on a fait retirer de l'auditoire ; mais pas de nullité s'il est présent. 648
La présence de tous les jurés est indispensable. . . 649

Numéros. Pages.

Mesures à prendre si un des jurés refuse d'assister à la lecture. 649
Le procès-verbal mentionnant que tous les jurés sont rentrés à l'audience établit qu'ils étaient tous présents au moment de la lecture. 650
Pas de nullité si, pendant la lecture, les jurés suppléants reprennent leurs places. 650
Faut-il une nouvelle lecture quand les jurés ont été renvoyés dans leur chambre pour opérer une rectification matérielle ?. 651
Deuxième lecture surabondante faite par le greffier sur l'ordre du président. 651
La loi n'exige pas que la déclaration soit transcrite sur le procès-verbal qui mentionne simplement la lecture. 651
§ 2. — *Signature et remise de la déclaration*. . . 651
Nécessité de la signature de la déclaration : texte de l'article 340 du Code d'instruction criminelle. . . 652
En principe, c'est le chef du jury qui signe. . . . 652
Exception pour le cas où, empêché, le chef du jury est remplacé pour la signature par un autre juré: espèces diverses. 653
Comme pour la lecture, il y a nullité si la signature est donnée par une personne étrangère au jury. . 654
La signature d'un autre juré placée à côté de celle du chef du jury surabonde, mais ne vicie pas. . . 655
La loi n'exige pas qu'au-dessus ou au-dessous da sa signature le chef du jury mentionne sa qualité. . 655
Surcharge du mot *fils* dans la signature du chef du jury. — Addition d'un nom de terre au nom patronymique. 655
La présence des jurés est nécessaire au moment de la signature. 656
La signature est valablement donnée ou dans la chambre des délibérations, ou à l'audience après lecture. — Jurisprudence. 657
La loi n'indique pas *la place* où il faut apposer la signature. — Il suffit que cette signature vienne à la suite de la déclaration et s'applique à toutes les réponses du jury. 659
Remise de la déclaration et signature obligée par le président et par le greffier : nullité si ces signatures ne sont pas données. 660
Mention de la signature par le procès-verbal, con-

Numéros. Pages.

traire au fait attesté par l'état matériel de la déclaration. 661
Cas où le chef du jury ayant signé deux fois, le président et le greffier n'ont apposé qu'une fois leur signature. 661

3214 à 3227. **SECTION III. — Déclarations régulières : leur caractère irréfragable. . . . . 661 à 669**

Caractère irréfragable de la déclaration régulière du jury : art. 350 du Code d'instruction criminelle. 662
Exception à cette règle ; droit pour la Cour d'assises de surseoir au jugement et de renvoyer l'affaire à la session suivante.—Renvoi. 662
Les tribunaux n'ont, en principe, aucun pouvoir pour réformer une déclaration régulière.—Exemples. 663
Les jurés eux-mêmes, quoiqu'elle émane d'eux, ne peuvent modifier une telle déclaration. — Exemples. 663
L'accusé est également impuissant à provoquer la modification d'une déclaration régulièrement émise. — Exemples en matière de bigamie et de question d'excuse. 665
Application du principe aux espèces suivantes : *asile à des malfaiteurs*;. 666
Banqueroute frauduleuse,—dette passive collusoire; 666
Détournement de mineure par fraude,— fraude envers les parents ;. 667
Fausse monnaie, — ébauches grossières ;. 667
Incendie, — immeuble appartenant à l'accusé; . . . 667
Vol par un comptable,—nature des deniers, qualité de dépositaire. 667
La non-représentation *du corps du délit* n'altère en rien le caractère irréfragable de la déclaration régulière. 667
Ce caractère ne pourrait être infirmé par la production aux jurés *d'un rapport d'expert irrégulier*. 668
Ni par le défaut *d'audition des témoins*, pas plus que par l'audition de témoins accusés de faux témoignage. 669

Numéros. Pages.

3228 à 3459. **SECTION IV.— Renvoi des jurés dans leur chambre pour régulariser, compléter ou expliquer leur déclaration . . . . . 669 à 789**

§ 1er. — *Observations générales* 670

La déclaration n'est plus irréfragable si elle est illégale, — irrégulière en la forme, — incomplète,— contradictoire, — ou équivoque. — En ces cas, à proprement parler, il n'existe pas de déclaration. 670

Le droit de rectification ou d'interprétation appartient aux jurés seuls, qui l'exercent sur l'ordre de la Cour. 671

Définition des déclarations irrégulières, dans l'acception générale du mot. 671

Les irrégularités entraînent presque toujours la nullité de la déclaration. Si la Cour n'ordonne pas la rectification, son arrêt sur l'application de la peine participe au vice et mérite l'annulation. . . 672

Division de la matière.—Adoption de l'ordre alphabétique, d'après la nature des crimes, dans la citation des arrêts. 672

La nullité de la réponse sur un fait principal affecte les réponses sur les circonstances aggravantes ou atténuantes qui s'y réfèrent. 673

Elle vicie également un autre fait principal lié au premier d'une manière indivisible. — Exemple ; nullité de la question sur une excuse. 673

Mais la nullité n'est que *parte in quâ*, lorsqu'il s'agit de chefs ou de circonstances distincts. — Exemples. 673

Spécialement, il en est ainsi de l'irrégularité résultant de l'*incomplément*. — Exemples. 674

Et aussi du vice de complexité 675

§ 2. — *Renvoi au cas de déclaration illégale* . . 676

Le renvoi est légitime au cas de déclaration illégale. 676

A fortiori quand, sous prétexte qu'ils ne sont pas édifiés, les jurés refusent de porter une déclaration. 676

§ 3. — *Renvoi au cas de déclaration irrégulière en la forme* 676

L'art. 414 du Code de brumaire ordonnait le renvoi au cas de vices de forme. — Sous notre Code, quoiqu'il garde le silence, la jurisprudence consacre cette règle. 677

Numéros. Pages.

Rectification à l'audience d'une erreur matérielle évidente.—Renvoi. 677
Jurisprudence : *Circonstances atténuantes collectives*; 678
Complexité de la réponse; 678
Culpabilité; 679
Lecture de la déclaration avant la signature; . . . 679
Lecture irrégulière; 680
Mention irrégulière de la majorité : abréviation; . 680
Mention du nombre de voix; 680
Non-sens : majorité de cinq voix contre sept ; 680
Omission de la mention de la majorité. — Exemples, circonstances atténuantes, — excuse, — circonstance aggravante d'un vol; 681
Vol : Culpabilité comme auteur *ou* complice. 681
§ 4. — *Renvoi au cas de déclarations incomplètes ou insuffisantes*. 682
Le renvoi doit être ordonné quand la déclaration incomplète n'a pas répondu à toutes les questions sur le fait principal, sur ses éléments constitutifs, sur les circonstances aggravantes et sur les excuses légales. 682
Jurisprudence appliquant cette règle : — *Assassinat* : — auteur et subsidiairement complice. 683
Attentat à la pudeur : violence *physique* ou *morale* ; 684
Banqueroute frauduleuse : omission des faits matériels, appréciation du caractère moral; 684
Circonstances aggravantes : la déclaration est incomplète et le renvoi doit être ordonné quand l'omission porte sur les circonstances aggravantes; 684
Circonstance aggravante de *chemin public* ; 685
De domesticité ; 685
D'escalade ; 685
De fonctionnaire public; 685
De maison habitée ; 686
De traces de blessures ; 686
Circonstances aggravantes *d'un vol avec complicité par recel* ; 686
De vol dans une auberge où l'accusé était reçu; . . 687
Complicité : omission des caractères constitutifs, spécialement en matière de meurtre; 687
Coups et blessures : omission de la volonté ; 688
Et de la question subsidiaire de complicité; 688
Excuse en matière de fausse monnaie ; 688

Numéros. Pages.

Faux : omission de la question subsidiaire de complicité ; 689
Homicide volontaire : omission de la volonté ; . . . 689
Offenses envers la famille du souverain ou envers sa personne : omission de la publicité ; 689
Recélé : omission de la connaissance ; 690
Et omission de statuer sur la question ; 690
Tentative de vol : omission de l'une des circonstances constitutives ; 690
Vol : omission de la circonstance de fraude dans la soustraction. 691
§ 5.—*Renvoi au cas de réponses contradictoires.* . 691
Sous le Code de l'an IV, après avoir un instant nié le droit de renvoi, en cas de réponses contradictoires, on en reconnut la légalité. 694
Depuis notre Code d'instruction criminelle, la jurisprudence n'a jamais hésité. 694
Indication des cas où le vice de contradiction peut se produire. — L'ordre alphabétique adopté rend inutile la classification des arrêts dans l'un de ces cas.. 695
Assassinat : Affirmation du crime et dénégation de la volonté, du guet-apens et de la préméditation. 695
Accusé déclaré tout à la fois auteur et complice : exemples de cette contradiction en matière de recel, — de détournement de mineure, — de tentative de meurtre. 696
Quid lorsqu'il y a plusieurs accusés ?. 697
Banqueroute frauduleuse : Soustraction d'effets et absence d'intention du crime ; 697
Livres offrant la véritable situation et dette passive collusoire. 698
Négation de faits déterminés de détournement et culpabilité du complice. 698
Bigamie : Bonne foi reconnue et déniée. 698
Circonstances aggravantes matérielles déclarées pour un accusé et déniées pour un coaccusé. — Exemple de maison habitée en matière d'incendie ; — renvoi du jury dans sa chambre ;. 699
Même contradiction en cas d'affirmation des circonstances aggravantes pour l'auteur principal et de dénégation à l'égard du complice.—Exemples tirés de l'escalade, de nuit, de maison habitée, d'effraction, de port d'armes apparentes ou cachées ;. . . 699

Numéros. Pages.

Il en est de même de la préméditation et du guet-apens : — Exemple en matière de tentative de meurtre ; — renvoi du jury dans sa chambre ; . . 700
Effraction et maison non servant à l'habitation ;. . 700
Négation de la circonstance de vol dans dépendances de maison habitée et affirmation de la circonstance de fausse clef pour y pénétrer 701
Complicité : Déclaration contradictoire sur ses éléments constitutifs. 701
Conspiration : Contradiction entre ce fait et l'absence d'intentions criminelles. 701
Coups et blessures : Volonté et absence du dessein du crime, ou volonté et imprudence : renvoi du jury dans sa chambre. 701
Empoisonnement : Dessein d'empoisonner, absence de préméditation ;—substances de nature à donner la mort, et simplement nuisibles. 702
Évasion : Connivence et absence d'intention criminelle. 702
Faux : Déclaration qu'un accusé est seul auteur du crime, et qu'un autre accusé y a participé ;. . . . 703
Registre falsifié dans l'intention de commettre une escroquerie, et absence de l'intention de nuire ; . 703
Faux en écriture privée et faux en écriture de commerce pour les mêmes billets ; 703
Faux commis frauduleusement, mais non dans le dessein de nuire ;. 703
Notaire non coupable comme auteur de faux dans l'exercice de ses fonctions, déclaré complice . . . 704
Faux témoignage : Quand il est reconnu, il est exclusif de la bonne foi ; 704
La complicité ne peut exister quand ce crime n'existe pas : il en serait autrement de la subornation de témoins. 704
Homicide volontaire : Dire qu'il a été commis, mais non méchamment et à dessein, c'est se contredire ; 705
Contradiction entre l'homicide par négligence et la participation à l'homicide méchamment et à dessein de nuire ; 705
Ou entre la déclaration de culpabilité et la déclaration qu'il n'y a pas eu volonté ;—ou qu'il a été commis sans intention : renvoi du jury dans sa chambre ;. 705
Ou entre la déclaration négative sur les coups portés

Numéros. Pages.

avec intention de donner la mort et affirmative sur la tentative d'homicide volontaire. 706

Incendie : Commis à dessein de nuire, et sans intention du crime ; — préjudice causé ou éventuel à une compagnie d'assurances ;. 706

Maison non habitée quant à l'auteur principal, et maison habitée quant au complice : renvoi du jury dans sa chambre 707

Infanticide : Accusée coupable de simple négligence, et déclarée en même temps coupable d'avoir aidé l'auteur de l'homicide sciemment et à dessein du crime. 707

Parricide : Fils non auteur principal, simple complice ; second accusé complice du fils qui a volontairement homicidé son père 707

Préméditation et guet-apens : Guet-apens affirmé et préméditation repoussée 708

Ratures et interlignes non approuvées 708

Rébellion avec violences et voies de fait envers les agents de la force publique exclusive de la bonne foi. . . . . 709.

Subornation de témoins : Déclaration négative sur ce fait et affirmative sur la complicité de faux témoignage par provocation ou par instructions. . . 709

Tentative qui n'a été *exécutée* que par une cause étrangère à la volonté de l'accusé ; 709

Tentative de meurtre avec préméditation, mais sans les circonstances constitutives : renvoi du jury dans sa chambre ;. 709

Affirmation de la tentative de meurtre et déclaration qu'il n'est pas constant que l'accusé ait tiré le coup de fusil ;. 710

Tentative affirmée et commencement d'exécution repoussé ; nécessité du renvoi du jury dans sa chambre 710

Vol : Intention de s'approprier, mais pas intention du crime ; — soustraction non frauduleuse, mais par abus de confiance : renvoi du jury dans sa chambre ;. 710

Négation du concours de plusieurs personnes et cependant accusé condamné comme complice ; — ou plusieurs accusés condamnés comme coauteurs : renvoi du jury dans sa chambre 711

Numéros. Pages.

Négation du vol et affirmation que l'accusé a maraudé avec escalade ; 712
Déclaration que l'accusé est auteur et recéleur ;. . . 712
Fraude non mentionnée dans la réponse à une première question sur une soustraction et affirmée dans la réponse à une deuxième question : renvoi du jury dans sa chambre. 712
Circonstance de domesticité affirmée quant à l'auteur principal, et repoussée quant au complice ; — situation inverse. 713
§ 6. — *Renvoi au cas de réponses incertaines, ambiguës, obscures ou équivoques*. 713
Le jury a seul, à l'exclusion de la Cour, qualité pour expliquer ou interpréter sa déclaration incertaine, obscure ou équivoque. 714
Le droit et le devoir de la Cour sont de renvoyer le jury dans la chambre de ses délibérations 715
Si la Cour n'ordonne pas cette mesure et applique la peine, selon sa propre interprétation, son arrêt est annulé. 715
Alternative : Accusé déclaré auteur ou complice ;. . 716
Incertitude s'il y a crime ou délit ; 716
Incertitude de la complicité par tel ou tel moyen, dont l'un n'est pas punissable : renvoi du jury dans sa chambre ; 716
Question sur la culpabilité d'un accusé ou d'un autre accusé et réponse : *oui* 717
Association de malfaiteurs : Réponse de culpabilité sans les circonstances aggravantes : renvoi du jury dans sa chambre 717
Attentat à la pudeur : Applicabilité de la loi du 28 avril 1832. 718
Circonstances atténuantes : Doute sur celui des accusés auquel elles s'appliquent : renvoi du jury dans sa chambre. 718
Complexité : Réponse : *oui*, l'accusé est coupable faite collectivement à trois questions distinctes : renvoi du jury dans sa chambre. 719
Coups et blessures : Réponses que l'accusé n'a pas fait volontairement une blessure, — que la blessure a été faite volontairement, sans intention de donner la mort, — et qu'il y a eu provocation : renvoi du jury dans sa chambre. 719
Discernement : Réponse négative à cette question

Numéros. Pages.

complexe : l'accusé était-il âgé de plus de seize ans et a-t-il agi avec discernement ? renvoi du jury dans sa chambre. 719
Faux : L'ambiguïté de la réponse ne permet pas de délibérer sur l'application de la peine ;. 720
Réponse : oui, l'accusé a ajouté un mot à la quittance ; non, il n'en a pas fait sciemment usage ;. . 720
Réponse : non, l'accusé n'est pas coupable du crime de faux *pour avoir*... 720
Rébellion : Incertitude sur l'attaque ou sur la résistance, mais sans voies de fait : renvoi du jury dans sa chambre. 720
Tentative : Réponse : oui, par complicité : renvoi du jury dans sa chambre ; 721
Incertitude de la réponse qui, au lieu de dire simplement : *oui*, énumère certaines circonstances aggravantes, sans mentionner les circonstances constitutives de la tentative : renvoi du jury dans sa chambre ; 721
En matière de tentative de vol, réponse affirmative sur la complicité, négative sur les circonstances constitutives de la tentative, affirmative sur des circonstances aggravantes, et admettant des circonstances atténuantes : renvoi du jury dans sa chambre. 722
Vol : Dire que l'accusé *y a participé*, ce n'est pas faire connaître s'il est auteur ou complice ; . . . 722
Seize chefs de vol ; complicité restreinte seulement à cinq de ces chefs ; réponse que le complice a assisté à un grand nombre de vols 723
§ 7.—*Déclarations contenant des réponses surabondantes*. 723
Diversité des conséquences des additions faites par le jury aux questions 724
1° Certaines additions entraînent la nullité de la réponse et nécessitent le renvoi du jury dans sa chambre : nullité de l'arrêt s'il applique la peine en conformité de ces déclarations surabondantes. — Exemples en matière de : complicité ; — d'homicide volontaire ;—de meurtre ;—de vol. 724
2° Surabondance inopérante ; choses ajoutées réputées non écrites. — Si l'accusation est purgée, acquittement, absolution ou condamnation : sinon, renvoi du jury dans sa chambre. — Exemples en

Numéros. Pages.

matière de : discernement;—d'excuse ;—de fausse monnaie ;— de faux ; — d'infanticide ; — d'homicide volontaire avec préméditation ;— de viol ;— de vol. 726

3° Additions qui ne sont qu'apparentes et laissent intacte la force de la déclaration. — Citation de quelques-unes de ces additions. 733

Examen d'un arrêt rendu à l'occasion de cette réponse : l'accusé est coupable par ignorance. . . . 734

4° Questions distinctes ; réponses surabondantes pour les unes, régulières pour les autres. 735

§ 8.—*Espèces dans lesquelles il n'y avait ni nullité ni lieu à renvoi*. 736

Idée générale de ce paragraphe. 739

L'accusé ne peut quereller un renvoi arbitraire, quand la peine était la même selon les deux déclarations ; —quand les deux déclarations sont les mêmes sauf quelques modifications indifférentes ; — et quand c'est sur la première déclaration que la peine a été appliquée. 739

Alternative : Rébellion par attaque et par résistance. 740

Association de malfaiteurs : accusé auteur et directeur de cette association. 740

Attentat à la pudeur : déclaration excluant la violence ; illégalité du renvoi du jury et de sa délibération sur une question nouvelle relative à l'âge de la victime ; 741

Pas de contradiction dans la déclaration affirmative sur une tentative de viol et négative sur un attentat à la pudeur avec violence ; — ou dans la situation inverse ;— ou également affirmative sur l'attentat mais sans violence ; 741

Ni dans la négation de l'*aide* dans la perpétration du crime, en même temps qu'il y a déclaration de complicité par aide et assistance 742

Auteur principal et complice : condamnation de ce dernier et acquittement du premier. 742

Auteur ou subsidiairement complice. 743

Banqueroute frauduleuse ; auteur et complice ;. . . 743

Détournement et dissimulation de partie de l'actif ;. 743

Non-complicité, et usage de pièces fausses pour recouvrement d'obligations simulées 744

Circonstances aggravantes : la réponse négative sur

Numéros. Pages.

le fait principal rend inutile la réponse sur ces circonstances ; 744
Pas d'incertitude si le jury répond à la question posée sur ces circonstances : *oui, l'accusé est coupable*; 744
Culpabilité sans aucune des circonstances de l'acte d'accusation ; 744
Vol de récolte, de nuit et dans un champ ; 745
Circonstances aggravantes résidant en un fait personnel, valablement affirmées pour un des accusés et repoussées pour le coauteur. — Exemples ; . . 745
Ou affirmées pour l'auteur principal et repoussées pour le recéleur ; 746
Vol avec neuf circonstances aggravantes ; culpabilité des auteurs principaux ; pas de délibération sur leur culpabilité comme complices ; connaissance de ces circonstances surabondamment reconnues ;. 746
Effraction intérieure non contradictoire avec la négation de maison habitée ; 747
Effraction intérieure dans une maison habitée non contradictoire avec la négation de circonstance de *nuit* dans une maison habitée ; 747
Négation de la préméditation non contradictoire avec l'affirmation du meurtre commis pour faciliter la fuite du coupable 747
Circonstances atténuantes limitées à un seul chef d'accusation; 748
Silence sur ces circonstances : allégation vaine de l'un des jurés qu'il n'a pas été délibéré. 748
Coauteurs : un seul fait attribué à deux accusés ;. . 748
Plusieurs accusés coauteurs et en même temps complices 748
Complicité : éléments constitutifs omis dans la question ; 749
Condamnation du complice et acquittement de l'auteur principal ; 749
Accusés de vol, — ou d'infanticide, — acquittés comme auteurs et condamnés comme complices par aide et assistance ; 750
Accusé complice par aide et assistance et recéleur ; . 750
Négation, en matière de banqueroute, du recel, et affirmation de la complicité par aide et assistance. 750
Complot, conspiration : avoir participé à une ré-

Numéros. Pages.

solution concertée entre plusieurs, c'est être déclaré coauteur; 750
Acquittement de plusieurs accusés, condamnation d'un seul. 750
Coups et blessures portés avec préméditation et sans intention de donner la mort;. 751
Négation de la culpabilité comme auteur des coups, et affirmation de la complicité par aide et assistance; 751
Coup porté à une personne et qui en atteint une autre;. 751
Coup porté à un garde champêtre : négation des circonstances aggravantes; 751
Coups et blessures par un fonctionnaire public : culpabilité, exercice des fonctions; motif légitime; provocation, et circonstances atténuantes; 752
Pas de contradiction entre les réponses de deux jurys différents 752
Délit de presse : admission intempestive des circonstances atténuantes 752
Discernement non incompatible avec circonstances atténuantes 753
Empoisonnement : négation du crime, et affirmation de la tentative ou de la complicité. 753
Fausse monnaie : négation de la culpabilité sur la contrefaçon et affirmation de la culpabilité sur l'émission. 753
Faux : réponses différentes sur la fabrication et sur l'usage;. 753
Réponse collective sur ces deux points;. 754
Usage fait non sciemment de la pièce fausse;. . . . 754
Réponse négative sur le faux dans un acte, et affirmative sur le faux dans l'expédition de cet acte;. 754
Faux en écriture publique et vol par serviteur à gages 754
Faux témoignage : Vente définitive et arrhes reçus. 755
Faux timbres : non-culpabilité de fabrication, et culpabilité de fausses empreintes de ces timbres;. 755
Non-usage de faux timbres, et mise en circulation de pièces en portant l'empreinte apposée par l'indu possesseur. 755
Homicide volontaire : déclaration de culpabilité et de démence;. 755
Culpabilité et légitime défense;. 756

Numéros. Pages.

Réponse : non, il n'y a pas d'homicide volontaire; . 756
Le fait principal étant reconnu, il n'y a pas lieu de délibérer sur la question subsidiaire d'homicide involontaire. 756
Incendie : Réponse régulière rendant inopérante la contradiction entre deux réponses sur un vol. . 757
Infanticide involontaire et sens restreint du mot : *coupable* ; 757
Homicide par imprudence du mari, et crime d'infanticide commis par la femme. 757
Meurtre involontaire et sens du mot : *coupable*; . . 757
Affirmation du meurtre sur un individu et négation du meurtre d'une autre victime. 758
Négation de la culpabilité sur le fait principal, escorté de la préméditation, et affirmation de cette circonstance sur la complicité. 758
Meurtre et crimes concomitants : Non-culpabilité quant au meurtre, et simple mention de ce crime dans une question relative à un vol. 759
Date mentionnée différemment dans les questions relatives aux deux crimes; 759
Concomitance écartée pour un accusé, tandis qu'elle est reconnue pour deux autres accusés; 759
Partage entre les jurés : pas d'incertitude sur la non-culpabilité. 759
Pillage: acquittement d'un accusé, et condamnation d'un coaccusé. 760
Provocation : coups portés à l'accusé avant la tentative par lui commise. 760
Réunion en bande armée : déclaration de culpabilité et négation du but criminel de la réunion. . . . 760
Subornation de témoins : acquittement du faux témoin et condamnation du suborneur. 761
Tentative : affirmation implicite des éléments constitutifs. 761
Négation explicite de l'existence de ces éléments. . 761
Tentative de meurtre et cumulativement blessures volontaires. 762
Vol : absence de fraude; sens restreint du mot : *coupable*. — Intention frauduleuse postérieure à la soustraction; 762
Affirmation du vol, et négation de l'usage de la pièce volée. 763

Numéros. Pages.

Dans un vol par plusieurs, complicité des uns et recel par les autres. 763
Accusé coupable d'un vol avec pluralité d'auteurs, alors que les autres accusés sont seulement déclarés complices. 763
Réponse négative sur le fait principal et cependant affirmative sur l'existence des circonstances aggravantes. 764
§ 9. — *Jusqu'à quel moment le renvoi peut être ordonné*. 764
La déclaration peut incontestablement être rectifiée tant que le greffier n'en a pas fait à l'accusé la seconde lecture 764
Le droit de renvoi existe encore même après cette seconde lecture et jusqu'à ce que, par la prononciation de son arrêt, la Cour d'assises ait consommé son pouvoir. 765
Jurisprudence consacrant le droit de renvoi après la première lecture. 767
Et aussi après la lecture faite à l'accusé. 768
La Cour de cassation va même jusqu'à autoriser le renvoi quand, après cette lecture, on s'aperçoit de l'omission, dans la question, de caractères constitutifs du crime, omission ne purgeant pas l'accusation. 771
Et peu importe que la déclaration ait été revêtue de toutes les signatures légales. 772
§ 10. — *Par qui et comment le renvoi peut être ordonné*. 772
Absence de texte de loi : la jurisprudence y supplée. 773
Par qui le renvoi peut être ordonné. — Fallait-il, au moyen d'une distinction, autoriser le président à prononcer seul le renvoi quand la déclaration est simplement incomplète? — Hésitations anciennes. 773
La jurisprudence s'affermit et décide aujourd'hui que le droit de renvoi n'appartient qu'à la Cour d'assises 774
Analyse des espèces dans lesquelles il a été décidé que la mesure excédait le pouvoir présidentiel. . 775
Tempéraments à la règle : rectification mal faite à la suite d'un arrêt de renvoi ; — rectification avant

Numéros. Pages.

la lecture ; — erreur matérielle sans portée légale. 777
Critique de l'accusé quand le renvoi illégalement prononcé par le président ne lui a causé nul préjudice. 778
A fortiori les jurés ne peuvent spontanément retourner dans leur chambre. 778
Comment le renvoi peut être ordonné. — Absence de l'accusé ; — présence de son conseil ; son refus de prendre la parole ; défaut d'interpellation à lui adressée. 778
Violation des droits de la défense, si on refuse la parole au conseil qui la réclame. 779
L'audition du ministère public n'est pas indispensable. 780
Nécessité d'un arrêt motivé indiquant la nature de l'irrégularité. 780
Application de cette règle. 780
Les mentions du procès-verbal complètent l'arrêt prononçant le renvoi : exemple tiré de l'adoption des réquisitions du ministère public. 781
Espèces dans lesquelles l'accusé ne serait pas recevable à critiquer l'arrêt qui n'indiquerait pas suffisamment la cause du renvoi. 781
Constatation du renvoi. — Modèle de procès-verbal. 782
§ 11. — *Effets du renvoi*. 784
En retournant dans leur chambre les jurés ressaisissent tous leurs pouvoirs et peuvent changer ou modifier leurs premières réponses. 784
Décisions de la jurisprudence en ce sens. 785
Le président n'est pas obligé, au cas de renvoi, de réitérer ses avertissements. 786
Après le renvoi, la Cour d'assises ne peut, écartant la seconde déclaration régulière, faire revivre la première déclaration. 786
Mention inexacte de l'expédition de l'arrêt effacée par le procès-verbal des séances constatant que la seconde déclaration a été appliquée. 787
Quand le renvoi a été illégal, la Cour de cassation, maintenant la première declaration, ordonne la mise en liberté de l'accusé, si l'accusation est purgée ; sinon, elle défère le procès à une autre Cour d'assises. 787

Numéros. Pages.

Faut-il conserver l'original de la première déclaration? 788
Nouveau renvoi si la seconde déclaration est encore irrégulière. 789
Formes de la nouvelle déclaration. Faut-il renouveler les signatures et lectures? 789

3460 à 3470. **SECTION V. — Seconde lecture de la déclaration faite à l'accusé.** . . . . . 790 à 794

Lecture faite à l'accusé : article 357 du Code d'instruction criminelle. 790
L'accusé est ramené sans fers et sans entraves : exception en un cas extrême 790
La lecture proprement dite ne serait pas substantielle ; mais il faut absolument que connaissance publique et complète de la déclaration soit donnée à l'accusé 791
La nullité n'est pas couverte par l'interpellation faite par le président en conformité de l'article 363 du Code d'instruction criminelle. 792
Cette nullité entraîne l'annulation de l'arrêt de condamnation et aussi des débats. 792
Cas où l'accusé ne veut ou ne peut comparaître. . . 793
Défaut de lecture des réponses concernant d'autres accusés 793
Omission par le procès-verbal de la constatation de la lecture 794
Mentions insuffisantes du procès-verbal 794
Constatation de la lecture faite par le greffier, et omission de la constatation que l'accusé était présent. 794
Constatation : formule du procès-verbal 794

LIVRE QUATRIÈME

Incidents. — Arrêts de contumace. — Ordonnance d'acquittement. — Arrêts définitifs d'absolution ou de condamnation.

3471 à 3648. CHAP. Ier. — **Incidents. — Formes des arrêts incidents. — Arrêts de contumace**. . . . . 795 à 886

Rappel des incidents dont il a été parlé 795
Actes d'administration accomplis pendant une suspension de l'audience : tirage du jury d'une autre affaire ;—magistrat de la Cour siégeant aux criées. 796
Division du présent chapitre. 797

3474 à 3609. **SECTION Ire. — Incidents qui peuvent se produire**. . . . . 797 à 860

3610 à 3625. **SECTION II.—Forme des arrêts incidents.** 861 à 875

3626 à 3648. **SECTION III. — Arrêts rendus par contumace.** . . . . . 875 à 886

3474 à 3609. **SECTION Ire. — Incidents qui peuvent se produire**. . . . . 797 à 860

§ 1er. — *Reconnaissance de l'identité de l'accusé à la suite d'un arrêt de contumace* 797
Texte des art. 518 et 519 du Code d'instruction criminelle ; leur portée apparente. 798
La compétence appartient au jury quand l'accusé prétend que l'accusation ne le concerne pas. . . . 798
Ces articles, généraux et sans distinction, sont applicables aux contumax repris. 799
La Cour déclare l'identité sans assistance des jurés, à l'audience publique, et en présence de l'accusé. . 801
Le pourvoi en cassation contre cet arrêt est recevable 801
Quoique l'accusé ne se soit pas pourvu, il peut sou-

Numéros. Pages.

tenir, devant le jury, qu'il n'est pas l'auteur des faits. 801
Compétence de la Cour quand, pour appliquer les peines attachées à la récidive, elle s'occupe de l'identité 804
Condamnation contre un *inconnu* : pourvoi en cassation de cet inconnu recevable. 802
L'individu arrêté par erreur comme étant le contumax n'est pas traduit devant le jury 802

§ 2. — *Huis clos*.. 803
Rappel des observations antérieures sur la publicité des débats. 804
Exception à ce principe : légalité du huis clos. . . . 806
C'est par un arrêt que le huis clos est ordonné . . . 806
Cette mesure peut avoir lieu à l'occasion des débats sur tous les crimes : la Cour d'assises a un pouvoir d'appréciation souverain. 807
L'arrêt déclarant le huis clos doit être motivé sur le danger que les débats peuvent faire courir à l'ordre public et aux mœurs. 807
Le visa de la loi est un motif insuffisant.—Par contre, la cause légale suffit sans que l'arrêt cite le texte de la loi. 807
Les expressions légales sur la cause du huis clos ne sont pas sacramentelles : équipollent 808
Adoption des réquisitions motivées du ministère public. 808
Il n'y a pas de nullité si ces réquisitions ne sont pas signées, mais seulement mentionnées au procès-verbal. 808
Il n'est pas nécessaire d'interpeller l'accusé 809
Mais les droits de la défense sont violés si on refuse d'entendre ses observations. 809
Publicité nécessaire pour l'arrêt ordonnant le huis clos 809
Mais non pour l'arrêt statuant sur la demande de l'accusé tendant à sa cessation 810
L'arrêt sur le huis clos, étant de simple instruction, n'est pas nul s'il n'est pas signé par tous les juges. 810
Souveraineté de la Cour pour déterminer le moment où le huis clos commencera. 811
L'arrêt peut ordonner la lecture à huis clos de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation. 811

Numéros. Pages.

A l'inverse, il peut n'ordonner le huis clos qu'après cette lecture. 811
Le huis clos peut avoir lieu avant l'exposé du ministère public 811
Il peut être partiel 811
Mesure exceptionnelle, il ne peut être étendu au delà des limites déterminées : exemple 812
Huis clos lorsqu'il y a deux chefs distincts d'accusation. 812
Le huis clos ne peut être maintenu pendant le résumé du président ; 812
Ni pour la position des questions ; 813
Ni pour la lecture de la déclaration du jury. 813
Droit du président de laisser dans la salle d'audience certaines personnes malgré le huis clos. . . 813
Les ordonnances rendues par le président, pendant les débats à huis clos, peuvent ne pas être prononcées publiquement 813
Après la clôture des débats la publicité doit être rétablie, et, si ces débats sont rouverts, il faut un second arrêt pour que le huis clos ait lieu de nouveau. 814
Les arrêts incidents, rendus pendant le huis clos, doivent être prononcés publiquement.—Exemples nombreux. 814
Si cette règle a été violée, la Cour peut rétracter son arrêt incident, rétablir la publicité et rendre régulièrement un autre arrêt sur l'incident 816
Interdiction du compte rendu des débats 817
§ 3. — *Renvoi à une autre session* 818
But des dispositions qui autorisent le renvoi à une autre session. 820
Le renvoi, pendant les débats, n'a lieu que par un arrêt 820
Il ne peut avoir lieu à un autre jour de la même session que du consentement de toutes les parties. 821
Plusieurs renvois successifs ne sont pas impossibles. 822
L'arrêt ordonnant le renvoi peut être rétracté, s'il y échet, par la Cour encore réunie. 822
Les arrêts ordonnant le renvoi sont de pure instruction et n'ont pas besoin d'être motivés 822
Mais des motifs contraires à la loi pourraient entraîner leur annulation. — Exemples. 823

Numéros. Pages.

Pas de nécessité de rédiger et de signifier l'arrêt à l'accusé en présence de qui il a été rendu. 823

Pourvoi en cassation non recevable contre les arrêts refusant le renvoi, et recevable contre ceux qui le prononcent pendant le cours des débats. 823

Le renvoi prononcé par la faute de l'accusé entraîne sa condamnation aux frais 824

Souveraineté de la Cour dans l'appréciation de la cause du renvoi. 824

Deux causes de renvoi sont expressément indiquées. —Mais les articles 331 et 354 ne sont pas limitatifs. — Disposition générale de l'article 406 du Code d'instruction criminelle. 824

1re *Cause de renvoi spécialement indiquée : faux témoignage.* — Articles 318, 330 et 331 du même Code 825

Article 318 : son but et son utilité;. 826

Ses dispositions ne sont pas substantielles ; 826

La Cour est tenue de statuer sur les conclusions prises pour que le président le fasse exécuter ; . . 827

Droit de l'accusé de lire les dépositions antérieures du témoin dont il veut faire constater les variations ;. 827

A défaut de réquisition, le président fait, d'office, prendre les notes nécessaires 827

Dissentiment sur la rédaction entre le président et le greffier ; 827

Si le procès-verbal contient des notes sur la déposition d'un témoin, le greffier est présumé avoir agi de l'ordre du président ; 828

L'article 318 non applicable au témoin entendu en vertu du pouvoir discrétionnaire. 828

Les variations du témoin ne sont pas, au fond, pour l'accusé, un moyen de cassation. 828

Article 330 : Le président a seul compétence pour ordonner l'arrestation du témoin suspect de faux témoignage.—Conséquences : aucun droit d'intervention ni pour la Cour ni pour le ministère public;. 828

Mais l'intervention irrégulière de la Cour ne vicie pas les débats ; 829

Rétractation du témoin reçue par le ministère public appelé par ce témoin qui a été arrêté;. 829

Numéros. Pages.

La présomption de complicité d'un témoin est étrangère à l'article 330 ;. 829
L'arrestation peut avoir lieu avant la clôture des débats. 830
Le président, sans aller jusqu'à l'arrestation, peut mettre le témoin en état de surveillance ; 830
L'arrestation est provisoire, le président peut la révoquer si le témoin se rétracte ; 831
La continuation des débats faite malgré l'arrestation d'un témoin n'est pas cause de nullité, si l'accusé, averti par le président, n'a pas demandé le renvoi à une autre session. 831
Art. 331 : faculté pour la Cour de renvoyer à une autre session ou de passer outre ; 832
Témoin déposant sous un autre nom que le sien : droit de l'accusé ;. 832
Au cas de renvoi, règlement de la priorité entre le jugement de l'affaire principale et le jugement du faux témoignage ;. 832
2° *Cause de renvoi spécialement indiquée : absence d'un témoin.* — Articles 354, 355 et 356 du Code d'instruction criminelle 832
Article 354 : son texte ; 833
L'accusé n'est pas investi du droit de requérir le renvoi ;—mais s'il demande à faire des observations, il faut les entendre, sauf à la Cour à statuer comme elle avisera. — Pas d'interpellation nécessaire à l'accusé; 833
Droit de réquisition du ministère public qui ne lie pas la Cour. 834
Le renvoi pour l'absence d'un témoin peut être ordonné pendant toute la durée des débats. 835
Article 355 : ce qui en résulte; 835
Souveraineté de la Cour pour la condamnation du témoin absent ; 836
Le refus du témoin de prêter serment ou de déposer équivaut à son absence matérielle. 836
Pas de moyen de cassation pour l'accusé si le témoin défaillant n'a pas été condamné à l'amende. . . . 837
Article 356 : opposition du témoin à l'arrêt qui le condamne ; — sa forme, son délai, ses motifs au fond. 837
L'opposition n'est pas recevable si la condamnation

Numéros. Pages.

a été contradictoire et, par exemple, motivée par le refus de prêter serment ou de déposer 838
La condamnation prononcée par un arrêt ne peut être rapportée que par un arrêt. 838
Causes diverses de renvoi : maladie de l'accusé ; . . 838
Absence du conseil, refus de l'accusé de répondre ; . 838
Maladie d'un juré ; 839
Manifestation d'opinion par les jurés ; 839
Complicité d'un témoin ; 839
Arrestation d'un coaccusé ; 840
Instruction supplémentaire ; 840
Motifs d'ordre public ; 840
Suspicion légitime ; 840
Illégalité du renvoi quand il s'agit de réparer une irrégularité antérieure aux débats, par exemple, dans la notification de la liste du jury 841
Du reste, l'illégalité du renvoi n'a pas pour effet de vicier les débats ultérieurs 841
§ 4. — *Remplacement d'un juré : appel d'un jur suppléant* 841
Ce qu'il y a à faire quand un juré est empêché. . . 842
Le remplacement du juré titulaire par le juré suppléant ne peut être opéré qu'en vertu d'un arrêt. 842
La Cour est souveraine pour apprécier l'excuse du juré titulaire et la nécessité de son remplacement. 842
Elle n'est pas tenue d'interpeller l'accusé 843
L'éloignement volontaire d'un juré motive son remplacement comme son empêchement forcé ; et il motive aussi l'amende. 843
La manifestation d'opinion justifie le remplacement. 843
§ 5. — *Acte requis : usage d'une faculté ou d'un droit* 843
Acte requis et incidents soulevés avant la levée de la séance, relatifs à des faits prescrits, ou non, par la loi à peine de nullité 844
Il appartient à la Cour, et non au président, de statuer sur les conclusions relatives à des actes requis. — Mais pas de nullité si le président, quoique agissant irrégulièrement, a concédé l'acte. 844
Acte requis tardivement pour les actes auxquels l'accusé n'a pas fait opposition, alors qu'il en avait le droit. — Exemples. 845
Pour ces actes requis, l'audition du ministère public n'est pas indispensable. 846

Numéros. Pages.

Quel que soit le caractère de l'incident, il y a nullité si la Cour, saisie par des conclusions, omet ou refuse de statuer. 846
Exemples d'omissions de statuer sur des réquisitions du ministère public. 846
Dernières conclusions du ministère public ne reproduisant pas l'incident. 847
Exemples d'omissions de décision sur des conclusions de l'accusé 847
La Cour n'est pas tenue de statuer deux fois sur le même incident 848
Et elle n'a pas non plus à délibérer si elle n'a pas été formellement saisie par des conclusions 848
§ 6. — *Refus de l'accusé de comparaître, son expulsion de l'audience.* 849
Le refus de l'accusé de comparaître, ou ses excès, ne peuvent entraver le cours de la justice : loi du 9 septembre 1835. 850
Refus de comparaître : analyse des articles 8 et 9 de cette loi. 850
1re *Obs.* — L'impossibilité n'est pas assimilée au refus : elle nécessite le renvoi ; — mais la Cour déclare souverainement si l'impossibilité n'est pas un prétexte cachant un refus. 851
2e *Obs.*—Pour passer outre, le président doit, après accomplissement des formalités, constater le refus. 851
3e *Obs.* — Le procès-verbal de l'huissier est un acte essentiel de la procédure 852
4e *Obs.* — Le président a, seul, toute compétence pour ordonner la continuation des débats en l'absence de l'accusé, ou pour le faire amener de force. —Mais si des conclusions sont posées, la Cour doit statuer sur l'incident 852
5e *Obs.* — Le ministère public a-t-il, comme le président, le droit de contrainte ? 852
6e *Obs.* — La lecture du procès-verbal n'a lieu que pour les débats postérieurs au refus de comparaître, et *qu'après chaque audience*, et non pas pendant la suspension. 853
7e *Obs.* — Quelles réquisitions du ministère public doivent être signifiées. 854
8e *Obs.* — Étendue de la disposition qui répute contradictoires tous les arrêts rendus par la Cour. . 854
9e *Obs.* — L'accusé qui demande à revenir à l'au-

Numéros. Pages.

dience prend les débats au point où ils sont parvenus. 855
Expulsion de l'accusé : but et texte de l'article 10 de la loi de 1835 ; 855
La Cour, et non plus le président, est seule compétente pour ordonner l'expulsion ; 856
La tentative d'obstacle ne suffirait pas pour légitimer l'expulsion ; 856
Peine réprimant la rébellion de l'accusé : article 11 de la loi de 1835 ; 856
Pour condamner l'accusé rebelle, il faut qu'il soit présent 856
§ 7. — *Tumulte, délits ou crimes commis à l'audience*. 857
Art. 504 : police de l'audience ; expulsion ou arrestation des perturbateurs ordonnée par le président. 857
Art. 505 : tumulte accompagné d'injures ou voies de fait entraînant des peines correctionnelles ; — compétence de la Cour ; 858
La Cour doit prononcer *séance tenante et immédiatement* ; — sens de ces mots ; 858
Le regret manifesté est une atténuation, et non une excuse ; 858
Applicabilité de la loi aux militaires 859
Art. 507 : voies de fait dégénérant en crimes, ou autres crimes flagrants 859
La Cour, en exerçant sa juridiction, statue *de suite et sans désemparer*, après avoir constaté les faits, sur les réquisitions du ministère, après défense du délinquant, et sans assistance des jurés 859
Malgré l'article 508, c'est à la majorité que la Cour rend sa décision. 860
Constatation de cette majorité. 860

3610 à 3625. **SECTION II.—Forme des arrêts incidents.** 861 à 875

En principe, il y a nécessité de motiver les arrêts incidents qui prononcent sur un contentieux ; il en est autrement des arrêts d'instruction et de pure administration. 862
Exemples d'arrêts incidents devant être motivés : témoin absent ; — opposition à audition de témoins ; — position des questions ; — renvoi du jury dans sa chambre. 862

Numéros. Pages.

Exemples d'arrêts incidents qui peuvent ne pas être motivés : adjonction de jurés ; — question subsidiaire ; — refus de renvoi à une autre session ; — signature de la déclaration du jury ; — acte requis, distinction ; — admission incontestée de la partie civile. 864
Motifs implicites. 866
Motifs répondant à des questions principale et subsidiaire. 867
Motif insuffisant. 867
Les arrêts incidents ne sont pas soumis à la signature de tous les juges : les signatures du président et du greffier suffisent ; et il n'est nul besoin d'un arrêt rédigé à part du procès-verbal. 868
Pas de nullité si on a omis de mentionner la présence du greffier qui signe. 868
Arrêt dispensant un juré, non signé par le greffier, s'il reste trente et un jurés titulaires. 868
Espèces dans lesquelles il a été jugé que la signature de tous les juges n'était pas nécessaire : huis clos ; — adjonction de jurés suppléants ; — excuse de témoin ; — renvoi à une autre session ; — opposition à audition de témoins ; — position des questions ; — renvoi du jury dans sa chambre ; — accusé retenu après son acquittement 869
L'arrêt statuant sur un incident né en chambre du conseil, au moment du tirage du jury, doit être prononcé à l'audience publique. 872
La publicité peut n'être pas mentionnée dans l'arrêt si le procès-verbal la constate. 872
Règle commune aux arrêts incidents et définitifs : nécessité de l'audition du ministère public sur les incidents donnant lieu à un arrêt qui doit être motivé 872
Cette audition est-elle nécessaire lorsqu'il s'agit d'un arrêt prononçant sur un acte requis? 873
Elle est indispensable sur les contestations relatives au règlement des intérêts civils 874
Pas de nullité si les réquisitions du ministère public, relatées au procès-verbal, ne sont pas signées par l'officier du parquet 874

Numéros. Pages.

3626 à 3648. **SECTION III. — Arrêts rendus par contumace** . . . . . 875 à 886

L'arrêt de contumace est un incident dans l'œuvre de la Cour d'assises. 876
Texte de l'article 466 877
Quatre conditions sont nécessaires pour que l'ordonnance de se représenter soit légalement exécutée : leur indication. 877
Dernier domicile du contumax. 878
La notification de l'ordonnance est une formalité distincte de la publication et de l'affiche : où elle est faite. — Visa du maire 878
Les notifications, publications et affiches peuvent être constatées par le même procès-verbal 878
Contumax passible des frais, même lorsqu'il se représente ou est arrêté. 879
Art. 467 : le jugement ne peut avoir lieu *avant* le délai de dix jours, mais il peut avoir lieu après. 879
Ce délai commence à courir du jour de la dernière publication. 879
Art. 468 et 469 : aucun conseil ne peut défendre le contumax qui ne peut même pas proposer un déclinatoire. — Mais des parents ou amis peuvent plaider l'excuse tirée de son absence ou de son impossibilité. 879
Conséquences : toute discussion au fond interdite ; — la Cour ne peut surseoir pour autre cause ; — elle apprécie souverainement l'excuse ; — et aussi le délai convenable 880
Art. 470 : instruction à faire et formalités à suivre par la Cour d'assises. 881
Si l'arrêt de contumace est annulé, les pouvoirs de la Cour de renvoi sont déterminés par l'arrêt de cassation 882
La Cour d'assises ne peut admettre les circonstances atténuantes 882
Des tiers sont-ils recevables à intervenir pour contester les demandes de la partie civile ?. 883
Art. 471 : il détermine les effets de l'arrêt de condamnation sur les biens du contumax. 883
Art. 472 : il indique les formalités de l'exécution. . 883
L'arrêt de condamnation clôt la prescription de l'action publique et commence celle de la peine . . . 884

Numéros. Pages.

Art. 473 : il refuse le droit de pourvoi en cassation au contumax. — Espèces à ce sujet. 884
La contumace d'un accusé n'arrête pas de droit l'instruction à l'égard des autres accusés ; — ni la remise aux propriétaires des objets déposés comme pièces de conviction ;—formalités de cette remise. 885
Contestation sur la remise à la partie civile des objets saisis sur un tiers. 885
Art. 475 : secours à la femme, aux enfants, aux père et mère du contumax. 885
Décès du contumax avant l'arrêt : rétractation de cet arrêt. 885

3649 à 3980. CHAP. II. — **Application de la déclaration du jury : ordonnance d'acquittement. — Arrêt d'absolution. — Sursis au jugement. — Arrêt de condamnation** . . . . . 886 à 1084

La déclaration du jury produit, ou l'acquittement, ou l'absolution, ou la condamnation. — Division de la matière 886

3650 à 3680. SECTION Ire. — Ordonnance d'acquittement : ses effets. . . . . 887 à 911

3681 à 3980. SECTION II. — Arrêts définitifs. — Arrêts d'absolution. — Sursis au jugement. — Arrêt de condamnation. . . . . 911 à 1084

3650 à 3680. SECTION Ire. — Ordonnance d'acquittement : ses effets. . . . . 887 à 911

ART. 1er. — Texte de l'article 358 889
Compétence du président, qui n'a à consulter, ni ses assesseurs, ni le ministère public. — En rendant un arrêt d'acquittement, la Cour viole les règles de la compétence. 889
L'ordonnance d'acquittement n'échet si l'accusé n'a pas été déclaré non coupable sur tous les chefs d'accusation. 889
Mais la non-culpabilité étant déclarée sur tous ces

Numéros. Pages.

chefs, elle est de droit malgré la déclaration de culpabilité sur des chefs ajoutés par le jury . . . 889
De même, malgré toute autre irrégularité dans la réponse négative du jury 890
Quand la déclaration du jury est irrégulière, l'ordonnance d'acquittement n'en est pas moins irrévocable ; la cassation n'a lieu que dans l'intérêt de la loi 890
L'ordonnance d'acquittement est illégale, s'il y a eu déclaration de culpabilité, et il appartient à la Cour d'assises de rendre un arrêt d'absolution, ou, selon les cas, de condamnation.—Exemples. 891
Mais l'illégalité est inopérante si la Cour, sans s'attacher à l'ordonnance, a usé de son droit. 894
S'il y avait lieu à absolution, l'ordonnance d'acquittement, quoique irrégulière, ne préjudicie pas à l'accusé. 894
Le débat sur le point de savoir s'il y a lieu ou non à acquittement, crée un contentieux de la compétence de la Cour. 894
L'acquittement opère la radiation de l'écrou résultant de l'arrêt de mise en accusation. — Incompétence de la Cour et du président pour déclarer vaines des causes autres en vertu desquelles le ministère public retient l'accusé acquitté. 895
L'acquittement exonère l'accusé des frais du procès. 896
Formules d'ordonnance d'acquittement 896
Modèle de procès-verbal. 896
ART. 2e. *Effets de l'ordonnance d'acquittement sur le fait, objet de l'accusation.*—Texte de l'art. 360. 897
Sa disposition, traduite par la maxime *non bis in idem*, est d'ordre public et doit être suppléée d'office 897
Conditions de l'existence de la chose jugée 897
La première condition est qu'il y ait une décision judiciaire. — L'action en discipline ne constituant pas une décision judiciaire, ne fait pas obstacle à des poursuites criminelles : réciprocité.—Exemples. 898
Tempérament à la règle qui autorise la cumulation de la poursuite et de l'action disciplinaire 899
Deuxième condition constituant la chose jugée : la décision judiciaire doit être à l'abri de recours.—Exemple.. 900

Numéros. Pages.

Arrêt relatif à d'autres accusés. 900
Troisième condition : identité entre le fait jugé et le fait poursuivi.—Sous le Code de brumaire on jugeait que l'identité des *faits matériels* suffisait : sous notre Code, la jurisprudence n'admet l'identité que lorsqu'elle s'étend au *fait légal, tel que l'accusation le qualifie*. Exemples en matière de : blessures par imprudence après tentative de meurtre ;—banqueroute simple après banqueroute frauduleuse ; — provocation à la désertion après embauchage ;—homicide par imprudence ou délaissement d'enfant après infanticide ;—rébellion après résistance avec voies de fait ;—attentat aux mœurs ou outrage public à la pudeur après viol ou attentat à la pudeur avec violence ; — détournement de deniers publics après faux pour masquer ces détournements ; — coups et blessures après viol avec violences ayant laissé traces de blessures ;— port d'armes après vol à main armée sur chemin public. 901
Nouvelles poursuites sur des faits distincts et séparés.—Exemples divers 905
Ou lorsqu'il s'agit d'un fait différent, antérieur ou postérieur à celui qui a motivé la première poursuite 907
Mais la règle de l'article 360 est applicable lorsque l'on se borne à changer la qualification sans qu'il y ait modification des éléments motivant cette qualification. — Exemples donnant à la jurisprudence sa véritable signification. 907
ART. 3e. *Découverte, pendant les débats, de faits nouveaux.* — Texte de l'article 361 relatif au cas où l'accusé est acquitté. 909
1re *Obs.* — Compétence exceptionnelle du président et du juge d'instruction. 909
2e *Obs.* — Réserves nécessaires du ministère public avant la clôture des débats. 910
Contentieux s'élevant quand le ministère public retient l'accusé. 910
Texte de l'article 379, relatif au cas où il y a condamnation. 910
Conséquences résultant de cette disposition 911

Numéros. Pages.

3681 à 3980. **SECTION II. — Arrêts définitifs. — Arrêt d'absolution. — Sursis au jugement. — Arrêt de condamnation** . . . . . 911 à 1084

§ 1er. — *Formes des arrêts définitifs* 911

Le greffier *écrit* mais ne *rédige pas* l'arrêt proprement dit, qui est l'œuvre de la Cour 912

Nécessité de motiver les arrêts définitifs 912

Motif suffisant quand il est dit que l'accusé est coupable de *tel fait* : inutile d'ajouter que le fait constitue *tel délit* 913

Reproduire la substance exacte de la déclaration, sans en donner le texte, est suffisamment motiver. 913

Contentieux sur la portée de la déclaration du jury : motif ainsi conçu : *attendu que le fait reconnu constant par le jury constitue le crime prévu par...* 913

Motif implicite : *vu la déclaration du jury, vu tels articles du Code pénal* 914

Rejet implicite de l'exception de prescription 914

Rejet implicite de conclusions sur les dommages-intérêts 915

Inutilité de répondre dans l'arrêt à toutes les observations de l'accusé sur l'application de la peine . . 915

Motifs erronés d'une peine bien appliquée 915

L'arrêt doit être daté.—Erreur de la date 915

Transcription, par le greffier, des articles de la loi appliquée : son omission n'emporte pas nullité . . 915

Signature de l'arrêt par tous les juges : l'infraction n'est pas non plus cause de nullité 916

Noms des juges mentionnés au procès-verbal et dans l'arrêt. — Contradiction entre ces deux actes . . . 916

Nullité de l'arrêt signé par un juge qui n'a pas assisté aux débats 917

Le défaut de signature par le greffier n'est pas cause de nullité 917

Délai de vingt-quatre heures pour la signature de l'arrêt : ce délai n'est pas fatal 917

Art. 380 relatif à la conservation des minutes 918

§ 2.—*Formalités préliminaires des arrêts définitifs.* 918

ART. 1er. — *Réquisitions du ministère public pour l'application de la peine et de la partie civile pour dommages-intérêts* 919

Droit du ministère public de produire des témoins pour établir la récidive 920

Numéros. Pages.

Réquisition par un officier du parquet autre que celui qui a suivi les débats. 920
ART. 2e. — *Interpellation à l'accusé.* — Art. 363 du Code d'instruction criminelle. 920
Caractère : l'interpellation est une formalité substantielle 921
Exceptions au cas où la peine est immuable ;. . . . 921
Et au cas où le *minimum* a été appliqué ;. 921
Et aussi lorsque le défenseur a eu tout le temps moral pour exercer son droit. 922
La règle imposant l'interpellation est applicable à l'Algérie. 922
Forme : la formule la plus naturelle de l'interpellation est celle dont l'art. 363 donne le texte. . . . 922
Mais ses termes ne sont pas sacramentels 922
Parfois un geste peut suffire : exemple 923
Interpellation faite à haute voix non entendue par l'accusé 923
A qui faite : l'interpellation est adressée à l'accusé personnellement ; mais il doit être pourvu d'un défenseur 923
Il n'est pas nécessaire qu'elle soit adressée à ce défenseur 924
Peu importe que, quand elle est faite à l'accusé, le défenseur ne soit pas présent. 924
L'interpellation adressée au défenseur, *en présence de l'accusé*, suffit : et aussi les observations faites par le défenseur, prenant l'initiative, suffisent. . 925
A quel moment : c'est après la réquisition du ministère public que l'interpellation doit être faite. . . 925
Omission de l'interpellation réparée avant l'arrêt. . 926
Conclusions après l'interpellation ; réponse du ministère public, le défenseur ne demandant pas à avoir la parole le dernier. 926
Constatation : nullité si le procès-verbal garde le silence sur l'accomplissement de la formalité. . . 927
Constatations implicites : le défenseur recommandant son client à l'indulgence ;— le défenseur entendu en ses observations ;—l'accusé n'a rien dit. 927
Pourvu que le procès-verbal énonce l'interpellation, l'arrêt peut ne pas la mentionner. 928
Le procès-verbal peut mentionner la réponse de l'accusé ; mais il n'y a pas nullité, si, constatant l'avertissement, il ne constate pas la réponse. . . 928

Numéros. Pages.

Droits de l'accusé à la suite de l'interpellation : plaidoirie sur ce que le fait reconnu constant n'est pas défendu ou qualifié délit, sur l'application de la peine, sur les dommages-intérêts réclamés. . . . 928
Question de droit soulevée avant la position des questions, discutée après l'interpellation 929
Exception de prescription valablement soulevée. . . 929
L'absolution peut être demandée quoiqu'il n'y ait pas eu pourvoi contre l'arrêt de mise en accusation. 929
Condamnation prononcée sans s'expliquer sur les conclusions tendantes à l'absolution. 930
ART. 3e. — *Délibération de la Cour*. — Texte de l'art. 369 du Code d'instruction criminelle 930
Pas de nullité si les juges ont délibéré publiquement. 930
Le doute résultant du procès-verbal s'interprète dans le sens qu'il a été satisfait au vœu de la loi. — Exemples. 931
Introduction dans la chambre du conseil d'un étranger ou de l'officier du ministère public. 932
La délibération est une formalité substantielle ; mais elle est présumée avoir eu lieu.—Exemples. 932
Délibération par des magistrats autres que ceux qui ont siégé. 933
Le mode de la délibération intérieure n'est pas réglé par la loi 933
Au cas d'opinions diverses, l'opinion favorable à l'accusé doit prévaloir. 934
§ 3. — *Arrêt d'absolution*. 934
Texte de l'art. 364 du Code d'instruction criminelle. 935
1re règle : la compétence appartient à la Cour. . . . 935
Cette règle observée, peu importe l'erreur dans l'emploi des termes. 935
2e règle : l'absolution n'échet que lorsque l'accusé *a été déclaré coupable*. 935
3e règle : il faut que le fait, objet de la déclaration de culpabilité, *ne soit pas défendu par la loi*. — Exemples : complicité sans ses caractères constitutifs ; — homicide involontaire ; — complicité par aide et assistance sans connaissance ; — faux non frauduleux 936
Amnistie par la loi de certains faits défendus par elle.—Exemples : démence et force irrésistible ;—

Numéros. Pages.

mineur de seize ans ayant agi sans discernement ; — prescription. 937
Condamnation aux frais de l'accusé absous ; 938
Et aussi du mineur de seize ans ayant agi sans discernement ; 938
Ou même de l'accusé en démence. 938
But du pourvoi du ministère public contre l'arrêt d'absolution. 938
Ce pourvoi est un obstacle à la mise en liberté . . . 939
Conséquence de la cassation de l'arrêt d'absolution. . 939

§ 4. — *Sursis au jugement et renvoi de l'affaire à la session suivante* 939
Art. 352 du Code d'instruction criminelle. 940
Conséquences dérivant de cette disposition 941
Pour que la Cour puisse prononcer le renvoi, il faut que l'accusé ait été déclaré coupable 941
La Cour ne le peut quand la déclaration est favorable à l'accusé 942
Quand le renvoi est dûment prononcé, les réponses favorables à l'accusé lui sont acquises. 942
Au cas de pluralité d'accusés, renvoi pour les uns et jugement pour les autres. 942
Effet du renvoi au cas où l'accusé est déclaré coupable comme auteur du fait principal et non coupable comme complice. 943
Le renvoi est inutile quand les formes ont été violées par les jurés 943
En prononçant le renvoi, la Cour dit qu'elle est convaincue que les jurés se sont trompés au fond : aucune loi ne lui défend d'indiquer les motifs de sa conviction 944
Le renvoi peut être déterminé par toute erreur des jurés sur le fait principal, sur les circonstances aggravantes, sur les faits d'excuse ou dans tout autre cas 944
La mesure est prononcée d'office et sans provocation. —*Quid* au cas d'une supplique adressée à la Cour, mais sans conclusions ?. 944
Jusqu'à quel moment la Cour peut user de son droit. 945
L'arrêt est préparatoire : il n'est pas soumis au pourvoi avant l'arrêt définitif. 946

§ 5. — *Arrêt de condamnation : application de la loi pénale.* 946

Numéros. Pages.

Division des règles relatives à l'application des peines. 954
Texte de l'article 365 qui domine la matière. . . . 954
ART. 1er. *Règles générales.*—La loi est le seul guide de la Cour d'assises. — 1re *Conséquence* : droit de condamnation alors même que le ministère public requiert l'acquittement ou l'absolution. 955
2e *Conséquence* : indépendance de la Cour d'assises relativement à la qualification de l'arrêt de renvoi. 955
3e *Conséquence* : dépendance de la Cour relativement à la déclaration régulière du jury qui doit sortir à effet. 956
Exemples nombreux de cette nécessité d'appliquer la déclaration du jury en matière de : viol ; — faux ; — complots ; — meurtre ;— infanticide ; — rébellion ; — vol ;— circonstances aggravantes ;— usage de pièce fausse ; — attentat à la pudeur ;— avortement ;— incendie ;— faux témoignage. . . . 956
Exception à cette règle quand le jury s'est illégalement posé des questions auxquelles il a fait des réponses surabondantes : renvoi. 963
ART. 2e. *Prorogation de compétence de la Cour quant aux délits.*— Elle n'a lieu que lorsque le fait délictueux est une dégénérescence du fait criminel objet de l'accusation. 964
Espèces dans lesquelles la Cour attirerait illégalement à elle un fait délictueux. 965
La prorogation de juridiction ne s'étend pas à l'action disciplinaire. 965
ART. 3e. *Conviction de plusieurs crimes ; interdiction du cumul des peines.* — Rappel du § 2 de l'article 365 et texte de l'article 379. 966
Règle : par la peine la plus forte, l'accusé expie tous ses crimes antérieurs.—Exemples. 967
C'est la *nature de la peine applicable*, et non la *nature des faits poursuivis*, qui sert de base à la règle du non-cumul des peines. 968
Générale, la règle s'applique à toutes les matières criminelles ou correctionnelles comprises dans le Code pénal, et elle comprend les peines pécuniaires comme les peines corporelles. 969
Amende pour délit connexe à un crime.—Exemples. 970
Exception à la règle du non-cumul, quand cette

Numéros. Pages.

règle est en opposition avec le système de répression constitué par des lois spéciales.—Exemple : amende pour atteinte à la libre circulation des grains. 970

Deux peines pour deux délits dont un seul comportait ces deux peines. 971

Les peines accessoires sont, comme la peine principale, absorbées par la peine la plus forte.—Exemples : concurrence des travaux forcés à temps avec la réclusion et l'amende : — concurrence de la réclusion et de l'amende, avec l'amende accessoire au délit de détournement de deniers publics. . . . 971

Peu importe, à cet égard, l'admission des circonstances atténuantes, si, malgré leur influence, la peine la plus forte est encore supérieure ou égale à la peine du crime le moins grave. — Exemple. . 972

Ancienne application de ce principe à l'exposition et à la flétrissure 972

Exception quant aux peines accessoires qui ont un caractère administratif et de police, plutôt qu'un caractère judiciaire.— Exemples : confiscation de l'instrument du délit et surveillance de la haute police. 973

Exception dans l'exception, c'est-à-dire retour à la règle, quand la peine accessoire est la conséquence et la dépendance de la peine appliquée. — Exemple tiré de la surveillance de la haute police accessoire de la peine absorbée. 974

Définition de la peine la plus forte. — 1re *Règle* : il faut considérer non la *durée*, mais la *nature* de la peine.— Exemple : dix ans d'emprisonnement en concurrence avec cinq ans de réclusion 974

2e *Règle* : la peine la plus forte doit être entendue en ce sens qu'il s'agit du *maximum* de la peine applicable au crime le plus grave, et les juges peuvent, par une seconde condamnation pour faits antérieurs, épuiser ce maximum.—Exemples. . . 975

Cette 2e règle s'applique au mineur de seize ans condamné pour plusieurs crimes ou délits. — Exemple 977

Cependant, comme les juges sont investis d'une faculté et non pas soumis à une obligation, ils peuvent, sans épuiser le maximum, dire que les deux

Numéros. Pages.

crimes sont suffisamment expiés par la première condamnation. 977
Le principe prohibant le cumul des peines peut être proposé pour la première fois devant la Cour de cassation 978
En cas de cumul, il y a cassation par voie de retranchement. 978
La peine la plus forte ne purge que les crimes *antérieurs* : les faits postérieurs doivent toujours être poursuivis, même quand la première peine était les travaux forcés à perpétuité ; motifs tirés d'une grâce ou d'une révision possibles. 978
Au cas où il y a incertitude sur le caractère définitif de la première condamnation, on soulève la question du non-cumul au moment de l'exécution. . . 979
ART. 4e. *Graduation et peines indivisibles.* — Droit de graduation entre le *maximum* et le *minimum*. —Il n'emporte pas celui de diviser les peines indivisibles. 980
Les juges ne peuvent plus graduer quand une disposition formelle impose le maximum. 980
L'erreur dans l'application de la peine est inopérante si un second crime poursuivi en même temps justifie cette application 981
ART. 5e. *Récidive.* — Texte des articles 56 et 57 du Code pénal. 981
1re *Règle* : l'état de récidive n'est constitué que par une *condamnation* antérieure et *définitive*. . . . 982
2e *Règle* : la prescription de la première condamnation ne fait pas obstacle à l'application des peines de la récidive ; 983
Il en est de même des lettres de grâce ;. 983
De même aussi de la réhabilitation ;. 983
Mais l'amnistie pleine et entière efface la condamnation. 984
3e *Règle* : la partie publique doit établir la première condamnation : — La Cour ne peut, par un arrêt ultérieur, constater et punir la récidive. 984
La preuve ressort de l'extrait régulier de la précédente condamnation. 984
A défaut de la pièce officielle, la preuve peut résulter des documents du procès ; et la Cour de cassation a le droit de contrôler s'ils ont été bien appréciés par la Cour d'assises. 985

Numéros. Pages.

Exemples : registre d'écrou et lettre du procureur impérial ; — extraits non légalisés du greffe et du registre des chiourmes d'un pays étranger. . . . 985
Arrêts affirmant la récidive sans indiquer ni la date de la condamnation, ni la juridiction qui l'aurait portée, ni même sans en faire aucune mention. . . 986
L'aveu de l'accusé ne suffit pas : cependant il motive les recherches que la Cour de cassation croit devoir ordonner. 986
Quid de l'aveu de l'accusé réuni à d'autres circonstances qui le corroborent ?. 987
Admissibilité de la preuve testimoniale. 987
Délai modéré requis par le ministère public pour fournir la preuve 988
Annulation de l'arrêt motivé sur la récidive qui n'a pas prononcé une peine supérieure à celle qui aurait été encourue sans la récidive 988
4e *Règle* : état de récidive constaté par la Cour d'office et sans réquisition du ministère public. . . . 988
5e *Règle* : cet état est fondé, non *sur la nature du fait incriminé*, mais *sur la nature de la peine prononcée* : — circonstances atténuantes d'un crime 988
6e *Règle* : quand il s'agit de l'application de l'art. 57, le principe est différent : la condamnation *pour crime*, à une peine même correctionnalisée par les circonstances atténuantes, suffit 989
7e *Règle* : pas de récidive pour fait antérieur à la condamnation. 990
8e *Règle* : l'état de récidive de l'auteur principal n'étend pas ses effets sur le complice. 990
9e *Règle* : cet état présente à juger une question de droit sortant des attributions des jurés et réservée à la Cour.—Renvoi 990
ART. 6e. *Excuses.*—Rappel des excuses qui exemptent de toute peine 990
Peine applicable : en matière de fausse monnaie quand a été admise l'excuse du § 2 de l'art. 135 ; . 991
En matière de meurtre, coups et blessures excusés par la provocation ;. 992
En matière de séquestration excusée par l'art. 343.. 992
Malgré l'admission de l'excuse, le ministère public et la Cour ont le droit de rechercher si elle fait

Numéros. Pages.

obstacle à l'application des peines portées par la loi pour les cas ordinaires. 992
ART. 7e. *Circonstances atténuantes*. — Texte de l'article 463 du Code pénal. 993
Espèces relatives à l'application de cette disposition dans des cas ordinaires. 994
Méthode pour bien appliquer la peine au cas où la récidive concourt avec les circonstances aggravantes.—Exemples importants à cet égard 995
La récidive n'opère jamais sur la peine capitale. — Comment, en ce cas, on applique les circonstances atténuantes même au récidiviste 997
Cas où le jury ayant, par sa réponse, dépouillé le fait du caractère de crime, admet pourtant les circonstances atténuantes 998
Ces circonstances peuvent opérer sur la surveillance de la haute police. 998
Circonstances atténuantes limitées à un ou plusieurs chefs d'accusation. 999
Le complice ne profite pas de l'atténuation résultant des circonstances atténuantes admises pour l'auteur principal seul. 999
ART. 8e *Mineur de seize ans ; discernement*. — Quand il a agi sans discernement, il ne peut être soumis à aucune peine 999
Mais il peut être conduit dans une maison de correction 1000
Sa détention administrative peut être moindre d'un an. 1000
L'article 66 du Code pénal est applicable même aux matières réglées par des lois spéciales. 1000
Cas où le mineur a agi avec discernement. — Article 67 du Code pénal. 1001
Pour fixer la limite du *tiers à la moitié*, le juge n'est pas tenu de s'attacher au maximum de la peine encourue : il peut prendre pour base toute la période entre le maximum et le minimum. . 1001
Méthode pour bien appliquer la peine quand les circonstances atténuantes concourent avec l'âge de minorité. 1002
ART. 9e. *Sexagénaires*. — Article 5 de la loi du 30 mai 1854. — Cassation des arrêts qui, malgré son texte, infligent les travaux forcés aux sexagénaires. 1002

Numéros. Pages.

Cassation quand, à défaut d'acte de naissance, ces arrêts ne vérifient pas l'allégation de l'accusé qu'il a soixante ans accomplis 1003
La loi de 1854 ne modifie nullement la peine ; elle adoucit seulement son mode d'exécution.—Conséquences importantes de cette règle quand il y a des circonstances atténuantes 1003
ART. 10e. *Exécution de la peine capitale.* — Pas de nullité si le lieu de l'exécution n'est pas fixé.—La Cour ne peut l'indiquer par un arrêt postérieur à l'arrêt de condamnation. 1004
La Cour empiète sur les pouvoirs de l'autorité administrative si elle *spécialise* la place publique où aura lieu l'exécution 1005
ART. 11e. *Amende.* — Article 55 du Code pénal. . 1005
Pas de solidarité si les individus réunis par le même débat ne sont pas poursuivis pour le même crime. 1005
Mais elle est obligatoire si le crime est le même quoique les peines aient été différentes. 1006
Amendes proportionnelles : nécessité de déterminer le chiffre des restitutions. — Exemples en matière de : achat de suffrages électoraux ;—faux ;—soustractions par dépositaires de deniers publics; — concussion. 1006
Peu importe qu'il y ait eu admission des circonstances atténuantes. — Exemples en matière de faux et de fausse monnaie. 1007
La cassation n'a lieu que sur le pourvoi du ministère public. 1008
L'amende n'est pas applicable au faux témoignage.. 1008
Amendes spéciales considérées comme une réparation civile plutôt que comme une peine.— Conséquences, notamment au point de vue de l'acquittement du mineur, de la responsabilité civile de ses parents , et de l'intervention de l'administration. 1008
ART. 12e. *Frais et dépens.* — Article 368 du Code d'instruction criminelle. 1009
Condamnation à la totalité des frais de l'individu accusé de plusieurs crimes et acquitté sur quelques-uns. 1010
Plusieurs accusés ; acquittement des uns et condamnation des autres ; totalité des frais mise à la charge de ces derniers 1010

Numéros. Pages.

Solidarité quant aux frais entre accusés du même crime ou de crimes connexes. 1011
Pas de solidarité quand il s'agit de crimes distincts et non connexes. 1011
Le condamné ne supporte que les frais régulièrement faits. — Exemples 1012
L'accusé acquitté n'est passible d'aucuns frais : c'est la règle 1013
Exception. — Quand cet accusé acquitté est condamné en des dommages-intérêts : les frais sont alors considérés comme un supplément de réparation civile. 1013
Condamnation aux frais du mineur acquitté pour défaut de discernement. 1013
Et aussi de l'accusé renvoyé absous. 1014
Conséquences de la condamnation ou de l'acquittement de l'accusé relativement à la partie civile, quant aux frais. 1015
Intervention de la partie civile restreinte à un seul accusé, lorsqu'il y en a deux ou plusieurs, et que l'un d'eux est acquitté 1015
Frais de voyages et de ports de pièces en matière criminelle ou correctionnelle. 1016
Espèces dans lesquelles le greffier a été personnellement condamné aux frais de la procédure à recommencer par sa faute. 1016
Espèces analogues quant à l'huissier instrumentaire. 1017
Cas où l'huissier a suivi la foi d'une expédition erronée délivrée par le greffier. 1018
ART. 13e. *Contrainte par corps.* — La loi du 22 juillet 1867 n'a pas supprimé la contrainte par corps en matière criminelle, correctionnelle et de simple police.—Article 52 du Code pénal. 1018
Pas de contrainte quant aux frais dus à l'État ; mais contrainte pour ceux dus à la partie civile. . . . 1018
Pas de contrainte pour aucunes réparations civiles contre l'accusé acquitté.—Exposé des motifs de la loi de 1867. 1019
Dans les cas où elle est admise, la contrainte doit être prononcée d'office par les tribunaux de répression. 1020
Sursis, pendant un an au plus, à son exécution. . . 1020
Echelle de sa durée déterminée par l'article 9 de la loi de 1867. 1021

Numéros. Pages.

Nécessité pour les tribunaux de fixer sa durée dans les limites du maximum et du minimum de cette échelle. 1022
S'ils ont omis de déterminer la durée, l'État et la partie civile peuvent néanmoins exercer la contrainte, restreinte alors au minimum. 1022
Articles 10, 11 et 12 de la loi de 1867 relatifs à l'insolvabilité du débiteur, — à la caution qu'il peut fournir, —aux conséquences de son élargissement. 1022
Le mineur de seize ans est, dans tous les cas, exonéré de la contrainte. 1023
Débiteurs ayant commencé leur soixantième année. 1023
Liens de parenté ou d'alliance qui s'opposent à l'exercice de la contrainte. 1023
Impossibilité de cet exercice simultané contre le mari et la femme. 1024
ART. 14e. *Confiscation.* — Abolition de la confiscation des biens. 1024
Confiscation particulière de certains objets. 1024
Article 11 du Code pénal : ses applications. 1025
Corruption de fonctionnaire public : article 180, même Code. 1025
Faux témoignage : article 164, même Code. 1026
Caractère réel de la confiscation : conséquence. . . . 1026
En cas de confiscation illégale, cassation de l'arrêt par voie de retranchement. 1026
ART. 15e. *Prescription.* — *Prescription de la peine.* — Articles 635 et 636 du Code d'instruction criminelle. 1027
C'est le caractère légal du fait, et non la nature de la juridiction ou la nature de la peine qui détermine la durée : conséquence 1027
Les arrêts de contumace sont prescriptibles comme les arrêts contradictoires 1028
Le contumax repris et mis en jugement que le jury déclare coupable d'un fait réduit à un simple délit par le rejet des circonstances aggravantes, est renvoyé absous si, plus de cinq ans s'étant écoulés depuis l'arrêt de contumace, il peut invoquer la prescription de l'article 635. 1028
Mais l'arrêt de contumace ayant clos la prescription de l'action publique, il ne peut invoquer la prescription triennale de l'article 638 1029
Les circonstances atténuantes ne changent pas le

Numéros. Pages.

caractère du fait ; la prescription de l'article 635 est seule applicable au crime, dont la peine a été correctionnalisée par ces circonstances. 1030
Il en est de même au cas d'une excuse admise. . . . 1030
Prescription de l'action publique. — Articles 637 et 638 du Code d'instruction criminelle. 1030
Distinction entre la prescription de la peine et la prescription de l'action publique 1031
Pour cette dernière prescription, comme pour la première, les circonstances atténuantes ne dénaturent pas le fait 1031
La minorité de seize ans permet au condamné d'invoquer la prescription correctionnelle 1032
Le plus souvent la prescription constatée par le juge d'instruction ou par la chambre des mises en accusation arrête les poursuites. 1032
Mais si elle n'a pas été aperçue, la Cour d'assises doit l'accueillir, même d'office et en tout état de cause : exception d'ordre public, elle peut être proposée pour la première fois devant la Cour de cassation 1033
Quoique le jour où le crime a été commis ne soit pas fixé, l'accusé a le droit d'exciper de la prescription. 1033
La Cour d'assises, dessaisie de la cause par son jugement, ne peut, par un arrêt ultérieur, déclarer la prescription. 1034
Point de départ de la prescription : jour où le crime a été commis.—Exemples. 1034
Crimes successifs : point de départ de leur prescription. 1035
Interruption de la prescription par des actes d'instruction ou de poursuite. 1035
Définition des actes d'instruction ou de poursuite. . 1035
Actes auxquels la jurisprudence a refusé ce caractère. 1035
En général, la prescription n'est interrompue que par des actes de cette nature. — Exemple : démence. 1036
Cependant, un obstacle légal,—par exemple, un sursis,—interrompt la prescription. 1037
Actes auxquels a été reconnu le caractère d'actes d'instruction ou de poursuite. 1037
Actes faits par un magistrat compétent, mais saisissant un tribunal incompétent. 1038

Numéros. Pages.

Ces actes d'instruction ou de poursuite ont la puissance interruptive, même lorsque, faits sur un crime, ils ne s'adressent pas à des individus déterminés. 1039
Nouveau point de départ de la prescription interrompue. 1039
Les règles de la prescription établies par le Code d'instruction criminelle sont applicables à toutes les matières du Code pénal ; et aussi aux crimes et délits spéciaux pour lesquels il n'a été autrement disposé 1040
§ 6. — *Dommages-intérêts et restitutions réclamés par les parties.* 1040
ART. 1er : *Observations générales.*— Art. 358, 359 et 366 du Code d'instruction criminelle. 1043
Pour savoir s'il y a lieu à dommages-intérêts, la Cour d'assises recherche seulement s'il y a eu faute dans le sens de l'article 1382 du Code Napoléon. . . . 1044
Elle ne peut allouer de dommages-intérêts que s'ils sont réclamés. 1044
Elle possède un pouvoir d'appréciation souverain pour la fixation de la réparation 1045
Les dommages-intérêts sont personnels ; — défense de les appliquer à *une œuvre quelconque ;*—interprétation de cette interdiction 1045
La Cour conserve son droit alors même que sa décision ne peut être rendue qu'en empiétant sur la session suivante. 1046
Elle n'en est pas dépouillée par cela que, renvoyé à une autre session, le règlement des intérêts civils sera fait par des magistrats autres que ceux qui ont assisté aux débats criminels. 1047
A fortiori, elle peut renvoyer sa décision à un jour ultérieur de la même session 1048
La nomination d'un rapporteur est facultative, et, alors même qu'il a été commis, son rapport n'est pas une formalité indispensable. 1048
Il faut toujours entendre le ministère public ; — nature de sa fonction en cette occurrence ;—il clôt la discussion ; — cependant, même après ses conclusions, on peut entendre de nouveau les parties. 1048
Au cas de cassation sur les dommages-intérêts, la cause est renvoyée devant un tribunal civil. . . . 1049

Numéros. Pages.

ART. 2e : *Dommages-intérêts demandés par l'accusé.* — Articles 358 et 359 à ce relatifs 1050
Le droit de l'accusé acquitté, quoique certain, est le plus souvent de pure théorie ; pourquoi ? — Droit de la Cour d'apprécier la nature de la dénonciation. 1050
Difficultés d'exécution des articles 358 et 359. — 1re difficulté : *moment* où l'accusé devra faire valoir ses droits ; — cas où il n'a connu ses dénonciateurs que *depuis* le jugement. 1051
Cas où il les a connus *avant*.—Par le jugement, on doit entendre la déclaration du jury.—Renvoi. . . 1052
2e difficulté : *comment* l'accusé formera sa demande contre ses dénonciateurs : s'ils sont présents, des conclusions peuvent suffire ; — s'ils sont absents, faut-il une citation ? 1052
L'accusé ou son défenseur, pour demander les dommages-intérêts, n'ont pas besoin du ministère d'un avoué. 1054
ART. 3e : *Dommages-intérêts demandés par la partie civile.* — La partie civile n'existe que pour réclamer des dommages-intérêts 1054
Les tiers, autres que la partie civile, qui sont lésés, ne peuvent agir que devant le tribunal civil . . . 1055
Non-recevabilité de la partie civile qui, antérieurement, a porté son action civile devant une juridiction autre que la Cour d'assises 1055
La partie civile peut agir sans le concours d'un avoué. 1056
Elle doit former sa demande *avant le jugement* . . 1056
Qu'est-ce que le jugement ?—C'est la déclaration du jury. 1057
Mais si elle s'est constituée avant la clôture des débats, la partie civile a le droit de préciser la quotité des dommages-intérêts et de les réclamer après l'ordonnance d'acquittement. 1057
L'accusé, quoique acquitté, peut être condamné en des dommages-intérêts 1058
Exemples en matière de : coups ; — homicide ; — attentat à la pudeur ;—possession d'ouvrages d'or avec faux poinçons ; — vol ; — diffamation par la voie de la presse ; — violences envers les préposés de la douane ; — faux testament ; — recel ;— détournement de mineure ; — duel ; — banqueroute frauduleuse ;—barateric. 1059

Numéros. Pages.

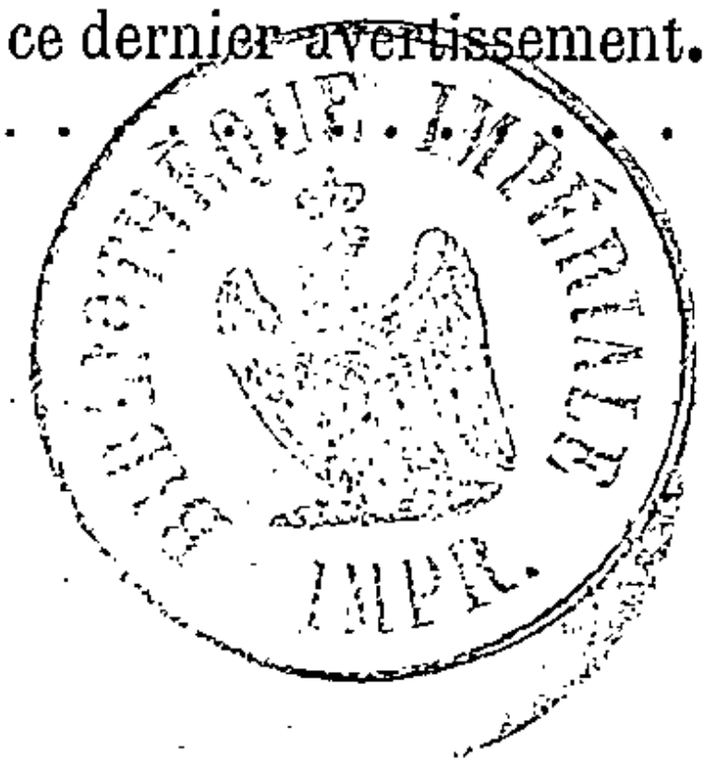
L'arrêt qui prononce des dommages-intérêts contre l'accusé acquitté viole la chose jugée s'il se met en opposition flagrante avec la déclaration du jury. — Exemples en matière de coups volontaires. . . 1064
Spécialement, il en est ainsi lorsque le jury a déclaré que l'accusé avait agi pour *sa légitime défense*. . 1066
La condamnation aux dommages-intérêts peut être fondée sur des faits qui, sans être le fait même de l'accusation, s'y rattachent intimement. 1066
Mais la Cour commet un excès de pouvoir si elle se fonde sur des faits étrangers à l'accusation 1066
Dommages-intérêts excédant le taux de l'intérêt légal. 1067
En cas de minorité de l'accusé, il n'est besoin, pour sa condamnation aux dommages-intérêts, de mettre son tuteur en cause ; — ni, en cas de faillite, le syndic. 1068
La compétence de la Cour s'étend aux personnes civilement responsables. 1069
Si l'incompétence est opposée par l'accusé, la Cour doit statuer sur l'incompétence d'abord, puis sur le fond par un second arrêt. — L'accusé ne peut faire défaut. 1069
Malgré le pourvoi en cassation contre l'arrêt de condamnation, la Cour d'assises peut statuer sur les dommages-intérêts. 1070
La condamnation aux dommages-intérêts contre l'accusé acquitté étant rendue en matière civile, il est obligé de fournir l'amende sur son pourvoi.— Il en est autrement au cas où ces réparations sont prononcées contre l'accusé condamné criminellement 1070
L'accusé absous est, *à fortiori*, passible des dommages-intérêts 1070
ART. 4e : *Restitutions et autres intérêts civils.* — Article 366, 2e et 3e alinéa 1070
Le président est incompétent pour ordonner les restitutions : il faut un arrêt. 1071
La Cour peut rendre cet arrêt d'*office*, sans conclusions du propriétaire, sans audition du ministère public, sans interpellation à l'accusé 1071
La restitution ne peut comprendre que les objets existant en nature, et non pas leur valeur quand ils ont été dénaturés. 1071
Le droit de la Cour ne s'efface pas lorsque l'accusé

Numéros. Pages.

soutient qu'il est propriétaire des objets dont la restitution est réclamée. 1072
Restitution au cas d'acquittement d'un serviteur à gages accusé d'abus de confiance 1073
Il est sursis à la restitution au cas de pourvoi en cassation : motifs de ce retardement 1073
Mesures spéciales au cas de faux dans des actes authentiques : article 463 du Code d'instruction criminelle. 1073
Annulation du remplacement militaire opéré à l'aide de pièces fausses : article 43 de la loi du 21 mars 1832. 1074
Réparations civiles autres que des restitutions proprement dites.—Exemples : annulation d'actes de vente ; réintégration à la masse d'un immeuble frauduleusement vendu par le failli. 1075
Annulation du second mariage contracté par un bigame : en présence de qui elle doit être prononcée. 1076
§ 7. — *Prononciation de l'arrêt et dernier avertissement à l'accusé.* 1076
ART. 1^er^. *Prononciation de l'arrêt.* — Article 369 du Code d'instruction criminelle 1077
Prononciation à haute voix. — Mention suffisante du procès-verbal disant que l'arrêt a été *prononcé.* 1077
Publicité nécessaire.—Mentions suffisantes du procès-verbal 1078
L'absence d'un juré au moment de la prononciation n'est pas cause de nullité. 1078
Il en est autrement de l'absence de l'accusé. 1078
La présence du ministère public me paraît nécessaire. 1078
Renvoi du prononcé de l'arrêt au lendemain 1079
Omission du président immédiatement réparée. . . . 1079
La lecture des textes qui n'a pas été faite *avant* la prononciation de l'arrêt peut être faite *après*. . . 1079
Indication de textes de loi qui peuvent n'être ni lus ni insérés dans l'arrêt. 1080
Textes qu'il faut lire en cas de conviction de plusieurs crimes 1081
Lecture de textes anciens ; — ou de textes erronés, mais qui justifient l'application de la peine. . . . 1081
Du reste, cette formalité de l'article 369 n'est pas prescrite à peine de nullité 1082

Numéros. Pages.

Mention suffisante de l'arrêt dans lequel il est dit : *vu et lu les articles* 1082
L'arrêt prononcé est irrévocable, surtout lorsque la Cour a procédé à une autre affaire. 1082
ART. 2e. *Dernier avertissement à l'accusé.* — Article 371 du Code d'instruction criminelle 1083
Exhortation à la fermeté et à la résignation. 1083
Apostrophe au condamné dégradé de la Légion d'honneur 1083
L'avertissement relatif au droit de pourvoi ne concerne que les matières de grand criminel. 1084
Il n'est pas prescrit à peine de nullité : absence de grief en faveur du condamné qui s'est pourvu dans le délai légal. 1084
Formule de ce dernier avertissement. — Levée de la séance. 1084



LIVRE CINQUIÈME.

Procès-verbal des séances.

Numéros. Pages.

§ 1er. — *Forme matérielle du procès-verbal* 1085

But du procès-verbal. 1086

Le greffier, chargé de dresser le procès-verbal, peut se faire suppléer par ses commis greffiers assermentés 1086

Pourvu qu'il le signe, après avoir assisté à tous les débats, il peut ne pas l'écrire lui-même. 1087

Nécessité de la signature du président. — Signature illisible 1087

La signature du greffier est aussi nécessaire.—Cas où les débats ayant duré plusieurs jours, il y a des procès-verbaux distincts : omission de signature de l'un de ces actes 1088

Force majeure empêchant le greffier de rédiger et de signer le procès-verbal : le président procède seul. —Intervention partielle du greffier en chef 1088

Cas où c'est le président qui, empêché par la force majeure, ne peut signer : délégation d'un asses-seur. 1089

La signature du président n'est pas de pure forme : son devoir de vérification. 1090

Dissentiment entre le président et le greffier sur la rédaction. 1091

Signature donnée par erreur par un magistrat autre que le président : rectification. 1091

Signature du ministère public sans effet utile ni irritant. 1092

Si l'affaire dure plusieurs jours, le greffier peut, ou dresser un seul procès-verbal d'ensemble, ou un procès-verbal distinct pour chaque séance. . . . 1092

Chaque procès-verbal distinct doit être signé et mentionner l'accomplissement des formalités dans la séance dont il rend compte 1092

Numéros. Pages.

Le procès-verbal doit être daté. — Omission ou erreur de la date réparables par les autres énonciations de cette pièce elle-même ou d'autres pièces. 1093
Ratures, renvois, surcharges et interlignes. — Renvoi et rappel de deux règles à cet égard. 1094
Blancs existant dans le procès-verbal. 1095
Pas de forme sacramentelle pour la rédaction. . . . 1095
Interdiction des procès-verbaux imprimés. 1095
Et aussi des procès-verbaux manuscrits écrits à l'avance. 1095
Cependant on pourrait imprimer les têtes et les choses d'usage. 1096
L'interdiction d'imprimer ne s'applique qu'au procès-verbal *des séances* et non à l'opération du tirage au sort du jury de jugement 1096
Utilité de mentionner les faits en détail dans l'ordre où ils se produisent; mais faculté de relater *in globo* les formalités identiques. 1097
Faculté de réunir dans un seul procès-verbal le tirage du jury et le narré des débats 1097
Insignifiance de quelques fautes d'orthographe . . . 1097
§ 2. — *Dans quel délai il doit être rédigé*. 1097
Aucun délai n'est fixé pour la signature du procès-verbal : conséquences. 1097
Le président peut donc n'apposer sa signature que quelque temps après le greffier. 1098
Cas exceptionnel où l'accusé refuse de comparaître ou est expulsé de l'audience. 1098
§ 3. — *Contenu du procès-verbal* 1099
Disposition de l'article 372 relative aux choses que le procès-verbal doit contenir et à celles qu'il ne peut mentionner 1100
Choses que le procès-verbal ne peut pas mentionner. —1° Réponses des accusés : violation de cette interdiction ; espèces diverses 1100
La disposition prohibitive ne s'applique qu'aux réponses de l'accusé ayant un rapport quelconque avec la culpabilité. — Exemples. 1101
Aveux de l'accusé recueillis par la gendarmerie, en dehors du procès-verbal des séances 1102
En cas de violation de la règle prohibitive, la nullité du procès-verbal s'ensuit et profite à tous les accusés. 1102

Numéros. Pages.

2° Défense de mentionner le contenu aux dépositions des témoins : exception au cas où il s'agit de constater des changements, additions et variations 1103
Observations sur ce cas exceptionnel, — et renvoi. . 1103
Nullité si, hors ce cas, le contenu aux dépositions est relaté; — même lorsqu'il s'agit de constater l'état mental de l'accusé. 1104
A fortiori il y a nullité si, avec les dépositions, on relate les réponses de l'accusé. 1104
Mais la nullité n'est pas encourue lorsque, un incident étant soulevé, la mention des dépositions est produite par la nécessité de motiver l'arrêt 1104
Ni au cas de réunion des dépositions pour arriver à l'application de l'article 318;. 1105
Ni lorsque l'on énonce que les experts ont dit qu'ils étaient unanimes ; 1105
Ni pour la déclaration des témoins relative à leur individualité 1105
Droit du ministère public de faire constater les dépositions des témoins pouvant donner lieu à une poursuite ultérieure. 1105
Notes sur les dépositions prises en dehors du procès-verbal. 1106
Choses que le procès-verbal doit contenir. — Observation générale 1106
Règle dominante : toute formalité non constatée est réputée omise ; et, si la formalité est substantielle, l'annulation du procès-verbal et des débats s'ensuit. 1107
Énumération des formalités substantielles dont l'accomplissement doit être mentionné. — Retour sommaire sur ces formalités successivement examinées dans le cours de l'ouvrage. 1107
Analyse de quelques mentions suffisantes ou insuffisantes quant à la constatation de la publicité. . . 1112
La nullité n'existe pas si la formalité omise ou mal constatée n'était ni substantielle, ni expressément prescrite à peine de nullité. 1113
Rappel des formalités qui n'ont pas ce caractère. . . 1114
Accomplissement des formalités mentionnées par la citation de l'article de loi qui les prescrit 1116
Les termes du procès-verbal doivent être interprétés d'une manière favorable à son maintien. — Exemple 1116

Numéros. Pages.

Communication du procès-verbal au conseil de l'accusé.—Refus et ses conséquences 1116
§ 4. — *Sanctions pénales* 1117
Le procès-verbal irrégulier est nul et entraîne l'annulation des débats. — Frais de la procédure à recommencer à la charge du greffier. — Amende au cas de défaut de procès-verbal, ou d'omission de sa signature 1117
Qui prononce cette amende? 1118
§ 5. — *Foi due au procès-verbal* 1118
Foi due au procès-verbal jusqu'à inscription de faux. — Espèces dans lesquelles, cette inscription n'étant pas faite, on n'a pas permis de contester ses mentions 1118
Ce que le procès-verbal ne dit pas étant réputé n'avoir pas été fait, son silence a la même puissance que ses affirmations.—Exemple 1119
Limite de la foi due au procès-verbal.—Ses énonciations contredites par un fait matériel constaté par un acte authentique.—Exemple : signature de la déclaration du jury 1120
Contradiction entre le procès-verbal et un arrêt formel de la Cour : ce dernier acte a une puissance supérieure 1120
Lois qui autorisent la Cour de cassation à admettre l'inscription de faux 1121
L'inscription n'est recevable que si les faits allégués sont pertinents et admissibles.—Quels faits n'ont pas ce double caractère 1121
Espèce dans laquelle la Cour de cassation a admis l'inscription de faux : bonne foi du président et du greffier ; nullité du procès-verbal 1122
Procédure à suivre pour l'inscription de faux 1123

BIBLIOTHÈQUE IMPÉRIALE IMPR.

BIBLIOTHÈQUE IMPÉRIALE

TROISIÈME PARTIE.

Pourvoi en cassation et renvoi devant une autre Cour d'assises.

Numéros. Pages.

Comment ce sujet va être envisagé 1125
Articles du Code d'instruction criminelle qui s'occupent de la matière 1126
Division de la troisième partie 1126

4045 à 4229. CHAP. Ier. — **Pourvoi en cassation.** 1127 à 1225

4045 à 4070. **SECTION Ire.** — Ouvertures à cassation. 1127 à 1146
4071 à 4077. **SECTION II.** — Effets du pourvoi. . . . . 1146 à 1148
4078 à 4104. **SECTION III.** — Personnes qui peuvent se pourvoir . . . . . 1148 à 1159
4105 à 4139. **SECTION IV.** — Conditions de recevabilité du pourvoi . . . . . 1159 à 1178
4140 à 4150. **SECTION V.** — Désistement du pourvoi : ses effets. . . . . 1178 à 1183
4151 à 4170. **SECTION VI.** — Instruction devant la Cour de cassation. . . . . 1183 à 1192
4171 à 4211. **SECTION VII.** — Jugement du pourvoi . 1192 à 1216
4212 à 4229. **SECTION VIII.** — Pourvoi dans l'intérêt public et dans l'intérêt de la loi. . . . . 1216 à 1225

4045 à 4070. **SECTION Ire.** — Ouvertures à cassation. 1127 à 1146

Généralités. — La Cour de cassation contrôle la qualification légale et rectifie les conséquences erronées tirées des faits. 1128
Elle ne pénètre pas dans l'examen des faits eux-mêmes. — Exemples. 1129
Nullités d'ordre public relevées par elle d'office. — Exemples : amnistie, prescription 1130

Numéros. Pages.

Violation d'une maxime de jurisprudence non revêtue du caractère législatif. 1130
C'est le dispositif et non les motifs des arrêts qui constitue la décision 1130
Violation de la loi par un arrêt interlocutoire ayant acquis l'autorité de la chose jugée. 1131
Indication des ouvertures à cassation 1131
1° Incompétence et excès de pouvoir.— On ne peut contester la compétence de la Cour d'assises, envisagée au point de vue général. — Mais cette Cour peut faire des actes d'incompétence.—Exemple 1131
Pas d'ouverture à cassation si, n'ayant pas réclamé, un accusé est jugé par une Cour d'assises, au lieu de l'être par un conseil de guerre. 1132
L'excès de pouvoir, qui donne ouverture à cassation, n'est qu'une incompétence relative. 1132
2° Violation ou inobservation des formalités.—Art. 408 du Code d'instruction criminelle, § 1er. . . . 1134
Le condamné peut-il attaquer l'arrêt de mise en accusation ? — Dans quelles limites le peut-il ? — Distinction pour le cas où l'accusé a reçu, ou non, l'avertissement prescrit par l'art. 296. . . . 1134
Les vices des actes de procédure *antérieurs* à l'arrêt de mise en accusation ne donnent pas ouvertures à cassation 1136
L'accusé mis en jugement avant le délai de cinq jours fixé pour le pourvoi contre cet arrêt, est non recevable à critiquer cela si, renonçant à son droit de recours, il a demandé à être jugé. 1137
Renvoi quant à l'indication des formalités prescrites sous peine de nullité ou substantielles par elles-mêmes 1137
L'omission ou la violation de ces formalités peut être inopérante : dans quel cas ?—Renvoi et nouveaux exemples. 1137
3° Omission ou refus de statuer sur des demandes ou réquisitions tendant à user d'une faculté ou d'un droit accordé par la loi. — Art. 408, § 2. . 1138
Il faut qu'il y ait réquisition expresse. — Renvoi et exemple. 1139
Il ne suffit pas qu'il y ait réquisition : il faut encore qu'il s'agisse d'une faculté ou d'un droit accordé par la loi. — Renvoi et nouveaux exemples. . . 1139

Numéros. Pages.

Ouverture à cassation si le président, et non la Cour, a prononcé sur un incident contentieux.—Renvoi. 1140
Quid si la Cour, en statuant, méconnaît le droit justement prétendu ? — Distinction.—Exemples. . . 1140
4° Violation ou fausse application de la loi pénale. —Art. 410 du Code d'instruction criminelle. . . 1141
Comment la Cour vérifie si cette ouverture à cassation est fondée.—Renvoi pour les exemples et un exemple nouveau. 1142
Absolution de l'accusé prononcée à bon droit ou à tort.—Renvoi quant aux espèces. 1142
Peine bien appliquée et loi *mal citée*. — Exemples. 1143
La *fausse interprétation* de la loi ne peut être confondue avec sa citation erronée.—Ses conséquences conduisent à l'annulation.—Renvoi pour les exemples. 1145

4071 à 4077. **SECTION II. — Effets du pourvoi.. . . . 1146 à 1148**

Effet suspensif du pourvoi contre l'arrêt de condamnation. — Art. 373. 1146
Cet effet n'appartient pas au pourvoi contre les arrêts incidents rendus au cours des débats. 1146
L'irrégularité du pourvoi, ne pouvant être appréciée que par la Cour de cassation, n'empêche pas son effet suspensif. — Exception. 1147
Le pourvoi du ministère public a, comme celui du condamné, l'effet suspensif 1147
L'effet suspensif empêche l'exécution quant aux intérêts civils. —Décès du condamné avant le jugement du pourvoi 1147
Exécution du condamné à mort avant le jugement du pourvoi 1147
Effet dévolutif du pourvoi. 1148

4078 à 4104. **SECTION III. — Personnes qui peuvent se pourvoir. . . . . 1148 à 1159**

Règle générale : toutes les parties au procès ont le droit de pourvoi 1150
1° *Condamné.*—Il faut qu'on l'avertisse de son droit. 1150
Il peut exciper de toutes les ouvertures à cassation admises par la loi. 1150
Notamment du refus d'obtempérer aux réquisitions

Numéros. Pages.

du ministère public pouvant avoir un effet avantageux pour sa défense. 1150
Au cas où il y a plusieurs condamnés, chacun d'eux agit selon son droit particulier. — Néanmoins, le complice peut invoquer certains moyens relatifs à l'auteur principal du fait. 1150
Le condamné ne peut se pourvoir contre son intérêt. — Nombreux exemples. 1151
Pourvoi par *un inconnu*.—Renvoi 1152
Non-recevabilité du pourvoi de l'accusé absous. . . 1152
Pourvoi par l'accusé acquitté, auquel on a refusé des dommages-intérêts. — Dans quel délai il est formé 1152
2° *Civilement responsable*.—Recevabilité de son recours 1153
Pourvoi du syndic de la faillite de l'accusé condamné à des dommages-intérêts. 1153
3° *Ministère public*. — Recevabilité de son pourvoi même contre l'arrêt rendu conformément à ses réquisitions. 1153
Ou quand, par erreur, il a été formulé dans l'intérêt de la loi. 1154
C'est le ministère public près la Cour d'assises, en exercice, qui est compétent pour exercer le recours 1154
Au cas de décès du condamné, il n'y a lieu à statuer sur le pourvoi du ministère public 1154
Quand l'accusé a été acquitté légalement, l'annulation ne peut être poursuivie que dans l'intérêt de la loi. — Il en est autrement quand l'ordonnance d'acquittement est illégale.—Renvoi. 1154
Sur quoi porte le pourvoi du ministère public, au cas d'absolution de l'accusé 1155
Effets de ce pourvoi au cas de condamnation, soit contre, soit pour le condamné. 1155
Défaut de qualité du ministère public pour se pourvoir en ce qui concerne les intérêts civils. 1156
Droit d'intervention de l'accusé sur le pourvoi du ministère public 1156
4° *Partie civile*.—Son pourvoi est restreint aux intérêts civils. 1157
Sur quoi il peut porter, au cas d'acquittement ou d'absolution de l'accusé.—Son délai 1157

Numéros. Pages.

Droit d'intervention de l'accusé sur le pourvoi de la partie civile 1158
Reprise du pourvoi de la partie civile, décédée sans héritier à réserve, par son légataire universel. . . 1158
Au cas de cassation sur le règlement des intérêts civils, il y a renvoi à un tribunal et non à une Cour d'assises. 1158
5° *Dénonciateur.*—Recevabilité de son pourvoi lorsqu'il a été condamné à des dommages-intérêts. . 1158
6° *Conseil de l'accusé.* — Recevabilité du pourvoi qu'il forme en son nom, pour l'intérêt de son client. 1158

4105 à 4139. **SECTION IV. — Conditions de recevabilité du pourvoi . . . . . 1159 à 1178**

1° *Mode et forme du recours.* — Art. 417 du Code d'instruction criminelle. 1160
C'est au greffe de la Cour qui a rendu l'arrêt que la déclaration de pourvoi doit être faite.—Exemples de recours irréguliers. 1161
Exceptions au cas où il y a impossibilité constatée de suivre cette forme.—Exemples. 1162
Déclaration reçue par le greffier, sur son registre, ailleurs qu'au greffe. 1163
Le mandataire faisant la déclaration doit avoir une procuration spéciale. C'est la règle générale . . . 1163
Espèce dans laquelle on a reconnu l'existence de ce pouvoir 1164
Pas de nullité si ce pouvoir n'est pas annexé à la déclaration 1164
Représentants du déclarant dispensés, par leur qualité, du pouvoir spécial. — Avoués, avocats des parties. 1164
Aucune formule sacramentelle pour la déclaration; inutilité de viser la loi violée; rédaction habituellement faite par le greffier. 1165
2° *Notification à l'accusé du pourvoi du ministère public ou de la partie civile.* — Art. 418 du Code d'instruction criminelle. 1165
Le délai de trois jours pour cette notification n'est pas prescrit à peine de nullité. 1166
3° *Délai du pourvoi.*— Il est de trois jours francs; comment on les compte. — Ce délai est commun au ministère public et à l'accusé 1166

Numéros. Pages.

Il court sans notification de l'arrêt. — Exception au cas où l'accusé a refusé de comparaître ou a été expulsé de l'audience 1167
Au cas de pourvoi contre un arrêt d'absolution, le ministère public a encore trois jours francs. . . . 1167
Au cas d'acquittement, le délai est de vingt-quatre heures : il se compte par heures *de momento ad momentum* 1167
Les jours fériés sont jours utiles. — Délai prorogé au cas de force majeure, par un fait étranger à la volonté de l'accusé. — Exemples. 1168
Le dernier jour appartient *tout entier* au condamné. 1169
Omission de l'avertissement que le président doit donner au condamné 1169
4° *Consignation de l'amende.* — Elle est de règle générale. 1169
Où elle peut être faite. 1170
Dispense en faveur des condamnés en matière criminelle ;—des agents publics ;—des indigents. . . . 1170
C'est la nature du fait et non celle de la peine qui détermine s'il y a condamnation en matière criminelle.— Peine d'un crime correctionnalisée par les circonstances atténuantes ou par une excuse ; — Incompétence des tribunaux correctionnels parce que le fait est un crime ; — Dommages-intérêts à la suite d'une condamnation criminelle ;— Mineur de seize ans déclaré coupable de crime . . 1170
Nécessité de la consignation quand c'est, non la peine, mais le fait qui a été correctionnalisé par la réponse négative du jury, sur les circonstances aggravantes ; 1172
Ou quand l'accusé a été, quoique acquitté, condamné en des dommages-intérêts ; 1172
Ou, et à plus forte raison, au cas d'absolution et de condamnation civile. 1173
Consignation par le juré défaillant condamné à une amende. 1173
Nécessité et mode de constatation que la consignation a été effectuée. 1173
Rétractation de l'arrêt de déchéance rendu dans l'ignorance de l'existence de la consignation . . . 1174
La rétractation est demandée par requête présentée à la Cour et signée par un avocat à la Cour de cassation.. 1174

Numéros. Pages.

5° *Mise en état.* — Art. 419 : mise en état de la procédure par la partie civile. 1174
Mise en état des individus condamnés à une peine emportant privation de la liberté. — Condamnés criminels qui s'évadent 1175
6° *Recours contre les arrêts préparatoires et d'instruction.* — Art. 416 du Code d'instruction criminelle 1175
Indication d'arrêts préparatoires et d'instruction contre lesquels le pourvoi n'est pas recevable avant l'arrêt définitif 1175
Ordonnances rendues par le président avant les débats 1176
Recours recevables contre les arrêts interlocutoires et contre certains arrêts incidents qui ont un caractère définitif. 1177
Sur le pourvoi contre l'arrêt définitif, on peut attaquer les arrêts préparatoires sans former un pourvoi spécial contre eux. 1178

4140 à 4150. **SECTION V. — Désistement du pourvoi : ses effets.** . . . . . 1178 à 1183

Droit de désistement du pourvoi 1178
Le silence de la loi, à cet égard, est suppléé par la jurisprudence. 1179
Personnes qui peuvent se désister. 1179
Le ministère public ne le peut pas 1179
État de la procédure pendant lequel le désistement est recevable. 1180
Mode et formule du désistement. — Exemples . . . 1180
Le président des assises, le directeur de la prison, n'ont pas qualité pour recevoir le désistement . . 1181
Le désistement est pur et simple 1181
Il faut qu'il soit sur papier timbré et enregistré. . . 1181
Rétractation immédiate du désistement, surtout lorsqu'il est irrégulier 1181
Effets du désistement, quant à l'amende, quant à l'indemnité et aux frais, — quant au point de départ de la peine, — quant à la rétractation possible d'un arrêt de déchéance, — quant à l'irrévocabilité de l'arrêt de mise en accusation. 1181

Numéros. Pages.

4151 à 4170. **SECTION VI. — Instruction devant la Cour de cassation. . . . . 1183 à 1192**

4151. Division de la matière 1184

1° *Dans quelle forme et par qui la Cour de cassation est saisie.* — Art. 422 du Code d'instruction criminelle. 1184

La requête est facultative : et, à plus forte raison, le délai de dix jours pour son dépôt n'est pas impérieux 1184

La partie civile n'est tenue de recourir au ministère d'un avocat à la Cour de cassation que lorsqu'elle veut transmettre *directement* au greffe de cette Cour sa requête et l'expédition de l'arrêt attaqué. 1185

Art. 423 et 424. — Inventaire et envoi des pièces à la Cour de cassation. 1185

2° *Délai dans lequel il sera statué.* — Art. 425 . . 1186

Le délai d'un mois au plus tard n'est pas de rigueur : il peut être dépassé sans déchéance du pourvoi . . 1186

Sursis au cas où le demandeur en cassation est atteint d'aliénation mentale. 1186

3° *Mode d'instruction devant la Cour de cassation.* — Art. 426. — Jugement direct par la chambre criminelle. 1187

Détail des formes de la procédure : ordonnance du 15 janvier 1826. 1187

1re *Obs.* — La Cour de cassation n'a pas le droit d'ordonner l'extraction des détenus pour les entendre en personne. 1188

2e *Obs.* — Au grand criminel, les avocats à la Cour impériale peuvent plaider devant la Cour de cassation. 1189

3e *Obs.* — La partie civile ne peut faire soutenir son pourvoi à l'audience que par un avocat à la Cour de cassation. 1189

4e *Obs.* — Avocats d'office pour les condamnés à la peine capitale. 1189

5e *Obs.* — La Cour de cassation peut ordonner des avant-faire droit.—Exemples. 1189

6e *Obs.* — Elle n'ordonne pas des enquêtes sur les allégations en dehors du procès-verbal 1190

7e *Obs.* — Pas de signification obligée de l'arrêt de cassation d'une précédente condamnation. 1190

Numéros. Pages.

4° Y a-t-il, en Cour de cassation, des arrêts par défaut, susceptibles d'opposition ? — En règle générale, l'opposition n'est pas admissible. 1100
Par exception, l'opposition est reçue, lorsque les parties n'ont pas été mises en mesure de se défendre 1191
En ce cas exceptionnel, le délai de l'opposition est de trois jours. 1192

4171 à 4211. **SECTION VII. — Jugement du pourvoi.** 1192 à 1216

§ 1er.—*Arrêts de rejet.* 1192
1re conséquence de l'arrêt de rejet : pas de nouveau pourvoi de la partie dont le recours est rejeté ;— exécution de l'arrêt vainement attaqué.—Art. 438 et 439. 1193
Art. 436. — 2e conséquence : condamnation de la partie civile à l'indemnité, aux frais et à l'amende. 1193
Le condamné criminel ne supporte que les frais. . . 1194
Pas de notification à l'accusé de l'arrêt qui rejette son pourvoi 1194
§ 2. — *Arrêts de cassation.* 1194
Généralités.— Moyens d'ordre public suppléés d'office 1196
Exonération des frais, au cas de cassation.— Fautes graves de l'officier ou du juge. 1196
Restitution de l'amende consignée. 1197
La cassation de l'arrêt de condamnation fait tomber la condamnation aux dommages-intérêts. 1197
L'annulation prononcée sur le pourvoi du ministère public peut profiter à l'accusé. 1197
Indication des différentes natures de cassation. . . . 1197
Cassation de l'ordonnance d'acquittement : ses effets.—Renvoi 1197
Cassation de l'arrêt d'absolution : ses effets.—Renvoi 1198
Cassation de l'arrêt de condamnation. — 1° *Cassation par voie de retranchement.* — Exemples : cumul des peines ; — confiscation ; — contrainte par corps ; — frais de procédure annulée ; — condamnation du ministère public aux dépens ; — exécution de la peine capitale ;. 1198
2° *Cassation sans renvoi.* — Exemples : renvoi illégal du jury dans sa chambre ; — amnistie ; —

Numéros. Pages.

réponse du jury sur une question non posée ; — fait ajouté par la Cour d'assises ;—violation de la chose jugée ;—fait nouveau étranger à l'accusation ; 1200

Condamnation alors que la déclaration du jury ne comporte aucune peine.—Exemples : vol au préjudice du mari par la femme ;—enlèvement d'une mineure par une femme. 1201

Faits couverts par la prescription. 1201

Questions ne comprenant pas les éléments constitutifs du crime. — Cas où ces éléments sont relevés par l'arrêt de mise en accusation 1202

Déclaration du jury purgeant en faveur de l'accusé l'accusation telle qu'elle résulte de cet arrêt ; mais reconnaissant la culpabilité sur une question ajoutée comme résultant des débats. — Renvoi. . . 1202

3° *Cassation partielle avec renvoi.*—Art. 434, § 1er. 1203

Peines de la récidive appliquées lorsqu'il n'y avait pas lieu. 1203

Peine aggravée par l'effraction qui n'existe pas légalement 1203

Arrêt qui repousse des conclusions tendantes à absolution, sans donner de motifs. Maintien de la déclaration du jury et renvoi pour en faire l'application. 1203

Art. 434, dernier aliéna. — Cassation partielle alors que les divers chefs d'accusation sont distincts et indépendants les uns des autres. 1203

Omission de prononcer sur les frais de la contumace de l'accusé acquitté 1204

Condamnation indue de la solidarité quant aux frais. 1204

Omission de fixer la durée de la contrainte par corps, quand il y échet. 1204

Condamnation à des dommages-intérêts, sans audition du ministère public 1205

Quand il y a cassation partielle, les réponses favorables à l'accusé sont, en général, maintenues. — Nombreux exemples 1205

Par contre, les réponses reconnaissant sa culpabilité sont acquises à la vindicte publique, malgré la cassation portant sur d'autres chefs distincts et divisibles 1207

Cassation de l'arrêt incident provoquant une nouvelle déclaration du jury alors que la première dé-

Numéros. Pages.

claration était régulière et nécessitait la condamnation. 1208
4° *Cassation totale.* — Art. 434, § 2, et 408, § 1er. — Effets de l'annulation totale. 1208
Cassation pour complexité prohibée de la question . 1209
Réponse du jury ne s'expliquant pas sur les éléments constitutifs du crime, alors que ces éléments sont relevés par l'arrêt de mise en accusation 1209
Cassation au cas où les circonstances ou les chefs d'accusation sont indivisibles, concomitants, et inséparablement unis. — Nombreux exemples . . 1210
La cassation, sur une question subsidiaire posée comme résultant des débats, après une réponse négative sur le fait principal relevé en vertu de l'arrêt de mise en accusation, entraîne la cassation totale.—Renvoi. 1214
Crime commis à l'audience; travaux forcés contre un sexagénaire; renvoi devant la chambre des mises en accusation. 1214
Annulation des débats pour défaut de publicité. . . 1214
Désignation de la juridiction de renvoi.—Art. 429. —Indication des juridictions à saisir selon les cas. 1215
Comment la désignation est faite.—Art. 430. 1216
Nécessité de mentionner que la désignation résulte d'une délibération spéciale, prise en la chambre du conseil. 1216
Considérations particulières autorisant le rapport de l'arrêt contenant la désignation, et motivant l'indication d'une autre juridiction. 1216

4212 à 4229. **SECTION VIII. — Pourvoi dans l'intérêt public et dans l'intérêt de la loi. . . . . 1216 à 1225**

En respectant l'autorité de la chose jugée, on peut, dans l'intérêt public et de la loi, déférer à la Cour de cassation les arrêts qui violent la loi. . . 1217
1° *Pourvoi sur l'ordre du ministre de la justice.* — Art. 441. 1217
Ce pourvoi peut porter non-seulement sur les arrêts, mais encore sur les actes judiciaires;. 1218
Spécialement sur une ordonnance excédant les pouvoirs du président des assises; 1218
Sur une ordonnance du juge-commissaire d'une faillite se transformant en juge d'instruction;. 1219

Numéros. Pages.

Sur des actes constatant la diversité d'opinions des différents membres d'un tribunal 1219
Le procureur général près la Cour de cassation ne peut ajouter des moyens à ceux qui lui sont indiqués par l'ordre formel du ministre. — Mais il peut les développer 1219
L'annulation, provoquée sur l'ordre du ministre, profite au condamné, sans jamais pouvoir lui nuire. 1220
Exemples divers 1221
Quant à la partie civile, cette annulation ne modifie en rien sa position 1222
Le condamné peut intervenir pour appuyer ce pourvoi 1222
2° *Pourvoi d'office par le procureur général.* — Article 442 1222
Observation sur ce pourvoi restreinte ici à ce qui concerne les Cours d'assises 1223
Ce pourvoi moins étendu que celui formé d'ordre du ministre : 1° il ne peut être formé que contre des arrêts ; — 2° il n'est pas recevable si les parties sont dans les délais pour former un recours, ou si le recours, formé par elles, a été rejeté au fond. 1223
Les effets de l'annulation prononcée sur ce pourvoi n'altèrent en rien l'autorité de ce qui a été jugé par la Cour d'assises 1224
Le ministère public près la Cour d'assises n'est pas recevable à se pourvoir dans l'intérêt de la loi. . 1224
Exception au cas où il attaque une ordonnance d'acquittement. — Renvoi 1225
Pas de délai fatal, ni de forme sacramentelle pour le pourvoi dans l'intérêt de la loi. — Pourvoi recevable à l'audience même quand les parties ont formé leurs recours 1225

4230 à 4260. CHAP. II. — **Jugement par la Cour de renvoi** . . . . . 1226 à 1242

1° *Compétence de la Cour de renvoi.* — La Cour d'assises saisie du renvoi a le droit de vérifier sa compétence 1227
A moins de limitation, cette Cour prend le procès tel qu'il existait devant la première Cour dont l'arrêt a été cassé. — Et, en règle générale, son examen porte sur l'ensemble de l'accusation, sans

Numéros. Pages.

en excepter les questions qui avaient été résolues en faveur de l'accusé. — Exemple relatif aux circonstances aggravantes 1228
Acquittement sur la question principale de culpabilité comme auteur principal, et condamnation sur la question subsidiaire de complicité : l'annulation de cette dernière fait tout revivre. 1228
2° *Procédure devant la Cour de renvoi.*—Art. 435. 1230
Il faut désigner un conseil à l'accusé, même lorsqu'il ne s'agit que d'appliquer la peine. 1230
Nécessité par la Cour de renvoi de juger : elle ne peut surseoir. 1230
Interprétation d'un arrêt de cassation quant à la simultanéité du débat à l'égard de plusieurs accusés. 1231
Quand la cassation ne s'étend pas à l'arrêt de mise en accusation, il n'est pas nécessaire de renouveler l'avertissement prescrit par l'article 296 . . 1231
L'annulation s'arrêtant aux débats, il n'est nécessaire ni de dresser un nouvel acte d'accusation, ni de procéder à une nouvelle notification des arrêt de renvoi et acte d'accusation. 1231
Ni, dans ce cas, de notifier une nouvelle copie gratuite des pièces 1232
Acquittement sur deux chefs ; nouveaux débats pour un troisième chef ; lecture totale de l'ancien acte d'accusation ; audition des témoins même relatifs aux chefs écartés du débat. 1332
Droit du ministère public de faire entendre tous les anciens témoins, d'en omettre quelques-uns, d'en ajouter de nouveaux. 1233
Audition comme témoin, de la partie civile qui n'a pas renouvelé sa constitution 1233
Jugement sans assistance de jurés, lorsqu'il ne s'agit que de l'application de la peine. 1233
Plénitude du droit d'application de la peine de la Cour de renvoi, qui n'est pas liée par l'arrêt cassé 1234
Quand l'annulation a été totale, le président doit poser toutes les questions, même celles qui avaient été résolues en faveur de l'accusé. — Renvoi . . . 1234
Si le complice par recel comparaît seul, il faut poser les circonstances aggravantes qui qualifient le vol. 1234
L'officier du ministère public n'est pas lié par les réquisitions de son collègue lors de l'arrêt cassé. . 1235

Numéros. Pages.

3° *Seconds pourvois.* — Indication des moyens qui peuvent être proposés. 1235
Si le nouveau pourvoi produit des moyens nouveaux, la chambre criminelle est compétente pour y statuer. 1235
Cas où le pourvoi est fondé sur les mêmes moyens. — Ancienne législation et loi du 1er avril 1837. — Compétence des chambres réunies : obligation de la troisième Cour de s'incliner devant la doctrine que ces chambres consacrent 1235
Ce qu'on doit entendre par *les mêmes moyens*. . . . 1237
La compétence des chambres réunies s'étend aux seconds pourvois formés dans l'intérêt de la loi. . . 1238
C'est à la chambre criminelle, et non aux parties, à saisir les chambres réunies 1239
Cas où des moyens nouveaux viennent s'adjoindre aux anciens moyens : compétence respective de la chambre criminelle et des chambres réunies. . 1239
Annulation dans l'intérêt de la loi de l'arrêt de la seconde Cour qui, en s'inclinant devant la décision de la Cour régulatrice, improuve sa doctrine. 1240
La partie qui était défenderesse sur le premier pourvoi et qui devint demanderesse sur le second pourvoi, peut reproduire le système antérieurement repoussé. 1240
Après cassation d'un arrêt d'absolution, si l'accusé est condamné par la Cour de renvoi, il peut se pourvoir et invoquer tous les moyens légaux. . . 1240
Rejet du pourvoi du condamné; cassation sur le pourvoi du ministère public, pour fausse application de la loi; non-recevabilité du condamné à exciper des vices antérieurs à la déclaration du jury. 1241
Frais compétemment faits antérieurement au dernier acte annulé : ils sont valablement mis à la charge du condamné 1241
Dernier mot de l'ouvrage 1242

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES
contenues dans le tome IV (deuxième volume).

TABLE

ALPHABÉTIQUE ET GÉNÉRALE

DES MATIÈRES

CONTENUES DANS TOUT L'OUVRAGE

Observations importantes.

1° Les chiffres renvoient aux numéros :
2° Le tome Ier commence naturellement au n° 1 et finit au n° 621 ;
Le tome II, commence au n° 622 et finit au n° 1474 ;
Le tome III, commence au n° 1475 et finit au n° 2588 ;
Le 1er volume du tome IV commence au n° 2589 et finit au n° 3087 ;
Enfin, le 2e volume du tome IV commence au n° 3088 et finit au n° 4260 qui est le dernier.

A

Abréviation dans les réponses du jury aux questions, 3179. — V. *Jury* (déclaration du).

Absolution (arrêt d') : Texte de l'art. 364 du Code d'instruction criminelle, 3736 ; — 1re règle : la compétence appartient à la Cour, 3737 ; — cette règle observée, peu importe l'erreur dans l'emploi des termes, 3738 ; — 2e règle : l'absolution n'échet que lorsque l'accusé *a été déclaré coupable*, 3739 ; — 3e règle : il faut que le fait, objet de la déclaration de culpabilité, *ne soit pas défendu par le loi*. Exemples : complicité sans ses caractères constitutifs ; homicide involontaire ; complicité par aide et assistance sans connaissance ; faux non-frauduleux, 3740 ; — amnistie par la loi de certains faits défendus par elle. Exemples : démence et force irrésistible ; mineur de seize ans ayant agi sans discernement ; prescription, 3741 ; — condamnation aux frais de l'accusé absous, 3742 ; — et aussi du mineur de seize ans ayant agi sans discernement, 3743 ; — ou même de l'accusé en démence, 3744 ; — but du pourvoi du ministère public contre l'arrêt d'absolution, 3745 ; — ce pourvoi est un obstacle à la mise en liberté, 3746 ; — Conséquence de la cassation de l'arrêt d'absolution, 3747.

Abus de confiance par serviteur à gages, 2709. — V. *Questions* (circonstances constitutives).

Accolade dans les réponses aux questions, 3180. — V. *Jury* (déclaration du).

Accusation : Il faut qu'elle soit purgée par les questions, 2744 à 2759. — V. *Questions* (nécessité de purger).

Accusé : Sa dénomination et désignation, 26 à 28 ; — Son aveu qu'il a reçu, la notification de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation, 186 à 193 ; — Sa translation : elle est prescrite et définie, quant à ses divers caractères, par les art. 233, 243 et

292 du Code d'instruction criminelle, 194; — Elle est, d'ailleurs, une mesure d'ordre et de pure administration, 195; — Aussi son inexécution n'engendre pas de nullité, 196; — Point de nullité, *à fortiori*, si, exécutée, elle ne l'a pas été dans le délai de vingt-quatre heures fixé par les articles précités, 197; — Que ce soit trop tôt : exemple, 198; — Ou trop tard, 199; — Inutile, dès lors, de s'expliquer sur son mode d'exécution : exemple, 200. — Son interrogatoire avant les débats, 214 à 322. — Sa communication avec son conseil, 323 à 335. — Délivrance à lui faite des pièces de la procédure, 336 à 381. — Sa renonciation à se pourvoir en cassation contre l'arrêt de mise en accusation : sa demande d'être jugé avant l'expiration du délai de cinq jours, 443 à 464, etjquoique sa translation ait été tardive, 465 à 477. — Notification de la liste des témoins, 639 à 648. — Notification à lui faite de la liste du jury de la session, 718 à 721. — Son consentement au maintien de jurés, sujets à retranchements, sur la liste du jury de session, 1224 à 1232. — Récusation des jurés, 1350 à 1392. — Formation du tableau du jury de jugement, 1403. — Sa comparution à l'audience sans entraves et sans fers, 1470 à 1472. — Sa présence nécessaire à tous les débats, 1500 à 1503. — Constatation de son identité, 1513 à 1523. — Lecture de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation : avertissements à donner à l'accusé avant et après cette lecture, 1591 à 1620. — Détermination du rang des accusés, 1681 à 1690. — Interrogatoire des accusés lors des débats, 1691 à 1854. — Opposition à l'audition d'un témoin incapable, 1974. — Interpellations aux témoins, 2281 à 2294. — Représentation des pièces à conviction et interpellation à lui adressée, 2510 à 2536. — Plaidoirie et réplique, 2537 à 2588. — S'il n'a pas d'intérêt, il est non recevable à critiquer des questions irrégulières, 2684, 2756. — Il ne peut se plaindre de ce que des questions nouvelles ont été posées, si elles ont été résolues en sa faveur, 2788. — Connaissance à lui donnée de la position de ces questions, 2800 à 2808. — Questions sur la culpabilité de l'accusé, 2808 à 2815. — Circonstances exclusives de sa criminalité, 2816 à 2825. — Position des questions d'excuses légales, 2837 à 2874. — Complexité dans les questions, 2898 à 2938. — Seconde lecture de la déclaration du jury, faite à l'accusé, 3460 à 3470. — Interpellation à lui adressée sur les réquisitions pour l'application de la peine, 3702 à 3727. — Dommages-intérêts et restitutions réclamés par lui et contre lui, 3912 à 3959. — Dernier avertissement à lui donné, après l'arrêt de condamnation, 3975 à 3980. — Son pourvoi en cassation après condamnation, 4078 à 4086.

Refus de l'accusé de comparaître. Son expulsion de l'audience : Le refus de l'accusé de comparaître, ou ses excès ne peuvent entraver le cours de la justice. Loi du 9 septembre 1835, 3585; — Refus de comparaître : analyse des articles 8 et 9 de cette loi, 3586; — 1er obs. : L'impossibilité n'est pas assimilée au refus : elle nécessite le renvoi; mais la Cour déclare souverainement si l'impossibilité n'est pas un prétexte cachant un refus, 3587; — 2e obs. : Pour passer outre, le président doit, après accomplissement des formalités, constater le refus, 3588; — 3e obs. : Le procès-verbal de l'huissier est un acte essentiel de la procédure, 3589; — 4e obs. : Le président a, seul, toute compétence, pour ordonner la continuation des débats, en l'absence de l'accusé, ou pour le faire amener de force. Mais si des conclusions sont posées, la Cour doit statuer sur l'incident, 3590; — 5e obs : Le ministère public a-t-il, comme le président, le droit de contrainte? 3591; — 6e obs. : La lecture du procès-verbal n'a lieu que pour les débats postérieurs au refus de comparaître, et qu'après chaque audience, et non pas pendant la suspension, 3592; — 7e obs : Quelles réquisitions du ministère public doivent être signifiées, 3593; — 8e obs. : Etendue de la disposition qui répute contradictoires tous les arrêts rendus par la Cour, 3594; — 9e obs. : L'accusé qui demande à revenir à l'audience prend les débats au point où ils sont parvenus, 3595; — Expulsion de l'accusé : But et texte de l'art. 10 de la loi de 1835, 3596; — La Cour, et non plus le président, est seule compétente pour ordonner l'expulsion, 3597; — La tentative d'obstacle ne suffirait pas pour légitimer l'expulsion, 3598; — Peine réprimant la rébellion de l'accusé : art. 11 de la loi de 1835, 3599; — Pour condamner l'accusé rebelle, il faut qu'il soit présent, 3600.

Acquittement de l'accusé, 3650 à 3680. — V. *Acte d'accusation*, — *Acquittement*, — *Arrêts définitifs*, — *Avertissements*, — *Cassation* (Pourvoi en), — *Communication*, — *Contumace*, — *Copie*, — *Discussion* du procès, — *Dommages-intérêts*, — *Excuses légales*, — *Faits justificatifs*, — *Formalités*, — *Identité*, — *Interrogatoire*, — *Jury*, — *Pièces à conviction*, — *Présences* nécessaires aux débats, — *Questions*, — *Rang des accusés*, — *Rôle*, — *Témoins*.

Accusés (plusieurs) : Interdiction de comprendre plusieurs accusés dans une même question : jurisprudence, 2932; — La règle ne s'oppose pas à ce que l'on mentionne la coopération au crime d'une personne autre que l'accusé : exemple, 2933; — Dans le crime par plusieurs, il faut séparer le fait principal et les circonstances aggravantes, 2934; — Quand une question générale a été posée pour la circonstance aggravante, faut-il une question spéciale pour chaque accusé? Distinction entre les faits matériels et les faits moraux : jurisprudence, 2935; — La reproduction des circonstances aggravantes, posées pour l'auteur principal, n'est pas nécessaire quant au complice : Renvoi, 2936. — V. *Questions* (rédaction des).

Acquittement : de l'accusé principal, n'empêche pas la poursuite contre le complice, 2986 à 2988, 2990. — V. *Complicité.* — *Ordonnance d'acquittement* : Texte de l'article 358, 3650; — Compétence du président, qui n'a à consulter ni ses assesseurs, ni le ministère public. En rendant un arrêt d'acquittement, la Cour viole les règles de la compétence, 3651; — L'ordonnance d'acquittement n'échet si l'accusé n'a pas été déclaré non coupable sur tous les chefs d'accusation, 3652; — Mais, la non culpabilité étant déclarée sur tous ces chefs, elle est de droit malgré la déclaration de culpabilité sur des chefs ajoutés par le jury, 3653; — De même, malgré toute autre irrégularité dans la réponse négative du jury, 3654; — Quand la déclaration du jury est irrégulière, l'ordonnance d'acquittement n'en est pas moins irrévocable; la cassation n'a lieu que dans l'intérêt de la loi, 3655; — L'ordonnance d'acquittement est illégale, s'il y a eu déclaration de culpabilité; et il appartient à la Cour d'assises de rendre un arrêt d'absolution, ou, selon les cas, de condamnation : exemple, 3656; — Mais l'illégalité est inopérante si la Cour, sans s'attacher à l'ordonnance, a usé de son droit, 3657; — S'il y avait lieu à l'absolution, l'ordonnance d'acquittement, quoique irrégulière, ne préjudicie pas à l'accusé, 3658; — Le débat sur le point de savoir s'il y a lieu ou non à acquittement, crée un contentieux de la compétence de la Cour, 3659; — L'acquittement opère la radiation de l'écrou résultant de l'arrêt de mise en accusation. Incompétence de la Cour et du président pour déclarer vaines des causes autres en vertu desquelles le ministère public retient l'accusé acquitté, 3660; — L'acquittement exonère l'accusé des frais du procès, 3661; — Formules d'ordonnance d'acquittement, 3662; — Modèle de procès-verbal, 3663. — *Effets de l'ordonnance d'acquittement sur le fait objet de l'accusation.* Texte de l'article 360, 3664; — Sa disposition, traduite par la maxime *non bis in idem*, est d'ordre public et doit être suppléée d'office, 3665; — Condition de l'existence de la chose jugée, 3666; — La première condition est qu'il y ait une décision judiciaire. — L'action en discipline ne constituant pas une décision judiciaire ne fait pas obstacle à des poursuites criminelles : réciprocité : exemple, 3667; — Tempéraments à la règle qui autorise la cumulation de la poursuite et de l'action disciplinaire, 3668; — Deuxième condition constituant la chose jugée : la décision judiciaire doit être à l'abri de recours : exemple, 3669; — Arrêt relatif à d'autres accusés, 3670; — Troisième condition : identité entre le fait jugé et le fait poursuivi. — Sous le Code de brumaire on jugeait que l'identité des *faits matériels* suffisait : sous notre Code la jurisprudence n'admet l'identité que lorsqu'elle s'étend au fait légal, tel *que l'accusation le qualifie.* Exemples en matière de : blessures par imprudence après tentative de meurtre; banqueroute simple après banqueroute frauduleuse; provocation à la désertion après embauchage; homicide par imprudence ou délaissement d'enfant, après infanticide; rébellion après résistance avec voies de fait; attentat aux mœurs ou outrage public à la pudeur après viol ou attentat à la pudeur avec violence; détournement de deniers publics après faux pour masquer ces détournements; coups et blessures après viol avec violences ayant laissé traces de blessures; port d'armes après vol à main armée sur chemin public, 3671; — Nouvelle poursuite sur des faits distincts et séparés : exemples divers, 3672; — Ou lorsqu'il sagit d'un fait différent, antérieur ou postérieur à celui qui a motivé la première poursuite, 3673; — Mais la règle de l'article 360 est applicable lorsque l'on se borne à changer la qualification sans qu'il y ait modification des éléments motivant cette qualification : exemples donnant à la jurisprudence sa véritable signification, 3674; — *Découverte, pendant les débats, de faits nouveaux.* — Texte de l'article 361 relatif au cas où l'accusé est acquitté, 3675; — 1re obs. : Compétence exceptionnelle du président et du juge d'instruction, 3676; — 2me obs. : Réserves nécessaires du ministère public avant la clôture des débats, 3677; — Contentieux s'élevant quand le ministère public retient l'accusé, 3678; — Texte de l'article 379,

relatif au cas où il y a condamnation, 3679 ; — Conséquences résultant de cette disposition, 3680.

Actes authentiques : Ils n'enchaînent pas la conscience des jurés, et on doit faire porter les questions même sur les faits constatés par des actes de cette nature : jurisprudence, 2725 ; — Acte de naissance de l'accusé prétendant avoir moins de seize ans, 2832. — V. *Discernement. — Questions* (circonstances constitutives).

Acte d'accusation. — *Son objet et son importance :*

Observation préliminaire, 1 ; — Instruction écrite : Inculpation, 2 ; — Prévention, 3 ; — Accusation, 4 ; — Importance légale de l'acte d'accusation, 5 ; — Elle est contestée. On conteste même sa convenance et son utilité : erreur, 6 ; — Caractères principaux de son importance. Conséquence : sans acte d'accusation, nullité radicale de la procédure, 7.

Par qui il est fait : L'acte d'accusation est fait par le procureur général, 8 ; — Mais exclusivement par le procureur général près la Cour qui a rendu l'arrêt de mise en accusation, 9 ; — Sauf le cas de renvoi devant une Cour d'assises d'un autre ressort. — Dans ce cas, il est fait par le procureur général près la Cour impériale dans le ressort de laquelle siége la Cour d'assises de renvoi, 10 ; — Même règle pour le cas de renvoi après cassation, si la cassation a lieu jusques et y compris l'acte d'accusation; 11 ; — Le procureur général peut déléguer, pour le faire, un avocat général ou un substitut de son parquet, 12 ; — La délégation n'a point à être expresse ; elle est présumée de droit ; mais il est bien de la constater, 13 ; — Il est douteux que l'acte d'accusation puisse être fait par le procureur impérial près la Cour d'assises compétente. Dans tous les cas, il convient que ce magistrat s'abstienne, 14.

Son contenu : C'est l'article 241, § 2 et 3 du Code d'instr. crim., qui détermine le contenu de l'acte d'accusation, 15 ; — — Ce qu'était l'acte d'accusation sous le Code du 3 brumaire an IV, 16 ; — Quelle était alors, relativement à cet acte, la jurisprudence de la Cour de cassation, 17 ; — Exemples, 18 ; — Ce qu'est aujourd'hui cet acte. Ses différences avec l'acte d'accusation prescrit par la législation antérieure, 19 ; — Conséquences de ces différences, 20 ; — Exemples, 21 ; — Digression importante : explication sur les deux ordres de nullités admises par la jurisprudence : Nullités écrites et nullités substantielles, 22 ; — Et aussi sur les nullités provenant de la violation de l'article 408 du Code d'inst. crim., 23 à 25 ; — Dénomination et désignation de l'accusé : Application de la théorie des nullités substantielles à la prescription de l'article 241, relative à la dénomination et à la claire désignation de l'accusé, 26 ; — Exemples, 27 ; — Conclusion : Les imperfections, à cet égard, de l'acte d'accusation n'entraînent plus nullité, 28 ; — Exposé des faits : Application de la même théorie à l'exposé de l'acte d'accusation, 29 ; — Exemples quant à l'intitulé et quant à l'exposé proprement dit, 30 ; — Conclusion : les imperfections, à cet égard, de l'acte d'accusation, n'entraînent plus nullité, à moins qu'elles ne soient telles que cet acte n'existe, en quelque sorte, que de nom, 31 ; — Devoirs moraux des officiers du parquet relativement à la rédaction de l'exposé, 32 ; — Opinion, sur ce sujet, de Carnot, — du président Barris, — de M. Faustin Hélie, 33 ; — Observations sur certains points de l'opinion de M. Faustin Hélie, 34 ; — Conditions que doit remplir l'exposé, 35 ; — Il doit, notamment, être réservé, surtout vis-à-vis des tiers : Exemples, 36 ; — L'exacte observation de toutes ces conditions est un devoir pour les officiers du parquet, 37 ; — Résumé : Détermination de sa teneur et de sa forme, 38 ; — Motifs, à cet égard, de l'art. 241 : Opinion, sur le même sujet, du président Barris et de M. Faustin-Hélie, 39 ; — Conséquence : Si le résumé modifie dans sa substance le dipositif de l'arrêt de renvoi, nullité, 40 ; — Mais point de nullité si, sans modifier la substance du dispositif, le résumé se sert, non des mêmes expressions, mais d'expressions équivalentes ; s'il ajoute aux énonciations du dispositif pour dénommer et clairement désigner l'accusé ; si, au cas d'omission ou d'inexactitude du dispositif, il énonce ou rectifie la date du crime, 41 ; — Le résumé peut aussi, dans certains cas, ajouter au dispositif un élément constitutif du crime : Etendue de ce droit : Exemple, 42 ; — Second exemple, 43 ; — Troisième exemple fondé sur un principe utile à retenir, 44 ; — Limite du droit de modification attribué au résumé de l'acte d'accusation, 45 ; — Le *résumé* ne peut pas substituer une qualification à la qualification du dispositif de l'arrêt : Exemples, 46 ; — Il ne peut ajouter au dispositif ni un nouveau chef d'accusation, ni, dans certains cas, un élément constitutif du crime, ni une circonstance aggravante, 47 ; — Relativement à l'addition d'un nouveau chef d'accusation, exemple, 48 ; — Relativement à l'addition d'un élément constitutif du crime,

distinctions à faire, 49; — Relativement à l'addition d'une circonstance aggravante, irrégularité, soit que la circonstance aggravante élève la peine que comportait l'accusation admise par l'arrêt, 50; — Soit qu'elle ne l'élève pas, 51; — Le *résumé* ne peut pas non plus, au lieu d'ajouter, retrancher : nullité si ce retranchement a porté sur une des parties essentielles de la qualification : exemple, 52; — Nouveaux exemples empruntés à presque toutes les matières du Code pénal, 53; — Règle qui sert de correctif aux règles ci-dessus : si le *résumé* est imparfait, le président doit prendre pour type des questions à poser, non le résumé, mais l'arrêt : exemple, 54; — Conséquences : si le président prend pour type le *résumé*, les questions s'appropriant ses vices, nullité, 55; — Si, au contraire, le président prend pour type l'arrêt, le *résumé* restant sans effet, point de nullité, 56; — Raison nouvelle à l'appui de cette dernière règle, 57; — Conclusion, 58.

Sa forme et sa formule : — L'acte d'accusation n'a point de forme sacramentelle; elle varie selon les affaires; elle est, d'ailleurs, irréprochable si le contexte de l'acte d'accusation, tel qu'il est précisé par l'article 241, est complet, 59; — Il importe, toutefois, de déterminer ce qu'il y a de fixe dans la forme de cet acte, 60; — Modèle, 61.

Sa notification; objet et importance de la notification : — Nécessité de donner à ce chapitre quelque développement, 68; — L'art. 242, qui prescrit la notification, ne la prescrit point à peine de nullité; mais n'est-ce pas une formalité substantielle? — Considérations qui doivent le faire penser, 69; — La première jurisprudence était contraire : exemples, 70; — Cette jurisprudence a été modifiée : exemples, 71; — Même règle si c'est l'arrêt de renvoi seul qui n'a pas été notifié, 72; — Même règle si c'est l'acte d'accusation seul qui n'a pas été notifié : exemples, 73; — Conclusion, 74. — *Place de la notification dans la procédure intermédiaire :* — La notification suit l'acte d'accusation, 75; — Il y a irrégularité s'il n'en est pas ainsi, 76; — Mais cette irrégularité n'est pas toujours une cause de nullité : exemples, 77; — Elle ne l'est même pas quand, au lieu de précéder l'interrogatoire de l'accusé, la notification le suit : exemples, 78; — Et la règle reste la même, qu'il s'agisse de la notification de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation réunis, ou de la notification de l'un de ces actes seulement, 79; — Toutefois, s'il n'existe pas un intervalle de cinq jours entre la dernière des notifications et l'ouverture des débats, l'irrégularité devient substantielle : exemples, 80; — Conclusion, 81; — Exception à la règle dans une espèce toute particulière, 82; — La règle fléchit encore dans le cas où l'accusé renonce au bénéfice du délai, 83. — *A la requête de qui, par qui, et à qui est faite la notification.* — A la requête de qui est faite la notification? — Elle est faite à la requête du ministère public, 84; — Démonstration à cet égard, 85; — C'est-à-dire à la requête du procureur général, ou du procureur impérial près la Cour d'assises saisie, ou du procureur impérial près le tribunal, siége de l'instruction, si l'accusé est encore détenu dans l'arrondissement, 86; — Par qui est faite la notification? Elle est faite par les huissiers audienciers près la Cour impériale, ou le tribunal, siége de la Cour d'assises, ou le tribunal de l'arrondissement, lieu de la détention, 87; — Elle peut être faite également par les huissiers non audienciers de l'un ou de l'autre de ces siéges, 88; — Elle peut même être faite par les huissiers, en dehors de leur circonscription territoriale, en vertu d'un mandement, 89; — Et même sans mandement : réserves à cet égard, 90; — A qui est faite la notification? A l'accusé, 91; — Par ce mot, l'accusé, la loi entend aussi bien le prévenu de délits connexes que l'accusé proprement dit, 92. — *Contenu de la notification :* La notification doit contenir l'arrêt de renvoi et l'acte d'accusation, 93; — Il peut, en droit, y avoir deux exploits, l'un pour l'arrêt, l'autre pour l'acte d'accusation; mais, en fait, il est mieux de ne faire qu'une seule notification pour le tout, 94; — Il est même à désirer que l'original soit inscrit en marge ou à la suite de l'arrêt ou de l'acte d'accusation, 95; — L'arrêt et l'acte d'accusation doivent être notifiés *en leur entier*, 96; — Etendue de ces mots : *en leur entier*, 97; — Leur limite : exemple, 98; — Second exemple, 99; — Troisième exemple et discussion d'un arrêt de la Cour de cassation, 100; — Au cas de jonction de diverses procédures, relatives à plusieurs accusés, on peut ne notifier à chacun d'eux que l'arrêt de renvoi et l'acte d'accusation qui lui sont propres : exemples, 101; — Même quand il s'agit d'un seul et même crime, poursuivi contre divers, par des procédures distinctes : exemple, 102; — Résumé et conséquences de ces règles, 103; — Inutile, du reste, de transcrire, dans l'original de l'exploit, l'arrêt de renvoi et l'acte d'accusation : exemples, 104. —

Forme de la notification : C'est par exploit d'huissier que la notification a lieu, 105; — Une simple lecture des actes à signifier ne suffit point : exemple, 106; — Les conditions de forme de l'exploit sont de deux natures, les unes générales, les autres spéciales, 107; — Les premières dérivent du droit commun en matière de procédure. Il est de règle que, dans le silence du Code d'instruction criminelle, il faut recourir à ces conditions, 108; — Toutefois, elles ne sont pas toutes obligatoires pour la validité de la notification, 109; — La Cour de cassation les exige ou en dispense, selon que leur accomplissement importe ou n'importe pas à la mission que remplit la notification dans la procédure intermédiaire, 110; — N'est point impérativement exigée l'indication des nom, prénoms, profession et domicile du demandeur, malgré la disposition de l'art. 61 du Code de procédure civile; — L'indication des nom, demeure et immatricule de l'huissier (même article; l'indication du tribunal qui doit connaître de l'action (même article); l'absence de toute parenté ou alliance au degré prohibé entre l'officier du parquet requérant et l'huissier instrumentaire (art. 66 même Code), 111; — Difficultés diverses : Première difficulté : La notification peut-elle avoir lieu un jour de fête légale? Oui : exemples, 112; — Seconde difficulté : La notification doit-elle énoncer, sous peine de nullité, qu'elle a été faite au greffe, ou entre les deux guichets, comme lieu de liberté? Non, 113; — Troisième difficulté : Est-elle nulle si l'exploit constate inexactement le lieu où elle est faite, la maison d'arrêt pour la maison de justice? Non, 114; — Quatrième difficulté : Est-elle nulle si elle tronque, et même de la manière la plus grave, la qualification du crime? Non; exemple, 115; — Cinquième difficulté : est-elle nulle si elle n'est pas enregistrée, ou enregistrée en temps utile? Non; nombreux exemples, 116; — Dans ce cas même, la valeur légale de l'exploit serait telle que, pour le faire tomber, il faudrait s'inscrire en faux, 117; — Digression pour exposer les formes à observer pour vider un pareil incident, 118; — Observation préliminaire, 119; — Procédure à suivre et exemple, 120; — Indication des conditions de forme générale ou spéciale obligatoire pour la validité de la notification, 121; — 1° Date de l'exploit. Elle est indispensable : il est des cas, cependant, où l'exploit vaut quoique la date n'indique pas le jour, mois ou an; motifs de cette distinction : exemples et résumé de la jurisprudence sur ce sujet, 122; — Influence, sur la date de l'exploit, de la date de l'enregistrement, 123; — Ou des mentions contenues dans les pièces subséquentes du procès : hésitation de la jurisprudence sur ce dernier point, 124; — Etat actuel de la jurisprudence : conclusion, 125; — 2° Parlant à..... Il est indispensable, 126; — Nullité, s'il est laissé en blanc : exemple, 127; — Autre exemple puisé dans les règles concernant la notification de la liste du jury, 128; — Nullité, si l'huissier s'adresse à tout autre qu'à l'accusé : prescription, à cet égard, de l'art. 242 du Code d'instruction criminelle : exemple, 129; — Autre exemple puisé dans les règles concernant la notification de la liste du jury, 130; — Influence, quand l'huissier s'adresse à la personne, des inexactitudes ou des erreurs commises sur les nom et prénoms : exemples, 131; — Exception à la règle posée sous le n° 129, lorsque l'accusé ou le prévenu de délits connexes n'est point détenu. — Dans ce cas, l'exploit peut être fait à personne ou à domicile, 132; — Exemples, 133; — Mais, dans ce cas, l'exploit doit, pour valoir, satisfaire, quant au parlant à....., à toutes les conditions fixées par l'art. 61 du Code de procédure, 134; — Conclusion, 135; — 3° Remise des copies. — Elle est indispensable, selon la disposition de l'art. 242, et constatation doit en être faite, 136; — Constater la signification des pièces n'est point constater nécessairement leur remise, 137; — Cette distinction entre la constatation de la signification et la constatation de la remise est dans notre législation depuis plus d'un demi-siècle, 138; — Toutefois, point de formule sacramentelle pour constater la remise : la Cour de cassation se contente, par exemple, du coût de l'exploit, 139; — Cette concession, qui n'a pour base que des fictions, est bien large; aussi faut-il, pour l'admettre, que la décomposition du coût donne à ces fictions une force probante : exemple, 140; — Quoi qu'il en soit, point de transaction avec le principe; nullité, par exemple, si l'exploit se borne à constater qu'il a été laissé copie du présent; ou qu'il a été laissé copie du présent et d'une seule des deux pièces à signifier; ou qu'après avoir signifié les pièces à deux accusés, il n'en a été laissé copie qu'à un seul, 141; — Ces motifs d'annulation sont péremptoires; mais ils sont regrettables : cas dans lequel il est permis de se soustraire à leur influence, 142; — Conclusion, 143; — 4° Nombre des copies. — Il doit, sous peine de nullité, égaler le nombre des accusés, 144; — Toutefois, point de formule sacramentelle pour le constater,

145; — Cette constatation peut s'induire du coût de l'exploit : exemples, 146; — Du rapprochement entre elles de ses diverses énonciations : exemples, 147; — Mais pourquoi contraindre la Cour de cassation à recourir à de semblables expédients? 148; — Du reste, la nullité résultant du défaut de constatation du nombre des copies remises ne profite qu'à celui des accusés vis-à-vis duquel manque cette constatation, 149; — 5° Interlignes, surcharges, ratures et renvois : leur influence sur l'exploit : nécessité de réunir en un corps de doctrine toutes les règles éparses sur ce sujet : le principe de ces règles est dans l'art. 78 du Code d'instruction criminelle, 150; — Première règle : cet article, malgré la teneur de son premier paragraphe, s'applique aux interlignes, aussi bien qu'aux ratures et renvois, 151; — Seconde règle : il s'applique également aux surcharges, quoiqu'il n'en parle pas : exemple; il est mieux, cependant, de s'abstenir de surcharges et d'interlignes, 152; — Troisième règle : il est d'une portée générale et s'étend de l'acte, objet spécial de sa prescription, à tous les actes de la procédure criminelle, 153; — Jurisprudence à cet égard, 154; — Quatrième règle : l'approbation, pour valoir, doit réunir deux conditions : émaner de la personne ayant qualité pour la donner; être faite dans les formes de droit, 155; — La personne de qui elle doit émaner, est celle de qui émane l'acte à régulariser : exemples, 156; — Quant aux conditions de forme, elles se réduisent à deux : en premier lieu, une formule générale d'approbation ne vaut. L'approbation doit énumérer exactement les mots interlignés, surchargés et raturés, et avoir lieu pour chaque renvoi, 157; — Exemples, 158; — Cas particulier dans lequel, en l'absence d'approbation, un équivalent est admis, 159; — Le seconde condition de forme, c'est que l'approbation soit signée; toutefois le paraphe équivaut à la signature : explications et exemples, 160; — Suite et conclusion, 161; — Cinquième règle : le défaut d'approbation n'est pas, à lui seul, une cause de nullité. Il a, comme unique effet, de rendre comme non avenus les interlignes, surcharges, ratures et renvois, 162; — Exemples, 163; — Conséquence de ce principe. Le défaut d'approbation, si les mentions entachées sont sans portée, n'engendre pas la nullité, 164; — Exemples, 165; — Conséquence contraire si les mentions entachées sont essentielles : exemples, 166; — Dernier exemple pris dans la comparaison d'un arrêt de rejet et d'un arrêt de cassation : conclusion, 167; — 6° Rédaction et signature de l'acte de notification. Cet acte est rédigé par l'huissier : il peut être écrit à la main ou imprimé, 168; — Il peut même être écrit ou imprimé d'avance pour toutes ses mentions : exemple, 169; — La signature de l'huissier est indispensable, 170; — Elle est nulle et comme non avenue si elle n'émane pas de la main même de l'huissier et, par exemple, si elle est apposée à l'aide d'un moyen mécanique quelconque, 171; — Exemple, 172; — Conclusion, 173; — Modèle de l'acte de notification, 174. — *Preuves légales de l'existence et de la régularité de la notification :* En principe général, la production même de l'exploit est la seule preuve admise, 175; — Expédients tentés vainement pour y suppléer, 176; — Exemples, 177; — Arrêt qui admet les équivalents, 178; — Arrêt récent qui limite strictement les concessions faites par ce premier arrêt, 179; — La production de la copie supplée à l'original, 180; — En cas de dissemblance, la copie l'emporte même sur l'original : exemples, 181; — Suite, 182; — Mais, pour contrôler l'original par la copie, il faut que l'accusé consente à la produire, 183; — On ne peut ni exiger de l'accusé cette production, ni tirer parti contre lui de son refus, 184; — La jurisprudence, un instant incertaine, est, aujourd'hui, fixée dans ce sens, 185; — L'aveu de l'accusé supplée, d'ailleurs, dans certains cas, à la production de l'exploit, 186; — Mais il ne faut pas confondre l'aveu de l'accusé, déclarant avoir reçu l'exploit, avec la renonciation à se prévaloir de la nullité résultant du défaut de notification : la renonciation ne vaut pas, 187; — Quant à l'aveu, il ne vaut pas s'il n'advient qu'après la condamnation et uniquement pour l'instance en pourvoi, 188; — Exemple, 189; — Mais il vaut s'il advient avant la condamnation : exemple, 190; — Second exemple, 191; — Même quand il n'adviendrait qu'à l'audience et au moment où vont se clore les débats, 192; — Résumé et recommandation à ce sujet, 193.

Lecture de l'acte d'accusation : Cette formalité est réglée par les art. 313 et 314 du Code d'instr. crim., 1591; — Trois éléments, 1592; — 1er élément : Avertissement à l'accusé, 1593; — Etendue de cet avertissement, 1594; — Erreur, sur ce point, de certains présidents, 1595; — Du reste, l'avertissement n'est ni substantiel, ni prescrit à peine de nullité, 1596; — Mais il est utile et il convient de ne pas l'omettre, 1597; — 2e élément : lecture. Celle de l'arrêt est sans intérêt, 1598; — Au con-

traire, celle de l'acte d'accusation est importante, 1599; — Mais elle n'est ni substantielle, ni prescrite à peine de nullité: exemples, 1600; — A moins que l'accusé ne l'ait requise, 1601; — Et il convient que les présidents n'attendent pas cette réquisition, 1602; — Difficultés dans l'application. Première difficulté: Le greffier peut-il se faire suppléer pour cette lecture? Oui, 1603; — La lecture doit être faite à haute voix et avec soin, 1604; — Seconde difficulté: L'accusé peut-il faire cette lecture au lieu et place du greffier? Oui, mais à titre de simple tolérance, 1605; — Suite, 1606; — Troisième difficulté: La lecture doit-elle avoir lieu en présence des témoins? Non, quoi qu'en disent certains auteurs, 1607; — Leur opinion est un anachronisme et une erreur, 1608; — Fausse en droit, elle ne repose sur aucune raison morale, 1609; — Elle est, d'ailleurs, condamnée par la jurisprudence: exemples, 1610; — Quatrième difficulté: Peut-on lire, à ce moment, d'autres pièces que les arrêt et acte d'accusation? Oui. Indication de ces pièces, 1611; — Mais cette lecture est toute facultative, 1612; — Exemples, 1613; — Cinquième difficulté: Peut-on lire également les pièces de la procédure? Oui: exemples, 1614; — Mais mauvaise pratique, 1615; — Troisième élément: Nouvel avertissement à l'accusé, 1616; — Cet avertissement est tout sommaire, 1617; — Sa formalité habituelle, 1618; — Il n'est, d'ailleurs, ni substantiel, ni prescrit à peine de nullité: exemples, 1619; — Son caractère et son utilité, 1620.

L'acte d'accusation doit, quant aux questions, se modeler sur l'arrêt de renvoi, 2670 à 2684.

Il doit être remis au jury, 3064. — V. *Contumace*, — *Questions* (source et base des), — *Remise* des pièces au jury.

Acte requis: Usage d'une faculté ou d'un droit: — Actes requis et incidents soulevés avant la levée de la séance, relatifs à des faits prescrits, ou non, par la loi, à peine de nullité, 3575; — Il appartient à la Cour et non au président, de statuer sur les conclusions relatives à des actes requis. — Mais pas de nullité si le président, quoique agissant irrégulièrement, a concédé l'acte, 3576; — Actes requis tardivement pour les actes auxquels l'accusé n'a pas fait opposition, alors qu'il en avait le droit: exemple, 3577; — Pour ces actes requis, l'audition du ministère public n'est pas indispensable, 3578; — Quel que soit le caractère de l'incident, il y a nullité si la Cour, saisie par des conclusions, omet ou refuse de statuer, 3579; — Exemples d'omission de statuer sur des requisitions du ministère public, 3580; — Dernières conclusions du ministère public ne reproduisant pas l'incident, 3581; — Exemples d'omission de décision sur des conclusions de l'accusé, 3582; — La Cour n'est pas tenue de statuer deux fois sur le même incident, 3583; — Et elle n'a pas non plus à délibérer si elle n'a pas été formellement saisie par des conclusions, 3584.

Actes de barbarie: 2734. — V. *Questions* (circonstances aggravantes).

Action civile. — V. *Partie civile.*

Additions aux questions. — V. *Questions* (rédaction des).

Adjoint au maire. Incompatibilité. — V *Jury.*

Adjonction de juges, 1015 à 1034.— De jurés, 1335 à 1349. — V. *Cour d'assises*, — *Jury.*

Adultère: Délits connexes, 2743. — V. *Questions* (délits connexes).

Affiche: De l'instruction prescrite par l'art. 342, Code d'instruction criminelle, et de la loi du 13 mai 1836, 3090 et 3091. — V. *Jurés* (où ils doivent délibérer).

Age: Pour faire partie du jury, 497 à 500, 741 et 746; — Pour être interprète, 1810; — De la victime, 2736; —Quant au discernement, 2827 à 2836. — V. *Discernement*, — *Expertises*, — *Interprète*, — *Jury*, — *Questions* (circonstances aggravantes), — *Témoins.*

Agent diplomatique, 2250. — V. *Témoins* (déposition proprement dite).

Agréé. — V. *Dispense.*

Aïeul, — **Aïeule**, 2019. — V. *Témoins* (Prohibitions)

Aliéné. Inhabilité. — V *Jury*, — *Témoins* (Prohibitions).

Alliés et parents. — V. *Témoins* (Prohibitions).

Alternatives (questions): Définition des questions alternatives, et énoncé des règles générales à leur sujet, 2939; — 1re *règle*: Cas dans lesquels les questions alternatives sont nulles comme entachées de complexité prohibée: exemples: détruit, dégradé ou pillé; vol dans une cour ou emplacement; soustraction ou rétention; coups portés ou autres violences commises; détourné ou dissipé, 2940; — Nombreuses annulations dans des questions où l'accusé est présenté comme auteur ou comme complice, 2941; — Pas d'alternative ni de complexité s'il est posé sur les mêmes faits une double question de perpétration comme auteur et comme complice: exemple, 2942; — La complexité entache les questions alternatives portant sur diverses circonstances aggravantes comme lorsqu'elle s'applique

à des faits principaux. 2943; — Est-elle complexe la question : l'accusé a-t-il agi avec ou sans discernement? 2944; — Pas de complexité dans l'alternative du vol de tout ou de partie, 2945; — 2e *règle* : Pas de nullité lorsque les conséquences pénales des diverses branches de l'alternative sont les mêmes dans l'une ou l'autre hypothèse. Exemples : fabriqué ou fait fabriquer; contrefait ou fait contrefaire; apposer ou fait apposer; contrefaçon ou altération de monnaie, 2946; — L'alternative ne vicie pas non plus la question lorsqu'elle réunit deux faits que la loi identifie : exemples, 2947; — A plus forte raison, il en est ainsi quand il s'agit de la réunion de divers modes d'accomplissement du même crime : exemples, 2948; — On peut interroger le jury par une même question alternative sur les divers faits de complicité qui comportent la même peine et qui ont les caractères légaux de complicité, 2949; — Mais on ne peut réunir alternativement la complicité ordinaire de l'art 60, Code pénal, et la complicité spéciale par recélé, 2950; — 3e *règle* : En précisant clairement ce qu'il déclare, le jury purge le vice de complexité de la question alternative, 2951; — Le système des questions alternatives est attaqué sans motifs sérieux; il présente souvent des résultats utiles; on ne saurait, ni en fait, ni en droit, le proscrire toujours, 2952. — V. *Questions* (rédaction des).

Amende contre le juré défaillant, 1203 à 1206. — V. *Jury*. — Application de l'amende, 3841 à 3848. — V. *Condamnation* (arrêt de). — Contre le greffier, 4032 et 4033, et contre celui que forme une inscription de faux rejetée. — V. *Procès-verbal des séances*. — Sur le pourvoi en cassation, 4123 à 4134. — V. *Cassation* (pourvoi on).

Amnistie, 1956 et 1958. — V. *Témoins* (Prohibitions).

Appel des jurés, 1326 à 1328; — Des témoins, 1638 à 1667. — V. *Jury* (Formation du tableau), — *Témoins*.

Application de la loi pénale. — V. *Condamnation* (arrêt de).

Aptitude : Pour le jury, 496 à 506, 1208; — Pour être interprète, 1810 et 1811. — V. *Interprète*, — *Jury*.

Arrêt de condamnation. — V. *Condamnation* (arrêt de).

Arrêt d'absolution. 3736 à 3747. — V. *Absolution* (arrêt d').

Arrêts définitifs : leur forme : Le greffier écrit mais ne rédige pas l'arrêt proprement dit, qui est l'œuvre de la Cour, 3681; — Nécessité de motiver les arrêts définitifs, 3682; — Motif suffisant quand il est dit que l'accusé est coupable de tel fait : inutile d'ajouter que le fait constitue tel délit, 3683; — Reproduire la substance exacte de la déclaration, sans en donner le texte, est suffisamment motiver, 3684; — Contentieux sur la portée de la déclaration du jury : motif ainsi conçu : attendu que le fait reconnu constant par le jury constitue le crime prévu par..., 3685; — Motif implicite : vu la déclaration du jury, vu tels articles du Code pénal, 3686; — Rejet implicite de l'exception de prescription, 3687; — Rejet implicite de conclusions sur les dommages-intérêts, 3688; — Inutilité de répondre dans l'arrêt à toutes les observations de l'accusé sur l'application de la peine, 3689; — Motifs erronés d'une peine bien appliquée, 3690; — L'arrêt doit être daté. Erreur de la date, 3691; — Transcription, par le greffier, des articles de la loi appliquée : son omission n'emporte pas nullité, 3692; — Signature de l'arrêt par tous les juges : l'infraction n'est pas non plus cause de nullité, 3693; — Noms des juges mentionnés au procès-verbal et dans l'arrêt. Contradiction entre ces deux actes, 3694; — Nullité de l'arrêt signé par un juge qui n'a pas assisté aux débats, 3695; — Le défaut de signature par le greffier n'est pas cause de nullité, 3696; — Délai de vingt-quatre heures pour la signature de l'arrêt : ce délai n'est pas fatal, 3697; — Art. 380 relatif à la conservation des minutes, 3698.

Leurs formalités préliminaires : Art. 1er. Réquisitions du ministère public pour l'application de la peine et de la partie civile pour dommages-intérêts, 3699; — Droit du ministère public de produire des témoins pour établir la récidive, 3700; — Réquisition par un officier du parquet autre que celui qui a suivi les débats, 3701; — Art. 2e. Interpellation à l'accusé. Art. 363 du Code d'instruction criminelle, 3702; — Caractère : l'interpellation est une formalité substantielle, 3703; — Exceptions au cas où la peine est immuable, 3704; — Et au cas où le minimum a été appliqué, 3705; — Et aussi lorsque le défenseur a eu tout le temps moral pour exercer son droit, 3706; — La règle imposant l'interpellation est applicable à l'Algérie, 3707; — Forme : la formule la plus naturelle de l'interpellation est celle dont l'art. 363 donne le texte, 3708; — Mais ses termes ne sont pas sacramentels, 3709; — Parfois un geste peut suffire : exemple, 3710; — Interpellation faite à haute voix non entendue par l'accusé, 3711; — A qui faite : l'interpellation est adressée à l'accusé personnellement; mais il doit être pourvu d'un défen-

seur, 3712; — Il n'est pas nécessaire qu'elle soit adressée à ce défenseur, 3713; — Peu importe que, quand elle est faite à l'accusé, le défenseur ne soit pas présent, 3714; — L'interpellation adressée au défenseur, en présence de l'accusé, suffit : et aussi les observations faites par le défenseur, prenant l'initiative, suffisent, 3715; — A quel moment : c'est après la réquisition du ministère public que l'interpellation doit être faite, 3716; — Omission de l'interpellation réparée avant l'arrêt, 3717; — Conclusions après l'interpellation; réponse du ministère public, le défenseur ne demandant pas à avoir la parole le dernier, 3718; — Constatation : nullité si le procès-verbal garde le silence sur l'accomplissement de la formalité, 3719; — Constatations implicites : le défenseur recommandant son client à l'indulgence; le défenseur entendu en ses observations; l'accusé n'a rien dit, 3720; — Pourvu que le procès-verbal énonce l'interpellation, l'arrêt peut ne pas la mentionner, 3721; — Le procès-verbal peut mentionner la réponse de l'accusé; mais il n'y a pas nullité, si, constatant l'avertissement, il ne constate pas la réponse, 3722; — Droits de l'accusé à la suite de l'interpellation : plaidoirie sur ce que le fait reconnu constant n'est pas défendu ou qualifié délit, sur l'application de la peine, sur les dommages-intérêts réclamés, 3723; — Question de droit soulevée avant la position des questions, discutée après l'interpellation, 3724; — Exception de prescription valablement soulevée, 3725; — L'absolution peut être demandée quoiqu'il n'y ait pas eu pourvoi contre l'arrêt de mise en accusation, 3726; — Condamnation prononcée sans s'expliquer sur les conclusions tendantes à l'absolution, 3727; — Art. 3e. Délibération de la Cour. Texte de l'art. 369 du Code d'instruction criminelle, 3728; — Pas de nullité si les juges ont délibéré publiquement, 3729; — Le doute résultant du procès-verbal s'interprète dans le sens qu'il a été satisfait au vœu de la loi : exemples, 3730; — Introduction dans la chambre du conseil d'un étranger ou de l'officier du ministère public, 3731; — La délibération est une formalité substantielle; mais elle est présumée avoir eu lieu : Exemples, 3732; — Délibération par des magistrats autres que ceux qui ont siégé, 3733; — Le mode de la délibération intérieure n'est pas réglé par la loi, 3734; — Au cas d'opinions diverses, l'opinion favorable à l'accusé doit prévaloir, 3735.

Arrêt de renvoi à la Cour d'assises.— Le résumé de l'acte d'accusation ne peut modifier sa substance; ni substituer une qualification à sa qualification; ni y ajouter soit un chef nouveau, soit une circonstance nouvelle; ni omettre une ou plusieurs de ses parties essentielles, 40 à 58; — Sa notification, 68 à 213; — Sa lecture, 1591 à 1620; — Il est la source des questions, 2670 à 2684; — Sa rectification, 2673; — Circonstance du crime omise dans son dispositif, 2718 à 2720. — V. *Acte d'accusation*, — *Contumace*. — *Questions* (source et base des).

Arrêts d'instruction. — V. *Cassation* (pourvoi en).

Arrêts incidents : Jonction et disjonction des procédures, 917 à 928; — Statuant sur une réquisition de translation du siége des assises : doit-il être motivé et publié? 1003; — Adjonction de magistrats à ceux qui composent la Cour d'assises, 1019, 1029 à 1034; — Adjonction de jurés 1343 à 1349; — Faits nouveaux résultant des débats, 2787; — Rejet d'une question relative au discernement, 2836; — Nullité des arrêts qui, rejetant une question d'excuse, ne sont pas motivés, 2847; — Réclamation sur la position des questions, 3006 à 3018; — Huis clos, 3483 à 3512; — Remplacement d'un juré : appel d'un juré suppléant, 3569 à 3574; — Acte requis; usage d'une faculté ou d'un droit accordé par la loi, 3575 à 3584; — Expulsion de l'accusé de l'audience, 3597.

Forme des arrêts incidents : En principe, il n'y a nécessité de motiver les arrêts incidents qui prononcent sur un contentieux; il en est autrement des arrêts d'instruction et de pure administration, 3610; — Exemples d'arrêts incidents devant être motivés : témoin absent; opposition à audition de témoins; position des questions; renvoi du jury dans sa chambre, 3611; — Exemples d'arrêts incidents qui peuvent ne pas être motivés : adjonction de jurés; question subsidiaire; refus de renvoi à une autre session; signature de la déclaration du jury; acte requis, distinction; admission incontestée de la partie civile, 3612; — Motifs implicites, 3613; — Motifs répondant à des questions principale et subsidiaire, 3614; — Motif insuffisant, 3615; — Les arrêts incidents ne sont pas soumis à la signature de tous les juges : les signatures du président et du greffier suffisent; et il n'est nul besoin d'un arrêt rédigé à part du procès-verbal, 3616; — Pas de nullité si on a omis de mentionner la présence du greffier qui signe, 3617; — Arrêt dispensant un juré, non signé par le greffier, s'il reste trente et un jurés titulaires, 3618; — Espèces

dans lesquelles il a été jugé que la signature de tous les juges n'était pas nécessaire : huis clos; adjonction de jurés suppléants; excuse de témoins; renvoi à une autre session; opposition à audition de témoins; position des questions; renvoi du jury dans sa chambre; accusé retenu après son acquittement, 3619; — L'arrêt statuant sur un incident né en chambre du conseil, au moment du tirage du jury, doit être prononcé à l'audience publique, 3620; — La publicité peut n'être pas mentionnée dans l'arrêt si le procès-verbal la constate, 3621; — Règle commune aux arrêts incidents et définitifs : nécessité de l'audition du ministère public sur les incidents donnant lieu à un arrêt qui doit être motivé, 3622; — Cette audition est-elle nécessaire lorsqu'il s'agit d'un arrêt prononçant sur un acte requis? 3623; — Elle est indispensable sur les contestations relatives au règlement des intérêts civils, 3624; — Pas de nullité si les réquisitions du ministère public, relatées au procès-verbal, ne sont pas signées par l'officier du parquet, 3625. — V. *Accusé*, — *Acte requis*, — *Cour d'assises*, — *Discernement*, — *Excuses légales*, — *Huis clos*, — *Jonction et disjonction*, — *Jurés*, — *Jury*, — *Questions*, — *Renvoi*.

Arrêts préparatoires. — V. *Cassation* (pourvoi (en).

Assesseurs. Leur nomination, 1048 à 1063; — Les conditions de capacité nécessaires pour qu'ils soient nommés, 1067 à 1069; — Leur remplacement, 1134 à 1167; — Tirage du jury de jugement, 1408 et 1409; — Présence aux débats, 1493; — Interpellation aux témoins, 2281 à 2294. — V. *Cour d'assises* (composition de la), — *Jury*, — *Nomination*, — *Présences* nécessaires aux débats.

Assises. — V. *Cour d'assises*.

Assises extraordinaires. Fixation du jour de leur ouverture, 963; — Leur durée, 979; — Leur institution, 982 à 988; — Leur président, 1047. — V. *Cour d'assises*.

Attentat à la pudeur : 46, 2653, 2654; — Compétence respective du jury et de la Cour en cette matière, 2658; — Caractères constitutifs. 2705; — Autorité du coupable; maîtres et domestiques; fonctionnaires; assistance d'un tiers, 2735; — Complexite, 2905. — V. *Acte d'accusation*, — *Attributions respectives*, — *Questions*.

Attributions respectives des jurés et de la Cour d'assises : Les assises constituées par le double concours des jurés et des juges, 2646; — Attributions respectives des jurés et des juges. Aux jurés le fait, aux juges le droit, 2647; — Fondements de cette règle, constante aujourd'hui, 2648; — Jurisprudence ancienne à cet égard, 2649; — Jurisprudence moderne, 2650; — Application de la règle à diverses espèces et notamment au crime de faux, 2651; — Dans la pratique, et par exception, certaines questions de droit étroitement liées au fait peuvent être permises aux jurés, 2652; — *Exemples des questions qui ne sauraient être posées au jury*, en matière de : Récidive, complicité, banqueroute frauduleuse, concussion ou corruption, duel, faux, viol ou attentat à la pudeur, 2653; — *Exemples des questions réservées au jury*, en matière de : Fonctions de de la gendarmerie, conspiration de vendémiaire an IV, discours séditieux, empoisonnement, révélation de complot, cris séditieux, homicide par imprudence, banqueroute, fausse monnaie, âge de la victime d'un attentat à la pudeur, circonstances d'un vol, réimpression d'ouvrage condamné, conséquences d'un faux, identité de l'accusé, 2654; — *Exemples des questions de droit permises au jury*, en matière de : Qualité de l'accusé, 2655; — Compétence du jury pour déclarer si l'accusé de banqueroute a la qualité de commerçant failli, qu'il existe ou n'existe pas de jugement déclaratif de la faillite, 2656; — Comment, en la forme, est posée au jury la question sur la banqueroute, 2657; — Compétence du jury et de la Cour en matière d'attentat à la pudeur, 2658; — Avortement, 2659; — Faux, 2660; — Fonctions publiques, 2661; — La compétence du jury sur la qualité de l'accusé s'exerce non-seulement au regard de la Cour d'assises, mais aussi au regard de la juridiction civile, 2662; — En dehors de la qualité, les attributions du jury s'étendent à la caractérisation de la nature des choses. Exemple : incendie de récoltes, 2663; — Et aussi à l'examen de la force des preuves de l'accusation, 2664; — Le jury ne peut se poser des questions autres que celles qui ont été formulées par le président, 2665; — De même il ne peut retrancher aucune des questions à lui soumises, 2666; — Il ne peut, non plus, changer le caractère du fait qui lui est déféré, 2667; — Les jurés ne sont interrogés que sur le résultat de leur intime conviction : conséquences, 2668; — Leur verdict est obligatoire pour la Cour d'assises : renvoi, 2669.

Quand les faits sont déclarés par les jurés, c'est à la Cour qu'il appartient de décider s'ils constituent légalement la circonstance aggravante : exemples, 2738.

Attributions et compétence respectives des jurés et de la Cour en matière de délits connexes, 2740 à 2743. — V. *Questions.*

Audition des témoins. — V. *Témoins.*

Avertissements : à l'accusé : Quant au choix ou à la désignation d'un conseil, 262 à 288. — Quant au droit et au délai de pourvoi contre l'arrêt de renvoi, 289 à 297.

Au conseil au moment de l'ouverture des débats, 1524 à 1528.

A l'accusé avant et après la lecture de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation, 1591 à 1620.

Au jury, lors de l'exercice du pouvoir discrétionnaire, 2399 à 2405.

A l'accusé, après les plaidoiries, 2553 à 2556.

Au jury, au moment de la position des questions : Les avertissements légaux concernent : les circonstances atténuantes, la majorité nécessaire, et le vote au scrutin secret, 3020 ; — A côté des avertissements légaux peuvent se placer des conseils que le président croit utiles, 3021 ; — Nécessité de constater dans le procès-verbal que les avertissements légaux ont été donnés, 3022 ; — Il n'est pas indispensable de réitérer les avertissements quand les jurés sont renvoyés dans la chambre de leurs délibérations, 3023 ; — Modèle de constatation dans le procès-verbal des avertissements légaux et des conseils utiles, 3024.

Avertissement relatif aux circonstances atténuantes : Nécessité d'avertir le jury, 3034 ; — Pas de nullité si le président dit aux jurés que, quand ils reconnaissent l'existence des circonstances atténuantes, ils *peuvent* au lieu de ils *doivent* les déclarer, 3035 ; — Pourquoi la loi veut que les jurés soient avertis, 3036 ; — L'avertissement doit être donné *en toute matière criminelle*, sans distinction entre les crimes de droit commun et les crimes prévus par des lois spéciales, 3037 ; — Il est nécessaire même au cas où, par son âge, l'accusé est à l'abri d'une peine infamante, 3038 ; — Il n'est pas obligatoire quand il s'agit de simples délits exceptionnellement déférés au jury, 3039 ; — Les jurés peuvent être avertis qu'ils ont le droit d'admettre les circonstances atténuantes d'une manière générale, ou sur chacun des chefs d'accusation, 3040 ; — Le président ne doit pas indiquer que, dans son opinion personnelle, il n'y a pas lieu à l'admission des circonstances atténuantes ; mais, s'il le fait, pas de nullité, 3041.

Constatation de l'avertissement : Pas de formule sacramentelle, 3042 ; — Validité si le procès-verbal, sans énoncer les termes, annonce que l'avertissement a été donné en conformité de l'article 341 : Inutile de spécifier les modifications subies par cet article, 3043 ; — Le président n'est pas tenu d'avertir le chef du jury qu'il doit poser à ses collègues la question des circonstances atténuantes, 3044 ; — Nullité, si le procès-verbal ne constate pas que l'avertissement a été donné, ou s'il en résulte que l'avertissement a été insuffisant : Exemples, 3045 ; — La nullité est couverte si le jury admet les circonstances atténuantes : sa déclaration enlève tout grief à l'accusé, 3046 ; — La nullité n'affecte pas les déclarations rendues en faveur de l'accusé, 3047.

Avertissement sur la majorité : Diverses phases de la législation sur la majorité : Loi actuelle, 3048 ; — Erreur du président dans l'avertissement sur la majorité, 3049 ; — Le procès-verbal doit constater que cet avertissement a été donné ; mais il n'y a pas de formule exclusive, 3050 ; — Dire : *à la majorité*, c'est suffisamment expliquer qu'il s'agit de la majorité simple, 3051 ; — Les lois relatives à la majorité sont, dès leur promulgation, applicables aux procédures commencées, 3052.

Avertissement sur le vote au scrutin secret : Lois qui ont prescrit le vote au scrutin secret, 3053 ; — L'avertissement relatif à ce mode de vote est une formalité substantielle, 3054 ; — Elle est présumée omise si le procès-verbal ne constate pas son accomplissement, 3055 ; — La mention que le jury a été averti de voter au *scrutin* est insuffisante si l'on n'ajoute le mot *secret*, 3056 ; — Autre exemple de mention trop vague, 3057 ; — Toutefois le président n'est pas tenu d'entrer dans les détails d'exécution, 3058 ; — La discussion est de droit, avant le vote du jury ; mais le président n'est pas tenu de donner un avertissement à cet égard, 3059 ; — Le défaut d'avertissement relatif au scrutin secret n'est pas couvert par l'admission des circonstances atténuantes, 3060 ; — Quand l'avertissement est constaté, la loi n'exige pas la preuve que le jury a effectivement voté au scrutin secret, 3061.

Interpellation à l'accusé après les réquisitions sur l'application de la peine, 3702 à 3722. V. *Arrêts définitifs.*

A l'accusé, après l'arrêt de condamnation quant à son droit de pourvoi en cassation : Article 371 du Code d'instruction criminelle, 3975 ; — Exhortation à la fermeté et à la résignation, 3976 ; — Apos-

trophe au condamné dégradé de la Légion d'honneur, 3977 ; — L'avertissement relatif au droit de pourvoi ne concerne que les matières de grand criminel, 3978 ; — Il n'est pas prescrit à peine de nullité : absence de grief en faveur du condamné qui s'est pourvu dans le délai légal, 3979 ; — Formule de ce dernier avertissement : Levée de la séance, 3980.

Aveu de l'accusé qu'il a reçu la notification de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation, 186 à 193. — Interdiction de mentionner cet aveu dans le procès-verbal des séances, 4009 à 4012. — V. *Acte d'accusation*, — *Procès-verbal des séances.*

Aveugle. — V. *Témoins* (prohibitions).

Avis à donner aux maires :

Observation préliminaire : Importance des formalités antérieures aux débats, 62; — Ordre dans lequel ces formalités doivent s'accomplir, 63 ; — Première formalité : Avis à donner aux maires : Objet de cet avis, 64 ; — Motifs qui ont fait admettre cette formalité : Opinion des auteurs, 65; — Mon opinion, 66; — Cette formalité est, du reste, exclusivement administrative, 67. — V. *Contumace.*

Avocats appelés en remplacement des magistrats de la Cour d'assises, 1152 à 1167. — Remplacement du ministère public, 1176. — Dispense de déposer, 2158 à 2164. — Plaidoirie et réplique, 2537 à 2588. — V. *Cours d'assises*, — *Discussion du procès*, — *Dispense.*

Avocat général. — Le procureur général peut déléguer un avocat général de son parquet pour rédiger l'acte d'accusation, 12. — La délégation n'a point à être expresse ; elle est présumée de droit ; mais il est bien de la constater, 13. — V. *Procureur général.*

Avortement : 2659. — Circonstance aggravante de ce crime, 2728. — V. *Attributions respectives*, — *Questions.*

Avoué : Destitué. Incapacité.

Appelé en remplacement des magistrats de la Cour d'assises, 1162 à 1167. — Remplacement du ministère public; 1176. — Dispense de déposer, 2165. — V. *Cours d'assises*, — *Dispense*, — *Jury.*

B

Banqueroute frauduleuse : 2653, 2654. — Compétence du jury pour déclarer si l'accusé de banqueroute a la qualité de commerçant failli, 2656 ; — Comment, en la forme, est posée la question de banqueroute, 2657 ; — Circonstances constitutives, 2700. — V. *Attributions respectives*; — *Questions.*

Bigamie, 2688. — V. *Questions.*

Blanc, 3996. — V. *Procès-verbal des séances.*

Blessures, 42, 46, 53. — V. *Acte d'accusation.*

Bulletins de vote des jurés, 3138 à 3143. — V. *Jury* (Formalités de la délibération).

C

Capacité (conditions de). — V. *Cour d'assises*, — *Expert*, — *Interprète*, — *Jurés*, — *Témoins.*

Caractère irréfragable des déclarations régulières du jury, 3214 à 3227. — V. *Jury* (déclarations régulières).

Cassation (Cour de). — L'accusé qui n'a pas allégué, devant la Cour d'assisses, avoir moins de seize ans, ne peut se faire devant la Cour de cassation au moyen de son âge, 2831. — V. *Discernement.*

Cassation (Pourvoi en). — Comment ce sujet va être envisagé, 4042; — Articles du Code d'instruction criminelle qui s'occupent de la mtière, 4043.

Ouvertures à cassation : Généralités. — La Cour de cassation contrôle la qualification légale et rectifie les conséquences erronées tirées des faits, 4045 ; — Elle ne pénètre pas dans l'examen des faits eux-mêmes : exemples, 4046 ; — Nullités d'ordre public relevées par elle d'office : Exemple : amnistie, prescription, 4047 ; — Violation d'une maxime de jurisprudence non revêtue du caractère législatif, 4048 ; — C'est le dispositif et non les motifs des arrêts qui constitue la décision, 4049 ; — Violation de la loi par un arrêt interlocutoire ayant acquis l'autorité de la chose jugée, 4050; — Indications des ouvertures à cassation, 4051 ; — 1° Incompétence et excès de pouvoir : On ne peut contester la compétence de la Cour d'assises, envisagée au point de vue général. Mais cette Cour peut faire des actes d'incompétence : Exemple, 4052 ; — Pas d'ouverture à cassation si, n'ayant pas réclamé, un accusé est jugé par une Cour d'assises, au lieu de l'être par un conseil de guerre, 4053 ; — L'excès de pouvoir, qui donne ouverture à cassation, n'est qu'une incompétence relative, 4054; — 2° Violation ou inobservation des formalités : Art. 408 du Code d'instruction criminelle, § 1er, 4055 ; — Le condamné peut-il attaquer l'arrêt de mise en accusation ? Dans quelles limites le peut-il ? Distinction pour le cas où l'accusé a reçu, ou non, l'avertissement prescrit par l'art. 296,

4056; — Les vices des actes de procédure antérieurs à l'arrêt de mise en accusation ne donnent pas ouvertures à cassation, 4057; — L'accusé mis en jugement avant le délai de cinq jours fixé pour le pourvoi contre cet arrêt, est non-recevable à critiquer cela si, renonçant à son droit de recours, il a demandé à être jugé, 4058; — Renvoi quant à l'indication des formalités prescrites sous peine de nullité ou substantielles par elles-mêmes, 4059; — L'omission ou la violation de ces formalités peut être inopérante : dans quel cas? Renvoi et nouveaux exemples, 4060; — 3° Omission ou refus de statuer sur des demandes ou réquisitions tendant à user d'une faculté ou d'un droit accordé par la loi, art. 408, § 2, 4061;—Il faut qu'il y ait réquisition expresse : Renvoi et exemple, 4062; — Il ne suffit pas qu'il y ait réquisition : il faut encore qu'il s'agisse d'une faculté ou d'un droit accordé par la loi : Renvoi et nouveaux exemples, 4063; — Ouverture à cassation si le président, et non la Cour, a prononcé sur un incident contentieux : Renvoi, 4064; — *Quid,* si la Cour, en statuant, méconnait le droit justement prétendu? Distinction : Exemples, 4065; — Violation ou fausse application de la loi pénale : Art. 440 du C. d'inst. crim., 4066; — Comment la Cour vérifie si cette ouverture à cassation est fondée : Renvoi pour les exemples et un exemple nouveau, 4067; — Absolution de l'accusé prononcée à tort ou à bon droit : Renvoi quant aux espèces, 4068; — Peine bien appliquée et loi mal citée : Exemple, 4069;—La fausse interprétation de la loi ne peut être confondue avec sa citation erronée. Ses conséquences conduisent à l'annulation : Renvoi pour les exemples, 4070.

Effets du pourvoi : Effet suspensif du pourvoi contre l'arrêt de condamnation. Art. 373, 4071; — Cet effet n'appartient pas au pourvoi contre les arrêts incidents rendus au cours des débats, 4072;— L'irrégularité du pourvoi, ne pouvant être appréciée que par la Cour de cassation, n'empêche pas son effet suspensif : Exception, 4073;— Le pourvoi du ministère public a, comme celui du condamné, l'effet suspensif, 4074; — L'effet suspensif empêche l'exécution, quant aux intérêts civils : Décès du condamné avant le jugement du pourvoi, 4075; — Exécution du condamné à mort avant le jugement du pourvoi, 4076; — Effet dévolutif du pourvoi, 4077.

Personnes qui peuvent se pourvoir : Règle générale : toutes les parties au procès ont le droit de pourvoi, 4078; — 1° Condamné : il faut qu'on l'avertisse de son droit, 4079; — Il peut exciper de toutes les ouvertures à cassation admises par la loi, 4080; — Notamment du refus d'obtempérer aux réquisitions du ministère public pouvant avoir un effet avantageux pour sa défense, 4081; — Au cas où il y a plusieurs condamnés, chacun d'eux agit selon son droit particulier : Néanmoins le complice peut invoquer certains moyens relatifs à l'auteur principal du fait, 4082;— Le condamné ne peut se pourvoir contre son intérêt : Nombreux exemples, 4083; — Pourvoi par *un inconnu* : Renvoi, 4084; — Non-recevabilité du pourvoi de l'accusé absous, 4085; — Pourvoi par l'accusé acquitté, auquel on a refusé des dommages-intérêts. Dans quel délai il est formé, 4086; — 2° Civilement responsable : Recevabilité de son recours, 4087;—Pourvoi du syndic de la faillite de l'accusé condamné à des dommages-intérêts, 4088; — 3° Ministère public : Recevabilité de son pourvoi, même contre l'arrêt rendu conformément à ses réquisitions, 4089; — Ou quand, par erreur, il a été formulé dans l'intérêt de la loi, 4090; — C'est le ministère public près la Cour d'assises, en exercice, qui est compétent pour exercer le recours, 4091;—Au cas de décès du condamné, il n'y a lieu à statuer sur le pourvoi du ministère public, 4092;—Quand l'accusé a été acquitté légalement, l'annulation ne peut être poursuivie que dans l'intérêt de la loi. Il en est autrement quand l'ordonnance d'acquittement est illégale : Renvoi, 4093; — Sur quoi porte le pourvoi du ministère public, au cas d'absolution de l'accusé, 4094; — Effets de ce pourvoi au cas de condamnation, soit contre, soit pour le condamné, 4095; — Défaut de qualité du ministère public pour se pourvoir, en ce qui concerne les intérêts civils, 4096; — Droit d'intervention de l'accusé sur le pourvoi du ministère public, 4097; — 4° Partie civile : Son pourvoi est restreint aux intérêts civils, 4098; — Sur quoi il peut porter, au cas d'acquittement ou d'absolution de l'accusé. Son délai, 4099; — Droit d'intervention de l'accusé sur le pourvoi de la partie civile, 4100;— Reprise du pourvoi de la partie civile, décédée, sans héritier à réserve, par son légataire universel, 4101; — Au cas de cassation sur le règlement des intérêts civils, il y a renvoi à un tribunal et non à une Cour d'assises, 4102; — 5° Dénonciateur : Recevabilité de son pourvoi lorsqu'il a été condamné à des dommages-intérêts, 4103; — 6° Conseil de l'accusé : Recevabilité du pourvoi qu'il forme en son nom pour l'intérêt de son client, 4104.

Conditions de recevabilité du pourvoi : 1° Mode et forme du recours : Article 417 du Code d'instruction criminelle, 4105 ;— C'est au greffe de la Cour qui a rendu l'arrêt que la déclaration du pourvoi doit être faite : Exemples de recours irréguliers, 4106; — Exceptions au cas où il y a impossibilité constatée de suivre cette forme: Exemples, 4107 ; — Déclaration reçue par le greffier, sur son registre, ailleurs qu'au greffe, 4108; — Le mandataire faisant la déclaration doit avoir une procuration spéciale. C'est la règle générale, 4109 ; — Espèce dans laquelle on a reconnu l'existence de ce pouvoir, 4110 ; — Pas de nullité si le pouvoir n'est pas annexé à la déclaration, 4111 ; — Représentants du déclarant dispensés, par leur qualité, du pouvoir spécial: Avoués, Avocats des parties, 4112; — Aucune formule sacramentelle pour la déclaration ; inutilité de viser la loi violée ; rédaction habituellement faite par le greffier, 4113; — 2° Notification à l'accusé du pourvoi du ministère public ou de la partie civile. Article 418 du Code d'instruction criminelle, 4114 ;—Le délai de trois jours pour cette notification n'est pas prescrit à peine de nullité, 4115 ;—Délai du pourvoi : il est de trois jours francs ; comment on les compte. Ce délai est commun au ministère public et à l'accusé. 4116 ; — Il court sans notification de l'arrêt. Exception au cas où l'accusé a refusé de comparaître ou a été expulsé de l'audience, 4117 ; — Au cas de pourvoi contre un arrêt d'absolution, le ministère public a encore trois jours francs, 4118; — Au cas d'acquittement, le délai est de vingt-quatre heures; il se compte par heures *de momento ad momentum*, 4119; — Les jours fériés sont jours utiles. Délai prorogé au cas de force majeure, par un fait étranger à la volonté de l'accusé : Exemple, 4120; — Le dernier jour appartient *tout entier* au condamné, 4121 ; — Recevabilité du pourvoi formé après le délai, par le condamné, qui n'a pas été averti de son droit, 4121 *bis* ; — 4° Consignation de l'amende. Elle est de règle générale, 4122; — Où elle peut être faite, 4123; — Dispense en faveur des condamnés en matière criminelle; — des agents publics ; — des indigents, 4124; — C'est la nature du fait et non celle de la peine qui détermine s'il y a condamnation en matière criminelle. Peine d'un crime correctionnalisée par les circonstances atténuantes ou par une excuse; incompétence des tribunaux correctionnels parce que le fait est un crime ; dommages-intérêts à la suite d'une condamnation criminelle ; un mineur de seize ans déclaré coupable de crime, 4125 ; —Nécessité de la consignation quand c'est, non la peine, mais le fait qui a été correctionnalisé par la réponse négative du jury sur les circonstances aggravantes, 4126; — ou quand l'accusé a été, quoique acquitté, condamné à des dommages intérêts, 4127; — Ou, et à plus forte raison, au cas d'absolution et de condamnation civile, 4128; — Consignation par le juré défaillant condamné à une amende, 4129; — Nécessité et mode de constatation que la consignation a été effectuée, 4130; — Rétractation de l'arrêt de déchéance rendu dans l'ignorance de l'existence de la consignation, 4131 ; — La retractation est demandée par requête présentée à la Cour et signée par un avocat à la Cour de cassation, 4132; — 5° Mise en état : Art. 419 : mise en état de la procédure par la partie civile, 4133 ; — Mise en état des individus condamnés à une peine emportant privation de la liberté. Condamnés criminels qui s'évadent, 4134; — 6° Recours contre les arrêts préparatoires et d'instruction : Art. 4016 du Code d'instruction criminelle, 4135 ; — Indication d'arrêts préparatoires et d'instruction contre lesquels le pourvoi n'est pas recevable avant l'arrêt définitif, 4136 ; — Ordonnances rendues par le président avant les débats, 4137; — Recours recevables contre les arrêts interlocutoires et contre certains arrêts incidents qui ont un caractère définitif, 4138 ;—Sur le pourvoi contre l'arrêt définitif, on peut attaquer les arrêts préparatoires sans former un pourvoi spécial contre eux, 4139.

Désistement du pourvoi : ses effets : Droit de désistement du pourvoi, 4140 ; — Le silence de la loi, à cet égard, est suppléé par la jurisprudence, 4141 ; — Personnes qui peuvent se désister, 4142 ;—Le ministère public ne le peut pas, 4143 ; — Etat de la procédure pendant lequel le désistement est recevable, 4144 ; — Mode et formule du désistement : Exemples, 4145 ; — Le président des assises, le directeur de la prison, n'ont pas qualité pour recevoir le désistement, 4146 ; — Le désistement est pur et simple, 4147;—Il faut qu'il soit sur papier timbré et enregistré, 4148; — Rétractation immédiate du désistement, surtout lorsqu'il est irrégulier, 4149 ; — Effets du désistement, quant à l'amende, quant à l'indemnité et aux frais, quant aux point de départ de la peine, quant à la rétractation possible d'un arrêt de déchéance, quant à l'irrévocabilité de l'arrêt de mise en accusation, 4150.

Instruction devant la Cour de cassation : Division de la matière, 4151 ; —

1° Dans quelle forme et par qui la Cour de cassation est saisie : Article 422 du Code d'instruction criminelle, 4152; — La requête est facultative : et, à plus forte raison, le délai de dix jours pour son dépôt n'est pas impérieux, 4153; — La partie civile n'est tenue de recourir au ministère d'un avocat à la Cour de cassation que lorsqu'elle veut transmettre directement au greffe de cette Cour sa requête et l'expédition de l'arrêt attaqué, 4154; — Articles 423 et 424. Inventaire et envoi des pièces à la Cour de cassation, 4155; — 2° Délai dans lequel il sera statué. Article 425, 4156; — Le délai d'un mois au plus tard n'est pas de rigueur : il peut être dépassé sans déchéance du pourvoi, 4157; — Sursis au cas où le demandeur en cassation est atteint d'aliénation mentale, 4158; — 3° Mode d'instruction devant la Cour de cassation. Article 426. Jugement direct par la chambre criminelle, 4159; — Détail des formes de la procédure : ordonnance du 15 janvier 1826, 4160; — 1re Obs. : La Cour de cassation n'a pas le droit d'ordonner l'extraction des détenus pour les entendre en personne, 4161; — 2e Obs. : Au grand criminel, les avocats à la Cour impériale peuvent plaider devant la Cour de cassation, 4162; — 3e Obs. : La partie civile ne peut faire soutenir son pourvoi à l'audience que par un avocat à la Cour de cassation, 4163; — 4e Obs. : Avocats d'office pour les condamnés à la peine capitale, 4164; — 5e Obs. : La Cour de cassation peut ordonner des avant faire droit : Exemples, 4165; — 6e Obs. : Elle n'ordonne pas des enquêtes sur les allégations en dehors du procès-verbal, 4166; — 7e Obs. : Pas de signification obligée de l'arrêt de cassation d'une précédente condamnation, 4167; — 4° Y a-t-il, en Cour de cassation, des arrêts par défaut, susceptibles d'opposition? En règle générale, l'opposition n'est pas admissible, 4168; — Par exception, l'opposition est reçue, lorsque les parties n'ont pas été mises en mesure de se défendre, 4169; — En ce cas exceptionnel, le délai de l'opposition est de trois jours, 4170.

Jugement du pourvoi : Arrêts de rejet : 1re conséquence de l'arrêt de rejet : pas de nouveau pourvoi de la partie dont le recours est rejeté; exécution de l'arrêt vainement attaqué. Articles 438 et 439, 4171; — Article 436. — 2e conséquence : condamnation de la partie civile à l'indemnité, aux frais et à l'amende, 4172; — Le condamné criminel ne supporte que les frais, 4173; — Pas de notification à l'accusé de l'arrêt qui rejette son pourvoi, 4174.

Arrêts de cassation : Généralités. Moyens d'ordre public suppléés d'office, 4175; — Exonération des frais, au cas de cassation. Fautes graves de l'officier ou du juge, 4176; — Restitution de l'amende consignée, 4177; — La cassation de l'arrêt de condamnation fait tomber la condamnation aux dommages-intérêts, 4178; — L'annulation prononcée sur le pourvoi du ministère public peut profiter à l'accusé, 4179; — Indication des différentes natures de cassation, 4180; — *Cassation de l'ordonnance d'acquittement :* ses effets. Renvoi, 4181; — *Cassation de l'arrêt d'absolution :* ses effets. Renvoi, 4182; *Cassation de l'arrêt de condamnation. 1° Cassation par voie de retranchement.* Exemples : cumul des peines; confiscation; contrainte par corps; frais de la procédure annulée; condamnation du ministère public aux dépens; exécution de la peine capitale, 4183; — 2° *Cassation sans renvoi.* Exemples : renvoi illégal du jury dans sa chambre; amnistie; réponse du jury sur une question non posée; fait ajouté par la Cour d'assises; violation de la chose jugée; fait nouveau étranger à l'accusation, 4184; — Condamnation alors que la déclaration du jury ne comporte aucune peine. Exemples : vol au préjudice du mari par la femme; enlèvement d'une mineure par une femme, 4185; — Faits couverts par la prescription, 4186; — Questions ne comprenant pas les éléments constitutifs du crime. Cas où ces éléments sont relevés par l'arrêt de mise en accusation, 4187; — Déclaration du jury purgeant en faveur de l'accusé l'accusation telle qu'elle résulte de cet arrêt; mais reconnaissant la culpabilité sur une question ajoutée comme résultant des débats : Renvoi, 4188; — 3° *Cassation partielle avec renvoi.* Art. 434, § 1er, 4189; — Peines de la récidive appliquées lorsqu'il n'y avait pas lieu, 4190; — Peine aggravée par l'effraction qui n'existe pas légalement, 4191; — Arrêt qui repousse des conclusions tendantes à absolution, sans donner de motifs. Maintien de la déclaration du jury et renvoi pour en faire l'application, 4192; — Art. 434, dernier alinéa. Cassation partielle alors que les divers chefs d'accusation sont distincts et indépendants les uns des autres, 4193; — Omission de prononcer sur les frais de la contumace de l'accusé acquitté, 4194; — Condamation indue de la solidarité quant aux frais, 4195; — Omission de fixer la durée de la contrainte par corps, quand il y échet, 4196; — Condamnation à des dommages-intérêts, sans

audition du ministère public, 4197; — Quand il y a cassation partielle, les réponses favorables à l'accusé sont, en général, maintenues : Nombreux exemples, 4198; — Par contre, les réponses reconnaissant sa culpabilité sont acquises à la vindicte publique, malgré la cassation portant sur d'autres chefs distincts et divisibles, 4199; — Cassation de l'arrêt incident provoquant une nouvelle déclaration du jury alors que la première déclaration était régulière et nécessitait la condamnation, 4200; — 4° *Cassation totale.* Art. 434, § 2, et 408, § 1er. Effets de l'annulation totale, 4201; — Cassation pour complexité prohibée de la question, 4202; — Réponse du jury ne s'expliquant pas sur les éléments constitutifs du crime, alors que ces éléments sont relevés par l'arrêt de mise en accusation, 4203; — Cassation au cas où les circonstances ou les chefs d'accusation sont indivisibles, concomitants, et inséparablement unis : Nombreux exemples, 4204; — La cassation, sur une question subsidiaire posée comme résultant des débats, après une réponse négative sur le fait principal relevé en vertu de l'arrêt de mise en accusation, entraîne la cassation totale : Renvoi, 4205; — Crime commis à l'audience; travaux forcés contre un sexagénaire; renvoi devant la chambre des mises en accusation, 4206; — Annulation des débats pour défaut de publicité, 4207; — *Désignation de la juridiction de renvoi.* Art. 429. Indication des juridictions à saisir selon les cas, 4208; — Comment la désignation est faite. Art. 430, 4209; — Nécessité de mentionner que la désignation résulte d'une délibération spéciale, prise en la chambre du conseil, 4210; — Considérations particulières autorisant le rapport de l'arrêt contenant la désignation, et motivant l'indication d'une autre juridiction, 4211.

Pourvoi dans l'intérêt de la loi : En respectant l'autorité de la chose jugée, on peut, dans l'intérêt public et de la loi, déférer à la Cour de cassation les arrêts qui violent la loi, 4212; — 1° Pourvoi sur l'ordre du ministre de la justice. Article 441, 4213; — Ce pourvoi peut porter non-seulement sur les arrêts, mais encore sur les actes judiciaires, 4214; — Spécialement sur une ordonnance excédant les pouvoirs du président des assises, 4215; — Sur une ordonnance du juge-commissaire d'une faillite se transformant en juge d'instruction, 4216; — Sur des actes constatant la diversité d'opinions des différents membres d'un tribunal, 4217; — Le procureur général près la Cour de cassation ne peut ajouter des moyens à ceux qui lui sont indiqués par l'ordre formel du ministre. Mais il peut les développer, 4218; — L'annulation, provoquée sur l'ordre du ministre, profite au condamné, sans jamais pouvoir lui nuire, 4219; — Exemples divers, 4220; — Quant à la partie civile, cette annulation ne modifie en rien sa position, 4221; — Le condamné peut intervenir pour appuyer ce pourvoi, 4222; — 2° *Pourvoi d'office par le procureur général.* Article 442, 4223; — Observation sur ce pourvoi restreinte ici à ce qui concerne les Cours d'assises, 4224; — Ce pourvoi moins étendu que celui formé d'ordre du ministre : 1° Il ne peut être formé que contre des arrêts; 2° Il n'est pas recevable si les parties sont dans les délais pour former un recours, ou si; le secours formé par elles a été rejeté au fond, 4225; — Les effets de l'annulation prononcée sur ce pourvoi n'altèrent en rien l'autorité de ce qui a été jugé par la Cour d'assises, 4226; — Le ministère public près la Cour d'assises n'est pas recevable à se pourvoir dans l'intérêt de la loi, 4227; — Exception au cas où il attaque une ordonnance d'acquittement : Renvoi, 4228; — Pas de délai fatal, ni de forme sacramentelle pour le pourvoi dans l'intérêt de la loi. Pourvoi recevable à l'audience même quand les parties ont formé leurs recours, 4229.

Jugement par la Cour de renvoi : 1° *Compétence de la Cour de renvoi.* La Cour d'assises saisie du renvoi a le droit de vérifier sa compétence, 4230; — A moins de limitation, cette Cour prend le procès tel qu'il existait devant la première Cour dont l'arrêt a été cassé. Et, en règle générale, son examen porte sur l'ensemble de l'accusation, sans en excepter les questions qui avaient été résolues en faveur de l'accusé : Exemple relatif aux circonstances aggravantes, 4231; — Acquittement sur la question principale de culpabilité comme auteur principal, et condamnation sur la question subsidiaire de complicité : l'annulation de cette dernière fait tout revivre, 4232; — 2° *Procédure devant la Cour de renvoi :* Article 435, 4233; — Il faut désigner un conseil à l'accusé, même lorsqu'il ne s'agit que d'appliquer la peine, 4234; — Nécessité par la Cour de renvoi de juger : elle ne peut surseoir, 4235; — Interprétation d'un arrêt de cassation quant à la simultanéité du débat à l'égard de plusieurs accusés, 4236; — Quand la cassation ne s'étend pas à l'arrêt de mise en accusation, il n'est pas nécessaire de renouveler l'avertissement prescrit par l'article 296, 4237; — L'annulation s'arrêtant aux

débats, il n'est nécessaire ni de dresser un nouvel acte d'accusation, ni de procéder à une nouvelle notification des arrêt de renvoi et acte d'accusation, 4238; — Ni, dans ce cas, de notifier une nouvelle copie gratuite des pièces, 4239; — Acquittement sur deux chefs; nouveaux débats pour un troisième chef; lecture totale de l'ancien acte d'accusation; audition des témoins même relatifs aux chefs écartés du débat, 4240; — Droit du ministère public de faire entendre tous les anciens témoins, d'en omettre quelques-uns, d'en ajouter de nouveaux, 4241; — Audition comme témoin, de la partie civile qui n'a pas renouvelé sa constitution, 4242; — Jugement sans assistance de jurés, lorsqu'il ne s'agit que de l'application de la peine, 4243; — Plénitude du droit d'application de la peine de la Cour de renvoi qui n'est pas liée par l'arrêt cassé, 4244; — Quand l'annulation a été totale le président doit poser toutes les questions, même celles qui avaient été résolues en faveur de l'accusé : Renvoi, 4245; — Si le complice par recel comparaît seul, il faut poser les circonstances aggravantes qui qualifient le vol, 4246; — L'officier du ministère public n'est pas lié par les réquisitions de son collègue lors de l'arrêt cassé, 4247; — 3e *Seconds pourvois*. Indication des moyens qui peuvent être proposés, 4248; — Si le nouveau pourvoi produit des moyens nouveaux, la chambre criminelle est compétente pour y statuer, 4249; — Cas où le pourvoi est fondé sur les mêmes moyens. Ancienne législation et loi du 1er avril 1837. Compétence des chambres réunies : obligation de la troisième Cour de s'incliner devant la doctrine que ces chambres consacrent, 4250; — Ce qu'on doit entendre par *les mêmes moyens*, 4251; — La compétence des chambres réunies s'étend aux seconds pourvois formés dans l'intérêt de la loi, 4252; — C'est à la chambre criminelle, et non aux parties, à saisir les chambres réunies, 4253; — Cas où des moyens nouveaux viennent s'adjoindre aux anciens moyens : compétence respective de la chambre criminelle et des chambres réunies, 4254; — Annulation dans l'intérêt de la loi de l'arrêt de la seconde Cour qui, en s'inclinant devant la décision de la Cour régulatrice, improuve sa doctrine, 4255; — La partie qui était défenderesse sur le premier pourvoi et qui devint demanderesse sur le second pourvoi, peut reproduire le système antérieurement repoussé, 4256; — Après cassation d'un arrêt d'absolution, si l'accusé est condamné par la Cour de renvoi, il peut se pourvoir et invoquer tous les moyens légaux, 4257; — Rejet du pourvoi du condamné; cassation sur le pourvoi du ministère public, pour fausse application de la loi; non-recevabilité du condamné à exciper des vices antérieurs à la déclaration du jury, 4258; — Frais compétemment faits antérieurement au dernier acte annulé : ils sont valablement mis à la charge du condamné, 4259; — Dernier mot de l'ouvrage, 4260.

Cécité (Etat de). Inhabilité. — V. *Jury*.

Chambre des délibérations du jury. — V. *Jury* (où les jurés doivent délibérer).

Chef du jury. Son remplacement; formalités de la délibération; dépouillement et vérification des bulletins; constatation du résultat du scrutin; constatation de la majorité et sa mention; interdiction d'exprimer le nombre de voix; vote sur les questions d'excuse et sur les circonstances atténuantes, 3128 à 3151; — Lecture et signature de la déclaration du jury, 3183 à 3213. — V. *Jury*.

Chef nouveau, 47 et 48. — V. *Acte d'accusation*.

Chef-lieu administratif. — V. *Cour d'assises* (organisation de la), — *Tableaux*.

Chef-lieu judiciaire. — V. *Cour d'assises* (organisation de la). — *Tableaux*.

Chose jugée. — V. *Acquittement de l'accusé*.

Circonstances aggravantes ajoutées ou omises par le résumé de l'acte d'accusation, 50, 51, 53. — V. *Acte d'accusation*.

Leur définition, 2726; — Nécessité de mentionner dans les questions toutes les circonstances aggravantes relevées dans l'arrêt de renvoi, 2727; — Exemples, 2728; — Et il faut les énoncer avec tous les éléments qui les caractérisent : exemples, 2729 à 2736; — La nullité ne cesserait pas d'exister si l'élément aggravant était mentionné dans la question principale : il y aurait complexité prohibée, 2737; — Quand les faits sont déclarés par les jurés, c'est à la Cour qu'il appartient de décider s'ils constituent légalement la circonstance aggravante : exemples, 2738; — Nécessité de questions distinctes et séparées pour les circonstances aggravantes; renvoi, 2739.

Interdiction de réunir le fait principal aux circonstances aggravantes ou ces circonstances entre elles, 2910; — Distinction entre les circonstances constitutives, constitutives et aggravantes, purement aggravantes, 2911; — Nuances qui séparent les

circonstances constitutives et les circonstances aggravantes : exemples en matière d'incendie, 2912; — En matière d'attentat à la pudeur : âge, violence, autorité, 2913; — En matière de viol, 2914; — En matière d'enlèvement de mineure, 2915; — Applications du principe qui prohibe la réunion du fait principal et des circonstances aggravantes : homicide, 2916; — Meurtre et crime concomitants; observations diverses, 2917; — Meurtre d'un fonctionnaire, 2918; — Coups et blessures, 2919; — Vol, 2920; — Avortement, 2921; — Rébellion, 2922; — Société secrète, 2923; — Menaces par écrit, 2924; — Subornation de témoins, 2925; — Abus de confiance par serviteur à gages, 2926; — Application de la règle qui prohibe la réunion des circonstances aggravantes entre elles : meurtre avec préméditation et but de s'approprier une somme d'argent; vol par deux personnes, chemin public, violence et port d'armes; maison habitée et effraction; complicité par plusieurs, escalade et effraction; nuit et maison habitée; meurtre, nuit, maison habitée pour favoriser vol; préméditation et guet-apens; vol avec violences et traces de blessures, 2927; — Réunion licite de deux ou plusieurs éléments qui constituent la circonstance aggravante : exemples, 2928; — Dans le crime par plusieurs, il faut également séparer le fait principal des circonstances aggravantes, 2934; — Quand une question générale a été posée pour la circonstance aggravante, faut-il une question spéciale pour chaque accusé? Distinction entre les faits matériels et les faits moraux : Jurisprudence, 2935; — La reproduction des circonstances aggravantes, posées pour l'auteur principal, n'est pas nécessaire quant au complice : renvoi, 2937.

Circonstances atténuantes : Historique de la législation qui les concerne, 3025; — Aucune question n'est posée sur les circonstances atténuantes dont le jury recherche spontanément l'existence, 3026; — Le silence du jury est la négation des circonstances atténuantes, 3027; — Le droit d'examen du jury revit tout entier quand il est renvoyé dans la chambre des délibérations pour rectifier sa déclaration qui ne mentionnait pas la majorité, 3028; — C'est seulement en matière de grand criminel que le jury a le droit de déclarer ces circonstances, 3029; — Ce droit existe alors même que les circontances atténuantes permettent d'appliquer au crime une peine correctionnelle, 3030; — Les Cours d'assises, jugeant sans l'assistance des jurés, ne peuvent accorder les circonstances atténuantes à l'accusé contumax. Elles ne le pouvent pas non plus en Algérie, 3031; — Définitions vaines de circonstances atténuantes : souveraineté absolue du jury, 3032; — Quand il y a plusieurs accusés, la déclaration de ces circonstances doit être distincte et spéciale pour chacun d'eux, 3033.

Avertissement au jury relativement aux circonstances atténuantes, 3034 à 3047. — V. *Avertissements*.

Vote sur ces circonstances, 3150. — V. *Jury* (Formalités de sa délibération).

Irrégularité de la déclaration du jury mentionnant que les circonstances atténuantes n'existent pas, 3182. — V. *Jury* (déclaration du).

Application de la peine, au cas de circonstances atténuantes, 3824 à 3828. — V. *Condamnation* (arrêt de).

Circonstances constitutives relevées par l'arrêt de renvoi : nécessité de les comprendre dans les questions, 2685 à 2725; — Distinction entre ces circonstances et les circonstances aggravantes, 2911; — Nuances qui les séparent : exemples, 2912 à 2926. — V. *Circonstances aggravantes*, — *Questions*.

Circonstances exclusives de la criminalité. — V. *Faits justificatifs*.

Circonstances nouvelles résultant des débats, 2767 à 2783. — V. *Questions* (Faits nouveaux ou modificatifs).

Citoyen français, 501 à 503. — V. *Jury*.

Civilement responsable. — V. *Cassation* (Pourvoi en).

Classement des pièces de la procédure, 206 à 208. — V. *Pièces de la procédure*.

Commis greffier. — V. *Greffier*.

Commissaire de police. Incompatibilité. — V. *Jury*.

Communication *de l'accusé avec son conseil* : Aspect nouveau, après l'interrogatoire de la procédure intermédiaire, 323; — Droit de communication de l'accusé avec son conseil : art. 302 du Code d'instruction criminelle, 324; — Ce droit de communication est absolu après l'interrogatoire : avant, il dépend de la permission du juge ou du ministère public, 325; — Du reste, il importe peu qu'en fait la communication ait ou n'ait pas lieu, 326; — A moins que l'absence de communication ne soit le résultat d'un ordre du ministère public ou du président de la Cour d'assises : ancienne jurisprudence à cet égard, 327; — Protestation contre cette jurisprudence : appréciation de ses motifs, 328; — Suite, 329; — Explication des premiers précédents par les circonstances de fait sur les-

quelles ils sont intervenus, 330; — Point d'explication possible pour le dernier de ces précédents, 331; — Résumé et règles à substituer aux règles consacrées par la jurisprudence, 332; — Justification des règles proposéos, 333; — Leur limite, 334; — Le droit de communication peut, d'ailleurs, être suspendu : dans quel cas : conclusion, 335.

Des pièces de la procédure : 382 à 389. — V. *Contumace*, — *Pièces de la procédure*.

Communication des jurés au dehors, 3093 à 3112. — V. *Jury* (défense de communiquer).

Compétence pour déclarer si l'accusé a plus ou moins de seize ans, 2827. — V. *Discernement*. — Prorogation de compétence de la Cour d'assises quant aux délits, 3768 à 3770. — V. *Condamnation* (arrêt de).

Complexité : Si la circonstance aggravante est mentionnée dans la question principale, 2737; — Nécessité de questions distinctes et séparées pour les circonstances aggravantes : renvoi, 2739; — Questions complexes, 2898 à 2938. — V. *Questions*.

Complicité : 44, 46, 33, 2653, 2687; — Complexité, 2906 et 2907; — De banqueroute frauduleuse, crimes *sui generis*, 2909; — Questions relatives à la complicité; on doit mentionner dans les questions les éléments constitutifs de la complicité : Renvoi au n° 2687, 2961; — Les règles sur la complicité sont générales et s'appliquent à tous les crimes, sauf le cas où la loi en a disposé autrement, 2962; — Pour être complète, la question doit porter : 1° sur les éléments de la complicité; 2° et sur les éléments constitutifs du fait principal, 2963; — *1er point* : Mention des éléments de la complicité : La règle s'applique à chacun des modes de complicité, 2964; — En matière de provocation, il faut les dons, promesses, ou les artifices coupables : exemple pour le faux témoignage, 2965; — Référence à la question principale, 2966; — Quand il s'agit de complicité par instruction, la connaissance est nécessaire, 2967; — Insuffisance si, au lieu de dire que les moyens fournis devaient servir au crime, on dit qu'ils *pouvaient* y servir, 2968; — Quand il s'agit de complicité par provocation d'avortement, il faut mentionner qu'il s'en est suivi, 2969; — En matière de complicité par aide et assistance, la connaissance est nécessaire : équipollent, 2970; — Cette nécessité ne cesse pas d'exister quand il s'agit de viol, 2971; — Inutile d'exprimer en quoi ont consisté l'aide et l'assistance, 2972; — Dans l'aide et assistance, les mots : avec connaissance ne sont pas sacramentels : équipollents dans une accusation de vol, 2973; — Complicité par recel, 2974; — L'accusation de crime commis conjointement et de complicité se rapporte à la coopération comme auteur : conséquence, 2975; — 2e *point* : Mention des éléments constitutifs du fait principal : réunion de ces éléments à ceux de la complicité, 2976; — La nécessité de cette réunion ne fléchit pas lors même que les circonstances du crime ont été antérieurement constatées contre l'auteur principal, 2977; — Exception à cette règle quand l'accusé principal et le complice sont jugés ensemble : il suffit d'une référence entre la question de complicité et les questions précédentes : exemples, 2978; — Le complice étant passible de la même peine que l'auteur principal, la référence n'est même pas nécessaire, quant aux circonstances aggravantes : exemples, 2979; — Et, quelquefois faite surabondamment et mal à propos, la mention des circonstances aggravantes peut devenir cause de nullité, 2980; — Toutefois, dans les cas de l'art. 63 du Code pénal, la connaissance des circonstances aggravantes est nécessaire pour le recéleur, 2981; — Application de la disposition particulière de l'art. 64, même Code, 2982; — La nullité de la question principale infecte de nullité la question de complicité qui s'y réfère, 2983; — Cas où le complice est poursuivi seul, quand l'auteur principal est en fuite, ou inconnu, ou décédé : exemples, 2984; — Alors, nécessité absolue d'énoncer les faits constitutifs du crime principal, 2985; — L'acquittement de l'accusé principal n'est point obstacle à la poursuite contre le complice : exemples en matière de faux, vol, avortement, 2986; — *A fortiori*, quand l'accusé principal est acquitté pour défaut de discernement, 2987; — En matière de banqueroute, malgré l'acquittement de l'auteur principal, le complice peut être poursuivi : nuances, 2988; — L'art. 593, Code de commerce, qui ne mentionne que le recel, n'exclut pas les autres modes de complicité de la banqueroute, qui doivent être relevés, mais avec leurs éléments propres, 2989; — En matière de faux témoignage, pas de poursuite contre le complice, si l'auteur principal est acquitté : en ce cas, le crime n'existe pas. Il en est autrement en matière de subornation de témoins, 2990; — L'aggravation de peine qu'inflige à l'accusé principal son caractère personnel, est applicable au complice, 2994; — Mais le caractère personnel du complice n'ag-

grave pas le fait principal, 2992; — L'immunité accordée au mari ou à la femme, aux ascendants et descendants, s'étend aux complices; non pas aux co-auteurs, 2993. — V. *Attributions respectives*, — *Questions*.

Complot : 2857. — V. *Excuses légales*.

Composition de la Cour d'assises, 1008 à 1198; — De la liste du jury de session, 1201 à 1209. — V. *Cour d'assises*, — *Jury*.

Concussion ou corruption : 2653, 2699. — V. *Attributions respectives*, — *Questions* (circonstances constitutives).

Condamnation (arrêt de). Application de la loi pénale : Division des règles relatives à l'application des peines, 3761; — Texte de l'art. 365 qui domine la matière, 3762.

ART. 1er. *Règles générales*. La loi est le seul guide de la Cour d'assises. 1re *Conséquence* : droit de condamnation alors même que le ministère public requiert l'acquittement ou l'absolution, 3763; — 2e *Conséquence* : indépendance de la Cour d'assises relativement à la qualification de l'arrêt de renvoi, 3764; — 3e *Conséquence* : dépendance de la Cour relativement à la déclaration régulière du jury qui doit sortir à effet, 3765; — Exemples nombreux de cette nécessité d'appliquer la déclaration du jury en matière de : viol; faux; complots; meurtre; infanticide; rébellion; vol; circonstances aggravantes; usage de pièces fausses; attentat à la pudeur; avortement; incendie; faux témoignage, 3766; — Exception à cette règle quand le jury s'est illégalement posé des questions auxquelles il a fait des réponses surabondantes : renvoi, 3767.

ART. 2e. *Prorogation de compétence de la Cour quant aux délits*. Elle n'a lieu que lorsque le fait délictueux est une dégénérescence du fait criminel objet de l'accusation, 3768; — Espèces dans lesquelles la Cour attirerait illégalement à elle un fait délictueux, 3769; — La prorogation de juridiction ne s'étend pas à l'action disciplinaire, 3770.

ART. 3e. *Conviction de plusieurs crimes; interdiction du cumul des peines*. — Rappel du § 2 de l'art. 365 et texte de l'art. 379, 3771; — Règle : par la peine la plus forte, l'accusé expie tous ses crimes antérieurs : exemples, 3772; — C'est la *nature de la peine applicable*, et non la *nature des faits poursuivis*, qui sert de base à la règle du non-cumul des peines, 3773; — Générale, la règle s'applique à toutes les matières criminelles ou correctionnelles comprises dans le Code pénal, et elle comprend les peines pécuniaires comme les peines corporelles, 3774; — Amende pour délit connexe à un crime : exemples, 3775; — Exception à la règle du non-cumul, quand cette règle est en opposition avec le système de répression constitué par des lois spéciales : exemples : amende pour atteinte à la libre circulation des grains, 3776; — Deux peines pour deux délits dont un seul comportait ces deux peines, 3777; — Les peines accessoires sont, comme la peine principale, absorbées par la peine la plus forte : exemples : concurrence des travaux forcés à temps avec la réclusion et l'amende : — concurrence de la réclusion et de l'amende, avec l'amende accessoire au délit de détournement de deniers publics, 3778; — Peu importe, à cet égard, l'admission des circonstances atténuantes, si, malgré leur influence, la peine la plus forte est encore supérieure ou égale à la peine du crime le moins grave : exemple, 3779; — Ancienne application de ce principe à l'exposition et à la flétrissure, 3780; — Exception quant aux peines accessoires qui ont un caractère administratif et de police, plutôt qu'un caractère judiciaire : exemples : confiscation de l'instrument du délit et surveillance de la haute police, 3781; — Exception dans l'exception, c'est-à-dire retour à la règle, quand la peine accessoire est la conséquence et la dépendance de la peine appliquée : exemple tiré de la surveillance de la haute police accessoire de la peine absorbée, 3782; — Définition de la peine la plus forte : 1re règle : il faut considérer non *la durée*, mais *la nature* de la peine : exemple : dix ans d'emprisonnement en concurrence avec cinq ans de réclusion, 3783; — 2e règle : la peine la plus forte doit être entendue en ce sens qu'il s'agit du *maximum* de la peine applicable au crime le plus grave, et les juges peuvent, par une seconde condamnation pour faits antérieurs, épuiser ce maximum : exemples, 3784; — Cette 2e règle s'applique au mineur de seize ans condamné pour plusieurs crimes ou délits : exemples, 3785; — Cependant, comme les juges sont investis d'une faculté et non pas soumis à une obligation; ils peuvent, sans épuiser le maximum, dire que les deux crimes sont suffisamment expiés par la première condamnation, 3786; — Le principe prohibant le cumul des peines peut être proposé pour la première fois devant la Cour de cassation, 3787; — En cas de cumul, il y a cassation par voie de retranchement, 3788; — La peine la plus forte ne purge que les

crimes antérieurs : les faits postérieurs doivent toujours être poursuivis, même quand la première peine était les travaux forcés à perpétuité. Motif tiré d'une grâce ou d'une révision possibles, 3789; — Au cas où il y a incertitude sur le caractère définitif de la première condamnation, on soulève la question du non-cumul au moment de l'exécution, 3790.

ART. 4e. *Graduation et peines indivisibles.* — Droit de graduation entre le *maximum* et le *minimum.* — Il n'emporte pas celui de diviser les peines indivisibles, 3791 ; — Les juges ne peuvent plus graduer quand une disposition formelle impose le maximum, 3792; —L'erreur, dans l'application de la peine, est inopérante, si un second crime poursuivi en même temps justifie cette application, 3793.

ART. 5e. *Récidive.* — Texte des articles 56 et 57 du Code pénal, 3794 ; — 1re règle. L'état de récidive n'est constitué que par une *condamnation* antérieure et *définitive,* 3795; — 2e règle. La prescription de la première condamnation ne fait pas obstacle à l'application des peines de la récidive, 3796; — Il en est de même des lettres de grâce, 3797; — De même aussi de la réhabilitation, 3798; — Mais l'amnistie pleine et entière efface la condamnation, 3799 ; — 3e règle : La partie publique doit établir la première condamnation ; la Cour ne peut, par un arrêt ultérieur, constater et punir la récidive, 3800; — La preuve ressort de l'extrait régulier de la précédente condamnation, 3801 ; — A défaut de la pièce officielle, la preuve peut résulter des documents du procès ; et la Cour de cassation a le droit de contrôler s'ils ont été bien appréciés par la Cour d'assises, 3802 ; — Exemples ; registre d'écrou et lettre du procureur impérial; extraits non légalisés du greffe et du registre des chiourmes d'un pays étranger, 3803 ; — Arrêts affirmant la récidive sans indiquer ni la date de la condamnation, ni la juridiction qui l'aurait portée, ni même sans en faire aucune mention, 3804 ; — L'aveu de l'accusé ne suffit pas : cependant il motive les recherches que la Cour de cassation croit devoir ordonner, 3805 ; *Quid* de l'aveu de l'accusé réuni à d'autres circonstances qui le corroborent ? 3806 ; — Admissibilité de la preuve testimoniale, 3807 ; — Délai modéré requis par le ministère public pour fournir la preuve, 3808; — Annulation de l'arrêt motivé sur la récidive qui n'a pas prononcé une peine supérieure à celle qui aurait été encourue sans la récidive, 3809; — 4e règle : Etat de récidive constaté par la Cour d'office et sans réquisition du ministère public, 3810; 5e règle : Cet état est fondé, non *sur la nature du fait incriminé,* mais *sur la nature de la peine prononcée;* circonstances atténuantes d'un crime, 3811 ; — 6e règle : Quand il s'agit de l'application de l'art. 57, le principe est différent : la condamnation *pour crime* à une peine même correctionnalisée par les circonstances atténuantes, suffit, 3812 ; — 7e règle : Pas de récidive pour fait antérieur à la condamnation, 3813 ; — 8e règle : L'état de récidive de l'auteur principal n'étend pas ses effets sur le complice, 3814 ; — 9e règle : Cet état présente à juger une question de droit sortant des attributions des jurés et réservée à la Cour : Renvoi, 3815.

ART. 6e. *Excuses.* —Rappel des excuses qui exemptent de toute peine, 3816; — Peine applicable : en matière de fausse monnaie quand a été admise l'excuse du § 2 de l'art. 135, 3817; — En matière de meutre, coups et blessures excusés par la provocation, 3818; — En matière de séquestration excusée par l'art. 343, 3819 ; — Malgré l'admission de l'excuse, le ministère public et la Cour ont le droit de rechercher si elle fait obstacle à l'application des peines portées par la loi pour les cas ordinaires, 3820.

ART. 7e. *Circonstances atténuantes.* — Texte de l'art. 463 du Code pénal, 3821 ; — Espèces relatives à l'application de cette disposition dans des cas ordinaires, 3822 ; — Méthode pour bien appliquer la peine au cas où la récidive concourt avec les circonstances aggravantes. — Exemples importants à cet égard, 3823 ;— La récidive n'opère jamais sur la peine capitale. — Comment, en ce cas, on applique les circonstances atténuantes même au récidiviste, 3824; — Cas où le jury ayant, par sa réponse, dépouillé le fait du caractère du crime, admet pourtant les circonstances atténuantes, 3825; — Ces circonstances peuvent opérer sur la surveillance de la haute police, 3826 ; — Circonstances atténuantes limitées à un ou plusieurs chefs d'accusation, 3827 ; — Le complice ne profite pas de l'atténuation résultant des circonstances atténuantes admises pour l'auteur principal seul, 3828.

ART. 8e. *Mineurs de seize ans ; discernement.* — Quand il a agi sans discernement, il ne peut être soumis à aucune peine, 3829; — Mais il peut être conduit dans une maison de correction, 3830 ; — Sa détention administrative peut être moindre d'un an, 3831 ; — L'article 66 du Code pénal est applicable même aux matières réglées par des lois spéciales, 3832 ; —

Cas où le mineur a agi avec discernement. — Art. 67 du Code pénal, 3833 ; — Pour fixer la limite du *tiers à la moitié* le juge n'est pas tenu de s'attacher au maximum de la peine encourue : il peut prendre pour base toute la période entre le maximum et le minimum, 3834 ; — Méthode pour bien appliquer la peine quand les circonstances atténuantes concourent avec l'âge de minorité, 3835.

ART. 9e. *Sexagénaires.* — Article 5 de la loi du 30 mai 1854. Cassation des arrêts qui, malgré son texte, infligent les travaux forcés aux sexagénaires, 3836 ; — Cassation quand, à défaut d'acte de naissance, les arrêts ne vérifient pas l'allégation de l'accusé qu'il a soixante ans accomplis, 3837 ; — La loi de 1854 ne modifie nullement la peine ; elle adoucit seulement son mode d'exécution. Conséquences importantes de cette règle quand il y a des circonstances atténuantes, 3838.

ART. 10e. *Exécution de la peine capitale.* — Pas de nullité si le lieu de l'exécution n'est pas fixé. La Cour ne peut l'indiquer par un arrêt postérieur à l'arrêt de condamnation, 3839 ; — La Cour empiète sur les pouvoirs de l'autorité administrative si elle *spécialise* la place publique où aura lieu l'exécution, 3840.

ART. 11e. *Amende.* — Article 55 du Code pénal, 3841 ; — Pas de solidarité si les individus réunis par le même débat ne sont pas poursuivis pour le même crime, 3842 ; — Mais elle est obligatoire si le crime est le même, quoique les peines aient été différentes, 3843 ; — Amendes proportionnelles : nécessité de déterminer le chiffre des restitutions : Exemples en matière de : achat de suffrages électoraux ; — faux ; — soustraction par dépositaires de deniers publics ; concussion, 3844 ; — Peu importe qu'il y ait eu admission des circonstances atténuantes : Exemples en matière de faux et de fausse monnaie, 3845 ; — La cassation n'a lieu que sur le pourvoi du ministère public, 3846 ; — L'amende n'est pas applicable au faux témoignage, 3847 ; — Amendes spéciales considérées comme une réparation civile plutôt que comme une peine.—Conséquences notamment au point de vue de l'acquittement du mineur, de la responsabilité civile de ses parents, et de l'intervention de l'administration, 3848.

ART. 12e. *Frais et dépens.*— Article 368 du Code d'instruction criminelle, 3849 ; — Condamnation à la totalité des frais de l'individu accusé de plusieurs crimes et acquitté sur quelques-uns, 3850 ;—Plusieurs accusés ; acquittement des uns et condamnation des autres ; totalité des frais mise à la charge de ces derniers, 3851 ; — Solidarité, quant aux frais, entre accusés du même crime ou de crimes connexes, 3852 ;— Pas de solidarité quand il s'agit de crimes distincts et non connexes, 3853 ; — Le condamné ne supporte que les frais régulièrement faits : Exemples, 3854 ; — L'accusé acquitté n'est passible d'aucuns frais : c'est la règle, 3855 ; — Exception quand cet accusé acquitté est condamné en des dommages-intérêts : les frais sont alors considérés comme un supplément de réparation civile, 3856 ; — Condamnation aux frais du mineur acquitté pour défaut de discernement, 3857 ;— Et aussi de l'accusé renvoyé absous, 3858 ; — Conséquences de la condamnation ou de l'acquittement de l'accusé relativement à la partie civile et quant aux frais, 3859 ; — Intervention de la partie civile restreinte à un seul accusé, lorsqu'il y en a deux ou plusieurs, et que l'un d'eux est acquitté, 3860 ; — Frais de voyages et de ports de pièces en matière criminelle ou correctionnelle, 3861 ;— Espèces dans lesquelles le greffier a été personnellement condamné aux frais de la procédure à recommencer par sa faute, 3862 ;—Espèces analogues quant à l'huissier instrumentaire, 3863 ;—Cas où l'huissier a suivi la foi d'une expédition erronée délivrée par le greffier, 3864.

ART. 13e. *Contrainte par corps.* — La loi du 22 juillet 1867 n'a pas supprimé la contrainte par corps en matière criminelle, correctionnelle et de simple police. — Article 52 du Code pénal, 3865 ; — Pas de contrainte quant aux frais dus à l'Etat ; mais contrainte pour ceux dus à la partie civile, 3866 ; — Pas de contrainte pour aucunes réparations civiles contre l'accusé acquitté. — Exposé des motifs de la loi de 1867, 3867 ;— Dans les cas où elle est admise, la contrainte doit être prononcée d'office par les tribunaux de répression, 3868 ; — Sursis, pendant un an au plus, à son exécution, 3869 ; — Echelle de sa durée déterminée par l'article 9 de la loi de 1867, 3870 ; — Nécessité pour les tribunaux de fixer sa durée dans les limites du maximum et du minimum de cette échelle, 3871 ; — S'ils ont omis de déterminer cette durée, l'Etat et la partie civile peuvent néanmoins exercer la contrainte, restreinte alors au minimum, 3872 ; — Articles 10, 11 et 12 de la loi de 1867 relatifs à l'insolvabilité du débiteur, — à la caution qu'il peut fournir, — aux conséquences de son élargissement, 3873 ; — Le mineur de seize ans est, dans tous les cas, exonéré de la contrainte, 3874 ; — Débiteurs ayant commencé leur soixantième

année, 3875; — Liens de parenté ou d'alliance qui s'opposent à l'exercice de la contrainte, 3876;—Impossibilité de cet exercice simultané contre le mari et la femme, 3877.

ART. 14e. *Confiscation.* — Abolition de la confiscation des biens, 3878; — Confiscation particulière de certains objets, 3879; — Article 11 du Code pénal : Ses applications, 3880; — Corruption de fonctionnaire public : Article 180 même Code, 3881; — Faux témoignage : Article 164 même code, 3882; — Caractère réel de la confiscation : Conséquence, 3883; — En cas de confiscation illégale, cassation de l'arrêt par voie de retranchement, 3884.

ART. 15e. *Prescription. Prescription de la peine.* Articles 635 et 636 du Code d'instruction criminelle, 3885;— C'est le caractère légal du fait, et non la nature de la juridiction ou la nature de la peine qui détermine la durée : Conséquences, 3886;— Les arrêts de contumace sont prescriptibles comme les arrêts contradictoires, 3887;— Le contumax repris et mis en jugement que le jury déclare coupable d'un fait réduit à un simple délit par le rejet des circonstances aggravantes, est renvoyé absous si plus de cinq ans s'étant écoulés depuis l'arrêt de contumace, il peut invoquer la prescription de l'article 635, 3888;— Mais l'arrêt de contumace ayant clos la prescription de l'action publique, il ne peut invoquer la prescription triennale de l'article 638, 3889;—Les circonstances atténuantes ne changent pas le caractère du fait; la prescription de l'article 635 est seul applicable au crime, dont la peine a été correctionnalisée par ces circonstances, 3890;— Il en est de même au cas d'une excuse admise, 3891; — *Prescription de l'action publique.* — Articles 637 et 638 du Code d'instruction criminelle, 3892; — Distinction entre la prescription de la peine et la prescription de l'action publique, 3893; — Pour cette dernière prescription, comme pour la première, les circonstances atténuantes ne dénaturent pas le fait, 3894; — La minorité de seize ans permet au condamné d'invoquer la prescription correctionnelle, 3895; — Le plus souvent la prescription constatée par le juge d'instruction ou par la chambre des mises en accusation arrête les poursuites, 3896; — Mais si elle n'a pas été aperçue, la Cour d'assises doit l'accueillir, même d'office et en tout état de cause : exception d'ordre public, elle peut être proposée pour la première fois devant la Cour de cassation, 3897;—Quoique le jour où le crime a été commis ne soit pas fixé, l'accusé a le droit d'exciper de la prescription, 3898; — La Cour d'assises, dessaisie de la cause par son jugement, ne peut par un arrêt ultérieur déclarer la prescription, 3899; — Point de départ de la prescription : jour où le crime a été commis : Exemples, 3900; — Crimes successifs : point de départ de leur prescription, 3901; — Interruption de la prescription par des actes d'instruction ou de poursuite, 3902; — Définition des actes d'instruction ou de poursuite, 3903; — Actes auxquels la jurisprudence a refusé ce caractère, 3904; — En général la prescription n'est interrompue que par des actes da cette nature : Exemple; démence, 3905; — Cependant un obstacle légal, — par exemple un sursis, — interrompt la prescription, 3906; — Actes auxquels a été reconnu le caractère d'actes d'instruction ou de poursuite, 3907; — Actes faits par un magistrat compétent, mais saisissant un tribunal incompétent, 3908; — Les actes d'instruction ou de poursuite ont la puissance interruptive même lorsque, faits sur un crime, ils ne s'adressent pas à des individus déterminés, 3909; — Nouveau point de départ de la prescription interrompue, 3910; — Les règles de la prescription établies par le Code d'instruction criminelle sont applicables à toutes les matières du Code pénal; et aussi aux crimes et délits spéciaux pour lesquels il n'a été autrement disposé, 3911.

Prononciation de l'arrêt : Article 369 du Code d'instruction criminelle, 3960;— Prononciation à haute voix. Mention suffisante du procès-verbal disant que l'arrêt a été *prononcé*, 3961; — Publicité nécessaire. Mentions suffisantes du procès-verbal, 3962; — L'absence d'un juré au moment de la prononciation n'est pas cause de nullité, 3963; — Il en est autrement de l'absence de l'accusé, 3964; — La présence du ministère public me paraît nécessaire, 3965; — Renvoi du prononcé de l'arrêt au lendemain, 3966; — Omission du président immédiatement réparée, 3967; — La lecture des textes qui n'a pas été faite *avant* la prononciation de l'arrêt peut être faite *après*, 3968; — Indication de textes de loi qui peuvent n'être ni lus ni insérés dans l'arrêt, 3969; — Textes qu'il faut lire en cas de conviction de plusieurs crimes, 3970; — Lecture de textes anciens; ou de textes erronés, mais qui justifient l'application de la peine, 3971; — Du reste, cette formalité de l'article 369 n'est pas prescrite à peine de nullité, 3972;—Mention suffisante de l'arrêt dans lequel il est dit : *vu et lu les articles*,

3973; — L'arrêt prononcé est irrévocable, surtout lorsque la Cour a procédé à une autre affaire, 3974.

Condamné. — V. *Jury*, — *Témoins* (incapacité).

Confiscation : 3878 à 3884. V. *Condamnation* (arrêt de).

Confrontation des témoins entre eux, 2295 à 2300. — V. *Témoins*.

Conjoints.--V. *Témoins* (prohibitions).

Connaissance donnée à l'accusé de la position de questions nouvelles résultant des débats, 2800 à 2808.

Conseil (choix d'un), 262 à 288. — *Sa communication* avec l'accusé, 323 à 335. Communication à lui faite des pièces de la procédure, 382 à 389. — Tirage du jury de jugement, 1410.— Sa présence aux débats, 1500, 1504 à 1512. — Avertissement à lui donné au moment de l'ouverture des débats, 1524 à 1528. — Audition en témoignage, 2136 à 2138. — Discussion du procès, 2537 à 2588. — Pourvoi en cassation par lui formé, 4104. — V. *Avertissements*,— *Cassation* (Pourvoi en), — *Communication* de l'accusé avec son conseil, — *Discussion du procès*, — *Incompatibilité*, — *Interrogatoire* de l'accusé avant les débats, — *Jury*, — *Pièces de la procédure*, — *Présences* nécessaires aux débats, — *Témoins* (Prohibitions).

Conseil des prud'hommes. — Incompatibilité. — V. *Jury*.

Conseil d'Etat. — Incompatibilité. — V. *Jury*.

Conseil judiciaire (pourvu de). — V. *Jury*.

Conseiller. — V. *Cour d'assises* (composition de la).

Conseiller de préfecture. — Incompatibilité. — V. *Jury*.

Constatation que des questions nouvelles résultent des débats, 2800 à 2808.

Contenu de l'acte d'accusation et de sa notification, 15 à 58, 93 à 104. — De la copie des pièces de la procédure, 354 à 363. — De la notification de la liste des témoins, 649 à 662. — De la notification à faire aux jurés de la session, 677. — De la notification de la liste du jury aux accusés de la session, 722 à 753. — Du procès-verbal des séances, 4008 à 4031. — V. *Acte d'accusation*, — *Jurés*, — *Jury*, — *Pièces de la procédure*, — *Procès-verbal des séances*. — *Témoins*.

Contrainte irrésistible : 2819.— V. *Faits justificatifs*.

Contrainte par corps : Son application, 3865 à 3877, — V. *Condamnation* (arrêt de).

Contumace. Action de la contumace sur la procédure intermédiaire. Sens des mots : contumax, contumace, 758; — Définition de l'état de contumace. Art. 465 du Code d'instruction criminelle : exemple, 759; — L'arrestation ou la constitution volontaire du contumax fait cesser l'état de contumace, 760; — Elle anéantit le jugement par contumace et les procédures faites contre lui depuis l'ordonnance de prise de corps et de se représenter. Art. 476 du même Code, 761; — Toutefois, si le jugement par contumace acquitte l'accusé, l'acquittement est irrévocable : exemple, 762; — S'il l'acquitte sur certains chefs d'accusation et le condamne sur certains autres, il y a chose jugée pour les premiers : exemple, 763; — Il n'en est point ainsi s'il s'agit de simples circonstances aggravantes d'un chef unique d'accusation : exemple, 764; — Du reste, l'accusé ne peut acquiescer au jugement de condamnation, quel qu'il soit : exemples, 765; — Lorsque l'accusé se constitue ou est arrêté, jusqu'à quel acte remonte l'effet d'extinction résultant de l'art. 476? Jusqu'à l'ordonnance de prise de corps? Nullement : exemple, 766; — Suite : Nouveaux exemples. Conséquences : Sont uniquement anéantis les jugements et procédures postérieurs à l'ordonnance de se représenter, 767; — A partir de cette ordonnance, l'application de la règle est absolue : exemple, 768; — Mise en rapport des actes, faits pendant l'état de contumace, avec ceux dont l'ensemble constitue la procédure intermédiaire, 769; — 1° Acte d'accusation : S'il a été fait préalablement, il vaut. S'il n'a pas été fait, on doit le faire immédiatement, 770; — 2° Avis à donner aux maires : idem, 771; — 3° Notification de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation : ici, diverses règles, 772; — Première règle : C'est toujours une formalité substantielle dont l'inaccomplissement ou l'irrégularité entraîne nullité, 773; — Seconde règle : Que l'inaccomplissement ou l'irrégularité porte sur les deux actes à notifier ou sur l'un deux seulement : exemple, 774; — Troisième règle : Du reste, toutes les règles prescrites pour le cas où l'accusé a toujours été detenu s'appliquent ici à une exception près : exemple, 775; — Quatrième règle : L'exception annoncée est relative au parlant à..... de l'exploit, 776; — Distinction à faire : Si l'accusé contumax s'est constitué ou a été repris avant la notification, elle doit être faite parlant à sa personne : exemple, 777; — Si, au contraire, elle a eu lieu antérieurement, elle a dû être faite, en conformité des dispositions du Code de procédure civile, à personne ou à domicile :

exemple, 778; — Les dispositions applicables sont celles des art. 68 et 69, § 8 et 9 de ce Code, 779; — Le cas prévu par le § 9 de l'art. 69 est hors d'examen, 780; — Il y a nullité si l'on confond le cas prévu par l'art. 68 et le cas prévu par le § 8 de l'art. 69 : exemple, 784; — Règles d'interprétation pour les distinguer entre eux : exemple, 782; — L'art. 68 s'applique au cas où l'accusé a un domicile connu. Conditions que l'exploit doit réunir alors : exemple, 783; — L'art. 69, § 8, s'applique au cas où l'accusé n'a ni domicile, ni résidence connus en France. Deux conditions : Affiche d'une copie de l'exploit à la porte du tribunal, remise d'une autre copie au chef du parquet, lequel visera l'original, 784; — Ces deux conditions sont à remplir, à peine de nullité : exemples, 785; — Le tribunal, à la porte duquel l'affiche doit être apposée, est le tribunal, siége de la Cour d'assises : exemples, 786; — Mais ce mot de notre article : *principale* porte, ne doit pas être pris dans un sens rigoureux : exemple, 787; — Le chef du parquet, qui doit viser l'original et à qui la seconde copie doit être remise, est, en règle générale, le chef du parquet du tribunal, siége de la Cour d'assises, 788; — Mais cette règle souffre des exceptions : Explications sur ce point, 789; — Résumé des deux numéros précédents, 790; — Conclusions et derniers conseils pour assurer l'exacte observation des règles concernant la notification, 791; — 4° Translation de l'accusé. Transmission des pièces du procès et des pièces à conviction : mêmes règles que lorsque l'accusé a toujours été détenu, 792; — 5° Interrogatoire : il vaut si, prêté antérieurement à la fuite de l'accusé, il est complet et régulier, 793; — Et il produit tous ses effets de droit si l'accusé a pris la fuite *après* le délai de cinq jours qui doit le suivre, 794; — *Quid* si l'accusé a pris la fuite *avant* l'expiration de ce délai? Le cours du délai est suspendu : explication de cette règle : exemple, 795; — Conclusion sur ces premiers points, 796; — Si, avant la fuite de l'accusé, il n'y a pas eu interrogatoire, mêmes règles que pour celui qu'ont à subir les accusés qui ont toujours été détenus, 797; — L'interrogatoire succinct, autorisé par l'art. 293, suffit pour désintéresser la loi : exemple. Mais un interrogatoire complot est desirable, 798; — — 6° Communication de l'accusé avec son conseil. Communication des pièces du procès. Délivrance de la copie de ces pièces : mêmes règles que lorsque l'accusé a toujours été détenu, 799; — Toutefois, une copie de ces pièces est due à l'accusé, alors même qu'il en aurait été remis une à ses coaccusés jugés antérieurement : exemple, 800; — 7° Notification de la liste des témoins et de la liste des jurés : mêmes règles que lorsque l'accusé a toujours été détenu, 801; — Conclusion : réserve pour l'influence sur les débats publics, de la survenance et de la cessation de l'état de contumace, 802.

Arrêts rendus par contumace : L'arrêt de contumace est un incident dans l'œuvre de la Cour d'assises, 3626; — Texte de l'art. 466, 3627; — Quatre conditions sont nécessaires pour que l'ordonnance de se représenter soit légalement exécutée : leur indication, 3628; — Dernier domicile du contumax, 3629; — La notification de l'ordonnance est une formalité distincte de la publication et de l'affiche : où elle est faite. Visa du maire, 4630; — Les notifications, publications et affiches peuvent être constatées par le même procès-verbal, 3631; — Contumax passible des frais, même lorsqu'il se représente ou est arrêté, 3632; — Art. 467 : Le jugement ne peut avoir lieu *avant* le délai de dix jours; mais il peut avoir lieu après, 3633; — Ce délai commence à courir du jour de la dernière publication, 3634; — Art. 468 et 469 : Aucun conseil ne peut défendre le contumax qui ne peut même pas proposer un déclinatoire. Mais des parents ou amis peuvent plaider l'excuse tirée de son absence ou de son impossibilité, 3635; — Conséquences : Toute discussion au fond interdite; — La Cour ne peut surseoir pour autre cause; elle apprécie souverainement l'excuse; — et aussi le délai convenable, 3636; — Art. 470 : Instruction à faire et formalités à suivre par la Cour d'assises, 3637; — Si l'arrêt de contumace est annulé, les pouvoirs de la Cour de renvoi sont déterminés par l'arrêt de cassation, 3638; — La Cour d'assises ne peut admettre les circonstances atténuantes, 3639; — Des tiers sont-ils recevables à intervenir pour contester les demandes de la partie civile? 3640; — Art. 471 : Il détermine les effets de l'arrêt de condamnation sur les biens du contumax, 3641; — Art. 472 : Il indique les formalités de l'exécution, 3642; — L'arrêt de condamnation clôt la prescription de l'action publique et commence celle de la peine, 3643; — Art. 473 : Il refuse le droit de pourvoi en cassation au contumax. Espèces à ce sujet, 3644; — La contumace d'un accusé n'arrête pas de droit l'instruction à l'égard des autres accusés, ni la remise aux propriétaires des objets déposés comme pièces de conviction; — formalités de cette remise, 3645; —

Contestation sur la remise à la partie civile des objets saisis sur un tiers, 3646; — Art. 475: Secours à la femme, aux enfants, aux père et mère du contumax, 3647; — Décès du contumax avant l'arrêt: rétractation de cet arrêt, 3648.

Conviction de plusieurs crimes: interdiction du cumul des peines, 3774 à 3790. — V. *Condamnation* (arrêt de).

Copie de l'exploit de notification de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation, 180 à 185. — Des pièces de la procédure; sa délivrance à l'accusé, 336 à 381. — *Acte d'accusation*, — *pièces de la procédure.*

Coups et blessures: 2692. — Circonstance aggravante, 2728; excuse, 2857. — V. *Excuses légales*, — *Questions.*

Cour d'assises. Rôle des affaires à juger par la Cour d'assises, 390 à 480. — Incidents divers qui surgissent lors de sa formation, 390 à 480. — Jonction et disjonction des procédures, 867 à 876, 916 à 928.

Organisation des Cours d'assises: observation préliminaire. Je n'ai pas à faire, ici, l'histoire de la justice criminelle en France, 953; — Il n'y a plus, d'ailleurs, de rapport appréciable entre les institutions actuelles et les institutions d'autrefois. Coup d'œil jeté sur ces diverses institutions, 954.

Ouverture des assises: les assises ne sont point permanentes. Elles tiennent tous les trois mois. Le temps de leur tenue s'appelle session, 956; — Qui fixe leur ouverture? Distinction, selon qu'il s'agit du mois ou du jour, 957; — Fixation du mois: elle a eu lieu par arrêt de règlement rendu par chaque Cour impériale (chambres assemblées) pour toutes les assises de son ressort, 958; — Tableau synoptique, dressé en conséquence, de l'ordre du garde des sceaux, 959; — Du reste, les premiers présidents peuvent indiquer d'autres mois; mais ils ne doivent le faire que pour une raison grave, 960; — Régime particulier pour les assises du département de la Seine, 961; — Fixation du jour: le jour est fixé par le premier président, 962; — Aussi bien pour les assises extraordinaires que pour les assises ordinaires, 963; — Exception pour le cas où la Cour impériale transfère dans un autre lieu le siége habituel de la Cour d'assises. Dans ce cas, c'est la Cour impériale qui fixe elle-même le jour de l'ouverture, 964; — Conclusion, 965; — Le président de la Cour d'assises ne peut changer le jour d'ouverture ainsi fixé, 966; — S'il le change pour le retarder, l'excès de pouvoir est sans conséquence, 967; — Mais s'il le change pour l'avancer, l'excès de pouvoir est grave, 968; — L'ordonnance fixant le jour de l'ouverture doit être publiée. Mode et importance de cette publication, 969.

Durée des assises: distinction à faire entre les sessions proprement dites et les assises, 970; — Les sessions ont une durée variable: elles commencent au jour fixé et se terminent le jour où le rôle est épuisé, 971; — Les assises ont une durée invariable: chacune d'elles a pour durée un trimestre, 972; — Il y a donc, par année, quatre assises, ayant chacune pour durée le quart de l'année: exemple. De cette division découlent plusieurs corollaires importants, 973; — Premier corollaire: les pouvoirs du président commencent le premier jour du trimestre, pour lequel il est nommé, et se continuent pendant tout ce trimestre: exemples, 974; — Il n'en est point ainsi pour la Cour d'assises: exemple, 975; — Second corollaire: il est, toutefois, des actes qui peuvent précéder le trimestre et des actes qui peuvent le suivre, 976; — Exemple pour confirmer la règle que la durée du trimestre ne peut être excédée, 977; — Exemple pour justifier l'exception à cette règle, 978; — Troisième corollaire: assises extraordinaires. Double section. Chaque assise ayant pour durée un trimestre, la session pourrait avoir la même durée; mais une tenue aussi prolongée est impossible dans la pratique, 979; — Réglementairement, la durée de chaque session est limitée à quinze jours. Mais, si les affaires en état sont très-nombreuses, à quelles mesures recourir pour les expédier? Trois moyens, 980; — Premier moyen: prolongation, pendant quelques jours, du temps réglementaire de chaque session, 981; — Second moyen: assises extraordinaires. Elles sont expressément autorisées par la loi. Règles à suivre pour les instituer, 982; — Première règle: le premier président les convoque et fixe leur jour d'ouverture, 983; — Seconde règle: un nouveau jury est appelé, 984; — Troisième règle: il n'en est point ainsi pour les magistrats composant la Cour d'assises du trimestre, 985; — Quatrième règle: les assises extraordinaires doivent, non précéder, mais suivre l'assise ordinaire, 986; — Cinquième règle: il peut y avoir, dans le même trimestre, plusieurs assises extraordinaires, pour une ou plusieurs affaires, 987; — Sixième règle: l'ouverture des assises extraordinaires doit avoir lieu, sous peine de nullité, dans le trimestre auquel elles appartiennent, 988; — Troisième moyen: double section d'assises: la division d'une même Cour d'assises en une ou

plusieurs sections est autorisée par la loi générale et par les lois organiques, 989; — C'est le garde des sceaux qui les ordonne. Une fois son ordonnance rendue, les formalités ordinaires se suivent, 990; — Résumé, 991.

Lieu où se tiennent les assises : les assises se tiennent habituellement au lieu où siégeaient les Cours criminelles. Ces Cours siégeaient, à quelques exceptions près, au chef-lieu du département, 992; — Tableau des assises pour le siége desquelles il a été fait exception à la règle générale, 993; — Conclusion : toutes les Cours d'assises, celles portées dans ce tableau exceptées, siégent habituellement au chef-lieu du département, 994; — Toutefois, ce siége peut être transféré accidentellement du lieu habituel dans un autre lieu. Diverses questions naissent de l'exécution de cette mesure, 995; — Première question : la translation du siége ne peut être ordonnée que par la Cour impériale, chambres assemblées, 996; — Seconde question : indication des causes qui déterminent ordinairement les Cours. Il faut bien se garder de mettre au rang de ces causes les cas de renvoi pour sûreté publique ou pour suspicion légitime, 997; — Aussi, le lieu choisi par la Cour impériale doit-il se trouver dans le même département que le siége habituel des assises, 998; — Troisième question : ce lieu peut-il être choisi en dehors de ceux où siégent les tribunaux de ce département? Non, 999; — La translation du siége n'est, d'ailleurs, qu'une mesure accidentelle et provisoire. L'arrêt ne pourrait l'opérer réglementairement et définitivement, 1,000; — Quatrième question : les Cours peuvent-elles ordonner, d'office, la translation du siége? Non. Elles ne peuvent délibérer, à cet égard, que sur la réquisition du procureur général. Ce droit de réquisition n'appartient point à l'accusé, 1001; — Cinquième question : une fois saisies, les Cours sont libres de statuer conformément ou contrairement à la réquisition, tant sur la convenance de la translation, que sur la désignation du lieu, 1002; — Sixième question : l'arrêt de la Cour doit-il être motivé? Doit-il être publié? Distinction sur ces deux points, 1003; — Résumé, 1004; — Transition, 1,005.

Composition de la Cour d'assises : les pouvoirs des magistrats composant la Cour d'assises sont temporaires : ils durent ce que durent les assises elles-mêmes, 1008. — *Nombre des magistrats composant la Cour d'assises* : ce nombre a varié. Indication de ces variations, 1010; — Il est aujourd'hui de trois : un président et deux juges, 1011; — Une semblable réduction a été critiquée. Que vaut cette critique après trente années d'expérimentation? 1012; — Ce nombre est substantiel : il n'est pas plus permis de le dépasser que de le restreindre. Exemples, 1013; — Exception à cette règle : art. 93 du décret du 6 juillet 1810. Cet article est-il encore en vigueur? On le conteste à tort, 1014; — A part cette exception, la Cour d'assises est invariablement composée de trois magistrats, sauf, toutefois, le cas d'adjonction. Division, à cet égard, de la matière, 1015; — Légalité des adjonctions : loi du 25 germinal an VIII, art. 4, 1016; — Cette loi n'ayant été reproduite, ni par le Code de 1808, ni par les lois organiques qui ont suivi, a-t-elle été abrogée? Non : exemples, 1017; — Nombre des adjonctions : deux, au plus, 1018; — Qui ordonne les adjonctions? La Cour d'assises, 1019; — Et, aussi, le premier président et le président de la Cour d'assises : exemples, 1020; — Mais, d'ordinaire, c'est la Cour d'assises, et c'est là la meilleure pratique, 1021; — Qui opère les adjonctions? Le premier président ou le président; jamais la Cour d'assises. A défaut de nomination, les adjonctions s'opèrent d'après l'ordre du tableau, 1022; — Devant les assises de la Seine, où quatre assesseurs sont nommés pour le trimestre, on épuise les assesseurs avant de recourir à une nomination ou à l'ordre du tableau, 1023; — Simplement indiqués ici, ces points seront approfondis dans les paragraphes relatifs, l'un aux nominations, l'autre aux remplacements, 1024; — A quel moment ont lieu les adjonctions? Au moment où il va être procédé au tirage du jury de jugement, 1025; — On peut y procéder d'avance; ou après le tirage et avant les débats; mais le moment fixé par la loi est à préférer, 1026; — But et effets des adjonctions : leur but est, non d'ajouter un juge, mais d'instituer un suppléant pour parer au cas d'empêchement subit de l'un des titulaires, 1027; — Il s'ensuit que les titulaires, quelle que soit, eu égard à l'adjoint, l'infériorité de leur rang hiérarchique, restent titulaires. Exemple, 1028; — Forme à suivre pour les adjonctions : la forme varie, selon que la mesure émane du président ou de la Cour. Le président agit par ordonnance; la Cour, par arrêt, 1029; — Mais cet arrêt, acte de simple administration judiciaire, ne vaut que ce que valent les arrêts en matière de jonctions, de disjonctions et de renvois, 1030; — Aussi, l'arrêt peut être rendu en l'absence de l'accusé, en chambre du conseil, et sans qu'il soit besoin de le lui

communiquer : exemples, 1031 ; — Ces solutions sont critiquées, mais sans raison, 1032; — Résumé, 1033; — Modèle, 1034.

Nomination des magistrats composant la Cour d'assises : distinction entre le président et les juges, 1035 ; — 1° Nomination du président : le président est institué de deux manières, ou par une délégation de la loi, ou par voie de nomination, 1036 ; — Le seul président délégué par la loi, c'est le premier président, 1037; — Etendue de ses pouvoirs, 1038 ; — Quant au président institué par voie de nomination, il est nommé par le ministre de la justice ou par le premier président : diverses règles sur ce point, 1039; — Première règle : le droit du ministre est supérieur à celui du premier président. Conséquence : au cas de nomination par le ministre et de nomination par le premier président, c'est la nomination faite par le ministre qui prévaut, 1040; — Seconde règle : à la condition que l'ordonnance du ministre interviendra dans les délais de droit : détermination de ces délais : résistance de la chancellerie contre cette condition : arrêt qui condamne cette résistance, 1041 ; — Grave motif à l'appui de cet arrêt, 1042; — Troisième règle : *Quid*, si le ministre et le président laissent passer les délais ? Les nominations faites ultérieurement valent, et, dans ce cas, c'est la première en date qui prévaut, 1043 ; — Quatrième règle : il en est ainsi, malgré l'art. 263 du Code d'instr. crim., alors même que la notification aux jurés aurait eu lieu : dissidences à cet égard, 1044 ; — Mesures prises par la chancellerie pour éviter le retour de semblables questions, 1045; — Et pour assurer l'excellence du choix à faire, 1046; — Président des assises extraordinaires : c'est le premier président, et, à son défaut, le président du trimestre. Il est président de droit, et, dès lors, sans avoir besoin d'une nouvelle nomination, 1047 ; — 2° Nomination des juges : les magistrats, qui assistent le président, s'appellent assesseurs. Distinctions à faire pour leur nomination, 1048 ; — Premier cas : assises se tenant au lieu où siége la Cour impériale. Les assesseurs sont nommés par le ministre ou par le premier président. Toutefois, le ministre s'en repose, d'ordinaire, sur le premier président, 1049 ; — Second cas : assises se tenant dans un lieu autre que celui où siége la Cour impériale. Dans ce cas, deux hypothèses, 1050 ; — Première hypothèse : délégation de conseillers. Ordonnée par la Cour, elle est effectuée par le ministre ou le premier président, 1051 ; — Après la loi du 4 mars 1831, des doutes s'élevèrent à cet égard : jurisprdence qui dissipe ces doutes et consacre la règle ci-dessus, 1052 ; — Seconde hypothèse : délégation do juges. La loi varie. Difficultés nées de la loi du 4 mars 1831, 1053 ; — Dernier état de la législation. Loi du 21 mars 1855. Les assesseurs sont désignés par le premier président, 1054 ; — Résumé sur ce point, 1055 ; — Troisième cas : assises extraordinaires. Les assesseurs, nommés pour l'assise ordinaire, peuvent faire partie de l'assise extraordinaire. Mais la continuation de leurs fonctions n'est pas *imposée de droit*. De nouveaux assesseurs peuvent donc être institués à leur place, 1056 ; — Observation générale : les premiers présidents ne peuvent pas déléguer leur droit de nomination 1057 ; — Conditions de forme pour les ordonnances de nomination. Une seule est à noter : les ordonnances doivent être *publiées*, 1058 ; — Référé à ce qui a été dit, antérieurement, sur la publication des ordonnances concernant la fixation du jour d'ouverture des assises, 1059 ; — Ces publications sont-elles prescrites à peine de nullité ? Non : exemples, 1060 ; — Il suit de là que l'aptitude des magistrats, institués comme président ou assesseurs, n'est point subordonnée à la publication ; mais, comme cette publica- est une mesure d'ordre, les procureurs généraux doivent veiller à son exécution, 1061 ; — Résumé et conditions à réunir dans un modèle, 1062 ; — Modèle, 1063.

Conditions de capacité pour les magistrats composant la Cour d'assises : Il faut être membre de la Cour impériale pour être nommé président des assises du département, siége de ladite Cour, 1064 ; — Et des assises des autres départements du ressort, 1065 : — Les présidents de chambre peuvent-ils etre délégués pour la présidence des assises ? Oui. Jurisprudence de la chancellerie et de la Cour de cassation, 1066 ; — Il faut être membre de la Cour impériale pour être nommé assesseur aux assises qui tiennent au siége de ladite Cour, 1067 ; — Il faut être membre du tribunal chef-lieu pour être nommé assesseur aux assises des autres départements : Des conseillers peuvent être délégués à cet effet, 1068 ; — Réserve est faite, d'ailleurs, pour les cas de remplacement, 1069.

Causes d'incompatibilité et de récusation : Incompatibilités : La règle, à cet égard, est tout entière dans l'article 257 du Code d'instruction criminelle, 1070 ; — Membres de la chambre des mises en accusation : Incompatibilité. Conséquences, 1071 ; — Première conséquence : La vio-

lation de la règle est absolue et profite à tous les accusés. Exemples, 1072; — Seconde conséquence : L'incompatibilité s'étend au conseiller qui, ayant fait partie d'une Cour d'assises, ferait partie, après cassation, de la Cour d'assises de renvoi, 1073; — Les cas d'application de la règle se déterminent, surtout, par des exemples pris dans des espèces où l'application n'a pas eu lieu, 1074; — Premier exemple : Membres de la chambre du conseil, 1075; — Second exemple : Membres de la Cour d'assises qui a condamné l'accusé par contumace, 1076; — Troisième exemple : Membres de la Cour d'assises qui a statué sur une question d'identité, 1077; — Quatrième exemple : Membres de la chambre civile qui a formé la liste du jury de la session, 1078; — Cinquième exemple : Membres de la Cour d'assises qui ont connu successivement, après disjonction, d'une même accusation contre plusieurs accusés, 1079; — Sixième exemple : Membres de la Cour d'assises qui a renvoyé l'affaire à une autre session, 1080; — Septième exemple : Membres de la chambre d'accusation qui ont pris part à un arrêt de plus ample informé, 1081; — Huitième exemple : Membres de la Cour impériale qui ont pris part à un arrêt d'évocation, 1082; — Neuvième exemple : Membres de la chambre des appels de police correctionnelle qui ont pris part à un arrêt d'incompétence, 1083; — Dixième exemple : Membres de chambres civiles qui ont connu de procès civils, nés de faits se rattachant aux faits de l'accusation, 1084; — Résumé et conclusion, 1085; — Du juge d'instruction : Incompatibilité, 1886; — *Quid*, s'il s'agit, non du juge d'instruction titulaire, mais de celui qui l'a provisoirement remplacé? Incompatibilité : Exemples, 1087; — Autre exemple, 1088; — Cas fondés sur des analogies : Questions qu'ils soulèvent, 1089; — Première question : Le membre de la chambre des mises en accusation qui procède, comme délégué à cet effet, par un arrêt ordonnant un plus ample informé, à des actes d'information, devient-il juge d'instruction dans le sens de l'art. 257? Oui. Arrêt contraire. Discussion de cet arrêt, 1090; — Seconde question : *Quid*, pour le membre de la Cour d'assises qui a instruit sur une accusation de faux-témoignage? 1091. — Troisième question : *Quid*, pour le membre de la Cour d'assises, qui a pris part à une instruction supplémentaire? 1092; — Des membres du parquet : Il y a incompatibilité entre leurs fonctions et celles de président ou juges : Exemples, 1093; — Nouveaux exemples empruntés à la juridiction correctionnelle, 1094; — Exemple emprunté à un cas tout particulier, 1095; — Condition générale : L'incompatibilité n'existe, bien entendu, qu'autant que le concours des deux fonctions s'est produit dans la même affaire, 1096; — Récusation : Quatre observations à faire sur ce sujet, 1097; — Première observation : Différence essentielle entre le droit de récusation et le droit fondé sur une raison d'incompatibilité : Exemples puisés, pour marquer cette différence, dans la jurisprudence civile et criminelle, 1098; — Seconde observation : C'est le Code de procédure civile, art. 378 et suivants, qui règle la matière des récusations, 1099; — Troisième observation : Juridiction devant laquelle doit être portée la demande en récusation; et composition, pour en connaître, de cette juridiction : Exemple, 1100; — Conséquence du principe consacré par l'arrêt auquel est emprunté cet exemple, 1101; — Quatrième observation : Effets produits par la récusation, selon qu'elle est rejetée ou admise, 1102.

Remplacement des magistrats des assises : Importance des remplacements, 1103; — Cas dans lesquels ils sont nécessaires, 1104; — Causes qui les amènent, 1105; — Conséquences de l'illégitimité de ces causes : les parties n'ont pas, à cet égard, de droit de contrôle : Exemple, 1106; — Aussi, la cause serait illégitime, que le remplacement serait valable, 1107; — Pourvu qu'il ait été régulièrement effectué, 1108; — Pour être régulier, le remplacement doit avoir lieu avant le commencement du procès : Exemple, 1109; — Remplacement du président : deux époques à considérer, 1111; — Première époque : Temps antérieur à la notification à faire aux jurés de la session : art. 263 Code d'instruction criminelle, 1112; — Pendant ce temps, les remplacements se font, comme les premières nominations, par ordonnance du ministre ou du premier président : Exemple, 1113; — Et, en l'absence de nomination, par voie de délégation légale, 1114; — *Quid* pour les assises extraordinaires? Dans ce cas, le droit de nomination appartient-il au premier président à l'exclusion du ministre? Mes doutes à cet égard, 1115; — Seconde époque : Temps postérieur à la notification aux jurés : les remplacements s'opèrent alors par voie de délégation légale, 1116; — Motifs de la préférence donnée à ce mode, 1117; — Il n'est point exclusif du mode de remplacement par voie de nomination : Exemple, 1118; — Différence à retenir entre le cas

de première nomination et le cas de remplacement, 1119; — Le président des assises n'a pas le droit de nommer son remplaçant, 1120; — Néanmoins, lorsque le magistrat qu'il nomme est celui-là même que désigne la loi, la nomination, si elle n'ajoute rien au droit, ne lui enlève rien, 1121; — Résumé, 1122; — Par qui se remplace le président des assises : Distinction sur ce point, 1123; — Assises se tenant au siége de la Cour impériale : Lorsque le remplacement a lieu par voie de nomination, tous les conseillers peuvent être désignés. *Quid*, lorsqu'il a lieu par voie de délégation légale? Cinq règles dans ce cas, 1124; — Première règle : La désignation par la voie du sort est interdite, 1125; — Seconde règle : Le président est remplacé par l'assesseur le plus ancien; le plus ancien, comme assesseur, et non comme membre de la Cour : Exemple, 1126; — Troisième règle : Si le doyen des assesseurs est empêché, le président est remplacé par le second; le second, au cas d'empêchement, par le troisième, les deux doyens pouvant rester assesseurs : Exemple, 1127; — Quatrième règle : Ces remplacements successifs seraient irréguliers s'ils s'opéraient uniquement par voie de consentement entre les assesseurs : Exemple, 1128; — Cinquième règle. Mais, si l'on constate, à la fois, le consentement et l'empêchement, tout est régulier : Exemple, 1129; — Assises se tenant dans les autres départements du ressort. L'art. 263 délègue, dans ce cas, le président du tribunal. Etendue de ces mots, 1130; — Ils comprennent les vice-présidents et les juges : Exemples, 1131; — Non les juges suppléants, 1132; — Résumé, 1133.

Des assesseurs : Le principe du droit est dans l'article 264 du Code d'instruction criminelle, 1134; — Première époque : Temps antérieur à la notification aux jurés. Les remplacements s'opèrent comme les premières nominations, 1135; — La nomination faite d'avance, d'assesseurs suppléants, est illégale, 1136; — Seconde époque : Loi du 21 mars 1855, 1137; — Cette loi n'a point innové pour les Cours d'assises se tenant au siége des Cours impériales, 1138; — Les remplacements s'y opèrent toujours par voie de nomination ou de délégation légale, 1139. — Preuve de cette proposition, relativement au remplacement par voie de délégation légale, 1140; — Et au remplacement par voie de nomination, 1141; — Les nominations peuvent émaner du ministre et du chef de la Cour; jamais du président des assises, 1142; — Alors même qu'il agirait en vertu d'une délégation du chef de la Cour, 1143; — Résumé, 1144; — Assises se tenant dans les autres départements du ressort : Mêmes règles avant la loi du 21 mars 1855. Modification radicale apportée par cette loi, 1145; — Elle attribue un droit exclusif de nomination au président des assises; elle interdit les délégations légales : Exemple, 1146; — Résumé, 1147.

Par qui se remplacent les assesseurs, 1148; — *Quid*, lorsque le premier président préside l'assise? Règle posée par un arrêt récent, pour toutes les hypothèses pouvant se produire dans ce cas, 1149; — A part cette exception, ordre à suivre, pour l'appel à faire aux remplaçants, quand l'assise se tient au siége de la Cour impériale, 1150; — On peut demander deux remplaçants au collége des juges suppléants, 1151; — Avocats appelés en remplacement : Cet appel peut être indispensable, 1152; — Il est expressément autorisé par la loi en matière civile, 1153; — *Quid*, en matière criminelle, avant le Code de 1808? Il est autorisé par la jurisprudence, 1154; — *Quid*, depuis le Code? Il est également autorisé, 1155; — Et c'est vainement que l'on a voulu distinguer entre l'assise du chef-lieu du ressort et celles des autres départements : Exemples, 1156; — Toutefois, quatre conditions à observer pour que l'appel fait aux membres du barreau soit régulier, 1157; — Première condition : Empêchement de tous les membres de la Cour et du tribunal, 1158; — Seconde condition : Constatation de cet empêchement : Exemples en matière civile et en matière criminelle, 1159; — Troisième condition : Coustatation que l'avocat appelé est le plus ancien des avocats présents à l'audience : Exemple : 1160; — Quatrième condition : On ne peut appeler qu'un avocat : Exemples en matières civile et criminelle, 1161; — Avoués appelés en remplacement : Mêmes conditions pour eux que pour les avocats, 1162; — Une condition de plus : Empêchement des avocats présents à l'audience et constatation de cet empêchement : Exemple, 1163; — Résumé, 1164; — Lorsque les assises se tiennent dans les autres départements, même ordre à suivre, à une différence près, 1165; — Distinction à faire, relativement à l'ordre à suivre, entre les désignations faites par la loi et les désignations faites par voie de nomination, 1166; — Forme des ordonnances de nomination : leur publication n'est point nécessaire : Exemple, 1167.

Ministère public : Point de constitution

régulière de la Cour d'assises sans la présence et le concours du magistrat chargé du ministère public, 1168; — Ce magistrat, c'est le procureur général, 1169; — Textes qui le désignent, 1170; — Il peut siéger à toutes les assises de son ressort. Il peut, aussi, se faire représenter, 1171; — Qui le représente, 1172; — Peut-il se faire représenter aux assises des départements autres que celui où siége la Cour impériale, par un des avocats généraux de son parquet ou un de ses substituts près la Cour? Oui; exemples, 1173; — Il peut se faire représenter pour tout le débat ou pour une partie du débat : exemples, 1174; — Qui le remplace, au cas d'absence ou d'empêchement : exemples, 1175; — Les avocats et les avoués peuvent-ils être appelés en remplacement? Doutes sérieux, à cet égard, 1176; — Jurisprudence de la Cour de cassation belge. Examen des textes sur lesquels elle s'appuie. Conclusion, 1177; — Incompatibilités et récusations : Les règles, applicables aux juges, ne s'étendent point au procureur général, 1178; — Raison de cette différence : le procureur général n'est pas juge, mais partie, 1179; — Conséquence : point de cause d'incompatibilité contre lui : exemples, 1180; — Dès lors, point de droit de récusation contre lui; 1181; — Controverse sous l'ancienne legislation. Trois systèmes, 1182; — Règle définitivement admise : le procureur général est soumis à récusation quand il est partie jointe, non quand il est partie principale, 1183; — Art. 381 du Code de procédure civile. Disposition conforme, 1184; — Jurisprudence également conforme : exemples empruntés aux trois juridictions répressives, 1185; — Protestation de criminalistes modernes, sinon contre la jurisprudence, du moins contre la loi. Mes réserves, 1186; — Résumé, 1187.

Greffier. Point de constitution régulière de la Cour d'assises sans la présence et le concours d'un greffier, 1188; — Ce greffier, c'est le greffier de la Cour ou du tribunal, siége de la Cour d'assises, 1189; — Il peut se faire représenter par ses commis assermentés, 1190; — Pour tout le débat ou pour partie, 1191; — Il peut, aussi, se faire représenter par une personne étrangère au greffe, 1192; — Mais à la condition que cette personne sera préalablement soumise au serment, 1193; — Question transitoire sur la valeur du serment professionnel, lorsqu'il n'a pas été accompagné du serment politique. Le serment des greffiers et commis greffiers est déterminé, aujourd'hui, par le décret du 5 avril 1852, 1194; — Règle qui protége le greffier contre les réclamations des parties touchant sa capacité légale, 1195; — Les règles, concernant les incompatibilités et les récusations ne s'étendent point au greffier, 1196; — Résumé, 1197; — Observation générale, pour clore la section relative à la composition et à l'organisation de la Cour d'assises, 1198.

Révision et retranchement de la liste du jury de session, 1254 à 1269; — *Formation du tableau du jury de jugement*, 1323 à 1468; — *Entrée en séance de la Cour d'assises*, 1474; — Nomination d'un interprète, 1799 à 1803; — Audition de témoins incapables, 1986 à 1991; — Son incompétence quant au pouvoir discrétionnaire du président, 2338 à 2362; — Nomination d'experts, 2459 à 2464; — Leurs attributions et celles des jurés, 2646 à 2669; — V. *Attributions respectives* des jurés de la Cour d'assises. — *Expertises*, — *Formalités*, — *Interrogatoire*. — *Jury*, — *Pouvoir discrétionnaire*, — *Témoins* (prohibitions).

Quand les faits ont été déclarés par le jury, c'est à la Cour qu'il appartient de décider s'ils constituent légalement la circonstance aggravante : exemples, 2738; — Attributions et compétence respectives de la Cour et des jurés en matière de délits connexes, 2740 à 2743; — Compétence de la Cour d'assises en matière d'excuses légales, 2842, 2844, 2846 à 2874; — Les Cours d'assises, jugeant sans l'assistance des jurés, ne peuvent accorder les circonstances atténuantes à l'accusé contumax. Elles ne le peuvent pas non plus en Algérie, 3031; — Renvoi des jurés dans leur chambre, 3436 à 3450. — V. *Circonstances atténuantes*, — *Excuses légales*, — *Jonction et disjonction*, — *Questions*, — *Renvoi des jurés*, — *Rôle*.

Cour de cassation. Pourvoi contre l'arrêt de mise en accusation : son influence sur le rôle des affaires à porter aux assises, 416 à 437; — Pourvoi en cassation, 4042 à 4260. — V. *Cassation* (pourvoi en), — *Jury*, — *Incompatibilité*, — *Rôle*.

Cour de renvoi, 4231 à 4260. — V. *Cassation* (pourvoi en).

Cour des comptes. Incompatibilité. — V. *Jury*.

Cour impériale. Incompatibilité. — V. *Jury*.

Crimes commis à l'audience. — V. *Police de l'audience*.

Crimes *sui generis*. Complexité, 2909. — V. *Questions* (rédaction des).

Culpabilité de l'accusé : sens du mot : coupable, 2808 à 2810; — Ce mot n'est pas sacramentel, 2811; — mais la

prudence repousse les équipollents, 2812; — Il faut que la question et la réponse s'appliquent directement à l'accusé, 2813; — Crimes pour lesquels il faut, en outre du mot coupable, mentionner dans la question, la fraude, la connaissance, ou la volonté, 2814: — Cette exception doit être restreinte aux cas spécialement prévus, 2815. — V. *Questions* (sur la culpabilité de l'accusé).

Cumul des peines, 3774 à 3790. — V. *Condamnation* (arrêt de).

D

Date : du crime. — 41, 2893 à 2895; — de l'exploit de notification de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation, 122 à 125. — Des questions, 2997. — De la déclaration du jury, 3160 et 3161. — Des arrêts, 3691. — Du procès-verbal des séances, 3994. — V. *Acte d'accusation*, — *Arrêts définitifs*, — *Jury* (déclaration du), — *Procès-verbal des séances*, — *Questions*.

Débats : *Direction* des débats, 2312.

Leur suspension : Art. 353, C. instr. crim.; principe : continuité du débat; exception : faculté de le suspendre, 2589; —Continuité du débat, excellente en théorie, suspension, nécessité de la pratique, 2590; — Traits distinctifs de la suspension et de l'interruption, 2591; — Exemples de suspension tirés de faits nés du débat lui-même, 2592; — Distinction tirée de la nature des actes étrangers aux débats : exemples, 2593; — L'interdiction aux jurés de communiquer au dehors n'est pas prescrite à peine du nullité, 2594; — Pouvoir discrétionnaire du président relativement à la suspension des débats, 2595; — Moments de la suspension : elle peut avoir lieu avant et après l'examen et les débats, 2596; — Durée : elle n'est pas fixée par la loi; pouvoir discrétionnaire; Convenance de ne pas siéger les dimanches et fêtes, 2597; — Causes : l'art. 353, en indiquant la nécessité du repos, est purement énonciatif; exemples nombreux de diverses causes, 2598; — Mode d'exécution : l'interdiction de communiquer au dehors est, pour les jurés, un devoir de pure conscience. Inutilité de la séquestration des jurés, 2598; —Mode de constatation : Formule de procès-verbal. En cela, rien qui soit de rigueur : motifs et exemples, 2600.

Leur clôture : Art. 335. Après l'ordonnance de clôture, plus de place pour autre chose que le résumé du président, 2601; — Une ordonnance écrite n'est pas de rigueur, 2602; — Une ordondance verbale n'est même pas indispensable. En commençant son résumé, le président prononce implicitement la clôture. Convenance d'une ordonnance et de sa mention au procès-verbal, 2603.

Leur réouverture : Certitude du droit de rouvrir les débats, 2604; — Moment : réouverture possible jusqu'à ce que le verdict des jurés soit intervenu : même quand ils ont commencé leur délibération et résolu une partie des questions, 2605; — Même encore quand, les jurés rentrés à l'audience, leur chef s'apprête à lire leur déclaration, 2606; — La déclaration du jury lue à l'audience, le droit de réouverture expire : exemple et discussion d'un arrêt, 2607; — Par qui la réouverture est ordonnée : s'il n'y a opposition, c'est par le président, 2608; — En l'absence de tout contentieux, la Cour ne commet pas un excès de pouvoir en ordonnant elle-même la réouverture, 2609; — En cas d'opposition, qui constitue une matière contentieuse, un arrêt est indispensable, 2610; — La réouverture des débats est une mesure d'initiative ou sollicitée. Souveraineté du droit du président et de la Cour, 2611; — Causes de la réouverture : elles ne sont pas définies : l'intérêt de la vérité est le seul élément à consulter : exemples, 2612; — Quand, dans son résumé, le président lit des pièces nouvelles, nécessité de rouvrir les débats, si cette mesure est requise par l'accusé ou le ministère public : renvoi, 2613; — Quelques mots échangés ne sont cause à réouverture des débats et n'en ont pas le caractère, 2614; — Forme et constatation : pas de formule sacramentelle : pas de nullité si la réouverture n'est pas déclarée et constatée, alors que, en fait, elle a existé, 2615; — Convenance d'une constatation et ses formes ordinaires. Modèle des mentions du procès-verbal, 2616; — Nécessité de rouvrir les débats pour poser une question d'excuse après leur clôture; renvoi, 2849; — Cette question ne peut être posée après la lecture de la déclaration du jury, 2850. — V. *Excuses légales*, — *Formalités* de l'audience (premières), — *Pouvoir discrétionnaire*, — *Présences nécessaires*, — *Publicité*.

Décès : Il purge l'accusation vis-à-vis de l'accusé décédé; non à l'égard de ses complices, 2753. — V. *Cassation* (pourvoi en), — *Questions*.

Déclaration du jury : Nécessité de mentionner la majorité sur une réponse repoussant une question d'excuse, 2873; — La déclaration est incomplète, si elle ne répond pas à une telle question, 2874; — Formes de la déclaration, 3152 à 3182; —

Lecture, signature et remise de la déclaration, 3183 à 3213; — Déclarations régulières : leur caractère irréfragable, 3214 à 3227; — Déclarations irrégulières : renvoi des jurés dans leur chambre pour les régulariser, compléter ou expliquer, 3228 à 3459; — Seconde lecture faite à l'accusé, 3460 à 3470.—V. *Excuses légales*, — *Jury* (déclaration du jury).

Déclarations contradictoires, 3276 à 3324. — V. *Renvoi des jurés.*

Déclarations illégales, 3238 à 3239. — V. *Renvoi des jurés.*

Déclarations incertaines : ambiguës, obscures ou équivoques, 3325 à 3346. — V. *Renvoi des jurés.*

Déclarations incomplètes ou insuffisantes, 3252 à 3275.— V. *Renvoi des jurés.*

Déclarations irrégulières. Définitions, 3230; — Irrégulières en la forme, 3240 à 3251. — V. *Renvoi des jurés.*

Déclarations surabondantes, 3347 à 3352. — V. *Renvoi des jurés.*

Défense. — V. *Avocat*, — *Conseil*, — *Discussion du procès.*

Défense aux jurés de sortir de leur chambre et aux tiers d'y entrer, 3113 à 3127. — V. *Jury* (secret de sa délibération).

Dégradation civique.—V. *Témoins* (Prohibitions).

Délai : de cinq jours entre la notification des arrêts de renvoi et acte d'accusation et l'ouvertnre des débats, 80, 82 et 83; — de vingt-quatre heures pour la translation de l'accusé, 197 à 200; — de vingt-quatre heures pour la transmission des pièces de la procédure et à conviction, 204, 205 et 212; — de vingt-quatre heures, après la translation de l'accusé, pour son interrogatoire, 220 à 223; — De cinq jours entre l'interrogatoire et l'ouverture des débats, 224 à 228. — Du pourvoi en cassation contre l'arrêt de mise en accusation, 431 à 436; — Entre la notification de la liste des témoins et l'audition de ces témoins, 629 à 638; — De la notification de la liste du jury à l'accusé, 706 à 710; — De la signature des arrêts définitifs, 3697;—Dans lequel le procès-verbal des séances doit être rédigé, 4005 à 4007:— Du pourvoi en cassation, 4116 à 4121 *bis*. — V. *Accusé*, — *Acte d'accusation*, — *Arrêts définitifs*, — *Cassation* (Pourvoi en), — *Interrogatoire avant les débats*,—*Pièces de la procédure et pièces à conviction*, — *Procès-verbal des séances*, — *Rôle*, — *Témoins.*

Délai de distance.— V. *Jury* (notification de la liste du jury).

Délibération : du jury, 3088 à 3151, V. *Jury*; — De la Cour après les réquisitions pour l'application de la peine, 3728 à 3735. — V. *Arrêts définitifs.*

Délits commis à l'audience. — V. *Police de l'audience.*

Délits connexes. — 2740 à 2743.— V. *Questions* (Délits connexes).

Délivrance à l'accusé de la copie des pièces de la procédure, 336 à 381.—V. *Copie* des pièces de la procédure.

Démence, 2818. — V. *Cassation* (Pourvoi en), — *Faits justificatifs.*

Dénomination et désignation de l'accusé. — V. *Acte d'accusation.*

Dénonciateur.—V. *Cassation* (Pourvoi en), — *Dommages-intérêts*, — *Témoins* (prohibitions).

Dépositions des témoins. — V. *Lectures* par le président;— Elles ne doivent pas être remises au jury au moment où il va entrer en délibération, 3078 à 3080.— V. *Remise* des pièces au jury. — Interdiction de mentionner leur contenu au procès-verbal des séances, 4013 à 4022.—V. *Procès-verbal des séances.*

Député au Corps législatif. Excuses.— V. *Jury.*

Désignation de l'accusé, 2892; — De la victime, 2897. — V. *Questions* (rédaction des).

Désistement du pourvoi : ses effets, 4140 à 4150. — V. *Cassation* (pourvoi en).

Destruction d'effets, 2698. — V. *Questions* (circonstances constitutives).

Détermination du rang des accusés. — V. *Rang* des accusés.

Détournement de mineur, 2708.— Age de la victime, 2737; — Complexité, 2905; — De deniers publics, crimes *sui generis*, 2909. — V. *Questions.*

Direction des débats. — V. *Débats*, — *Pouvoir discrétionnaire.*

Discernement. Epoque légale du discernement : art. 340 du Code d'instr. criminelle, 2826; — Qui a compétence pour déclarer si l'accusé a plus ou moins de seize ans? 2827;—Comment, en la forme, est posée la question relative au discernement, 2828; — Quand l'acusé prétend n'avoir pas seize ans, il faut deux questions distinctes, 2829; — L'époque du crime détermine si la question de discernement doit être posée, 2830; — L'accusé qui n'a pas allégué devant la Cour d'assises avoir moins de seize ans, ne peut se faire devant la Cour de cassation un moyen de son âge, 2831 : — Devant les jurés, l'accusé est recevable à contester l'autorité d'un acte de naissance produit contre lui : Renvoi, 2832; — Question de discernement

indûment posée au jury, 2833; — Nécessité de poser la question de discernement autant de fois qu'il y a de crimes distincts, 2834 et 2931; — Réponse illégale du jury relative au discernement alors que la question n'a pas été posée, 2835; — L'arrêt rejetant la position d'une question de discernement doit être motivé, 2836.

Est-olle complexe la question : l'accusé a-t-il agi avec ou sans discernement? 2944.

Application de la peine au mineur de seize ans ayant agi avec ou sans discernement, 3829 à 3835. — V. *Condamnation* (arrêt de).

Discours séditieux, 2654.

Discussion dans le sein de l'assemblée du jury, 3133. — V. *Jury* (formalités de sa délibération).

Discussion du procès : L'instruction orale entre dans une phase nouvelle, 2537; — Importance de la discussion du procès, 2538; — Elle est consacrée par l'art. 335, 2539; — Droit de discussion 2540; — Etendue de ce droit. Réquisitoire. Plaidoirie. Répliques, 2541; — Importance légale du droit de réplique, 2542; — Qui exerce le droit de discussion? La partie civile; la partie publique; l'accusé, 2543; — Ordre dans lequel il s'exerce. Partie civile; partie publique; accusé, 2544; — Cet ordre est préférable à l'ordre adopté par le Code de brumaire an IV, 2545; — Il n'est pas, d'ailleurs obligatoire. Le procureur général peut parler le premier, 2546; — Il peut, aussi, quand la partie civile a parlé, ne prendre la parole qu'après l'accusé, 2547; — A la condition, toutefois, que cette interversion ne cachera pas de surprise, 2548; — Et, aussi, à la condition que l'accusé aura la parole le dernier, 2549; — Qu'il s'agisse du fond du débat ou d'un incident : exemple, 2550; — Nouvel exemple, digne d'être noté, 2551; — Néanmoins point d'exagération, sur ce point, l'accusé ayant, avec la faculté de parler, la faculté de se taire, 2552; — Mais *quid*, s'il n'a pas été mis en demeure? 2553; — Son silence n'en est pas moins une renonciation au droit de répondre, 2554; — Cependant, la mise en demeure est utile, 2555; — Résumé, 2556.

Forme de la discussion : Ce mot forme embrasse toutes les conditions de la forme oratoire; mais je me restreins à l'étude de celles de ces conditions qui sont, en quelque sorte, matérielles, 2557; — Je ne le fais pas sans regret, 2558; — Un mot sur ce que doivent être, au point de vue de l'éloquence judiciaire, le ton et le langage du procureur général, 2559; — Sur ce que doivent être, au point de vue de l'éloquence du barreau, le ton et le langage de l'avocat, 2560; — Partie civile : Elle a, pour le développement de l'accusation, les mêmes droits que l'accusé, pour la défense. Restriction proposée par quelques criminalistes, 2561; — Cette restriction n'a pas de raison d'être, 2562; — Procureur général : Il a, pour sa parole, comme pour ses actes, une indépendance absolue, 2563; — Exemples, 2564; — Nouvel exemple, très-significatif, 2565; — Résumé, 2566; — Accusé. — Opinion d'AYRAULT, 2567; — Cette opinion a été admise dans toutes les nations civilisées, 2568; — Le droit de l'accusé s'étend à son conseil. Pour l'un, comme pour l'autre, il est le droit sacré de la défense, 2569; — Doctrine, à cet égard, de la Cour de cassation, 2570; — Cette doctrine nous conduit à la constatation d'un des droits du président, le droit d'interruption. Art. 270, 2571; — Conditions d'exercice de ce droit déterminées par la jurisprudence, 2572; — Premier oxemple : L'accusé peut lire tous les documents ayant trait à l'accusation, 2753; — Second exemple : Restrictions rationnelles, sur ce point, 2574; — Troisième exemple : Violation du droit de défense, si on refuse d'entendre un des conseils; si on limite la durée des plaidoiries, 2575; — Quatrième exemple : On peut interdire les défenses en vers, 2576; — Cinquième exemple : Ainsi que la discussion des questions de droit, 2577; — Sixième exemple : Ainsi que l'indication des conséquences pénales du verdict, 2578; — Opinion, à cet égard, de M. le procureur général Dupin : arrêt, 2579; — Septième exemple : On peut interdire, également, les théories extra légales. Application de cette règle à l'ivresse, présentée comme excuse, 2580; — Huitième exemple : On peut interdire, enfin, toutes attaques injurieuses contre les personnes, les institutions ou les lois, 2581; — Règle résumée découlant de ces divors exemples, 2582; — Conséquences de l'interruption, selon que l'avocat s'y rend, 2583; — Ou ne s'y rend pas. Dans ce cas, deux hypothèses, selon que l'avocat refuse de continuer sa plaidoirie. Règlement de ce cas, 2584; — Ou qu'il refuse de se rendre à l'interruption. Peine disciplinaire, 2585; — *Quid*, si le conseil n'est ni avocat, ni avoué? 2586; — Du reste, tous ces incidents sont très-rares, 2587; — Formule pour constater, dans le procès-verbal, ot la discussion du procès, et l'interpellation finale aux accusés, 2588.

Disjonction. — V. *Jonction et disjonction* des procédures.

Dispense : Pour le jury, 564 à 584, 1214; — Pour être entendu comme témoin, 2144 à 2172. — V. *Jury*, — *Témoins* (prohibitions).

Distance. — V. *Délais de distance.*

Division et décomposition des questions. — V. *Questions* (rédaction des).

Domestique. Inhabilité. — V. *Jury.*

Domicile. 505 et 506. — V. *Jury.*

Dommages-intérêts et restitution réclamés par les parties.

ART. 1er. *Observations générales.* — Art. 358, 359 te 366 du Code d'instr. crim., 3912; — Pour savoir s'il y a lieu à dommages intérêts, la Cour d'assises recherche seulement s'il y a eu faute dans le sens de l'article 1382 du Code Napoléon, 3913; — Elle ne peut allouer de dommages-intérêts que s'ils sont réclamés, 3914; — Elle possède un pouvoir d'appréciation souverain pour la fixation de la réparation, 3915; — Les dommages-intérêts sont personnels; défense de les appliquer à une *œuvre quelconque*; interprétation de cette interdiction, 3916; — La Cour conserve son droit alors même que sa décision ne peut être rendue qu'en empiétant sur la session suivante, 3917; — Elle n'en est pas dépouillée par cela que, renvoyé à une autre session, le règlement des intérêts civils sera fait par des magistrats autres que ceux qui ont assisté aux débats criminels, 3918; — *A fortiori*, elle peut renvoyer sa décision à un jour ultérieur de la même session, 3919; — La nomination d'un rapporteur est facultative et, alors même qu'il a été commis, son rapport n'est pas une formalité indispensable, 3920; — Il faut toujours entendre le ministère public; — nature de sa fonction en cette occurence; — il clôt la discussion; cependant, même après ses conclusions, on peut entendre de nouveau les parties, 3921; — Au cas de cassation sur les dommages-intérêts, la cause est renvoyée devant un tribunal civil, 3922.

ART. 2e : *Dommages-intérêts demandés par l'accusé.*—Art. 358 et 395 à ce relatifs, 3923; — Le droit de l'accusé acquitté, quoique certain, est le plus souvent de pure théorie : pourquoi? Droit de la Cour d'apprécier la nature de la dénonciation, 3924; —Difficultés d'exécution des art. 358 et 359, 1re difficulté : *moment* où l'accusé devra faire valoir ses droits; cas où il n'a connu ses dénonciateurs que *depuis* le jugement, 3925; — Cas où il les a connus *avant.* Par le jugement, on droit entendre la déclaration du jury : renvoi, 3926; — 2e difficulté : *Comment* l'accusé formera sa demande contre ses dénonciateurs : s'ils sont présents, des conclusions peuvent suffire; s'ils sont absents, faut-il une citation? 3927; — L'accusé ou son défenseur, pour demander les dommages-intérêts, n'ont pas besoin du ministère d'un avoué, 3928.

ART. 3e : *Dommages-intérêts demandés par la partie civile.* — La partie civile n'existe que pour réclamer des dommages-intérêts, 3929; — Les tiers, autres que la partie civile, qui sont lésés, ne peuvent agir que devant le tribunal civil, 3930; — Non-recevabilité de la partie civile qui, antérieurement, a porté son action civile devant une juridiction autre que la Cour d'assises, 3931; — La partie civile peut agir sans le concours d'un avoué, 3932; — Elle doit former sa demande *avant le jugement*, 3933; — Qu'est-ce que le jugement? C'est la déclaration du jury, 3934; — Mais si elle s'est constituée avant la clôture des débats, la partie civile a le droit de préciser la quotité des dommages-intérêts et de les réclamer après l'ordonnance d'acquittement, 3935; — L'accusé, quoique acquitté, peut être condamné en des dommages-intérêts, 3936; — Exemples en matière de : coups, homicide; attentat à la pudeur; possession d'ouvrages d'or avec faux poinçons; vol; diffamation par la voie de la presse; violences envers les préposés de la douane; faux testaments; recel; détournement de mineure; duel; banqueroute frauduleuse; baraterie, 3937; — L'arrêt qui prononce des dommages-intérêts contre l'accusé acquitté viole la chose jugée s'il se met en opposition flagrante avec la déclaration du jury : exemples en matière de coups volontaires, 3938; — Spécialement il en est ainsi lorsque le jury a déclaré que l'accusé avait agi pour sa *légitime défense*, 3939; — La condamnation aux dommages-intérêts peut être fondée sur des faits qui, sans être le fait même de l'accusation, s'y rattachent intimement, 3940; — Mais la Cour commet un excès de pouvoir si elle se fonde sur des faits étrangers à l'accusation, 3941; — Dommages-intérêts excédant le taux de l'intérêt légal, 3942; — En cas de minorité de l'accusé, il n'est besoin, pour sa condamnation aux dommages-intérêts, de mettre son tuteur en cause; ni, en cas de faillite, le syndic, 3943; — La compétence de la Cour s'étend aux personnes civilement responsables, 3944; — Si l'incompétence est opposée par l'accusé, la Cour doit statuer sur l'incompétence d'abord, puis sur le fond par un second arrêt. L'accusé ne peut faire défaut, 3945; — Malgré le pourvoi en cassation, la Cour d'assises peut statuer sur les dommages-intérêts, 3946; —

La condamnation aux dommages-intérêts contre l'accusé acquitté étant rendue en matière civile, il est dispensé de fournir l'amende sur son pourvoi. — Il en est autrement au cas où ces réparations sont prononcées contre l'accusé condamné criminellement, 3947; — L'accusé absous est, *à fortiori*, passible des dommages-intérêts, 3948.

ART. 4e : *Restitutions et autres intérêts civils.* — Art. 366, 2e et 3e alinéas, 3949; — Le président est incompétent pour ordonner les restitutions : il faut un arrêt, 3950; — La Cour peut rendre cet arrêt *d'office*, sans conclusions du propriétaire, sans audition du ministère public, sans interpellation à l'accusé, 3951; — La restitution ne peut comprendre que les objets existant en nature, et non pas leur valeur quand ils ont été dénaturés, 3952; — Le droit de la Cour ne s'efface pas lorsque l'accusé soutient qu'il est propriétaire des objets dont la restitution est réclamée, 3953; — Restitution au cas d'acquittement d'un serviteur à gages accusé d'abus de confiance, 3954; — Il est sursis à la restitution au cas de pourvoi en cassation : motifs de ce retardement, 3955; — Mesures spéciales au cas de faux dans des actes authentiques : art. 463 du Code d'instruction criminelle, 3956; — Annulation du remplacement militaire opéré à l'aide de pièces fausses : art. 43 de la loi du 21 mars 1832, 3957; — Réparations civiles autres que des restitutions proprement dites : exemples : annulation d'actes de vente; réintégration à la masse d'un immeuble frauduleusement vendu par le failli, 3958; — Annulation du second mariage contracté par un bigame : en présence de qui elle doit être prononcée, 3959.

Double section. — V. *Cour d'assises* (organisation de la).

Droit (questions de) V. *Attributions respectives.*

Droits politiques, civils et de famille (jouissance des), 504. — V. *Jury.*

Duel : 2653.

Durée des assises, 970 à 991. — V. *Cour d'assises.*

E

Ecriture de la déclaration du jury, 3153 à 3159. — V. *Jury* (déclaration du).

Effets : du pourvoi en cassation, 4071 à 4077. — Du désistement, 4140 à 4150. — V. *Cassation* (pourvoi en).

Effraction : 2729. — V. *Questions* (circonstances aggravantes).

Eléments constitutifs du crime. — V. *Acte d'accusation, — Questions.*

Empoisonnement : 2654, 2710, 2905. — Crimes *sui generis*, 2909. — V. *Attributions respectives, — Questions.*

Enoncé des faits. — V. *Questions* (rédaction des).

Enregistrement da la notification de l'acte d'accusation, 116, 117 et 123. — V. *Acte d'accusation.*

Ensemble d'actes successifs : Complexité, 2908. — V. *Questions* (rédaction des).

Equipollents : 2970 à 2973. — V. *Complicité, — Questions* (rédaction des).

Equivalents, 41, 178. — V. *Acte d'accusation.*

Escalade : 2730. — V. *Questions* (circonstances aggravantes).

Etendue du pouvoir discrétionnaire, 2324 à 2330. — Des questions, 2881. — V. *Pouvoir discrétionnaire. — Questions* (rédaction des).

Examen des accusés. — V. *Rang* des accusés (détermination du).

Excès de pouvoir. — V. *Cassation* (pourvoi en).

Excuse pour le jury, 564 à 584. — Des jurés, 1202 à 1207, 1215 à 1216. — V. *Jury.*

Excuses légales : Dispositions du Code de brumaire an IV, 2837; — Innovation du Code 1808 et du Code pénal de 1810 : on admet certains faits comme excuses légales, 2838; — Sous ces Codes, la jurisprudence reconnaissait aux Cours d'assises la faculté de ne pas poser les questions d'excuses ou de déclarer qu'elles ne résultaient pas des débats, 2839; — Puissance absolue de la règle : Exemples, 2840; — Depuis la loi de 1832, quand le fait d'excuse est légal, la question est obligatoire, 2841; — Compétence respective des jurés et de la Cour d'assises, 2842; — Espèces dans lesquelles on a fait respecter les attributions des jurés, 2843; — Quatre espèces dans lesquelles les pouvoirs des Cours d'assises ont été reconnus, 2844.

Sur quelles réquisitions la position des questions d'excuses est obligatoire : Accusé, ministère public, 2845; — Le président peut la poser d'office; et, seul, quand il n'y a pas de contentieux, 2846; — Nullité des arrêts qui, rejetant une question d'excuse, ne sont pas motivés, 2847; — Si le jury se pose à lui-même une question d'excuse, la Cour d'assises n'en doit faire état, 2848; — Nécessité de rouvrir les débats pour poser une question d'excuse, après leur clôture : Renvoi, 2849; — Cette question ne peut être posée après la lecture de la déclaration du jury, 2850.

Caractères légaux de l'excuse : Droit

d'examen de la Cour d'assises, 2851 ; — Deux catégories : Faits expressément admis comme tels par la loi ; faits auxquels la loi permet d'appliquer une peine moins rigoureuse. Art. 65 du Code pénal, 2852 ; — Nomenclature des faits expressément admis, 2853 ; — Indication de faits auxquels la loi permet l'application d'une peine moins rigoureuse, 2854 ; — Faits qui, sans effacer le crime, exemptent de oute pénalité : ils sont considérés comme excuses que j'appelle *péremptoires*, Indication de ces faits, 2855 ; — Peine applicable au cas où l'excuse est admise. Absolution, 2856 ; — *Espèces dans lesquelles la jurisprudence a constaté le caractère d'excuse :* rébellion en bande ; — complot ; émission ou introduction de fausse monnaie ; séquestration ; meurtre, coups et blessures, 2857 ; — L'excuse de la provocation inadmissible au cas d'excès contre les agents de la force publique, 2858 ; — Arrêt qui décide pourtant que la question doit être posée pour le cas où le caractère d'agent ne serait pas reconnu dans la personne de la victime, 2859 ; — *Quid*, quand c'est l'agent de la force publique qui est accusé ? 2860 ; — *Espèces dans lesquelles la jurisprudence a refusé de reconnaître l'excuse :* ivresse ; imputation verbale d'un délit ; excuse mal caractérisée ; évasion de détenus, 2861 ; — Meurtre de l'un des époux par son conjoint, 2862 ; — Séquestration et meurtre en pays étranger, 2863 ; — Droit de la Cour de refuser de poser, en matière de meurtre, la question subsidiaire de coups et blessures ; ou celle d'imprudence et maladresse, 2864 ; — La circonstance que l'enfant serait mort-né n'est pas excuse de la suppression d'enfant, 2865 ; — Le fait d'avoir été entraîné n'est pas excuse du crime de pillage, 2866 ; — Il faut que l'accusé, ou son conseil, caractérise en termes légaux l'excuse qu'il propose, 2867 ; — Une créance de l'accusé n'excuse pas le faux, 1868 ; — Viol consommé à l'époque de la conception sur la femme accusée d'infanticide, 2869 ; — Crimes prévus par les articles 86, 87 et 91 du Code pénal : l'excuse de l'article 100 ne leur est pas applicable, 2870 ; — Menaces de mort à un délinquant par des agents de la force publique, 2871 ; — Faux témoignage : crainte de se nuire, 2872 ; — Nécessité de mentionner la majorité dans une réponse du jury repoussant une excuse, 2873 ; — Si le jury ne répond pas à une telle question, sa déclaration est incomplète, 2874.

Nécessité de séparer le fait d'excuse de la question relative au fait principal, 2929 ; — Autant il y a de chefs distincts, autant il faut de questions séparées d'excuse, 2930.

Vote sur les questions d'excuse, 3149. V. *Jury* (Formalités de sa délibération).

Application de la peine en cas d'excuse admise, 3816 à 3820. — V. *Condamnation* (arrêt de).

Expert. — Incompatibilité relative. — V. *Jury*.

Expertises. — Un mot sur l'ancienne législation, 2451 ; — Législation intermédiaire, 2452 ; — Législation actuelle. Articles 43 et 44 du Code d'instruction criminelle, 2453 ; — Utilité de ce moyen d'instruction. Opinion de M. *Faustin Hélie*, à cet égard, 2454.

Leur place dans la procédure orale : Cette place varie, selon les affaires et selon que l'expertise a lieu pendant l'instruction ou à l'audience, 2455 ; — Elle est facultative, comme la mesure elle-même, 2456 ; — Comme les objets sur lesquels l'expertise peut porter, 2457 ; — Mais, quel que soit le moment de l'audience où l'expertise a été ordonnée, elle doit être terminée et son résultat connu, avant la clôture des débats, 2458.

Par qui sont nommés les experts : Aux débats, les experts sont nommés, d'ordinaire, par le président, 2459 ; — S'il y a contentieux, la Cour d'assises a seule compétence pour ordonner l'expertise et nommer les experts, 2460 ; — Hors de tout contentieux, elle a compétence, comme le président lui-même : Exemples, 2461 ; — La raison sur laquelle repose son droit de concurrence est très-juridique, 2462 ; — Ce droit n'appartient pas au procureur général, 2463 ; — Résumé, 2464.

Qui peut être nommé expert : Le choix, à cet égard, est à peu près sans limite, 2465 ; — Exemples, 2466 ; — Il peut porter sur les mineurs et les femmes, 2467 ; — Non sur les jurés. Distinction à faire, sur ce point, 2468 ; — On peut contester le choix de tel ou tel expert, 2469 ; — L'expert nommé peut refuser son concours, 2470.

Mission de l'expert : L'expert procède sans être astreint à une forme déterminée, 2471 ; — Les dispositions du Code de procédure civile ne sont pas applicables aux matières criminelles : Exemples, 2472 ; — Corollaires de cette règle, 2473 ; — L'expert opère à l'audience ou hors de l'audience, 2474 ; — Par rapport écrit ou verbal, 2475 ; — Par une déclaration orale ou par la lecture de son rapport : Exemples, 2476 ; — Sauf dans le cas où il est appelé à l'audience, selon les formes suivies pour

les témoins, 2477 ; — Réserves pour le règlement de ce cas, 2478; — Suite et résumé, 2479.

- *Forme et formule* : Division de ce paragraphe, 2480 ; — *Nomination de l'expert* : Elle peut porter sur une ou plusieurs personnes, comme avoir pour but une ou plusieurs expertises, 2481 ; — Point de forme sacramentelle, point de nécessité d'ordonnance écrite, point de formule obligatoire de constatation, soit pour la nomination, soit pour la mission donnée, 2482 ; — Mentions indispensables, 2483 ; — *Serment de l'expert* : L'expert reçoit du serment la consécration de son aptitude, 2484 ; — A moins qu'il ne soit nommé en vertu du pouvoir discrétionnaire. Motif de cette exception, 2485 ; — Exemples, 2486 ; — Le président peut, d'ailleurs, même dans ce cas, astreindre l'expert au serment : Exemples, 2487 ; — Ces règles, sur le serment, ne sont faites, du reste, que pour les véritables experts, 2488 ; — Et les véritables expertises : Exemples, 2489 ; — Le serment doit précéder toutes choses, 2490 ; — Il doit être prêté par chaque expert. Mode d'exécution de cette règle, 2491 ; — Le serment des experts est celui que prescrit l'art. 44 du Code d'instruction criminelle. Le serment de l'art. 317 le remplace, dans certains cas : Exemples, 2492 ; — Cas où le serment de l'art. 317 ne suffit pas, 2493 ; — Suite et exemples, 2494 ; — Le serment couvre toute l'expertise : Exemples, 2495 ; — Exception à cette règle, 2496 ; — La formule du serment est, selon les cas, la formule générale de l'art. 317 ou la formule spéciale de l'art. 44, 2497 ; — La mention que doit en faire le procès-verbal nous est connue, 2498 ; — Trois formules de constatation sont autorisées ; leur teneur, 2499 ; — *Mission de l'expert* : Sa constatation est variable, comme la mission elle-même, et selon que l'expert a été nommé ou pendant l'instruction ou aux débats, 2500 ; — Modèle, 2501.

Exploit. — V. *Notification*, — *Témoins* (audition des).

Exposé de l'acte d'accusation. — V. *Acte d'accusation*.

Exposé de l'affaire par le procureur général : Cette formalité est prescrite par l'art. 315, § 1er, du Code d'instruction criminelle, 1621 ; — Les premiers commentateurs ont attribué à l'exposé une grande utilité, 1622 ; — Cette utilité est plus apparente que réelle, 1623 ; — Dans l'usage, on s'en dispense presque toujours, 1624 ; — Et c'est avec raison, 1625 ; — D'autant plus qu'il est difficile de n'en faire que ce qu'il doit être, 1626 ; — Suite, 1627 ; — Ses écarts sont d'autant plus à craindre qu'il n'y a pas de règle à laquelle on doive le soumettre : exemples, 1628 ; — Second exemple, 1629 ; — Troisième exemple, 1830 ; — Quatrième exemple, 1631 ; — C'est un motif de plus pour y renoncer, 1632 ; — L'accusé aurait, d'ailleurs, le droit de réponse, si l'exposé se transformait en réquisitoire, 1633 ; — Exemples, 1634 ; — La présence des témoins à l'exposé n'est pas indispensable : exemples, 1635 ; — Mais elle est permise, 1636 ; — Formule du procès-verbal, selon qu'il y a ou qu'il n'y a pas d'exposé, 1637.

Exposition d'enfant : Crimes *sui generis*, 2909. — V. *Questions* (rédaction des).

Expressions imparfaites. — V. *Questions* (rédaction des).

Expulsion de l'accusé de l'audience, 3585 à 3600. — V. *Accusé*.

Extorsion de titres : 2697. — Crimes *sui generis*, 2909. — V. *Questions*.

Extranéité. Aptitude. — V. *Jury*.

F

Failli non réhabilité. — V. *Jury*.

Fait (Questions de). — V. *Attributions respectives*.

Fait principal : Nécessité de le séparer des circonstances aggravantes, 2910 à 2926, 2934 ; — Nécessité de le mentionner dans les questions relatives à la complicité, 2976 à 2993. — V. *Circonstances aggravantes*, — *Complicité*, — *Questions* (rédaction des).

Faits justificatifs : — Les faits justificatifs effacent le crime lui-même, 2816 ; — Faut-il, pour ces faits, une question spéciale ? Oui, sous le Code de l'an IV ; non, sous notre Code, 2817 ; — La jurisprudence décide ainsi relativement à la démence, 2818 ; — Et aussi relativement à la contrainte irrésistible, 2819 ; — Et encore, du moins en général, quant à la légitime défense, 2820 ; — Et enfin, en matière de suppression d'enfant, quant à la non-viabilité, 2821 ; — Discusion de l'opinion contraire de criminalistes autorisés, 2822 ; — La Cour *peut*, cependant, poser une question spéciale sur les faits justificatifs : décisions conformes, 2823 ; — Parfois, en disant que l'accusé est coupable, les jurés entendent ne mettre à sa charge que le fait matériel, et exclure l'intention criminelle : exemple, 2824 ; — Quand des questions sont posées sur les faits justificatifs, c'est parce qu'elles résultent des débats, 2825.

Faits nouveaux résultant des débats; leur définition; ils ne peuvent être soumis aux jurés; *quid* au cas de connexité; l'adhésion de l'accusé serait vaine, 2760 à 2766. — V. *Questions* (Faits nouveaux ou modificatifs).

Fausses clefs: 2731. — V. *Questions* (circonstances aggravantes).

Fausse-monnaie: 2654, 2701, 2857. — Crimes *sui generis*, 2909. — V. *Attributions respectives*, — *Excuses légales*, — *Questions*.

Faux. — Omission d'un élément constitutif, 53. — V. *Acte d'accusation*.

Faux (inscription de). — Contre l'exploit de notification de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation, 117 à 120. — Crime de faux, 2651, 2653, 2654, 2660. — Circonstances constitutives des diverses espèces de faux, 2711 à 2717. — Une créance de l'accusé n'excuse pas le faux, 2868. — Complexité, 2905. — Crimes *sui generis*, 2909. — V. *Acte d'accusation*, — *Attributions respectives*, — *Excuses légales*, — *Questions*.

Faux témoignage. — Omission d'un élément constitutif, 53. — V. *Acte d'accusation*, 3525 à 3545. — V. *Renvoi de l'affaire*. — N'est pas excusé par la crainte de se nuire, 2872. — V. *Excuses légales*, — *Questions*.

Femme mariée. — V. *Parents et alliés*, — *Témoins* (prohibitions).

Femme enceinte. — V. *Rôle*.

Fils, fille. — V. *Parents et alliés*, — *Témoins* (prohibitions).

Foi due au procès-verbal, 4034 à 4041. — V. *Procès-verbal des séances*.

Fonctionnaires de divers services actifs. Incompatibilité. — V. *Jury*.

Fonctions publiques. — V. *Attributions respectives*.

Formalités: qui suivent l'acte d'accusation et précèdent l'interrogatoire: leur indication, 62 à 67; — Notification de l'acte d'accusation, 68 à 193; — Translation de l'accusé dans la maison de justice, 194 à 200; — Son interrogatoire, 214 à 322; — Sa communication avec son conseil, 323 à 325; — Transmission des pièces de la procédure, 201 à 213; leur délivrance en copie à l'accusé, 336 à 376; leur communication, 382 à 389; — Formation du rôle, 390 à 481; — Formation de la liste du jury de session, 482 à 621; notification de cette liste, 675 à 755; sa composition définitive, 1199 à 1320; — La formation du tableau du jury de jugement, 1323 à 1468; — Notification de la liste des témoins, 622 à 674; — Contumace, 758 à 802; — Instruction supplémentaire, 803 à 861; — Jonction et disjonction des procédures, 862 à 928; — Renvoi de l'affaire à un autre jour ou à une autre session, 929 à 952; — Cour d'assises: son organisation, sa composition, 953 à 1198.

Formalités qui conduisent jusqu'à l'ouverture de l'audience: l'accusé, le jury, la Cour prennent séance, 1469; — L'acusé: réformes opérées, sur ce point, par la législation moderne (art. 310): plus de sellette; plus de fers, 1470; — Exceptions apportées à ce grand principe par la force majeure: exemples, 1471; — Du reste, l'exécution de ces mesures n'a point à être mentionnée, sous peine de nullité; mais cette mention est désirable, 1472; — Le jury: art. 309. Trois dispositions à remarquer dans cet article, 1473; — La Cour: elle prend séance à son tour. L'audience rendue publique, le président ouvre la séance, 1474.

Premières formalités de l'audience, 1477 à 1491; — Présences nécessoires, 1492 à 1512; — Identité de l'accusé, 1513 à 1523; — Avertissement au conseil, 1524 à 1528; — Serment des jurés, 1529 à 1590; — Lecture de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation, 1591 à 1620; — Exposé du procureur général, 1621 à 1637; — Appel des témoins, 1638 à 1667; — Retraite dans leur chambre, 1668 à 1680; — Détermination du rang des accusé, 1681 à 1690; — Formalités de la délibération du jury, 3128 à 3151; — Formalités préliminaires des arrêts définitifs, 3699 à 3735; — Formalités dont le procès-verbal doit mentionner l'accomplissement, 4023 à 4031; — Violation ou inobservation des formalités, 4055 à 4060.

Forme et formule de l'acte d'accusation. — V. *Acte d'accusation*.

Forme matérielle des questions, 2994 à 3000. — V. *Questions* (Forme matérielle des).

Formes de la déclaration du jury: Forme matérielle extrinsèque, 3152 à 3174; — Forme intrinsèque: réponse aux questions, 3175 à 3182; — Des arrêts incidents, 3610 à 3625; — Des arrêts définitifs, 3681 à 3698; — Forme matérielle du procès-verbal des séances, 3981 à 4007. — V. *Arrêts définitifs et incidents*, — *Jury* (déclaration du), — *Procès-verbal des séances*.

Formulaire des questions sur les crimes prévus par la loi pénale (ordre des articles du Code): Art. 2. Tentative, tome IV (1er volume), p. 445; — Art. 60. Complicité, 445; — Art. 61. Refuge aux malfaiteurs, 447; — Art. 62. Recel, 448; — Art. 63. Recel avec connaissance, 448; — Art. 64. Démence. — Force irrésistible,

449 ; — Art. 65. Excuse, 449 ; — Art. 66 à 68. Discernement, 450 ; — Art. 75 à 85. Crime contre la sûreté intérieure de l'Etat, 450 ; — Art. 86. Attentat contre l'Empereur et sa famille, 450 ; — Art. 87. Attentat contre le gouvernement, 451 ; — Art. 88. Tentative d'attentat, 451 ; — Art. 89. Complot, 451 ; — Art. 90. Résolution isolée d'attentat, 452 ; — Art. 91. Attentat et complot tendant à troubler l'Etat, 453 ; — Art. 92. Levée de troupes, 453 ; — Art. 93. Usurpation de commandement, 453 ; — Art. 94. Obstacle à la levée des gens de guerre, 454 ; — Art. 95. Destruction, par l'explosion d'une mine, des propriétés de l'Etat, 454 ; — Art. 96 et 98. Bandes armées, 454 ; — Art. 97. Bandes armées dans un but d'attentat ou de complot, 455 ; — Art. 99. Lieu de réunion fourni aux bandes, 456 ; — Art. 100. Excuse légale, 456 ; — Art. 108. Excuse légale, 457 ; — Art. 109 et 110. Atteinte aux droits civiques, 457 ; — Art. 111. Altération du scrutin, 458 ; — Art. 114. Attentat à la liberté, 458 ; — Art. 118. Acte contraire à la constitution au moyen de faux, 458 ; — Art. 119. Refus de constatation de détention illégale, 459 ; — Art. 121. Forfaiture, 459 ; — Art. 122. Détention ou accusation illégales, 459 ; — Art. 124 et 125. Coalition de fonctionnaires, 460 ; — Art. 126. Forfaiture par démissions, 460 ; — Art. 130. Empiétement, 461 ; — Art. 132. Fausse monnaie d'or ou d'argent, de billon ou de cuivre, 461 ; — Art. 133. Fausse monnaie étrangère, 462 ; — Art. 135. Excuse : pièces pour bonnes, 462 ; — Art. 138. Excuse : révélation, arrestation des autres coupables, 463 ; — Art. 139. Contrefaçon des sceaux de l'Etat, billets de banque, effets publics, 463 ; — Art. 140. Faux timbres, marteaux, poinçons, 464 ; — Art. 141. Usage frauduleux des vrais timbres, marteaux ou poinçons, 464 ; Art. 144. Excuse : révélation ou arrestation des autres coupables, 465 ; — Art. 145. Faux par fonctionnaires ou officiers publics par altération matérielle, 465 ; — Art. 146. Même faux par altération intellectuelle, 465 ; — Art. 147. Faux en écriture authentique et publique par autres que les fonctionnaires, — ou en écriture de commerce et de banque, 466 ; — Art. 148. Usage, 467 ; — Art. 150. Faux en écriture privée, 467 ; — Art. 151. Usage de faux en écriture privée, 467 ; — Art. 158. Délivrance de feuille de route sous un nom supposé, 468 ; — Art. 169. Soustraction par des dépositaires publics, 468 ; — Art. 170. Même crime, 469 ; — Art. 173. Destruction et soustraction par des fonctionnaires, 469 ; — Art. 174. Concussion, 470 ; — Art. 177. Corruption, 470 ; — Art. 179. Corrupteur, 471 ; — Art. 181. Corruption de juge ou de juré, 472 ; — Art. 182. Même crime avec circonstances aggravantes, 472 ; — Art. 186. Violences par un fonctionnaire public, 473 ; — Art. 202 et 203. Provocation suivie d'effet à la désobéissance à la loi par des ministres des cultes, 473 ; — Art. 205 et 206. Même crime par écrit pastoral, 473 ; — Art. 208. Correspondance des ministres des cultes avec des cours étrangères, 474 ; — Art. 209. Rébellion, 474 ; — Art. 210. Rébellion en réunion armée, 475 ; — Art. 211. Même crime avec circonstances aggravantes, 475 ; — Art. 213. Excuse, 475 ; — Art. 215. Armes cachées, 475 ; — Art. 231. Violences contre les officiers ministériels et agents de la force publique, 476 ; — Art. 232. Même crime, 476 ; — Art. 233. Même crime, 476 ; — Art. 239. Evasion de détenus, 476 ; — Art. 240. Même crime, 477 ; — Art. 242. Même crime, 477 ; — Art. 243. Même crime, 478 ; — Art. 253. Vol à l'aide de bris de scellés, 478 ; — Art. 255. Soustraction de pièces dans un dépôt public, 478 ; — Art. 256. Même crime à l'aide de violence, 479 ; — Art. 265, 267 et 268. Association de malfaiteurs, 479 ; — Art. 279. Violences par des mendiants, 480 ; — Art. 302. Assassinat, parricide, infanticide, empoisonnement, 480 ; — Art. 303. Actes de barbarie, 481 ; — Art. 304. Meurtre et crime concomitants, 482 ; — Art. 309. Coups, blessures, autres violences ou voies de fait, 482 ; — Art. 310. Même crime avec préméditation ou guet-apens, 483 ; — Art. 312. Même crime contre les ascendants, 484 ; — Art. 316. Castration, 484 ; — Art. 317. Avortement, 484 ; Même article : maladie causée par substances nuisibles, 485 ; — Art. 321 et 322. Excuses des meurtre et blessures, 485 ; — Art. 324. Excuse pour les époux, 486 ; — Art. 325. Excuse de la castration, 486 ; — Art. 331. Attentat à la pudeur sans violence, 487 ; — Art. 332. Viol et attentat à la pudeur avec violence, 487 ; — Art. 133. Viol et attentats à la pudeur avec diverses circonstances aggravantes, 487 ; — Art. 340. Bigamie, 488 ; — Art. 341. Arrestation illégale, séquestration, 488 ; — Art. 342. Même crime avec circonstance aggravante, 489 ; — Art. 343. Excuse, 489 ; — Art. 344. Même crime avec circontances aggravantes, 489 ; — Art. 345. Enlèvement, recélé, suppression, substitution et supposition d'enfant, 490 ; — Art. 351. Exposition et délaissement d'enfant, 491 ; — Art. 354. Enlève-

ment ou détournement de mineurs, 491 ; — Art. 355. Même crime avec circonstance aggravante, 492 ; — Art. 356. Même crime avec le consentement de la mineure, 492 ; — Art. 361. Faux témoignage en matière criminelle, 493 ; — Art. 364. Faux témoignage avec réception d'argent, etc., 493 ; —Art. 365. Subornation de témoins, 493 ; — Art. 381. Vol avec circonstances aggravantes, 494 ; — Art. 382. Même crime, 495 ; — Art. 383. Même crime, 495 ; — Art. 384. Même crime, 495 ; — Art. 385. Même crime, 495 ; — Art. 386. Même crime, 496 ; — Art. 396. Vol de caisses, ballots et autres meubles fermés, 497 ; — Art. 397. Vol par ouverture souterraine, 497 ; — Art. 400. Extorsion de signature ou d'écrit, 497 ; — Art. 402 et art. 585, 586 et 591, Code de commerce. Banqueroutes frauduleuse et simple, 498 ; — Art. 593. Code de commerce. Crimes assimilés à la banqueroute frauduleuse, 500 ; — Art. 404. Faillite et banqueroute par les agents de change et courtiers, 501 ; — Art. 407. Faux par abus de blanc seing, 502 ; — Art. 408. Détournements par serviteurs à gages, etc., 502 ; — Art. 434. Incendies, 502 ; — Art. 435. Destruction par l'effet d'une mine, 506 ; — Art. 437. Destruction d'édifices, 506 ; — Art. 439. Destruction de titres, 507 ; — Art. 440. Pillage, 507 ; — Art. 441. Même crime avec atténuation facultative, 507 ; — Art. 442. Chefs, instigateurs ou provocateurs. 507.

Formules : publicité des débats, 1491 ; — Constatation de l'identité de l'accusé, 1523 ; — Avertissement au conseil, 1524 ; — Serment des jurés, 1590 ; — Avertissement relatif à la lecture des arrêt et acte d'accusation, 1618 ; — Exposé du procureur général, 1637 ; — Lecture de la liste des témoins, 1666 ; — Retraite des témoins dans leur chambre, 1680 ; — Interrogatoire, 1774 ; — Interprète, 1853 ; — Serment des témoins, 2205 ; — Audition des témoins, 2306 ; — Audition des témoins entendus en vertu du pouvoir discrétionnaire, 2407 ; — Lectures par le président, 2448 ; — Expertises, 2501 ; — Transports et vérifications extérieures, 2509 ; — Représentation des pièces à conviction, 2535 ; — Discussion du procès, 2588 ; — Suspension des débats, 2600 ; — Formule de la déclaration du jury : sur mon honneur et ma conscience..., 3162 ; — Interpellation à l'accusé après les réquisitions sur l'application de la peine, 3708 ; — Dernier avertissement à l'accusé pour son droit de pourvoi en cassation, 3980. — V. *Modèles.*

Frais et dépens : condamnation, 3849 à 3864. V. *Condamnation* (arrêt de).

Frère et sœur. — V. *Parents et alliés, Témoins* (Prohibitions).

G

Gendarmerie : notification aux jurés de la session, 678. — V. *Jurés.*

Grâce : 1959 et 1960. — V. *Récidive, — Témoins* (Prohibitions).

Grand dignitaire. — V. *Témoins* (déposition proprement dite).

Greffe : 113. — C'est là qu'a lieu la communication des pièces de la procédure, 386. — V. *Acte d'accusation, — Pièces de la procédure.*

Greffier : Son assistance à l'interrogatoire de l'accusé avant les débats est nécessaire, 243 ; — Le greffier compétent est le greffier en chef de la Cour ou du tribunal, siége de la Cour d'assises, ou l'un de ses commis greffiers assermentés, 244 ; — Ou même au commis greffier que l'on assermente *ad hoc* ; exemple, 245 ; — Ses devoirs relativement au procès-verbal de cet interrogatoire, 298 à 322 ; — Délivrance de la copie des pièces de la procédure, 364 à 370 ; — Recommandation aux greffiers pour l'exacte constatation de la date des pourvois en cassation contre l'arrêt de mise en accusation, 430 ; — Il fait partie nécessaire de la composition de la Cour d'assises, 1188 à 1198 ; — Récusation, 1196 ; — Tirage du jury de jugement ; forme à suivre pour constater cette opération, 1441 à 1469 ; — Sa présence aux débats, 1495 à 1499 ; — Incompatibilité pour être témoin, 2128 à 2131 ; — Signature de la déclaration du jury, 3211 à 3213 ; — Lecture qu'il fait de la déclaration du jury, 3460 à 3470 ; — Sa signature sur les arrêts incidents et définitifs, 3201 à 3213, 3693 à 3697 ; — Frais de la procédure à recommencer, 3862 et 3864 ; — Procès-verbal des séances, 3981 à 4041 ; — V. *Arrêts définitifs et incidents, — Condamnation* (arrêt de), — *Incompatibilité, Interrogatoire* de l'accusé avant les débats, — *Jury, — Pièces de la procédure, — Présences* nécessaire aux débats, — *Procès-verbal des séances, — Récusation, — Témoins* (prohibitions).

H

Huis Clos : Rappel des observations antérieures sur la publicité des débats, 3483 ; — Exception à ce principe : légalité du huis clos, 3484 ; — C'est par un arrêt que le huis clos est ordonné, 3485 ; — Cette mesure peut avoir lieu à l'occa-

sion des débats sur tous les crimes ; — La Cour d'assises a un pouvoir d'appréciation souverain, 3486 ; — L'arrêt déclarant le huis clos doit être motivé sur le danger que les débats peuvent faire courir à l'ordre public et aux mœurs, 3487 ; — Le visa de la loi est un motif insuffisant. Par contre la cause légale suffit sans que l'arrêt cite le texte de la loi, 3488 ; — Les expressions légales sur la cause du huis-clos ne sont pas sacramentelles : équipollent, 3489 ; — Adoption des réquisitions motivées du ministère public, 3490 ; — Il n'y a pas de nullité si ces réquisitions ne sont pas signées, mais seulement mentionnées au procès-verbal, 3491 ; — Il n'est pas nécessaire d'interpeller l'accusé, 3492 ; — Mais les droits de la défense sont violés si on refuse d'entendre ses observations. 3493 ; Publicité nécessaire pour l'arrêt ordonnant le huis clos, 3494 ; — Mais non pour l'arrêt statuant sur la demande de l'accusé tendant à sa cessation, 3495 ; — L'arrêt sur le huis clos, étant de simple instruction, n'est pas nul s'il n'est pas signé par tous les juges, 3496 ; — Souveraineté de la Cour pour déterminer le moment où le huis clos commencera, 3497 ; — L'arrêt peut ordonner la lecture à huis-clos de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation, 3498 ; — A l'inverse il peut n'ordonner le huis clos qu'après cette lecture, 3499 ; — Le huis clos peut avoir lieu avant l'exposé du ministère public, 3500 ; — Il peut être partiel et seulement pour une partie des débats, 3501 ; — Mesure exceptionnelle, il ne peut étendu au delà des limites déterminées : exemple, 3502 ; — Huis clos lorsqu'il y a deux chefs distincts d'accusation, 3503 ; — Le huis clos ne peut être maintenu pendant le résumé du président, 3504 ; — Ni pour la position des questions, 3505 ; — Ni pour la lecture de la déclaration du jury, 3506 ; — Droit du président de laisser dans la salle d'audience certaines personnes malgré le huis clos. 3507 ; — Les ordonnances rendues par le président, pendant les débats à huis clos, peuvent ne pas être prononcées publiquement, 3508 ; — Après la clôture des débats la publicité doit être rétablie, et, si ces débats sont rouverts, il faut un second arrêt pour que le huis clos ait lieu de nouveau, 3509 ; — Les arrêts incidents, rendus pendant le huis clos, doivent être prononcés publiquement : exemples nombreux, 3510 ; — Si cette règle a été violée, la Cour peut rétracter son arrêt incident, rétablir la publicité et rendre régulièrement un autre arrêt sur l'incident, 3511 ; — Interdiction du compte rendu des débats, 3512.

Huissiers : notification de l'acte d'accusation, 87 à 91 ; forme de cette notification, 105 à 174, — Notification de la liste des témoins, 644, 649 à 674. — Notification de la liste du jury à l'accusé, 717 ; — Incompatibilité pour être témoin, 2132 à 2134 ; — Frais de la procédure à recommencer, 3863. — V. *Acte d'accusation*, — *Condamnation* (arrêt de), — *Incompatibilité*, — *Jury*, — *Témoins*.

I

Identité de l'accusé : — texte de l'art. 310,1513 ; — Si l'accusé est décoré ou médaillé, il comparaît sans insignes, 1514 ; — En quoi consiste la constatation d'identité dont il s'agit ici, 1515 ; — Son omission est, d'ailleurs, sans conséquence, 1516 ; — *à fortiori*, les inexactitudes commises dans la mention qu'en fait le procès-verbal : Exemple, 1517 ; — Nouvel exemple, 1518 ; — Lors de la constatation d'identité, l'accusé doit être debout. Doutes de certains auteurs, à cet égard, 1519 ; — Ce doute n'est pas sérieux. Raisons qui en font justice, 1520 ; — Suite, 1521 ; — Suite, 1522 ; — Résumé et formule, 1523.

La constatation de l'identité de l'accusé poursuivi appartient au jury, 2654.

Reconnaissance de l'identité de l'accusé à la suite d'un arrêt de contumace : — texte des art. 518 et 519 du Code d'instruction criminelle ; leur portée apparente, 3474 ; — La compétence appartient au jury quand l'accusé prétend que l'accusation ne le concerne pas, 3475 ; — Ces articles, généraux et sans distinction, sont applicables aux contumax repris, 3476 ; — La Cour déclare l'identité sans assistance des jurés, à l'audience publique, et en présence de l'accusé, 3477 ; — Le pourvoi en cassation contre cet arrêt est recevable, 3478 ; — Quoique l'accusé ne se soit pas pourvu, il peut soutenir, devant le jury, qu'il n'est pas l'auteur des faits, 3479 ; — Compétence de la Cour quand, pour appliquer les peines attachées à la récidive, elle s'occupe de l'identité, 3480 ; — Condamnation contre un *inconnu* : pourvoi en cassation de cet inconnu recevable, 3481 ; — L'individu arrêté par erreur comme étant le contumax n'est pas traduit devant le jury, 3482.

Immunité du vol : accordée au mari ou à la femme, aux ascendants ou descendants, elle s'applique aux complices ; non pas aux coauteurs, 2993.

Importance de l'acte d'accusation. — V. *Acte d'accusation*.

Impression des procès-verbaux, 3998 à 4004.— V. *Procès-verbal des séances.*

Incapacité : pour le jury, 507 à 512, 1211. — De certaines personnes appelées en témoignage, 1929 à 1991. — V. *Jury, Prohibitions, Témoins.*

Incendie : ses caractères constitutifs, 2707. — Complexité, 2905. — V. *Questions.*

Incidents : pouvant survenir dans le cours de la procédure intermédiaire.—Des incidents troublent parfois la marche de cette proeédure, 756; — Enumération de ceux qui se présentent le plus fréquemment, et de ceux dont je dois me réserver l'étude, 757;—Sur la position des questions, 3006 à 3018. — Rappel des incidents dont il a été parlé, 3471;—Actes d'administration accomplis pendant une suspension de l'audience : tirage du jury d'une autre affaire; magistrat de la Cour siégeant aux criées, 3472.—Reconnaissance de l'identité de l'accusé à la suite d'un arrêt de contumance, 3474 à 3482, V. *Identité de l'accusé.*— Huis clos, 3483 à 3512. V. *Huis-clos.* — Renvoi de l'affaire à une autre cession, 3513 à 3568, V. *Renvoi de l'affaire.* — Remplacement d'un juré : appel d'un juré suppléant, 3569 à 3574, V. *Jurés.* — Acte requis : usage d'une faculté ou d'un droit, 3575 à 3584, V. *Acte requis.* — Refus de l'accusé de comparaître : son expulsion de l'audience, 3585 à 3600, V. *Accusé.* — Tumulte, délits ou crimes commis à l'audience, 3601 à 3609, V. *Police de l'audience,* — *Contumace,—Instruction supplémentaire,* — *Jonction et disjonction* des procédures,— *Questions* (réclamations sur la position des), — *Renvoi de l'affaire* à un autre jour ou à une autre session.

Incompatibilité pour le jury, 513 à 537, 1212; — pour les magistrats de la Cour d'assises, 1070 à 1096; — Pour être interprète, 1812 à 1821; — Pour être témoin, 2115 à 2143. — V. *Cour d'assises, —Interprète,—Jury,* — *Témoins* (prohibitions.)

Incompatibilité relative pour le jury, 538 à 557. — V. *Jury.*

Incompétence.—V. *Cassation* (pourvoi en).

Infanticide; 2703. — N'est pas excusé par le viol consommé, à l'époque de la conception, sur la femme accusée, 2869. — Complexité, 2905. — Crimes *sui generis,* 2909. — V. *Excuses légales,—Questions.*

Infirmités intellectuelles et physiques rendant un témoin incapable, 2006 à 2015. — V. *Témoins* (prohibitions).

Inhabilité : pour le jury, 558 à 563, 1213. — V. *Jury.*

Inscription de faux : contre le procès-verbal, 4034 à 4044. — V. *Procès-verbal des séances.*

Instituteur (primaire communal) : incompatibilité. — V. *Jury.*

Instruction du pourvoi en cassation, 4151 à 4170. — V. *Cassation* (pourvoi en).

Instruction supplémentaire.

Objet et importance de l'instruction supplémentaire : l'instruction supplémentaire a pour objet de remplir les lacunes qui peuvent exister dans l'information principale, et de vérifier les renseignements qui ont pu se produire depuis cette information, 803; — voies ouvertes aux nouveaux renseignements : avis aux maires; interrogatoire de l'accusé, 804; — importance de l'instruction supplémentaire; surtout lorsque l'accusé a été en état de contumace, 805; — démonstration de cette importance, 806; — suite : disposition de l'art. 301 du Code d'instruction criminelle, 807; et de l'article 303 du même Code, 808.

Par qui il y est procédé : l'indication du magistrat compétent ressort à l'avance de l'ensemble des dispositions du Code d'instruction criminelle, 809; — c'est nécessairement ou le président de la Cour d'assises ou le procureur général, 810;—du président de la Cour d'assises : il a évidemment compétence. Art. 303. Diverses règles à cet égard, 811; — première règle : le président peut agir sans que l'instruction supplémentaire ait été ordonnée par la Cour d'assises, 812; — seconde règle : il peut agir dès qu'il est nommé et avant le commencement du trimestre : exemple, 813; — troisième règle : le président en exercice peut également agir, 814; — quatrième règle : Par président, il faut entendre : le président ou son remplaçant légal : Exemple, 815; — cinquième règle : Le droit du président expire à l'expiration même du trimestre pour lequel il a été nommé : Exemple; — Examen des motifs sur lesquels se fonde l'arrêt cité, 816;—Mais le droit ne va pas au delà; alors même qu'il s'agirait de l'exécution, après l'expiration du trimestre, des mesures ordonnées antérieurement, 817; sixième règle : Le président, pour agir, doit-il attendre la notification à l'accusé des arrêt et acte d'acte d'accusation? Non : Exemple, 818; septième règle : Le président peut-il déléguer ses pouvoirs? Oui : Il peut, notamment, les déléguer ou à l'un de ses assesseurs : Exemple, 819; — Ou à un juge d'instruction,

820 ; — Quel que soit le tribunal auquel ce juge appartienne, 821 ; — Alors même que ce tribunal serait étranger au ressort de la Cour d'assises, 822 ; — Sauf le cas où il y aurait eu arrêt de condamnation et annulation de cet arrêt : Dans ce cas, seront exceptés les juges d'instruction établis dans le ressort de la Cour dont l'arrêt aura été annulé. Art. 431 du Code d'instruction criminelle : Exemples, 823 ; — Mais cette restriction ne s'étend pas au cas où la Cour compétente a été dessaisie soit par suite d'un renvoi pour cause de sûreté publique ou de suspicion légitime, soit par suite d'un règlement de juges : Exemple, 824 ; — Le juge d'instruction délégué peut agir ou par lui-même ou par voie de subdélégation : Exemples, 825 ; — Le président peut déléguer encore un juge de paix : Exemples, 826 ; — Et même un simple officier de police judiciaire, 827 ; — Du procureur général : Il n'a point le droit de procéder à une instruction supplémentaire : Exemples, 828 ; — Mais quelles sont les mesures qui constituent, aux yeux de la loi, une instruction supplémentaire ? Ce point est difficile à déterminer théoriquement. Au lieu d'axiomes, des exemples, 829 ; — Résumé et conclusions, 830.

Etendue du droit d'instruction supplémentaire : Le droit d'instruction supplémentaire se détermine rationnellement, quant à son étendue, par son objet même, 831 ; — L'art. 303 n'est pas suffisamment précis. Il parle uniquement de nouveaux témoins à entendre. Exclut-il le droit de réentendre les témoins de l'information principale ? — Nullement, 832 ; — Hésitations de la chambre criminelle à cet égard. Arrêts contradictoires des 12 mars et 22 avril 1836, 833 ; — Vaines tentatives faites par des criminalistes pour concilier ces deux arrêts, 834 ; — Tentatives, non moins vaines, pour établir que l'instruction supplémentaire ne peut pas porter sur les faits, objet de l'information principale, et qu'elle doit se restreindre à ceux sur lesquels l'information principale est muette, 835 ; — Cette restriction est formellement condamnée par la jurisprudence : Exemples, 836 ; — Conclusion sur ce point, 837 ; — Enumération démonstrative des mesures qu'accomplit, le plus fréquemment, l'instruction supplémentaire : Exemples, 838 ; — Ces exemples bien compris, une observation capitale est à faire : La nullité de l'instruction supplémentaire ne s'étend pas toujours à la procédure. — Conditions pour que cette extension ait lieu, 839 ; — Exemples, 840. — Conclusion, 841 ; — Réserves pour l'appréciation à faire au cours des débats publics, de l'influence plus ou moins pernicieuse, qu'a pu exercer, sur ces débats, l'irrégularité de l'instruction supplémentaire, 842.

Formes à suivre dans l'instruction supplémentaire : il faut, sur ce point, laisser de côté les formes générales de l'instruction, pour s'arrêter à quelques questions spéciales, 843 ; — Première question : le président peut-il agir sans rendre préalablement une ordonnance pour ouvrir l'instruction supplémentaire ? Oui, 844 ; — Seconde question : *à fortiori* peut-il, s'il rend une ordonnance, la rendre sans être assisté du greffier ? Exemple, 845 ; — Troisième question : il peut procéder aux actes, quels qu'ils soient, de l'instruction supplémentaire hors la présence de l'accusé : Exemple, 846 ; — Il peut, *à fortiori*, refuser d'y admettre le conseil de l'accusé ou un homme de l'art, choisi par eux : Exemple, 847 ; — Quatrième question : Mais il peut aussi procéder, l'accusé présent, 848 ; — *Quid*, toutefois, si le ministère public s'oppose à ce que l'accusé soit extrait de sa prison ? 849 ; — Et d'abord, que faudrait-il en penser, en matière d'instruction ordinaire, si le juge d'instruction voulait faire extraire l'accusé, malgré l'opposition du ministère public ? La doctrine et un arrêt de Cour impériale s'unissent pour proclamer le droit du juge d'instruction. C'est aussi mon sentiment, 850 ; — Mais il existe, à cet égard, des différences profondes entre les pouvoirs du juge d'instruction et les pouvoirs du président. Démonstration de ces différences : Exemple, 851 ; — Conclusion, 852 ; Cinquième question : Les témoins régulièrement entendus peuvent-ils être réentendus dans l'instruction supplémentaire sans nouvelle prestation de serment. Oui : Exemple, 853 ; — Sixième question : Si les témoins, qu'a fait citer le président, ne comparaissent pas, peut-il user du droit de contrainte autorisé, au profit du juge d'instruction, par l'art. 80 du Code d'instruction criminelle ? Non, 854 ; — Motifs de cette restriction, 855 ; — *Quid*, pour le juge d'instruction lui-même, s'il agit comme délégué du président ? Quelques auteurs soutiennent que, trouvant dans ses attributions ordinaires le droit de contrainte, il peut en user ici. Cet avis n'est pas le mien, 856 ; — Mais les témoins défaillants peuvent être condamnés à l'amende par la Cour d'assises. Forme à suivre, pour cela, et, aussi, pour l'opposition que peut former le témoin, condamné par défaut, 857 ; — Résumé des quatre numéros précédents, 858 ; — L'instruction supplémentaire close, les pièces qui la com-

posent, sont, de l'ordre du président, réunies aux pièces du procès, 859; — Que l'instruction ait été faite par le président, son remplaçant ou son délégué, 860; — A la suite, le greffier en remet copie gratuite à l'accusé et les tient à la disposition du conseil, pour qu'il puisse en prendre communication, 861.

Interdiction au jury de communiquer au dehors, 2594, 2599. — V. *Débats* (leur suspension).—*Jury*.

Interdit. — V. *Jury*.

Interligne. — V. *Rature*.

Interpellations aux témoins. — V. *Témoins* (dernières interpellations aux).— A l'accusé après les réquisitions sur l'application de la peine, 3702 à 3727. V. *Arrêts définitifs*.

Interprète : La raison de son assistance à l'interrogatoire de l'accusé avant les débats est puisée dans les dispositions de l'art. 332, Code d'instr. crim., 246; — Le président peut réclamer cette assistance, 247; — Mais elle est facultative : Exemple, 248; — Le président peut remplir lui-même les fonctions d'interprète, 249; — Dans ce cas, il convient que l'interrogatoire le constate : Exemple, 250. — Concours d'un interprète à l'interrogatoire des accusés lors des débats, 1776 à 1854. — Incompatibilité pour être témoin, 2135.—V. *Incompatibilité*,—*Interrogatoire*,—*Jury*, *Témoins*.

Interrogatoire de l'accusé avant les débats :

Objet et importance de l'interrogatoire: l'interrogatoire, annoncé par l'art. 266, est prescrit par l'art. 293, 214; — Il n'est point prescrit à peine de nullité; mais il constitue une formalité substantielle : jurisprudence invariable sur ce point : premier exemple, 215; — Il y a lieu à un nouvel interrogatoire si, l'arrêt de renvoi ayant été cassé, il est intervenu un nouvel arrêt de renvoi, 216: — Ce point est contesté : erreur des jurisconsultes qui le contestent, 217; — Confusion dans laquelle les a entraînés une fausse interprétation de divers arrêts de la chambre criminelle, 218; — Conclusion, 219.

Place de l'interrogatoire dans la procédure intermédiaire : Cette place est déterminée par les art. 293 et 296 : c'est vingt-quatre heures, au plus tard, après l'arrivée de l'accusé dans la maison de justice que l'interrogatoire doit avoir lieu, 220; — Distinctions à faire sur le point de départ de ce délai, 221; — Il y a irrégularité, mais non nullité, à procéder à l'interrogatoire plus tôt, 222; — Ou plus tard : condition à observer dans ce dernier cas, 223; — Cette condition; c'est qu'il se soit écoulé au moins cinq jours entre l'interrogatoire et l'ouverture des débats, 224; — A moins que l'accusé n'ait renoncé au bénéfice de ce délai, 225; Mais s'il n'y a point renoncé et si le delai n'est pas entier, nullité : jurisprudence invariable; exemple, 226; — L'accusé n'a point, pour se prévaloir de cette cause de nullité, à se pourvoir contre l'arrêt de renvoi : exemple, 237; — Conclusion, 228.

Par qui l'interrogatoire est fait et qui y est soumis : l'interrogatoire est fait par le président de la Cour d'assises, assisté du greffier, et parfois d'un interprète, 229; — *Du président* : Celui qui a qualité est le président de la session où l'affaire sera jugée, que cette session soit ouverte ou non : pratique constante, 230; — C'est aussi, quand la session n'est pas ouverte, le président de la session qui court : exemple 231; — Le président peut déléguer ses pouvoirs à tout magistrat du siége quel que soit son rang hiérarchique ou son ancienneté, 232; — Peu importe que ce magistrat soit ou non appelé à l'assister aux assises, comme assesseur, 233; — Peu importe même que la position d'assesseur lui soit interdite : exemple, 234; — Toutefois, le conseiller président ne peut déléguer ni le premier président, ni les présidents de chambre : le premier président, quand il préside les assises, peut déléguer les présidents de chambre et le conseiller président, 235; Droit du président du tribunal siége des assises, de procéder à l'interrogatoire ou d'y faire procéder par délégation, si le président des assises est empêché et n'a délégué personne, 236; — Le juge délégué peut-il subdéléguer ses pouvoirs? non : exemple, 237; — Point de forme sacramentelle pour la délégation : elle peut même ne pas être écrite, 238; Quand elle n'est pas exprimée dans l'interrogatoire, elle est légalement présumée : exemple, 239; Du reste, s'il n'y a point de délégation, les magistrats agissent, pour l'interrogatoire, comme pour les cas ordinaires d'absence ou d'empêchement : exemples, 240; — Quand l'empêchement n'est pas exprimé dans l'interrogatoire, il est légalement présumé : exemples, 241; — Conclusion, 242; — *Du greffier* : Son assistance est nécessaire : art. 296, § 2, 243; — Le greffier compétent est le greffier en chef de la Cour ou du tribunal, siége de la Cour d'assises, ou l'un de ses commis greffiers assermentés, 244; — Ou même un commis greffier que l'on assermente *ad hoc* : exemple, 245; — *De l'in-*

terprète : la raison de son assistance à l'interrogatoire est puisée dans les dispositions de l'art. 332, 246; — Le président peut réclamer cette assistance, 247; — Mais elle est facultative : exemple, 248; — Le président peut remplir lui-même les fonctions d'interprète, 249; — Dans ce cas, il convient que l'interrogatoire le constate : exemple, 250.

Qui est soumis à l'interrogatoire ? L'accusé, 251; — Le prévenu de délits connexes, 252; — Mais non le prévenu de délits dont la connaissance est attribuée aux Cours d'assises par des lois spéciales, et en dehors de toute connexité avec un crime : exemples, 253.

Du contenu de l'interrogatoire : l'importance principale de l'interrogatoire est dans son contenu, 254; — Ce contenu est déterminé par les art. 293, 294 et 297, 255; — Des dispostions de ces articles ressort que l'inierrogatoire a un triple objet : 1° l'interrogatoire proprement dit; 2° le choix ou la désignation d'un conseil; 3° l'avertissement relatif au droit de pourvoi. 256.

Interrogatoire proprement dit : C'est une formalité substantielle : nullité si elle n'est pas accomplie, 257; — Mais l'interrogatoire peut et doit être très-laconique : exemple, 258; — Second exemple pris dans une espèce où il y avait eu jonction de deux procédures, 259; — Troisième exemple, pris dans une espèce o ùil y avait eu instruction supplémentaire, 260; — Point d'interrogatoire s'il n'y a pas, tout à la fois, interrogation et réponse : Exemples : Conclusion, 261.

Choix ou désignation d'un conseil : Considérations qui ont amené la disposition, sur ce point, de l'art. 294, 262.

Droits de l'accusé : Par l'accusé faut-il, ici, entendre également le prévenu ? Motifs d'hésitation, 263; — Toutefois, s'il s'agit d'un prévenu de délits spéciaux, comme autrefois, par exemple, un prévenu de délits de presse ou de délits politiques, point de doute; le choix ou la désignation d'un conseil n'est point nécessaire : Exemples, 264; — La doctrine des arrêts, qui ont décidé ce point, est absolue et paraît s'appliquer même au prévenu de délits connexes au crime poursuivi, 265; — Cette conséquence semble logique : Cependant il est plus simple, pour échapper, dans ce cas, à tout contrôle, de pourvoir d'un conseil le prévenu qui n'en aurait point choisi, 266; — Le droit de l'accusé domine le droit du président, à ce point que, s'il choisit son conseil après l'interrogatoire, ce choix rend non avenue la nomination d'office du président, 267; — A la condition, toutefois, que le choix aura lieu dans le cercle tracé par l'art. 295, c'est-à-dire, parmi les avocats et avoués, les parents et amis, 268; — Motifs, sur ce point, de la législation actuelle : Exemple, 269; — Choix, pour conseil, d'un avocat : Etendue du droit de l'accusé, depuis l'ordonnance du 27 août 1830, 270; — Pour les avocats stagiaires, conditions spéciales : Mais si l'avocat stagiaire a été choisi, sans protestation, point de grief, alors même qu'il ne réunirait pas ces conditions : Exemple, 271; — Choix, pour conseil, d'un avoué : Etendue du droit de l'accusé, 272; — Règle résultant, pour le choix des avoués, du texte de l'art. 295, 273; — Restriction apportée à cette règle : Observations et réserves à cet égard, 274; — Exemple d'une seconde restriction, 275; — Critique de l'arrêt qui l'a admise : retour aux vrais principes par la nouvelle jurisprudence : Exemples, 276; — Conclusions, 277; — Choix, pour conseil, de parents ou amis : Il n'est possible qu'avec l'agrément du président : Exemple, 278; — Le droit de refus du président est souverain; mais il ne doit jamais l'exercer que consciencieusement, 279; — L'accusé peut-il choisir plusieurs conseils ? Non, sans l'agrément du président : Différence, à cet égard, entre la loi des 16-29 septembre 1791. le Code du 3 brumaire an IV, d'une part, et le Code d'instruction criminelle, de l'autre, 280.

Droits du président : Ce qui précède les fait suffisamment connaître, 281; — Ses devoirs consistent dans une interpellation à l'accusé pour savoir s'il a fait choix d'un conseil, et, au cas de réponse négative, dans la désignation d'office, sous peine de nullité, de ce conseil, alors, même que l'accusé déclarerait n'en pas vouloir : Exemple, 282; — Le président peut, du reste, nommer un conseil pour plusieurs accusés, 283; — Il peut également désigner le conseil, soit lors de l'interrogatoire, soit ultérieurement : jurisprudence contraire sous le Code de l'an IV : cette jurisprudence était fort contestable : Exemple, 284; — Elle a été abandonnée depuis : Exemples, 285; — Mais pourquoi laisser naître la question par l'effet d'une négligence bien facile à éviter ? 286; — Les nominations d'office doivent être faites avec discernement afin d'approprier le conseil à l'affaire : Discipline des avocats à cet égard, 287; — Peuvent-elles porter, non-seulement sur les avocats et avoués, mais encore sur toutes autres personnes? Oui, si l'accusé y consent; non, s'il n'y consent pas, 288.

Avertissement relatif au droit de pour-

voi : Cet avertissement est prescrit par l'art. 296, Code d'instr. crim., 289; — Il doit porter sur deux points : le droit et le délai : tous deux sont substantiels, 290; — Mais il faut bien s'entendre sur les conséquences qui découlent de l'inobservation totale ou partielle de cette formalité, 291; — Les précédents de la Cour de cassation déterminent ces conséquences d'une manière très-précise : Exemple, 292; — Ils déterminent également l'étendue du délai dans lequel l'exercice du droit de recours est circonscrit, 293; — Ce n'est pas un délai *franc* : Exemple, 294; — Du reste, si, en l'absence de tout avertissement ou d'un avertissement valable, l'accusé s'est pourvu dans le délai, son pourvoi couvre l'irrégularité, 295; — L'irrégularité est encore couverte par la déclaration de l'accusé qu'il renonce au droit et au délai et qu'il demande à être immédiatement jugé, 296; — Conclusion, 297.

Forme de l'interrogatoire : L'interrogatoire est constaté par un procès-verbal, 298; — La loi n'indique pas la forme de cet acte : dès lors, le juge a toute latitude de rédaction, pourvu que toutes les mentions utiles soient retenues, 299; — Ces mentions sont au nombre de six : 1° Date : conditions d'où dépend son utilité : exemple, 300; — Lorsqu'elle est indispensable, nullité, si elle a été omise ou si elle est irrégulière : exemple, 301; — 2° Indication des personnes concourant à l'interrogatoire : Elles sont connues : le président, le greffier, et parfois un interprète : leur signature, au pied du procès-verbal, peut-elle remplacer la constatation de leur présence? Hésitation à cet égard, 302; — Du reste, l'indication du nom n'est pas indispensable; l'indication de la fonction suffit, 303; — N'est point indispensable, non plus, l'indication de la cause du remplacement; mais elle est désirable, 304; — Quant au président, du moins, non quant au greffier, 305; — Quant à l'interprète, il est sensible qu'il doit être désigné par son nom, avec toutes les mentions utiles pour constater qu'il réunit les conditions de droit, 306; — Enfin, quant à l'accusé, sans l'indication de son nom, point d'interrogatoire, 307; — 3° Mention de la notification de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation : Cette mention n'est point indispensable; mais elle est très-utile : motif de cette utilité, 308; — 4° Interrogatoire proprement dit : Il doit être constaté, dans tous ses éléments constitutifs, que l'accusé modifie ou non ses premières déclarations, 309; — 5° Interpellation relative au choix ou à la désignation d'un conseil : Choix ou désignation à constater, 310; — 6° Avertissement relatif au pourvoi : La formule de l'avertissement est dans l'article 296; mais cette formule n'est point sacramentelle : on peut, notamment, la remplacer par le simple visa des articles mêmes de la loi, 311; — Il est bien entendu, d'ailleurs, que le procès-verbal d'interrogatoire doit être dressé avec l'observation des formes générales sur la rédaction des actes, 312; — Le procès-verbal peut être imprimé et rempli d'avance : exemples. Réserves que l'on devrait s'imposer pour certaines de ses parties, 313; — Il doit, d'ailleurs, être signé de la main même de ceux qui y prennent part, 314; — Nullité, s'il n'est pas signé par le président : exemple, 315; — Le magistrat qui doit signer est celui qui a procédé, comme président, à l'interrogatoire : exemples, 316; — Mêmes règles pour le greffier : exemple, 317; — L'accusé doit signer également ou, du moins, être mis en demeure de le faire : toutefois, sa signature ou la mention de l'interpellation à lui adresser n'est ni prescrite à peine de nullité, ni substantielle : exemple. Néanmoins, l'omission, à cet égard, constitue une irrégularité, 318; — L'interprète doit signer également : toutefois, on peut, sinon sans négligence, du moins sans nullité, se dispenser de prendre sa signature, 319; — Un seul procès-verbal suffit pour la mention du tout : inconvénients du mode contraire, 320; — Conclusion, 321; — Modèle, 322.

Interrogatoire des accusés lors des débats : Objet et importance de l'interrogatoire : observation générale sur l'objet et l'importance de l'interrogatoire, 1691; — C'est un moyen d'information et un moyen de défense, 1692; — Sa légitimité, 1693; — Contestation, à cet égard, pour l'interrogatoire écrit, 1694; — Pour l'interrogatoire oral, 1695; — On nie leur légitimité en thèse philosophique, 1696; — Et, aussi, en thèse de droit, 1697; — Cette contestation est sans valeur, 1698; — Pour le prouver, argument des art. 319 et 327, 1699; — Et des art. 405 et 406, 1700; — Motif puisé dans son utilité, 1701; — Suite, 1702; — Suite, 1703; — C'est, d'ailleurs, une formalité facultative, 1704; — Exemple, 1705; — L'accusé a le droit de ne pas répondre; mais son silence peut être interprété contre lui, 1706; — Résumé, 1707.

Place de l'interrogatoire dans la procédure orale : C'est par l'interrogatoire qu'il convient d'inaugurer les débats, 1708; — Mais c'est là une simple faculté, 1709;

— Exemple, 1710; — Résumé, 1711.

Qui procède à l'interrogatoire? C'est le président, 1712 et 1713; — Peut-il déléguer ce pouvoir? 1714; — Distinction à cet égard, 1715; — Limite dans laquelle la délégation doit se renfermer, 1716; — Controverse sur ce point, 1717; — Suite, 1718; — Exemple à l'appui de la règle que je propose, 1719; — Second exemple, 1720; — Dans tous les cas, il ne peut déléguer que l'un de ses assesseurs, 1721; — Droit personnel, selon l'art. 319, § 4, des juges, des jurés, du ministère public, de la partie civile, 1722; — Suite, 1723; — Divers modes d'exercice de ce droit, 1724; — Modes d'exercice pour les juges, les jurés, le ministère public, 1725; — Pour la partie civile, 1726; — Droit correspondant de l'accusé, 1727; — Rang d'après lequel le droit de chacun d'eux s'exerce, 1728; — Ce rang n'a rien d'obligatoire. Dans la pratique, on ne s'en préoccupe pas, 1729; — Résumé, 1730.

Forme et formule de l'interrogatoire : Les conditions de l'interrogatoire sont de deux ordres : morales et matérielles, 1731; — Conditions morales, 1732 à 1737; — Conditions matérielles : l'interrogatoire doit être public, 1738; — Il s'adresse à l'accusé seul, 1739; — L'accusé répond debout, 1740; — Il répond sans lire : exception à cette règle, 1741; — Complication lorsqu'il y a plusieurs accusés en cause; article 327 : son application a donné lieu à de nombreuses difficultés, 1742; — Première difficulté : Interrogatoire séparé. Le droit de l'ordonner appartient au président seul, 1743; — Accord, à cet égard, de la doctrine et de la jurisprudence, 1744; — Seconde difficulté : L'exercice du droit est entièrement facultatif : exemple, 1745; — Troisième difficulté : Le droit de faire sortir l'accusé ne comporte pas celui de faire sortir son conseil, 1746; — Suite, 1747; — Quatrième difficulté : Formalité à remplir à la rentrée de l'accusé. Cette formalité est-elle obligatoire? 1748; — Non, selon l'ancienne jurisprudence, 1749; — Oui, selon la jurisprudence actuelle : exemple, 1750; — Nouveaux exemples, 1751; — Motifs qui justifient cette règle, 1752; — Hésitation de quelques criminalistes, 1753; — Cette hésitation est le résultat d'une erreur, 1754; — Suite, 1755; — Cinquième difficulté : Moment où la formalité s'accomplit, 1756; — Erreur, à cet égard, de quelques criminalistes, 1757; — Exemple, 1758; — Nouvel exemple, 1759; — Sixième difficulté : L'omission de la formalité n'est pas irréparable, 1760; — Suite, 1761; — Septième difficulté : Dans quels termes s'accomplit la formalité. Deux modes, 1762; — Explication de ces deux modes. Le second est préférable, 1763; — Suite, 1764; — Distinction proposée, à cet égard, par un criminaliste, 1765; — Cette distinction n'est pas admissible, 1766; — Elle est repoussée par la jurisprudence, 1767; — En quoi consiste le premier mode, 1768; — Exemple, 1769; — Résumé, 1770; — Mentions à retenir au procès-verbal, 1771; — Du reste, point de formule sacramentelle, 1772; — Mais à la condition que, quels que soient les termes du procès-verbal, il n'y aura point de doute sur l'accomplissement de la formalité, 1773; — Formule, 1774; — Observation transitoire pour annoncer le concours d'un interprète, 1775.

Concours d'un interprète à l'interrogatoire : — Objet et importance de la nomination d'un interprète : — L'emploi d'un interprète est aussi ancien que la justice criminelle, 1776; — Etat de notre ancienne législation : Ordonnance de 1670, 1777; — Législation intermédiaire, 1778; — Législation actuelle : Art. 332, 333 de notre Code, 1779; — Art. 332. Première règle : L'interprète est, dans les cas prévus par cet article, un auxiliaire nécessaire : Exemples, 1780; — Seconde règle : On peut, selon les cas, en nommer un ou plusieurs, 1781; — Troisième règle : Ce qu'il faut entendre par ces mots : ne parleraient pas la même langue ou le même idiome, 1782; — Il s'agit, d'ailleurs, de la langue française ou de l'idiome qui la remplace dans certaines contrées, 1783; — Du reste, point de nomination nécessaire, si l'ignorance de la langue n'est pas constatée, surtout, s'il n'y a pas de réclamation, 1784; — Exemples, 1785; — Quatrième règle : Les art. 332 et 333 ne sont pas limitatifs. Ils peuvent être étendus à des cas autres que ceux qu'ils prévoient : Exemples, 1786; — Toutefois, l'extension qu'on peut leur donner ne doit pas être exagérée : Exemples, 1787; — Résumé, 1788; — Art. 33, Sourd-muet : Première règle : Point d'application de cet article, si la surdi-mutité est simulée, 1789; — Seconde règle : Mode de procéder pour le sourd-muet sachant écrire, 1790; — Ce mode est ingénieux et tutélaire, 1791; — Troisième règle : On peut, d'ailleurs, ajouter à la garantie qu'il offre celle pouvant résulter de l'assistance accessoire d'un interprète, 1792; — Quatrième règle : L'art. 333 s'applique également à celui qui est ou muet sans être sourd, ou sourd sans être muet, 1793; — Référé, pour les cas prévus par cet article, aux dispositions générales de l'article précédent, 1794.

Place à assigner, dans la procédure orale, à la nomination d'un interprète : Si l'accusé ne parle pas la langue française, la nomination de l'interprète doit avoir lieu dès l'ouverture de la séance, 1795;—Mais, hors ce cas, point de moment précis fixé par la loi ; plus tôt, dans une affaire ; plus tard, dans une autre, 1796;— Exemples, 1797;—Résumé, 1798.

Par qui et comment est nommé l'interprète : Ici, deux droits corrélatifs : droit de nomination, droit de récusation, 1799. — Droit de nomination : Il appartient au président, qui l'exerce d'office, ou sur la provocation de l'une des parties. Au cas de refus, intervention de la Cour d'assises, 1800.—*Idem*, au cas de dissentiment entre les parties, ou de récusation : Exemple, 1801; — La nomination peut, d'ailleurs, même en dehors de toute contestation, émaner de la Cour d'assises, si le président le juge convenable, 1802; — Elle peut se faire hors la présence des parties, 1803.

Droit de récusation : Le président n'a pas, à cet égard, d'avertissement à leur donner, 1804; — La récusation doit être motivée, 1805; — Les causes qui la légitiment sont laissées à l'appréciation de la Cour d'assises, 1806; — La faculté de récuser appartient au procureur général, à l'accusé. *Quid*, pour la partie civile? 1807; — Les récusations sont rares : exemple, déjà cité, 1808.

Qui peut être nommé interprète : Interprète à nommer, en vertu de l'article 332, 1809; — Conditions d'aptitude : Une seule, l'âge : vingt et un ans, au moins, 1810; — Exemples de la latitude existant, en dehors de cette condition, pour les choix à faire, 1811; — Causes d'incompatibilité : Lorsqu'il en existe, la nullité est absolue et d'ordre public, 1812; — Témoins : Incompatibilité, pour tous ceux qui sont appelés à l'audience, 1813; — L'interprète ne devient pas témoin, par cela seul qu'il est mandé par citation, 1814; — Du reste, l'incompatibilité existe aussi bien pour les témoins de l'information que pour les témoins de l'audience, 1815; — Juges : Incompatibilité, pour tous les juges de l'affaire, à la condition, bien entendu, qu'ils auront réellement à remplir l'office d'interprète : Exemple, 1816; — L'incompatibilité s'étend aux officiers du parquet et du greffe, qui complètent la Cour d'assises, 1817; — Jurés : Même incompatibilité pour les membres du jury du jugement, 1818; — Interprète à nommer, en vertu de l'art. 333 : Pour lui, point de condition d'aptitude ; point de causes d'incompatibilité. Doit être interprète la personne ayant le plus d'habitude de converser avec le témoin ou l'accusé, 1819; — Exemples de nominations faites dans ces termes, en dehors de la surdi-mutité, proprement dite, 1820; — Ces nominations ne valent, d'ailleurs, que lorsque leur nécessité est constatée, 1821.

Mission de l'interprète : Etendue des mots : discours à transmettre entre ceux qui parlent des langages différents, 1822; — Il existe, en dehors de ces discours, des traductions indispensables. Arrêt posant le principe, à cet égard, 1823;—Traductions indispensables : Déclaration du jury, réquisition pour l'application de la peine, conclusions de la partie civile, pour restitution et dommages intérêts, arrêts de condamnation, avertissement pour le pourvoi, 1824;—Traductions facultatives ou inutiles : Arrêts de renvoi et acte d'accusation, exposé du ministère public, arrêt ordonnant la radiation d'un témoin de la liste, avertissement relatif aux pièces à conviction, réquisitoire, plaidoiries et répliques, résumé du président, questions, 1825; — *Quid*, s'il s'agit ou de modifications essentielles apportées aux questions résultant de l'arrêt de renvoi, ou de questions posées comme résultant des débats? 1826; — Surtout, si l'accusé en demande la traduction? 1827; — *Quid*, s'il demande la traduction des réquisitoires, plaidoiries, répliques, résumé? 1828; — Précaution à prendre, par prudence, à cet égard, 1829; — Résumé, 1830.

Forme et formule : Nomination de l'interprète. Point de forme sacramentelle ; point d'ordonnance spéciale; point de formule obligatoire de constatation, 1832; — Mentions indispensables, 1833;—Celle de l'âge n'en fait point partie, 1834; — Serment : Le serment est un préliminaire obligé. Nullité, s'il n'est point prêté ou constaté, 1835;— Le serment doit être spécial, même pour les traducteurs assermentés, 1836;— Exception pour l'Algérie, 1837; — Il est le même pour tous, 1838; — Il faut que ce soit, non une simple promesse, mais un véritable serment, 1839;— Il doit être prêté pour chaque affaire, 1840;—Mais un seul serment suffit, pour toute sa durée et pour tous les actes qui la composent, 1841; — Ses termes sont fixés par l'art. 332. Sont-ils sacramentels? Non, d'après la jurisprudence, 1842;— Cette jurisprudence est critiquée; je ne conseille pas de la suivre, 1843; —Les termes du serment sont constatés au procès-verbal, soit par la reproduction de la formule de notre article, soit par le visa de son numéro, 1844;—On peut, à la rigueur, se borner à constater la prestation de serment, sans viser notre article ou reproduire sa formule, 1845;—Hésitation de la jurisprudence ; son dernier état, 1846.

Mission de l'interprète : Sa constatation est variable, comme la mission elle-même, 1847; — Restreinte, quand il s'agit d'une mission limitée à un point déterminé, 1848; — Générale, quand la mission s'étend à tout le débat, 1849; — On peut, dans ce cas, en constater l'accomplissement, détail par détail, ou par voie d'ensemble. Je donne la préférence à ce dernier mode de constatation, 1850;—Sans crainte qu'elle soit taxée d'insuffisance; Exemple, 1851; — Jurisprudence imposante, sur ce point, 1852: — Termes des formules que je propose, selon les cas, 1853;—Résumé, 1854.

Lecture des interrogatoires, V. *Lectures par le président.*

Leur remise au jury, 3071, V. *Remise des pièces au jury.*

Intitulé. — V. *Acte d'accusation.*

Ivresse. — V. *Discussion du procès, — Excuses légales.*

J

Jonction et disjonction des procédures.

Objet et importance de la jonction et de la disjonction des procédures : les jonctions et disjonctions sont réglées par les art. 307 et 308 du Code d'instruction criminelle. Véritable portée de ces mesures, 862; — Leur utilité, 863; — Le principe des dispositions actuelles de la loi se trouvait en germe dans le Code de brumaire et l'arrêté de germinal an IV, 864.

Qui ordonne les jonctions ou disjonctions ? C'est le président de la Cour d'assises. Sous la législation de l'an IV, c'était le tribunal criminel. Motifs de ce changement, 865; — Que faut-il entendre par : le président des assises ? Renvoi aux nos 811 et suiv. Exemple spécial, 866; — Le droit du président susbsiste même quand la Cour d'assises est en session, 867; — Mais, dans ce cas, la Cour d'assises a une compétence égale. Exemple, 868; — Sa compétence est même exclusive de celle du président quand la jonction ou la disjonction est demandée à l'audience, par voie d'incident contentieux, 869; — Résumé de ces divers points, 870; — A quel moment expire le droit du président et de la Cour? Distinctions à faire, 871; — Jonctions : 1° entre plusieurs accusés; 2° entre plusieurs accusations relatives au même accusé, 872; — Disjonctions : 1° avant la formation du tableau du jury; 2° après la formation de ce tableau; 3° après l'ouverture des débats, 873; — L'exercice du droit de jonction ou de disjonction est facultatif, 874; — Il est indéterminé, quant à l'époque où il doit s'exercer, 875; — Il s'exerce, d'office ou sur réquisition, 876.

Qui requiert les jonctions ou disjonctions ? Le procureur général, 877; — Non l'accusé, 878; — Et s'il forme, à cet égard, une demande, elle est purement officieuse. Motifs et conséquences de cette distinction, 879; — Mais l'accusé a droit de réclamation devant la Cour d'assises. Etendue de ce droit : exemples, 880; — Conclusions, 881.

Causes de jonction et de disjonction : les art. 307 et 308 ne contiennent point l'énumération des causes de jonction et de disjonction, 882; — Vague de la législation antérieure, spécialement, du Code et de l'arrêté de l'an IV, 883; — La jurisprudence fait fructifier le germe qu'ils renfermaient. De là, les art. 226 et 227 du Code d'instruction criminelle sur la connexité des délits, 884; — La définition qu'ils en donnent s'étend des chambres d'accusation aux tribunaux de répression, 885; — Deux règles générales dominent la matière, 886; — Première règle : les définitions de la loi sur la connexité sont purement démonstratives : exemples empruntés aux chambres d'accusation, aux tribunaux correctionnels, aux Cours d'assises, 887; — La conséquence, c'est que la faculté d'appréciation du juge compétent est souveraine et échappe à tout contrôle. Discussion de l'opinion contraire. Quoi qu'il en soit, le juge ne doit point abuser de cette faculté, 888; — Seconde règle : l'accusé qui n'a point réclamé devant la Cour d'assises contre l'ordonnance de jonction ou de disjonction, n'est point admis à le faire devant la Cour de cassation, 889; — Exemples empruntés aux matières correctionnelles et criminelles, 890; — Conclusion, 891; — Toutefois, comme le véritable magistrat tient à se renfermer dans le cercle de ses pouvoirs, il importe de rechercher quelles sont les diverses causes de jonction ou de disjonction admises par la loi, 892; — Texte de l'art. 227, définissant la connexité et la divisant en trois cas distincts, 893; — Premier cas : délits commis, en même temps, par plusieurs personnes réunies : exemples, 894; — Faut-il, en outre des conditions ci-dessus, qu'il y ait eu, entre les accusés, concert antérieur ? Distinction, 895; — Peut-on joindre à une accusation pour crimes, commis par plusieurs, une accusation pour crimes distincts, commis seulement par l'un d'eux? Oui, 896; — Second cas : d

lits commis par différentes personnes, même en différents temps et en divers lieux, mais par suite d'un concert formé, à l'avance, entre elles. Le concert préalable est, ici, la condition dominante, 897; — La jurisprudence devance la loi : exemple, 898; — Elle se continue depuis et sans variation : exemples, 899; — Troisième cas : délits commis, les uns pour amener les moyens de commettre, les autres pour en faciliter, pour en consommer l'exécution ou pour en assurer l'impunité. Ici, encore, la jurisprudence devance la loi : exemple, 900; — Exemples, sous le Code d'instruction criminelle, 901; — Parallèle entre ce cas et les deux cas précédents, 902; — Peut-on joindre deux accusations portées contre le même individu, lorsqu'il n'existe point de connexité entre elles? Oui. Motifs de cette règle : exemple, 903; — Ici, toutefois, la jonction est subordonnée à la compétence du juge : exemple, 904; — Après avoir éclairé la définition de la connexité par de nombreux précédents dans lesquels son existence a été reconnue, il faut l'éclairer par des précédents contraires, 905; — Premier exemple : tentative de corruption envers un juge de paix et violences par ce magistrat envers le prévenu de la tentative, 906; — Second exemple : rébellion contre la force armée à la suite d'une violation de domicile et d'une arrestation arbitraire commises par un militaire, 907; — Troisième exemple : fausses marques des marteaux de l'Etat apposées par un garde forestier, pendant qu'il était en exercice de ses fonctions, 908; — Quatrième exemple : faux par supposition de personnes dans l'examen du baccalauréat, commis par divers individus, en différents temps et sans concert préalable, 909; — Cinquième exemple : faux témoignage commis dans des débats qui, par suite, ont été renvoyés à une session, et qui, la prévention de faux témoignage ayant été suivie d'un arrêt de mise en accusation, ont été joints et soumis au même débat. Arrêt de cassation du 20 décembre 1845, sur les conclusions conformes de M. le procureur général Dupin, 910; — Je n'approuve pas cette décision : discussion approfondie de l'arrêt et des conclusions, 911; — Arrêt conforme à mon opinion : deux arrêts antérieurs à l'année 1845, trois arrêts postérieurs, 912; — Résumé de cette discussion et conclusion, 913; — En commentant l'art. 307 sur les jonctions, on a commenté l'art. 308 sur les disjonctions : en effet, déterminer l'étendue de la connexité, c'est déterminer en même temps ses limites, 914; — Du reste, il peut se rencontrer, en dehors des motifs de droit, des circonstances de fait assez impérieuses pour rendre la disjonction désirable parfois, et, parfois même, indispensable, 915.

Forme à suivre pour la jonction ou la disjonction des procédures : le fond dominant la forme, le mode d'application des règles ci-dessus découle de ces règles mêmes comme la conséquence du principe, 916; — Première conséquence : si c'est le président qui agit, il procède par ordonnance; si c'est la Cour d'assises, elle procède par arrêt, 917; — Seconde conséquence : toutefois, comme la Cour fait acte d'administration judiciaire, et non de juridiction proprement dite, elle rend moins un arrêt qu'une ordonnance, 918; — Il s'ensuit que, si elle procède avant le tirage du jury de jugement, elle peut procéder hors la présence de l'accusé, 919; — Et sans publicité, 920; — Que l'arrêt peut ne pas être motivé, quoiqu'il soit désirable qu'il le soit, 921; — Qu'on peut même opérer, par le fait seul et avant décision spéciale, une jonction ou une disjonction : exemple, 922; — Troisième conséquence : Point de nécessité de notifier aux accusés les ordonnances de jonction ou de disjonction, 923; — Quatrième conséquence : ni de les lire à l'audience, 924; — Toutefois, la notification et la lecture à l'audience sont à préférer, 925; — Résumé et conclusion, 926; — Modèle d'une ordonnance de jonction, 927; — Modèle d'une ordonnance de disjonction, 928.

Jours fériés. — 112, 407 à 409, 2597. — V. *Acte d'accusation*, — *Débats* (leur suspension), — *Rôle*.

Juge. — V. *Cour d'assises* (composition de la).

Juge. — Incompatibilité. — V. *Incompatibilité*, — *Interprète*, — *Jury*, — *Témoins* (prohibitions).

Juge au tribunal de Commerce. — Incompatibilité. — V. *Jury*.

Juge de paix. — Incompatibilité. — V. *Jury*.

Juge honoraire. — Incompatibilité. — V. *Jury*.

Juge suppléant. — Incompatibilité. — V. *Jury*.

Juge suppléant. — V. *Cour d'assises* (composition de la), — *Assesseurs* (remplacement des), — *Mintstère public*.

Jugement du pourvoi en cassation, 4171 à 4211. — V. *Cassation* (Pourvoi en).

Jurés de la session (notification aux). Cette notification est toute administrative : C'est l'art. 389 du Code d'instruction

criminelle qui la prescrit et la définit, 676; — Quel doit être son contenu, 677; — Elle est faite, à la requête du préfet, par la gendarmerie, 678; — Et, aussi, par les huissiers, 679;—*Quid*, s'il y a irrégularité dans certaines notifications ou même absence de notification pour certains jurés? 680;— Conséquences vis-à-vis des *jurés*, 681;—Conséquences vis-à-vis des *accusés*. Elles varient selon les espèces. Et d'abord, si les jurés comparaissent, point de grief, 682; — Point de grief, si les irrégularités sont superficielles, 683; — Mais s'il n'y a pas eu de notification à tous les jurés, ou si certaines sont nulles, grief sérieux. Sous la loi de brumaire, la nullité des procédures en était la suite. Exemples, 684;—Il n'en est plus ainsi sous le droit nouveau. Exemple, 685; — J'adhère pleinement à ce principe, mais sous la réserve de deux conditions, 686; — *Première condition* : L'absence ou la nullité de certaines notifications ne réduira pas à *moins de trente* le nombre des jurés présents, 687; — *Seconde condition* : L'omission de certaines notifications ne sera pas une omission volontaire, ayant pour but prémédité de soustraire le nom de certains jurés au scrutin, 688; — Conclusion, 689; — Modèle, 690.

Excuses, 1202 à 1207.

Leur entrée en séance, 1469.

Leur présence aux débats, 1493.

Leur serment : Les jurés doivent à leur serment, non-seulement leur nom, mais leur investiture définitive, 1530;— Texte de l'art. 312 du Code d'instruction criminelle, 1531; — Le serment est une formalité substantielle. Il est, d'ailleurs, prescrit à peine de nullité, 1532;— Exemples, sous le Code de l'an VI et sous le nouveau Code, 1533; — Plusieurs difficultés d'application. Première difficulté. Y a-t-il nullité, si l'irrégularité porte sur le serment proprement dit? Oui : Exemple, 1534; — Même règle, si la violation porte sur le discours du président, 1535; — On l'a contesté, mais à tort, 1536; — C'est également à tort qu'on s'appuie sur la jurisprudence, 1537; — La jurisprudence est toute contraire : Exemples, 1538; — Réflexions sur les inconvénients qui résultent de semblables erreurs d'interprétation et de citation, 1539;— Seconde difficulté : Le président peut-il modifier les termes du discours? Non. Tout y est sacramentel, 1540; — Troisième difficulté : Peut-on prêter serment selon la religion à laquelle on appartient? Oui : Exemples, 1541; — On est même dispensé de tout serment, si la religion à laquelle on appartient y répugne, 1542; — Ce qu'il faut entendre, eu égard au serment, par le mot : religion, 1543; — Dans tous les cas, il ne doit y avoir de modifié dans le serment que ce qui est de substance religieuse, 1544; — Le serment selon son culte est, d'ailleurs, facultatif : Exemples, 1545; — Quatrième difficulté : Les jurés suppléants doivent-ils prêter serment comme les douze titulaires? Hésitations de la jurisprudence, 1546; — Leur serment est obligatoire : C'est là une règle de prudence comme de droit, 1547; — Cinquième difficulté : *Quid*, si l'un des jurés refuse le serment? Peut-on l'y contraindre? Non. Peut-on l'en punir? 1548; — La doctrine est divisée sur ce point, 1549; — Dans mon opinion, on peut l'en punir, en le condamnant à l'amende, par application de l'art. 396 du Code d'instruction criminelle, 1550; — Résumé, 1551.

Place du serment dans la procédure orale : Le serment des jurés suit l'avertissement au conseil, 1552; — Mais il peut le précéder. Peut-il aussi se placer après les autres formalités préliminaires? Mes doutes à cet égard, 1553; — Dans tous les cas, il doit précéder l'ouverture des débats : Exemple, 1554; — S'il ne la précède pas, nullité, et nullité d'ordre public : Exemple, 1555; — Le serment doit se prêter au début de chaque affaire : Exemple, 1556; — Résumé, 1557.

Forme de la prestation du serment : Le serment se prête, à peine de nullité, en audience publique, 1558; — Dans la forme tracée par l'art. 312, 1559; — Interpellation du président, 1560;— Discours du président, 1561; — Attitude des jurés. Ils doivent être *debout et découverts;* mais ce n'est pas obligatoire, 1562; — Peuvent-ils siéger couverts? En droit, oui; en convenance, non, 1563; — L'appel est fait par le président; mais il peut se faire suppléer pour cela, 1564;— L'appel doit être individuel, 1565; — Exemple, 1566; — Le serment se prête *la main droite levée*, 1567;—Mais cet usage n'est obligatoire, ni en lui-même, 1568; — Ni quant au choix de la main, 1569; — Ni quant à l'usage de la lever nue, 1570; — Néanmoins, tout cela est de tradition et de convenance, 1571; — Les termes du serment sont : *Je le jure*. Ces termes sont sacramentels : Exemple, 1572; — Les présidents doivent donc se refuser à admettre des équivalents, 1573; — Addition acceptée en Belgique, 1574;—Résumé, 1575

Constatation de la prestation du serment : La prestation de serment doit être constatée dans le procès-verbal prescrit par l'art. 372 du Code d'instruction criminelle, 1576; — Parce qu'il est de

règle que toute formalité qui n'y est pas mentionnée est censée omise, 1577; — Exemples, pour le serment des témoins, 1578; — Et pour le serment des jurés, 1579; — Le procès-verbal doit retenir tout ce qui est de substance dans le serment, 1580;— Mais il suffit, pour constater la prestation de serment, de viser l'art. 342, 1581; — Portée du visa de cet article, 1582; — Suite, 1583; — Développement de cette règle, emprunté au serment des témoins, 1584; — Différence pouvant exister entre ce serment et celui des experts, des interprètes, des jurés : Exemples, 1585; — Résumé, à cet égard, 1586; — Quoique le serment soit individuel, sa constatation peut être générale, 1587; — Exemples, 1518; — Inutile, d'ailleurs, d'attacher le nom des jurés à la constatation de leur serment, 1589; — Formule, 1590.

Incompatibilité pour être témoins, 2139 à 2143.

Interpellation aux témoins, 2281 à 2294.

Leurs attributions et celles de la Cour d'assises, 2646 à 2649.

Remplacement d'un juré : appel d'un juré suppléant : Ce qu'il y a à faire quand un juré est empêché, 3569; — Le remplacement du juré titulaire par le juré suppléant ne peut être opéré qu'en vertu d'un arrêt, 3570; — La Cour est souveraine pour apprécier l'excuse du juré titulaire et la nécessité de son remplacement, 3571; — Elle n'est pas tenue d'interpeller l'accusé, 3572; — L'éloignement volontaire d'un juré motive son remplacement, comme son empêchement forcé; et il motive aussi l'amende, 3573; — La manifestation d'opinion justifie le remplacement, 3574; — V. *Attributions respectives*, — *Formalités*, — *Interprète*, — *Jury*, — *Présences nécessaires aux débats*, — *Témoins* (Prohibitions).

Juré complémentaire. — V. *Jury* (remplacement des jurés).

Juré suppléant. — V. *Jury* (adjonction des jurés), — *Serment des jurés*

Juré supplémentaire. — V. *Jury* de jugement.

Jury. *Formation du jury de session : observations préliminaires.* Objet et importance de ce sujet, 482; — Qu'est-ce que le jury? Quelle est son origine? 483; — Définition de sa mission : décret-instruction du 29 septembre 1791 : Montesquieu, 484; — Sa mission définie, il faut rechercher par qui et comment elle s'accomplit : loi du 4 juin 1853. Liste annuelle du jury. Liste de session, 485.

Liste annuelle du jury : ses conditions, quant à la forme : Détermination du nombre de jurés titulaires et de jurés supplémentaires devant composer la liste annuelle dans chaque département. Art. 6 de la loi du 4 juin 1853, 486; — Mode de formation de la liste des jurés titulaires. — Répartition du nombre déterminé entre les divers cantons, art. 7, 487; — Liste préparatoire cantonale. Art. 8, 488; — Liste préparatoire de l'arrondissement. Art. 11, 489; — Liste définitive arrêtée au département. Art. 12 et 14, 490; — Liste des jurés supplémentaires. Sa réunion avec la liste des jurés titulaires forme la liste annuelle du jury, 491; — Effet des irrégularités de forme que cette liste pourrait contenir, 492.

Ses conditions quant au fond : observation préliminaire : importance du sujet, 493. — Division de la matière, 494; — Quoique certains de ses éléments n'apparaissent pas au moment de la formation de la liste annuelle, il faut les comprendre tous ici, pour les examiner par voie d'ensemble et les réunir dans un même cadre, 495.

Conditions d'aptitude : art. 1er de la loi du 4 juin 1853. Différences caractéristiques entre les conditions déterminées par cet article et celles qu'avait fixées la législation antérieure, 496; — De l'âge : trente ans accomplis. C'est une condition essentielle d'aptitude. Jurisprudence, 497;—Il suffit, toutefois, que le juré ait trente ans accomplis au moment où il entre en fonctions, 498; — A quel moment entre-t-il en fonctions? C'est au moment de la formation du jury de jugement. Exemple, 499; — Du reste, la question d'âge est une question toujours réservée. L'inscription sur la liste annuelle établit une présomption; mais on peut faire preuve contre elle. Exemple. Conclusion, 500;— De la qualité de citoyen français. — C'est encore une condition essentielle d'aptitude : un étranger ne peut pas être juge; il ne peut donc pas être juré. Jurisprudence, 501; — Le principe est incontesté; aussi, la Cour de cassation n'a-t-elle à statuer que sur des difficultés d'application, 502; — Conclusion, 503; — De la jouissance des droits politiques, civils et de famille : c'est la troisième condition d'aptitude essentielle. En indiquant, sous les nos 507 et suivants, les personnes à qui cette condition manque, j'indiquerai celles à qui elle appartient, 504; — Du domicile. Ne peut être porté sur la liste annuelle d'un département que celui qui y réside, 505; — Mais ce n'est là qu'une condition d'aptitude toute relative et qui n'a rien de substantiel. Motifs de cette restriction. Exemple et conclusion, 506.

Causes d'incapacité : art. 2 de la loi du 4 juin 1853. — Sont incapables ceux qu'ont frappés d'une manière définitive les condamnations judiciaires indiquées aux §§ 1, 2 et 3, 507; — Aux §§ 4, 5, 6, 11 et 13, 508; — Ceux qui sont en état d'accusation ou de contumace (§ 7); — Ceux qui sont sous un mandat d'arrêt ou de dépôt (§ 12). Ces incapacités sont temporaires; cessant la cause, cesse l'effet, 509; — Les notaires, greffiers et officiers ministériels destitués (§ 8), 510; — Les faillis non réhabilités (§ 9). Ce qu'il faut entendre par failli non réhabilité. Exemples, 511; — Les interdits et les individus pourvus d'un conseil judiciaire (§ 10), 512.

Causes d'incompatibilité : art. 3 de la loi du 4 juin 1853. Les fonctions de juré sont incompatibles avec celles de: ministre (§ 1er), 513; — Sous-secrétaire d'Etat ou secrétaire général d'un ministère (§ 5), 514; — Président du Sénat (§ 2), président du Corps législatif (§ 3) et non vice-président ou membre de l'un de ces deux corps, 515; — Membre du Conseil d'Etat (§ 4), — c'est-à-dire président, conseiller, maître des requêtes, auditeur, 516. — Préfet, — sous-préfet (§ 6), — conseiller de préfecture (§ 7), 517; — Juge (§ 8). Etendue de ce mot, 518: — Il ne comprend pas les juges, conseillers et présidents honoraires. Exemples, 519; — Il comprend : les président et juges des tribunaux de commerce : exemples, 520; — Les juges de paix : exemples, 521; — Il ne comprend ni les juges suppléants des tribunaux civils, des tribunaux de commerce, des tribunaux de paix : exemples, 522; — Ni les greffiers des Cours et tribunaux; exemples, 523; — Ni les membres de la Cour des comptes; exemples, 524; — Ni les membres des conseils des prud'hommes: exemples, 525, — Protestation récente de la Cour d'assises de la Seine contre la jurisprudence établie sur ce dernier point. Appréciation de son arrêt, 526; — Conclusion, relativement à la portée d'application à donner au mot juge, 527; — Officiers du ministère public près les Cours et les tribunaux de première instance (§ 9); commissaire de police (§ 10). Etendue de ces mots : officiers du ministère public, 528; — Il ne comprend pas les maires ou adjoints, 529; — Conclusion, à cet égard, 530; — Ministre d'un culte reconnu par l'Etat (§ 11), 531; — Militaire de l'armée de terre et de mer, en activité de service et pourvu d'emploi (§ 12), 532; — Fonctionnaire ou préposé de divers services actifs (§ 13), 533; — Instituteur primaire communal (§ 14), 534; — Conclusion sur l'ensemble des dispositions de l'art. 3,535; — En terminant, deux observations générales : en premier lieu, l'incompatibilité ne s'étend pas, du titulaire de la fonction, à celui qui le remplace accidentellement, 536; — En second lieu, l'incompatibilité cesse dès que cesse la fonction. Exemple, 537.

Causes d'incompatibilité relative : art. 392, Code d'instruction criminelle. Nul ne peut être juré dans la même affaire où il aura été : officier de police judiciaire, ou greffier de l'officier de police judiciaire, 538; — Cette incompatibilité ne s'étend pas à l'huissier, 539; — Ou témoin, qu'il ait déposé dans l'instruction ou qu'il soit appelé au débat : exemples, 540; — Ou interprète, ou expert : exemples, 541; — Ou partie : on entend par partie, la victime du crime poursuivi, qu'elle soit partie plaignante, partie civile ou non, 542; — Pourvu que l'atteinte qu'elle a reçue du crime soit personnelle et directe. Exemples, 543; — Ne sont point partie les parents ou alliés de la victime. Exemples, 544; — La raison de parenté ou d'alliance a encore moins d'action, lorsqu'il s'agit d'alliance ou de parenté 1° entre un juré et un dénonciateur ou un témoin : exemples, 545; — 2° Entre un juré et un membre de la Cour d'assises : exemples, 546; — 3° Entre deux jurés, alors même qu'ils seraient membres, tous deux, du même jury de jugement. Hésitations de la jurisprudence, à cet égard. Exemple de l'application du principe définitivement consacré, 547; — Réflexions sur les inconvénients pouvant résulter de ces principes. Le remède est dans le droit de récusation. Exemple, 548; — Est partie le dénonciateur, dont la dénonciation est récompensée par la loi, 549; — Est partie le conseil de la victime : Etendue et limite de cette assimilation. Exemples, 550; — Est également partie le conseil de l'accusé. Hésitations de la jurisprudence, à cet égard. Fermeté du principe définitivement consacré. Exemples, 551; — Du reste, l'assimilation entre l'accusé et son conseil a, aussi, ses limites. Exemple, 552; — Point d'incompatibilité, d'ailleurs, dans le fait de parenté ou d'alliance de l'un des jurés avec l'accusé, 553; — Des objections sérieuses se sont élevées contre cette règle, 554; — La réponse à ces objections est encore dans l'influence du droit de récusation, 555; — Examen d'une espèce dans laquelle on excipait d'une cause toute particulière d'incompatibilité, 556; — Résumé et conclusion, 557.

Causes d'inhabilité et d'impuissance : Art. 4 de la loi du 4 juin 1853. But moral de la loi dans la distinction qu'elle a

établie entre les incapables proprement dit, et ceux qui ne sont qu'inhabiles. En droit, il existe également entre eux une différence essentielle, qui sera signalée plus tard, 558; — Sont inhabiles : 1° les individus placés dans un établissement public d'aliénés, en vertu de la loi du 30 juin 1838 (§ 3), 559; — 2° Ceux qui ne savent pas lire et écrire en français (§ 2), 560; — 3° Les domestiques et serviteurs à gages (§ 1), 561; — La jurisprudence leur a assimilé : 1° le juré atteint d'une surdité ou d'une cécité absolue : exemples, 562; — 2° Celui qui se trouve dans un état complet d'ignorance de la langue française. La jurisprudence a varié sur ce point; mais tel est son dernier état. Exemple et conclusion, 563.

Causes de dispense et d'excuse : art. 5 et 16 de la loi du 4 juin 1853. Les causes de dispenses sont déterminées par l'art. 5. Les causes d'excuse par l'art. 16, 564; — Sont dispensés : 1° les septuagénaires : cette dispense n'a plus à être requise : l'âge prouvé, elle est de droit. Quant au mode de preuve, il est laissé à la discrétion du juge, 565; — La dispense existe si les soixante-dix ans se sont accomplis avant l'entrée en fonction : l'inscription, sur la liste, ne valant que comme présomption, 566; — 2° Ceux qui ont besoin, pour vivre, de leur travail manuel et journalier, 567; — Sont excusés : les sénateurs et les membres du Corps législatif : disposition, à cet égard, de l'avis du Conseil d'Etat du 11 juillet 1811. Du reste, l'excuse n'est accordée que sur demande et que pour la durée des sessions, 568; — 2° Ceux qui ont rempli les fonctions de juré pendant l'année courante et l'année précédente : cette excuse n'a encore lieu que sur demande, 569; — Cette excuse profite-t-elle à celui qui a rempli, pendant l'année courante et l'année précédente, les fonctions de juré supplémentaire? Oui, 570; — Profite-t-elle également à celui qui a simplement rempli, pendant le même temps, les fonctions de juré complémentaire? Non. Motifs de cette distinction. Exemples, 571; — Résumé et conclusion, 572; — En dehors de ces deux causes légales d'excuse, sont également admises des excuses fondées sur des causes toutes de fait. Explication, sur cet objet, du décret instruction du 29 septembre 1791. Nombreux exemples, 573; — Exemples empruntés aux instructions du ministre de la justice, 574; — De ce qui précède, il faut conclure que la liste annuelle doit être faite, non-seulement avec régularité, mais avec discernement, 575; — Avec impartialité : Instruction, sur ces deux points, du ministre de la justice. Conclusion, 576.

Influence légale des mentions de la liste annuelle. Etat antérieur de la jurisprudence à cet égard. La liste était considérée comme échappant au contrôle de l'autorité judiciaire, 577; — Dans quelle mesure ce principe, vrai en lui-même, aurait dû être renfermé. On en avait exagéré la portée. Confusion résultant de ces exagérations, 578; — Exemples, 579; — Toutefois, la jurisprudence a fait un retour sur elle-même et a repris successivement, au profit de l'autorité judiciaire, les concessions faites antérieurement en dehors du droit, 580; — Changement radical résultant de la loi du 4 juin 1853. Les conditions, pour être juré, étant indépendantes aujourd'hui des conditions pour être électeur, la liste annuelle ne vaut plus que comme présomption, 581; — Conclusion, 582; — Influence légale des imperfections de la liste annuelle. Quelles que soient ces imperfections, elles n'entraînent point nullité des procédures. Alors même qu'elles portent sur le fond du droit, c'est-à-dire sur la capacité des individus inscrits, 583; — *A fortiori*, quand elles ne portent que sur des points de forme, 584.

Liste du jury de session : La liste annuelle close, le préfet ou le sous-préfet la transmet au greffe du tribunal compétent (art. 14 de la loi du 4 juin 1853), 585; — Cette transmission doit avoir lieu avant le quinze décembre. Motif de cette indication de date, 586; — C'est alors que commence l'action de l'autorité judiciaire sur la formation de la liste de session. Texte de l'art. 17 de la même loi qui règle le mode de formation de cette liste, 587; — Pour étudier ce mode, dans chacun de ses détails essentiels, il faut rechercher : à quel moment la liste doit être faite; par qui; dans quelle forme, 588.

A quel moment elle doit être faite : La formation de la liste de session doit avoir lieu dix jours au moins avant l'ouverture des assises. Art. 17 précité. Art. 388 du Code d'instr. crim., 589; — L'observation de ce délai n'a rien de substantiel; mais il ne faut point l'abréger de manière à nuire aux accusés, 590; — Il ne faut pas, non plus, l'augmenter outre mesure. Instruction, sur ce point, du Ministre de la justice, 591.

Par qui : L'art. 388 indiquait un seul magistrat, le premier président, 592; — L'art. 17 de la loi actuelle indique le président de la Cour ou du tribunal, siége de de la Cour d'assises. Motif de cette modification, 593; — La chambre est toujours ou la première chambre ou la chambre des

vacations, 594; — Ces mots : premier président ou président veulent dire : Cour ou tribunal, 595; — Ces mots : premier président ou président veulent également dire : ou leur remplaçant légal, 596; — L'article 257 du Code d'instruction criminelle, relatif aux causes d'empêchement pour certains magistrats, est inapplicable ici : exemple, 597; — Conclusion, 598.

Forme de sa confection : Il peut être procédé à la formation de la liste, soit à l'audience, soit à la chambre du conseil, 599; — Pourvu que la séance soit publique, 600; — Exemples, 601; — Motifs qui justifient cette règle, 602; — Suite, 603; — L'opération se divise en deux parties. Première partie : récolement de la liste et des bulletins. Usage toléré, exceptionnellement, pour Paris, 604; — Seconde partie : Formation de la liste. Elle s'effectue par la voie du tirage au sort. Tout autre mode serait irrégulier et nul, 605; — Le tirage doit s'opérer sur tous les noms. Danger d'un tirage duquel on aurait exclu, arbitrairement et de propos délibéré, un certain nombre de jurés, 606 : — Mécanisme de l'opération du tirage, 607; — Deux opérations incidentes. Première opération : remplacement, séance tenante, de certains des jurés que le sort vient de désigner. Article 15 de la loi du 4 juin 1853 et 390 du Code d'instruction criminelle, 608; — Point d'obligation, pour la Cour ou le tribunal, de procéder au remplacement, si le préfet ne lui en a pas fait connaître la cause, 609; — Même après l'avis du préfet, le remplacement n'est point obligatoire, sous peine de nullité; mais, ne point l'opérer, c'est enfreindre la loi, 610; — Du reste, le remplacement peut être opéré sans avis préalable du préfet et d'office. Il peut s'étendre hors des cas énoncés dans l'art. 390, 611; — Il peut, par exemple, s'étendre aux cas d'exclusion et de dispense, 612; — Même au cas d'excuse : exemple, 613; — Seconde opération : Remise dans l'urne, avant le tirage, des jurés défaillants ou excusés temporairement à l'une des sessions antérieures, 614; — Suite, 615; — Cette opération est l'exécution littérale de l'art. 391 du Code d'instruction criminelle, 616; — Résumé, sur ces deux opérations, des observations qui précèdent, 617; — Incidents se présentant, parfois, dans le tirage : exemple, 618; — Résumé des règles, concernant le tirage, dont l'inobservation entraîne nullité, 619; — Le greffier doit dresser un procès-verbal du tout, 620; — Modèle, 621.

Notification de la liste du jury aux accusés de la session; objet et importance de cette notification : La notification aux accusés de la liste du jury est prescrite par l'art. 395 du Code d'instruction criminelle, 691; — Et à peine de nullité. Dans tous les cas, une formalité, qui a pour objet d'éclairer le droit de récusation, est substantielle, 692; — Jurisprudence invariable, dans ce sens, sous la loi de brumaire : exemples, 693; — Et sous le Code d'instruction criminelle : exemples, 694; — Espèce dans laquelle une sorte d'exception a été admise, 695; — Cette exception est, du reste, une confirmation du principe, 696; — Le principe s'étend même aux cas où l'inobservation de la formalité n'a été que partielle. Diverses règles à cet égard, 697; — Première règle : Nullité, si la liste notifiée ne contient pas, au moins, trente jurés : exemples, 698; — Seconde règle : Nullité, si chacun des trente jurés notifiés n'est pas idoine : exemples, 699; — Et d'ailleurs, si la notification, réduite à trente jurés idoines, est valable, c'est à la condition que la réduction de quarante à trente n'aura pas été arbitraire, 700; — Observations très-sérieuses sur les effets d'une semblable réduction, 701; — Troisième règle : La notification ne vaut que pour les jurés qu'elle comprend : exemples, 702; — Mais le vice qu'elle renferme, eu égard aux jurés omis, est, parfois, sans effet sur la procédure : exemple, 703; — Quatrième règle : La notification est d'ordre public. Les parties ne peuvent ni y renoncer, si elle a été omise, ni effacer ses vices, si elle est irrégulière : exemples, 704; — Résumé de ces règles, 705.

Place de la notification dans la procédure intermédiaire : La notification doit avoir lieu la veille du jour déterminé pour la formation du tableau du jury de jugement. Ni plus tôt, ni plus plus tard, 706; — *Quid*, si elle est faite plus tôt? 707; — Hésitations de la jurisprudence : exemples, 708; — En 1817, est définitivement arrêté le principe qu'il n'y a point de nullité à procéder plus tôt à la notification : exemples, 709; — Une fois faite, la notification vaut pour toute la durée de la session : exemple, 710; — Prétention singulière dans une espèce où il s'agissait de délit et où la personne poursuivie n'était pas détenue, 711; — Dans une situation semblable, les délais de distance sont à observer : exemple, 712; — *Quid*, si la notification est faite plus tard? nullité, 713; — Résumé et conclusion, 714.

A la requête de qui, par qui, et à qui est faite la notification : Elle est faite à la requête du ministère public, 715; — C'est-à-dire par le chef du parquet de la Cour

ou du tribunal, siége de la Cour d'assises, 716; — Elle est faite par les huissiers, spécialement par les huissiers-audienciers, 717; — La notification est faite à l'accusé: ce qu'il faut entendre ici par l'accusé, 718; — C'est aussi le prévenu : exemple, 719; — Et le prévenu, qu'il soit traduit aux assises pour un délit connexe ou pour un délit spécial, 720; — Conclusion, 721.

Contenu de la notification : Lanotification doit contenir la liste du jury de la session. Mais quelle est cette liste? Est-ce la liste originaire ou la liste modifiée? 722; — A cet égard, inutile de consulter la jurisprudence antérieure au Code d'instruction criminelle, 723; — La liste peut prendre quatre aspects différents : Description de chacun d'eux. La notification vaut, quelle que soit celle de ces listes qu'elle contienne, 724; — Démonstration de sa validité, si elle contient la liste originaire seule, 725; — Exemples, 726; — La notification est également valable si elle contient, non la liste entière, mais la liste réduite par les retranchements opérés; et encore la liste, ainsi réduite, avec les remplacements, suite des éliminations : exemple, 727; — Si, enfin, elle contient cumulativement et la liste originaire, et la liste des éliminations, et la liste des remplacements, 728; — Entre ces diverses listes, quelle est celle pour laquelle il convient d'opter? La liste originaire, 729; — Cette opinion est contestée. Motifs sur lesquels se fondent ceux qui la contestent, 730; — Discussion de ces motifs, 731 à 735; — Exemples à l'appui des considérations qui servent de base à mon opinion, 736; — Je persiste fermement dans cette opinion. Quoi qu'il en soit, une règle uniforme devrait être adoptée, 737; — Quelle que soit la liste notifiée, quelle condition doit-elle réunir pour la désignation de chacun des jurés inscrits? Ancienne jurisprudence sur ce point, 738; — Cette jurisprudence a été abandonnée. Jurisprudence nouvelle. Principe de cette jurisprudence : si les omissions ou les erreurs détruisent la personnalité des jurés, il y a nullité · exemple, 739; — Mais, en même temps, si, malgré ces erreurs ou ces omissions, la désignation des jurés est suffisante, point de nullité, 740; — En principe, cette désignation, pour être pleinement satisfaisante, doit porter, pour chacun des jurés inscrits, sur ses nom, prénoms, âge, profession et résidence, 741; — A quels signes reconnaîtra-t-on si elle est suffisante? Il est impossible de résumer ces signes de manière à en extraire une règle légale d'interprétation, 742; — C'est surtout par des exemples qu'il faut éclairer des questions de ce genre, 743; — Exemples puisés dans un grand nombre d'arrêts de rejet, relatifs au nom, 744; — Aux prénoms, 745; — A l'âge, 746; —A la profession et à la résidence, 747; — Exemples puisés dans dix arrêts de cassation, 748; — Conclusion, 749; — Comment la Cour de cassation est-elle appelée à connaître de ces questions? A cet égard, quatre situations différentes : 1° La liste du jury n'est pas jointe au dossier; 2° elle y est jointe; mais elle ne fait point partie de l'original de la notification; 3° au contraire, elle en fait partie; 4° enfin, elle est jointe au dossier non en expédition séparée, non en original, mais en copie. Règles à suivre selon que se présente l'une ou l'autre de ces situations, 750; — Observation importante : l'effet des causes de nullité, qui peuvent résulter des omissions ou des erreurs de la liste notifiée, est subordonné à l'événement ultérieur du tirage à faire pour la formation du jury de jugement, 751; — Du reste, la notification de la liste du jury de session n'a à contenir ni le procès-verbal de l'opération qui a produit cette liste, 752; — Ni l'indication du jour où l'accusé doit être soumis aux débats : exemple. Néanmoins, il est désirable que cette indication ait lieu, 753.

Forme de l'acte de notification et preuves de son existence : Renvoi aux nos 105 à 193, 754; — Modèle, 755.

Composition de la liste du jury de session : Objet important de la révision de la liste et retranchements : division des opérations que comporte la révision de la liste, 1201; — Absence sans excuse : la Cour peut statuer immédiatement ou faire faire une nouvelle notification, 1202; — Absence avec excuse : si le motif paraît fondé, la Cour ordonne le retranchement. Si elle doute de la réalité de l'excuse, elle la vérifie; si elle la juge sans fondement, elle condamne le juré à l'amende ou ordonne une nouvelle notification, 1203; — La condamnation étant par défaut, opposition peut y être formée : il n'y a ni forme spéciale, ni délai pour l'opposition, 1205;—Elle peut être formée même après la clôture de la session, 1205; — Mêmes règles quand le juré, présent le premier jour, s'absente au cours de la session, 1206; — A l'égard des accusés, l'absence est un fait auquel il faut se soumettre, quelle que soit la cause, et, dès lors, retranchement nécessaire des jurés absents, 1207; — Défaut d'aptitude : retranchement nécessaire, 1208; — Défaut de domicile : même règle, 1209;—Défaut

de notification : même règle, 1210;—Incapacité : même règle, 1211 ; — Incompatibilités absolue et relative : même règle, 1212; — Cause d'impuissance : même règle, 1213 ; — Cause de dispense : même règle, 1214; — Cause d'excuse légale : même règle, si l'exonération est réclamée par le juré, 1215 ; — Cause d'excuse accidentelle : même règle, 1216; — Les retranchements sont permanents ou temporaires ; pour la session, comme pour une ou plusieurs affaires : exemples de retranchements temporaires : officier instrumentaire, interprète, expert, témoin, avocat..., 1217; — Autres exemples : affaire majeure, indisposition..., 1218; — Autre exemple . Juré défaillant qui se présente, 1219;—S'il y a eu condamnation du juré, il faut, pour qu'il puisse reprendre sa fonction, que l'arrêt par défaut soit rabattu, 1220 ; — S'il n'y a pas eu condamnation, ou si l'absence a été autorisée, le juré reprend sa fonction, de droit et sans arrêt, 1221.

Division en deux catégories des conséquences qui dérivent des cas de retranchements, selon qu'ils ont été ou négligés à tort, ou indûment opérés, 1222; — Première catégorie : Maintien, sur la liste de service, de jurés qui auraient dû en être retranchés. Confusion des premiers éléments de la jurisprudence sur les conséquences de ce maintien. Deux fins de non recevoir, admises d'abord, expliquent cette confusion, 1223 ; — Première fin de non-recevoir : Force probante de la liste annuelle. Erreur de ce système. Sa limite, 1224 ; — Seconde fin de non-recevoir : Consentement de l'accusé. Distinction à faire, à cet égard.—Le consentement ne vaut qu'autant qu'il ne s'agit ni d'une nullité expresse, ni d'une nullité substantielle, 1225 ; — Il ne vaut pas, quand il s'agit d'un défaut d'aptitude ou d'un défaut de notification, 1226 ; — D'une cause d'incapacité ou d'incompatibilité absolue, 1227 ; — D'une cause d'incompatibilit- relative, 1228 ; — D'une cause d'impuissance absolue, 1229 ; — Il vaut, quand il s'agit d'un défaut de domicile, d'une cause d'impuissance relative, d'une cause de dispense ou d'excuse, 1230 ; — Preuve de cette distinction empruntée aux arrêts intervenus depuis la loi du 4 juin 1853, 1231; —Résumé des règles qui précèdent, 1232, — Recommandation sur l'étendue à donner à leur mise à exécution, 1233 ;—Du reste, la nullité résultant du maintien, sur la liste, de jurés qui auraient dû en être retranchés, ne produit ses effets que sous certaines conditions : Diverses règles sur ce sujet, 1234 ; — Première règle : nullité constante, si la notification de la liste ne contient que trente jurés, parmi lesquels un ou plusieurs incapables, 1235 ; — Nullité encore, si, après une notification régulière, il ne se présente, au jour du jugement, que trente jurés, parmi lesquels un ou plusieurs incapables, que l'incapable soit ou non tombé au sort, 1236 ; — Ou qu'il ait été récusé, 1237 ;—Seconde règle : même nullité, si un juré, non notifié, est compris parmi les trente jurés nécessaires, qu'il soit ou non tombé au sort, 1238 ; — Troisième règle : *Quid*, si la notification comprend plus de trente jurés idoines, et, en outre, un ou plusieurs jurés qui ne le sont pas ? Distinction : si l'un de ces derniers fait partie du jury de jugement, nullité, sinon, non, 1239 ;—Quatrième règle : et il en est ainsi, au cas où il n'est pas tombé au sort, et au cas où, tombé au sort, il a été recusé par le ministère public, 1240 ; — Et aussi, au cas où il a été récusé par l'accusé, si l'accusé n'a point épuisé son droit de récusation, 1241 ; — Résumé de toutes les règles concernant la première catégorie, 1242.

Seconde catégorie : Retranchement de jurés, qui auraient dû rester sur la liste. Les décisions de la Cour d'assises ordonnant ces retranchements sont souveraines, 1243 ; — Distinction faite, par certains auteurs, entre les décisions fondées sur une raison de fait et les décisions fondées sur une raison de droit. Ils n'admettent la souveraineté des décisions que dans le premier cas, 1244 ; — Cette distinction n'a point de base légale, 1245 ; — Explication sur la portée de divers arrêts, invoqués, par erreur, à son appui, 1246 ; — La jurisprudence est conforme à mon opinion 1247 ; — Quoi qu'il en soit, il importe de se pénétrer de la loi pour n'opérer de retranchement que dans les cas autorisés par elle, 1248 ; — Résumé de toutes les règles concernant la seconde catégorie, 1249 ;— Observation importante sur les conséquences de retranchements indûment opérés, lorsqu'ils ont fait descendre la liste originaire au-dessous de trente. Distinction, selon que ce fait est le résultat d'une erreur ou d'une combinaison systématique, 1250.

Moments où s'opèrent la révision de la liste et des retranchements : Différence, à cet égard, entre le Code de brumaire et la législation actuelle, 1251 ; —Sous la législation actuelle, la révision de la liste inaugure l'entrée en fonction de chaque nouveau jury, 1252;—Révisions particulières, nécessitées par les empêchements qui surgissent au cours même de la session, 1253.

Par qui s'opèrent la révision et les retranchements : La loi, par l'ensemble de ses prescriptions, attribue à la Cour d'assises le droit d'opérer la révision de la liste et les retranchements, 1254; — Toutefois, lorsque le retranchement est nécessaire et qu'il n'y a point de contentieux à régler, le président peut l'opérer : exemples, 1255; — Quand c'est la Cour d'assises qui procède, elle doit être au complet, 1256; — Peuvent en faire partie des magistrats ayant connu de l'affaire, comme juge d'instruction ou comme membres de la chambre d'accusation. Hésitation de la jurisprudence. Son dernier état, 1257; — Résumé, 1258.

Forme dans laquelle s'opèrent la révision et les retranchements : L'opération peut avoir lieu en la chambre du conseil ou dans la salle d'audience, c'est-à-dire avec ou sans publicité, 1259; — Quelques commentateurs pensent que la publicité est de droit. C'est une erreur. Elle est peut-être désirable. Dans tous les cas, procéder publiquement est de pratique à peu près constante, 1260; — Les accusés, à juger dans la session, ne sont ni présents, ni représentés, 1261; — Mécanisme et détail de l'opération : appel des noms, constatation des absences, 1262; — Constatation de l'identité des jurés présents. Rectification des erreurs de la liste et des notifications, 1263; — Forme à observer pour produire les demandes en radiation, 1264; — Réquisition du procureur général et arrêt de la Cour d'assises : l'arrêt, quant au fond et quant à ses motifs, est abandonné à la conscience des magistrats : exemples, 1265; — Même règle, quant à la forme. D'où la conséquence que les accusés ne seraient pas même admis à critiquer l'arrêt de ce chef : exemples, 1266; — Termes précis de la décision à rendre : 1° condamnation à l'amende du juré défaillant; 2° sursis; 3° exemption pour une partie de la session; 4° pour la session entière; 5° radiation définitive, 1267; — La Cour ne peut, sans empiéter sur les attributions de l'autorité administrative, ordonner la radiation de la liste générale, 1268; — Modèle, 1269.

Remplacements : Objets et importance des retranchements : Le but du remplacement est de rendre propre au service de la session la liste mutilée, 1270; — Le moyen est indiqué par l'art. 18 de la loi du 4 juin 1853 : son texte, 1271; — Le nombre des jurés, dont parle cet article, est celui des jurés titulaires, et non des jurés supplémentaires, 1272; — Le consentement des parties ne pourrait dispenser la Cour de l'obligation de procéder aux remplacements nécessaires, 1273; — Résumé, 1274.

A l'aide de quelle liste s'opèrent les remplacements : Les remplaçants sont pris, d'abord, parmi les quatre jurés supplémentaires; en cas d'insuffisance, on a recours à des jurés complémentaires, 1275; — Des jurés complémentaires : ils sont pris, en premier lieu, parmi les jurés portés sur la liste spéciale, dressée à cet effet, 1276; — En second lieu et subsidiairement, parmi les jurés portés sur la liste générale annuelle; mais on n'y prend que les jurés de la ville, 1276; — Cet ordre est à observer à peine de nullité : exemples, 1278; — Sauf dans le cas exceptionnel, prévu par le dernier paragraphe de l'art. 18 de la loi du 4 juin 1853, 1279; — Conséquence : les remplacements s'opèrent, d'abord, par les supplémentaires, ensuite par les complémentaires, suivant l'ordre de leur inscription, 1280; — Cette règle s'étend au cas inverse, c'est-à-dire au cas où, l'un des titulaires reprenant séance, l'un des remplaçants se retire, 1281; — Exemple pour les supplémentaires, 1282; — Exemple pour les complémentaires, 1283; — Du reste, pour que cet ordre soit à suivre, relativement aux complémentaires, il faut que chacun d'eux soit idoine. A cet égard, toutes les règles sur l'habilité ou l'inhabilité des membres du jury leur sont applicables, 1284; — Une seule exceptée : explication de cette exception : exemples, 1285; — Conclusion sur ces divers points, 1286; — Résumé, 1287.

Etendue des remplacements, quant à leur nombre : On complète, par les remplacements, non la liste entière des trente-six jurés, mais seulement le nombre de trente jurés. Le système contraire, d'abord admis, a été abandonné, 1288; — Conséquences de ce principe, 1289; — Il a la même autorité, qu'il s'agisse de la retraite des remplaçants ou de l'appel fait à leur concours, 1290; — Cependant, dans l'usage, on appelle un plus grand nombre de jurés complémentaires; mais, quand ils se présentent, on n'inscrit que ceux dont la présence est nécessaire, en commençant toujours par les premiers désignés par le sort, 1291; — Résumé, 1292.

Etendue des remplacements, quant à leur durée : Premières indécisions. Deux systèmes : dans le premier, les remplacements avaient lieu pour chaque affaire. Dans le second, ils duraient tant que durait la cause qui les avait rendus nécessaires, 1293; — La jurisprudence a donné raison au dernier système, malgré les difficultés de texte résultant de la loi du 2 mai 1827 (art. 12), 1294; — Ce texte a

été rectifié, d'ailleurs, par la loi du 4 juin 1853 (art. 18), 1295; — Du principe consacré par la jurisprudence découlent cinq corollaires, Premier corollaire : Quoique l'exonération du juré remplacé soit temporaire, le remplacement se continue si, au jour indiqué, le juré remplacé n'est point présent, 1296; — Second corollaire : De même que, s'il se présente avant le jour indiqué, le remplacement cesse, 1297; — Troisième corollaire : le remplacement cesse, avant même de s'être effectué, si le juré remplacé se présente alors que l'on n'a pas encore procédé, avec le remplaçant désigné, au tirage du jury de jugement, 1298; — Quatrième corollaire : D'un autre côté, le remplacement se continue, malgré le retour du remplacé, si un empêchement se produit pour un autre juré de la liste, 1299; — Mais à la condition expresse que le retour du juré remplacé et l'empêchement de l'autre juré se produiront au moment même du tirage, 1300. — Cinquième corollaire : le remplaçant peut être désigné dès que l'empêchement se produit, alors même qu'il n'y a point à procéder, ce jour-là, au tirage d'un jury de jugement, 1301; — Résumé, 1302.

Qui procède aux remplacements : C'est la Cour d'assises qui y procède 1303; — Jamais le président seul, 1304.

Forme dans laquelle s'opèrent les remplacements : Lorsque les remplacements s'opèrent par les jurés supplémentaires, tout se borne à un simple appel, 1305; — Lorsqu'ils s'opèrent par des jurés complémentaires, tirage au sort, en audience publique. Détail de cette opération, 1306; — Tirage en chambre du conseil : il vaut s'il y a publicité, 1307; — Tirage sans publicité : il ne vaut pas. Hésitations de la jurisprudence. Aujourd'hui, est constante la règle que la publicité est indispensable, 1308; — Et le procès-verbal doit constater expressément cette publicité, 1309; — Toutefois, il n'y a point, pour cette constatation, de termes sacramentels, 1310; — Résumé, 1311; — Désignation par une voie autre que le tirage au sort. Hésitations de la jurisprudence. Aujourd'hui la règle est constante : nullité, 1312; — Conséquence : le tirage doit avoir lieu à l'aide de bulletins portant le nom de chaque juré, non à l'aide de boules ou numéros, 1313; — Résumé, 1314; — Désignation faite en l'absence de l'accusé : elle vaut, 1315; — Toutefois, s'il est présent, point de nullité, 1316; — Mécanisme de l'opération, 1317; — Procès-verbal doit en être dressé : Sa signification à l'accusé est inutile, 1318; — Un mot sur sa forme, 1319; — Modèle, 1320.

Formation du tableau de jury de jugement : observation préliminaire, 1321; — Objet et importance de la formation de ce tableau : l'objet de cette opération est déterminé par l'art. 399 du Code d'instr. crim., 1323; — Importance de l'opération, 1325; — Appel des jurés : une remarque préalable est à faire : pour chaque cause, un jury de jugement, 1326; — L'appel des jurés est une formalité substantielle, 1327; — L'appel se complète par la réponse de chaque juré et le dépôt dans l'urne de chaque nom, 1328; — Les jurés de jugement doivent être au nombre de douze, 1329; — Ce nombre est de rigueur. Nullité, s'il est restreint; exemples, 1330; — Et s'il est dépassé; exemples, 1331; — Sauf, toutefois, le cas d'adjonction, 1332.

Légalité des adjonctions. Loi du 25 germinal an VIII, art. 1er, 1333; — Difficultés résultant du silence du Code de 1808. Expédient admis par la jurisprudence pour échapper à ces difficultés, 1334; — L'article 13 de la loi du 2 mai 1827 les fait disparaître, en autorisant expressément les adjonctions, 1335; — Nombre des adjonctions : deux, au plus, 1336; — Moment où s'opèrent les adjonctions. Au moment où il va être procédé au tirage du jury de jugement, 1337; — On peut aussi y procéder après le tirage et avant les débats; mais le moment fixé par la loi est à préférer, 1338; — But et effets des adjonctions. Leur but est, non d'ajouter un juré, mais d'instituer un suppléant, 1339; — Qui ordonne les adjonctions? La Cour d'assises et la Cour d'assises seule, 1340; — Le principe est absolu à ce point que, si l'adjonction avait lieu sans son ordre, il y aurait nullité, alors même que l'adjoint n'aurait point eu à faire acte de titulaire, 1341; — Et, aussi, alors même que l'adjonction aurait eu lieu du consentement exprès du ministère public et de l'accusé : exemple, 1342; — Forme à suivre pour les adjonctions : l'adjonction s'ordonne par arrêt; mais cet arrêt, acte de simple administration judiciaire, n'est point assujetti aux conditions prescrites, à peine de nullité, pour les véritables décisions judiciaires, 1343; — Ainsi, il peut être rendu, sans interpellation préalable à l'accusé, hors sa présence, avec ou sans publicité, sans être motivé : exemples, 1344; — Il peut même ne pas être retenu par écrit et en minute spéciale. Conditions de validité, pour cette règle, et exemples, 1345; — Ces solutions ont été critiquées, mais sans raison, 1346; — Du reste, l'arrêt d'adjonction peut être rétracté, tant que les débats ne sont point ouverts : exemple, 1347; — Modèle d'un arrêt d'adjonction :

référé au nº 1034, 1348; — Une fois ordonnée, l'adjonction s'opere par la voie du tirage au sort, 1349.

Récusations : importance d'une mesure, qui est de l'essence de toutes les juridictions, 1350; — Et sans laquelle l'institution du jury ne serait plus qu'une institution discréditée, 1351; — Partout où cette institution est admise, est admis le droit de récusation, 1352; — Ce droit, en ce qui concerne le jury, est, spécialement, réglé par les articles 399, 400 et 401 du Code d'instruction criminelle, 1353.

Nature du droit de récusation : en droit, deux récusations : la récusation motivée, la récusation péremptoire, 1355; — Avantages de la récusation péremptoire et ses différences avec la récusation motivée, 1356; — Le Code de l'an IV les admettait toutes deux. Les nouveaux Codes ont réservé la récusation motivée pour les juges, la récusation péremptoire pour les jurés, 1357; — Une récusation peut avoir été suggérée sans cesser d'être péremptoire : exemples, 1358; — C'est ce qui justifie, en droit, les récusations de complaisance; mais, en fait, elles sont poussées jusqu'à l'abus, 1359; — L'accusé peut s'aider de notes dans l'exercice de son droit de récusation, 1360.

Etendue du droit : quand les jurés sont présents en nombre pair, le ministère public et l'accusé ont un droit égal, 1361; — Quand ils sont présents en nombre impair, l'accusé a droit à une récusation de plus. Dans l'un et l'autre cas, le droit du ministère public et de l'accusé est épuisé lorsqu'il ne reste plus que douze jurés dans l'urne, 1362; — Par accusé, j'entends tous les accusés soumis au même jury. Quel que soit leur nombre, l'étendue du droit de récusation reste la même, 1363; — Le nombre légal des récusations ne peut jamais être excédé. Hésitations de la jurisprudence. Elle a définitivement consacré cette règle, 1364; — Mais la nullité résultant de l'excès commis n'est que relative. L'accusé, qui en aurait profité, ne peut s'en faire un moyen, 1365; — Le nombre égal des récusations ne peut être restreint, sauf au cas d'adjonctions, 1366; — Cette règle est vainement critiquée, 1367; — Résumé, 1368.

Par qui s'exerce le droit : Il s'exerce par le ministère public et par l'accusé, 1369; — Jamais par la partie civile; jamais par les jurés, 1370; — L'accusé les exerce le premier. Etendue de cette disposition, 1371; — Par accusé, il faut entendre l'accusé ou le prévenu de délits connexes, 1372; — Alors même qu'ils seraient, en même temps, parties civiles : exemples, 1373; — Par accusé, il faut entendre l'accusé ou son conseil. Variations survenues, à cet égard, dans la législation et dans la jurisprudence. Leur dernier état, 1374; — Par qui et comment s'exerce le droit de récusation lorsqu'il y a plusieurs accusés en cause? Ce point est réglé par les articles 402, 403 et 404 du Code d'instruction criminelle, 1375; — Trois modes de récusation : concert entre les accusés, 1376; — C'est le mode général. Dans le silence du procès-verbal, présomption au profit de ce mode : exemple, 1377; — Concert partiel ou refus de concert. Plusieurs règles, à cet égard, 1378; — Première règle : règlement par le sort du rang des accusés entre eux. Conséquence : l'accusé, premier en rang, ne récuse pas pour tous; mais chacun pour soi, selon le rang, 1379; — Seconde règle : arrêt qui indique comment il faut appliquer le principe : chacun pour soi, selon le rang, 1380; — Conséquences qui découlent de cet arrêt, 1381; — Troisième règle : *Quid*, si le nombre des accusés est supérieur au nombre des récusations à exercer? Les accusés hors rang ont perdu tout droit, alors même que les récusations n'auraient pas été épuisées par leurs coaccusés, 1382; — Cette règle est critiquée, mais sans raison, 1383; — Résumé, 1384.

Effet des récusations : le juré récusé ne peut faire partie du jury de jugement. S'il siége, nullité, 1385; — Exemples, 1386; — Les récusations sont irrévocables. Faites, elles ne peuvent pas être rétractées; de même qu'elles ne sont plus possibles, si on ne les fait point au moment de l'appel du nom du juré, 1387; — Exemple pour le premier cas, 1388; — Exemple pour le second, 1389; — Du reste, le tirage doit se faire lentement, pour qu'il n'y ait point de surprise, 1390; — Et il importe de faire constater au procès-verbal toutes les réclamations auxquelles a pu donner lieu l'exercice du droit : exemple, 1391; — Résumé, 1392.

Moment où a lieu la formation du tableau du jury de jugement : ce moment est précisé par les articles 399 et 405 : c'est celui qui précède immédiatement l'examen de l'accusé. Règles d'interprétation, à cet égard, 1393; — Première règle : les diverses opérations dont se compose la formation du tableau sont invisibles. Elles doivent, à peine de nullité, s'effectuer sans interruption : exemple, 1394; — Seconde règle : extension rationnelle donnée au mot immédiatement, dont se sert la loi : exemples, 1395; — Résumé, 1396.

Par qui et en présence de qui s'opère

la formation du tableau : par qui? Par le président de la Cour d'assises, 1397; — En présence de qui? A cet égard, une distinction entre la présence obligatoire et la présence facultative, 1398; — Est obligatoire la présence, 1399; — Du président, 1400; — Des jurés, 1401; — Du procureur général, 1402; — De l'accusé, 1403; — Du greffier, 1404; — Confirmation de ces diverses règles par la jurisprudence, 1405; — Conclusion, 1406; — Est facultative la présence, 1407; — Des assesseurs, 1408; — A moins qu'il ne s'élève, pendant l'opération, un incident contentieux. La Cour d'assises ayant, seule, compétence pour le régler, la présence des assesseurs devient obligatoire : exemple, 1409; — Est facultative la présence du conseil, 1410; — Ainsi que celle d'un interprète. Distinction importante, sur ce point, selon que la nécessité d'une interprétation est ou n'est pas absolue. Jurisprudence : exemples, 1411; — Règle à suivre relativement au mode d'interprétation à adopter pour un sourd-muet sachant écrire : exemples, 1412; — Du reste, pour nommer un interprète, une ordonnance écrite n'est point nécessaire, 1413; — Conditions que l'interprète doit réunir, 1414; — La présence à l'opération de tiers, sans qualité pour y assister, est un fait sans conséquence, 1415; — Résumé, 1416.

Effets et irrévocabilité de la formation du tableau : la formation du tableau donne à l'accusation et à l'accusé des juges définitifs, parce qu'elle est irrévocable, 1417; — Telle est, en cette matière, la règle fondamentale, 1418; — Deux exceptions principales à cette règle : première exception : l'irrévocabilité cesse, lorsque la formation du tableau est irrégulière, et, aussi, lorsque tous les jurés qui le composent ne sont pas idoines, 1419; — Dans ce cas, le tableau doit être annulé. Nécessité, si l'annulation est prononcée, d'en faire connaître la cause, 1420; — Pour bien déterminer les causes d'irrégularité, les exemples valent mieux que les systèmes, 1421; — Exemples de cas où l'annulation a été prononcée à tort, 1422; — Exemples de cas où l'annulation a été justement prononcée, 1423; — Suite, 1424; — Ces exemples servent, en outre, à confirmer la règle que la Cour d'assises n'intervient que lorsque l'incident devient contentieux, 1425; — S'il y a annulation, on peut, sous certaines conditions, procéder immédiatement à un nouveau tirage, 1426; — Seconde exception; l'irrévocabilité cesse encore si, après la formation du tableau, l'affaire est renvoyée à une autre session, 1427; — *Quid*, si l'affaire est renvoyée à un autre jour de la même session? 1428; — Et d'abord, pour que ce renvoi soit régulier, il faut le consentement des parties. Si elles refusent ce consentement, le renvoi à une autre session et, partant, l'annulation du tableau sont nécessaires, 1429; — Si les parties consentent, on peut ou maintenir le tableau ou l'annuler. L'annulation est préférable. Résumé, 1430.

Forme à suivre pour la formation du tableau : mécanisme de l'opération, 1431; — Toutes les formalités qu'elle comporte se résument dans un procès-verbal. Ce procès-verbal est-il obligatoire? Oui : exemple, 1432; — Mention qu'il doit contenir, 1433; — Lieu où s'opère le tirage : il s'opère dans la chambre du conseil, et sans publicité, 1434; — Point de nullité, d'ailleurs, s'il s'opère en audience publique, 1435; — Les incidents, qui s'y produisent, peuvent se vider en chambre du conseil, 1436; — Mention concernant les personnes présentes, 1437; — Pour le président, le procureur général, le greffier, la mention de la fonction suffit, 1438; — Elle ne suffit pas pour l'accusé, pour l'interprète : exemple, 1439; — La mention de la présence du conseil est convenable, 1440; — Elle est nécessaire pour les assesseurs, lorsque la Cour d'assises est appelée à faire acte de ses fonctions, 1441; — Mention concernant l'appel des jurés : plusieurs difficultés, à cet égard, 1442; — Première difficulté : la publicité du tirage du jury de session doit-elle être constatée? Non : exemple, 1443; — Seconde difficulté : on peut également se dispenser de faire connaître les éléments de la liste de service, alors même que se trouveraient, au nombre des membres, des jurés supplémentaires, des jurés complémentaires : exemples, 1444; — Troisième difficulté : l'indication du nombre des jurés composant cette liste est indispensable : exemple, 1445; — Quatrième difficulté : mais on peut ne pas mentionner leurs noms : exemples, 1446; — Résumé, 1447; — Mention concernant les adjonctions, 1448; — Mention concernant l'avertissement pour l'exercice du droit de récusation : on peut s'en dispenser, 1449; — Mais à la condition que le droit de récusation n'aura pas eu à souffrir de ce silence; exemple, 1450; — Devoirs moraux, à cet égard, du président des assises, 1451; — Mention concernant le tirage : il s'opère par la voie du sort, 1452; — Le président tire les bulletins un à un, 1453; — Chaque bulletin doit porter un nom de juré. Toute autre inscrip-

tion est nulle. Ainsi, par exemple, l'inscription d'un numéro, 1454; — Dès que le nom sort de l'urne, il est proclamé et le droit de récusation s'exerce, 1455; — Précautions accessoires à prendre, par le président et le greffier, pour le contrôle de l'opération, 1456; — Le procès-verbal doit constater le tout et, par exemple, le nombre de jurés formant le tableau, 1457; — Leurs noms, 1458; — La constatation des prénoms est inutile, 1459; — A moins que deux ou plusieurs jurés du même nom ne figurent sur la liste de service: exemples et distinction, 1460; — Peut-on se dispenser de mentionner les récusations? Oui; mais cette mention est utile, 1461; — Conditions de forme proprement dite. Les formes générales sont celles de tous les actes de même nature. Quatre questions spéciales, 1462; — Première question : date du procès-verbal, 1463; — Seconde question : le procès-verbal peut-il être imprimé? Oui : exemples, 1464; — Troisième question : doit-il être signé par le président? Oui : exemples, 1465; — Par le greffier? Oui : exemples, 1466; — Quatrième question : *Quid*, si le procès-verbal du tirage fait corps avec le procès-verbal des débats? Distinctions et exemples. 1467; — Résumé, 1468; — Modèle, 1469.

Le jury ne peut ni se poser des questions, ni en retrancher, ni modifier le caractère du fait qui lui est déféré, 2665 à 2667, 2848; — Il n'est interrogé que sur le résultat de sa propre conviction : conséquences, 2668; — Son verdict oblige la Cour d'assises, 2669; — Compétence du jury quant aux excuses légales, 2842 à 2843; — Nécessité de mentionner la majorité dans la déclaration du jury repoussant une excuse proposée par l'accusé, 2873; — Déclaration incomplète du jury ne répondant pas à une question d'excuse, 2874; — Le jury purge le vice de complexité en décomposant les questions complexes, 2903; — Avertissements à donner au jury relativement aux circonstances atténuantes, à la majorité, au vote au scrutin secret, 3020 à 3061; — Remise des pièces au jury, 3063 à 3087.

Délibération du jury : où les jurés doivent délibérer : c'est dans leur chambre, et non ailleurs, que les jurés doivent délibérer, même lorsqu'il s'agit seulement de compléter ou de rectifier leur déclaration, 3088; — L'accès de la chambre est interdit aux jurés suppléants qui n'ont pas remplacé des jurés de jugement, 3089; — Affiche de l'instruction prescrite par l'art. 342; elle n'est pas prescrite à peine de nullité, 3090; — Affiche de la loi du 13 mai 1836. Erreur dans l'apposition de l'affiche, 3091.

Défense de communiquer, 3092; — La communication n'est cause de nullité que lorsqu'elle porte sur l'affaire, est de nature à exercer de l'influence, et a été volontairement reçue, 3093; — Communication avant la prestation de serment des jurés, 3094; — Communication à l'audience pendant les débats. La défense de communiquer ne concerne pas les jurés de jugement entre eux ou les jurés suppléants éventuellement désignés. Elle s'applique aux autres jurés non tombés au sort, 3095; — Communication avec les membres de la Cour ou avec le ministère public, 3096; — Rapports naturels entre les jurés et les témoins : comment ils s'exercent, 3097; — La défense de communiquer ne s'entend que de ce qui a trait à la cause qui est en jugement : exemples, 3098; — La tentative de communication n'est pas assimilée à la communication consommée, 3099; — Signe adressé par un juré à un témoin, 3100; — Communication au dehors pendant la suspension de la séance. La défense de communiquer au dehors n'a de sanction que dans la fidélité des jurés à leur serment. Communications nécessaires; exemples, 3101; — Communications volontaires de nature à vicier les débats, 3102; — Communications involontaires : exemples, 3103; — Faits même volontaires qui n'opèrent pas nullité : exemples, 3104; — Faits volontaires qui, au contraire, ont un effet irritant, 3105; — Le juré qui a illégalement communiqué, considéré comme empêché, doit être remplacé par un juré suppléant, s'il en a été désigné, 3106; — Preuve de la communication. Comment prouvera-t-on que la communication a eu lieu et qu'elle était relative au procès? 3107; — A quel moment l'accusé fera-t-il constater la communication? 3108; — La présomption légale est que les jurés n'ont pas communiqué, 3109.

Manifestation d'opinion. Elle est, en principe, cause de nullité. La difficulté est de savoir ce qui est réellement une manifestation d'opinion, 3110; — Exemples nombreux de faits qui ne la constituent pas, 3111; Espèces dans lesquelles elle existerait, 3112.

Secret de la délibération : Art. 343 du Code d'instruction criminelle, 3113; — Devoir moral pour les jurés de garder le secret de leurs délibérations, 3114; — L'infraction n'entraîne pas la nullité, 3115; — La règle, applicable aux seuls jurés, ne concerne pas la Cour d'assises, 3116; —

Défense aux jurés de sortir de leur chambre. Cas où les jurés, interrompant leur délibération, la remettent au lendemain, 3117; —Sortie d'un juré pour venir à l'audience prendre des notes, pour prévenir le président que le jury réclame son assistance, sous escorte d'un gendarme, 3118; — Dans l'usage, les jurés rentrent ensemble à l'audience; mais leur délibération terminée, pas de nullité s'ils y rentrent séparément, 3119; — L'art. 343 n'interdit pas à la Cour de rappeler les jurés à l'audience pour la régularisation des questions, 3120; — Défense aux tiers d'entrer dans la chambre du jury. En règle générale, le président doit respecter cette défense; mais, appelé par les jurés, il peut, par exception, entrer dans leur chambre, 3121; — Le président peut permettre par écrit à des tiers d'entrer dans la chambre du jury, 3122; — Autre exception à la défense, tirée des besoins matériels, des jurés et des nécessités du service; exemples, 3123; — L'entrée est interdite aux jurés suppléants qui n'ont pas été appelés à remplacer un juré titulaire, 3124; — Ordre de garder les issues. Cette formalité n'est pas substantielle, 3125; — Déductions tirées par la jurisprudence de ce point de départ, 3126; — Pénalité pour l'infraction aux dispostions de l'art. 343, 3127.

Formalités de la délibération : chef du jury : son remplacement. Quel est le chef du jury? Son consentement n'est pas nécessaire pour son remplacement; en tout cas, il s'induit de son silence, 3128; — A quel moment on peut remplacer le chef du jury, 3129; — Preuve que le chef du jury a été régulièrement remplacé, 3130; — Attributions particulières du chef du jury, 3131.

Formalités de la délibération. Lecture de l'instruction, 3132; — Discussion, 3133; — Deux observations générales sur la manière dont le juré doit exercer sa mission au moment de la délibération, 3134; — Lecture des questions posées. Vote. Ordre à suivre, 3135; — Interdiction aux jurés de délibérer et voter sur des questions qui ne leur sont pas soumises : renvoi et exemples nouveaux, 3136; — Sans ajouter aux questions, les jurés peuvent cependant expliquer par certains développements le vrai sens de leur réponse : exemple, 3137; — Vote au scrutin secret. C'est le chef du jury et non le président qui remet les bulletins. Pas de preuve à fournir que le vote a été secret, 3138; — En règle générale, le jury doit répondre par oui ou non, et il ne peut diviser ou décomposer les questions, 3139; — Exceptions à cette règle, 3140; — On ne peut alléguer que le peu de temps apporté au vote prouve qu'il n'a pas eu lieu au scrutin secret, 3141; — Dépouillement et vérification des bulletins. Erreur alléguée par un juré, 3142; — Bulletins illisibles : les bulletins brûlés après le dépouillement, 3143; — Constatation du résultat du scrutin : ce résultat n'est définitivement acquis que lorsqu'il a été lu à l'audience, 3144; — Constatation de la majorité : disposition de l'art. 347 du Code d'instruction criminelle, 3145; — Partage entre les jurés, 3146; — Mention de la majorité : nullité si elle n'est faite, 3147; — Interdiction d'exprimer le nombre de voix : nullité si cette règle est violée : espèces diverses, 3148; — Vote sur les questions d'excuse : leur solution négative étant une décision contre l'accusé, il faut, en ce cas, mentionner la majorité, 3149; — Vote sur les circonstances atténuantes : observations importantes à cet égard, 3150; — Constatation de l'accomplissement des formalités : pas de procès-verbal par le greffier : c'est la déclaration des jurés qui prouve par elle-même, 3151.

Déclaration du jury : — formes de la déclaration : Forme matérielle extrinsèque : La déclaration doit être écrite, 3153; — Elle est consignée sur la même feuille que la question avec laquelle elle fait corps, 3154; — C'est en la chambre de délibérations, et non à l'audience, qu'elle doit être écrite, 3155; — Pourvu qu'il la signe, le chef du jury peut la faire écrire par un autre juré, 3156; — Elle doit nécessairement être annexée à la procédure, 3157; — L'original de la déclaration fait foi de son contenu. Différences entre cet original et le procès-verbal des séances, 3158; — Déclaration biffée ou altérée après coup, 3159; —Date de la déclaration : L'omission, l'erreur ou la surcharge de la date ne sont causes de nullité, 3160; — L'indication du *lieu* ou a siégé le jury n'est pas indispensable dans la déclaration, 3161; — Formule : sur mon honneur...; sa place ordinaire; son impression est permise; son inscription à l'audience, 3162; —Interlignes, ratures, renvois et surcharges : L'art. 78 du Code d'instruction criminelle applicable à tous les actes de la procédure, 3163; — Approbation d'un seul mot raturé, 3164; Pour l'approbation des ratures et renvois, le paraphe vaut la signature, 3165; — Les surcharges rentrent dans les termes généraux de ratures et renvois, 3166; —Défaut d'approbation : 1re conséquence : les interlignes et renvois sont réputés non avenus; et l'on ne tient compte des ratures et sur-

charges, 3167; — 2e conséquence : les mots raturés ou surchargés continuent à produire leurs effets, 3168; — 3e conséquence : annulation des arrêts qui donnent force et valeur aux interlignes, renvois, ratures et surcharges non approuvés : Sept exemples, 3169; — 1re exception : il faut qu'il y ait une véritable surcharge, 3170; — 2e exception : mots indifférents : Exemples divers, 3171; — 3e exception : irrégularité effacée par les énonciations du procès-verbal, 3172; — 4e exception : irrégularité dans les décisions favorables à l'accusé, ou lorsque la peine est justifiée par une réponse régulière, 3173;—Approbation valablement faite. Les mots rayés n'existent plus, et les renvois, interlignes ou surcharges produisent leurs effets, 3174; — Forme intrinsèque : réponse aux questions : Réponse à toutes lesquestions, 3175; — Clarté de la réponse sur la culpabilité. Monosyllabes *oui* ou *non ;* suppression du mot *oui,* 3176; — Réponses distinctes à une question unique, 3177; — Des questions distinctes nécessitent des réponses séparées, 3178;—Expression de la majorité. Interdiction des mots abrégés, 3179; — Interdiction des réponses réunies par une accolade, 3180;— La place où, dans la déclaration, est mise la mention de la majorité est indifférente, 3181; — La forme de la déclaration est irrégulière si elle mentionne que les circonstances atténuantes n'existent pas; mais l'irrégularité n'entraîne pas la nullité, 3182.

Lecture de la déclaration par le chef du jury :Rentrée des jurés à l'audience. Disposition de l'art. 348 du Cod d'instructoin criminelle, 3183; — La lecture de la déclaration est une formalié substantielle, 3184; — Il faut lire la déclaration en entier, sans en rien retrancher et sans y rien ajouter, 3185;— La mention du procès-verbal que la déclaration a été lue en présence des jurés établit la régularité de la lecture, 3186; — Forme de la lecture et attitude du chef du jury : formule, *sur mon honneur.* Force probante du procès-verbal, 3187; — C'est le chef du jury qui doit lire la déclaration; mais il peut être légalement remplacé par un autre juré : Renvoi et exemples, 3188; —Illégalité de la lecture faite par une personne étrangère au jury, 3189; — En présence de qui la lecture doit avoir lieu,3190; — Lecture clandestine, 3191; — Lecture en l'absence du défenseur de l'accusé. 3192; — Cette première lecture est faite en l'absence de l'accusé, qu'on a fait retirer de l'auditoire; mais pas de nullité s'il est présent, 3193;—La présence de tous les jurés est indispensable, 3194; — Mesures à prendre si un des jurés refuse d'assister à la lecture, 3195; — Le procès-verbal mentionnant que tous les jurés sont rentrés à l'audience établit qu'ils étaient tous présents au moment de la lecture, 3196; — Pas de nullité si, pendant la lecture, les jurés suppléants reprennent leurs places, 3197; — Faut-il une nouvelle lecture quand les jurés ont été renvoyés dans leur chambre pour opérer une rectification matérielle? 3198; — Deuxième lecture surabondante faite par le greffier sur l'ordre du président, 3199;—La loi n'exige pas que la déclaration soit transcrite sur le procès-verbal qui mentionne simplement la lecture, 3200.

Signature et remise de la déclaration : — Nécessité de la signature de la déclaration :Texte de l'article 349, C. d'inst. crim., 3201; —En principe, c'est le chef du jury qui signe, 3202; — Exception pour le cas où, empêché, le chef du jury est remplacé pour la signature par un autre juré : espèces diverses, 3203; — Comme pour la lecture, il y a nullité si la signature est donnée par une personne étrangère au jury, 3204;— La signature d'un autre juré placée à côté de celle du chef du jury surabonde, mais ne vicie pas, 3205; — La loi n'exige pas qu'au-dessus et au-dessous de sa signature le chef du jury mentionne sa qualité, 3206; — Surcharge du mot *fils* dans la signature du chef du jury. Addition du nom de terre au nom patronymique, 3207;—La présence des jurés est nécessaire au moment de la signature, 3208; — La signature est valablement donnée ou dans la chambre des délibérations, ou à l'audience après lecture : Jurisprudence, 3209;— La loi n'indique pas *la place* où il faut apposer la signature. Il suffit que cette signature vienne à la suite de la déclaration et s'applique à toutes les réponses du jury, 3210; — Remise de la déclaration et signature obligée par le président et par le greffier : nullité si ces signatures ne sont pas données, 3211;— Mention de la signature par le procès-verbal, contraire au fait attesté par l'état matériel de la déclaration, 3212; — Cas où le chef du jury ayant signé deux fois, le président et le greffier n'ont apposé qu'une fois leur signature, 3213.

Déclarations régulières : leur caractère irréfragable : Caractère irréfragable de la déclaration régulière du jury : art. 350 du Code d'instruction criminelle, 3214; — Exception à cette règle; droit pour la Cour d'assises de surseoir au jugement et de renvoyer l'affaire à la session suivante : Renvoi, 3215; — Les tribunaux n'ont, en principe, aucun pouvoir pour réformer une

déclaration régulière : Exemples, 3216; — Les jurés eux-mêmes, quoiqu'elle émane d'eux, ne peuvent modifier une telle déclaration : Exemples, 3217; — L'accusé est également impuissant à provoquer la modification d'une déclaration régulièrement émise : Exemples en matière de bigamie et de question d'excuse, 3218; — Application du principe aux espèces suivantes : *asile à des malfaiteurs;* 3219; — Banqueroute frauduleuse, dette passive collusoire, 3220; Détournement de mineure par fraude, fraude envers les parents, 3221; — Fausse monnaie, ébauches grossières, 3222; — Incendie, immeuble appartenant à l'accusé, 3223; — Vol par un comptable, nature des deniers, qualité de dépositaire, 3224; — La non-représentation *du corps délit* n'altère en rien le caractère irréfragable de la déclaration régulière, 3225; — Ce caractère ne pourrait être infirmé par la production aux jurés *d'un rapport d'expert irrégulier,* 3226; — Ni par le défaut *d'audition des témoins*, pas plus que par l'audition de témoins accusés de faux témoignage, 3227.

Déclarations irrégulières : renvoi des jurés dans leur chambre, 3228 à 3459. — V. *Renvoi des jurés.*

Seconde lecture de la déclaration faite par le greffier à l'accusé : lecture faite à l'accusé : art. 357 du Code d'instruction criminelle, 3460; — L'accusé est ramené sans fers et sans entraves : exception en un cas extrême, 3461; — La lecture proprement dite ne serait pas substantielle; mais il faut absolument que connaissance publique et complète de la déclaration soit donnée à l'accusé, 3462; — La nullité n'est pas couverte par l'interpellation faite par le président en conformité de l'article 363 du Code d'instruction criminelle, 3463; — Cette nullité entraîne l'annulation de l'arrêt de condamnation et aussi des débats, 3464; — Cas où l'accusé ne veut ou ne peut comparaître, 3465; — Défaut de lecture des réponses concernant d'autres accusés, 3466; — Omission par le procès-verbal de la constatation de la lecture, 3467; — Mentions insuffisantes du procès-verbal, 3468; — Constatation de la lecture faite par le greffier, et omission de la constatation que l'accusé était présent, 3469; — Constatation : formule du procès-verbal, 3470. — V. *Attributions respectives, — Avertissements, — Circonstances atténuantes, — Contumace, — Majorité, — Questions* (rédaction des), — *Remise des pièces, — Scrutin secret.*

L

Langue étrangère : Les pièces en langue étrangère peuvent être remises au jury sans avoir été traduites, 3076.

Langue française. Inhabilité. — V. *Interprète, — Jury.*

Lecture : Avant les débats, la lecture de l'acte d'accusation à notifier ne suffit pas : il faut la notification, 106, — Lecture, aux débats, de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation, 1591 à 1620; — Lecture, par le chef du jury, de l'instruction prescrite par l'art. 342, Code d'instruction criminelle, et des questions posées, 3132 et 3135; — Ainsi que de la déclaration du jury, 3183 à 3200; — Lecture par le greffier de cette déclaration, 3460 à 3470; — Cette seconde lecture fait-elle obstacle au renvoi des jurés dans leur chambre? 3430 à 3435. — V. *Acte d'accusation, — Arrêt de renvoi, — Jury* (formalités de sa délibération, sa déclaration), — *Renvoi des jurés.*

Lectures par le président : En vertu du pouvoir discrétionnaire, il peut être donné *lecture des pièces* de la cause. Caractère de cet ordre de preuve, 2408; — Son importance, selon l'ensemble des dispositions du Code. Disposition spéciale de l'art. 269, § 2, 2409; — Enumération des pièces dont il peut être donné lecture, 2410; — Cette lecture peut, d'ailleurs, être faite par le président, ou de son ordre, soit exprès, soit tacite, 2411.

Lecture des dépositions : Le Code de brumaire en défendait la lecture, d'une manière à peu près absolue, 2412; — Il n'en est plus ainsi sous le nouveau Code, 2413; — La jurisprudence s'est modifiée avec la loi. A une défense, à peu près absolue, un droit absolu a été substitué, 2414; — Exemples, 2415; — Même alors qu'il s'agit d'un témoin atteint par une cause d'exclusion : exemples, 2416; — Et ce, malgré l'arrêt de la Cour d'assises, qui a rayé le témoin et ordonné de passer outre, 2417; — Mais on ne peut lire une déclaration insérée au procès-verbal de débats antérieurs, annulés par la Cour de cassation, 2418; — Le président est maître de choisir, pour les lectures qu'il fait, le moment qui lui convient, 2419; — A moins qu'il ne s'agisse d'un témoin, régulièrement cité, et non encore entendu. La lecture ne peut pas précéder la déposition, 2420; — Cette règle est substantielle; mais *quid*, si la lecture a lieu, le témoin étant absent? 2421; — Deux hypothèses : Si le témoin n'a pas répondu à l'appel de son nom, la lecture est régulière

2422; — Mais elle vicie le débat, si le témoin a répondu à l'appel de son nom : exemples. Mes réserves, à cet égard, 2423; *Interrogatoires* : Le Code de brumaire défendait leur lecture moins sévèrement que la lecture des dépositions, 2424; — Le Code actuel a, pour les deux, une seule et même règle, 2425; — Pour les deux, aussi, même jurisprudence : exemples, 2426. *Lecture des pièces du dossier* : Division de ces pièces en quatre catégories, 2427; — Pièces de *l'instruction proprement dite*. Toutes, elles peuvent être lues, 2428; — Pièces de *l'instruction supplémentaire*. Même règle, 2429; — *Quid*, si elles n'ont été ni remises en copie à l'accusé ni jointes au dossier? La lecture est autorisée, 2430; — Pièces recueillies *avant* ou *pendant* l'audience. Même règle, 2431; — Alors même qu'elles n'ont été ni signifiées, ni communiquées. Néanmoins, la communication préalable est utile et de convenance, 2432; — La théorie de la loi se résume donc dans cette règle que la lecture aux débats a désintéressé toutes les parties, 2433; — Nombreux exemples, 2434; — La lecture est permise, aussi bien pour les pièces étrangères à l'affaire que pour les pièces lui appartenant : exemples, 2435; — En résumé, de même que le président peut entendre *toutes* personnes, de même il peut donner lecture de *toutes* pièces, 2436; — *Quid*, toutefois, s'il s'agit d'une pièce entachée de nullité? 2437; — Examen attentif de cette question. Hypothèses auxquelles elle donne lieu, 2438; *Première hypothèse* : La pièce entachée de nullité n'a été ni jointe à la procédure, ni lue aux débats, ni remise au jury, ni consultée pour l'appel de nouveaux témoins. Point de grief, 2439; — *Seconde hypothèse* : Jointe au dossier, elle n'a été ni lue aux débats, ni remise au jury. Point de grief, 2440; — *Troisième hypothèse* : Jointe au dossier, et consultée pour l'appel de nouveaux témoins, elle n'a été ni lue aux débats, ni remise au jury. Point de grief, 2441; — *Quatrième hypothèse* : Jointe au dossier, consultée pour l'appel de nouveaux témoins et lue aux débats, elle n'a pas été remise au jury. Point de grief, 2442; — Réserve, néanmoins, quant aux explications à donner, lors de cette lecture, 2443; — Réserve, bien plus sérieuse, pour le cas où la pièce entachée de nullité aurait été remise au jury, 2444; — Résumé, 2445; — D'ordinaire, les pièces apportées et lues aux débats sont jointes aux pièces du procès; mais cette jonction n'est obligée qu'autant que l'une des parties la réclame, 2446; — Référé, pour les points accessoires, aux règles posées pour les auditions discrétionnaires, 2447; — Formule du procès-verbal, pour constater les lectures, 2448. *Lecture des questions*, 3002 à 3005; — De la déclaration du jury par le chef des jurés, 3183 à 3200; — Et par le greffier, 3460 à 3470; — Des textes de loi appliqués lors de la prononciation de l'arrêt, 3968 à 3974. — V. *Pouvoir discrétionnaire*, — *Président*, — *Questions* (mode de position des).

Légitime défense, 2820. — V. *Faits justificatifs*.

Lieu du crime, 2896. — V. *Questions* (rédaction des).

Lieu où se tiennent les assises, 992 à 1005. — V. *Cour d'assises*.

Limite du pouvoir discrétionnaire, 2331 à 2333. — V. *Pouvoir discrétionnaire*.

Liste annuelle du jury. — V. *Jury*.

Liste du jury de session. — V. *Jury*.

M

Maires. Incompatibilité. — V. *Avis à leur donner*, — *Jury*.

Majorité pour la déclaration du jury : diverses phases de la législation sur la majorité. Loi actuelle, 3048; — *Avertissement au jury sur la majorité* : Erreur du président dans l'avertissement à donner à cet égard, 3049; — Le procès-verbal doit constater que cet avertissement a été donné; mais il n'y a pas de formule exclusive, 3050; — Dire : à la *majorité*, c'est suffisamment expliquer qu'il s'agit de la majorité simple, 3051; — Les lois relatives à la majorité sont, dès leur promulgation, applicables aux procédures commencées, 3052; — Comment elle est constatée, 3145 à 3151. — V. *Jury* (formalités de sa délibération).

Mandat d'arrêt ou de dépôt. — V. *Jury*.

Manifestation d'opinion. — V. *Jury* (défense de communiquer).

Mari. — V. *Parenté et alliance*, — *Témoins* (prohibitions).

Médecin. — V. *Dispense*.

Meurtre : 2694, 2857, 2862, 2864. — V. *Excuses légales*, — *Questions* (circonstances constitutives).

Militaire. Incompatibilité. — V. *Jury*.

Mineur : de quinze ans; incapacité de témoignage, 1992 à 2005. — V. *Témoins* (prohibitions). — De seize ans : application

de la peine, 3829 à 3835. — V. *Condamnation* (arrêt de), — *Discernement.*

Ministère public. — V. *Arrêts incidents*, — *Avocat général*, — *Cassation* (pourvoi en), — *Cour d'assises* (composition de la), — *Incompatibilité*, — *Jury* (récusation des jurés, — *Officier du ministère public*, — *Présences nécessaires*, — *Procureur général*, — *Procureur impérial*, — *Substitut.*

Ministre. Incompatibilité. Nomination et remplacement des magistrats de la Cour d'assises. — V. *Cour d'assises*, — *Jury*, — *Témoins* (déposition proprement dite).

Ministre d'un culte reconnu par l'Etat. Incompatibilité. — V. *Jury.*

Minute des arrêts. — V. *Arrêts définitifs.*

Mises en état sur le pourvoi en cassation, 4133 et 4134. — V. *Cassation* (pourvoi en).

Mode de position des questions, 3001 à 3019. — V. *Questions* (mode de position des).

Modèles : de l'acte d'accusation, 61 ; — De la notification des arrêts et acte d'accusation, 174 ; — De l'interrogatoire de l'accusé, 322 ; — Du rôle, 481 ; — Du procès-verbal du tirage du jury de session, 621 ; — De la notification de la liste des temoins, 674 ; — De la notification à faire aux jurés de la session, 690 ; — De la notification de la liste du jury de session à l'accusé, 755 ; — D'ordonnances de jonction et de disjonction des procédures, 927 et 928 ; — De l'ordonnance de renvoi de l'affaire à un autre jour ou à une autre session, 951 ; — D'adjonction de magistrats et de jurés à ceux qui composent la Cour d'assises, 1034 ; — Des ordonnances d'ouvertures des assises et de nomination des président et assesseurs, 1063 ; — Du procès-verbal de la révision de la liste du jury de session et des retranchements, 1269 ; — Du procès-verbal du tirage des jurés complémentaires, 1320 ; — Du procès-verbal du tirage des jurés de jugement, 1468 ; — De la position des questions, 3019 ; — Des avertissements à donner au jury, 3024 ; — De la remise des pièces au jury, 3086 ; — De la constatation du renvoi des jurés dans leur chambre, 3450 ; — De la constatation de la lecture par le greffier de la déclaration du jury, 3470 ; — D'ordonnance d'acquittement de l'accusé et du procès-verbal y relatif, 3662 et 3663. — V. *Formules.*

Motifs : des arrêts incidents, 3610 à 3615 ; — Des arrêts définitifs, 3682 à 3690. — V. *Arrêts définitifs et incidents.*

N

Nom des jurés, 744, 744. — V. *Jury.*

Nombre des magistrats composant la Cour d'assises, 1010 à 1034. — V. *Cour d'assises.*

Nomination des magistrats composant la Cour d'assises, 1035 à 1063. — V. *Cour d'assises*

Notaire destitué. — V. *Jury.*

Notes. — V. *Jury* (secret de sa délibération), — *Témoins* (audition des).

Notification de la liste des témoins, 622 à 674. — Aux jurés de la session, 676 à 690 ; — De la liste du jury aux accusés de la session, 691 à 755, 1210. — V. *Jurés*, — *Jury*, — *Témoins.*

Nullités : écrites et nullités substantielles, 22 ; — Provenant de la violation de l'art. 408, Code d'inst. crim., 23, 24 et 25 ; — Du procès-verbal d'interrogatoire de l'accusé avant les débats, 298 à 322. — Ayant pour cause le maintien sur la liste du jury de session de jurés qui auraient dû être retranchés, 1234 à 1250. — V. *Cassation* (pourvoi en), — *Interrogatoire* de l'accusé avant les débats, — *Jury*, — *Procès-verbal* des séances.

O

Objet de l'acte d'accusation ; — Du résumé du président. — V. *Acte d'accusation*, — *Résumé.*

Officiers du ministère public : leurs devoirs moraux relativement à l'exposé de l'acte d'accusation. — V. *Acte d'accusation.* — Incompatibilité. — V. *Jury*, — *Procureur général.*

Officier ministériel destitué. — V. *Jury.*

Omissions de chefs d'accusation ou d'éléments constitutifs du crime, ou de circonstances aggravantes dans l'acte d'accusation, 42, 52 et 53 ; dans les questions, 2721 à 2725. Ces omissions entraînent la nullité et ne purgent pas l'accusation, 2744 à 2759. — V. *Acte d'accusation*, — *Cassation* (pourvoi en), — *Questions.*

Opposition : à l'audience d'un témoin incapable, 1971 à 1991 ; — A l'audition de la partie civile, 2106 à 2114. — V. *Témoins* (prohibitions).

Ordonnance du président : pour la clôture des débats, 2601 à 2603 ; — Prononçant l'acquittement de l'accusé, 3650 à 3680. — V. *Acquittement*, — *Débats* (leur clôture).

Ordre et classification des questions. — V. *Questions* (rédaction des).

Ordre de garder les issues de la chambre des jurés, 3125 à 3127. — V. *Jury* (secret de sa délibération).

Organisation de la Cour d'assises. — V. *Cour d'assises.*

Ouverture des assises, 956 à 969. — V. *Cour d'assises.*

Ouvrier : Dispense. — V. *Jury.*

P

Parents et alliés. — V. *Témoins* (prohibitions).

Parlant à....., 126 à 135, 666, 776. — V. *Acte d'accusation*, — *Contumace.* — *Témoins.*

Parricide : crime *sui generis*, 2909. — V. *Questions* (rédaction des).

Partage entre les jurés, 3146. — V. *Jury* (Formalités de sa délibération).

Partie : Incompatibilité relative. — V. *Jury.*

Partie civile : Incompatibilité relative pour le jury, 542 à 544; — Notification de la liste des témoins, 639 à 648 ;— Opposition à l'audition d'un témoin incapable, 1975; — Son incapacité pour être entendue en témoignage, 2603 à 2114 ; — Interpellations aux témoins, 2281 à 2294 ; — Discussion du procès, 2531 à 2588; — Dommages-intérêts et restitutions réclamés par elle, 3929 à 3959; — Son pourvoi en cassation, 4099 à 4102. — V. *Cassation* (pourvoi en), — *Discussion* du procès, — *Dommages-intérêts*, — *Jury*, — *Pièces à conviction*, — *Témoins.*

Peine : 2900 et 2901, 2979, 2991 à 2993; — Peine appliquée, motifs erronés; — La plus forte, 3771 à 3790 ; — Graduation et peines indivisibles, 3791 à 3793; — Peine capitale, son exécution, 3839 et 3840. — V. *Arrêts définitifs*, — *Complicité*, — *Condamnation* (arrêt de), — *Questions* (rédaction des).

Père, — Mère. — V. *Parenté et alliance*, — *Temoins* (prohibitions).

Pièces à conviction, *leur transmission* : c'est le procureur général qui ordonne la transmission des pièces à conviction, 209; — C'est aussi une mesure nécessaire, parce que leur représentation à l'audience peut être utile, 210 ; — Leur transmission, toutefois, n'est pas substantielle : exemple. Mais le défaut d'exécution de cette mesure peut contraindre à une remise de l'affaire ou amener des incidents, 211 ; — Le délai de vingt-quatre heures, prescrit par l'art. 291, n'est pas plus substantiel que la mesure elle-même, 212 ;— La forme à suivre, pour cette double transmission, est, d'ailleurs, de pure administration, 213 ; — *Leur représentation* : Dernières formalités. Elles sont au nombre de deux, 2510 ; — L'une est une simple mesure d'ordre ; l'autre a de l'importance, 2511 ; — La première est prescrite par l'art. 328 du Code d'instruction criminelle, 2512; — Son origine et son objet, 2513 ; — La seconde est prescrite par l'article suivant. Elle consiste dans la représentation des pièces à conviction, 2514; — Questions préliminaires que soulève son exécution. Première question : que faut-il entendre par pièces à conviction ? 2515; — Distinction à faire entre ces pièces et les pièces du procès. Art. 35, 37, 133 et 291 du même Code, 2516; — Exemple, 2517 ; — Seconde question : doit-on distinguer entre elles, selon qu'elles se rapportent ou non au crime poursuivi ? Non, 2518;— Troisième question : selon qu'elles ont été ou non régulièrement saisies et transmises ? Non, encore : exemples, 2519; — Quatrième question : selon qu'elles sont ou non méconnues par l'accusé ? Pas davantage, 2520 ; — Cinquième question : leur apport à l'audience est-il obligatoire ? Nullement, 2521 ; — Même alors qu'il serait requis, 2522 ; — Sixième question : Si elles sont apportées aux débats et qu'elles y restent closes, y a-t-il nullité ? Non : Exemple, 2523 ; — Dans tous les cas, il convient, dans la pratique, de rompre les scellés ou cachets et de représenter lesdites pièces, 2524; — Mais n'est point obligatoire la représentation, soit aux juges et aux jurés, 2525 ; — Soit aux témoins, 2526; — Exemples, 2527 ; — Soit à l'accusé : exemples, 2528 ; — Etendue de la règle, sur ce point, 2529; — Toutefois, la représentation à l'accusé doit avoir lieu, si elle est requise, 2530 ; — Suite et exemple, 2531 ; — L'interpellation à faire, à cet égard, à l'accusé, est d'ailleurs, facultative : exemple, 2532 ; — Est également facultatif le moment où la représentation doit avoir lieu, 2533 ; — Néanmoins, elle ne peut précéder le serment du témoin à qui elle est faite, 2534 ; — Mentions du procès-verbal la concernant et modèle, 2535 ; — Résumé et transition, 2536; — Usage pendant le débat oral d'une partie des pièces à conviction, 3068 ; — Ces pièces peuvent ne pas être remises au jury au moment où il va délibérer, 3075.

Pièces de la procédure. *Leur transmission* : elle est prescrite par l'art. 291 du Code d'instruction criminelle, 201 ; — Elle est de nécessité absolue : on ne peut juger le procès sans la procédure, 202 ; — Elle est ordonnée par le procureur général,

203 ; — Elle doit s'effectuer dans le délai de vingt-quatre heures, fixé par ledit art. 291 : convenance de l'exacte observation de ce délai, 204 ; — Ce délai toutefois n'est pas substantiel, 205 ; — Avant l'envoi des pièces, le procureur général doit veiller à ce qu'elles soient classées méthodiquement : confusions et diversités des classements pratiqués en ce moment, 206 ; — Un mode uniforme de classement devrait être adopté, 207 ; — Préférence à donner au mode suivi, notamment, par le greffe de la Cour impériale de Paris : description de ce mode, 208.

Délivrance à l'accusé de la copie des pièces de la procédure ; — Objet et importance de cette délivrance : deux délivrances de pièces, l'une gratuite, l'autre aux frais de l'accusé, 336 ; — Délivrance gratuite : l'un des objets de cette délivrance est de faire cesser, pour l'accusé, le secret de l'instruction : de là son importance, 337 ; — Mesure exacte de cette importance : sous le Code de brumaire (art. 320), nullité, au cas d'inexécution ou d'exécution incomplète de la formalité : exemples, 338 ; — Modifications apportées par le nouveau Code : art. 305 : la nullité n'existe plus, 339 ; — Mais l'inexécution de la loi, à cet égard, est regrettable, 340 ; — L'accusé, d'ailleurs, n'est point désarmé : la nullité est remplacée par le droit de réclamation : efficacité de ce droit : exemples, 341 ; — Conséquences de l'exercice du droit de réclamation, 342 ; — Du reste, de simples réserves ne constituent point une réclamation ; exemples, 343 ; — La communication du dossier n'efface pas la nullité pouvant résulter du défaut de délivrance de la copie des pièces : exemple sous le Code de brumaire, 344 ; — Exemple sous le Code actuel, 345 ; — Résumé et conclusion, 346.

Place dans la procédure intermédiaire de la délivrance de la copie : cette place est déterminée, non par un texte précis, mais par l'ensemble des dispositions du Code, 347 ; — L'art. 320 du Code de brumaire était exprès : la substance de sa disposition a été conservée : la copie doit être remise après l'interrogatoire et avant l'ouverture des débats, 348 ; — Y a-t-il nullité si la remise a eu lieu plus tôt ? non, 349 ; — Mais jusqu'à quel moment peut-on la retarder ? peut-on attendre la veille des débats ? oui : exemple, 350 ; — Réflexions sur ce point, 351 ; — Inconvénients d'un semblable retard, 352 ; — Conclusion, 353.

Contenu de la copie des pièces : le Code de brumaire ne distinguait point entre les pièces : il exigeait la copie de toutes, 354 ; — La Code actuel n'exige que la copie, 1° des procès-verbaux constatant le délit, 2° des déclarations écrites des témoins, 355 ; — Difficultés d'interprétation sur ces deux points : sens donné par la jurisprudence à ces mots : *procès-verbaux constatant le délit :* exemples, 356 ; — Sens donné par la jurisprudence à ces mots : *déclarations écrites des témoins* : exemples : conséquences, 357 ; — Questions particulières sur le même sujet : cas de jonction, 358 ; — Cas de non-lieu et de reprise des poursuites, 359 ; — Cas de poursuites successives, 360 ; — Cas d'instruction supplémentaire : jurisprudence sous le Code de brumaire, 361 ; — Jurisprudence contraire sous le nouveau Code : motif de cette différence, 362 ; — Cas où l'accusé ne comprend pas la langue française : conclusion, 363.

Par qui et à qui est faite la délivrance de la copie des pièces : la délivrance est faite par le greffier, 364 ; — Elle est faite à l'accusé ; mais rien n'exige que ce soit à l'accusé en personne, 365 ; — S'il y a plusieurs accusés, faut-il une copie pour chacun d'eux ? oui, sous la loi de brumaire, 366 ; — non, sous la loi du 5 pluviôse an XIII (art. 3), 367 ; — non, sous le Code d'instruction criminelle, qui reproduit, dans l'art. 305, le texte même de l'art 3 de la loi de pluviôse : exemple, 368 ; — Exception à cette règle, 369 ; — Il n'est pas dû de copie gratuite à la partie civile : mais si elle en obtient une, point de critique possible de la part de l'accusé, 370.

Preuve la délivrance de la copie des pièces : la preuve consiste dans un reçu de l'accusé, 371 ; — Un tel reçu est-il obligatoire ? Oui, sous le Code de brumaire : exemples, 372 ; — Non, sous le Code actuel : exemple : mais le reçu est utile en ce sens qu'il empêche toute dénégation, 373 ; — Le reçu est à demander à l'accusé ou à son conseil : s'il était signé par un tiers, il serait comme n'existant pas, 374 ; — La forme de ce reçu n'a rien de sacramentel : forme adoptée dans certaines Cours d'assises, 375 ; Forme à suivre : conclusion, 376.

Délivrance aux frais de l'accusé : le droit à cette délivrance résulte de l'art 305, § 1er : motifs de ce droit, 377 ; — La copie ainsi requise par l'accusé ne peut lui être refusée, 378 ; — Elle doit comprendre toutes les pièces qu'il réclame : exemple, 379 ; — Limite rationnelle de ces mots : *toutes les pièces*, 380 ; — Conclusion, 381.

Communication des pièces : le droit à la communication des pièces résulte de l'art. 302 : motif de libérale prévoyance de la loi à cet égard, 382 ; — L'exercice de ce droit ne peut être requis qu'après l'inter-

rogatoire, 383 ; — Toutefois, si la communication a été autorisée antérieurement, point de grief : exemple, 384 ; — Mais ce n'est là qu'une concession gracieuse : si, avant l'interrogatoire, la communication était demandée et refusée, le refus serait parfaitement légal, 385 ; — Ce droit s'exerce au greffe et sans déplacement des pièces, 386 ; — Il s'exerce à la condition de ne pas retarder l'instruction, 387 ; — Il s'exerce par le conseil, non par l'accusé, à moins d'une autorisation que le procureur général peut accorder ou refuser, 388 ; — Conclusions, 389.

Lecture des pièces pendant les débats : 2427 à 2448. — V. *Lectures par le président*, — *Pouvoir discrétionnaire*.

Pièces à remettre au jury : 3062 à 3087. — V. *Remise des pièces au jury*.

Pièces nouvelles produites par le président dans son résumé, 2329, 2632 à 2624. — V. *Résumé du président*.

Pillage : 2696, 2866. — Crimes *sui generis*, 2909. — V. *Excuses légales*, — *Questions*.

Plaidoirie. — V. *Discussion du procès*.

Police de l'audience : Art. 504 : police de l'audience ; expulsion ou arrestation des perturbateurs ordonnée par le président, 3601 ; — Art. 505 : tumulte accompagné d'injures ou voies de fait entraînant des peines correctionnelles ; compétenee de la Cour 3682 ; — La Cour doit prononcer *séance tenante et immédiatement ;* — sens de ces mots, 3603 ; — Le regret manifesté est une atténuation, et non une excuse. 3604 ; — Applicabilité de la loi aux militaires, 3605 ; — Art. 507 : voies de fait dégénérant en crimes, ou autres crimes flagrants, 3606 ; — La Cour, en exerçant sa juridiction, statue *de suite et sans désemparer*, après avoir constaté les faits, sur les réquisitions du ministère, après défense du délinquant, et sans assistance des jurés, 3607 ; — Malgré l'art. 508, c'est à la majorité que la Cour rend sa décision, 3608 ; — Constatation de cette majorité, 3609. — V. *Pouvoir discrétionnaire*.

Pouvoir discrétionnaire du président.

Origine, utilité et caractère de ce pouvoir : énumération des attributions appartenant au président. Art. 267, 2310 ; — Pouvoir concernant la police de l'audience, 2311 ; — Pouvoir concernant la direction des débats : résumé des cas où nous l'avons vu exercer, 2312 ; — Résumé de ceux où nous le rencontrerons encore, 2313 ; — Son efficacité, 2314 ; — Son insuffisance : de là l'origine d'un nouveau pouvoir, 2315 ; — Sa création remonte à la loi de 1791, 2316 ; — Disposition, à cet égard, du Code de l'an IV, 2317 ; — Et du Code d'instruction criminelle art. 268 et 269, 2318 ; — Caractères principaux de ce pouvoir, 2319 ; — Son caractère distinctif, 2320 ; — Exemple, 2321 ; — Résumé à cet égard, 2322.

Son étendue : ce pouvoir n'a pour limite que la conscience du président, 2323 ; — Une réserve, toutefois, 2324 ; — Restriction proposée par quelques criminalistes, selon la lettre de l'art. 269, 2325 ; — Cette restriction n'est pas sérieuse : l'art. 269 n'est que démonstratif, 2326 ; — Exemples multipliés pour l'établir, 2327 ; — Ce pouvoir est facultatif : exemples, 2328 ; — Aussi bien pour ordonner une mesure que pour la refuser : exemples, 2329 ; — Et, aussi, pour la rétracter avant son exécution : exemples, 2330.

Sa limite : sa seule limite, c'est de ne rien entreprendre de contraire aux dispositions de la loi, 2331 ; — exemples d'application de cette règle, 2332 ; — Elle était, d'ailleurs, justifiée d'avance par les précédents que nous avons déjà vérifiés, 2333.

Par qui, quand et comment il s'exerce :

Par qui : par le président, sans contrôle, comme sans partage. Le pouvoir discrétionnaire est incommunicable. La Cour d'assises ne peut jamais s'en saisir, 2334 ; — C'est là une règle fondamentale. Jurisprudence imposante, sur ce point, 2335 ; — Distinction, proposée par un criminaliste, pour l'audition discrétionnaire des incapables, 2336 ; — Cette distinction n'est pas admissible, 2337 ; — En cette matière, l'incompétence de la Cour d'assises est d'ordre public, 2338 ; — L'exercice du pouvoir discrétionnaire doit être spontané, 2339 ; — Limite raisonnable, à cet égard : exemples, 2340 ; — Mode d'application de ces diverses règles. Deux hypothèses à prévoir. Première hypothèse : absence de réclamation, 2341 ; — Seconde hypothèse : réclamation. La Cour d'assises a-t-elle à rendre arrêt ? 2342 ; — Non, selon l'ancienne jurisprudence, 2343 ; — Oui, selon la jurisprudence actuelle, 2344 ; — Exemple, 2345 ; — Second exemple, 2346 ; — Troisième exemple, 2347 ; — Quatrième exemple, 2348 ; — Limite dans laquelle l'arrêt de la Cour d'assises doit se renfermer, 2349 ; — Résumé, sur ce point, 2350 ; — Du reste, sans conclusions expresses, point de nécessité d'arrêt, 2351 ; — Conséquence de la différence existant entre le pouvoir discrétionnaire et les autres pouvoirs du président, 2352 : — La

Cour d'assises peut partager avec lui ces derniers, 2353 ; — Exemples, 2354 ; — Et même elle le doit, quand s'élève un contentieux, sur un point de nature contentieuse, 2355 ; — Conséquence, eu égard aux autres pouvoirs du président, des différences existant entre eux, 2356; — Pour les actes rentrant dans le pouvoir juridictionnel, compétence exclusive de la Cour d'assises, au cas de contestation, 2357 ; — Pour les actes d'instruction de droit commun, même règle, 2358; — Pour le actes rentrant dans le pouvoir personnel du président, la règle change. La compétence de la Cour d'assises est facultative, le président pouvant procéder seul, 2359 ; — Motif de cette règle, pour le droit de police de l'audience. Exemple, 2360 ; — Et, aussi, pour le droit de direction des débats, 2361 ; — Résumé, 2362.

Quand s'exerce le pouvoir discrétionnaire. Pendant les débats. Il commence et finit avec eux, 2363 ; — Il ne peut pas s'exercer avant : exemple, 2364 ; — Mais le président peut en préparer, d'avance, l'exercice : exemple, 2365 ; — Il s'exerce en pleine audience, 2366 ; — Jusqu'à la clôture des débats. Restriction vainement tentée, à cet égard, 2367 ; — Réserve, au profit du droit de défense, lorsque le pouvoir discrétionnaire s'exerce après les débats proprement dits, 2368 ; — Et, aussi, réserve, au profit du droit du président, d'ordonner la réouverture des débats, 2369.

Comment s'exerce le pouvoir discrétionnaire : point de mesure obligatoire ; point de forme sacramentelle, 2370 ; — Exemples, 2371 ; — Nouveaux exemples et conséquence, 2372.

Expert nommé en vertu du pouvoir discrétionnaire, 2485 à 2487.

Transports et vérifications extérieures, 2502 à 2509. — V. *Expertises*, — *Lectures* par le président, — *Président*, — *Témoins* entendus en vertu du pouvoir discrétionnaire, — *Transports* et vérifications extérieures.

Précision dans les questions. — V. *Questions* (rédaction des).

Préfet. — Sous-préfet : Incompatibilité. — V. *Jury*.

Préfet. Notification aux jurés de la session, 678. — V. *Jurés*.

Premier président. Fixation du mois et du jour de l'ouverture des assises, 960, 962 à 964 ;—Sa présidence des assises, 1037 et 1038 ; — La nomination par lui faite du président et des assesseurs des assises, 1039 à 1063 ; — Remplacements de ces magistrats, 1112 à 1115. — V. *Cour d'assises*.

Prénoms des jurés, 744 à 745. — V. *Jury*.

Prescription de l'action publique et de la peine, 3885 à 3911. — V. *Condamnation* (arrêt de).

Présences : nécessaires aux débats : résumé des règles organiques de la composition des Cours d'assises, 1492 ; — La nécessité de la présence continue du *président*, des *assesseurs* et de tous les *jurés de jugement* en découle, 1493 ; — Même règle pour l'*officier du parquet* et le *greffier*, 1494 ; — Exemple pour l'*officier du parquet*, 1495 ; — Nouvel exemple, 1496 ; — Exemple pour le *greffier*, 1497 ; — Enseignements précieux qui ressortent de cet exemple, 1498 ; — Réserve à faire pour les absences insignifiantes, 1499 ; — La présence continue de l'*accusé* et de son *conseil* est-elle également obligatoire ? 1500 ; — Oui, pour l'*accusé*, 1501 ; — Sauf dans les cas formellement exceptés, 1502 ; — C'est là un point constant en jurisprudence, 1503 ; — Quant au *conseil*, sa présence est toujours supposée, 1504 ; — Néanmoins, elle n'est pas indispensable. Explication, à cet égard, 1505 ; — Son absence peut même durer pendant toute la séance, 1506 ; — Pas d'exception à cette règle, 1507 ; — Le conseil n'a pas même à être remplacé, 1508 ; — Mais il y a convenance à le faire, 1509 ; — Du reste, le conseil présent à l'audience peut ne pas être celui qui a été choisi ou désigné d'office : exemples, 1510 ; — Toutefois, nullité si l'absence du conseil est du fait du ministère public, du président ou de la Cour : exemples, 1511 ; — Résumé, 1512.

Nécessaires au moment de la lecture de la déclaration du jury : 3183 à 3200.

Président de chambre. — V. *Cour d'assises* (composition de la).

Président de la Cour d'assises : ses droits et ses devoirs quant à l'interrogation de l'accusé avant les débats, 229 à 297.

C'est le président qui fixe le jour où les affaires viennent aux assises et qui, par conséquent, fait le rôle, 396 à 406.

Instruction supplémentaire, 803 à 861.

Jonction et disjonction des procédures, 862 à 928.

Renvoi de l'affaire à un autre jour ou à une autre session, 929 à 951.

Changement du jour fixé pour l'ouverture des assises, 966 à 968.

Quand commencent ses pouvoirs, 974.

Adjonction de magistrats à ceux qui composent la Cour d'assises, 1019, 1022, 1029.

Sa nomination, 1035 à 1047.
Conditions de capacité pour être président des assises, 1064 à 1066.
Son remplacement, 1111 à 1167.
Formation du tableau du jury de jugement, 1397 à 1416; — Sa présence continue aux débats, 1493.
Discours aux jurés, 1535 à 1540; — Réception de leur serment, 1558 à 1575.
Détermination du rang des accusés, 1691 à 1690.
Interrogatoire des accusés lors des débats, 1708 à 1730.
Nomination d'un interprète, 1799 à 1803.
Audition et confrontation des témoins, 2175 à 2307.
Pouvoir discrétionnaire, 2308 à 2448.
Nomination des experts au cours des débats, 2459 à 2464.
Suspension, clôture et réouverture des debats, 2589 à 2616.
Son résumé, 2617 à 2643.
Il pose les questions nouvelles résultant des débats, 2784; — Si pourtant un contentieux s'élève, c'est la Cour qui statue, 2785; — Comment il pose ces questions, 2797 à 2799; — Position des questions d'excuse, quand il n'y a pas de contentieux, 2846; — Rédaction des questions, 2875 à 2993; — Mode de position des questions; incidents; rectifications matérielles, 3001 à 3018.
Avertissements à donner au jury, 3020 à 3061.
Son entrée dans la chambre des jurés, 3121; — Permission écrite qu'il donne à des tiers de pénétrer dans cette chambre, 3122 à 3124; — Ordre d'en garder les issues, 3125 à 3127.
Signature de la déclaration du jury, 3211 à 3213.
Renvoi des jurés dans la chambre de leurs délibérations, 3436 à 3450.
Ordonnance d'acquittement de l'accusé, 3650 à 3680.
Interpollation à l'accusé après les réquisitions pour l'application de la peine, 3702 à 3727.
Prononciation de l'arrêt de condamnation et avertissement à l'accusé sur le droit de pourvoi en cassation, 3960 à 3980. — V. *Acquittement de l'accusé*, — *Arrêts définitifs*, — *Avertissements*, — *Condamnation* (arrêt de), — *Cour d'assises*, — *Débats*, — *Discernement*, — *Excuses légales*, — *Expertises*, — *Instruction supplémentaire*, — *Interrogatoire*, — *Jonction et disjonction*, — *Jurés*, — *Jury*, — *Pouvoir discrétionnaire*, — *Présences nécessaires*, — *Questions*, — *Rang des accusés*, — *Renvoi de l'affaire*, — *Renvoi des jurés*, — *Résumé*, — *Rôle*, — *Témoins*.
Président du Corps législatif. Incompatibilité. — V. *Jury*.
Président du Sénat. Incompatibilité. — V. *Jury*.
Presse : complexité, 2908. — V. *Questions* (rédaction des).
Prêtre. — V. *Dispense*.
Preuve testimoniale. — Importance de la preuve testimoniale, 1855; — Coup d'œil sur l'ancienne législation, à cet égard, 1856; — Idée générale de la législation actuelle, 1857; — Suite, 1858. — V. *Témoins*.
Procédures. — V. *Cassation* (pourvoi en), — *Jonction et disjonction* des procédures.
Procès-verbal : de l'interrogatoire de l'accusé avant les débats, 298 à 322; — Du tirage de la liste du jury de session, 620; — Du tirage du jury de jugement, 1431 à 1469; — Mention au procès-verbal des séances du serment des jurés, 1576 à 1588; — Ses mentions quant à l'interrogatoire des accusés, 1771 à 1774; — Constatation de la prestation de serment des témoins, 2224 à 2238; — Constatation de la suspension, clôture et réouverture des débats, 2600, 2615 et 2616; — Du résumé du président, 2641 à 2643; — De la position des questions, 3019; — Mention des avertissements donnés au jury, 3024, 3042 à 3047, 3050 à 3052, 3055; — Constatation de la remise des pièces au jury, 3082 à 3087. — V. *Formules*, — *Interrogatoires* de l'accusé, — *Jurés*, — *Jury*, — *Modèles*, — *Questions* (mode de position des), — *Remise* des pièces au jury, — *Serment des jurés*.
Procès-verbal des séances : Forme matérielle du procès-verbal; but du procès-verbal, 3981; — Le greffier, chargé de dresser le procès-verbal, peut se faire suppléer par ses commis greffiers assermentés, 3982; — Pourvu qu'il le signe après avoir assisté à tous les débats, il peut ne pas l'écrire lui-même, 3983; — Nécessité de la signature du président. Signature illisible, 3984; — La signature du greffier est aussi nécessaire. Cas où, les débats ayant duré plusieurs jours, il y a des procès-verbaux distincts : omission de signature de l'un de ces actes, 3985; — Force majeure empêchant le greffier de rédiger et de signer le procès-verbal : le président procède seul. Intervention partielle du greffier en chef, 3986; — Cas où c'est le président qui, empêché par la force majeure, ne peut signer : délégation d'un assesseur, 3987; — La signature du président n'est pas de

pure forme : son devoir de vérification, 3988 ; — Dissentiment entre le président et le greffier sur la rédaction, 3989; signature donnée par erreur par un magistrat autre que le président : rectification, 3990; — Signature du ministère public sans effet utile ni irritant, 3991 ; — si l'affaire dure plusieurs jours, le greffier peut, ou dresser un seul procès-verbal d'ensemble, ou un procès-verbal distinct pour chaque séance, 3992; — Chaque procès-verbal distinct doit être signé et mentionner l'accomplissement des formalités dans la séance dont il rend compte, 3993; — Le procès-verbal doit être daté ; — Omission ou erreur de la date réparables par les autres énonciations de cette pièce elle-même ou d'autres pièces, 3994 ; — Ratures, renvois, surcharges et interlignes ; — Renvoi et rappel de deux règles à cet égard, 3995; — *Blancs* existant dans le procès-verbal, 3996; — Pas de forme sacramentelle pour la rédaction, 3997 ; — Interdiction des procès-verbaux imprimés, 3998 ; — Et aussi des procès-verbaux manuscrits écrits à l'avance, 3999 ; — Cependant on pourrait imprimer les têtes et les choses d'usage, 4000; — L'interdiction d'imprimer ne s'applique qu'au procès-verbal *des séances* et non à l'opération du tirage au sort du jury de jugement, 4001 ; — Utilité de mentionner les faits en détail dans l'ordre où ils se produisent; mais faculté de relater *in globo* les formalités identiques, 4002 ; — Faculté de réunir dans un seul procès-verbal le tirage du jury et le narré des débats, 4003; — Insignifiance de quelques fautes d'orthographe, 4004.

Dans quel délai il doit être rédigé : aucun délai n'est fixé pour la signature du procès-verbal : conséquences, 4005 ; — Le président peut donc n'apposer sa signature que quelque temps après le greffier, 4006; — Cas exceptionnel où l'accusé refuse de comparaître ou est expulsé de l'audience, 4007.

Contenu du procès-verbal : disposition de l'art. 372 relative aux choses que le procès-verbal doit contenir et à celles qu'il ne peut mentionner, 4008 ; — Choses que le procès-verbal ne peut pas mentionner : 1° Réponses des accusés : violation de cette interdiction ; espèces diverses, 4009; — La disposition prohibitive ne s'applique qu'aux réponses de l'accusé ayant un rapport quelconque avec la culpabilité : exemples, 4010; — Aveux de l'accusé recueillis par la gendarmerie, en dehors du procès-verbal des séances, 4,011 ; — En cas de violation de la règle prohibitive, la nullité du procès-verbal s'ensuit et profite à tous les accusés, 4012: — 2° Défense de mentionner le contenu aux dépositions des témoins : exception au cas où il s'agit de constater des changements, additions et variations, 4013; — Observations sur ce cas exceptionnel, et renvoi, 4014; — Nullité si, hors ce cas, le contenu aux dispositions est relaté ; — Même lorsqu'il s'agit de constater l'état mental de l'accusé, 4,015 ; — *A fortiori*, il y a nullité si, avec les dépositions, on relate les réponses de l'accusé, 4016; — Mais la nullité n'est pas encourue lorsque, un incident étant soulevé, la mention des dépositions est produite par la nécessité de motiver l'arrêt, 4017 ; — Ni au cas de réunion des dépositions pour arriver à l'application de l'art. 318, 4018; — Ni lorsque l'on énonce que les experts ont dit qu'ils étaient unanimes, 4019; — Ni pour la déclaration des témoins relative à leur individualité, 4020 ; — Droit du ministère public de faire constater les dépositions des témoins pouvant donner lieu à une poursuite ultérieure, 4021 ; — Notes sur les dépositions prises en dehors du procès-verbal, 4022 ; — Choses que le procès-verbal doit contenir : observation générale, 4023 ; — Règle dominante : toute formalité non constatée est réputée omise ; et, si la formalité est substantielle, l'annulation du procès-verbal et des débats s'ensuit, 4024 ; — Enumération des formalités substantielles dont l'accomplissement doit être mentionnée. Retour sommaire sur ces formalités successivement examinées dans le cours de l'ouvrage, 4025 ; — Analyse de quelques mentions suffisantes ou insuffisantes quant à la constatation de la publicité, 4026 ; — La nullité n'existe pas si la formalité omise ou mal constatée n'était ni substantielle, ni expressément prescrite à peine de nullité, 4027 ; — Rappel des formalités qui n'ont pas ce caractère, 4028 ; — Accomplissement des formalités mentionné par la citation de l'article de loi qui les prescrit, 4029 ; — Les termes du procès-verbal doivent être interprétées d'une manière favorable à son maintien : exemple, 4030 ; — Communication du procès-verbal au conseil de l'accusé. — Refus et ses conséquences, 4031.

Sanctions pénales : Le procès-verbal irrégulier est nul et entraîne l'annulation des débats. Frais de la procédure à recommencer à la charge du greffier. Amende au cas de défaut de procès-verbal, ou d'omission de sa signature, 4032 ; — Qui prononce cette amende ? 4033.

Foi due au procès-verbal : Foi due au

procès-verbal jusqu'à inscription de faux. Espèces dans lesquelles, cette inscription n'étant pas faite, on n'a pas permis de contester ses mentions, 4034; — Ce que le procès-verbal ne dit pas étant réputé n'avoir pas été fait, son silence a la même puissance que ses affirmations : exemple, 4035; — Limites à la foi due au procès-verbal. Ses énonciations contredites par un fait matériel constaté par un acte authentique : exemple : signature de la déclaration du jury, 4036; — Contradiction entre le procès-verbal et un arrêt formel de la Cour : ce dernier acte a une puissance supérieure, 4037; — Lois qui autorisent la Cour de cassation à admettre l'inscription de faux, 4038; — L'inscription n'est recevable que si les faits allégués sont pertinents et admissibles. Quels faits n'ont pas ce double caractère, 4039; — Espèce dans laquelle la Cour de cassation a admis l'inscription de faux : bonne foi du président et du greffier; nullité du procès-verbal 4040; — Procédure à suivre pour l'inscription de faux, 4041; — V. *Formules*, — *Modèles*.

Procès-verbaux constatant le crime : leur remise au jury, 3065, 3069. — V. *Remise* des pièces au jury.

Procureur général près la Cour d'assises.

C'est lui qui rédige l'acte d'accusation, 9. — Au cas de renvoi devant une Cour d'assises d'un autre ressort pour sûreté publique ou suspicion, le procureur général près cette Cour de renvoi est chargé de ce soin, 10. — De même au cas de renvoi après cassation, si l'annulation comprend l'acte d'accusation, 11. — Le procureur général peut, pour le faire, déléguer un avocat-général ou un substitut de son parquet, 12. — La délégation n'a point à être expresse; elle est présumée de droit; mais il est bien de la constater, 13. — Le procureur impérial près la Cour d'assises compétente peut-il rédiger l'acte d'accusation? Doute : dans tous les cas il convient que ce magistrat s'abstienne, 14.

C'est à sa requête que la notification de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation est faite à l'accusé, 84 à 86.

Il ordonne la transmission des pièces de la procédure et des pièces à conviction : il veille à ce que cette formalité soit exécutée dans le délai légal et au classement méthodique de ces pièces, 201 à 213.

Il accorde ou refuse la communication personnelle à l'accusé des pièces de la procédure, 388.

Notification de la liste des témoins faite par lui ou à lui, 639 à 648.

Notification de la liste du jury à l'accusé, 715 et 716.

Instruction supplémentaire, 828 à 830.

Réquisition de jonction et disjonction des procédures, 877 à 881.

Réquisition de renvoi de l'affaire à un autre jour ou à une autre session, 936 à 940.

Réquisition sur la translation du siége des assises, 1001 à 1004.

Récusation des jurés, 1361, 1362 et 1369.

Formation du tableau du jury de jugement, 1402.

Son exposé de l'affaire, 1621 à 1637.

Interpellations à l'accusé, après son interrogatoire, 1722.

Opposition à l'audition d'un témoin incapable, 1974.

Incompatibilité pour être témoin, 2126.

Interpellations aux témoins, 2281 à 2284.

Réquisitoire et réplique, 2531 à 2586.

Son pourvoi en cassation, 4089 à 4097.

Pourvoi dans l'intérêt de la loi, 4212 à 4230. — V. *Acte d'accusation*, — *Cassation* (pourvoi en), — *Discussion du procès*. — *Exposé de l'affaire*, — *Instruction supplémentaire*, — *Jonction et disjonction* des procédures, — *Jury*, — *Pièces de la procédure*, — *Renvoi de l'affaire* à un autre jour ou à une autre session, — *Témoins*.

Procureur impérial près la Cour d'assises compétente : Peut-il rédiger l'acte d'accusation? Doute; dans tous les cas il convient que ce magistrat s'abstienne, 14. — A sa requête sont notifiés à l'accusé l'arrêt de renvoi et l'acte d'accusation, 86.

Profession des jurés, 741 et 747. — V. *Jury*.

Prohibitions portées par la loi contre certaines personnes appelées en témoignage, 1929 à 2172. — V. *Témoins*.

Prononciation de l'arrêt. — V. *Condamnation* (arrêt de).

Prorogation de délai. — V. *Renvoi de l'affaire*.

Provocation à la guerre civile, 46. — V. *Acte d'accusation*.

Publication : de l'ordonnance d'ouverture des assises, 969. — Des ordonnances de nomination des magistrats composant la Cour d'assises, 1058 à 1063, — V. *Contumace*, — *Cour d'assises*.

Publicité des débats.

Le principe de la publicité des débats remonte à 1789. — Décret du 9 octobre, 1477; — Décrets des 16-24 août 1790. Lois ultérieures, 1478; — Code d'ins-

truction criminelle, articles 153, 190, 309, 1479; — Constitutions : An VIII, 1814, 1830, 1848, 1852, 1480; — La publicité des débats est donc un principe de droit et une maxime constitutionnelle, 1481; — Toute infraction à cette règle essentielle entraîne nullité, 1482; — Ce qu'il faut entendre par ces mots : les *débats* sont publics; 1483; — Ils embrassent la séance tout entière, 1484; — Exemples, 1485; — Caractères auxquels se reconnaît la publicité des débats, 1486; — Exemple, 1487; — Second exemple, 1488; — Troisième exemple, 1489; — Résumé, 1490; — Mode d'exécution et formule, 1491.

Du serment des jurés, 1558.

Du résumé du président, 2624 et 2625, 2642.

Des arrêts incidents, 3620 et 3621.

De la prononciation de l'arrêt, 3962. — V. *Arrêts incidents*, — *Condamnation* (arrêt de), — *Huis clos*, — *Serment des jurés*.

Q

Qualification du crime, 43, 45, 46. —V. *Acte d'accusation*.

Qualité de l'accusé : — V. *Attributions respectives*. — Aggravante d'un crime, 2728, V. *Questions* (circonstances aggravantes).

Questions :

Source réelle et base des questions : Nécessité de mettre les questions en harmonie avec l'accusation elle-même, 2670; — C'est l'arrêt de renvoi, plutôt que l'acte d'accusation, qui est la source réelle et la base des questions, 2674; —Jurisprudence affirmant en termes généraux cette règle, 2672; — Rappel des modifications licites que l'acte d'accusation peut faire à l'arrêt : renvoi, 2673; — Principes et idées qui dirigent le président quand il arrête la formule de ses questions, 2674; —En premier lieu, si l'acte d'accusation a substitué une qualification nouvelle, bonne ou mauvaise, à celle de l'arrêt de renvoi, le président doit reprendre celle de l'arrêt de renvoi, 2675; — Nombreux arrêts en ce sens, 2676; — En deuxième lieu, le président ne peut ajouter un nouveau chef à ceux relevés par le dispositif de l'arrêt de renvoi, 2677; —Néanmoins, il peut poser une question sur un fait qui se trouve implicitement compris dans l'accusation relevée par l'arrêt, 2678; —En troisième lieu, le président ne peut puiser une question dans l'ordonnance du juge d'instruction infirmée par l'arrêt de mise en accusation, 2679; — Développement de la règle qui, lorsque le résumé de l'acte d'accusation est vicieux, permet et prescrit au président de réparer l'erreur en faisant retour à l'arrêt de renvoi, 2680; —Application de cette règle et de celle qui autorise le président à rectifier les erreurs matérielles de l'arrêt de renvoi lui-même, 2681; —De même, si deux parties de l'acte d'accusation ne sont pas d'accord entre elles, le président doit adopter l'interprétation qui concorde avec l'arrêt de renvoi, 2682; — Le président rectifie encore l'acte d'accusation quand cet acte soumet au jury des questions de droit, 2683; — L'accusé n'est recevable à se plaindre de l'irrégularité des questions que lorsqu'il a un intérêt réel : exemples, 2684.

Questions relatives aux circonstances constitutives du crime : Nécessité de comprendre dans les questions toutes les circonstances constitutives retenues par l'arrêt de renvoi, 2685; — Arrêts nombreux appliquant cette règle et détermination des circonstances constitutives : en matière de tentative, 2686; — De complicité, 2687; —De bigamie, 2688; — De faux témoignage en matière criminelle et en matière civile : témoin frappé d'incapacité, 2689; —Distinction entre la subornation de témoins et la provocation au faux témoignage : dans ce dernier cas, nécessité d'énoncer les éléments de la complicité : référence à une question antérieure, 2690; —De séquestration : espèce curieuse, 2691; — De coups et blessures : la volonté est élément constitutif, 2692; — De violences envers un fonctionnaire, 2693; — De meurtre : la volonté est aussi constitutive : accusation de ce crime contre un fonctionnaire, 2694; — De vol; sa définition; immunité de l'art. 380 du Code pénal, 2695; —De pillage, 2696; —D'extorsion de titres, 2697; — De destruction d'effets, 2698; — De concussion, 2699; — De banqueroute frauduleuse; circonstances constitutives de ce crime et de sa complicité; ainsi que d'un crime accessoire, 2700; — De fausse monnaie française ou étrangère, 2701; — De corruption de fonctionnaire, 2702; — D'infanticide, 2703; —De suppression d'enfant, 2704; — D'attentats à la pudeur, 2705; — De viol, 2706; — D'incendie : détermination des caractères constitutifs : fait matériel, volonté, préjudice : maison habitée, assurée, appartenant à autrui ou à l'accusé : incendie de récoltes; par communication, 2707; — De détournement de mineur, 2708; — D'abus de confiance par serviteur à gages, 2709; — D'empoisonnement, 2710; — De faux : caractères généraux de tout faux, 2711; — Diverses es-

pèces de faux ayant leurs caractères propres, 2712; — 1° Faux par fonctionnaires publics, 2713; — 2° Faux en écriture authentique et publique; nombreuses espèces résolues par la jurisprudence, 2714; — 3° Faux en écriture de commerce ou de banque; espèces diverses, 2715;—4° Faux privé; exemples et notamment quant aux registres domestiques, 2716; — 5° Usage de faux, 2717; — La circonstance omise dans le *dispositif* de l'arrêt de renvoi peut être insérée dans la question si elle résulte des *motifs* de l'arrêt ou de l'*ordonnance de prise de corps*, 2718; — Espèce dans laquelle un arrêt a poussé bien loin le droit de rectification, 2719; — La circonstance empruntée à des parties de l'arrêt autres que son dispositif doit se lier clairement au fait de l'accusation, 2720; — Nullité incontestable si le président omet une circonstance constitutive retenue dans l'arrêt de renvoi, 2721;— Cependant pas de nullité si l'omission porte sur un point accessoire, secondaire et sans rapport avec la caractérisation du crime, 2722; — Ou sur un fait qui, quoique particularisé par l'arrêt, ne forme ni crime, ni délit, ni aggravation, 2723; — Circonstances oiseuses, inutiles, ridicules ou contradictoires avec l'accusation, 2724;— Les actes authentiques n'enchaînant pas la conscience des jurés, on doit faire porter les questions mêmes sur les faits constatés par des actes de cette nature : jurisprudence, 2725.

Questions relatives aux circonstances aggravantes : Définition des circonstances aggravantes, 2726; — Nécessité de mentionner dans les questions toutes les circonstances aggravantes relevées dans l'arrêt de renvoi, 2727; — Exemples : vol sur chemin public; — avortement, qualité de l'accusé; — coups et blessures, incapacité de travail personnel; — violence par un fils envers son père; — ou contre un fonctionnaire, 2728; — Et il faut les énoncer avec tous les éléments qui les caractérisent : exemples : en matière d'effraction intérieure et extérieure, 2729; — En matière d'escalade, 2730; — En matière de fausses clefs, 2731; — En matière de vol par un ouvrier, 2732; — Vol par un voiturier, 2733; — Actes de barbarie, 2734; —Attentats à la pudeur : autorité du coupable sur la victime; maîtres et domestiques; fonctionnaire; assistance d'un tiers, 2735; — Détournement de mineur; âge de la victime, 2736;—La nullité ne cesserait pas d'exister si l'élément aggravant omis dans la question spéciale était mentionné dans la question principale : il y aurait complexité prohibée, 2737; — Quand les faits ont été déclarés par le jury, c'est à la Cour qu'il appartient de décider s'ils constituent légalement la circonstance aggravante : exemples, 2738;—Nécessité de questions distinctes et séparées pour les circonstances aggravantes : renvoi, 2739.

Questions relatives aux délits connexes : Au cas de connexité, les Cours d'assises deviennent compétentes pour connaître de délits, 2740; — Comme dans les autres affaires les jurés font leur office et la Cour applique la peine, 2741; — Jurisprudence maintenant avec énergie les attributions des jurés en cette matière, 2742; —Cependant, ici encore, la Cour d'assises statue sur les questions de droit qui peuvent surgir : exemple en matière d'adultère, 2743.

Les questions doivent purger l'accusation : La question qui omet un chef d'accusation, une circonstance constitutive, ou une circonstance aggravante, ne purge pas l'accusation, 2744;—Dispositions du Code de brumaire et jurisprudence ancienne, 2745;—Exception, sous ce Code, quand la question ne pouvait exercer aucune influence sur la peine, 2746;—Quoique notre Code ne contienne pas une disposition textuelle, la règle est la même et dérive de l'art. 337, 2747; — Exemples nombreux en diverses matières, 2748; — La règle s'applique même aux faits qui, omis dans le résumé de l'acte d'accusation, sont retenus par le dispositif de l'arrêt de renvoi, 2749; — Et aussi à ceux qui sont relevés par les motifs ou l'ensemble de cet arrêt et par l'ordonnance de prise de corps : exemples, 2750; — La règle est encore applicable quand l'arrêt de renvoi, sans relever expressément une circonstance constitutive, se réfère à un article de loi qui la contient : exemples, 2751;—Résumé de la portée de notre règle, 2752; — Néanmoins le décès de l'accusé purge l'accusation, mais non pas à l'égard de ses complices, 2753; — Sous le Code de brumaire, l'omission emportait nullité quand le ministère public était demandeur en cassation : En était-il toujours de même quand le pourvoi était formé par l'accusé? Dissentiment avec M. Faustin Hélie. Distinction faite par la jurisprudence, 2754;— Règles sous notre Code : 1° l'omission d'un chef n'entraîne pas nullité des questions régulièrement posées; 2° cette omission entraîne, au contraire, la nullité de la question qui aurait dû contenir la circonstance constitutive omise; 3° l'omission d'une circonstance aggravante est aussi cause de nullité, 2755;—Toutefois, l'accusé ne peut avoir moyen d'annulation là où il n'a nul

intérêt : jurisprudence, 2756;—Quand c'est le ministère public qui réclame contre l'omission, la nullité est toujours encourue, 2757; — L'omission est réparable avant la lecture de la déclaration du jury : renvoi, 2758;— Quand le fait principal est écarté, l'omission ou le refus de déclaration par les jurés sur une question qui est la dépendance de ce fait, n'a aucun effet irritant, 2759.

Questions sur les faits nouveaux ou modificatifs résultant des débats : Faits nouveaux résultant des débats : Distinction entre les faits nouveaux et les circonstances modificatives, 2760;—Règle interdisant d'introduire dans les questions des faits nouveaux, autres que ceux pour lesquels il y a mise en accusation, 2761; — Définition d'un fait nouveau, autre que celui de l'accusation, 2762;— Application de ce principe par l'ancienne jurisprudence, en matière de coups et blessures, vol, 2763;—Application par la jurisprudence moderne en matière d'avortement, complicité de banqueroute, détournement de pièces par un avoué, infanticide, banqueroute; fausse monnaie, culpabilité d'un accusé transportée à un autre, faux, tentative de meurtre, émission de fausse monnaie, 2764;— La connexité d'un fait nouveau au fait de l'accusation justifierait-elle une question nouvelle? distinction, 2765; — L'adhésion de l'accusé ne permettrait pas de valider une question incompétemment soumise au jury, 2766.

Circonstances nouvelles résultant des débats : Observations générales. Ce ne sont pas seulement les circonstances aggravantes nouvelles qui peuvent être posées comme résultant des débats : ce sont aussi toutes les autres circonstances modificatives. Leur définition, 2767; — L'accusé ne peut se plaindre qu'on a déplacé le terrain du débat, 2768; — Consécration de cette règle par l'ancienne jurisprudence, 2769; — Et aussi par la jurisprudence moderne : nombreuses citations, 2770; — La règle comprend : 1° les circonstances aggravantes; 2° celles qui atténuent; 3° celles qui, sans altérer le fait, modifient la qualification; 4° celles qui modifient le fait sur certains points accessoires, 2771; — 1° Circonstances aggravantes. Aucun doute à cet égard, en présence du texte de l'article 338, 2772;—Exemples en matière de violence : assassinat suivi de vol, vol avec violences, emploi de fausses clefs, qualité de domestique, aide d'un tiers, serviteur à gages, avortement, chemin public, attentat à la pudeur, 2773; — Il en est ainsi alors même que les circonstances nouvelles résultant des débats constitueraient elles-mêmes des crimes d'une autre nature, si elles sont aggravantes du fait principal : exemples, 2774; — 2° Circonstances qui atténuent. Atténuer une accusation, ce n'est pas en changer le caractère, 2775; — Exemples de circonstances qui atténuent, pouvant être posées quand elles résultent des débats, en matière d'homicide, faux, banqueroute, infanticide, enlèvement de mineur, attentat à la pudeur, 2776; 3° Circonstances modifiant la qualification. Elles peuvent légalement être posées comme résultant des débats, 2777;—Questions nouvelles sur la tentative, 2778; — Questions nouvelles sur la complicité, 2779; — A l'inverse, questions de tentative ou de complicité, suivies de questions nouvelles sur la consommation directe du crime, 2780; — Espèces diverses en matière de faux, complot, viol, fausse monnaie, banqueroute, complicité, vol domestique, faux en écriture de commerce, 2781;—4° Modification du fait et de ses accessoires. Cette modification est licite, 2782; — Exemples en matière d'incendie, distribution de faux congés, vol, vol avec violences, complicité par recel ou par provocation, banqueroute frauduleuse, attentat à la pudeur, complot, parricide, banqueroute simple, infanticide, extorsion de signatures, incendie de maison habitée, exposition d'enfant, coups et blessures, 2783.

Par qui et comment les questions nouvelles sont posées. — Mode de constatation qu'elles résultent des débats : Par qui les questions nouvellees sont posées : c'est le président qui pose les questions nouvelles résultant des débats, d'office ou sur la provocation du ministère public, de l'accusé, de ses assesseurs ou des jurés, 2784;—S'il s'élève un contentieux, la Cour d'assises statue, 2785; — Défaut de signature d'un arrêt incident, 2786; — On a jugé que cet arrêt peut ne pas être motivé : renvoi, 2787; — L'accusé n'a pas le droit de se plaindre de ce que des questions nouvelles ont été posées, si elles ont été résolues en sa faveur, 2788; — Le ministère public peut-il se plaindre de la position de questions nouvelles? 2789; — Quand ils refusent de poser des questions nouvelles, les arrêts, fondés sur les faits, sont souverains : au contraire, ils sont sujets à recours s'ils sont motivés sur le droit, 2790; — Les circonstances nouvelles peuvent être posées comme résultant des débats, alors même qu'elles auraient été écartées, en fait, par l'arrêt de renvoi, 2791; — En serait-il de même si l'arrêt de renvoi les avait repoussées par une appréciation de droit?

Oui. Dissentiment avec M. Faustin Hélie : discussion, 2792 ; — Le rejet d'une question requise sur un fait qui ne constitue pas une excuse ne viole aucune loi, 2793 ; — Quand la Cour reconnaît que le fait résulte des débats, peut-elle refuser la question ? Arrêts dans les deux sens, 2794 ; — Quoi qu'il en soit, le président n'est tenu de poser la question que quand il y a eu des conclusions formelles, 2795 ; — Poursuites ultérieures quand la circonstance résultant des débats n'a pas été relevée : exemples, 2796.

Comment les questions nouvelles sont posées : la question nouvelle est ajoutée aux questions ressortant de l'arrêt de renvoi, qui doivent toujours être maintenues, 2797 ; — La question résultant du débat peut être comprise dans la question principale ; mais il en est autrement quand elle porte sur une circonstance aggravante, 2798 ; — Le président peut, dans une question résultant des débats, rectifier la date erronée de l'arrêt de renvoi, 2799 ; — Mode de constatation que les questions nouvelles résultent des débats : la présomption est que la question nouvelle résulte des débats, 2800 ; — Surtout lorsqu'il n'y a aucune réclamation, 2801 ; — La preuve contraire entraîne la nullité, 2802 ; — Inutile de constater de quelle partie des débats elle a surgi, 2803 ; — Connaissance doit être donnée à l'accusé de la position d'une question résultant des débats, 2804 ; — Mais il n'est pas nécessaire de faire connaître à l'accusé, avant la clôture des débats, que la question sera posée : la lecture de la question, au moment où on la pose, satisfait au droit de la défense, 2805 ; — La présomption que connaissance a été donnée à l'accusé de la question nouvelle, cède à la preuve contraire résultant du procès-verbal, 2806 ; — La connaissance donnée à l'accusé avant la clôture des débats, loin d'être cause de nullité, est une mesure favorable à la défense, 2807.

Questions sur la culpabilité de l'accusé : Les jurés doivent constater non-seulement la matérialité des faits, mais aussi leur moralité : le Code de brumaire an IV séparait ces deux éléments, 2808 ; — Notre Code les réunit dans la formule : *est-il coupable ?* 2809 ; — Interprétation, par la jurisprudence, du sens du mot *coupable*, 2810 ; — Ce mot n'est pas sacramentel : il peut être remplacé par des équipollents, 2811 ; — Mais la prudence veut qu'on se serve des expressions de la loi, 2812 ; — Il faut que la question et la réponse soient applicables directement à l'accusé, 2813 ; — Pour certains crimes, il faut, en sus du mot *coupable*, insérer dans la question la fraude, ou la volonté, ou la connaissance : exemples en matière de soustraction, de complicité par assistance, de coups et blessures, de banqueroute, 2814 ; — Cette nécessité est une exception qui ne peut être étendue à des cas autres que ceux prévus par la loi : décisions en matière de fausse monnaie, d'homicide, d'avortement procuré, de tentative d'homicide, 2815.

Faits justificatifs : Ces faits effacent le crime lui-même, 2816 ; — Pas de questions obligatoires et spéciales les concernant, 2817 ; — Exemples quant à la démence, la contrainte irrésistible, la légitime défense, la non-viabilité de l'enfant nouveau-né supprimé, 2818 à 2821 ; — Opinion contraire de criminalistes autorisés, 2822 ; — la Cour peut cependant, sans nullité, poser des questions sur ces faits : décisions conformes, 2823 ; — Sens restreint quelquefois du mot *coupable :* exemple, 2824 ; — Quand des questions sont posées sur les faits justificatifs, c'est parce qu'elles résultent des débats, 2825.

Questions relatives au discernement : Époque légale du discernement, art. 340 du Code d'instruction criminelle, 2826 ; — Compétence pour déclarer si l'accusé a plus ou moins de seize ans, 2827 ; — Comment, en la forme, est posée la question relative au discernement, 2828 ; — Quand l'accusé prétend n'avoir pas seize ans, il faut deux questions distinctes, 2829 ; — L'époque du crime détermine si la question doit être posée, 2830 ; — L'accusé qui n'a pas allégué devant la Cour d'assises avoir moins de seize ans, ne peut se faire, devant la Cour de cassation, un moyen de son âge, 2831 ; — Devant les jurés, l'accusé est recevable à contester l'autorité d'un acte de naissance produit contre lui : renvoi, 2832 ; — Question de discernement indûment posée au jury, 2833 ; — Nécessité de poser cette question autant de fois qu'il y a de crimes distincts, 2834 ; — Réponse illégale du jury, relative au discernement, alors que la question n'a pas été posée, 2835 ; — L'arrêt rejetant la position d'une question de discernement doit être motivé, 2836.

Questions relatives aux excuses légales : Dispositions du Code de brumaire an IV, 2837 ; — Innovation du Code de 1808 et du Code pénal de 1810 : on admet certains faits comme excuses légales, 2838 ; — Sous ces Codes, la jurisprudence reconnaissait aux Cours d'assises la faculté de ne pas poser les questions d'excuses ou de déclarer qu'elles ne résultaient pas des débats, 2839 ; — Depuis la loi de 1832, quand le fait d'excuse est légal, la question est obligatoire, 2840 ; — Puissance absolue de la

règle : exemples, 2841 ; — Compétence respective des jurés et de la Cour d'assises, 2842 ; — Espèces dans lesquelles on a fait respecter les attributions des jurés, 2843 ; — Quatre espèces dans lesquelles les pouvoirs des Cours d'assises ont été reconnus, 2844 ; — Sur quelles réquisitions la position des questions d'excuse est obligatoire : accusé, ministère public, 2845 ; — Le président peut les poser d'office ; et, seul, quand il n'y a pas de contentieux, 2846 ; — Nullité des arrêts qui, rejetant une question d'excuse, ne sont pas motivés, 2847 ; — Si le jury se pose à lui-même une question d'excuse, la Cour d'assises n'en doit faire état, 2848 ; — Nécessité de rouvrir les débats pour poser une question d'excuse, après leur clôture : renvoi, 2849 ; — Cette question ne peut être posée après la lecture de la déclaration du jury, 2850.

Caractères légaux de l'excuse : Droit d'examen de la Cour d'assises, 2851 ; — Deux catégories : faits expressément admis comme tels par la loi ; faits auxquels la loi permet d'appliquer une peine moins rigoureuse, art. 65 du Code pénal, 2852 ; — Nomenclature des faits expressément admis, 2853 ; — Indication de faits auxquels la loi permet l'application d'une peine moins rigoureuse, 2854 ; — Faits qui, sans effacer le crime, exemptent de toute pénalité : ils sont considérés comme excuses que j'appelle péremptoires : indication de ces faits, 2855 ; — Peine applicable au cas où l'excuse est admise ; absolution, 2856.

Espèces dans lesquelles la jurisprudence a constaté le caractère d'excuse : Rébellion en bande ; complot ; émission ou introduction de fausse monnaie ; séquestration ; meurtre, coups et blessures, 2857 ; — L'excuse de la provocation inadmissible au cas d'excès contre les agents de la force publique, 2858 ; — Arrêt qui décide pourtant que la question doit être posée pour le cas où le caractère d'agent ne serait pas reconnu dans la personne de la victime, 2859 ; — *Quid*, quand c'est l'agent de la force publique qui est accusé ? 2860.

Espèces dans lesquelles la jurisprudence a refusé de reconnaître l'excuse : Ivresse ; imputation verbale d'un délit ; excuse mal caractérisée ; évasion de détenus, 2861 ; — Meurtre de l'un des époux par son conjoint, 2862 ; — Séquestration et meurtre en pays étranger, 2863 ; — Droit de la Cour de refuser de poser, en matière de meurtre, la question subsidiaire de coups et blessures, ou celle d'imprudence et maladresse, 2864 ; — La circonstance que l'enfant serait mort-né n'est pas excuse de la suppression d'enfant, 2865 ; — Le fait d'avoir été entraîné n'est pas excuse du crime de pillage, 2866 ; — Il faut que l'accusé, ou son conseil, caractérise en termes légaux l'excuse qu'il propose, 2867 ; — Une créance de l'accusé n'excuse pas le faux, 2868 ; — Viol consommé à l'époque de la conception sur la femme accusée d'infanticide, 2869 ; — Crimes prévus par les art. 86, 87 et 91 du Code pénal : l'excuse de l'art. 100 ne leur est pas applicable, 2870 ; — Menaces de mort à un délinquant par des agents de la force publique, 2871 ; — Faux témoignage : crainte de se nuire, 2872 ; — Nécessité de mentionner la majorité dans une réponse du jury repoussant une excuse, 2873 ; — Si le jury ne répond pas à une telle question, sa déclaration est incomplète, 2874.

Rédaction des questions : observations générales sur la rédaction des questions : modification des termes : le président peut, dans ses questions, modifier les termes de l'arrêt de renvoi, pourvu qu'il en reproduise la substance, 2875 ; — La formule indiquée par les art. 337 et 338 du Code d'instruction criminelle, est purement énonciative et non limitative, 2876 ; — Il en est de même de celle de l'art. 339, 2877 ; — Changement d'ordre et de classification : le président peut changer l'ordre des questions : exemples, 2878 ; — Division et décomposition : il peut les décomposer et les diviser : exemples, 2879 ; — Mais il entache ses questions de nullité si, en les divisant, il dénature l'accusation : exemples, 2880 ; — Etendue, addition. Le président peut donner à ses questions plus ou moins d'étendue et y faire certaines additions : exemples, 2881 ; — Précision, omissions ou retranchements : il peut leur donner plus ou moins de précision et y faire certains retranchements ou omissions : exemples, 2882 ; — Résumé des facultés reconnues au président dans la rédaction des questions, 2883 ; — Equipollents : analyse de nombreuses espèces, 2884 ; — Equipollents valables quand, au lieu d'employer le terme défini, le président se sert de la définition légale : exemples, 2885 ; — Méthode inverse consistant à substituer le terme défini à la définition elle-même : exemples, 2886 ; — Expressions imparfaites ne pouvant être réputées des équipollents : analyse de nombreuses espèces, 2887 ; — Exemples de questions rédigées avec une surabondance ridicule et dangereuse, 2888 ; — Questions dans lesquelles ont été employées des expressions légales, mais en contradiction les unes avec les autres, 2889.

Rédaction des questions quant à l'énoncé

du fait et de ses accessoires : Enoncé des faits essentiels : renvoi, 2890; — Nécessité de préciser les faits accessoires relatifs à la personne de l'accusé, à la date du crime, au lieu où il s'est accompli, et aussi à la victime, 2891 ; — Désignation de l'accusé : ses nom et prénoms, 2892; — Date du crime : elle est toujours utile et quelquefois indispensable : exemples, 2893;— Droit de rectification de la date erronée : renvoi, 2894; — Inutilité de la reproduction de la date dans l'arrêt de condamnation, 2895; — Lieu du crime : en général, son indication n'est pas une nécessité. Il en est autrement si le lieu constitue une circonstance aggravante, 2896; — Désignation de la victime : en général, elle n'est pas indispensable. Mais elle le devient, si elle sert à la qualification du fait, ou si elle motive l'aggravation de la peine, 2897.

Questions complexes : observations générales. Historique de la loi quant à la complexité des questions, 2898; — Règle qui prohibe la complexité dans cinq cas différents : chefs d'accusation indépendants; séparation du fait principal et des circonstances aggravantes, ou de chacune de ces circonstances; faits d'excuses légales; discernement; plusieurs accusés, 2899; — 1re observation : pas d'ouverture à cassation pour l'accusé qui n'a souffert aucun préjudice de la complexité, ou lorsque la peine est justifiée par les réponses à d'autres questions régulières, 2900; — 2e observation; de même, pas de nullité, quand chacun des faits de la question complexe est puni de la même peine. Renvoi, 2901 ; — 3e observation : ou quand l'élément a été mentionné dans une autre question régulièrement posée, 2902; — 4e observation : ou quand le jury décompose et fait une réponse distincte, 2903.

N° 1. — *Interdiction de réunir plusieurs chefs d'accusation ou plusieurs objets d'un même chef.* Règle générale, 2904; — Définition des chefs d'accusation distincts et indépendants : exemples en matière de : vol, assassinat et vol, faux, attentat à la pudeur, subornation de témoins, empoisonnement, incendie, détournement de mineure, infanticide, mixte, 2905; — La règle s'applique aux complices aussi bien qu'aux auteurs principaux : exemples, 2906; — On ne peut réunir la complicité ordinaire et la complicité par recel. Renvoi, 2907 ; — Exceptions à la règle ou son interprétation : exemples : en matière de presse; deux faits réputés un fait unique; ou dont l'un est principal et l'autre dépendance; ou dont l'un est constitutif et l'aute indifférent; ou qui ne sont que des moyens d'exécution; ensemble d'actes successifs; crime unique portant sur des choses diverses, 2908; — Autre exception pour les crimes *sui generis* : exemples : parricide; infanticide; émission de fausse monnaie : complicité de banqueroute; faux; empoisonnement; pillage; extorsion; vol dans un dépôt public; détournement de deniers publics; exposition d'enfant; évasion de détenu, 2909.

N° 2. *Circonstances aggravantes.* Ancienne législation, droit actuel. Interdiction de réunir le fait principal aux circonstances aggravantes ou ces circonstances entre elles, 2910; — Distinction entre les circonstances constitutives, constitutives et aggravantes, purement aggravantes, 2911; — Nuances qui séparent les circonstances constitutives et les circonstances aggravantes : exemple en matière d'incendie; maison appartenant à autrui ou à l'accusé; maison habitée ou assurée : incendie par communication, 2912; — Exemple en matière d'attentat à la pudeur; âge, violence, autorité, 2913; — Exemple en matière de viol, 2914; — Exemple en matière d'enlèvement de mineure, 2915; — Application par la jurisprudence : homicide, 2916; — Meurtre et crime concomitants. Observations diverses, 2917; — Meurtre d'un fonctionnaire, 2918;—Coups et blessures, 2919; — Vol, 2920; — Avortement, 2921; — Rébellion, 2922; — Société secrète, 2923; — Menaces par écrit, 2924; — Subornation de témoins, 2925; — Abus de confiance par serviteur à gages, 2926; — Applications de la règle qui prohibe la réunion des circonstances aggravantes entre elles, en matière de : meurtre avec préméditation et but de s'approprier une somme d'argent; vol par deux personnes, chemin public, violence et port d'armes; maison habitée et effractions; complicité, par plusieurs, escalade et effraction; nuit et maison habitée; meurtre, nuit, maison habitée, pour faciliter vol, préméditation et guet-apens; vol avec violences et traces de blessures, 2927 ; — Réunion licite de deux ou plusieurs éléments qui constituent la circonstance aggravante : exemples, 2928.

N° 3. *Excuses :* nécessité de séparer le fait d'excuse de la question relative au fait principal, 2929; — Autant il y a de chefs distincts, autant il faut de questions séparées d'excuse, 2930.

N° 4. *Discernement :* autant il y a de chefs d'accusation, autant il faut de questions distinctes de discernement : renvoi, 2931.

N° 5. *Plusieurs accusés* : l'ancienne législation permettait de comprendre plusieurs accusés dans une même question; la loi actuelle l'interdit. Jurisprudence, 2932; — La règle ne s'oppose pas à ce que l'on mentionne la coopération au crime d'une personne autre que l'accusé : exemple, 2933; — Dans le crime par plusieurs, il faut aussi la séparation du fait principal et des circonstances aggravantes, 2934; — Quand une question générale a été posée pour la circonstance aggravante, faut-il une question spéciale pour chaque accusé? Distinction entre les faits matériels et les faits moraux. Jurisprudence, 2935; — La reproduction des circonstances aggravantes posées pour l'auteur principal, n'est pas nécessaire quant au complice : renvoi, 2936; — Pluralité de victimes : on peut comprendre dans une même question plusieurs victimes d'un même crime : exemples, 2937; — On ne le pourrait plus s'il s'agissait de crimes différents, 2938.

Questions alternatives : définition des questions alternatives, et énoncé des règles générales à leur sujet, 2939; — 1re règle. Cas dans lesquels les questions alternatives sont nulles comme entachées de complexité prohibée : exemples : détruit, dégradé ou pillé; vol dans une cour ou emplacement; soustraction ou rétention; coups portés ou autres violences commises; détourné ou dissipé, 2940; — Nombreuses annulations dans des questions où l'accusé est présenté comme auteur ou comme complice, 2941; — Pas d'alternative ni de complexité s'il est posé sur les mêmes faits une double question de perpétration comme auteur et comme complice; exemple, 2942; — La complexité entache les questions alternatives portant sur diverses circonstances aggravantes comme lorsqu'elle s'applique à des faits principaux, 2943; — Est-elle complexe la question : l'accusé a-t-il agi avec ou sans discernement? 2944; — Pas de complexité dans l'alternative du vol de tout ou de partie, 2945; — 2e règle : pas de nullité lorsque les conséquences pénales des diverses branches de l'alternative sont les mêmes dans l'une ou l'autre hypothèse : exemples : fabriqué ou fait fabriquer; contrefait ou fait contrefaire; apposé ou fait apposer; contrefaçon ou altération de monnaie, 2946; — L'alternative ne vicie pas non plus la question lorsqu'elle réunit deux faits que la loi identifie : exemples, 2947; — A plus forte raison, il en est ainsi quand il s'agit de la réunion de divers modes d'accomplissement du même crime : exemples, 2948; — On peut interroger le jury par une même question alternative sur les divers faits de complicité qui comportent la même peine et qui ont les caractères légaux de la complicité, 2949; — Mais on ne peut réunir alternativement la complicité ordinaire de l'art. 60, Code pénal, et la complicité spéciale par recélé, 2950; — 3e règle : en précisant clairement ce qu'il déclare, le jury purge le vice de complexité de la question alternative, 2951; — Le système des questions alternatives est attaqué sans motifs sérieux; il présente souvent des résultats utiles; on ne saurait, ni en fait, ni en droit, le proscrire toujours, 2952.

Questions relatives à la tentative : Caractères constitutifs de la tentative punissable, 2953; — Contenu de la question relative à la tentative. Nullité, si l'on omet l'un des deux éléments essentiels : exemple, 2954; — Cette règle est générale et s'applique à tous les crimes, sauf les cas spéciaux où la loi en a disposé autrement, 2955; — Exception à la règle, en matière d'attentat à la pudeur avec violence : la tentative et la consommation sont également punissables, 2956; — L'exécution *suspendue* et l'*effet manqué* sont deux branches de l'un des éléments de la tentative : l'omission de la première branche n'est pas cause de nullité, 2957; — La condition substantielle que l'*effet n'a été manqué que par*, peut être exprimée par des équipollents : indication d'un équipollent et d'une expression imparfaite, 2958; — Exemple d'équipollent de la manifestation extérieure, 2959; — Mode de position de la question relative à la tentative. Autrefois, on séparait ses divers élements; aujourd'hui, comme ils sont constitutifs, il faut les réunir, 2960.

Questions relatives à la complicité : On doit mentionner dans les questions les éléments constitutifs de la complicité. Renvoi, 2961; — Les règles sur la complicité sont générales et s'appliquent à tous les crimes, sauf le cas où la loi en a disposé autrement, 2962; — Pour être complète, la question doit porter : 1° sur les éléments de la complicité; 2° et sur les éléments constitutifs du fait principal, 2963; — 1er POINT : Mention des éléments de la complicité. La règle s'applique à chacun des modes de complicité, 2964; — En matière de provocation, il faut les dons, promesses, etc., ou les artifices coupables : exemple pour le faux témoignage, 2965; — Référence à la question principale, 2966; — Quand il s'agit de complicité *par instructions*, la connaissance est nécessaire, 2967; — Insuffisance, si, au lieu de dire qu'on savait que les moyens fournis *devaient* servir au crime,

on dit qu'ils *pouvaient* y servir, 2968; — Quand il s'agit de complicité par provocation d'avortement, il faut mentionner qu'il s'en est suivi, 2969; — En matière de complicité par *aide et assistance*, la connaissanee est aussi nécessaire : équipollent, 2970; — Cette nécessité ne cesse pas d'exister quand il s'agit de viol, 2971; — Inutile d'exprimer en quoi ont consisté l'aide et assistance, 2972; — Dans l'aide et assistance les mots : *avec connaissance* ne sont pas sacramentels : équipollent dans une accusation de vol, 2973;—Complicité par recel, 2974; — L'accusation de crime commis conjointement et de complicité se rapporte à la coopération comme auteur : Conséquence, 2975; — 2e POINT : Mention des éléments constitutifs du fait principal. Réunion de ces éléments à ceux de la complicité, 2976; — La nécessité de cette réunion ne fléchit pas lors même que les circonstances du crime ont été constatées antérieurement contre l'auteur principal, 2977; — Exception à cette règle quand l'accusé principal et le complice sont jugés ensemble: il suffit d'une référence entre la question de complicité et les questions précédentes. Exemples, 2978; — Le complice étant passible de la même peine que l'auteur principal, la référence n'est même pas nécessaire quant aux circonstances aggravantes : exemples, 2979; — Et quelquefois, faite surabondamment et mal à propos, la mention des circonstances aggravantes peut devenir cause de nullité, 2980; — Toutefois, dans les cas de l'art. 63 du Code pénal, la connaissance des circonstances aggravantes est nécessaire pour le recéleur, 2981; — Application de la disposition particullère de l'article 61, même Code, 2982; —La nullité de la question principale infecte de nullité la question de complicité qui s'y réfère, 2983; — Cas où le complice est poursuivi seul; quand l'auteur principal est en fuite, ou inconnu, ou décédé : exemples, 2984; — Alors, nécessité absolue d'énoncer les faits constitutifs du crime principal, 2985;—L'acquittement de l'accusé principal n'est point obstacle à la poursnite contre le complice : exemples en matière de faux, vol, avortement, 2986; — *A fortiori*, quand l'accusé principal est acquitté pour défaut de discernement, 2987; — En matière de banqueroute, malgré l'acquittement de l'auteur principal, le complice peut être poursuivi : Nuances, 2988; — L'art. 593, Code de commerce, qui ne mentionne que le recel, n'exclut pas les autres modes de complicité de la banqueroute, qui doivent être relevés, mais avec leurs éléments propres, 2989;—En matière de faux témoignage, pas de poursuite contre le complice si l'auteur principal a été acquitté : en ce cas, le crime n'existe pas. Il en est autrement, en matière de subornation de témoins, 2990; — L'aggravation de peine qu'inflige à l'accusé principal son caractère personnel, est applicable au complice, 2991;—Mais le caractère personnel du complice n'aggrave pas le fait principal, 2992;—L'immunité accordée au mari ou à la femme, aux ascendants ou descendants, s'étend aux complices; non pas aux coauteurs, 2993.

Forme matérielle des questions : Les questions sont écrites, 2994; —Il n'est pas indispensable qu'elles soient signées par le président, 2995; — L'assistance du greffier n'est nullement nécessaire, 2996; — La date n'est pas une formalité substantielle. Les questions ordinaires peuvent être datées du jour de l'ouverture des débats; il en est autrement des questions résultant des débats. Mais l'erreur n'est pas cause de nullité, 2997;—Changements ou additions aux questions, licites; mais approbation nécessaire des renvois, ratures, surcharges, interlignes, 2998;—Sanction de la nécessité de cette approbation. Nullité des additions ou changements irrégulièrement faits, 2999; — Nullité des questions, si la surcharge ou rature irrégulière portent sur un mot substantiel : sinon, non, 3000.

Mode de position des questions : Il est réglé par la loi en vigueur au moment du jugement, 3001; — La lecture publique, proprement dite, n'est pas prescrite à peine de nullité, 3002;—Mais l'intérêt de la défense exige impérativement que les questions soient publiquement portées à la connaissance de l'accusé : c'est une formalité substantielle, 3003; — Le président peut faire lire les questions par un de ses assesseurs, et même par le greffier, 3004; — Constatation de la connaissance donnée à l'accusé. Constatations suffisantes ou insuffisantes, 3005.

Réclamation sur la position des questions : Droit de réclamation ouvert au profit de l'accusé et du ministère public, 3006; — Ce droit de réclamation s'étend aux questions posées comme résultant des débats. Renvoi, 3007; — Quand il n'y a pas de contentieux, la Cour n'est pas tenue d'engager les parties à prendre la parole, 3008; — La Cour, tenue d'entendre les observations, n'est pas tenue de les accueillir au fond, 3009;—Les réclamations peuvent être débattues avant la clôture des débats, 3010; — Elles peuvent être élevées après cette clôture, au moment où, après son résumé, le président pose les questions. Elles sont

tardives quand les jurés sont entrés dans la chambre de leurs délibérations ; à plus forte raison quand leur déclaration est lue; à plus forte raison encore devant la Cour de cassation, 3011 ;—Le président pose seul les questions, quand il ne s'élève pas un contentieux formel, 3012;—En cas de contestation véritable, c'est la Cour d'assises qui statue, 3013 ; — Cependant, inutilité de l'intervention de la Cour si la réclamation ne porte que sur la forme, ou n'a pas pour but la disculpation de l'accusé ou l'atténuation de la peine, 3014 ; — Quand elle statue, la Cour peut substituer sa propre rédaction à celle du président, 3015; —Les arrêts doivent être motivés. Exception au cas où la question pouvait être posée par le président seul, comme résultant des débats, 3016 ; — Nécessité, quand il y a contentieux, d'entendre les deux parties, 3017.

Rectification matérielle des questions : Renvoi. La rectification peut être opérée jusqu'au moment où la déclaration du jury a été lue à l'audience, 3018;—Formule du procès-verbal relative aux questions, 3019.

Formulaire des questions sur les crimes prévus par la loi pénale, tome IV, 1er volume, pages 445 à 520.—V. *Formulaire*.

R

Rang des accusés (détermination du). —Cette formalité est prescrite par l'art. 334 du Code d'instruction criminelle, 1681 ; — Trois mesures distinctes, 1682 ;—Mais elles sont facultatives et leur inexécution n'entraîne pas de nullité, 1683 ; — Quelle que soit la mesure négligée, 1684 ;—Que ce soit ou celle qui consiste à déterminer entre les accusés leur rang d'examen, 1685; — Ou celle qui consiste à donner le premier rang à l'accusé principal : exemples, 1686 ;—Nouvel exemple, 1687 ;—Ou celle qui consiste dans l'indication d'un débat particulier pour chaque accusé : exemples, 1688;—Il s'ensuit que le procès-verbal des débats peut se dispenser de toute mention, à cet égard, 1689 ; — Résumé, 1690.

Rapport d'expert. — V. *Expertises*.

Rature, 150 à 167, — 2998 à 3000. — Dans la déclaration du jury, 3163 à 3174.—Dans le procès-verbal des séances, 3995. — V. *Acte d'accusation*. — *Jury* (Déclaration du), — *Procès-verbal des séances*, — *Questions* (Forme matérielle).

Rébellion en bande : 2867. — V. *Excuses légales*.

Recevabilité du pourvoi en cassation, 4105 à 4139. — V. *Cassation* (Pourvoi en).

Récidive : 1957, 1960, 2653. — V. *Témoins* (Prohibitions). — Application des peines de la récidive, 3794 à 3815. — V. *Condamnation* (Arrêt de).

Rectification matérielle des questions, 2605 à 2607, 3012 et 3018. — V. *Questions* (Rectification matérielle des).

Récusation : des magistrats de la Cour d'assises, 1097 à 1102 ; — du ministère public, 1178 à 1186 ; — du greffier, 1196 ; — des jurés, 1350 à 1392 ; — de l'interprète, 1799, 1804 à 1808 ; — des experts, 2469. — V. *Cour d'assises* (Composition de la), — *Expertises*, — *Interrogatoire*, — *Jury*.

Rédaction des questions, 2875 à 2993.—V. *Questions* (Rédaction des).

Référence de la question de complicité à la question sur le fait principal, 2966, 2978 à 2981, 2983. — V. *Complicité*, — *Questions* (Rédaction des).

Refus de l'accusé de comparaître : son expulsion de l'audience, 3585 à 3600. — V. *Accusé*.

Règlement des intérêts civils. — V. *Dommages-intérêts*.

Réhabilitation : 1955. — V. *Témoins* (Prohibitions).

Rejet du pourvoi en cassation. — V. *Cassation* (Pourvoi en).

Religion. — V. *Serment des jurés*.

Remise des copies d'exploits et de pièces, 136 à 149. — V. *Acte d'accusation*.

Remise des pièces au jury : Disposition de l'art. 341, C. d'instruction criminelle, relative à la remise des pièces au jury, 3062 ; — Cette formalité n'est pas substantielle, 3063 ; — *Pièces qu'on doit remettre* : L'acte d'accusation doit être remis, mais sa lecture supplée à la remise, 3064 ; — Les procès-verbaux doivent aussi être remis ; mais, à défaut de cette remise, pas de nullité, surtout si leurs rédacteurs ont été entendus comme témoins lors du débat oral, et si l'accusé n'a pris aucune conclusion à cet égard, 3065 ; — En matière de banqueroute, la remise incomplète de livres de commerce n'entraîne pas sa nullité si l'accusé n'a pas réclamé la remise totale, 3066 ; — En matière de faux, pas de nullité si l'on ne remet pas les pièces de comparaison produites par l'accusé, 3067;—Usage licite, pendant le débat oral, d'une partie des pièces à conviction, 3068 ; — La Cour d'assises refuse avec raison d'éliminer certains procès-verbaux et actes joints au dossier, 3069 ; — *Pièces*

qu'on PEUT *remettre :* Indication par la jurisprudence des pièces qu'on doit ou peut remettre : nombreuses espèces, 3070; — On peut remettre les interrogatoires de l'accusé ou des coaccusés, 3071 ; — Les pièces peuvent être remises quoiqu'elles n'aient pas été lues à l'audience, 3072; — L'irrégularité des pièces n'est pas un obstacle à la remise qui n'est faite qu'à titre de renseignements, 3073; — Mais, malgré la demande de l'accusé, la Cour peut refuser la remise de telles pièces, 3074; — Les pièces de conviction peuvent n'être pas remises, 3075;— La traduction des pièces écrites en langue étrangère, quoique convenable, n'est pas une nécessité légale, 3076; — Quelquefois les pièces peuvent être remises au jury avant son entrée dans la chambre des délibérations et dès l'ouverture des débats, 3077; — *Pièces qu'on ne doit pas remettre :* Défense de remettre les dépositions écrites des témoins. Pas de nullité si on les remet, 3078;— Cependant il y a nullité pour atteinte aux droits de la défense si les pièces n'ont pas été communiquées ou lues à l'accusé, 3079; — Qui doit-on considérer comme étant *des témoins ?* 3080; — Défense implicite de remettre les pièces qui ne sont pas *pièces du procès.* Pas de nullité si on les remet, à moins que l'accusé n'ait pas été mis en mesure de les combattre : en ce dernier cas, violation des droits de la défense, 3081; — *Constatation de l'accomplissement de la formalité.* Mention du procès-verbal et sa portée, 3082;— Pas de nécessité d'un récolement ou inventaire des pièces, 3083; — Le silence du procès-verbal n'est pas cause de nullité, 3084;— En cas de renvoi du jury dans la chambre de ses délibérations, il n'y a pas nécessité de réitérer la remise des pièces, 3085; — Formule du procès-verbal : modèle, 3086; —L'examen est terminé, la délibération du jury va commencer, 3087.

Remplacements : des magistrats de la Cour d'assises, 1103 à 1167;— du président, 1111 à 1133; — des assesseurs, 1134 à 1167;— du ministère public, 1175 à 1177; — du greffier, 1190 à 1195; — des jurés retranchés de la liste du jury de session, 1270 à 1320. — V. *Cour d'assises* (Composition de la), — *Jury.*

Renonciation : au délai du pourvoi contre l'arrêt de mise en accusation, 445 à 464; — à l'audition de témoins, 1913 à 1928. — V. *Rôle,* — *Témoins.*

Renseignement (simple). — V. *Témoins* entendus en vertu du pouvoir discrétionnaire.

Rentrée du jury à l'audience après sa délibération, 3119.— V. *Jury* (Formalités de sa délibération).

Renvoi. — V. *Rature.*

Renvoi de l'affaire à un autre jour ou à une autre session.

Renvoi prononcé avant l'ouverture des débats devant la Cour d'assises : L'objet et l'importance des renvois ont été déterminés en partie, 929; — Les renvois sont réglés par les art. 306, 331, 354 et 406 du Code d'instruction criminelle, 930; — Le premier de ces articles doit, seul, nous occuper, ici, les trois autres concernant les renvois prononcés au cours de l'audience, 391 ;— Qui ordonnne les renvois ? C'est le président de la Cour d'assises. Sous la législation de l'an IV, c'était le tribunal criminel. Motif de ce changement, 932; — Le droit du président a été contesté; mais il est consacré par une jurisprudence invariable, 933; — Il expire au moment où la Cour d'assises est saisie, 934; — A quel moment la Cour d'assises est-elle saisie? Je réserve cette question, en posant, provisoirement, en règle que le droit du président se continue, tout au moins, jusqu'au tirage du jury de jugement, et qu'il l'exerce d'office ou sur réquisition, 935;— Qui requiert les renvois? Le procureur général et l'accusé, 936;— La faculté de réquisition donne-t-elle le droit d'attaquer, devant la Cour d'assises, la décision du président? Non. Motifs de cette règle, dans l'hypothèse où le renvoi a été ordonné, 937; — Et dans l'hypothèse où il a été refusé, 938; — Mon opinion, sur ce point, n'est pas celle de tous les criminalistes. Discussion de leur avis. Arrêt qui le condamne, 939;— Conclusion, 940; — Causes et effets des renvois : la loi n'a point défini les causes de renvoi, 941; — Pour les bien connaître, il faut consulter, surtout, les errements de la pratique : exemples, 942; — L'appréciation du juge est, d'ailleurs, souveraine : exemples, 943; — Nouveaux exemples empruntés au cas où le renvoi est ordonné par la Cour d'assises elle-même, 944;— Corollaires de ce principe : Exemples à l'appui de ces divers corollaires, 945; — Conclusion, 946; Formes et formule : Les formes sont simples. Pour les déterminer, on peut presque s'en référer à celles indiquées, sous les nos 916 et suivants, pour les jonctions et disjonctions. Quelques questions spéciales, toutefois, 947;—*Première question :* La notification de l'ordonnance de renvoi est-elle nécessaire? Non : exemple, 948; — *Seconde question :* Lorsque le renvoi a été ordonné après l'interrogatoire de l'accusé, doit-on, avant de saisir définitivement l'audience,

l'interroger une seconde fois? Non : exemples, 949; — *Troisième question* : Doit-on, au moins, réitérer la formalité relative au choix ou à la désignation du Conseil? Non : exemples, 950.

Renvoi prononcé pendant les débats : But des dispositions qui autorisent le renvoi à une autre session, 3513; — Le renvoi, pendant les débats, n'a lieu que par un arrêt, 3514; — Il ne peut avoir lieu à un autre jour de la même session que du consentement de toutes parties, 3515; — Plusieurs renvois successifs ne sont pas impossibles, 3516; — L'arrêt ordonnant le renvoi peut être rétracté, s'il y échet, par la Cour encore réunie, 3517;— Les arrêts ordonnant le renvoi sont de pure instruction et n'ont pas besoin d'être motivés, 3518; — Mais des motifs contraires à la loi pourraient entraîner leur annulation : exemples, 3519; — Pas de nécessité de rédiger et de signifier l'arrêt à l'accusé en présence de qui il a été rendu, 3520; — Pourvoi en cassation non recevable contre les arrêts refusant le renvoi; et recevable contre ceux qui le prononcent pendant le cours des débats, 3521; — Le renvoi prononcé par la faute de l'accusé entraîne sa condamnation aux frais, 3522; — Souveraineté de la Cour dans l'appréciation de la cause du renvoi, 3523; — Deux causes de renvoi sont expressément indiquées. Mais les art. 331 et 354 ne sont pas limitatifs : Disposition générale de l'art. 406 du Code d'instruction criminelle, 3524.

1re cause de renvoi spécialement indiquée : Faux témoignage. — Art. 318, 330 et 331 du même Code, 3525; — Art. 318 : son but et son utilité, 3526; — Ses dispositions ne sont pas substantielles, 3527;— La Cour est tenue de statuer sur les conclusions prises pour que le président le fasse exécuter, 3528; — Droit de l'accusé de lire les dépositions antérieures du témoin dont il veut faire constater les variations, 3529: — A défaut de réquisition, le président fait, d'office, prendre les notes nécessaires, 3530; — Dissentiment sur la rédaction entre le président et le greffier, 3531; — Si le procès-verbal contient des notes sur la déposition d'un témoin, le greffier est présumé avoir agi de l'ordre du président, 3532; — L'art. 318 non applicable au témoin entendu en vertu du pouvoir discrétionnaire, 3533;—Les variations du témoin ne sont pas, au fond, pour l'accusé, un moyen de cassation, 3534;— Article 330 : Le président a seul compétence pour ordonner l'arrestation du témoin suspect de faux témoignage. Conséquences : aucun droit d'intervention ni pour la Cour ni pour le ministère public, 3535;— Mais l'intervention irrégulière de la Cour ne vicie pas les débats, 3536; — Rétractation du témoin reçue par le ministère public appelé par ce témoin qui a été arrêté, 3537; — La présomption de complicité d'un témoin est étrangère à l'art. 330, 3538; — L'arrestation peut avoir lieu avant la clôture des débats, 3539;—Le président, sans aller jusqu'à l'arrestation, peut mettre le témoin en état de surveillance, 3540; — L'arrestation est provisoire; le président peut la révoquer si le témoin se rétracte, 3541; — La continuation des débats faite malgré l'arrestation d'un témoin n'est pas cause de nullité, si l'accusé, averti par le président, n'a pas demandé le renvoi à une autre session, 3542; — Art. 331 : La faculté pour la Cour de renvoyer à une autre session ou de passer outre, 3543;—Témoin déposant sous un autre nom que le sien : droit de l'accusé, 3544;—Au cas de renvoi, règlement de la priorité entre le jugement de l'affaire pincipale et le jugement du faux témoignage, 3545.

2me cause de renvoi spécialement indiquée : Absence d'un témoin. — Art. 354, 355 et 356 du Code d'instruction criminelle, 3546;— Art. 354 : son texte, 3547; L'accusé n'est pas investi du droit de requérir le renvoi; mais s'il demande à faire des observations, il faut les entendre, sauf à la Cour à statuer comme elle avisera. Pas d'interpellation nécessaire à l'accusé, 3548; — Droit de réquisition du ministère public qui ne lie pas la Cour, 3549; — Le renvoi pour l'absence d'un témoin peut être ordonné pendant toute la durée des débats, 3550;— Art. 355 : Ce qui en résulte, 3551; — Souveraineté de la Cour pour la condamnation du témoin absent, 3552; — Le refus du témoin de prêter serment ou de déposer, équivaut à son absence matérielle, 3553; — Pas de moyen de cassation pour l'accusé si le témoin défaillant n'a pas été condamné à l'amende, 3554;—Art. 356 : Opposition du témoin à l'arrêt qui le condamne; — Sa forme, son délai, ses motifs au fond, 3555; — L'opposition n'est pas recevable si la condamnation a été contradictoire et, par exemple, motivée par le refus de prêter serment ou de déposer, 3556; — La condamnation prononcée par un arrêt ne peut être rapportée que par un arrêt, 3557.

Causes diverses de renvoi : Maladie de l'accusé; 3558; — Absence du conseil, refus de l'accusé de répondre, 3559;— Maladie d'un juré, 3560;—Manifestation d'opinion par les jurés, 3561;—Complicité d'un témoin, 3562;—Arrestation d'un coaccusé,

3563;—Instruction supplémentaire, 3564; —Motifs d'ordre public, 3565; — Suspicion légitime, 3566;—Illégalité du renvoi quand il s'agit de réparer une irrégularité antérieure aux débats, par exemple, dans la notification de la liste du jury, 3567; — Du reste, l'illégalité du renvoi n'a pas pour effet de vicier les débats ultérieurs, 3568.

Renvoi lorsque la Cour est convaincue que les jurés se sont trompés au fond : Art. 352 du Code d'instruction criminelle, 3748; — Conséquences dérivant de cette disposition, 3749; — Pour que la Cour puisse prononcer le renvoi, il faut que l'accusé ait été déclaré coupable, 3750; — La Cour ne le peut quand la déclaration est favorable à l'accusé, 3751;—Quand le renvoi est dûment prononcé, les réponses favorables à l'accusé lui sont acquises, 3752; — Au cas de pluralité d'accusés, renvoi pour les uns et jugement pour les autres, 3753; — Effet du renvoi au cas où l'accusé est déclaré coupable comme auteur du fait principal et non coupable comme complice, 3754; le renvoi est inutile quand les formes ont été violées par les jurés, 3755; — En prononçant le renvoi, la Cour dit qu'elle est convaincue que les jurés se sont trompés au fond : aucune loi ne lui défend d'indiquer les motifs de sa conviction, 3756; — Le renvoi peut être déterminé par toute erreur des jurés sur le fait principal, sur les circonstances aggravantes, sur les faits d'excuse ou dans tout autre cas, 3757; — La mesure est prononcée d'office et sans provocation. *Quid* au cas d'une supplique adressée à la Cour, mais sans conclusions? 3758;—Jusqu'à quel moment la Cour peut user de son droit, 3759; — L'arrêt est préparatoire : il n'est pas soumis au pourvoi avant l'arrêt définitif, 3760.

Renvoi des jurés dans leur chambre pour régulariser, compléter ou expliquer leur déclaration : La déclaration n'est plus irréfragable si elle est illégale, irrégulière en la forme, incomplète, contradictoire ou équivoque; en ces cas, à proprement parler, il n'existe pas de déclaration, 3228; — Le droit de rectification ou d'interprétation appartient aux jurés seuls, qui l'exercent sur l'ordre de la Cour, 3229; — Définition des déclarations irrégulières, dans l'acception générale du mot, 3230; — Les irrégularités entraînent presque toujours la nullité de la déclaration; si la Cour n'ordonne pas la rectification, son arrêt sur l'application de la peine participe au vice et mérite l'annulation, 3231; — Division de la matière : adoption de l'ordre alphabétique, d'après la nature des crimes, dans la citation des arrêts, 3232; — La nullité de la réponse sur un fait principal affecte les réponses sur les circonstances aggravantes ou atténuantes qui s'y réfèrent, 3233; — Elle vicie également un autre fait principal lié au premier d'une manière indivisible : exemple; nullité de la question sur une excuse, 3234; — Mais la nullité n'est que *parte in quâ*, lorsqu'il s'agit de chefs ou de circonstances distincts : exemples, 3235; — Spécialement, il en est ainsi de l'irrégularité résultant de l'*incomplément* : exemples, 3236; — Et aussi du vice de complexité, 3237.

Renvoi au cas de déclaration illégale : Le renvoi est légitime au cas de déclaration illégale, 3238; — *A fortiori* quand, sous prétexte qu'ils ne sont pas édifiés, les jurés refusent de porter une déclaration, 3239.

Renvoi au cas de déclaration irrégulière en la forme : L'art. 414 du Code de brumaire ordonnait le renvoi au cas de vices de forme; sous notre Code, quoiqu'il garde le silence, la jurisprudence consacre cette règle, 3240; — Rectification à l'audience d'une erreur matérielle évidente : renvoi, 3241; — Jurisprudence : circonstances atténuantes collectives, 3242; — Complexité de la réponse, 3243; — Culpabilité, 3244; — Lecture de la déclaration avant la signature, 3245; — Lecture irrégulière, 3246; — Mention irrégulière de la majorité : abréviation, 3247; — Mention du nombre de voix, 3248; — Non-sens : majorité de cinq voix contre sept, 3249; — Omission de la mention de la majorité : exemples; circonstances atténuantes, excuse; circonstance aggravante d'un vol, 3250; — Vol : culpabilité comme auteur ou complice, 3251.

Renvoi au cas de déclarations incomplètes ou insuffisantes : Le renvoi doit être ordonné quand la déclaration incomplète n'a pas répondu à toutes les questions sur le fait principal, sur ses éléments constitutifs, sur les circonstances aggravantes et sur les excuses légales, 3252; — Jurisprudence appliquant cette règle : assassinat : auteur et subsidiairement complice, 3253; — Attentat à la pudeur : violence physique ou morale, 3254; — Banqueroute frauduleuse : omission des faits matériels, appréciation du caractère moral, 3255; — Circonstances aggravantes : la déclaration est incomplète et le renvoi doit être ordonné quand l'omission porte sur les circonstances aggravantes, 3256; — Circonstance aggravante de chemin public, 3257; — De domesticité, 3258; — D'escalade, 3259; — De fonctionnaire public, 3260; — De maison habitée, 3261; — De traces de blessures, 3262; — Circonstances aggravantes d'un vol avec complicité par recel, 3263; — De

vol dans une auberge où l'accusé était reçu, 3264; — Complicité : omission des caractères constitutifs, spécialement en matière de meurtre, 3265; — Coups et blessures : omission de la volonté, 3266; — Et de la question subsidiaire de complicité, 3267; — Excuse en matière de fausse monnaie, 3268 : — Faux : omission de la question subsidiaire de complicité, 3269; — Homicide volontaire : omission de la volonté, 3270; — Offenses envers la famille du souverain ou envers sa personne : omission de la publicité, 3271; — Recel : omission de la connaissance, 3272; — Et omission de statuer sur la question, 3273; — Tentative de vol : omission de l'une des circonstances constitutives, 3274; — Vol : omission de la circonstance de fraude dans la soustraction, 3275.

Renvoi au cas de réponses contradictoires : Sous le Code de l'an IV, après avoir un instant nié le droit de renvoi, au cas de réponses contradictoires, on en reconnut la légalité, 3276; — Depuis notre Code d'instruction criminelle, la jurisprudence n'a jamais hésité, 3277; — Indication des cas où le vice de contradiction peut se produire; l'ordre alphabétique adopté rend inutile la classification des arrêts dans l'un de ces cas, 3278; — Assassinat : affirmation du crime et dénégation de la volonté, du guet-apens et de la préméditation, 3279; — Accusé tout à la fois auteur et complice : exemples de cette contradiction en matière de recel, de détournement de mineure, de tentative de meurtre, 3280; — *Quid* lorsqu'il y a plusieurs accusés? 3281; — Banqueroute frauduleuse : soustraction d'effets et absence d'intention du crime, 3282; — Livres offrant la véritable situation et dette passive collusoire, 3283; — Négation de faits déterminés, de détournement et culpabilité du complice, 3284; — Bigamie : bonne foi reconnue et déniée, 3285; — Circonstances aggravantes matérielles déclarées pour un accusé et déniées pour un coaccusé : exemple; de maison habitée en matière d'incendie; renvoi du jury dans sa chambre, 3286; — Même contradiction au cas d'affirmation des circonstances aggravantes pour l'auteur principal et de dénégation à l'égard du complice : exemples tirés de l'escalade, de nuit, de maison habitée, d'effraction, de port d'armes apparentes ou cachées, 3287; — Il en est de même de la préméditation et du guet-apens : exemple en matière de tentative de meurtre : renvoi du jury dans sa chambre, 3288; — Effraction et maison non servant à l'habitation, 3289; — Négation de la circonstance de vol dans dépendances de maison habitée, et affirmation de la circonstance de fausse clef pour y pénétrer, 3290; — Complicité : déclaration contradictoire sans ses éléments constitutifs, 3291; — Conspiration : contradiction entre le fait et l'absence d'intentions criminelles, 3292; — Coups et blessures : volonté et absence du dessein du crime, ou volonté et imprudence : renvoi du jury dans sa chambre, 3293; — Empoisonnement : dessein d'empoisonner, absence de préméditation; substances de nature à donner la mort, et simplement nuisibles, 3294; — Evasion : connivence, et absence d'intention criminelle, 3295; — Faux : déclaration qu'un accusé est seul auteur du crime, et qu'un autre accusé y a participé, 3296; — Registre falsifié dans l'intention de commettre une escroquerie, et absence de l'intention de nuire, 3297; — Faux en écriture privée et faux en écriture de commerce pour les mêmes billets, 3298; — Faux commis frauduleusement, mais non dans le dessein de nuire, 3299; — Notaire non coupable comme auteur de faux dans l'exercice de ses fonctions déclaré complice, 3300; — Faux témoignage : quand il est reconnu il est exclusif de la bonne foi, 3301; — La complicité ne peut exister quand ce crime n'existe pas : il en serait autrement de la subornation de témoins, 3302; — Homicide volontaire : dire qu'il a été commis, mais non méchamment et à dessein, c'est se contredire, 3303; — Contradiction entre l'homicide par négligence et la participation à l'homicide méchamment et à dessein de nuire, 3304; — Ou entre la déclaration de culpabilité et la déclaration qu'il n'y a pas eu vololonté, ou qu'il a été commis sans intention : renvoi du jury dans sa chambre, 3305; — Ou entre la déclaration négative sur les coups portés avec intontion de donner la mort et affirmative sur la tentative d'homicide volontaire, 3306; — Incendie : commis à dessein de nuire, et sans intention de crime; préjudice causé ou éventuel à une compagnie d'assurances, 3307; — Maison non habitée quant à l'auteur principal, et maison habitée quant au complice : renvoi du jury dans sa chambre, 3308; — Infanticide : accusée coupable de simple négligence, et déclarée d'avoir aidé l'auteur sciemment et à dessein du crime, 3309; — Parricide : fils non auteur principal, simple complice; second accusé, complice du fils qui a volontairement homicidé son père, 3310; — Préméditation et guet-apens : guet-apens affirmé et préméditation repoussée, 3311; — Ratures et interlignes non approuvées, 3212; — Rébellion avec violences et voies de fait envers les agents de la force publi-

que exclusive de la bonne foi, 3313; — Subornation de témoins : déclaration négative sur ce fait et affirmative sur la complicité de faux témoignage par provocation ou par instructions, 3314; — Tentative qui n'a été exécutée que par une cause étrangère à la volonté de l'accusé, 3315; — Tentative de meurtre avec préméditation, mais sans les circonstances constitutives : renvoi du jury dans sa chambre, 3316; — Affirmation de la tentative de meurtre et déclaration qu'il n'est pas constant que l'accusé ait tiré le coup de fusil, 3317; — Tentative affirmée et commencement d'exécution repoussé; nécessité du renvoi du jury dans sa chambre, 3318; — Vol : intention de s'approprier, mais pas intention du crime; soustraction non frauduleuse, mais par abus de confiance : renvoi du jury dans sa chambre, 3319; — Négation du concours de plusieurs personnes et cependant accusé condamné comme complice; ou plusieurs accusés condamnés comme coauteurs : renvoi du jury dans sa chambre, 3320; — Négation du vol et affirmation que l'accusé a maraudé avec escalade, 3321; — Déclaration que l'accusé est auteur et recéleur, 3322; — Fraude non mentionnée dans la réponse à une première question sur une soustraction et affirmée dans la réponse à une deuxième question : renvoi du jury dans sa chambre, 3323; — Circonstance de domesticité affirmée quant à l'auteur principal, et repoussée quant au complice; situation inverse, 3324.

Renvoi au cas de réponses incertaines, ambiguës, obscures ou équivoques : Le jury a seul, à l'exclusion de la Cour, qualité pour expliquer ou interpréter sa déclaration incertaine, obscure ou équivoque, 3325; — Le droit et le devoir de la Cour sont de renvoyer le jury dans la chambre de ses délibérations, 3326; — Si la Cour n'ordonne pas cette mesure et applique la peine, selon sa propre interprétation, son arrêt est annulé, 3327; — Alternative : accusé déclaré auteur ou complice, 3328; — Incertitude s'il y a crime ou délit, 3329; — Incertitude de la complicité par tel ou tel moyen, dont l'un n'est pas punissable : renvoi du jury dans sa chambre, 3330; — Question sur la culpabilité d'un accusé ou d'un autre accusé et réponse : oui, 3331; — Association de malfaiteurs : réponse de culpabilité sans les circonstances aggravantes : renvoi du jury dans sa chambre, 3332; — Attentat à la pudeur : applicabilité de la loi du 28 avril 1832, 3333; — Circonstances atténuantes : doute sur celui des accusés auquel elles s'appliquent : renvoi du jury dans sa chambre, 3334; — Complexité : réponse : oui, l'accusé est coupable, faite collectivement à trois questions distinctes : renvoi du jury dans sa chambre, 3335; — Coups et blessures : réponse que l'accusé n'a pas fait volontairement une blessure; que la blessure a été faite volontairement, sans intention de donner la mort, et qu'il y a eu provocation : renvoi du jury dans sa chambre, 3336; — Discernement : réponse négative à cette question complexe : l'accusé était-il âgé de plus de seize ans, et a-t-il agi avec discernement? renvoi du jury dans sa chambre, 3337; — Faux : l'ambiguïté de la réponse ne permet pas de délibérer sur l'application de la peine, 3338; — Réponse : oui, l'accusé a ajouté un mot à la quittance; non, il n'en a pas fait sciemment usage, 3339; — Réponse : non l'accusé n'est pas coupable du crime de faux pour avoir....., 3340; — Rébellion : incertitude sur l'attaque ou sur la résistance, mais sans voies de fait : renvoi du jury dans sa chambre, 3341; — Tentative : réponse : oui, par complicité : renvoi du jury dans sa chambre, 3342; — Incertitude de la réponse qui, au lieu de dire simplement : oui, énumère certaines circonstances aggravantes, sans mentionner les circonstances constitutives de la tentative : renvoi du jury dans sa chambre, 3343; — En matière de tentative de vol, réponse affirmative sur la complicité, négative sur les circonstances constitutives de la tentative, affirmative sur des circonstances aggravantes, et admettant des circonstances atténuantes : renvoi du jury dans sa chambre, 3344; — Vol : dire que l'accusé y a participé, ce n'est pas faire connaître s'il est auteur ou complice, 3345; — Seize chefs de vol; complicité restreinte seulement à cinq de ces chefs; réponse que le complice a assisté à un grand nombre de vols, 3346.

Déclarations contenant des réponses surabondantes : Diversité des conséquences des additions faites par le jury aux questions, 3347; — 1° certaines additions entraînent la nullité de la réponse et nécessitent le renvoi du jury dans sa chambre : nullité de l'arrêt s'il applique la peine en conformité de ces déclarations surabondantes : exemples en matière de : complicité, d'homicide volontaire, de meurtre, de vol, 3348; — 2° surabondance inopérante, choses ajoutées réputées non écrites; si l'accusation est purgée, acquittement, absolution ou condamnation : sinon, renvoi du jury dans sa chambre : exemples en matière de : discernement, d'excuse, de fausse monnaie, de faux, d'infanticide, d'homicide, d'homicide volontaire avec préméditа-

tion, de viol, de vol, 3349 ; — 3° additions qui ne sont qu'apparentes et laissent intacte la force de la déclaration : citation de quelques-unes de ces additions, 3350 ; — Examen d'un arrêt rendu à l'occasion de cette réponse : l'accusé est coupable par ignorance, 3351 ; — 4° Questions distinctes ; réponses surabondantes pour les unes, régulières pour les autres, 3352.

Espèces dans lesquelles il n'y avait ni nullité ni lieu à renvoi : idée générale de ce paragraphe, 3353 ; — L'accusé ne peut quereller un renvoi arbitraire, quand la peine était la même selon les deux déclarations ; quand les deux déclarations sont les mêmes sauf quelques modifications indifférentes ; et quand c'est sur la première déclaration que la peine a eté appliquée, 3354 ; — Alternative : rébellion par attaque et par résistance, 3355 ; — Association de malfaiteurs : accusé auteur et directeur de cette association, 3356 ; — Attentat à la pudeur : déclaration excluant la violence ; illégalité du renvoi du jury et de sa délibération sur une question nouvelle relative à l'âge de la victime, 3357 ; — Pas de contradiction dans la déclaration affirmative sur une tentative de viol et négative sur un attentat à la pudeur avec violence ; ou dans la situation inverse ; ou également affirmative sur l'attentat mais sans violence, 3358 ; — Ni dans la négation de l'aide dans la perpétration du crime, en même temps qu'il y a déclaration de complicité par aide et assistance, 3359 ; — Auteur principal et complice : condamnation de ce dernier et acquittement du premier, 3360 ; — Auteur ou subsidiairement complice, 3361 ; — Banqueroute frauduleuse : auteur et complice, 3362 ; — Détournement et dissimulation de partie de l'actif, 3363 ; — Non-complicité, et usage de pièces fausses pour recouvrement d'obligations simulées, 3364 ; — Circonstances aggravantes : la réponse négative sur le fait principal rend inutile la réponse sur ces circonstances, 3365 ; — Pas d'incertitude si le jury répond à la question posée sur ces circonstances : oui, l'accusé est coupable, 3366 ; — Culpabilité sans aucune des circonstances de l'acte d'accusation, 3367 ; — Vol de récolte, de nuit et dans un champ, 3368 ; — Circonstances aggravantes résidant en un fait personnel, valablement affirmées pour un des accusés et repoussées pour le coauteur : exemples, 3369 ; — Ou affirmées pour l'auteur principal et repoussées pour le recéleur, 3370 ; — Vol avec neuf circonstances aggravantes ; culpabilité des auteurs principaux ; pas de délibération sur leur culpabilité comme complices ; connaissance de ces circonstances surabondamment reconnues, 3371 ; — Effraction intérieure non contradictoire avec la négation de maison habitée, 3372 ; — Effraction intérieure dans maison habitée, non contradictoire avec la négation de la circonstance de nuit dans une maison habitée, 3373 ; — Négation de la préméditation non contradictoire avec l'affirmation de meurtre commis pour faciliter la fuite du coupable, 3374 ; — Circonstances atténuantes : limitées à un seul chef d'accusation, 3375 ; — Silence sur ces circonstances : allégation vaine de l'un des jurés qu'il n'a pas été délibéré, 3376 ; — Coauteurs : un seul fait attribué à deux accusés, 3377 ; — Plusieurs accusés coauteurs et en même temps complices, 3378 ; — Complicité : éléments constitutifs omis dans la question, 3379 ; — Condamnation du complice et acquittement de l'auteur principal, 3380 ; — Accusés de vol, ou d'infanticide, acquittés comme auteurs et condamnés comme complices par aide et assistance, 3381 ; — Accusé complice par aide et assistance et recéleur, 3382 ; — Négation, en matière de banqueroute, du recel, et affirmation de la complicité par aide et assistance, 3383 ; — Complot, conspiration : avoir participé à une résolution concertée entre plusieurs, c'est être déclaré coauteur, 3384 ; — Acquittement de plusieurs accusés, condamnation d'un seul, 3385 ; — Coups et blessures : portés avec préméditation et sans intention de donner la mort, 3386 ; — Négation de la culpabilité comme auteur des coups, et affirmation de la complicité par aide et assistance, 3387 ; — Coup porté à une personne et qui en atteint une autre, 3388 ; — Coup porté à un garde champêtre : négation des circonstances aggravantes, 3389 ; — Coups et blessures par un fonctionnaire public : culpabilité ; exercice des fonctions ; motif légitime ; provocation ; et circonstances atténuantes, 3390 ; — Pas de contradiction entre les réponses de deux jurys différents, 3391 ; — Délit de presse : admission intempestive des circonstances atténuantes, 3392 ; — Discernement : non incompatible avec circonstances atténuantes, 3393 ; — Empoisonnement : négation du crime, et affirmation de la tentative ou de la complicité, 3394 ; — Fausse monnaie : négation de la culpabilité sur la contrefaçon, et affirmation de la culpabilité sur l'émission, 3395 ; — Faux : réponses différentes sur la fabrication et sur l'usage ; — Réponse collective sur ces deux points, 3396 ; — Usage fait non sciemment de la pièce fausse, 3397 ; — Réponse négative sur le faux dans un

acte, et affirmative sur le faux dans l'expédition de cet acte, 3398; — Faux en écriture publique et vol par serviteur à gages, 3400; — Faux témoignage : vente définitive et arrhes reçus, 3401; — Faux timbres : non-culpabilité de fabrication, et culpabilité de fausses empreintes de ces timbres, 3402; — Non-usage de faux timbres, et mise en circulation de pièces en portant l'empreinte apposée par l'indu possesseur, 3403; — Homicide volontaire : déclaration de culpabilité et de démence, 3404; — Culpabilité et légitime défense, 3405; — Réponse : non, il n'y a pas d'homicide volontaire, 3406; — Le fait principal étant reconnu, il n'y a pas lieu de délibérer sur la question subsidiaire d'homicide involontaire, 3407; — Incendie : réponse régulière rendant inopérante la contradiction entre deux réponses sur un vol, 3408; — Infanticide : involontaire, et sens restreint du mot coupable, 3409; — Homicide par imprudence du mari, et crime d'infanticide commis par la femme, 3410; — Meurtre : involontaire et sens du mot coupable, 3411; — Affirmation du meurtre sur un individu et négation du meurtre d'une autre victime, 3412; — Négation de la culpabilité sur le fait principal, escorté de la préméditation, et affirmation de cette circonstance sur la complicité, 3413; — Meurtre et crime concomitants : non culpabilité quant au meurtre, et simple mention de ce crime dans une question relative à un vol, 3414; — Date mentionnée différemment dans les questions relatives aux deux crimes, 3415; — Concomitance écartée pour un accusé, tandis qu'elle est reconnue pour deux autres accusés, 3416; — Partage entre les jurés : pas d'incertitude sur la non-culpabilité, 3417; — Pillage : acquittement d'un accusé, et condamnation d'un coaccusé, 3418; — Provocation : Coups portés à l'accusé, avant la tentative par lui commise, 3419; — Réunion en bande armée : déclaration de culpabilité et négation du but criminel de la réunion, 3420; — Subornation de témoins : acquittement du faux témoin et condamnation du suborneur, 3421; — Tentative : affirmation implicite des éléments constitutifs, 3422; — Négation explicite de l'existence de ces éléments, 3423; — Tentative de meurtre et cumulativement blessures volontaires, 3424; — Vol : absence de fraude; sens restreint du mot : coupable; intention frauduleuse postérieure à la soustraction, 3425; Affirmation du vol, et négation de l'usage de la pièce volée, 3426; — Dans un vol par plusieurs, complicité des uns par les uns et recel par les autres, 3427; — Accusé coupable d'un vol avec pluralité d'auteurs, alors que les autres accusés sont seulement déclarés complices, 3428; — Réponse négative sur le fait principal et cependant affirmative sur l'existence des circonstances aggravantes, 3429.

Jusqu'à quel moment le renvoi peut être ordonné : la déclaration peut incontestablement être rectifiée tant que le greffier n'en a pas fait à l'accusé la seconde lecture, 3430; — Le droit de renvoi existe encore même après cette seconde lecture et jusqu'à ce que, par la prononciation de son arrêt, la Cour d'assises ait consommé son pouvoir, 3431; — Jurisprudence consacrant le droit de renvoi après la première lecture, 3432; — Et aussi après la lecture faite à l'accusé, 3433; — La Cour de cassation va même jusqu'à autoriser le renvoi quand, après cette lecture, on s'aperçoit de l'omission, dans la question, de caractères constitutifs du crime, omission ne purgeant pas l'accusation, 3434; — Et peu importe que la déclaration ait été revêtue de toutes les signatures légales, 3435.

Par qui et comment le renvoi peut être ordonné : absence de texte de loi : la jurisprudence y supplée, 3436; — Par qui le renvoi peut être ordonné. Fallait-il, au moyen d'une distinction, autoriser le président à prononcer seul le renvoi quand la déclaration est simplement incomplète? Hésitations anciennes, 3437; — La jurisprudence s'affermit et décide aujourd'hui que le droit de renvoi n'appartient qu'à la Cour d'assises, 3438; — Analyse des espèces dans lesquelles il a été décidé que la mesure excédait le pouvoir présidentiel, 3439; — Tempéraments à la règle : rectification mal faite à la suite d'un arrêt de renvoi; rectification avant la lecture; erreur matérielle sans portée légale, 3440; — Critique de l'accusé quand le renvoi illégalement prononcé par le président ne lui a causé nul préjudice, 3441; — *A fortiori* les jurés ne peuvent spontanément retourner dans leur chambre, 3442; — Comment le renvoi peut être ordonné. Absence de l'accusé; présence de son conseil; son refus de prendre la parole; défaut d'interpellation à lui adressée, 3443; — Violation des droits de la défense, si on refuse la parole au conseil qui la réclame, 3444; — L'audition du ministère public n'est pas indispensable, 3445; — Nécessité d'un arrêt motivé indiquant la nature de l'irrégularité, 3446; — Application de cette règle, 3447; — Les mentions du procès-verbal complètent l'arrêt prononçant le renvoi : exemple tiré de l'adoption des réqui-

sitions du ministère public, 3448; — Espèces dans lesquelles l'accusé ne serait pas recevable à critiquer l'arrêt qui n'indiquerait pas suffisamment la cause du renvoi, 3449; — Constatation du renvoi. Modèle de procès-verbal, 3450.

Effets du renvoi : en retournant dans leur chambre les jurés ressaisissent tous leurs pouvoirs et peuvent changer ou modifier leurs premières réponses, 3451; — Décisions de la jurisprudence en ce sens, 3452; — Le président n'est pas obligé, au cas de renvoi, de réitérer ses avertissements, 3453; — Après le renvoi, la Cour d'assises ne peut, écartant la seconde déclaration régulière, faire revivre la première déclaration, 3454; — Mention inexacte de l'expédition de l'arrêt effacée par le procès-verbal des séances constatant que la seconde déclaration a été appliquée, 3455; — Quand le renvoi a été illégal, la Cour de cassation, maintenant la première déclaration, ordonne la mise en liberté de l'accusé, si l'accusation est purgée; sinon, elle défère le procès à une autre Cour d'assises, 3456; — Faut-il conserver l'original de la première déclaration? 3457; — Nouveau renvoi si la seconde déclaration est encore irrégulière, 3458; — Formes de la nouvelle déclaration. Faut-il renouveler les signatures et lectures? 3459.

Réparation d'omission ou d'erreur dans les questions, 2758. — V. *Questions* (nécessité de purger).

Répliques. — V. *Discussion* du procès.

Réponses par le jury aux questions, 3175 à 3182. — *Jury* (déclaration du).

Représentation des pièces à conviction, 2510 à 2536. — V. *Pièces à conviction.*

Réquisitions pour l'application de la peine. — V. *Arrêts définitifs.*

Réquisitoire. — V. *Discussion* du procès.

Résidence des jurés, 741 et 747. — V. *Jury.*

Restitutions. — V. *Dommages-intérêts.*

Résumé de l'acte d'accusation. — V. *Acte d'accusation.*

Résumé du président :

Observation générale, 2617; — Art. 336, § 1 et 2, du Code d'inst. crim. Division du chapitre, 2618.

Origine, objet, importance du résumé : Origine du résumé, 2619; — Son objet et son utilité, 2620; — Son importance : Formalité substantielle, il est prescrit à peine de nullité, 2621; — Nullité si le procès-verbal ne mentionne pas qu'il a été prononcé, 2622.

Sa place dans la procédure orale : Le président procède au résumé lorsque l'instruction est terminée, 2623; — Le résumé est fait en public alors même que les débats ont eu lieu à huis clos, 2624; — Exception, par exemple, pour cause de désordres et de tumulte, 2625.

Par qui le résumé est fait : Le résumé ne peut être fait que par le président : son pouvoir est *incommunicable*, 2626; — Le résumé ne peut être l'objet d'aucune controverse, 2627; — La Cour d'assises ne peut s'ingérer dans la manière dont le résumé est présenté, 2628; — Réserve du cas où le président produit des faits nouveaux ou des pièces nouvelles, 2629.

Contenu du résumé : La loi abandonne tout à la sagacité et à la conscience du président, 2630; — Application, par la jurisprudence, de ce principe, 2631; — Exception pour le cas où le président présente des faits nouveaux ou des pièces nouvelles : alors les débats doivent être rouverts, 2632; — Comment le président procède en ce cas, 2633; — *Quid*, si le président ne rouvre pas les débats? Distinction, 2634; — Principes d'équité s'imposant à la conscience du président. Qualités d'un bon résumé, 2635; — Le président peut-il exprimer son opinion personnelle? 2636.

Forme et formule du résumé : Rien de déterminé quant à la forme et à la formule du résumé : les usages suppléent au silence de la loi, 2637; — Deux méthodes suivies; 1re méthode : le président fait une simple analyse des débats; — 2e méthode : il les apprécie et examine l'affaire dans son ensemble, 2638; — Discussion de ces deux méthodes : la 2e est la préférable, 2639; — Inutile, si l'accusé n'entend pas le français, de lui traduire le résumé par interprète, 2640; — Constatation du résumé par le procès-verbal, 2641; — Mention spéciale en cas de huis clos, 2642; — Exemples des énonciations à insérer dans le procès-verbal, 2643.

Retraite des témoins dans leur chambre, 1668 à 1680. — V. *Témoins.*

Retranchements de la liste du jury de session, 1201 à 1269. — Cassation par voie de retranchement, 4183. — V. *Cassation* (pourvoi en). — *Jury.*

Révision de la liste du jury de session, 1201 à 1269. — V. *Jury.*

Rôle, sa formation.

Objet et importance du rôle : Le rôle est la liste des causes, 390; — Le rôle est obligatoire en matière civile et commerciale, 391; — Différences entre le rôle, en matière

civile et commerciale, et le rôle en matière criminelle, 392 ; — En matière criminelle, il est facultatif, 393 ; — Mais c'est une mesure d'ordre intérieur très-utile : Preuves de cette utilité, 394 ;—L'exact accomplissement de cette mesure est recommandé, 395.

Par qui est fait le rôle : Le point de savoir *par qui est fait le rôle* n'intéresse pas les accusés. La règle, à cet égard, n'a qu'un but : prévenir les conflits d'attributions, 396 ; — Divergences d'opinion sur cette question d'attribution. 397 ;—A mon sens, c'est la loi elle-même qui fait le rôle, dans sa partie principale et de substance. L'art. 260 du Code d'instr. crim. ne laisse à fixer que le jour du jugement de chaque affaire, 398 ;—C'est le président de la Cour d'assises qui fixe ce jour et qui, dès lors, dresse le rôle : Motifs de cette opinion, 399 ; — Suite, 400 ; — Exemples, 401 ;—Cette opinion est contraire à une instruction du ministre de la justice : Motifs donnés, à l'appui de cette instruction, par M. *de Dalmas*, 402 ; — Réfutation de ces motifs, 403 ;—Suite, 404 ;—Suite : Je persiste dans mon avis, 405 ;—Dans tous les cas, il est de devoir, pour le président des assises, de se concerter avec le chef du parquet, 406.

Du contenu du rôle : Question préliminaire : Peut-on indiquer des affaires pour les dimanches et autres jours fériés légaux ? Oui. Exemple, 407 ; — Règle de conduite à suivre à cet égard, 408 ; — Motifs qui justifient cette règle de conduite, 409 ;

Contenu du rôle : il doit comprendre toutes les affaires à juger, 410 ; — Les affaires à juger sont celles qui sont en état lors de l'ouverture des assises : art. 260, 411 ; — Ce qu'on entend par affaire en état, 412 ;— Divers incidents peuvent empêcher sa mise au rôle : Premier incident : Demande d'ajournement, 413 ; — Second incident : Conflit positif de juridictions, 414 ;—Troisième incident : Demande en renvoi d'un tribunal à un autre, 415 ; — Quatrième incident : Demande en nullité contre l'arrêt de mise en accusation, 416 ;—Suite : Hypothèse puisée dans le cas où cette demande a été rejetée, 417 ; — Dans ce cas, l'arrêt de rejet n'a point être notifié : exemple, 418 ; — Ni, au cas de désistement, l'arrêt qui en donne acte : exemple, 419 ;—Ni, au cas de conflit, l'arrêt qui règle de juges : Ni, au cas de demande en renvoi d'un tribunal à un autre, l'arrêt de rejet, 420 ; — Conclusion sur cette première partie du quatrième incident, 421 ; — Hypothèse puisée dans le cas où la demande en nullité contre l'arrêt de mise en accusation subsiste encore : elle empêche de passer outre au jugement, 422 ;—Mais elle n'empêche pas de procéder à l'accomplissement de toutes les formalités d'instruction, jusqu'aux débats exclusivement, 423 ; — Elle n'empêche, notamment, ni le cours du délai de cinq jours, ni l'assignation des témoins, ni leur notification, ni la notification de la liste du jury, 424 ;—Doutes sérieux à cet égard ; mais un arrêt récent consacre le principe, 425 ; — Conclusion, 426 ; — Le même principe régit les cas de conflit et de demande en renvoi d'un tribunal à un autre : Exemple, 427 ;—Exception au principe, en tant qu'il s'applique au cas de pourvoi contre l'arrêt de mise en accusation : si le pourvoi est tardif, la Cour d'assises peut passer outre : Hésitation, sur ce point, de l'ancienne jurisprudence, 428 ; — Loi du 10 juin 1853, 429 ; — Recommandation aux greffiers pour l'exacte constatation de la date des pourvois, 430 ; —Deux conditions à apprécier pour savoir si le pourvoi est ou non tardif : le délai, le point de départ du délai, 431 ; — Le délai est de six jours, en comptant le jour de l'avertissement et le jour où le droit s'exerce, sous peine de forclusion, 432 ; — Le point de départ varie : c'est le jour de l'avertissement si la notification de l'arrêt de mise en accusation est antérieure, si elle est postérieure, c'est le jour de la notification, 433 ; — *Quid*, si l'arrêt ayant été notifié antérieurement, la notification de l'acte d'accusation est postérieure ? 434 ; — Conclusion, 435 ;—Du reste, le point de départ du délai n'est point subordonné à la désignation d'un conseil et à l'exercice des droits de communication, 436 ; — Il est, d'ailleurs, bien entendu que les Cours d'assises n'ont point compétence pour apprécier les autres causes d'irrégularité qui pourraient vicier un pourvoi, 437 ; — Cinquième incident : Grossesse d'une femme, accusée d'un crime entraînant la peine de mort : L'état de grossesse n'est plus un obstacle légal à sa mise en jugement, 438 ; —Sixième incident : lorsqu'un individu est l'objet de deux poursuites criminelles, il ne peut pas exiger l'ajournement de la moins grave jusqu'après le jugement de l'autre : exemple, 439 ; — Il ne le peut pas même alors que la plus grave a déjà donné lieu à une condamnation par contumace, 440 ;— Conclusion, 441 ; — Le rôle peut contenir, indépendamment des affaires prêtes à être jugées, les affaires dont, à l'aide de certaines mesures, l'état peut être régularisé, 442 ; — Règles dérivant, à cet égard, des art. 296 et 297 : Texte de ces deux articles, 443 ; — La première règle, c'est qu'il y a nullité si l'on passe outre aux débats avant l'expiration du délai de cinq jours : Nouvel

exemple, 444;—Mais l'accusé peut renoncer à ses droits : Plusieurs conditions sont à observer pour la validité de cette renonciation, 445;—Première condition : La renonciation doit être expresse : Exemple, 446;—Toutefois, point de formule sacramentelle : Ainsi, renoncer au droit de pourvoi, c'est renoncer, en même temps, au délai de cinq jours, 447;—Mais il y aurait convenance à faire porter la renonciation sur ces deux objets, 448;—Seconde condition : La valeur légale de la renonciation dépend encore du moment où elle intervient : Elle vaut, si elle intervient après la notification de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation, 449;—Et la notification est présumée antérieure lorsqu'elle est faite le même jour que la renonciation, 450; — Mais la renonciation ne vaut pas si elle intervient avant la notification : Exemple, 451;—Conclusion, 452;—La renonciation vaut-elle, si la notification de l'acte d'accusation la précède, mais si la notification de l'arrêt la suit? Non, 453;—Vaut-elle, si c'est la notification de l'arrêt qui la précède et la notification de l'acte d'accusation qui la suit? Oui. Motifs de cette distinction, 454; — Suite, 455;—Conclusion, 456;—Pour que la renonciation vaille, faut-il qu'elle intervienne en présence du conseil de l'accusé, ou, du moins, le conseil préalablement consulté? Non, 457;—Troisième condition : La renonciation peut se produire en dehors de l'interrogatoire, 458;—Elle peut même se produire aux débats : Exemple, 459; — Soit avant leur ouverture, soit après : Exemple, 460; — Pourvu qu'elle se produise avant leur clôture, 461;—Toutes ces conditions sont d'autant plus à observer que la renonciation est irrévocable, 462;—Motifs de cette irrévocabilité : Exemple, 463; — Accommodements équitables, à cet égard, 464; — Règles dérivant de l'art. 261 : Texte de cet article, 465;—Deux hypothèses à distinguer pour son application : Première hypothèse : Non-seulement la translation de l'accusé est tardive, mais encore l'affaire n'est point en état : Dans ce cas, les règles dérivant des art. 296 et 297 se combinent avec les règles dérivant de l'art. 261, 466;—Seconde hypothèse : L'affaire est ou peut être mise en état, mais la translation de l'accusé est tardive : Diverses règles spéciales, dans ce cas, 467; — Première règle : Quand l'arrivée de l'accusé dans la maison de justice est-elle tardive? Explications à cet égard et extension rationnelle donnée au texte de la loi, 468;—Exemple et conclusion, 469;—Seconde règle : Faut-il, pour obtenir régulièrement le consentement de l'accusé, une réquisition écrite du procureur général, une ordonnance écrite du président? Non. Motifs. Exemple, 470;—Troisième règle : Faut-il, comme au cas des art. 296 et 297, un consentement exprès de l'accusé? Non, 471;—Motifs de cette distinction : Exemple, 472; — Quatrième règle : Consentir à être jugé, c'est renoncer au droit de pourvoi, 473; — C'est aussi renoncer au délai de cinq jours : Exemple, 474;—Mais il y aurait convenance à faire porter la renonciation sur ces trois objets, 475;—Cinquième règle : Le consentement, donné en exécution de l'art. 261, est irrévocable, comme la renonciation, faite en exécution des art. 296 et 297 : Exemple, 476;—Conclusion, 477.

Forme du rôle : La forme du rôle est facultative, 478; — Conditions qu'elle doit réunir si on veut que le rôle soit utile, 479; — Un modèle remplacera avec avantage toutes les explications à donner sur ce point, 480;—Modèle, 481.

S

Sage-femme. — V. *Dispense.*

Sanctions pénales du défaut de mention de l'accomplissement des formalités. — V. *Procès-verbal des séances.*

Scrutin secret (vote au). Lois qui ont prescrit le vote au scrutin secret, 3053. — *Avertissement relatif au scrutin secret :* L'avertissement relatif à ce mode de vote est une formalité substantielle, 3054; — Elle est présumée omise si le procès-verbal ne constate pas son accomplissement, 3055; — La mention que le jury a été averti de voter au *scrutin* est insuffisante si l'on n'ajoute le mot *secret*, 3056. — Vote au scrutin secret par les jurés, 3138 à 3144. — V. *Jury* (formalité de sa délibération).

Secret professionnel. — V. *Dispense.*

Secrétaire général d'un ministère. Incompatibilité. — V. *Jury.*

Sénateur. Excuse. — V. *Jury.*

Septuagénaire. Dispense. — V. *Jury.*

Séquestration : 2691, 2857, 2863. — V. *Excuses légales, Questions* (circonstances constitutives).

Serment : Des jurés, 1530 à 1590. — Des témoins, 1877 à 1912, 1963 à 1966, 2104, 2182 à 2238. — Des experts, 2484 à 2499. — V. *Expertises,* — *Interprète,* — *Jurés,* — *Témoins.*

Sexagénaires : Application de la peine en ce qui les concerne, 3836 à 3838. — V. *Condamnation* (arrêt de).

Signature et remise de la déclara-

tion du jury, 3201 à 3213. — Signature des arrêts incidents, 3616 à 3619. — Des arrêts définitifs, 3693 à 3697. — Du procès-verbal des séances, 3981 à 3993. — V. *Arrêts définitifs et incidents*, — *Jury* (déclaration du), — *Procès-verbal des séances.*

Source et base des questions. — V. *Questions.*

Sourd-muet. — V. *Témoins* (prohibitions).

Sous-préfet. Incompatibilité. — V. *Jury.*

Sous-secrétaire d'Etat. Incompatibilité. — V. *Jury.*

Souveraineté de la Cour pour décider si, en fait, des questions résultent des débats, 2790, 2793. — V. *Questions* (faits nouveaux ou modificatifs).

Subornation de témoins : 2690. Complexité, 2905. — V. *Questions.*

Substitut. — Le procureur général peut déléguer un substitut de son parquet pour rédiger l'acte d'accusation, 12. — La délégation n'a point à être expresse ; elle est présumée de droit ; mais il est bien de la constater, 13. — V. *Procureur général.*

Suppression d'enfant : 2704. — Non-viabilité de l'enfant supprimé : 2821, 2865. — V, *Excuses légales*, — *Faits justificatifs*, — *Questions.*

Surcharge. — V. *Rature.*

Surdité. Inhabilité. — V. *Jury.*

Sursis au jugement et renvoi de l'affaire par la Cour convaincue que les jurés se sont trompés au fond, 3748 à 3760. — V. *Renvoi.*

T

Tableau : des mois fixés pour la tenue des assises trimestrielles dans chaque département, 959. — Des assises pour lesquelles il a été fait exception à la règle générale que les assises siégent au chef-lieu du département, 993. — Du jury de jugement : sa formation, 1323 à 1468. — V. *Cour d'assises*, — *Jury.*

Témoin. Incompatibilité relative. — V. *Jury.*

Témoins (notification de la liste des).

Objet et importance de la notification : L'importance de cet acte se détermine par son objet même. Quelle est la mesure de cette importance ? 622 ; — Législation antérieure : art. 346 du Code du 3 brumaire au IV. Nullité, à cette époque, quand la notification n'avait pas eu lieu ou qu'elle était irrégulière, 623 ; — Tempérament admis par la chambre criminelle, 624 ; — Législation actuelle : art. 315 du Code d'instruction criminelle, 625 ; — Modifications apportées par cet article : première modification : plus de nullité, mais simple droit d'opposition, 626 ; — S'il n'y a pas opposition, le vice est couvert, quelle que soit sa nature : exemple, 627 ; — Quoique aujourd'hui il n'y ait plus nullité, l'importance de la notification est encore très-grande. En quoi elle réside, 628.

Place de la notification dans la procédure intermédiaire : La notification doit avoir lieu vingt-quatre heures, au moins, avant l'examen des témoins notifiés. Art. 315, 629 ; — Dans l'application, point de difficulté, si elle a été faite plus de vingt-quatre heures avant l'examen, 630. *Quid*, quand elle a eu lieu le jour même de l'ouverture des débats ? *Quid*, quand elle a précédé de vingt-quatre heures, non l'ouverture des débats, mais l'audition des témoins ? 631 ; — Ancienne jurisprudence sur ce point : exemples, 632 ; — Jurisprudence actuelle : exemple, 633 ; — Nouveaux exemples et jurisprudence qui tient pour valable la notification, alors même qu'elle a été faite, la veille, sans indication de l'heure. Réserve pour les délais de distance, 634 ; — Résumé des quatre numéros précédents, 635 ; — Convenance, d'ailleurs, à faire la notification l'avant-veille de l'ouverture des débats, 636 ; — Les débats commencés, peut-on assigner et notifier de nouveaux témoins ? Hésitation de la jurisprudence. Son dernier état, 637 ; — Conclusion, 638.

A la requête de qui, — par qui, — et à qui est faite la notification ? A la requête de qui est faite la notification ? A la requête du procureur général, de la partie civile, de l'accusé, comme conséquence du droit de chacun d'eux pour faire citer des témoins. Art. 315, 639 ; — Ce qu'il faut entendre, ici, par l'*accusé*, 640 ; — D'ordinaire, c'est le procureur général qui fait citer et notifier les témoins de la partie civile et de l'accusé, 641 ; — Mais cette charge est purement facultative : Exemples, 642 ; — Du reste, l'obligation, pour l'accusé, de faire notifier les témoins, qu'il a fait citer, est nouvelle. Elle n'existait pas sous le Code de brumaire, 643 ; — Par qui est faite la notification ? Par les huissiers, spécialement les huissiers audienciers, 644 ; — A qui est faite la notification ? A l'accusé, si la notification a lieu à la requête du procureur général, 645 ; — A l'accusé, si elle a lieu à la requête de la partie civile. La partie civile n'en doit pas au procureur général, 646 ; — Au procureur général, si elle a lieu à la

requête de l'accusé : l'accusé n'en doit pas à la partie civile, 647 ; — Il n'en doit pas non plus à son coaccusé : Exemple, 648.

Contenu de la notification : La notification doit, avant tout, contenir la liste des témoins cités, 649 ; — Le choix des témoins à citer doit être fait avec impartialité, 650 ; — Et avec discernement, 651 ; Instructions, sur ce point, du ministre de la justice, 652 ; — Une fois dressée, la liste est remise aux huissiers, qui procèdent aux citations dans la forme ordinaire, 653 ; — A la suite, ils notifient : La notification doit indiquer, notamment, les noms, profession et résidence des témoins, 654 ; — Différences, sur ce point, avec le Code de brumaire. La mention de l'âge n'est plus exigée. Quant aux autres mentions, elles étaient exigées sous le Code de brumaire, à peine de nullité. Aujourd'hui, leur omission ou leur inexactitude n'engendre nullité que si l'individualité du témoin est incertaine, 655 ; — Exemples pour erreur ou omission sur la profession de l'un des témoins, 656 ; — Pour une erreur sur les prénoms, 657 ; — Et même pour une erreur sur le nom patronymique, 658 ; — Du reste, les questions d'identité des témoins sont des questions de fait : Exemple, 659 ; — Quoi qu'il en soit, les magistrats doivent veiller à l'exacte exécution, par les huissiers, de l'art. 315, 660 ; — Inutile, d'ailleurs, d'insérer dans l'original la liste elle-même, 661 ; — Inutile aussi, du moins pour la validité de l'exploit, d'indiquer le jour de l'ouverture des débats ; mais cette indication est bonne, et il serait désirable qu'elle fût toujours ajoutée, 662.

Forme de l'acte de notification et preuve de son existence : Mêmes règles, pour la notification de la liste des témoins, que pour la notification de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation, 663 ; — Exemples pour : la nécessité d'agir par exploit d'huissier, 664 ; — La signification dudit exploit, 665 ; — Le parlant à...., 666 ; — La remise d'une copie à chaque accusé, 667 ; — L'influence du coût, 668 ; — La valeur comparative de l'original et de la copie, 669 ; — Il convient donc de s'en référer aux règles posées pour la première notification, 670 ; — Comme il convient aussi de s'en référer aux règles posées, à cette occasion, relativement aux preuves légales de l'existence de l'exploit, 671 ; — Toutefois, différence en ce qui concerne l'efficacité de la preuve résultant de la reconnaissance de l'accusé, 672 ; — Conclusion, 673 ; — Modèle, 674.

La présence des témoins à la lecture de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation n'est pas permise, 1607 à 1610. — Cette présence n'est pas indispensable lorsque le procureur général fait son exposé de l'affaire ; mais elle est permise, 1635 et 1636.

Appel des témoins : Cette formalité est prescrite par l'art. 315, § 2, 3 et 4 du Code d'instruction criminelle, 1638 ; — Elle n'est ni substantielle, ni prescrite à peine de nullité, 1639 ; — Mais son exécution est utile, 1640 ; — La liste appelée doit contenir le nom de tous les témoins notifiés, 1641 ; — Notifiés à la requête du procureur général, de la partie civile, de l'accusé, 1642 ; — Qu'ils aient été assignés ou non. Art. 359 du Code de l'an IV, 1643, — Art. 324 du Code d'instruction criminelle, 1644 ; — Point de nullité, d'ailleurs, dans une lecture incomplète, 1645 ; — Il convient, en outre, de lire la liste des témoins cités et non notifiés, 1646 ; — Suite, 1647 ; — Comment il convient de faire l'appel, 1648 ; — Le greffier, qui est chargé de ce soin, peut se faire suppléer, 1649 ; — L'appel peut avoir lieu en la présence comme en l'absence des témoins, 1650 ; — En une seule fois, quel que soit le nombre des accusés, 1651 ; — L'absence d'un ou de plusieurs témoins donne lieu à un incident qu'il faut régler, 1652 ; — Règlement de l'incident, relativement aux témoins défaillants, 1653 ; — Ce règlement, quel qu'il soit, n'intéresse pas l'accusé, 1654 ; — Règlement de l'incident, relativement à l'affaire. L'affaire peut être ajournée, 1655 ; — Ou continuée, et, alors, deux hypothèses, 1656 ; — Première hypothèse : Opposition à ce qu'il soit passé outre. Dans ce cas, un arrêt est nécessaire, 1657 ; — Seconde hypothèse : Point d'opposition. Dans ce cas, il est statué ou par un arrêt ou par simple ordonnance du président, 1658 ; — Et même sans ordonnance ; le fait même du passé outre suffit, 1659 ; — Résumé, à cet égard, 1660 ; — Digression, pour généraliser ces diverses règles, 1661 ; — Mode de procéder. En premier lieu, demande verbale, 1662 ; — Refus du président. Conclusions, 1663 ; — Quelles doivent être ces conclusions, 1664 ; — Si elles sont expresses, incident contentieux. Nécessité d'arrêt, 1665 ; — Formule, 1666 ; — En prendre note, pour régler les incidents analogues, 1667.

Retraite des témoins dans leur chambre : Cette formalité est prescrite par l'art. 316 du Code d'instruction criminelle, 1668 ; — Deux dispositions dans cet article. Séquestrer les témoins ; prévenir toute conférence entre eux, 1669 ; — But de cette double précaution, 1670 ; — Suite, 1671 ; — Du reste, point de nullité, au cas d'inexécution :

Exemple, 1672; — Motifs de cette règle, 1673; — Néanmoins, l'accomplissement de cette formalité est désirable, 1674; — Exemple, 1675; — Second exemple, 1676; — Il est bon de séparer les témoins à charge des témoins à décharge, 1677; — *Quid*, si l'on n'a pu empêcher les témoins de conférer, soit entre eux, 1678; — Soit avec des tiers, 1679; — Résumé et formule, 1680.

Audition des témoins : Signification légale du mot témoin, 1860; — Question préliminaire : Doit-on entendre tous les témoins régulièrement appelés? 1861; — Oui, 1862; — Divergences d'opinion, à cet égard, 1863; — Motifs de mon opinion : Examen des art. 315, 316, 317, mis en regard des art. 153, 154, 190, 1864 à 1867; — L'art. 270 ne fait rien à la question, 1868; — Examen de la jurisprudence : Jurisprudence ancienne, 1869; — Jurisprudence actuelle, 1870; — Conséquences, 1871; — Résumé, sur ce point, 1872; — La règle n'est, d'ailleurs, obligatoire que pour les témoins présents, régulièrement appelés et produits, auxquels il n'a pas été renoncé, et qui n'ont, en eux, aucune cause d'exclusion, 1873;

1° *Présence des témoins*, 1874;

2° Régularité de l'appel des témoins et de leur présentation aux débats. Les témoins se divisent en quatre classes distinctes, 1875; — Témoins cités et notifiés : ils doivent, à peine de nullité, être entendus sous serment. Jurisprudence constante, 1876; — Exemple remarquable, 1877; — Nullité, que l'absence du serment soit du fait du président ou du fait de la Cour d'assises, 1878; — Premier corollaire de cette règle : Elle s'étend au témoin non présent à l'appel de son nom, 1879; — Hésitations de la jurisprudence, 1880; — Elle est fixée aujourd'hui dans le sens de la nullité, 1881; — Second corollaire : La règle s'étend au témoin qui n'est pas resté dans la chambre où il devait se retirer : Exemple, 1882; — Troisième corollaire : Alors même qu'il aurait assisté, avant d'être entendu, à tout ou partie des débats, 1883; — Hésitations de la jurisprudence, 1884; — Elle est fixée aujourd'hui dans le sens de la nullité : Exemple, 1885; — Nouveaux exemples, 1886; — Que les parties réclament ou non, 1887; — Quatrième corollaire : Alors même qu'antérieurement à l'arrivée du témoin, il aurait été donné lecture de sa déclaration écrite, 1888; — Témoins notifiés, mais non cités : même règle que pour les témoins cités et notifiés: Exemple, 1889 et 1890; — Un arrêt semble contredire cette règle : Explication de cet arrêt, 1891.

Témoins cités, mais non notifiés : Nuance entre cette situation et celles qui précèdent, 1892; — Hésitations de la jurisprudence : Elle est fixée, aujourd'hui, dans le sens de la nullité, s'il n'y a pas eu opposition : Exemples, 1893 et 1894; — Et il suffit, pour justifier le serment, que l'absence d'opposition soit constatée, 1895; — Mais, s'il y a opposition, le parti à prendre dépend de la cause sur laquelle elle se fonde, 1896; — Si elle se fonde sur une cause de droit, l'élimination du témoin est obligatoire, 1897; — Si elle se fonde sur une cause de fait, la Cour d'assises l'apprécie, dans l'un ou l'autre sens, 1898; — Et l'apprécie souverainement, 1899; — Règles accessoires, sur ce sujet : Première règle : Pour être recevable, l'opposition doit intervenir avant le serment, 1900; — Seconde règle : L'opposition d'un seul accusé profite à tous, même alors que sa cause procède exclusivement de l'un d'eux, 1901; — Troisième règle. L'opposition ne vaut, d'ailleurs, que si elle émane du ministère public ou des accusés, 1902; — Quatrième règle : Et, encore, elle ne vaut que de la part de celui qui a dû recevoir la notification, et non de celui qui a dû la faire, 1904; — Motif de cette distinction, 1905; — Un arrêt de Cour d'assises en a décidé autrement : Cet arrêt ne se soutient pas, 1906; — Cinquième règle : Le juge de l'opposition est le président, s'il n'y a pas de contentieux, et, dans le cas contraire, la Cour d'assises, 1907; — A la condition, toutefois, pour le président, qu'il fera droit à l'opposition, 1908; — Quelques criminalistes soutiennent que, même en l'absence de tout contentieux, le président est sans compétence : Arrêt cité à l'appui de cette opinion, 1909; — Discussion de cet arrêt, 1910; — La doctrine de la chambre criminelle, sur toutes les questions analogues, le condamne, 1911; — Résumé, 1912.

Renonciation des parties : Celui qui appelle un témoin a le droit de renoncer à son audition, 1913; — Et de le faire, ainsi, disparaître du débat, 1914; — La renonciation vaut, même alors qu'elle se fonde sur une erreur, relativement à la capacité du témoin, 1915; — Quand même elle porterait sur toutes les personnes appelées, 1916; — Termes dans lesquels la renonciation doit se produire, 1917; — La condition essentielle, c'est qu'émanant de l'une des parties, elle soit acceptée par toutes les autres, 1918; — Toutefois, elle n'a pas à être acceptée par la partie civile, 1919; — L'adhésion à la renonciation peut être tacite : Exemples, 1920; —

La renonciation elle-même peut n'être qu'implicite. Elle peut résulter de l'absence du nom du témoin sur la liste lue aux débats : Exemple significatif, 1921 ; — Nouvel exemple, 1922 ; — Quelle que soit la partie qui a appelé le témoin, 1923 ; — Exemple d'un autre équivalent ; mais pourquoi des équivalents ? 1924 ; — Exemple d'une renonciation insuffisante, 1925 ; — Le témoin, auquel les parties ont renoncé, peut être entendu en vertu du pouvoir discrétionnaire, 1926 ; — L'intervention de la Cour d'assises n'est pas nécessaire pour régler les effets de la renonciation, 1927 ; — Résumé, 1928.

Prohibitions portées par la loi contre certaines personnes appelées en témoignages : Observation préliminaire, 1929 ; — La loi, en édictant certaines prohibitions, est prévoyante et morale, 1930 ; — Les prohibitions se divisent en cinq catégories, 1931 :

Première catégorie : Prohibition pour cause d'incapacité : L'incapable est celui qui a été frappé de certaines condamnations, 1932 ; — Point de disposition, à cet égard, dans le Code de brumaire, 1933 ; — Dispositions des Codes de 1810 et 1832, et de la loi du 31 mai 1854 portant abolition de la mort civile. Règles qui en découlent, 1934 ;

Première règle : Point d'incapacité sans condamnation antérieure : Exemples : Résumé, 1935 à 1937 ;

Seconde règle : La condamnation doit être irrévocable : raison de cette règle, 1938 ; — La jurisprudence la consacre, 1939 ; — Son état, sous le Code de 1810, avant la suppression de la peine de l'exposition, 1940 ; — Son état sous le Code actuel, 1941 ; — La condamnation n'est irrévocable, au cas de pourvoi, que le jour de l'arrêt de rejet, 1942 ; — Et, s'il n'y a pas de pourvoi, que le jour où expire le délai, 1943 ; — Mais *quid* si le condamné est appelé en témoignage pendant ce délai ? A cet égard, deux systèmes, 1944 ; — Premier système : La simple faculté de se pourvoir suspend les effets de la condamnation, 1945 ; — Second système : Ce n'est pas la faculté de se pourvoir, mais le pourvoi lui-même qui les suspend. Examen de ces deux systèmes, 1946 ; — Je donne la préférence au second, 1947 ; — Il est contredit par les motifs d'un arrêt, 1948 ; — Examen de cet arrêt : Je persiste dans mon avis, 1949 ;

Troisième règle : Toute condamnation n'entraîne pas l'incapacité. Indication de celles qui l'entraînent, 1950 ; — Du reste, en matière criminelle, l'incapacité découle, non de la qualification du fait, mais de la peine prononcée, 1951 ;

Quatrième règle : La condamnation n'a pas à être prouvée à l'audience. La notoriété et, surtout, l'absence de dénégation suffisent, alors même qu'il y aurait erreur, 1952 ; — Si cette erreur est démontrée à l'audience, l'irrégularité est facile à réparer, 1953 ;

Cinquième règle : les incapacités sont perpétuelles ou temporaires, 1954 ; — Elles peuvent disparaître par l'effet, soit de la réhabilitation, 1955 ; — Soit de l'amnistie 1956 ; — Si bien que la condamnation antérieure ne peut compter pour constituer l'état de récidive, 1957 ; — L'amnistie, doit, d'ailleurs, pour produire effet, être pleine et entière, 1958 ; — La grâce n'a pas l'effet de l'amnistie. Elle ne vaut, ni pour effacer l'incapacité, 1959 ; — Ni pour empêcher la récidive, 1960 ; — *Quid*, si elle ordonnait la réintégration de l'individu gracié dans la jouissance de ses droits civils ? 1961 ; — Résumé de la cinquième règle, 1962.

Sixième règle : l'incapable peut être entendu sous la foi du serment : exemple, 1963 ; — Nouveaux exemples, 1964 ; — Concordance de cette règle avec celle qui se puise dans l'art. 322, 1965 ; — Inutile, d'ailleurs, d'interpeller l'accusé, avant d'admettre le témoin au serment, 1966.

Septième règle : l'incapable peut, au lieu d'être entendu, être écarté, d'office, du débat, 1967 ; — Motif de cette règle, 1968 ; — La jurisprudence la consacre, 1969 ; — Résumé sur ce point, 1970.

Huitième règle : de l'opposition à l'audition de l'incapable, 1971 ; — Effet de l'opposition : si l'incapable est entendu, nullité, 1972 ; — C'est là un principe incontesté, soit en doctrine, soit en jurisprudence, 1973 ; — Par qui l'opposition peut-elle être formée ? Par le procureur général et par l'accusé, 1974 ; — Et, aussi, par la partie civile, 1975 ; — Elle vaut, alors même qu'elle est formée contre les témoins appelés par la partie de qui elle émane, 1976 ; — Et, aussi, quand elle est formée par le témoin contre lui-même, 1977 ; — Moment où elle doit avoir lieu : elle doit avoir lieu avant le serment. *Quid*, si elle a lieu après ? 1978 ; — Première hypothèse : elle vaut, si elle intervient après le serment, mais avant la déposition, 1979 ; — Réserve pour le cas où c'est soit l'absence, soit l'irrégularité de la notification qui rend le témoin exoine, 1980 ; — Résumé, sur cette première hypothèse, 1981 ; — Seconde hypothèse : l'opposition ne vaut pas, si elle intervient pendant ou après

la déposition, 1982; — Toutefois, la Cour d'assises peut, dans ce cas, et si tout le monde y adhère, recevoir l'opposition et annuler le serment, 1983; — Troisième hypothèse : *Quid*, si, après la déposition, l'incapable est réappelé, pour être entendu de nouveau ? 1984; — Tardive, pour la déposition faite, l'opposition vaut, pour la déposition restant à faire, 1985.

Neuvième règle : quel est le juge, soit de la question d'incapacité, soit de l'opposition ? 1986; — Quand l'incapacité est certaine, l'élimination peut être opérée par le président ou la Cour, 1987; — Même règle, au cas d'opposition, si toutes les parties y adhèrent, 1988; — Conséquences de cette règle, 1989; — La règle n'est vraie, d'ailleurs, qu'au cas où l'élimination est accordée, 1990; — Au cas de refus et de contestation entre les parties, la Cour a, seule, compétence, et elle doit statuer par voie d'arrêt, 1991.

Seconde catégorie : causes d'infériorité relative : minorité de quinze ans : infirmités intellectuelles et physiques : mineur de quinze ans. Anciennes règles, 1992; — Règle actuelle. Art. 79 du Code d'instruction criminelle, 1993; — Cet article s'applique-t-il aux déclarations orales comme aux déclarations écrites ? Hésitations de la jurisprudence, 1994; — Elle a été fixée, dès 1812, par un arrêt des chambres réunies, 1995; — Depuis cet arrêt, les mineurs de quinze ans peuvent être entendus sans serment, 1996; — Mais ils peuvent, aussi, être entendus avec serment, 1997; — Exemples, 1998; — S'il n'y a pas d'opposition, 1999; — La règle ne s'applique, d'ailleurs, qu'aux enfants âgés de moins de quinze ans : exemples, 2,000; — *Quid*, si l'on se trompe sur l'âge ? 2001; — Application de l'adage : *Error communis*..... 2002; — Cas dans lesquels cette application a lieu : exemples, 2003; — Suite, 2004; — Résumé, 2005; — Infirmités intellectuelles et physiques, 2006; — Aliéné : l'aliénation n'est pas une cause d'incapacité légale, 2007; — Même alors que l'aliéné est interdit, 2008; — Mais le président a la faculté d'apprécier s'il peut ou non être entendu : exemple, 2009; — Sourd-muet : point d'incapacité légale contre lui, surtout aujourd'hui, 2010; — Il doit être entendu avec serment, 2011; — S'il n'est pas impossible de s'en faire comprendre et de le comprendre, 2012; — Aveugle : point d'incapacité légale contre lui, 2013; — Opinion, dans une question analogue, de M. le procureur général Dupin, 2014; — Résumé, 2015.

Troisième catégorie : dispositions de l'art. 322 du Code d'instr. crim., 2017; — Parents ou alliés : raisons morales de l'exclusion portée contre eux, 2018; — 1° Père, mère, aïeul, aïeule ou autre ascendant, 2019; — L'exclusion s'étend aux père et mère naturels, 2020; — Mais, bien entendu, quand il n'y a pas contestation sur la paternité ou la maternité, 2021; — Elle ne s'étend pas, d'ailleurs, aux ascendants des père et mère naturels, 2022; — 2° Fils, fille, petit-fils, petite-fille ou autre descendant. Règle correspondante du descendant à l'ascendant, 2023; — *Quid*, pour l'enfant adoptif, vis-à-vis des ascendants de l'adoptant ? 2024; — 3° Frères et sœurs : le sens de ces mots est général et absolu. Ils s'étendent à tous, et aux enfants nés hors du mariage ou dans le mariage, et aux enfants adoptifs, 2025; — 4° Mari et femme : il ne s'agit, bien entendu, que des conjoints par mariage, 2026; — 5° Alliés : sont compris sous ce titre : le gendre et la belle-fille, 2027; — Le fils ou la fille d'un premier lit, et réciproquement, 2028; — Qu'ils soient légitimes ou non : exemple, 2029; — Le beau-frère et la belle-sœur, 2030; — Mais la règle ne s'étend ni à l'allié de l'allié : exemple, 2031; — Ni aux oncle, tante, neveu, nièce, cousin, cousine, 2032; — Elle est inapplicable, *à fortiori*, aux parents ou alliés, pour lesquels le degré n'est pas précisé : exemples, 2033; — Quand cesse l'alliance ? La mort de l'un des conjoints ne la fait cesser, ni quand il y a des enfants, 2034; — Ni quand il n'y en a pas : exemples, 2035; — Résumé, 2036.

Dénonciateur : Raison morale de son exclusion, 2037; — Art. 358 du Code de brumaire, 2038; — Modifications introduites par l'art. 322 du Code d'instruction criminelle, 2039; — Deux conditions pour que le dénonciateur soit exclu, 2040; — Première condition : Il faut, d'abord, être dénonciateur dans le sens précis de la loi. Règles et exemples, à cet égard, 2041;

Première règle : Il faut que la dénonciation porte et sur le fait et sur le coupable, 2042;

Seconde règle : Il en est ainsi pour la partie lésée par le crime comme pour toute autre, 2043; — Exemple, 2044; — Second exemple, 2045; — Troisième exemple, 2046;

Troisième règle : Mais il n'en est pas ainsi, quand on indique le coupable, ou en déposant, comme témoin, 2047;

Quatrième règle : Ou en répondant, dans un interrogatoire, comme coprévenu, 2048;

Cinquième règle : Ne sont dénonciateurs ni l'officier du parquet qui poursuit, ni le

juge qui instruit, 2049 ; — Mais les autres officiers de police judiciaire peuvent le devenir : exemple, 2050 ; — Nouveaux exemples pour des témoins placés dans des situations analogues, 2051 ; — Deux règles générales dominent, d'ailleurs, la matière, 2052 ; — En premier lieu, règle prescrite par l'art. 323, qui ordonne d'avertir le jury de la qualité de dénonciateur, 2053 ; — Toutefois, cet avertissement est facultatif, 2054 ; — Mais il convient de le donner, 2055 ; — En second lieu, s'il est donné, point de formule sacramentelle pour sa constatation : exemple, 2056 ; — Seconde condition : La dénonciation doit être récompensée pécuniairement par la loi, 2057 ; — Différence, sur ce point, avec les prescriptions du Code de l'an IV, 2055 ; — Exemples de cette différence, 2089 ; — Nouvel exemple décisif, 2060 ; — Sens de ces mots : récompensée pécuniairement par la loi, 2061 ; — L'exclusion qui en résulte est, d'ailleurs, toute personnelle, 2062 ;

Partie civile : Nécessité de bien déterminer ce qu'on entend par partie civile, 2063 ; — Aperçu sur quelques règles préliminaires, 2064 ;

Première règle : Toute action civile doit avoir pour base un crime, un délit ou une contravention : Art. 1 et 63 du Code d'inst. crim., 2065 ;

Seconde règle : L'infraction doit avoir causé un dommage matériel ou moral, direct et actuel, 2066 ; — Explication de ces conditions : exemples, 2067 ;

Troisième règle : Le juge de répression est juge souverain du dommage et de son importance, 2068 ;

Quatrième règle : Toute personne lésée par l'infraction peut se porter partie civile, 2069 ;

Cinquième règle : Soit par elle-même, soit par ses successeurs ou représentants. Enumération à cet égard, 2070 ; — Différences pouvant exister dans l'étendue du droit d'action appartenant à la femme mariée, 2071 ; — Explication spéciale sur l'exercice du droit d'action appartenant à la femme mariée, 2072 ;

Sixième règle : On peut se porter partie civile sans être partie plaignante, 2073 ;

Septième règle : Par personne lésée, il faut entendre la personne qui prétend être lésée : art. 63 du C. d'inst. crim., 2074 ;

Huitième règle : Toute constitution de partie civile doit être expresse : art. 66 du même Code, 2075 ; — Divers modes de constitution, selon qu'elle a lieu, soit avant, soit pendant l'audience, 2076 ; — Incident pouvant se produire dans la seconde hypothèse, 2077 ;

Neuvième règle : On peut se porter partie civile, en tout état de cause, jusqu'à la clôture des débats, 2078 ; — Point de difficulté, quant au point de départ, 2079 ; — Mais difficulté, quand au point d'arrêt ou de forclusion, 2080 ; — Explication, à cet égard, 2081 ; — Suite, 2082 ; — Suite et exemples, 2083 ; — Nouvel exemple déterminant bien la dernière limite des mots : clôture des débats, 2084 ; — Résumé, sur ce point, 2085 ;

Dixième règle : On peut se départir de la qualité de partie civile. Art. 66 du Code d'instruction criminelle, 2086 ; — Délai fixé pour cette rétraction. Conséquences de l'inobservation de ce délai : exemple, 2087 ; — Résumé de ces diverses règles préliminaires, 2088.

Effets de la qualité de partie civile : La partie civile n'est point un témoin idoine. L'axiome du droit romain : *Nullus ideonus testis in re suâ intelligitur* s'est transmis à notre ancienne législation, 2089 ; — Et, de cette législation, à celle qui nous régit, 2090 ; — Démonstration théorique de cette proposition, 2091 ; — Suite, 2092 ; — Résumé, 2093 ; — Mais n'est partie civile que la partie qui agit devant la juridiction saisie de l'action publique : exemple, 2094 ; — Son droit étant propre et personnel, l'interdiction de témoigner porte sur elle seule, 2095 ; — Et non sur ses parents ou alliés : exemples, 2096 ; — Deux hypothèses à noter, pour l'audition de la partie civile, 2097 ; — Première hypothèse : Si elle a pris qualité avant son audition, elle doit être traitée en témoin reprochable, 2098 ; — Seconde hypothèse : Si son audition précède, son serment n'est pas atteint par la prise ultérieure de qualité : exemples, 2099 ; — Toutefois, mesure de convenance à observer, dans ce cas, 2100 ; — Cette mesure ne peut donner lieu à critique, de la part de l'accusé, surtout : exemple : 2101 ; — Transition, et indication des règles à suivre, pour l'audition de la partie civile, 2102 ; — Ces règles sont la reproduction, à peu près entière, des règles posées pour l'audition des incapables, 2103.

Première règle : Le témoin reprochable peut être entendu sous la foi du serment : exemples, pour les parents ou alliés, les dénonciateurs, la partie civile, 2104 ; — Cette règle est encore contestée, pour la partie civile. A mes yeux, cette contestation est sans valeur, 2105.

Seconde règle : Le témoin reprochable peut, au lieu d'être entendu, être écarté d'office du débat, 2106.

Troisième règle : Il doit, d'ailleurs et à

peine de nullité, en être écarté, s'il y a opposition de l'une des parties en cause, 2107.

Quatrième règle : Sont parties en cause : le procureur général, la partie civile, l'accusé, 2108.

Cinquième règle : L'opposition vaut, alors même qu'elle est formée contre les témoins appelés par la partie de qui elle émane, 2109.

Sixième règle : Elle vaut encore, quoique la cause d'où naît le reproche ne se rapporte qu'à l'un des accusés, alors même qu'elle est formée par un autre, 2110 ; — Différences, à cet égard, entre le Code de brumaire et la loi actuelle, 2111 ; — Mais il faut, pour l'application de cette règle, que les divers accusés soient présents et soumis au même débat : exemples, 2112.

Septième règle : Pour valoir, l'opposition doit précéder, sinon le serment, du moins le témoignage. Après ou même pendant le témoignage, elle ne vaut plus, si ce n'est du consentement de tous et de l'agrément du juge, 2113.

Huitième règle : Cette règle sert à déterminer, relativement au jugement des reproches et oppositions, la compétence du président et celle de la Cour d'assises, 2114.

Quatrième catégorie ; *Incompatibilités :* pas d'incompatibilité absolue et permanente. Enumération des cas d'incompatibilité relative et temporaire, 2115; — Juge : pas d'incompatibilité, s'il ne fait pas partie de la Cour d'assises : exemples, 2116; —Nouvel exemple, 2117 ; — Il peut, par suite, être entendu, selon les cas, avec ou sans serment, 2118; — Mais incompatibilité, s'il fait partie de la Cour d'assises, 2119; — Exemples empruntés aux juridictions inférieures, 2120 ;— Et, dès lors, que faire? Avis, à cet égard, de quelques criminalistes, 2121 ; — Cet avis n'est pas acceptable, 2122 : — Indication du parti à prendre, selon moi, 2123 ; — Et selon la jurisprudence belge, 2124; — Mode de procéder à suivre, dans cas, 2125 ; — Procureur général : mêmes règles, pour les officiers du parquet : exemples, 2126; — Quelques auteurs pensent qu'elles ne doivent pas s'appliquer au procureur général. Erreur, 2127; — Greffier : mêmes règles que pour le juge et le procureur général, 2128; — On en a douté. Motifs de ce doute, 2129 ;— Il n'est plus possible, aujourd'hui, 2130; — Nouvelle jurisprudence, à cet égard, 2131 ; — Huissier audiencier : point d'incompatibilité pour lui, 2132 ; — Doute qu'a pu faire naître un arrêt rendu en matière de simple police, 2133 ;— Mais ce doute a disparu devant un arrêt rendu, *in terminis*, en matière de Cour d'assises, 2134; — Interprète : incompatibilité pour lui, 2135; — Conseil de l'accusé : point d'incompatibilité légale, 2136; — Exemple, 2137 ; — Mais mesures à prendre, pendant sa déposition, 2138 ; — Juré : incompatibilité pour lui, 2139 ; — Mais, bien entendu, lorsqu'il fait partie du jury de jugement, 2140 ; — Mode de procéder, selon qu'il est cité comme témoin avant la formation du tableau, 2141 ; — Ou après, 2142 ; — Espèce importante à consulter, pour limiter l'effet de la citation à témoin, que l'accusé peut donner au juré comme au juge, 2143.

Cinquième catégorie : *Causes de dispense :* le devoir de déposer en justice est un devoir social. Il est imposé par la loi (art. 355), 2144 ; — Exception à cette règle : secret professionnel : ce qu'on entend par ces mots : exemple, 2145; — Nouvel exemple : affaire Madier de Montjau, 2146 ; — Explication de ce privilége. Elle n'est pas dans l'art. 378 du Code pénal, 2147; — Mais dans la nature même des choses. Développement de cette idée, 2148; — Trois conditions nécessaires pour que ce privilége existe, 2149; — Il faut : qu'un secret ait été confié, 2150; — Que la confidence ait été faite sous le sceau du secret : distinctions, à cet égard, 2151 ; — Exemple, 2152 ; — Qu'elle ait été faite à une des personnes admises par la loi comme étant des dépositaires par état ou profession, 2153 ; — Le prêtre, pour le secret de la confession : exemple, 2154;— Etendue et limite de cet exemple, 2155;— Suite, 2156; — Suite, 2157; — Avocat, avoué, agréé, 2158 ;—Mauvais motif donné par d'anciens jurisconsultes au privilége accordé à l'avocat. Le motif véritable est dans une raison d'un tout autre ordre. Indication de cette raison, 2159 ;—Sa consécration par la jurisprudence, 2160 ;—L'avocat peut, selon sa conscience, ou déposer, 2161 ; — Ou déposer sur quelques circonstances seulement, 2162 ;—Ou refuser toute déposition, 2163 ; — Même privilége pour l'avocat consultant, 2164 ; — Pour l'avoué, 2165 ; — Pour l'agréé, 2166 ; — Mode de procéder, quand le privilége est exercé, 2167 ; — Notaire : hésitations de la jurisprudence, 2168 ; — Elle est fixée, aujourd'hui, en ce sens, que le notaire est considéré comme dépositaire par état ou profession, 2169 ; — Médecin, chirurgien, etc. Il en est de même, pour eux, 2170 ; — Extension donnée par quelques criminalistes à la nomenclature qui précède, 2171 ; — Cette extension est erronée et arbitraire, 2172.

Ordre dans lequel les témoins sont entendus : pour l'audition des témoins à charge, art. 317, § 1, 2175; — L'ordre prescrit n'est pas obligatoire : exemples, 2176; — Témoins à décharge, art. 321. Leur audition peut précéder celle des témoins à charge, 2177; — Rien d'obligatoire, non plus, dans la disposition qui prescrit d'entendre les témoins séparément : exemple, 2178; — Nouveaux exemples, 2179; — Même alors qu'il y a réclamation contre la simultanéité des témoignages, 2180; — Résumé, 2181.

Serment des témoins : origine et importance du serment des témoins : raison de son importauce, 2182; — On doit voir en lui un acte de foi, de morale universelle, de justice positive, 2183; — Il est prescrit à peine de nullité : art. 317. Il est d'ordre public, 2184; — C'est là, d'ailleurs, une règle traditionnelle, 2185; — Une règle générale, s'appliquant aux témoins à charge et à décharge, 2186; — Une règle obligatoire, pour tous, sous peine d'amende, 2187; — Si, néanmoins, le témoin refuse le serment, il faut renoncer à son audition : exemple emprunté à l'affaire des Saints-Simoniens, 2188; — L'arrêt, intervenu à cette occasion, a été critiqué. Ces critiques ne valent pas, 2189; — Résumé, 2190.

Place du serment des témoins dans la procédure orale : le témoin doit prêter serment, avant de déposer. Art. 317, 2191; — Et aussi avant l'interpellation sur ses noms, âge, profession, domicile. Doute de quelques criminalistes, à cet égard. Ce doute ne doit pas nous arrêter, 2192; — Motifs qui doivent le faire écarter, 2193; — Suite, 2194; — La pratique et la jurisprudence donnent raison à mon opinion, 2195; — Toutefois, l'ordre normal n'a rien de rigoureux, 2196; — Mais le serment doit, à peine de nullité, précéder la déposition proprement dite, 2197; — Néanmoins, l'erreur commise, sur ce point, est réparable. Règle à suivre, pour cela, 2198; — La déposition peut ne pas suivre immédiatement la prestation de serment, 2199; — Un seul serment suffit, pour le témoin appelé par plusieurs des parties en cause, 2200; — Même règle, pour le témoin, qui est entendu à diverses reprises, 2201; — Exemple significatif, 2202; — Restriction proposée, à cet égard, par quelques criminalistes. Cette restriction ne peut être acceptée, 2203; — Résumé, 2204.

Formule du serment : la formule du serment est dans l'art. 317. Cette formule est sacramentelle, 2205; — Négligence des présidents et des greffiers à l'observer, 2206; — Elle se décompose en cinq propositions bien tranchées, qu'il faut étudier distinctement, 2207; — Première règle : il faut, non promettre, mais jurer : exemples, 2208; — Seconde règle : il faut jurer de parler sans haine et sans crainte. Au cas d'omission, nullité, 2209; — Troisième règle : Même alors que l'omission porte simplement, soit sur les mots : sans haine, soit sur les mots : sans crainte : exemples, 2210; — Quatrième règle : il faut jurer de dire toute la vérité et rien que la vérité. Au cas d'omission, nullité, 2211; — Cinquième régle : même alors que l'omission porte simplement, soit sur les mots : toute la vérité, soit sur les mots : rien que la vérité : exemples, 2212; — Sixième règle : ou même sur un seul de ces mots, le mot : toute, 2213; — Exception à cette règle fondamentale que la formule du serment est sacramentelle. Elle cesse d'être obligatoire, si les principes du culte religieux du témoin s'y opposent, 2214; — A part cette exception, pas d'exception : exemple emprunté à l'affaire des Saints-Simoniens, 2215; — Résumé, 2216.

Forme de la prestation de serment : Après que le président a prononcé la formule du serment, le témoin dit : je le jure, 2217; — Il convient que le témoin soit debout et découvert, 2218; — Aux pieds de la Cour, 2219; — La main droite nue et levée, 2220; — Et, s'il est militaire, sans arme. Néanmoins, s'il la conserve, point de nullité, 2221; — Il convient, enfin, qu'il réponde, non pas : oui, M. le président, mais : je le jure, 2222; — Formule, pour l'accomplissement de la formalité, 2223.

Constatation de la prestation de serment : La constatation doit être faite dans le procès-verbal de la séance, 2224; — Première règle : En règle générale, toute formalité, qui n'y est pas relatée, est tenue comme n'ayant pas été accomplie, 2225; — Seconde règle : Spécialement, nullité, au cas d'omission, dans le procès-verbal, de la prestation de serment des témoins, 2226; — Troisième règle : Que cette omission porte sur toutes les dépositions ou sur une seule, 2227; — Qu'elle porte, quand il y a eu plusieurs séances, sur les dépositions reçues dans toutes les séances, ou, seulement, dans l'une d'elles, 2228; — A moins que le procès-verbal n'établisse un référé entre toutes, 2229; — Quatrième règle : La constatation du serment s'opère, soit par la reproduction littérale de la formule, soit par le visa de l'art. 317, 2230; — Ce dernier mode de constatation a été critiqué, mais vainement, 2231; — Toutefois, il faut que le visa ne

prête pas à équivoque : Exemples, 2232 ; — Mais pas d'équivoque dans une simple omission de lettres ou de mots insignifiants, 2233 ; — Cinquième règle : Du reste, pas d'autre formule autorisée : Exemple, 2234 ; — Sixième règle : Le serment des témoins peut être constaté par une énonciation générale, 2235 ; — Septième règle : Le procès-verbal fait foi, pour la constatation du serment, jusqu'à inscription de faux, 2236 ; — Exemple puisé dans une contradiction apparente entre cette constatation et celle résultant d'un arrêt incident, 2237 ; — Résumé, 2238.

Premières interpellations aux témoins : Elles sont fixées par l'art. 317, § 3, 2239 ; — Mais elles ne sont ni prescrites à peine de nullité, ni substantielles, 2240 ; — Néanmoins, leur nullité est certaine, et il convient de ne pas les omettre, 2241.

Déposition proprement dite : C'est le dernier paragraphe de l'art. 317 et le second paragraphe de l'art. 319 qui contiennent, sur ce point, la disposition-principe, 2242 ; — Condition que toute déposition doit réunir, 2243 ; — Elle doit être orale : ensemble des prescriptions de la loi à cet égard, 2244 ; — Avec l'institution du jury, elle était nécessaire, 2245 ; — Quelques exceptions, toutefois ; Raison générale de ces exceptions, 2246 ; — Raison particulière pour les militaires. Décret du 18 prairial au II : Son économie et sa portée, 2247 ; — Ce décret est-il encore en vigueur ? Il est permis d'en douter. La doctrine est divisée sur cette question, 2248 ; — Raison particulière d'exception pour les grands dignitaires et les hauts fonctionnaires. Législation spéciale les concernant, 2249 ; — Economie et portée de cette législation, et notamment du Code d'instruction criminelle (art. 510 et suivants), et du décret du 4 mai 1812, 2250 ; — Ces exceptions confirment la règle, 2251 ; — C'est dans cet esprit que la Cour de cassation les a appliqués : Exemple, 2252 ; — Première conséquence de la règle de l'oralité des dépositions : point de nécessité d'une preuve écrite ou d'un commencement de preuve par écrit, 2253 ; — Seconde conséquence : les témoins déposent sans lire et même sans notes, 2254 ; — Un arrêt ancien semble en contradiction avec cette règle : Explication de cet arrêt, 2255 ; — Critiques auxquelles il donne lieu, 2256 ; — Dans tous les cas, il est plus prudent de ne pas le suivre, 2257 ; — La défense, pour le témoin, de lire ne doit pas, d'ailleurs, être exagérée, 2258 ; — Ce n'est pas lire tout ou partie de la déposition que de lire des lettres ou pièces auxquelles conduit la déposition même : Exemple, 2259 ; — On peut également y mêler la lecture des pièces du procès. Renvoi, pour cet objet, à des explications ultérieures, 2260 ; — L'oralité des dépositions doit être constatée dans le procès-verbal, 2261 ; Mais, pour cette constatation, point de formule sacramentelle : Exemple d'une mention équivalente, 2262 ; — Nouvel exemple, 2263 ; — La déposition doit être spontanée, 2264 ; — Une déposition n'est pas un interrogatoire. Danger de traiter l'une comme l'autre, 2265 ; — La déposition ne doit pas être interrompue. Raison de la loi, à cet égard, 2266 ; — Ce droit ne comporte pas celui de tout dire, 2267 ; — Il a son correctif dans l'art. 270 et dans l'interprétation que la jurisprudence a donnée à cet article, 2268 ; — Premier exemple, 2269 ; — Second exemple, 2270 ; — Troisième exemple, 2271 ; — Quatrième exemple, puisé dans une espèce où l'exercice de la faculté d'interruption a été censuré, 2272 ; — Cinquième exemple, puisé dans des espèces où le témoin voulait disserter sur les faits et se livrer à leur appréciation, 2273 ; — Conséquences qui découlent de tous ces précédents, 2274.

Dernières interpellations aux témoins : Elles sont déterminées par l'art. 319, et se divisent en trois catégories, 2275 ; — La première consiste dans la demande au témoin si c'est de l'accusé présent qu'il a entendu parler, 2276 ; — Elle n'a rien de substantiel : Exemple, 2277 ; — La seconde consiste dans la demande à l'accusé s'il veut répondre à ce qui vient d'être dit contre lui. Elle est, comme la première, utile, mais non substantielle, 2278 ; Mais *quid*, si l'accusé réclamait l'exercice de son droit ? 2279 ; — La troisième consiste dans le droit de questionner le témoin, après sa déposition. Ce droit est corrélatif avec le droit de questionner l'accusé, 2280 ; — Enumération des personnes pouvant l'exercer, 2281 ; — Ordre dans lequel chacune d'elles l'exerce. Cet ordre est purement énonciatif, 2282 ; — Il ne s'exerce pas de la même manière, de la part de toutes. Indication du mode appartenant à chacune d'elles, 2283 ; — Il ne comporte pas le droit de tout demander, mais uniquement de demander ce qui peut être utile. Différences, à cet égard, entre le Code de brumaire et notre Code, 2284 ; — Exemples d'application de la règle résultant de la disposition actuelle de la loi, 2285 ; — Nouvel exemple, puisé dans des espèces où la question était injurieuse pour le témoin, 2286 ; — Avec cette condition, toutefois,

qu'elle était sans utilité pour la défense de l'accusé, 2287 ; — Cette condition est la pierre de touche du droit d'interpellation et de sa limite. Explication de cette condition : Exemple, 2288 ; — Les questions interdites à l'accusé le sont également à ceux qu'il a appelés à sa décharge, 2289 ; Il est entendu, d'ailleurs, que si, en règle générale, on ne peut mettre en question la moralité des témoins, il est toujours permis de mettre en cause celle de l'accusé, 2290 ; — Exemples, 2291 ; — Dernière restriction au droit d'interpellation : on ne peut disserter sur les témoignages. Disserter, ce serait plaider prématurément : Exemple, 2292 ; — A qui appartient le droit d'apprécier l'utilité ou l'inutilité de l'interpellation ? 2293 ; — Au président ou à la Cour d'assises, selon les cas. Règlement de la compétence, pour chacun de ces cas, 2294.

Confrontation des témoins entre eux : Le droit de confronter divers témoins entre eux ressort des art. 325 et 326, 2295 ; — Deux difficultés, dans l'application de ces articles. En premier lieu, est-on obligé d'autoriser la confrontation, si elle est requise par l'une des parties ? Non, 2296 ; — En second lieu, quel est, dans ce cas, le juge compétent ? Le président seul, 2297 ; — Néanmoins, s'il y a des conclusions, la Cour d'assises doit intervenir ; mais dans quelle mesure ? Question réservée, 2298 ; — Au cas de confrontation, pas d'interpellations, de témoin à temoin, ou d'accusé à témoin, 2299 ; — Mais, si on les laisse se produire, pas de nullité, 2300.

Ce que deviennent les témoins après leur audition : Les témoins entendus restent à l'audience. Art. 320. Motifs de cette disposition, 2301 ; — Le président peut, d'ailleurs, en ordonner autrement, 2302 ; — Mais, si l'une des parties s'opposait à la retraite du témoin, il serait téméraire de l'ordonner, 2303 ; — Si le témoin se retire sans autorisation, sa retraite, acte d'irrévérence et d'irrégularité, n'est pas une cause de nullité, 2304 ; — Dans tous les cas, il convient de veiller à ce que ce fait ne se produise pas, 2305.

Forme et constatation de l'audition des témoins : Forme de l'audition des témoins, 2306 ; — Formule pour la constater dans le procès-verbal, 2307.

Absence de témoins, 3546 à 3557.

Témoins entendus en vertu du pouvoir discrétionnaire : Personnes pouvant être entendues discrétionnairement. Art. 269 : toutes personnes, 2374 ; — Sens, à peu près absolu, du mot : toutes, 2375 ; — Il s'applique à tous ceux qui sont habiles à témoigner en justice, 2376 ; — Qu'ils aient été ou non entendus dans l'instruction, 2377 ; — Il s'applique aux témoins à l'audition desquels toutes les parties ont renoncé, 2378 ; — Et, aussi, à ceux qu'affecte une cause d'exoine, 2379 ; — La jurisprudence, sur ce point, remonte à 1812, 2380 ; — Elle embrasse toutes personnes, qu'elles soient appelées par l'accusation ou par la défense, 2381 ; — Exemple, pour celles que fait exclure soit l'absence ou le vice de la notification, 2382 ; — Soit une cause d'incapacité, 2383 ; — Soit une raison de minorité, 2384 ; — Soit une raison de parenté ou d'alliance prohibée, 2385 ; — Cas particuliers. Première règle : Peuvent être entendus ceux qui assistent aux débats, 2386 ; — Seconde règle : Ceux qui ont été rayés par la Cour d'assises de la liste des témoins, 2387 ; — Troisième règle : Que l'accusé s'oppose ou non à leur audition, 2388 ; — Quatrième règle : Même après l'annulation de leur serment, s'ils avaient été assermentés par erreur, 2389 ; — Cinquième règle : Exemple tout spécial résultant d'une affaire remise à une autre session, 2390 ; — Résumé, 2391.

Quand et comment sont appelés et entendus les témoins produits par le président : Quand : La règle nous est déjà connue : ils peuvent l'être depuis le commencement des débats jusqu'au moment où le jury se retire pour délibérer, 2392 ; — Comment : La forme, pour appeler les témoins, est, comme le moment, abandonnée à la discrétion du président, 2393 ; — D'ordinaire, ils sont appelés par exploit d'huissier. Difficulté qui peut en résulter. Moyens pour y échapper, 2394 ; — Pour entendre discrétionnairement les témoins, pas de serment, 2395 ; — *Quid*, s'ils prêtent serment ? Nullité, s'il y a eu opposition ; point de nullité, s'il n'y a pas eu opposition : Exemples, 2396 ; — Point de nullité, si, sans assermenter le témoin, on lui lit, à titre de recommandation, la formule du serment, 2397 ; — Explication additionnelle, à cet égard, 2398 ; — Le président doit avertir le jury que les déclarations, ainsi faites, ne valent que comme renseignement, 2399 ; — *Quid*, si le procès-verbal ne constate pas cet avertissement ? Quelques criminalistes pensent, à tort, qu'on aurait le droit de prouver qu'il n'a pas eu lieu, 2400 ; — En effet, il n'a rien d'obligatoire, 2401 ; — Ni dans la partie devant annoncer que le président procède en vertu du pouvoir discrétionnaire, 2402 ; — Ni dans celle devant annoncer que la déclaration ne vaut que comme renseignement : Exemples, 2403 ;

—Nouveaux exemples, puisés dans d'autres cas accomplis en vertu du même pouvoir, 2404;—Mais, comme cet avertissement est utile, il convient de le donner et de le constater, 2405; — Du reste, référé, pour les auditions discrétionnaires, aux formes générales des dépositions proprement dites, 2406; — Formule du procès-verbal, pour les constater, 2407.—V. *Acte d'accusation*, — *Contumace*, — *Exposé de l'affaire*, — *Interprète*, — *Pouvoir discrétionnaire*,— *Renvoi de l'affaire*.

Tentative: Ses élémeuts constitutifs doivent être compris dans les questions, 2686.—V. *Questions* (circonstances constitutives).

Tentative (questions relatives à la). Caractères constitutifs de la tentative punissable, 2953;—*Contenu* de la question relative à la tentative. Nullité, si l'on omet l'un des deux éléments essentiels: exemples, 2954; — Cette règle est générale ot s'applique à tous les crimes, sauf les cas spéciaux où la loi en a disposé autrement, 2955; — Exception à la règle, en matière d'attentat à la pudeur avec violence: la tentative et la consommation sont également punissables, 2956;—L'exécution *suspendue* et l'*effet manqué* sont deux branches de l'un des éléments de la tentative: l'omission de la première branche n est pas cause de nullité, 2957; — La condition substantielle que l'*effet n'a été manqué que par*, peut être exprimée par des équipollents: indication d'un équipollent et d'une oxpression imparfaite, 2958;—Exemple d'équipollent de la manifestation extérieure, 2959;—*Mode de posttion* de la question relative à la tentative. Autrefois, on séparait ses divers éléments: aujourd'hui, comme ils sont constitutifs, il faut les réunir, 2960.

Termes des questions.—V. *Questions* (rédaction des).

Termes équivalents.—V. *Questions* (rédaction des).

Translation de l'accusé. — V. *Accusé*,—*Contumace*,—*Rôle*.

Transmission des pièces de la procédure et des pièces à conviction. — V. *Contumace*, — *Pièces* à conviction, et *pièces* de la procédure.

Transports et vérificationsextérieures. — La Cour d'assises peut se transporter au dehors de l'audience, et se livrer, sur place, à toutes les vérifications utiles, 2502; — Comme c'est là continuer la séance, point de transport régulier, s'il ne s'effectue pas, la juridiction étant au complet, toutes les parties étant présentes, 2503; — Et l'audience restant publique, 2504;—Le président ordonne le transport, en vertu des attributions qui lui sont propres, 2505;—Et, spécialement, du pouvoir discrétionnaire: Exemple, 2506;—C'est là, néanmoins, une question que je ne tranche ainsi que sous réserve, 2507; — Du reste, l'appréciation des cas où un transport peut être ordonné est également discrétionnaire: Exemples, 2508;—Modèle, 2509.

Tribunal: Incompatibilité.—V. *Jury*.

Tribunal de commerce: Incompatibilité. — V. *Jury*.

Trimestre.—V. *Cour d'assises* (organisation de la).

Tirage. — V. *Jury*.

Tumulte. Délits ou crimes commis à l'audience. — V. *Police de l'audience*.

V

Vérifications extérieures. — V. *Transports*.

Victimes (pluralité de): On peut comprendre dans une même question plusieurs victimes d'un même crime: Exemples, 2937; On ne le pourrait pas s'il s'agissait de crimes différents, 2938.—V. *Questions* (rédaction des).

Viol: 2653, 2706. — V. *Attributions respectives*, — *Questions* (circonstances constitutives).

Violences: Envers un fonctionnaire: 2693 et 2728. — Par un fils envers son père, 2728. — Excuses de provocation en cas d'excès contre les agents de la force publique, 2858 à 2860.—V. *Excuses légales* —*Questions* (circonstances constitutives, circonstances aggravantes).

Vol: 2654.—Ses circonstances constitutives, 2695. — Par un ouvrier, 2732.— Par un voiturier, 2733.—2905. — Dans un dépôt public, crimes *sui generis*, 2909.— V. *Attributions respectives*. — *Questions* (circonstances constitutives, circonstances aggravantes, rédaction des).

Vote au scrutin secret. — V. *Avertissements*, — *Scrutin secret*.

BIBLIOTECA IMPR.

FIN DE LA TABLE ALPHABÉTIQUE.

SECONDE PARTIE. - LIVRE TROISIEME. Délibération et déclaration du jury.

Numéros. Pages.

3088 à 3151. CHAP. I^er^. - **Délibération du jury.**

3088 à 3091. **SECTION I^re^. - Où les jurés doivent délibérer**

3092 à 3127. **SECTION II. - Défense de communiquer et secret des délibérations**

3128 à 3151. **SECTION III. - Formalités de la délibération.**

3088 à 3091. **SECTION I^re^. - Où les jurés doivent délibérer**

C'est dans leur chambre, et non ailleurs, que les jurés doivent délibérer, même lorsqu'il s'agit seulement de compléter ou de rectifier leur déclaration

L'accès de la chambre est interdit aux jurés suppléants qui n'ont pas remplacé des jurés de jugement

Affiche de l'instruction prescrite par l'article 342; elle n'est pas prescrite à peine de nullité

Affiche de la loi du 13 mai 1836. - Erreur dans l'apposition de l'affiche

Numéros. 3092 à 3127. **SECTION II. - Défense de communiquer et secret des délibérations**

Dispositions légales sur la défense de communiquer et sur le secret de la délibération du jury

§ 1^er^. - *Défense de communiquer*

La communication n'est cause de nullité que lorsqu'elle porte sur l'affaire, est de nature à exercer de l'influence, et a été volontairement reçue

Communication avant la prestation de serment des jurés

Communication à l'audience pendant les débats. - La défense de communiquer ne concerne pas les jurés de jugement entre eux ou les jurés suppléants éventuellement désignés.-Elle s'applique aux autres jurés non tombés au sort

Communication avec les membres de la Cour ou avec le ministère public

Rapports naturels entre les jurés et les témoins: comment ils s'exercent

La défense de communiquer ne s'entend que de ce qui a trait à la cause qui est en jugement: exemples

La tentative de communication n'est pas assimilée à la communication consommée

Signe adressé par un juré à un témoin

Communication au dehors pendant la suspension de la séance. - La défense de communiquer au dehors n'a de sanction que dans la fidélité des jurés à leur serment. - Communications nécessaires: exemples

Communications *volontaires* de nature à vicier les débats

Communications *involontaires:* exemples

Faits même volontaires qui n'opèrent pas nullité: exemples

Faits volontaires qui, au contraire, ont un effet irritant

Le juré qui a illégalement communiqué, considéré comme empêché, doit être remplacé par un juré suppléant, s'il en a été désigné

Preuve de la communication. - Comment prouvera-t-on que la communication a eu lieu et qu'elle était relative au procès?

A quel moment l'accusé fera-t-il constater la communication?

La présomption légale est que les jurés n'ont pas communiqué

Manifestation d'opinion. - La manifestation d'opinion est, en principe, cause de nullité. - La difficulté est de savoir ce qui est réellement une manifestation d'opinion

Exemples nombreux de faits qui ne la constituent pas

Espèces dans lesquelles elle existerait

§ 2. - *Secret de la délibération du jury*

Texte de l'art. 343 du Code d'instruction criminelle

Devoir moral pour les jurés de garder le secret de leurs délibérations

L'infraction à l'art. 343 n'entraîne pas la nullité

Sa règle, applicable aux seuls jurés, ne concerne pas la Cour d'assises

Défense aux jurés de sortir de leur chambre. - Cas où les jurés, interrompant leur délibération, la remettent au lendemain

Sortie d'un juré pour venir à l'audience prendre des notes, - pour prévenir le président que le jury réclame son assistance, - sous escorte d'un gendarme

Dans l'usage, les jurés rentrent ensemble à l'audience; mais, leur délibération terminée, pas de nullité s'ils y rentrent séparément

L'art. 343 n'interdit pas à la Cour de rappeler les jurés à l'audience pour la régularisation des questions

Défense aux tiers d'entrer dans la chambre du jury. - En règle générale, le président doit respecter cette défense; mais, appelé par les jurés, il peut, par exception, entrer dans leur chambre

Le président peut permettre par écrit à des tiers d'entrer dans la chambre du jury

Autre exception à la défense, tirée des besoins matériels des jurés et des nécessités du service: exemples

L'entrée est interdite aux jurés suppléants qui n'ont pas été appelés à remplacer un juré titulaire

Ordre de garder les issues. - Cette formalité n'est pas substantielle

Déductions tirées par la jurisprudence de ce point de départ

Pénalité pour l'infraction aux dispositions de l'art. 343

3128 à 3151. **SECTION III. - Formalités de la délibération**

Chef du jury: son remplacement. - Quel est le chef du jury? Son consentement n'est pas nécessaire pour son remplacement; - en tout cas, il s'induit de son silence

A quel moment on peut remplacer le chef du jury

Preuve que le chef du jury a été régulièrement remplacé

Attributions particulières du chef du jury

Formalités de la délibération. - Lecture de l'instruction

Discussion dans le sein de l'assemblée du jury

Deux observations générales sur la manière dont le juré doit exercer sa mission au moment de la délibération

Lecture des questions posées. - Vote. - Ordre à suivre

Interdiction aux jurés de délibérer et voter sur des questions qui ne leur sont pas soumises: renvoi et exemples nouveaux

Sans ajouter aux questions, les jurés peuvent cependant expliquer par certains développements le vrai sens de leur réponse: exemple

Vote au scrutin secret. - C'est le chef du jury et non le président qui remet les bulletins. - Pas de preuve à fournir que le vote a été secret

En règle générale, le jury doit répondre par *oui* ou *non,* et il ne peut diviser ou décomposer les questions

Exceptions à cette règle

On ne peut alléguer que le peu de temps apporté au vote prouve qu'il n'a pas eu lieu au scrutin secret

Dépouillement et vérification des bulletins. - Erreur alléguée par un juré

Bulletins illisibles. - Les bulletins brûlés après le dépouillement

Constatation du résultat du scrutin. - Ce résultat n'est définitivement acquis que lorsqu'il a été lu à l'audience

Constatation de la majorité.- Disposition de l'art. 347 du Code d'instruction criminelle

Partage entre les jurés

Mention de la majorité.- Nullité si elle n'est faite

Interdiction d'exprimer le nombre de voix. - Nullité si cette règle est violée: espèces diverses

Vote sur les questions d'excuse.- Leur solution négative étant une décision contre l'accusé, il faut, en ce cas, mentionner la majorité

Vote sur les circonstances atténuantes. - Observations importantes à cet égard

Constatation de l'accomplissement des formalités. - Pas de procès-verbal par le greffier: c'est la déclaration des jurés qui prouve par elle-même

3152 à 3470. CHAP. II. - Déclaration du jury

3152 à 3182. **SECTION I^re^. - Formes de la déclaration**

3183 à 3213. **SECTION II. - Lecture, signature et remise de la déclaration**

3214 à 3227. **SECTION III. - Déclarations régulières: leur caractère irréfragable**

3228 à 3459. **SECTION IV. - Renvoi des jurés dans leur chambre pour régulariser, compléter ou expliquer leur déclaration**

3460 à 3470. **SECTION V. - Seconde lecture de la déclaration faite à l'accusé**

3152 à 3182. **SECTION I^re^. - Formes de la déclaration**

Les formes de la déclaration sont extrinsèques, c'est-à-dire, concernent sa contexture matérielle, ou intrinsèques, c'est-à-dire, relatives au rapport entre les questions et les réponses

§ 1^er^. - *Forme matérielle extrinsèque*

La déclaration doit être écrite

Elle est consignée sur la même feuille que la question avec laquelle elle fait corps

C'est en la chambre des délibérations, et non à l'audience qu'elle doit être écrite

Pourvu qu'il la signe, le chef du jury peut la faire écrire par un autre juré

Elle doit nécessairement être annexée à la procédure

L'original de la déclaration fait foi de son contenu.- Différences entre cet original et le procès-verbal des séances

Déclaration biffée ou altérée après coup

Date de la déclaration.- L'omission, l'erreur ou la surcharge de la date ne sont causes de nullité

L'indication du *lieu* où a siégé le jury n'est pas indispensable dans la déclaration

Formule: sur mon honneur...; - sa place ordinaire; - son impression est permise; - son inscription à l'audience

Interlignes, ratures, renvois et surcharges.- L'art. 78 du Code d'instruction criminelle applicable à tous les actes de la procédure

Approbation d'un seul mot raturé

Pour l'approbation des ratures et renvois, le paraphe vaut la signature

Les surcharges rentrent dans les termes généraux de ratures et renvois

Défaut d'approbation: 1^re^ conséquence: les interlignes et renvois sont réputés non avenus; et l'on ne tient compte des ratures et surcharges

2^e^ conséquence: les mots raturés ou surchargés continuent à produire leurs effets

3^e^ conséquence: annulation des arrêts qui donnent force et valeur aux interlignes, renvois, ratures et surcharges non approuvés.- Sept exemples

1^re^ exception: il faut qu'il y ait une véritable surcharge

2^e^ exception: mots indifférents.- Exemples divers

3^e^ exception: irrégularité effacée par les énonciations du procès-verbal

4^e^ exception: irrégularité dans les décisions favorables à l'accusé,-ou lorsque la peine est justifiée par une réponse régulière

Approbation valablement faite. - Les mots rayés n'existent plus, et les renvois, interlignes ou surcharges produisent leurs effets

§ 2. - *Forme intrinsèque: réponse aux questions.*
Réponse à toutes les questions
Clarté de la réponse, sur la culpabilité. - Monosyllabes *oui* ou *non;* - suppression du mot *oui*
Réponses distinctes à une question unique
Des questions distinctes nécessitent des réponses séparées
Expression de la majorité. - Interdiction des mots abrégés
Interdiction des réponses réunies par une accolade
La place où, dans la déclaration, est mise la mention de la majorité est indifférente
La forme de la déclaration est irrégulière si elle mentionne que les circonstances atténuantes n'existent pas; mais l'irrégularité n'entraîne pas la nullité
3183 à 3213. SECTION II. - Lecture, signature et remise de la déclaration
§ 1er. - *Lecture de la déclaration*
Rentrée des jurés à l'audience. - Disposition de l'article 348 du Code d'instruction criminelle
La lecture de la déclaration est une formalité substantielle
Il faut lire la déclaration en entier, sans en rien retrancher et sans y rien ajouter
La mention du procès-verbal que la déclaration a été lue en présence des jurés établit la régularité de la lecture
Forme de la lecture et attitude du chef du jury: formule, *sur mon honneur.* - Force probante du procès-verbal
C'est le chef du jury qui doit lire la déclaration; mais il peut être légalement remplacé par un autre juré. - Renvoi et exemples.
Illégalité de la lecture faite par une personne étrangère au jury
En présence de qui la lecture doit avoir lieu
Lecture clandestine
Lecture en l'absence du défenseur de l'accusé
Cette première lecture est faite en l'absence de l'accusé, qu'on a fait retirer de l'auditoire; mais pas de nullité s'il est présent
La présence de tous les jurés est indispensable
Mesures à prendre si un des jurés refuse d'assister à la lecture
Le procès-verbal mentionnant que tous les jurés sont rentrés à l'audience établit qu'ils étaient tous présents au moment de la lecture
Pas de nullité si, pendant la lecture, les jurés suppléants reprennent leurs places
Faut-il une nouvelle lecture quand les jurés ont été renvoyés dans leur chambre pour opérer une rectification matérielle?
Deuxième lecture surabondante faite par le greffier sur l'ordre du président
La loi n'exige pas que la déclaration soit transcrite sur le procès-verbal qui mentionne simplement la lecture
§ 2. - *Signature et remise de la déclaration*
Nécessité de la signature de la déclaration: texte de l'article 340 du Code d'instruction criminelle
En principe, c'est le chef du jury qui signe
Exception pour le cas où, empêché, le chef du jury est remplacé pour la signature par un autre juré: espèces diverses
Comme pour la lecture, il y a nullité si la signature est donnée par une personne étrangère au jury
La signature d'un autre juré placée à côté de celle du chef du jury surabonde, mais ne vicie pas
La loi n'exige pas qu'au-dessus ou au-dessous da sa signature le chef du jury mentionne sa qualité
Surcharge du mot fils dans la signature du chef du jury. - Addition d'un nom de terre au nom patronymique
La présence des jurés est nécessaire au moment de la signature
La signature est valablement donnée ou dans la chambre des délibérations, ou à l'audience après lecture. - Jurisprudence
La loi n'indique pas *la place* où il faut apposer la signature. - Il suffit que cette signature vienne à la suite de la déclaration et s'applique à toutes les réponses du jury
Remise de la déclaration et signature obligée par le président et par le greffier: nullité si ces signatures ne sont pas données
Mention de la signature par le procès-verbal, contraire au fait attesté par l'état matériel de la déclaration
Cas où le chef du jury ayant signé deux fois, le président et le greffier n'ont apposé qu'une fois leur signature
3214 à 3227. **SECTION III. - Déclarations régulières: leur caractère irréfragable**
Caractère irréfragable de la déclaration régulière du jury: art. 350 du Code d'instruction criminelle.
Exception à cette règle; droit pour la Cour d'assises de surseoir au jugement et de renvoyer l'affaire à la session suivante.- Renvoi
Les tribunaux n'ont, en principe, aucun pouvoir pour réformer une déclaration régulière.-Exemples
Les jurés eux-mêmes, quoiqu'elle émane d'eux, ne peuvent modifier une telle déclaration. - Exemples
L'accusé est également impuissant à provoquer la modification d'une déclaration régulièrement émise. - Exemples en matière de bigamie et de questiond'excuse
Application du principe aux espèces suivantes: *asile à des malfaiteurs;*
Banqueroute frauduleuse,-dette passive collusoire;
Détournement de mineure par fraude,- fraude envers les parents;
Fausse monnaie, - ébauches grossières;
Incendie, - immeuble appartenant à l'accusé;
Vol par un comptable,-nature des deniers, qualité de dépositaire
La non-représentation *du corps du délit* n'altère en rien le caractère irréfragable de la déclaration régulière
Ce caractère ne pourrait être infirmé par la production aux jurés *d'un rapport d'expert irrégulier*
Ni par le défaut *d'audition des témoins,* pas plus que par l'audition de témoins accusés de faux témoignage
3228 à 3459. **SECTION IV.- Renvoi des jurés dans leur chambre pour régulariser, compléter ou expliquer leur déclaration**
§ 1er. - *Observations générales*
La déclaration n'est plus irréfragable si elle est illégale, - irrégulière en la forme, - incomplète, - contradictoire, - ou équivoque. - En ces cas, à proprement parler, il n'existe pas de déclaration.
Le droit de rectification ou d'interprétation appartient aux jurés seuls, qui l'exercent sur l'ordre de la Cour
Définition des déclarations irrégulières, dans l'acception générale du mot
Les irrégularités entraînent presque toujours la nullité de la déclaration. Si la Cour n'ordonne pas la rectification, son arrêt sur l'application de la peine participe au vice et mérite l'annulation
Division de la matière.- Adoption de l'ordre alphabétique, d'après la nature des crimes, dans la citation des arrêts
La nullité de la réponse sur un fait principal affecte les réponses sur les circonstances aggravantes ou atténuantes qui s'y réfèrent
Elle vicie également un autre fait principal lié au premier d'une manière indivisible. - Exemple; nullité de la question sur une excuse
Mais la nullité n'est que *parte in quâ,* lorsqu'il s'agit de chefs ou de circonstances distincts. - Exemples
Spécialement, il en est ainsi de l'irrégularité résultant de l'*incomplément.* - Exemples
Et aussi du vice de complexité
§ 2. - *Renvoi au cas de déclaration illégale*
Le renvoi est légitime au cas de déclaration illégale.
A fortiori quand, sous prétexte qu'ils ne sont pas édifiés, les jurés refusent de porter une déclaration
§ 3. - *Renvoi au cas de déclaration irrégulière en la forme*
L'art. 414 du Code de brumaire ordonnait le renvoi au cas de vicesde forme. - Sous notre Code, quoiqu'il garde le silence, la jurisprudence consacre cette règle
Rectification à l'audience d'une erreur matérielle évidente.- Renvoi
Jurisprudence: *Circonstances atténuantes collectives;*
Complexité de la réponse;
Culpabilité;
Lecture de la déclaration avant la signature;
Lecture irrégulière;
Mention irrégulière de la majorité: abréviation;
Mention du nombre de voix;
Non-sens: majorité de cinq voix contre sept;
Omission de la mention de la majorité. - Exemples, circonstances atténuantes, - excuse, - circonstance aggravante d'un vol;
Vol: Culpabilité comme auteur ou complice
§ 4. - *Renvoi au cas de déclarations incomplètes ou insuffisantes*
Le renvoi doit être ordonné quand la déclaration incomplète n'a pas répondu à toutes les questions sur le fait principal, sur ses éléments constitutifs, sur les circonstances aggravantes et sur les excuses légales
Jurisprudence appliquant cette règle: - *Assassinat:* - auteur et subsidiairement complice
Attentat à la pudeur: violence *physique* ou *morale;*
Banqueroute frauduleuse: omission des faits matériels, appréciation du caractère moral;
Circonstances aggravantes: la déclaration est incomplète et le renvoi doit être ordonné quand l'omission porte sur les circonstances aggravantes;
Circonstance aggravante de *chemin public;*
De domesticité;
D'escalade;
De fonctionnaire public;
De maison habitée;
De traces de blessures;
Circonstances aggravantes *d'un vol avec complicité par recel;*
De vol dans une auberge où l'accusé était reçu;
Complicité: omission des caractères constitutifs, spécialement en matière de meurtre;
Coups et blessures: omission de la volonté;
Et de la question subsidiaire de complicité;
Excuse en matière de fausse monnaie;
Faux: omission de la question subsidiaire de complicité;
Homicide volontaire: omission de la volonté;
Offenses envers la famille du souverain ou envers sa personne: omission de la publicité;

Recélé: omission de la connaissance;
Et omission de statuer sur la question;
Tentative de vol: omission de l'une des circonstances constitutives;
Vol: omission de la circonstance de fraude dans la soustraction
§ 5. - *Renvoi au cas de réponses contradictoires*
Sous le Code de l'an IV, après avoir un instant nié le droit de renvoi, en cas de réponses contradictoires, on en reconnut la légalité
Depuis notre Code d'instruction criminelle, la jurisprudence n'a jamais hésité
Indication des cas où le vice de contradiction peut se produire. - L'ordre alphabétique adopté rend inutile la classification des arrêts dans l'un de ces cas
Assassinat: Affirmation du crime et dénégation de la volonté, du guet-apens et de la préméditation
Accusé déclaré tout à la fois auteur et complice: exemples de cette contradiction en matière de recel, - de détournement de mineure, - de tentative de meurtre
Quid lorsqu'il y a plusieurs accusés ?
Banqueroute frauduleuse: Soustraction d'effets et absence d'intention du crime;
Livres offrant la véritable situation et dette passive collusoire
Négation des faits déterminés de détournement et culpabilité du complice
Bigamie: Bonne foi reconnue et déniée
Circonstances aggravantes matérielles déclarées pour un accusé et déniées pour un coaccusé. - Exemple de maison habitée en matière d'incendie; - renvoi du jury dans sa chambre;
Même contradiction en cas d'affirmation des circonstances aggravantes pour l'auteur principal et de dénégation à l'égard du complice. - Exemples tirés de l'escalade, de nuit, de maison habitée, d'effraction, de port d'armes apparentes ou cachées;
Il en est de même de la préméditation et du guetapens: - Exemple en matière de tentative de meurtre; - renvoi du jury dans sa chambre;
Effraction et maison non servant à l'habitation;
Négation de la circonstance de vol dans dépendances de maison habitée et affirmation de la circonstance de fausse clef pour y pénétrer
Complicité: Déclaration contradictoire sur ses éléments constitutifs
Conspiration: Contradiction entre ce fait et l'absence d'intentions criminelles
Coups et blessures: Volonté et absence du dessein du crime, ou volonté et imprudence: renvoi du jury dans sa chambre
Empoisonnement: Dessein d'empoisonner, absence de préméditation; - substances de nature à donner la mort, et simplement nuisibles
Evasion: Connivence et absence d'intention criminelle
Faux: Déclaration qu'un accusé est seul auteur du crime, et qu'un autre accusé y a participé;
Registre falsifié dans l'intention de commettre une escroquerie, et absence de l'intention de nuire;
Faux en écriture privée et faux en écriture de commerce pour les mêmes billets;
Faux commis frauduleusement, mais non dans le dessein de nuire;
Notaire non coupable comme auteur de faux dans l'exercice de ses fonctions, déclaré complice
Faux témoignage: Quand il est reconnu, il est exclusif de la bonne foi;
La complicité ne peut exister quand ce crime n'existe pas: il en serait autrement de la subornation de témoins
Homicide volontaire: Dire qu'il a été commis, mais non méchamment et à dessein, c'est se contredire;
Contradiction entre l'homicide par négligence et la participation à l'homicide méchamment et à dessein de nuire;
Ou entre la déclaration de culpabilité et la déclaration qu'il n'y a pas eu volonté; - ou qu'il a été commis sans intention: renvoi du jury dans sa chambre;
Ou entre la déclaration négative sur les coups portés avec intention de donner la mort et affirmative sur la tentative d'homicide volontaire
Incendie: Commis à dessein de nuire, et sans intention du crime; - préjudice causé ou éventuel à une compagnie d'assurances;
Maison non habitée quant à l'auteur principal, et maison habitée quant au complice: renvoi du jury dans sa chambre
Infanticide: Accusée coupable de simple négligence, et déclarée en même temps coupable d'avoir aidé l'auteur de l'homicide sciemment et à dessein du crime
Parricide: Fils non auteur principal, simple complice; second accusé complice du fils qui a volontairement homicidé son père
Préméditation et guet-apens: Guet-apens affirmé et préméditation repoussée
Ratures et interlignes non approuvées
Rébellion avec violences et voies de fait envers les agents de la force publique exclusive de la bonne foi
Subornation de témoins: Déclaration négative sur ce fait et affirmative sur la complicité de faux témoignage par provocation ou par instructions
Tentative qui n'a été *exécutée* que par une cause étrangère à la volonté de l'accusé;
Tentative de meurtre avec préméditation, mais sans les circonstances constitutives: renvoi du jury dans sa chambre;
Affirmation de la tentative de meurtre et déclaration qu'il n'est pas constant que l'accusé ait tiré le coup de fusil;
Tentative affirmée et commencement d'exécution repoussé; nécessité du renvoi du jury dans sa chambre
Vol: Intention de s'approprier, mais pas intention du crime; - soustraction non frauduleuse, mais par abus de confiance: renvoi du jury dans sa chambre;
Négation du concours de plusieurs personnes et cependant accusé condamné comme complice; - ou plusieurs accusés condamnés comme coauteurs: renvoi du jury dans sa chambre,
Négation du vol et affirmation que l'accusé a maraudé avec escalade;
Déclaration que l'accusé est auteur et recéleur;
Fraude non mentionnée dans la réponse à une première question sur une soustraction et affirmée dans la réponse à une deuxième question: renvoi du jury dans sa chambre
Circonstance de domesticité affirmée quant à l'auteur principal, et repoussée quant au complice; - situation inverse
§ 6. - *Renvoi au cas de réponses incertaines, ambiguës, obscures ou équivoques*
Le jury a seul, à l'exclusion de la Cour, qualité pour expliquer ou interpréter sa déclaration incertaine, obscure ou équivoque
Le droit et le devoir de la Cour sont de renvoyer le jury dans la chambre de ses délibérations
Si la Cour n'ordonne pas cette mesure et applique la peine, selon sa propre interprétation, son arrêt est annulé
Alternative: Accusé déclaré auteur ou complice;
Incertitude s'il y a crime ou délit;
Incertitude de la complicité par tel ou tel moyen, dont l'un n'est pas punissable: renvoi du jury dans sa chambre;
Question sur la culpabilité d'un accusé ou d'un autre accusé et réponse: oui
Association de malfaiteurs: Réponse de culpabilité sans les circonstances aggravantes: renvoi du jury dans sa chambre
Attentat à la pudeur: Applicabilité de la loi du 28 avril 1832
Circonstances atténuantes: Doute sur celui des accusés auquel elles s'appliquent: renvoi du jury dans sa chambre
Complexité: Réponse: *oui,* l'accusé est coupable faite collectivement à trois questions distinctes: renvoi du jury dans sa chambre
Coups et blessures: Réponses que l'accusé n'a pas fait volontairement une blessure, - que la blessure a été faite volontairement, sans intention de donner la mort, - et qu'il y a eu provocation: renvoi du jury dans sa chambre
Discernement: Réponse négative à cette question complexe: l'accusé était-il âgé de plus de seize ans et a-t-il agi avec discernement? renvoi du jury dans sa chambre
Faux: L'ambiguïté de la réponse ne permet pas de délibérer sur l'application de la peine;
Réponse: oui, l'accusé a ajouté un mot à la quittance; non, il n'en a pas fait sciemment usage;
Réponse: non, l'accusé n'est pas coupable du crime de faux *pour avoir*
Rébellion: Incertitude sur l'attaque ou sur la résistance, mais sans voies de fait: renvoi du jury dans sa chambre
Tentative: Réponse; oui, par complicité: renvoi du jury dans sa chambre;
Incertitude de la réponse qui, au lieu de dire simplement: oui, énumère certaines circonstances aggravantes, sans mentionner les circonstances constitutives de la tentative: renvoi du jury dans sa chambre;
En matière de tentative de vol, réponse affirmative sur la complicité, négative sur les circonstances constitutives de la tentative, affirmative sur des circonstances aggravantes, et admettant des circonstances atténuantes: renvoi du jury dans sa chambre
Vol: Dire que l'accusé *y a participé,* ce n'est pas faire connaître s'il est auteur ou complice;
Seize chefs de vol; complicité restreinte seulement à cinq de ces chefs; réponse que le complice a assisté à un grand nombre de vols
§ 7.-*Déclarations contenant des réponses surabondantes*
Diversité des conséquences des additions faites par le jury aux questions
1° Certaines additions entraînent la nullité de la réponse et nécessitent le renvoi du jury dans sa chambre: nullité de l'arrêt s'il applique la peine en conformité de ces déclarations surabondantes. - Exemples en matière de: complicité; - d'homicide volontaire;-de meurtre;-de vol
2° Surabondance inopérante, choses ajoutées réputées non écrites. - Si l'accusation est purgée, acquittement, absolution ou condamnation: sinon, renvoi du jury dans sa chambre. - Exemples en matière de: discernement;-d'excuse;-de fausse monnaie;-de faux; -d'infanticide;-d'homicide volontaire avec préméditation;-de viol;- de vol
3° Additions qui ne sont qu'apparentes et laissent intacte la force de la déclaration. - Citation de quelques-unes de ces additions
Examen d'un arrêt rendu à l'occasion de cette réponse: l'accusé est coupable par ignorance
4° Questions distinctes; réponses surabondantes pour les unes, régulières pour les autres
§ 8. - *Espèces dans lesquelles il n'y avait ni nullité ni lieu à renvoi*
Idée générale de ce paragraphe
L'accusé ne peut quereller un renvoi arbitraire, quand la peine était la même selon les deux déclarations; - quand les deux déclarations sont les mêmes sauf quelques modifications indifférentes; - et quand c'est sur la première déclaration que la peine a été appliquée
Alternative: Rébellion par attaque et par résistance
Association de malfaiteurs: accusé auteur et directeur de cette association
Attentat à la pudeur: déclaration excluant la violence; illégalité du renvoi du jury et de sa délibération sur une question nouvelle relative à l'âge de la victime;
Pas de contradiction dans la déclaration affirmative sur une tentative de viol et négative sur un attentat à la pudeur avec violence; - ou dans la situation inverse; - ou également affirmative sur l'attentat mais sans violence;
Ni dans la négation de l'*aide* dans la perpétration du crime, en même temps qu'il y a déclaration de complicité par aide et assistance
Auteur principal et complice: condamnation de ce dernier et acquittement du premier
Auteur ou subsidiairement complice
Banqueroute frauduleuse; auteur et complice;
Détournement et dissimulation de partie de l'actif;
Non-complicité, et usage de pièces fausses pour recouvrement d'obligations simulées
Circonstances aggravantes: la réponse négative sur le fait principal rend inutile la réponse sur ces circonstances;
Pas d'incertitude si le jury répond à la question posée sur ces circonstances: *oui, l'accusé est coupable;*

Culpabilité sans aucune des circonstances de l'acte d'accusation;
Vol de récolte, de nuit et dans un champ;
Circonstances aggravantes résidant en un fait personnel, valablement affirmées pour un des accusés et repoussées pour le coauteur. - Exemples;
Ou affirmées pour l'auteur principal et repoussées pour le recéleur;
Vol avec neuf circonstances aggravantes; culpabilité des auteurs principaux; pas de délibération sur leur culpabilité comme complices; connaissance de ces circonstances surabondamment reconnues;
Effraction intérieure non contradictoire avec la négation de maison habitée;
Effraction intérieure dans une maison habitée non contradictoire avec la négation de circonstance de *nuit* dans une maison habitée;
Négation de la préméditation non contradictoire avec l'affirmation du meurtre commis pour faciliter la fuite du coupable
Circonstances atténuantes limitées à un seul chef d'accusation;
Silence sur ces circonstances: allégation vaine de l'un des jurés qu'il n'a pas été délibéré
Coauteurs: un seul fait attribué à deux accusés;
Plusieurs accusés coauteurs et en même temps complices
Complicité: éléments constitutifs omis dans la question;
Condamnation du complice et acquittement de l'auteur principal;
Accusés de vol, - ou d'infanticide, - acquittés comme auteurs et condamnés comme complices par aide et assistance;
Accusé complice par aide et assistance et recéleur;
Négation, en matière de banqueroute, du recel, et affirmation de la complicité par aide et assistance
Complot, conspiration: avoir participé à une résolution concertée entre plusieurs, c'est être déclaré coauteur;
Acquittement de plusieurs accusés, condamnation d'un seul
Coups et blessures portés avec préméditation et sans intention de donner la mort;
Négation de la culpabilité comme auteur des coups, et affirmation de la complicité par aide et assistance;
Coup porté à une personne et qui en atteint une autre;
Coup porté à un garde champêtre: négation des circonstances aggravantes;
Coups et blessures par un fonctionnaire public: culpabilité, exercice des fonctions; motif légitime; provocation, et circonstances atténuantes;
Pas de contradiction entre les réponses de deux jurys différents
Délit de presse: admission intempestive des circonstances atténuantes
Discernement non incompatible avec circonstances atténuantes
Empoisonnement: négation du crime, et affirmation de la tentative ou de la complicité
Fausse monnaie: négation de la culpabilité sur la contrefaçon et affirmation de la culpabilité sur l'émission
Faux: réponses différentes sur la fabrication et sur l'usage;
Réponse collective sur ces deux points;
Usage fait non sciemment de la pièce fausse;
Réponse négative sur le faux dans un acte, et affirmative sur le faux dans l'expédition de cet acte;
Faux en écriture publique et vol par serviteur à gages
Faux témoignage: Vente définitive et arrhes reçus
Faux timbres: non-culpabilité de fabrication, et culpabilité de fausses empreintes de ces timbres;
Non-usage de faux timbres, et mise en circulation de pièces en portant l'empreinte apposée par l'indu possesseur
Homicide volontaire: déclaration de culpabilité et de démence;
Culpabilité et légitime défense;
Réponse: non, il n'y a pas d'homicide volontaire;
Le fait principal étant reconnu, il n'y a pas lieu de délibérer sur la question subsidiaire d'homicide involontaire
Incendie: Réponse régulière rendant inopérante la contradiction entre deux réponses sur un vol
Infanticide involontaire et sens restreint du mot: *coupable;*
Homicide par imprudence du mari, et crime d'infanticide commis par la femme
Meurtre involontaire et sens du mot: *coupable;*
Affirmation du meurtre sur un individu et négation du meurtre d'une autre victime
Négation de la culpabilité sur le fait principal, escorté de la préméditation, et affirmation de cette circonstance sur la complicité
Meurtre et crimes concomitants: Non-culpabilité quant au meurtre, et simple mention de ce crime dans une question relative à un vol
Date mentionnée différemment dans les questions relatives aux deux crimes;
Concomitance écartée pour un accusé, tandis qu'elle est reconnue pour deux autres accusés;
Partage entre les jurés: pas d'incertitude sur la non-culpabilité
Pillage: acquittement d'un accusé, et condamnation d'un coaccusé
Provocation: coups portés à l'accusé avant la tentative par lui commise
Réunion en bande armée: déclaration de culpabilité et négation du but criminel de la réunion
Subornation de témoins: acquittement du faux témoin et condamnation du suborneur
Tentative: affirmation implicite des éléments constitutifs
Négation explicite de l'existence de ces éléments
Tentative de meurtre et cumulativement blessures volontaires
Vol: absence de fraude; sens restreint du mot: *coupable.* - Intention frauduleuse postérieure à la soustraction;
Affirmation du vol, et négation de l'usage de la pièce volée
Dans un vol par plusieurs, complicité des uns et recel par les autres
Accusé coupable d'un vol avec pluralité d'auteurs, alors que les autres accusés sont seulement déclarés complices
Réponse négative sur le fait principal et cependant affirmative sur l'existence des circonstances aggravantes
§ 9. - *Jusqu'à quel moment le renvoi peut être ordonné*
La déclaration peut incontestablement être rectifiée tant que le greffier n'en a pas fait à l'accusé la seconde lecture
Le droit de renvoi existe encore même après cette seconde lecture et jusqu'à ce que, par la prononciation de son arrêt, la Cour d'assises ait consommé son pouvoir
Jurisprudence consacrant le droit de renvoi après la première lecture
Et aussi après la lecture faite à l'accusé
La Cour de cassation va même jusqu'à autoriser le renvoi quand, après cette lecture, on s'aperçoit de l'omission, dans la question, de caractères constitutifs du crime, omission ne purgeant pas l'accusation
Et peu importe que la déclaration ait été revêtue de toutes les signatures légales
§ 10. - *Par qui et comment le renvoi peut être ordonné*
Absence de texte de loi: la jurisprudénce y supplée
Par qui le renvoi peut être ordonné. - Fallait-il, au moyen d'une distinction, autoriser le président à prononcer seul le renvoi quand la déclaration est simplement incomplète? - Hésitations anciennes
La jurisprudence s'affermit et décide aujourd'hui que le droit de renvoi n'appartient qu'à la Cour d'assises
Analyse des espèces dans lesquelles il a été décidé que la mesure excédait le pouvoir présidentiel
Tempéraments à la règle: rectification mal faite à la suite d'un arrêt de renvoi; - rectification avant la lecture; - erreur matérielle sans portée légale
Critique de l'accusé quand le renvoi illégalement prononcé par le président ne lui a causé nul préjudice
A fortiori les jurés ne peuvent spontanément retourner dans leur chambre
Comment le renvoi peut être ordonné. - Absence de l'accusé; - présence de son conseil; son refus de prendre la parole; défaut d'interpellation à lui adressée
Violation des droits de la défense, si on refuse la parole au conseil qui la réclame
L'audition du ministère public n'est pas indispensable
Nécessité d'un arrêt motivé indiquant la nature de l'irrégularité
Application de cette règle
Les mentions du procès-verbal complètent l'arrêt prononçant le renvoi: exemple tiré de l'adoption des réquisitions du ministère public
Espèces dans lesquelles l'accusé ne serait pas recevable à critiquer l'arrêt qui n'indiquerait pas suffisamment la cause du renvoi
Constatation du renvoi. - Modèle de procès-verbal
§ 11. - *Effets du renvoi*
En retournant dans leur chambre les jurés ressaisissent tous leurs pouvoirs et peuvent changer ou modifier leurs premières réponses
Décisions de la jurisprudence en ce sens
Le président n'est pas obligé, au cas de renvoi, de réitérer ses avertissements
Après le renvoi, la Cour d'assises ne peut, écartant la seconde déclaration régulière, faire revivre la première déclaration
Mention inexacte de l'expédition de l'arrêt effacée par le procès-verbal des séances constatant que la seconde déclaration a été appliquée
Quand le renvoi a été illégal, la Cour de cassation, maintenant la première declaration, ordonne la mise en liberté de l'accusé, si l'accusation est purgée; sinon, elle défère le procès à une autre Cour d'assises
Faut-il conserver l'original de la première déclaration?
Nouveau renvoi si la seconde déclaration est encore irrégulière
Formes de la nouvelle déclaration. Faut-il renouveler les signatures et lectures?
3460 à 3470. **SECTION V. - Seconde lecture de la déclaration faite à l'accusé**
Lecture faite à l'accusé: article 357 du Code d'instruction criminelle
L'accusé est ramené sans fers et sans entraves: exception en un cas extrême
La lecture proprement dite ne serait pas substantielle; mais il faut absolument que connaissance publique et complète de la déclaration soit donnée à l'accusé
La nullité n'est pas couverte par l'interpellation faite par le président en conformité de l'article 363 du Code d'instruction criminelle
Cette nullité entraîne l'annulation de l'arrêt de condamnation et aussi des débats
Cas où l'accusé ne veut ou ne peut comparaître
Défaut de lecture des réponses concernant d'autres accusés
Omission par le procès-verbal de la constatation de la lecture
Mentions insuffisantes du procès-verbal

Constatation de la lecture faite par le greffier, et omission de la constatation que l'accusé était présent
Constatation: formule du procès-verbal
LIVRE QUATRIEME Incidents. - Arrêts de contumace. - Ordonnance d'acquittement.- Arrêts définitifs d'absolution ou de condamnation.
3471 à 3648. CHAP. I[er]. - **Incidents. - Formes des arrêts incidents. - Arrêts de contumace**
Rappel des incidents dont il a été parlé
Actes d'administration accomplis pendant une suspension de l'audience: tirage du jury d'une autre affaire; - magistrat de la Cour siégeant aux criées
Division du présent chapitre
3474 à 3609. **SECTION I[re]. - Incidents qui peuvent se produire**
3610 à 3625. **SECTION II. - Forme des arrêts incidents**
3626 à 3648. **SECTION III. - Arrêts rendus par contumace**
3474 à 3609. **SECTION I[re]. - Incidents qui peuvent se produire**
§ 1[er]. - *Reconnaissance de l'identité de l'accusé à la suite d'un arrêt de contumace*
Texte des art. 518 et 519 du Code d'instruction criminelle; leur portée apparente
La compétence appartient au jury quand l'accusé prétend que l'accusation ne le concerne pas
Ces articles, généraux et sans distinction, sont applicables aux contumax repris
La Cour déclare l'identité sans assistance des jurés, à l'audience publique, et en présence de l'accusé
Le pourvoi en cassation contre cet arrêt est recevable
Quoique l'accusé ne se soit pas pourvu, il peut soutenir, devant le jury, qu'il n'est pas l'auteur des faits
Compétence de la Cour quand, pour appliquer les peines attachées à la récidive, elle s'occupe de l'identité
Condamnation contre un *inconnu:* pourvoi en cassation de cet inconnu recevable
L'individu arrêté par erreur comme étant le contumax n'est pas traduit devant le jury
§ 2. - *Huis clos*
Rappel des observations antérieures sur la publicité des débats
Exception à ce principe: légalité du huis clos
C'est par un arrêt que le huis clos est ordonné
Cette mesure peut avoir lieu à l'occasion des débats sur tous les crimes: la Cour d'assises a un pouvoir d'appréciation souverain
L'arrêt déclarant le huis clos doit être motivé sur le danger que les débats peuvent faire courir à l'ordre public et aux moeurs
Le visa de la loi est un motif insuffisant. - Par contre, la cause légale suffit sans que l'arrêt cite le texte de la loi
Les expressions légales sur la cause du huis clos ne sont pas sacramentelles: équipollent
Adoption des réquisitions motivées du ministère public
Il n'y a pas de nullité si ces réquisitions ne sont pas signées, mais seulement mentionnées au procès-verbal
Il n'est pas nécessaire d'interpeller l'accusé
Mais les droits de la défense sont violés si on refuse d'entendre ses observations
Publicité nécessaire pour l'arrêt ordonnant le huis clos
Mais non pour l'arrêt statuant sur la demande de l'accusé tendant à sa cessation
L'arrêt sur le huis clos, étant de simple instruction, n'est pas nul s'il n'est pas signé par tous les juges
Souveraineté de la Cour pour déterminer le moment où le huis clos commencera
L'arrêt peut ordonner la lecture à huis clos de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation
A l'inverse, il peut n'ordonner le huis clos qu'après cette lecture
Le huis clos peut avoir lieu avant l'exposé du ministère public
Il peut être partiel
Mesure exceptionnelle, il ne peut être étendu au delà des limites déterminées: exemple
Huis clos lorsqu'il y a deux chefs distincts d'accusation
Le huis clos ne peut être maintenu pendant le résumé du président;
Ni pour la position des questions;
Ni pour la lecture de la déclaration du jury
Droit du président de laisser dans la salle d'audience certaines personnes malgré le huis clos
Les ordonnances rendues par le président, pendant les débats à huis clos, peuvent ne pas être prononcées publiquement
Après la clôture des débats la publicité doit être rétablie, et, si ces débats sont rouverts, il faut un second arrêt pour que le huis clos ait lieu de nouveau
Les arrêts incidents, rendus pendant le huis clos, doivent être prononcés publiquement. - Exemples nombreux
Si cette règle a été violée, la Cour peut rétracter son arrêt incident, rétablir la publicité et rendre régulièrement un autre arrêt sur l'incident
Interdiction du compte rendu des débats
§ 3. - *Renvoi à une autre session*
But des dispositions qui autorisent le renvoi à une autre session
Le renvoi, pendant les débats, n'a lieu que par un arrêt
Il ne peut avoir lieu à un autre jour de la même session que du consentement de toutes les parties
Plusieurs renvois successifs ne sont pas impossibles
L'arrêt ordonnant le renvoi peut être rétracté, s'il y échet, par la Cour encore réunie
Les arrêts ordonnant le renvoi sont de pure instruction et n'ont pas besoin d'être motivés
Mais des motifs contraires à la loi pourraient entraîner leur annulation. - Exemples
Pas de nécessité de rédiger et de signifier l'arrêt à l'accusé en présence de qui il a été rendu
Pourvoi en cassation non recevable contre les arrêts refusant le renvoi, et recevable contre ceux qui le prononcent pendant le cours des débats
Le renvoi prononcé par la faute de l'accusé entraîne sa condamnation aux frais
Souveraineté de la Cour dans l'appréciation de la cause du renvoi
Deux causes de renvoi sont expressément indiquées. - Mais les articles 331 et 354 ne sont pas limitatifs. - Disposition générale de l'article 406 du Code d'instruction criminelle
1[re] *Cause de renvoi spécialement indiquée: faux témoignage.* - Articles 318, 330 et 331 du même Code
Article 318: son but et son utilité;
Ses dispositions ne sont pas substantielles;
La Cour est tenue de statuer sur les conclusions prises pour que le président le fasse exécuter;
Droit de l'accusé de lire les dépositions antérieures du témoin dont il veut faire constater les variations;
A défaut de réquisition, le président fait, d'office, prendre les notes nécessaires
Dissentiment sur la rédaction entre le président et le greffier;
Si le procès-verbal contient des notes sur la déposition d'un témoin, le greffier est présumé avoir agi de l'ordre du président;
L'article 318 non applicable au témoin entendu en vertu du pouvoir discrétionnaire
Les variations du témoin ne sont pas, au fond, pour l'accusé, un moyen de cassation
Article 330: Le président a seul compétence pour ordonner l'arrestation du témoin suspect de faux témoignage. - Conséquences: aucun droit d'intervention ni pour la Cour ni pour le ministère public;
Mais l'intervention irrégulière de la Cour ne vicie pas les débats;
Rétractation du témoin reçue par le ministère public appelé par ce témoin qui a été arrêté;
La présomption de complicité d'un témoin est étrangère à l'article 330;
L'arrestation peut avoir lieu avant la clôture des débats
Le président, sans aller jusqu'à l'arrestation, peut mettre le témoin en état de surveillance;
L'arrestation est provisoire, le président peut la révoquer si le témoin se rétracte;
La continuation des débats faite malgré l'arrestation d'un témoin n'est pas cause de nullité, si l'accusé, averti par le président, n'a pas demandé le renvoi à une autre session
Art. 331: faculté pour la Cour de renvoyer à une autre session ou de passer outre;
Témoin déposant sous un autre nom que le sien: droit de l'accusé;
Au cas de renvoi, règlement de la priorité entre le jugement de l'affaire principale et le jugement du faux témoignage;
2° *Cause de renvoi spécialement indiquée: absence d'un témoin.* - Articles 354, 355 et 356 du Code d'instruction criminelle
Article 354: son texte;
L'accusé n'est pas investi du droit de requérir le renvoi; - mais s'il demande à faire des observations, il faut les entendre, sauf à la Cour à statuer comme elle avisera. - Pas d'interpellation nécessaire à l'accusé;
Droit de réquisition du ministère public qui ne lie pas la Cour
Le renvoi pour l'absence d'un témoin peut être ordonné pendant toute la durée des débats
Article 355: ce qui en résulte;
Souveraineté de la Cour pour la condamnation du témoin absent;
Le refus du témoin de prêter serment ou de déposer équivaut à son absence matérielle
Pas de moyen de cassation pour l'accusé si le témoin défaillant n'a pas été condamné à l'amende
Article 356: opposition du témoin à l'arrêt qui le condamne; - sa forme, son délai, ses motifs au fond
L'opposition n'est pas recevable si la condamnation a été contradictoire et, par exemple, motivée par le refus de prêter serment ou de déposer
La condamnation prononcée par un arrêt ne peut être rapportée que par un arrêt
Causes diverses de renvoi: maladie de l'accusé
Absence du conseil, refus de l'accusé de répondre;
Maladie d'un juré;
Manifestation d'opinion par les jurés;
Complicité d'un témoin;
Arrestation d'un coaccusé;
Instruction supplémentaire;
Motifs d'ordre public;

Suspicion légitime;
Illégalité du renvoi quand il s'agit de réparer une irrégularité antérieure aux débats, par exemple, dans la notification de la liste du jury
Du reste, l'illégalité du renvoi n'a pas pour effet de vicier les débats ultérieurs
§ 4. - *Remplacement d'un juré: appel d'un jur suppléant*
Ce qu'il y a à faire quand un juré est empêché
Le remplacement du juré titulaire par le juré suppléant ne peut être opéré qu'en vertu d'un arrêt
La Cour est souveraine pour apprécier l'excuse du juré titulaire et la nécessité de son remplacement
Elle n'est pas tenue d'interpeller l'accusé
L'éloignement volontaire d'un juré motive son remplacement comme son empêchement forcé; et il motive aussi l'amende
La manifestation d'opinion justifie le remplacement
§ 5. - *Acte requis: usage d'une faculté ou d'un droit*
Acte requis et incidents soulevés avant la levée de la séance, relatifs à des faits prescrits, ou non, par la loi à peine de nullité
Il appartient à la Cour, et non au président, de statuer sur les conclusions relatives à des actes requis. - Mais pas de nullité si le président, quoique agissant irrégulièrement, a concédé l'acte
Acte requis tardivement pour les actes auxquels l'accusé n'a pas fait opposition, alors qu'il en avait le droit. - Exemples
Pour ces actes requis, l'audition du ministère public n'est pas indispensable
Quel que soit le caractère de l'incident, il y a nullité si la Cour, saisie par des conclusions, omet ou refuse de statuer
Exemples d'omissions de statuer sur des réquisitions du ministère public
Dernières conclusions du ministère public ne reproduisant pas l'incident
Exemples d'omissions de décision sur des conclusions de l'accusé
La Cour n'est pas tenue de statuer deux fois sur le même incident
Et elle n'a pas non plus à délibérer si elle n'a pas été formellement saisie par des conclusions
§ 6. - *Refus de l'accusé de comparaître, son expulsion de l'audience*
Le refus de l'accusé de comparaître, ou ses excès, ne peuvent entraver le cours de la justice: loi du 9 septembre 1835
Refus de comparaître: analyse des articles 8 et 9 de cette loi
1re *Obs.* - L'impossibilité n'est pas assimilée au refus: elle nécessite le renvoi; - mais la Cour déclare souverainement si l'impossibilité n'est pas un prétexte cachant un refus
2e *Obs.* - Pour passer outre, le président doit, après accomplissement des formalités, constater le refus
3e *Obs.* - Le procès-verbal de l'huissier est un acte essentiel de la procédure
4e *Obs.* - Le président a, seul, toute compétence pour ordonner la continuation des débats en l'absence de l'accusé, ou pour le faire amener de force. - Mais si des conclusions sont posées, la Cour doit statuer sur l'incident
5e *Obs.* - Le ministère public a-t-il, comme le président, le droit de contrainte?
6e *Obs.* - La lecture du procès-verbal n'a lieu que pour les débats postérieurs au refus de comparaître, et *qu'après chaque audience,* et non pas pendant la suspension
7e *Obs.* - Quelles réquisitions du ministère public doivent être signifiées
8e *Obs.* - Etendue de la disposition qui répute contradictoires tous les arrêts rendus par la Cour
9e *Obs.* - L'accusé qui demande à revenir à l'audience prend les débats au point où ils sont parvenus
Expulsion de l'accusé: but et texte de l'article 10 de la loi de 1835
La Cour, et non plus le président, est seule compétente pour ordonner l'expulsion;
La tentative d'obstacle ne suffirait pas pour légitimer l'expulsion;
Peine réprimant la rébellion de l'accusé: article 11 de la loi de 1835;
Pour condamner l'accusé rebelle, il faut qu'il soit présent
§ 7. - *Tumulte, délits ou crimes commis à l'audience*
Art. 504: police de l'audience; expulsion ou arrestation des perturbateurs ordonnée par le président
Art. 505: tumulte accompagné d'injures ou voies de fait entraînant des peines correctionnelles; - compétence de la Cour;
La Cour doit prononcer *séance tenante et immédiatement;* - sens de ces mots;
Le regret manifesté est une atténuation, et non une excuse;
Applicabilité de la loi aux militaires
Art. 507: voies de fait dégénérant en crimes, ou autres crimes flagrants
La Cour, en exerçant sa juridiction, statue de *suite et sans désemparer,* après avoir constaté les faits, sur les réquisitions du ministère, après défense du délinquant, et sans assistance des jurés
Malgré l'article 508, c'est à la majorité que la Cour rend sa décision
Constatation de cette majorité
3610 à 3625. **SECTION II. - Forme des arrêts incidents**
En principe, il y a nécessité de motiver les arrêts incidents qui prononcent sur un contentieux; il en est autrement des arrêts d'instruction et de pure administration
Exemples d'arrêts incidents devant être motivés: témoin absent; - opposition à audition de témoins; - position des questions; - renvoi du jury dans sa chambre
Exemples d'arrêts incidents qui peuvent ne pas être motivés: adjonction de jurés; - question subsidiaire; - refus de renvoi à une autre session; - signature de la déclaration du jury; - acte requis, distinction; - admission incontestée de la partie civile
Motifs implicites
Motifs répondant à des questions principale et subsidiaire
Motif insuffisant
Les arrêts incidents ne sont pas soumis à la signature de tous les juges: les signatures du président et du greffier suffisent; et il n'est nul besoin d'un arrêt rédigé à part du procès-verbal
Pas de nullité si on a omis de mentionner la présence du greffier qui signe
Arrêt dispensant un juré, non signé par le greffier, s'il reste trente et un jurés titulaires
Espèces dans lesquelles il a été jugé que la signature de tous les juges n'était pas nécessaire: huis clos; - adjonction de jurés suppléants; - excuse de témoin; - renvoi à une autre session; - opposition à audition de témoins; - position des questions; - renvoi du jury dans sa chambre; - accusé retenu après son acquittement
L'arrêt statuant sur un incident né en chambre du conseil, au moment du tirage du jury, doit être prononcé à l'audience publique
La publicité peut n'être pas mentionnée dans l'arrêt si le procès-verbal la constate
Règle commune aux arrêts incidents et définitifs: nécessité de l'audition du ministère public sur les incidents donnant lieu à un arrêt qui doit être motivé
Cette audition est-elle nécessaire lorsqu'il s'agit d'un arrêt prononçant sur un acte requis?
Elle est indispensable sur les contestations relatives au règlement des intérêts civils
Pas de nullité si les réquisitions du ministère public, relatées au procès-verbal, ne sont pas signées par l'officier du parquet
3626 à 3648. **SECTION III. - Arrêts rendus par contumace**
L'arrêt de contumace est un incident dans l'oeuvre de la Cour d'assises
Texte de l'article 466
Quatre conditions sont nécessaires pour que l'ordonnance de se représenter soit légalement exécutée: leur indication
Dernier domicile du contumax
La notification de l'ordonnance est une formalité distincte de la publication et de l'affiche: où elle est faite. - Visa du maire
Les notifications, publications et affiches peuvent être constatées par le même procès-verbal
Contumax passible des frais, même lorsqu'il se représente ou est arrêté
Art. 467: le jugement ne peut avoir lieu *avant* le délai de dix jours, mais il peut avoir lieu après.
Ce délai commence à courir du jour de la dernière publication
Art. 468 et 469: aucun conseil ne peut défendre le contumax qui ne peut même pas proposer un déclinatoire. - Mais des parents ou amis peuvent plaider l'excuse tirée de son absence ou de son impossibilité
Conséquences: toute discussion au fond interdite; - la Cour ne peut surseoir pour autre cause; - elle apprécie souverainement l'excuse; - et aussi le délai convenable
Art. 470: instruction à faire et formalités à suivre par la Cour d'assises
Si l'arrêt de contumace est annulé, les pouvoirs de la Cour de renvoi sont déterminés par l'arrêt de cassation
La Cour d'assises ne peut admettre les circonstances atténuantes
Des tiers sont-ils recevables à intervenir pour contester les demandes de la partie civile?
Art. 471: il détermine les effets de l'arrêt de condamnation sur les biens du contumax
Art. 472: il indique les formalités de l'exécution
L'arrêt de condamnation clôt la prescription de l'action publique et commence celle de la peine
Art. 473: il refuse le droit de pourvoi en cassation au contumax. - Espèces à ce sujet
La contumace d'un accusé n'arrête pas de droit l'instruction à l'égard des autres accusés; - ni la remise aux propriétaires des objets déposés comme pièces de conviction;- formalités de cette remise.
Contestation sur la remise à la partie civile des objets saisis sur un tiers
Art. 475: secours à la femme, aux enfants, aux père et mère du contumax
Décès du contumax avant l'arrêt: rétractation de cet arrêt
3649 à 3980. **CHAP. II. - Application de la déclaration du jury: ordonnance d'acquittement.- Arrêt d'absolution. - Sursis au jugement. - Arrêt de condamnation**
La déclaration du jury produit, ou l'acquittement, ou l'absolution, ou la condamnation. - Division de la matière
3650 à 3680. **SECTION Ire. - Ordonnance d'acquittement: ses effets**
3681 à 3980. **SECTION II. - Arrêts définitifs. - Arrêts d'absolution. - Sursis au jugement. - Arrêt de condamnation**
3650 à 3680. **SECTION Ire. - Ordonnance d'acquittement: ses effets**
ART.1er. - Texte de l'article 358
Compétence du président, qui n'a à consulter, ni ses assesseurs, ni le ministère public. - En rendant un arrêt d'acquittement, la Cour viole les règles de la compétence
L'ordonnance d'acquittement n'échet sil'accusé n'a pas été déclaré non coupable sur tous les chefs d'accusation
Mais la non-culpabilité étant déclarée sur tous ces chefs, elle est de droit malgré la déclaration de culpabilité sur des chefs ajoutés par le jury
De même, malgré toute autre irrégularité dans la réponse négative du jury
Quand la déclaration du jury est irrégulière, l'ordonnance d'acquittement n'en est pas moins irrévocable; la cassation n'a lieu que dans l'intérêt de la loi
L'ordonnance d'acquittement est illégale, s'il y a eu déclaration de culpabilité, et il appartient à la Cour d'assises de rendre un arrêt d'absolution, ou, selon les cas, de condamnation. - Exemples

Mais l'illégalité est inopérante si la Cour, sans s'attacher à l'ordonnance, a usé de son droit
S'il y avait lieu à absolution, l'ordonnance d'acquittement, quoique irrégulière, ne préjudicie pas à l'accusé
Le débat sur le point de savoir s'il y a lieu ou non à acquittement, crée un contentieux de la compétence de la Cour
L'acquittement opère la radiation de l'écrou résultant de l'arrêt de mise en accusation. - Incompétence de la Cour et du président pour déclarer vaines des causes autres en vertu desquelles le ministère public retient l'accusé acquitté
L'acquittement exonère l'accusé des frais du procès
Formules d'ordonnance d'acquittement
Modèle de procès-verbal
ART. 2e. *Effets del'ordonnance d'acquittement sur le fait, objet de l'accusation.* - Texte de l'art. 360.
Sa disposition, traduite par la maxime *non bis in idem,* est d'ordre public et doit être suppléée d'office
Conditions de l'existence de la chose jugée
La première condition est qu'il y ait une décision judiciaire. - L'action en discipline ne constituant pas une décision judiciaire, ne fait pas obstacle à des poursuites criminelles: réciprocité.- Exemples
Tempérament à la règle qui autorise la cumulation de la poursuite et de l'action disciplinaire
Deuxième condition constituant la chose jugée: la décision judiciaire doit être à l'abri de recours.- Exemple
Arrêt relatif à d'autres accusés
Troisième condition: identité entre le fait jugé et le fait poursuivi. - Sous le Code de brumaire on jugeait que l'identité des *faits matériels* suffisait: sous notre Code, la jurisprudence n'admet l'identité que lorsqu'elle s'étend au *fait légal, tel que l'accusation le qualifie.* Exemples en matière de: blessures par imprudence après tentative de meurtre; - banqueroute simple après banqueroute frauduleuse; - provocation à la désertion après embauchage; - homicide par imprudence ou délaissement d'enfant après infanticide; - rébellion après résistance avec voies de fait; - attentat aux moeurs ou outrage public à la pudeur après viol ou attentat à la pudeur avec violence; - détournement de deniers publics après faux pour masquer ces détournements; - coups et blessures après viol avec violences ayant laissé traces de blessures; - port d'armes après vol à main armée sur chemin public
Nouvelles poursuites sur des faits distincts et séparés. - Exemples divers
Ou lorsqu'il s'agit d'un fait différent, antérieur ou postérieur à celui qui a motivé la première poursuite
Mais la règle de l'article 360 est applicable lorsque l'on se borne à changer la qualification sans qu'il y ait modification des éléments motivant cette qualification. - Exemples donnant à la jurisprudence sa véritable signification
ART. 3e. *Découverte, pendant les débats, de faits nouveaux. - Texte de l'article 361 relatif au cas où l'accusé est acquitté*
1re *Obs.* - Compétence exceptionnelle du président et du juge d'instruction
2e *Obs.* - Réserves nécessaires du ministère public avant la clôture des débats
Contentieux s'élevant quand le ministère public retient l'accusé
Texte de l'article 379, relatif au cas où il y a condamnation
Conséquences résultant de cette disposition
3681 à 3980. **SECTION II. - Arrêts définitifs. - Arrêt d'absolution. - Sursis au jugement. - Arrêt de condamnation**
§ 1er. - *Formes des arrêts définitifs*
Le greffier *écrit* mais ne *rédige pas* l'arrêt proprement dit, qui est l'oeuvre de la Cour
Nécessité de motiver les arrêts définitifs
Motif suffisant quand il est dit que l'accusé est coupable de *tel fait:* inutile d'ajouter que le fait constitue *tel délit*
Reproduire la substance exacte de la déclaration, sans en donner le texte, est suffisamment motiver
Contentieux sur la portée de la déclaration du jury: motif ainsi conçu: *attendu que le fait reconnu constant par le jury constitue le crime prévu par*
Motif implicite: vu la déclaration du *jury, vu tels articles du Code pénal*
Rejet implicite de l'exception de prescription
Rejet implicite de conclusions sur les dommages-intérêts
Inutilité de répondre dans l'arrêt à toutes les observations de l'accusé sur l'application de la peine
Motifs erronés d'une peine bien appliquée
L'arrêt doit être daté. - Erreur de la date
Transcription, par le greffier, des articles de la loi appliquée: son omission n'emporte pas nullité
Signature de l'arrêt par tous les juges: l'infraction n'est pas non plus cause de nullité
Noms des juges mentionnés au procès-verbal et dans l'arrêt. - Contradiction entre ces deux actes
Nullité de l'arrêt signé par un juge qui n'a pas assisté aux débats
Le défaut de signature par le greffier n'est pas cause de nullité
Délai de vingt-quatre heures pour la signature de l'arrêt: ce délai n'est pas fatal
Art. 380 relatif à la conservation des minutes
§ 2. - *Formalités préliminaires des arrêts définitifs*
ART. 1er. - *Réquisitions du ministère public pour l'application de la peine et de la partie civile pour dommages-intérêts*
Droit du ministère public de produire des témoins pour établir la récidive
Réquisition par un officier du parquet autre que celui qui a suivi les débats
ART. 2e. - *Interpellation à l'accusé.* - Art. 363 du Code d'instruction criminelle
Caractère: l'interpellation est une formalité substantielle
Exceptions au cas où la peine est immuable;
Et au cas où le *minimum* a été appliqué;
Et aussi lorsque le défenseur a eu tout le temps moral pour exercer son droit
La règle imposant l'interpellation est applicable à l'Algérie
Forme: la formule la plus naturelle de l'interpellation est celle dont l'art. 363 donne le texte
Mais ses termes ne sont pas sacramentels
Parfois un geste peut suffire: exemple
Interpellation faite à haute voix non entendue par l'accusé
A qui faite: l'interpellation est adressée à l'accusé personnellement; mais il doit être pourvu d'un défenseur
Il n'est pas nécessaire qu'elle soit adressée à ce défenseur
Peu importe que, quand elle est faite à l'accusé, le défenseur ne soit pas présent
L'interpellation adressée au défenseur, *en présence de l'accusé,* suffit: et aussi les observations faites par le défenseur, prenant l'initiative, suffisent
A quel moment: c'est après la réquisition du ministère public que l'interpellation doit être faite
Omission de l'interpellation réparée avant l'arrêt
Conclusions après l'interpellation; réponse du ministère public, le défenseur ne demandant pas à avoir la parole le dernier
Constatation: nullité si le procès-verbal garde le silence sur l'accomplissement de la formalité
Constatations implicites: le défenseur recommandant son client à l'indulgence; - le défenseur entendu en ses observations; - l'accusé n'a rien dit
Pourvu que le procès-verbal énonce l'interpellation, l'arrêt peut ne pas la mentionner
Le procès-verbal peut mentionner la réponse de l'accusé; mais il n'y a pas nullité, si, constatant l'avertissement, il ne constate pas la réponse
Droits de l'accusé à la suite de l'interpellation: plaidoirie sur ce que le fait reconnu constant n'est pas défendu ou qualifié délit, sur l'application de la peine, sur les dommages-intérêts réclamés
Question de droit soulevée avant la position des questions, discutée après l'interpellation
Exception de prescription valablement soulevée
L'absolution peut être demandée quoiqu'il n'y ait pas eu pourvoi contre l'arrêt de mise en accusation
Condamnation prononcée sans s'expliquer sur les conclusions tendantes à l'absolution
ART. 3e. - *Délibération de la Cour.* - Texte de l'art. 369 du Code d'instruction criminelle
Pas de nullité si les juges ont délibéré publiquement
Le doute résultant du procès-verbal s'interprète dans le sens qu'il a été satisfait au voeu de la loi. - Exemples
Introduction dans la chambre du conseil d'un étranger ou de l'officier du ministère public
La délibération est une formalité substantielle; mais elle est présumée avoir eu lieu. - Exemples
Délibération par des magistrats autres que ceux qui ont siégé
Le mode de la délibération intérieure n'est pas réglé par la loi
Au cas d'opinions diverses, l'opinion favorable à l'accusé doit prévaloir
§ 3. - *Arrêt d'absolution*
Texte de l'art. 364 du Code d'instruction criminelle
1re règle: la compétence appartient à la Cour
Cette règle observée, peu importe l'erreur dans l'emploi des termes
2e règle: l'absolution n'échet que lorsque l'accusé *a été déclaré coupable*
3e règle: il faut que le fait, objet de la déclaration de culpabilité, *ne soit pas défendu par la loi.* - Exemples: complicité sans ses caractères constitutifs; - homicide involontaire; - complicité par aide et assistance sans connaissance; - faux non frauduleux
Amnistie par la loi de certains faits défendus par elle. - Exemples: démence et force irrésistible; - mineur de seize ans ayant agi sans discernement; - prescription
Condamnation aux frais de l'accusé absous;
Et aussi du mineur de seize ans ayant agi sans discernement;
Ou même de l'accusé en démence
But du pourvoi du ministère public contre l'arrêt d'absolution
Ce pourvoi est un obstacle à la mise en liberté
Conséquence de la cassation de l'arrêt d'absolution
§ 4. - *Sursis au jugement et renvoi de l'affaire à la session suivante*
Art. 352 du Code d'instruction criminelle
Conséquences dérivant de cette disposition
Pour que la Cour puisse prononcer le renvoi, il faut que l'accusé ait été déclaré coupable
La Cour ne le peut quand la déclaration est favorable à l'accusé

Quand le renvoi est dûment prononcé, les réponses favorables à l'accusé lui sont acquises
Au cas de pluralité d'accusés, renvoi pour les uns et jugement pour les autres
Effet du renvoi au cas où l'accusé est déclaré coupable comme auteur du fait principal et non coupable comme complice
Le renvoi est inutile quand les formes ont été violées par les jurés
En prononçant le renvoi, la Cour dit qu'elle est convaincue que les jurés se sont trompés au fond: aucune loi ne lui défend d'indiquer les motifs de sa conviction
Le renvoi peut être déterminé par toute erreur des jurés sur le fait principal, sur les circonstances aggravantes, sur les faits d'excuse ou dans tout autre cas
La mesure est prononcée d'office et sans provocation. -Quid au cas d'une supplique adressée à la Cour, mais sans conclusions?
Jusqu'à quel moment la Cour peut user de son droit
L'arrêt est préparatoire: il n'est pas soumis au pourvoi avant l'arrêt définitif
§ 5. - *Arrêt de condamnation: application de la loi pénale*
Division des règles relatives à l'application des peines
Texte de l'article 365 qui domine la matière
ART. 1er. *Règles générales.* - La loi est le seul guide de la Cour d'assises. - 1re *Conséquence:* droit de condamnation alors même que le ministère public requiert l'acquittement ou l'absolution
2e *Conséquence:* indépendance de la Cour d'assises relativement à la qualification de l'arrêt de renvoi
3e *Conséquence:* dépendance de la Cour relativement à la déclaration régulière du jury qui doit sortir à effet
Exemples nombreux de cette nécessité d'appliquer la déclaration du jury en matière de: viol; - faux; - complots; - meurtre; - infanticide; - rébellion; - vol; - circonstances aggravantes; - usage de pièce fausse; - attentat à la pudeur; - avortement; - incendie; - faux témoignage
Exception à cette règle quand le jury s'est illégalement posé des questions auxquelles il a fait des réponses surabondantes: renvoi
ART. 2e. *Prorogation de compétence de la Cour quant aux délits.*- Elle n'a lieu que lorsque le fait délictueux est une dégénérescence du fait criminel objet de l'accusation
Espèces dans lesquelles la Cour attirerait illégalement à elle un fait délictueux
La prorogation de juridiction ne s'étend pas à l'action disciplinaire
ART. 3e. *Conviction de plusieurs crimes; interdiction du cumul des peines.* - Rappel du § 2 de l'article 365 et texte de l'article 379
Règle: par la peine la plus forte, l'accusé expie tous ses crimes antérieurs.-Exemples
C'est la *nature de la peine applicable,* et non la *nature des faits poursuivis,* qui sert de base à la règle du non-cumul des peines
Générale, la règle s'applique à toutes les matières criminelles ou correctionnelles comprises dans le Code pénal, et elle comprend les peines pécuniaires comme les peines corporelles
Amende pour délit connexe à un crime - Exemples
Exception à la règle du non-cumul, quand cette règle est en opposition avec le système de répression constitué par des lois spéciales. - Exemple: amende pour atteinte à la libre circulation des grains
Deux peines pour deux délits dont un seul comportait ces deux peines
Les peines accessoires sont, comme la peine principale, absorbées par la péine la plus forte. - Exemples: concurrence des travaux forcés à temps avec la réclusion et l'amende: - concurrence de la réclusion et de l'amende, avec l'amende accessoire au délit de détournement de deniers publics
Peu importe, à cet égard, l'admission des circonstances atténuantes, si, malgré leur influence, la peine la plus forte est encore supérieure ou égale à la peine du crime le moins grave. - Exemple
Ancienne application de ce principe à l'exposition et à la flétrissure
Exception quant aux peines accessoires qui ont un caractère administratif et de police, plutôt qu'un caractère judiciaire. - Exemples: confiscation de l'instrument du délit et surveillance de la haute police
Exception dans l'exception, c'est-à-dire retour à la règle, quand la peine accessoire est la conséquence et la dépendance de la peine appliquée. - Exemple tiré de la surveillance de la haute police accessoire de la peine absorbée
Définition de la peine la plus forte. - 1re *Règle:* il faut considérer non la *durée,* mais la *nature* de la peine. - Exemple: dix ans d'emprisonnement en concurrence avec cinq ans de réclusion
2e *Règle:* la peine la plus forte doit être entendue en ce sens qu'il s'agit du maximum de la peine applicable au crime le plus grave, et les juges peuvent, par une seconde condamnation pour faits antérieurs, épuiser ce maximum. - Exemples
Cette 2e règle s'applique au mineur de seize ans condamné pour plusieurs crimes ou délits. - Exemple
Cependant, comme les juges sont investis d'une faculté et non pas soumis à une obligation, ils peuvent, sans épuiser le maximum, dire que les deux crimes sont suffisamment expiés par la première condamnation
Le principe prohibant le cumul des peines peut être proposé pour la première fois devant la Cour de cassation
En cas de cumul, il y a cassation par voie de retranchement
La peine la plus forte ne purge que les crimes *antérieurs:* les faits postérieurs doivent toujours être poursuivis, même quand la première péine était les travaux forcés à perpétuité; motifs tirés d'une grâce ou d'une révision possibles
Au cas où il y a incertitude sur le caractère définitif de la première condamnation, on soulève la question du non-cumul au moment de l'exécution
ART. 4e. *Graduation et peines indivisibles.* - Droit de graduation entre le *maximum* et le *minimum.* - Il n'emporte pas celui de diviser les peines indivisibles
Les juges ne peuvent plus graduer quand une disposition formelle impose le maximum
L'erreur dans l'application de la peine est inopérante si un second crime poursuivi en même temps justifie cette application
ART. 5e. *Récidive.* - Texte des articles 56 et 57 du Code pénal
1re *Règle:* l'état de récidive n'est constitué que par une *condamnation* antérieure et *définitive*
2e *Règle:* la prescription de la première condamnation ne fait pas obstacle à l'application des peines de la récidive;
Il en est de même des lettres de grâce;
De même aussi de la réhabilitation;
Mais l'amnistie pleine et entière efface la condamnation
3e *Règle:* la partie publique doit établir la première condamnation: - La Cour ne peut, par un arrêt ultérieur, constater et punir la récidive
La preuve ressort de l'extrait régulier de la précédente condamnation
A défaut de la pièce officielle, la preuve peut résulter des documents du procès; et la Cour de cassation a le droit de contrôler s'ils ont été bien appréciés par la Cour d'assises
Exemples: registre d'écrou et lettre du procureur impérial; - extraits non légalisés du greffe et du registre des chiourmes d'un pays étranger
Arrêts affirmant la récidive sans indiquer ni la date de la condamnation, ni la juridiction qui l'aurait portée, ni même sans en faire aucune mention
L'aveu de l'accusé ne suffit pas: cependant il motive les recherches que la Cour de cassation croit devoir ordonner
Quid de l'aveu de l'accusé réuni à d'autres circonstances qui le corroborent?
Admissibilité de la preuve testimoniale
Délai modéré requis par le ministère public pour fournir la preuve
Annulation de l'arrêt motivé sur la récidive qui n'a pas prononcé une peine supérieure à celle qui aurait été encourue sans la récidive
4e *Règle:* état de récidive constaté par la Cour d'office et sans réquisition du ministère public
5e *Règle:* cet état est fondé, non *sur la nature du fait incriminé, mais sur la nature de la peine prononcée:* - circonstances atténuantes d'un crime
6e *Règle:* quand il s'agit de l'application de l'art. 57, le principe est différent: la condamnation pour crime, à une peine même correctionnalisée par les circonstances atténuantes, suffit
7e *Règle:* pas de récidive pour fait antérieur à la condamnation
8e *Règle:* l'état de récidive de l'auteur principal n'étend pas ses effets sur le complice
9e *Règle:* cet état présente à juger une question de droit sortant des attributions des jurés et réservée à la Cour. - Renvoi
ART. 6e. *Excuses.* - Rappel des excuses qui exemptent de toute peine
Peine applicable: en matière de fausse monnaie quand a été admise l'excuse du § 2 de l'art. 135;
En matière de meurtre, coups et blessures excusés par la provocation;
En matière de séquestration excusée par l'art. 343
Malgré l'admission de l'excuse, le ministère public et la Cour ont le droit de rechercher si elle fait obstacle à l'application des peines portées par la loi pour les cas ordinaires
ART. 7e. *Circonstances atténuantes.* - Texte de l'article 463 du Code pénal
Espèces relatives à l'application de cette disposition dans des cas ordinaires
Méthode pour bien appliquer la peine au cas où la récidive concourt avec les circonstances aggravantes.-Exemples importants à cet égard
La récidive n'opère jamais sur la peine capitale. - Comment, en ce cas, on applique les circonstances atténuantes même au récidiviste
Cas où le jury ayant, par sa réponse, dépouillé le fait du caractère de crime, admet pourtant les circonstances atténuantes
Ces circonstances peuvent opérer sur la surveillance de la haute police
Circonstances atténuantes limitées à un ou plusieurs chefs d'accusation
Le complice ne profite pas de l'atténuation résultant des circonstances atténuantes admises pour l'auteur principal seul
ART. 8e *Mineur de seize ans; discernement.* - Quand il a agi sans discernement, il ne peut être soumis à aucune peine
Mais il peut être conduit dans une maison de correction
Sa détention administrative peut être moindre d'un an
L'article 66 du Code pénal est applicable même aux matières réglées par des lois spéciales
Cas où le mineur a agi avec discernement. - Article 67 du Code pénal
Pour fixer la limite du *tiers à la moitié,* le juge n'est pas tenu de s'attacher au maximum de la peine encourue: il peut prendre pour base toute la période entre le maximum et le minimum.
Méthode pour bien appliquer la peine quand les circonstances atténuantes concourent avec l'âge de minorité
ART. 9e *Sexagénaires.* - Article 5 de la loi du 30 mai 1854. - Cassation des arrêts qui, malgré son texte, infligent les travaux forcés aux sexagénaires
Cassation quand, à défaut d'acte de naissance, ces arrêts ne vérifient pas l'allégation de l'accusé qu'il a soixante ans accomplis
La loi de 1854 ne modifie nullement la peine; elle adoucit seulement son mode d'exécution. - Conséquences importantes de cette règle quand il y a des circonstances atténuantes
ART. 10e. *Exécution de la peine capitale.* - Pas de nullité si le lieu de l'exécution n'est pas fixé. - La Cour ne peut l'indiquer par un arrêt postérieur à l'arrêt de condamnation
La Cour empiète sur les pouvoirs de l'autorité administrative si elle *spécialise* la place publique où aura lieu l'exécution
ART. 11e. Amende. - Article 55 du Code pénal
Pas de solidarité si les individus réunis par le même débat ne sont pas poursuivis pour le même crime
Mais elle est obligatoire si le crime est le même quoique les peines aient été différentes
Amendes proportionnelles: nécessité de déterminer le chiffre des restitutions. - Exemples en matière de: achat de suffrages électoraux; - faux; - soustractions par dépositaires de deniers publics; - concussion

Peu importe qu'il y ait eu admission des circonstances atténuantes. - Exemples en matière de faux et de fausse monnaie
La cassation n'a lieu que sur le pourvoi du ministère public
L'amende n'est pas applicable au faux témoignage
Amendes spéciales considérées comme une réparation civile plutôt que comme une peine. - Conséquences, notamment au point de vue de l'acquittement du mineur, de la responsabilité civile de ses parents, et de l'intervention de l'administration
ART. 12e. *Frais et dépens.* - Article 368 du Code d'instruction criminelle
Condamnation à la totalité des frais de l'individu accusé de plusieurs crimes et acquitté sur quelques-uns
Plusieurs accusés; acquittement des uns et condamnation des autres; totalité des frais mise à la charge de ces derniers
Solidarité quant aux frais entre accusés du même crime ou de crimes connexes
Pas de solidarité quand il s'agit de crimes distincts et non connexes
Le condamné ne supporte que les frais régulièrement faits. - Exemples
L'accusé acquitté n'est passible d'aucuns frais: c'est la règle
Exception. - Quand cet accusé acquitté est condamné en des dommages-intérêts: les frais sont alors considérés comme un supplément de réparation civile
Condamnation aux frais du mineur acquitté pour défaut de discernement
Et aussi de l'accusé renvoyé absous
Conséquences de la condamnation ou de l'acquittement de l'accusé relativement à la partie civile, quant aux frais
Intervention de la partie civile restreinte à un seul accusé, lorsqu'il y en a deux ou plusieurs, et que l'un d'eux est acquitté
Frais de voyages et de ports de pièces en matière criminelle ou correctionnelle
Espèces dans lesquelles le greffier a été personnellement condamné aux frais de la procédure à recommencer par sa faute
Espèces analogues quant à l'huissier instrumentaire
Cas où l'huissier a suivi la foi d'une expédition erronée délivrée par le greffier
ART. 13e. *Contrainte par corps.* - La loi du 22 juillet 1867 n'a pas supprimé la contrainte par corps en matière criminelle, correctionnelle et de simple police. - Article 52 du Code pénal
Pas de contrainte quant aux frais dus à l'Etat; mais contrainte pour ceux dus à la partie civile
Pas de contrainte pour aucunes réparations civiles contre l'accusé acquitté. - Exposé des motifs de la loi de 1867
Dans les cas où elle est admise, la contrainte doit être prononcée d'office par les tribunaux de répression
Sursis, pendant un an au plus, à son exécution
Echelle de sa durée déterminée par l'article 9 de la loi de 1867
Nécessité pour les tribunaux de fixer sa durée dans les limites du maximum et du minimum de cette échelle
S'ils ont omis de déterminer la durée, l'Etat et la partie civile peuvent néanmoins exercer la contrainte, restreinte alors au minimum
Articles 10, 11 et 12 de la loi de 1867 relatifs à l'insolvabilité du débiteur, - à la caution qu'il peut fournir, - aux conséquences de son élargissement
Le mineur de seize ans est, dans tous les cas, exonéré de la contrainte
Débiteurs ayant commencé leur soixantième année
Liens de parenté ou d'alliance qui s'opposent à l'exercice de la contrainte
Impossibilité de cet exercice simultané contre le mari et la femme
ART. 14e. *Confiscation.* - Abolition de la confiscation des biens
Confiscation particulière de certains objets
Article 11 du Code pénal: ses applications
Corruption de fonctionnaire public: article 180, même Code
Faux témoignage: article 164, même Code
Caractère réel de la confiscation: conséquence
En cas de confiscation illégale, cassation de l'arrêt par voie de retranchement
ART. 15e. *Prescription. - Prescription de la peine.* - Articles 635 et 636 du Code d'instruction criminelle
C'est le caractère légal du fait, et non la nature de la juridiction ou la nature de la peine qui détermine la durée: conséquence
Les arrêts de contumace sont prescriptibles comme les arrêts contradictoires
Le contumax repris et mis en jugement que le jury déclare coupable d'un fait réduit à un simple délit par le rejet des circonstances aggravantes, est renvoyé absous si, plus de cinq ans s'étant écoulés depuis l'arrêt de contumace, il peut invoquer la prescription de l'article 635
Mais l'arrêt de contumace ayant clos la prescription de l'action publique, il ne peut invoquer la prescription triennale de l'article 638
Les circonstances atténuantes ne changent pas le caractère du fait; la prescription de l'article 635 est seule applicable au crime, dont la peine a été correctionnalisée par ces circonstances
Il en est de même au cas d'une excuse admise
Prescription de l'action publique. - Articles 637 et 638 du Code d'instruction criminelle
Distinction entre la prescription de la peine et la prescription de l'action publique
Pour cette dernière prescription, comme pour la première, les circonstances atténuantes ne dénaturent pas le fait
La minorité de seize ans permet au condamné d'invoquer la prescription correctionnelle
Le plus souvent la prescription constatée par le juge d'instruction ou par la chambre des mises en accusation arrête les poursuites
Mais si elle n'a pas été aperçue, la Cour d'assises doit l'accueillir, même d'office et en tout état de cause: exception d'ordre public, elle peut être proposée pour la première fois devant la Cour de cassation
Quoique le jour où le crime a été commis ne soit pas fixé, l'accusé a le droit d'exciper de la prescription
La Cour d'assises, dessaisie de la cause par son jugement, ne peut, par un arrêt ultérieur, déclarer la prescription
Point de départ de la prescription: jour où le crime a été commis. - Exemples
Crimes successifs: point de départ de leur prescription
Interruption de la prescription par des actes d'instruction ou de poursuite
Définition des actes d'instruction ou de poursuite
Actes auxquels la jurisprudence a refusé ce caractère
En général, la prescription n'est interrompue que par des actes de cette nature. - Exemple: démence
Cependant, un obstacle légal, - par exemple, un sursis, - interrompt la prescription
Actes auxquels a été reconnu le caractère d'actes d'instruction ou de poursuite
Actes faits par un magistrat compétent, mais saisissant un tribunal incompétent
Ces actes d'instruction ou de poursuite ont la puissance interruptive, même lorsque, faits sur un crime, ils ne s'adressent pas à des individus déterminés
Nouveau point de départ de la prescription interrompue
Les règles de la prescription établies par le Code d'instruction criminelle sont applicables à toutes les matières du Code pénal; et aussi aux crimes et délits spéciaux pour lesquels il n'a été autrement disposé
§ 6. - *Dommages-intérêts et restitutions réclamés par les parties*
ART. 1er: *Observations générales.* - Art. 358, 359 et 366 du Code d'instruction criminelle
Pour savoir s'il y a lieu à dommages-intérêts, la Cour d'assises recherche seulement s'il y a eu faute dans le sens de l'article 1382 du Code Napoléon
Elle ne peut allouer de dommages-intérêts que s'ils sont réclamés
Elle possède un pouvoir d'appréciation souverain pour la fixation de la réparation
Les dommages-intérêts sont personnels; - défense de les appliquer à *une oeuvre quelconque;* - interprétation de cette interdiction
La Cour conserve son droit alors même que sa décision ne peut être rendue qu'en empiétant sur la session suivante
Elle n'en est pas dépouillée par cela que, renvoyé à une autre session, le règlement des intérêts civils sera fait par des magistrats autres que ceux qui ont assisté aux débats criminels
A sortiori, elle peut renvoyer sa décision à un jour ultérieur de la même session
La nomination d'un rapporteur est facultative, et, alors même qu'il a été commis, son rapport n'est pas une formalité indispensable
Il faut toujours entendre le ministère public; - nature de sa fonction en cette occurrence; - il clôt la discussion; - cependant, même après ses conclusions, on peut entendre de nouveau les parties.
Au cas de cassation sur les dommages-intérêts, la cause est renvoyée devant un tribunal civil
ART. 2e: *Dommages-intérêts demandés par l'accusé.* - Articles 358 et 359 à ce relatifs
Le droit de l'accusé acquitté, quoique certain, est le plus souvent de pure théorie: pourquoi? - Droit de la Cour d'apprécier la nature de la dénonciation
Difficultés d'exécution des articles 358 et 359. - 1re difficulté: *moment* où l'accusé devra faire valoir ses droits; - cas où il n'a connu ses dénonciateurs que *depuis* le jugement
Cas où il les a connus *avant.* - Par le jugement, on doit entendre la déclaration du jury. - Renvoi
2e difficulté: *comment* l'accusé formera sa demande contre ses dénonciateurs: s'ils sont présents, des conclusions peuvent suffire; - s'ils sont absents, faut-il une citation?
L'accusé ou son défenseur, pour demander les dommages-intérêts, n'ont pas besoin du ministère d'un avoué
ART. 3e: *Dommages-intérêts demandés par la partie civile.* - La partie civile n'existe que pour réclamer des dommages-intérêts
Les tiers, autres que la partie civile, qui sont lésés, ne peuvent agir que devant le tribunal civil
Non-recevabilité de la partie civile qui, antérieurement, a porté son action civile devant une juridiction autre que la Cour d'assises
La partie civile peut agir sans le concours d'un avoué
Elle doit former sa demande *avant le jugement*
Qu'est-ce que le jugement? - C'est la déclaration du jury
Mais si elle s'est constituée avant la clôture des débats, la partie civile a le droit de préciser la quotité des dommages-intérêts et de les réclamer après l'ordonnance d'acquittement
L'accusé, quoique acquitté, peut être condamné en des dommages-intérêts
Exemples en matière de: coups; - homicide; - attentat à la pudeur; - possession d'ouvrages d'or avec faux poinçons; - vol; - diffamation par la voie de la presse; - violences envers les préposés de la douane; - faux testament; - recel; - détournement de mineure; - duel; - banqueroute frauduleuse; - baraterie
L'arrêt qui prononce des dommages-intérêts contre l'accusé acquitté viole la chose jugée s'il se met en opposition flagrante avec la déclaration du jury. - Exemples en matière de coups volontaires
Spécialement, il en est ainsi lorsque le jury a déclaré que l'accusé avait agi pour sa *légitime défense*
La condamnation aux dommages-intérêts peut être fondée sur des faits qui, sans être le fait même de l'accusation, s'y rattachent intimement
Mais la Cour commet un excès de pouvoir si elle se fonde sur des faits étrangers à l'accusation

Dommages-intérêts excédant le taux de l'intérêt légal
En cas de minorité de l'accusé, il n'est besoin, pour sa condamnation aux dommages-intérêts, de mettre son tuteur en cause; - ni, en cas de faillite, le syndic
La compétence de la Cour s'étend aux personnes civilement responsables
Si l'incompétence est opposée par l'accusé, la Cour doit statuer sur l'incompétence d'abord, puis sur le fond par un second arrêt. - L'accusé ne peut faire défaut
Malgré le pourvoi en cassation contre l'arrêt de condamnation, la Cour d'assises peut statuer sur les dommages-intérêts
La condamnation aux dommages-intérêts contre l'accusé acquitté étant rendue en matière civile, il est obligé de fournir l'amende sur son pourvoi. - Il en est autrement au cas où ces réparations sont prononcées contre l'accusé condamné criminellement
L'accusé absous est, *à fortiori,* passible des dommages-intérêts
ART. 4e: *Restitutions et autres intérêts civils.* - Article 366, 2e et 3e alinéa
Le président est incompétent pour ordonner les restitutions: il faut un arrêt
La Cour peut rendre cet arrêt d'*office,* sans conclusions du propriétaire, sans audition du ministère public, sans interpellation à l'accusé
La restitution ne peut comprendre que les objets existant en nature, et non pas leur valeur quand ils ont été dénaturés
Le droit de la Cour ne s'efface pas lorsque l'accusé soutient qu'il est propriétaire des objets dont la restitution est réclamée
Restitution au cas d'acquittement d'un serviteur à gages accusé d'abus de confiance
Il est sursis à la restitution au cas de pourvoi en cassation: motifs de ce retardement
Mesures spéciales au cas de faux dans des actes authentiques: article 463 du Code d'instruction criminelle
Annulation du remplacement militaire opéré à l'aide de pièces fausses: article 43 de la loi du 21 mars 1832
Réparations civiles autres que des restitutions proprement dites. - Exemples: annulation d'actes de vente; réintégration à la masse d'un immeuble frauduleusement vendu par le failli
Annulation du second mariage contracté par un bigame: en présence de qui elle doit être prononcée
§ 7. - *Prononciation de l'arrêt et dernier avertissement à l'accusé*
ART. 1er. *Prononciation de l'arrêt.* - Article 369 du Code d'instruction criminelle
Prononciation à haute voix. - Mention suffisante du procès-verbal disant que l'arrêt a été *prononcé*
Publicité nécessaire. - Mentions suffisantes du procès-verbal
L'absence d'un juré au moment de la prononciation n'est pas cause de nullité
Il en est autrement de l'absence de l'accusé
La présence du ministère public me paraît nécessaire
Renvoi du prononcé de l'arrêt au lendemain
Omission du président immédiatement réparée
La lecture des textes qui n'a pas été faite *avant* la prononciation de l'arrêt peut être faite *après*
Indication de textes de loi qui peuvent n'être ni lus ni insérés dans l'arrêt
Textes qu'il faut lire en cas de conviction de plusieurs crimes
Lecture de textes anciens; - ou de textes erronés, mais qui justifient l'application de la peine
Du reste, cette formalité de l'article 369 n'est pas prescrite à peine de nullité
Mention suffisante de l'arrêt dans lequel il est dit: *vu et lu les articles*
L'arrêt prononcé est irrévocable, surtout lorsque la Cour a procédé à une autre affaire
ART. 2e. *Dernier avertissement à l'accusé.* - Article 371 du Code d'instruction criminelle
Exhortation à la fermeté et à la résignation
Apostrophe au condamné dégradé de la Légion d'honneur
L'avertissement relatif au droit de pourvoi ne concerne que les matières de grand criminel
Il n'est pas prescrit à peine de nullité: absence de grief en faveur du condamné qui s'est pourvu dans le délai légal
Formule de ce dernier avertissement. - Levée de la séance
LIVRE CINQUIEME. Procès-verbal des séances.
Pages.
§ 1er. - *Forme matérielle du procès-verbal*
But du procès-verbal
Le greffier, chargé de dresser le procès-verbal, peut se faire suppléer par ses commis greffiers assermentés
Pourvu qu'il le signe, après avoir assisté à tous les débats, il peut ne pas l'écrire lui-même
Nécessité de la signature du président. - Signature illisible
La signature du greffier est aussi nécessaire. - Cas où les débats ayant duré plusieurs jours, il y a des procès-verbaux distincts: omission de signature de l'un de ces actes
Force majeure empêchant le greffier de rédiger et de signer le procès-verbal: le président procède seul. - Intervention partielle du greffier en chef
Cas où c'est le président qui, empêché par la force majeure, ne peut signer: délégation d'un assesseur
La signature du président n'est pas de pure forme: son devoir de vérification
Dissentiment entre le président et le greffier sur la rédaction
Signature donnée par erreur par un magistrat autre que le président: rectification
Signature du ministère public sans effet utile ni irritant
Si l'affaire dure plusieurs jours, le greffier peut, ou dresser un seul procès-verbal d'ensemble, ou un procès-verbal distinct pour chaque séance
Chaque procès-verbal distinct doit être signé et mentionner l'accomplissement des formalités dans la séance dont il rend compte
Le procès-verbal doit être daté. - Omission ou erreur de la date réparables par les autres énonciations de cette pièce elle-même ou d'autres pièces
Ratures, renvois, surcharges et interlignes. - Renvoi et rappel de deux règles à cet égard
Blancs existant dans le procès-verbal
Pas de forme sacramentelle pour la rédaction
Interdiction des procès-verbaux imprimés
Et aussi des procès-verbaux manuscrits écrits à l'avance
Cependant on pourrait imprimer les têtes et les choses d'usage
L'interdiction d'imprimer ne s'applique qu'au procès-verbal *des séances* et non à l'opération du tirage au sort du jury de jugement
Utilité de mentionner les faits en détail dans l'ordre où ils se produisent; mais faculté de relater *in globo* les formalités identiques
Faculté de réunir dans un seul procès-verbal le tirage du jury et le narré des débats
Insignifiance de quelques fautes d'orthographe
§ 2. - *Dans quel délai il doit être rédigé*
Aucun délai n'est fixé pour la signature du procès-verbal: conséquences
Le président peut donc n'apposer sa signature que quelque temps après le greffier
Cas exceptionnel où l'accusé refuse de comparaître ou est expulsé de l'audience
§ 3. - *Contenu du procès-verbal*
Disposition de l'article 372 relative aux choses que le procès-verbal doit contenir et à celles qu'il ne peut mentionner
Choses que le procès-verbal ne peut pas mentionner. -1° Réponses des accusés: violation de cette interdiction; espèces diverses
La disposition prohibitive ne s'applique qu'aux réponses de l'accusé ayant un rapport quelconque avec la culpabilité. - Exemples
Aveux de l'accusé recueillis par la gendarmerie, en dehors du procès-verbal des séances
En cas de violation de la règle prohibitive, la nullité du procès-verbal s'ensuit et profite à tous les accusés
2° Défense de mentionner le contenu aux dépositions des témoins: exception au cas où il s'agit de constater des changements, additions et variations
Observations sur ce cas exceptionnel, - et renvoi
Nullité si, hors ce cas, le contenu aux dépositions est relaté; - même lorsqu'il s'agit de constater l'état mental de l'accusé
A fortiori il y a nullité si, avec les dépositions, on relate les réponses de l'accusé
Mais la nullité n'est pas encourue lorsque, un incident étant soulevé, la mention des dépositions est produite par la nécessité de motiver l'arrêt
Ni au cas de réunion des dépositions pour arriver à l'application de l'article 318;
Ni lorsque l'on énonce que les experts ont dit qu'ils étaient unanimes;
Ni pour la déclaration des témoins relative à leur individualité
Droit du ministère public de faire constater les dépositions des témoins pouvant donner lieu à une poursuite ultérieure
Notes sur les dépositions prises en dehors du procès-verbal
Choses que le procès-verbal doit contenir.- Observation générale
Règle dominante: toute formalité non constatée est réputée omise; et, si la formalité est substantielle, l'annulation du procès-verbal et des débats s'ensuit.
Enumération des formalités substantielles dont l'accomplissement doit être mentionné. - Retour sommaire sur ces formalités successivement examinées dans le cours de l'ouvrage
Analyse de quelques mentions suffisantes ou insuffisantes quant à la constatation de la publicité
La nullité n'existe pas si la formalité omise ou mal constatée n'était ni substantielle, ni expressément prescrite à peine de nullité
Rappel des formalités qui n'ont pas ce caractère
Accomplissement des formalités mentionnées par la citation de l'article de loi qui les prescrit
Les termes du procès-verbal doivent être interprétés d'une manière favorable à son maintien. -Exemple
Communication du procès-verbal au conseil de l'accusé.-Refus et ses conséquences
§ 4. - *Sanctions pénales*
Le procès-verbal irrégulier est nul et entraîne l'annulation des débats. - Frais de la procédure à recommencer à la charge du greffier. - Amende au cas de défaut de procès-verbal, ou d'omission de sa signature
Qui prononce cette amende?
§ 5. - *Foi due au procès-verbal*
Foi due au procès-verbal jusqu'à inscription de faux. - Espèces dans lesquelles, cette inscription n'étant pas faite, on n'a pas permis de contester ses mentions
Ce que le procès-verbal ne dit pas étant réputé n'avoir pas été fait, son silence a la même puissance que ses affirmations.-Exemple
Limite de la foi due au procès-verbal.-Ses énonciations contredites par un fait matériel constaté par un acte authentique.-Exemple: signature de la déclaration du jury
Contradiction entre le procès-verbal et un arrêt formel de la Cour: ce dernier acte a une puissance supérieure
Lois qui autorisent la Cour de cassation à admettre l'inscription de faux
L'inscription n'est recevable que si les faits allégués sont pertinents et admissibles.-Quels faits n'ont pas ce double caractère

Espèce dans laquelle la Cour de cassation a admis l'inscription de faux: bonne foi du président et du greffier; nullité du procès-verbal
Procédure à suivre pour l'inscription de faux
TROISIEME PARTIE. Pourvoi encassation et renvoi devant une autre Cour d'assises.
Comment ce sujet va être envisagé
Articles du Code d'instruction criminelle qui s'occupent de la matière
Division de la troisième partie
4045 à 4229. CHAP. I[er]. - **Pourvoi en cassation**
4045 à 4070. **SECTION I[re]. - Ouvertures à cassation**
4071 à 4077. **SECTION II. - Effets du pourvoi**
4078 à 4104. **SECTION III. - Personnes qui peuvent se pourvoir**
4105 à 4139. **SECTION IV. - Conditions de recevabilité du pourvoi**
4140 à 4150. **SECTION V. - Désistement du pourvoi: ses effets**
4151 à 4170. **SECTION VI. - Instruction devant la Cour de cassation**
4171 à 4211. **SECTION VII. - Jugement du pourvoi**
4212 à 4229. **SECTION VIII. - Pourvoi dans l'intérêt public et dans l'intérêt de la loi**
4045 à 4070. **SECTION I[re]. - Ouvertures à cassation**
Généralités. - La Cour de cassation contrôle la qualification légale et rectifie les conséquences erronées tirées des faits
Elle ne pénètre pas dans l'examen des faits eux-mêmes. - Exemples
Nullités d'ordre public relevées par elle d'office. - Exemples: amnistie, prescription
Violation d'une maxime de jurisprudence non revêtue du caractère législatif
C'est le dispositif et non les motifs des arrêts qui constitue la décision
Violation de la loi par un arrêt interlocutoire ayant acquis l'autorité de la chose jugée
Indication des ouvertures à cassation
1° Incompétence et excès de pouvoir.-On ne peut contester la compétence de la Cour d'assises, envisagée au point de vue général. - Mais cette Cour peut faire des actes d'incompétence.- Exemple
Pas d'ouverture à cassation si, n'ayant pas réclamé, un accusé est jugé par une Cour d'assises, au lieu de l'être par un conseil de guerre
L'excès de pouvoir, qui donne ouverture à cassation, n'est qu'une incompétence relative
2° Violation ou inobservation des formalités.- Art. 408 du Code d'instruction criminelle, § 1[er]
Le condamné peut-il attaquer l'arrêt de mise en accusation? - Dans quelles limites le peut-il? - Distinction pour le cas où l'accusé a reçu, ou non, l'avertissement prescrit par l'art. 296
Les vices des actes de procédure *antérieurs* à l'arrêt de mise en accusation ne donnent pas ouvertures à cassation
L'accusé mis en jugement avant le délai de cinq jours fixé pour le pourvoi contre cet arrêt, est non recevable à critiquer cela si, renonçant à son droit de recours, il a demandé à être jugé
Renvoi quant à l'indication des formalités prescrites sous peine de nullité ou substantielles par elles-mêmes
L'omission ou la violation de ces formalités peut être inopérante: dans quel cas?- Renvoi et nouveaux exemples
3° Omission ou refus de statuer sur des demandes ou réquisitions tendant à user d'une faculté ou d'un droit accordé par la loi. - Art. 408, § 2
Il faut qu'il y ait réquisition expresse. - Renvoi et exemple
Il ne suffit pas qu'il y ait réquisition: il faut encore qu'il s'agisse d'une faculté ou d'un droit accordé par la loi. - Renvoi et nouveaux exemples
Ouverture à cassation si le président, et non la Cour, a prononcé sur un incident contentieux. - Renvoi
Quid si la Cour, en statuant, méconnaît le droit justement prétendu? - Distinction. - Exemples
4° Violation ou fausse application de la loi pénale. - Art. 410 du Code d'instruction criminelle
Comment la Cour vérifie si cette ouverture à cassation est fondée. - Renvoi pour les exemples et un exemple nouveau
Absolution de l'accusé prononcée à bon droit ou à tort. - Renvoi quant aux espèces
Peine bien appliquée et loi *mal citée.* - Exemples
La fausse interprétation de la loi ne peut être confondue avec sa citation erronée. - Ses conséquences conduisent à l'annulation. - Renvoi pour les exemples
4071 à 4077. **SECTION II. - Effets du pourvoi**
Effet suspensif du pourvoi contre l'arrêt de condamnation. - Art. 373
Cet effet n'appartient pas au pourvoi contre les arrêts incidents rendus au cours des débats
L'irrégularité du pourvoi, ne pouvant être appréciée que par la Cour de cassation, n'empêche pas son effet suspensif. - Exception
Le pourvoi du ministère public a, comme celui du condamné, l'effet suspensif
L'effet suspensif empêche l'exécution quant aux intérêts civils. - Décès du condamné avant le jugement du pourvoi
Exécution du condamné à mort avant le jugement du pourvoi
Effet dévolutif du pourvoi
4078 à 4104. **SECTION III. - Personnes qui peuvent se pourvoir**
Règle générale: toutes les parties au procès ont le droit de pourvoi
1° *Condamné.* - Il faut qu'on l'avertisse de son droit
Il peut exciper de toutes les ouvertures à cassation admises par la loi
Notamment du refus d'obtempérer aux réquisitions du ministère public pouvant avoir un effet avantageux pour sa défense
Au cas où il y a plusieurs condamnés, chacun d'eux agit selon son droit particulier. - Néanmoins, le complice peut invoquer certains moyens relatifs à l'auteur principal du fait
Le condamné ne peut se pourvoir contre son intérêt. - Nombreux exemples
Pourvoi par un inconnu. - Renvoi
Non-recevabilité du pourvoi de l'accusé absous
Pourvoi par l'accusé acquitté, auquel on a refusé des dommages-intérêts. - Dans quel délai il est formé
2° *Civilement responsable.* - Recevabilité de son recours
Pourvoi du syndic de la faillite de l'accusé condamné à des dommages-intérêts
3° *Ministère public.* - Recevabilité de son pourvoi même contre l'arrêt rendu conformément à ses réquisitions
Ou quand, par erreur, il a été formulé dans l'intérêt de la loi
C'est le ministère public près la Cour d'assises, en exercice, qui est compétent pour exercer le recours
Au cas de décès du condamné, il n'y a lieu à statuer sur le pourvoi du ministère public
Quand l'accusé a été acquitté légalement, l'annulation ne peut être poursuivie que dans l'intérêt de la loi. - Il en est autrement quand l'ordonnance d'acquittement est illégale. - Renvoi
Sur quoi porte le pourvoi du ministère public, au cas d'absolution de l'accusé
Effets de ce pourvoi au cas de condamnation, soit contre, soit pour le condamné
Défaut de qualité du ministère public pour se pourvoir en ce qui concerne les intérêts civils
Droit d'intervention de l'accusé sur le pourvoi du ministère public
4° *Partie civile.* - Son pourvoi est restreint aux intérêts civils
Sur quoi il peut porter, au cas d'acquittement ou d'absolution de l'accusé. - Son délai
Droit d'intervention de l'accusé sur le pourvoi de la partie civile
Reprise du pourvoi de la partie civile, décédée sans héritier à réserve, par son légataire universel
Au cas de cassation sur le règlement des intérêts civils, il y a renvoi à un tribunal et non à une Cour d'assises
5° *Dénonciateur.* - Recevabilité de son pourvoi lorsqu'il a été condamné à des dommages-intérêts
6° Conseil de l'accusé. - Recevabilité du pourvoi qu'il forme en son nom, pour l'intérêt de son client.
4105 à 4139. **SECTION IV. - Conditions de recevabilité du pourvoi**
1° *Mode et forme du recours.* - Art. 417 du Code d'instruction criminelle
C'est au greffe de la Cour qui a rendu l'arrêt que la déclaration de pourvoi doit être faite. - Exemples de recours irréguliers
Exceptions au cas où il y a impossibilité constatée de suivre cette forme. - Exemples
Déclaration reçue par le greffier, sur son registre, ailleurs qu'au greffe
Le mandataire faisant la déclaration doit avoir une procuration spéciale. C'est la règle générale
Espèce dans laquelle on a reconnu l'existence de ce pouvoir
Pas de nullité si ce pouvoir n'est pas annexé à la déclaration
Représentants du déclarant dispensés, par leur qualité, du pouvoir spécial. - Avoués, avocats des parties
Aucune formule sacramentelle pour la déclaration; inutilité de viser la loi violée; rédaction habituellement faite par le greffier
2° *Notification à l'accusé du pourvoi du ministère public ou de la partie civile.* - Art. 418 du Code d'instruction criminelle
Le délai de trois jours pour cette notification n'est pas prescrit à peine de nullité
3° *Délai du pourvoi.* - Il est de trois jours francs; comment on les compte. - Ce délai est commun au ministère public et à l'accusé
Il court sans notification de l'arrêt. - Exception au cas où l'accusé a refusé de comparaître ou a été expulsé de l'audience
Au cas de pourvoi contre un arrêt d'absolution, le ministère public a encore trois jours francs
Au cas d'acquittement, le délai est de vingt-quatre heures: il se compte par heures de *momento ad momentum*
Les jours fériés sont jours utiles. - Délai prorogé au cas de force majeure, par un fait étranger à la volonté de l'accusé. - Exemples
Le dernier jour appartient *tout entier* au condamné
Omission de l'avertissement que le président doit donner au condamné
4° *Consignation de l'amende.* - Elle est de règle générale
Où elle peut être faite
Dispense en faveur des condamnés en matière criminelle;-des agents publics;-des indigents
C'est la nature du fait et non celle de la peine qui détermine s'il y a condamnation en matière criminelle. - Peine d'un crime correctionnalisée par les circonstances atténuantes ou par une excuse; - Incompétence des tribunaux correctionnels parce que le fait est un crime; - Dommages-intérêts à la suite d'une condamnation criminelle; - Mineur de seize ans déclaré coupable de crime
Nécessité de la consignation quand c'est, non la peine, mais le fait qui a été correctionnalisé par la réponse négative du jury, sur les circonstances aggravantes;
Ou quand l'accusé a été, quoique acquitté, condamné en des dommages-intérêts;

Ou, et à plus forte raison, au cas d'absolution et de condamnation civile
Consignation par le juré défaillant condamné à une amende
Nécessité et mode de constatation que la consignation a été effectuée
Rétractation de l'arrêt de déchéance rendu dans l'ignorance de l'existence de la consignation
La rétractation est demandée par requête présentée à la Cour et signée par un avocat à la Cour de cassation
5° *Mise en état.* - Art. 419: mise en état de la procédure par la partie civile
Mise en état des individus condamnés à une peine emportant privation de la liberté. - Condamnés criminels qui s'évadent
6° *Recours contre les arrêts préparatoires et d'instruction.* - Art. 416 du Code d'instruction criminelle
Indication d'arrêts préparatoires et d'instruction contre lesquels le pourvoi n'est pas recevable avant l'arrêt définitif
Ordonnances rendues par le président avant les débats
Recours recevables contre les arrêts interlocutoires et contre certains arrêts incidents qui ont un caractère définitif
Sur le pourvoi contre l'arrêt définitif, on peut attaquer les arrêts préparatoires sans former un pourvoi spécial contre eux
4140 à 4150. **SECTION V. - Désistement du pourvoi: ses effets**
Droit de désistement du pourvoi
Le silence de la loi, à cet égard, est suppléé par la jurisprudence
Personnes qui peuvent se désister
Le ministère public ne le peut pas
Etat de la procédure pendant lequel le désistement est recevable
Mode et formule du désistement. - Exemples
Le président des assises, le directeur de la prison, n'ont pas qualité pour recevoir le désistement
Le désistement est pur et simple
Il faut qu'il soit sur papier timbré et enregistré
Rétractation immédiate du désistement, surtout lorsqu'il est irrégulier
Effets du désistement, quant à l'amende, quant à l'indemnité et aux frais, - quant au point de départ de la peine, - quant à la rétractation possible d'un arrêt de déchéance, - quant à l'irrévocabilité de l'arrêt de mise en accusation
4151 à 4170. **SECTION VI. - Instruction devant la Cour de cassation**
4151. Division de la matière
1° *Dans quelle forme et par qui la Cour de cassation est saisie.* - Art. 422 du Code d'instruction criminelle
La requête est facultative: et, à plus forte raison, le délai de dix jours pour son dépôt n'est pas impérieux
La partie civile n'est tenue de recourir au ministère d'un avocat à la Cour de cassation que lorsqu'elle veut transmettre *directement* au greffe de cette Cour sa requête et l'expédition de l'arrêt attaqué
Art. 423 et 424. - Inventaire et envoi des pièces à la Cour de cassation
2° *Délai dans lequel il sera statué.* - Art. 425
Le délai d'un mois au plus tard n'est pas de rigueur: il peut être dépassé sans déchéance du pourvoi
Sursis au cas où le demandeur en cassation est atteint d'aliénation mentale
3° *Mode d'instruction devant la Cour de cassation.* - Art. 426. - Jugement direct par la chambre criminelle
Détail des formes de la procédure: ordonnance du 15 janvier 1826
1re *Obs.* - La Cour de cassation n'a pas le droit d'ordonner l'extraction des détenus pour les entendre en personne
2e *Obs.* - Au grand criminel, les avocats à la Cour impériale peuvent plaider devant la Cour de cassation
3e *Obs.* - La partie civile ne peut faire soutenir son pourvoi à l'audience que par un avocat à la Cour de cassation
4e *Obs.* - Avocats d'office pour les condamnés à la peine capitale
5e *Obs.* - La Cour de cassation peut ordonner des avant-faire droit. - Exemples
6e *Obs.* - Elle n'ordonne pas des enquêtes sur les allégations en dehors du procès-verbal
7e *Obs.* - Pas de signification obligée de l'arrêt de cassation d'une précédente condamnation
4° *Y a-t-il, en Cour de cassation, des arrêts par défaut, susceptibles d'opposition?* - En règle générale, l'opposition n'est pas admissible
Par exception, l'opposition est reçue, lorsque les parties n'ont pas été mises en mesure de se défendre
En ce cas exceptionnel, le délai de l'opposition est de trois jours
4171 à 4211. SECTION VII. - Jugement du pourvoi.
§ 1er. - *Arrêts de rejet*
1re conséquence de l'arrêt de rejet: pas de nouveau pourvoi de la partie dont le recours est rejeté; - exécution de l'arrêt vainement attaqué. - Art. 438 et 439
Art. 436. - 2e conséquence: condamnation de la partie civile à l'indemnité, aux frais et à l'amende
Le condamné criminel ne supporte que les frais
Pas de notification à l'accusé de l'arrêt qui rejette son pourvoi
§ 2. - *Arrêts de cassation*
Généralités. - Moyens d'ordre public suppléés d'office
Exonération des frais, au cas de cassation. - Fautes graves de l'officier ou du juge
Restitution de l'amende consignée
La cassation de l'arrêt de condamnation fait tomber la condamnation aux dommages-intérêts
L'annulation prononcée sur le pourvoi du ministère public peut profiter à l'accusé
Indication des différentes natures de cassation
Cassation de l'ordonnance d'acquittement: ses effets. - Renvoi
Cassation de l'arrêt d'absolution: ses effets. - Renvoi
Cassation de l'arrêt de condamnation. - 1° *Cassation par voie de retranchement.* - Exemples: cumul des peines; - confiscation; - contrainte par corps; - frais de procédure annulée; - condamnation du ministère public aux dépens; - exécution de la peine capitale;
2° *Cassation sans renvoi.* - Exemples: renvoi illégal du jury dans sa chambre; - amnistie; - réponse du jury sur une question non posée; - fait ajouté par la Cour d'assises; - violation de la chose jugée; - fait nouveau étranger à l'accusation;
Condamnation alors que la déclaration du jury ne comporte aucune peine. - Exemples: vol au préjudice du mari par la femme; - enlèvement d'une mineure par une femme
Faits couverts par la prescription
Questions ne comprenant pas les éléments constitutifs du crime. - Cas où ces éléments sont relevés par l'arrêt de mise en accusation
Déclaration du jury purgeant en faveur de l'accusé l'accusation telle qu'elle résulte de cet arrêt; mais reconnaissant la culpabilité sur une question ajoutée comme résultant des débats. - Renvoi
3° *Cassation partielle avec renvoi.* - Art. 434, § 1er
Peines de la récidive appliquées lorsqu'il n'y avait pas lieu
Peine aggravée par l'effraction qui n'existe pas légalement
Arrêt qui repousse des conclusions tendantes à absolution, sans donner de motifs. Maintien de la déclaration du jury et renvoi pour en faire l'application
Art. 434, dernier aliéna. - Cassation partielle alors que les divers chefs d'accusation sont distincts et indépendants les uns des autres
Omission de prononcer sur les frais de la contumace de l'accusé acquitté
Condamnation indue de la solidarité quant aux frais
Omission de fixer la durée de la contrainte par corps, quand il y échet
Condamnation à des dommages-intérêts, sans audition du ministère public
Quand il y a cassation partielle, les réponses favorables à l'accusé sont, en général, maintenues. - Nombreux exemples
Par contre, les réponses reconnaissant sa culpabilité sont acquises à la vindicte publique, malgré la cassation portant sur d'autres chefs distincts et divisibles
Cassation de l'arrêt incident provoquant une nouvelle déclaration du jury alors que la première déclaration était régulière et nécessitait la condamnation
4° *Cassation totale.* - Art. 434, § 2, et 408, § 1er. - Effets de l'annulation totale
Cassation pour complexité prohibée de la question
Réponse du jury ne s'expliquant pas sur les éléments constitutifs du crime, alors que ces éléments sont relevés par l'arrêt de mise en accusation
Cassation au cas où les circonstances ou les chefs d'accusation sont indivisibles, concomitants, et inséparablement unis. - Nombreux exemples
La cassation, sur une question subsidiaire posée comme résultant des débats, après une réponse négative sur le fait principal relevé en vertu de l'arrêt de mise en accusation, entraîne la cassation totale. - Renvoi
Crime commis à l'audience; travaux forcés contre un sexagénaire; renvoi devant la chambre des mises en accusation
Annulation des débats pour défaut de publicité
Désignation de la juridiction de renvoi. - Art. 429. - Indication des juridictions à saisir selon les cas
Comment la désignation est faite. - Art. 430
Nécessité de mentionner que la désignation résulte d'une délibération spéciale, prise en la chambre du conseil
Considérations particulières autorisant le rapport de l'arrêt contenant la désignation, et motivant l'indication d'une autre juridiction
4212 à 4229. **SECTION VIII. - Pourvoi dans l'intérêt public et dans l'intérêt de la loi**
En respectant l'autorité de la chose jugée, on peut, dans l'intérêt public et de la loi, déférer à la Cour de cassation les arrêts qui violent la loi
1° *Pourvoi sur l'ordre du ministre de la justice.* - Art. 441
Ce pourvoi peut porter non-seulement sur les arrêts, mais encore sur les actes judiciaires;
Spécialement sur une ordonnance excédant les pouvoirs du président des assises;
Sur une ordonnance du juge-commissaire d'une faillite se transformant en juge d'instruction;
Sur des actes constatant la diversité d'opinions des différents membres d'un tribunal
Le procureur général près la Cour de cassation ne peut ajouter des moyens à ceux qui lui sont indiqués par l'ordre formel du ministre. - Mais il peut les développer
L'annulation, provoquée sur l'ordre du ministre, profite au condamné, sans jamais pouvoir lui nuire
Exemples divers
Quant à la partie civile, cette annulation ne modifie en rien sa position
Le condamné peut intervenir pour appuyer ce pourvoi
2° *Pourvoi d'office par le procureur général.* - Article 442
Observation sur ce pourvoi restreinte ici à ce qui concerne les Cours d'assises
Ce pourvoi moins étendu que celui formé d'ordre du ministre: 1° il ne peut être formé que contre des arrêts; - 2° il n'est pas recevable si les parties sont dans les délais pour former un recours, ou si le recours, formé par elles, a été rejeté au fond.

Les effets de l'annulation prononcée sur ce pourvoi n'altèrent en rien l'autorité de ce qui a été jugé par la Cour d'assises
Le ministère public près la Cour d'assises n'est pas recevable à se pourvoir dans l'intérêt de la loi
Exception au cas où il attaque une ordonnance d'acquittement. - Renvoi
Pas de délai fatal, ni de forme sacramentelle pour le pourvoi dans l'intérêt de la loi. - Pourvoi recevable à l'audience même quand les parties ont formé leurs recours
4230 à 4260. CHAP. II. - **Jugement par la Cour de renvoi**
1° *Compétence de la Cour de renvoi.* - La Cour d'assises saisie du renvoi a le droit de vérifier sa compétence
A moins de limitation, cette Cour prend le procès tel qu'il existait devant la première Cour dont l'arrêt a été cassé. - Et, en règle générale, son examen porte sur l'ensemble de l'accusation, sans en excepter les questions qui avaient été résolues en faveur de l'accusé. - Exemple relatif aux circonstances aggravantes
Acquittement sur la question principale de culpabilité comme auteur principal, et condamnation sur la question subsidiaire de complicité: l'annulation de cette dernière fait tout revivre
2° *Procédure devant la Cour de renvoi.*-Art. 435
Il faut désigner un conseil à l'accusé, même lorsqu'il ne s'agit que d'appliquer la peine
Nécessité par la Cour de renvoi de juger: elle ne peut surseoir
Interprétation d'un arrêt de cassation quant à la simultanéité du débat à l'égard de plusieurs accusés
Quand la cassation ne s'étend pas à l'arrêt de mise en accusation, il n'est pas nécessaire de renouveler l'avertissement prescrit par l'article 296
L'annulation s'arrêtant aux débats, il n'est nécessaire ni de dresser un nouvel acte d'accusation, ni de procéder à une nouvelle notification des arrêt de renvoi et acte d'accusation
Ni, dans ce cas, de notifier une nouvelle copie gratuite des pièces
Acquittement sur deux chefs; nouveaux débats pour un troisième chef; lecture totale de l'ancien acte d'accusation; audition des témoins même relatifs aux chefs écartés du débat
Droit du ministère public de faire entendre tous les anciens témoins, d'en omettre quelques-uns, d'en ajouter de nouveaux
Audition comme témoin, de la partie civile qui n'a pas renouvelé sa constitution
Jugement sans assistance de jurés, lorsqu'il ne s'agit que de l'application de la peine
Plénitude du droit d'application de la peine de la Cour de renvoi, qui n'est pas liée par l'arrêt cassé
Quand l'annulation a été totale, le président doit poser toutes les questions, même celles qui avaient été résolues en faveur de l'accusé. - Renvoi
Si le complice par recel comparaît seul, il faut poser les circonstances aggravantes qui qualifient le vol
L'officier du ministère public n'est pas lié par les réquisitions de son collègue lors de l'arrêt cassé
3° *Seconds pourvois.* - Indication des moyens qui peuvent être proposés
Si le nouveau pourvoi produit des moyens nouveaux, la chambre criminelle est compétente pour y statuer
Cas où le pourvoi est fondé sur les mêmes moyens. - Ancienne législation et loi du 1er avril 1837.- Compétence des chambres réunies: obligation de la troisième Cour de s'incliner devant la doctrine que ces chambres consacrent
Ce qu'on doit entendre par *les mêmes moyens*
La compétence des chambres réunies s'étend aux seconds pourvois formés dans l'intérêt de la loi
C'est à la chambre criminelle, et non aux parties, à saisir les chambres réunies
Cas où des moyens nouveaux viennent s'adjoindre aux anciens moyens: compétence respective de la chambre criminelle et des chambres réunies
Annulation dans l'intérêt de la loi de l'arrêt de la seconde Cour qui, en s'inclinant devant la décision de la Cour régulatrice, improuve sa doctrine
La partie qui était défenderesse sur le premier pourvoi et qui devint demanderesse sur le second pourvoi, peut reproduire le système antérieurement repoussé
Après cassation d'un arrêt d'absolution, si l'accusé est condamné par la Cour de renvoi, il peut se pourvoir et invoquer tous les moyens légaux
Rejet du pourvoi du condamné; cassation sur le pourvoi du ministère public, pour fausse application de la loi; non-recevabilité du condamné à exciper des vices antérieurs à la déclaration du jury
Frais compétemment faits antérieurement au dernier acte annulé: ils sont valablement mis à la charge du condamné
Dernier mot de l'ouvrage
FIN DE LA TABLE DES MATIERES contenues dans le tome IV (deuxième volume).